LE

CORRESPONDANT

RECUEIL PÉRIODIQUE.



LE CORRESPONDANT

RECUEIL PÉRIODIQUE.

RELIGION, PHILOSOPHIE, POLITIQUE,
SCIENCES,
LITTÉRATURE, BEAUX-ARTS.

TOME TRENTE-SEPTIÈME
DE LA COLLECTION.

NOUVELLE SÉRIE. — TOME PREMIER.

PARIS,
LIBRAIRIE DE CHARLES DOUNIOL, ÉDITEUR,
RUE DE TOURNON, 29.

1856

LE

CORRESPONDANT.

ŒUVRES COMPLÈTES

DE A.-F. OZANAM[1].

Tomes I et II[2].

HISTOIRE DE LA CIVILISATION AU Ve SIÈCLE.

« Je me propose d'écrire l'histoire du Moyen-Age depuis le ve siècle jusqu'à la fin du xiiie et jusqu'à Dante, à qui je m'arrête comme le plus digne de représenter cette grande époque.

» Mais, dans l'histoire des lettres, j'étudie surtout la civilisation, dont elles sont la fleur; *et dans la civilisation, j'aperçois principalement l'ouvrage du Christianisme.*

» Toute la pensée de mon livre est donc de montrer comment le Christianisme sut tirer, des ruines romaines et des tribus campées sur ces ruines, une société nouvelle, capable de posséder le vrai, de faire le bien et de trouver le beau...

» Laïque, je n'ai pas de mission pour traiter des points de théologie, et d'ailleurs Dieu, qui aime à se faire servir par des hommes

[1] C'est une bonne fortune pour nous d'inaugurer cette nouvelle série du *Correspondant* par un hommage public à une mémoire si aimée, à un nom qui rappellera toujours tant de modestie et de savoir, une foi si humble, une piété si suave, un dévouement si filial à l'Eglise, une modération si fidèle à elle-même !

[2] Paris, Lecoffre, rue du Vieux-Colombier, 29, et Douniol, rue de Tournon.

éloquents, en trouve assez de nos jours pour justifier ses dogmes. Mais pendant que les Catholiques s'arrêtaient à la défense de la doctrine, les incroyants s'emparaient de l'histoire. Ils mettaient la main sur le Moyen-Age ; ils jugeaient l'Église quelquefois avec inimitié, quelquefois avec les respects dus à une grande ruine, souvent avec une légèreté qu'ils n'auraient pas portée dans des sujets profanes. Il faut reconquérir ce domaine, qui est à nous puisque nous le trouvons défriché de la main de nos moines, de nos bénédictins, de nos bollandistes... Plus tard, d'autres écrivains sont venus aussi relever une à une et remettre en honneur les images profanées des grands papes, des docteurs et des saints. Je tente une étude moins profonde, mais *plus étendue;* je veux montrer le bienfait du Christianisme dans ces siècles mêmes dont on lui impute les malheurs.

» On me reprochera peut-être un zèle inopportun, quand les accusations du XVIIIe siècle sont tombées dans l'oubli, que la faveur publique est revenue au Moyen-âge, qu'elle s'est portée jusqu'à l'excès.

» Mais, d'une part, il faut peu se confier aux brusques retours de la faveur : en suivant de près le mouvement des esprits, on peut déjà reconnaître que *plusieurs commencent à s'éloigner des âges chrétiens*, dont ils admirent le génie, mais dont ils ne supportent pas l'austérité. *Il y a au fond de la nature humaine un paganisme impérissable* QUI SE RÉVEILLE A TOUS LES SIÈCLES, *qui n'est pas mort dans le nôtre*, qui retourne toujours volontiers aux philosophies païennes, aux lois païennes, aux arts païens, parce qu'il y trouve ses rêves réalisés et ses instincts satisfaits...

» D'une autre part, *l'excès même de l'admiration qui s'est attachée au Moyen-Age, a ses dangers*. On finira par soulever DE BONS ESPRITS contre une époque dont on veut justifier les torts. Le Christianisme paraîtra responsable de tous les désordres, *dans un âge où on le représente* MAITRE *de* TOUS *les cœurs*.

» Il faut savoir louer la majesté des cathédrales et l'héroïsme des croisades, sans absoudre les horreurs d'une guerre éternelle, la dureté des institutions féodales, *le scandale de ces rois toujours en lutte avec le Saint-Siége pour leurs divorces et leurs simonies*. Il faut *voir le mal*, le voir tel qu'il fut, *c'est-à-dire formidable*, précisément afin de mieux connaître les services de l'Église, *dont la gloire*, dans ces siècles mal étudiés, *n'est pas d'avoir* RÉGNÉ, *mais d'avoir* COMBATTU.

» Ainsi j'aborde mon sujet avec horreur pour la barbarie, *avec respect pour tout ce qu'il y avait de légitime dans l'héritage de la civilisation ancienne*. J'admire la sagesse de l'Église, QUI NE RÉPUDIA PAS L'HÉRITAGE, qui le *conserva* par le travail, le *purifia* par la sainteté, le *féconda* par le génie, et qui l'a fait passer dans nos mains *pour qu'il s'y accroisse*. Car, si je reconnais la décadence du monde an-

tique sous la loi du péché, je crois au progrès des temps chrétiens. Je ne m'effraie pas des chutes et des écarts qui l'interrompent ; les froides nuits qui remplacent la chaleur des jours n'empêchent pas l'été de suivre son cours et de mûrir ses fruits. »

Ces quelques lignes nous en apprennent plus sur le dessein d'Ozanam et sur son livre que ne le feraient de longs commentaires.

Il pressentait la réaction dont nous sommes témoins contre l'Église et contre les âges de foi qui font sa gloire. Il comprenait mieux que personne l'urgente nécessité de sortir des lieux communs, des exagérations banales, de la déclamation, pour défendre la vérité, comme on féconde un champ, à la sueur de son front, par des études longues, opiniâtres, pleines de labeur, mais décisives, mais victorieuses et vengeresses.

Qui ne voit, en effet, que beaucoup d'entre nous s'étaient un peu trop hâtés de chanter victoire ? Sans doute Voltaire est mort ; mais le voltairianisme n'en est pas moins plein de vie, et non-seulement il vit, mais il s'étend, il nous enveloppe à vue d'œil. Combien de journaux lui appartiennent ! combien de théâtres ! combien de cours publics ! combien d'hommes lettrés ou présumés tels [1] !

Sans doute aussi, dans le champ de l'Histoire surtout, les catholiques du temps présent ont semé beaucoup ; et, pour n'en citer qu'un seul exemple, les *Questions historiques* de M. Lenormant peuvent être présentées à nos amis et à nos ennemis, comme un type de discussion savante, judicieuse, consciencieuse, indépendante. Mais combien ne reste-t-il pas à faire, non-seulement pour réfuter les incroyants, mais pour instruire les catholiques, ne fût-ce que pour leur donner une juste idée de ce Moyen-Age qui produisit saint Louis, mais qui fut aussi le temps de Frédéric II *Barberousse* et de Philippe-le-Bel ! Voilà ce qu'il faut savoir et dire pour être dans le vrai, pour défendre l'Église d'une façon durable et digne d'elle, pour servir Dieu comme il veut être servi, en esprit et en vérité.

C'est ce qu'Ozanam a saisi à merveille, comme tous ceux qui savent. — Certes il sent le Moyen-Age, aussi l'aime-t-il avec passion ; mais cette passion ne l'aveugle point sur les iniquités et les calamités de l'ère féodale. — Certes encore, nul n'est moins dévot que lui au néopaganisme de notre temps ; mais cela ne le rend point injuste

[1] C'est ainsi que, dans un *Cours de physiologie* professé à la faculté de médecine de Paris, et dont l'auteur est inspecteur général des études médicales en France, on se prononce contre l'unité de l'espèce humaine en s'armant du mot de Voltaire : « Le blanc qui le premier vit un nègre fut bien étonné ; *mais le raisonneur qui soutient que ce nègre vient d'une paire blanche m'étonne bien davantage.* » (*Cours de physiol.* par M. Bérard, tom. 1er, p. 459).

envers les bons côtés de l'Antiquité et les obligations que lui ont les âges modernes; tout ce que le bon sens de l'Église a respecté dans l'Antiquité grecque et romaine, il le respecte.

Dès le début toutefois, j'ai quelques réserves à faire.

Du Progrès dans les siècles de décadence, tel est le titre des deux premières leçons d'Ozanam.

Assurément il montre sans beaucoup de peine que le Christianisme fut un progrès sur le Paganisme, que la virilité des Barbares convertis du Moyen-Age était un progrès sur l'irrémédiable effémination du monde romain, que la civilisation moderne est un progrès sur la violence des mœurs féodales. Je suis prêt à en conclure comme lui que nous ne devons pas désespérer de notre époque et à m'écrier avec le poète :

O passi graviora, dabit Deus his quoque finem.

Mais c'est à une condition pourtant, à la condition que nous sentirons le mal de notre temps, comme les hommes clairvoyants des âges écoulés sentirent les misères dont ils furent témoins sans les exagérer, mais sans les taire.

Or la grande infirmité, l'infirmité toujours croissante du temps présent, c'est l'abaissement continu des caractères, et je crains que nous n'ayons pas assez conscience de cet abaissement. La plaie est à l'âme. Nos pères ont connu de mâles chrétiens qui ont été grands dans la vie publique : La Vacquerie sous Louis XI, Achille de Harlay pendant la Ligue, Mathieu Molé devant Richelieu comme devant la Fronde. Je le dis sans amertume, où sont aujourd'hui de tels exemples? Je sais que le monde romain a été renouvelé par les Barbares; mais l'induction que tire Ozanam de ce progrès est-elle applicable à notre âge? Les Barbares étaient des peuples neufs; c'était le sauvageon attendant la greffe chrétienne : mais, dans notre Europe vieillissante, où sont les peuples neufs? Où sont les Germains de l'avenir? Comme l'individu, l'humanité se compose d'un corps et d'une âme. Au ve siècle, les Barbares étaient le corps, l'Église était l'âme. Aujourd'hui, quelle différence! Je ne veux pas insister; je ne désespère point : *Aliquis providet.*

Cela dit et entendu, je poursuis l'analyse du livre. J'emploierai le plus possible, mais sans toujours en avertir, le langage même de l'auteur : ce qu'Ozanam a dit, ce n'est pas moi qui essaierai de le mieux dire.

Le lecteur n'a point perdu de vue que nous sommes au ve siècle, au début de ce grand travail de décomposition et de recomposition qui

remplit tout le Moyen-Age, et dont tout le monde moderne est sorti.

Celui qui évoque ce siècle devant nous était peut-être l'homme de ce temps-ci le mieux doué pour une œuvre aussi complexe. Le concours des circonstances lui avait fait étudier surtout la religion, le droit et les lettres, c'est-à-dire les trois choses les plus nécessaires à son dessein. Il savait le Moyen-Age comme un homme qu'avaient attiré et captivé de bonne heure le grand caractère de cette époque et l'intérêt profond qui s'y attache. Il possédait les langues anciennes, et les principaux idiomes modernes lui étaient familiers. Il pouvait donc puiser à toutes les sources du sujet, interroger tous les travaux qui ont été consacrés à cette étude en France et hors de France. Pardessus tout il était chrétien, et la clef de l'histoire du Moyen-Age c'est le sentiment des choses chrétiennes.

Ne l'oublions pas toutefois, les deux volumes que nous avons sous les yeux ne sont qu'une Introduction.

« Avant de pénétrer, dit l'Auteur, dans l'étude des temps barbares, il faut savoir quelles étaient les richesses de l'esprit humain au moment de l'invasion, — ce qui devait périr dans ce grand désastre, — ce qu'il fallait sauver ; — quels vains ornements l'Antiquité devait emporter dans son tombeau, quel héritage elle laissait aux peuples modernes. Je m'arrête à la mort de Théodose, à la veille du ve siècle, et j'oublie l'Orient, dont le génie ne se fera sentir que par de lointaines influences, pour me renfermer dans l'Occident, où vont se décider les destinées prochaines de l'humanité.

» A cette époque où il semble que toute civilisation va finir, on trouve deux civilisations en présence, l'une païenne, l'autre chrétienne, chacune avec ses doctrines, ses lois, sa littérature, et l'on peut se demander à laquelle des deux appartiendront les peuples nouveaux qui se pressent aux portes de l'empire.

» En effet, le Paganisme n'avait pas fui aussi rapidement qu'on le croit, ni devant les lois des empereurs chrétiens, ni devant les progrès de la philosophie. Depuis soixante ans que les édits de Constance, renouvelés par Théodose, poursuivaient les superstitions idolâtriques, on ne voit pas qu'en Occident ils eussent fait fermer les temples ni éteint le feu des sacrifices. Quand Honorius visita Rome, en 404, pour y célébrer son sixième consulat, les sanctuaires de Jupiter, de la Concorde, de Minerve, couronnaient encore le Capitole, et leurs frontons chargés de statues faisaient planer sur la ville éternelle les images des anciens dieux. Les autels votifs tout couverts d'inscriptions attestent qu'on n'a pas cessé de répandre le sang des béliers et des taureaux ; et jusqu'au milieu du ve siècle on nourrit les poulets sacrés, dont les présages gouvernaient Rome et l'univers. Les calendriers de ce temps indiquent encore les fêtes païennes et les jeux qui

les solennisaient. Nous connaissons trop peu l'Antiquité; nous ne savons pas assez comment ce culte de la nature, chanté par les poëtes, justifié par les sages, conduisait à honorer les deux grands mystères de la vie et de la mort par la prostitution religieuse et par le sacrifice humain. Nous ne savons pas assez que le théâtre et l'amphithéâtre, dédiés l'un à Bacchus, l'autre au Soleil. étaient des temples où, en l'honneur des dieux, avec des rites vénérés, tantôt des outrages sans nom violaient les dernières lois de la pudeur, tantôt des milliers de gladiateurs venaient s'égorger aux applaudissements du peuple le plus poli de la terre. C'étaient là les attaches de chair et de sang qui, en dépit des édits impériaux, retenaient la foule aux autels des idoles.

» La philosophie ne réussissait pas mieux à ramener au vrai les esprits d'élite, les hommes d'Etat, les derniers héritiers des familles sénatoriales. Il faut admirer l'érudition, la subtilité, la hardiesse des philosophes alexandrins; mais leurs prodigieux travaux n'avaient abouti qu'à restaurer le Paganisme. Ils prêtaient le prestige d'une interprétation savante à ce culte que l'aristocratie romaine continuait à défendre comme une institution politique. »

Qu'était-ce donc que le Paganisme? La question est plus actuelle qu'il ne semble; car, au fond, la situation n'est pas changée: le duel est toujours entre le Christianisme et le Paganisme. Cette année même, dans le *Journal des Débats*, un homme d'esprit, M. Rigault, doutait que l'Evangile eût fait avancer la morale dans le monde. Un écrivain qui a fait du bruit en Allemagne et en France, Henri Heine, est ouvertement païen. Combien d'autres, parmi les lettrés et les philosophes, ne le sont pas moins que lui, sans qu'ils s'en vantent! Parcourez les livres qu'on lit le plus, les romans: si l'on excepte l'Angleterre, vous les trouverez saturés de paganisme. On a beaucoup accusé les catholiques d'être rétrogrades. Cette accusation, disons-le, sied assez mal sur les lèvres de ceux qui voudraient nous faire reculer par delà le Moyen-Age, jusqu'à l'Antiquité de Porphyre et de Julien.

Qu'était-ce encore une fois que le Paganisme? Tout l'effort de la religion devrait être d'arracher l'esprit humain aux distractions des sens, de lui donner l'essor, de lever devant lui les voiles qui lui dérobent le monde intelligible; le Paganisme, au contraire, le détourne de la région des idées, en promettant de lui faire trouver Dieu dans la région des sens. C'est là le principe malfaisant que le Christianisme a vaincu, mais qu'il n'a pas détruit, et qui est jusqu'à nos jours le secret de bien des attaques et de bien des haines.

De là, dans l'Antiquité, ces fables qui mettaient dans le ciel les passions de la terre; de là l'idolâtrie dont on ne connaît pas assez

tous les délires. Ce n'est pas, comme on l'a dit souvent, l'assertion calomnieuse des apologistes chrétiens, c'est l'aveu des sages du polythéisme, que les idoles furent considérées comme des corps où les puissances supérieures descendaient quand elles y étaient invitées selon le rite requis. On croyait les y retenir par la fumée des victimes; elles se nourrissaient de la graisse dont on arrosait les statues. Quelquefois le prêtre désaltérait leur soif en leur jetant à pleine coupe le sang d'un gladiateur. Des hommes raisonnables passaient leur journée au Capitole, rendant à Jupiter les services que les clients devaient à leurs patrons : l'un le parfumant, un autre lui annonçant les visiteurs, un troisième lui déclamant des comédies. Le Paganisme ne fit que pousser ses conséquences jusqu'au bout quand il divinisa ses Césars ; mais en même temps la raison arrivait à son dernier abaissement : Je le dis avec Ozanam, l'Égyptien agenouillé devant les bêtes du Nil outragea moins l'humanité que le siècle des Antonins, avec ses philosophes et ses jurisconsultes rendant les honneurs divins à l'empereur Commode.

Et qu'on ne s'étonne pas que le Paganisme soit naturellement servile. Le Paganisme, c'est avant tout la peur des dieux, la peur, dis-je, et non pas la crainte. Ce sentiment d'épouvante pénétrait tout le culte païen : de là tant de rites sinistres. Voilà pourquoi le sacrifice humain fut le dernier effort de la liturgie païenne. La civilisation n'y fit rien ; Pline l'ancien, contemporain de ces cruautés, n'est frappé que de la majesté du cérémonial et de l'énergie des formules. Constantin régnait déjà, et le Christianisme avec lui ; les prêtres païens continuaient cependant d'offrir chaque année une patère de sang humain à Jupiter Latial.

Ce culte de la terreur n'exclut pas la religion de la volupté. Il faut ici dévoiler les derniers excès de l'erreur, ne fût-ce que pour désabuser un grand nombre d'esprits, qui, gênés par la sévérité de l'Evangile, se tournent avec regret vers l'Antiquité, demandant en quoi la civilisation romaine était inférieure à notre civilisation chrétienne. Ce culte brillant, qui avait eu à ses ordres Phidias et Praxitèle, choisit un signe obscène pour résumer tous ses mystères. Voilà ce qu'on promenait dans les villes et les campagnes du Latium aux fêtes de Bacchus, avec des cérémonies où les plus illustres matrones avaient leur rôle, un rôle qu'on n'ose indiquer.

Je sais, dit Ozanam, qu'on a couvert du nom de symbolisme ces infamies; mais où les prêtres mettaient des symboles, les peuples trouvaient des excitations et des exemples. On honora les dieux en les imitant: leurs adultères servirent à rassurer les consciences timides[1].

[1] Voir l'*Eunuque* de Térence.

Bien plus, la prostitution devint un culte ; elle ouvrit non-seulement à Babylone, mais en Chypre, mais à Samos, à Corinthe, au mont Eryx, des temples desservis par des milliers de courtisanes. Ainsi la luxure avait aussi ses immolations humaines. Le théâtre appartenait à Vénus : trois mille danseuses, comme autant de prêtresses, y désennuyaient le peuple-roi ; aux fêtes de Flore, il exigeait qu'elles dépouillassent leurs vêtements, et de tous les sénateurs assis aux premières places, Caton seul se retirait pour ne pas voir ce spectacle. Et l'ami de Julien, le rhéteur Libanius, écrit une apologie des danseurs et des mimes ; il trouvait à bon droit leur justification dans l'exemple des dieux. Lorsqu'enfin la frénésie des combats du cirque se sera emparée de la société romaine tout entière, quand des chevaliers et des sénateurs descendront dans l'arène, des femmes les y suivront, et le peuple romain aura ce plaisir d'assister à des combats de matrones nues. C'étaient là les mœurs publiques.

Eh bien ! la philosophie païenne se fait la complice de ces énormités. Porphyre imagine mille explications pour donner un sens acceptable aux mythes de l'Egypte et de la Grèce. Jamblique prend la défense de Vénus et de Priape ; il approuve le culte des images obscènes. L'empereur Julien autorise les mutilations des prêtres de Cybèle. C'est ainsi que les néoplatoniciens restauraient le Paganisme.

« En même temps, sous la robe du sénateur, sous les dehors polis de l'homme lettré, les instincts sanguinaires du polythéisme se conservaient comme sous les haillons de la multitude qui encombrait l'amphithéâtre. Au v[e] siècle, le parti du passé n'avait rien de plus grand que Symmaque, le préfet de Rome, qui joignait aux faisceaux consulaires les bandelettes du pontificat. En 402, Symmaque allait célébrer par des jeux la préture de son fils. Au milieu de ces soins, un chagrin inattendu le trouble ; il a besoin d'en écrire à Flavien, son ami : ce ne serait pas trop, dit-il, pour le consoler, de toute la philosophie de Socrate. Il avait acheté des prisonniers saxons destinés aux combats de l'arène. Vingt-neuf de ces misérables ont eu l'impiété de s'étrangler de leurs mains, plutôt que de servir aux plaisirs du peuple romain. Voilà donc ce que la sagesse païenne avait su faire d'une âme naturellement droite et bienveillante, à cet âge avancé du monde, dans une société qui s'éclairait de tous les flambeaux de l'Antiquité. »

C'en est assez : évidemment, si l'humanité régénérée devait vivre, le Paganisme devait périr. Il reste à savoir comment il périt et s'il périt tout entier.

Et d'abord, comment périt-il ?

Le Paganisme, observe très-bien Ozanam, ne tomba pas, comme on l'a trop dit, sous les lois des empereurs. On lit dans un édit de

Constantin : « Si quelqu'un a quelque lumière, qu'il s'en serve,
» autant qu'il lui sera possible, pour éclairer les autres; sinon qu'il
» les laisse en paix. On ne doit pas contraindre les convictions par
» les supplices. Que ceux qui sont encore engagés dans les erreurs
» du Paganisme jouissent du même repos que les fidèles. L'équité
» qu'on gardera envers eux et l'égalité de traitement entre tous
» peuvent beaucoup pour les ramener dans le bon chemin. Qu'au-
» cun Romain n'en inquiète un autre; que chacun choisisse ce qu'il
» jugera le mieux. Que ceux qui se soustraient à votre obéissance, ô
» Dieu très-grand et très-bon, aient pour eux des temples consacrés
» au mensonge, puisqu'ils le veulent ainsi. Pour nous, nous restons
» dans la demeure de vérité, et nous souhaitons aux autres qu'ils
» y entrent aussi bien que nous, pour qu'ils jouissent de l'extrême
» bonheur attaché à l'unanime accord de tous[1]. » Et ce n'était pas là de vains mots. En dépit des édits postérieurs, on ne connaît pas d'exemple d'un païen jugé et puni de mort pour fait de religion.

Ainsi donc le Paganisme ne succomba pas à la persécution. Il périt, mais de deux manières : par la controverse et par la charité.

La controverse fut éclatante et libre. Ammien, Claudien, Rutilius Numatianus injuriaient impunément la religion nouvelle, ses saints et ses moines. Qui ne connaît les réclamations de Symmaque en faveur de l'autel de la Victoire et les immortelles répliques de saint Ambroise, si éloquemment traduites par M. Villemain?

Toutefois l'Évangile n'aurait pas changé le monde, s'il n'eût fait que de la polémique : commencée par la controverse, la conquête des consciences devait être achevée par la charité. On voit dans saint Jérôme, comment les chrétiens savaient faire le siége d'une âme païenne, la presser par toutes les violences de la tendresse, et ne compter pour rien le temps consumé, quand le vaincu se laissait conduire à l'autel du Christ. Il faut lire, dans Ozanam, la lettre de saint Augustin aux païens de Suffecte, qui avaient tué soixante chrétiens pour venger la destruction d'une statue d'Hercule. Le saint Évêque va jusqu'à leur offrir de leur rendre une autre idole.

Quand les édits des empereurs n'avaient pas le pouvoir de faire tomber les images des dieux, comment auraient-ils fermé les arènes? Mais ce que nulle puissance terrestre n'avait obtenu, la charité l'accomplit. Un moine d'Orient, nommé Télémaque, un de ces hommes inutiles, ennemis de la société humaine, comme on disait, prit un jour son bâton de voyage et s'achemina vers Rome pour y mettre fin aux combats de gladiateurs. Or, raconte Ozanam, le 1er janvier de l'an 404, le peuple romain, entassé sur les gradins du Colisée,

[1] Eusèbe, *Vie de Constantin*, II, 56 et 60.

célèbrait le sixième consulat d'Honorius. Déjà plusieurs paires de combattants avaient ensanglanté l'arène, quand tout à coup, au milieu d'un assaut d'armes qui suspendait tous les yeux et tous les esprits, on voit paraître un moine étendant les bras et s'efforçant d'écarter les épées. A cet aspect, la foule se lève étonnée ; on demande quel téméraire ose troubler les plaisirs très-sacrés du peuple roi. De tous côtés pleuvent les malédictions, les menaces et bientôt les pierres. Télémaque lapidé tombe, et les combattants qu'il avait voulu séparer l'achèvent. Il fallait ce sang pour sceller l'abolition des spectacles sanglants. Le martyre du moine força l'irrésolution d'Honorius, et un édit de la même année, qui semble avoir été obéi, supprima les combats de gladiateurs. Avec ces combats, l'idolâtrie perdait une de ses plus puissantes attaches [1].

Le prodige, c'est que, devant tant d'amour et de lumière, le Paganisme n'ait pas péri tout entier. Une partie, en effet, se conserva *malgré le Christianisme*, comme pour le tenir en haleine par une résistance qui ne finira qu'avec le monde. Une autre partie se conserva *au sein du Christianisme*, qui fit voir sa sagesse en respectant les besoins légitimes de l'homme et les joies innocentes des peuples. C'est ainsi que le Panthéon d'Agrippa devint la basilique de tous les martyrs ; que la procession de la Chandeleur fit oublier les Lupercales, comme les Ambarvales ne disparurent que devant la pompe rustique des Rogations. Il est vrai qu'en cela même, l'Église n'a point échappé à la critique. Ceux qui l'accusent de vandalisme pour n'avoir pas conservé tous les temples, lui reprochent comme une condescendance politique indigne d'elle d'avoir sanctifié ceux qu'elle conservait. Quant à nous, la charité de l'Église et sa fermeté nous semblent également inattaquables ; nous admirons ce bon sens supérieur qui n'aime pas à imposer des sacrifices inutiles ; ce n'est pas là seulement connaître la nature humaine, c'est l'aimer, et on ne la gagne qu'à ce prix.

Toutefois ce qui survécut le plus de l'ancienne Rome, ce ne fut pas sa religion, ce furent ses lois ; ce qui survécut surtout, ce fut l'équité naturelle, qui s'était fait jour par les édits des préteurs, qui trouva une nouvelle force dans la philosophie stoïcienne, mais que le Christianisme seul put faire triompher. Aux meilleurs temps de Rome impériale, combien ne restait-il pas à faire ! A son retour de la Dacie, Trajan fit s'entretuer dix mille gladiateurs. Le prince des jurisconsultes de ce temps, Gaïus, se pose la question suivante : « Si je vous livre des gladiateurs, à vingt deniers par tête pour ceux

[1] Théodoret, *Hist. eccles.*, V, 26.

» qui sortiront vivants, et à mille deniers pour les morts et les blessés, on demande s'il y a vente ou louage. On incline pour cette » opinion que, *pour chacun des survivants*, le contrat est un louage, » mais qu'il y a vente *pour les morts et les blessés*, et l'événement en » décide : car on ne doute point qu'on ne puisse vendre ou louer » sous condition [1]. » Quel calme et quelles mœurs! On le voit, s'écrie Ozanam, le droit romain de la période classique, modifié par la jurisprudence des Antonins, est beau comme le Colisée : c'est un monument admirable, mais on y jette les hommes aux lions!

Voilà ce qu'il ne faudrait pas oublier quand on essaie de nier l'influence du Christianisme sur la législation romaine. Est-il donc si invraisemblable que le Christianisme ait eu sur les contemporains une action indirecte : sur les stoïciens d'abord (saint Paul sur Sénèque, soit qu'il l'ait ou non connu, et plus tard sur Épictète); puis sur les jurisconsultes, disciples, comme on sait, des stoïciens? Quand je vois Alexandre Sévère mettre l'image du Christ dans son laraire et faire inscrire en lettres d'or dans son palais les maximes chrétiennes, je ne comprends guère qu'on nie l'influence du culte nouveau. On a dit qu'Ulpien était trop l'ennemi des Chrétiens pour se faire leur plagiaire; comme si la ressource dernière d'un ennemi aux abois n'était pas le plagiat! N'est-ce pas ainsi que Julien l'entendait lorsqu'il disait aux païens : Imitez les prêtres chrétiens, ouvrez des hôpitaux! Pourquoi les jurisconsultes n'auraient-ils pas fait de même? Et d'ailleurs qu'est-il besoin de plagiat? Ne peut-on concevoir sans plagiat, c'est-à-dire sans des emprunts dont l'emprunteur ait conscience, l'action d'une doctrine sur la doctrine rivale? Quoi de plus fréquent, de plus conforme à la nature des choses, que cette pénétration involontaire!

Qu'on méconnaisse d'ailleurs tant qu'on voudra l'action indirecte du Christianisme sur le droit romain : l'action directe est partout, et elle nous suffit. Le droit païen n'avait-il pas dit par la bouche d'Ulpien : *Princeps legibus solutus est?* Le Christianisme ne répondit-il point par la voix de Théodose et de Valentinien : « C'est une parole digne de la majesté du prince de se dire lié par les lois? » N'est-ce pas Constantin qui, le premier, interdit les combats des gladiateurs, abolit le supplice de la croix, appliqua la peine de mort au maître qui n'aurait pas respecté la vie de son esclave, prohiba l'exposition des enfants, punit le meurtre d'un fils du supplice réservé au parricide? N'est-ce point devant Constance que tombèrent les superstitions du vieux droit sacerdotal, les formules sacramentelles (*syllabarum aucupationes*) et tous les restes des subtilités juridiques? Justinien et le droit canonique devaient faire le reste.

[1] Gaïus, III, 146.

Voilà pour la religion de Rome et pour ses lois : mais que devait-il rester de sa littérature, de ses mœurs, de sa civilisation matérielle?

La décadence de la littérature latine, dit Ozanam, commence avec l'Empire, avec le règne d'Auguste, au moment où la liberté finit. Oui, avec le règne d'Auguste : car, suivant l'ingénieuse remarque d'Ozanam, on ne prend pas assez garde que les princes qui ont donné leur nom aux siècles d'or des littératures n'ont pas ouvert ces siècles, mais les ont fermés; celui qui laisse son nom sur la pierre tumulaire du siècle est précisément celui qui l'enterre. Quoi qu'il en soit, à mesure que la servitude devient plus pesante dans l'empire romain, l'ombre s'y étend plus épaisse. Le règne des empereurs chrétiens, si accusés d'avoir hâté la décadence, rendit au contraire quelques inspirations aux lettres, même aux lettres profanes, parce qu'il rendit aux esprits quelque mouvement et quelque liberté. Nous trouvons chez un auteur non suspect, Symmaque, ce fait peu connu, que Valentinien I, après le règne philosophique de Julien, rétablit la publicité des débats judiciaires; un autre auteur païen le loue d'avoir mis fin au silence public.

Ozanam s'attache naturellement à la poésie comme au rayon le plus brillant de la littérature. Il se demande où en était la décadence de la poésie latine au ve siècle, et il rencontre Claudien, supérieur de beaucoup à Stace, à Silius, à Valérius Flaccus, et à tous les autres versificateurs qui ont écrit sous la tyrannie païenne.

L'auteur reconnaît toutefois que la poésie d'inspiration, la vraie, est depuis longtemps éteinte ; mais ce qui vit, selon lui, dans les lettres antiques, ce qui est encore plein de durée, c'est la tradition littéraire. Or, la tradition se perpétue surtout par les écoles, par l'enseignement. C'est ainsi qu'on se trouve conduit à cette curieuse question : Quelle était la constitution de l'enseignement chez les Romains?

Nous nous arrêterons peu sur ce chapitre. Aux meilleurs jours de l'Antiquité romaine, des Scipions à César, l'enseignement paraît libre, ou plutôt il fait partie de cette autorité, de cette toute-puissance domestique sur laquelle le législateur n'avait pas encore osé porter la main. César, ce semble, est le premier qui attache à l'enseignement des priviléges et qui en l'honorant le contient. Après lui, l'enseignement impérial se constitue, le professorat devient une magistrature ; mais en même temps il accepte la concurrence de l'enseignement libre.

Les restrictions viennent fort tard.

C'est Julien qui invente l'examen préalable auquel devra se soumettre quiconque prétend aux honneurs de l'enseignement public,

et le jugement des examinateurs n'aura de valeur que par l'approbation du prince. Cette décision est prise contre les chrétiens, mais elle se retournera contre ses auteurs.

Ainsi, trois périodes dans l'enseignement romain : au commencement, liberté absolue de l'enseignement privé, pas d'enseignement officiel ; à la fin, plus d'enseignement privé, mais l'enseignement public tout-puissant; pendant la plus longue et la plus belle époque, présence simultanée des écoles de l'État et des écoles privées. Ces dernières n'ont jamais cessé dans les provinces.

Mais pour que la tradition littéraire de l'Antiquité parvînt jusqu'au Moyen-Age, il fallait avant tout qu'elle passât par le Christianisme ; il fallait que l'école voulût entrer dans l'Eglise, et que l'Eglise voulût ouvrir ses portes à l'école. Il y avait à résoudre ces questions immortelles : les rapports de la science et de la Foi, l'alliance de l'Evangile et de la littérature profane, la concordance de la Religion et de la philosophie. Ces questions, qui sont encore posées tous les jours, étaient aussi, et autant que jamais, celles des siècles où nous entrons.

Et ce qui les rendait bien autrement obscures et douteuses au v[e] siècle, c'est que les écoles alors étaient profondément païennes, en même temps que les temples restaient ouverts et les idoles debout. Quel péril ! Et comment ne pas s'expliquer par là les anathèmes d'un grand nombre de Pères de l'Eglise contre les études païennes ? N'est-ce pas Homère qui a fait apostasier Julien? Et pourtant la science et la Foi s'embrassent de bonne heure. Elles se rapprochent et s'unissent dans l'école catéchétique d'Alexandrie qui paraît remonter au temps des Apôtres, bien qu'un des premiers maîtres connus de cette école soit saint Pantène, qui n'est pas antérieur au second siècle. Vers le même temps, nous trouvons de grandes écoles analogues à Antioche, à Nisibe, à Edesse, à Césarée. La paix est conclue : l'Eglise grecque accepte les lettres antiques, mais en les épurant et en les transformant ; saint Basile est le grand héraut de l'alliance nouvelle.

L'Occident toutefois hésitait encore, et il reste des traces de cette hésitation dans saint Jérôme et saint Augustin. Mais il faut beaucoup de préoccupation pour citer le songe fameux de saint Jérôme comme l'expression dernière de sa pensée sur les études profanes. Il se trouvait si peu lié par la promesse qu'il avait faite à Dieu dans un rêve, qu'à Bethléem il ne cessait d'expliquer les lyriques et les comiques latins à des enfants qu'on lui avait confiés pour les former à la crainte de Dieu. Rufin l'accuse alors de parjure ; mais saint Jérôme le renvoie aux Prophètes, qui enseignent que les songes sont vains, et ne méritent point de foi [1]. Ce qui est décisif, c'est que saint Jérôme

[1] *Contra Rufinum*, I, 30.

écrit ceci dans toute la maturité de l'âge, en 397 et en 402. — Il en est de même de saint Augustin. Dans sa retraite de Cassiciacum, il lit chaque jour à ses deux élèves la moitié d'un chant de Virgile. Dans la *Cité de Dieu*, il écrit : « J'aurais pardonné aux païens si, au lieu d'élever un temple à Cybèle, ils eussent dressé à Platon un sanctuaire où on lirait ses livres. » Ailleurs, dans le traité *De Ordine*, saint Augustin trace, comme *ex professo*, le plan d'une éducation chrétienne. « Les sciences des gentils, dit-il, ne se composent pas seulement de fictions superstitieuses que le chrétien doit tenir en horreur ; mais on y trouve les arts libéraux qui peuvent se prêter au service de la vérité, et de sages préceptes de morale, comme autant d'or et d'argent qu'ils ont tiré pour ainsi dire des mines de la Providence et que le chrétien a droit d'emporter avec lui quand il se sépare de leur société, comme fit Israël des dépouilles d'Egypte. »

La question était résolue et la dispute finie pour bien des siècles ; sur la parole d'Augustin et par les mêmes motifs, tous les âges qui suivront accepteront, mais sous bénéfice d'inventaire comme il est juste, l'héritage littéraire des anciens.

Ce n'est pas que la solution donnée par saint Augustin n'ait plus rencontré de contradicteurs. On connaît les inquiétudes de saint Grégoire le Grand et les scrupules de quelques autres bons esprits avant et après la Renaissance. Mais ce sont comme autant de voix isolées et vraiment perdues au milieu du concert des voix contraires ; et l'autorité de ces rares exceptions est amoindrie encore quand on voit s'y mêler des esprits excessifs comme Tertullien, Abailard, La Mennais, et que la proscription du latin trouve un écho dans d'Alembert et les encyclopédistes.

Qu'il nous soit d'ailleurs permis de renvoyer au livre d'Ozanam ceux qui voient dans la mythologie moderne un fruit de la Renaissance, un effort pour faire rentrer dans la littérature des éléments qui en seraient sortis. Il n'avait aucun faible pour les fables du polythéisme ; mais il savait trop bien que ce n'est pas le Tasse, Camoëns, Milton, qu'il faut accuser d'avoir ramené les muses païennes. Et comment les en accuserait-il quand, au ve siècle, il entend Sidoine Apollinaire, qui tout à l'heure sera évêque, remercier Jupiter d'avoir donné à Rome l'empereur Avitus ; quand il voit, au vi^e, un autre évêque, Fortunat de Poitiers, amener Cupidon aux noces de Sigebert et de Brunehaut ; quand il retrouve les fables païennes dans les quelques vers d'un saint Columban et d'un saint Boniface, et jusque dans ces mosaïques qui font la beauté des églises de Ravenne et de Venise? Sous Charlemagne les artistes employaient tout leur temps à représenter Actéon, Atys, Bellérophon. Non-seulement les poëtes du polythéisme ne cesseront d'être expliqués dans les écoles du Moyen-Age; mais les *Noces de Mercure et de la Philologie* y deviendront les clas-

siques par excellence. Dante appellera Virgile son maître. Pétrarque, qui vit le XIVe siècle à ses pieds, ne diffère en rien des lettrés de la Renaissance. Le plus ancien poëme dramatique de l'Espagne (1470) n'est qu'un dialogue entre un vieillard et l'Amour. D'autre part, les allégories païennes remplissent les fêtes publiques en plein Moyen-Age. Il faudra traverser toute cette époque, puis le XVIe siècle, le XVIIe et le XVIIIe, puis la Révolution, l'Empire, la Restauration, pour en finir avec la mythologie. Et c'est quand elle sera morte de sa belle mort, quand personne ne se souciera plus de cette friperie usée jusqu'à la corde, qu'une indignation rétrospective tonnera contre elle, rendra les classiques païens responsables de tout ce que le péché originel a produit de mal dans le monde, et croira servir l'Eglise en l'accusant d'avoir manqué de clairvoyance dans la direction et la surveillance de l'enseignement depuis tant de siècles.

Celui qui écrit ceci n'entend retirer du reste aucune des réserves qu'il a faites en d'autres temps contre l'abus des classiques païens dans l'éducation. Ozanam s'associait à ces réserves de toutes ses forces. Certaines exagérations peuvent bien rendre la vérité odieuse et méconnaissable ; mais elles ne l'empêchent pas d'être. Il tenait à montrer seulement que le Moyen-Age, tant invoqué par M. Gaume, lui fait défaut, encore plus que l'Eglise primitive. Je ne dirai pas un mot de plus. Aussi bien Rome a parlé, la cause est finie : Rome ne veut pas certes qu'on exclue les Pères, mais elle continue d'admirer et de faire expliquer Virgile [1].

Et qui peut méconnaître encore la *solidité romaine* dans une décision récente (qui n'est pas sans affinité avec celle des classiques, puisqu'elle implique aussi la question fondamentale de la part que fait la théologie catholique à l'ordre des choses naturelles) ? Le *Correspondant*, en accueillant avec reconnaissance les articles du R. P. Chastel sur ce qu'on est convenu d'appeler le *Traditionalisme*, en réclamant avec le R. P. Gratry contre l'annihilation radicale de la raison, en publiant les lumineuses explications de M. le prince de Broglie sur le côté pratique de la question, a bien acquis le droit de citer, à l'appui d'une thèse qui lui est chère, les quatre propositions formulées en dernier lieu par une congrégation peu suspecte, ce nous semble, d'exagérer les prérogatives de l'intelligence déchue, par la congrégation de l'*Index* [2].

[1] Encyclique du 21 mars 1853 : *Eloquentiam, tum ex sapientissimis Sanctorum Patrum operibus, tum ex clarissimis Ethnicorum scriptoribus ab omni labe purgatis, addiscere.*

[2] I.

Quoique la Foi soit au-dessus de la raison, néanmoins on ne pourra jamais

Cette thèse est celle d'Ozanam, ou plutôt c'est l'enseignement de saint Paul, de saint Thomas et du Catéchisme romain.

Avançons. — On l'a vu, dans cette société si savante et si polie du ve siècle, Ozanam a trouvé le fétichisme réduit en doctrine, la croyance des philosophes à la présence des dieux dans les idoles, la prostitution religieuse et les sacrifices humains; dans l'État, les gladiateurs, les eunuques encombrant le sérail des empereurs; les lettres elles-mêmes dégénérées, réduites à la domesticité d'un petit nombre de favoris, ou au service d'une aristocratie corrompue. Ainsi on peut dire que toute la civilisation va périr, si un principe nouveau ne vient à son secours, ne la pénètre et ne parvient à la régénérer. Ce principe nouveau, c'est la Foi. Mais la Foi implique la raison : toute la théologie catholique pivote sur le concours de la Foi et de la raison. Le Paganisme n'a pas

trouver entre l'une et l'autre aucune opposition, aucun désaccord, parce qu'elles émanent toutes les deux d'une même source, qui est Dieu, la vérité et le bien suprême. *Elles se prêtent un mutuel appui*, chacune suivant sa nature et son objet propre ; mais elles ne se contredisent jamais.

II.

Le *raisonnement* peut prouver AVEC CERTITUDE l'existence de Dieu, la spiritualité de l'âme, la liberté de l'homme.

La Foi ne vient qu'après la révélation, puisque la révélation est l'objet propre de la Foi. Et par conséquent, lorsqu'il s'agit de prouver l'existence de Dieu contre un athée, ou la spiritualité de l'âme et la liberté de l'homme contre les sectateurs du matérialisme et du fatalisme, ce ne sont pas les données de la révélation et de la foi surnaturelle qu'on peut convenablement alléguer contre eux.

III.

Dans l'acte de Foi, c'est la raison naturelle qui croit, et ainsi, *avant* le premier acte de Foi proprement dite, *il y a déjà un certain usage, un certain exercice de la raison.* La raison conduit l'homme à la foi, à l'aide de la révélation et de la grâce.

IV.

On ne peut ni on ne doit dire que la méthode de saint Thomas, de saint Bonaventure et des scolastiques qui l'ont suivie après eux, conduise par elle-même au *rationalisme*, et qu'elle soit la cause qui a fait tomber les écoles modernes de philosophie dans le naturalisme et le panthéisme ; la raison en est que cette méthode a toujours été suivie avec *le consentement exprès ou tacite de l'Eglise,* consentement qui n'aurait pas eu lieu, si la méthode des scholastiques avait eu par elle-même les tendances dont il s'agit. Et par conséquent, en réfutant et en combattant ceux des philosophes modernes qui ont enseigné le naturalisme et le panthéisme, on ne doit pas, quand on est chrétien et *qu'on respecte l'Eglise,* attribuer leurs erreurs à ce qu'ils auraient employé et suivi cette méthode.

Néanmoins, il s'est trouvé dans tous les temps des hommes qui ont abusé de la méthode suivie par les SS. Pères et par les Docteurs, pour appuyer et propager leurs doctrines erronées : mais l'Église a toujours eu soin de les condamner, comme on le voit par les bulles des papes Honorius III, Grégoire IX, Grégoire XI, Léon X, Grégoire XVI, et de notre Pontife glorieusement régnant, Pie IX.

en de théologie, précisément parce que, dans le Paganisme, il y avait peu de foi et il n'y avait pas assez de raison. Ozanam est donc conduit par son sujet à faire avec l'Eglise la part de la Foi et celle de la raison, à déterminer les conditions de leur alliance et de la subordination de la seconde à la première. C'est alors qu'il évoque ces grands hommes, saint Justin, S. Pantène, Clément d'Alexandrie, Origène, saint Athanase, saint Basile, saint Grégoire de Nazianze, saint Chrysostome, saint Ambroise.

Mais au moment où il semble que le Paganisme va périr, il est sur le point d'entraîner ses adversaires avec lui en se faisant chrétien. Le syncrétisme panthéistique devient la tendance générale des esprits. Il est au fond de toutes les sectes gnostiques, nées de l'impuissance de l'homme à s'expliquer, en dehors du dogme de la déchéance, la présence du mal sur la terre. Les sectes gnostiques se multiplient, et dans leur multiplication trouvent leur ruine. Elles se perdent, comme toutes les fausses doctrines, par ce qui fait le salut des vraies : en se propageant, ces sectes se divisèrent et disparurent. Manès recueille le double héritage de la Gnose et de Bouddha, dont la doctrine, suivant Ozanam, exerçait alors en Orient une véritable pression religieuse, collatérale à l'agitation intérieure, qui, se propageant de proche en proche, jeta les Huns sur les Goths et les Goths sur l'empire romain. Manès explique le mal par le dualisme de Zoroastre; il réprouve la propriété; il interdit le mariage et la procréation, sans prescrire la continence; il fait du Christ un être à la fois réel et fantastique. Il nous est bien difficile de comprendre la puissance du syncrétisme manichéen : mais comment la nier, quand le plus grand génie du Christianisme, saint Augustin, confesse qu'il a été suspendu neuf ans aux lèvres des disciples de Manès.

Nommer saint Augustin, c'est rappeler d'un mot toute la philosophie et toute la théologie chrétienne.

Lactance avait dit : « Le Christianisme ne peut être une philosophie sans religion, ni une religion sans philosophie. » Un siècle après, Augustin dira : « Aimez à comprendre ; Dieu lui-même ne peut mépriser la raison. » C'est lui qui devait inaugurer les deux méthodes, ouvrir les deux routes de la philosophie du Christianisme : la philosophie mystique et la philosophie dogmatique. Saint Anselme, Pierre Lombard, saint Thomas d'Aquin, Hugues et Richard de Saint-Victor, saint Bonaventure ; en un mot, toute la scolastique et toute la mystique du Moyen-Age procèdent de saint Augustin. D'autre part, il est le plus grand controversiste de son temps, le grand antagoniste des Ariens et de Pélage : les Ariens, qui viennent du juif Philon par Numénius et Plotin ; Pélage, qui vient de Zénon par Evagre de Pont et par Epictète. Presque tout ce que nous avons de saint Au-

gustin fut écrit à la hâte, ou recueilli par des sténographes sans presque jamais avoir été revu : il commence des traités qu'il n'achève pas : mais sous un désordre apparent se cache l'unité la plus puissante qui fut jamais. C'est ainsi qu'il est, tour à tour ou à la fois, mystique ou dogmatique. Tout mysticisme a ses périls : l'amour a des élans dont il aime à ne rendre compte à personne. Pour qu'il ne dégénère pas en fanatisme, il faut donc un contre-poids, il faut un contrôle ; il est nécessaire que l'amour soit surveillé. Voilà pourquoi, à côté du mysticisme de saint Augustin, il fallait son dogmatisme : c'est le caractère de la philosophie chrétienne de ne pouvoir séparer ces deux grandes puissances de l'âme, l'amour et la raison.

Cependant le Christianisme n'était pas venu fonder seulement une doctrine, il était venu fonder une société. Or, point de société sans institutions. Et, parmi les institutions chrétiennes qui devaient civiliser les Barbares et dominer tout le Moyen-Age, il en est deux qui se détachent des autres avec une prépondérance incontestable : la Papauté, le Monachisme.

Nul ne regarde aujourd'hui la Papauté comme une usurpation préméditée de l'ambition des évêques de Rome ; mais on a fait une hypothèse à laquelle M. Guizot a prêté l'autorité de son nom et de sa modération. Au premier siècle, dit-on, il n'y eut que des prêtres ; au second, les évêques paraissent, mais sans hiérarchie entre eux ; au troisième, ils imitent la hiérarchie civile, les évêques des simples cités se subordonnent naturellement aux évêques des métropoles ; au quatrième, l'Europe, l'Asie, l'Afrique s'isolent, et leurs trois capitales deviennent trois patriarchats ; dans les deux siècles qui suivent, les Barbares ont séparé l'Orient de l'Occident, et l'évêque de Rome, le patriarche de l'Occident, se trouve le chef naturel de l'Eglise latine.

Eh bien ! l'Histoire résiste à cette hypothèse, et les textes protestent contre. Qu'on traduise comme on voudra : les Actes des Apôtres et les Epîtres de saint Paul nous montreront toujours, dès le lendemain de l'Ascension de Jésus-Christ, un collége supérieur aux soixante et douze disciples du Sauveur, et les membres de ce collége instituent des diacres, ils préposent des pontifes *qui jugent les prêtres* [1]. Ainsi, dès les premiers temps, une hiérarchie apparaît déjà fortement constituée. Au second siècle, nous trouvons ce témoignage : « C'est avec l'Eglise de Rome, *à cause de sa primauté supérieure*, que doivent s'accorder toutes les églises, c'est-à-dire les fidèles qui sont partout. » Qui a dit cela ? saint Irénée, un évêque des Gaules, qui est

[1] Epîtres à Tite et à Timothée.

en même temps un grec de l'Asie-Mineure, un représentant de l'Orient. J'ai presque dit un disciple des Apôtres, puisqu'il n'y a qu'un homme (saint Polycarpe) entre lui et saint Jean. Un saint Cyprien de Carthage, un saint Athanase d'Alexandrie, un saint Ambroise, un saint Jérôme, un saint Augustin, tout ce que l'Eglise a de plus grand, parlent le même langage. — Et non-seulement cette suprématie est reconnue, mais elle est exercée. Dans la question de la Pâque, le pape saint Victor, contemporain de saint Irénée, excommunie les églises d'Asie. Un autre pape, saint Etienne, excommunie celles d'Afrique, parce qu'elles nient la validité du baptême des hérétiques. Ces faits répondent à tout, et ils suffisent. Déjà la Papauté apparaît en possession de sa primauté de juridiction hors de l'Occident. — Et ce n'est point l'œuvre des empereurs, ils ne sont pas encore chrétiens. Chose remarquable, à peine y a-t-il un empereur chrétien que, loin de grandir Rome, il l'abandonne pour Constantinople. — Ce n'est point non plus l'œuvre du génie : quels hommes en effet l'Eglise romaine peut-elle opposer à saint Justin, à saint Irénée, à Tertullien, à Clément d'Alexandrie, à Origène, à saint Cyprien, à saint Athanase, à saint Basile, à saint Grégoire de Nazianze, à saint Chrysostome? Le génie était en Orient, l'autorité en Occident. Le premier homme de génie qui paraît à Rome, c'est saint Léon le Grand au milieu du v[e] siècle. Mais déjà la Papauté était dans la plénitude de sa souveraineté spirituelle.

Ainsi donc, la Papauté s'est constituée au grand jour de l'Antiquité, sous l'œil jaloux du Paganisme, sous l'œil clairvoyant des Pères de l'Eglise, dans les grands siècles de la théologie chrétienne. Elle ne doit rien aux ténèbres ni à la barbarie.

Si l'on répond avec Néander que, dès le temps d'Irénée, cent cinquante ans après la mort du Sauveur, l'esprit de l'Evangile était déjà perdu, comment comprendre qu'après quatre mille ans d'attente Dieu ait envoyé son Fils pour une œuvre qui ne devait pas même durer deux siècles?

Sous la Papauté, grandissait une autre puissance qui devait achever de sauver les lettres et la civilisation: ce sont les moines.

On reprochait tout à l'heure à la Papauté d'avoir commencé trop tard; on reproche au monachisme d'avoir commencé trop tôt, d'être issu des vieilles religions de l'Orient, et d'avoir été pour l'Eglise bien moins un secours qu'un péril et un scandale.

La réponse est facile : le Christianisme n'a presque rien aboli, il a tout régénéré. Ainsi a-t-il fait du monachisme. Point de grande religion sans renoncement, et par conséquent sans moines. Mais qu'il y a loin des ascètes de l'Inde, qui ne travaillent point, qui ne prient

point, absorbés qu'ils sont dans une contemplation orgueilleuse, égoïste et stérile; qu'il y a loin même des esséniens juifs, qui ont horreur des autres hommes, à tel point que si un étranger s'est approché d'eux, ils se purifient; qu'il y a loin, dis-je, de ces ascètes au moine chrétien, homme d'humilité, de charité, de prière et de travail !

Et qu'on ne dise plus que le moine chrétien a paru trop tôt. Aux temps des persécutions, tous ceux qui auraient pu se faire anachorètes devinrent martyrs ; tant qu'il fallut donner son sang pour la foi, les saints restèrent dans le monde pour aller mourir dans le cirque ou sur le bûcher, à l'heure que Dieu leur marquerait. Ce n'est qu'au moment où les persécutions vont finir, quand la société romaine tombe de plus en plus en dissolution et qu'il faut qu'une société nouvelle se forme pour la remplacer, c'est alors seulement que se disciplinent des milices destinées à refaire la conquête de l'univers après que Rome l'a perdue.

Le premier qui paraît c'est l'ermite Paul, en 251 ; un peu plus tard c'est saint Antoine, qui donne aux moines des règles ; un peu après, c'est saint Pacome, qui les rassemble en grande communauté et en forme un corps auquel il donne en quelque sorte une loi.

Il faut voir maintenant comment cette vie monastique, si florissante en Orient, passa en Occident. Saint Athanase vint pour la première fois à Trèves, en 336 ; exilé par Constantin, il y résida longtemps, et, pendant ses loisirs, il se peut qu'il ait commencé à écrire la vie de saint Antoine. Quoi qu'il en soit, de bonne heure il y eut à Trèves des monastères dont la vie de saint Antoine était la loi vivante. Peut-être ont-ils précédé celui qu'établit saint Martin à Ligugé en 360. Saint Benoît n'était pas loin.

Mais les mœurs monastiques étaient des mœurs d'exception : qu'étaient les mœurs publiques des Chrétiens?

En prononçant ce mot si simple : *Non possumus*, les Apôtres avaient inauguré dans le monde l'inviolabilité de la conscience humaine, et il y avait là le germe d'un sentiment profond , le sentiment de la dignité de l'homme. Dans l'Antiquité, le citoyen est grand; mais l'individu, en présence de l'Etat, n'est rien. Et en même temps que l'Antiquité écrasait la dignité individuelle par la majesté de l'Etat, elle flétrissait les esclaves, les ouvriers, les pauvres. Le Christianisme releva ce que l'Antiquité avait foulé aux pieds.

Les esclaves d'abord.

Nous savons ce que les lois et les mœurs anciennes avaient fait de l'esclave, de cette chose dont on se servait pour essayer des poisons, comme Cléopâtre, ou pour nourrir des lamproies, comme Pollion. Sénèque possédait vingt mille esclaves, et l'on ne voit pas que son

stoïcisme lui en ait fait affranchir un seul. Dès les premiers jours du Christianisme, au contraire, saint Paul renvoie à un chrétien son esclave fugitif, *jam non ut servum, sed pro servo charissimum fratrem in carne et in Domino*[1]. Plus tard, cet esclave affranchi sera évêque de Bérée, dans la Macédoine[2]. L'apôtre ne prêche point l'émancipation universelle : avant de rendre l'esclave libre, il fallait en faire un homme. « Apprenez un métier à ces hommes, disait saint Chrysostome aux maîtres chrétiens, puis faites-les libres. » En attendant le Christianisme élevait l'esclave ; il commençait l'affranchissement par l'âme, enseignant qu'il y a moins de grandeur à échapper à la servitude qu'à montrer la liberté jusque dans les fers[3]. La servitude d'ailleurs a désormais perdu la moitié de sa rigueur : l'esclave chrétien a droit aux choses sacrées ; il a droit au repos du dimanche ; il a droit à la vie, à l'honneur, à la famille. Quand le respect de l'homme était rétabli de la sorte, il faut convenir que l'esclavage était bien ébranlé. Les affranchissements en masse commençaient à devenir fréquents, lorsque le malheur des temps vint substituer le servage à l'esclavage antique, et le servage même devait tomber devant le souvenir de la Rédemption, invoqué par saint Grégoire le Grand dans un acte que le droit canonique avait érigé en loi[4].

Rien n'est plus ennemi de l'esclavage que le travail libre ; aussi le travail libre est-il couvert des mépris de Cicéron et de toute l'Antiquité. Mais, d'un autre côté, rien de moins chrétien que ces mépris. Saint Paul fait des tentes pour gagner sa vie, il écrit que celui qui ne travaille point ne doit pas manger. Saint Augustin consacre un de ses livres à démontrer la dignité du travail des mains[5].

Quant aux pauvres, qui ne connaît l'assistance publique chez les Chrétiens, les diacres de l'Eglise primitive continués par saint Laurent de Rome et tant d'autres, les hôpitaux qui paraissent dès les premiers siècles, l'admirable dogme de la présence immanente du Christ dans l'humanité souffrante, représenté qu'il est par les pauvres qui sont ses membres ? Cela empêche-t-il saint Ambroise de vouloir que le riche discerne, qu'il écarte les hommes valides, les vagabonds, les fourbes, qu'il aille aucontraire à la recherche des misères cachées, des douleurs qui ne parlent pas ou qui n'ont pas d'échos ?

Les Anciens, dit Ozanam, savaient jouir ; ils savaient quelquefois

[1] *Ep. ad Philem.* 16.
[2] Tillemont, I, pp. 310 et 606.
[3] Saint Chrys. *in Ep.* I *ad Cor., homil.* 19.
[4] *Decr. Gratiani*, p. II, *caus.* XII, *quæst.* 2.
[5] *De opere monachorum.*

mourir. Nous autres chrétiens, nous savons souffrir, travailler et faire l'aumône.

Mais point de mœurs publiques sans le respect de la femme, sujet épuisé, ce semble, où pourtant Ozanam a su trouver des traits nouveaux.

Chez les Barbares, observe t-il, le respect des femmes n'est qu'un instinct. Avant tout contact avec eux, le Christianisme en avait fait une vertu.

En Orient, les lois de Manou contiennent des traits charmants sur la destinée des femmes; mais, à côté, nous y lisons : « Elles ont les cheveux longs et l'esprit court. »

Les Grecs ne citent guère que leurs courtisanes, Aspasie et Phryné. « Les dieux, disent-ils, ont donné à l'homme la pensée ; n'ayant plus rien pour la femme, ils lui ont donné la beauté. »

Rome est plus grave ; mais, si l'on excepte Lucrèce, Véturie, Cornélie, elle ne vante guère que la fécondité de ses matrones. Le Romain ne se marie que pour avoir des enfants légitimes, *liberorum quærendorum causa.*

Et pourtant Rome possède la notion vraie, la juste définition du mariage. Mais, sans parler de l'inégalité des conditions juridiques, quelle inégalité dans les devoirs ! Quand Rome a-t-elle exigé du mari la chasteté ? Puis quel abus de la répudiation, depuis le divorce par calcul de Cicéron, qui a besoin d'une dot nouvelle pour apaiser ses créanciers, jusqu'au divorce par générosité de Caton, qui transfère Marcia, sa femme, à son ami Hortensius ! Doit-on s'étonner que plus tard la polygamie successive en soit venue à ce point, que Sénèque définisse la femme : « un animal sans pudeur, » et que saint Jérôme raconte avoir assisté à l'enterrement d'une veuve qui avait eu dix-sept maris ?

C'est dans cet état de dégradation que le Christianisme a trouvé la femme et qu'il lui a dit par la bouche de saint Ambroise cette admirable parole : « Approchez, Eve, qui maintenant vous appelez Marie ! » C'est l'Evangile qui a fait égaux les devoirs du mariage, et qui l'a rendu indissoluble. « Autres sont les lois de César, dit saint Jérôme, autres sont les lois du Christ.... Chez nous, ce qu'on défend aux femmes, on ne le permet point aux hommes. » Voilà, poursuit Ozanam, ce qui rendait le Christianisme lourd au monde païen, lourd aux Barbares, et je le dis, voilà ce qui le rend lourd à nos contemporains. » De là cette glorieuse lutte de douze siècles, soutenue par l'Eglise, pour l'indissolubilité du mariage, et ce grand spectacle de la Papauté consentant à perdre toute une province de l'empire chrétien, plutôt que de signer l'adultère de Henri VIII.

Voilà les mœurs chrétiennes, et la littérature qui sortira de ces mœurs sera digne d'elles.

On a reproché au Christianisme d'avoir corrompu la langue latine Qu'est-ce à dire? Tout ce qui est de l'homme est mortel. Au temps de Cicéron, la pureté du latin est déjà entamée, et on le comprend : « la multitude des étrangers, dit-il, a altéré le langage. » Dans les quelques lignes qui nous restent de l'empereur Auguste, M. Villemain a relevé des locutions qui font pressentir la décadence. Si vous en croyez Quintilien, de son temps, sous Vespasien, toute la langue est changée. Ainsi, dès les premiers jours de l'Empire, le déclin se montre, le latin périt. Ce n'est pas le Christianisme qui le tue; au-contraire, c'est par le Christianisme qu'il allait revivre.

Sans doute, il fit violence au latin pour triompher de l'insuffisance métaphysique de la langue : Cicéron lui-même se plaignait de cette insuffisance, lorsqu'il voulait rendre en latin la pensée de Platon; que fut-ce donc lorsqu'il fallut traduire saint-Paul ? Force fut bien de créer des mots pour exprimer en latin ce qui a rapport à l'âme, à la chair ou aux sens. A des sentiments nouveaux il fallut non seulement des expressions, il fallut des constructions nouvelles. Mais ce néologisme n'était pas celui qui vise à étonner par les mots, impuissant qu'il est d'étonner par les idées. C'était un néologisme nécessaire, puissant, fécond, inspiré : la vie était là.

Le grand instrument de la résurrection du latin par le Christianisme, ce fut la Vulgate, traduite, comme on sait, partie de l'hébreu, partie du grec, et destinée à faire pénétrer dans les intelligences, d'une part, les richesses poétiques de l'Orient, d'autre part, les richesses philosophiques de la Grèce.

Mais la Bible elle-même, en ceci, fut servie par deux auxiliaires : d'un côté, par les Africains; de l'autre, par le peuple, c'est-à-dire, déjà à l'époque où nous nous trouvons, par un peuple à moitié barbare.

Ozanam insiste sur ce fait peu étudié de l'invasion des Africains dans les lettres latines par Cornutus, disciple de Sénèque, par Fronton, le maître de Marc-Aurèle, par Némésien, par Apulée surtout, et par Tertullien, qui a derrière lui saint Cyprien, Arnobe et par-dessus tout saint Augustin.

Ne craignez pas toutefois, de la part d'Ozanam, une érudition partiale, un coup-d'œil prévenu, exclusif, un parti pris de ne voir que ce qui est favorable à sa cause, et de nier résolûment tout le reste. Il admire Tertullien plus que personne, mais il ne dissimule pas ses défauts, qui sont moins les siens que ceux de son pays, et de son temps. Tertullien, il l'avoue, n'a pas de calme. L'impétuosité de sa pensée se jette non pas sur l'expression la plus juste, mais sur

la plus forte et la plus dure. Il est téméraire, provocateur, il met au défi les intelligences qui le suivent. S'il a une vérité à présenter, n'attendez pas qu'il la présente par le côté qui attire, mais par le côté qui blesse. On ne saurait nier la ressemblance et l'impartialité de ce portrait. La Vulgate, elle-même, est un instrment de rénovation, bien plus qu'un modèle de langage.

Quoi qu'il en soit, après Tertullien, la langue du Christianisme est créée, et cette langue sera la langue du Moyen-Age, la langue-mère de toutes les langues modernes. Voilà ce qu'a fait le Christianisme avec la Vulgate pour instrument, les Africains et les Barbares pour serviteurs. Nos ancêtres, dit Ozanam, avaient raison de porter la Bible en triomphe et de la couvrir d'or : le premier des livres anciens est aussi le premier des livres modernes ; il est pour ainsi dire l'auteur de ces livres mêmes, car de ses pages devaient sortir toutes les langues, toute l'éloquence, toute la poésie et toute la civilisation des temps nouveaux.

« Je vous cède tout le reste, disait saint Grégoire de Nazianze aux païens, mais je mets la main sur l'éloquence.» Depuis deux siècles, en effet, le Christianisme avait pris possession de l'éloquence comme de son bien propre ; il y a encore des païens diserts ; mais, à dater de Tertullien, il n'y a plus d'hommes éloquents, sinon des chrétiens.

Et comment y aurait-il encore des païens éloquents? Il ne reste à la parole païenne que trois emplois : le barreau, la déclamation, le panégyrique ; il ne lui reste pas de sujet. Le caractère manquait encore davantage. Tillemont, sous Louis XIV, disait de Quintilien, ce maître de l'art, qu'il parle de l'empereur régnant (c'était Domitien) avec des louanges *indignes d'un homme d'honneur*. Combien pourtant, sous ce rapport, Quintilien ne fut-il pas dépassé par la bassesse des âges suivants !

Ainsi ne fit pas le Christianisme. Je prie pour l'empereur, dit Tertullien, pour ses armées, pour la sécurité de l'empire, pour la paix de l'univers. Du reste, en ce qui touche César, je suis libre, je n'ai qu'un maître, qui est aussi le sien, c'est Dieu, le Dieu tout-puissant et éternel[1].

Le Christianisme donc rend le sérieux à la parole humaine : il lui assigne un but pour le présent et pour l'avenir. La parole chrétienne est un sacerdoce : C'est la prédication, familière, sensée, pathétique ; la chaire est comme un second autel au pied du sanctuaire. Aussi l'éloquence est retrouvée. Les deux secrets de toute cette éloquence, si admirablement nouvelle, sont l'amour des hommes, qu'il faut ins-

[1] Cæterum liber sum illi (Cæsari). Dominus enim meus unus est, DEUS omnipotens et æternus, idem qui et ipsius. (*Apologét.*)

truire, et l'amour de la vérité, qui se confond avec l'amour de Dieu, puisque c'est Dieu qui l'a donnée.

Ozanam voit dans saint Ambroise le type de l'homélie, qui est la parole même de Dieu donnant non-seulement le sujet, mais toute la trame de la prédication. Il trouve en lui les restes et comme un dernier parfum de l'art ancien, je ne sais quel miel attique. Ce n'était pas une éloquence vulgaire que celle qui charma et convertit saint Augustin.

Celui-ci a moins d'ornements, il est moins antique, il a eu moins de commerce avec la Grèce, bien qu'il lise Cicéron et qu'il ne dédaigne pas de citer Virgile. Mais son éloquence est plus intime, plus émue, plus pénétrante. Ozanam en cite d'admirables exemples; c'est dans son livre qu'il faut les chercher.

L'autre grand orateur du ve siècle est saint Léon le Grand, si magnifique lorsqu'il dévoile les destinées de Rome chrétienne et qu'il invite saint Pierre à venir prendre possession de cette capitale de tous les paganismes. Je voudrais pouvoir transcrire tout ce que dit Ozanam de ce grand homme. Comme il fait bien ressortir son triomphe sur Eutychès! Comme il fait comprendre la portée logique de ces hérésies qui s'engendrent l'une l'autre, l'Arianisme, le Nestorianisme, l'Eutychianisme? Arius, comme depuis Socin, réduisait le Christianisme à une sorte de déisme évangélique. La doctrine de Nestorius n'est qu'un Arianisme un peu mitigé. Eutychès au contraire tend à transformer la foi chrétienne en paganisme. Mais la Papauté a pour devise : « Je maintiendrai. » Saint Léon maintient au Christianisme son caractère de religion ; il ne souffre pas qu'il dégénère en paganisme ni en philosophie ; et ce qui achève la grandeur de cette figure, c'est qu'à sa voix Attila s'arrête et se retire, et Genséric sort de Rome avec ses Vandales sans y avoir versé une seule goutte de sang.

Nous savons maintenant comment l'éloquence épuisée se retrempe aux sources chrétiennes. Après l'éloquence, l'histoire surtout avait occupé le génie des Anciens. Mais, qu'on ne l'oublie pas, l'histoire, chez les Anciens, cherchait la beauté plus que la vérité : Hérodote se souvenait d'Homère, et la véritable épopée de Rome, c'est Tite-Live. Au cinquième siècle, d'ailleurs, l'histoire à vrai dire n'est plus. Elle ne se montre vivante que sous la plume d'un soldat, Ammien-Marcellin, qui est païen et qui par conséquent ne peut plus suivre que d'un œil troublé le cours des événements, mais qui écrit en homme de cœur. L'histoire à son tour devait renaître par le Christianisme : par les Actes des Martyrs et les Vies des Pères du Désert, qui font vivre les plus belles figures des âges nouveaux ; par les chronographes qui renouent la chaîne des temps et rétablissent l'ordre des faits anciens (Jules Africain, Eusèbe); par les premiers essais d'une philosophie

de l'histoire qui déroule toute la suite du plan divin pour pénétrer jusqu'à l'idée qui préside à la succession des siècles et des hommes (*la Cité de Dieu*, Orose, Salvien). Le lecteur pressent tout ce qu'il y aurait à dire avec Ozanam sur ces monuments divers, entre lesquels nous trouvons la vie de saint Antoine, par saint Athanase, et celle de saint Paul ermite, par saint Jérôme. Mais un article n'est point un livre; il est temps de se borner.

En commençant l'étude des lettres chrétiennes par la prose, nous avons renversé en quelque sorte l'ordre communément établi. Il y en a une raison pourtant : ce n'est pas à l'imagination que s'adressa le Christianisme naissant, mais à la raison des peuples; c'est pourquoi il leur parla en prose, et en prose seulement, durant trois siècles. C'est au bout de ce temps que commença, je ne dirai pas la poésie, mais la versification chrétienne, et ces commencements sont très-faibles. Comme l'a dit excellemment M. Saint-Marc Girardin, la vérité était trop forte pour faire des poëtes à cette époque; elle ne pouvait faire encore que des martyrs. La vraie poésie chrétienne de ce temps est dans quelques inscriptions des catacombes.

Il y a peu à dire de Juvencus et de Sedulius : la sainte réalité de l'Évangile écrasera toujours toute paraphrase et demeurera inaccessible et supérieure à toute poésie humaine. Mais remarquons avec Ozanam l'élégante simplicité des hymnes de saint Ambroise, dont la versification a déjà quelque chose de moderne : c'est la petite strophe iambique de quatre vers à huit syllabes chacun, laquelle se prête facilement au remplacement de la quantité par l'accent. Elle ménage ainsi une place à la rime, qui se glissait déjà parmi les plus anciens monuments de la chanson populaire latine, et qu'Ozanam a découverte dans un poëme du IIIe siècle attribué à saint Cyprien, comme il la retrouve dans l'hymne consacrée par le pape Damase à sainte Agathe et dans le long psaume de saint Augustin contre les Donatistes.

De la foule des faiseurs de vers chrétiens du Ve siècle, Ozanam dégage deux hommes qui méritent en effet d'être rapprochés et connus : Saint Paulin de Nole et l'espagnol Prudence. Il y a dans saint Paulin des accents qu'Ausone, avec tout son esprit et son érudition, ne trouva jamais. Il y a un poëte aussi dans Prudence, qui joint la grâce à la force. Je n'oserais affirmer pourtant qu'Ozanam ne le surfasse pas un peu.

Malgré tout ce qu'il s'efforce de montrer de poésie dans cet écrivain, la véritable poésie chrétienne, le fond même de cette poésie n'était pas là. Elle était dans le symbolisme chrétien, dans le *Pasteur* d'Hermas, ou, comme je l'ai dit, dans les catacombes. La leçon consacrée par Ozanam à l'art chrétien, précisément né dans les cata-

combes, est l'une des plus neuves et des plus curieuses des deux volumes que j'achève de parcourir, mais elle se refuse à l'analyse.

J'en dis autant des simples notes qui nous restent de la leçon sur la civilisation matérielle de l'empire : sur ces voies romaines, qui feront l'admiration de l'avenir ; sur le commerce de Rome, qui se partage entre l'Orient et le Nord ; sur l'agriculture, pour laquelle Rome ne doit rien qu'à elle-même ; sur les villes païennes, où tout l'homme était tourné vers le dehors, et les villes chrétiennes bâties pour la vie domestique, pour le travail, la souffrance et la prière. La ville chrétienne se groupe autour de sa cathédrale ; elle a l'hôpital et l'école, c'est là notre grandeur.

Jusqu'ici nous avons exclusivement étudié cette civilisation uniforme qui, au ve siècle, s'étendait d'un bout à l'autre de l'empire d'Occident. Deux principes s'y combattaient, le Paganisme et le Christianisme, mais sans distinction de lieux, sous l'empire des mêmes lois et dans la même langue. Comment donc sont nées les nations néolatines ? Sous l'uniformité extérieure de la domination romaine, ne subsistait-il pas des races diverses, dont chacune avait son génie propre et sa physionomie individuelle ? Ozanam se prononce pour l'affirmative. Dans ces trois grands diocèses, l'Italie, la Gaule et l'Espagne, il voit percer, *même avant l'invasion des Barbares*, les germes de trois nations. Il y en a une cause fondamentale, la persistance des races, qui se révèle par celle des langues, et plus tard, par je ne sais quel caractère individuel des églises nationales, comme par une dévotion toute patriotique aux saints nationaux. On connaît les fréquentes rébellions de la Gaule ; on sait combien elle aima plus tard à faire des empereurs gallo-romains. Ozanam signale aussi un parti africain en Afrique, au temps de saint Augustin, un parti espagnol en Espagne, au temps d'Orose. D'un autre côté, saint Jérôme entend parler celte à Trêves, et nul n'ignore la résistance opiniâtre de l'idiome kymrique jusqu'à nos jours dans la Péninsule armoricaine. Les Basques ne parlent-ils point encore aujourd'hui la vieille langue des Ibères ? En Italie même, l'étrusque ne subsistait-il pas au temps d'Aulu-Gelle, et l'idiome des Ligures jusqu'à la fin de l'Empire ? Au midi de la presqu'île, n'a-t-on pas vu plusieurs contrées toutes grecques jusqu'au xve siècle ?

Ainsi l'unité n'était qu'apparente, et la diversité de ces trois grandes races, antérieure à la conquête germaine, devait éclater durant tout le Moyen-Age, où chacune d'elles resta fidèle à son caractère originel : l'Italie, au double génie de la religion et du gouvernement, qu'elle tenait des Etrusques et des Romains ; l'Espagne, à sa gravité traditionnelle (peuple singulier qui ne marchait jamais que pour

combattre, demeurant assis ou se battant par groupes isolés, d'une sobriété égale à son opiniâtreté, mais prompt à confondre l'enflure avec la grandeur) ; la France, à l'esprit aventureux des Gaulois, et à cette double passion de la guerre et de la parole, qui faisait dire au vieux Caton : *Gallia duas res industriosissimè persequitur, rem militarem et argutè loqui.*

Là s'arrête cette Introduction. Aussi bien le dessein du Professeur était rempli. « Il ne s'agit point pour moi, avait-il dit au début de ses leçons, de suivre jusque dans ses derniers détails l'histoire du ve siècle : *je n'y cherche que des lumières pour l'obscurité des siècles suivants.* Les voyageurs connaissent des fleuves qui s'enfoncent dans les rochers, et qui reparaissent à quelque distance de leur perte. Je remonte au-dessus du point où le fleuve des traditions semble se perdre, et plus tard je tâcherai de descendre dans le gouffre, pour m'assurer qu'à la sortie je revois bien les mêmes eaux. »

Les historiens ont ouvert en quelque sorte un abîme entre l'Antiquité et la Barbarie : ç'a été l'œuvre d'Ozanam, son originalité, son triomphe, de rétablir sur ce point les communications que la Providence n'a jamais laissé manquer dans le temps, pas plus que dans l'espace. Pour accomplir cette tâche ardue, tout lui avait été donné : la mémoire qui recueille, l'intelligence qui choisit et qui ordonne, l'éloquence qui émeut, la grâce qui charme. Une seule chose lui a manqué : le temps.

On a trouvé dans les papiers d'Ozanam les lignes qui suivent. Je les transcris religieusement, sans ajouter un seul mot :

« Pise, le 23 avril 1853.

» J'ai dit : Au milieu de mes jours, j'irai aux portes de la mort.
» J'ai cherché le reste de mes années. J'ai dit : Je ne verrai plus le » Seigneur mon Dieu sur la terre des vivants.
» Ma vie est emportée loin de moi, comme on replie la tente des » pasteurs.
» Le fil que j'ourdissais encore est coupé comme sous les ciseaux » du tisserand. Entre le matin et le soir, vous m'avez conduit à ma » fin.
» Mes yeux se sont fatigués à force de s'élever au ciel.
» Seigneur, je souffre violence : Répondez-moi. Mais que dirai-je » et que me répondra celui qui a fait mes douleurs ?
» Je repasserai devant vous toutes mes années dans l'amertume de » mon cœur.
» C'est le commencement du cantique d'Ezéchias : Je ne sais si » Dieu permettra que je puisse m'en appliquer la fin. Je sais que j'ac-

» complis aujourd'hui ma quarantième année, plus que la moitié du
» chemin ordinaire de la vie. Je sais que j'ai une femme jeune et bien-
» aimée, une charmante enfant, d'excellents frères, une seconde mère,
» beaucoup d'amis, une carrière honorable, *des travaux conduits pré-*
» *cisément au point où ils pouvaient servir de fondement à un ouvrage*
» *longtemps rêvé*. Voilà cependant que je suis pris d'un mal grave,
» opiniâtre, et d'autant plus dangereux qu'il cache probablement un
» épuisement complet. Faut-il donc quitter tous ces biens que vous-
» même, mon Dieu, m'avez donnés ? Ne voulez-vous point, Seigneur,
» vous contenter d'une partie du sacrifice ? Laquelle faut-il que je vous
» immole de mes affections déréglées? N'accepterez-vous point l'ho-
» locauste de mon amour-propre littéraire, de mes ambitions acadé-
» miques, de mes projets même d'étude où se mêlait peut-être plus
» d'orgueil que de zèle pour la vérité ? Si je vendais la moitié de mes
» livres pour en donner le prix aux pauvres, et si, me bornant à rem-
» plir les devoirs de mon emploi, je consacrais le reste de ma vie à
» visiter les indigents, à instruire les apprentis et les soldats, Sei-
» gneur, seriez-vous satisfait, et me laisserez-vous la douceur de
» vieillir auprès de ma femme et d'achever l'éducation de mon en-
» fant ? Peut-être, mon Dieu, ne le voulez-vous point? Vous n'accep-
» tez pas ces offrandes intéressées : vous rejetez mes holocaustes et
» mes sacrifices. C'est moi que vous demandez. Il est écrit au com-
» mencement du livre que je dois faire votre volonté. Et j'ai dit : Je
» viens, Seigneur. »

FOISSET.



NOTE

SUR UN

ARTICLE DE M. SAISSET

CONTRE LA LOGIQUE DU P. GRATRY [1].

J'avais d'abord écrit cette note pour moi seul. Je demande pardon au lecteur de la lui présenter telle qu'elle est.

Le délicat et spirituel écrivain auquel je réponds, a paru plusieurs fois sourire en m'attaquant. Il me pardonnera, j'en suis sûr, si je me permets à mon tour, dans ma réponse, de sourire quelquefois.

Du reste j'ai traité avec le plus grand soin le seul point sur lequel il dirige une attaque qui lui paraît sérieuse. Tout le reste n'était que fausses attaques et ruses de guerre qu'il a suffi de démasquer.

I.

Je me rends très-bien compte des dispositions stratégiques qu'avait adoptées l'ennemi; car j'ai retrouvé, sur le champ de bataille la minute textuelle du plan d'attaque.

Voici cette pièce :

1° Exposer amplement les mérites personnels du P. Gratry, et même le flatter hardiment.

2° Montrer qu'il avait tout pour lui : talent, instruction, cœur, en-

[1] *Revue des Deux-Mondes,* du 1er sept. 1855.

thousiasme, bonnes intentions.... tout enfin, sauf cette raison sévère qui ne s'acquiert que dans la bonne école philosophique, et que l'école théologique anéantit infailliblement.

3° Démontrer que le P. Gratry, pour avoir voulu faire de la philosophie chrétienne, et non pas de la bonne et simple philosophie sécularisée, s'est égaré en philosophie, en physique, en algèbre, en géométrie; qu'il est presque Hégéléen, peut-être Panthéiste, et surtout qu'il a fait une logique nouvelle... (tirer parti du mot *Logique nouvelle*.... Avoir soin aussi, dans la discussion scientifique de placer çà et là quelques traits de solide géométrie et de physique sévèrement expérimentale.)

4° Faire ressortir que le principe de ces égarements, c'est la théologie, et que tout ce chaos de physique, de mystique et de géométrie en est la conséquence. Bien établir que le P. Gratry confond tout. Inscrire le mot *confusion* sur son livre. Il faut enfin qu'on sache ce que l'on gagne à s'écarter de notre méthode psychologique.

5° Insinuer, quant à la personne de l'auteur, que c'est un esprit exalté.... très-exalté; violent même, puisqu'il s'emporte jusqu'à la haine contre les personnes, ce que d'ailleurs l'on rencontre toujours chez les Théologiens.

6° Conclure qu'on ne nous ramènera pas à saint Thomas : que Descartes a sécularisé la science, et que nous demandons la permission de rester fils de Descartes, c'est-à-dire philosophes solides et sévères, libres penseurs, dégagés de toute exaltation mystique et de tout joug théologique.

7° Faire remarquer d'ailleurs que nous revenons chaque jour de plus en plus à la religion.

8° Tout ceci bien traité, peut devenir fondamental contre l'école théologique.

Tel est le plan. M. Saisset se charge de l'exécuter.

M. Saisset n'avait en cela qu'à poursuivre sa thèse ordinaire, la thèse à peu près unique de son école, savoir : que la philosophie doit être absolument indépendante et séparée de la théologie, et qu'un prêtre, quel que soit son mérite personnel, ne peut pas faire de la philosophie, parce qu'il est théologien.

C'est ce que M. Saisset croit avoir déjà démontré dans la *Revue des Deux-Mondes* où il développait les idées suivantes : « L'Eglise, à qui » le siècle semble échapper... a condamné toute philosophie à l'im- » piété et à l'extravagance (p. 2). La philosophie du clergé se réduit » maintenant à un cri de guerre universel contre la philosophie (p. 8). » Il faut le dire nettement, la première et la principale source des » mauvais sentiments et des mauvais desseins du clergé à l'égard

» de la philosophie, c'est le défaut de lumière (p. 80). J'ose dire qu'à » l'heure qu'il est les livres de M. Bautain, ceux de M. Maret, et les » recommandations de Mgr l'archevêque de Paris (Mgr Affre), loin de » nuire au Panthéisme... ne servent qu'à le fortifier et à le répan- » dre (p. 43). Et il y a en France, sur les siéges les plus élevés de » l'épiscopat, des hommes qui encouragent ces déréglements, et » chargent leur esprit et leur caractère de la responsabilité de ces » folies [1] » (p. 47).

Telle est la thèse dont M. Saisset veut achever la démonstration en exterminant d'un seul coup le P. Gratry. Des indiscrets m'ont rapporté que telle était son intention.

Quoi qu'il en soit, voici l'exécution du plan.

II.

M. Saisset consacre d'abord dix pages à un éloge biographique du P. Gratry, éloge mêlé d'erreurs et rempli d'expressions très flatteuses, malgré quelques fâcheuses insinuations. Ces dix pages sont des branches d'olivier, à l'ombre desquelles on arrive tranquillement jusqu'au pied même de nos travaux.

Là, tout à coup, on démasque l'attaque principale que voici : « Cette part loyale faite à la sympathie, nous dirons nettement que... » le système du P. Gratry repose sur une base ruineuse. Sa grande » découverte de l'identité des trois procédés de la physique, de la » mathématique et de la philosophie est une idée fausse » (p. 922).

Il ne faut pas beaucoup de présence d'esprit pour répondre immédiatement ce qui suit : « Vous m'accusez d'avoir découvert l'identité » *des trois procédés* de la physique, de la mathématique et de la phi- » losophie : vous dites que c'est une idée fausse. Eh bien ! moi, je vous » accuse de dire que la raison a *trois procédés différents*, l'un pour la » physique, l'autre pour les mathématiques et l'autre pour la philo- » sophie. »

Cette seule réponse change tout à coup les positions. L'agresseur est sur la défensive, et l'on n'aperçoit déjà plus comment il pourra se défendre.

En effet, je dis que la raison a les mêmes lois et les mêmes procédés logiques dans toutes les branches des connaissances humaines.

[1] Voir les *Essais sur la Philosophie et la Religion*. 1845.

C'est ce qu'on a toujours cru. Et voilà l'ennemi réduit à démontrer, — ce qu'on n'avait jamais entendu dire, — que la raison n'a pas les mêmes lois et les mêmes procédés logiques dans toutes les branches des connaissances humaines ; qu'au contraire la raison raisonne autrement en philosophie, autrement en géométrie, autrement en physique.

Qui ne voit, dès ce moment, que l'attaque principale est manquée, et que l'ennemi est venu se faire prendre.

III.

Donc, il s'agit pour lui de montrer que la raison a trois procédés logiques différents, et raisonne autrement en philosophie, autrement en physique et autrement en géométrie. Comment faire?

A mon avis, on commence bien, car on m'accorde que j'ai raison en ce qui touche le procédé de la philosophie. Sur ce point je n'ai donc rien à dire.

Je soutiens avec Aristote, Platon et beaucoup d'autres, que la raison a deux mouvements essentiels, nécessaires, et à peu près inséparables : le syllogisme et l'induction : l'un qui descend du général au particulier, et l'autre qui s'élève du particulier au général : l'un, dit Platon, qui ne s'élève pas plus haut que le point de départ, et l'autre qui s'élève plus haut que le point de départ. Et je remarque que celui des deux procédés qui s'élève du particulier au général, peut aussi s'élever de l'idée du fini à quelque idée de l'infini, ou a quelque notion marquée du caractère de l'infini. Je dis enfin que la raison mêle toujours ces deux mouvements.

M. Saisset m'accorde nettement et pleinement que tout cela est vrai en métaphysique. « Le procédé métaphysique, dit-il, a donc ce » caractère de franchir d'un bond l'intervalle qui sépare la créature » du Créateur, le fini de l'infini, l'être contingent de l'être néces- » saire. Sur ce point, nous sommes d'accord avec le P. Gratry, et » nous reconnaissons qu'il décrit exactement le procédé dialectique » ou métaphysique » (p. 924).

Jusqu'ici tout va bien. Mais voici le moment difficile. Il faut montrer que la raison ne raisonne pas en physique, comme elle le fait en métaphysique.

Pour cela, l'ennemi s'avance sur le terrain de la physique, et, bien averti qu'il y faut prendre une forte position, et mettre en avant quelque trait de physique sévèrement expérimentale, il s'empare du trait que voici :

On connaît ce type du physicien parfait, qui n'avance rien qu'il ne prouve, qui ne croit qu'aux faits positifs, et qui nomme hypothèse tout ce qui ne se voit pas des deux yeux, ou ne se touche pas des deux mains..... M. Saisset, bien décidé à placer hardiment le mot d'ordre, le mot sacramentel d'hypothèse, s'écrie : « La chaleur n'est autre » chose qu'une hypothèse imaginée pour lier les phénomènes ! » Il en dit autant de tous les impondérables, de l'attraction, de l'électricité, et, qui le croirait, de la lumière ? Quoi, Monsieur ! la chaleur et la lumière ne sont que des hypothèses imaginées pour lier les phénomènes ! C'est parler comme ces physiologistes qui enseignent « que la » vie est une hypothèse imaginée pour lier les phénomènes, » et qui disent : « Il n'y a point de vie, il n'y a que des tissus vivants. » Et moi, parce que je parais croire que la lumière et la chaleur sont des réalités, vous me gourmandez en ces termes : « ..... Ses maîtres de » l'École polytechnique.... Ampère, Dulong, lui ont-ils jamais pro- » posé la chaleur, l'électricité,... les fluides impondérables, comme » autre chose que des hypothèses imaginées pour lier les phénomè- » nes ? » Eh bien ! je suis forcé de vous le dire : Ampère, Dulong, Arago lui-même, et tous les autres physiciens que j'ai connus, croyaient et croient encore à l'existence de la lumière et de la chaleur. Et ceux même qui nomment hypothèse tout ce qui ne se voit pas des deux yeux, ou ne se touche pas des deux mains, ceux-là même se gardent bien de dire que la lumière et la chaleur ne sont que des hypothèses [1], par cela même, si je ne me trompe, que la lumière se voit, et se voit des deux yeux, que la chaleur se sent, et se sent de tout le corps.

IV.

Quoi qu'il en soit, n'oubliez pas qu'il s'agit pour vous de prouver que la raison raisonne autrement en physique qu'elle ne le fait en métaphysique. C'est là le point.

Vous avez dit qu'en métaphysique la raison emploie l'un et l'autre de ses deux procédés essentiels, non-seulement celui qui déduit, mais aussi celui qui passe, sans moyen terme, d'un terme moindre à un

[1] La théorie de l'émission ou celle des ondulations, adoptées pour expliquer la nature ou la cause de la lumière et de la chaleur, sont, si l'on veut, des hypothèses. Mais aucun physicien n'a jamais eu l'étrange pensée de dire que la chaleur ou la lumière ne sont que des hypothèses imaginées pour lier les phénomènes. La lumière et la chaleur sont des faits, des réalités au même titre que la terre, la pierre, l'or ou le plomb.

terme plus grand, et qui s'élève, à partir d'une donnée finie, à des notions marquées du caractère de l'infini. Vous dites qu'il n'en est pas de même pour la physique. Comment le démontrez-vous?

C'est bien simple. Le procédé de la physique, dites-vous, consiste à s'élever des faits aux lois, des faits particuliers aux généralités, ce qui se fait par l'induction appliquée aux observations.

On ne saurait mieux dire.

Et vous ajoutez que « l'induction n'a rien de mystérieux (p. 922); qu'elle est connue depuis longtemps, et qu'Aristote en a donné cette belle définition : « L'induction, c'est une marche régulière du particulier à l'universel » (p. 922).

C'est parfait.

Et vous ne comprenez pas qu'en parlant ainsi, vous dites justement le contraire de ce que vous voulez soutenir? Vous me donnez raison trois fois!

Quoi! le procédé de la physique consiste, selon vous, à passer des faits aux lois, et vous ne voyez pas que les faits sont des données en nombre toujours fini, et que toute loi, pour être loi, doit s'appliquer à toute l'infinité des cas particuliers possibles! Donc vous passez d'une donnée finie à une notion marquée du caractère de l'infini.

Vous ne comprenez pas que s'élever des faits particuliers aux généralités, c'est exactement la même chose, et vous oubliez que Malebranche gourmande[1] ceux qui ne voient pas qu'une idée générale n'est telle que parce qu'elle implique l'infini et en porte le caractère. Ce qui est d'ailleurs évident : car serait-elle générale, si elle avait quelque limite, et si elle ne s'appliquait à toute l'infinité des cas particuliers possibles?

Vous ne comprenez pas enfin que, pour la troisième fois, vous m'accordez tout ce que je soutiens, en disant que le procédé de la physique, c'est l'induction et que l'induction n'est autre chose qu'un passage régulier du particulier à l'universel. Est-ce que le particulier n'est pas une donnée finie? Est-ce que l'universel n'est pas une notion marquée du caractère de l'infini? Ce n'est pas seulement Male-

[1] « Vous ne sauriez vous ôter de l'esprit, dit-il, que vos idées générales ne sont qu'un mélange confus de quelques idées particulières.... Mais l'idée du cercle en général, représente des cercles infinis et leur convient à tous, et vous n'avez pensé qu'à un nombre fini de cercles.... Je vous soutiens que vous ne sauriez vous former des idées générales que parce que vous trouvez dans l'idée de l'infini assez de réalité pour donner de la généralité à vos idées. Vous ne pouvez penser à un diamètre indéterminé, que parce que vous voyez l'infini dans l'étendue, et que vous pouvez l'augmenter ou le diminuer à l'infini.

Je vous soutiens que vous ne pourriez jamais penser à ces formes abstraites de « genres et d'espèces, si l'idée de l'infini qui est inséparable de votre esprit ne se joignait tout naturellement aux idées particulières que vous apercevez.»

branche qui vous le dit, c'est Aristote, c'est saint Thomas : « L'univer-
» sel, dit saint Thomas, l'universel conçu par la raison, est infini,
» sous un certain point de vue, puisqu'il contient en puissance une
» infinité de choses particulières » (1_a, 2ᵆ q. xxx, art. iv, ad. 2).

Ainsi, dans la démonstration que vous m'opposez, vous me donnez raison trois fois.

Mais peut-être — et c'est ce que je soupçonne — peut-être entendez-vous ici le mot *loi* en ce sens qu'il n'y a point de lois, comme ces physiologistes qui disent : « Il n'y a point de lois : il n'y a que » des faits successifs. » S'il en est ainsi, si la science naturelle n'est que pur empirisme, empirisme pris dans le sens où Leibnitz dit : Les bêtes sont purement empiriques ; si la philosophie matérialiste du plus bas étage est la seule bonne philosophie de la nature, si vous, qui n'êtes point matérialiste d'ailleurs, acceptez cette philosophie pour les sciences naturelles ; s'il n'est pas vrai que Dieu a tout créé « dans le nombre, la mesure et le poids, » c'est-à-dire dans l'éternelle géométrie : alors je vous accorde qu'il n'y a, en physique, que le tâtonnement inductif. Mais heureusement les seules lois de Kepler renversent tout cela ; car les ellipses astronomiques ne sont pas des faits généraux, mais des idées géométriques, et pour passer de plusieurs faits à une idée géométrique, il faut l'induction véritable telle que je la définis.

V.

Mais, comme en ces matières, l'on ne croit qu'à l'autorité, et point à la raison, j'ouvre, pour vous convaincre, le premier traité sur l'induction qui se présente à moi. C'est, je crois, le plus récent, et peut-être le plus savant [1] : j'y trouve précisément tout ce que j'ai dit, sur Kepler, sur Bâcon, sur l'induction. J'y lis ces mots : « Le » véritable instaurateur de la méthode inductive appliquée aux » sciences naturelles, c'est Kepler » (p. 142).

Mais en quoi consiste l'induction de Kepler ? Le voici : « L'induc-
» tion de Kepler conclut d'un nombre fini de cas particuliers à la loi
» de tous les cas dont le nombre est infini » (p. 36). C'est là ce que j'ai dit, et c'est ce que vous dites vous-même en définissant l'induction : « un passage régulier du particulier à l'universel. »

Puis, voici sur Kepler et Bâcon un jugement très-clair : « A la
» même époque que Kepler, vivait Bâcon de Verulam, que l'on ne

[1] *Die theorie der Induction,* von E. F. Apelt, Leipsig 1854.

» donne pas seulement comme l'un des fauteurs de la science inductive, mais que l'on considère le plus souvent comme le grand législateur de l'induction. Cependant, si l'on recherche avec impartialité quelle part a eue Bâcon à ce grand ouvrage, il faut reconnaître qu'il n'avait ni l'aptitude scientifique, ni les connaissances nécessaires, pour être lui-même l'auteur d'aucune induction scientifique, et que, de plus, il n'eut jamais connaissance suffisante des règles de l'induction.... Cette méthode, qu'il recommandait chaudement, mais dont il n'eut jamais qu'une idée fausse, a été, dans le fait, appliquée d'abord par Kepler. Quant à Bâcon, il est, à l'égard de la nouvelle astronomie et de la physique nouvelle, si heureusement développées par Kepler, Thycho-Brahé et Galilée, il est à cet égard à peu près ce qu'était Voltaire pour la philosophie mathématique et naturelle de Newton. Il n'était nullement initié aux mystères de ces sciences : il lui manquait la clef pour les entendre. Il n'était pas mathématicien » (p. 149).

Voilà, ce me semble, ce qu'il n'est plus permis d'ignorer aujourd'hui quand on parle de l'induction, de Kepler, et de Bâcon.

Et si vous joignez à cela l'article de Delambre sur Kepler, dans la biographie universelle, puis ce qu'en dit Montucla dans son histoire des mathématiques, vous comprendrez, ce que soutient avec moi notre auteur, que Kepler, le véritable introducteur de l'induction dans les sciences expérimentales, est, de tous les grands hommes qui ont fondé l'admirable édifice des sciences modernes, le premier en date, pour l'application de la méthode et pour toutes les découvertes fondamentales. Il est le premier par la méthode, par le génie, et par les résultats.

Mais, ne sachant pas cela, et dominé par le préjugé baconien, vous ne craignez pas d'écrire ce qui suit : « Je l'avouerai, je n'ai pu » lire sans scandale le chapitre du P. Gratry intitulé : l'induction » appliquée par Kepler. Il s'agit de décrire le procédé inductif. Pourquoi choisir Kepler pour guide? Pourquoi Kepler de préférence à » Bâcon, qui est le promoteur et le législateur de l'induction!..... » Voici le secret du P. Gratry : c'est que Kepler est un chrétien enthousiaste qui a mêlé ses idées théologiques à ses découvertes...... » Mais le P. Gratry nous permettra de dire que Kepler, comme chercheur de vérités expérimentales, n'est un exemple à proposer à personne. » On ne peut se tromper plus complètement sur Kepler et Bâcon.

Voulez-vous d'autres autorités sur l'induction? Écoutez Taylor, dans ce très-remarquable passage où, d'après Aristote, il affirme que « l'induction sert à l'acquisition de la science, en ce qu'elle met en acte, » dans l'âme, l'universel d'où dépend la démonstration. L'universel,

» objet propre de la science, n'est pas *déduit* du particulier, car
» tous les cas particuliers possibles *sont* INFINIS, et l'on n'en peut
» avoir qu'un nombre fini, comme point de départ. La perception
» du *tout* opposé à l'individuel est *excitée* en nous par l'induction,
» mais non *déduite* (Analyt. post. I, cap. 5). »

Écoutez encore Hamilton (logique, p. 158). « Le terme d'induction
» (Επαγωγὴ) a été employé en trois sens différents : 1° Il signifie le
» procédé d'investigation des faits particuliers, préparatoire à l'*illa-*
» *tion* : 2° L'*illation matérielle* du particulier à l'universel, garantie
» par les analogies naturelles générales... 3° L'*illation formelle* de
» l'individuel à l'universel, légitimée uniquement par les lois de la
» pensée.....»

N'ai-je pas admis tous ces sens et tous ces degrès de l'induction ? Où ai-je défini l'induction un procédé qui s'élève nécessairement et toujours du fini à l'infini? Partout je la définis avec Aristote et avec Platon. Je dis, avec Aristote : « La raison n'a que deux procédés, le
» syllogisme et l'induction, l'un qui trouve les majeures, et l'autre
» qui déduit les conséquences. » Je dis avec Platon : « La raison a deux
» procédés, celui qui ne s'élève pas au-dessus du point de départ, et
» celui qui s'élève au-dessus du point de départ. » Une seule fois j'ai essayé d'exprimer, en une seule proposition, l'ensemble de ma pensée sur l'induction, et j'ai dit, qu'elle est ce procédé de l'âme qui s'élance sans intermédiaire, mais appuyée sur Dieu, à une affirmation plus grande que le point de départ ostensible de la pensée [1].

VI.

Vous le voyez, la raison ne raisonne pas en physique autrement qu'en métaphysique. Elle a, des deux côtés, les mêmes lois et les mêmes procédés logiques. Elle exécute, partout, toujours, ses deux mouvements nécessaires, mouvement syllogistique et mouvement inductif; et l'induction, lorsqu'elle est un passage du particulier à l'universel, est, par cela même, un passage d'une donnée finie à une notion marquée du caractère de l'infini. C'est ce que vous m'accordez spontanément pour la métaphysique, et ce que vous m'accordez malgré vous, et par trois fois, pour la physique.

Mais il vous reste la géométrie. C'est là peut-être que vous allez m'abattre : vous le dites du moins. Après un certain argument emprunté, dites-vous, à Pascal, vous concluez (p. 933) : « Il n'en faut

[1] *Connaissance de Dieu*, 2e édition. Préface, p. XIII.

» pas davantage pour ruiner de fond en comble le système du » P. Gratry. »

Très-bien. C'est donc ici le fort de la mêlée. Et je le vois, vous y déployez toutes vos forces. Il vous paraît piquant, à vous, élève de l'école normale (section des lettres), de battre, sur la géométrie, un élève de l'école polytechnique.

Essayez donc! et ruinez ici mon système de fond en comble. Vous ne l'avez pas ruiné jusqu'à présent : car mon système qui, selon vous et selon moi, consiste à dire que la raison a les mêmes lois et les mêmes procédés logiques partout où elle raisonne, mon système, dis-je, se soutient fort bien jusqu'ici, soit en physique, comme vous le démontrez sans le vouloir, soit en métaphysique, comme vous le déclarez spontanément. Mais peut-être la géométrie fait bande à part.

Si la géométrie fait bande à part, quoique j'aie raison sur la physique et la métaphysique, je le déclare d'avance, mon système croule; c'est-à-dire qu'il cesse d'être vrai que la raison a les mêmes lois et les mêmes procédés logiques partout où elle raisonne.

Démontrez donc que la géométrie est seule de son côté, qu'elle raisonne autrement que la physique et la métaphysique; qu'elle n'a point une logique entière; qu'elle n'a que l'un des deux procédés de la raison, celui qui marche par voie d'identité; qu'elle manque enfin de l'autre procédé, de celui qui, à partir d'un point de départ, s'élève à une idée plus grande que le point de départ; qui, comme on l'accorde pour la philosophie, et comme on le voit pour la physique, s'élève à quelque idée de l'infini à partir de l'idée du fini.

Pour démontrer cela, une chose est nécessaire, mais elle suffit, c'est de nier le calcul infinitésimal.

C'est ce que fait M. Saisset.

Mais qu'est-ce à dire? Nie-t-il qu'il y ait une science appelée calcul infinitésimal?

Non sans doute; mais, ce qui est même chose, il nie que le calcul infinitésimal s'occupe de l'infini.

Ainsi le calcul infinitésimal, contrairement au nom qu'il porte, malgré la pensée de Leibnitz, son inventeur, qui méditait un livre de *scientia infiniti*, livre dont le calcul infinitésimal se trouve être un chapitre; malgré Fontenelle, le grand propagateur de la géométrie de l'infini; malgré l'Académie des sciences entière, depuis Fontenelle jusqu'à l'avénement de Condillac, et malgré tant d'illustres géomètres jusqu'à Poisson inclusivement, le calcul infinitésimal, selon M. Saisset, ne s'occupe pas de l'infini.

Et cela, dit M. Saisset, par une fort bonne raison, c'est que l'infini géométrique n'existe pas.

Mais qu'entend-on par ces paroles? Veut-on dire que l'infini géométrique, étant un infini abstrait, n'existe pas comme infini réel, concret? C'est ce que nous disons nous-même à la page 180 (tome II), de notre logique, où l'on peut lire ces mots : « L'infini mathématique » est une abstraction... l'infini mathématique n'existe pas, » c'est-à-dire que l'infini géométrique, comme la géométrie tout entière, est abstrait; c'est-à-dire qu'il n'est pas l'infini réel, l'être infini. C'est là ce que je soutiens. Il aurait fallu lire cette page avant de m'objecter que l'infini géométrique n'est autre chose qu'une abstraction.

C'est pourtant ce que l'on m'oppose : et l'on me prouve, avec une force irrésistible, que la géométrie est une science abstraite [1].

Mais en quoi, lors même que ce ne serait pas ma propre thèse, en quoi serait-ce une objection? En quoi cela peut il empêcher que la géométrie, science toute abstraite, ne passe de l'idée du fini abstrait à l'idée de l'infini abstrait? En rien évidemment.

Aussi ne s'arrête-t-on pas à cette dissertation qui ne va pas à la question. On va plus loin. On affirme qu'il n'y a aucune espèce d'infini géométrique, ni abstrait, ni concret. De telle sorte que, selon M. Saisset, les métaphysiciens peuvent considérer l'infini, mais cela est interdit aux géomètres.

Les géomètres, surtout depuis Leibnitz, parlent continuellement de l'infini; mais, selon M. Saisset, ils se trompent. Ils parlent de l'infini, mais ils pensent au fini. C'est le fini tout seul qu'ils considèrent, le fini en croissance, ou le fini en décroissance, c'est-à-dire l'indéfini en grandeur ou en petitesse. C'est là ce qu'ils appellent abusivement l'infiniment grand et l'infiniment petit.

La géométrie, même infinitésimale, toujours selon M. Saisset, ne traite que du fini, car elle ne traite que de la grandeur. Elle ne sort pas d'une seule et même notion, la notion de la grandeur finie, croissante et décroissante, en un mot de la notion du fini. Il n'y a donc jamais ici aucun passage du fini à l'infini.

Mais voilà ce qu'il faut démontrer.

M. Saisset le démontre de deux manières : 1° par l'autorité de Pascal ; 2° par le raisonnement.

Il cite d'abord un fort beau texte de Pascal, qu'il fait précéder de ces mots : « que le P. Gratry veuille bien relire l'admirable fragment » *de l'Esprit géométrique*, il y verra la notion de l'infiniment petit et » celle de l'infiniment grand déduites de la notion de grandeur avec » une rigueur et une précision incomparables. Il n'en faut pas davantage pour ruiner de fond en comble le système du P. Gratry. »

[1] Voyez les pages 179, 180, 181, 182 de la logique, tome II, et les pages 934 et 935 de M. Saisset.

Quel est ce texte? Le voici : « C'est-à-dire, en un mot, que quel-
» que mouvement, quelque nombre, quelque espace, quelque temps
» que ce soit, il y en a toujours un plus grand et un moindre, de sorte
» qu'*ils se soutiennent tous* ENTRE LE NÉANT ET L'INFINI, ÉTANT TOUJOURS
» INFINIMENT ÉLOIGNÉS DE CES EXTRÊMES » (*Pensées*, édit. de la Haye, t. II, p. 26).

Qu'est-ce que mon critique veut conclure de ce texte? Il en veut conclure qu'il n'y a point, en géométrie, de passage du fini à l'infini, parce qu'il n'y a pas d'infini géométrique, parce que l'infini géométrique n'est que l'indéfini, c'est-à-dire le fini, indéfiniment décroissant ou croissant. Et en effet, dit M. Saisset, le texte de Pascal signifie que « chacun de ces objets (le nombre, le mouvement, le temps, l'espace, » en ce qu'il peut toujours croître ou décroître) comprend deux infi- » nités, l'une de grandeur et l'autre de petitesse » (p. 933).

Mais, qui ne voit que Pascal dit clairement et précisement le contraire? Relisons : le nombre, le mouvement, le temps, l'espace « se » soutiennent tous entre le néant et l'infini, *étant toujours infiniment* » *éloignés de ces deux extrêmes.* »

Ainsi, selon Pascal, toutes ces grandeurs croissantes ou décroissantes, sont toujours infiniment éloignées de l'infini, c'est-à-dire de ces deux extrêmes que plus bas il appelle « la double infinité qui nous « environne de toutes parts. »

Donc, pour Pascal, toute grandeur, indéfiniment décroissante ou croissante, *est toujours infiniment éloignée des deux infinités :* pour M. Saisset, toute grandeur indéfiniment décroissante ou croissante, *comprend les deux infinités*. Pour M. Saisset, ces deux infinités sont même chose que la quantité : pendant que pour Pascal, toute quantité est toujours infiniment éloignée des deux infinités.

Si c'est ainsi que l'on entend Pascal, je n'ai plus à me plaindre de la manière dont on m'entend.

On voit donc que Pascal comprend les deux infinités précisément comme Leibnitz lui-même, sur lequel je m'appuie. Ces deux infinités pour Leibnitz sont « les deux extrémités de la quantité, non renfer- » mées dans la quantité, mais en dehors de la quantité. » *Extremitates quantitatis non inclusæ sed seclusæ.* C'est ce que dit Pascal en affirmant que ces grandeurs « se soutiennent toutes entre le néant et l'infini, étant toujours infiniment éloignées de ces extrêmes. » Ces extrêmes, ces deux infinités, sont toujours en dehors de la quantité qui en est toujours infiniment éloignée.

Mais ces extrêmes, ces deux infinités ne sont-elles rien en géométrie, selon Pascal? Après avoir démontré que ce sont des notions géométriques essentielles, sans l'admission desquelles on n'est point géomètre, Pascal ajoute : « Néanmoins, afin qu'il y ait exemple de tout, on

» trouve des esprits excellents en toute chose, que ces deux infinités » choquent, et qui ne peuvent, en aucune sorte, y consentir. » Tel est l'état de mon critique, esprit d'ailleurs si distingué. Il ne peut consentir à ces infinités géométriques; il les supprime, ou, ce qui revient au même, il fait dire à Pascal qu'elles sont comprises dans la grandeur finie, croissante ou décroissante, pendant que Pascal dit de la grandeur croissante ou décroissante qu'elle est toujours infiniment éloignée des deux infinités.

Voilà donc ce texte de Pascal, qui, s'il eût été contre moi, renversait mon système de fond en comble. Le texte est manifestement pour moi, et il accable mon critique qui s'y trouve pris comme dans un piége « entre ces deux infinités qui l'environnent de toutes parts. » Dès lors ne suis-je point en droit de prétendre qu'il établit mon système inébranlablement, si toutefois il est besoin de textes pour établir que la raison raisonne toujours par les mêmes procédés logiques partout où elle raisonne?

VII.

Après la preuve par l'autorité de Pascal, M. Saisset procède à démontrer, par la raison seule, qu'il n'y a point d'infini géométrique, ni abstrait, ni concret, et que la géométrie infinitésimale s'occupe exclusivement des quantités finies.

Voici, selon M. Saisset, le principe du calcul infinitésimal. Inscrivez un polygone dans un cercle. Doublez le nombre des côtés du polygone; doublez encore. Vous pourrez toujours doubler, par la pensée, le nombre des côtés. Le nombre des côtés peut croître ainsi sans fin, mais ne sera jamais infini. En même temps, la grandeur des côtés diminue aussi sans fin, mais jamais elle n'est nulle. Le polygone, à son tour, à mesure que le nombre des côtés augmente, s'approche lui-même d'être égal en surface au cercle; il s'en approche indéfiniment, toujours, sans fin, mais jamais il ne sera cercle.

Ainsi voilà trois quantités finies qui varient et s'approchent indéfiniment d'une limite sans l'atteindre : le nombre des côtés du polygone marche vers l'infini ou l'infiniment grand, mais ne peut pas l'atteindre : la grandeur de chacun des côtés du polygone marche vers l'infiniment petit, mais sans jamais l'atteindre : le polygone marche vers le cercle sans l'atteindre jamais.

Voilà ce que dit M. Saisset, et c'est fort bien. C'est là le commencement de ce qu'il faut dire pour donner quelqu'idée du calcul infinité-

simal. Mais attendons la fin. Où est, selon notre critique, en tout ceci, l'infiniment grand et l'infiniment petit géométrique ?

Il semble, naturellement, que l'infiniment grand c'est cette limite vers laquelle marche le nombre des côtés qui grandit toujours, et qui, par sa nature, ne peut pas devenir infini. Il semble que l'infiniment petit est cette autre limite inférieure vers laquelle ne cesse de descendre la grandeur de chacun des côtés, sans l'atteindre. Ce serait l'idée de Leibnitz aussi bien que celle de Pascal. L'infiniment grand et l'infiniment petit seraient alors les deux extrémités de la quantité en dehors de la quantité, vers lesquelles croît ou décroît la quantité, sans y pouvoir jamais atteindre.

Mais non : ce n'est pas cela, selon M. Saisset. C'est même tout le contraire. L'infiniment grand mathématique c'est le nombre de côtés qui, lui-même le démontre, ne peut jamais devenir infiniment grand. Et l'infiniment petit c'est cette grandeur de chacun des côtés qui, on le démontre encore, ne peut jamais devenir infiniment petite. On ne s'attendait pas à cela.

De sorte que M. Saisset démontre que la quantité croissante ne peut jamais devenir infinie ou infiniment grande, et, aussitôt après, il dit que cela même est l'infiniment grand géométrique. Il démontre que la quantité décroissante ne peut jamais devenir infiniment petite, et il dit qu'elle est l'infiniment petit.

Mais alors que sont donc ces deux limites, ces deux extrémités de la quantité, en dehors de la quantité, et que la quantité ne peut jamais atteindre, soit qu'elle croisse ou décroisse ? Que sont ces deux extrémités que Leibnitz nous présente comme étant l'infiniment grand et l'infiniment petit? Qu'en faites-vous? Vous n'en faites rien. Vous les niez. Vous les mettez en dehors de la géométrie, comme en dehors de la quantité. Pourquoi? Parce que vous voulez soutenir que la géométrie ne s'occupe que de la quantité finie et nullement de l'infini, et qu'il n'y a pas d'infini géométrique ni abstrait ni concret.

Et qu'est-ce alors que le calcul infinitésimal ? c'est une méthode d'approximation par laquelle, au lieu de raisonner sur le cercle, on raisonne sur le polygone, figure plus simple; et l'on prend, faute de mieux, le polygone pour le cercle... « C'est sans doute commettre une erreur, dites-vous (page 931), mais une erreur qu'il est possible de réduire autant qu'on le voudra. » De sorte que (c'est l'exemple que vous citez), pour calculer la surface d'un cercle, le calcul infinitésimal prend celle du polygone, et ensuite, le cercle pouvant être, avec une très-petite erreur, assimilé au polygone d'un très-grand nombre de côtés, on risque la petite erreur, et l'on a la surface du cercle, par approximation.

Mais ignorez-vous donc que cela est de toute fausseté. C'est une grosse faute de géométrie.

La surface du cercle n'est pas approximativement égale à sa circonférence multipliée par la moitié de son rayon, elle est absolument et mathématiquement égale à cette circonference multipliée par la moitié de ce rayon. Comprenez-vous qu'il y a l'infini entre ces deux idées?

Le calcul infinitésimal ne donne jamais des approximations. Il donne toujours l'absolue précision. Et vous, vous le représentez comme fondé tout entier sur une assimilation des courbes aux polygones, assimilation renfermant une erreur, erreur que l'on peut rendre de plus en plus petite.

Quelle géométrie! Pascal a bien raison de dire que l'on ne sera jamais géomètre, si l'on rejette l'idée de l'infini.

Mais, en même temps que vous faussez la géométrie, vous ne faites pas non plus usage, à ce sujet, de la raison.

Quoi! ce nombre fini de côtés, qui, vous le montrez vous-même, ne peut jamais devenir infini, vous le faites croître, et quand il est bien grand, vous dites : Voilà l'infini géométrique? C'est fouler aux pieds la raison. Grand ou petit, le nombre des côtés est toujours purement, simplement, rigoureusement fini; tout aussi fini, lorsqu'il y a six millions de côtés ou le double, que lorsqu'il y a six côtés. Mais qu'est-ce qui est infiniment grand? C'est cette limite, je le répète, vers laquelle vous voyez croître le nombre de côtés et que jamais ce nombre ne peut atteindre. Cette limite située en dehors de la quantité, radicalement distincte de la quantité, vers laquelle converge la quantité croissante, sans jamais l'atteindre, c'est là, selon Leibnitz, comme selon la raison, l'infiniment grand géométrique, comme l'infiniment petit est l'autre limite vers laquelle va, sans pouvoir l'atteindre, la grandeur décroissante. Ces deux limites vous les apercevez, puisque vous en parlez. Vous en savez quelque chose, puisque vous affirmez qu'elles sont tellement en dehors de la quantité croissante et décroissante, que jamais la quantité ne saurait les atteindre. Il y aurait, dites-vous, contradiction. C'est parfait. Mais aussitôt, au lieu de dire : cette grandeur croissante qui, par sa nature même, ne peut jamais devenir infinie, voilà le fini; au lieu d'ajouter : ces deux limites que le fini ne peut jamais atteindre sont l'infiniment grand et l'infiniment petit; au lieu de voir ce qui est si visible, tout à coup le vertige vous prend, et vous croyez voir le contraire.

Et vous en concluez, ce que vous vouliez démontrer, à savoir que l'infini géométrique c'est le fini tout pur, qu'il n'y a aucune espèce d'infini géométrique, et que dès lors la géométrie ne peut, comme la métaphysique, passer de la notion du fini à la notion de l'infini.

C'est avec une pareille logique et une pareille géométrie que vous essayez de m'apprendre ce que c'est que le calcul infinitésimal! C'est en contredisant directement les idées de Pascal et de Leibnitz, sans

compter celles des illustres maîtres, dont je crois avoir retenu les leçons, que vous venez me gourmander sur la géométrie? Et vous dites que d'habiles géomètres vous ont dicté cette discussion?

Eh bien ! je vais vous avouer ce qui m'a fait sourire en lisant et en discutant votre exposition du calcul infinitésimal. Je n'oserais faire la comparaison qui va suivre, si je croyais que l'on pût s'y méprendre, et si je ne savais que la finesse et la distinction de votre esprit vous mettent au-dessus du ridicule. D'ailleurs vous parlez vous-même de votre science géométrique avec une modestie parfaite, et sans la moindre prétention : raison décisive pour qu'on ne puisse pas abuser de ma comparaison. Mais, puisque vous m'adressez vous-même une petite plaisanterie, à propos du calcul infinitésimal, en disant que j'y réussis infiniment peu, souffrez que je m'en permette une, à mon tour, en prévenant expressément qu'elle ne porte que sur la manière dont vous exposez le calcul infinitésimal, et nullement sur votre esprit, ni sur votre personne.

Quelqu'un eut un jour une pensée barbare : ce fut d'apprendre à un oiseau un air connu... moins la dernière note. L'oiseau chantait ce qu'il savait et s'arrêtait. Rien n'était plus étrange que la satisfaction parfaite avec laquelle il demeurait sur l'avant-dernière note, sans nul souci de la derniére. Il ne la savait pas et n'éprouvait aucun besoin de la savoir. Il restait suspendu au-dessus de la note finale, conclusion nécessaire, forcée, inévitable de toutes les notes qui précédaient; mais il n'y tombait point. C'était affreux, et l'on était forcé, pour le repos de l'oreille, de suppléer mentalement la fin.

Telle est exactement votre manière d'exposer le calcul infinitésimal. Vous montez avec la grandeur croissante, ou descendez avec la grandeur décroissante vers la limite qui est la note finale, la tonique, la note fondamentale de toute la science, et, au moment où il est nécessaire de conclure, d'y atteindre et de dire : Voici l'infiniment grand, ou voici l'infiniment petit : alors, dis-je, vous restez sur l'avant-dernière note, vous oubliez la fin sans laquelle tout le reste n'est rien, et vous dites : C'est tout.

Mais peut-être n'apercevez-vous pas encore l'exactitude parfaite de ma comparaison? Peut-être m'objectez-vous que cet infiniment grand et cet infiniment petit dont je parle sont des mots et non pas des idées? Il n'y a là, dites-vous, qu'un zéro et un 8 renversé : deux signes. Quant à la chose elle-même, cette limite extérieure à la quantité, vous ne la voyez pas. Eh bien! je vais vous la montrer.

Vous avez dit, et vous voyez que le polygone dans sa croissance a pour limite le cercle. Voilà déjà une limite visible. Le cercle est une notion géométrique définie aussi claire que le polygone. Eh bien ! la limite du nombre indéfiniment grandissant des côtés, cette limite

c'est l'infinité actuelle, l'infinité proprement dite des éléments du cercle. Les éléments du cercle, idéaux et abstraits, sont des objets géométriques, tout aussi définis que les côtés du polygone, car chacun d'eux détermine une tangente ; et il y en a une infinité actuelle proprement dite, puisqu'on peut mener au cercle une infinité de tangentes différentes. Voilà l'infiniment grand. Ce n'est pas le nombre des côtés du polygone qui devient cet infiniment grand. Il y aurait contradiction : ce serait dire que le polygone devient cercle. Entre le nombre toujours fini des côtés et l'infinité actuelle des éléments, il y a un abîme radicalement infranchissable.

Et la limite de la grandeur indéfiniment décroissante de chacun des côtés du polygone, c'est la simplicité sans étendue de l'élément du cercle. Cet élément idéal et abstrait n'est pas un pur néant, puisqu'il détermine une tangente : c'est une idée géométrique, une direction précise, mais ce n'est plus une quantité. L'élément du cercle n'est pas très-petit. Il n'est pas seulement plus petit que toute grandeur donnée, il est plus petit que toute grandeur possible. Ou plutôt il n'est pas petit, il est simple, il est nul en grandeur, il est absolument en dehors de la quantité, il est un infiniment petit proprement dit. Et ce n'est pas le côté du polygone qui devient infiniment petit. Il y aurait contradiction : ce serait dire que le polygone devient cercle. Au contraire, entre la petitesse du côté et l'absolue simplicité de l'élément, il y a toujours l'intervalle absolument infranchissable du fini à l'infini.

Ainsi, vous voyez clairement, d'une part, la grandeur indéfiniment grandissante, et d'autre part, au-dessus de toute grandeur possible, l'infiniment grand actuel et proprement dit, quoiqu'abstrait. C'est l'infinité actuelle des éléments du cercle. Vous voyez, d'une part, la grandeur indéfiniment décroissante, et d'autre part, au-dessous de toute petitesse possible, l'infiniment petit actuel et proprement dit. C'est la simplicité de l'élément du cercle. Voilà ce que Leibnitz appelle les limites de la quantité extérieures à la quantité. C'est ce que Pascal nomme « les deux infinités qui nous environnent de toutes » parts, et dont toute grandeur, croissante ou décroissante, est toujours » infiniment éloignée. » Il y a toujours entre la quantité et ces limites de la quantité, l'abîme de l'infini. Mais vous voyez pourtant que la pensée franchit l'abîme et va du fini proprement dit à l'infini proprement dit. Elle passe de l'un à l'autre, non pas pour les confondre, mais pour les comparer. Vous, au contraire, vous oubliez précisément cette limite que je vous montre et que vous voyez maintenant. Vous excluez de la géométrie et l'infiniment grand et l'infiniment petit véritables. Vous ôtez de la science son idée mère, son objet propre. Vous supprimez sa note fondamentale, et vous prenez comme note finale, celle qui

conduit à la dernière, devant qui vous vous arrêtez. Vous restez ainsi suspendu et vous croyez avoir tout dit.

Et voilà comment vous montrez que le philosophe a l'idée de l'infini et que le géomètre ne l'a pas. Voilà comment vous me prouvez qu'il n'y a en géométrie aucun passage de l'idée du fini à celle de l'infini.

Voilà comment vous ruinez mon système de fond en comble par le calcul infinitésimal. Voilà comment vous démontrez que la raison n'a pas les mêmes lois et les mêmes procédés logiques partout où elle raisonne, et qu'elle raisonne tout autrement en métaphysique, en physique et en géométrie. Et vous établissez ainsi que la métaphysique, votre science spéciale, a une logique à part, privilégiée, qu'elle seule jouit du procédé de la raison qui s'élève du fini à la notion de l'infini.

VIII.

Et maintenant que nous avons repoussé la principale attaque, il reste à démasquer les ruses de guerre.

L'attaque sérieuse, directe, était vraiment insuffisante. Il fallait donc beaucoup de fausses attaques.

La principale assurément, c'est le cri de guerre lui-même, c'est le titre même de l'article : *Une logique nouvelle à l'Oratoire!*

C'est, dis-je, une fausse attaque que de m'attaquer en criant : *Une logique nouvelle*, et d'ajouter : « Il ne s'agit plus de l'ancienne lo- » gique. La logique du P. Gratry est nouvelle, et pourquoi se récrier? » Quand un philosophe annonce à son siècle une *Instauratio magna*, » il est tout simple qu'il écrive son *Novum organum*. » C'est là, dis-je, ce que je me permets d'appeler une ruse de guerre.

En effet, si dans tout ce que j'ai écrit, je signale la prétention qu'ont les sophistes contemporains de changer la logique, de substituer à la logique ancienne, qui est la bonne, une logique nouvelle; si je commence un long chapitre sur Hegel, par ces paroles : (Logique, t. I, p. 117.) « Pour établir ce point, ils ont été forcés, et ils » l'avouent, de changer la logique. C'est là même l'entreprise de » Hégel, qu'il annonce sans détour, quand il dit : « Le temps est » venu de transformer la logique. » Cette entreprise, nous l'avons déjà » dit et montré, est une attaque directe à la raison; c'est un effort » pour renverser les lois intellectuelles nécessaires, connues et prati- » quées depuis le commencement du monde; » si j'ai dit cela, si j'ai parlé de cette prétention, comme étant le caractère propre, le caractère le plus saillant, le plus audacieux et le plus dangereux des so-

phistes contemporains ; si je n'ai pas d'accusation plus forte, pour les stigmatiser, que de dire : « Ils entreprennent, et ils l'avouent, de » changer la logique universelle » (Connaissance de Dieu, t. I, p. 189) ; si j'affirme que cette prétention est identique à celle de changer la raison, ou ce qui est même chose, de la détruire ; si je soutiens partout que la philosophie indignée doit retrancher de son sein les sophistes, par ce seul fait qu'ils n'admettent pas la logique reçue, et récusent la raison humaine telle qu'elle est : si tout cela est vrai, comment peut-on me reprocher de changer la logique et d'introduire une logique nouvelle à la place de l'ancienne, qui est la bonne ?

Mais si de plus, outre mes assertions continuelles, ayant, j'en dois convenir, la prétention d'avoir rendu plus claire et plus précise la théorie de l'induction ; si, dis-je, dans la crainte de paraître innover sur ce point, je consacre deux volumes entiers à établir que tous les grands esprits, non-seulement ont pratiqué nécessairement, comme tous les hommes, mais encore ont plus ou moins connu la théorie de l'induction, telle que je la présente moi-même ; si tout cela est encore vrai, comment peut-on soutenir que j'ai la prétention d'introduire une logique nouvelle, à la place de l'ancienne, qui est la bonne ? Pourquoi dit-on cela ? Evidemment ce ne peut être qu'afin de terminer l'affaire par le coup de hache que voici : « Mais non, au lieu » d'opposer à la logique insensée de Hégel la vieille logique qui est » la bonne, vous avez voulu lui opposer une logique nouvelle, et » votre nouvelle logique est aussi vaine que celle de Hégel. »

Je dis : L'induction, telle que je la précise, a été connue d'Aristote, de Platon, de saint Augustin, de saint Thomas, de tout le XVIIe siècle, et Leibnitz l'a précisée en l'appliquant à la géométrie. On me répond : — Faites attention à cette réponse, — on me répond : Vous avez voulu découvrir l'induction. Vous voulez faire une logique nouvelle.

Je consacre soixante-deux pages à établir que Platon a pratiqué et décrit l'induction (Connaissance de Dieu, t. I, de la p. 79 à 135). J'emploie en outre cinquante pages à montrer qu'Aristote l'a décrite aussi (*ibid.* de la p. 135 à 191). On m'objecte que je n'ai pas découvert l'induction, puisqu'il y a plus de deux mille ans que Socrate la recommandait à Platon, et qu'Aristote en a donné cette belle formule : « L'induction est une marche régulière du particulier à l'uni- » versel. »

Je montre que les sophistes détruisent les deux procédés de la raison, tels que le genre humain les pratique depuis le commencement du monde, tels que les ont décrits Aristote et Platon. J'oppose à la logique nouvelle, que j'appelle la logique retournée, une discus-

sion de 120 pages (Logique, t. I, de la p. 112 à 232), où j'ai trouvé utile de laisser parler seuls Aristote et Platon contre les sophistes contemporains. J'affecte de ne pas réfuter moi-même ces sophistes, mais de laisser tout faire à Aristote et à Platon, qui s'en acquittent, il est vrai, avec un singulier bonheur. Non-seulement je n'ai pas opposé aux sophistes, inventeurs d'une logique nouvelle, une autre logique nouvelle, mais j'affecte, vous dis-je, de ne leur rien opposer du tout, si ce n'est environ cinquante pages de citations textuelles des deux philosophes grecs. A cela, on m'objecte qu'au lieu d'opposer à la logique insensée d'Hégel, la logique ancienne, qui est la bonne, je lui oppose une logique nouvelle. D'où l'on déduit cette conclusion que, puisque j'oppose une logique nouvelle à la logique insensée de Hégel, je fais moi-même ce qu'a fait Hégel, je suis moi-même un Hégélien.

C'est là, je le vois bien, où, par sa ruse de guerre, mon critique en voulait venir. Mais en réalité, n'est-ce pas un peu hasardé, même pour produire un effet de quelques jours dans une Revue? Si par malheur quelque lecteur de la Revue a lu mon livre, que pensera-t-il? Ne trouvera-t-il pas, comme moi, que l'on peut appeler cela, sans scrupule, une ruse de guerre, une fausse attaque?

D'ailleurs, comme il arrive presque toujours, mon critique n'est pas conséquent dans sa ruse, et il se coupe et se dément lui-même d'une manière qui ne laisse rien à désirer.

On m'attaque en poussant ce grand cri : Une logique nouvelle! Voici un homme qui invente de nouvelles lois pour la raison, et qui prétend imposer aux sophistes une logique de son invention, différente de l'ancienne, qui est la bonne! On montre ensuite que cette nouveauté logique consiste dans une nouvelle théorie de l'induction, dans l'idée singulière que je me forme de la nature ou de la portée de l'induction (p. 922). Puis, quelques lignes plus bas, parce que je me permets de nommer tâtonnement inductif, la prétendue induction de Bâcon, mon critique, qui admire en effet le *Novum organum* et l'*Instauratio magna* de Bâcon, s'écrie (p. 929) : « J'en demande bien pardon au P. Gratry, l'induction qu'il propose est » morte avec le moyen âge. Il ne la ressuscitera pas. » Ainsi je voulais tout à l'heure introduire une logique nouvelle, au lieu de l'ancienne, qui est la bonne. Maintenant je veux ressusciter l'ancienne. Je veux ressusciter la logique du moyen âge, celle qui a été mise à mort par Bâcon, qui en a introduit une meilleure, comme l'a montré le docteur Reid; et parce que j'ai appelé l'instrument bâconien *une machine sans valeur*, on m'accuse simultanément et de vouloir introduire une logique nouvelle et de vouloir ressusciter l'ancienne. Mais il n'y a pas là contradiction, car la première des deux accusations, comme on le voit, n'était qu'une ruse de guerre.

Vous comprenez ce que j'entends par ruse de guerre. Il y a, dans la polémique, un degré d'inattention blâmable, une aveugle résolution de vaincre, dont les effets, sans qu'il y ait déloyauté dans l'intention, ne peuvent être appelés que fausses attaques et ruses de guerre.

IX.

Une autre ruse de guerre très-audacieuse est la suivante :

Voici une page de la Logique (t. II, pp. 179 et 180) : « Il ne faut » pas dire pour cela que la géométrie démontre l'existence de Dieu, » et qu'il s'agit ici d'une nouvelle preuve de l'existence de Dieu, » la preuve par le calcul infinitésimal. Pour nous, nous n'avons jamais » eu cette ridicule pensée.

» En effet nous arrivons par le calcul infinitésimal, appliqué à la » géométrie pure, à l'idée abstraite de l'infini. Voilà tout. *L'infini* » *abstrait est-il Dieu ? Non, il n'est rien. C'est le Dieu de Hégel, qui* » *est athée. L'infini mathématique n'existe pas* dans la nature, comme » on l'enseigne d'ordinaire, et comme l'a démontré le cardinal Gerdil » dans sa dissertation sur l'infini absolu. *L'infini mathématique est* » *une abstraction.* Rien dans la nature n'est infini. A cette idée abs- » traite de l'infini que notre esprit conçoit ne répond, dans la nature » créée, aucune réalité. L'infini n'a sa réalité qu'en Dieu. »

A cette page, on répond par celle-ci (p. 933) : « Comment en effet » assimiler la grandeur, alors même qu'on la suppose indéfiniment » agrandie ou diminuée, comment l'assimiler à l'infini de la méta- » physique, qui est l'être souverainement parfait, l'être immuable, » indivisible, accompli, parfait, placé au-dessus de toute grandeur et » de toute comparaison ? Le P. Gratry a-t-il songé à ce qu'il y a de » bizarre et de dangereux dans ces assimilations paradoxales et » inouïes ? Mais voici une raison plus capable encore de le toucher. » Les mathématiques ont pour objet la grandeur, non pas la gran- » deur réelle, mais la grandeur abstraite... Il n'y a pas dans la nature » de cercles parfaits, de surfaces parfaitement planes, de lignes par- » faitement droites, et cependant tout cela est supposé par la géomé- » trie. Il n'y a pas, à plus forte raison, dans la nature des quantités » infiniment grandes. Ce ne sont là que les jeux savants de l'abstrac- » tion, les raffinements ingénieux du calcul. Je dirai plus, l'infiniment » petit, de sa nature, exclut l'existence réelle.

» C'est donc une pure conception de l'esprit, *une pure abstraction,* » *qui n'a pas et ne peut avoir de réalité*... Voit-on où cela pourrait » conduire, si la thèse du P. Gratry était fondée ? C'est que la méta-

» physique serait comme la géométrie une science abstraite, qui se » meut dans une région de purs concepts, qui les assemble ou les di- » vise, sans que jamais elle puisse mettre le pied sur le terrain des » réalités. Voilà Dieu, ses attributs, devenus, comme l'étendue des » géomètres, des notions purement abstraites, et peut-être, si l'on » veut pousser l'assimilation plus loin, des notions irréalisables, des » idéaux de la pensée qui ne peuvent être connus comme réels qu'à » la condition de se contredire. Nous voilà en pleine philosophie al- » lemande. L'idée de l'être, dira Hégel, implique contradiction, » comme l'idée de l'infiniment petit. L'être est en un sens, et en tant » qu'indéterminé il n'est pas. Il est fini et infini, de sorte que le fond » de notre pensée et de toute existence est une contradiction. Grand » Dieu ! voilà le P. Gratry qui donne des armes aux hégéliens.

» Je ne veux pas pousser plus loin cette polémique. Je ne veux pas » dire au P. Gratry que ce procédé infinitésimal est un procédé in- » venté au XVII[e] siècle, étranger jusque là au genre humain et aux sa- » vants, un procédé artificiel, particulier, qu'à ce compte Dieu ne serait » connu que depuis Leibnitz, et que la connaissance en serait refusée » à la plupart des hommes. Je crois avoir dit assez pour conclure » que la confusion du calcul infinitésimal avec la preuve de l'exis- » tence et des attributs de Dieu est une des chimères les plus éton- » nantes où un homme d'esprit ait pu se laisser entraîner. Si on vou- » lait badiner en matière si sérieuse, on pourrait dire au P. Gratry » qu'il a infiniment peu réussi dans son entreprise, et que si la notion » d'infiniment grand n'était pas supérieure à toute chose humaine, » c'est à l'erreur où il tombe qu'il faudrait l'appliquer. »

Ainsi donc je dis : « Nous n'arrivons par la géométrie qu'à l'idée » abstraite de l'infini. Voilà tout. L'infini abstrait est-il Dieu ? Non, il » n'est rien, c'est le Dieu de Hégel, qui est athée. » On me répond : « Quoi ! vous assimilez l'infini géométrique à l'infini de la métaphy- » sique qui est l'être souverainement parfait, l'être immuable, indivi- » sible, accompli, parfait, placé au-dessus de toute grandeur et de » toute comparaison ! Songez à ce qu'il y a de bizarre et de dange- » reux dans ces assimilations paradoxales et inouïes. »

Je dis encore : « L'infini abstrait n'est rien. L'infini mathématique » n'existe pas dans la nature... L'infini mathématique est une abstrac- » tion. Rien dans la nature n'est infini. » On me répond : « Ignorez- » vous donc que les mathématiques ont pour objet, non la grandeur » réelle, mais la grandeur abstraite.... Il n'y a pas dans la nature des » quantités infiniment petites ou infiniment grandes.... l'infiniment » petit, de sa nature, exclut l'existence réelle.... C'est donc une pure » conception de l'esprit et une abstraction. »

J'ajoute : « Il ne faut pas dire que la géométrie démontre l'exis-

» tence de Dieu, et qu'il s'agit ici d'une nouvelle preuve de l'existence » de Dieu, la preuve par le calcul infinitésimal. Pour nous, nous n'a» vons jamais eu cette ridicule pensée. » On me répond : « La confu» sion du calcul infinitésimal avec la preuve de l'existence et des at» tributs de Dieu est l'une des chimères les plus étonnantes où un » homme d'esprit ait pu se laisser entraîner. »

Que puis-je combattre ici ? Rien évidemment. Je me borne à confronter les textes, et je démasque la ruse de guerre.

X.

Voici une autre ruse qui n'est pas de bonne guerre, et c'est la seule dont je me plains, parce qu'elle attaque, à propos de moi, plusieurs de mes frères dans le sacerdoce : « A l'Oratoire, dit M. Saisset, on vise tout » autrement haut. Il ne s'agit pas moins que de régénérer la philoso» phie, de faire circuler parmi toutes les sciences humaines une sève » plus puissante, de porter enfin jusque dans l'immuable théologie » le mouvement et le progrès » (p. 914).

Pourquoi, à propos d'un auteur, chercher à mettre en suspicion ses amis, ses frères, toute une communauté, lorsque l'auteur a déclaré publiquement [1], en son nom et au nom de cette communauté, qu'il était seul responsable de ses écrits ?

Et pourquoi parler « de mouvement et de progrès à porter enfin » jusque dans l'immuable théologie, » lorsque cet auteur, et à plus forte raison ceux qui n'ont rien dit, n'a pas dit un seul mot dans ce sens, mais en a dit beaucoup en sens contraire ?

Si l'on m'accuse de soutenir que la philosophie séparée de la religion, que la science tournée contre Dieu est à régénérer, j'y consens, et c'est là, en effet, ce que je dis partout. Mais que l'on me suppose, sans en citer la moindre preuve, même apparente, la prétention de porter dans la théologie le mouvement et le progrès, c'est là encore ce que je me permets de nommer une ruse de guerre qu'il aurait fallu éviter.

Voici d'ailleurs ce qui prouve que ce n'était qu'une ruse : c'est qu'après nous avoir accusé de porter jusque dans l'immuable théologie « le mouvement et le progrès » (p. 915), on conclut ainsi contre nous (p. 942) : « Malheureusement vous demandez à l'esprit humain » non plus de revenir à la religion, mais de se mettre sous le joug de » la théologie. C'est trop. Vous changez d'idéal. Il ne s'agit plus de

[1] Préface de la 2e édition de la *Connaissance de Dieu.*

» nous ramener au discours sur la méthode, mais à la *Summa theologiæ*. Et sans doute la Somme est un magnifique monument, mais un » jour l'esprit humain s'y est trouvé à l'étroit. » Ainsi nous voulons mettre l'esprit humain sous le joug de la théologie. Nous voulons le ramener à la Somme théologique de saint Thomas. C'est, en effet, à cela que nous consacrons nos efforts. Mais puisqu'on le reconnaît en finissant, pourquoi dire le contraire en commençant? C'est afin de combiner deux attaques, une fausse attaque et une attaque réelle, l'une, en commençant, pour tourner les théologiens contre nous, et l'autre, en finissant, pour tourner contre nous les philosophes.

XI.

Une autre ruse de guerre est celle qui entreprend d'exécuter cette partie du programme : «Faire entendre que le P. Gratry est un esprit » exalté... très-exalté!... »

Il s'agit donc de trouver, dans nos deux volumes de logique, quelques traces d'exaltation ou de folie.

Mais, qui ne sait que les fous eux-mêmes raisonnent le plus souvent très-bien en théorie, et que, s'ils étaient philosophes, ils pourraient écrire des logiques bien raisonnées. Et moi, j'aurais été assez malheureux pour répandre des grains de folie précisément dans ma logique!

C'est pour cela sans doute que mon critique n'y en a pas trouvé, et qu'il n'en signale aucune trace.

Cependant il s'écrie : « Est-il bien difficile de signaler dans le livre » du P. Gratry des traces d'exaltation? Hélas! non... En voici un » seul exemple, mais significatif. »

Et quel est cet exemple? Est-il tiré de ma logique? Non. Il est tiré d'un autre ouvrage. On le trouve dans le livre de la *Connaissance de Dieu*. Il y est difficile à trouver, car il consiste en six lignes seulement, lesquelles sont dites par accident, et ne se rapportent point aux idées principales, soit du livre de la *Connaissance de Dieu*, soit de la logique elle-même. C'est là le texte que, par une ruse de guerre hardie, l'on appelle «la grande formule du P. Gratry» (p. 938). Voici ces lignes[1] : « Quand les formules algébriques nous apprennent qu'une » grandeur finie, si grande qu'elle soit, produit toujours zéro, ceci » correspond à l'axiome *ex nihilo nihil*, rien ne vient de rien. Mais, » si au lieu de prendre pour multiplicateur une quantité finie, vous

[1] *Connaissance de Dieu*, t. I, p. 250.

» prenez l'infini, la formule devient : L'infini multipliant zéro donne » toute grandeur finie. »

Voilà tout. Et je cite cette formule comme je l'ai entendu citer souvent, à propos de l'axiome *ex nihilo nihil*, que les panthéistes opposent à la possibilité de la création.

Je ne sais si quelqu'un comprendra de quel point de vue l'on trouve ici des traces d'exaltation. Moi, je ne le vois pas. Je me demande pourquoi mon critique n'a pas cherché quelque texte plus avantageux à sa thèse.

Mais enfin, c'est celui-ci qu'il a jugé bon de choisir, et c'est l'uninique exemple, mais significatif, qu'il apporte pour remplir son programme, et découvrir, dans ma logique, des traces d'exaltation ou de folie.

Qu'en dirai-je? Je ne sais ; car à qui et à quoi s'en prend-on? Est-ce à l'algèbre, unique auteur de ces formules? Est-ce à moi, qui les cite telles qu'elles sont partout? Est-ce à la remarque que je fais, à propos de l'axiome *ex nihilo nihil?* Mais j'apprendrai à mon critique, qui paraît l'ignorer, que cette remarque banale a été faite depuis longtemps, et qu'il n'y a pas, je crois, un seul séminaire, où, à propos de l'axiome *ex nihilo nihil*, on ne cite la formule en question.

Mais alors pourquoi et comment voit-on là un exemple significatif d'exaltation? Pourquoi appelle-t-on cette formule la grande formule du P. Gratry, puisque je n'en parle pas dans ma logique, et que j'en parle incidemment, une seule fois, en six lignes qui n'ont pas de rapport aux idées principales du livre? Pourquoi écrit-on trois pages pleines de verve, où l'on déclare que cette formule « m'intéresse et m'exalte » (p. 936), où l'on regrette « la cruauté qu'on a de troubler l'émotion » que me cause cette beauté algébrique ; et, où, s'armant de cette supériorité géométrique, déjà déployée plus haut, dans la discussion sur le calcul infinitésimal, on m'apprend que cette équation ne signifie absolument rien, sinon qu'une grandeur est égale à elle-même, que A = A, et qu'une équation est une équation. Explication qui d'ailleurs est précisément digne, en tout point, de la voix qui, voulant chanter l'hymne du calcul infinitésimal, s'arrête à l'avant-dernière note avec la même satisfaction que si elle avait fait entendre la dernière.

Mais qu'est-ce donc, encore une fois, que cette violente sortie contre ces trois lignes d'algèbre? Le voici : c'est simplement une ruse de guerre dirigée sur un point quelconque, choisi arbitrairement, pour exécuter le programme, et montrer que le P. Gratry est un esprit très-exalté.

XII.

Enfin voici un dernier trait qui a pour but d'accomplir la plus grave partie du programme : « Insinuer que le P. Gratry est un » esprit très-exalté et même violent, puisqu'il s'emporte jusqu'à la » haine contre les personnes, ce que d'ailleurs l'on rencontre toujours » chez les théologiens. »

Trouver de la haine dans ma logique n'était pas très-facile. En effet, M. Saisset lit, en tête du livre la déclaration que voici : « S'il » est un point auquel nous tenons avant tout, et pour lequel nous » sommes prêt à tout corriger, c'est ce qui touche à la charité frater- » nelle.... est-il nécessaire de dire que nous sommes prêt à baiser les » pieds de ceux qui, en lisant ce livre, se croiraient personnellement » attaqués et blessés [1]. »

Cette déclaration est exagérée, si l'on veut, mais du moins elle est claire.

Il fallait, par une ruse habile, montrer dans le livre tout le contraire.

Heureusement l'on découvre une page où j'exhorte « la philoso- » phie indignée..... à traiter en ennemis les sophistes, afin de les ex- » terminer, comme le fit Cicéron à l'égard d'Epicure, qu'il se flatte » d'avoir supprimé » (p. 61).

Je dis — toujours à la philosophie — « qu'il faut des haines vigou- » reuses, et, s'il se peut, triomphantes contre l'abominable secte des » sophistes » (tom. I, p. 61).

Texte précieux : voilà le mot de *haine* en toutes lettres. Et puisqu'on exhorte la philosophie à la haine des sophistes, à l'exemple de la haine vigoureuse que Cicéron, dans son Traité de morale, manifeste contre Epicure, il est certain qu'on prêche ici la haine, et peut-être l'extermination, car il y a aussi le mot exterminer.

Disons donc que « cela est violent et puéril..... » « Pourquoi con- » fondre ainsi les erreurs de l'esprit et les vices ou les crimes des » hommes? Pour être panthéiste ou même matérialisme, on n'est » pas un méchant homme. Pourquoi vouloir faire de Hégel un mé- » chant ? à le traiter de la sorte, il n'y a ni bon goût, ni justice, ni » charité » (p. 940 et 941).

Eh bien ! c'est là encore ce que je me permets d'appeler une

[1] Préface, p. XI.

ruse de guerre d'un genre assez mauvais, car enfin, voyez la conséquence !

J'ai sous les yeux un petit journal qui affirme, en vous citant, que j'ai prêché, dans ma logique, le massacre des Albigeois, et que je prétends « BOURREAUDER *l'humanité.* » Je ne croyais pas en écrivant, dans ma logique, ces lignes : « Quant aux sophistes, nous les livrons à toute la rigueur des lois, *des lois logiques et des lois morales :* » je ne croyais pas, dis je, qu'elles me feraient surnommer « le bourreau du genre » humain. » Eh bien ! Monsieur, je vous déclare que si j'étais cause, par malentendu et inattention, que l'on vous appelât *bourreau*, fût-ce dans le plus petit journal possible, je me croirais obligé, en conscience, de déclarer publiquement que je me suis trompé.

XIII.

Or, après tout ce qui précède, M. Saisset se croit en droit de conclure comme il suit : « Voilà, dit-il, un triste dénoûment pour une » grande et généreuse entreprise.... Mais, pourquoi cet échec ? C'est » qu'en de telles entreprises, l'imagination, la foi, le cœur, l'esprit, » l'enthousiasme, tout cela n'est rien sans une *raison sévère* pour » règle et pour contre-poids,... sans une *raison calme*, sans *l'austère* » *analyse*, et sans *la faculté critique*, l'enthousiasme dégénère en » exaltation » (p. 935.)

Ainsi mon critique attribue son triomphe et ma ruine à la raison sévère dont je suis dépourvu, et dont il s'est servi pour m'accabler.

C'est donc la raison sévère, ou l'austère analyse, ou bien la faculté critique, ou bien encore la raison calme qui ont ici combattu contre moi, et qui m'ont renversé.

C'est la raison sévère qui ruine de fond en comble un traité de logique, en lui reprochant d'enseigner que la raison a les mêmes lois et les mêmes procédés logiques partout où elle raisonne.

C'est l'austère analyse qui démontre que, tout au contraire, la raison raisonne autrement en physique, autrement en métaphysique, et autrement en géométrie.

C'est la faculté critique qui soutient qu'il faut appeler confusion, une logique qui ne dit pas cela et ne discerne pas les genres.

Et c'est la raison calme qui, accordant que la raison humaine peut s'élever de l'idée du fini à celle de l'infini, réserve exclusivement ce privilége à la métaphysique, et déclare que ce qui est possible en philosophie, ne l'est pas en géométrie, ni surtout en physique.

C'est la raison sévère qui tient si opiniâtrément aux priviléges de la métaphysique, qu'elle se déguise en physicienne et même en géomètre, pour aller enlever à la physique, sur son propre terrain, à la géométrie dans son domaine abstrait, l'un des deux procédés nécessaires de la raison.

Arrivées en physique, la raison sévère et l'austère analyse ne sont pas dupes des apparences. Elles apostrophent hardiment la chaleur et la lumière elle-même, et elles s'écrient : « Vous n'êtes que des » hypothèses imaginées pour lier les phénomènes. »

Ceci bien établi, et la physique étant ainsi domptée, la raison calme se met en devoir de détruire celui des deux procédés de la raison, qui, d'après Aristote, est nécessaire pour trouver les principes et les lois dans chaque science, et qui s'élève à partir des données finies à des notions marquées du caractère de l'infini. Pour cela, la raison calme démontre à la physique que, pour construire son œuvre, il lui suffit de l'induction, c'est-à-dire d'un passage régulier du particulier à l'universel. Et en disant cela, ni la raison sévère, ni la raison calme, ni l'austère analyse, ni la faculté critique, ne s'aperçoivent qu'elles laissent à la physique tout ce qu'elles croient lui prendre, et qu'un passage régulier du particulier à l'universel est apparemment la même chose qu'un passage régulier, à partir d'une donnée finie, vers une notion portant le caractère de l'infini.

Après cette grande victoire, la raison sévère et ses compagnes passent en géométrie, et c'est ici surtout qu'elles vont ruiner l'ennemi de fond en comble. Elles ne sont pas plus effrayées du calcul infinitésimal, ni de l'infini géométrique, qu'elles ne l'étaient de la lumière et de la chaleur. Elles frappent sur le tout et anéantissent l'un et l'autre. Plus d'infini géométrique, partant plus de calcul infinitésimal. Il n'y a en géométrie que du fini tout pur. Dès lors, quel besoin avez vous, ô géomètres, de vous élever à la notion de l'infini ? C'est notre privilége, à nous autres métaphysiciens. Nous seuls montons à l'infini. Mais vous, restez dans votre notion du fini ; elle suffit à vos humbles travaux.

Mais, pour réduire la géométrie, la raison calme s'est mise en frais; car encore est-il bon de convaincre, jusqu'à un certain point, les peuples vaincus. Aidée de l'austère analyse, elle a dit ce qu'était le calcul infinitésimal, et ce que c'est que l'infini géométrique. C'est bien simple ; il n'y a pas là de mystère ; voici :

Quand le fini devient un peu grand, c'est l'infini géométrique. Et quand on ne commet qu'une toute petite erreur, en comparant les polygones aux courbes, c'est le calcul infinitésimal.

De tout cela l'austère raison et ses compagnes concluent que l'un des deux procédés de la raison doit manquer à la géométrie, tout

aussi bien qu'à la physique; que la métaphysique elle seule jouit du privilége de cet important procédé; que la raison dès lors raisonne en métaphysique tout autrement qu'en physique et en géométrie. Cela posé, la faculté critique considère comme étant bien ruinée de fond en comble une logique qui enseigne que la raison a les mêmes lois et les mêmes procédés logiques partout où elle raisonne.

Cependant la raison calme ne veut pas se faire illusion. Elle craint que la logique dont il s'agit ne se tienne pas pour morte. Elle comprend qu'il faut confirmer par la ruse le triomphe déjà remporté par la force.

Une ruse parfaite évidemment, c'est de soutenir qu'une pareille logique est une logique nouvelle. Car enfin une logique nouvelle ne saurait être vraie.

Cela dit, elle examine le livre qu'il s'agit de ruiner. Elle voit que ce livre a pour but de combattre ce qu'il nomme la logique nouvelle des sophistes contemporains, et qu'il combat cette logique nouvelle, sans faire usage d'aucune autre arme que de soixante pages d'Aristote et de Platon, citées en grec pour plus de sûreté. Eh bien! précisément, dit l'austère analyse, en quoi consistent les ruses, si ce n'est à dire le contraire de ce qui est? Disons donc à l'auteur : « Qu'au lieu » d'opposer à la logique insensée de Hégel la vieille logique, qui est » la bonne, il a voulu lui opposer une logique nouvelle (p. 942). » N'est-ce pas là la meilleure de toutes les ruses possibles?

Il est bien vrai que la faculté critique a failli, par mégarde, faire manquer toute cette fausse attaque : car dans un moment d'oubli, elle apostrophe l'auteur de la logique nouvelle, en lui disant : « Vous voulez ressusciter la logique du moyen-âge : vous ne la res- » susciterez pas. » Comment accorder cela avec la prétention de rejeter l'ancienne logique, qui est la bonne, pour créer une logique nouvelle? Qu'importe! Le lecteur n'y regarde pas de si près. D'ailleurs nous avons encore d'autres ruses.

Il en faut une pour montrer aux moins clairvoyants quelqu'absurdité saisissante dans la logique ennemie. Nous allons dire que l'auteur adore l'infini géométrique comme Dieu. Et nous nous écrierons : « Comment assimiler la grandeur géométrique...... à l'être souve- » rainement parfait, placé au-dessus de toute grandeur, de toute » comparaison? Le P. Gratry a-t-il songé à ce qu'il y a de bizarre et de » dangereux dans ces assimilations paradoxales et inouïes » (p. 934)? Ne voit-il pas que son infini géométrique n'est qu'un infini abstrait? Voilà le P. Gratry d'accord avec Hégel. Et si c'est l'infini géométrique qui est Dieu, à ce compte, Dieu ne serait connu que depuis Leibnitz (p. 935). Mais, dit la raison calme, voici un chapitre du P. Gratry, où il enseigne assez longuement que l'infini géo-

métrique n'existe pas, que l'infini géométrique n'est qu'une abstraction; que l'infini géométrique est le Dieu de Hégel qui est athée. Précisément, dit la faculté critique; en quoi consiste la ruse si ce n'est à dire le contraire de ce qui est? Pensez-vous donc que si nous soutenons notre dire fermement et en plusieurs pages, nous ne ferons pas croire, pendant quelques semaines au moins, que le P. Gratry adore l'infini géométrique comme Dieu? Dites toujours; l'effet sera produit.

D'ailleurs voici une ruse meilleure encore : elle démontre enfin que l'auteur de la fameuse logique n'est pas dans son bon sens. C'est saper sa logique par sa base.

Pour cela, dit la faculté critique, voici trois lignes qui, à la vérité, ne se trouvent pas dans sa logique, mais sont tirées d'un autre de ses ouvrages. Ces trois lignes sont de l'algèbre. Nous ne dirons pas que l'algèbre ait perdu la raison, mais nous dirons que c'est folie d'introduire l'algèbre en logique Vous savez qu'on a prétendu que, par cet algèbre, le P. Gratry expliquait le mystère de la création. On l'a dit : mais c'était trop fort. Insinuons du moins qu'il donne à cet algèbre je ne sais quel sens cabalistique et mystérieux. En faut-il davantage pour le perdre, et faire croire au public qu'il est au moins bien exalté, comme le sont généralement tous les élèves de l'école polytechnique, lorsqu'ils veulent s'occuper d'autre chose que de ponts et chaussées, ou de guerre.

Mais, puisqu'on a montré qu'il est fou, ajoute la faculté critique, en s'adressant à la raison sévère, à l'austère analyse, et à la raison calme, en coûtera-t-il davantage de montrer, par une dernière ruse, que c'est un assez mauvais fou, et qu'il s'emporte jusqu'à la haine contre les personnes et la prêche comme un devoir. Mais, dit timidement la raison calme, il déclare en tête de son livre « qu'il est prêt à » baiser les pieds de ceux qui se croiraient personnellement offensés » par sa critique contre les erreurs. » Peu importe, dit l'austère analyse, voici un passage textuel où il affirme : « qu'il faut des haines » vigoureuses. » Nous avons le droit de le citer. Sans doute, dit la raison calme, mais il donne, comme exemple, dans la même phrase, la haine de Cicéron contre Epicure; ceci n'était pas une haine personnelle, puisque Epicure vivait deux cents ans avant Cicéron. Eh bien! dit l'austère analyse, nous citerons la phrase entière, on ne pourra pas dire que nous la mutilons. Tant pis pour ceux qui feront attention à cet exemple de haine purement philosophique. Le mot de « haine vigoureuse » reste toujours, et il sonne bien. Et nous avons d'ailleurs le droit de dire qu'il est « violent et puéril de confondre les erreurs avec les personnes. » On en conclura que l'auteur prêche la haine contre les personnes.

C'est ainsi que la raison sévère, aidée de ses compagnes, renverse et ruine de fond en comble un livre et un auteur.

XIV.

Cela fait, ces spirituels tacticiens de la philosophie, qui prennent pour nom de guerre Raison sévère ou Raison calme, ou Austère analyse, ou Faculté critique, terminent, avec une parfaite gravité, leur bulletin par ces paroles : « Votre idée de ramener les savants à » la philosophie est juste. Cette union s'est accomplie au XVIIe siècle; il » faut y revenir. Quant à cette autre idée de ramener les philosophes » à la religion, elle a plus de portée encore, mais les philosophes n'ont » pas attendu votre appel. La philosophie, et le siècle avec elle, re- » tournent à la religion, et c'est encore un point où l'exemple du » XVIIe siècle est admirable. Malheureusement vous demandez à l'es- » prit humain, non plus de revenir à la religion, mais de se mettre » sous le joug de la théologie... C'est trop ; vous changez d'idéal. Il » ne s'agit plus de nous ramener au Discours de la méthode, mais à » la *Summa theologiæ* Et sans doute, la Somme est un magnifique » monument, l'esprit humain y a grandi; mais un jour il s'y est » trouvé à l'étroit. C'est que, si superbe que fût l'édifice, l'hôte était » encore trop grand pour la maison. N'essayez pas de le rapetisser : » laissez cette tâche à ceux qui ne comprennent rien à la grandeur de » l'esprit nouveau ; mais vous qui aimez les sciences, qui vivez avec » Leibnitz et Newton, vous seriez un avocat suspect d'une cause à ja- » mais perdue. Descartes, ce grand rénovateur que vous admirez, a sé- » cularisé la science : il a été à la fois libre penseur et homme reli- » gieux. Permettez-nous de rester fils de Descartes : l'esprit moderne » est cartésien. »

Je suis assez embarrassé, je l'avoue, pour répondre à cette conclusion. Aussi je n'y répondrai pas, du moins en ce moment. Je demande seulement à mon critique la permission de lui adresser trois questions :

Première question. Je vous prie de me dire comment vous savez que l'esprit humain se trouve trop à l'étroit dans la Somme de saint Thomas d'Aquin. Plus j'y pense, moins je comprends comment vous savez cela.

Deuxième question. Comment démontrez-vous que le *Discours sur la méthode* est un monument plus vaste que la théologie et la philosophie de saint Thomas d'Aquin? Pour admettre sans preuve une pareille chose, il faut y avoir été habitué dès l'enfance. Et encore cela

ne suffit pas, car moi-même j'ai cru cela jusqu'à dix-huit ans : aujourd'hui, je ne le crois plus.

Troisième question. Qu'entendez vous par ces paroles ? « Descar-» tes, ce hardi novateur, a sécularisé la science... » Dites-moi franchement tout le fond de votre pensée à ce sujet. Cela vous embarrasse ? Eh bien ! nous nous en expliquerons une autre fois.

Puisque j'y suis, permettez-moi une dernière question. Vous dites : « Les philosophes n'ont pas attendu votre appel. La philosophie, et » le siècle avec elle, retournent à la religion. » Or vous êtes du siècle et vous êtes philosophe. Que dois-je conclure? Serait-il vrai !..... Serait-il vrai que vous ayez donné à votre mère, à votre sœur, aux anges du ciel cette joie ? Ah ! faites-le moi savoir par un signe. Demain matin je suis chez vous. Je viens vous embrasser. Je viens vous remercier de n'avoir pas attendu mon appel. Je viens vous remercier de votre article. Je vous pardonne, ou même, si vous le préférez, je vous prie de me pardonner toutes les choses plus ou moins malicieuses, que vous dites contre moi... et vous voyez d'ailleurs que je n'ai pu ni voulu m'en fâcher.

A. Gratry.



LES BUREAUX DE BIENFAISANCE

ET LE PAUPÉRISME EN FRANCE.

RAPPORT AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, PAR LE BARON DE WATTEVILLE, INSPECTEUR GÉNÉRAL DES ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

L'immense travail par lequel M. de Watteville a récemment accru l'autorité de son nom et enrichi la science administrative, ne plaira pas aux lecteurs habitués à trouver un ouvrage résumé en un article de revue, cet article en une colonne de journal, et cette colonne en une phrase. Pour eux, un livre gros est un livre condamné; aux romanciers ils accordent encore vingt volumes; ils ne tolèrent plus les Bénédictins qu'en brochures.

Une autre prévention inexpugnable menace les volumes chargés, comme celui-ci, de tableaux et de chiffres. Onze cent quatre-vingt-sept pages de chiffres, juste ciel ! on ferme le livre avec effroi comme on rejette une page de musique trop noircie de doubles croches.

Les lecteurs sérieux ont d'autres sentiments. A la lecture, et même à la première vue d'un travail aussi étendu, ils éprouvent pour l'auteur une profonde gratitude et un respect sincère. Remuer les faits n'est pas une moins rude besogne que creuser la terre; il y a des tunnels et des canaux qu'on apprécie plus que certains livres, bien que ceux-ci aient coûté à leurs auteurs plus de patience, de savoir et de travail.

La peine prise pour réunir tant de renseignements et de chiffres est méritoire et ne sera pas stérile. La méthode scientifique appliquée à l'observation des faits sociaux, rendra des services considérables. Il

est de mode de dédaigner la statistique : on en abuse et elle abuse, cela est vrai ; mais, même quand elle n'est pas irréprochable, elle est comme un de ces serviteurs dont on se défie toujours et dont on ne peut jamais se passer ; ses erreurs n'égalent pas ses services ; quel instrument, d'ailleurs, ne trompe pas souvent le physicien, et quelle théorie ne trompe pas le philosophe?

Si le livre de M. de Watteville excite, comme je l'ai dit, respect et gratitude, il provoque encore plus un autre sentiment, la curiosité, principalement par ce second titre : *Rapport sur la situation du Paupérisme en France.* Qui a raison, ou des exagérés qui croient au malaise général, ou des indifférents qui supposent le bien-être universel? Il semble que des faits précis et catégoriques vont enfin répondre, et que la statistique révèlera le degré exact du mal; on aime à mettre les chiffres de son côté, à les avoir pour soi, comme on interroge le thermomètre pour savoir jusqu'à quel degré on a raison d'avoir froid.

On croit aussi très-volontiers fortifier, armer ses doctrines en les hérissant de chiffres, et à ce point de vue, le grand ouvrage de M. de Watteville est destiné à des emprunts bien divers. Ce livre est plus qu'un livre, c'est une mine ou tout le monde va puiser pendant dix ans, jusqu'à la prochaine statistique. On fera vingt-cinq volumes avec ces chiffres, comme on bâtit vingt-cinq chaumières avec les démolitions d'un monument. Des rangs les plus divers on se les jettera à la tête; du même livre on extraira des arguments, comme du même métal on tire des projectiles pour armer les camps les plus opposés. Puis, la science a ses détaillants comme le commerce, qui débitent ce qu'on leur a livré en gros, sous leur enseigne, avec mille petites fraudes et des altérations qui désespèrent la probité de l'inventeur et défient la répression. M. de Watteville aura l'honneur d'être cité mille fois, et le chagrin d'être mille fois rendu méconnaissable.

Ce danger évident impose à tout lecteur sérieux le devoir de pousser très-loin la critique; les faits incomplets, les arguments douteux doivent être arrêtés au passage, et le métal essayé, avant que la monnaie ne circule. M. de Watteville n'a pas besoin d'éloges, il acceptera un peu de sévérité comme un hommage à l'importance du livre, et une extrême franchise comme un hommage au caractère de l'auteur.

On peut diviser en deux parties le Rapport :

La première est le résumé synthétique des faits contenus dans la seconde, et des conclusions auxquelles conduit l'examen de ces faits.

La seconde est composée d'une série de tableaux indiquant :

Le nombre et la situation topographique des bureaux de Bienfaisance;

Leur situation financière et administrative;

Leur population;

Les diverses comparaisons que fournit la combinaison de ces éléments.

Ces faits n'avaient pas été encore réunis, et l'ouvrage de M. de Watteville est le premier, est le seul où l'on puisse les trouver, c'est là un immense service rendu à la science et à l'administration.

Mais, pour examiner le livre, il n'est pas possible de conserver la division adoptée justement par l'auteur. Car, comment résumer des tableaux, et à quoi bon en extraire des renseignements incomplets? Il y a plus d'intérêt à emprunter la division indiquée par le titre du Rapport et suivie dans le texte, et à se demander si le livre tient les promesses du titre, et rend compte à la fois : 1° *de l'administration des bureaux de Bienfaisance*, 2° *de la situation du Paupérisme en France.*

1° *Bureaux de Bienfaisance.*

Combien y a-t-il en France de bureaux de bienfaisance?

Neuf mille trois cent trente-six établis dans autant de communes, sur lesquelles il y a 347 chefs-lieux d'arrondissements et 1,875 chefs-lieux de cantons. 27,484 communes dont 16 chefs-lieux d'arrondissements et 972 chefs-lieux de cantons ne sont point dotés de ces établissements. Il est vrai que les 9,336 communes qui les possèdent renferment 16,521,883 habitants contre 18,945,236 seulement qui peuplent les autres. La proportion est de 1 bureau pour 4 communes et 3,792 habitants.

Le revenu total des bureaux (y compris Paris pour 2,296,564 fr.) est de 17,381,257 fr., ou en moyenne 1,861 fr. Combien touchent cette moyenne? A peine 2,000.

A qui profitent ces ressources?

A 483,681 familles composées de 1,329,359 individus (un peu plus de 3 individus par famille), savoir :

Hommes.	304 356
Femmes.	388 367
Garçons	299 294
Filles.	337 342
	1,329 359 [1].

Cette population est fort diversement répartie depuis certaines

[1] Si ces chiffres sont exacts, on peut juger de l'exagération de ceux qui accusent les ménages pauvres d'être accablés d'enfants.

communes où on compte un indigent sur deux habitants jusqu'à d'heureuses localités qui ont seulement un indigent sur plus de 2,500 habitants, ou même n'en comptent pas un seul.

Les recherches de M. de Watteville confirment d'ailleurs tous les faits observés partiellement, sur les divers degrés de la misère, plus grande dans le Nord et l'Ouest que dans l'Est, le Centre et le Sud, sur les frontières de terre que sur les frontières maritimes, dans les pays manufacturiers et dans les centres agglomérés que dans les régions agricoles.

Dans quelle proportion les 483 mille familles prennent-elles part aux 17 millions distribués ?

Suivant les calculs de M. de Watteville, la moyenne des secours annuels est de 12 fr. 70 cent. seulement par indigent, sur lesquels il faut réduire 2 fr. 28 c. pour frais d'administration, reste 1 fr. 90 c. pour les secours en argent sous diverses formes, et

0 55 pour médicaments,
0 35 pour combustibles,
0 35 pour effets d'habillement,
7 18 pour pain, viande et comestibles divers.

Les frais d'administration absorberaient ainsi environ un cinquième des dépenses générales.

Voilà fort en résumé les points principaux constatés par M. de Watteville pour répondre à ces questions : Combien y a-t-il de bureaux de Bienfaisance ? Où sont-ils ? Que donnent-ils? A qui ?

A chacun de ces points correspondent des tableaux disposés dans un ordre général excellent, variés avec la plus ingénieuse sagacité, et remplis sans lacune avec une infatigable patience.

Les tableaux 1 et 2 indiquent le nom, le nombre, la population des communes qui possèdent des bureaux de Bienfaisance, et dans le tableau 3, les départements qui en possèdent le moins sont comparés avec ceux qui en possèdent le plus.

La situation financière des bureaux, l'importance relative de leurs revenus, la nature de leurs recettes, le montant des frais généraux, la quotité des secours, les minimums, maximums et moyennes de tous ces éléments par département sont présentés dans les tableaux 4, 5, 6, 7, 8.

Le nombre des indigents et des mendiants constatés à différentes époques par divers savants, ou comparés avec la population totale ou celle de chaque département, arrondissement, canton, commune, ou enfin envisagés au point de vue de la situation topographique, maritime, manufacturière, agricole et des départements, est l'objet des tableaux 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15.

Le tableau 16 est un annexe très-curieux sur le nombre des débitants de vin, de spiritueux, et des quantités consommées.

Enfin suivent 86 notices sur la situation des bureaux de Bienfaisance et du Paupérisme dans chacun des 86 départements, notices qui n'occupent pas moins de 1,116 pages sur 1,196, dont se compose l'ouvrage entier.

Quelque volumineux que soient ces détails, faut-il, sans souci de la peine de l'auteur et de la patience du lecteur, oser déclarer qu'ils ne le sont pas encore assez? Il manque, en effet, deux éléments essentiels sans lesquels on ne saurait se permettre de tirer des conclusions sérieuses.

1° L'indication des principales règles adoptées par les bureaux de Bienfaisance pour l'admission aux secours. Sans ce renseignement, comment définir ce que c'est qu'un indigent? Supposez qu'une commune admette comme indigentes les familles pauvres ayant plus de deux enfants, une autre seulement quand ils en ont quatre, celle-ci les enfants au-dessous de 12 ans, celle-là jusqu'à 14 ans; voici toutes les proportions de la statistique renversées.

2° Un tableau sur le nombre des pauvres secourus par les bureaux de Bienfaisance à diverses époques ou au moins sur la date de la fondation de ces bureaux, eût été également fort désirable pour permettre de suivre le mouvement de la misère et de la charité publique, depuis un certain temps.

A cet égard, le tableau n° 10, intitulé *Tableau comparatif des indigents* et des *mendiants en France* en 1829, 1841 et 1847, bien que fort curieux, ne remplit pas le but que nous venons d'exprimer; il est en effet composé de renseignements recueillis par des procédés tout à fait dissemblables, et a surtout pour objet de mettre en présence les calculs de M. de Watteville et ceux de MM. de Villeneuve Bargemont et Moreau de Jonnès, mais il n'est pas possible de considérer ces calculs comme se faisant suite, et de comparer à leur aide les époques auxquelles ils ont été établis.

A un point de vue analogue, n'est-il pas regrettable de lire dans un ouvrage publié en 1854 des renseignements recueillis en 1847, sans qu'une note supplémentaire donne quelques indications sur le mouvement de la charité publique pendant ces sept années, si particulièrement préoccupées de la misère? On sait que dans certains départements comme ceux de Maine-et-Loire, de la Nièvre et plusieurs autres, des bureaux de Bienfaisance ont été créés dans toutes les communes, que de notables améliorations ont été opérées depuis lors (notamment à Paris), dans ces institutions dont on demande sévèrement la réforme radicale, que sous l'influence de si graves événements, ni la misère n'est restée immobile ni la charité publique inactive. On

souhaiterait, en attendant une nouvelle statistique, au moins quelques renseignements faciles à grouper. C'est en vérité livrer la statistique au triomphe de trop faciles attaques que d'y enregistrer des faits trop anciens quand on ne les destine pas seulement à servir de termes de comparaison ; on accuse alors les tableaux de ressembler aux calendriers des années passées; regardez-les, ils sont en tout semblables au calendrier de l'année courante ; consultez-les, tout a changé.

La réponse unique mais excellente à ce reproche, sera la publication d'une nouvelle statistique après quelques années faite par la même main expérimentée et avec les mêmes procédés ; elle servirait précisément à la comparaison que nous désirons, et M. de Watteville a le droit de nous dire jusque là : «Avant le second pas, il fallait faire le premier, et si je suis trop lent, vous êtes trop pressé. »

Mais laissons ces considérations sur ce que le rapport de M. de Watteville ne contient pas, pour revenir exclusivement à ce qu'il renferme, c'est déjà un immense champ ouvert à l'étude et à la critique, besogne ingrate, la seule pourtant que nous accomplissions en ce moment.

Nous n'insisterons pas beaucoup sur les inexactitudes de tels ou tels chiffres spéciaux à un département ou à une localité ; on en a relevé un grand nombre, et d'assez considérables ; ainsi il a été attribué 7,991 indigents à la commune de Neuilly (Seine) au lieu de 787. — Dans d'autres communes l'auteur n'a pas tenu compte de ce que, soit pour éviter les frais de perception, soit pour d'autres causes, on ne fait pas figurer toutes les ressources ; de ce que, dans d'autres encore, on inscrit les enfants envoyés gratuitement aux écoles, etc., etc. Toutes ces erreurs sont regrettables sans doute, mais elles ne sont pas imputables à M. de Watteville ; un des malheurs de la statistique, c'est que les questions sont en général posées par des hommes d'Etat, et les réponses faites par des commis de villages ; les matériaux sont rarement dignes du plan de l'édifice.

Mais voici des observations plus graves :

Est-il bien exact d'assurer que la France renferme 9336 bureaux de bienfaisance et de baser sur ce chiffre tous ses raisonnements lorsqu'il faut convenir que 2,161 de ces bureaux ont moins de 100 fr. de revenu, 8,138 moins de 2,000 fr. (p. 8, 9), que 708 ne donnent pas un franc par an à chaque indigent (p. 18) ?

Est-il juste d'accuser 341 bureaux de n'avoir pas d'indigents et pourtant de dépenser leurs revenus (p. 17), et 77 autres de ne rien donner (p. 18), sans ajouter que quelquefois on crée des bureaux *ad hoc*, pour recevoir légalement un legs ou une donation avec destination spéciale, mais non pour assister régulièrement les indigents ?

Est-il bien possible d'admettre que dans certaines communes, la

moyenne du secours annuel soit seulement *d'un centime par an*, comme à Martignat (Ain), tandis qu'il s'élève à 899 fr. 51 c. à Montbéliardot (Doubs), et n'était-ce pas le cas de prendre des informations spéciales sur ces singularités, ne fût-ce que pour faire décerner le prix de vertu aux pauvres gens de Martignat pour leur patience, et un blâme sévère aux fonctionnaires de Montbéliardot pour leur prodigalité ?

D'autres calculs de *moyennes* provoquent d'une manière plus sérieuse encore la critique.

En général, il faut se défier des moyennes, surtout quand les chiffres qui leur servent de base ont entre eux un trop large écart, où sont trop nombreux. Prendre 9,000 bureaux, le chiffre total de leurs dépenses 16,000,000 fr. et diviser le second chiffre par le premier pour dégager la dépense moyenne de chacun, puis diviser le chiffre total des dépenses par celui des individus inscrits, 1,300,000, pour obtenir la moyenne de ce que chacun reçoit, c'est faire un calcul juste en théorie, mais qui ressemble en fait à celui-ci : Un père a cinq enfants d'âges différents, 2 ans, 4 ans, 6 ans, 8 ans, 10 ans, donc l'âge moyen de ses enfants est 6 ans ; ou bien une nation se compose d'individus d'âges différents ayant une taille de deux, trois, quatre, cinq et six pieds, donc la taille moyenne de cette nation est de quatre pieds.

Ces résultats arithmétiques sont parfaitement vrais, mais ce qui ne l'est pas moins, c'est que sur les 5 enfants du père de famille, quatre ont plus ou moins que la moyenne, et que la taille de 4 pieds, au lieu d'être la règle, est l'immense exception, si ce n'est en Laponie.

M. de Watteville, à l'aide de ces calculs, évalue à 12 fr. 70 c., sur lesquels il faut retrancher 2 fr. 28 pour frais d'administration, soit à 10 fr. 42 c., la moyenne des secours alloués à chaque indigent.

Même au point de vue arithmétique, ne serait-il pas juste d'écarter les 2,161 bureaux qui ont moins de 100 fr. de revenus, les 708 qui ne donnent rien, et les 341 qui n'ont pas de pauvres? M. de Watteville lui-même évalue (p. 8) à 1,861 fr. la moyenne du revenu de 9,336 bureaux et dans la même page il montre que les revenus sont si inégalement divisés que 2,000 à peine touchent cette moyenne.

Il en est absolument de même pour la moyenne des secours distribués, et celle des indigents secourus. Le rapport constate que sur 17,381,257 fr. 98 c. de recettes, 7,189,755 appartiennent à cinq départements, et près de 5,000,000 aux seuls départements de la Seine et du Rhône. On y apprend aussi que sur 1,329,659 individus secourus, sept communes à elles seules, Paris, Lyon, Rouen, Lille, Marseille, Bordeaux, Nantes, comptent pour 170,728. Comment établir des moyennes avec de telles disproportions ?

Ne serait-il pas juste pareillement de rappeler qu'une famille se compose rarement d'une seule personne, et que si elle en a quatre ou cinq, le secours s'élève de suite à 40 ou 50 fr., secours fort notable, surtout dans les campagnes, seuls endroits où la moyenne de M. de Watteville puisse être vraie en général.

Mais laissons l'arithmétique ; ses combinaisons seraient de peu d'importance, si elles n'étaient destinées à soutenir le raisonnement, à nos yeux absolument contestable, qui va suivre :

« La moyenne générale des secours, dit M. de Watteville (p. 18), » est tout à fait insuffisante, et *l'on peut dire hardiment que si cette » moyenne n'était pas distribuée aux pauvres*, *ces derniers n'en » seraient pas plus malheureux*.... Que peuvent produire quelques » centimes dépensés en achat de viande, de vin, de vêtements, de » combustible, etc.? Rien ; et *l'on peut affirmer que l'indigent ne » souffrirait pas davantage si ces secours dérisoires, distribués si » uniformément et avec une complète inintelligence, cessaient de lui » être donnés mensuellement*. Depuis soixante ans que l'administra- » tion de l'assistance publique à domicile exerce son initiative, on n'a » jamais vu un seul indigent retiré de la misère, et pouvant subvenir » à ses besoins par les efforts et à l'aide de ce mode de charité. »

Cette phrase, nous sommes obligés de le dire, est malheureuse ; répétée sans cesse, elle est destinée à revêtir de la haute autorité de M. de Watteville des attaques vulgaires et à flatter, à secourir des théories ou des préventions qui manquaient d'arguments ; elle aura surtout le triste effet, en frappant justement quelques abus partiels, de décourager, que dis-je ? de flétrir cette charitable légion de fonctionnaires, d'honnêtes gens, de médecins, de sœurs de charité, qui ne croient pas faire une œuvre *dérisoire* et mettent à améliorer le service dont ils sont chargés, autre chose qu'une *complète inintelligence*.

Les bureaux de bienfaisance donnent *peu*. Qui ne le sait mieux, qui n'en gémit davantage, que ceux qui les administrent ; ils donnent peu parce qu'ils reçoivent peu. Mais faut-il ajouter qu'ils donnent *mal ?* M. de Watteville sait assurément que les meilleurs moyens de rendre les secours efficaces, quand ils sont peu abondants, c'est : 1° de les employer aux objets de première nécessité, à savoir le pain, la viande, les vêtements, le bois, distribués, dit-il, avec *une désespérante uniformité ;* parce que le besoin sous ce rapport est désespérant et uniforme ; 2° de spécialiser les secours, et c'est la voie dans laquelle les bureaux les mieux administrés entrent de plus en plus. Ainsi à Paris, tous les aveugles, les paralytiques, les mères nourrices, les septuagénaires, reçoivent des secours très-importants. L'excellent secours en remplacement d'hospice ne s'élève pas à moins de 195 fr. par an pour une femme, 253 fr. pour un homme, et il est des arrondissements où à

l'aide des seuls secours du bureau, des indigents vivent *retirés de la misère*, quoiqu'en dise M. de Watteville, comme on vit retiré du commerce.

Seulement les bureaux, outre la raison tirée de l'insuffisance de leurs ressources, n'ont pas pour mission de détruire la misère, mais seulement de soulager le misérable ; s'ils suffisaient à le faire vivre, ce serait alors que plus d'un économiste s'emparerait avec quelque raison de cette autre phrase du rapport (p. 19) : « Les bureaux donnent même souvent à l'indigent un esprit d'imprévoyance qui aggrave sa situation. »

Les administrateurs savent bien ce qu'ils font, en donnant des secours peu considérables, et voilà leur consolation : ils savent que la charité religieuse et la charité privée font le reste, et que leur obole n'est que la cotisation de l'État dans ce que reçoit l'indigent ; ils savent qu'il convient que l'État n'intervienne autant que possible que pour l'indispensable, le pain, le bois, laissant aux combinaisons variées de la charité privée ou aux tendres inspirations de la religion d'aller au delà, de manière qne l'indigent ne puisse compter que sur peu de chose, et travaille à se passer d'un secours qui pourtant ne lui manquera pas.

L'alliance et la cordiale entente de la charité publique, de la charité religieuse et de la charité privée, voilà ce qu'il faut désirer et opérer. On peut concevoir d'autres manières de secourir les pauvres, comme on peut concevoir d'autres temps et d'autres mœurs. Mais à notre époque, ni l'Église ne *peut* tout faire, ni l'État ne *doit* tout faire, ni les particuliers ne *veulent* et ne *pourraient* tout faire ; et le caractère de la charité actuelle est d'être multiple ; je conçois qu'on le regrette, mais on ne saurait le changer, et le devoir est de travailler de plus en plus à rendre la charité publique chrétienne, la charité religieuse et privée libres et régulières, et de les concilier sans les confondre.

Si telle est la vérité, telle la nécessité, M. de Watteville me paraît bien sévère pour la charité privée. Il ne parle pas, il n'avait pas à parler peut-être de la charité religieuse, bien qu'aux yeux des pauvres les 40,000 paroisses soient une institution de charité autrement efficace que les 9,000 bureaux, et que le développement merveilleux des congrégations de femmes soit le plus grand don fait à la pauvreté depuis un demi-siècle par la première des charités, celle de Dieu. Mais il ne rend pas justice suffisante à toutes les œuvres de bienfaisance, de secours mutuels, etc., que notre temps et notre pays a vues naître ; dans les notices sur chaque département quelques-unes sont nommées, mais peu de détails sur leur origine et leurs progrès. Dans le rapport, une page seulement (p. 20) leur est consacrée, page d'in-

criminations bien sévères. M. de Watteville reconnaît qu'il y a plus d'*œuvres* que de *bureaux*, déclare qu'il en a visité seulement quelques-unes, et parle de *désordre* et de *gaspillage*. Il voudrait qu'on les soumît à tenir une *comptabilité régulière*, *uniforme*, et à rendre des comptes au moins lorsqu'elles demandent les secours de l'État. Que si elles cherchent à avoir une existence régulière, et à être reconnues comme établissements d'utilité publique, à être précisément ainsi soumises à des garanties, M. de Watteville recommande qu'on ne les autorise pas, car, dit-il, elles ne se servent de ces reconnaissances «*que pour contracter plus facilement des dettes qu'elles ne peuvent jamais payer*.»

Que M. de Watteville me permette de le lui dire. Appelé par les graves fonctions qu'il exerce et surtout par la haute confiance qu'il inspire à des missions difficiles, particulièrement chargé d'examiner et de réprimer les cas d'abus et d'irrégularité, il semble les avoir toujours présents à sa mémoire; et, comme un juge qui a dû souvent condamner, il incline à la sévérité.

Cette sévérité vaut assurément bien mieux que les fades éloges et les termes de banale adulation trop souvent prodigués à tous ceux qui s'associent à des institutions charitables. S'il en est qui le fassent par vanité, ils ne les méritent pas, et pour ceux qui s'y livrent par vraie charité, ils ne les acceptent pas.

Certains reproches adressés à la charité soit privée, soit publique, sont d'ailleurs parfaitement justifiés. Oui, les bureaux de bienfaisance pourraient être administrés avec plus de simplicité et d'économie; il serait extrêmement désirable d'y voir attaché en plus grand nombre les admirables sœurs de la charité; ceux des bureaux qui n'existent que de nom devraient être vivifiés ou supprimés, les comptes rendus par les bureaux, et dont on fait tant d'état, devraient être moins sèchement réduits à des balances de chiffres et de comptes de sommes dont l'emploi est inconnu; voilà en quoi pèche la bienfaisance publique. Plus d'union, moins de dissémination de forces, moins de préventions contre la charité publique, moins de dédain pour la régularité; voilà quelques-uns des conseils que l'on peut justement adresser à la charité privée.

Mais, encore une fois, il est trop sévère de laisser tomber de si haut ces deux mots: « La charité privée est trop libre, la charité publique est inutile; il faut une réorganisation radicale.» Il ne manquera pas d'écrivains qui, s'emparant des paroles de M. de Watteville contre son gré, les traduiront ainsi: « En matière de secours à domicile, il faut transformer la charité privée en charité publique, puis supprimer la charité publique. » Il peut y avoir, en France, trois ou quatre écrivains qui sont de cet avis radical, mais il y a certaine-

ment deux ou trois millions de pauvres gens qui ne le partagent pas.

2° *Situation du paupérisme en France.*

Nous avons attaqué avec une certaine étendue, à cause de l'abus qui en sera fait, les conséquences relatives à la charité publique et à la charité privée que M. de Watteville appuie sur des moyennes de calculs à nos yeux contestables.

La même crainte et le même doute nous obligent encore à ne pas laisser passer sans critique les inductions à l'aide desquelles le savant auteur calcule le nombre d'indigents que renferme notre pays, et cherche à mesurer, comme son titre l'annonce, *la situation du paupérisme en France.*

Avant tout, nous voulons le louer hautement d'avoir entrepris cette recherche, je suis convaincu que le chiffre du paupérisme, s'il était exactement connu, stimulerait les efforts de tous les gens de bien, mais les encouragerait aussi, en montrant que, malgré ses douloureuses proportions, ce fléau est moindre dans notre pays que dans les principales nations de l'Europe. Les travaux de M. de Watteville, ingénieux et persévéramment suivis, sont un pas fait dans cette voie, mais la formule qu'il emploie ne peut cependant le conduire qu'à des approximations tout à fait douteuses. En voici la preuve :

« L'état de l'indigent est impossible à définir d'une manière rigoureusement exacte, » dit M. de Watteville (p. 12)... Cela est vrai.

« Je n'ai donc porté dans mon travail comme indigents *que les individus inscrits officiellement sur les contrôles des bureaux de bienfaisance...* » Soit : cette base serait fixe, si tous les bureaux inscrivaient aux mêmes conditions ; or, il n'en est pas ainsi ; une commune sévère passera pour moins pauvre qu'une commune indulgente, bien qu'au contraire on ne soit porté à la sévérité que par insuffisance de ressources. Impossible de savoir ni la relation entre les deux communes, ni le terme vrai qui exprime le rapport proportionnel des pauvres à la population dans chacune, puisque ce que l'on entend par *pauvre* dans l'une n'est pas la même chose dans l'autre.

..... « Je me suis dit, continue l'auteur du Rapport. Tel département, composé de 200 communes, dont la population est de 300,000 habitants, renferme 50 bureaux. Ces 50 bureaux comptent 10,000 indigents à leur charge sur une population de 100,000 âmes que contiennent les 50 communes précitées ; DONC, il y a dans *ce département* 10,000 indigents, soit 1 indigent pour 10 habitants...»

Ce *donc* ne me persuade pas du tout.

« Je ne puis pas, continue M. de Watteville, appliquer à 200 com-

» munes la proportion que j'ai trouvée sur 50 ; car augmenter le dividende sans augmenter le diviseur serait augmenter à tort de » deux tiers le quotient, qui doit servir de dénominateur à la fraction » indiquant le rapport des indigents aux habitants. Je ne puis pas non » plus supposer arbitrairement que la même proportion qui existe » dans les communes que je connais est identiquement la même dans » celles que je ne connais pas, car elles sont sans doute dans des con- » ditions fort différentes. » Toutes ces raisons sont excellentes pour démontrer l'erreur de calcul des statistiques où l'on a opéré ainsi. Mais M. de Watteville me paraît les imiter en les condamnant. Car il prend pour chiffre absolu du paupérisme dans une commune, un département, un groupe de départements, enfin la France entière, la *proportion* des indigents à la population connue seulement par 9,336 communes ayant des bureaux dont plus de 2,000 n'existent guère que sur le papier, sur 36,820 communes.

Cette formule est inexacte :

1° *Appliquée à une seule commune* ; à Paris, par exemple, on sait que le chiffre des indigents officiellement secourus, est de beaucoup inférieur au chiffre réel des malheureux méritant et recevant des secours ; on sait aussi qu'aux deux bouts de la même ville, au faubourg Saint-Honoré et au faubourg Saint-Marceau, les conditions sont absolument différentes.

2° *Elle est inexacte appliquée à deux ou plusieurs communes* ; car, nous l'avons dit, les conditions d'admission ne sont pas les mêmes.

3° *Elle est inexacte appliquée à un département* ; en effet, si je suppose un département assez riche pour qu'il n'y ait pas un seul bureau, et un autre département assez pauvre pour qu'il ait été impossible d'y composer un seul bureau ; pas de ressources, pas de riches. Dans les deux cas, le rapport des indigents à la population est zéro. Je suppose qu'un département soit assez riche, assez bien administré pour qu'il ait été établi des bureaux partout, et que ces bureaux secourent tous les indigents, soit 10,000, soit 100,000 ; un autre département ayant la même population, mais 20,000 indigents, est plus pauvre et n'en secourt que le quart, 5,000 ; dans le premier le rapport sera 1 sur 10, dans le second 1 sur 20, précisément le contraire de la vérité.

4° *Elle est inexacte appliquée à un groupe de départements.* Non, dit-on, car les bureaux existent et agissent surtout dans les centres agglomérés, et s'ils appartiennent à la minorité des communes, ils correspondent cependant à la majorité de la population qu'on peut diviser en agricole, manufacturière, maritime, etc.

Tous les renseignements ainsi cherchés sont en effet curieux, probables, confirmés par l'expérience générale. Mais il ne faut pas se

flatter de leur avoir communiqué une précision mathématique ; M. de Watteville a seulement pris la base la moins arbitraire ; toute autre lui manque ; celle-là même ne suffit pas.

Comment supposer en effet que le principal obstacle à la fondation des bureaux tient à ce que des communes ne sont pas habitées par des populations agglomérées, lorsqu'on met au premier rang des départements ayant un plus grand nombre de bureaux la Lozère et les Basses-Pyrénées ? Comment se faire une juste idée de la misère dans les campagnes lorsqu'on laisse en dehors des calculs 27,484 communes, dont 26,496 ne sont pas même des chefs-lieux de canton, et constituent par conséquent l'immense majorité des villages de France ?

5° *Enfin la formule est inexacte appliquée à la France entière.* La formule ne saurait être exacte pour le tout, puisqu'elle ne l'est pas pour chacune des parties qui composent le tout, et l'on reste libre d'accepter comme rapport des indigents à la population, les proportions adoptées à diverses époques [1], ou de considérer le chiffre de 12 p. 100 adopté par M. de Watteville et peu différent de celui qu'a donné à la suite de si consciencieux travaux M. de Villeneuve Bargemont comme le plus près de la vérité (p. 13).

Tout ce qui vient d'être dit ne s'applique pas aux *mendiants*. Comme le remarque très-bien M. de Watteville, la mendicité est un fait saisissable, et il est partout facile de la constater dans toutes les communes, qu'elles aient ou non des bureaux de bienfaisance. On peut donc regarder comme des chiffres exacts en 1847 le rapport de 1 mendiant à 104 habitants et le nombre total de 337,838 mendiants, savoir : 242,967 domiciliés et 94,871 vagabonds. Ce renseignement et les tableaux qui en sont le commentaire analytique sont de la plus grande utilité pour l'étude de la question toujours reprise et toujours pendante de l'extinction de la mendicité.

En terminant son rapport, M. de Watteville énumère sans vouloir les approfondir les causes saillantes et les remèdes principaux de la misère. On écrira et on a écrit des volumes sur chacun de ces points que nous n'avons pas dessein d'étudier en ce moment. Mais ces dernières pages, bien qu'incomplètes, renferment un grave et salutaire enseignement.

[1] 1794	D'après Barrère. . . .	5 p. 100.
1808	D'après Fourcroy. . . .	7 p. 100.
1819	D'après Laborde. . . .	2 1/2 p. 100.
	Morogues.	6 p. 100.
	Gérando. { ville. . . .	20 p. 100
	Gérando. { campagne . .	2 p. 100.
	Balbi.	3 p. 100.
1829	Villeneuve Bargemont . .	5 p. 100.
	Schœn.	14 p. 100.

Voilà un homme d'une science consommée et d'une haute expérience, ayant, comme il le dit éloquemment, consacré par ses sympathies comme par ses fonctions, ses travaux et sa vie aux classes pauvres, qui résumant à grands traits l'état du paupérisme dans son pays, en rattache toutes les causes comme les remèdes à des faits de l'ordre moral ! Il gémit de l'absence de religion, d'éducation, d'autorité paternelle, d'esprit de prévoyance et d'ordre domestique; il signale l'entraînement funeste vers les mariages précoces, le séjour dans les villes, et le morcellement de la propriété ; il dénonce les ravages du lundi, du cabaret [1], du luxe, de l'usure, des procès, des passions politiques. Il invoque pour conjurer de tels maux les lois, les mœurs, les institutions de prévoyance, la réorganisation de secours, l'émigration, les améliorations agricoles, et cette éducation et cette culture morale et religieuse « à laquelle il faut bien revenir enfin si l'on » veut soulager les douleurs du pauvre aussi bien qu'améliorer sa si» tuation matérielle (p. 24). »

Ainsi la statistique et ses chiffres parlent comme la morale. Il est des esprits qui appellent ces sortes de vérités des lieux communs. Il est aussi des enfants qui, en parcourant les champs, trouvent le froment une plante trop commune et préfèrent quelque rare, brillante et inutile fleurette, jusqu'au jour où ils apprennent ce qui nourrit et fait vivre les hommes. Au moins faut-il convenir que si la vérité est ancienne, les événements et les connaissances modernes lui ont apporté l'appui de démonstrations inattendues, et nous savons gré à M. de Watteville de réduire au service de la morale jusqu'aux chiffres et aux froides analyses de la statistique.

En résumé, ce grand ouvrage n'est point, malgré son titre, un rapport sur la *situation du paupérisme en France ;* il contribue seulement à le faire mieux connaître par des renseignements nouveaux, des inductions et des aperçus précieux. Mais il est, malgré ses imperfections, le premier travail étendu, complet, satisfaisant, sur le nombre, la situation, l'administration, et les effets *des bureaux de bienfaisance* existant en 1847. Toutes les comparaisons futures sur le même sujet partiront de ce premier travail. On s'en servira aussi pour mettre en parallèle, comme on aime tant à le faire, la France avec les autres nations.

A ce point de vue, je ne suppose pas qu'on soit tenté de regarder

[1] Le tableau n° 16 présente les plus curieux détails sur l'ivrognerie. Les tentations et les excès auxquels elle succombe sont rendus saillants par ces chiffres : En 1847, la France a consommé 11,458,539 h. de vin, 788,130 h. de spiritueux, soit 32 l. 58 c. de vin et 2 l. 24 c. de spiritueux par habitant. Elle possède 347,328 cabarets soit 1 pour 101 habitants. En Angleterre, où on boit moins de vin, il a été consommé en 1854, 5 l. 17 c. de spiritueux par habitant.

les 16,885,215 fr. dépensés par les bureaux de bienfaisance (en admettant qu'ils soient bien administrés) comme une somme excessive, répartie entre tant de malheureux.

On s'écriera plutôt : que nous faisons peu! En Angleterre, pour 17,000,000 d'habitants, la taxe des pauvres atteint le chiffre de 150,000,000 fr. (*Pashley*, 1852).

Aimons cette infériorité apparente ; et ne raisonnons pas comme faisait le malade imaginaire pour s'expliquer comment il se portait moins bien, ayant avalé moins de drogues, et mieux quand le chiffre était enflé ! Je mets au défi quiconque a vu l'Angleterre et la France de ne pas reconnaître qu'en France il y a moins de pauvres et qu'ils sont mieux secourus. Comment donc un moindre chiffre figure-t-il au budget des communes et de l'État? parce que la religion et les particuliers prennent sur eux la plus grosse part.

En matière de secours à domicile, la charité publique elle-même (et c'est son honneur, son caractère, non moins que l'honneur et le caractère de la civilisation chrétienne) est presque entièrement servie par la charité privée qu'elle aide à son tour. Elle se sert d'administrateurs gratuits, de médecins, de sœurs, d'hommes et de dames dévouées. Dans 17,000,000 de recettes, outre ce qui provient de fondations anciennes et récentes, entrent plus de 6,000,000 de dons annuels; il n'y a pas plus de 1,484 communes allouant des subventions, et ces subventions, si l'on met de côté, Paris, Rouen, Lille et Lyon, n'atteignent pas 2,000,000 fr. On prétend quelquefois que nos secours à domicile sont une *taxe des pauvres déguisée*, et à l'aide de cette illusion on se laisserait aller doucement à accepter ce funeste système. On voit combien nous en sommes heureusement loin.

Faisons donc d'immenses efforts pour que le nombre de nos bureaux de bienfaisance et de toutes les institutions charitables augmentent, pour que l'on donne plus, pour que l'on donne mieux. Mais que l'État n'intervienne que pour encourager ce que font les particuliers et compléter ce qu'ils ne peuvent faire. Que la charité soit avant tout une affaire de religion et de cœur ; pas d'impôt forcé, là où suffisent les contributions volontaires du dévouement. Soyons comme ces riches contrées où l'on ne creuse pas de citernes parce que les sources vives ne sont pas taries ; n'invoquons pas la loi tant que nous garderons la vertu.

Augustin Cochin.

DE L'ÉTAT DES DOCTRINES

EN JUDÉE ET EN ORIENT

AU TEMPS DE JÉSUS-CHRIST.

CONSIDÉRATIONS SUR L'ENSEIGNEMENT CHRÉTIEN[1].

Durant les siècles écoulés avant la captivité de Babylone, quand retentissait la voix des prophètes avec la suprême puissance de l'inspiration divine, il n'y avait point de sectes ou écoles israélites. On se bornait à lire la loi, on ne l'interprétait point; les docteurs ne s'établissaient point les juges particuliers du sens de l'Ecriture ; la moindre dissidence religieuse eût été anéantie par l'imposante autorité des prophètes[2]. Ceux qu'importunait le joug de la loi ne cherchaient point à l'accommoder à leur guise, mais la repoussaient entièrement; voilà pourquoi il y eut, à ces diverses époques, un frénétique amour de l'idolâtrie et pas une seule tentative de réforme religieuse. Dans les temps qui ont suivi le retour de la nation captive, la prophétie est muette, on n'entend plus ces grandes voix qui parlaient au nom du Seigneur. Les Sages d'Israël ne sont plus là pour exercer leur incontestable suprématie spirituelle. En l'absence de ce grand pouvoir régulateur, la libre interprétation des Ecritures donna naissance à des opinions, à des associations diverses; il y eut alors une sorte de protestantisme hébraïque; comme on s'était jeté auparavant dans le

[1] Cet article est d'une nouvelle édition de l'*Histoire de Jérusalem*, qui doit paraître le mois prochain et dont l'honorable auteur a bien voulu nous communiquer ce fragment.

[2] Cuneus, *République des Hébreux,* chap. XVII.

culte des idoles par opposition directe contre l'immuable caractère de la loi, on n'eut plus besoin de se précipiter vers cette extrémité opposée, et l'essor indépendant des esprits produisit des sectes à la place de l'idolâtrie.

La secte des pharisiens, dont le nom veut dire *séparation, distinction*, secte dont il est particulièrement parlé dans l'Evangile, est celle qui se montra le plus constamment et le plus violemment hostile au Sauveur. Voyons donc ce qu'elle était, et, pour cela, interrogeons le peu de documents historiques qui peuvent nous donner quelques lumières.

Josèphe[1] nous apprend que les pharisiens menaient une vie simple, qu'ils étaient opiniâtres dans leurs doctrines, que leur respect pour les vieillards les portait à ne jamais les contredire. Tout en soumettant les choses humaines à la volonté de Dieu, ils comprenaient que l'homme était suffisamment libre d'aller à la vertu ou au vice, et le rendaient responsable de ses propres œuvres; ils croyaient à l'immortalité de l'âme, à des récompenses et à des châtiments futurs. Selon leur opinion, mêlée aux traditions pythagoriciennes, c'est en d'autres corps, plus subtils et plus glorieux sans doute, que devaient passer les âmes des justes. Leur manière d'honorer et de prier Dieu plaisait fort à la multitude. « Des villes entières, ajoute Josèphe, rendent témoignage de leur vertu, de leurs mœurs et de leurs discours.» Les pharisiens avaient des statuts ou traditions qu'ils disaient tenir de leurs aïeux, et qu'ils observaient rigoureusement. La portion pauvre de la nation juive s'était ralliée à leurs enseignements; l'ascendant qu'ils avaient pris sur elle leur donnait une grande consistance politique; ils comptaient beaucoup de prêtres dans leurs rangs, et le peuple les suivait, même en opposition avec les rois et les grands sacrificateurs de Jérusalem. Il était utile, pour le gouvernement de la Judée, d'avoir les pharisiens pour amis, très dangereux de les avoir pour ennemis. Jean Hircan, en se séparant d'eux, s'était trouvé sans force; ce fut surtout l'intervention des pharisiens qui fit passer aux mains d'Hérode la royauté des derniers descendants des Machabées.

La morale et la religion des pharisiens n'avaient point leur sanctuaire dans la conscience intime de l'homme; elles n'étaient que des apparences; tout se bornait à des actes extérieurs. Les pharisiens croyaient avoir atteint la perfection suprême en s'attachant strictement à la lettre de la loi. Le peuple qui, d'ordinaire, ne s'arrête qu'à l'écorce de la vie, s'occupait peu de pénétrer dans l'âme de ces austères hypocrites. L'historien juif lui-même parle de leur vertu avec

[1] *Antiquités judaïques,* liv. XVIII, chap. II.

une complète bonne foi : remarquons d'ailleurs que l'éducation générale des Israélites ne leur permettait guère d'interroger en religion les replis du cœur. Les pharisiens avaient une existence de quatre siècles quand Jésus vint arracher le masque à leur figure et les frapper dans leur orgueil. L'Evangile nous offre la peinture la plus vraie de leurs mœurs et de leur caractère. Jean-Baptiste, prêchant et baptisant au désert du Jourdain, les avait déjà traités durement : quelques uns d'entre eux lui demandaient le baptême. « Race de vipères, leur disait le précurseur, qui vous a appris à fuir les châtiments de l'avenir? » Le fils de Marie, faisant allusion à leur ardeur de prosélytisme, leur disait qu'ils couraient la terre et la mer pour gagner à eux ne fût-ce qu'un seul homme. Les pharisiens se scandalisaient de voir Jésus assis dans les festins avec des publicains et les gens de mauvaise renommée. « Ce sont les malades qui ont besoin de médecin, leur répondait le Christ, et non pas ceux qui se portent bien ; je ne suis pas venu pour appeler les justes à la pénitence, mais les pécheurs. »

Les pharisiens se gardaient de manquer à aucun de leurs devoirs dans le temple, et se mettaient peu en peine des sentiments intérieurs. « Si vous vous souvenez à l'autel que votre frère a quelque chose contre vous, leur disait le Sauveur, laissez là votre offrande et courez vous réconcilier avec lui. » Moïse avait demandé *œil pour œil, dent pour dent*, et le fils de Marie recommandait de ne pas se défendre, et de tendre l'autre joue après avoir reçu un soufflet. On trouve bien çà et là dans les anciennes Écritures quelques vestiges d'une tendance au pardon ; le Seigneur avait ordonné dans Zacharie de *ne pas se ressouvenir de la méchanceté de son prochain*[1], et avait annoncé ailleurs que *c'est à lui qu'appartient la vengeance*. Toutefois, c'étaient là des intentions écrites sans prescription formelle ; nulle peine n'était prononcée contre celui qui gardait une rancune ou vengeait un affront, et les pharisiens étaient loin de chercher à réaliser les intentions de la loi. Le Christ les étonnait et les confondait en leur commandant d'aimer leurs ennemis, de bénir ceux qui les maudissaient, de faire du bien à leurs persécuteurs.

Les pharisiens donnaient l'aumône à son de trompe, se montraient publiquement avec un visage pâle pour attester leur jeûne, et le Sauveur voulait que la main gauche ne sût pas ce que faisait la main droite ; il réprouvait les abstinences pratiquées par ostentation. Si la toute-puissante charité du Christ éclatait par quelque miracle le jour du sabbat, les pharisiens en témoignaient leur mécontentement. Ce qui les frappait, ce n'était point le bienfait du divin maître, mais ce qu'ils

[1] *Malitiam proximi sui unusquisque ne recogitet.*

appelaient la violation jour du sanctifié. Jésus leur disait qu'au jour du sabbat ils délivreraient une brebis tombée dans un fossé, et qu'un homme valait bien une brebis ; il leur apprenait que le sabbat est fait pour l'homme et non pas l'homme pour le sabbat. Tous ces gens de fausse vertu, le fils de Marie les comparait à des sépulcres blanchis, beaux en dehors, et n'enfermant que de la pourriture. Il leur reprochait d'obliger les autres à des devoirs qu'ils ne songeaient point à remplir eux-mêmes, et de refuser de toucher du bout du doigt les fardeaux dont ils chargeaient les épaules de leurs frères. Ils recherchaient partout les salutations, les marques de respect, les premières places, et voulaient être appelés maîtres, pères et docteurs. Jésus leur répétait qu'il fallait se faire petit pour entrer dans le royaume des cieux, et se faire le serviteur de tous pour devenir grand parmi les hommes. On se rappelle la parabole du pharisien et du publicain, tous les deux montés au temple pour y adresser leur prière à Dieu. L'enseignement du fils de Dieu humiliait cette secte superbe et la réduisait perpétuellement au silence ; aussi nourrissait-elle contre lui une rage ardente ; les pharisiens qui, parfois, avaient été assez forts pour dicter la loi aux rois, ou même pour les précipiter du trône, contribuèrent le plus à la condamnation et à la mort du Dieu caché.

L'école des saducéens, fondée par Sadoc, aussi ancienne que celle des pharisiens, unie à elle contre Jésus, ne partageait pas les mêmes doctrines; leur parti était moins nombreux et se rencontrait surtout dans les classes riches. Ils plaisaient particulièrement aux rois et obtenaient les emplois et les honneurs, mais les pharisiens, qui disposaient du peuple, avaient bien plus de pouvoir qu'eux. Les saducéens croyaient que l'âme périssait avec le corps, appliquant la doctrine de l'immortalité ou de la résurrection, non pas aux âmes, mais aux races ; ils niaient la puissance du destin et toute espèce d'inspiration surhumaine, soutenaient que le bien ou le mal dépendent seulement de nous-mêmes[1], et que Dieu ne prend pas garde à nos actions; que l'obligation unique consistait à observer la loi sans reconnaître plus de sagesse à ceux qui l'enseignent[2]. La dureté et l'humeur farouche caractérisaient leurs rapports entre eux, bien différents des pharisiens qui se traitaient tous en amis et en frères, et ne s'écartaient jamais des formes douces et affectueuses. Les saducéens figurent souvent dans l'Évangile à la suite des pharisiens, et le Christ les enveloppe dans la même réprobation. Un jour, des partisans de cette secte qui niait la résurrection, dans l'espoir d'embarrasser le Sauveur, lui proposèrent la question suivante.

[1] Josèphe, *Histoire des Juifs*, liv. XIII, chap. IX.
[2] *Histoire des Juifs*, liv. XVIII, chap. II.

« Maître, lui dirent-ils, Moïse a écrit : Si le frère marié meurt sans enfant, son frère est obligé d'épouser la veuve pour donner une postérité au mort. Or, il y avait sept frères dont le premier était mort sans enfant ; le second épousa la veuve et mourut sans avoir un fils; ainsi firent le troisième et les autres, et tous les sept quittèrent ce monde sans postérité. Enfin, après eux tous, la femme mourut aussi. Lors donc que la résurrection arrivera, duquel des sept frères sera-t-elle l'épouse après l'avoir été de tous successivement?— Les enfants de ce siècle se marient, leur répondit Jésus, mais ceux qui seront jugés dignes du siècle à venir et de la résurrection glorieuse, ne se marieront plus, n'épouseront plus de femmes, car alors ils ne pourront plus mourir ; ils deviendront les égaux des anges, et comme ils seront des enfants de la résurrection, ils seront enfants de Dieu. Quant à la résurrection des morts, Moïse l'a annoncée lui-même lorsqu'étant près du buisson, il a appelé le Seigneur, Dieu d'Abraham, Dieu d'Isaac, Dieu de Jacob. Or, Dieu n'est point le Dieu des morts mais des vivants, car tous sont vivants devant lui. » Alors des scribes dirent à Jésus : « Maître, vous avez bien répondu [1]. »

Il est une secte, la troisième des principales écoles de Judée, qui n'a laissé aucune trace dans les quatre Évangélistes, mais qui est curieuse à étudier, parce qu'elle se rapproche du spiritualisme chrétien, c'est la secte des Esséniens ou esséens, dont le nom exprime leurs efforts pour la *perfection* ou la *sainteté*. Philon le Juif et Josèphe [2] en ont parlé avec détails; nous puiserons à ces deux sources pour notre appréciation rapide.

Les Esséniens différaient d'abord du pharaïsme et du saducéisme par l'absence de toute prétention politique ; ce qui les préoccupait, c'était un progrès moral et non point l'envie de se mêler au gouvernement de la nation. Ils avaient trouvé ou adopté le principe de la communauté, vivaient en frères, et parmi eux il n'y avait ni riches ni pauvres ; une égalité parfaite faisait leur première loi. Leur vie était un combat entre les voluptés et les passions ; ils avaient rejeté le mariage parce que la femme leur paraissait d'une trop mobile nature, et les soins de la famille trop embarrassants ; mais ils se dévouaient aux enfants qu'on leur confiait, et se chargeaient de leur éducation et de leur vie avec une affection paternelle. Toutefois parmi eux se trouvait une classe qui adoptait le mariage, condamnant un sentiment qui, s'il était embrassé par tout le monde, aboutirait, disaient-ils, à l'extinction de la race humaine sur la terre. Les Esséniens portaient des vêtements blancs comme les adeptes de Pythagore ; en

[1] Saint Luc, chap. xx.
[2] *Guerre des Juifs*, liv. II, chap. xii.

voyage, ils logeaient chez un de leurs frères, car les hommes de cette secte étaient répandus sur divers points, principalement dans les villages ; le bruit des cités ne plaisait point à ces amis du recueillement.

Les Esséniens regardaient le destin comme un pouvoir qui plane sur le monde, et mène tout à sa guise. Avec une telle idée de la condition des hommes ici-bas, on s'étonne de leur croyance au dogme de l'enfer et du paradis : la privation du libre arbitre doit au moins exclure les peines dans la vie à venir. Les Esséniens s'interdisaient tout discours et toute occupation profanes avant le lever du soleil ; leurs entretiens ne roulaient que sur des sujets religieux. Un peu avant l'apparition de l'astre du jour, ils priaient Dieu de rendre au monde son flambeau. Après avoir passé la matinée dans le travail, ils se purifiaient dans l'eau froide, et puis mangeaient tous ensemble et en silence : un prêtre bénissait la frugale nourriture qu'on allait prendre, et remerciait Dieu de ses dons ; il prononçait aussi une prière après le repas. Les Esséniens retournaient à leur ouvrage, jusqu'au repas du soir. Leurs travaux n'avaient rien de commun avec les spéculations et les ambitions humaines ; ils se bornaient à la culture des champs. Ils étudiaient les livres qui traitent de l'âme et ceux qui traitent du corps ; ils s'occupaient de ce qui peut perfectionner le moral de l'homme, et s'occupaient aussi des plantes, des métaux dont les propriétés servent à la guérison des maladies. Le calme régnait dans leur demeure ; chacun y avait sa cellule, et chacun se servait soi-même. Des hommes qui ne s'étaient jamais vus se mettaient tout à coup à vivre d'une même vie, à s'aimer, à s'entr'aider. Rien ne se faisait sans l'avis des supérieurs, si ce n'est l'aumône aux pauvres, et lorsque les Esséniens soulageaient les malheureux, la compassion était leur seul mobile. La douceur, l'amour de la paix, la fidélité aux promesses, formaient le caractère général des Esséniens ; ils avaient peu de confiance dans les hommes qui, pour être crus, ont besoin de prendre Dieu à témoin ; ils s'abstenaient de jurements. Leur extrême sobriété prolongeait leurs jours : beaucoup d'entre eux vivaient jusqu'à cent ans.

Un noviciat de trois ans précédait l'admission dans leur communauté ; c'était un temps d'épreuve imposé aux postulants. Le jour de son entrée dans la salle des repas ou le réfectoire, avant de prendre place parmi ses frères, l'Essénien, nouvellement admis, promettait, une dernière fois et solennellement, d'honorer et de servir Dieu de tout son cœur, d'observer la justice envers les hommes, de ne faire volontairement aucun mal à autrui, de détester les méchants, d'assister les gens de bien, de garder la foi à tous, et particulièrement aux rois qui tiennent leur puissance de Dieu. Il promettait, en

cas d'élévation à une charge publique, de ne pas maltraiter ses inférieurs, de garder les mêmes vêtements que ses autres frères, de continuer à rester simplement leur égal; il promettait encore d'aimer la vérité, de ne point souiller ses mains par des larcins, de ne rien cacher à ses frères en matière de religion, et de ne rien révéler aux étrangers, même en face de la mort; de n'enseigner que la doctrine qui lui avait été enseignée, et d'en conserver précieusement les livres ainsi que les noms de ceux de qui il les avait reçus.

La société se partageait en quatre classes : les plus jeunes entouraient les anciens d'un respect religieux. Quelques Esséniens, les plus vertueux et les plus versés dans la connaissance des saintes Écritures, se vantaient d'y découvrir les choses de l'avenir. Il arrive rarement, ajoute naïvement Josèphe, qu'ils se trompent dans leurs prédictions. Il n'était pas permis à un Essénien de manger avec un étranger : lorsque, pour une faute grave, on le chassait de la communauté, il se trouvait réduit à vivre de l'herbe des solitudes. Afin de donner plus d'autorité à leurs arrêts, les Esséniens s'assemblaient toujours au nombre de cent pour juger. Après Dieu, c'est leur législateur qu'ils révéraient le plus; celui qui en parlait avec mépris encourait la peine de mort. Nul n'observait aussi rigoureusement le sabbat que les Esséniens. Ce jour-là, ils se réunissaient dans leurs synanogues, écoutant la lecture et l'explication de la loi. Au rapport de Pline, on ne rencontrait des Esséniens qu'en Palestine, et leur nombre ne s'élevait pas au delà de quatre mille.

Josèphe raconte que, durant la guerre des Juifs contre les Romains, les Esséniens persécutés préférèrent mourir plutôt que de dire du mal de leur législateur et de toucher aux viandes, dont l'usage leur était défendu par leur religion. Les tourments ne leur arrachaient ni plaintes, ni larmes, ils souriaient en face des bourreaux, et, pour prix d'une fidélité courageuse, se promettaient d'immortelles félicités.

Telle était cette secte, la plus avancée des sectes israélites, et dont la morale avait pour mobile et pour principe, comme l'observe Philon, l'amour de Dieu, l'amour de la vertu et l'amour des hommes. Sa gloire est d'avoir, par son esprit et ses tendances, pressenti l'Évangile et les associations monastiques. Ni les livres renfermant les doctrines des Esséniens, ni le nom de leur législateur, objet d'une vénération si profonde, ne sont parvenus à la postérité; cela s'explique quand on songe qu'un mystère enveloppait leur association, et qu'une de leurs obligations les plus sévères était de ne pas révéler leurs enseignements aux étrangers; on peut en conclure aussi qu'aucune intelligence vraiment supérieure ne s'était rencontrée dans la communauté des Esséniens. Le secret imposé aux disciples qui com-

posaient l'institut de Pythagore n'a pas empêché les *Vers Dorés*, ce monument des traditions et des doctrines du grand homme de Samos. Et puisque nous venons de prononcer ici le nom de cet illustre penseur de l'antiquité lointaine, observons que l'enseignement des Esséniens offrait un mélange de préceptes judaïques et de théories morales empruntées aux pythagoriciens; la philosophie grecque avait passé en Judée et frappé quelques esprits contemplatifs. En reproduisant les principaux traits qui peignent un Essénien, nous nous rappelions la vie du pythagoricien, devenue le synonyme d'une vie exemplaire, selon les expressions de Platon [1]. L'association fondée par le vaste génie du philosophe samien, eut à lutter, comme la communauté essénienne, contre d'horribles persécutions, et à la fin se trouva misérablement dispersée dans le monde.

Hérode protégeait les Esséniens, et l'explication qu'en donne l'historien Josèphe est curieuse. Un Essénien, nommé Manahem, avait vu Hérode étudier à l'école avec des enfants de son âge, et lui prédit qu'il régnerait un jour sur les Juifs. Le jeune écolier hésitait à croire à un tel avenir; Manahem, lui donnant un petit coup sur l'épaule, lui rappela sa parole prophétique, lui traça les devoirs d'un bon roi, et en même temps lui annonça que son impiété envers Dieu et son injustice envers les hommes souilleraient la prospérité et la grandeur de son empire. Lorsque Hérode fut roi, il se ressouvint de la prédiction de l'Essénien et le fit venir pour lui demander s'il aurait au moins dix années de règne : « Vous en aurez vingt, trente, » répondit Manahem ; le nouveau souverain des Juifs renvoya son prophète avec de grands honneurs, et depuis lors se montra toujours favorable à la communauté essénienne.

Nous nous sommes arrêtés longuement aux Esséniens, parce qu'on a prétendu que Jésus-Christ était sorti de leur école; nous avons fait ressortir ce qu'il y avait d'excellent dans leurs doctrines et leurs mœurs pour nous donner ensuite toute la liberté de signaler l'immense intervalle qui les sépare de l'enseignement du Fils de Dieu.

En rejetant le mariage, les Esséniens brisaient la pierre angulaire du monde social, supprimaient l'élément constitutif de la grande famille; Jésus apportant à la société son organisation providentielle, ennoblit et consacre le mariage, affermit les lois du foyer, introduit l'ordre, la sécurité dans le sanctuaire domestique; il déclare que l'époux et l'épouse seront deux dans une même chair, et répète qu'ils ne seront plus deux, mais qu'ils formeront une seule chair [2]; Moïse avait permis qu'on répudiât sa femme en lui délivrant un acte de ré-

[1] *République*.
[2] Saint Marc, chap. I, vers. 8.

pudiation[1]; le Sauveur défend à l'homme de séparer ce que Dieu a uni. La facilité du divorce amenait d'effroyables désordres dans les anciens âges. En le proscrivant, le Christ verse dans la société une puissante vie qu'elle n'avait jamais connue.

Les initiés esséniens promettaient de haïr les méchants, et Jésus conversait affectueusement avec les pécheurs et s'en allait disant qu'il était venu pour eux. Et qui donc, avant lui, avait ordonné à l'homme d'aimer ses ennemis, de prier pour ses ennemis! L'Essénien ne devait pas manger avec un étranger, ne devait rien révéler de sa doctrine. Cette communauté, où se pratiquaient de hautes vertus, où se répandaient de belles lumières morales, était impénétrable et murée; les Esséniens gardaient pour eux tout ce qu'ils savaient, ils cachaient en quelque sorte sous les plis de leur tunique le flambeau qui les éclairait; ces avares du monde moral faisaient perpétuellement sentinelle auprès de leur trésor pendant qu'on mourait de faim autour d'eux.

Que fait Jésus-Christ? Il n'y a pas d'étranger pour lui; il appelle tout le monde au banquet de la vérité; non-seulement il enseigne dans le temple, mais encore dans les maisons et sur les places publiques, aux bords des chemins, des fontaines, des fleuves et des mers; il recherche, il instruit toute créature faite à l'image de son père; il n'enferme pas les salutaires clartés sous le boisseau; il n'emprisonne pas la lumière dans je ne sais quelle mystérieuse retraite, mais il inonde l'univers des splendeurs du vrai, du juste, du beau. Dans l'association essénienne comme dans les associations philosophiques et religieuses de l'Égypte, de l'Inde et de la Grèce, il y avait quelque chose d'étroit, de personnel, qui était infiniment loin de ce caractère civilisateur de la doctrine du Christ ouvrant ses deux bras au genre humain. On ne rencontre plus ici les lenteurs de l'initiation; il n'est plus besoin de passer des années sur le seuil de la demeure où réside un peu de vérité, et Jésus ne trace pas des limites au delà desquelles l'erreur gardera son empire; après qu'il a lui-même rempli sa mission sans repos : « ALLEZ, dit-il à ses disciples, ALLEZ, ENSEIGNEZ TOUTES LES NATIONS. » Il portait dans le creux de sa main un océan de vérité et voulut le faire déborder sur le monde.

Les Esséniens avaient placé au-dessus de nos têtes un inflexible destin; au lieu du sort planant sur les hommes, Jésus nous montre NOTRE PÈRE QUI EST AUX CIEUX. Les Esséniens, comme tous les Hébreux, se regardaient comme des frères, mais c'était là une fraternité israélite; le fils de Marie prêche une fraternité universelle. Devant cet enseignement, qui ne pouvait sortir que du cœur d'un

[1] *Deutéronome.*

Dieu, les préjugés de nations et de races doivent tomber, les lois de la guerre doivent s'adoucir, les haines de peuple à peuple doivent s'effacer, la civilisation doit finir par couler à grands flots sur toute la terre. Jésus-Christ ne pouvait donc pas plus sortir de l'école des Esséniens qu'il ne l'aurait pu des écoles de Pythagore et de Platon; il y a entre eux et lui une incommensurable distance; le Fils de Dieu laisse derrière lui le législateur inconnu qui avait établi la secte essénienne, comme l'oiseau du soleil, s'élançant vers la radieuse voûte, laisse le passereau voltiger humblement autour des buissons du chemin. Du reste, il est permis d'affirmer historiquement que Jésus ne fit point partie de cette secte; les contemporains n'auraient pas pu l'ignorer, et les gens de Nazareth, qui ne l'avaient jamais perdu de vue, n'auraient pas été aussi étonnés de la mission que ce *charpentier* de leur cité s'était tout à coup donnée.

Comme Jésus était de Galilée, ses ennemis le soupçonnèrent d'appartenir à une association galiléenne qui venait de se montrer. Un homme de ce pays, appelé Judas, et un pharisien nommé Sadoc, avaient soulevé le peuple contre un recensement opéré par Cyrénius, gouverneur de la Syrie; ils disaient que le gouverneur romain se préparait à réduire la Judée en servitude et qu'une rébellion énergique de la part des Juifs obtiendrait les secours de Dieu. Les mécontents, les méchants, tous ceux qui aimaient la nouveauté, se rallièrent au parti de Judas; le sang coula et des crimes se commirent au nom de la liberté publique; la guerre aux riches devint le mot d'ordre des séditieux. A la suite de longs brigandages, le parti de Judas s'était changé en une quatrième secte qui avait adopté les doctrines morales et religieuses des pharisiens. Mais un trait particulier distinguait l'association galiléenne, c'était un ardent amour pour la liberté et une haine profonde contre le pouvoir; les *Galiléens* reconnaissaient Dieu seul pour roi; ils étaient prêts à subir d'horribles tourments plutôt que de donner à un homme, quel qu'il fût, les noms de Seigneur et Maître; ils trouvaient impie de payer le tribut aux Romains. « C'étaient, disaient-ils, égaler les hommes à Dieu. »

Ponce-Pilate avait fait massacrer plusieurs de ces amis passionnés de la liberté politique pendant qu'ils offraient des sacrifices. On raconta cet égorgement au Sauveur, qui se contenta de répondre : « Pensez-vous que ces malheureux fussent les plus grands pécheurs de toute la Galilée?... Il en est d'eux comme de ces dix-huit hommes sur qui tomba la tour de Siloé et qui périrent; croyez-vous qu'il n'y avait pas de plus coupables qu'eux à Jérusalem [1]? » Les pharisiens

[1] Saint Luc, chap. XIII.

et les hérodiens auraient bien voulu quelque prétexte pour jeter sur Jésus tout l'odieux qu'inspirait la secte galiléenne, et perdre ainsi le fils de Marie dans l'esprit du gouverneur romain; c'est alors qu'ils imaginèrent d'envoyer demander au Sauveur s'il fallait payer le tribut à César. On sait la réponse qui fut faite; cette réponse fermait la bouche à ces ennemis d'un jour que le Rédempteur rencontrait sur ses pas, et posait, pour servir de règle à travers les temps, les devoirs des peuples à l'égard des rois.

Nous avons écrit tout à l'heure le nom des hérodiens. C'était une association ainsi appelée d'Hérode le Grand, dont elle aurait voulu faire le Messie. Les victoires et les richesses de ce prince avaient paru comme des signes certains qui l'établissaient le libérateur longtemps promis; les hérodiens ne se formaient du Messie qu'une idée grossière; or, la magnificence de l'Iduméen répondait bien autrement à leurs terrestres espérances que la divine pauvreté de l'artisan de Nazareth. Ils suivaient en matière religieuse les mêmes voies que les saducéens. L'histoire a peu parlé de cette cinquième secte israélite, et tout ce que nous savons de particulier, c'est que l'anniversaire de la naissance d'Hérode était pour elle un jour de fête solennelle.

Pour nous faire une plus complète idée de l'état des opinions religieuses à l'époque du Messie, nous sortirons de la Judée; nous irons visiter autour d'Alexandrie et du côté du lac Mœris les Thérapeutes, dont le nom grec nous indique leurs mystiques études dans le but de guérir les maladies de l'âme. Nous ne reproduirons point ici tous les détails que nous a transmis Philon [1] sur leurs pratiques et leurs habitudes, et qui annoncent chez les Thérapeutes une évidente parenté religieuse avec les Esséniens. Les Juifs emmenés ou retirés en Égypte à la suite des diverses calamités tombées sur Jérusalem, avaient pu mêler les souvenirs de la loi des aïeux aux doctrines de l'institut pythagoricien, dispersé alors aux bords du Nil comme en d'autres contrées de l'Orient. Munis de ce pieux mélange, les plus fervents adorateurs de Jéhovah, donnant leurs biens, fuyant les cités, cherchaient dans les profondes retraites l'oubli des malheurs de la patrie hébraïque et un aliment à leur besoin de repos contemplatif. Ils montraient ainsi les premiers exemples d'associations monastiques dans ces contrées où Paul devait ouvrir la voie d'une perfection ascétique bien autrement divine. Les rigueurs de la vie de ces moines israélites les ont fait prendre pour des chrétiens; mais il est certain que, longtemps avant Jésus-Christ, les Thérapeutes méditaient et priaient dans leurs cellules ou *semnies*, qu'ils

[1] *De la Vie contemplative.*

chantaient de graves cantiques d'adoration dans leurs assemblées, et mangeaient, une seule fois par jour, après le coucher du soleil, du pain et des racines assaisonnées d'un peu de sel. Philon nous apprend que les Thérapeutes recevaient parmi eux des femmes au déclin de l'âge et vouées au célibat; ils avaient, après chaque période de sept semaines, une fête qui se terminait par des chœurs de danses sacrées; ces danses, dit Philon, offraient une image des chœurs et des harmonies célestes. Les Thérapeutes étaient fort avancés dans le spiritualisme et la mortification de la chair. Lorsque saint Marc fonda une église à Alexandrie, il trouva dans l'association des Thérapeutes une préparation heureuse à recevoir l'enseignement chrétien.

Au milieu des écoles ou des partis hébraïques que nous venons d'apprécier, il existait une sorte d'association philosophique et religieuse qui possédait un système particulier pour l'explication de Dieu et du monde, et qu'on regardait comme dépositaire du sens caché des Écritures : c'étaient les Cabalistes. Il ne nous appartient pas de nous en occuper longuement, car nous ne pourrions trouver dans leurs doctrines le moindre rapport avec la mission religieuse du fils de Marie; mais il importe de les mentionner. Les Cabalistes, comme leur nom[1] l'indique, recevaient par initiation des enseignements qui restaient secrets. En partant de l'idée que chaque passage des livres saints renferme un sens visible et un sens caché, ils se lançaient dans l'immensité des spéculations incertaines. Un recueil[2] imprimé dans la dernière moitié du dix-septième siècle nous a transmis ce qui a été écrit sur la cabale rabbinique : ce sont d'épaisses ténèbres amassées par les caprices de l'imagination d'Orient. Une comparaison tirée d'un ancien fragment cabalistique nous fait comprendre comment les hommes de cette école expliquaient Dieu et l'univers. La matière n'est pour eux qu'une certaine forme accommodée à notre organisation; ils supposent une substance éternelle qu'ils appellent *la lumière de l'infini;* elle circule dans l'univers *par des canaux qui s'arrosent et s'illuminent mutuellement jusqu'à la splendeur et à la bénédiction de tout le monde*, semblable au sang coulant de l'une à l'autre veine et entretenant ainsi la vie dans le corps de l'homme. Ce système d'un tout éternel, soutenu, animé, vivifié par une sève immense, c'est le panthéisme tel que l'enseignaient Xénophane de Colophon, Démocrite, Épicure, Straton, tel que Spinosa l'a renouvelé il y a deux siècles et qu'on le reproduit encore de nos jours[3]. Les Cabalistes avaient imaginé des séries ou

[1] *Kabla* veut dire, en hébreu, *réception.*
[2] Knorrius de Rosenroth : *Kabala denudata.*
[3] Dans un écrit de M. de Lamennais, intitulé *De la Religion,* nous trouvons une

des chaînes par lesquelles on pouvait remonter des choses inférieures aux choses supérieures, de la terre au ciel. Nous ne dirons rien de la cabale magique ou pratique qui naquit de la cabale spéculative, et qui s'est perpétuée sous des noms divers en Orient et en Occident.

Telles étaient ces écoles ou associations hébraïques qui, de loin, se perdent si obscurément autour de la rayonnante image du Sauveur du monde. Il nous fallait constater l'état des esprits et des doctrines en Judée et en Orient alors que ce jour de vérité se levait si beau.

Ceux qui croient attaquer la divinité du christianisme en y découvrant des rapports avec les philosophies anciennes et les enseignements précédents, ne l'ont jamais compris. Jean-Baptiste n'a pas été le seul précurseur du Christ. Durant les quatre mille ans antérieurs, chaque vérité qui est entrée dans l'esprit de l'homme a été comme un bienfait du ciel pour remettre le monde en des routes meilleures. Depuis Moïse, à qui Dieu avait parlé comme un ami parle à un ami, jusqu'à Platon qui, dans un prophétique rayon de génie, vit le Juste mis en croix, jusqu'à Philon, l'illustre juif d'Alexandrie, dont les traités renferment une si haute morale, tout homme mis en possession de quelques clartés, de quelques notions utiles au genre humain, a été comme providentiellement chargé de préparer la Voie du Seigneur : Jésus se montre à nous comme la représentation magnifique de la vérité universelle oubliée, perdue ou dispersée, comme l'adorable complément de tout ce que le monde a jamais pressenti de grand et de vrai.

Cette doctrine n'est pas nouvelle : cent cinquante ans après la mort de Jésus-Christ, saint Justin, le philosophe de Sichem, dans sa première apologie adressée à l'empereur Antonin le Pieux, disait que, même avant la naissance du Sauveur, il y avait eu des chrétiens, parce que, ajoutait-il, Jésus-Christ est le verbe de Dieu et la raison dont tout le genre humain participe : ceux qui ont vécu suivant la raison sont chrétiens.

Les lumières qui se sont montrées en Palestine à l'approche du verbe incarné, ont précédé sa gloire, mais ne l'ont point diminuée.

définition de la création tout à fait conforme à la pensée et à l'image de l'ancienne école cabalistique : «... La force, la forme dans ses innombrables variétés, la vie, qui en est le lien, y circulent (dans la création), en quelque manière, comme la séve dans la plante, comme le sang dans les animaux, d'un mouvement qui ne s'arrête jamais ; et de ce mouvement éternel, universel, résulte, par l'union des êtres entre eux et avec leur auteur, que perpétuellement il opère l'unité de la création, qui se résout dans Dieu même. » Ceci est donc une nouveauté philosophique qui date de vingt-cinq siècles !

Chaque matin, l'univers nous offre une image de ce qui s'accomplit alors, et c'est là une loi de l'harmonie éternelle. On ne passe pas tout à coup de la nuit au soleil; des clartés courant dans l'espace vous avertissent que la venue du grand astre est prochaine; l'horizon blanchit et s'illumine. Ainsi des rayons précurseurs annonçaient Jésus-Christ, ce soleil de la création morale.

Que de choses nous aimerions à redire pour saluer cet Évangile qui se dresse sur l'univers comme un drapeau de lumière, de consolation et de liberté!

Ce fut une étonnante parole que celle qui fut entendue un jour sur la colline des Béatitudes, à peu de distance du lac de Génésareth : « Heureux ceux qui pleurent! » disait la divine voix. Jusque-là, on avait dit : « Heureux les riches! heureux les puissants! heureux ceux qui, par l'opulence ou par la force, font de leur vie un enchaînement de désirs remplis, d'ambitions rassasiées! » Mais qui eût songé à proclamer le bonheur dans les larmes, dans les afflictions? L'antiquité païenne était sans entrailles; elle interdisait la piété comme une lâcheté; les vaincus, les pauvres, les infirmes, tous les hommes déshérités des biens de la vie étaient réprouvés; la faiblesse et la souffrance n'avaient guère le droit de s'adresser aux dieux : les maîtres de l'Olympe ne regardaient avec complaisance que les dominateurs et les forts. On peut dire qu'ils aimaient surtout ceux qui n'avaient pas besoin d'eux; ils souriaient aux grandeurs et aux joies de la terre, jamais aux visages abattus, aux pâles fronts sillonnés par les durs travaux. Puis, voilà qu'on enseigne que la douleur est un bien, qu'elle est sainte et féconde, qu'elle ennoblit l'homme et le prépare aux plus hautes destinées; qu'elle n'est point un signe de honte et de délaissement, mais un sceau d'élection et de gloire, une mystérieuse loi qui ferme l'abîme et ouvre les cieux. Oui, vraiment, c'était là une *bonne nouvelle* annoncée à l'univers. Les dieux anciens avaient rejeté de leur face les trois quarts et plus du genre humain. Le Dieu nouveau appelait à lui, avec des accents de miséricorde et d'amour, l'humanité tout entière. Le paganisme et le christianisme se trouvent appréciés par ce seul fait; l'invention humaine et la révélation divine sautent aux yeux.

Une remarque à faire, c'est que, pendant quatre mille ans, le genre humain fut sans consolateurs. Alors, comme aujourd'hui, on voyait tomber dans les bras de la mort, ses amis, sa famille, et nul n'avait le secret d'adoucir les blessures du cœur. On se séparait des compagnons et des soutiens de ses jours; ce qu'on avait chéri disparaissait dans le silence d'une impénétrable nuit, dans la morne profondeur d'un tombeau; les vers, hideux convives du sépulcre, dévoraient les objets d'une vive affection; on restait seul, on ne retrouvait

plus autour de soi ces regards, ce sourire, où se peignait une âme bienveillante ou tendre; on n'entendait plus ces voix qui tour à tour apportaient les conseils de l'expérience, les douces assurances de l'amitié : la mort laissait dans une effroyable solitude celui qu'elle n'avait pas voulu frapper; auprès de lui venait bourdonner la parole humaine, impuissante et glacée; elle le plaçait dans l'alternative du désespoir ou de l'oubli, qui est une seconde mort! Oh! comme la sensibilité souffrait dans l'ancien monde! comme les cœurs aimants devaient se briser! Rien alors de plus épouvantable que le cercueil; une ténébreuse confusion enveloppait les doctrines de la vie à venir, et le trépas était une séparation toute pleine d'inexprimables angoisses. Durant quarante siècles, les hommes ont versé sur les tombeaux des larmes sans espérance.

Si les consolateurs manquaient au genre humain autour des cercueils, ils lui manquaient aussi dans les pénibles luttes contre la faim, contre les souffrances, contre l'iniquité. Pas un coin de terre, pas un coin du ciel d'où pût venir une douce parole aux misérables condamnés aux tortures d'ici-bas. L'aveugle loi du destin, sous laquelle ils se croyaient placés, était un tyran qui mettait sa joie dans les gémissements, les ruines, les funérailles : c'était le génie du mal se faisant le pasteur des hommes, c'était quelque chose de pareil à ce monstre dont nous parle le poëte, qui dévorait dans son antre des créatures humaines. Les enfants de la terre s'en allaient comme des bêtes de somme sous le bâton d'un farouche gardien, ou vivaient comme des esclaves travaillant dans le domaine de celui qui les a achetés. Les clartés du génie sortirent de temps en temps du fond de cette masse humaine, comme pour rappeler aux oppresseurs que les multitudes, parquées ainsi qu'un vil bétail, étaient des hommes, et que si la royauté de la force grondait sur leur tête avec la terreur de la foudre, il y avait une autre royauté, celle de l'intelligence, qui aimait à resplendir dans les rangs des opprimés.

Béni soit le christianisme, qui descendit comme un consolateur universel, qui changea chaque plainte en espérance, et fit des souffrances comme un cortége de jeunes immortelles chargées d'accompagner l'homme dans son pèlerinage vers Dieu! Béni soit cet enseignement sublime par lequel les morts ne sont plus que des absents ayant pris les devants dans l'éternité; enseignement divin, qui nous montre dans le tombeau un grand révélateur, dans le trépas une transformation radieuse, qui, au lieu de briser les liens du cœur, l'intimité des intelligences, les resserre, les rend plus forts et plus purs, en les affranchissant du poids corporel; enfin, qui établit entre le monde visible et le monde invisible une communauté de sentiments et de pensées dont le charme est de l'extase!

La langue qui se parle au milieu des bruyantes agitations de la terre ne pourra jamais redire les entretiens sacrés avec un père ou un ami chrétien parti pour les demeures éternelles : on l'associe à ses joies et à ses peines, on l'interroge et on l'écoute; la mort lui a donné un caractère auguste, qui lui assigne un rang parmi les esprits des cieux ; nous lui demandons avec plus de confiance qu'autrefois des conseils et son aide. Nous repassons en sa compagnie les jours et les événements évanouis, nous les apprécions mieux, nous les jugeons comme des hauteurs célestes. Si nous l'interrogeons sur les choses présentes, il nous semble lui entendre révéler d'importants secrets ; sa voix tant aimée nous arrive du séjour de la paix et de la lumière, et quelque chose des régions qu'il habite passe en nous : c'est un rayon qui traverse nos ténèbres. O sainte harmonie entre nous et l'ami qui n'est plus!

Le penseur qui aura le plus creusé le sol moral, qui aura le plus profondément réfléchi sur les misères de ce monde, comprendra le mieux l'excellence de la doctrine chrétienne et la magnificence des trésors que l'Évangile nous a révélés. Pour avoir la mesure de l'immense bienfait de l'enseignement chrétien, il faudrait qu'il fût possible de voir défiler devant soi toute la multitude des afflictions humaines. Mais est-il donné à l'œil de quelqu'un d'entre nous de compter toutes les douleurs d'ici-bas? Dieu seul, lui qui voit ce qui est caché dans les entrailles du globe et dans les mers profondes, connaît tous les maux, tous les supplices, toutes les agonies des cœurs mortels. Et si on pouvait, par un effort du génie, se représenter un moment l'universalité des afflictions humaines dans leur réalité, on s'enfuirait épouvanté, cherchant un refuge contre ce spectacle inénarrable. Ce n'est pas uniquement des séparations du trépas que naissent les déchirements intérieurs : la mort frappe des coups dont notre nature est ébranlée; mais parfois le malheureux invoque la mort! La Vie a, autant que le Trépas, des dards qu'elle enfonce dans l'âme; seulement le sang de ces blessures-là coule en silence : chaque homme, quel qu'il soit, emporte avec lui sa secrète peine; il la promène à travers les fêtes de la terre, et l'invisible flèche suspendue à ses flancs ne le quitte jamais. Voyez, il y a de l'ombre sur tous les fronts ; elle est plus ou moins noire, selon qu'il règne dans la conscience plus ou moins de sérénité : la souffrance a son ombre comme la montagne a la sienne. Si donc toutes ces douleurs réunies se montraient à découvert, et si la vallée de larmes, se dépouillant de ses voiles menteurs, de ses fleurs sans parfum et sans racines, nous apparaissait dans son entière vérité, nous nous trouverions face à face avec un abîme où gronde une éternelle tempête, et tous les bruits que nous entendrions aux quatre coins de la vaste demeure

éclairée par le soleil seraient des notes plaintives, des gémissements. La peinture de cet immense gouffre vivant dépasserait toute puissance d'artiste ou de poëte : le pinceau, la plume ou la lyre tomberait des mains!

Instinct étrange! l'homme qu'un souffle peut abattre, comme pour se venger de la fragilité de ses jours, n'aspire qu'à détruire! la foi religieuse, qui apporte un remède à ces maux infinis, doit soutenir d'incessantes guerres! Ce n'est plus la haine qui l'attaque, c'est une sorte d'inquiétude philosophique, lasse d'admirer et d'aimer ce qui a été, et demandant à la science ou à la contemplation quelque chose de nouveau : c'est la rébellion de l'esprit contre le joug des autorités anciennes. Il y a encombrement de théories nouvelles et de systèmes rénovateurs; on nous répète que le catholicisme, cette vaste et magnifique expression de notre passé religieux, ne suffit plus aux générations nouvelles, et qu'après avoir salué de loin tous ces souvenirs de la piété naïve de nos pères, il faut s'aventurer vers d'autres rivages, vers d'autres cieux; semblable à saint Christophe, qui avait porté son Dieu sur ses épaules, de l'autre côté de la rivière, le novateur religieux veut se charger de la pensée du Christ pour la porter de l'autre côté des temps!

Plusieurs se trompent sur le caractère et la nature de la religion catholique, la religion des aïeux; ils n'y voient qu'une forme nécessairement destinée à recevoir des modifications diverses selon les vicissitudes des siècles. Le catholicisme n'est pas comme un vêtement du Christ qui peut changer ainsi que toutes les images du monde extérieur, c'est la doctrine chrétienne elle-même enseignée aux hommes par une autorité constituée au nom du Dieu rédempteur. Cette doctrine, étant la vérité, doit rester éternellement la même, parce que la vérité demeure une et immuable au-dessus de la vie et du temps, au-dessus des tourbillons de poussière que fait l'erreur, au-dessus des bouleversements perpétuels qui s'accomplissent dans le monde. Il n'est donc pas philosophique, pas logique, pas admissible de dire qu'il puisse y avoir une nouvelle vérité religieuse appropriée à chaque grande époque de l'histoire de l'humanité. L'Évangile, tel qu'il a été prêché depuis dix-huit siècles, suffira pour éclairer la grande caravane humaine, jusqu'à ce que, sortant des déserts de la vie, elle parvienne à l'éternelle et radieuse montagne où Dieu réside. Il n'y a ni découverte, ni révolution, ni crise morale qui puisse prendre au dépourvu ce guide immortel qu'on nomme l'Évangile....

Le Christ des catholiques n'est pas un Dieu relégué au fond des vieux siècles comme une idole au fond d'un vieux temple oublié. Il n'est point resté en route et ne s'est pas effacé comme un souvenir de

légende ; il est encore le Dieu dont la doctrine plane sur le monde et le console ; à ses pieds les nations passent et se renouvellent, et la victoire du Sauveur dure toujours. Votre progrès ne veut pas de notre Dieu, tel qu'il est adoré aujourd'hui encore par tant de millions d'hommes, dans les basiliques, dans les chapelles, sous la hutte du sauvage, aux dernières limites de l'univers connu. Dites-nous en quoi le Dieu des catholiques pourrait gêner votre progrès, et comment il coupe les ailes des nouveaux enfants de la terre ; dites-nous quelle est l'amélioration véritable que le catholicisme ne puisse pas favoriser ; apprenez-nous s'il est une religion qui, plus que la nôtre, contribue à la grandeur morale de l'homme et à son développement intellectuel, s'il est une religion qui puisse conduire l'humanité à de plus magnifiques destins, même ici-bas? Faites-vous rapide et puissant pour mesurer les hautes cimes à la manière de l'aigle, allez avant dans les secrets de la vie et de la mort, creusez, approfondissez, méditez à votre aise : toutes les fois que vous arriverez à ce qui est vrai, à ce qui est beau, à ce qui est grand, vous serez soutenu, excité par la pensée catholique.

Dans un inexprimable et bien pitoyable orgueil, nos contemporains se sont jugés trop forts pour suivre la religion des ancêtres. Emportés sur les ailes de la science comme Élie sur son char de feu, ils ont vu les plus lointains horizons, et l'immense étendue n'a plus eu de mystères pour eux. Montrez-nous donc vos œuvres, ô grands esprits! Les plus beaux génies qui aient paru depuis l'établissement du christianisme ont soutenu cette doctrine ; vous êtes sans doute plus érudits, plus clairvoyants, plus profonds qu'Origène, saint Jean-Chrysostome, saint Jérôme, saint Augustin, saint Thomas d'Aquin, Bâcon, Descartes, Pascal, Bossuet, Leibnitz ; vous avez découvert des trésors de lumière que ces génies ne soupçonnaient pas. Étalez donc sous nos yeux vos meilleurs travaux en histoire, en philosophie, en morale. Vous êtes des enfants malades, qui vous tourmentez au milieu des ruines que vous avez faites ; vous êtes toujours sur le point de partir pour les grandes découvertes dans le monde moral, et vous êtes toujours là ; vous vous donnez à chaque heure pour les élus de la création appelés à l'empire universel, et tout vous échappe, et tout meurt, dans vos mains ! La postérité s'étonnera du vaste bruit qu'a fait notre âge pour arriver à si peu. Nos contemporains n'ont pas même le mérite d'être les inventeurs de leurs propres erreurs ; ils les ont ramassées dans les sépulcres des anciens âges. Sans parler du panthéisme, qui est une des plus antiques monstruosités philosophiques, nous dirons que toutes les aberrations religieuses actuelles et toutes les objections de nos contemporains contre la foi ont été, il y a bien longtemps, présentées avec le plus formidable

appareil de la science, et qu'elles ont été anéanties par les Pères de l'Eglise, ces vivants océans d'érudition, d'éloquence et de génie.

Malgré le souffle religieux qui semble animer la génération nouvelle, malgré un sérieux commencement de retour vers la foi chrétienne parmi nous, l'erreur garde encore un grand empire; plus d'un jeune homme, au début de sa carrière, l'esprit faussé par des systèmes catholiques, se croit obligé d'abandonner l'Eglise pour ne pas avoir l'air de se placer en dehors de son siècle. Le jeune homme, à son entrée dans la société, ayant sa tâche à commencer et une route à choisir, se laisse persuader que le monde religieux est à refaire; qu'il faut tourner son âme ailleurs que du côté de la chapelle des aïeux; qu'il faut quitter ce qui avait d'abord paru doux, bon, charmant et saint. Douloureuses perplexités d'un noble cœur! Il se sent entraîné vers les croyances qui ont enchanté son enfance, vers la naïve et divine poésie de Nazareth et de Bethléem, vers tout ce monde de foi d'où sont sorties les plus grandes et les plus complètes choses, et voilà que la Science est arrivée au-devant de lui, en disant: « Jeune homme, dépouille-toi de cette blanche tunique qui rappelle une religion évanouie sans retour, prends la robe virile, la robe de l'indépendance, et viens avec moi, car j'ai un monde nouveau à t'offrir! »

Ainsi parle la fausse science, perfide sirène qui mène à la mort. Le jeune homme cache sa tête et pleure; il demande un jour de délai pour dire adieu à ce qu'il abandonne, pour sourire encore à des illusions qu'on lui arrache et donner un dernier regret aux célestes demeures d'où on l'exile. Poëte, il chante le suprême cantique autour de la religion des ancêtres dont on annonce les funérailles; il la couvre de fleurs, l'environne de parfums, et puis l'ensevelit comme on ensevelit une mère. Ce devoir une fois rempli, le malheureux orphelin, le proscrit de la vérité catholique, s'en va péniblement à la conquête des promesses que la science lui a faites. Promesses vaines! Le christianisme philosophique découvert par la science ne lui présentera que d'arides solitudes; comme Agar, il se verra près de mourir de soif au désert, et si un ange ne vient point lui montrer la source de la foi, le jeune homme tombera d'épuisement et de douleur, et les animaux de la solitude se disputeront ses restes...

Parfois il nous est arrivé de ne pas oser lever les yeux sur nos futures destinées, car la page de l'avenir du monde nous paraissait écrite en formidables caractères. Mais nous avons entendu une puissante voix intérieure qui nous a dit: Homme de peu de foi, pourquoi craignez-vous? En effet, pourquoi craindre? Derrière ceux qui font l'office de la tempête il y a des hommes qui préparent le sol, répandent les semences fécondes et implorent la rosée. On tomberait dans

une blâmable faiblesse si on se laissait décourager par les courtes et apparentes victoires de l'erreur sur la vérité; l'erreur, quoi qu'elle fasse, reste toujours erreur, et la vérité, à quelque épreuve qu'elle soit soumise, reste toujours vérité. Nous nous souvenons de ce que nous disait un cheik sous la tente arabe, dans cet Orient où la poésie prête son langage à la raison : « Le plus grossier caillou peut briser un vase d'or, mais le caillou n'en reste pas moins grossier et l'or moins précieux. La poussière, ajoutait le cheik, a beau s'élever vers le ciel, elle n'en est pas moins vile. »

Oui, la religion du Christ, partie de Jérusalem, est trop profondément gravée dans le cœur de l'homme pour qu'il soit possible de l'en arracher; elle donne aux sociétés trop de force et de gloire, elle exprime trop complétement les besoins du genre humain pour qu'on puisse la tirer du milieu des nations : désormais, pour supprimer le christianisme, il faudrait supprimer l'humanité.

POUJOULAT.



DES

JUGEMENTS CONTEMPORAINS

SUR LE PROTESTANTISME.

Le mouvement religieux dont peut justement se glorifier notre génération, ce mouvement dont le progrès doit apaiser tant de souffrances, soit dans l'ordre social, soit dans la vie privée, est trop souvent entravé par le zèle aveugle de ceux-là même qui prétendent le servir avec le plus d'ardeur. Identifier la cause du Catholicisme avec celle de l'absolutisme et de l'inquisition espagnole, c'est donner raison à ceux qui, en 1689 chez nos voisins, en 1790 chez nous, ont confondu dans une même proscription la marche plus ou moins critiquable du pouvoir temporel et les vérités éternelles de notre sainte religion. Cette révocation de l'édit de Nantes que l'on affecte de préconiser aujourd'hui, a eu le double tort de substituer les dragonnades aux conversions volontaires si nombreuses pendant la première partie du XVIIe siècle, et de fournir une arme puissante aux ennemis de la religion, comme à ceux de l'ancienne monarchie. « On » ne voit pas, dit M. le comte de Montalembert [1], que le Catholicisme » ait gagné quelque chose en France à la révocation de l'édit de » Nantes; au contraire, il a toujours été en déclinant depuis lors » jusqu'à nos jours. » J'ajouterai, pour compléter la pensée de l'illustre écrivain, que, si la religion catholique s'est relevée de nos jours, c'est précisément lorsque ses défenseurs les plus autorisés ont abdiqué les doctrines qui ont dicté cette révocation et qui en inspirent encore aujourd'hui les imprudents apologistes [2]. Nous préfé-

[1] *Des intérêts catholiques*, chap. VI.

[2] Ces doctrines impliquaient naturellement la solidarité de l'Église et de

rons pour notre compte, à toutes les prétendues victoires de la force matérielle sur les consciences dissidentes, les succès pacifiques remportés par Bossuet, lorsqu'il écrivit l'*Exposition de la doctrine de l'Église catholique*, ce chef-d'œuvre de modération autant que de génie. Les conversions ainsi obtenues par la force de la raison et de la vérité ont une tout autre valeur que ces conversions dictées par la peur ou par l'hypocrisie, que ne repoussaient point assez l'opinion et les mœurs au XVIIe siècle.

Aujourd'hui que les apologistes de la révocation de l'édit de Nantes sont loin de pouvoir invoquer en leur faveur l'état de l'opinion et les institutions du pays, leurs récriminations exagérées contre l'hérésie, qu'ils semblent menacer d'un appel au bras séculier, ne peuvent d'abord qu'affaiblir cette tendance au retour vers l'unité, si manifeste au sein même du Protestantisme. Et d'autre part, cette polémique à outrance amène, par une réaction fâcheuse, mais inévitable, les esprits voués au culte du rationalisme, à réhabiliter la Réforme, en reprenant la vieille thèse qui confond la cause de Luther et de Calvin avec celle de la raison et de la liberté. Nous devons signaler, comme symptôme de cette réaction, une publication qui date déjà de quelques mois, mais sur laquelle nous croyons devoir appeler l'attention du lecteur, parce qu'elle a fait une assez vive sensation dans le monde littéraire. Nous voulons parler de l'appréciation de M. Charles de Rémusat sur *la Réforme et le Protestantisme*[1], appréciation d'autant plus dangereuse que les tendances les plus hostiles au Catholicisme s'y cachent sous les apparences d'une impartialité toute philosophique.

Mais, pour nous expliquer cette réaction éminemment regrettable, il faut bien nous rendre compte du système, trop accrédité aujourd'hui, qui l'a provoquée. Le meilleur moyen de remettre en honneur les idées révolutionnaires, c'est de confondre dans une même réprobation le débordement d'anarchie et d'impiété qui a déshonoré la révolution française, et ce qu'il y a eu de nécessaire, de vraiment providentiel dans les réformes opérées en 1789. Eh bien! les mêmes esprits qui trouvent tout admirable dans les institutions abolies à cette époque, y compris même la torture, prononcent également une condamnation absolue contre le mouvement de civilisation

l'État, comme le prouvent assez les passages suivants des lettres de Louvois, citées par Rulhières (*Eclaircissements sur la révocation de l'édit de Nantes*, Appendice). « Sa Majesté veut qu'on fasse sentir les dernières rigueurs à » ceux qui ne voudraient pas suivre *sa* religion... Sa Majesté désire que vous » vous expliquiez fort durement contre ceux qui voudront être les derniers à » professer *une religion qui lui déplait.* »

[1] *Revue des Deux-Mondes*, n° du 15 juin 1854.

qui s'est manifesté au XVI[e] siècle, et s'imaginent servir la cause du Catholicisme en la rendant solidaire de la féodalité et des traditions du moyen âge. N'est-ce point là le moyen de ranger sous la bannière du Protestantisme les amis du progrès et des idées modernes? Il est aussi injuste, après tout, de voir dans le moyen âge le type idéal du Christianisme que de le frapper de la proscription aveugle dont il était l'objet autrefois. L'Église a eu d'admirables commencements dans les premiers siècles, elle a brillé d'un vif éclat au milieu de la barbarie de l'époque intermédiaire, mais elle n'en a pas moins eu sa grandeur dans les temps modernes. Saint Augustin, saint Bernard et Bossuet peuvent être envisagés comme les types de ces trois phases de la civilisation chrétienne, que l'on ne comprend bien qu'à condition de ne les point scinder. S'attacher exclusivement à la seconde époque, n'est-ce point, en quelque sorte, renouveler sous une autre forme l'hérésie qui ne voit rien de bon et de louable en dehors de la première? C'est à ces tendances exclusives qu'il faut s'en prendre, si aujourd'hui des écrivains comme M. de Rémusat, tombant dans l'excès opposé, remettent en question les vérités acquises à la cause catholique par un demi-siècle de discussions et de travaux scientifiques.

« Parmi les choses qu'on a voulu mettre à la mode dans ces dernières années, dit M. de Rémusat, il faut compter le dédain du Protestantisme. On a dit et répété avec la plus grande assurance que ce n'était pas une religion. » Le spirituel écrivain, ne pouvant nier le courant qui entraîne les esprits vers le Catholicisme, prétend en expliquer l'existence par l'influence de la mode. Il a raison, s'il veut parler du système catholico-absolutiste qui a pris faveur dans ces dernières années. Mais ce système n'a rien de commun avec le mouvement religieux qui a survécu de nos jours à tant de fluctuations sociales, et auquel se sont ralliés une foule d'esprits, d'opinions d'ailleurs bien diverses. Ce ne sont point ces esprits qui professent le *dédain* du Protestantisme et qui le confondent avec le socialisme, voir même avec le communisme ; mais ils le condamnent après des études consciencieuses au nom de la logique et au nom de l'histoire. C'est se faire la part trop belle que de se donner exclusivement pour adversaires ceux qui ne voient plus que désordre là ou règne une certaine liberté, ceux qui veulent l'*unité à tout prix*, l'unité silencieuse. La condamnation du Protestantisme est un peu plus ancienne que le système auquel le *Correspondant* s'est toujours fait honneur de résister. Le drapeau de la liberté religieuse n'a pas été déserté par tous, et grâce à Dieu, il ne manque pas de catholiques modérés qui sont demeurés partisans des libertés honnêtes, tout en entendant la liberté autrement que ne l'entendaient Luther et Cal-

vin. Que nous parle-t-on de *frivolité sceptique*, de *rigorisme futile !* Il s'agit, après tout, non d'un mouvement passager de l'opinion des salons, mais d'une révolution toute scientifique, d'une transformation dans les idées reçues sur la papauté et sur la réforme, transformation à laquelle les historiens protestants eux-mêmes ont puissamment contribué : toutes choses que M. de Rémusat sait aussi bien que nous, mais que de regrettables préoccupations lui font maintenant oublier. Traiter de *rigorisme futile* la revendication des droits de la vérité contre d'injustes préjugés, c'est professer ouvertement l'indifférence en matière religieuse ; et quant au *scepticisme*, ce qui conduit à cette extrémité, désavouée par la religion aussi bien que par la saine philosophie, c'est la doctrine du libre examen, et non celle de l'autorité.

Voyons maintenant quelles sont les raisons alléguées pour réhabiliter les communions protestantes, et spécialement Luther ; car c'est au patriarche peu vénérable du Protestantisme que s'attache surtout M. de Rémusat, et c'est le principe même de la Réforme qu'il entreprend de justifier.

Il reproche d'abord à tous ceux qui ont écrit l'histoire de la Réformation, de la faire commencer à la querelle des Indulgences, au lieu de remonter à la doctrine de la justification par la foi, professée par Luther et par Zwingle longtemps avant la fameuse mission du dominicain Tetzel. Il cite à cet égard Voltaire et Bossuet. Cela est parfaitement vrai en ce qui touche Voltaire, dont on connaît la triste manie de rattacher les grands événements aux causes les plus mesquines. Ce n'est pas traiter sérieusement l'histoire que de dire avec l'auteur de l'*Essai sur les mœurs* : « Cette grande révolution dans » l'esprit humain et dans le système politique de l'Europe commença » par Martin Luther, que ses supérieurs chargèrent de prêcher con- » tre la marchandise qu'ils n'avaient pu vendre. » Mais quant à Bossuet, nous craignons fort que M. de Rémusat n'ait fait une étude beaucoup trop superficielle de l'*Histoire des variations*, pour laquelle il professe une admiration purement littéraire. Bossuet ne consacre que quelques lignes à la querelle des Indulgences, tandis qu'il donne des développements fort considérables sur la théorie de la justification par la foi, à laquelle M. de Rémusat attache avec raison une grande importance. Au surplus, le fait que cette théorie avait été professée avant la prédication de Tetzel est bien connu de tous ceux qui ont étudié avec soin l'histoire du luthéranisme : on peut consulter, à cet égard, les *Mémoires de Luther*, par M. Michelet [1], l'*His-*

[1] Lors de la publication de ces mémoires, en 1835, M. Michelet était loin de professer les opinions qu'il a adoptées depuis. Ceux qui ne connaissent que ses derniers ouvrages, liront avec étonnement la préface des *Mémoires de Lu-*

toire de Luther, par M. Audin, et surtout l'*Etude psychologique de Jarcke sur Luther*, dont M. de Cazalès a publié la traduction dans cette Revue[1]. Ce sont des écrivains protestants et incrédules qui ont beaucoup insisté sur les Indulgences, afin de reprocher à l'Église romaine des abus qu'ils ont singulièrement exagérés. Si nous avions à revenir sur cette fameuse querelle, il ne nous serait pas difficile de démontrer que Tetzel, bien qu'entraîné quelque fois trop loin, dans ses démonstrations extérieures, par son zèle pour la papauté, n'a point enseigné les énormités dont on l'a chargé. Il résulte, en effet, de la publication de ses sermons faite par un éditeur protestant, que ses doctrines étaient parfaitement d'accord avec la saine théorie des Indulgences, avec celle que professe Bossuet[2]. Mais nous n'insisterons pas sur ce point, puisque le nouvel apologiste de la réforme y attache peu d'importance.

Le principe de la réformation, suivant lui, « ce n'est pas une cer-» taine théorie de la constitution de l'Église, ce n'est pas telle ou » telle doctrine touchant l'Eucharistie et les autres sacrements, ce » n'est pas davantage la haine des excès de la puissance pontifi-» cale, encore moins un esprit général d'innovation et de résistance » à l'oppression, encore moins, s'il est possible, l'idée d'opposer la » raison à la foi, ou même l'examen à l'autorité. Le principe de » cette révolution est religieux et non révolutionnaire, c'est la jus-» tification par la foi et seulement par la foi. » Ainsi, tandis que d'autres se plaisent à exagérer le caractère révolutionnaire du principe protestant, en faisant de protestantisme et de socialisme des termes synonymes, M. de Rémusat ne craint pas de nier ce caractère et de soutenir que le protestantisme est après tout une opinion purement théologique. C'est à tort, suivant lui, qu'on a accusé la réforme

ther, où pénétré de l'impression peu favorable au protestantisme qui résulte de la lecture des écrits du réformateur, il déclare que « la doctrine catholique lui » semble, sinon plus logique, au moins plus judicieuse, plus féconde et plus » complète que celle d'aucune des sectes qui se sont élevées contre elle. »

[1] *Correspondant*, t. XXXIV, p. 569 et 751.

[2] Ainsi, on a reproché au dominicain d'avoir attaché la rémission des crimes les plus graves au simple versement d'une aumône, tandis qu'il exige formellement la pénitence et la contrition : *Quicumque confessus et contritus eleemosynam ad capsam posuerit, juxta consilium confessoris, plenariam omnium peccatorum suorum remissionem habebit*. Ainsi, on lui a reproché d'avoir attaché le salut aux œuvres sans l'intervention de la grâce, tandis qu'il enseigne que nous ne sommes sauvés que par la miséricorde divine : *Est difficile, et quodam modo impossibile ad portum pervenire salutis sine divino adjutorio, quia non ex operibus justitiæ quæ fecimus nos, sed per sanctam suam misericordiam salvos nos facit*. (Voyez le chapitre intitulé : *Tetzel et le sermon sur les indulgences*, dans le livre de M. Audin, ainsi que le fragment de sermon inséré en tête des Pièces justificatives.)

de tendre au naturalisme et au rationalisme : il ne s'agit que de la doctrine de la justification par la foi, doctrine puisée dans saint Paul et dans saint Augustin. « Est-ce une conception rationnelle, dit M. de » Rémusat, substituée à un dogme révélé? Tout au contraire, c'est » plutôt un retour à certains termes de l'Écriture, c'est un démenti » donné aux suggestions de la morale naturelle et de la philosophie » dite du sens commun, c'est l'affirmation et l'extension de deux » dogmes fondamentaux : le péché originel et la rédemption par le » divin Médiateur. Bien loin de nier ces vérités capitales du christia- » nisme, il semble que les protestants les exagèrent. Avec eux, il y a » pour ainsi dire un accroissement de dogme, et certainement un » accroissement de foi ; car, chez eux, la foi hérite de tout ce qui » est enlevé aux œuvres, et contracte en quelque sorte une vertu » miraculeuse de plus. » Dans ce système, ce serait uniquement par contre-coup, et en quelque sorte par accident, que la réforme aurait dégénéré en libre examen, et aurait abouti à la révolte, d'abord contre le pouvoir spirituel, puis contre le pouvoir temporel.

Bien que ces idées soient développées dans le style élégant et facile d'un des écrivains qui font le plus d'honneur à la littérature contemporaine, elles se trouvent démenties par l'étude sérieuse des doctrines et des faits. Nous allons essayer d'établir deux points. Le premier, c'est que, purement théologique, il est vrai, à son point de départ, le principe de la justification par la foi sans les œuvres est bientôt devenu la source des plus graves abus dans la pratique ; c'est que, loin d'amener un accroissement de dogme et de foi, il a enfanté et dû enfanter toutes les erreurs, tous les honteux désordres qui ont signalé le mouvement luthérien. Le second, c'est que, ce principe eût-il été aussi inoffensif qu'il a été funeste, ce qui constitue le protestantisme, ce n'est pas tant telle ou telle doctrine théologique, que le rejet de l'autorité de l'Église et l'abandon au sens individuel de l'interprétation des Écritures.

Et d'abord, c'est en vain que M. de Rémusat veut donner un brevet d'orthodoxie à cette devise de la réforme : *Périsse la loi, vive la grâce!* en affirmant qu'elle n'est pas absolument contraire à l'esprit du christianisme, qu'elle semble résulter des termes des épîtres de saint Paul, enfin qu'à part certains versets de l'Épître de saint Jacques, aucun texte de l'Écriture ne la contredit formellement. Ces assertions, pour être émises par la plume de l'académicien du XIX[e] siècle avec une réserve bien éloignée du cynisme dont sont empreints les écrits du moine du XVI[e] siècle[1], n'en sont pas moins en désaccord

[1] Le respect dû aux lecteurs du *Correspondant* ne nous permet pas de citer, ainsi qu'a dû le faire M. Audin dans un ouvrage spécial, les passages les plus c-

avec la science théologique la plus vulgaire. Il est difficile de concilier avec l'esprit du christianisme la théorie exposée en ces termes par Luther dans son traité du *serf-arbitre* : « La volonté de l'homme » est semblable à un cheval. Que Dieu la monte, elle va et vient » comme Dieu veut et la mène ; que le diable s'y essaye, elle court » où le diable l'emporte. Toutes choses arrivent d'après les décrets » immuables de Dieu. Dieu fait en nous le mal comme le bien, et » de même qu'il nous sauve sans mérite de notre part, il nous » damne sans qu'il y ait de notre faute. » Quant aux textes de l'Écriture, indépendamment des Épîtres de saint Jacques, il en est un dans l'Évangile même, contre lequel Luther s'est toujours vainement débattu ; c'est cette parole du Sauveur (Mathieu, IX, 17) : « Si tu veux arriver à la vie éternelle, observe les Commandements. » Enfin saint Paul, dont on a beaucoup abusé dans ces controverses, a bien pu exalter la foi, mais non pas aux dépens des œuvres, puisque c'est lui qui, dans un texte bien connu, met la charité au-dessus de la foi et de l'espérance. La loi que repousse saint Paul, ainsi qu'on l'a fait observer du vivant même de Luther, ce n'est pas la loi morale contenue dans le Décalogue, c'est l'ancienne loi judaïque avec ses prescriptions matérielles, abolie par l'esprit nouveau du christianisme.

M. de Rémusat se rejette ensuite sur saint Augustin et sur le jansénisme. Mais les ouvrages de saint Augustin n'ont jamais fait partie du corps des Écritures, on n'a jamais prétendu que ce grand génie fût infaillible, et s'il a été trop loin dans certains passages, la doctrine générale de l'Église doit prévaloir, sur l'autorité même de saint Augustin. Ce qui est plus étrange, c'est d'invoquer cette considération que le *jansénisme jouit d'une grande autorité dans les lettres françaises ;* comme s'il s'agissait de décerner un prix d'éloquence, et d'apprécier, par exemple, les *Provinciales* sous le rapport du style. A ce compte, Voltaire aussi aurait un certain poids en théologie, puisqu'il jouit également d'une grande autorité en littérature. Il est par trop évident que le mérite littéraire des jansénistes ne prouve rien en faveur de leur système sur la grâce, système beaucoup trop voisin du protestantisme.

Quant à l'accroissement de foi qui serait résulté du principe de la justification tel qu'il a été posé par Luther, examinons ses écrits, sa conduite et les conséquences pratiques de sa réforme.

Les écrits du moine Saxon, loin de respirer l'édification, contien-

ractéristiques des écrits de Luther ; il suffit de les lire pour se convaincre que Rabelais est un modèle de décence et de pudeur auprès du patriarche de la Réforme.

nent directement, et non pas seulement en germe, le système trop souvent professé par le mysticisme sans règle et sans mesure, qu'a toujours condamné l'Eglise : système qui anéantit la loi morale en y substituant une prétendue action immédiate et la grâce. On a souvent cité la lettre à Mélanchton, où Luther, blasphémant le nom de l'Agneau, qui efface les péchés du monde, soutient qu'une fois reçu en nous par la grâce, il ne saurait nous être enlevé par le péché, *quand bien même, mille et mille fois par jour, nous nous livrerions à la fornication et à l'homicide.* [1] Un texte moins connu, mais non moins curieux, c'est sa réponse à Jérôme Weller, qui le consultait sur les tentations : « Pauvre Weller, tu as des tentations, il faut en » triompher ; quand vient le démon pour te tenter, bois, mon ami, » bois largement, ébandis-toi, folâtre et pèche en haine du malin, et » pour lui faire pièce. Si le diable te dit : Veux-tu bien ne pas boire, » réponds-lui : Je boirai à plein verre, parce que tu me le défends ; je » boirai à grandes rasades en l'honneur de Jésus-Christ. — Imite-» moi. Je ne bois si bien, je ne mange tant, je ne me réjouis si fort » à table que pour vexer Satan. Je voudrais bien trouver quelque » bon péché nouveau, pour qu'il apprît à ses dépens que je me mo-» que de tout ce qui est péché, et que je n'en crois pas ma conscience » chargée. Arrière le Décalogue, quand le diable vient nous tourmen-» ter ! Quand il soufflera à notre oreille ! Mais tu pèches, tu mérites » la mort et l'enfer. — Et mon Dieu, oui ! je ne le sais que trop : » Qu'est-ce que tu veux me dire ? — Mais tu seras condamné dans » l'autre vie. — Pas vrai, je connais quelqu'un qui a souffert et satis-» fait pour moi : il s'appelle Jésus-Christ, Fils de Dieu ; là où il est, » là je serai. » Voilà un accroissement de foi qui produit des conséquences bien édifiantes ? Un pareil texte n'a pas besoin de commentaire.

Quant au style de Luther, le passage que nous venons de rapporter, bien qu'il ne ressemble guère au langage des Pères de l'Eglise, est un des plus convenables que l'on puisse citer. « Je voudrais, » dit Bossuet, « qu'un de ses sectateurs les plus prévenus prît la peine de » lire seulement un discours qu'il composa du temps de Paul III con-» tre la papauté ; je suis certain qu'il rougirait pour Luther, tant il » y trouverait partout, je ne dirai pas de fureur et d'emportement, » mais de froides équivoques, de basses plaisanteries et de saletés, » je dis même des plus grossières, et de celles qu'on n'entend sortir » que de la bouche des plus vils artisans. » On sait quelles ignobles

[1] Sufficit quod agnovimus per divitias gloriæ Dei Agnum qui tollit peccata mundi : ab hoc non avellet nos peccatum, etiamsi millies millies uno die fornicemur aut occidamus.

invectives le réformateur a adressées au pape et au roi d'Angleterre. Et lorsque Tetzel lui parle de l'épreuve de l'eau et du feu : « Je » me moque de tes cris, » lui répond-il, « comme des braiments » d'un âne ; au lieu d'eau, je te conseille du jus de la treille, et, en » place du feu, hume, mon ami, l'odeur d'une oie rôtie. » Ce n'est pas que le souffle de la poésie germanique ne se fasse jamais sentir chez Luther. Il y a quelques perles dans ce fumier : « Un soir le doc- » teur Martin Luther voyait un petit oiseau perché sur un arbre et s'y » posant pour passer la nuit ; il dit : Ce petit oiseau a choisi un abri » et va dormir bien paisiblement ; il ne s'inquiète pas, il ne songe » point au gîte du lendemain ; il se tient bien tranquille sur sa pe- » tite branche, et laisse Dieu songer pour lui. » Mais, pour quelques images d'une douce poésie, que de caricatures infâmes, que d'obscénités ! notre plume se refuse à les reproduire, même en latin ou en allemand. Un écrivain dont les arguments se bornent trop souvent à d'indécentes personnalités, ne méritait point l'honneur d'avoir pour apologiste un esprit aussi élégant qu'ingénieux.

En ce qui touche les mœurs de Luther, on pourrait ne voir dans l'abolition du célibat ecclésiastique qu'une conséquence de l'abandon de la discipline romaine, et dans son mariage qu'une faiblesse personnelle, si le moine Saxon n'avait pas voulu dissiper les scrupules par un exemple éclatant et célèbrer un double triomphe de la grâce sur la loi, en épousant une religieuse. Mais ce qui dépasse toutes les bornes du scandale, même à cette époque de licence, ce qui eût révolté Rabelais lui-même, c'est le fameux sermon de Wittemberg, en 1522, destiné à préparer le mariage des prêtres et surtout du prédicateur lui-même : apologie, non pas du mariage, mais du matérialisme le plus abject, où le texte : *Croissez et multipliez*, est commenté avec un cynisme inouï : « Ce sermon, » dit M. Audin, « a été tenu en langue allemande dans la grande église de Wittem- » berg, en face de l'image du Christ qui s'élevait encore sur l'autel, » des statues mutilées des saints qui entouraient le chœur, de la » tombe des anciens évêques, des prêtres et des fidèles morts dans » la foi, des morts et des vivants ; en face de mères, de jeunes filles, » d'époux et d'épouses, et de vieillards, qui accouraient à la voix » du pasteur. » Le dégoût de cette triste scène ramena à la foi catholique l'ancien vicaire général des Augustins, Staupitz, très-attaché à Luther jusqu'à ce jour : Je vous quitte, lui dit-il, mon frère, parce que je m'aperçois que vous avez les sympathies de ceux qui fréquentent les maisons suspectes [1]. Voilà celui qui accusait d'im-

[1] *Coleris ab eis qui lupanaria colunt.* M. de Rémusat, qui mentionne avec complaisance les encouragements donnés par Staupitz au réformateur, se garde bien de parler de leur séparation et des circonstances qui y ont donné lieu.

pureté l'Église romaine, et qui prétendait faire revivre le christianisme primitif !

Enfin ce n'est pas seulement dans les écrits et dans la conduite de Luther que se sont manifestés les funestes effets du principe de la justification; c'est encore dans le mouvement anti-social qui est sorti de ce principe. Puisque la foi seule justifie, ont dit les anabaptistes, quelle efficacité peut avoir le baptême qui précède la foi ? Il faut donc un nouveau baptême pour nous régénérer dans le Christ. Le règne de la grâce, ainsi inauguré, conduisait à deux résultats qui allaient bien au-delà d'une simple controverse théologique : la destruction de toute hiérarchie spirituelle et l'insurrection contre le pouvoir civil. Ce que Luther avait fait en se proclamant envoyé par Jésus-Christ pour réformer l'Église, quiconque se croyait ou se disait prophète pouvait le faire à son tour. « Qui vous a donné l'ordre de prêcher? demandait Mélanchton aux anabaptistes? — Le Seigneur, répondaient-ils. Nier leur mission, n'était-ce pas mettre en question celle de Luther? Aussi applaudit-il à la répression violente d'une secte qu'il lui était impossible de réfuter rationnellement. D'autre part, la destruction de la loi et des œuvres dans l'ordre spirituel devait nécessairement réagir sur l'ordre temporel. « On » énerve la religion, quand on la change, » dit admirablement Bossuet, « et on lui ôte un poids qui seul était capable de tenir les » peuples. Ils ont dans le fond du cœur je ne sais quoi d'inquiet qui » s'échappe, si on leur ôte ce frein nécessaire ; et on ne leur laisse » plus rien à ménager, quand on leur permet de se rendre maîtres » de leur religion. » La prétendue régénération ne put s'arrêter à moitié chemin, malgré les violents efforts de Luther pour lutter contre les conséquences anti-sociales de sa doctrine. On connaît la guerre des paysans et les déplorables excès de Jean de Leyde.

Cette filiation qui rattache le mouvement anabaptiste à la réforme luthérienne, ressort à chaque ligne des documents de l'époque. M. de Rémusat, néanmoins, s'efforce de la contester, en nous disant : « Il y a des constituants de 89, mais il y a des convention- » nels de 93. De même il y a des protestants et des anabaptistes ; il » y a Luther et Muncer, Mélanchton et Jean de Leyde. C'eût été trop » prétendre que d'exiger que Bossuet tînt grand compte de ces » nuances. L'évêque juge la réforme comme la politique jugeait la » révolution d'Angleterre. »

Sans doute, 89 n'est pas aussi innocent de 93 qu'on le croit communément, ainsi que nous avons essayé de l'établir dans un précédent article[1]. Mais nous sommes convaincu que c'est faire injure

[1] *La révolution et l'éclectisme. Correspondant*, t. XXVIII, p. 425.

à la révolution de 1789 que de la comparer au luthéranisme. Si cette révolution a été dirigée d'une manière funeste, son principe était une transformation nécessaire : les institutions détruites dans la nuit du 4 août 1789 avaient fait leur temps, et ne se sont jamais relevées. Le luthéranisme, au contraire, ne s'est point contenté de combattre quelques abus, il a prétendu anéantir la Papauté, et la Papauté s'est relevée plus forte et plus pure. L'assemblée constituante n'a jamais voulu détruire la monarchie; Luther a déchiré du premier coup l'unité de l'Église, en déclarant une guerre à mort au pape, qu'il n'a point rougi d'assimiler au diable. Il a fallu, pour arriver à la Terreur, détruire l'œuvre de la Constituante, tandis que Muncer et Jean de Leyde n'ont fait qu'appliquer le principe nouveau, en revendiquant à leur profit l'inspiration et le don prophétique dont Luther prétendait avoir le monopole.

Ceci nous conduit à examiner quel est le principe fondamental du protestantisme, et à justifier Bossuet de n'avoir paru tenir compte des *nuances* de l'hérésie. Tant que Luther ne faisait que poser le principe de la justification par la foi comme une thèse théologique, en s'en référant au jugement de la Papauté, il pouvait errer dans le dogme, il n'était pas encore protestant. Le protestantisme, ainsi que son nom l'indique, c'est la protestation contre l'autorité, c'est la négation systématique des droits de l'Église. Il a pris naissance le jour où Luther a brûlé la bulle de Léon X qui le condamnait : tous ceux qui l'ont suivi dans cette voie, quelle qu'ait été leur opinion sur la foi et sur les œuvres, ont été protestants. Ainsi les anabaptistes sont protestants ; les sociniens, qui vont plus loin, puisqu'ils nient la divinité de Jésus-Christ, sont protestants, par cela seul qu'ils méconnaissent l'autorité du Saint-Siége. Et outre les sociniens proprement dits, combien aujourd'hui ont cessé de croire à la divinité du Christ, sapant ainsi par sa base le principe de la justification, et cependant vivent au sein de communions protestantes, souvent même y exercent le ministère évangélique! Supprimez ce lien commun, la haine du Saint-Siége, il y aura des sectes nombreuses et diverses, il n'y aura plus de protestantisme. Lors donc que Bossuet, plus profond théologien que M. de Rémusat, on peut le dire sans paradoxe, confond dans une même réprobation les luthériens et les anabaptistes, il ne veut pas dire que les luthériens aient professé les mêmes erreurs ou commis les mêmes crimes que Muncer et Jean de Leyde, et il déclare lui-même ne point faire cette confusion. Ce qu'il veut établir, et sa science est ici d'accord avec le bon sens, c'est qu'une fois l'autorité de l'Église anéantie et la libre interprétation admise sans frein, il était impossible de sauvegarder un reste de hiérarchie spirituelle, comme s'efforçait de le faire le réformateur. Quand Carlostad

parcourait les rues de Wittemberg, une Bible à la main, en demandant aux passants l'explication des passages les plus difficiles de l'Écriture, il ne faisait que mettre en action les théories de Luther.

Mais Bossuet, dit-on, a pu mal comprendre le protestantisme, puisqu'il n'a pas compris la révolution d'Angleterre. C'est ici que reparaît la confusion que nous avons signalée entre les opinions politiques et les opinions religieuses. L'évêque de Meaux, qui n'avait point à sa disposition les documents où a puisé M. Guizot, a pu méconnaître les causes de cette révolution dans l'ordre politique; son profond attachement pour la royauté a pu l'aveugler sur les fautes de Charles Ier, mais il n'en a pas moins jeté un coup d'œil de génie sur la marche générale de la révolution anglaise. Et quant au point qui nous occupe, la pente rapide qui conduit l'hérésie au fanatisme et à la révolte, l'*oraison funèbre de la reine d'Angleterre* ne fait que présenter d'une manière plus saisissante les vérités exposées dogmatiquement dans l'*Histoire des Variations*. De ce que Bossuet avait trop de penchant pour la monarchie absolue, suivant la tendance de son siècle, cela n'infirme en rien son autorité théologique. M. de Rémusat n'est pas plus heureux, lorsque, appréciant l'état actuel de l'Europe, il oppose la Hollande et l'Écosse aux États-Romains, comme si les abus reprochés à l'administration temporelle du pape, en supposant qu'ils ne fussent point exagérés[1], avaient rien de commun avec la question de l'unité religieuse et avec l'intégrité du dogme.

Quelles ont été, en définitive, les conséquences morales de la réforme? C'est là le point essentiel, suivant M. de Rémusat : pour qu'une croyance ait le caractère d'une véritable religion, « il faut, » dit-il avec raison, « qu'elle soit pour la conscience la règle et la sanction » sacrée des devoirs, et qu'opposant une armure merveilleuse aux » traits des passions, elle divinise en quelque sorte la morale. » Eh bien! quant aux conséquences immédiates de la réforme, personne n'ignore quel débordement effroyable a suivi partout la promulgation de la nouvelle doctrine. Luther lui-même n'a-t-il pas dit : « La licence et tous les genres de vices et de turpitudes sont portés bien » plus loin aujourd'hui qu'ils ne le furent jamais sous le papisme. » Si le mal est moins grand aujourd'hui, cela tient, non pas au principe de la réforme, essentiellement dissolvant, mais, au contraire, à un reste de discipline catholique qui a été maintenu notamment en Angleterre. Après tout, une fois l'interprétation de l'écriture abandonnée au sens privé, quelle est la règle des mœurs? Pourquoi ne

[1] Dans une récente publication, M. Fulchiron a mis en lumière les progrès faits récemment dans les États du Saint-Siége au point de vue de la richesse matérielle.

pas revenir à la polygamie de l'Ancien testament et rétrograder en deçà des Grecs et des Romains? Quelle armure peut donc opposer le protestantisme aux sectes qui prêchent la rénovation du mariage? N'invoquent-elles pas la fameuse consultation donnée au Landgrave de Hesse, qui entache éternellement la mémoire des fondateurs de la Réforme! Et plût à Dieu que ces craintes ne fussent que chimériques! Elles n'ont été que trop justifiées par les honteux progrès de la secte des Mormons dans la terre classique de la liberté illimitée. Que répondre, au point de vue protestant, à celui qui justifie la polygamie par une révélation directe de l'Esprit saint?

Il nous reste à réfuter une singulière assertion de M. de Rémusat, qui ne tend à rien moins qu'à détruire par la base tout le système si savamment développé dans l'*Histoire des Variations*, ce monument contre lequel sont venus se briser jusqu'ici tous les efforts des apologistes du protestantisme. Les protestants dit-il, ont varié, ils s'en défendent, et ils ont tort. S'ils ont, varié, tant mieux! La vérité n'est point l'apanage de l'homme sur la terre. « Ces variations » tant accusées sont peut-être des liens qui rattachent un plus grand » nombre d'appelés au centre de l'Evangile. L'uniformité rigoureuse » des symboles en est peut-être altérée, mais *la somme de piété en* » *est accrue.* » Ainsi, la piété, qu'accroissait tout à l'heure le principe de la justification, reçoit un nouvel accroissement par les variations du protestantisme. La négation de la divinité de Jésus-Christ, tirée de l'interprétation même des l'Ecritures, la profession de foi du vicaire Savoyard substituée à la confession d'Augsbourg, voilà où ont conduit ces variations qui rattachent un plus grand nombre d'appelés au centre de l'Evangile! Non, quoi qu'en dise M. Rémusat, la vérité religieuse n'est point multiple, elle est une, comme la vérité mathématique. Le simple chrétien, fût-il saint, ne la possède point tout entière, cela est incontestable; mais nier que le dépôt en est confié à l'Eglise, c'est nier la base même du Christianisme. Qu'ont fait les pasteurs protestants, du texte de leur apôtre favori? O Timothée, dit saint Paul, conserve le précieux dépôt qui t'est confié, *depositum custodi.* « L'Eglise, dit Bossuet, qui fait profession de » ne dire et de n'enseigner que ce qu'elle a reçu, ne varie jamais; » et au contraire, l'hérésie qui a commencé par innover, innove tou- » jours, et ne change point de nature. Deux choses causent ce dés- » ordre dans les hérésies : l'une est tirée du génie de l'esprit hu- » main, qui depuis qu'il a goûté une fois l'appât de la nouveauté, » ne cesse de rechercher avec un appétit déréglé cette trompeuse » douceur; l'autre est tirée de la différence de ce que Dieu fait d'a- » vec ce que font les hommes. La vérité catholique, venue de Dieu, » a d'abord sa perfection : l'hérésie, faible production de l'esprit hu-

» main, ne se peut faire que par des pièces mal assorties. Pendant » qu'on veut renverser, contre le précepte du Sage, les anciennes » bornes posées par nos pères, et réformer la doctrine une fois reçue » parmi les fidèles, on s'engage sans bien pénétrer toutes les suites » de ce qu'on avance. Ce qu'une fausse licence avait fait hasarder » au commencement, se trouve avoir des inconvénients qui obligent » les réformateurs à se réformer tous les jours; de sorte qu'ils ne » peuvent dire quand finissent les innovations, ni jamais se contenter » eux-mêmes. » Est-ce bien là le caractère de la vérité ? C'est ce qu'il est impossible à tout esprit droit d'admettre, et malgré tout le talent de M. de Rémusat pour les défendre, la cause des variations est une cause perdue.

La pensée qui a dirigé cette apologie imprévue du protestantisme par un métaphysicien habituellement plus modéré, c'est le ressentiment des attaques dirigées au nom de la religion contre la philosophie, que des esprits sans mesure veulent rendre solidaire des excès de la démocratie et du socialisme. M. de Rémusat a voulu prendre sa revanche, en affectant à son tour de confondre dans une même réprobation les dogmes catholiques et les théories absolutistes. Mais, qu'il y prenne garde, c'est là jouer une partie dangereuse : s'allier avec le protestantisme essentiellement antipathique au génie de notre nation, ce serait consommer le divorce de la philosophie et de la religion, divorce aussi nuisible à la raison qu'à l'orthodoxie. En posant pour borne au libre examen l'autorité de l'Église, Descartes a rendu un éminent service aux idées philosophiques. Que les défenseurs de la philosophie se gardent aujourd'hui de suivre une autre voie, et que, de leur côté, les défenseurs de la religion n'oublient point que saint Augustin et saint Thomas ont été de grands philosophes en même temps que de grands théologiens!

E. Bonnier,
Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

DÉBUTS DE L'ARIANISME.

(FRAGMENT D'HISTOIRE.)

M. le prince de Broglie veut bien nous communiquer un fragment de l'Histoire de l'Église et de l'Empire au IVᵉ siècle qui doit être publiée prochainement. Cette histoire présente le tableau de tous les événements politiques et religieux qui ont amené, pendant cette époque si mémorable, la chute de l'Empire romain, et le développement de la puissance de l'Église. Les deux volumes, actuellement sous presse, contiennent (outre un discours préliminaire qui embrasse tout l'ensemble des faits depuis la naissance de Jésus-Christ) l'histoire détaillée du règne de Constantin. Le chapitre qu'il nous a été permis d'insérer ici termine le premier volume.

Dix ans se sont déjà écoulés depuis l'événement miraculeux, si diversement raconté par les historiens, qui détermina la conversion de Constantin au christianisme. Pendant ces dix années, Constantin, maître de Rome et de la partie occidentale de l'Empire, a fait chaque jour un pas de plus dans la voie nouvelle où il s'était engagé après la bataille du pont Milvius. Sans avoir encore reçu le baptême qu'il ne demanda qu'en mourant, sans avoir réformé les défauts naturels de son caractère, sans avoir proclamé officiellement la foi chrétienne religion de l'État, sans avoir proscrit le paganisme par aucun acte légal, il est pourtant déjà publiquement chrétien, environné d'évêques qui lui servent de conseillers; il a pris part à la convocation d'un concile à Arles, et s'est

activement mêlé de la répression d'un schisme dans l'Église d'Afrique. Une guerre heureuse contre son collègue Licinius, qui jusque là avait gouverné l'Orient, lui soumet l'Empire tout entier. Il arrive triomphant à Nicomédie, qui jusqu'à la fondation de Constantinople servait de capitale à la partie orientale de l'Empire. Ce sont ses actes sur ce nouveau théâtre, et les difficultés qu'il y rencontra, dont on va trouver ici le tableau. Nous avons dû retrancher les citations de texte et les pièces justificatives que le défaut de temps et d'espace ne nous permettait pas de reproduire et qui auront leur place dans l'ouvrage complet.

Ch. Douniol.

. . . . . Né en 274, Constantin avait quarante-neuf ans, lorsque la chute et la mort de Licinius le laissèrent seul maître de l'empire. C'est dans la plénitude du génie, mais à une époque déjà pourtant assez avancée de sa vie, que la protection divine, secondant son ambition, le faisait entrer dans un monde tout nouveau pour lui, et le préposait au gouvernement de populations entières, qu'il n'avait pas revues depuis sa jeunesse, et qui ne connaissaient de lui que sa renommée. Ses premiers actes, ses premiers pas sur cette terre étrangère étaient d'une grande et solennelle importance. Il le sentait plus que personne, et il éprouva le besoin d'entrer sur le champ en relation avec ses nouveaux sujets, par deux édits fort étendus, où il reprenait l'histoire de sa vie et déroulait un exposé de sa politique.

Nous avons le texte de ces édits rapportés fidèlement par Eusèbe qui, s'il ne les avait pas composés, avait du moins concouru à leur rédaction. Au moment de la victoire de Constantin, Eusèbe, évêque de Césarée, était, en effet, un des prélats d'Orient les plus célèbres par leur science, leurs talents et les services rendus à la religion chrétienne. Né en Palestine, il avait traversé la persécution de Dioclétien dans la compagnie d'un illustre ami, le docteur et martyr saint Pamphile. Jetés en prison ensemble, les deux serviteurs de Dieu avaient charmé les loisirs de leur captivité en étudiant en commun les livres saints et les écrits du grand maître asiatique, Origène, dont ils avaient rédigé un commentaire. Eusèbe avait gardé un tel souvenir de cette intimité qu'il avait joint le nom de son ami au sien, et on l'appelait communément Eusèbe Pamphile. Il n'avait pourtant pas partagé son martyre, et quelques bruits fâcheux avaient circulé à ce sujet. Mais ce tort douteux de sa jeunesse était effacé dans l'esprit de ses contemporains, par l'éclat que jetaient sur l'Eglise ses talents et

ses connaissances littéraires. Bien que la date de ses volumineux ouvrages soit assez difficile à déterminer, et qu'un certain nombre d'entre eux soit assurément postérieur à l'arrivée de Constantin en Orient, il est certain qu'à ce moment déjà, son renom était grand et mérité. Deux démonstrations de la vérité de la religion chrétienne dont l'un ne comptait pas moins de quinze livres et l'autre de vingt, et où abondaient, avec d'excellentes raisons heureusement présentées, les citations profanes et sacrées de tout genre, venaient à peine d'être terminées par lui. Il travaillait à une vaste histoire ecclésiastique, remontant aux débuts mêmes du christianisme, et le suivant, dans son développement jusqu'au triomphe de Constantin; et pour donner exactement dans cette longue série d'années, le fil chronologique des faits, il avait dressé une grande chronique de l'histoire entière du genre humain, qui est encore, pour le bon ordre, l'enchaînement systématique, l'exactitude et la précision des dates, le meilleur monument d'histoire générale que l'antiquité nous ait laissé. Le style d'Eusèbe et ses talents oratoires, bien que d'un goût équivoque, étaient fort estimés dans ces temps de décadence littéraire. Sa phrase toujours chargée de mots, d'images et d'épithètes, se déroule pourtant avec une certaine majesté. On y trouve souvent, à travers des antithèses ambitieuses et des exclamations ampoulées, l'éclat d'une imagination orientale nourrie des modèles bibliques. Ce n'est plus la simplicité forte de Tertullien, ni la chaleur persuasive d'Origène. Mais humiliés longtemps par le dédain des philosophes et des écrivains païens, les chrétiens se plaisaient à citer Eusèbe comme un émule de Sénèque ou de Quintilien, et s'ils ne trouvaient guère à s'édifier dans ses ouvrages, ils aimaient pourtant à s'en faire honneur.

L'accent de la foi et du cœur lui manquait pourtant. A dire le vrai, Eusèbe de Césarée, malgré de rares qualités d'esprit et de caractère, était un prélat plutôt fait pour les temps de prospérité que d'épreuve. Il était né pour faire l'ornement d'une cour plutôt que le soutien d'une église. Aussi s'était-il insinué de bonne heure dans les bonnes grâces de Licinius et de sa femme l'impératrice Constantie. On a de lui encore un lambeau de correspondance avec cette princesse, sur un ton de réprimande et de confidence intimes. La même intimité avait fait la fortune d'un autre prélat moins illustre, d'un caractère moins sûr encore, mais destiné à devenir plus influent encore que lui, l'évêque de Nicomédie, qui s'appelait Eusèbe comme lui. Celui-ci, devenu par ses intrigues, diocésain de la capitale de l'Empire d'Orient, s'était servi habilement de cette situation pour acquérir sur tout le gouvernement une véritable influence. Il avait assez bien ménagé ses relations pour ne pas rompre ouvertement avec Licinius, même dans ses moments d'irritation et de rigueur

contre les chrétiens, et il lui fallut moins d'adresse encore pour rentrer dès le premier jour dans la confidence du vainqueur. Ce furent là les conseillers naturels de Constantin, dans l'embarras de sa prise de possession. Il aurait eu besoin de leurs avis, ne fût-ce que pour s'exprimer naturellement dans la langue grecque qui lui était encore peu familière, et Eusèbe insinue assez clairement qu'il fut plus d'une fois chargé de traduire en grec les discours composés en latin par l'empereur. Il est probable qu'il ne se borna pas scrupuleusement au rôle de traducteur, et l'édit inséré au milieu de son histoire, se rapproche du texte qui l'entoure, par l'enflure du style, par l'éclat souvent faux des images, par l'élévation des sentiments et des idées. Il y règne un ton général de gravité et d'onction qui trahit parfois une main ecclésiastique.

Remontant d'abord jusqu'aux dernières persécutions, l'empereur rappelle l'état de désolation et de misère où elles avaient réduit l'empire : « De tous ces crimes, dit-il, étaient sorties des guerres affreuses » et d'effroyables ravages. De là étaient venus cette disette des cho- » ses les plus nécessaires à la vie, et ce déluge de maux... Dans cette » plaie mortelle qui gagnait toute la chose publique, et qui la ré- » duisait au dernier péril, quel fut le remède, quel fut l'allégement » qu'imagina la Divinité pour nous tirer d'une telle extrémité? Et » lorsque je parle de la Divinité, j'entends celle qui seule existe vé- » ritablement, et qui possède à travers les âges une puissance in- » ébranlable. Et il n'y a point d'arrogance à parler de soi avec » quelque hauteur, lorsque l'on convient et que l'on reconnaît que » l'on doit tout à un plus grand que soi. Il est certain que Dieu a » cherché et choisi mon ministère comme le plus propre à remplir » sa volonté. C'est lui qui, me faisant partir de l'océan Britannique, » des régions où, par une loi fatale, le soleil vient se plonger dans » les eaux, a dissipé devant moi par une vertu céleste tous les nua- » ges qui couvraient la terre : afin que le genre humain, instruit » par mes efforts, fût rappelé à l'observance de la règle sainte, et » que la foi bienheureuse, sous la conduite d'un maître puissant, » reçût un grand accroissement. Dieu me garde d'être ingrat et ou- » blieux d'un tel bienfait! Plein de foi dans la grâce qui m'a confié » ce saint ministère, j'aborde enfin les contrées de l'Orient. Plus » affligées que toute autre, elles crient vers moi pour me demander » un remède plus efficace. Mais pour moi, toute mon âme, tout » ce qui respire dans mon sein, tout ce qui passe et remue dans le » fond intime de mon intelligence, je le dois au Dieu souverain, » et je le lui consacre avec un dévouement sans réserve. »

La suite de cet éloquent préambule était une série de dispositions plus favorables encore qu'aucun des édits précédents, soit à la répa-

ration des injures causées par toutes les persécutions, soit au rétablissement de la religion chrétienne dans les régions soumises par la victoire. L'édit entrait dans les plus grands détails sur tous les genres de peines souffertes par les confesseurs de la foi et sur toutes les natures de réparation qu'elles devaient recevoir. Les exilés étaient rappelés, les prisonniers détenus dans les îles rendus à la liberté, les condamnés aux mines, aux travaux forcés, aux occupations infamantes, relâchés et réhabilités ; les citoyens astreints sans droit aux charges municipales, rayés des registres de la curie ; les militaires privés de leurs grades avaient le choix ou d'y être réintégrés, ou de prendre leur congé. Les restitutions pécuniaires de toute nature n'étaient pas réglées avec moins de soin. Les héritiers des martyrs étaient invités à faire valoir leurs droits à toutes les successions confisquées, et à défaut d'héritiers, c'était l'Église qui était appelée à recueillir les biens tombés en déshérence. Tous les détenteurs, à titre quelconque, de biens ecclésiastiques, étaient tenus à restitution du fond et même des revenus, à moins de dispenses spéciales obtenues de la clémence souveraine. Le tout accompagné de considérants plus religieux encore que légaux, où l'empereur parlait en prédicateur plus qu'en souverain.

Le second édit avait un caractère plus personnel, et Constantin y avait probablement plus directement travaillé. Eusèbe nous dit qu'il fut traduit en grec sur un manuscrit autographe. C'était à la fois une confession personnelle et un traité de controverse fait du haut du trône. Constantin avait évidemment à cœur de convertir ses sujets par son propre exemple, et la légitime opinion qu'il avait de son génie, se confondant dans sa pensée avec sa reconnaissance envers Dieu, son langage continuait à porter l'empreinte d'un mélange singulier de dévotion et d'orgueil. « Je vais, s'écriait-il, je vais vous faire » comprendre aussi clairement que je pourrai l'espérance qui remplit » mon cœur. » Puis il racontait avec des détails d'une nature tout à fait intime cette délibération solennelle qui avait précédé la persécution de Dioclétien, et à laquelle, bien que tout jeune encore, il lui avait été permis d'assister. Il mettait en scène le vieil empereur lui-même, aux pieds du trépied de Delphes, consultant l'oracle menteur d'Apollon, qui se plaignait que les justes étaient trop multipliés sur la terre. Il rappelait encore par des traits sanglants les maux de la persécution et le châtiment du persécuteur. Puis cessant tout d'un coup de parler aux hommes et à la terre. « Et maintenant, s'écriait-il, » je t'en supplie, ô Dieu très-bon et très-grand, sois clément et pro- » pice envers tes créatures qui habitent l'Orient. Daigne leur appor- » ter le salut par le ministère de ton serviteur. Ce n'est point sans » motif que je te demande un tel bienfait. C'est sous ta conduite et » sous tes auspices que j'ai accompli tant de choses salutaires. C'est

» en portant ton symbole devant les armées que je les ai conduites à » la victoire. Voilà pourquoi je t'ai consacré mon âme, avec un mé- » lange de respect et d'amour, car j'aime ardemment ton nom : et » la puissance que tu as manifestée par tant de signes et par laquelle » tu as confirmé ma foi, m'inspire une terreur religieuse. » Essayant alors sous une forme succincte et oratoire une courte démonstration de l'unité de Dieu... « Tes œuvres, poursuivit-il, te rendent » témoignage... Car on voit le soleil et la lune suivre un cours dé- » terminé ; les astres décrivent autour de la terre des révolutions » régulières ; les saisons reviennent à des temps prévus ; les vents s'a- » gitent à des époques fixes ; le mouvement immense et inquiet des » eaux a sa mesure. La mer est contenue dans ses limites... Si ta » volonté ne présidait pas à tous ces mouvements, une telle diversité, » une telle division de puissances aurait dès longtemps causé la ruine » du monde et du genre humain. Car puisque ces éléments se font » la guerre entre eux, ils la feraient encore bien davantage aux » hommes. Mais ta main prévient leur lutte.

» Je désire donc, ajoutait-il, gouverner ton peuple paisiblement, » pour l'utilité commune du monde entier. Que ceux qui sont encore » dans l'erreur prennent avec les fidèles leur part de la paix gé- » nérale. Le rétablissement d'un régime équitable et commun pourra » contribuer peut-être à les ramener au droit chemin. Mais que per- » sonne n'inquiète son prochain, que chacun fasse ce qui lui con- » vient... Que ceux qui se refusent à ta loi conservent les temples du » mensonge puisqu'ils le désirent. Nous, nous habiterons la splen- » dide demeure de la vérité que tu as préparée pour nous. Et nous sou- » haitons à ceux qui ne partagent pas notre opinion de jouir comme » nous de la concorde universelle... Que chacun aide son prochain par » le moyen qu'il croit convenable ; s'il ne le peut pas, qu'il le laisse » en paix. Car autre chose est d'entreprendre spontanément la lutte » pour l'immortalité : autre chose d'y être contraint par la crainte » des châtiments. Je répète ceci, et avec un peu plus de longueur » que ne l'exige notre clémence..., parce que je sais que plusieurs » disent que c'en est fait des cérémonies des temples et de la puissance » des ténèbres. Et assurément ce serait là le conseil que j'eusse donné » à tous les hommes, si l'empire de l'erreur n'était, pour le malheur » du genre humain, trop profondément enraciné dans le cœur de » quelques-uns. »

En garantissant aux païens par ces derniers mots l'égalité complète, Constantin promettait plus qu'il n'était en pouvoir et probablement en volonté de tenir. La politique était désormais mêlée sans retour à la religion ; l'égalité réelle des cultes n'était plus possible. La cause de Licinius avait été trop ouvertement liée à celle du paganisme, pour que

le triomphe ne devînt pas le signal d'une assez vive réaction. Il fallut d'abord retirer aux païens tous les grands emplois politiques et administratifs; et les officiers même qui n'étaient pas chrétiens reçurent l'ordre de ne pas sacrifier ouvertement. C'était une mesure de prudence politique assez naturelle au lendemain d'une lutte, dont le polythéisme avait été le drapeau, et en présence d'un parti à peine vaincu qui ne respirait que la vengeance. Puis, dans beaucoup d'endroits, les sectateurs des deux religions en venaient violemment aux mains. Pour le bon ordre, il fallait faire disparaître cette concurrence; dans le choix, ce n'était pas l'église qui cédait le pas au temple. Beaucoup de temples durent être détruits de la sorte, et l'exemple une fois donné était très-promptement répété et suivi.

Aussi, malgré les promesses de Constantin, les auteurs ecclésiastiques même qui les rapportent, ne font en même temps nulle difficulté de remplir leur récit du tableau des idoles abattues, des objets du culte étalés ou vendus à l'encan, d'une destruction universelle des temples païens, qui suivit, en Orient du moins, la victoire définitive de leur héros. Cette contradiction d'un engagement qu'ils constatent avec sincérité et d'un fait qu'ils racontent avec un saint enthousiasme, a, ce semble, étonné, plus que de raison les commentateurs érudits qui en ont fait l'objet de leur examen. Il eût été aussi peu naturel que désirable qu'une grande force dirigée par une foi ardente, se fût contenue elle-même dans une exacte mesure d'impartialité. Constantin, qui ne voulait point proscrire en principe le culte païen, le frappait sans scrupule, partout où il pouvait porter ses coups avec une raison d'intérêt politique ou moral. Les temples d'Aphaque en Phénicie, et d'Egée en Cilicie, tombèrent démolis pour avoir servi d'asile à des orgies dignes de Sodome et de Gomorrhe; celui d'Héliopolis, pour avoir été transformé par l'usage en un lieu de prostitution publique. Ainsi malgré les promesses de Constantin, à partir de son dernier triomphe, l'égalité des deux cultes, toujours promise par lui, ne fut plus qu'une vaine parole. Le vainqueur usa largement de sa victoire avec d'autant plus de hardiesse qu'il était soutenu par l'approbation générale et encouragé par un juste, bien que tardif réveil de la morale publique.

Toutes ces exécutions se faisaient en effet facilement, les sentiments nouveaux des populations allant d'eux mêmes au devant des ordres d'un maître victorieux. Il ne fallait pas un grand déploiement de troupes, deux ou trois officiers suffisaient pour aller tirer de leurs retraites les devins et les prêtres qu'ils traînaient avec risée devant les regards de la multitude: puis dépouillant les idoles des pierreries et des vêtements précieux qui les couvraient, ils faisaient voir le bois pourri, les os de mort putrides, les crânes dépouillés qui se cachaient sous

ce brillant appareil. Les chrétiens applaudissaient à ces exhibitions dérisoires en répétant la parole du psaume contre les idoles des gentils. La foule, même indifférente, ne tardait pas à s'associer à l'exécution, avec ce goût naturel de destruction qui remplace si vite chez elle la superstition ébranlée.

Ce compte une fois ouvert avec le paganisme n'était pas prêt à être terminé. Il n'y avait guère en effet de temple païen qui ne renfermât dans son ombre mystérieuse quelque désordre impudique ou sanglant. Le paganisme, à vrai dire, n'offrait partout que le vaste tableau d'une immoralité régulière et consacrée sur laquelle le prestige religieux avait seul pu endormir la conscience publique. Du moment où ce prestige disparaissait, le scandale demeurait seul. Du jour où on n'approchait plus les yeux baissés des autels de Vénus, de Priape ou de Cybèle, on ne pouvait plus les regarder sans indignation et sans rougeur. L'Evangile, comme un soleil levant, perçait de ses rayons le voile des temples et les retraites des bois sacrés, et montrait au ciel des idoles immondes, des cérémonies obscènes, toute une école de crimes et de débauches, qu'une société policée s'étonnait d'avoir supportée si longtemps. La liberté des cultes divers est devenue possible, parmi nous, par l'effet de cette morale générale, fille de l'Evangile, qui sert de lien commun à toutes les nations chrétiennes ; mais au quatrième siècle c'était la morale elle-même, naissante ou régénérée, qui frappait le paganisme de ses anathèmes. L'élan une fois donné, la justice se fit promptement bien qu'encore illégalement jour, et nous ne faisons nulle difficulté de croire, avec Eusèbe, qu'au bout de très peu d'années, les plus illustres sanctuaires du paganisme en Orient étaient ou détruits ou dépouillés de leurs richesses, qu'on voyait exposées dans les lieux publics, l'Apollon Pythien et celui de Smynthe, les trépieds de Delphe ornant un hippodrome et les déesses de l'Hélicon servant de décoration au palais de l'Empereur. Une bonne partie de ces trésors émigra aussi d'une religion à l'autre. Les richesses des sanctuaires païens servirent de trophée aux églises qui s'élevaient de toutes parts, par les soins, les ordres et les bienfaits de Constantin. Cette activité de construction nous est attestée dès-lors par une lettre-circulaire de Constantin lui-même à tous les évêques, dont Eusèbe avait eu la première communication.

Mais le combat des deux cultes allait cesser d'être la grande affaire de l'Empire et de l'Église. C'est du sein de l'église triomphante que s'élevait déjà le germe de nouvelles et dangereuses luttes sociales. L'Église d'Orient, à l'avénement de Constantin, était travaillée par un mal intérieur, dont les symptômes étaient déjà visibles, et que le souffle corrupteur des prospérités humaines devait rapidement développer. Sur ce théâtre nouveau et plus compliqué, Constantin allait se

retrouver en présence d'une de ces divisions religieuses qui faisaient le désespoir de sa politique comme de sa foi. Mais cette fois ce n'était plus un désordre local et passager ; c'était un de ces schismes persévérants et passionnés qui naissent dans le temps de croyance vive de l'ardeur surexcitée de la pensée humaine, et que Dieu permet pour servir de démonstration et d'épreuve à l'autorité miraculeuse de son Église. Un soldat simple d'esprit et de cœur, était très-excusable de n'y rien comprendre; mais à la distance des temps et des lieux où nous sommes, il est permis d'en apprécier plus justement les caractères et les causes. Pour les saisir dans leur ensemble, il faut jeter un coup-d'œil sur l'état général des esprits en Orient, et revenir sur quelques considérations déjà précédemment étudiées. En nous écartant un moment de la suite chronologique des faits, nous en reprendrons un peu plus tard le fil d'une main plus assurée.

J'ai fait brièvement connaître les différences qui distinguèrent, presque dès les temps apostoliques, les deux grandes fractions de l'Église chrétienne; j'ai montré comment ces différences provenaient de la diversité plus ancienne des sociétés, des climats et des idiômes. L'Église latine nous a fait voir dès ses premiers pas une foi simple et ferme, une activité ardente et pratique, un esprit de discipline et de gouvernement. L'écueil de ces grandes qualités chez quelques-uns de ses docteurs, était une méfiance un peu jalouse de toute science humaine et quelque rudesse dans l'application morale des doctrines ; défauts légers toujours contenus par la présence d'une autorité salutaire, et que le siége de Rome ne favorisa jamais. Les enfants de l'Église d'Orient, nommée communément, plutôt en raison de sa langue que de sa patrie, l'Église grecque, présentaient un autre mélange de vertus et d'imperfections. Un besoin de méditation, naturel chez les héritiers des mages de Perse, des hiérophantes d'Egypte et des sophistes d'Athènes, s'y était développé de bonne heure et y avait porté des fruits abondants d'éloquence et de savoir. L'Église grecque était entraînée par une propension invincible à la contemplation des mystères divins. Ce goût de contemplation prenait lui-même des formes aussi variées que les caractères individuels. Chez les âmes douées d'une sensibilité vive, il tournait facilement à l'exaltation et à l'extase ; chez les fidèles, au contraire, en qui l'esprit parlait plus haut que le cœur, la méditation aboutissait vite à des raisonnements, à des discussions, parfois à des subtilités métaphysiques. Dans la foi, comme dans l'erreur, toutes ces dispositions devaient se reproduire. L'Église latine était destinée à avoir habituellement à sa tête de grands hommes d'organisation et de gouvernement, mais à réprimer souvent dans son sein les excès d'un fanatisme violent. Enthousiaste et savante, mystique et lettrée, l'Église grecque devait produire avec une

fécondité inépuisable, des solitaires et des philosophes; mais la pureté de sa doctrine était sans cesse menacée par les écarts d'une imagination mal réglée et l'orgueil d'une fausse logique.

Jamais d'ailleurs, peut-être, une plus vive effervescence n'avait régné dans tout l'Orient chrétien, qu'au moment où Constantin prenait les rênes de son nouvel empire. Tandis que la persécution avait enflammé toutes les âmes, une grande ardeur philosophique s'était emparée de toutes les intelligences; un mouvement immense portait partout les populations vers les choses divines. Dans les cités les plus populeuses, on abandonnait les cirques et les théâtres pour se presser vers les déserts et vers les écoles. Deux courants divers, partis d'une même source, portaient les hommes à aller contempler Dieu dans les solitudes ou disserter sur lui au pied des chaires.

Alexandrie, capitale intellectuelle et morale de tout l'Orient, était, on l'a vu déjà, le centre commun de ce double mouvement. L'élan donné par Clément et Origène ne s'était pas arrêté un seul instant, et des auditoires de philosophie religieuse ne cessaient de s'y élever et de s'y remplir. Les écrits d'Origène surtout et ses explications, toutes empreintes des souvenirs de Platon, sur la nature divine, étaient l'objet habituel des développements et des controverses. On en discutait assez publiquement, et dans les dernières années du IIIe siècle, il n'y avait presque aucun saint personnage d'Orient qui n'eût pris parti pour ou contre la mémoire et la méthode d'enseignement de ce grand docteur. On voit par les fragments de l'apologie d'Origène, rédigée par saint Pamphile et qui nous reste encore, avec quelle vivacité ces débats étaient poussés. Renaissant sans relâche dans les écoles, ils ne cessaient de préoccuper les esprits des questions les plus profondes et les plus ardues du dogme chrétien.

Et pendant que du haut des chaires se déployait ainsi tout l'appareil d'une métaphysique religieuse, les campagnes qui environnaient la grande cité, les bords du fleuve qui l'arrose, les déserts qui l'avoisinent se peuplaient d'une nation de solitaires contemplatifs. De tout temps, avant même les lumières de la religion chrétienne, on avait vu sur les bords du Nil des colonies de sages, vivant sous une règle austère, dans l'abstinence des jouissances et presque des nécessités du corps, dans la méditation assidue et tendre des grandeurs de Dieu. La vie des Thérapeutes, décrite par le juif Philon au premier siècle de notre ère, avant toute connaissance de l'évangile, ressemblait déjà d'une façon frappante à ce que put être, dans la suite, la règle d'un monastère chrétien. La tradition n'en fut pas perdue, lorsqu'un dogme plus précis vint donner à la pensée religieuse un aliment plus substantiel, et il ne cessa pas un seul jour, pendant les premiers siècles, de se rencontrer dans les

retraites d'Égypte, des *Ascètes* du culte de Dieu, c'est-à-dire des hommes uniquement consacrés à la contemplation divine, châtiant leur corps par toutes sortes de mortifications et de jeûnes, pour l'assujétir dans une servitude plus complète aux ordres de l'âme. Mais au début du IVe siècle ce qui n'était jusque là qu'une suite de vocations isolées et obscures, prenait l'étendue et l'éclat d'un mouvement général. L'Égypte et la Palestine assistaient à une véritable émigration populaire du monde vers la solitude.

Le chef et l'inspirateur de ce mouvement était un enfant de cette partie de la Haute-Egypte qu'on nommait la Thébaïde, Antoine d'Héraclée. Nature originale et ardente, Antoine, fils d'une famille de chrétiens aisés, avait, dès son enfance, professé le dédain de la science et refusé même d'apprendre le grec. Mais il ne fuyait l'étude que pour s'adonner plus entièrement à la méditation, et ne quittait le commerce enfantin de ses camarades que pour se livrer sans contrainte aux instincts d'une imagination pensive. Cette passion de solitude, d'observation et de silence n'avait fait, chez lui, que grandir avec l'âge. Ne trouvant dans l'Egypte même aucun lieu assez retiré, c'était dans les montagnes qui bordent la mer Rouge, au milieu des débris d'un vieux château fort, qu'à peine âgé de trente ans, il avait couru s'enterrer loin de tous les regards. Là, après de longs jours de jeûnes et de longues nuits de veilles, n'entendant que les rugissements des lions, le sifflement des serpents et le bruit des tourbillons de sable soulevés par le vent du désert, il avait vu d'étranges apparitions se dresser devant ses regards. Il avait éprouvé, sous une forme matérielle, dans sa chair et dans ses os, au milieu des frissons et des sueurs, la lutte éternelle de la nature contre la grâce et du péché contre Dieu. L'esprit du mal, l'éternel ennemi du genre humain, s'animant devant lui pour l'effrayer ou le séduire, avait revêtu ces apparences sensibles sous lesquelles il s'était montré autrefois au Sauveur lui-même dans les retraites de la Judée.

On dit que vingt ans s'étaient écoulés de la sorte, personne ne pouvant entrer chez l'anachorète, pas même ceux qui lui apportaient, de six mois en six mois, les rations desséchées de biscuit qui lui servaient de nourriture. On entendait du dehors ses gémissements, ses luttes et ses prières. Le bruit d'une vie si singulière s'était répandu dans toute l'Egypte, et les portes du vieux château étaient assiégées de visiteurs. Antoine consentit enfin à se laisser voir et à raconter à la foule accourue de toutes parts, la longue et dramatique histoire de sa solitude. Avidement accueilli par l'imagination populaire, le récit d'Antoine devint le signal d'un entraînement universel vers la vie monastique. Les écrivains ecclésiastiques sont unanimes sur la rapidité avec laquelle son exemple fut embrassé et suivi. Sous l'empire de sa

parole brève, simple, un peu rustique, pareille à celle d'un général d'armée qui voudrait emporter d'assaut l'éternité comme une citadelle, les hommes se décidaient à quitter tous les biens de ce monde pour vaquer *au grand exercice*. La foule devint bientôt si grande dans le désert, que le saint n'y trouvait plus ce qu'il aimait avant tout, l'entretien solitaire avec Dieu. Il lui fallut une retraite plus éloignée encore, plus voisine des sources du Nil, plus perdue dans les profondeurs sablonneuses du désert. Il se réfugia dans une montagne caverneuse, à trois jours de marche au-delà de la ville d'Aphrodite, l'une des dernières de l'Egypte. C'était de ce nid d'aigle qu'il sortait de temps à autre, pour venir donner ses instructions à ses imitateurs. C'était là aussi que de toutes parts et principalement d'Alexandrie, les pèlerins et les curieux allaient chercher celui qu'ils appelaient le grand par excellence, (ὁ μέγας). Le désert était devenu tout d'un coup une route battue et fréquentée, dont les diverses réunions d'anachorètes marquaient les étapes. On y établissait des relais de chameaux pour conduire les passagers. On passait des monastères du dehors, les moins avancés vers la solitude comme les moins rigoureux dans leur règle, à celui de Pispir, placé sous la direction immédiate de Macaire, le disciple favori du saint, et où se formait déjà son successeur, Hilarion, qui devait porter en Palestine l'exemple et la tradition du maître. Les visiteurs étaient si nombreux, que Macaire était convenu avec Antoine, d'un signe particulier pour distinguer ceux qu'amenait un véritable désir d'édification et de piété, de ceux qu'attirait un motif de curiosité profane.

Parmi ces derniers, le biographe d'Antoine rapporte que, plus d'une fois se présentèrent des philosophes païens, accourus tout exprès d'Alexandrie, pour disserter de la nature de Dieu avec le saint ermite. Après quelques formules d'humilité un peu railleuses, et qui lui servaient à tourner doucement la science humaine en dérision, Antoine entrait en débat avec eux, de manière à faire voir que s'il lisait peu il pensait beaucoup, et que le grand livre de la nature, comme il disait parfois, lui profitait plus que ceux des hommes. Il lui arriva ainsi à plusieurs reprises de soutenir, à la grande surprise de ses auditeurs, des thèses régulières sur l'essence de Dieu, sur la multiplicité des personnes divines et sur la possibilité de l'incarnation et de la crucifixion de l'une d'entre elles. Puis il les étonnait par quelques traits de la puissance merveilleuse qu'il exerçait sur la nature subjuguée.

On pourrait se demander avec surprise qui étaient ces philosophes païens, assez animés à la recherche de la vérité, pour faire ainsi plusieurs jours de marche sous le soleil brûlant de la Thébaïde, et venir disserter de la nature de Dieu, assis sur quelques rochers en débris, au bord de torrents desséchés. Car nous avons vu en quel état

d'abandon et de misère était tombée, dans les dernières années de l'empire, la philosophie grecque. Mais le christianisme faisait sentir sa chaleur à ceux même qui le combattaient, et l'ardeur divine qui dévorait toutes les âmes en Egypte, avait gagné même les ennemis les plus décidés de la religion nouvelle. Sous l'influence de cet esprit général, dont ils ne connaissaient pas l'origine, les maîtres profanes d'Alexandrie s'étaient tout d'un coup ranimés, et une école ouverte par des hommes éminents, s'était mise à travailler sans relâche à ressusciter la science grecque, et à ranimer le flambeau éteint de la pensée comme de la piété païennes. Le milieu du troisième siècle avait vu naître, le début du quatrième voyait fleurir à Alexandrie une nouvelle secte philosophique étroitement attachée au polythéisme mourant, héritière respectueuse et tendre de l'ancienne philosophie d'Athènes et de Stagyre, mais essayant de la ranimer par l'originalité de combinaisons ingénieuses.

Cette secte se donnait à elle-même le nom de nouveau Platonisme; elle était entrée de bonne heure en rivalité avec le christianisme, et on méconnaîtrait un des traits essentiels du tableau de cette époque si on ne s'arrêtait un instant sur cette concurrence inattendue de la philosophie et de la religion qui achevait de pousser les esprits vers les régions métaphysiques et contribuait à tenir tout l'Orient dans un état singulier d'excitation morale.

. . . .

. . . .

(Nous supprimons ici des détails d'une nature trop spéciale sur le caractère et les origines de l'école néoplatonicienne d'Alexandrie).

Quelque temps les deux impulsions étaient demeurées distinctes: elles venaient de se confondre en se heurtant. La nouvelle école philosophique d'Alexandrie avait d'abord affecté de mépriser le christianisme jusqu'à en ignorer le nom. Plotin son fondateur, bien que contemporain d'Origène dont la renommée était si répandue dans tout l'Orient, ne paraît pas avoir daigné faire mention du Christ. Mais cette indifférence affectée n'avait pu tenir contre les progrès de la religion victorieuse, et au moment où nous sommes parvenus, une lutte très-vive était engagée entre les nouveaux maîtres Alexandrins et les chrétiens de toute espèce, docteurs ou solitaires. Porphyre, disciple de Plotin, véritable Platon de ce nouveau Socrate, grand organisateur de toute l'école, avait consacré un ouvrage tout entier, qui ne contenait pas moins de quinze livres, à la réfutation en règle du christianisme et de la religion judaïque, où il avait déployé une grande érudition, sur tous les textes chaldéens, hébreux, syriaques, et une intelligence profonde, bien que mal-

veillante, des divers sens de toutes les prophéties bibliques. Cet ouvrage, publié au milieu de la dernière persécution, avait eu un grand retentissement, et était devenu une sorte de catéchisme pour tous les adversaires de la religion chrétienne. Les réfutations, en revanche, n'avaient pas manqué ; aucun apologiste chrétien ne s'en était fait faute, et Eusèbe de Césarée devait une partie de sa réputation au talent qu'il avait déployé dans sa démonstration évangélique, en détruisant les sophismes et les arguments de Porphyre. Porphyre n'avait point eu la douleur de survivre au triomphe de son ennemi, il était mort en 312, l'année même de la victoire de Constantin, léguant à ses disciples une haine profonde contre le christianisme et un arsenal très-abondant d'armes de guerre pour continuer cette lutte désespérée.

Rien donc n'était plus déclaré que l'hostilité du christianisme et de la nouvelle école philosophique d'Alexandrie. Et cependant telle est, sur des contemporains, l'influence de la communauté de la vie, de la patrie, des idées et des habitudes que cette philosophie, rivale et ennemie de la foi chrétienne, qui avait inspiré les bourreaux des chrétiens et maudissait la victoire de la croix, présentait pourtant avec ce même christianisme d'étranges ressemblances de sentiment et de langage. Les monuments qui nous en restent aujourd'hui offrent pour le fond des idées et pour l'inspiration générale qui les anime des rapports très-frappants avec les écrits des Pères du même temps et du même pays : à ce point qu'on a pu se demander plus d'une fois, de quelle part étaient venues l'initiative ou l'imitation, et si la religion avait donné des modèles à la philosophie ou lui avait emprunté des lumières. Cette question souvent agitée, dans des débats où l'érudition n'a guère servi qu'à fournir des armes à l'esprit de parti, et qui aboutissent à une réciproque accusation de plagiat et d'imitation, a quelque chose en soi de frivole. Des concitoyens, des contemporains, quelque divisés qu'ils puissent être par les préjugés ou les passions, se ressemblent sans se connaître et s'imitent tout en se combattant. Nous avons fait remarquer sans détour quelle influence l'étude de Platon avait exercée sur les systèmes particuliers des Pères de l'Église grecque et principalement d'Origène. Il serait puéril de contester qu'à leur tour les traditions de la Judée, de tout temps si fort en honneur en Égypte, les souvenirs de la Bible que tout lettré d'Alexandrie avait feuilletée dans la version des Septante, enfin tous les sentiments nouveaux et ardents dont la foi chrétienne embrasait, comme un foyer, l'atmosphère, peuvent réclamer leur part dans les innovations philosophiques du nouveau platonisme alexandrin, et à l'insu de Plotin, comme en dépit de Porphyre, les inspirèrent plus d'une fois l'un et l'autre.

C'était principalement sur la grande question de la nature de Dieu, ce problème favori de la science orientale, que la nouvelle philosophie d'Alexandrie se rencontrait avec le christianisme dans ces rapports étranges d'imitation et de coïncidence. Comme la religion chrétienne, le néoplatonisme alexandrin était arrivé à reconnaître en Dieu trois personnes diverses, ou, comme on disait en grec, trois hypostases, distinctes bien qu'unies, et n'altérant pas l'unité substantielle de l'Être suprême. Les alexandrins reconnaissaient, comme les chrétiens, trois personnes en Dieu, qu'ils ne nommaient pas à la vérité, comme l'Évangile, le Père, le Fils et le Saint-Esprit, mais par des noms plus philosophiques, l'unité, l'intelligence et l'âme (τό ἕν, νοῦς, ψύχη). L'unité dans la trinité, ce grand mystère du christianisme, se trouvait ainsi adopté à Alexandrie d'un commun accord par la philosophie et la religion. Là, il est vrai, s'arrêtait la ressemblance, et dès qu'on entrait dans le développement de cette idée, l'identité verbale faisait place à des différences profondes et inconciliables. Tandis que la trinité chrétienne était composée de trois personnes vivantes, ayant chacune leurs attributs sensibles, leurs rapports directs avec le monde, connues de l'imagination comme du cœur de tout homme, la trinité alexandrine, produit artificiel d'une combinaison de systèmes, n'était qu'une collection d'abstractions philosophiques. A la place du Père, Jehovah, le Dieu de la création, l'instituteur d'Adam, le législateur des Juifs, l'ami d'Abraham et de Moïse, la première personne de la trinité alexandrine n'était qu'une froide unité, sans nom, sans attribut, sans couleur, enfermée dans un nuage impénétrable et dans un morne silence. Rien non plus dans la trinité alexandrine ne ressemblait à ce Fils divin, sagesse et verbe du Très-Haut, mais incarné dans le sein de Marie, sous une forme adorable sans cesse présente aux yeux de tous les chrétiens, dont la voix retentissait encore dans toutes les âmes, dont le sang avait arrosé et fécondé le calvaire. La seconde personne des Alexandrins était une intelligence toute passive, miroir où se réfléchissaient, non pas même le spectacle de la nature, mais les abstraites généralités de la dialectique. Les mêmes différences se retrouvaient dans la troisième personne des deux trinités. A vrai dire, par conséquent, le nom seul était commun entre elles : mais cette communauté de nom n'en avait pas moins pour effet de rendre l'idée de la trinité familière à tous les esprits, et d'en introduire l'usage dans la langue vulgaire des païens comme des chrétiens. La distinction des personnes divines, leurs rapports, leurs différences, leur égalité ou leur subordination, leur dépendance réciproque, tous ces points de haute doctrine, qui semblaient destinés à ne jamais sortir des sanctuaires de théologie, se trouvaient transportés ainsi dans les conversations communes. On en parlait

dans les églises, dans les auditoires, dans les places publiques et dans les campagnes, d'autant plus que la révolution politique accomplie par Constantin au nom d'une foi nouvelle portait naturellement tous les entretiens sur les questions religieuses, si intimement mêlées à le vie et à la destinée de chacun. On causait communément dans les villes d'Orient de la trinité et de ses hypostases en même temps que de la destruction d'un temple voisin, de la destitution d'un magistrat païen, de quelque édit nouveau de tolérance ou de protection porté par le César chrétien.

C'est le danger des temps où la foi est ardente et générale, que les questions religieuses, formant la préoccupation de toutes les âmes, deviennent matière de controverses violentes ou passionnées. Quand la pensée de l'homme se précipite ainsi, avec plus d'ardeur que de prudence, dans les champs de l'abstraction philosophique, il est bien rare qu'elle ne s'y égare pas. Quand les hautes vérités religieuses cessent d'être distribuées paisiblement par la discrétion des sages à la foi des simples, les hérésies sont près de naître. Sur un sol aussi échauffé, dans la fermentation de tant d'éléments inflammables, une étincelle suffit pour allumer et propager un incendie.

Ce fut vers l'an 319, que le saint évêque Alexandre, gouvernant le diocèse d'Alexandrie, homme de paix et de vertus apostoliques, fut informé que dans son clergé circulaient des opinions étranges sur la nature de la seconde personne de la Trinité. Ces opinions n'allaient à rien moins qu'à contester l'égalité du Fils et du Père, et à établir que le Fils n'était que le premier né de toutes les créatures, qu'il avait été créé comme l'une d'entre elles et qu'il n'existait pas de toute éternité. En allant aux renseignements Alexandre apprit que le propagateur de ces innovations était un prêtre estimé pour sa science, quoique déjà connu par quelques difficultés avec ses supérieurs. On le nommait Arius; il était originaire de la Libye, et il avait la conduite de la paroisse qu'on appelait Baucale; car la ville d'Alexandrie, presque seule en Orient, était divisée en paroisses soumises à ce que nous nommons aujourd'hui des curés. Alexandre fit venir Arius sur-le-champ et lui adressa de paternelles exhortations. L'extérieur grave, les formes polies et sèches d'Arius, sa bonne mine relevée par une taille majestueuse, et plutôt encore ornée qu'altérée par les traces de la méditation et des austérités, intimidaient un peu le doux évêque, qui mit beaucoup de ménagement dans ses premières réprimandes. Arius, de son côté, paya d'équivoques, ce qui n'était pas difficile dans une matière si délicate, et où il était si aisé de confondre ce qui convient au Christ dans sa nature humaine, et ce qui n'appartient qu'au Verbe éternel de Dieu. Puis, il s'en alla, disant qu'il était pleinement d'accord avec son évêque. Il continua à profiter de la

facilité que lui donnait son ministère pastoral pour insinuer à son aise le venin de sa doctrine; il la prêchait d'abord tout bas dans les maisons, puis il se hasarda à la déduire dans des conférences publiques. On accourut, non sans quelques reproches, avertir de nouveau l'évêque. Celui-ci, sentant la nécessité de défendre la vraie doctrine, mais essayant encore de prévenir un éclat, choisit la Trinité pour sujet d'une de ses conférences ecclésiastiques, et sans attaquer directement personne, il fit voir, devant son clergé assemblé et d'après la tradition de toute l'antiquité chrétienne, mais avec des développements un peu trop ambitieux, que les trois augustes personnes étaient parfaitement égales entre elles. Arius, qui se savait appuyé dans l'assemblée, prit alors hardiment la parole, et réfuta, en termes très-acerbes, les assertions de l'évêque. Soutenir l'égalité parfaite des personnes de la Trinité, c'était, disait-il, reproduire l'erreur de Sabelius, qui n'avait voulu voir, dans ces différentes personnes, que des noms différents et des attributs du même être. Les égaler à ce point, c'était les confondre. Puis, il posa avec assurance ce raisonnement qui allait être répété sur tant de tons divers, et avoir par le monde un si grand retentissement : Si le Père a engendré le Fils, celui qui engendre existait avant celui qui est engendré. Donc il y a eu un temps où le Fils n'existait pas. La réunion se sépara dans un grand scandale. Mais l'argument d'Arius avait paru frappant à bien du monde, et la nouvelle doctrine se répandit très-promptement. Ses partisans s'en allaient par les places publiques, arrêtant les passants et principalement les femmes, pour leur poser cette question : Aviez-vous un fils avant d'en avoir mis au monde? Et sur leur réponse négative : Dieu non plus, disaient-ils, ne pouvait avoir de fils avant d'avoir engendré. Les femmes étaient très sensibles à cette conclusion, et un peu de facilité de conscience, qu'elles trouvaient chez les prêtres amis d'Arius, achevait d'assurer à la secte nouvelle le puissant appui des matrones du grand monde qui n'étaient pas toujours irréprochables.

La main débonnaire d'Alexandre n'était pas de force à arrêter les progrès du mal. L'anarchie se glissa très-rapidement dans le troupeau. D'autres curés, Colluthe, Carpone, Sarmate, inventaient d'autres opinions, et chacun commençait à parler et à endoctriner à sa guise. Mais, heureusement pour Alexandre, il n'était pas seul à soutenir la lutte. Dieu avait mis auprès de lui un aide pour le fortifier. Dans l'intimité de l'évêque, mangeant à sa table, travaillant dans son cabinet, le servant à l'autel, croissait un jeune diacre, de chétive et méprisable stature, mais enfermant dans un faible corps et trahissant par un regard perçant une âme indomptable. Si l'on en croit une tradition qui n'est pas dépourvue de bons témoignages, l'évêque en avait fait rencontre dans une circonstance singulière. Il avait aperçu un

jour, de sa fenêtre, des enfants qui, sur le bord de la mer, imitaient en jouant les cérémonies de l'Église. Trouvant que la chose passait la plaisanterie, il fit monter les petits officiants et leur demanda quel était ce jeu. Les enfants tout troublés dirent d'abord qu'ils n'avaient rien fait. Mais, pressés de questions, ils finirent par avouer que l'un d'eux, nommé Athanase, avait rempli les fonctions d'évêque et les avait baptisés. Alexandre poussa plus loin son interrogatoire. Qu'avait fait ce prétendu évêque? qu'avait-il enseigné, et que lui avait-on répondu? Il se trouva que tout s'était passé si régulièrement, que toutes les fonctions du baptême avaient été si bien remplies, dans l'ordre voulu, que, d'un commun accord, l'évêque et les prêtres convinrent que le sacrement était valable. Alexandre garda les enfants auprès de lui, pour les préparer au ministère : et Athanase, son favori, instruit dans toutes les sciences, devint son conseiller habituel, et son secrétaire privé.

Il pouvait avoir environ vingt ans lorsque commencèrent les démêlés de son chef avec Arius. Dans cet âge si peu avancé, il s'était déjà fait connaître par deux écrits dirigés contre les païens; et on y remarquait une profondeur de pensée et une vigueur de logique peu communes. Son style pourtant n'était pas encore exempt de la déclamation fleurie, ni sa pensée du raffinement philosophique qu'on reprochait communément aux élèves des écoles d'Orient. Les formules abstraites revenaient habituellement sous sa plume, les manières de parler platoniciennes lui étaient familières. Mais il s'arrachait souvent à ses travaux et à la ville pour aller respirer l'air sain de la montagne, et se retremper dans la conversation du saint anachorète Antoine, qui l'affectionnait très-particulièrement, et dont la simplicité sainte faisait rapidement tomber l'éblouissement d'un vain savoir. D'ailleurs Athanase était enflammé dès sa jeunesse de la passion qui fait les saints, l'amour de Jésus-Christ. Le jour où il crut voir dans les discours d'Arius une atteinte portée à l'honneur de ce Dieu chéri, il bondit d'indignation, et l'ardeur d'un sentiment vrai aiguisant toutes ses facultés, il consacra désormais sans relâche à la défense du Verbe incarné toutes les ressources d'une science immense et d'une dialectique invincible, dirigées par un grand bon sens et par une volonté de fer.

Sous l'influence de ses avis, la conduite d'Alexandre prit tout d'un coup une tournure plus énergique. Arius fut cité à se défendre devant son évêque et le clergé d'Alexandrie assemblé dans deux audiences successives. Il soutint son dire avec une grande impudence Il était assez difficile de lui faire articuler précisément quelle nature il attribuait au Fils de Dieu, mais un point paraissait fixé dans son esprit, c'est que la seconde personne de la Trinité avait été créée par la pre-

mière, et n'était, par conséquent, ni éternelle, ni incommutable. On le poussa très-vivement dans la conférence sur ce sujet, jusqu'à lui demander si le Verbe de Dieu pouvait tomber comme le diable, et il répondit sans hésiter: Assurément, puisqu'il est sujet au changement. Il n'y avait plus moyen de balancer, et Alexandre se décida à anathématiser l'hérétique et à le chasser de l'Eglise. La sentence fut signée par plus de 30 prêtres et 40 diacres, au nombre desquels figure la signature de deux Athanases. Mais comme il fallait une sanction plus considérable encore, Alexandre convoqua un concile de tous les évêques d'Egypte et de Libye, au nombre de près de cent, dont le jugement vint confirmer le sien. Onze diacres et deux évêques, Second de Ptolémaïde, et Thénoas de Marmarique, qui avaient partagé les sentiments d'Arius, furent compris dans la sentence.

Arius ne pouvait rester dans Alexandrie après cette condamnation solennelle; mais il n'était pas homme à se soumettre et à se décourager. Gardant des relations nombreuses dans la ville, où le sentiment populaire lui était plutô favorable, et où on blâmait généralement la rigueur de l'évêque contre un si saint prêtre, il chercha un refuge auprès des évêques voisins. Il calculait, non sans raison, que plus d'un motif en rangerait un grand nombre de son côté. Il pouvait compter d'abord sur Mélèce, évêque schismatique de Lycopolis, qui, depuis quinze ans, était en guerre ouverte avec les évêques d'Alexandrie, par suite d'une condamnation encourue pour avoir sacrifié aux idoles. Mélèce avait un petit parti fort actif, qui mettait beaucoup de trouble en Égypte, et avec lequel Arius avait été autrefois en relation. Il avait été aussi en camaraderie de jeunesse et d'étude avec beaucoup d'autres prélats, à l'école d'un certain Lucien d'Antioche, qui, bien qu'il ait gardé le nom de saint, paraît avoir enseigné une doctrine un peu étrange. Tous ses élèves en avaient gardé quelque chose, et surtout étaient restés fort en amitié, s'appelant familièrement les *collucianistes*. Puis les jalousies étaient assez grandes dans tout l'Orient contre le siége patriarcal d'Alexandrie, et il n'était pas difficile d'exciter des inimitiés contre Alexandre. Enfin, il faut bien le dire, les docteurs d'Orient depuis Origène avaient tant raisonné sur le Verbe et sa filiation que la simplicité de la foi primitive s'était insensiblement altérée chez eux. A force de plonger leurs regards dans l'abîme, les meilleures têtes étaient atteintes d'un peu de vertige.

Arius exploita avec une incroyable activité toutes ces faiblesses. Sous une apparence austère, qui donnait plus de charmes au tour assez piquant de son esprit, il excellait dans l'art de plaire aux hommes. Il dissimulait avec artifice la partie la plus odieuse aux cœurs chrétiens de sa doctrine, enveloppait toute l'affaire de quelques versets de l'Ecriture mal appliqués, et insistait principalement sur son désir de

paix, sur la dureté de son évêque, et surtout d'un jeune secrétaire, mauvaise tête et esprit hautain, disait-il, qui entraînait le bon vieillard.

Il allait, venait, envoyait des députations, et connaissant le faible de chacun, le flattait sans affectation. Au vaniteux Eusèbe de Nicomédie, si fier de son rang et de sa science, il écrivait humblement :

« Monseigneur très-cher, homme de Dieu, très-fidèle et très-» orthodoxe Eusèbe, Arius persécuté par le pape Alexandre pour cette » vérité chrétienne dont vous êtes l'illustre défenseur, vous salue... » Notre évêque nous opprime et nous persécute, et fait mouvoir contre » nous toutes ses machines... Il dit que le Père, le Fils, tout cela n'est » qu'une même chose : que le Fils existe avec Dieu sans être engendré » par lui, ou bien qu'il est engendré sans l'être... Les uns l'appellent » l'émission, les autres la projection du Père... Quant à nous, nous » disons tout haut ce que nous pensons et ce que nous sentons, c'est » qu'il n'est pas vrai que le Fils n'ait pas été engendré, ni qu'il fasse » partie d'un être non engendré.... mais que par le conseil et la » volonté de Dieu, il a existé avant tous les temps comme Dieu par-» fait, fils unique et immuable, mais qu'il n'était pourtant pas avant » qu'il fut engendré, ou créé ou déterminé. Car il est engendré.... » Voilà pourquoi nous sommes persécutés, vous savez le reste. De-» meurez en notre Seigneur, en vous souvenant de nos maux, véri-» table collucianiste, monseigneur Eusèbe. »

Tel qu'Eusèbe de Nicomédie nous est connu, il n'avait garde de refuser un patronage si humblement offert, et qui pouvait lui donner l'occasion d'humilier un rival considérable et d'élever son siége au premier rang de tout l'Orient. Il invita Arius à venir auprès de lui à Nicomédie, et cet important suffrage lui valut aussitôt le concours d'un très-grand nombre d'évêques au nombre desquels figurait l'autre Eusèbe, évêque de Césarée, qui ne séparait guère sa fortune de celle de son ami ou parent.

Fort de cet appui, Arius prit le ton plus haut, et commença à essayer d'agir sur les esprits par des publications de diverses natures. Il écrivit d'abord à son évêque Alexandre une lettre dogmatique destinée à servir de profession de foi, et qui demeura en effet le grand symbole de la croyance arienne. Il y donnait de son opinion une définition qui avait l'intention d'être claire, et qui parut telle apparemment aux esprits subtils de l'Eglise grecque, mais qui, à distance et pour le sens commun, est assez difficile à saisir. Suivant lui, le Fils était engendré *avant tous les temps*, mais *non pas de toute éternité.* Dieu seul était éternel. Le Fils était seulement avant le temps. Ce n'était pourtant pas avec ces distinctions imperceptibles destinées à réfuter les objections des savants qu'il espérait émouvoir beaucoup la foule. Pour les esprits plus simples ou plus grossiers, il tenait d'autres moyens

en réserve. Il composa une sorte de poëme, mélangé de prose et de vers, destiné à être chanté dans les festins, sur le rhythme de chansons fort libres qui étaient dans toutes les mémoires, et il donna même à ce traité dogmatique d'un nouveau genre le nom classique de Thalie, inventé auparavant pour les recueils bachiques d'un poëte dissolu. Ce petit poëme commençait ainsi : « Dans la compagnie des élus de Dieu, des saints enfants, des orthodoxes, de ceux qui ont reçu l'Esprit saint, j'ai appris ce qui suit... J'ai marché sur leurs traces, en harmonie avec eux, moi, Arius le célèbre, qui ai souffert pour la gloire de Dieu. » Il y avait aussi d'autres chansons moins élégantes de style destinées à être répétées par le peuple ; il y en avait pour les matelots, pour les voyageurs, pour ceux qui travaillaient au moulin; on y parlait de toutes sortes de sujets, et çà et là il y avait un mot sur le Verbe et la Trinité. Arius prenait soin de tout lui-même, de l'air et des paroles.

L'effet de ces intrigues fut très-puissant ; en très-peu d'années tout l'Orient était en feu. C'était à qui écrirait à Alexandre pour le conjurer de se remettre en grâce avec Arius. Les deux Eusèbe surtout étaient intarissables, ils envoyaient lettres sur lettres, tenaient des réunions d'évêques, sollicitant tout le monde à écrire, à parler en faveur d'Arius. Alexandre, ainsi assailli, se défendait avec désespoir : lui et Athanase se consumaient en réponses hardies et savantes. Saint Épiphane compte qu'ils n'écrivirent pas en un mois moins de soixante et dix lettres circulaires. Celles qui nous restent se distinguent de la polémique du temps par un ton d'autorité et par une discrétion pleine d'humilité, quoique non dépourvue de science, qui convient à la vraie foi. Le grand texte de l'Évangile selon saint Jean fait le fond de l'argumentation. Puis la pensée humaine est sommée de s'arrêter au bord des mystères divins et de ne pas tenter d'en sonder la profondeur : « Au commencement était le Verbe, dit saint Jean, » et le Verbe était avec Dieu, et le Verbe était Dieu..... Mais après » avoir ainsi placé l'essence de Dieu au delà de la connaissance de » toutes les créatures, le très-pieux saint Jean n'a pas voulu raconter » sa génération,... parce que l'inexplicable substance du Fils dépasse » la compréhension la plus subtile, non-seulement des évangélistes, » mais des anges eux-mêmes. C'est pourquoi je ne pense point qu'il » faille compter parmi les hommes pieux ceux qui demandent quelque » chose de plus, et qui n'écoutent point ce qui est écrit : Ne t'informe » pas de choses plus élevées que ton intelligence, et n'élève pas tes » regards vers ce qui te dépasse. »

Qu'allait faire, qu'allait penser, dans ce conflit d'opinions, de correspondances et de conciles, le héros de l'Empire et de l'Eglise ? Du jour que Constantin eut mis le pied dans Nicomédie, tout le monde

eût les regards fixés sur lui. Il fallait de toute nécessité que le schisme fut l'objet de ses premières préoccupations, car l'évêque de Nicomédie même y était fort engagé, et la princesse Constantie, qui ne se conduisait que par les conseils de ce prélat, ne pouvait manquer d'en entretenir son frère. D'ailleurs c'était l'objet des conversations générales, à ce point que sur les théâtres même on se moquait déjà des divisions des évêques. La première impression de l'empereur, dès qu'il vit la gravité de l'affaire, fut une douleur poignante qui lui arracha sur-le-champ un de ces cris de désespoir et d'impatience que nous avons déjà entendu plus d'une fois, dans des cas pareils, s'échapper de sa poitrine. Il prit rapidement la plume, et traça ces lignes où se mêlent, dans un étrange contraste, la hauteur du maître, la soumission du fidèle et le dédain de l'homme d'État.

Constantin, vainqueur très-puissant et très-auguste, à Alexandre et à Arius.

« ..... Dernièrement, lorsqu'une intolérable folie s'était emparée de toute l'Afrique, à cause de quelques téméraires qui avaient divisé la religion du peuple en plusieurs sectes, moi, voulant arrêter ce mal, je ne voyais pas de meilleur remède que de chercher quelques-uns de vous autres (*Évêques d'Orient*), pour les charger de rétablir la concorde entre les dissidents. Car puisque, par le bienfait de Dieu, le rayon de la vraie lumière et la règle de la véritable religion sont sortis comme du sein de l'Orient pour éclairer l'univers entier, je pensais, non sans motif, que vous deviez demeurer les guides du salut de toutes les nations... Mais, ô bonté divine ! quelle nouvelle a frappé mes oreilles ou plutôt a blessé mon âme ! J'apprends qu'il y a entre vous de beaucoup plus grands dissentiments que ceux qui divisent l'Afrique, de sorte que votre contrée, d'où j'attendais le secours, a plus besoin de remède qu'aucune autre. Et en réfléchissant sur l'origine de cette division, je trouve que la cause en est légère et point du tout digne d'une telle excitation. C'est pourquoi je me vois réduit à vous adresser cette lettre, et en invoquant le secours de la divine Providence, je m'offre pour l'arbitre et l'intermédiaire de votre différend. Or, voici comment j'apprends qu'a commencé votre controverse : Vous, Alexandre, vous avez cherché à savoir de vos prêtres ce qu'ils pensaient sur un point des choses écrites dans la loi, ou plutôt sur une question de peu d'importance ; et vous, Arius, vous avez avancé sans prudence ce que vous ne deviez jamais penser, ou, si vous le pensiez, ce que vous deviez enfermer dans le silence. De là la

discorde étant née entre vous, la bonne harmonie a été rompue, le peuple saint, divisé en deux partis, a perdu l'unité de son corps. Mais maintenant que chacun d'entre vous, usant de pardon l'un envers l'autre, embrasse l'avis que votre frère dans le service de Dieu (ὁ συνθεραπεύων) vous propose très-justement. De quoi s'agit-il en effet? Il ne fallait sur ces points ni interroger ni répondre. Car ce sont là des questions qu'aucune nécessité légale ne prescrit d'agiter, mais qui sont mises en avant pour amuser des loisirs, et quoiqu'elles puissent servir à donner de l'exercice à l'esprit; cependant nous devons avoir soin de les contenir dans l'intérieur de notre pensée, de ne pas les apporter au hasard dans les réunions publiques, et de n'en pas frapper surtout sans discrétion les oreilles des peuples. Combien y a-t-il de gens en effet qui puissent comprendre exactement la portée de si grandes et si difficiles matières et les exposer dignement? Et si quelqu'un pense pouvoir s'en acquitter convenablement, à combien de personnes dans le peuple pourra-t-il faire comprendre sa conviction? qui peut, dans la délicatesse de pareilles questions, être sûr de se préserver du danger de glisser dans l'erreur? Il faut donc sur tous ces sujets réprimer sa langue, de peur que la faiblesse de celui qui parle l'empêche de s'expliquer d'une façon suffisante, ou que la lenteur d'esprit de celui qui écoute ne lui fasse mal comprendre une partie de ce qu'on dit: et que, soit pour un motif, soit pour un autre, le peuple tombe dans des blasphèmes et dans des schismes. L'interrogation a donc été imprudente et la réponse indiscrète. Pardonnez-vous réciproquement : car il ne s'agit pas entre vous d'un des points principaux de votre loi, et on ne vous introduit point de dogme nouveau; vous avez au fond la même opinion, vous pouvez revenir aisément à la même communion.... Voyez les philosophes d'une secte : comme ils ont soin de professer toujours les mêmes opinions! et cependant ils ont bien souvent des différends sur quelque point en particulier. Mais quoi qu'ils diffèrent sur les points qui tiennent à la perfection de la science, pour ce qui fait le corps de la doctrine, ils restent toujours unis. Combien n'est-il pas plus convenable que vous, les serviteurs du Dieu Très-Haut, vous restiez réunis dans la profession de la même religion.... Retournez donc à votre mutuelle charité : rendez aux peuples ses embrassements fraternels... Rendez-moi à moi-même mes jours tranquilles et mes nuits sans inquiétude; que je puisse jouir comme un autre de la pure lumière du jour et du repos de la vie! Si je n'obtiens pas ce résultat, il faut que je gémisse, que je me fonde en larmes et que je n'aie plus un moment de paix sur la terre. Car comment aurai-je l'esprit en repos, tant que le peuple de Dieu, le peuple de mes frères dans le service de Dieu, est divisé par un injuste et profond dissentiment.... »

Le traducteur grec de cette épître avait pu orner la pensée de l'Empereur de périphrases élégantes : s'il partageait, comme c'est assez probable, la bienveillance de l'évêque de Nicomédie pour Arius, il avait pu contribuer à atténuer aux yeux du souverain l'importance de la question théologique, mais l'inspiration était, à coup sûr, celle de Constantin même. Il y a des accents qu'on n'imite pas et un langage qu'un souverain seul se croit en droit de tenir.

Tout ce qu'Eusèbe de Nicomédie et son parti purent donc obtenir, dans ce premier moment, du sens droit de Constantin, fut de tenir une balance impartiale entre les deux adversaires et de leur envoyer un ordre prompt d'en finir. Il aurait voulu aller lui-même jusqu'à Alexandrie, mais il craignit de trouver la population trop émue. Il se borna à envoyer, avec ses instructions, son confident de vieille date, Osius, évêque de Cordoue, pour prendre connaissance du débat et mettre les adversaires d'accord [1].

C'était sans doute un événement fort curieux, et qui dut émouvoir la population frivole d'Alexandrie, que de voir arriver du fond de l'Occident, un espagnol, ne parlant que le latin, et encore sans pureté et avec accent, et venant juger, dans la ville la plus polie qu'eût produite la civilisation grecque, une des questions les plus délicates qui puissent faire le lien de la philosophie et de la religion. Mais à la distance des siècles, pour la postérité chrétienne, qui porte aux débats religieux un intérêt que le temps ne saurait affaiblir, cette intervention d'un évêque d'Occident, à la naissance même de la grande hérésie arienne, est d'une précieuse importance. Si, comme l'a souvent prétendu une critique qui prend le doute pour la science, le dogme de la Trinité chez les chrétiens avait été un produit récent des hérésies philosophiques des Pères grecs, un dogme étranger aux enseignements primitifs de l'Evangile, si Jésus-Christ lui-même ne s'était donné à ses disciples que comme un supérieur et un prophète, et si c'était la philosophie qui eût imaginé d'en faire un Dieu, un évêque d'Occident, élevé loin de toute étude et dans la foi traditionnelle, aurait dû pencher en faveur d'Arius contre Alexandre. Il aurait dû embrasser, dans la controverse, celle des deux opinions qui offrait du dogme de la Trinité l'explication la plus simple et la plus humaine. Le contraire arriva et devait être. La tradition chez les Chrétiens, c'était la divinité de Jésus-Christ. Jésus-Christ homme et Dieu, c'était là ce qu'on enseignait à l'enfant à murmurer dans les bras de sa mère, et à adorer au pied

[1] Il est plus que probable et généralement admis, quoique aucun texte ne le dise expressément, qu'Osius, simple évêque d'Espagne, ne se serait pas chargé de cette mission, qui le mettait au-dessus du patriarche d'Alexandrie, s'il n'avait été autorisé par une délégation du siége de Rome, à qui, du reste, il est certain qu'Alexandre avait communiqué la décision rendue contre Arius.

de l'autel. C'était la philosophie, au contraire, qui, pour éclaircir le mystère, l'atténuait, l'affaiblissait, le dénaturait. L'Arianisme était une décomposition toute philosophique des dogmes inventée par les savants et ignorée des simples. La foi simple d'Osius ne s'y méprit pas un seul instant.

Il examina tout avec conscience. Il appela autour de lui les principaux évêques de la province, qui se rendirent avec déférence auprès de l'envoyé de l'Empereur. Il se fit rendre compte et de la doctrine nouvelle, et d'autres hérésies précédemment enseignées, comme celle de Sabellius, par exemple, que les Ariens imputaient à leurs adversaires. Il se fit enseigner le sens de mots grecs qui lui étaient fort étrangers : il répéta en balbutiant les mots de substance et d'hypostase, écouta patiemment les discussions interminables des dialecticiens d'Alexandrie : puis il donna son avis, et quoique nous n'en ayons pas les termes, il n'est pas douteux qu'il fut très-défavorable pour Arius : car l'hérétique, qui avait mieux espéré de ses protecteurs et des instructions de Constantin, en conçut une violente colère, et il écrivit sur-le-champ à l'Empereur lui-même une lettre pleine de fiel, tour à tour humble et insolente, où il finissait pourtant par se plaindre amèrement de se voir interdit du ministère sacré. Que veut-on que je fasse, s'écriait-il, si personne ne veut me recevoir?

Dans cette épître, dont nous ne savons ni la date ni le contenu exact, Arius paraît avoir eu l'audace de se vanter à l'Empereur, sur un ton qui sentait la menace, de sa grande popularité et du nombre considérable de ses partisans, surtout en Libye. La présomption ne pouvait plus mal l'inspirer : car Constantin recevait au même moment la nouvelle que son envoyé ne réussissait à rien pacifier à Alexandrie, qu'on ne respectait ses décisions sur rien, et que le tumulte était tel dans les rues, qu'on y avait brisé, par accident ou à dessein, des statues impériales. Il n'en fallait pas davantage pour que, blessé dans sa foi comme dans son orgueil, Constantin, avec sa mobilité accoutumée, passât sans transition d'un désir exagéré de paix à l'explosion d'une colère sans bornes. Osius avait à peine quitté Alexandrie depuis quelques semaines, qu'on y voyait arriver, en toute hâte, les messagers d'Etat, Syncletius et Gaudens, apportant au préfet d'Egypte l'ordre de faire lire publiquement, dans le palais de la ville, un manifeste impérial conçu dans un sens et écrit sur un ton auxquels on était loin de s'attendre.

Il commençait ainsi : « Constantin Auguste à Arius et aux Ariens : Un mauvais interprète est assurément une image du diable. De même en effet que les peintres habiles donnent au diable une belle apparence, bien qu'il soit très-laid par sa nature, afin que l'on conçoive de quel appât il se sert pour égarer les hommes malheureux, en leur of-

frant la séduction de l'erreur : l'homme que vous savez, fait un métier de même sorte, et semble n'avoir d'autre souci que de présenter à tout venant le poison de son impudence. Car il a inventé une foi d'*infidélité* entièrement nouvelle, et qui n'avait jamais existé depuis qu'il y a des hommes au monde. Et c'est ici que nous éprouvons la vérité de ce qu'a dit l'Esprit saint, qu'il y a des hommes qui ne sont habiles qu'à mal faire..... (*Sapientes ad malum sunt*). Mais toi, ô Christ, Christ mon Seigneur, jusqu'à quand laisseras-tu impunément ces brigands nous attaquer ? Nous voyons se dresser en face de nous une violence pleine d'audace qui rugit, qui grince des dents, toute couverte de crimes et d'ignominie. Elle inonde la prédication de ta loi et de ton nom comme des vagues orageuses de l'erreur. Elle répète, elle met par écrit des discours, tout contraires aux définitions que toi-même, ô Christ! qui existes avec le Père éternel, source de ton être, tu nous a laissées sur ta nature.... Mais je veux aujourd'hui examiner un peu à fond le caractère de l'homme qui préside à cette secte d'erreur.

Suivait un bizarre et presque incompréhensible dialogue, une sorte de duel entre l'empereur et l'hérétique. L'auteur du manifeste faisait à la fois et la demande et la réponse.

« L'entendez-vous, disait-il, comme il parle? Gardons, dit-il, le terrain que nous avons gagné, et que toutes choses se passent comme nous le voulons... car nous avons pour nous la multitude. — Mais moi je vais m'avancer un peu pour voir comment va se passer cette guerre, moi, dis-je, qui ai depuis longtemps l'habitude de mettre à la raison les insensés. Viens donc, ô grand Mars-Arius[1], il sera prudent, je t'avertis, de faire usage du bouclier. Ou plutôt ne viens pas, je te le conseille : reste dans la compagnie de Vénus. Tu es revêtu de belles armes : plût au ciel que tu fusses revêtu de piété aux yeux du Christ! — Mais voici qu'il change de langage. Je viens, dit-il, comme un suppliant, et bien que je pusse l'emporter par la force des armes, je ne veux point combattre. Je veux seulement, avec l'aide du Christ, vous faire du bien, et à toi empereur, et aux autres. — Que signifie cela? Pourquoi te donner des apparences qui ne conviennent pas à tes mœurs? Est-ce avec l'appareil de la paix, n'est-ce pas plutôt comme environné de troupes que tu t'avances à cet incroyable degré de témérité?... Ecoutez donc, ô peuples,... ce que cet homme a bien osé écrire de sa plume qui distille le venin..... Tu demandes ce que tu dois faire si personne ne veut te recevoir : et c'est le cri qui s'échappe souvent de ton gosier détestable. Moi je te demanderais en revanche : où et

[1] Il y a ici un jeu de mots qu'on ne peut traduire sur le nom d'Arius, qui ressemble en grec à celui de Mars.

quand as-tu fait connaître ta pensée d'une façon claire? Tu aurais dû te faire connaître aux dieux et aux hommes pour ne pas faire comme ces serpents venimeux qui ne se dressent tout entiers que lorsqu'ils ont pu se cacher dans les profondeurs des forêts. Car le serpent a cela de particulier qu'il recherche le silence comme s'il avait honte de sa personne. Toi, tu te montres en apparence doux et tranquille, et ton âme, pleine de piéges et de mille maux, en trompe plusieurs. O malheur! L'esprit du mal a fait cet Arius, tout à son gré, comme un véritable ouvrier de crimes! »

L'empereur entrait alors dans une discussion sur le fond du dogme où, bien qu'il se fût évidemment fait aider, il ne réussissait pas à être tout à fait orthodoxe, et se montrait plus zélé pour la gloire du Christ qu'exactement instruit sur sa nature : puis revenant au point qui l'avait blessé au cœur... « Tu dis, répétait-il, que tu as avec toi une grande masse d'hommes qui t'aide et te soutient : écoute donc, écoute, ô misérable Arius, et comprends toute ta folie, et toi, ô Dieu, qui as soin de toute choses, sois propice à mon discours s'il est conforme à la foi : car, moi, ton serviteur... je vais démontrer par les plus anciens écrits des Grecs et des Latins que la folie d'Arius a été prédite par la sibylle Erythrée. Cette prophétesse a parlé ainsi : Malheur à toi, Libye, qui es placée sur le bord de la mer, car il viendra un temps où tu auras à subir avec tes fils et tes filles une grave et cruelle épreuve... car tu as osé déserter le jardin des fleurs célestes, et les déchirer par les morsures de tes dents de fer... Vois donc, ô homme très-perfide, comme tu t'accuses toi-même dans tes lettres insensées, quand tu dis que toute la Libye a passé de ton côté. Nieras-tu la vérité de cet oracle? Je suis prêt à envoyer à Alexandrie d'antiques manuscrits de la sibylle écrits en langue grecque pour te confondre plus sûrement. »

« Du reste, ajoutait Constantin, cette multitude dont tu te vantes ne sera plus trompée par toi. Tes artifices s'évanouiront; la vérité t'environnera comme une forteresse ; la pluie salutaire de la puissance divine éteindra les flammes que tu as allumées. ......En effet, tous ceux de tes alliés ou de tes soutiens qui font partie des curies vont être désormais astreints aux charges publiques, si dès à présent, évitant ta rencontre et ton commerce, ils ne rentrent pas dans la foi incorruptible; tes partisans devront tous payer une taxe de contribution décuple : et quant à toi, homme de fer, fais-moi connaître ce que tu veux, si tu as confiance en toi-même, et si tu as la conscience pure. Viens, viens à moi, l'homme de Dieu, crois que par mes interrogations je saurais sonder le fond de ton cœur. Si je vois que cette fureur y est entrée profondément, j'implorerai la grâce de Dieu, et je te guérirai de cette morsure venimeuse. Si tu me parais d'un esprit

sain, reconnaissant en toi la lumière de la vérité, j'en rendrai grâces à Dieu, et je me féliciterai de ma piété[1].

La lettre de l'empereur fut affichée dans la plupart des villes de l'Asie. Elle répandit un instant de terreur parmi les partisans d'Arius. Mais elle attestait une colère trop vive pour être bien durable, elle ouvrait même, dans les dernières lignes, une échappatoire à Arius lui-même, en l'invitant à venir s'expliquer devant l'empereur. Il ne manquait pas d'hommes autour de Constantin qui connaissaient son caractère. Ils étaient habitués à ces alternatives d'impatience et de scrupules qu'il portait dans toutes les affaires de foi. Ils savaient tour à tour inquiéter sa conscience et flatter son orgueil, et excellaient à le conduire en faisant jouer ce double ressort. Arius avait offensé le souverain par sa hauteur. On l'apaisa par l'espérance de terminer lui-même le débat. On le décida à citer l'hérétique devant lui. Arius comparut armé d'impudence, bien muni de faux-fuyants et de ruse, et sa leçon parfaitement faite par Eusèbe de Nicomédie. Il réussit, dans l'entretien, à embarrasser l'esprit peu exercé de son interlocuteur dans les définitions et les équivoques, à tel point que, ne sachant plus trop comment s'en tirer, le prince, fort en peine, le fit jurer qu'il ne retomberait plus dans son erreur, et ajouta : J'ai cette confiance dans le Seigneur, que si tu me trompes et si tu me caches quelque chose, Dieu, le Dieu que tu appelles en témoignage, ne manquera pas de confondre ton imposture.

Une conduite si incertaine n'était pas de nature à mettre fin à une erreur si enracinée, propagée avec une telle activité de convictions et d'intrigues. Le mal ne fit que s'accroître de plus en plus, sous les yeux mêmes de l'empereur. Retrouvant alors l'instinct de son génie, il imagina une idée pleine de grandeur, digne à la fois et de l'esprit qui la conçut et du sujet qui la fit naître. Ce fut de provoquer sur le même point de l'empire la réunion de tous les évêques de la *terre habitable pour opposer à l'invisible ennemi de l'Église le bataillon d'une phalange divine.* Le concile de Nicée, sur sa demande, allait être convoqué.

A. de Broglie.

[1] Cette lettre de Constantin, peu connue et rarement citée, et qui donne une si juste idée de la bizarrerie de son caractère, si tristement mêlé de bien et de mal, est parfaitement authentique. Conservée en entier par Gélase de Cyzique, elle est citée, par extraits, dans saint Epiphane et dans Sozomène. Il n'y a de difficultés que sur le moment de la vie de Constantin où il convient de la placer.



POÉSIE.

AUX CHRÉTIENS.

Nous sommes peu nombreux, et la mêlée est sombre.
Regardons notre petit nombre,
Comme le font les gens de cœur.
Dans les rangs dégarnis, en pareille rencontre,
Ce que chaque soldat peut, il faut qu'il le montre;
Tel qui se fût caché, tient ferme et n'a plus peur.

Nous sommes peu nombreux. Cela, pour nous, veut dire :
— Un courage indompté pourra seul nous suffire.
Chacun doit, d'un bras fort, sans trêve, sans repos,
Combattre jusqu'à ce qu'il meure. —
Cela veut dire : Eh bien! Dieu nous met en demeure,
Pour rester ses soldats, d'être tous des héros!

Cette nécessité jamais ne fut à craindre!
Non, nous ne devons pas nous plaindre;
Aimons-le ce combat où nul ne peut plier.
Si les périls sont grands, soyons plus grands encore!
Pour repousser ce choc qui broie et qui dévore,
Opposons-lui des cœurs d'acier.

Ainsi faisait à Sparte, ainsi faisait à Rome,
Quiconque portait le nom d'homme.
Aux païens hardiment empruntons cet orgueil.
Traitons l'impiété comme eux la barbarie,
Quand elle répandait ses flots sur la patrie,
Et que trois cents soldats se faisaient son écueil.

Retrouvons-le ce cri dont les Alpes tremblèrent,
Ce cri que trois pâtres poussèrent,
Qui fit lâcher sa proie à l'aigle épouvanté,
Quand, pour jamais fuyant son aire,
Il ouvrit sa puissante serre,
Et laissa retomber du ciel la liberté!

Traitons l'impiété comme eux la tyrannie !
Leur liberté, pourtant, semblait à l'agonie.
Ces trois hommes ont dit : « Elle ne mourra pas ;
» Elle ne peut mourir ; car nous mourrons pour elle ! »
Disons de notre foi : « Dieu l'a faite immortelle ;
» S'il faut du sang, voici celui de ses soldats. »

Le drapeau, quelque peu qu'on soit pour le défendre,
Il ne faut pas le laisser prendre ;
Embrassons-le d'un bras jaloux.
En tombant à ses pieds, sachons encor sourire :
Ce n'est point lui que l'on déchire ;
Ce n'est point lui : ce n'est que nous !

Remercions le ciel d'avoir beaucoup à faire.
Dans sa force un chrétien ne sait point se complaire ;
Mais il sait ce qu'il vaut, ayant Dieu pour soutien.
Allons, sans regarder jamais combien nous sommes ;
Laissons d'autres compter les hommes,
Allons, en nous disant : Dieu fait tout ; l'homme, rien !

ASSOMPTION.

Monte au ciel ! Ici-bas de toi que rien ne reste !
Monte, Vierge céleste,
C'est bien suivre ta loi.
Ta place est dans le ciel ; ce serait le mystère
Si tu laissais sur terre
Quelque chose de toi.

Le chemin t'est connu : vers ce beau ciel ton âme
Sur des ailes de flamme
Bien souvent prit son vol.
Jamais tu ne portas la dure et lourde chaîne
Qu'en pleurant l'homme traîne,
Et qui le rive au sol.

Ton corps ! ah ! c'est en vain que la tombe l'envie ;
Au maître de la vie
Qui veut le disputer ?

Non, l'on ne verra point redevenir poussière
La chair hospitalière
Que Dieu vint habiter.

De tout ce qu'il t'a dû Dieu garde la mémoire.
Ton vêtement de gloire
Est aux mains du Seigneur.
Le Verbe a pris sa chair dans ta chair virginale;
Pour robe triomphale
Il t'offre sa splendeur.

Jadis ton chaste sein l'a caché! Le ciel s'ouvre;
Le Seigneur se découvre
Devant toi, tout entier.
Tu lui donnas ton lait quand vous étiez sur terre;
Ici Dieu va se plaire
A te rassasier.

Ouvrez-vous pour Marie, ô portes éternelles!
Aux grandeurs maternelles
Ouvrez-vous aujourd'hui.
Vous connaissez du Fils les mains victorieuses.
Ébranlez-vous joyeuses,
Comme si c'était lui!

O David, quels transports! Ce n'est plus le symbole:
C'est l'arche sainte, vole!
C'est l'arche du vrai Dieu.
David, voici le jour. Laisse éclater ta joie:
L'arche, que Dieu renvoie,
Entre dans le saint lieu.

La Reine s'est assise. Autour d'elle les anges
Entonnent ses louanges;
La Reine n'entend pas.
La Reine ne voit point sa cour: Jésus l'appelle;
Jésus est auprès d'elle;
Jésus est dans ses bras.

Ce n'est plus le Jésus de la crèche; il rayonne!
Il te prend et te donne
Un éternel baiser.
O Mère, avec ton Fils bois la coupe d'ivresse;
Ton Fils l'emplit sans cesse;
Tu ne peux l'épuiser!

Octave Ducros (de Sixt).

REVUE LITTÉRAIRE.

THÉODICÉE CHRÉTIENNE, ou *Itinéraire de l'esprit vers Dieu*, par saint Bonaventure. Nouvelle édition, accompagnée d'une traduction française, d'une préface, de notes, et d'une table analytique des matières, par G. C. Ubaghs, professeur à la faculté de philosophie et lettres de l'Université catholique de Louvain. — Bruxelles, H. Goemaere, 1854, 1 vol. in-12.

DE LA CONNAISSANCE DE DIEU, ou *Monologue et Prosloge avec ses appendices*, de saint Anselme, archevêque de Cantorbéry et docteur de l'Église. Texte révisé d'après un ancien manuscrit, accompagné d'une traduction française, d'une préface, de notes, et d'une table analytique des matières, par le même. — Louvain, Vanlinthout et Cie, 1854, 1 vol. in-12.

Saint Bonaventure est sans contredit l'un des représentants les plus illustres de la philosophie mystique au moyen âge ; mais on s'est quelquefois mépris à son égard, en oubliant que le mysticisme chrétien n'est point la destruction de la science, mais son développement par toutes les puissances de l'amour. Dans le Christianisme, en effet, il y a place pour toutes les forces vives de l'âme, et loin de se contredire ou de se gêner, elles se soutiennent au contraire et se complètent les unes par les autres ; de sorte que, les facultés directrices tenant les rênes, et les facultés actives donnant l'impulsion, toutes ensemble ne forment qu'un système unique et convergent, dont les parties constituantes demeurent essentiellement les mêmes, et dont les aspects seuls varient avec les individus ou les écoles. C'est ainsi que la raison chrétienne, dans ses spéculations les plus ardues, ne demeure jamais étrangère au sentiment du divin, et que le véritable mysticisme, en réglant son essor à la boussole de la foi, va toujours de concert avec la raison la plus ferme et la mieux disciplinée. Le précieux opuscule dont M. Ubaghs vient de nous donner à la fois une édition nouvelle et une traduction, en offre un remarquable exemple.

Nous montons à Dieu par un triple échelon : la contemplation de l'univers, celle de l'âme, celle de Dieu ; l'univers où nous retrouvons son vestige, l'âme où nous reconnaissons son image, Dieu qui nous illumine de sa réalité. Et à ces trois degrés correspond en nous un triple sens, extérieur, intérieur et supérieur : sens extérieur, qui saisit le matériel ; sens intérieur, qui saisit l'intelligent ; sens supérieur, qui saisit le divin. De

plus, chacun de ces trois mondes se dédouble en quelque sorte, selon que nous le considérons en lui-même ou dans ses rapports : l'univers dans ses rapports avec l'âme, l'âme dans ses rapports avec Dieu, Dieu dans ses rapports avec lui-même; et notre ascension vers l'infini se trouve ainsi mesurer six degrés successifs, auxquels correspondent dans notre âme six puissances distinctes, et que le saint docteur compare avec les six jours de la création originelle, les six degrés du temple de Salomon, et les six ailes des Séraphins d'Isaïe.

La nature, vue en elle-même, nous conduit à Dieu comme l'ombre à la réalité, et l'effet à la cause : et ceci s'appelle, dans la terminologie du Docteur séraphique, la spéculation de Dieu *par ses vestiges*. Considérée dans les opérations que l'âme exerce sur elle, la nature nous révèle Dieu comme type de toute beauté et principe de tout jugement; elle va même jusqu'à nous faire pressentir le mystère de la génération éternelle du Verbe : et c'est ici la spéculation de Dieu *dans ses vestiges*.

Ce contact entre l'univers et l'âme nous fait ainsi passer directement de l'un à l'autre, et nous nous élevons, par une pente presque insensible, des choses du dehors à celles du dedans, et des deux premiers degrés aux deux suivants, qui touchent eux-mêmes à Dieu. Dans l'exercice de ses facultés, en effet, l'âme, qu'elle en ait conscience ou non, fait un usage continu et nécessaire de la donnée divine; et dans leur constitution essentielle, elle reproduit d'une manière non équivoque, bien que dans les limites du fini, l'image de l'incompréhensible Trinité. Mais lorsque de l'ordre naturel nous passons à l'ordre surnaturel, de l'âme étudiée en elle-même à l'âme dans ses rapports avec Dieu, de nos puissances défigurées par la chute à ces mêmes puissances rétablies et transfigurées par la grâce; alors ce n'est plus seulement à travers nous, mais en nous, que nous voyons Dieu, et nous sommes parvenus au quatrième degré de la spéculation divine.

Enfin, après avoir contemplé Dieu en dehors de nous par son vestige, en dedans de nous par son image, nous arrivons à le contempler au-dessus de nous dans sa propre lumière. Et ici encore nous avons à franchir un double degré. Considéré dans son essence, en effet, Dieu nous apparaît comme l'être absolu, embrassant dans son idée même celle de l'infinie perfection; considéré dans ses relations nécessaires, Dieu nous apparaît comme la bonté souveraine, dont l'idée emporte celle de la Trinité de personnes, et qui a son expression la plus parfaite dans le Verbe incarné. Arrivé à cette hauteur, l'âme se dégage du monde et d'elle-même pour se reposer dans sa fin, et échange les ressources désormais insuffisantes de la science humaine contre la pleine et vivifiante lumière de la grâce surnaturelle.

Mais pour s'élever de la terre où posent les pieds de l'échelle divine, jusqu'au sommet où l'on rencontre Dieu, il est une double condition à remplir : la purification de l'âme, pour la dégager de ce qui l'attire en bas ; la prière, pour lui donner le ressort et les ailes qui doivent la porter en haut. C'est ce que le P. Gratry appelle dans son pittoresque langage, *enlever l'obstacle ;* et les analogies qui existent entre le procédé d'induc-

tion décrit dans le livre *De la connaissance de Dieu*, et la méthode ascensionnelle employée dans l'*Itinerarium mentis*, sont trop évidentes et trop entières, pour qu'il soit utile de les faire remarquer ici. Aussi M. Ubaghs exprime-t-il le regret que l'éloquent oratorien n'ait point songé à faire figurer saint Bonaventure dans son *Livre d'or* des patriciens de la philosophie : « Sa place, dit-il, était marquée entre saint Augustin et saint » Thomas ; » et il est impossible de ne pas être de son avis. Nous n'en devons que plus de reconnaissance au docte professeur de Louvain pour avoir remis en lumière ce trésor un peu enfoui, que Gerson ne craignait pas d'appeler, malgré son peu d'étendue matérielle, *une œuvre immense*. Le travail de M. Ubaghs porte sur deux objets bien distincts : la révision du texte, et la traduction française. Pour la partie philologique, l'éditeur a pu mettre à contribution un beau manuscrit de 1487, appartenant à la bibliothèque de l'Université catholique, et qui lui a fourni des corrections importantes : des numéros, placés en tête de chaque paragraphe, facilitent les recherches et les renvois ; et la découpure du texte en un plus grand nombre d'alinéas, correspondant aux différents groupes de pensées, dégage le discours, et lui prête une lumière inattendue. On peut se faire une idée du soin extrême avec lequel ce travail de collation a été exécuté, par le respect en quelque sorte religieux que le traducteur a apporté dans la conversion en notre langue du latin original. « Nous avons tâché sur» tout, nous dit-il lui-même, de reproduire le texte avec la dernière » exactitude, sans nous permettre jamais de faire dire à l'auteur plus ou » moins qu'il ne dit, ni d'employer d'autres termes. » Et plus loin : « Nous avons poussé le scrupule au point de nous attacher, autant que » possible, à traduire toutes les phrases dans le même ordre et au même » nombre que l'auteur a choisis, et à placer les membres de chaque » phrase et même les mots dans l'ordre où le texte les présente. » Cette méthode de traduction, qui n'est certainement pas à recommander dans les matières *littéraires*, nous paraît être parfaitement à sa place dans les matières *philosophiques* : ceux qui veulent lire saint Bonaventure en simples amateurs porteront peut-être ailleurs leurs préférences ; ceux qui veulent le connaître tel qu'il est et l'embrasser corps à corps ne chercheront point de meilleur guide que M. Ubaghs, mais ils comprendront que pour arriver à ce prodige d'exactitude, sans contrarier la langue ni produire les ténèbres, il faut y apporter la même expérience que lui, et le même labeur patient, modeste et dévoué. Des notes destinées à éclairer les parties difficiles du texte, ou à mettre en relief les endroits plus marquants, les unes insérées au bas des pages, les autres rejetées à la fin, viennent encore en aide à l'intelligence du lecteur ; une courte mais solide introduction, sous le nom de préface, l'initie tout d'abord à l'objet du livre et au caractère de l'auteur ; et soit pour résumer ses impressions, soit pour se guider sur sa route, il trouve à la fin de l'ouvrage une analyse exacte, substantielle, parfaitement comprise, bien que le titre ne nous l'annonce que sous la rubrique d'une table des matières.

Nous aurions à faire identiquement les mêmes remarques sur l'édition et la traduction nouvelles du *Monologium* et du *Proslogium* de saint Anselme.

Notice préliminaire de l'ouvrage et de l'auteur, notes explicatives marginales et complémentaires, texte exactement revu et souvent amélioré, résumé analytique net et précis, version intelligente, claire, rigoureuse jusqu'au scrupule : on retrouve ici, sur une plus grande échelle, tout ce que nous avons essayé de faire ressortir dans l'*Itinerarium mentis* de saint Bonaventure. Comme pour son précédent travail, M. Ubaghs a eu la bonne aubaine de rencontrer à la bibliothèque de l'Université catholique un beau manuscrit sur vélin du XIIe siècle, qui lui a fourni plus de cent cinquante améliorations notables au texte déjà si excellent de Dom Bergeron ; et il a ajouté au *Proslogium* deux appendices qui en forment le complément nécessaire, nous voulons dire, la *Critique du moine Gaunilon*, et la *Réponse* qu'y a faite l'auteur lui-même.

En passant de saint Bonaventure à saint Anselme, du reste, nous ne faisons que nous mouvoir sur un même terrain. Comme l'*Itinerarium*, en effet, le *Monologium* et le *Proslogium* sont une Théodicée chrétienne, dans toute la force du terme. Le *Monologium* n'est en quelque façon que la mise au net des entretiens familiers du saint docteur avec ses religieux de l'abbaye du Bec, sur les objets principaux de la théologie naturelle. Dans les trois premiers chapitres, l'auteur s'élève de la bonté, de la grandeur, de l'être *par participation*, à la bonté, à la grandeur, à l'être *par essence*. L'idée de l'absolu ainsi posée, il en déduit dans les chapitres suivants toute la série des attributs de Dieu, la loi de ses rapports avec le monde par la création et la Providence, et le mystère de sa vie intérieure par l'unité de substance et la trinité des personnes. Les quatorze derniers chapitres nous ramènent de Dieu à l'homme, et forment comme une application de la Théodicée aux principes de la psychologie et de la morale chrétienne. Le *Proslogium* reproduit exactement le même ordre d'idées, mais élaborées à nouveau, et poussées à un degré de condensation et de perfectionnement remarquable. La démonstration de l'existence de Dieu y est ramenée à une preuve unique, demeurée fameuse dans l'histoire de la philosophie sous le nom de preuve de saint Anselme, et qui semble en effet se porter elle-même et tout le reste, comme le grand être auquel elle s'applique. *Credimus te esse aliquid quo nihil majus cogitari possit :* voilà pour l'existence. *Tu es quidquid melius est esse quam non esse :* voilà pour les attributs ; et la pensée humaine n'a jamais rien produit de plus magnifique dans sa simplicité, et de plus vigoureux dans son unité. La forme, du reste, diffère totalement dans les deux opuscules. Dans le *Monologium*, c'est un maître qui déroule devant ses disciples la chaîne de son argumentation, avec une logique lumineuse, une méthode sûre, un style simple et précis ; dans le *Proslogium*, c'est une âme éprise de la vérité, qui monte à Dieu par les doubles ailes de l'aspiration et du raisonnement, et qui fait entendre à la fois le langage de la science la plus élevée, et les accents de la piété la plus tendre : on croirait les *Confessions* de saint Augustin, ou les *Élévations* de Bossuet ; et nous ne connaissons point de meilleure lecture à conseiller à la foi pusillanime qui redoute les énergies de la pensée, ou à la raison prévenue qui méprise les simplicités de l'amour.

M. Ubaghs a fait entière et facile justice des préoccupations de certains esprits distraits, qui avaient été jusqu'à métamorphoser saint Anselme en rationaliste et même en panthéiste. Il suffit quelquefois, et on l'a souvent prouvé de nos jours, de connaître un peu son latin, et de traduire avec attention, pour faire évanouir bien des monstruosités toutes d'apparence, soit en philosophie, soit en histoire. D'autres encore disparaîtront qui persistent depuis longues années, dès que les hommes spéciaux se donneront la peine de descendre dans l'arène, et ne regarderont pas comme au-dessous d'eux de se faire éditeurs et traducteurs, lorsqu'il le faudra, pour l'honneur de la vérité et le progrès de la philosophie.

J.-A. SCHMIT.

LES DERNIERS ORATEURS. 1848-1852, par M. Eugène LOUDUN. — 1 vol in-12, chez Ledoyen, Palais-Royal, galerie Vitrée, et chez Ch Douniol.

Fénelon se plaignait que l'éloquence politique eût été en France si inféconde. « La parole, disait-il, n'est d'aucun pouvoir chez nous ; les assem- » blées n'y sont que des cérémonies et des spectacles. Il ne nous reste guère » de monument d'une forte éloquence, ni de nos anciens parlements, ni » de nos États-Généraux, ni de nos assemblées de notables ; tout se décide » en secret dans le cabinet des princes ou dans quelque négociation par- » ticulière ; aussi cette nation n'est point excitée à faire les mêmes efforts » que les Grecs pour dominer par la parole. L'usage public de l'éloquence » est maintenant presque borné aux prédicateurs et aux avocats. »

Si M. de Cambrai revenait de nos jours au monde, que ses regards tombassent sur cette multitude de discours que, du haut de la tribune, tant de grandes voix ont fait entendre à la France; si son attention s'arrêtait de préférence sur les hommes qui en ces derniers temps ont porté dans la discussion des affaires publiques une parole tour à tour grave, chaleureuse, incisive, élégante ; si toutes ces scènes, ces agitations, ces luttes, ces victoires de l'assemblée, réminiscences de l'Agora et du Forum, apparaissaient aux yeux du paisible et saint prélat, Nestor chrétien d'un grand siècle, j'ignore quelle émotion prévaudrait dans cet esprit, étonné, scandalisé ou charmé; mais je suis sûr que le littérateur, que l'humaniste, épris des glorieux souvenirs de Démosthène et de Cicéron, tressaillerait de bonheur en nous voyant enrichis, comme la Grèce et Rome, d'orateurs illustres que les révolutions ont fait en un clin d'œil surgir du sol de la France !

Que si un livre lui était présenté où, dans cette langue fine et abondante, élégante et simple, qu'il aimait tant et qu'il parlait si bien, fût déroulé, pour l'enseignement des contemporains et de l'avenir, le saisissant tableau de ces batailles de l'éloquence ; que si, à une inspiration toujours élevée, toujours chrétienne, fût jointe dans cet ouvrage une appréciation équitable des divers talents, des différents caractères qui ont brillé à la tribune, je l'affirme, l'archevêque de Cambrai n'hésiterait point à accepter avec reconnaissance, avec bonheur, cette histoire véridique et concise.

Fénelon recommandait à l'historien des événements non l'indifférence qui tue le sentiment, mais la justice qui le dirige, non le récit des *menus faits qui ne mènent le lecteur à aucun but important*, mais la peinture de ces grands traits qui dévoilent le fond des choses : « *L'historien qui a un vrai génie*, dit-il, *choisit sur vingt endroits celui où un fait sera le mieux placé pour répandre la lumière sur tous les autres.* » Enfin l'archevêque de Cambrai voulait que l'écrivain mît dans son histoire, *avec le véritable ordre, une diction claire, pure et noble.* L'historien des idées, celui qui vous raconte les aspirations des esprits, les luttes des principes personnifiés dans les partis rivaux, est tenu à des devoirs semblables : l'auteur des *Derniers orateurs* n'a manqué à aucune des règles dont l'observation donne aux œuvres littéraires *et leur lustre et leur prix.* M. Eugène Loudun, en peignant les hommes qui succédèrent dans la tribune de 1848 aux orateurs de la première Constituante et de la Convention, a fait une œuvre éminemment française ; en même temps il a rajeuni et doté d'un intérêt nouveau l'histoire d'une époque dont nous sommes séparés par les idées, à défaut de siècles.

J'ai dit que M. Loudun est français; par l'intelligence comme par le cœur, il possède ce double esprit dont parle Pascal, qui voit beaucoup et qui voit juste : ses tendances sont élevées : il ne déifie pas la raison humaine : les révolutions le tentent médiocrement ; il veut le pouvoir fort, car il voit dans une autorité ferme et juste, une garantie de tous les droits, un rocher contre lequel se brisent les tempêtes; aucune des aspirations de la France moderne ne lui est étrangère ; il ne renie aucune des gloires de la France antique. Cette noblesse contre laquelle se sont élevés tant de déclamateurs, cette noblesse qui ne fut ni exempte d'erreurs ni pure de fautes, mais qui, chevaleresque toujours, a su, comme le disait naguère M. de Salvandy dans le salon des lettres françaises, retrouver sur les champs de Wagram, d'Alger et de l'Alma, les diplômes conquis à Bouvines et à Marignan, appelle par une irrésistible attraction l'auteur des *Derniers orateurs.*

Avec quelle complaisance il en parle, au sujet de MM. de Montalembert et de Falloux, ces deux patriciens qui montrent que les races grandes par l'épée savent aussi, quand l'heure est venue, donner à la littérature et à la politique des intelligences pleines de délicatesse et de vigueur.

C'est par M. Odilon Barrot que s'ouvre la galerie des tableaux de M. E. Loudun. Les principales lignes de cette physionomie sont tracées avec force et finesse. On reconnaît bien là l'homme aux idées abstraites, qui voulut le fantôme monarchique avec des institutions républicaines, et qui nous amena le fantôme républicain entouré d'hommes et de choses monarchiques; le réformiste qui appela la révolution, et s'étonna ensuite que le peuple prétendît changer l'établissement de juillet. M. E. Loudun dessine avec bonheur les silhouettes toutes françaises de M. Thiers et de M. Berryer, deux hommes qui, avec une éloquence différente et sous des drapeaux divers, représentent à merveille les plus brillants côtés de notre caractère et de notre esprit ; âmes qui cherchent l'utile, mais comprennent le grand, et surtout ressentent un généreux amour pour la gloire de la France. Car c'est là un des signes distinctifs de l'esprit français : ils aiment leur pays !

Qu'à cette époque de doute universel, on appelle cela du chauvinisme, je l'avoue, je me plais à ce chauvinisme! L'Allemand est trop synthétique pour renfermer ces affections dans le cercle d'une nationalité; le dieu-humanité lui apparaît dans sa grandeur vague, indéfinie. Certes, je ne suis pas de ceux qui, après l'avénement de l'Évangile et les révélations du Calvaire, voudraient raviver parmi les hommes les haines de peuples à peuples; une même loi, la loi promulguée tour à tour sur les hauteurs du Sinaï, sur les collines du Golgotha, sur les majestueuses cimes du Vatican, gouverne toute la famille humaine. La prière du Christ mourant sera accomplie: un seul bercail recevra toutes les brebis et tous les agneaux. Mais cette unité est morale, religieuse; si les grands principes qui en découlent sont appelés à régler les rapports des nations entre elles, ils ne sauraient détruire l'idée de nationalité. Il n'y aura plus *vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà*, mais toujours subsisteront les différences d'habitudes, d'éducation, d'intérêts, de langage; toujours aussi quelque vieux levain du péché d'origine fermentera même dans l'humanité réhabilitée par l'Évangile et pacifiée par l'Eglise: aussi, j'en suis certain, quoi qu'en disent les philosophes, quoique tentent les novateurs, les nationalités ne passeront point! Restons donc fiers de notre nom, sans mépriser aucun autre nom, fiers de notre drapeau, que ce soit la cornette de Fontenoy ou l'étendard d'Iéna, le drapeau qui affranchit la Grèce, ou celui qui protége aujourd'hui la Turquie!

M. Berryer est un des portraits que M. Eugène Loudun a peints avec le plus d'amour. Cette chevaleresque éloquence le séduit; il bondit, lui aussi, au spectacle de ces grandes luttes de la parole dont un trône est l'enjeu. Lui, l'amant de la vieille France, ne reste point impassible devant cette dynastie qui, durant neuf siècles, étendit sur la patrie son ombre imposante et tutélaire, pareille à l'antique laurier de Virgile, au pied duquel se pressait la jeune postérité de Priam. M. de Falloux, l'historien de Pie V, m'apparaît comme un de ces hommes nouveaux instruits par les orages, et par de longues études qui ont consacré à la vérité et au droit, à l'Église surtout, une plume dont ils font tour à tour un glaive acéré et un bouclier solide. Homme d'état, il aime le pouvoir; catholique, il met le pouvoir au service des principes éternels; esprit français, il ne s'avance qu'appuyé sur l'autorité des faits; il possède le sens de l'analyse, tandis que le génie allemand n'a que les facultés de la synthèse.

M. Loudun aborde, avec une franche résolution, le réformateur littéraire qui, poussé par l'orgueil ou la fatalité, gravit un jour les périlleux sentiers de la montagne... Hélas! elle ne fut point un Thabor pour M. V. Hugo! M. Loudun est bien sévère pour ce poëte du sacre métamorphosé en tribun; il ne voit en lui qu'un élève de rhétorique, fort en discours français. M. V. Hugo, dit-il, cherche le lieu commun, la phrase sonore, l'opposition et le cliquetis des mots; il veut briller, rien de plus. M. Loudun exprime même à ce sujet certaines idées si neuves qu'elles paraissent étranges: appréciant le genre mis en vogue par M. V. Hugo, cette poésie tantôt grande, tantôt boursouflée, cette harmonie, si étourdissante qu'elle ressemble à du fracas, il montre les conséquences de la préoccupation exces-

sive et quasi exclusive de la forme, de ce parti-pris littéraire qui, à la longue, tue l'inspiration. Et quelles sont ces conséquences?... Fermez vos oreilles, vous tous qui servez encore sur ses autels sapés et presque déserts le *dieu-romantisme*: M. Loudun anéantit jusqu'à votre nom, comme le feu czar d'un trait de plume détruisit le nom même de la Pologne : les *romantiques* ne sont que des *classiques*... c'est-à-dire des imitateurs d'une forme convenue, des *stylistes*, qui n'ont souci que de l'expression et oublient cette grande vérité si justement exprimée par l'Archevêque de Cambrai : *Les maîtres ne se servent de la parole que pour la pensée.*

MM. V. Hugo et de Lamartine sont descendus des hauteurs de l'idéal pour se mêler à la discussion des affaires. Tous deux ont apporté le vague et l'utopie là où *il fallait des actions et non des paroles.* D'où vient que le nom d'un de ces poëtes reste cher et sympathique à ceux même qui ont le plus combattu ses systèmes; tandis que l'autre, sur les grèves de Jersey, est presque deshérité de sa gloire, qu'il s'est rapetissé dans l'exil qui d'ordinaire grandit? C'est qu'indépendamment de la diversité des talents que je n'ai pas besoin d'indiquer, M. de Lamartine est descendu avec une calme majesté du faîte où l'avait porté en un jour d'orage la voix de la France, et que l'auteur des *Orientales*, compromis par sa soudaine alliance avec un parti que la morale et le bon sens ont flétri, n'a pas su rester digne dans cette île, comme le prophétique vieillard que Voltaire nous montre aux premiers chants de la Henriade; c'est qu'il n'a point gardé ce solennel et touchant silence qui sied au malheur et qui transfigure l'exil! Sa voix ne nous arrive que chargée de colères et d'outrages qui n'ont rien de commun avec la poésie et l'éloquence.

Hélas! nous sommes bien malheureux, nous enfants du XIXe siècle! tous les puissants esprits que nous avons aimés, se sont plus ou moins égarés dans des voies prestigieuses et fatales. M. de Lamartine a débuté par des chants où toutes les nobles passions, tous les sentiments rêveurs qui agitent délicieusement ou exaltent d'une manière sublime une âme jeune et fière, étaient exprimés dans une langue digne de Racine; et aujourd'hui, ce croyant d'autrefois, ce chrétien si beau dans son enthousiasme, erre sans autels, se penchant sur tous les abîmes, prêtant l'oreille à tous les échos, demandant à tous les bruits de la terre et de l'océan ce nom consolateur et formidable qu'enfant il avait épelé dans la Bible, qu'homme fait il répétait à son tour au monde.

Mais pourquoi sont-ils déchus ces hommes que notre admiration plaçait si haut? D'où sont venues leurs défaillances? Pourquoi leur figure ne nous apparaît-elle pas avec cette sereine grandeur, cette calme auréole qui illumine le front des écrivains du XVIIe siècle? La cause? Demandez-la à l'orgueil! Qu'on le sache! L'humilité ou tout au moins la modestie, l'abnégation sinon absolue, du moins partielle du *moi*, est une des conditions de la gloire véritable. Regardez le poëte par excellence, cet aigle du Cédron qu'a suivi dans les cieux l'œil inspiré de J. de Maistre. Quel poëte songea moins à sa propre gloire : quel poëte est aussi plus vivant par son nom et par ses hymnes dans la mémoire des hommes? Racine, Corneille, Bossuet, Pascal, n'écrivaient point leur histoire, ils ne fatiguaient point la

vogue ; et trouvez des orateurs, des poëtes qui aient transmis à l'avenir un nom plus illustre et plus aimé !

C'est l'orgueil, en effet, qui découronne certains fronts ou donne à d'autres physionomies je ne sais quelle expression qui parfois étonne et souvent effraye. Contemplez MM. Proudhon, Louis Blanc, Jules Favre, dont M. Eugène Loudun trace le portrait avec une ironie cruelle ou une indignation éloquente ; ces hommes qui se dressaient sur les cimes de la montagne, bravant, dans leur colère et leur impuissance, l'ordre social tout entier, ressemblant à ces titans des anciens jours dont la stérile superbe tenta d'escalader l'Olympe, ou bien encore à ces anges rebelles que la foudre du Tout-Puissant marqua d'un indélébile anathème. C'est à eux qu'il était réservé de dévoiler ce côté *satanique* des révolutions dont parle J. de Maistre. Ils se drapent dans leur dignité, et de mesquines passions remplissent leur âme. Ils parlent de désintéressement et de modestie, et ils poursuivent avec acharnement l'autorité suprême : hommes de désordres, expressions d'un temps où tous les pouvoirs sont ébranlés, toutes les lumières obscurcies, et qui ne peuvent servir qu'à montrer plus clairement la vérité par l'excès de leurs faux systèmes ; car, ainsi que le dit Bonald, *l'erreur, elle aussi, a son évidence qui est l'absurde.*

Bien d'autres personnages dont je ne puis citer les noms qu'en passant, se pressent dans cette galerie que termine la calme et noble figure du général Cavaignac. M. E. Loudun n'appartient point à l'opinion dont ce grand soldat fut l'espoir et eût été l'appui, si la France avait sérieusement voulu un gouvernement républicain ; il apprécie cependant avec justice, il peint avec admiration le grand caractère, les mâles vertus de cet homme de Plutarque ; M. Dufaure, l'*Anglais* de la tribune et des affaires ; M. Flocon, le démocrate-pratique ; M. de Larochejaquelein, *qui se plaisait à l'imprévu, et que l'imprévu a emporté ;* M. Dupin, tour à tour fin et vulgaire ; M. Coquerel, le *rationaliste-prêcheur ;* M. Crémieux, parole souvent gonflée ; M. Arnaud (de l'Ariége), nature généreuse et exaltée, dont les aspirations passionnées appelaient l'alliance du catholicisme et de la démocratie ; M. Ledru-Rollin, dont il résume en trois mots le caractère et le rôle : *fanfaron, ambitieux et impuissant ;* M. Pierre Leroux, l'une des plus étranges physionomies de ce temps, parmi les différents types sur lesquels la plume fine, spirituellement analytique et souvent éloquente de M. Eugène Loudun arrête notre attention. M. Pierre Leroux, avec les allures du mysticisme, n'a que des théories sensualistes et des aspirations terrestres ; chez lui, la forme semble élevée parce qu'elle échappe aux regards ; profonde car elle est obscure : l'idée est positive et basse. Le Christianisme prêche le détachement du moi, l'amour de l'idéal et de l'absolu, les élans de l'âme vers cet *infini qui les tourmente*, comme dit un de nos poëtes [1] ; par delà les horizons contingents du monde, il fait apparaître, non à l'humanité, mot vide et sonore, mais à l'homme, les splendides aspects de l'Eternité. Le Christianisme présente la vie comme un lieu d'épreuves, où l'homme, roi déchu, apprend, par la résignation et la douleur, à reconquérir son sceptre.

[1] M. de Musset.

M. Pierre Leroux borne à cette terre, d'où jamais la science ne bannira la souffrance et la mort, toute la destinée, toutes les espérances d'une âme que dévore parfois la *nostaljie céleste* [1]. Et qu l sera du moins le but de ses résistances, de ses efforts, à cet homme déshérité ainsi des promesses de l'immortalité? Oh! c'est chose simple à dire, mais peu facile à comprendre: *l'homme méritera d'être uni éternellement à l'humanité*... Je suis tenté de demander à M. Pierre Leroux l'adresse de cette grande *dame humanité* que je n'ai jamais vue; en l'attendant sans l'espérer, je fais comme le père de Gargantua: je ris des erreurs et des sottises de nos réformateurs modernes, et je pleure amèrement sur l'aveuglement des hommes qui prétendent substituer aux enseignements de l Evangile, à l'autorité de l'Eglise, les leçons de leur folie et l'autorité de leur impuissance.

Les lecteurs du *Correspondant* savent que M. Eugène Loudun n'est point de ceux-là. Toutes ses réflexions, tous ses commentaires, marqués au cachet de l'idéal, ravivent dans les âmes l'amour de la vérité, et partant du bien et du beau. Un remarquable esprit d'observation a présidé à ces études: l'auteur se fait parfois même phrénologiste comme Gall; les caractères comme les talents sont exposés dans leurs plus secrètes profondeurs Citer beaucoup est un travers quand on a peu ou point d'esprit; l'érudition est un agrément nouveau chez les auteurs d'un goût fin et d'un style élégant: on les lit alors avec un double charme, comme on boit d'un vieux vin qui rajeunit les sens. Je sais donc gré à M. Eugène Loudun d'avoir tour à tour cité Aristote, Salluste, Quintilien, Plutarque, Montaigne, Bossuet, Fénelon, Laharpe, Sainte-Beuve. Je lui sais plus de gré encore de s'être rarement nommé lui-même: l'égotisme est le défaut de ce siècle; mais M. Eugène Loudun n'appartient-il point au dix-septième siècle par le tour de son esprit et de son caractère?

J'ignore si, en intitulant son livre les *Derniers orateurs*, il a voulu lancer une épigramme ou simplement énoncer un fait; ce dont je suis assuré, c'est que nous ne craindrons point d'en être arrivés à nos *derniers écrivains* tant que nous aurons des hommes qui pensent, sentent et s'expriment comme M. Eugène Loudun s'exprime, sent et pense.

AUGUSTIN LARGENT.

ŒUVRES DE DANTE ALIGHIÉRI: *La Divine comédie, la Monarchie*, traduction nouvelle par Sébastien RHÉAL.

Bernardin de Saint-Pierre disait que la traduction d'un livre est comme une étoffe montrée à l'envers; je ne voudrais pas appliquer cette comparaison d'une manière trop rigoureuse à toute espèce de traduction; je suis même persuadé qu'il est des livres qui ne peuvent perdre beaucoup à passer dans une autre langue et qui peuvent être retournés sans plus de préjudice que ces étoffes économiques qui n'ont pas d'envers; mais il n'en est pas ainsi d'un poëme soumis au rhythme poétique, surtout quand ce poëme est

[1] Mot charmant de Ballanche.

l'œuvre inspirée du génie. Les difficultés se dressent à chaque pas devant le traducteur dans une semblable composition, et malgré tout, au bout de cette lutte, toujours inégale, il est forcé de s'avouer qu'il n'a réflété qu'une imparfaite image, qu'une ressemblance équivoque du modèle qu'il avait cru pouvoir fixer et saisir.

Chez Dante plus que chez tout autre les difficultés s'accumulent; la nature de son génie, le choix d'un sujet qui échappe aux errements du passé, l'empreinte d'une époque qui n'a pas de point de comparaison dans l'histoire, tout concourt pour marquer son œuvre gigantesque d'un caractère exceptionnel et pour égarer le traducteur qui ose s'y risquer. Certainement les poëmes homériques dans leur naïve simplicité, soulèvent plus d'un embarras s'il s'agit de les faire passer dans notre prose française; mais à tout prendre, quelque infidèle que puisse être l'interprétation, on est assuré qu'ils charmeront encore; le courant du récit entraînera le lecteur à travers une suite d'événements qui ne sortent pas de la condition humaine et qu'aucun raisonnement ardu n'interrompt; la langue du poëte ne s'enveloppe pas des voiles d'un symbolisme ignoré de nos jours, et les images qu'elle présente aux regards sont toujours celles de l'immuable nature. Avec Dante, au contraire, dès que nous avons franchi le seuil de la redoutable forêt, nous voguons dans un monde inconnu et fantastique, le sol manque à nos pieds incertains et le réel disparaît pour faire place à l'idéal sans limites, aux domaines incommensurables de l'infini. Depuis Virgile, le doux guide, jusqu'à Béatrix, puissance attractive de l'amour divin qui le soulève et le fait monter vers la région supérieure, tout est symbole, chaque brûlante parole prend un sens multiple et présente comme une énigme à deviner à qui veut en exprimer la valeur en dehors de la langue native. D'ailleurs pour les Italiens eux-mêmes la version originale n'est pas toujours beaucoup plus intelligible de prime-abord, et depuis Bocace combien de commentateurs n'ont-ils pas usé leur science et leur esprit à l'élucider?

Ce n'est pas que je partage l'opinion de ceux qui cherchent dans l'œuvre Dantesque à saisir les traces d'une langue de convention, sorte de parler *cluz* qui aurait été en usage dans la franc-maçonnerie du moyen âge. On a pu bâtir sur cette hypothèse équivoque imaginée par Hugo Foscolo tout un système très-ingénieux sans doute, mais qui destitué d'aucune preuve décisive a plus coûté de temps qu'il ne vaut [1]. Dante n'avait, j'en suis sûr, rien

[1] M. Rossetti, réfugié italien, professeur à l'université d'Oxford, publia en 1827 un volumineux ouvrage dans lequel il développait le paradoxe d'Hugo Foscolo; il y ajouta même des points de vue particuliers, et il s'efforça de prouver que Dante n'était pas seulement hérétique et ne s'était pas borné à faire du rationalisme sous ses allégories théologiques, mais il l'accusa formellement d'avoir été un révolutionnaire anticipé. Le livre de M. Rossetti souleva l'indignation de plusieurs de ses compatriotes, qui lui reprochèrent d'avoir voulu, en soutenant une semblable thèse, défrayer la protestante Albion de l'hospitalité qu'elle lui donnait. Je ne saurais dire si ce reproche était fondé, mais il est à remarquer que M. Rossetti, peut-être dans la prévision qu'on pourrait le lui adresser, débutait par une profession de foi entièrement catholique.

L'an dernier, M. Aroux a fait l'exhumation de la doctrine de M. Rossetti, ce que beaucoup de gens ont accepté comme une nouveauté piquante. J'ai sous les yeux une savante réfutation de M. Aroux, récemment publiée par M. Boissard, qui ne me laisse aucun doute sur la futilité de ce paradoxe scandaleux. La brochure de M. Boissard, qui résume

à cacher et il ne visait pas en écrivant son poëme à n'être pas compris; s'il enveloppa sa pensée de voiles allégoriques parfois trop obscurcis pour nous, il n'eut d'autre visée en le faisant que de se conformer à un système poétique approprié aux goûts et aux nécessités de son temps. Dante se trouva placé par l'influence de son éducation et de ses études comme sous le courant simultané d'un triple affluent qui déversait dans son esprit des éléments poétiques bien divers. A l'effluve antique qui lui venait de Virgile se mêlaient les allégories du roman chevaleresque et de la légende pieuse, et par-dessus tout cela la science théologique qui dominait alors toutes choses, se superposait comme le point de ralliement, le foyer lumineux où les clartés diverses devaient se réunir et se confondre. C'est précisément de ce mélange d'éléments hétérogènes qu'est résulté la confusion et l'obscurité qui obstruent le seuil de ce monument, le plus grand que l'esprit humain ait pu concevoir. Il ne faut pas en imputer la faute au poëte; j'en laisse toute la responsabilité à l'étrange époque qui l'enfanta.

Indépendamment des difficultés que le symbolisme et les allégories font surgir à chaque pas devant le traducteur, il en est d'autres qui tiennent à la nature du style employé par le poëte aussi bien qu'aux formes grammaticales particulières à son époque. Les constructions grammaticales d'une langue à son berceau diffèrent singulièrement de celles d'une langue perfectionnée et savante, et peut-être n'est-il pas possible de trouver dans celle-ci un équivalent suffisant et d'établir un rapport direct sans user de l'archaïsme et sans remonter par moments vers sa source. Quant au style, Dante explique lui-même avec une certaine naïveté, qu'ayant à développer un plan dont le dénoûment n'était par tragique et qui tenait davantage de la comédie, malgré les sombres péripéties du début, il n'a pas adopté celui qui ne convient qu'aux récits des nobles actions et ne permet pas de descendre, mais plutôt celui qui se prête par un ton plus familier à toutes les situations, conformément à la règle d'Aristote. Cette liberté de ton qu'il s'est donnée et par où il justifie, au moins aux yeux du moyen âge, son titre assez singulier de *Divine Comédie* ne serait pas d'un grand embarras pour le traducteur, s'il avait toujours suivi Térence, qu'il signale comme un modèle du genre; mais la familiarité de son expression dans un langage auquel il croit tout permis à cause de ses affinités populaires est faite souvent pour déconcerter et réclame les circonlocutions et les périphrases.

Ce n'est pas tout; il reste d'autres aspérités dans la tâche laborieuse du traducteur et je tiens à les indiquer! Le poëte a rhythmé ses chants par des tercets continus qui se répondent et laissent souvent le sens en suspens. Faudra-t-il rechercher dans la version en prose un reflet de cette cadence âpre et ferme qui semble si bien se prêter à toutes les vibrations de l'âme en proie aux scènes émouvantes de ce monde surnaturel et qui est parfois si remplie d'une harmonie imitative? Est-il possible à la prose française d'affecter un mouvement rhythmique qui réponde à l'intention qu'on se propose, et la ponctuation suffira-t-elle à marquer cette anno-

avec précision et clarté M. Aroux, aussi bien que M. Rossetti, pourra dédommager de la privation de les lire, ceux qui n'auraient pas le loisir d'entreprendre une fort longue lecture et qui voudront se contenter de connaître leurs moyens et leur argumentation.

tation musicale que le vers donne de lui-même dans sa chute et par chacun de ses pieds?

Voilà autant de questions que je résoudrais volontiers négativement, et j'avoue que M. Sébastien Rhéal ne m'a pas mieux convaincu sur ce point qu'aucun de ses devanciers. Je ne crois pas au surplus qu'une version en vers pût lutter à cet égard avec plus d'avantage. Une traduction en vers n'est en général, à mon avis, qu'une composition nouvelle sur un sujet tout tracé qui a, de moins que l'original, le mérite de l'invention. Cette opinion ne m'empêche pas d'apprécier comme il convient les diverses tentatives qui ont été osées dans ce sens sur l'œuvre dantesque, et je me plais ici à rendre hommage notamment à l'essai de M. Antony Deschamps, le meilleur qui se soit encore produit.

C'est par une traduction en vers de l'abbé Grangier, aumônier de Henri IV, que Dante fut introduit pour la première fois dans notre littérature, et, soit la faute de la versification française ou de l'abbé Grangier, ce serait un point à juger, il est de fait que Dante retira peu de profit de cet honneur et que, deux siècles durant, sa notoriété parmi nous fut assez restreinte.

Bizarre destinée! ce fut un homme d'esprit et peu susceptible, il semble, de s'associer à cette œuvre profonde, qui, après un si long intervalle, en entreprit l'exhumation; le critique Rivarol, apparemment sous l'impression du désespoir commun qui dominait les âmes au milieu de la tourmente révolutionnaire, trouva dans l'enfer de Dante un sujet de circonstance, et il lui prêta l'interprétation de sa prose vive et malicieusement satirique. Le Purgatoire et le Paradis avaient été omis à dessein par Rivarol, et il paraît que le public de ce temps s'accommodait assez bien d'une telle mutilation, car lorsque en 1811, Artaud, par sa traduction, voulut reconstituer le grand œuvre dans son intégralité, il lui fut assez difficile d'en faire comprendre l'importance, et les deux volumes complémentaires du Purgatoire et du Paradis faillirent rester à son compte. Cependant, l'impulsion était donnée, et dès lors les esprits sérieux s'en mêlaient et en faisaient l'objet de leurs investigations et de leurs études. En 1817, l'abbé Terrasson publia une nouvelle traduction complète qui fut accueillie sans contestation; puis sont venues successivement celles de Gourbillon (1831), de Calmar de Lafayette (1833), de Fiorentino (1841), d'Aroux (1842), de Brizeux (1843), etc., jusqu'à Sébastien Rhéal et enfin La Mennais qui s'est arrêté en Purgatoire.

Je cite à dessein toutes ces traductions également en prose, parce qu'elles offrent, à commencer par Rivarol, des systèmes bien divers, et qu'il s'agit de savoir si M. Sébastien Rhéal a fait choix du meilleur. Le sien consiste à se tenir également en garde contre une trop grande liberté d'interprétation et contre un trop grand assujétissement à l'expression littérale. Il veut prendre un milieu entre ces deux excès, de façon à être fidèle au texte avec élégance, et sans se priver de certains ornements de style nécessaires pour rendre cette lecture attrayante. Théoriquement, M. Sébastien Rhéal a raison; ce n'est que dans la pratique que son système devient difficile. En effet, en plus d'un endroit, j'ai pu constater que la lutte excédait ses forces ou du

moins sa patience, et que l'expression tombait ou se relevait selon que le génie du poëte ou les exigences du style français dominaient son esprit. Est-ce à dire que j'aurais préféré le système des premiers traducteurs, qui consistait à s'éloigner tout à fait du modèle quand il se trouvait en opposition trop formelle avec le goût et les habitudes de délicatesse de notre langue littéraire? Telle n'est pas mon opinion. Je n'inclinerais pas davantage pour une traduction exclusivement littérale; et je suis presque enté de conclure que la *Divine Comédie* est intraduisible, surtout si l'on a en vue d'en faire chez nous une lecture populaire. Toutefois, avec une plus parfaite connaissance de notre vieux langage, M. Sébastien Rhéal aurait obtenu le résultat le plus satisfaisant que l'on dût attendre d'un système qui est, je le répète, évidemment le meilleur.

Je n'entrerai pas dans un examen de détail plus approfondi, que le lecteur pourra faire lui-même; je crois plus intéressant de consacrer quelques pages à un autre ouvrage de Dante, le livre de la *Monarchie*, dont M. Sébastien Rhéal vient aussi de publier la traduction. Jusqu'ici, depuis que le nom de Dante s'est popularisé parmi nous, la *Divine Comédie* et la *Vie Nouvelle* (*Vita Nuova*) étaient les seuls monuments de son génie qui fussent connus du plus grand nombre. Le livre de la *Monarchie* (*de Monarchia*), écrit en latin, n'avait jamais été traduit. Je ne pense pas, comme le disait naguère le *Constitutionnel*[1], qu'il convienne mieux aux circonstances présentes qu'à d'autres; mais il me paraît qu'il ne peut être indifférent dans tous les temps de voir les doctrines politiques de Dante exposées dans un livre qui a tous les caractères d'un manifeste et qui produisit à son heure un grand retentissement.

Dante, guelfe par tradition de famille, après avoir combattu à Campaldino pour ce parti, après avoir, comme guelfe, rempli les fonctions d'ambassadeur et de prieur de la république de Florence, après avoir été condamné par son ingrate patrie à l'exil, à l'amende, et plus tard au feu quand l'influence gibeline fut parvenue à se faire sentir dans la faction dominante qui lui était opposée, Dante se fit pourtant gibelin. Quelle fut la cause de ce changement inattendu? Ce ne fut pas l'intérêt; ce grand cœur ne pouvait céder aux considérations basses qui, dans les troubles politiques, entraînent toujours le vulgaire du côté du plus fort. Altéré de justice, de liberté individuelle, rêvant déjà la pacification du monde, il ne trouvait pas de meilleur moyen pour réaliser ses vœux que de placer le pouvoir universel dans une seule main, qui, possédant tout, n'aurait plus rien à combattre, et s'étendrait sur un trop vaste empire pour que son poids pût être bien lourd nulle part. Il disait que la domination universelle était dans les desseins providentiels, puisque l'ordre établi dans la nature en donnait

[1] Dans les Nos du 20 et 21 juillet de cette année, le *Constitutionnel* a publié une traduction de la *Monarchie* et du *Banquet* de Dante, ou plutôt quelques fragments de ces deux ouvrages mêlés ensemble, qu'il croit pouvoir accommoder de la sorte à ses besoins particuliers; il déclare que cette publication a paru opportune dans les circonstances présentes, et qu'elle s'applique aux événements politiques qui se déroulent sous nos yeux. Il est regrettable que le *Constitutionnel* ne développe pas plus au long sa théorie. Ces divers fragments sont empruntés aux traductions de M. Sébastien Rhéal; j'ignore si l'emprunt se borne à cela.

l'image; que de tout temps les grands peuples avaient aspiré à cette domination universelle; et qu'après les tentatives successives et demeurées incomplètes des Babyloniens, des Egyptiens, des Mèdes, des Perses et des Grecs, les Romains, préparés de loin par leurs vertus et choisis de Dieu, l'avaient enfin réalisée, parce que c'était aux races de l'Occident qu'appartenait le sceptre du monde; que les empereurs d'Allemagne étaient les héritiers naturels des Césars comme réunissant la plus grande somme de puissance. Il accumulait beaucoup d'autres raisons plus ou moins contestables, sans oublier de faire intervenir l'autorité d'Aristote, toujours concluante dans les discussions de son temps : *Magister dixit.* Le maître avait dit en effet, par une proposition devenue fort paradoxale pour la génération d'aujourd'hui, que *l'unité doit gouverner le nombre.* Tout me prouve que Dante était convaincu de l'excellence de son système politique. Et d'abord il était assez naturel qu'en présence des excès anarchiques qui désolaient les républiques de l'Italie et exposaient ce malheureux pays aux ravages des interventions étrangères, on fût tenté d'en appeler au despotisme et de s'y livrer à tous hasards. Il n'était d'ailleurs pas possible d'adopter un moyen terme entre ces deux terribles extrémités. Il faut ajouter que l'ancienne domination romaine apparaissait au poëte à travers un prisme un peu affaibli depuis lors. La science historique au XIIIe siècle était beaucoup trop romanesque et déclamatoire pour éclairer d'une vraie lumière les esprits qui cherchaient en elle des enseignements politiques; la grandeur des débris qui jonchaient le sol parlait encore de la gloire et de la magnificence des tyrans du monde, mais elle ne disait rien de la sueur et du sang des peuples qu'ils avaient coûté; les apothéoses que la muse latine avait décernées aux Césars n'étaient pas des fictions puériles ou de honteuses adulations pour des disciples ardents tels que Dante, et il ne soupçonnait pas que la paix du despotisme triomphant, c'est la paix des tombeaux.

Son erreur fut donc sincère; elle fut même excusable, elle fut partagée par beaucoup de grands esprits impatients comme lui d'échapper à la barbarie de ces âges et de rencontrer un état meilleur. Ce n'est pas une raison de la partager nous-mêmes, et je ne saurais vraiment être de l'avis du journal qui attribue au paradoxe de Dante un intérêt de circonstance. Sans doute les partisans de la paix universelle sont nombreux à présent; mais quel est celui qui pourrait sérieusement souhaiter que cette paix soit obtenue au prix de la conquête universelle? Ces réflexions ne m'empêchent pas d'attribuer, à un certain point de vue, de l'importance à la traduction du livre de la *Monarchie*. Je souhaiterais même que M. Sébastien Rhéal ne bornât pas là son œuvre, et qu'il donnât l'ensemble des productions de ce grand génie, ce qui n'a jamais été fait.

Aujourd'hui que l'investigation critique se plaît à remonter de l'œuvre à l'écrivain, et qu'on cherche des points de rapport dans toutes les idées qu'une intelligence a pu rendre, une traduction des divers opuscules de Dante ne manquerait pas de piquer la curiosité. La gloire du poëte ne pourrait pas, je le sais, en être beaucoup augmentée, car son poëme contient déjà l'immensité de son génie; mais la physionomie de l'homme s'y révélerait avec une expression plus vraie et sous l'aspect qui convient à l'histoire.

Les passions, les sentiments, les croyances, les doutes, les douleurs, enfin toutes les vibrations de l'âme d'un poëte se résument et laissent leur empreinte visible dans l'ensemble de ses œuvres beaucoup mieux souvent que dans une autobiographie, où la préoccupation de plaire et de capter l'opinion nuit à la sincérité des confidences et à la fidélité du portrait.

Autour du monument durable de sa renommée, les œuvres inférieures de Dante sont comme autant de satellites qui se combinent dans son système, ce sont autant de jalons sur lesquels on peut se guider pour pénétrer le sens de sa conception profonde. De même que dans la *Vie nouvelle* on découvre déjà les éléments premiers et essentiels de son vaste plan, dans la *Monarchie*, le *Banquet* et le *Traité des idiomes vulgaires,* on trouve les motifs qui l'ont dirigé pour l'adoption de la langue qu'il créa et des doctrines politiques qu'il voulut faire triompher jusque dans le ciel ; enfin quelques-unes de ses lettres, qui nous sont heureusement parvenues et qu'il n'avait pas écrites en vue de la publicité, donnent le dernier trait à sa grande et noble figure.

Cette âme ardente et enthousiate ne cédait pas aveuglément aux inspirations de la haine, mais quelque chose de plus élevé la possédait et la faisait agir. Chrétien convaincu, il était passionné pour la justice et l'aimait pour elle-même ; il l'aimait plus que les tendres affections de la famille, plus que la possession de la gloire, plus que la terre sacrée de la patrie. Lui qui trouvait si dur à monter l'escalier de l'étranger et son pain si amer, fatigué d'errer parmi les hommes, avide de repos, vieillissant, il aurait pu abréger son exil et aller mourir à l'ombre du toit paternel; les factions hostiles s'étaient apaisées dans Florence, et nul ne s'opposait plus à son retour; on lui eût épargné la cérémonie humiliante qui accompagnait toujours la réintégration de l'exilé; mais pour donner satisfaction à la loi ou plutôt au jugement inique qui l'avait frappé, on exigeait une fort légère amende qui témoignât de sa soumission; tous ses amis les plus chers comme les plus vénérés le sollicitaient d'accepter cette condition, sa famille l'attendait; mais son grand cœur fut plus fort que la nature : « Loin de moi, s'écria-t-il avec indignation, loin d'un homme qui prêche la justice un telle faiblesse, qu'ayant subi l'injustice, je donne de l'argent à ceux qui l'ont faite comme à des bienfaiteurs ! »

Non, ce n'était ni le cri de la haine, ni de l'orgueil froissé; mais c'était bien là le chrétien lumineux qui, malgré l'austérité de sa foi catholique, n'avait pas craint d'ouvrir à un païen[3] la plus haute sphère de l'empirée et de le faire rayonner parmi tous les élus, parce qu'il avait dévoué sa vie à l'amour de la justice.

Devant ces généreuses résolutions des fortes âmes, la foule s'étonne et ne comprend pas; ou quelquefois elle appelle fous ceux qui, retranchés dans

[1] Dante place dans la croix lumineuse, sorte de constellation formée par une myriade d'âmes bienheureuses, le Troyen Riphée dont Virgile a dit :*Qui fuit in Teucris justissimus unus*, etc. L'opinion théologique qu'exprime le poëte en ouvrant le ciel à un païen qui a pratiqué la justice dans sa perfection, n'est nullement en opposition avec l'orthodoxie catholique, et l'on peut se faire une idée de la régidité qu'il conserve même dans ses fictions, quand on le voit refuser cette distinction suprême à son doux maître, et à Caton qu'il place l'un dans les limbes, l'autre sur le seuil du purgatoire

le for intime de leur conscience, acceptent isolément la lutte contre le préjugé, l'erreur ou le crime triomphant. Mais que t'importe, ô juste! les dédains, l'oubli de la foule, toi que l'adversité, l'exil, toute la coupe des douleurs n'a pu rassasier ; de vains applaudissements ne seraient pas ta récompense ; il faut à ton front une couronne que des mains terrestres ne peuvent donner. O poëte souverain ! avec quel respect je contemple ton génie quand je vois que ton héroïque vertu fut son aliment et sa flamme !

Les haines des partis s'éteignent dans la tombe commune qui les réunit ; les républiques et les empires disparaissent sous la faulx du temps; mais les actions vertueuses survivent et rayonnent pour la postérité malgré la génération qui les méconnut ; elles deviennent la leçon de l'avenir !

JULES ROUSSY.

VOYAGE PALÉOGRAPHIQUE *dans le département de l'Aube.* Rapport à M le Préfet sur une inspection faite en 1854 dans les archives communales et hospitalières de ce département, par H D'ARBOIS DE JUBAINVILLE, archiviste, ancien élève de l'École des Chartes.—Paris, Durand et Dumoulin, 1 vol. in-8o.

En 1852, M. d'Arbois de Jubainville débutait dans la carrière archéologique par des *Recherches sur la minorité et ses effets dans le droit féodal français, depuis l'origine de la féodalité jusqu'à la rédaction officielle des coutumes,* modeste, mais savante brochure de 80 pages, dans laquelle le paléographe et le jurisconsulte se révélaient à la fois avec un égal talent, et qui lui méritait l'année suivante une mention très-honorable de l'Académie des Inscriptions. En 1853, il inaugurait son entrée aux Archives de l'Aube par la découverte et la publication d'un *Pouillé du diocèse de Troyes, rédigé en* 1405, qui lui méritait de nouveau les suffrages de la docte Académie, et dont la plume de dom Pitra, si nous ne nous trompons, s'était réservé de faire les honneurs aux abonnés du *Correspondant.* Aujourd'hui le jeune et infatigable paléographe offre au public érudit, sous le titre que nous avons énoncé plus haut, les résultats d'un voyage d'inspection entrepris par ordre supérieur dans les dépôts de son ressort, et que son intelligente activité a su faire tourner au profit de la science, sans nuire à des intérêts d'une autre nature. « Au milieu d'une masse » de documents purement administratifs, nous dit-il lui-même dans » l'avertissement de son livre, mes regards rencontraient quelquefois une » feuille de parchemin ou de papier qui se distinguait du reste par cette » teinte jaune que produit l'âge, et par des caractères d'écriture que nos » mains ont perdu l'habitude de tracer. Je prenais, je lisais, je résumais, » ou même je copiais. » Ces notes levées dans le courant du voyage, M. d'Arbois les a revues à son retour, consacrant à ce travail de refonte ses moments de loisir et jusqu'à ses nuits ; et ce qui dans sa pensée première ne devait être qu'un simple rapport à l'autorité supérieure du département, s'est trouvé tout à coup devenir un livre d'histoire, dans lequel l'auteur n'a voulu suivre d'autre méthode que celle de son itinéraire, mais dont la mosaïque un peu capricieuse est formée presque tout entière de documents inédits, et quelquefois du plus haut intérêt.

En consultant la table chronologique qui termine l'ouvrage, on voit que les pièces recueillies par M. d'Arbois, au nombre de plus de soixante, embrassent une période de dix siècles, depuis l'an 840, où elles débutent par un diplôme de l'empereur Lothaire, jusqu'à l'an 1789, où elles se terminent par une lettre de Necker. Toutes sont directement relatives à l'histoire de la province; mais il en est plusieurs qui sortent des limites de l'intérêt purement local, et qui doivent prendre place parmi les documents les plus curieux de l'histoire générale de la France. Nous citerons entr'autres une lettre des habitants de Joinville à ceux de Troyes, du 29 janvier 1361, et deux autres du duc de Bourgogne à l'évêque de Troyes, en date des 31 janvier et 12 mars 1365, au sujet des grandes compagnies; des lettres-patentes du roi Jean, du 18 novembre, et le procès-verbal d'une assemblée des habitants de Troyes, du 29 décembre 1361, relatifs aux otages à envoyer en Angleterre; un passe-port d'Édouard III à l'otage Jean le Ferron, du 5 février 1367, une lettre des otages Nicolas Martin et Jean de Vaugoulay, du 5 juillet, et la quittance de l'argent envoyé outre-Manche pour la rançon de ce dernier, du 8 septembre 1370; deux lettres des habitants de Reims et de Châlons à ceux de Troyes, des 21 et 25 août 1373, pour leur annoncer la marche des Anglais; deux autres lettres de l'évêque de Nevers et de Jean Desmares aux mêmes, des 12 octobre 1373 et 13 mars 1377, sur les fournitures d'hommes et d'argent à faire par la ville; une autre du duc d'Orléans, du 14 septembre 1440, au sujet de sa rançon; deux missives de Louis XI, des 27 juillet 1465 et 1er juillet 1470, relatives à la bataille de Montlhéry et à la guerre contre le duc de Bourgogne; enfin la lettre de Necker, dont nous avons déjà parlé, demandant la mise en liberté du baron de Besenval, avec la date du 28 juillet 1789.

Nous ne voudrions pas laisser croire cependant que le livre de M. d'Arbois ne se compose que de pièces de rapport simplement juxta-posées comme des échantillons d'histoire naturelle. Tous les documents par lui découverts se trouvent enchâssés, soit comme parties constituantes, soit seulement comme appendices, dans un texte suivi, qui se partage en autant de sections que les archives consultées elles-mêmes, et dont chaque section se subdivise en paragraphes correspondant aux différentes localités parcourues. L'auteur a fait mieux encore : toutes les fois que son sujet lui en a fourni l'occasion, il a rapproché les faits, comparé les temps, mis en présence le passé et le présent, et fait jaillir de cette confrontation des conséquences souvent fort intéressantes. Personne, du reste, ne se trouve en meilleure condition que M. d'Arbois pour porter ces sortes d'arbitrages. Homme de science et homme de foi, il sait se tenir à égale distance de ce fétichisme aveugle qui admire tout dans le moyen-âge, et de ces préventions non moins condamnables qui ne veulent y voir que de l'odieux et de l'absurde. Rien de plus net que ses idées, rien de plus arrêté que son style; et bien qu'en faisant tirer le voyage paléographique à deux cents exemplaires seulement, il semble avoir voulu le réserver au public peu nombreux des érudits de profession, les profanes, nous en sommes garant, ne l'étudieront point sans profit, ni ne le liront sans plaisir.

J.-A. SCHMIT.

L'AUMONIER D'UNE FRÉGATE, *ou le Livre du marin chrétien*. — Paris, Charles Douniol.

Dieu ne châtie que par amour; sa miséricorde est cachée dans les souffrances de chacun de nous, elle est cachée dans les souffrances des peuples. L'épreuve à laquelle notre patrie est maintenant soumise, cette terrible épreuve de la guerre de Crimée, laisse apercevoir déjà, sous notre deuil et nos larmes, plus d'un fruit de bénédiction. Nous ne dirons pas qu'elle a relevé le visage attristé de la France, qu'elle a couvert ses blessures et ses hontes de lauriers et de drapeaux conquis, qu'elle nous a rendu l'orgueil du nom national, elle a fait plus: elle a purifié le cœur de la nation, elle y a réveillé un sentiment que les habitudes du siècle menaçaient d'éteindre : le sentiment du sacrifice. Il y a peu de cœurs français qui n'aient ressenti le contre-coup de cette divine impulsion; l'armée surtout l'a senti. Jamais soldats n'ont plus gravement, plus religieusement compris et accompli leur devoir.

Ce devoir, l'honneur seul et la gloire ne l'auraient pas élevé si haut dans le cœur de nos soldats : une autre voix leur a parlé : la voix de la Religion. Elle a suivi nos bataillons sous le feu de l'ennemi, elle n'a pas cessé de bénir leurs souffrances; les aumôniers de l'armée n'ont pas seulement confessé le soldat mourant, ils ont fait comprendre aux combattants la grandeur de leur mission, ils leur ont prêché la guerre sainte, ils se se sont fait l'écho de leur gloire : au sortir du champ de bataille ou de l'ambulance, ils ont retracé leurs vertus et leurs grandes actions dans des épîtres qui, traversant les mers, nous ont apporté l'ardeur d'une profonde émulation. L'Eglise a donc partagé toutes les sollicitudes de la patrie. Elle a eu pour le soldat plus de prières, plus de dévouement, plus d'amour que pour aucun de ses fils, elle les a recommandés d'une manière spéciale aux soins de ses prêtres, elle a fait passer ses sentiments dans tous les cœurs catholiques.

De là vient la multiplicité des œuvres entreprises depuis peu de temps pour le soulagement physique et la sanctification des soldats. Le petit livre dont nous recommandons la lecture est né de cette inspiration. Il s'adresse aux marins et montre, sous la forme attrayante d'un récit de voyages et de combats, ce que peut la religion pour consacrer le dévouement du soldat. L'excellence de son but suffirait seule a le recommander, mais le nom de son auteur lui donne une autorité nouvelle. Mieux que personne, M. le comte de Villeneuve Bargemont, ancien capitaine de vaisseau, pouvait prêcher la Foi et l'honneur à des marins. Il a donc fait une bonne œuvre en écrivant ces pages qui, à la faveur de dramatiques épisodes, feront accepter de leurs lecteurs toutes les principales vérités du catéchisme.

Une autre bonne œuvre qu'il appartient à nos lecteurs d'entreprendre, sera d'acheter ce petit livre par douzaines, et de le mettre ou de le faire mettre entre les mains de ceux pour le salut desquels il a été fait. C'est un bonheur que de prêter son concours au succès d'une aussi bonne pensée.

SAINT-MAURIN.

L'un des Gérants, CHARLES DOUNIOL.

IMPRIMERIE DE BÉAU ET Cie, A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

DE L'AVENIR POLITIQUE

DE L'ANGLETERRE.

I.

Que va devenir l'Angleterre ? se demande-t-on partout sur le continent. En Angleterre même la question doit se poser au fond de plus d'un cœur. Mais en dehors des préoccupations de la politique contemporaine ou du patriotisme alarmé, et pour le petit nombre de ceux qui professent encore le culte de la liberté et de la dignité humaine, il n'y a pas, à l'heure qu'il est, de problème plus vital que celui des destinées prochaines de l'Angleterre.

Nul ne peut se le dissimuler, il s'est formé de par le monde une opinion défavorable à la sécurité de cette grande nation, à la durée de ses glorieuses institutions, et même à sa moralité politique. La confiance sans bornes, l'envie trop légitime, l'admiration passionnée qu'elle inspirait depuis un siècle aux esprits éclairés, aux âmes généreuses, ont fait place peu à peu à des sentiments très-différents. Pendant que les anciens et fidèles partisans de l'Angleterre et de tout ce qu'elle représente dans le monde, en sont encore à la défiance ou à l'appréhension, ses adversaires, en nombre toujours grossissant, appellent et saluent d'avance la chute de la vieille Angleterre. Là, comme ailleurs, comme toujours, absolutistes et démocrates s'entendent au fond, pour former les mêmes vœux, applaudir à la même catastrophe. L'Angleterre a trop longtemps confondu les uns et les autres. Elle a donné un trop éclatant démenti à la fausse logique, à la fausse science et aux passions implacables des esprits absolus. Sa force toujours croissante, sa liberté sans bornes, sa pros-

périté sans rivale fournissent de trop formidables arguments à la fois contre la démagogie socialiste qui veut tout passer au crible d'une égalité sauvage, et contre cette théorie monarchique qui ne sait préserver les peuples du désordre et de la terreur qu'en les refoulant dans le silence et le néant.

Elle a trop orgueilleusement offert aux honnêtes gens son exemple comme un refuge contre cette honteuse alternative. Depuis l'avortement ou l'abdication du libéralisme continental, elle est désormais seule au monde. Partout s'exhale la secrète impatience de ceux qui se disent : Quand donc le monde sera-t-il débarrassé de ce cauchemar? Qui nous délivrera de ce nid d'aristocrates opiniâtres et de libéraux attardés? Quand brisera-t-on l'orgueil de ce peuple qui brave les lois de la logique, qui a l'audace de croire en même temps à la tradition et au progrès, de maintenir la royauté et de pratiquer la liberté, de repousser la révolution et d'échapper au despotisme?

Cette impatiente attente du mal d'autrui trouve des organes bien divers. Elle possède à la fois les avocats de la police qui se pratique à Naples, et les panégyristes des spoliations qui se commettent à Madrid. Elle a inspiré à M. Ledru-Rollin son livre sur la *Décadence de l'Angleterre*. Elle enflamme le zèle de tous ces écrivains absolutistes qui entremêlent chaque jour à leurs prophéties funèbres de lourds sarcasmes contre les mœurs et les institutions britanniques.

Tout homme qui a encore quelque souci de l'avenir des idées généreuses et des principes libéraux en Europe doit se demander si ces prédictions sont fondées : si l'Angleterre pourra échapper aux dangers qui la menacent, survivre seule au naufrage, sortir triomphante de l'épreuve, ou bien si le jour approche où le chœur des courtisans et des démagogues, des esprits fanatiques et des âmes serviles, des partis ruinés et des nations abâtardies du continent pourra crier de loin à ce grand peuple vaincu : *Et tu vulneratus es sicut et nos : nostri similis effectus es... Quomodo cecidisti de cœlo Lucifer, qui vulneratas gentes?* (Isaïe, XIV, 10, 12.)

Je n'oublie pas qu'en dehors des passions ainsi liguées contre elle, d'autres hommes aussi ont pu, non pas désirer sa ruine, mais lui imputer des griefs trop légitimes; mais douter, comme elle semblait douter elle-même, de sa force et désespérer de sa fidélité aux lois de son histoire. Oui, aux yeux des vrais amis de la liberté, de ceux qui refusent de confondre sa cause avec celle de la révolution et de cette démocratie qui appelle et accepte le niveau du despotisme, l'Angleterre n'est certes pas sans reproche, et le moment peut paraître mal choisi pour faire son apologie. L'insupportable arrogance de la diplomatie anglaise envers les faibles et de la presse anglaise envers tout le monde, a soulevé la juste indignation d'une foule d'honnêtes gens.

En outre, depuis quelques années, l'Angleterre a tellement varié dans son attitude, elle a passé si brusquement des excès de l'invective aux excès de l'adulation, elle a tant oublié, tant dissimulé, tant sacrifié le droit et la liberté à son ambition, à ses craintes, à ses intérêts ! Elle semblait abdiquer si complétement l'honneur de ses institutions libres devant la force du principe contraire ! Ç'a été le coup de grâce pour plus d'un noble cœur parmi nous !

Mais dans la vie politique, sous peine de devenir le complice de sa propre ruine et de rendre sa défaite irréparable, il ne faut s'abandonner ni au dépit, ni au découragement. Il ne le faut pas surtout quand il s'agit de juger une nation qui a, comme la France elle-même, d'incompréhensibles et soudaines défaillances et des revirements plus brusques encore. Il ne faut pas oublier ce qu'elle a été pendant deux siècles, ce qu'elle peut redevenir, ce qu'elle redeviendra certainement. Car entre elle et nous, entre elle et ceux qui veulent conquérir et mériter la jouissance de la liberté réglée dont elle a le monopole, il ne peut y avoir que des malentendus, et point de rupture permanente. Nous avons au fond les mêmes besoins, les mêmes devoirs, les mêmes ennemis. Court-elle les mêmes dangers que ceux auxquels nous avons succombé? Voilà la question, la seule que je veuille traiter.

Je me permets de répondre à ces appréhensions et à ces prophéties par un témoignage impartial et résolu. Non, l'Angleterre n'est pas encore à la veille de périr. Non, elle n'est pas dégoûtée de ses glorieuses et fécondes institutions. Non, elle n'en est pas encore tombée au point de préférer la démocratie à la liberté, et l'égalité dans la servitude à la vie, à la force, à l'indépendance qu'elle puise dans ses traditions aristocratiques. Non, elle ne suivra pas l'exemple du continent, et les ennemis de la libre parole et du *self government*, les absolutistes et les socialistes, attendront longtemps encore le jour de son abdication et de sa ruine.

Ce n'est pas sans une certaine défiance que j'énonce cette opinion. Nous avons tous, depuis 1848, l'expérience personnelle de la vanité de nos prévisions et de la fragilité de nos arguments. Jamais peut-être Dieu ne s'est plu davantage à démentir les calculs de la sagesse humaine, et à se jouer de nos espérances. S'il est d'ailleurs toujours chanceux et téméraire de raisonner sur l'avenir d'une nation, cette difficulté existe surtout à l'égard du peuple anglais qui n'offre aucun aspect facile à saisir du premier coup et à embrasser d'un seul regard.

Le baron de Bulow, longtemps ministre de Prusse à Londres, disait un jour à des compatriotes qui lui demandaient son avis sur le pays où il était accrédité : « Après y avoir passé trois semaines, j'étais tout prêt à écrire un livre sur l'Angleterre; après trois mois j'ai

pensé que la tâche serait difficile, et maintenant que j'y ai vécu trois ans, je la trouve impossible. »

L'Angleterre n'est pas un de ces parcs à allées droites et à arbres rabougris, où le regard va droit devant soi à perte de vue, où tout est aligné, taillé, sablé et arrosé par ordonnance de police. C'est une forêt vigoureuse et touffue, où il y a de bons et de mauvais cantons, des pelouses charmantes et d'abominables fondrières, des chênes séculaires et des broussailles inextricables, mais où tout est spontané, robuste, naturel, et où la vie éclate et abonde de toutes parts. Seulement il faut en faire le tour, la sonder et la parcourir en tout sens et en toute saison pour s'en faire une idée. Encore ne sait-on jamais très-bien si cette idée est exacte ou complète ; mais ce qu'on sait, ce qu'on sent, c'est qu'il y a là un foyer de vie, de force et de beauté qui périra sans doute un jour comme tout ce qui est humain, qui peut demain être consumé par la colère de Dieu, mais où rien n'indique encore la décadence et la mort qu'on se plaît à lui prédire.

Mais avant de chercher à justifier par quelques faits et quelques raisons l'impression que j'énonce, il me faut établir une distinction fondamentale. Je ne veux envisager dans cette étude que la situation intérieure de l'Angleterre : je n'entends ni juger, ni surtout défendre sa politique étrangère. Je maintiens, au sujet de celui qui la dirige depuis tant d'années, le jugement que j'ai porté à la veille de la catastrophe de 1848. Je signalais déjà alors dans lord Palmerston, dans le champion de Pacifico en Grèce, et dans l'oppresseur des petits cantons en Suisse, le grand contempteur du droit des faibles et le grand auxiliaire de la révolution contre la liberté. Rien ne saurait mieux confirmer ce jugement que la profonde sympathie qu'il a montrée depuis lors pour des idées et des institutions dont nul avant 1848 n'eût osé rêver la possibilité. Le peuple anglais a été son trop fidèle complice. A part même de cette influence individuelle, j'abandonne à la critique des ennemis de ce peuple, et ce qu'il fait et ce qu'il pense en dehors de chez lui. J'y reconnais trop manifestement le cruel et implacable égoïsme qui a caractérisé dans l'histoire tous les peuples conquérants, et plus que tout autre, ce peuple Romain dont l'Angleterre reproduit si fidèlement la grandeur, la dureté, la liberté traditionnelle, la personnalité superbe et l'indomptable énergie.

Il faut seulement reconnaître que cette politique étrangère, digne de toute réprobation quand on la juge, peut sembler moins coupable quand on la compare. Que celui dont la patrie est sans reproche lui jette la première pierre ! Ce ne sera ni l'Autriche ni la Prusse, qui persévèrent à prendre devant Dieu et les hommes la responsabilité du partage de la Pologne. Encore moins la Russie, dont l'insatiable et sanguinaire avidité a fini par s'attirer un châtiment tardif. Ce ne

sera pas même la France, où les spoliations et les iniquités au premier Empire n'ont altéré en rien le prestige de la légende Napoléonienne.

Laissons donc là la politique extérieure de l'Angleterre, et ne disons un mot de sa position dans la guerre actuelle que pour signaler l'erreur de ceux qui ont cru voir un symptôme avant-coureur de sa ruine dans la désorganisation de ses services militaires en Crimée. Je conviens qu'elle même a fait trop de bruit de ses propres désastres, et que les hommes d'Etat sur qui on a voulu en rejeter la responsabilité, ont beaucoup trop mollement repoussé les reproches dont on les accablait. Quoi de plus simple, ce semble, que de reporter exclusivement cette responsabilité sur les événements et sur les conséquences naturelles du système que l'Angleterre avait volontairement et sciemment adopté depuis la réforme parlementaire ? Sans doute le pays et le gouvernement avaient singulièrement méconnu la force de l'adversaire que l'on allait combattre sur son propre terrain. Sans doute on y a partagé l'illusion générale que les premières défaites des Russes par les Turcs avaient dû faire naître ; sans doute on n'avait pas compté avec le temps, avec la distance, avec la maladie, avec les éléments. Le génie de la prévoyance n'avait pas passé par là : cela est évident. Mais de quel droit après tout s'en étonner et s'en plaindre ?

L'Angleterre n'a point eu, comme la France en Algérie, cette école incomparable, où pendant vingt ans notre armée, guidée par d'illustres généraux, enflammée par l'exemple de princes jeunes, intrépides et modestes, a pu s'exercer à toutes les péripéties de la guerre la plus laborieuse, à toutes les épreuves du climat le plus variable ; où notre admirable intendance, sortie tout entière depuis 1835 des rangs de nos officiers, avec leurs traditions d'honneur et de sévère probité, a su apprendre à surmonter tous les obstacles, à combiner l'activité avec l'ordre, l'énergie avec l'intégrité, sous le contrôle salutaire d'une publicité implacable.

Aucune armée au monde n'a pu entrer en campagne avec les avantages qu'assurait à l'armée française ce legs magnifique de la monarchie constitutionnelle. Mais l'Angleterre pouvait se consoler de cette infériorité par le souvenir de ses luttes et de ses progrès pendant la paix. Elle avait obstinément et systématiquement réduit tout son établissement militaire, ses arsenaux, son artillerie, ses cadres, ses dépôts au-dessous du niveau que l'expérience du passé et la grande autorité du duc de Wellington lui conseillaient de respecter. Mais c'était pour se livrer sans réserve aux immenses développements d'une politique nouvelle, féconde en séductions et en résultats incalculables. C'était pour émanciper les noirs de ses colonies, au prix d'une rançon de cinq cents millions payés par la métropole. C'était pour dé-

truire les lois sur les céréales et réaliser, plus qu'on ne l'avait encore fait ni tenté en aucun pays, la vie à bon marché. C'était pour supprimer ou réduire d'innombrables impôts sur toutes les nécessités et tous les agréments de la vie. C'était pour diminuer sa dette nationale, tandis que tous les pays du continent augmentaient la leur. Voilà à quoi ont passé les ressources et les économies du budget anglais depuis 1814. On pouvait, certes, trouver dans ces glorieuses conquêtes de la paix de quoi se consoler des mécomptes d'une première campagne, entreprise avec irréflexion et imprévoyance, mais qui n'en a pas moins servi à démontrer la solidité et la patience, la discipline et l'inébranlable courage des troupes britanniques.

Presque toujours d'ailleurs les premiers efforts de l'Angleterre dans les guerres continentales ont été malheureux. Elle n'y a jamais vu qu'un motif de persévérer avec acharnement dans la tâche commencée. Excepté sur mer, l'histoire de sa lutte prodigieuse contre la Révolution et l'Empire n'offre qu'une longue série de revers, jusqu'à ce que le génie du duc de Wellington vînt enfin couronner son indomptable constance. C'est pour ne pas s'être laissé décourager par les pitoyables campagnes du duc d'York en 1794 et 1799, ou par la retraite désastreuse de sir John Moore en 1808, qu'il lui fut donné de triompher enfin du plus grand capitaine des temps modernes. Quelle que soit la fortune de la guerre actuelle, on peut être assuré que le peuple anglais y mettra toute l'énergie, toute la persévérance que comporte son histoire et son caractère national, et de plus toute l'ardeur que développe la pratique des institutions libres. Il fera voir encore une fois, comme de 1792 à 1814, que la discussion, la critique, la publicité la plus illimitée, l'intervention quotidienne de la presse et de la tribune, l'usage et même l'abus de tous les droits n'ôtent rien, chez un peuple vraiment digne d'être libre, à l'élasticité, à la vigueur, à la constance qui sont les conditions et les garanties de la victoire [1].

Je me rappelle ici une page trop peu connue d'un écrivain qu'une mort prématurée a ravi à la presse française, et qui rentre trop bien dans mon sujet pour n'être pas citée.

« Dans sa lutte suprême contre la république et l'empire, la grande force de l'Angleterre était dans ses institutions. Le gouvernement anglais a fait la guerre pendant vingt-deux ans, en traînant après soi l'atti-

[1] Je n'en veux pas d'autres preuves que la résignation avec laquelle toute l'Angleterre supporte l'immense impôt sur le revenu (*Income-Tax*) qui a été rétabli uniquement pour subvenir aux frais de la guerre actuelle ; puis la somme énorme des deux souscriptions pour les familles des soldats de l'armée de Crimée. Le 20 octobre dernier, ces souscriptions avaient atteint le chiffre de *trente-cinq millions* de francs (1,388,069 livres sterling).

rail de la liberté, au milieu des clameurs de la tribune et de la presse, au milieu des désastres du commerce, malgré les émeutes, les meetings, les pétitions pour la réforme électorale et les vitres cassées, sans jamais rien sacrifier de ses légitimes droits, sans se croire une seule fois obligé de céder, soit à l'ennemi intérieur, soit à l'ennemi extérieur...

» La mauvaise foi des partis, l'injustice et les discours de l'opposition parlementaire, les batailles de tous les jours sur la place publique ne l'ont pas moins bien servi que son intelligence et son patriotisme. Quand il n'y avait plus sur le continent ni une tribune, ni une presse libre, toutes les passions, les bonnes comme les mauvaises, étaient incessamment tenues en éveil dans l'empire britannique, et sans le vouloir, sans y songer, elles concouraient au même but. Personne n'y pouvait être trompé ou trompeur plus d'un jour. Ce mouvement et ce bruit qui faisait croire à Napoléon que l'Angleterre était toujours au moment de sauter en l'air, comme un baril de poudre, c'était la vie d'un peuple libre. Le baril de poudre est encore à la même place, et ce sont les peuples bien sages, bien dociles, bien aimables, qui s'amusent à faire le saut périlleux...

» Sur le continent on exagère les victoires et on dissimule les défaites; en Angleterre, les succès les mieux constatés trouvent toujours des censeurs jaloux et malveillants; mais le tumulte de la place publique, les colères de la tribune, les indiscrétions de la presse n'ont diminué en rien ni la confiance des généraux, ni la bravoure des soldats...[1] »

II.

CE QUI TROMPE PLUSIEURS D'ENTRE CEUX QUI JUGENT L'ANGLETERRE.

Mais rentrons dans le cercle que nous nous sommes tracé, dans l'appréciation exclusive de la situation intérieure de l'Angleterre. Sachons y reconnaître en premier lieu le fait même que nous signalions à l'instant, et qui est à la fois la condition essentielle de la vie nationale, et la source des erreurs les plus habituelles aux juges étrangers. Tout y est discuté, critiqué, débattu sans réserve. Tout s'y fait au grand jour et au milieu du bruit. Rien n'échappe à cette loi universelle. Religion, politique, guerre, législation, administration, il faut que tout passe et repasse chaque jour par ce crible redoutable.

[1] Jules Maurel, *le duc de Wellington*. Bruxelles, 1852.

Les observateurs qui vivent dans un tout autre milieu sont tout d'abord étourdis et effrayés par un tel spectacle. Ils jugent d'après ce qui leur arriverait à eux-mêmes, à leurs voisins, à leurs gouvernements, si on les soumettait à une pareille épreuve. Ils en tirent des conclusions tout à fait fausses que les démentis mille fois répétés de l'expérience ne les empêchent pas de recommencer sans cesse. Pour qui vit dans un cachot sans soupirail, un filet de lumière qui pénètre par la fente d'une porte entr'ouverte suffit pour éblouir et blesser la vue. Pour qui a longtemps joui du silence, le moindre bruit est insupportable. Pour qui n'a jamais navigué, le moindre grain semble un ouragan. Mais l'homme qui passe sa vie dans la pleine lumière du jour, qui la dépense au milieu des mille bruits du travail, ou qui la joue au sein des flots, ne se laisse ni éblouir, ni étourdir, ni effrayer pour si peu.

Quand on entre dans quelque grande usine, la première impression d'un ignorant ou d'un enfant est de se demander comment on y peut vivre, comment l'ordre se maintient au sein de cette population nombreuse, de ce mouvement perpétuel, de ce tapage étourdissant; comment l'esprit résiste et se retrouve entre ces roues qui tournent, ces pistons qui gémissent, ces scies qui grincent, entre l'aigre sifflet de la vapeur, l'infecte odeur de la graisse, les noirs tourbillons de la fumée. Et cependant tout marche, tout aboutit, tout réussit, et du fond de cette confusion apparente, de ce bruit odieux, de cette foule grouillante, voici que l'on retire les chefs-d'œuvre de la mécanique et de l'industrie, les armes et les instruments de précision qui vont assurer les victoires de nos soldats, ou les prodiges d'élégance et de finesse qui servent à la parure de nos filles.

Telle est d'ailleurs, partout et toujours, la condition de la vie, de la vraie vie, de la vie virile, la seule dont il vaille la peine de vivre! Ce qui fait la force des individus fait aussi la force des nations; l'habitude du danger, la perpétuité de l'effort, la liberté du mouvement. Qui jamais a rêvé la vie avec un garde-vue sur les yeux, avec du coton dans les oreilles, avec la main d'un maître pour béquille? Quand vous me montrez un homme dans cet accoutrement, je plains et je respecte les infirmités inséparables de la vieillesse, mais je n'y reconnais pas les conditions de la vie. Et quand c'est un peuple entier que vous me représentez ainsi, comme l'idéal de votre doctrine sociale, je fuis loin de vous, au moins par le cœur et l'esprit, et mon âme prend son vol vers ces heureuses et trop rares régions où les nations ont mérité de sortir des langes de l'enfance et ne sont pas encore couchées sur le grabat de la décrépitude.

Une autre source d'erreurs fréquente pour l'étranger qui veut juger l'Angleterre, c'est le mal que les Anglais aiment à se dire les

uns aux autres, d'eux-mêmes, de leur pays, de leurs lois, de leur gouvernement. Ils agissent comme des grands seigneurs de mauvaise humeur qui, tout en étant profondément convaincus de leur grandeur et de leur supériorité en tout, se donnent les airs de faire très-peu de cas de tout ce qui est à eux. Cela dure jusqu'à ce qu'un imprudent auditeur prend leurs dires au pied de la lettre et prétend agir en conséquence, ou simplement répéter ce qu'il leur entend proclamer. Alors ils se regimbent et lui font sentir cruellement son erreur. C'est d'ailleurs le propre des nations libres et rassurées sur leur sort d'affecter une réprobation exagérée des inconvénients et des infirmités de leur situation, et de se dépeindre comme sur le bord de tous les précipices, absolument comme ces jeunes gens, pleins de vie et d'avenir, qui se désespèrent au premier mécompte et se déclarent à jamais dégoûtés de l'existence, au moment même où ils vont se marier ou obtenir la place qu'ils sollicitent. Les uns et les autres sont sincères dans leur illusion : ils croient ce qu'ils disent, mais ce qu'ils disent est insensé. C'est quelquefois la preuve d'une surabondance de jeunesse et de force : quelquefois aussi cela tourne mal. La France aussi s'est donné ce plaisir sous la tyrannie parlementaire; mais elle n'a point à se féliciter de cet amusement. Nous nous sommes tous dit tant de mal de nous-mêmes à nous-mêmes, qu'on a fini par nous prendre au mot, et nous traiter, surtout en Angleterre, comme des gens absolument incapables de produire ou de conserver des institutions libérales. L'Anglais se garde bien de tirer la même conclusion pour lui-même. Il se sent à l'abri des coups de tête et des plongeons. Il sent que la constitution qui le protége n'est point une de ces frêles tentes dont il faut bien se garder de secouer les parois ou de desserrer les piquets, de peur que le premier vent du désert ne vienne l'enlever. Il sait que sa maison n'est pas de verre, et qu'il peut y jeter des pierres impunément. Il sait que l'Angleterre, s'il faut en croire l'expérience du passé, peut se livrer à cette récréation sans danger; car il y a bientôt deux siècles que ses journalistes, ses pamphlétaires, trop souvent même ses orateurs et ses plus grands écrivains, font au grand jour la lessive de sa défroque et la clinique de ses infirmités.

Pour peu que l'on soit familiarisé avec l'histoire politique de l'Angleterre, on ne peut se défendre de sourire en voyant sur quels fondements s'élèvent les arguments de ceux qui annoncent périodiquement la ruine prochaine et inévitable du dernier asile de la liberté moderne. Tantôt c'est un *meeting* où des orateurs plus ou moins inconnus ont tenu un langage séditieux au premier chef. Tantôt ce sont des vitres cassées dans les quartiers aristocratiques. Tantôt c'est l'assemblage tumultueux de cent mille individus, avec accompagnement

de cris, de bannières, de processions. Tantôt encore ce sont les invectives de la presse contre les hommes et les choses que l'on supposait le plus en honneur chez le peuple britannique. Mais on oublie que tout cela s'est vu depuis longtemps, s'est toujours vu depuis que l'Angleterre est libre, depuis qu'elle a accepté les infirmités et les inconvénients de la liberté avec ses incomparables avantages. En 1780, aux plus beaux jours du gouvernement aristocratique et de la splendeur oratoire du Parlement anglais, Londres a été au pouvoir d'une horde de brigands qui ouvrirent les prisons et brûlèrent les hôtels de plusieurs des principaux personnages du royaume. En 1830, quinze ans après la bataille de Waterloo, on alla briser les fenêtres du duc de Wellington, qui fit construire à cette occasion ces volets à l'épreuve de l'artillerie populaire, que l'on voit encore à son hôtel. Quelques années plus tard, O'Connell réunissait en plein air cent mille Irlandais frémissant sous sa main, et disposés, selon l'impression générale, à se jeter, sur un signe de lui, dans tous les périls de la guerre civile. Et pendant tout cela, et avant comme après, des voix éloquentes et écoutées dénonçaient les institutions nationales comme des leurres, le Parlement comme un mauvais lieu, l'aristocratie comme une caste d'oppresseurs et d'exploitateurs, le peuple anglais comme un ramas de dupes et d'esclaves, écrasés d'impôts et d'affronts par une oligarchie insatiable. Tout cela s'est dit et répété sur tous les tons, à toutes les périodes; tout cela peut-être a été cru; tout cela se dit et se redira encore; mais tout cela a passé et passera comme une pluie d'orage : l'Anglais n'en demeure pas moins persuadé que son pays est le premier pays du monde. Il ne le dit pas toujours, à moins qu'on ne le contredise; mais il le croit, et il a pour cela de bonnes raisons qu'il dépend de lui de rendre meilleures encore.

III.

LES DEUX DÉMOCRATIES.

Voici maintenant le problème que nous nous posons. L'Angleterre restera-t-elle debout au milieu de la crise européenne? et restera-t-elle absolument ce qu'elle est aujourd'hui? A la première de ces questions, on peut répondre hardiment : *oui;* et à la seconde : *non.*

L'Angleterre possède plus qu'aucune autre nation du monde les conditions essentielles de la vie sociale, morale et matérielle; mais elle vivra, comme elle a toujours vécu, en se transformant graduellement, en mariant, avec un art instinctif et une sagacité merveilleuse, le

génie de la tradition intelligente à la pratique du progrès modéré, le soin des intérêts généraux à la dignité civique et à la liberté individuelle du moindre des citoyens.

Le progrès constant et le triomphe définitif de la démocratie sont aujourd'hui des faits incontestables, aussi évidents que le progrès et le triomphe de la monarchie absolue depuis le XV[e] siècle jusqu'au XVIII[e]. La démocratie gouverne partout où elle ne règne pas encore. Il est insensé de méconnaître cette victoire, insensé aussi de s'y opposer tant qu'elle ne dégénère pas en oppression, tant qu'elle n'entraîne pas certaines conséquences incompatibles avec la conscience et le bon sens.

Mais il est trop évident qu'il y a de par le monde deux démocraties.

Il y a celle qui reconnaît les lois de l'équité et de l'honneur, qui a confiance dans la force de la vérité et de la justice, qui ne réclame pour assurer leur triomphe que la liberté de les faire connaître, qui a déjà renversé toutes les barrières élevées contre le juste avénement de la multitude à la jouissance de tous les biens et de tous les droits qui doivent lui appartenir. Elle a conquis pour tous l'égalité devant la loi, devant l'impôt et devant l'ennemi, avec l'accessibilité des plus dignes à tous les emplois; et ces conquêtes, Dieu merci, assurées pour toujours, nous sont au moins aussi chères et beaucoup plus nécessaires qu'à nos antagonistes. Elle veut que l'homme public soit avant tout fils de ses œuvres; mais elle veut aussi que l'intelligence et la vertu soient les principales conditions de l'exercice du pouvoir, et, par cela même, elle s'oblige à reconnaître toutes les supériorités légitimes, et à les respecter après les avoir reconnues.

Cette démocratie-là, quelle que soit la forme qu'elle doive revêtir, monarchie contenue ou république conservatrice, a déjà conquis les vœux et le concours de tous les honnêtes gens éclairés.

Mais il y a une autre démocratie haineuse, jalouse, furieuse, fille de l'envie, que Bossuet a si bien définie *le noir et secret effet d'un orgueil foible*. Son génie consiste surtout à contester et à détruire toutes les supériorités qui sortent de la nature des choses, telles que la vie historique des peuples les constitue et les proclame. Elle est l'ennemie de tout ce qui dure, de tout ce qui résiste, de tout ce qui grandit. Elle nie tous les progrès graduels de la liberté; elle insulte tous ses alliés naturels; elle poursuit surtout d'une implacable ingratitude les princes qui l'ont donnée ou servie. Elle fait de la vie des nations un orage perpétuel; elle les réduit à chercher éperdues un refuge dans le premier port venu, et à s'y donner pour servantes ou pour ôtages à celui qui les sauvera du naufrage.

Grâce au Ciel et pour l'honneur de l'humanité, ce n'est pas là la seule démocratie que l'on puisse concevoir, que l'on ait connue dans

le monde; mais c'est, hélas! la seule dont les démocrates modernes du continent aient su établir le règne pendant les courts instants de leur victoire. Avec eux, ce n'est pas la démocratie libérale, c'est la démocratie unitaire qui a vaincu. Aussi ne peut-elle servir qu'à frayer la route à l'unité du despotisme. Et quand l'œuvre est consommée, n'a-t-on pas toujours vu la démocratie révolutionnaire se consoler de ses affronts et de ses mécomptes en se raccrochant aux triomphes de la force et en les exploitant? Ne s'entend-elle pas toujours avec la monarchie absolue, telle que l'esprit moderne la conçoit et l'admet, pour proscrire partout la vraie liberté, tantôt comme une aristocratie, tantôt comme une conspiration? N'ont-elles pas l'une et l'autre une égale horreur de tout ce qui se tient debout, de tout ce qui vit par soi-même? N'ont-elles pas l'une comme l'autre substitué partout des liens mécaniques, artificiels, éphémères, aux garanties morales, naturelles, traditionnelles, et condamné partout la valeur et la dignité individuelle de l'homme à être absorbées par l'État? Ne pratiquent-elles pas à l'envi l'ostracisme contre la capacité, le courage et la droiture? N'ont-elles pas pour principe commun la répudiation du seul gouvernement vraiment légitime et naturel, celui des hommes supérieurs par la position, le caractère, le talent? N'invoquent-elles pas toutes deux comme raison suprême l'ascendant exclusif du nombre, c'est-à-dire le droit du plus fort dans ce qu'il a de plus aveugle et de plus brutal?

Nous supposons toujours qu'après tout ce que nous avons vu, il n'est personne, aujourd'hui, d'assez inexpérimenté pour ne pas reconnaître à quel point les intérêts de la liberté sont distincts de ceux de la révolution. Une grande autorité s'est prononcée sur ce point : *Ne voyez-vous pas*, disait Napoléon Ier à Thibaudeau, en 1802, *que ce sont les ennemis de la révolution qui plaident le plus chaudement en faveur de la liberté politique*[1]? Dix ans auparavant, un des hommes qui avait le plus contribué à faire perdre au glorieux mouvement de 1789 son caractère légitime et libéral, prédisait en ces termes à quoi aboutirait la révolution dont il avait été l'éloquent champion :

« Encore un pas, et le gouvernement ne peut plus exister, ou se » concentre totalement dans le pouvoir exécutif d'un seul. Car je » vois, dans l'éloignement, le despotisme sourire à nos petits moyens, » à nos petites vues, à nos petites passions, en y plaçant sourdement » le fondement de ses espérances. Ce que l'on appelle la révolution » est fait ; les hommes ne veulent plus obéir aux anciens despotes :

[1] Après le Sénatus-Consulte du 16 thermidor. Voir les Mémoires de Thibaudeau, conventionnel, conseiller d'Etat, sénateur.

» mais, si l'on n'y prend garde, ils sont prêts à s'en faire de nou- » veaux, et dont la puissance plus récente et plus populaire serait » mille fois plus dangereuse [1]. »

Sachons donc le reconnaître : le progrès de la démocratie est le fait dominant de la société moderne, mais c'en est aussi le danger suprême : et à ce danger nul pays n'a encore su se dérober. Contenir et régler la démocratie sans l'avilir, l'organiser en monarchie tempérée ou en république conservatrice; tel est le problème de notre siècle : mais ce problème n'a encore été résolu nulle part.

Le fait et le danger existent en Angleterre comme ailleurs. Mais tandis que sur le continent la victoire de la démocratie a partout abouti au sacrifice de la liberté, a partout condamné les peuples a osciller dans l'humiliante alternative de l'anarchie et du despotisme, tout annonce qu'en Angleterre ses progrès pourront se concilier avec la stabilité du droit, avec le maintien des libertés antiques, avec le respect de la dignité individuelle. S'il en est ainsi, comme nous le croyons fermement, l'Angleterre, après avoir seule parmi les grandes nations de l'Europe, préservé son honneur et sa vie publique des envahissements monarchiques des deux derniers siècles, aura le glorieux privilége de faire surnager l'arche du droit et de la liberté au milieu du déluge dont la démocratie révolutionnaire menace de recouvrir le nôtre.

IV.

DE LA DÉMOCRATIE EN ANGLETERRE.

Constatons du reste les symptômes du mal, avant d'en signaler les remèdes. Il va sans dire que nous ne regardons pas comme un mal ce que certains apôtres et certains ennemis de la démocratie révolutionnaire confondent trop souvent avec elle, savoir : le progrès du droit, de l'égalité devant la loi, du bien-être et de l'instruction du peuple, l'émancipation des consciences de tout joug séculier.

Ce sont là les œuvres de la liberté, non de la révolution; et la liberté seule peut les garantir et les honorer; seule elle les empêche d'être la pâture et la rançon de l'égoïsme d'un maître.

Grâce à la liberté, c'est par le mouvement naturel des esprits, par la marche irrésistible des mœurs, par le contact si universel des races et des individus, que la lumière se fait sur une foule de points longtemps obscurs. Ce qui a longtemps paru juste et simple

[1] Adrien Duport. Assemblée constituante, 17 mai 1791.

se révèle dans son iniquité réelle, et devient impossible à conserver, malgré les clameurs des esprits attardés, malgré les résistances des intérêts compromis. Si la fière et libre Angleterre n'avait pu conserver sa constitution qu'en maintenant l'exclusion des catholiques de tout droit politique, le droit électoral des bourgs-pourris, et l'impôt sur le pain des pauvres au profit de l'agriculture des riches, elle eût été indigne à jamais d'occuper le rang que nul ne peut lui disputer parmi les peuples libres. Mais ces iniquités, une fois comprises et signalées, ne pouvaient survivre à l'effort utilement prolongé de la conscience publique; et disons-le avec une fierté rétrospective, elles ne pouvaient coexister avec le voisinage d'une France où régnait alors la liberté politique et religieuse en même temps que la plus scrupuleuse égalité devant la loi. Les pires ennemis de l'aristocratie devaient seuls lui souhaiter la responsabilité odieuse du maintien de ces vieux abus. Les chefs mêmes de cette aristocratie le sentirent; le duc de Wellington, lord Grey et sir Robert Peel portèrent au moment voulu une main énergique et habile sur le vieil arbre pour l'émonder de ses branches mortes et pourries, et lui rendre sa séve et sa vie. L'émancipation des catholiques, la réforme parlementaire et l'abolition des lois sur les céréales n'ont point été des victoires pour la démocratie. Elles ont été la glorieuse et légitime conquête de la justice, de la raison et de la charité sociales.

Mais à côté et au-dessous de l'esprit de justice et de liberté qui a gagné ces batailles, on sent couler dans le cœur des générations contemporaines le profond et impétueux courant de l'esprit révolutionnaire. Il aide souvent, et avec une force irrésistible, à l'achèvement des grandes luttes dont l'origine et la véritable portée lui sont étrangères. Mais il leur survit, et il en dépasse toujours le but; insatiable et impitoyable comme le mal dont il est peut-être l'instrument le plus formidable sur la terre.

Ce qui constate le progrès de cet esprit en Angleterre, ce qui en démontre la force latente et redoutable, ce ne sont pas des ébullitions qui ont toujours paru à la surface de cette grande chaudière, ce ne sont pas les émeutes insignifiantes qui éclatent çà et là, ce ne sont pas les invectives passionnées de tel journal ou de tel orateur extra-parlementaire. Il y a d'autres signes de la maladie, et d'une bien autre gravité.

C'est d'abord l'irritation exagérée, encore plus profonde que bruyante, de l'opinion pendant les premiers mois de l'expédition de Crimée : car c'est le propre de la mauvaise démocratie de ne pas savoir supporter l'adversité ; et le premier symptôme des envahissements de l'esprit de désordre qui aboutit à l'abdication et à l'asservissement des grandes nations, c'est de ne savoir expliquer que par la trahison ou

l'incapacité les chances nécessairement variables de la guerre. L'Angleterre s'est donc laissée entamer, l'hiver dernier, par l'une des infirmités radicales de la démocratie. Elle a oublié que le caractère distinctif des gouvernements aristocratiques et libres est de garder leur sang-froid dans l'une et l'autre fortune, comme le fit Rome au temps d'Annibal et de Pyrrhus, et l'Angleterre elle-même sous les deux Pitt.

Un symptôme encore plus sérieux et plus durable se manifeste par le ton général de la littérature contemporaine. Livres et journaux, revues et brochures, prose et poésie, histoire et roman, tout respire un esprit de critique et de dénigrement à l'endroit des classes supérieures ou des institutions anciennes, et puisque nous avons parlé de romans, il suffira de comparer ceux de Dickens avec ceux de sir Walter Scott, pour juger de la distance qu'a franchie l'esprit public depuis trente ans. Dans les œuvres du baronnet écossais, il n'y a pas la plus légère trace d'une protestation contre les idées monarchiques ou aristocratiques, et s'il a su reproduire avec un incomparable talent les mœurs et le langage des paysans et des petits bourgeois écossais, on doit remarquer qu'il a presque toujours choisi ses héros et ses héroïnes dans les rangs les plus élevés de la société : ce qui n'a peut-être pas mal contribué à la popularité colossale dont il jouissait en Angleterre avant même de la conquérir dans le reste de l'Europe. Tout au contraire, le romancier le plus en vogue de nos jours a cherché ses sujets et ses personnages dans la vie des classes intermédiaires, et le *servum pecus* des novateurs s'est naturellement jeté à sa suite dans la voie où il avait trouvé un succès inespéré.

Ailleurs, et dans un genre plus sérieux, il est incontestable que la satire amère et violente des habitudes et des idées aristocratiques devient peu à peu la corde qui vibre le mieux à travers les discussions politiques et les études historiques. La démocratie affecte déjà au delà du détroit la forme qu'elle n'adopte sur le continent qu'avant d'avoir conscience d'elle-même, ou après s'être attiré d'amers mécomptes et d'humiliantes défaites. Elle en est déjà à vanter l'unité conquise par la violence, et à envier les nations qui ont sacrifié leur droit public, leur histoire et leur honneur à la force incarnée dans quelques hommes.

Ce culte d'idoles humaines déguisé sous le nom de héros, *hero-worshipping*, comme on dit aujourd'hui ; cette idolâtrie de la force et du succès, a trouvé un prophète éloquent dans la personne de M. Carlyle, dont le talent incontestable mérite d'être signalé comme celui qui a le plus travaillé à dépraver l'esprit public en Angleterre et à détruire le prestige de ses anciennes institutions. Après avoir écrit l'histoire de la Révolution française dans une série de tableaux rabelaisiens, où l'horreur du crime et l'innocence des victimes sont travestis avec une révoltante bouffonnerie, il a essayé d'imposer à

l'Angleterre le culte de Cromwell, en attendant mieux. Il compte beaucoup d'admirateurs et de copistes. Un certain nombre de recueils périodiques se font l'écho de ces doctrines. Cette adoration de la force n'est qu'une conséquence, paradoxale en apparence, mais profondément logique, de l'esprit démocratique habilement greffé sur les intérêts et les passions du moment. Elle peut servir à expliquer certains phénomènes récents de l'admiration populaire en Angleterre, qui ont étonné le monde. Des versificateurs langoureux se font l'écho de cette admiration et de cette envie maladive, dans des élégies qui contrastent étrangement avec l'orgueil national dont étaient enflammés, il y a un siècle, les poëtes [1] et les prosateurs dans tous les rangs

[1] Notons le contraste entre ce qu'on écrit aujourd'hui en Angleterre, et les vers célèbres de Lord Lyttleton, écrits à Paris en 1728.

O native isle ! fair freedom's happiest seat....
When shall I see thy fields...
When, in the shade of laws that long have stood,
Of fearless independance wisely vain,
The proudest slave of Bourbon's race disdain ?

Yet oh ! what doubt, what sad presaging voice
Whispers within, and bids me not rejoice,
Bids me contemplate every state around
From sultry Spain to Norway's icy bound :
Bids their lost rights, their ruin'd glories see,
And tells me these like England once were free !

Ailleurs, il parle de la France sous Louis XV en ces termes :

...A nation here I pity and admire,
Whom noblest sentiments of glory fire,
Yet taught by custom's force and bigot fear
To serve with pride and boast the yoke they bear,
Whose nobles born to cringe and to command,
In courts a mean, in camps a gen'rous band,
From each low tool of power content receive
Those laws their dreaded arms to Europe give !

Un autre poëte, Akenside, dans une ode datée de 1758, *dédiée aux gentilshommes campagnards de l'Angleterre*, peint bien le mépris que lui inspirait l'asservissement de l'Europe, et le contraste entre les races continentales et cette *gentry* anglaise, émule des Romains pour l'agriculture et la liberté politique.

Whither is Europe 's ancient spirit fled ?
Where are those valiant tenants of her shore....
Freeman and soldier was their common name...
Now in the front of battle charg'd the foe,
Now in full councils check'd encroaching pow'r
But who are ye ? from Ebro's loitering sons
To Tiber's pageants, to the sports of Seine....
Ye lost, ye self deserted !
See rifled nations crouch beneath their rod....

de la société. On se souvient que sous Louis XIV les réfugiés français publièrent une protestation intitulée : *Soupirs de la France esclave*. Aujourd'hui, si les vers et la prose de ces panégyristes de l'unité et de la simplicité du pouvoir méritaient tant d'honneur, on pourrait faire un recueil de doléances intitulé *Soupirs de l'Angleterre libre*.

Ce n'est pas seulement à l'étranger que l'on a vu des journaux radicaux tels que le *Daily-News* et l'*Examiner* vanter les bienfaits d'un despotisme *nouveau*, *juste* et *intelligent*. C'est encore dans le domaine de la politique intérieure que l'on voit cette école invoquer, à l'encontre des vieilles institutions de l'Angleterre, le développement graduel de la bureaucratie et de la centralisation afin de miner par l'action infaillible de ce poison la vie des forces traditionnelles et indépendantes du pays. On citerait même plus d'un écrivain démocrate qui a, dans ces derniers temps, adressé des provocations directes à la royauté en l'excitant à secouer le joug des restrictions parlementaires, en lui promettant le concours de la démocratie, en prêchant l'union de la couronne et du peuple dans le but d'arriver à une révolution comme celle du Danemark en 1660 [1]. On s'adresse surtout au prince Albert, mari de la reine, et quelques-uns ont voulu voir une réponse indirecte à ces provocations dans un discours récent de S. A. R. qui contenait une critique sévère de la forme du gouvernement anglais en ce qui touche à l'administration de la guerre. Bref, il ne faut pas se dissimuler que toute une école littéraire et politique cherche à fomenter dans le cœur du peuple anglais le dégoût de ses institutions séculaires, le désir de singer la démocratie continentale, et l'espoir d'arriver à un de ces marchés honteux entre le peuple et le pouvoir, où le pouvoir livre sa moralité et le peuple son honneur.

Ces penchants morbides au déshonneur, cette dépravation temporaire, il faut l'espérer, de certains esprits, cet empire insolent du paradoxe, coïncide malheureusement avec un phénomène qui se renouvelle périodiquement dans l'histoire de toutes les nations qui en ont une. Il y a des temps de halte et d'affaissement où le génie politique et intellectuel d'un peuple s'éclipse. Seulement dans les pays amortis par le despotisme, comme l'Espagne depuis Charles-Quint, ces éclipses durent deux ou trois siècles. Dans les pays libres, comme l'Angleterre depuis Guillaume III, elles durent quelques années. Toutefois celle que traverse aujourd'hui le peuple anglais, l'inquiète et l'humilie : elle aide au succès des efforts ténébreux de ces prophètes de désordre et d'abdication individuelle. Au milieu d'une foule d'esprits supérieurs en tout genre, l'Angleterre d'aujourd'hui

[1] Le 9 juin 1855, au banquet de *Trinity-House*, en proposant la santé des ministres.

n'a point encore retrouvé les égaux des grands hommes dont le souvenir est encore vivant dans son cœur. Cette merveilleuse pléiade d'orateurs qui commence à Chatham pour finir à Canning, n'a laissé que des échos dont la série est interrompue. Aucun homme d'État vivant n'a conquis l'autorité de Wellington, n'a hérité de la généreuse initiative de Peel. Excepté M. Macaulay, dont la supériorité comme historien sur tous ses prédécesseurs n'a pas besoin d'être démontrée, les écrivains même étrangers à la politique n'offrent pas cette spontanéité d'inspiration, cette popularité impérieuse qui fut, dans les premières années de ce siècle, l'apanage de Byron, de Scott et de Moore. Le niveau général du talent, de la capacité, des influences a baissé. C'est le symptôme le plus certain des progrès de l'esprit démocratique, tel qu'il aime surtout à se formuler de nos jours, par l'abdication de toute grandeur individuelle et de toute force indépendante.

Il faut donc le reconnaître, l'empire exclusif des anciennes idées s'affaiblit, et il en est de même du prestige des anciennes institutions. En d'autres termes le caractère profondément aristocratique de la liberté et de la société anglaise tend à s'altérer. Cet empire est encore profondément enraciné; ce prestige est encore généralement reconnu, mais ce n'est déjà plus ce que c'était jadis. Un *Lord* est toujours quelque chose de grand, d'une grandeur même incompréhensible sur le continent, mais ce n'est déjà plus le Lord d'autrefois. Tout l'ensemble des usages et des notions qui se rattachent à ce nom, à ce titre presque intraduisible, a subi la même transformation. C'est peut-être un bien, peut-être aussi est-ce un mal; dans tous les cas c'est un fait. Il faut se garder de le nier, comme aussi il faut se garder d'en exagérer les conséquences.

V.

PRINCIPAL MOTIF DE SE RASSURER.

Tout d'abord l'Angleterre, heureusement pour elle, ne pratique pas le culte de la logique. Elle s'est de tout temps réservé l'usage illimité de la plus éclatante inconséquence, avec le droit de ne pas sacrifier sa gloire, son bonheur et sa sécurité, à une logique plus ou moins irréprochable. Elle ne permet pas à des esprits chimériques, violents et absolus, de l'égarer par leurs déductions et de l'opprimer par leurs conclusions. Elle a de tout temps réduit à leur juste valeur ces

docteurs perfides et vains qui, pour consoler leurs dupes et leurs victimes, leur disent comme le Satan du Dante :

Forse
Tu non pensavi ch'io loïco fossi !

C'est là qu'éclate surtout la sagesse supérieure dont cette nation est douée. Après avoir posé ou accepté un principe, elle ne se laisse pas conduire en son nom à l'utopie ou à l'abîme. Elle se défie même avec raison de l'empire des théories, qui sont en politique, plus que partout ailleurs, sujettes à caution, et l'on peut dire que son histoire est celle d'une lutte constante contre les conséquences exagérées des principes qu'elle a proclamés ou subis. Elle a accepté au moyen âge, comme toute l'Europe, le caractère religieux et féodal de l'autorité royale; elle en a scrupuleusement conservé la terminologie jusqu'à nos jours. C'est là, et là seulement, qu'on entend dire encore, comme au temps de la reine Elisabeth, les *états de la Reine*, *l'armée de la Reine*, *les vaisseaux de la Reine* ; que le tribunal le plus élevé s'appelle *le banc de la Reine* ; que la tranquillité des rues se traduit par *la paix de la Reine ;* que la Chambre des Communes elle-même, souveraine en fait du pays, s'intitule dans ses adresses à la couronne : *Vos fidèles communes*. Personne ne songe à refuser, comme nos députés du côté gauche d'il y a quinze ans, le titre de sujets, en s'adressant à la royauté; mais personne aussi ne songe à lui sacrifier sa dignité, sa conscience ou sa renommée.

Tandis qu'ailleurs les légistes et les théologiens déduisaient de ces formules historiques toute la théorie du droit divin et de l'omnipotence royale, en Angleterre, le bon sens et le bon droit les ont réduites à n'être que de pures fictions, conservées par respect pour un passé dont on a hérité de grands biens, mais sous bénéfice d'inventaire, et dont on ne veut pas renier la mémoire. Les Anglais ont laissé à la royauté la décoration, le prestige du pouvoir : ils en ont gardé pour eux la substance. Cela vaut mieux à coup sûr que de se payer de mots, et de se laisser duper par de belles théories dont la substance échappe toujours ou qui se concilient dans la pratique avec les plus révoltants abus.

Certains historiens racontent avec complaisance qu'un prédicateur ayant prêché, devant Philippe II d'Espagne, que les rois avaient un pouvoir absolu sur les personnes et les biens de leurs peuples, fut condamné par l'Inquisition à se rétracter publiquement. Cette comédie, comme l'a très-justement qualifié un pieux et savant écrivain [1], a

[1] M. Albert du Boys, *Histoire du droit criminel chez les peuples modernes*, c. 43.

pu consoler ou même édifier une nation follement éprise du despotisme qui devait anéantir sa grandeur morale et matérielle; mais elle n'empêchait pas Philippe II de détruire effrontément les antiques libertés de l'Aragon et de la Belgique, et de mettre à mort sans jugement et à huis clos les plus illustres de ses sujets, y compris son propre fils.

En fait de fiction, j'aime mieux le système anglais qui oblige aujourd'hui encore le plus fier aristocrate ou le plus fougueux libéral à ployer le genou devant la reine sur son trône, pour lui offrir le discours que les ministres de la majorité parlementaire lui font prononnoncer, et qui choisit cette humble posture pour rappeler ainsi à la royauté les limites de son pouvoir et les conditions de sa durée.

D'un autre côté, après avoir mis, par la révolution de 1688, les libertés publiques sous la garantie d'un changement de dynastie, le peuple anglais a vigoureusement repoussé les doctrines qui, à plusieurs reprises, ont voulu se prévaloir de cet ébranlement pour amoindrir ou humilier la part faite à la royauté renouvelée, et pour substituer la république à la monarchie tempérée. Quand il veut une réforme, un progrès, il consacre l'énergie et la persévérance incomparable de son caractère national à l'obtenir; puis il s'arrête. Jamais jusqu'à présent il n'a ni compromis ni déshonoré ses victoires : jamais il n'a dépassé son but. Il n'imitera donc pas ces pays où toute cause victorieuse, hier la liberté, aujourd'hui l'autorité, commence, dès le lendemain de sa victoire, à creuser son propre tombeau par la main des courtisans et des logiciens du parti vainqueur; où la proclamation d'un principe, soit nouveau, soit restauré, entraîne aussitôt la destruction de tous les freins et de tous les contre-poids qu'on lui opposait avant son triomphe, et qui lui seraient bien plus nécessaires après ce triomphe qu'avant.

VI.

CE QU'IL RESTE D'ARISTOCRATIE EN ANGLETERRE.

L'Angleterre ouvrira donc la porte à la démocratie, mais en même temps elle lui opposera des digues. Entre les changements et les institutions qu'implique ce grand mot, ce qu'il y a de sage, de légitime, de nécessaire, sera accordé; ce qu'il y a de violent, d'excessif, de compromettant pour la liberté politique, pour l'indépendance personnelle, sera longtemps encore refoulé dans le domaine des uto-

pies et des factions. La démocratie arrivera, mais en arrivant elle trouvera à qui parler. Elle reconnaîtra que sur la plupart des points *la place est prise*, et que l'aristocratie anglaise n'est ni assez aveugle, ni assez exclusive pour préparer ces faciles et dangereux triomphes que les aristocraties continentales ont laissé remporter à leurs ennemis.

Pour bien saisir la situation qui se dessine au delà du détroit, il faut bien se rendre compte de ce qu'est en réalité cette aristocratie, et surtout de ce qu'elle n'est pas. Malgré tout ce qui a été dit et écrit à ce sujet, on ne doit pas se lasser de l'étudier et de la sonder, car l'histoire politique du monde n'offre pas un second exemple d'une institution aussi bien combinée et aussi durable, d'un instrument aussi souple et aussi énergique.

Il est bon de se rappeler que l'aristocratie anglaise ne forme nullement un corps animé partout du même esprit et incrusté dans les mêmes cadres. Elle est multiple et mobile comme la vie. On raconte que lors de la révolution napolitaine de 1820, le peuple ameuté criait sous les fenêtres du vieux roi Ferdinand IV : *Sire, une constitution ! nous voulons une constitution !* Le roi, effrayé, qui avait pour principe de tout accorder en attendant les Autrichiens, se mit au balcon et leur répondit : « *Oui, mes enfants ! vous en aurez une, et même deux,* » *si vous voulez !* » S'il n'y a en Angleterre qu'une constitution, elle-même très-modifiée et très-modifiable, il y a au moins deux aristocraties. Il y a d'abord celle des deux anciens partis qui vont s'effaçant et se transformant tous les jours, celle des Whigs et celle des Tories. Pendant que l'une gouverne, il y en a une autre de rechange, toujours à l'affût des fautes et des mécomptes de sa rivale ; elle guette toutes les occasions de la remplacer, et toutes les réformes utiles à opérer, tous les mécontentements sérieux à apaiser, lui servent d'autant de moyens stratégiques pour conquérir l'exercice du pouvoir. La satisfaction des vœux légitimes de l'opinion est ainsi en quelque sorte au concours, et le bien général s'opère par l'émulation entre les partis.

Pendant ces dernières années, les Tories ont montré qu'ils savaient tout aussi bien que les Whigs user de cette recette ; et le sacrifice des bourgs-pourris et des lois sur les céréales leur paraissant désormais irrévocable, les plus intelligents se sont mis en quête des questions relatives aux classes indigentes et ouvrières et en ont fait leur apanage spécial. Témoin les efforts de sir John Pakington sur les questions d'éducation, et ceux si heureux et si méritoires de lord Shaftsbury pour les logements insalubres, les écoles d'indigents (*ragged schools*), la limitation du travail des femmes et des enfants dans les manufactures et son interdiction absolue dans les mines.

J'aperçois toujours quelque aristocrate, quelque oligarque, au pre-

mier rang des auteurs ou des auxiliaires de tout mouvement utile ou simplement nouveau. En général ils sont jeunes, mais pas toujours : quelquefois ce rôle est disputé aux débutants de l'aristocratie, par un ministre disgracié, un vice-roi émérite, un chancelier en retraite, ou un duc dans la plénitude de l'âge et de la fortune. Mais on peut être sûr qu'il se trouvera toujours quelque homme d'un grand nom ou d'une grande existence à la tête de toutes les questions d'avenir. Avec une intelligence qui n'est jamais prise en défaut, cette vieille aristocratie, représentée par ses plus jeunes rejetons, sait non-seulement céder à propos, mais encore prendre l'initiative des mesures les plus graves et les plus fécondes. C'est ainsi que le jeune Pitt, avant d'être ministre des finances, à 23 ans, voulut devenir le champion de la réforme parlementaire, et que son rival Fox, issu d'une origine plus aristocratique que lui, resta pendant toute sa vie à la tête des intérêts populaires. Ils changent quelquefois d'opinion ou de drapeau; mais il y a toujours quelqu'un de leur bord ou de leur ordre pour les remplacer au besoin. Tel est l'art de gouverner; il exige une vigilance, une activité constante, mais il comporte surtout cette possession de soi, cette indépendance de la force que la noblesse des autres pays de l'Europe avait si misérablement sacrifiée aux puérilités de l'étiquette et aux jouissances de l'antichambre.

Cette tactique ne réussirait pas, si les deux grandes divisions de l'aristocratie anglaise demeuraient inaccessibles aux talents, aux services, aux ambitions que produisent les rangs inférieurs de la société. Heureusement c'est le contraire qui arrive. Tout le monde connaît, mais personne n'a suffisamment vanté l'admirable mécanisme par lequel la pairie ouvre ses rangs et les vide; attire à elle les grandes notabilités de la politique, de la magistrature, de l'armée, de la diplomatie et du monde financier, sans aucun souci de leur origine plus ou moins populaire; et en même temps refoule dans le gros de la nation toutes ses branches collatérales, qui, à partir des petits-fils puînés de tout pair d'Angleterre, demeurent confondus avec le reste des citoyens sans aucun titre, sans aucune marque distinctive. Ce mouvement de va et vient qui introduit sans cesse dans les rangs suprêmes de l'aristocratie des éléments jeunes et vigoureux et qui la débarrasse des éléments superflus et inutiles, qui établit comme une sorte de roulement permanent entre la nation et la pairie, est l'œuvre non d'aucun législateur, mais de l'instinct social et politique de ce pays. Cela remonte au moyen âge, et aussi haut que la pairie elle-même. C'est ainsi que cette grande institution a échappé aux inconvénients inséparables partout ailleurs de toute aristocratie puissante, comme à Venise et en Allemagne. C'est ainsi qu'elle a pu être un véritable patriciat politique et national, non une caste exclusive étroitement retranchée dans

son individualisme, et condamnée à périr d'inanition et d'orgueil stérile. Sans doute, là comme partout où l'âme humaine est exposée aux tentations de l'opulence, du luxe et de l'oisiveté, il a pu se former un certain monde exclusif, dédaigneux et frivole, dont l'influence trop facilement acceptée a rejailli, non sur la direction des affaires politiques, mais sur les relations du monde et les facilités de la vie sociale. Ce mal tend à disparaître de jour en jour. D'ailleurs à aucune époque la morgue ni le dédain aristocratique n'ont affecté les formes humiliantes ou exercé l'action fatale qui, dans d'autres pays, ont déposé d'incurables rancunes dans le cœur de la bourgeoisie. Cela s'explique non-seulement par cette fusion permanente dont on vient de parler des cadets de la pairie avec le reste de la nation, mais surtout par l'usage qu'ont les seigneurs anglais de ne pas placer l'égalité de naissance au premier rang des avantages qu'ils recherchent dans leurs alliances matrimoniales. On en a souvent agi de même sur le continent, surtout dans la France de l'ancien régime, mais jamais sans exciter des murmures ou des moqueries. Dans la langue anglaise le mot de *mésalliance* n'a pas d'équivalent, pas plus que celui de *parvenu*, et l'idée qu'il exprime est étrangère aux mœurs du pays. Rien ne s'oppose à ce que le sang des vieilles races se renouvelle, à ce que les classes qui sont le plus intéressées à la durée et à la dignité de l'édifice social se fortifient en se confondant. Les vieilles souches peuvent ainsi étendre leurs racines dans un sol rajeuni, et aspirer une sève nouvelle qui les empêche de dépérir et de s'étioler en pivotant toujours sur elles-mêmes.

C'est pourquoi la haute noblesse anglaise est toujours restée égale à elle-même, toujours en possession des vertus les mieux adaptées au temps où elle a vécu, et au rôle que comporte ce temps. Initiée par l'excellente nature des institutions de son pays à la pratique de tous les devoirs civils, et à la féconde activité des travaux de la paix, elle a toujours su retrouver sur les champs de bataille l'antique courage des preux dont elle descend ou dont elle tient la place. Le sang héroïque dont elle avait inondé les champs de la Péninsule et de Waterloo, elle l'a de nouveau versé à flots en Crimée. La charge désespérée de Balaklava a été menée par un homme dont la pairie date de deux siècles, et qui a été longtemps le plus impopulaire des aristocrates; et parmi ces listes de morts et de blessés publiées par le gouvernement anglais, avec un soin si scrupuleux et si consolant pour les familles, ceux qui aiment à étudier les transformations des races historiques, ont lu avec émotion le nom du jeune comte d'Errol, connétable héréditaire d'Écosse, en vertu d'un diplôme de 1315, aujourd'hui capitaine de tirailleurs, et amputé du poignet qu'une balle russe lui a fracassé à Inkermann.

Mais ce sang dont l'aristocratie anglaise s'est montrée si prodigue n'a point désarmé ses détracteurs. Il en a été de même pour la noblesse française, qui au sein même de son abaissement politique, avait conservé tout son ancien courage, et joncha de ses plus illustres noms tous les champs de bataille de la guerre de sept ans et de la guerre d'Amérique. On ne lui en sut aucun gré quand l'heure de la révolution sonna, et on la confondit dans une proscription commune avec la monarchie dont elle avait été la victime trop docile. Aussi l'aristocratie anglaise ne se contente-t-elle pas du glorieux privilége d'être au premier rang de ceux qui donnent leur vie sous le drapeau de leur pays : elle comprend qu'il y a d'autres batailles à gagner dans les luttes formidables entre les intérêts anciens et nouveaux que suscitent les transformations de l'industrie et le mouvement de la civilisation. Elle se montre dans la personne de plusieurs de ses représentants les plus jeunes ou les plus notables, pénétrée d'une sollicitude intelligente pour toutes les questions nouvelles, sincèrement dévouée aux besoins moraux et matériels des classes laborieuses, profondément émue et activement préoccupée des souffrances de la classe indigente. Quand on voit les hommes les plus considérables de la pairie, comme le comte Grey, les comtes de Carlisle et de Shaftsbury, les héritiers des familles les plus anciennes ou les plus opulentes, tels que lord Stanley [1], lord Goderich, et tant d'autres, consacrer non plus seulement leurs souscriptions pécuniaires, mais leurs efforts personnels, aux écoles d'adultes et d'apprentis, courir les villes de provinces pour faire aux ouvriers des cours publics sur l'histoire ou sur les sciences naturelles; quand on les retrouve à leur place dans le parlement, toujours au premier rang dans les discussions qui intéressent le

[1] Les journaux anglais, encore si peu lus et si mal traduits en France, ont tous raconté la scène touchante que présentait, le 18 août dernier, la demeure magnifique du comte de Derby, à Knowsley, près Lancaster. Tous les membres des corporations ouvrières affiliés à l'*Association d'éducation* des comtés de Lancashire et de Cheshire, y avaient été invités. Le jeune lord Stanley, fils aîné de lord Derby, et héritier de cette pairie, créée en 1485, pour récompenser l'homme qui avait mis la maison de Tudor sur le trône, fit à ces ouvriers et à leurs femmes les honneurs du domaine paternel. Après les avoir promenés dans le château et dans le parc, ce jeune homme, qui est l'un des orateurs les plus écoutés de la Chambre des Communes, leur fit un discours. Il s'étendit sur les avantages de l'association qui comprend 70 *instituts* affiliés, et qui met en circulation, de village en village, 250 mille volumes. Après avoir remercié ses hôtes, au nom de son père, de l'honneur qu'ils lui avaient fait, il finit par ces nobles paroles : « Jamais il ne m'est arrivé de parcourir ce vieux domaine de mes pères, ce parc et ces bois, sans songer qu'il manquait quelque chose à leur beauté, à leur grandeur, à leur solitude pittoresque; et ce quelque chose, c'est la présence d'une foule heureuse, de visages humains, de voix joyeuses. Aujourd'hui mes vœux sont comblés. »

bien-être ou l'éducation des masses; quand on sait à quel point les ouvriers même des manufactures se montrent affectueusement reconnaissants des marques de sympathie qui leur viennent d'en haut, on se sent le cœur plein de confiance et d'espérance dans l'avenir de cette grande nation, qui rachète ses vices par tant de vertus, et qui lutte contre ses infirmités avec un si intelligent courage.

On parle d'oligarchie, mais il faudrait bien s'entendre sur le sens de ce mot. Tout gouvernement est une oligarchie, en ce sens que le nombre des gouvernants est et sera toujours infiniment plus petit que celui des gouvernés. Cela est aussi vrai des républiques où toutes les magistratures sont annuelles, que des monarchies où l'omnipotence d'un seul prétend se fonder sur le consentement de tous. Toute la question consiste à savoir si l'oligarchie gouvernementale est durable ou éphémère ; intelligente ou sotte ; libérale ou oppressive ; féconde ou stérile ; et surtout si elle est inaccessible ou accessible, et accessible par les seules voies que l'honneur, la conscience et la capacité avouent.

Eh bien ! l'on peut soutenir sans crainte qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu au monde un gouvernement où l'accès du pouvoir, de l'influence, de la renommée soit plus facile et plus assuré qu'en Angleterre, à tout homme qui possède du talent et de l'énergie, quelle que soit son origine et même quelle que soit son opinion. Il y arrivera plus vite que partout ailleurs, et sans être obligé de sacrifier sa dignité ou sa conviction aux exigences du pouvoir, sans même être contraint de s'inféoder à aucun parti. Un homme dont on a beaucoup parlé récemment, M. Layard, qui s'est constitué le grand adversaire de l'oligarchie actuelle, plaide contre sa propre cause, par son propre exemple. Sans protection, sans fortune, sans appartenir aux whigs ou aux tories, après avoir consacré sa jeunesse à explorer les antiquités de Ninive, il est arrivé avant quarante ans, et à peine entré au Parlement, au poste très-élevé de sous-secrétaire d'Etat des affaires étrangères. Il ne l'a quitté que parce qu'il l'a bien voulu, et malgré les efforts de deux ministères successifs. Il trouvait sans doute que sa position politique lui donnait droit à quelque chose de plus élevé, et en attendant le moment probablement très-rapproché où il atteindra ce but, il jouit d'une popularité considérable et de cette notoriété immense, qu'il n'est donné aux hommes publics d'atteindre que dans les gouvernements représentatifs. En vérité une telle carrière est faite pour toute autre chose que pour démontrer les obstacles qu'oppose aux gens de talent méconnus l'oligarchie britannique.

La *réforme administrative* dont ce publiciste est le champion, et dont il a été tant question pendant quelque temps, sera certainement

accomplie. Elle est déjà jugée dans l'esprit de tous les hommes éclairés. Ils disent d'elle ce que disait de la réforme parlementaire, dès les premières années de ce siècle, Wilberforce, le tendre et religieux ami de Pitt : « Je suis pour une réforme modérée et opportune. La » vraie politique du pays est de toujours se concilier les honnêtes » gens. Une réforme modérée ne fortifiera pas la démocratie ; tout » au contraire. N'espérons jamais satisfaire les démocrates. Leurs » griefs sont imaginaires comme leurs promesses. Ils demandent la » liberté, mais ils ne désirent que le pouvoir. Je repousse la proposi» tion de M. Grey par la même raison qui me fait vouloir une réforme » plus modérée : celle-ci empêchera les démocrates de gagner la vic» toire que l'autre lui assure.... Il faut séparer les ennemis sincères » de la corruption de ceux pour qui la réforme n'est qu'un cri de » guerre.... D'ailleurs, je suis encore à chercher le pays qui ait eu à » se repentir d'avoir respecté la morale et la justice[1]. »

Mais la réforme administrative, une fois consommée, n'aura ni les bons ni les mauvais effets qu'on lui attribue. Le mouvement qui se résume sous ce nom est du reste l'indice d'une tendance dangereuse chez le peuple anglais. Autrefois le nombre des fonctions publiques était plus restreint qu'aujourd'hui : le fonctionnaire nommé et rétribué par l'État, semblait un être tout-à-fait exceptionnel, il n'inspirait ni estime ni envie à l'immense majorité des Anglais qui ne demandaient point de place, n'en éprouvaient pas le besoin, et se résignaient sans effort à ce que le petit nombre de celles qui existaient fussent l'apanage exclusif des clients de l'aristocratie ou des parvenus du monde politique. Cet état de choses a changé comme en France. L'extension de l'éducation chez les masses, en déclassant une foule d'individus, a créé une foule d'aspirants à la bureaucratie, et d'un autre côté les progrès lents mais incontestables de la centralisation administrative a augmenté le nombre de places à donner. La demande est et sera toujours très-supérieure à l'offre ; mais l'une et l'autre se sont accrues.

C'est là le plus grand péril de la société anglaise ; le mal est loin d'être aussi grand que chez les nations du continent, mais l'Angleterre est déjà sur la pente fatale. Il est temps pour ses hommes d'Etat de reconnaître que le désir universel et immodéré des emplois publics est la pire des maladies sociales. Elle répand dans tout le corps de la nation une humeur vénale et servile qui n'exclut nullement, même chez les mieux pourvus, l'esprit de faction et d'anarchie. Elle crée une foule d'affamés capables de toutes les fureurs pour satisfaire leur appétit, et propres à toutes les bassesses

[1] *Life of Wilberforce*, t. II, p. 443; t. III, p. 408.

dès qu'ils sont rassasiés. Un peuple de solliciteurs est le dernier des peuples. Il n'y a pas d'ignominie par où on ne puisse le faire passer.

La véritable réforme administrative consisterait donc à réprimer énergiquement la tendance démocratique qui multiplie les emplois, qui fait remplir par des agents salariés, nommés et révoqués au gré du gouvernement, les fonctions naguères gratuites, inamovibles ou électives; qui augmente indéfiniment la responsabilité du pouvoir, et qui finit par l'accabler sous le poids des cupidités impatientes, des rancunes implacables, et des dévouements impuissants. Tous les Anglais dévoués à la grandeur de leur pays devraient se liguer pour refouler ce flot continental de la bureaucratie qui mine peu à peu ses antiques institutions et qui finira par engloutir sa prospérité, sa liberté et sa gloire.

Quant à la réforme qui consiste à tenir plus largement ouverte la porte des carrières où l'intervention du pouvoir est obligatoire, telle que l'armée, la marine, la diplomatie, elle est dans les nécessités du temps, et elle se fera, comme se font toutes les réformes en Angleterre, graduellement et sincèrement. On n'arrêtera pas le mouvement: on l'enrayera en lui cédant partiellement. L'essentiel est de ne pas accroître démesurément le nombre des candidats avec celui des primes à décerner. Mais qu'on ne le se dissimule pas, dans l'état actuel des mœurs anglaises, il ne s'agit guère que d'une lutte entre deux catégories de fils cadets : ceux des familles titrées et des grands propriétaires fonciers, et ceux des nouveaux riches sortis des classes moyennes. C'est ainsi que j'ai entendu poser la question par l'organe d'un riche négociant de la Cité, qui présidait au *meeting* le plus bruyant et le plus nombreux qui se soit tenu sur cette question. Il s'exprimait ainsi devant quatre mille personnes entassées dans le théâtre de Drury-Lane : « Un lord me disait ces jours-ci : *Monsieur,* » *si votre réforme s'accomplit, que deviendront nos fils cadets ?* et je » lui ai répondu : *Mylord, si elle ne s'accomplit pas, que deviendront* » *les nôtres ?* » Cela fut parfaitement compris et immensément applaudi. On voit qu'il n'est question que des cadets, car les aînés ont généralement mieux à faire. Or, il n'y a aucun mal à ce que les cadets de l'aristocratie dont la part a du reste été déjà fort réduite, soient contraints de se donner un peu plus de peine que par le passé pour arriver à un grade militaire ou à un poste diplomatique. C'est ce qui aura lieu par l'institution des examens et des conditions d'admissibilité que l'on réclame pour la plupart des carrières publiques. Il n'y aura là, pas plus qu'en France, une barrière contre l'incapacité, contre la faveur, contre cette médiocrité d'esprit et de cœur qui est le fléau du monde moderne : mais il y aura un préservatif contre certains abus et certaines injustices qui ont fait beaucoup plus de mal

que de bien aux classes qui croyaient en profiter. Ce qu'on ne verra pas de longtemps en Angleterre, et ce qui s'est vu il y a quelques années en France, c'est un vieux nom, une naissance distinguée devenir un titre d'exclusion, un obstacle à l'avancement. A mérite égal on préférera toujours l'homme qui apporte au présent le prestige et la force morale du passé. C'est tout ce que l'aristocratie anglaise peut désirer. Il lui faut cette justice, mais il ne lui faut que celle-là.

Rien ne lui est d'ailleurs plus utile que ces menaces et ces agitations qui lui révèlent la nécessité de se défendre et de se maintenir au niveau des temps où elle vit et des idées qui circulent autour d'elle, qui lui rendent le sentiment de ses devoirs et de son intérêt bien entendu. — « Nous avons besoin, » disait tout dernièrement l'un de ses plus illustres chefs, « nous avons besoin, tous les dix ou quinze ans, » d'un coup de fouet de ce genre pour nous tenir en haleine et ne pas » nous engourdir dans une sécurité trompeuse. »

Les intérêts véritables et permanents de l'aristocratie ne souffriront donc pas plus de la réforme administrative qu'ils n'ont souffert de la réforme parlementaire et de l'abolition des lois céréales. Sa mission n'est pas de perpétuer les abus, ni même de maintenir des priviléges. L'immortel Burke, dans une lettre écrite au duc de Richmond en 1772, a défini, dans ce style figuré qui lui était familier, le véritable caractère du patriciat anglais : « Vous autres, » disait-il à ce duc, « gens de grande maison et de grande fortune héréditaire, vous » ne ressemblez pas à des hommes nouveaux, comme moi. Quelque » forts que nous puissions devenir, quelles que soient la dimension et » l'exquise saveur de nos fruits, nous n'en sommes pas moins des » plantes annuelles; nous naissons et nous mourons dans la même » saison. Mais en vous, *si vous êtes ce que vous devez être*, mon regard se plaît à reconnaître ces grands chênes qui ombragent toute » une contrée, et qui perpétuent ces ombrages de génération en gé- » nération. Le pouvoir et l'influence personnelle d'un duc de Rich- » mond ou d'un marquis de Rockingham importent peu; ce qui » importe, c'est que leur conduite et leurs exemples soient de na- » ture à transmettre la tradition de leurs ancêtres à leurs successeurs. » Alors leurs maisons deviennent le dépôt public et les archives vi- » vantes de la constitution : et on y va chercher l'âme de cette cons- » titution, non pas comme à la tour de Londres et à la chapelle du » cloître de Westminster, dans des parchemins effacés, sous des lam- » bris humides et vermoulus, mais dans la robuste vigueur, l'éner- » gie vitale, la féconde puissance du caractère des hommes qui fixent » tous les regards et dominent toutes les têtes. »

C'est du reste une grande erreur, fréquemment commise, que de prendre pour l'aristocratie anglaise les quatre ou cinq cents familles

qui ont le titre de *lord*, et dont les chefs siégent à la Chambre des Pairs. Ce n'est là que la fleur ou la tête de l'aristocratie, dont le corps et les racines sont ailleurs. Quand on constate la diminution du rôle de la Chambre des Lords, on ne découvre rien de nouveau et on ne prouve rien ou presque rien contre la force de l'élément aristocratique. Depuis plus de deux siècles, c'est-à-dire depuis que l'Angleterre est entrée dans la possession réelle du gouvernement parlementaire, la Chambre des Communes a été la force prépondérante dans le mécanisme politique du pays. Il y a bientôt un siècle que le premier et le plus grand des deux Pitt perdit toute son influence et presque toute sa popularité pour avoir accepté la pairie avec le titre de comte de Chatham. L'importance de la Chambre haute a sans doute été amoindrie depuis lors, par des créations trop nombreuses, et parce que certains de ses membres ont perdu un grand moyen d'action par l'abolition des bourgs-pourris, dont ils nommaient les représentants. Mais cette chambre reste au fond ce qu'elle est depuis longtemps et ce qu'elle doit être, le lien vivant du passé avec le présent, les *archives vivantes* de la constitution, de la tradition nationale, en même temps que le frein du mouvement quelquefois trop précipité de la machine gouvernementale. Son rôle est encore très-important, et à l'encontre de l'exemple de Chatham, les exemples contemporains de lord Liverpool, de lord Melbourne et de lord Derby, nous montrent que les hommes publics arrivent à la tête du gouvernement et y restent, après être sortis de la Chambre des Communes, ou même sans en avoir jamais fait partie, comme lord Aberdeen.

Mais encore une fois ce n'est pas là que réside la force vitale de l'aristocratie, et j'irai même jusqu'à dire que si on supprimait la Chambre des Pairs d'Angleterre, comme cela s'est vu sous Cromwell, on bouleverserait sans doute l'économie extérieure de la constitution anglaise, mais on ne détruirait pas encore son essence, on ne transformerait pas surtout l'esprit et le caractère aristocratique de la nation.

L'aristocratie en Angleterre est partout, parce que partout il y a le sentiment de l'indépendance et de l'énergie, de la valeur personnelle qui est le propre de la nature aristocratique, c'est-à-dire du pouvoir donné à ceux qui valent le plus et qui font le mieux. On a vu de tout temps des seigneurs du plus haut parage à la tête des mouvements réformistes ou populaires, et en revanche les défenseurs attitrés des intérêts plébéiens se prévaloir avec une naïve vanité des avantages de leur naissance. Je voudrais que ceux qui croient à la disparition prochaine de l'ancien esprit anglais, eussent entendu l'accent avec lequel on vantait une fois devant moi le plus radical des membres du cabinet actuel, sir William Molesworth, depuis lors décédé : « — Mon-

» sieur, disait un des interlocuteurs à l'autre, vous oubliez que sa » famille est une des plus anciennes de la Cornouaille, qu'il des» cend d'un des compagnons d'Édouard Ier en Palestine, et que trois » générations de ses ancêtres ont successivement refusé la pairie. »

En revanche, chacun sait avec quelle autorité et au milieu de quels respects sir Robert Peel, malgré l'obscurité de sa naissance, a gouverné le parti aristocratique par excellence, jusqu'au jour où il résolut de sacrifier les profits matériels de l'aristocratie à son intérêt futur et à celui du pays.

La vraie force de l'aristocratie et de la nationalité anglaise réside dans les milliers de familles qui possèdent la propriété foncière, et qui, en vertu de cette propriété, administrent le pays bien plus qu'ils ne le gouvernent. Elles n'ont pas dédaigné, comme l'ancienne noblesse française, les fonctions législatives, administratives, judiciaires; au contraire, elles se les sont presqu'exclusivement attribuées, et se sont ainsi maintenues à la tête de tous les développements de la société. Des hommes sans nom et sans fortune arrivent souvent aux grands emplois politiques, quelquefois même au timon des affaires publiques, tout comme dans les républiques ou dans les monarchies absolues; ils arrivent aussi, mais plus difficilement et plus rarement, à compter pour quelque chose dans une province ou même dans une grande ville, lorsqu'ils n'y sont pas devenus propriétaires. Les lords-lieutenants, les shérifs et les juges de paix, les membres des grands jurys, les commissaires des routes, des édifices publics, c'est-à-dire tout ce qui représente chez nous l'administration préfectorale, la police, le ministère public, la magistrature inférieure et les ponts-et-chaussées; tout cela ne vient pas du dehors avec un salaire pris sur le budget et une commission du gouvernement d'aujourd'hui qui n'est pas celui d'hier et qui ne sera peut-être pas celui de demain. Tout cela est pris parmi les propriétaires de la contrée qui, tout en continuant à demeurer chez eux, administrent le pays librement, gratuitement et parfaitement. Délivrée de toute intrigue de cour ou de cabinet, de toute chicane, de tout intérêt et de toute inclination servile; préservée dans les choses essentielles de la centralisation et surtout de la bureaucratie, qui est partout l'armée permanente de la mauvaise démocratie; c'est ainsi que vit, agit et prospère la seule aristocratie durable et intelligente qui existe en Europe.

Tout cela est évident : ce qui l'est peut-être moins, c'est comment la *gentry* a échappé à la jalousie des uns, à la haine des autres. Elle y a réussi, en restant comme la pairie, et plus que la pairie, accessible à tous. Tout homme qui fait sa fortune, soit dans l'industrie, soit dans le commerce, soit au barreau, soit dans la médecine ou tout autre art, aspire à devenir propriétaire foncier : il le devient tôt

ou tard, et aussitôt il songe, en véritable Anglais, à faire *durer* sa famille et sa propriété. Et à l'instant il devient partie intégrante de cette grande corporation qui administre, surveille et représente le pays, et qui se recrute sans relâche dans toutes les forces vives, dans toutes les sources fécondes de la vie sociale. Au bout d'une génération au plus, cette nouvelle famille est admise sur le pied d'une parité complète avec les plus anciennes races du pays; car l'on sait que la plupart des maisons les plus anciennes, de celles qui peuvent remonter à l'époque de la conquête normande ou des Croisades, ne font pas partie de la pairie, dont les rangs sont à bon droit envahis par les titulaires des services civils et militaires rendus à l'Etat dans des temps plus récents. Aucune distinction extérieure ne signale cette différence d'origine ou d'antiquité; aucun titre inutile et inutilement prodigué, pas même cette euphonie indéfinissable des noms qui chez nous tient à l'origine de la noblesse, qui en constitue encore la force, et qui a toujours protesté contre toutes les prohibitions et survécu à toutes les proscriptions.

Si le radicalisme était synonyme de la liberté, si elle n'était pas malheureusement, en Angleterre comme ailleurs, le piége, l'obstacle et l'écueil où la liberté risque de se perdre, comment s'expliquerait-on son aversion pour un ordre de choses si favorable au maintien des droits politiques d'un grand peuple, si inaccessible aux usurpations du pouvoir et de la bureaucratie. Là gît en effet le principe d'activité vigilante et légitime, d'intelligente et féconde liberté que les Anglais résument par le mot de *Self-Government*. Grâce à lui, ils peuvent laisser aux pouvoirs publics, à la couronne et au parlement, la plénitude de la souveraineté législative, avec le soin de diriger les intérêts politiques au dehors et au dedans, sans se croire obligés d'abdiquer le maniement de leurs propres intérêts, les manifestations de leurs libres convictions dans le cercle qui les entoure, mais aussi sans cesser d'ouvrir un œil jaloux et perspicace sur la marche générale du gouvernement. Là s'est en outre effectuée l'alliance merveilleuse qui combine dans l'âme de tout Anglais un profond respect des droits de l'autorité légale, avec le sentiment de la dignité et de la liberté individuelle poussé à sa plus haute puissance.

Ce n'est pas à dire, comme on se le figure et comme on le répète souvent, qu'il n'y ait pas en Angleterre comme ailleurs des petits propriétaires. Il y en a beaucoup sous le nom de *Free-Holders* ou Francs-Tenanciers, et ils ont en cette qualité le droit de voter aux élections parlementaires, moyennant une contribution extrêmement inférieure à celle qui est exigée des fermiers. La propriété foncière est accessible à tout le monde en Angleterre; et toute proportion gardée, elle coûte moins chère à acheter qu'en France. Mais d'une

part l'indivision générale des propriétés empêche le nombre des petits propriétaires de s'augmenter indéfiniment ; et de l'autre, on ne remarque chez eux jusqu'à présent aucun esprit politique distinct de celui de la grande propriété. Ils se groupent naturellement autour des grands propriétaires dont ils épousent les idées, les passions, les querelles, et dont ils se constituent les clients volontaires, actifs et intelligents.

Voilà donc une aristocratie constituée sur la base la plus solide, celle des services rendus à la chose publique et de l'exercice permanent d'un pouvoir indépendant et jusqu'à présent incontesté. Elle a conservé tout ce que l'aristocratie pouvait et devait conserver, après que l'invention de la poudre et la création des armées régulières lui eussent enlevé le privilége exclusif de combattre pour la communauté. Elle est restée libre et souveraine. Comment a-t-elle échappé au sort de l'aristocratie continentale, à cette impopularité et à cet asservissement qui sont devenus la loi commune de la noblesse dans presque tous les pays de l'Europe ? c'est ce que nous essayerons d'expliquer.

Elle a échappé à l'abaissement politique et au despotisme royal par la pratique sincère et courageuse du gouvernement parlementaire. Elle y a échappé parce qu'elle a compris que, pour résister aux envahissements de la monarchie, il fallait d'autres armes que l'épée et d'autres ressources que les intrigues et les rivalités de cour. Elle s'est sauvée en invoquant et en pratiquant l'empire du droit et de la raison, les luttes de l'esprit et de la parole, en même temps qu'elle étudiait et servait avec une sollicitude infatigable les intérêts de tous, et qu'elle plaçait de ses propres mains le commerce, l'agriculture, l'industrie manufacturière sous la garde de l'indépendance personnelle et de la discussion libre et publique.

Ainsi habile et forte contre la royauté, elle ne l'a pas été moins dans ses relations avec le peuple. Elle a de plus été souverainement équitable et prévoyante ; et l'on aime à reconnaître dans sa longue prospérité une de ces récompenses accordées si rarement dans ce monde à la justice et à la prudence. Elle a renoncé en temps utile à tous les droits, à toutes les redevances, à tous les priviléges que le droit féodal avait pu rendre légitimes ou bienfaisants pendant le moyen âge, mais qui avaient perdu ce double caractère avec la transformation de la société moderne.

Quand et comment s'est opérée cette renonciation salutaire ? Par quelle loi le *gentleman* anglais a-t-il cessé de former une classe à part, d'avoir des juridictions privilégiées, d'infliger à ses inférieurs des obligations onéreuses et humiliantes, d'exiger de ses vassaux des corvées lucratives pour lui seul ? C'est ce que l'on ignore. Certes, il

n'y a point de problème historique plus digne de l'étude et de l'intérêt des érudits et des politiques : je le leur recommande, et je m'étonne qu'il n'ait point encore donné lieu à des recherches spéciales. Celui qui voudrait suivre à travers le cours des siècles les relations de la grande propriété anglaise avec ses tenanciers, en les comparant avec les funestes dissensions de la noblesse et des classes agricoles sur le continent, celui-là écrirait une des pages les plus belles et les plus utiles de l'histoire du monde.

Mais ce qui est sûr, c'est que depuis les grandes révoltes qui se personnifièrent dans Wat Tyler et Jack Cade, au XIVe et au XVe siècle, on ne voit dans l'histoire d'Angleterre aucune trace de soulèvement des classes inférieures contre les classes élevées. Ce qui est sûr, c'est que pendant que la noblesse française, après avoir sacrifié à la royauté sa dignité et son indépendance, s'obstinait à maintenir tout cet édifice oppressif et suranné qui s'écroula dans la nuit du 4 août 1789, la noblesse anglaise, la *gentry*, avait, deux cents ans auparavant, délivré les paysans, en se délivrant elle-même, du joug de ces anachronismes mortels. Qu'en est-il résulté? C'est que, l'Angleterre ayant fait sa révolution un siècle et demi avant nous, quand le Parlement entama contre la royauté cette insurrection qui aboutit à une république temporaire, on vit non-seulement des seigneurs de la plus haute noblesse à la tête des armées parlementaires [1], mais les paysans combattre avec les seigneurs et pour eux. Nulle part ne se manifesta un mouvement populaire contre l'aristocratie, contre ses propriétés et ses droits. Privée pour un temps de sa représentation officielle par la suppression de la Chambre des Pairs, elle conserva tout son ascendant sur le cœur du peuple. Les *Cavaliers* restèrent dans leurs terres, entourés de la confiance et de la vénération de leurs voisins et dépendants. Et pourquoi? parce que dès lors et bien auparavant il n'y avait plus en Angleterre ni serfs, ni vassaux, ni corvéables. Aucun Anglais n'était le sujet ni l'inférieur légal d'un autre Anglais; aucune terre n'était grevée de redevances oppressives; aucune industrie n'était astreinte à d'humiliantes restrictions.

Voilà où éclate, à mon sens, l'immense supériorité de l'aristocratie anglaise! Voilà le fondement légitime de son empire! Que d'autres vantent sa splendeur, son habileté, le courage, l'éloquence, le génie politique de ses enfants; ils auront raison. Mais quant à moi, je veux surtout la louer et la bénir d'avoir su écouter, avant tout le reste de l'Europe, la voix de la justice envers ses inférieurs, d'en avoir pratiqué les lois sans y être forcée par une insurrection ou par

[1] Par exemple, les comtes de Stamfort, d'Essex, de Manchester, de Warwick, de Northumberland, de Bedford.

un despote, et avec si peu de fracas et d'étalage que l'on peut à peine retrouver dans l'histoire la trace d'une si prodigieuse et si bienfaisante révolution.

On avait autrefois chez nous un régime social où les uns étaient tout et les autres rien, où l'orgueil satisfait chez plusieurs était incurablement blessé chez la plupart. On a cru remédier à cet état de choses en inventant un régime où personne n'est plus rien, où tout le monde jouit d'un égal abaissement. Seule l'Angleterre a créé et maintenu depuis des siècles un régime social où personne n'est opprimé ni humilié, et où chaque Anglais peut marcher la tête haute en disant comme le roi : *Dieu et mon droit !*

Tel est le secret de cet amour du peuple anglais pour son histoire. Elle lui rappelle sans doute bien des crimes, bien des malheurs, mais elle ne consacre aucune humiliation systématique, aucune de ces divisions fatales de castes dont le souvenir, exploité avec une si aveugle haine par les uns, avec une si perfide habileté par les autres, se prolonge à travers les siècles, et condamne les générations innocentes à la discorde, à l'impuissance et à la servitude.

De là chez les Anglais ce patriotisme profond et de bon aloi qui a pour base le respect des aïeux, le goût des coutumes anciennes, la mémoire d'un passé que nul ne songe à calomnier ou à renier. Voilà aussi le secret de l'affectueuse vénération dont les populations rurales entourent encore l'aristocratie foncière. Chaque jour en contact l'une avec l'autre, ces deux classes vivent dans la meilleure intelligence. Et c'est là, qu'on le sache bien, la plus forte garantie de l'Angleterre contre la révolution, et le véritable boulevard de sa constitution contre les envahissements de la démocratie. Tant que l'esprit révolutionnaire n'a point envahi les classes agricoles d'un pays, ses victoires ne sont qu'éphémères et n'ont point de racines. La révolution démocratique, préparée de longue main en France par le pouvoir absolu, n'y a définitivement triomphé que lorsqu'elle a pu identifier avec sa cause les masses rurales, dont les droits étaient réduits à néant, dont les charges étaient excessives, et qui se sentaient encore plus froissés dans leur juste orgueil que dans leurs intérêts matériels par le maintien d'une législation surannée.

En Angleterre il n'y a encore sur ce point aucune trace de dissension, ni de mécontentements sérieux. Il n'est pas bien sûr que, même au sein des populations urbaines et industrielles, les masses n'en soient pas encore à se demander si l'aristocratie n'est pas leur alliée naturelle contre les abus de l'industrialisme. En usant à propos de son prestige, en renonçant à ses divisions naguères utiles et fécondes, aujourd'hui surannées, pour concentrer sa sollicitude et sa puissance sur le terrain des questions sociales, l'aristocratie anglaise,

dont beaucoup de membres sont déjà entrés dans cette voie, conquerrait très-probablement la première place dans l'estime et la confiance des masses. Quoi qu'il en soit, le concours est ouvert, le prix est au plus dévoué.

Mais pour les classes rurales le doute même n'existe pas encore. En supposant que la révolution devînt maîtresse des villes et mît les armes à la main des ouvriers des manufactures, elle rencontrerait une insurmontable résistance dans les populations robustes, énergiques et respectueuses des campagnes. Celles-ci suivraient au combat les propriétaires qui non-seulement les administrent et leur rendent la justice, mais qui commandent la *milice* et la *yeomanry*, c'est-à-dire la garde nationale mobile à pied et à cheval, exclusivement recrutée dans les districts agricoles. Ajoutez à cela la participation active de la *gentry* aux caisses d'épargne, aux sociétés de secours mutuels, à toutes les œuvres, à toutes les associations qui ont pour but le bien-être moral ou physique des cultivateurs du sol, et l'on reconnaîtra que tout est organisé de façon à ce que les patrons ne manquent jamais à leurs clients, ni les clients à leurs patrons.

VII.

DE LA LIBERTÉ DE TESTER.

Mais si une équité précoce, une influence toujours humaine et paternelle ont conquis à l'aristocratie anglaise un légitime ascendant sur les populations rurales, il ne faut pas se faire illusion sur l'instrument qui lui a conservé la force dont elle jouit. Cet instrument n'est autre que le droit d'aînesse dérivant de la liberté de tester et ayant pour résultat l'indivisibilité du patrimoine foncier des familles. C'est là le véritable *palladium* de l'aristocratie anglaise, et par conséquent de la liberté et de la société anglaise telles qu'elles ont existé jusqu'à présent. Bon gré mal gré, il faut que ceux qui admirent et envient cette liberté anglaise, comprennent bien les conditions qui la font durer. On aurait le plus grand tort, du reste, de voir dans cette institution une garantie exclusivement nobiliaire comme les majorats en France et en Espagne, les fidéicommis en Allemagne. Assurément la grandeur des familles anciennes et illustres, de celles surtout qui composent la pairie, a besoin de cette condition et en profite; mais ce n'est là que le petit côté de cette grande chose. Elle crée l'esprit de famille et la solidité de la terre, en dehors du cercle étroit de la haute noblesse et dans toutes les classes de la so-

ciété. Elle est avant tout l'œuvre de la liberté de tout père de famille auteur ou héritier de son patrimoine : car tout père de famille peut créer une substitution, sans aucune intervention, aucune autorisation du gouvernement.

Elle fait ainsi du sentiment de la tradition et du désir de la durée le patrimoine et l'apanage, non pas d'une seule classe, mais de toute la nation, au moins de toute la partie de la nation qui par le travail et l'intelligence arrive à la propriété. C'est par là qu'elle est devenue, non plus seulement une distinction de caste, mais une institution populaire et nationale. Ce n'est point un privilége, mais un droit, né de la liberté générale et commun à toutes les classes de la société.

Le droit de primogéniture est né, comme chacun sait, de la liberté de tester, liberté toujours respectée chez les peuples vraiment libres, comme l'étaient les Romains et comme le sont encore les Américains et les Anglais[1]. Tandis que la loi française, ne tenant aucun compte de la volonté du père et de la tradition de famille, impose despotiquement l'égalité de partage et la divisibilité indéfinie des héritages, la loi anglaise n'intervient qu'à défaut de l'autorité paternelle. Elle fait du fils aîné de l'homme qui meurt *intestat* le propriétaire exclusif des biens fonciers de la succession, mais elle laisse pleine liberté au père de famille de disposer par testament de son bien comme il l'entend, de partager également entre ses enfants, comme aussi d'en avantager ou d'en déshériter un ou plusieurs, s'il n'a pas les mains liées par une substitution, œuvre d'un testateur antérieur, dont il n'est que l'usufruitier. Ajoutons que tout Anglais fait un testament : c'est un droit civique dont il se reprocherait de ne pas user.

Pour apprendre combien ce système est populaire et naturel, il ne faut pas en étudier la pratique au sein des grandes et antiques maisons que leur passé engage, et qui sont spécialement intéressées à enchaîner l'avenir. Mais prenons l'exemple quotidien et univer-

[1] Dans son célèbre ouvrage sur la *Démocratie en Amérique*, M. de Tocqueville a constaté qu'aux Etats-Unis la législation de la plupart des Etats admet encore les substitutions, et consacre la pleine liberté de disposer par testament des biens non substitués. Le partage égal n'est établi que pour les successions *ab intestat*. C'est l'inverse de ce qui se pratique en Angleterre, où, pour les biens fonciers, les terres dont il n'a pas été disposé par testament ou par substitution, vont toutes à l'aîné. Le partage égal existe pour tous les biens mobiliers. Dans les deux pays, le droit de tester est le correctif des dispositions de la loi. En France, ce correctif est illusoire, car la loi, comme on sait, prohibe les substitutions et rend les testaments superflus, en ne laissant au père de famille que le droit de faire à un de ses enfants un avantage purement personnel et viager.

sel que nous donne tout homme d'argent, tout industriel ou commerçant enrichi, qui a placé tout ou partie de ses gains en fonds de terre. Supposons donc un homme entièrement maître de la fortune dont il est lui-même l'auteur et dont il ne lui est rien venu par testament ou par substitution.

Or, que voit-on tous les jours? Ce marchand enrichi, en devenant propriétaire foncier, s'empresse de constituer sa famille en lui créant un patrimoine dans l'avenir.

Il veut avant tout perpétuer dans cette famille la possession de la terre dont il s'est rendu acquéreur, afin de perpétuer autant que possible les fruits de son industrie et de son talent. Il n'y a là aucun sentiment aristocratique dans le sens que nous attachons ordinairement à ce mot; il y a le sentiment naturel, domestique et social qui a été jusqu'à présent au fond de toutes les sociétés humaines : l'amour de la durée et le soin de l'avenir. C'est pour cela uniquement qu'il choisit son fils aîné, s'il en a un, et qu'il l'avantage, non pas dans un but de partialité ou de vanité, mais afin de conserver le foyer paternel, le domaine patrimonial qui vient d'être constitué. Cet avantage qu'il fait à son aîné ne sera pas pour lui seul. Au moyen d'une substitution, il en assure la durée pour deux générations. La loi, qui a récemment restreint la faculté de substituer, ne lui permet pas d'en faire plus. Mais cela suffit : il a déposé dans le sein de cette nouvelle famille le germe de la durée, de la croissance, de la permanence, de la solidité; il a substitué les perspectives de l'avenir aux suggestions aveugles de l'intérêt immédiat; il a pourvu à la transmission intégrale des clientèles et des établissements; il a fondé une tradition permanente dans les entreprises de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Il sait ou du moins il espère que son petit-fils recommencera ce qu'il a fait lui-même, et cet espoir n'est guère trompé. La restriction imposée par la nouvelle législation aux substitutions, la faculté nouvellement accordée au *grevé* et à l'*appelé*, lorsqu'ils s'entendent[1], de détruire la substitution, rien de tout cela n'a encore porté atteinte à ces mœurs traditionnelles. On a vu, dans les plus hauts rangs de la pairie, des pères accablés de dettes profiter de cette innovation pour arracher à leurs fils, au moment où ceux-ci devenaient majeurs, le sacrifice de l'avenir brillant qui leur était assuré, et jeter ainsi dans l'abîme de la prodigalité individuelle le produit accumulé de plusieurs générations. Mais on voit aussi et partout les substitutions nouvelles se dérober à l'action de la loi récente, et se renouveler sans cesse par la libre et prévoyante volonté de ceux sur la tête desquels elles pourraient expirer. Les renouvelle-

[1] Et lorsque l'appelé est majeur.

ments fréquents des substitutions, rendus beaucoup plus nécessaires par la législation actuelle, fournissent aux anciennes familles le moyen utile de rectifier des abus, et de parer aux inconvénients que peuvent entraîner les agglomérations des immeubles trop vastes. Ils offrent surtout l'occasion d'améliorer le sort des cadets, puisqu'on peut ainsi augmenter ou proportionner plus exactement la part destinée à les doter, et qui doit à chaque génération être puisée dans le fonds commun créé par la substitution.

Ce qui étonne un Français dans l'application de ce régime, c'est l'union des familles au moins aussi grande en Angleterre que chez nous; c'est l'absence totale de la jalousie qu'excite en France le moindre avantage fait dans les limites étroites du Code civil; jalousie du reste légitime, à cause du caractère exclusivement personnel et transitoire de ce privilége. Très-probablement cette parfaite et universelle résignation des cadets à un tel ordre de choses ne durera pas toujours; mais elle dure encore et si bien, qu'elle permet aux nouveaux riches d'adapter avec intelligence le système créé par l'aristocratie féodale aux conditions et aux besoins de la vie moderne. En deux mots, le patrimoine foncier de la famille anglaise, ancienne ou nouvelle, est regardé comme un petit État, et s'appelle même ainsi : *Estate*. L'idée de le subdiviser paraît aussi étrange et aussi insensé, aussi *unpractical*, qu'à nous le partage de la royauté entre les fils de Clovis. On se borne à corriger avec prudence et affection, par l'usage du droit de tester, ce qu'il y a de trop absolu dans le droit d'aînesse.

Je ne prétends pas traiter ici la question du morcellement de la propriété foncière par le partage égal des successions. Je sais quelle est la force du principe que le Code Napoléon a déposé dans les entrailles de la France, et qui a eu l'avantage d'être servi plus encore par ses antagonistes que par ses avocats. Quoiqu'il imposât à l'une des libertés les plus précieuses et les plus naturelles de l'homme un joug inconnu jusqu'à nos jours, il a eu en général le privilége d'être combattu par les ennemis de la liberté moderne. Il a été mis en question sous la Restauration par des hommes d'État qui s'étaient laissé poser en adversaires des idées et des institutions libérales. Il l'est encore aujourd'hui par une école qui lance chaque jour les diatribes les plus provoquantes contre toutes les manifestations de l'indépendance humaine. Là est la force et l'honneur de ce principe. Mais il lui reste à subir l'épreuve d'une discussion sur le terrain de la liberté, et au point de vue des garanties que la mobilité et la divisilité à l'infini de la propriété peuvent offrir, d'une part à l'esprit de famille et à l'agriculture, de l'autre à la durée et à la dignité des sociétés modernes[1]. Il reste à démontrer que le morcellement indéfini des

[1] Il est impossible de ne pas signaler ici le remarquable travail que M. Le Play,

héritages, et l'action dissolvante de l'égalité absolue des partages, ne sont pas l'instrument le plus efficace que le despotisme ait jamais pu inventer pour broyer toutes les résistances et pulvériser toutes les forces collectives ou individuelles [1].

En attendant, ce qui est sûr, c'est que la liberté politique de l'Angleterre repose sur le principe contraire. La stabilité des biens fonciers, garantie par le droit de tester librement, est le palladium de la société anglaise, le double boulevard qui l'a défendue jusqu'à présent contre l'omnipotence monarchique et contre les envahissements de la démagogie. Grâce à cette institution, le respect de soi s'allie au respect des ancêtres sous l'abri du toit paternel ; l'esprit de liberté trouve partout des foyers de résistance, de force et de durée enracinés dans ce sol qui n'a pas, comme ailleurs, perdu en quelque sorte la qualité d'immeuble pour devenir une terre inanimée, une poussière indifférente, possession éphémère d'une génération ou deux, sans liens avec le passé, sans intérêt dans l'avenir; sorte de monnaie un peu plus encombrante que l'autre, en attendant que les cédules hypothécaires et les nouvelles combinaisons du crédit l'aient transformée en valeur au porteur.

Et majores vestros et posteros cogitate : voilà ce que tout Anglais doit lire sur le fronton de la maison de ses pères, qui lui rappelle la fière indépendance dont ils y ont joui, et dont il est à son tour comptable envers sa postérité.

C'est ainsi que se forment, à l'ombre du foyer paternel, sous les arbres plantés par les ancêtres, ces vies calmes et inflexibles, ces races nobles et pures, qui se personnifient dans le *country-gentleman*, le *civis agricola* de l'Angleterre. C'est là qu'il apprend cette sereine fierté, cette indépendance respectueuse et satisfaite, cette attitude qui n'est ni rogue ni servile, dont il offre le modèle. C'est là que se développe le tranquille sentiment du bien-être assuré, qui fait le fondement du repos des Etats; le bonheur d'être à sa place, de tenir son rang, parce que ce rang est suffisamment garanti contre la mobilité des choses humaines, contre cette proximité perpétuelle du néant qui menace les existences sociales sous les pouvoirs absolus et

ingénieur en chef des mines, a consacré à cette question dans son vaste et important ouvrage intitulé : *les Ouvriers Européens* (1855, *in folio*, p. 223, 251, 286). Il prouve que l'action de la loi qui attribue à chaque héritier, nonobstant la volonté du père de famille et des autres cohéritiers, le droit de morceler l'héritage, est le plus grand obstacle à la constitution de la petite propriété que le Code Napoléon a prétendu fonder. Quant au point de vue agricole, il faut lire et relire le livre de M. Léonce de Lavergne, sur l'*Économie rurale* de l'Angleterre, où les faits parlent avec une si convaincante éloquence.

[1] « Etablissez le Code civil à Naples ; tout ce qui ne vous sera pas attaché va se détruire en peu d'années. » *Lettre de Napoléon Ier, à Joseph Bonaparte*, du 5 juin 1806.

sous les démocraties. Ces heureuses dispositions rejaillissent du sein de la vie privée et rurale sur la vie politique, et ont presque toujours animé les hommes publics de l'Angleterre, en leur inspirant, dans les plus hauts rangs comme dans les plus obscurs, le culte du devoir et de la dignité personnelle. Quand Napoléon fut arrivé à Sainte-Hélène, on raconte qu'en s'entretenant de la grande position que venait de se faire le capitaine qui l'avait vaincu, et de l'avenir qu'une telle victoire pouvait ouvrir à un ambitieux, il lui échappa ces mots : *Nous allons voir maintenant ce que va faire Wellington*. Sa propre carrière, si aventureuse, si rapide, toutes les fortunes qu'il avait faites et défaites, son habitude de jouer avec la conscience d'autrui comme avec la sienne, tout cela ne lui permettait pas de comprendre que pour un Anglais, même parvenu au plus haut point de gloire et de popularité, il n'y avait rien de mieux à faire que de rester à sa place, de faire son devoir, de compter pour ce qu'on vaut dans le parlement de son pays, d'y élever une voix respectée, et puis de trouver dans la création d'un patrimoine agricole comme celui que fonda Wellington à Strathfieldsay, l'occupation de sa vieillesse, l'honneur et la sécurité de sa descendance.

Que nul ne méconnaisse d'ailleurs les secours qu'une semblable vie apporte aux facultés les plus généreuses de l'âme, aux grands caractères et aux dévouements historiques. Quand les circonstances l'exigent, quand l'heure des luttes suprêmes a sonné, c'est de là, c'est du sein des exploitations rurales de la race anglo-saxonne que sortent les chefs prédestinés au commandement, à la responsabilité, à la gloire. C'étaient des gentilshommes campagnards que ces deux hommes qui portent les noms les plus purs de l'histoire de la liberté moderne, qui sont les deux types par excellence du patriote, du libéral, de l'honnête homme : Hampden et Washington [1].

On en peut conclure, pour l'instruction des autres peuples, que la liberté de tester est à la fois la conséquence et la garantie de la liberté générale. C'est ce que comprennent fort bien les écrivains qui défendent à la fois parmi nous la monarchie absolue et le système du Code civil. Mais c'est ce que ne devraient pas méconnaître ceux qui restent fidèles aux croyances et aux espérances libérales. Le droit d'aînesse, c'est-à-dire le frein mis à la divisibilité infinie de la terre par la liberté de tester, ne répugne qu'au despotisme. Il n'est nulle-

[1] Grâce à M Guizot et à son gendre, M. de Witt, on connaît assez en France les lettres et la vie de Washington, pour ne pas s'étonner de le voir compter parmi les gloires de cette Angleterre qu'il a vaincue. C'était à coup sûr un Anglais pur-sang, aussi aristocrate que n'importe quel lord de son temps ou du nôtre. On compte parmi nous beaucoup d'amateurs de paradoxes, mais le plus audacieux de tous n'oserait entreprendre de faire passer Washington pour un démocrate.

lement inhérent à la seule aristocratie. Il s'adapterait parfaitement à une démocratie sagement organisée. Il lui donnerait la force et le droit de durer, en se conciliant avec les meilleurs instincts de la nature, comme avec les meilleurs intérêts de la propriété.

Quand les Anglais voulurent mettre le sceau à l'asservissement de l'Irlande, ils décrétèrent par une loi de 1701, que *les biens fonciers de tout papiste décédé seraient partagés également entre ses fils*, à moins que l'aîné ne devînt protestant, auquel cas il pouvait redevenir héritier exclusif à la mort de son père. (*Acte de la 2e année de la Revue chrétienne*, ch. VI, sect. 10 et 12.)

Quand ils commencèrent à se repentir de leur longue iniquité envers leur victime, le premier acte de l'émancipation graduelle des catholiques, fut d'abroger cette loi en 1778, et de rétablir ainsi pour les *papistes* irlandais la dignité et l'indépendance de la propriété.

Tel est donc l'esprit, telle est la règle, non pas, encore une fois, de l'aristocratie, mais de la propriété, de toute propriété foncière. Tant que cette législation restera debout, tant qu'elle ne subira d'autre changement que ceux qui en restreindront les abus et en perfectionneront le maintien, on peut être rassuré sur l'avenir de l'Angleterre. L'orage ne grondera sérieusement pour elle que le jour où un mouvement d'opinion se déclarera contre les substitutions. Alors, mais alors seulement, elle fera le premier pas sur cette pente qui précipite les peuples, à travers les secousses des révolutions, dans les bas-fonds du despotisme. Jusqu'à présent il n'y en a eu qu'un symptôme avant-coureur : c'est la proposition faite l'an dernier à la Chambre des Communes par M. Locke King pour obtenir une enquête sur la loi des successions. Rejetée par une majorité considérable, elle semble n'avoir ni trouvé d'écho, ni laissé de trace. Mais c'est un présage, que les hommes prévoyants, que les amis sincères de la liberté en Angleterre, feront bien de ne pas oublier : car c'est par là que l'ennemi pénétrera dans la place.

VIII.

LA RÉFORME PARLEMENTAIRE.

Quant à la réforme parlementaire, à celle qui s'est faite il y a vingt-cinq ans, comme à celle dont il sera encore question dès que la paix sera rétablie, elle ne changera rien au fond des choses en Angleterre. La Réforme de 1830 a eu pour principal inconvénient de rendre l'accès de la Chambre des Communes plus difficile à des jeunes gens de mérite

et d'avenir, qui y arrivaient autrefois, comme Burke, Fox et Pitt, par l'appui d'un personnage indépendant, propriétaire d'un bourg ayant la franchise électorale, tandis qu'ils sont aujourd'hui obligés de se dévouer dès leurs débuts aux intérêts du gouvernement, ou aux passions de l'opposition, en recherchant à tout prix une notoriété souvent peu compatible avec la réserve et la dignité de l'homme public. On en a conclu que le niveau général de la Chambre des communes avait baissé depuis lors. Cela peut être : il n'en était pas moins légitime et nécessaire de faire disparaître le scandale des bourgs-pourris, et de rétablir une juste proportion entre la représentation des intérêts anciens ou agricoles, et celle des intérêts nouveaux ou industriels dans le Parlement. Cette réforme n'a fait que répondre à l'accroissement de travail et de richesse qui s'était produit dans les villes et les districts manufacturiers du pays. Au point de vue moral et historique, on peut déplorer cet accroissement, mais du moment où il a été un fait accompli, il était interdit à la politique de n'en pas tenir compte. C'eût été le comble de l'injustice et de l'imprudence que de refuser aux populations et aux capitaux créés par le développement du travail mécanique et de l'industrie houillère leur part proportionnelle dans la représentation nationale. Cette part n'a point été dépassée, et en même temps qu'on admettait à la jouissance de la franchise électorale ces éléments nouveaux, on renforçait l'élément ancien et vital de la puissance publique, en augmentant le nombre des fermiers électeurs, et surtout celui des membres du Parlement nommés par les comtés, c'est-à-dire par la propriété foncière, constituée et consolidée par l'indivision des terres. Celle-ci conserve donc encore la prépondérance dans un système dont heureusement aucune force vive, aucun ensemble d'intérêts, aucun droit, aucun besoin n'est exclu. Notons qu'il a fallu cinquante années d'efforts pour en arriver là[1]. On pourra encore réduire le nombre des petits bourgs électoraux, mais on ne le fera pas sans donner un équivalent proportionné à la représentation agricole ; et tant qu'il en sera ainsi on n'aura rien changé, rien ébranlé de fondamental. Il en serait autrement, si on parvenait à changer la proportion actuelle, à prendre pour base unique la population, à donner à la population flottante, agitée et démoralisée des villes la majorité des choix, à donner pour fondement exclusif à la représentation nationale les mirages et les aberrations du suffrage universel. Ce jour-là, à coup sûr, c'en serait fait du Parlement et de l'Angleterre actuelle ; mais d'ici là, on a le temps d'attendre.

[1] Le second Pitt fit son premier discours pour la réforme électorale en 1782, et la réforme ne fut votée que sous le ministère de lord Grey, et sur la proposition de Lord John Russell, en 1831.

Quant à présent, le Parlement reste ce qu'il était, le Grand Conseil d'un grand peuple, où toutes les passions et tous les préjugés ont droit de séance et de vote, mais où leur inévitable danger rencontre pour contre-poids et pour remède toutes les forces, toutes les lumières et toutes les indépendances que cette race virile et prudente recèle dans son sein. Jusqu'à présent tous les besoins réels y ont trouvé une libre manifestation; tous les intérêts sérieux y sont sagement pondérés. Aucune autre forme de gouvernement n'a donné à l'homme plus de chances de rencontrer le juste et le raisonnable, plus de facilités pour éviter l'erreur ou pour la réparer.

Que peut-on vouloir de plus? Ne pas permettre à l'instrument de se rouiller ou de se contracter, c'est la sagesse même qui l'ordonne : mais vouloir le briser ou le transformer, ce serait le comble de l'ingratitude et de la folie. Laissons là pour un moment les prévisions de l'avenir pour jeter un regard sur le spectacle que nous offre la vie actuelle du palais de Westminster.

IX.

LE PARLEMENT.

Je ferais, je l'avoue, peu de cas du cœur et du jugement de l'homme qui approcherait sans émotion de ce palais du Parlement anglais, de ce temple de l'histoire et de la loi, de l'éloquence et de la liberté. On ne doit fouler ce sol qu'avec respect : il est plus sacré mille fois que celui du Pnyx d'Athènes ou du Forum romain; car il est depuis mille ans le sanctuaire politique et législatif d'un peuple chrétien et le berceau des libertés du monde moderne.

Là pendant de longs siècles le droit des peuples et la dignité de l'homme ont lutté victorieusement contre le pouvoir absolu et l'omnipotence d'un seul. Là s'est brisée en éclats la théorie humiliante de l'inamissibilité du pouvoir et de l'autocratie des princes. Là s'est célébré le triomphe de cette liberté disciplinée qui implique et maintient le respect de l'autorité, et qu'exprime si bien le terme anglais : *The liberty of the subject*. Là se sont débattues les plus nobles causes que la parole humaine ait eu à défendre de nos jours : la cause de la liberté et de l'humanité contre la révolution, plaidée et gagnée par le génie de Burke et de Pitt; la cause des esclaves noirs contre le féroce égoïsme de l'industrie coloniale, plaidée et gagnée par l'intrépide et persévérante vertu de Wilberforce; la cause des catholiques d'Irlande et d'Angleterre contre trois siècles de préjugés et de persécutions, plaidée et gagnée par la bouillante élo-

quence d'O'Connell et de Shiel ; enfin la cause de l'ouvrier et du pauvre contre l'aveuglement de la grande propriété, plaidée et gagnée par le mâle bon sens de Peel.

Là du moins la parole humaine ne sera point accusée de stérilité et d'impuissance. Sans doute on s'y laisse entraîner, comme ailleurs, à d'étranges illusions, à de funestes emportements ; mais la raison n'y a jamais été condamnée sans appel. Sans doute l'erreur, le mensonge y ont souvent exercé, y exercent encore aujourd'hui leur détestable empire : mais la vérité n'y est jamais restée longtemps sans défenseurs. La justice y a été, sinon toujours exaucée, au moins toujours entendue, et le droit y a sans cesse triomphé de la force par les seules armes de l'éloquence et de la raison.

Le monument répond à la majesté de sa destination. Il est à coup sûr le produit le plus magnifique de la renaissance de l'architecture au XIXe siècle. On pourrait sans doute désirer un style moins fleuri, une richesse moins monotone dans les décorations de ce splendide édifice. On regrette que l'architecte ne se soit pas laissé inspirer par la noble simplicité de l'abbaye de Westminster, plutôt que par le voisinage trop immédiat de la chapelle de Henri VII, ou par le style flamboyant de l'ancien cloître des chanoines de Saint-Étienne, qu'il a bien fait de conserver scrupuleusement au centre de son œuvre moderne, mais dont il pouvait se dispenser de faire le type et le motif dominant du palais régénéré. Mais n'importe : l'ensemble est incomparable. Cette masse énorme découpée à jour, cette forêt de pignons, de créneaux, d'arcs-boutants, cette profusion de sculptures au dehors et au dedans, ces tours colossales, ces innombrables clochetons, cette façade sur la Tamise avec sa double terrasse baignée par les flots du fleuve qui viennent jeter aux pieds du législateur la grandeur navale et commerciale de l'Angleterre, tout cela mérite bien le cri d'admiration que jeta l'empereur Nicolas à la vue du monument encore inachevé : *C'est un rêve en pierre*[1] !

On entre, et l'on est comme écrasé par l'immensité de la salle qui sert de vestibule, du vieux *Westminster-Hall* avec sa voûte en bois portée sur des figures d'anges en forme d'entraits. Cette salle passe pour la plus grande de l'Europe et la plus hardie, puisque la voûte ne porte

[1] Sir Charles Barry, auteur du plan préféré au concours ouvert aussitôt après l'incendie du vieux palais, en 1835, aura sans doute l'honneur de l'achever, car il ne reste plus guère que les deux tours principales à terminer. Il s'est du reste aidé, pour la partie ornementale, du talent hors ligne de l'architecte catholique Pugin, dont une mort prématurée a interrompu la carrière, mais non pas avant qu'il n'eût conquis la première place dans son art par les quarante églises catholiques élevées, par ses soins ou d'après ses dessins, sur le sol émancipé de l'Angleterre.

que sur des murs latéraux. C'est là que s'est célébré jusqu'en 1820 le banquet féodal qui terminait la cérémonie du sacre des rois d'Angleterre, et pendant lequel un champion armé de pied en cap entrait à cheval, flanqué du connétable et du comte maréchal, et jetait son gant au téméraire qui voudrait contester le droit du roi à la couronne qu'il venait de prendre sur le tombeau d'Edouard le Confesseur. C'est là aussi qu'ont été jugés tous les grands procès politiques qui donnent à l'histoire d'Angleterre un caractère si spécial, depuis celui du roi Charles I[er] jusqu'à celui de la reine Caroline en 1820. C'est là surtout que le procès de Warren Hastings absorba pendant quinze ans toutes les merveilles de l'éloquence de Burke, de Pitt, de Fox et de Shéridan. Ce sont bien là les propylées de la grandeur parlementaire.

On gravit l'escalier qui en sort pour conduire à l'enceinte des deux chambres, et on y rencontre les statues des orateurs, des magistrats, des ministres, des grands citoyens qui ont le plus honoré l'Angleterre. En franchissant la porte principale, on passe entre Falkland et Hampden, les deux héros de la grande guerre civile, le royaliste intègre, conciliant et désintéressé, le parlementaire intrépide, modeste et chevaleresque, réconciliés par la mort et réunis par la gloire dans l'admiration commune d'une postérité reconnaissante. Ailleurs et partout, des peintures à fresques, qui pourraient être meilleures, reproduisent des sujets exclusivement empruntés à l'histoire ou à la poésie nationale, au lieu des allégories stupidement mythologiques qui présidaient aux délibérations du Luxembourg et du palais Bourbon. Rien de plus saisissant, de plus approprié à sa destination que la disposition et la décoration des deux salles des séances qui font face l'une à l'autre aux deux extrémités des bras d'un corridor en forme de croix dont les voûtes immenses appellent et étonnent le regard. La Chambre des Lords offre un aspect splendide : tout n'y est pas irréprochable au point de vue de l'art ; mais de combien ne dépasse-t-elle pas en magnificence et en majesté tous les édifices analogues de l'Europe! Les célèbres tapisseries qui représentaient a défaite de l'*Armada* espagnole par les flottes de la reine Elisabeth, let que consuma l'incendie de 1835, ont été remplacées par des vitraux où figurent les rois et les reines d'Angleterre. Entre les fenêtres se dressent les statues des barons qui imposèrent en 1215 la grande charte au roi Jean : revêtus de leurs cottes de mailles, appuyés sur le glaive et leurs écussons armoriés, ils semblent promener un regard austère et fraternel sur leurs descendants qui siégent à leurs pieds, et qui ont reçu d'eux l'inestimable patrimoine de la liberté et de l'honneur. Partout le blason vient éclairer et expliquer l'histoire. Les armoiries des grands justiciers depuis le temps de la conquête normande, avec leurs noms et la date de leur installation, décorent

avec une parfaite convenance l'enceinte où siége toujours la plus haute juridiction du pays. Les chanceliers qui ont de tout temps présidé la Chambre des Pairs, y ont aussi leurs annales écrites dans leur blason; le nom de Thomas Becket y figure avec celui de tant d'autres évêques, archevêques, cardinaux qui ont rempli comme lui cette charge illustre. Le culte de la tradition et de l'histoire, le vrai patriotisme l'a emporte partout sur l'esprit de secte ou de parti. Nulle part le protestantisme n'a posé son empreinte sur le monument : nulle part ne se montre la solution de continuité qui a séparé par la réforme les Anglais du xvie siècle de leurs glorieux et invincibles ancêtres. Partout, au contraire, triomphent les formes et les souvenirs de l'art catholique : et on pourrait reprocher à l'ensemble des décorations, confiées au talent prodigieux du catholique Pugin, d'avoir affecté un caractère trop ecclésiastique, et de trop donner à cette enceinte législative l'apparence d'une cathédrale. Le trône où la reine vient ouvrir et clore les sessions annuelles du Parlement ; ce trône avec son dais, ses candélabres, ses marches du style le plus riche et le plus liturgique, semble un véritable autel.

Jamais la royauté, la liberté et l'histoire n'ont eu de plus splendide sanctuaire[1].

L'effet de la Chambre des Communes, plus simple, plus austère, eût été non moins grandiose, s'il n'avait fallu sacrifier en partie aux exigences de l'acoustique. Mais là aussi le caractère historique et traditionnel a servi de base à la décoration. Les représentants du peuple y délibèrent au milieu des insignes des villes, des provinces, des rois et des reines, dont l'autorité, les intérêts et la grandeur sont venus, après tant de siècles de conflits, s'absorber dans ce grand corps qui s'est longtemps vanté d'être *the first assembly of gentlemen in Europe ;* et là comme partout, sur le pavé comme sur le plafond, à leurs pieds comme au-dessus de leurs têtes, les fidèles Communes lisent la fière devise donnée par Richard Cœur-de-Lion à sa couronne et qui résume si bien l'histoire, la grandeur et la force de l'Angleterre : *Dieu et mon droit.*

C'est au milieu de toutes ces magnificences de l'art et de l'histoire, que délibère le Parlement d'Angleterre, et qu'il délibère avec une simplicité, une aisance et une tranquillité qui sont le gage des institutions fortes et sérieuses. Rien d'affecté, rien de théâtral : quelques

[1] Par un rapprochement singulier, à quelques pas de cette enceinte, où la royauté anglaise apparaît dans toute la pompe historique qu'elle a seule conservée parmi toutes les nations de l'Occident, on garde dans une armoire de la bibliothèque des Lords l'expédition sur parchemin de la sentence de mort prononcée contre le roi Charles Ier, avec les signatures et les cachets armoriés de Cromwell, de Ludlow, et de tous les autres régicides.

hommes en frac et en paletot, le chapeau sur la tête, s'y occupent des intérêts du plus grand empire de l'univers, et y font avec une lenteur salutaire des lois qui vont régir les destinées de deux cents millions d'hommes répandus dans les cinq parties du monde. Ils parlent comme ils siégent, sans façon. Cette admirable et enviable simplicité est ce qui frappe le plus dans les discussions du palais de Westminster. Chacun s'y montre tel qu'il est, et, chose plus rare, chacun y prend facilement et rapidement la place qui lui appartient légitimement, chacun y remplit le rôle auquel il est le mieux adapté, et que l'instinct de tous lui a reconnu. A côté de l'homme politique proprement dit, de l'homme d'affaires rompu au maniement des finances ou des bureaux, vient se placer le légiste, l'industriel, le chef de parti en qui se résume la force et le droit d'une moitié de l'Angleterre. A côté de l'enfant perdu d'une conviction isolée, le *debater*, c'est-à-dire l'homme qui sait mener et éclairer un débat, intervient quand il le faut, avant et après l'homme qui ne sait faire qu'un discours méthodique et préparé. Point de tour d'inscription : chacun parle au moment qui lui convient le mieux et que nul ne songe à lui contester.

Ils font aux ministres trop de questions, et des questions souvent indiscrètes ou inopportunes, qui n'obtiennent et ne méritent que des réponses évasives et dérisoires. Ils parlent tous trop longuement pour notre goût, et c'est le grand défaut de leur système de discussion. Mais ce défaut même n'est que l'excès d'une vertu dont le nôtre était trop complétement dépourvu : le respect du droit individuel et la tolérance des opinions adverses. Quelquefois on se dérobe par la fuite à une épreuve trop prolongée, et le désert se fait autour du membre malencontreux qui abuse de sa facilité, surtout s'il méconnaît les exigences de l'appétit ou du sommeil de ses auditeurs : mais le plus souvent on y sait supporter l'ennui comme la contradiction. On n'y a pas l'habitude d'interrompre un orateur par des murmures, par des exclamations, par des protestations contraires aux idées qu'il soutient. On sait bien que, s'il parle, c'est pour faire valoir ses propres idées, non celles de ses adversaires : ceux-ci attendent patiemment leur tour pour lui répondre. La réponse peut être aussi mordante, aussi violente que l'on voudra : mais au moins le préopinant aura pu rendre toute sa pensée, sans avoir eu à lutter contre les clameurs et les aboiements de ceux qui se figurent qu'une opinion refoulée par le bruit dans la poitrine d'un orateur est une opinion confondue et anéantie.

J'ai entendu non-seulement les grands orateurs à qui le prestige du talent pourrait faire supposer une autorité spéciale, mais des personnages de troisième et de quatrième ordre soutenir les thèses les plus impopulaires, les plus odieuses à l'immense majorité

de l'Assemblée, au milieu d'une chambre sinon attentive, du moins respectueusement silencieuse.

Chose digne de remarque ! le Parlement anglais semble devoir être la terre promise de l'hérédité du pouvoir et de l'éloquence politique, c'est-à-dire des deux forces qui répugnent le plus aux systèmes qui se partagent la domination du monde moderne; mais ni la naissance, qui est le cauchemar des révolutionnaires, ni la parole, qui est le cauchemar des absolutistes, n'y exercent une influence abusive. L'histoire démontre que depuis Walpole jusqu'à Peel, les grands rôles y ont surtout été joués par des hommes dont la naissance était inférieure à celle de la plupart de leurs auditeurs et de leurs partisans, et qui n'eussent point fait partie de ce qui s'appelle la noblesse sur le continent. Et quant à l'empire abusif de la parole, cette patrie de l'éloquence politique est de tous les pays du monde celui où la parole, quand elle n'est que la parole, obtient le moins de faveur. Le *vox et prœterea nihil* n'y a aucune chance de succès. Un homme qui n'est qu'un beau parleur, est de suite mis à sa place, c'est-à-dire très-bas. On lui préfère toujours l'homme de conscience ou d'affaires qui bégaie ou qui bredouille, mais qui parle le langage de la conviction, de l'expérience ou de la passion. On sait que l'esprit de discipline et de pratique a fait comprendre de tout temps au parti du gouvernement comme à celui de l'opposition, la nécessité d'avoir un chef avoué, ou, comme ils disent, un conducteur, *a leader*, dans chacune des deux chambres. On subit souvent sa domination en frémissant, mais on la subit toujours docilement, tant qu'elle dure. Or, l'on a vu l'armée ministérielle et, ce qui est plus étrange encore, l'opposition conduite par des hommes qui étaient bien loin d'être éloquents. Ni lord Castlereagh, ni lord George Bentinck n'étaient, à vrai dire, des orateurs ; sir Robert Peel l'était peu, le duc de Wellington pas du tout, et je ne pense pas que lord Palmerston l'ait été plus d'une fois dans sa vie. Mais tous à certains jours donnés ont régné par l'empire de leur parole, parce que, sous une forme souvent inculte, elle reproduisait fidèlement l'autorité de leur position et la volonté de leur parti. Leurs vrais orateurs s'élèvent le plus souvent à l'éloquence sans y aspirer. Ils y arrivent insensiblement, à travers les embarras techniques d'une discussion hérissée de chiffres ou de détails; mais montés à ce faîte, ils y planent avec un naturel et une majesté dont le charme et l'ascendant sont infinis. Alors l'Angleterre tout entière tressaille : elle reconnaît ce prestige éphémère mais incomparable qui fait de la parole humaine, à certains moments, le type suprême de la beauté, l'arme irrésistible de la vérité. Elle inscrit avec orgueil le nom de ce nouveau venu au premier rang de ses gloires ; elle salue en lui un *orateur ;* car les Anglais ne comprennent pas que,

dans notre langage parlementaire, nous ayons été conduits à donner ce grand nom à tout homme qui parle.

Du reste, l'éloquence parlementaire, ou (pour nous servir d'un mot que les Anglais comprennent encore moins) la tribune rencontre déjà une rivalité formidable dans la presse. Un des chefs de la nouvelle école radicale a prétendu prouver que le développement actuel de la presse périodique peut tenir parfaitement lieu des assemblées politiques, et que le Parlement anglais n'est qu'un rouage criard, importun et superflu. Cette pensée, déjà formulée en Angleterre, où tout se dit sans détour, explique ailleurs et sert à ménager plus d'une défection. Le radicalisme, qui déteste toutes les garanties politiques, parce que toute garantie est un frein ou une tradition, comprend, avec cet instinct propre aux démolisseurs, que si la tribune, tant qu'elle est debout et libre, oppose une barrière insurmontable au despotisme du club comme à celui de la caserne, elle sert aussi de boulevard à l'ordre et à l'autorité légitime comme à la conscience et à la liberté individuelle. Il n'ignore pas que, par une sorte de fascination bienfaisante, qui s'est exercée sur Mirabeau comme sur M. Berryer, les principes conservateurs ont en général fini par rallier les grands orateurs. L'expérience a prouvé en France comme en Angleterre, que les majorités législatives, gouvernées par la parole et préservées de toute violence extérieure, donnaient toujours raison à la cause de la vieille société contre les utopistes et les niveleurs. La même expérience prouve au contraire que la presse radicale, implacable contre les pouvoirs contenus et modérés, sait devenir aussi souple et aussi soumise que l'exige le pouvoir absolu. En coexistant avec lui, elle force de l'enlacer ou de l'exploiter, de manière à poursuivre son œuvre sans relâche. Les vieux et sincères amis de la liberté n'en resteront pas moins fidèles à l'axiome qui regarde l'action réciproque de la presse sur la tribune et de la tribune sur la presse, comme la condition fondamentale du gouvernement des pays libres.

Viendra-t-il jamais un jour où la dissolution sociale, opérée par une démocratie matérialiste, et fomentée par les témérités de la presse, engloutira aussi le Parlement d'Angleterre? Verra-t-on là aussi une horde de barbares, conduite par des histrions, venir se répandre sous ces voûtes splendides pour violer la liberté et la majesté du sanctuaire de la vie nationale? Ou bien y verra-t-on encore apparaître un nouveau Cromwell pour ordonner à une escouade de soldats de jeter à la porte les bavards et les réfractaires? Cela se peut: mais ce ne sera pas de sitôt. Nul parmi nos contemporains n'aura cette joie ni cette honte.

Le comte de Montalembert.

(La suite au prochain numéro.)

FRÉDÉRIC OZANAM[1].

Tacite commence ainsi la vie d'Agricola : « C'est un antique usage » de transmettre à la postérité les actes et les mœurs des hommes il- » lustres, et notre âge lui même, quoique peu curieux de ses propres » gloires, n'a pas failli pourtant à cet exemple, toutes les fois qu'une » vertu mémorable a su y vaincre le défaut habituel aux plus gran- » des comme aux plus médiocres cités, qui est l'ignorance et l'envie » du beau. Mais chez nos pères, de même qu'on était porté à accom- » plir des choses dignes de mémoire, on l'était aussi à les rendre cé- » lèbres, sans autre ambition que de satisfaire dans sa conscience le » goût du bien. Même on imputait à une noble assurance, plutôt qu'à » l'orgueil, d'écrire sa propre vie, et ni Rutilius, ni Scaurus, en pu- » bliant la leur, n'encoururent le blâme de leur siècle ou ne lui inspi- » rèrent une moindre foi, tant il est facile d'apprécier la vertu dans » les temps qui sont faciles à la produire. Pour moi, prêt à raconter » la vie d'un homme mort, j'ai dû prendre soin de m'en justifier. »

Comme Tacite, fallût-il m'en justifier, je veux dire quelque chose de la vie d'un homme mort, d'un homme qui eut avec Agricola cette ressemblance, d'acquérir une gloire qui en présageait une plus grande, et de s'éteindre tout à coup, sans tache et inachevé, au seuil d'une commune admiration. Soldats tous les deux, l'un dans les camps de Rome, l'autre dans les camps du Christ, leur jeunesse fut sérieuse, leurs services précoces, leur renommée pure, leur fin prématurée et

[1] Aucun de nos lecteurs ne nous reprochera, nous l'espérons, de parler dans deux numéros successifs de notre ami à jamais regrettable, M. Ozanam. Il est de ceux dont on ne se lasse jamais d'entendre ou de prononcer le nom. D'ailleurs, après l'examen de ses ouvrages, il va être question de sa vie ; les deux travaux se complètent, bien loin de se répéter.

(*Note de la Rédaction.*)

cependant opportune, leur mémoire touchante, et ces traits vivants sous la plume de Tacite me faisaient venir involontairement à l'esprit que nous avions perdu dans Frédéric Ozanam l'Agricola chrétien. Perte plus cruelle, objet d'une louange autrement affectueuse et durable, puisque la foi, ce lien souverain des âmes, était le principe des vertus et des amitiés que nous regrettons dans notre Agricola. N'y eût-il eu entre nous que l'éclat de son dévouement à la cause de Dieu, c'en serait assez pour que je ressentisse l'envie généreuse dont parle Tacite, et que je fusse porté vers sa gloire sans autre ambition, en la célébrant, que le plaisir de ma conscience. Mais Ozanam, qui était pour nous tous un chrétien éminent, était pour moi davantage. Sa main s'était approchée de la mienne, et son esprit, durant vingt années, avait été l'hôte fidèle des régions qu'habitait le mien. Nous vivions dans la même vérité, mais aussi dans le même siècle, dans les mêmes pressentiments et les mêmes aspirations, et en descendant des devoirs et des sommets éternels, nous nous rencontrions encore au-dessous, là où les ombres commencent, où les doutes sont possibles, et où la foi elle-même ne suffit plus pour tenir les cœurs étroitement embrassés.

Je ne suis pas d'ailleurs le seul sensible à cette destinée si promptement éteinte. Une génération d'hommes, jeunes alors, aujourd'hui plus mûrs, avait entendu la voix d'Ozanam et lu ses écrits ; il était pour elle un guide éloquent, un apôtre sympathique. En parlant de lui, je parlerai pour elle ; j'acquitterai sa dette avec la mienne, et peut-être élèverons-nous ensemble un monument qui rappellera de beaux jours et soutiendra plus d'une vertu.

I.

Il me faut traverser bien des années pour retrouver l'heure où je vis Ozanam pour la première fois. Je n'avais pas encore inauguré l'enseignement qui bientôt après me donna des disciples et des amis. Frappé de la foudre à l'entrée de ma vie publique, séparé d'un homme illustre en qui j'avais cru trouver le génie de la conduite avec celui de la pensée, j'errais au dedans de moi dans des incertitudes douloureuses et de terribles prévisions. De ce peu de renommée que j'avais acquise en combattant trop tôt, jaillissaient des amertumes qui eussent brisé mon existence, si des affections généreuses et à jamais fidèles n'eussent pris leurs racines dans la solitude même où m'avait rejeté la disgrâce. Ozanam ne fut pas de ces amis premiers que le souvenir du malheur rend si chers ; mais il vint à cette heure-là, comme

l'avant-garde de la jeunesse qui devait bientôt, en entourant ma chaire, me relever de mes afflictions ?

Que me voulait-il ? Ce n'était pas la lumière de la foi qu'il avait à me demander. Le souffle d'un doute réel n'avait en aucun temps terni la clarté de son âme. Enfant de la France par le sang qu'il avait reçu, il l'était aussi de l'Italie par son berceau, et ce n'était pas en vain que la ville de saint Ambroise et celle de saint Irénée avaient uni, pour le baptiser, les grâces de leurs traditions. Il avait en lui l'influence de deux ciels et de deux sanctuaires. Lyon lui avait donné l'onction d'une piété grave, Milan quelque chose d'une flamme plus vive, et ces deux sources d'ardeur, loin de s'affaiblir avec l'âge, s'étaient grossies en chemin de la sève d'une forte éducation. Ozanam avait eu ce bonheur, de rencontrer au terme de ses études littéraires un maître capable d'éveiller sa raison. Une philosophie élevée, en lui ouvrant sur l'homme les mêmes points de vue que la foi, avait produit dans son intelligence cet accord tout-puissant des révélations et des facultés, qui agrandit et fortifie les unes par les autres, fait du chrétien un sage, du sage une créature qui ne s'enorgueillit ni de la science ni de la vertu. Tel était Ozanam lorsqu'il entra dans ma chambre et s'assit près de mon feu pour la première fois. C'était dans l'hiver qui liait 1833 à 1834. Il devait avoir vingt ans.

Je ne me rappelle rien qui m'ait frappé dans sa personne. Il n'avait pas la beauté de la jeunesse. Pâle comme les Lyonnais, d'une taille médiocre et sans élégance, sa physionomie jetait des éclairs par les yeux et gardait néanmoins dans le reste une expression de douceur. Il portait, sur un front qui ne manquait pas de noblesse, une chevelure noire, épaisse et longue, qui lui donnait cet air un peu sauvage que les Latins rendaient, si je ne me trompe, par le mot d'*incomptus*. Sa parole ne m'a point laissé de souvenir. Mais, soit qu'on me l'eût fait remarquer comme un jeune homme d'espérance, soit que la renommée ait depuis ranimé ma mémoire, je le vois très-bien au lieu où il était et tel qu'il était.

Que me voulait-il donc? C'est une grande chose pour un jeune homme que ses premières visites à des hommes qui ne sont pas de son âge, qui l'ont précédé dans la vie, et dont il espère, sans qu'il sache bien pourquoi, un accueil bienveillant. Jusque-là il n'a vécu que des caresses de sa famille et des familiarités de ses camarades ; il n'a pas vu l'homme, il n'a pas abordé cette plage douloureuse où tant de flots déposent des plantes amères et creusent d'âpres sillons. Il ignore et il croit. Ozanam ignorait aussi, et il croyait. Je n'étais pas d'ailleurs un homme pour lui, j'étais un prêtre. L'enfant qui s'est ouvert au prêtre en conserve un instinct de rapprochement, et ce que la femme est pour le cœur qu'agitent les passions, le prêtre l'est pour le cœur qui

travaille à devenir pur. Ozanam venait donc à moi parce qu'il était chrétien et parce que j'étais un ministre et un représentant de sa foi, dont il avait ouï parler. Mais il y venait aussi, peut-être, par une sympathie d'un autre ordre, sympathie qui se liait dans son esprit à tout ce qu'il avait de plus cher au monde, sa foi, sa patrie, la vérité, le bien, l'avenir du christianisme et l'avenir de la vérité.

II.

Rien sans doute ici-bas ne marche de pair avec Jésus-Christ et son Église. Les empires se transforment, les races changent, les opinions s'usent après un certain cours, et celui qui veut asservir les destinées de l'Évangile à des choses humaines, si saintes et sacrées qu'elles soient, est semblable au navigateur qui, rencontrant une île assise sur le roc dans les profondeurs de l'Océan, voudrait l'attacher à son navire et l'amener de rivage en rivage sous un ciel nouveau. Mais si la grâce est supérieure à la nature, elle ne lui est pas étrangère, et la nature elle-même a des lois qui viennent de Dieu et participent de son immutabilité. Il ne faut donc pas, à cause que Jésus-Christ est Dieu et que l'Église est son ouvrage, se persuader que le monde n'est rien : car le monde aussi a Dieu pour auteur, il repose aussi sur des principes éternels, et c'est du mouvement coordonné de l'un et de l'autre, du monde et de l'Église, que résulte la paix de tous les deux, l'harmonie de la création et de la Rédemption; enfin, la beauté de l'œuvre qu'éclairent ensemble la lumière du jour et la lumière du Christ. Le chrétien donc, sachant ces choses, s'il met la grâce au-dessus de la nature, l'Église au-dessus du monde, ne les sépare point dans ses pensées ou ses travaux ; ou, s'il paraît les séparer dans une certaine mesure et en un certain sens, c'est encore pour mieux les unir en leur épargnant des chocs dangereux. Ainsi, quand l'empire romain penchait vers sa ruine, les Papes, qui n'ignoraient pas la caducité des choses humaines, s'employaient pourtant à sauver ce grand corps, et ils souffraient des coups qui lui étaient portés, parce qu'ils voyaient en lui un principe d'ordre, quoique corrompu, un abri tutélaire, quoique vieilli. D'autres, tels que Salvien, persuadés que la régénération de l'empire était impossible, et qu'il n'était plus qu'un cadavre attaché aux flancs de l'Église, appelaient de leurs vœux les enfants du Nord, race barbare, il est vrai, mais toute neuve, et qui permettrait au christianisme de fonder avec eux une société rajeunie dans ses deux sources, la virilité humaine et l'efficacité divine. L'avenir a justifié Salvien. Car, en ces matières, où le temps se projette sur l'éternité, l'Église n'a plus la même assurance pour se sou-

tenir dans une inébranlable conduite, et d'un Pape à l'autre, d'un siècle à un autre siècle, l'aspect des choses peut apparaître diversement. Le temps révèle les choses du temps, comme l'éternité révèle les choses de l'éternité. Mais , malgré la différence des deux ordres, ils n'en sont pas moins liés entre eux. Tout ce qui intéresse la société humaine intéresse la société divine, et tout ce qui intéresse la société divine intéresse aussi la société humaine, l'une et l'autre étant composées d'hommes et des mêmes hommes.

Quand donc Ozanam entra dans le monde plein d'ardeur et de foi, il y rencontra, comme ses pères de tous les âges, une question temporelle à côté de la question éternelle. S'il fût né deux cents ans plus tôt, il eût eu à choisir d'être pour la Ligue ou pour le roi; de suivre le mouvement populaire qui repoussait un prince hérétique, ou de s'unir à la presque totalité des évêques de France qui demeurait fidèle à l'hérédité du sang. Venu plus tard, il lui fallait choisir aussi. Une révolution avait changé le monde, et changé dans le monde la situation de l'Église. Dépouillée de ses biens, bannie des affaires publiques, privée du bras humain pour soutenir ses dogmes et ses lois, l'Église se voyait encore refuser des libertés de l'âme et de l'intelligence, tandis que le monde, en la répudiant et en l'opprimant, proclamait pour lui le règne de la liberté la plus étendue dans l'égalité la plus parfaite. C'était là le crime du temps où vivait Ozanam. Son enfance avait grandi sous le poids de cette sanglante contradiction, et il arrivait à l'âge d'homme, à l'âge de la parole et de l'épée, en ayant devant lui la perversité d'un mensonge public et persévérant contre Dieu. Il n'y avait pas de chrétiens qui ne le ressentissent, d'autant plus à plaindre tous, que la gloire des catacombes ne les relevait pas de la servitude, et qu'un ordre apparent, régulier, couvrait d'un linceul blanchi cette effroyable subversion.

Mais si l'on était d'accord sur le mal, on ne l'était pas sur le remède.

Les uns pensaient que la société nouvelle, issue d'une révolution qui avait elle-même pour père un siècle corrompu, portait dans ses flancs un principe de mort irréconciliable avec la vérité; que, quoi qu'elle fît, malgré elle, par les nécessités de son origine, elle refuserait éternellement justice à Dieu, à l'Évangile, à l'Église, à Jésus-Christ; que d'ailleurs, outre sa haine native contre toute institution de l'ordre divin, elle reposait elle-même sur des fondements caducs; la liberté politique et l'égalité civile n'étant que l'anarchie cachée sous des rêves décevants. Ils concluaient de là qu'il fallait à tout prix rétablir l'ancienne société, et que, si cette espérance était chimérique, il n'y avait qu'à se voiler la tête et à attendre avec résignation les derniers coups de l'abîme.

D'autres, plus jeunes, trop confiants peut-être en des événements qu'ils n'avaient pas vus de près, se laissaient aller à de moins tristes et à de moins extrêmes prévisions. Nés dans les ruines, s'ils ne les aimaient pas, ils les comprenaient mieux. La Révolution, disaient-ils, fut sans doute un châtiment, mais le châtiment n'exclut pas le bienfait. Beaucoup de choses devaient périr, parce que beaucoup de choses avaient péché. Quand les tombes de Saint-Denis furent ouvertes et que les os des rois parurent dans la main des enfants, l'histoire, sans justifier le crime, pouvait l'expliquer, et Dieu, qui pèse les rois sur leurs trônes, les pèse aussi dans leurs tombeaux. Levons les yeux vers lui, et sachons avec lui tirer le bien du mal et la vie de la mort. Pourquoi le XIXe siècle hériterait-il à jamais des passions et des erreurs du siècle précédent? Dieu n'a-t-il pas *fait guérissables les nations de la terre*? Est-il même assuré que le XVIIIe siècle ait enfanté le nôtre? Le nôtre veut l'égalité civile, la liberté politique et la liberté religieuse : sont ce là des pensées et des volontés absolument inconciliables avec le christianisme? N'est-ce pas le christianisme qui a révélé aux hommes leur égalité devant Dieu, et y a-t-il si loin de l'égalité devant Dieu à l'égalité devant la loi? La liberté politique, si elle n'est pas d'origine chrétienne, puisque les anciens la connaissaient, n'est pourtant pas étrangère à la chrétienté : le moyen âge l'avait ressuscitée sous une forme qu'ignorait l'antiquité, et de cette forme étaient sortis les peuples modernes, avec la monarchie tempérée qui faisait leur force et leur honneur. Quant à la liberté religieuse, elle était le fruit naturel et inévitable de la dissidence entre les communions chrétiennes. Du jour où le christianisme s'était partagé en plusieurs rameaux, il avait fallu choisir entre une persécution réciproque, dangereuse pour tous, tôt ou tard odieuse à tous, et une liberté honorable aux forts et aux faibles, leur laissant, aux uns comme aux autres, le prosélytisme de l'intelligence et de la vertu. Ces faits, ajoutait-on, sont accomplis dans le monde; ils sont le nœud de ce siècle, et si l'Église n'en a pas encore profité pour sa rédemption, c'est-à-dire pour son affranchissement personnel, c'est que, tardive à se prononcer, ennemie des ruines les plus nécessaires, elle attend de l'expérience une révélation digne de sa profonde et patiente sagesse. Pour nous, ses enfants, qui devons une moindre prudence à une moindre responsabilité, que tardons-nous à revendiquer notre liberté propre au nom de la liberté de tous? Une société, quelle qu'elle soit, ne peut traiter en amis ceux qui se font ses ennemis. Il ne faut jamais, à la vérité, transiger avec le mal; mais ici le mal n'est pas dans les principes, il est dans leur fausse application. Le jour où l'Église aura sa part de la liberté et de l'égalité communes, elle leur apportera sa mesure avec sa force, et le cours des

esprits prendra tout ensemble et plus de justesse et plus de gravité.

Ozanam, en entrant dans le monde, avait entendu ce langage. Ce langage était contredit; il n'avait pas toujours eu pour interprètes des esprits assez sobres, et il était d'ailleurs contre le courant général. Assurément le choix était difficile pour un jeune homme. En ce qui est des vérités absolues, l'évidence nous entraîne; en ce qui est de la foi, une immense autorité nous guide : mais quand l'intelligence est en face d'une lumière mêlée d'ombres, où les faits s'entrelacent aux idées, soit pour les combattre, soit pour les soutenir, il reste une erreur jusque dans la conviction, et il faut du temps, de l'expérience, de grandes lectures dans le passé, de grandes leçons dans le présent, pour arriver à des opinions qui honorent et commandent la vie. La jeunesse devrait donc s'abstenir et ne pas préparer à sa pensée des retours pénibles ou des persévérances trompeuses : mais la nature lui a refusé cette prudence, et peut-être heureusement, car si la maturité seule prononçait, les glaces du scepticisme remplaceraient aisément la fougue de l'enthousiasme, et le monde y perdrait en conscience aussi bien qu'en grandeur. C'est dans le cœur du jeune homme que se creusent et s'asseoient les forteresses de l'âge mûr, et celui qui a trop craint les périls de l'erreur ne craindra jamais assez les périls de l'indifférence.

Je ne puis dire s'il y avait dans la tradition domestique d'Ozanam quelque chose qui l'inclinât plutôt d'un côté que de l'autre. Il descendait originairement d'une famille juive de la Bresse, convertie par saint Didier, l'an 600 de l'ère chrétienne. Un de ses ancêtres, Jacques Ozanam, dont Fontenelle a écrit l'éloge, était au XVIIe siècle un mathématicien remarquable et un chrétien fort droit. On a retenu ce mot que lui avaient inspiré les querelles théologiques de son temps : « Il appartient aux docteurs de Sorbonne de disputer, au » pape de prononcer, et aux mathématiciens d'aller en paradis par » la perpendiculaire. » Le père d'Ozanam, dans une vie trop tôt tranchée par un accident, fruit de sa charité, avait connu des situations bien diverses : tour à tour soldat, négociant, exilé volontaire en Italie, puis étudiant et médecin; mais autant sa carrière avait éprouvé de vicissitudes, autant la foi chrétienne était demeurée l'ancre immuable où s'appuyait la constance de ses vertus. Il avait abdiqué la guerre au moment où elle lui promettait, dans nos campagnes d'Italie, le prix du sang qu'il avait dejà versé pour la France. Lyon, en lui donnant une femme digne de lui, avait imposé à son amour le sacrifice de ses goûts, et huit années d'un travail obscur avaient inauguré les commencements d'un bonheur qui n'excluait pas le désir d'occupations plus hautes, parce qu'elles sont plus dévouées. Un changement de fortune le délivra du joug. Milan le

reçut dans un asile que la victoire avait rendu français, mais que la nature et les souvenirs protégeaient contre une présence trop vive d'un maître tout-puissant; et là, plus libre qu'il ne l'avait encore été, on le vit, à l'âge de trente-six ans, se créer la carrière qui l'avait fui, et obtenir de sa constance, sur une terre étrangère, le renom de médecin savant, habile et charitable. Quand l'Autriche, après nos revers, eut appliqué à ce sol poétique son sceptre lourd et défiant, le père d'Ozanam revint demander à la France une meilleure patrie, et vingt années de séjour à Lyon l'y rattachèrent de nouveau, en attendant que la mort l'y naturalisât pour jamais.

Frédéric Ozanam était né de ce père dans le temps de l'exil, le 23 août 1813. Sa mère, Marie Nantas, fille d'un honorable négociant de Lyon, avait aussi connu dans son enfance les chemins de l'étranger. Le flot de l'émigration l'avait portée en Suisse, au bourg d'Echallens, à moitié route de Lauzanne et d'Yverdun, entre ces deux beaux lacs de Genève et de Neufchâtel. Cinquante ans après, Frédéric y retrouvait les traces de sa mère et déposait dans une note l'impression qu'il avait reçue de cette pieuse rencontre :

« Un de mes plus doux moments de ce voyage de Suisse, c'est la » demi-heure que nous avons passée à Echallens. Nous n'avions ni » calculé ni prévu cette station de notre pèlerinage; la chose s'était » arrangée d'elle-même, comme tout ce qui s'arrange bien. Echal- » lens se trouvait à moitié chemin du trajet de Lauzanne à Yverdun. » Je me rappelais que c'était le lieu où mon grand-père s'était re- » tiré pendant les derniers mois de la terreur, et dont ma mère » m'avait si souvent parlé. Que n'aurais-je pas donné pour connaître » la maison qu'habita ma famille ! Du moins je voyais les petits bois » et les jolis sentiers où ils allaient, conduits, cueillir des fraises. » L'oncle chartreux marchait le premier en éclaireur, et quand il » avait découvert un nid de fraises, il appelait ses joyeuses nièces : « Venez, mesdemoiselles, c'est tout rouge. » « Et l'on revenait avec » des paniers tout pleins de ces jolis petits fruits qu'on mangeait » avec du lait excellent. J'ai visité l'église dans laquelle ma bonne » mère a fait sa première communion, sous la direction de ce bon » curé qui lui répétait : « Nous irons les deux, nous irons les deux » en paradis. » Je l'ai trouvée comme ma mère me l'avait décrite, » partagée, hélas ! entre les deux cultes : le sanctuaire, réservé aux » catholiques et fermé par une grille de bois ; la nef, commune aux » catholiques et aux protestants ; d'un côté la chaire du curé et le » baptistère, de l'autre la chaire du pasteur et la table de la cène. » Cette chère église est bien misérable : cependant j'y ai prié avec » plus d'émotion que de coutume; j'y ai remercié Dieu des grâces » qu'il avait faites en ce lieu même à la petite exilée; j'ai prié pour

» ma bonne mère, parce que c'est un devoir de prier pour les morts;
» mais comme je la crois heureuse et puissante dans le ciel, je lui
» ai demandé de veiller sur nous, de nous aider à finir heureusement
» ce voyage trop long, et surtout d'obtenir à ses enfants quelques-
» unes de ses douces vertus. Ma femme et ma belle-mère priaient
» avec moi, et ma petite Marie s'agenouillait bien sagement devant
» la grille du sanctuaire. Amélie a voulu cueillir quelques fleurs
» sur la petite éminence où s'élève l'église : ces fleurs ne sont
» pas celles que notre bonne mère foulait en allant à la messe, mais
» elles leur ressemblent, et plaise à Dieu que nous lui ressemblions
» autant ! »

Ce fut dans les derniers mois de 1831 qu'Ozanam apporta dans Paris les souvenirs de son enfance, les fruits de son éducation et l'ardeur de ses dix-huit ans.

On n'avait pas voulu, dès sa sortie du collége, l'exposer si avant dans la pleine mer. Par une décision peut-être étrange, si l'on considère tout ce que ce jeune homme avait montré déjà d'élan poétique et de maturité précoce, ses parents le retinrent près d'eux, mais en l'attachant aux ingrats labeurs d'une étude d'avoué. Il porta cette chaîne avec une simplicité toute filiale, ne laissant pas d'entremêler la poésie aux études de justice, et d'ajouter aux langues anciennes, qu'il possédait déja, quelque teinture aventurée de l'hébreu et du sanscrit. Tout fleurissait à la fois, et tout fleurissait vite, dans cette âme que le temps et l'éternité pressaient de vivre. Déjà même, et bien auparavant, il s'était jeté dans les hasards de la publicité. A seize ans il écrivait dans l'*Abeille française*, recueil périodique de Lyon, et son jeune front de rhétoricien se couronnait d'espérances qui étonnaient ses maîtres encore plus que ses condisciples. Ses maîtres l'avaient pressenti. L'un d'eux conservait précieusement des pièces de vers latins échappées à sa fécondité brillante d'écolier. Un autre, son professeur de philosophie, aimait à le prendre pour compagnon de ses promenades dans les sentiers solitaires et escarpés qui entourent Lyon de toutes parts et rendent cette ville si chère aux esprits touchés d'un peu de mélancolie méditative. Pourquoi ne nommerais-je pas le maître qui conviait ainsi à sa familiarité un obscur adolescent? Pourquoi ne rappellerais-je pas ces amitiés et ces conversations fameuses qui, au temps de Socrate, rassemblaient à une école volontaire l'élite de la jeunesse athénienne? Il est vrai, tant de gloire n'a pas consacré le souvenir qui me préoccupe : mais si la gloire n'y était pas, la vérité s'y trouvait, telle que Socrate et Platon ne la connurent jamais. Pendant vingt ans, à une époque où la philosophie chrétienne avait si peu d'organes, un homme modeste et qui n'a rien écrit, M. l'abbé Noirot, conduisait dans les chemins

sérieux de la raison une foule de jeunes esprits dont Ozanam a été le plus grand, mais dont plusieurs ont atteint comme lui la célébrité, et qui tous, à des points divers de la vie, rapportent à leur maître commun l'inébranlable lucidité de leur foi.

III.

Cette foi était plus rare qu'elle ne l'est devenue. Quand Ozanam arrivait à Paris, on sortait de la guerre terrible que l'opposition politique avait faite à la religion au nom de la liberté. Tout, sous la main de ce parti, avait été une arme contre le christianisme, la tribune, la presse, l'enseignement, la poésie, et, par un malheur digne d'être pleuré, aucune voix populaire ne s'était élevée pour le Christ durant la tempête, non pas que l'Église de France eût manqué d'orateurs et d'écrivains, mais parce que tous avaient marché, bannière déployée, dans le sens contraire à celui qui emportait la nation. La voix du comte de Bonald, du comte de Maistre, de l'abbé de Lamennais, ne parvenait à la foule que comme l'écho perdu d'un passé sans retour. C'était la plainte de Cassandre sur les ruines de Troie. C'était moins encore, parce que c'était davantage, et que les vainqueurs, n'étant pas sur le trône, gardaient dans la victoire les craintes et les passions des vaincus. Un seul homme, le vicomte de Chateaubriand, avait conservé, malgré sa foi de royaliste et de chrétien, un immuable ascendant sur l'opinion. Mais il était seul, sorte de lépreux haï des siens, et portant au front le *Génie du christianisme* comme une cicatrice immortelle qui ne parlait que pour lui. A côté de ces grands esprits sans faveur ou sans puissance, l'Église avait encore eu pour défenseurs les hommes maladroits, ceux qui outrent les fautes en croyant les rendre fortes, et qui, avec les meilleures intentions de tout sauver, perdraient Dieu lui-même, s'il pouvait être perdu. Que l'on juge, entre ces deux camps, du sort des jeunes générations. Condamnées à un enseignement qui ne dissimulait même plus son hostilité, elles sortaient de l'enfance en méprisant l'Évangile, et la liberté, accourant au-devant d'elles, couvrait de son image généreuse l'impiété qui les dévorait. Le reste, c'est-à-dire quelques âmes échappées par hasard, se trouvait recueilli dans une association pieuse protégée par des noms illustres, et où la faveur, qui semblait promise pour récompense à leur foi, leur attirait le soupçon, la haine et l'insulte. Encore ce fragile et douloureux édifice ne subsistait-il plus; la révolution de 1830 l'avait heurté du pied, et

Ozanam arrivait pur, sincère, ardent, au milieu d'un abîme vide et muet.

Il ne se doutait pas que la Providence l'envoyait pour le combler, et qu'il était l'un des instruments choisis par elle pour relever devant les hommes l'inaliénable honneur de la vérité. C'était là sa mission, le but de sa vie. Il devait être, au lendemain de la défaite, l'un des premiers qui en changeraient la signification, le premier ou le second qui, au nom de Jésus-Christ, parviendrait à la sainte puissance d'une popularité sans tache. Ceux qui n'ont pas vécu dans ces deux temps ne se représenteront jamais ce que fut le passage de l'un à l'autre; jamais, malgré ce que nous avons à dire, ils ne comprendront l'intérêt qui s'attache à la mémoire d'Ozanam. Pour nous, qui avons été de l'une et de l'autre époque, qui avons vu le mépris et qui avons vu l'honneur, nos yeux se mouillent, en y pensant, de larmes involontaires, et nous tombons en actions de grâces devant celui qui est *inénarrable dans ses dons.*

Ozanam ne se doutait donc pas de la mission qu'il venait remplir. Comme tout jeune homme chaste, dont le regard n'a point plongé trop avant dans les mystères du monde, il était timide et abordait difficilement les célébrités qu'il avait l'ambition de connaître. Il était porteur d'une lettre de recommandation de M. de l'abbé de Bonnevie, chanoine de Lyon, homme de ce grand air sacerdotal que j'ai vu à plusieurs membres de l'ancien clergé français, et qui annonçait tout ensemble la distinction de la nature et l'élévation de la grâce. M. de Bonnevie aimait les jeunes gens, il les accueillait bien, et la mémoire de son cœur lui a survécu plus que ses sermons. La lettre qu'il avait donnée à Ozanam était pour M. de Chateaubriand. Ozanam la retint plusieurs mois sans en faire usage. Il ne pouvait se résoudre à franchir un seuil qui lui semblait gardé par la gloire elle-même. Enfin, au premier de l'an 1832, il se décide, et, à midi précis, sonne en tremblant à la porte d'une *puissance de ce monde*, comme Charles X, à Prague, désignait M. de Chateaubriand. Celui-ci rentrait d'entendre la messe. Il reçut l'étudiant d'une manière aimable et paternelle, et, après bien des questions sur ses projets, ses études, ses goûts, il lui demanda en le regardant d'un œil plus attentif, s'il se proposait d'aller au spectacle. Ozanam surpris hésitait entre la vérité, qui était la promesse faite à sa mère de ne pas mettre le pied au théâtre, et la crainte de paraître puéril à son noble interlocuteur. Il se tut quelque temps, par suite de la lutte qui se passait dans son âme. M. de Chateaubriand le regardait toujours, comme s'il eût attaché à sa réponse un grand prix. A la fin, la vérité l'emporta, et l'auteur du *Génie du Christianisme*, se penchant vers Ozanam pour l'embrasser, lui dit affectueusement : « Je vous conjure de suivre le conseil de votre mère ;

» vous ne gagneriez rien au théâtre, et vous pourriez y perdre beau-
» coup. »

Cette parole demeura comme un éclair dans la pensée d'Ozanam, et lorsque quelques-uns de ses camarades, moins scrupuleux que lui, l'engageaient à les accompagner au spectacle, il s'en défendait par cette phrase décisive : « M. de Chateaubriand m'a dit qu'il n'était pas » bon d'y aller. » Il y fut pour la première fois en 1840, à l'âge de vingt-sept ans, pour entendre *Polyeucte*. Son impression fut froide. Il avait éprouvé, comme tous ceux dont le goût est sûr et l'imagination vive, que rien n'égale la représentation que l'esprit se donne à soi-même dans une lecture silencieuse et solitaire des grands maîtres.

Ce ne fut pas le seul fruit qu'il retira de cette visite. Le charme qu'elle avait laissé dans sa mémoire lui révéla l'importance de l'accueil fait aux jeunes gens par des hommes qui leur inspirent de l'admiration, et lorsque lui-même eut franchi les bornes de l'élévation commune, lorsqu'il fut applaudi d'un grand auditoire, honoré et recherché, il se souvint de ses jours obscurs, et se donna généreusement à la jeunesse qu'on lui recommandait de toutes parts ou qui venait d'elle-même se présenter à lui. Cinq fois par semaine, c'est-à-dire tous les jours où il n'avait point à paraître devant le public, sa porte leur était ouverte de huit à dix heures du matin. Il les recevait avec grâce, s'entretenait longtemps avec eux, et quoique dévoré souvent par l'ardeur du travail qu'ils avaient interrompu, rien en lui ne laissait percer l'impatience ou le regret. Il se sentait prêtre devant ces âmes, et, comme saint Paul, *débiteur de toutes*. Aussi un grand nombre s'affectionnèrent-elles à lui, et son éclat, au lieu de l'isoler, comme il arrive presque toujours, lui suscita de chaudes amitiés dans ceux-là mêmes que l'âge eût dû retenir loin de son cœur. La religion seule a le secret de ce patriciat, le plus haut et le dernier de tous, qui attire vers la gloire en la rendant affectueuse, et lui fait des clients qui n'ambitionnent que d'aimer ce qu'ils admirent.

Ozanam eut le bonheur d'être lui-même le client d'un homme illustre, et d'avoir dans Paris pour première demeure un toit qui abritait tout ensemble la vieillesse, la science, la renommée et la religion. M. Ampère, c'est lui que je veux dire, était en France comme le patriarche des mathématiques. Il était de plus chrétien, et jamais, dans un temps si périlleux, il n'avait abusé de la science contre la vérité. Je ne dis pas assez : il était chrétien comme Képler, Newton ou Leibnitz, et qui l'eût rencontré sur les dalles de Saint-Étienne-du-Mont, agenouillé devant Dieu, n'eût pas vu de prière plus capable d'inspirer la foi en désarmant l'orgueil. J'ignore comment Ozanam était devenu l'hôte d'un si grand et si rare esprit, soit qu'il le dût à son père, soit

à d'autres circonstances ménagées par celui qui rapproche l'hysope du cèdre et qui permettait aux petits enfants de jouer avec la main du Christ. M. Ampère se prit d'estime et d'affection pour le jeune étudiant que la Providence lui avait envoyé; il conversait souvent avec lui, le prenait à part dans son cabinet et lui exposait sa philosophie des sciences; il le faisait même travailler sous ses yeux, et l'on a conservé des pages écrites à moitié par l'un et par l'autre. Ces entretiens amenaient dans l'âme du savant, à propos des merveilles de la nature, des élans d'admiration pour leur auteur; quelquefois, mettant sa large tête entre ses deux mains, il s'écriait tout transporté : « Que Dieu est grand ! Ozanam, que Dieu est grand ! »

Cette cohabitation dura deux années. C'étaient les premières qu'Ozanam passait à Paris. Elles lui ouvrirent de plus larges horizons que ceux où il avait vécu jusque là, en lui donnant lieu de connaître et d'entendre, dans le salon de M. Ampère, des hommes éminents. M. Ballanche, son compatriote, fut celui qui le toucha davantage. C'était un homme doux, d'une célébrité modeste quoique réelle, parce qu'il hantait des sphères peu pratiquées de ses contemporains, et que son art de dire, si remarquable qu'il fût, n'atteignait pas non plus le vulgaire des admirateurs. Il y avait dans sa gloire comme dans ses pensées du mystère, et pour entrer dans ses œuvres, il fallait un peu le courage de l'initié aux portes d'Éleusis. Ozanam s'était ressenti vivement d'un de ses écrits, la *Vision d'Hébal*. Longtemps après, lorsque son cœur attristé revenait sur les faiblesses de ses premiers temps de Paris, il me parlait encore du bien que lui avait fait ce court épisode. « Qui nous donnera, disait-il dans nos derniers en- » tretiens, qui nous donnera une *Vision d'Hébal ?* » Hélas ! c'était Dieu seul qui devait la lui donner en l'appelant aux splendeurs de l'autre vie.

Le lecteur se demandera sans doute ce que faisait enfin ce précoce étudiant, si favorisé de la nature et de la Providence. Il faisait ce que sa famille avait souhaité de lui. Fils obéissant, il portait sur les bancs de l'école de droit une intelligence docile et cependant rebelle, parce que tous ses instincts l'entraînaient ailleurs, aux grands rivages de la poésie, de l'histoire, de l'érudition littéraire et philosophique. Il lisait les anciens et les modernes, et, dans les intervalles perdus, jetait à son esprit comme une distraction la connaissance de l'italien, de l'espagnol, de l'anglais et de l'allemand. Des amis de son âge, presque tous issus de sa ville natale, commençaient aussi à l'entourer et à lui disputer ses heures. Mais les joies de l'amitié, ni celles de l'étude et de la religion, ne parvenaient à le défendre d'une teinte de mélancolie. Car, si riche qu'il fût par ses dons, il en avait le contrepoids dans une santé faible et dans une tendance à s'inquiéter de l'ave-

nir. Quel homme fut heureux d'ailleurs avec de grands dons? Quel vase habité par une âme d'élite n'a pas reçu du ciel la goutte d'absinthe qui doit le purifier? Ozanam, tout jeune encore, sentait vivement les misères de son siècle. S'il l'eût haï et méprisé, il eût pu demander à l'orgueil l'insouciance de la destinée commune; mais il aimait cet âge tourmenté du bien et du mal, il en espérait beaucoup, il le portait dans son sein comme un malade faisant effort vers la vie, et tout ce qui tendait à l'avilir ou à le détourner de sa route, lui causait une sensible affliction. Aussi, à peine âgé de vingt ans, Dieu, qui l'avait prédestiné à une existence courte et remplie, lui inspira-t-il un dessein qu'on n'eût pas même attendu d'un homme consommé, et qui devait prendre place parmi les œuvres les plus fécondes et les plus mémorables de ce temps.

IV.

Quoique Ozanam n'eût jamais éprouvé dans sa foi de défaillance positive, cependant il ne laissait pas de sentir combien ce don précieux avait besoin d'être gardé au milieu de la défaveur publique et de l'irruption sans mesure des systèmes philosophiques et religieux. Le XVIIIe siècle avait détruit, le XIXe voulait reconstruire. Mais, ne partant d'aucune foi et d'aucune fin surnaturelles, il ne pouvait se donner pour principe que la raison, pour but le plus élevé que l'amélioration du genre humain dans le temps. De là des plans vastes, nouveaux, étrangers à tout ce qui avait précédé, annonçant avec enthousiasme le règne indéfini du bien-être sur la terre par une sainte réhabilitation de tous les plaisirs et une organisation pacifique de toutes les passions. Les thèmes étaient divers, le fond ne variait pas. Une foule d'esprits initiés aux sciences physiques et mathématiques, mais inhabiles à toute conception de l'ordre moral et religieux, s'étaient jetés dans ces spéculations qui avaient une apparence gigantesque sans aucune force vitale, et qui devaient crouler devant l'impuissance d'une réalisation même éphémère, comme tout ce qui n'a pas en soi le souffle divin du bon sens. Quiconque n'admet pas comme un élément du monde le mal de l'âme, qui est le péché, et le mal du corps, qui est le châtiment du péché, celui-là bâtit sur le néant : comme il y a dans l'air respirable un principe mortel, il y a dans la société humaine un principe de corruption. Il faut le combattre, mais non pas le nier, et, en le combattant, il faut être certain qu'on ne le déracinera jamais du sol où l'homme est semé. L'homme est un être libre, et chaque pulsation de sa vie produit le

bien et le mal, comme la contradiction où s'exerce sa liberté. Mais ce qui est évident pour le chrétien ne l'est pas toujours pour le génie lui-même, bien moins encore pour les esprits médiocres qui croient en eux. Du temps qu'Ozanam fréquentait la poudre de la jurisprudence, ces systèmes éclos avant la révolution de 1830 avaient puisé dans le succès de l'événement politique une nouvelle énergie; ils affectaient des prétentions religieuses au nom de la négation morale, ils se donnaient des costumes officiels, ils préparaient des temples sur les hauteurs de Paris, ils ébranlaient enfin l'opinion, et l'on pouvait craindre que ce bruit ne fût de la puissance.

Inquiets, mais non troublés, plusieurs jeunes gens s'étaient réunis avec Ozanam pour traiter toutes ces questions et tenir tête, au nom de l'Évangile et de Jésus-Christ, à l'orgueil prophétique des nouveaux venus. Je dis l'orgueil prophétique, parce que c'était leur coutume de se donner l'avenir, et, tout en reconnaissant les bienfaits du christianisme dans le passé, de le dire impuissant à extirper le mal du monde, ce à quoi, en effet, le christianisme ne prétend pas. Après nombre de discussions d'histoire et de philosophie, Dieu, qui est avec ceux qui le cherchent, illumina le cœur de ces jeunes gens. Ils étaient huit, et je ne blesserai le souvenir d'aucun d'eux en assurant qu'Ozanam, quoique leur condisciple, était le saint Pierre de leur obscur cénacle. Il n'a jamais réclamé cet honneur. Peu de mois avant sa mort, à Florence, il racontait dans une nombreuse assemblée de jeunes Toscans les origines de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, et il disait seulement qu'il était des *huit* à qui la chrétienté est redevable, après Dieu, de cette fondation. Il était donc des *huit*, cela suffit à sa mémoire, et si Dieu l'a fait le premier entre ses pairs, il l'a fait aussi le premier dans la mort.

Ces huit jeunes gens, au mois de mai 1833, eurent donc cette inspiration, de prouver une fois de plus que le christianisme peut en faveur des pauvres ce qu'aucune doctrine n'a pu avec lui et après lui; et tandis que les novateurs s'épuisaient en théories qui devaient changer le monde, eux, plus modestes, se prirent à monter les étages où se cachait la misère de leur quartier. On les vit, dans la fleur de l'âge, écoliers d'hier, fréquenter sans dégoût les plus abjects réduits et apporter aux habitants inconnus de la douleur la vision de la charité. La charité est belle en quiconque l'accomplit; elle est belle dans l'homme mûr qui retranche une heure à ses affaires pour la donner aux affaires de la souffrance; elle est belle dans la femme qui s'éloigne un moment du bonheur d'être aimée pour porter l'amour à ceux qui n'en connaissent plus que le nom; elle est belle dans le pauvre qui trouve encore une parole et un denier pour le pauvre : mais c'est dans le jeune homme qu'elle apparaît tout en-

tière, telle que Dieu la voit en lui-même au printemps de son éternité, telle que Jésus la voyait au jour de son pèlerinage sur le front de saint Jean. Fille de la foi, Ozanam et ses amis voulurent lui confier la leur comme à une mère, et ce fut leur intention que la charité servît de médiatrice aux générations de leur siècle et y versât la lumière que le raisonnement éperdu y répandait en vain.

Vingt ans après, dans cette réunion de Florence que je mentionnais tout à l'heure, et où Ozanam mourant tirait de sa poitrine les dernières paroles éloquentes qu'il ait prononcées en public, il pouvait dire avec l'assurance de l'homme qui a rempli sa tâche sous l'œil et avec le bras de Dieu : « Au lieu de huit, à Paris seulement » nous sommes deux mille, et nous visitons cinq mille familles, » c'est-à-dire environ vingt mille individus, c'est-à-dire le quart » des pauvres que renferme cette immense cité. Les conférences, » en France seulement, sont au nombre de cinq cents, et nous en » avons en Angleterre, en Espagne, en Belgique, en Amérique, et » jusqu'à Jérusalem. C'est ainsi qu'en commençant humblement on » peut arriver à faire de grandes choses, comme Jésus-Christ, qui » de l'abaissement de la crèche s'est élevé à la gloire du Thabor. »

O sainte fécondité des œuvres divines ! Société de Saint-Vincent-de-Paul, que nos yeux ont vue naître dans Paris de quelques jeunes gens exposés à tous les prestiges de leur siècle et à tous les périls de leur âge, non, vous ne périrez jamais dans notre mémoire, et jamais non plus n'y périra l'espérance que vous nous avez donnée des bénédictions de Dieu !

C'était de loin que la Providence s'y était prise pour préparer l'avénement d'une œuvre qu'elle destinait à une si prompte et si admirable diffusion. Ozanam en avait puisé le germe dans son propre sang, et lorsqu'il montait l'escalier des pauvres, il pouvait y retrouver les pas de son père et de sa mère. Tous deux, en effet, avaient l'habitude de visiter en personne les indigents; tous deux, déjà vieillis, se défendaient l'un à l'autre de monter au delà du quatrième étage; mais la charité trompant leur prudence réciproque, il leur arrivait de se rencontrer en flagrant délit au même palier. Instruit à une telle école, Ozanam n'avait point séparé la foi des œuvres; il avait appris de bonne heure à joindre aux mouvements de l'âme qui le portaient vers Dieu, les mouvements d'une tendresse plus sûre de ne pas se faire illusion, et il voyait Jésus-Christ dans les pauvres pour être certain de le voir et de le posséder dans son cœur. Au lieu que, d'ordinaire, le goût des spéculations de l'esprit incline à oublier les douloureuses réalités de la vie, Ozanam avait reçu à la fois les deux dons, celui d'une ardeur scientifique extrême et celui d'une sensibilité non moins active aux maux de ses frères.

Il traitait les pauvres avec le respect le plus affectueux. Venaient-ils chez lui, il les faisait asseoir dans ses fauteuils, comme des hôtes de distinction. Allait-il chez eux, après leur avoir donné son argent, sa parole et son temps, il ne manquait pas d'ôter son chapeau et de leur dire avec un salut gracieux qu'il affectionnait : « Je suis votre serviteur. » Le jour de Pâques, il leur portait de petits cadeaux, tels qu'un bénitier, une Vierge, un Christ, ou un pain plus délicat choisi exprès.

Le matin d'un jour de l'an, celui de 1852, le dernier qu'il ait vu à Paris et l'avant-dernier qu'il ait vu au monde, il dit à sa femme qu'une telle famille était bien malheureuse, qu'elle avait été obligée de mettre au mont-de-piété sa commode de mariage, dernier reste d'une ancienne aisance, et qu'il avait envie de la leur rendre pour leurs étrennes du premier de l'an. Sa femme l'en dissuada par des raisons plausibles, et il s'y rendit. Le soir venu, au retour des visites officielles, Ozanam était triste; il jeta un regard douloureux sur les jouets entassés aux pieds de sa fille, et ne voulut pas toucher aux bonbons qu'elle lui présentait. Il était aisé de comprendre qu'il regrettait la bonne œuvre manquée le matin. Sa femme l'ayant supplié de suivre sa première pensée, il partit aussitôt pour racheter le meuble, et après l'avoir accompagné lui-même jusque chez ces pauvres gens, il rentra tout heureux.

Comme tous ceux qui font du bien, Ozanam était trompé quelquefois. Il avait longtemps secouru un Italien en lui demandant des traductions dont il n'avait nul besoin. Cet étranger, placé par lui, trahit la confiance de l'établissement qui l'avait reçu, et, pressé par la misère, il revint à celui dont il connaissait le cœur et la porte. Ozanam, pour la première fois, l'accueillit durement et lui refusa l'aumône. Mais à peine était-il seul, que le remords entra dans sa conscience. Il se disait intérieurement « qu'on ne doit jamais ré-
» duire un homme au désespoir, et qu'on n'a pas le droit de refuser
» un morceau de pain au plus vil scélérat; que lui-même un jour
» aurait besoin que Dieu ne fût pas inexorable pour lui, comme il
» venait de l'être pour une de ses créatures rachetées de son sang. »
N'y pouvant plus tenir, il prend son chapeau, court à toutes jambes à la recherche de ce malheureux, le retrouve au milieu du Luxembourg et lui donne avec l'aumône une preuve de son repentir et de sa charité.

Un dernier trait achèvera de le peindre sous ce rapport. Il avait compris que, sans un budget régulier des pauvres, l'aumône est toujours pesante, incertaine, et au-dessous de la part qu'on lui doit. C'est pourquoi son budget des pauvres était exactement dressé chaque année, et il s'élevait ordinairement au dixième de ses dépenses, quel-

quefois plus haut. En cette manière, le sacrifice une fois fait, le visage de personne ne lui était importun. Il savait que le petit trésor était là. La seule question était la quantité de bonheur qu'il se donnerait en le distribuant à propos.

Telle fut donc l'origine de la société de Saint-Vincent-de-Paul, telle fut la première œuvre d'Ozanam, et, je l'ai dit, il n'avait que vingt ans.

Mais, avant de le suivre plus loin, je ne puis omettre une remarque. Depuis le rétablissement du culte catholique en France, c'est-à-dire depuis les premières années du siècle, toutes les associations intimes, fondées au nom de la foi, avaient été mêlées d'un élément étranger. Les affinités politiques étaient le levain secret qui se cachait plus ou moins sous la sincérité réelle qu'on y apportait. Ozanam et ses amis rompirent avec cette tradition. Ils déclarèrent que dans une œuvre de charité, non moins qu'à l'église devant Jésus-Christ, il n'y *avait plus de Juif ni de Grec*, et que quiconque aimerait les pauvres serait le bienvenu parmi eux, sans que jamais on s'enquît des opinions qui gouvernaient sa pensée. Non pas que ce fût de leur part un mépris des opinions, ou qu'ils voulussent fonder leur ouvrage sur l'indifférence des choses du temps. Les choses du temps sont toujours bonnes ou mauvaises, vraies ou fausses, utiles ou nuisibles, et par conséquent un chrétien en tient le compte qu'il doit : mais ce ne sont néanmoins que des choses qui passent, et le don du Christ est de nous enlever plus haut, dans des régions où l'on n'aperçoit plus les contradictions humaines, où on les oublie du moins dans un rapprochement qui est la grande trêve de Dieu. Saint Vincent de Paul, choisi par Ozanam et ses coopérateurs pour signe de ralliement, était lui-même un nom pacifique, un nom cher au monde comme à l'Église, et dont le prestige, tenant du ciel et de la terre, convenait à toute âme généreuse comme à tout bon dessein.

Aussi, une fois la barrière ouverte, nul ne resta dehors de ceux qui étaient capables de donner à Dieu une heure de leur temps, et la société de Saint-Vincent-de-Paul est devenue, selon une heureuse expression de saint Vincent de Paul lui même, *le parti de Dieu et des pauvres*, l'agape universelle, la résurrection de l'unité entre ceux qui veulent travailler au salut du monde sans prendre les livrées d'un apostolat trop fort pour leur vocation ou leur vertu. Les révolutions elles-mêmes, qui avaient déraciné tant d'autres œuvres, ont respecté celle-ci. Le parfum sans tache de la charité a écarté d'elle le soupçon ; on a cru à sa sincérité parce qu'elle a été sincère.

VI

Le lecteur se persuade peut-être que le soin des pauvres, uni à l'étude de la jurisprudence et à la culture des langues, épuisait l'activité d'Ozanam; ce serait une erreur. Il y avait à la Sorbonne et au collége de France des tribunes chères à la jeunesse, mais qui, trop souvent, manquaient envers le christianisme de justice et de vérité. Ozanam assistait aux cours les plus célèbres. Appréciateur du mérite, même chez des ennemis, il écoutait tout ensemble avec plaisir et avec réserve. Ses notes prises, il rentrait chez lui, recherchait les faits à leur source, les rectifiait; puis, seul le plus souvent, quelquefois avec des amis, même avec des jeunes gens inconnus dont il sollicitait la signature, il adressait au professeur une lettre grave et raisonnée, où il l'avertissait de ses torts et le conjurait avec un accent de sainte naïveté de réparer le dommage qu'il avait fait à des intelligences auxquelles il devait la lumière. M. Jouffroy reçut un jour une de ces lettres, signée : *Ozanam, étudiant*. Il avait connu dans son enfance le souffle de Dieu, et, même avant de mourir, il en eut des retours qui ont honoré sa mémoire. La lettre d'Ozanam le toucha. Il y était dit que bien des jeunes gens qui assistaient à son cours étaient chrétiens, et qu'ils souffraient douloureusement de voir un homme comme lui, éloquent, généreux et sans doute sincère, se permettre contre leur foi des attaques auxquelles ils ne pouvaient pas répondre, puisque le respect de l'ordre et de sa personne leur commandait un silence absolu. M. Jouffroy, dans la leçon qui suivit, donna connaissance à son auditoire des observations qu'il avait reçues, loua l'auteur de la convenance et du savoir dont il avait fait preuve, puis, avec une droiture qui mérite d'être rappelée, il désavoua ce qu'il avait dit au préjudice de la vérité : « Messieurs, ajouta-t-il, il y a cinq ans, je ne » recevais que des objections dictées par le matérialisme; les doctri- » nes spiritualistes éprouvaient la plus vive résistance : aujourd'hui » les esprits ont bien changé, l'opposition est toute catholique. »

Depuis ce jour, et jusqu'à des temps où les passions s'envenimèrent, on remarqua dans les professeurs les plus accrédités une circonspection qu'ils n'avaient pas montrée d'abord.

Mais ce n'était là qu'un palliatif, une diminution d'infériorité. Ozanam s'affligeait qu'il n'y eût pas à Paris, en présence de tant de chaires hostiles ou indifférentes, et devant une jeunesse si nombreuse, une chaire dont l'éclat fît le contre-poids des gloires de l'erreur et leur disputât l'ascendant. Sans doute, la vérité ne règnera jamais

seule; son sort est de combattre et d'avoir par conséquent d'illustres ennemis. Mais si son empire, pour être grand et durable, doit être contesté, il ne lui est pas interdit d'avoir des défenseurs dignes d'elle; et, de fait, dans toute la suite de son histoire, on voit presque toujours le Père de l'Église à côté du sophiste éloquent, Origène en face de Porphyre, saint Basile auprès de Libanius. La liste de ces oppositions serait grande; elle a commencé à Lucifer et à l'archange saint Michel, elle ne se clôra qu'au dernier jour du monde. Aussi Ozanam, qui savait les voies de Dieu, ne désespérait-il pas d'obtenir pour son âge la consolation donnée à tant d'autres qui avaient précédé le sien. Seulement la modestie ne lui eût pas permis de croire qu'il était l'homme élu, et que bientôt, dans ces mêmes lieux où il allait entendre des voix qui l'affligeaient, la sienne, la sienne elle-même, maîtresse des cœurs, ouvrière intrépide de la vérité, arracherait à une foule émue douze années d'applaudissements.

Mais le lever de ces beaux jours était encore dans l'ombre. En attendant, il plut à la divine Providence d'accomplir à quelque degré le vœu de son serviteur. M. de Quélen, archevêque de Paris, fonda les conférences de Notre-Dame, destinées à initier la jeunesse aux preuves fondamentales du christianisme et à l'attirer vers la lumière par le charme même de la lumière. Ozanam ne fut pas sans influence sur cette fondation. Il l'avait sollicitée du pieux et noble archevêque, de concert avec quelques-uns de ses amis.

Cependant sa carrière ne se dessinait pas. Elle fut même un instant sur le point de se tromper elle-même, tant il est difficile à l'esprit le plus pénétrant de discerner sa place et de savoir ce que la Providence lui veut. Ozanam, comme tout écolier de jurisprudence, avait subi les épreuves qui terminent cette étude, et, voulant tendre un peu plus loin par l'ardeur de son esprit, il avait ambitionné et obtenu le titre de docteur en droit. Sa thèse est datée du 30 août 1836. Presque aussitôt, changeant son front de bataille, il avait aspiré au même honneur dans la faculté des lettres, et, à l'issue d'une double thèse latine et française, la première, *sur la descente des héros aux enfers dans les poëtes de l'antiquité;* la seconde, *sur le Dante et la Divine Comédie*, l'année 1839 avait couronné ses désirs. C'était plus qu'un succès, c'était une révélation. M. Cousin, l'un de ses juges, n'avait pu s'empêcher de lui dire en l'entendant : *Ah! monsieur Ozanam, on n'est pas plus éloquent que cela.* La sombre figure du Dante, qu'il avait évoquée du XIIIe siècle avec sa triple auréole de poëte, de docteur et de proscrit, avait elle-même éveillé son génie, et à vingt-six ans, au témoignage d'un maître dans l'art d'écrire et de parler, au témoignage plus sûr encore de l'applaudissement public, il avait pu se dire : Ce n'est pas un songe, l'éloquence m'a visité! Mais ce fut en vain.

Une tentation l'assaillit aux portes mêmes du temple, quand déjà la destinée le tenait par la main.

La ville de Lyon avait obtenu du gouvernement la création d'une chaire de droit commercial, et elle avait demandé au ministre, pour premier titulaire, son jeune et brillant concitoyen, Frédéric Ozanam. Qui peut être insensible au bonheur de revoir son pays natal, d'y retrouver sa famille, ses amis, ses souvenirs, en leur rapportant, après quelques années d'absence, un mérite déjà reconnu et déjà récompensé? Ozanam ne fut pas assez fort contre cette subite apparition d'un bonheur honorable et assuré. Il eut peur des hasards, et, comme un cheval qui obéit au premier signe qui lui commande l'arrêt, il se hâta de tourner la tête pour ne pas voir et ne pas entendre l'autre signal qui lui avait été donné!

Heureusement que Dieu appelle de nos fautes. Il ne ratifie pas du premier coup nos timidités et nos refus. Après avoir professé le droit commercial à Lyon, pendant une année, avec la solidité d'un vieux docteur et la verve d'un jeune érudit, Ozanam se sentit défié par un concours qui s'ouvrait à Paris pour le titre d'agrégé à la Faculté des lettres. C'était un titre nouveau, qui ne répondait à rien dans la classification traditionnelle des grades littéraires et scientifiques, mais qui conférait des droits et rapprochait des hautes chaires de l'enseignement. Pour la première fois, Ozanam se trouvait en présence de rivaux, dans une scène animée par le talent d'autrui. Il y déploya, durant quinze jours, un savoir et une promptitude de ressources qui firent de ce concours un spectacle émouvant. Le sort même vint ajouter son angoisse et sa péripétie à l'intérêt de l'action. Il condamna Ozanam à préparer en vingt-quatre heures une leçon orale sur les scoliastes. Que dire des scoliastes, les eût-on connus? Le lendemain, tout le monde était tremblant : mais Ozanam, dans le sujet le plus ingrat du monde, sut encore être habile, disert, ingénieux, fécond en rapprochements inattendus, et il charma d'autant plus qu'on avait douté davantage de son succès. Le premier rang du concours lui fut donné par le suffrage unanime de ses juges, et aux acclamations du public.

Néanmoins il doutait encore. Vainement M. Fauriel, professeur de littérature étrangère à la Sorbonne, lui offrait la suppléance de sa chaire : Lyon et le droit commercial le fascinaient comme un bien acquis, un port où il était entré. Ce fut M. Ampère, le fils du mathématicien, qui eut l'honneur de persuader Ozanam et de l'enchaîner à son triomphe. Digne fils d'un père illustre, M. Ampère avait conservé pour le jeune hôte de sa maison une sorte de tutelle tempérée par l'amitié; il lui avait ouvert sans jalousie les chemins de l'érudition, et, au moment décisif, l'enlevant à des hésitations qui n'étaient plus

qu'un suicide, il lui marqua sa place avec la sagacité d'un augure et l'autorité d'un maître.

On était à la fin de 1840 : Ozanam avait vingt-sept ans.

C'est un beau jour que celui où, parvenu à mi-chemin de la vie, tout voile levé, toutes incertitudes dissipées, le front serein et le cœur à l'aise, l'homme a le secret de Dieu sur lui et asseoit la tente où il achèvera de vivre. Jusque là les plus beaux rêves sont troublés, le découragement succède à l'exaltation, et plus on a reçu de Dieu, plus ses dons, en nous ouvrant des perspectives, ajoutent au mélancolique tourment de l'avenir. Ozanam en avait souffert : sa nature était inquiète et un peu fébrile. Aussi dût-il éprouver une grande dilatation lorsque enfin il connut la volonté de Dieu et y eut acquiescé. Issu d'une famille honorable, mais médiocre, venu à Paris simple étudiant, il avait, en neuf années d'efforts, conquis un rang distingué dans une double carrière, la jurisprudence et les lettres, occupé une chaire de droit et mérité la suppléance d'un cours célèbre à la Sorbonne : M. Ampère lui avait donné l'hospitalité, M. de Montalembert le recevait amicalement, tout ce qu'il y avait parmi les chrétiens d'hommes éminents ou en voie de le devenir pressentaient en lui un successeur ou un compagnon d'armes. La possession prématurée d'une si belle vie n'enfla point son cœur. Il demeura vrai, ouvert, cordial et laborieux, noble effet d'un naturel que la raison éclairait de toute sa lumière et que la foi avait purifié du levain de l'orgueil. Ce point si envié de l'assiette dans le succès, qui est presque toujours le signal d'une transformation égoïste dans le cœur de l'homme, avait laissé Ozanam tel qu'il était. On l'eût pris encore, allant à sa chaire de Sorbonne, pour un simple étudiant. Sa tenue n'avait pas changé, son regard était honnête et doux : il lisait volontiers en chemin, mais sans que l'application l'empêchât de voir les marques de sympathie dont il était l'objet, et il rendait toujours en honneurs plus qu'on ne lui avait accordé. Pendant vingt ans que je l'ai connu, je l'ai vu troublé, indigné, mais sans qu'il m'ait été possible d'y découvrir jamais l'ombre de hauteur ou d'affectation, ce qui est le signe certain d'une âme plus grande que la fortune et qui voit Dieu constamment.

Il y eut un piége qu'Ozanam n'évita point. Dès qu'il fut heureux, il voulut donner son bonheur et augmenter le sien en le partageant. Oserai-je dire, quoique Dieu l'ait absous en bénissant son union, qu'il était encore bien jeune pour une félicité si ennemie des grandes muses? Comme le prêtre, l'homme de lettres est consacré, et si le ministère des âmes exige un culte de soi-même, le ministère de la pensée, quand on est digne de lui, exige aussi des austérités. Il est difficile, au milieu des joies domestiques, de conserver l'assiduité du travail et la liberté de l'intelligence, et plus difficile encore de rete-

nir ses besoins dans la modestie de ses ressources. La pauvreté est la compagne inévitable de l'homme de lettres qui a résolu de ne vendre sa plume ni à l'or, ni au pouvoir ; et la pauvreté n'est douce qu'à l'homme solitaire qui vit dans l'immortalité de sa conscience et n'a jamais qu'un malheur à prévoir ou à porter. Mais Ozanam était d'un siècle où l'on n'attend pas, et il se laissa prendre à la certitude de rendre heureuse avec lui une chrétienne rachetée du même sang que lui. Il ne se trompait pas. Il avait amassé dans son cœur un trésor de chasteté qui était le signe d'un trésor de tendresse, et il pouvait s'exposer sans crainte à ce flot des ans qui emporte tout amour, excepté l'amour produit et gardé par la vertu. Son mariage eut lieu dans l'été de 1841. Il épousa mademoiselle Soulacroix, fille de M. Soulacroix, recteur de l'Académie de Lyon. Presque aussitôt il conduisit sa femme en Italie, pays qu'il avait déjà visité avec sa mère aux vacances de 1832, et vers lequel le rappelait le souvenir des émotions et des révélations qu'il en avait reçues. C'était à Rome, devant la fresque du Saint-Sacrement de Raphaël, à Florence, devant les tombeaux de l'église de Sainte-Croix, que la figure du Dante, l'Homère du christianisme, lui était apparue, tout illuminée des obscurités de son siècle et placée par la Providence entre Virgile et le Tasse, comme le Titan de la poésie. Il revit ces beaux lieux tout peuplés de grands hommes et de grandes choses, ces lieux qui sont pour nous des ancêtres, et qui, malgré les ruines du passé et celles de l'avenir, seront l'éternel pèlerinage des esprits cultivés. Il les revit, tenant d'une main sa compagne ravie, lui montrant de l'autre les horizons chers à sa mémoire, les temples, les palais, les aqueducs, les tombeaux des Romains, les reliques des martyrs, les marbres couchés et les bronzes vivants, toute cette antique armée que l'inépuisable fécondité de l'Italie garde, accroît et tient debout. La Sicile, jetée au seuil extrême de tant de beautés comme une sentinelle et un phare, lui ouvrit aussi ses villes où le souffle des enfants du Nord a remué les cendres de l'Etna et recouvert des inspirations du christianisme les débris du génie grec.

Au retour de cette course rapide, qui était une halte entre sa jeunesse finie et son âge mur commencé, Ozanam parut dans sa chaire qui ne le connaissait encore qu'à demi.

VI.

Ceux-là seuls qui ont dit leur âme devant un auditoire savent les tourments de la parole publique, tourments qui arrachaient à Cicéron ce cri plaintif : « Quel est l'orateur qui, au moment de parler, n'a

senti ses cheveux se roidir et ses extrémités se glacer? » Ozanam, plus qu'un autre, était sujet au mal de l'éloquence, parce que ses organes trop faibles ne répondaient qu'imparfaitement aux secousses de son inspiration, et qu'une timidité naturelle enchaînait aussi sur ses lèvres et dans tout son être l'éclat de ses facultés. Défiant de lui-même, il se préparait à chacune de ses leçons avec une fatigue religieuse, amassant des matériaux sans nombre autour de sa pensée, les fécondant par ce regard prolongé de l'intelligence qui les met en ordre, et, enfin, leur donnant la vie dans ce colloque mystérieux de l'orateur qui se dit à lui-même ce qu'il dira demain, ce soir, tout à l'heure, à l'auditoire qui l'attend. Ainsi armé, tout pâle cependant et défait, Ozanam montait à sa chaire. Il n'y avait rien de bien ferme et de bien accentué dans son début; sa phrase était laborieuse, son geste embarrassé, son regard mal sûr et craignant d'en rencontrer un autre: mais peu à peu, par l'entraînement que la parole se communique à elle-même, par cette victoire d'une conviction forte sur l'esprit qui s'en fait l'organe, on voyait de moment en moment la victoire grandir, et lorsque l'auditoire lui-même était une fois sorti de ce premier et morne silence si accablant pour l'homme qui doit le soulever, alors l'abîme rompait ses digues et l'éloquence tombait à flots sur une terre émue et fécondée. Des applaudissements sincères répondaient à l'orateur, et tout palpitant d'un bonheur acheté par huit jours de travail et par une heure de verve, il retournait chez lui retrouver la peine, qui est la condition de tout service et l'instrument de toute gloire.

Il n'est pas ordinaire qu'un homme érudit soit un homme éloquent. La patience nécessaire à l'investigation des livres et des antiquités s'allie mal au feu qui jaillit d'une pensée créatrice: on n'aime pas, quand on peut jeter des mondes dans l'espace par un souffle de sa vie propre, chercher péniblement sa route à travers des astres vieillis et trop souvent éteints. Ozanam, par un don singulier, possédait à la fois l'éloquence et l'érudition. L'une lui était aussi naturelle que l'autre. Il pouvait toute une nuit veiller dans les régions abstruses d'une langue ensevelie ou d'une œuvre inconnue, et le lendemain écrire des vers, préparer un discours, s'échauffer solitairement dans la contemplation directe du vrai et du beau. Non-seulement l'une et l'autre faculté lui appartenaient de naissance, mais l'une et l'autre étaient éminentes chez lui. Il était grand dans la poudre, avec la pioche du mineur, et grand dans la lumière, avec le simple regard de l'esprit. Cela lui donnait sa physionomie, mélange de solidité et d'enthousiasme jeune et ardent.

Le cours dont il était chargé, au vieux sanctuaire des lettres parisiennes, exigeait précisément de lui l'incomparable souplesse de sa nature. Il devait initier son auditoire, non pas aux littératures de la

Grèce et de Rome, mais aux lettres étrangères, c'est-à-dire aux grands travaux de l'esprit dans les idiomes contemporains. Ce champ était, pour ainsi dire, sans mesure ; car, tandis que l'antiquité n'a produit que trois langues dignes de se survivre par la perfection de leurs monuments et par leurs rapports avec l'éternelle vie du christianisme, les temps nouveaux ont réparti la puissance et la fécondité des lettres à tous les peuples issus de Jésus-Christ. Ce qu'avait dit saint Paul, qu'il n'y a plus de *barbare*, s'est accompli dans les arts de l'esprit aussi bien que dans l'ordre des mœurs. Le flambeau de David et d'Homère a secoué sa flamme sur toutes les nations chrétiennes : toutes ont leurs poëtes, leurs historiens, leurs orateurs, et qui veut s'initier aux littératures étrangères, loin d'entreprendre une excursion au dehors, se trouve jeté au centre du génie universel, dans des voies et des splendeurs qui n'ont plus de limites. Ozanam s'était préparé toute sa vie, comme s'il en eût reçu l'ordre exprès de la Providence, à cette infatigable exploration. Il savait à fond les principales langues modernes, et il lui fut aisé, dès qu'il en eut mission, de pénétrer dans les richesses dont il devait la découverte et le partage à ses auditeurs. Mais ce qui n'eût été pour un autre, moins chrétien et moins profond, qu'une exposition éloquente des beautés de la pensée humaine sous ces vêtements divers, ne pouvait être pour Ozanam qu'une prédication de la vérité. Toucher aux langues et aux œuvres nouvelles, c'était rencontrer à chaque pas ce qui en fait l'âme et la nouveauté, c'est-à-dire le christianisme, et rencontrer le christianisme, c'était pour lui le défendre et l'exalter.

Peut-être, s'il eût consulté la prudence plus que l'élan de sa foi, eût-il hésité à convertir son enseignement en une démonstration évangélique. Les temps étaient émus, et ils devaient s'envenimer. Une polémique ardente, soutenue dans les journaux et à la tribune contre le monopole de l'enseignement par l'État, préparait à l'Église de sanglantes et prochaines représailles. Il était naturel de craindre que le contre-coup ne s'en fît sentir dans un auditoire rassemblé sous un professeur trop vivement chrétien. Mais cette considération n'arrêta point Ozanam. Même aux plus mauvais jours, lorsqu'une chaire voisine de la sienne et animée d'un esprit semblable tombait sous l'effort des passions, il ne diminua rien du courage de ses lèvres et de la simplicité de son cœur. Dieu bénit l'une et l'autre. Tout lui fut pardonné pendant douze années, et il mourut populaire comme il avait vécu.

C'est un rare secret que celui de la popularité, j'entends la popularité véritable, celle qui ne s'achète point par de lâches concessions aux erreurs d'un siècle, mais qui entoure d'une auréole prématurée l'honnête homme vivant. Autant qu'on peut le découvrir par l'histoire, la première condition de cette popularité solide est dans d'iné-

branlables certitudes et de persévérantes directions. L'homme qui change d'esprit, si son désintéressement est reconnu, conservera peut-être l'estime ; il ne conservera ni la confiance, ni l'autorité. Il n'y a que les convictions invincibles qui règnent sur les âmes, lorsqu'elles sont au service d'une cause qui intéresse les générations, et que le talent y rehausse la fermeté de la conduite et l'éclat du dévouement. Même encore, toutes ces conditions remplies, il n'est pas impossible qu'un homme échappe à la popularité, si quelque chose de bienveillant ne tempère en lui la force du caractère et n'abaisse la hauteur du génie. C'est la bonté qui rend Dieu populaire, et l'homme à qui elle manque n'obtiendra jamais l'amour, sans lequel subsiste bien la renommée, mais non pas la gloire. C'est l'amour qui fait de la gloire une si belle chose, et qui inspire au chrétien ce cantique dont le ciel et la terre ne se lassent point : *Gloire au Père, au Fils, au Saint-Esprit, maintenant et dans tous les siècles des siècles.*

Or, à regarder Ozanam tel que nous l'avons possédé vingt ans, il me semble reconnaître dans sa personne l'ensemble des traits qui expliquent et justifient la popularité. Dès sa première jeunesse, on voit poindre en lui une conviction profonde du christianisme avec un désir précoce de lui consacrer tous les travaux de son esprit. Sa correspondance la plus reculée offre des traces sans nombre de cette disposition forte et généreuse qui devait bientôt le présenter au respect des chrétiens de son âge, et plus tard à leur reconnaissante admiration, lorsque le succès eut justifié les espérances qu'ils avaient mises dans les premiers éclairs de son talent. Nul homme de foi, au moins d'une foi éclatante, n'avait encore paru dans les chaires qui retentissaient chaque jour d'applaudissements donnés à d'autres doctrines en d'autres orateurs. Quarante ans d'absence à ces rostres de la littérature signalaient au mépris le génie épuisé des chrétiens de France : Ozanam y monte, il y monte à vingt-sept ans, et de cette bouche qui depuis déjà longtemps avait éveillé la charité endormie au sein de la jeunesse et créé la société de Saint-Vincent-de-Paul, il laisse tomber une parole où l'art le dispute à l'érudition. Rien n'est déguisé, rien n'est affaibli, de ce qui pourrait blesser des esprits mal accoutumés à la présence et au courage de la vérité. L'orateur est jeune, il est sincère, ardent, instruit : Athènes l'écoute, comme elle eût écouté Grégoire ou Bazile, si, au lieu de retourner dans les solitudes de leur patrie, ils eussent, au pied de l'Aréopage où prêchait saint Paul, ouvert ce trésor de goût et de savoir qui devait illustrer leurs noms. Ozanam avait encore un charme, un charme sans lequel il eût sans doute péri, mais qui, ajouté à ses autres dons, achevait en sa personne l'ouvrier d'une séduction prédestinée : il était doux pour tout le monde et juste envers l'erreur.

Quand on lit l'*Histoire des Variations* de Bossuet, une des choses qui frappent le plus dans ce mâle génie, c'est sa bonté. Il tient sous sa verge, et c'était la plus terrible qu'une main d'homme eût portée depuis Moïse, il y tient les premiers auteurs d'un schisme détestable, qui avait arraché à l'Église une moitié du monde et créé des maux dont le regard de Bossuet embrassait avec effroi toute l'immensité. Cependant nulle part vous ne rencontrez l'injure, mais une discussion puissante et calme, un épanchement sérieux de la vérité, et lorsque les personnes doivent inévitablement paraître avec leurs faiblesses et leurs crimes, on sent que l'historien est trop loin dans la paix pour leur insulter. Il montre ces grands coupables tels qu'ils furent, sans leur refuser rien de ce qui peut encore exciter l'intérêt, et, comme pour se reposer d'un spectacle qui lui est douloureux, il consacre un chapitre tout entier à pleurer l'âme et le souvenir de Mélanchton. C'est que Bossuet était de la race de ceux en qui l'Évangile n'est diminué ni par le défaut de vues, ni par les passions et l'inclémence du cœur : il avait la main droite sur le *lion de Juda* et la gauche sur l'*agneau* immolé avant tous les siècles. On ne se fait guère ainsi, on est fait de Dieu, quand Dieu, pour toucher le monde, veut unir la tendresse au génie dans une même créature.

Ozanam était de ces créatures privilégiées. Au jour de son baptême invisible, il avait reçu l'huile avec le vin, et ces deux sources nées en lui le même jour l'avaient fait croître en grâce devant Dieu et devant les hommes. On a beau lire les pages qu'il nous a laissées, on a beau se rappeler ses actes et ses discours ; on n'y découvre ni la colère qui se venge, ni l'amertume qui s'accroît en se répandant, ni le mépris qui brave, ni l'ironie qui se moque sous prétexte d'instruire ou de corriger. Sans abaisser jamais l'Église devant le monde, il tient d'une main généreuse, parce que c'est la charité qui la guide, le sceptre tout-puissant de la vérité. Il plaint plus qu'il n'accuse, il pardonne plus qu'il ne condamne, et toujours invincible sous le bouclier, il tempère dans son épée la force qu'il y sent, de peur d'achever la mort en quelque âme qui peut encore revivre.

Ah ! combien nous étions consolés, au milieu des âpres controverses de notre temps, d'écouter si près de nous une bouche si pure et si cordiale ! Combien, fatigués du bruit des malédictions, ne nous reposions-nous pas à cet autre bruit pacifique et éloquent ! Nous ne l'entendons plus que par le souvenir, par cet écho qui reste dans l'âme après qu'une fois l'on a joui d'une parole digne de Dieu : encore cet écho, ce souvenir, accroît-il nos regrets en nous disant tout ce que nous avons perdu.

Je ne puis le dissimuler, un doute s'est fait jour sur la tenue d'Ozanam dans les temps périlleux de son professorat. C'était le mo-

ment où les catholiques de France, pour la seconde fois, réclamaient avec énergie l'une des grandes libertés de l'âme, la liberté de l'enseignement. Le comte de Montalembert, du haut de la tribune pairiale qui l'avait autrefois condamné dans cette même cause, présidait à cette seconde campagne comme général, après avoir fait la première comme soldat. Sous lui, et chacun à son poste, on s'animait au devoir, et si toutes les voix n'étaient pas également dignes du combat, si l'injure et l'injustice appelaient trop souvent des représailles qu'il eût mieux valu ne pas mériter, du moins la trahison n'était nulle part. On pouvait regretter des paroles, on n'avait point à regretter de silence. Ozanam, par la position même qu'il tenait de Dieu, était de nous tous le plus douloureusement placé. Catholique ardent, ami dévoué des libertés sociales, de celles de l'âme en particulier, parce qu'elles sont le fondement de toutes les autres, il ne pouvait cependant méconnaître qu'il appartenait au corps dépositaire légal du monopole de l'enseignement. Fallait-il rompre avec ce corps qui l'avait reçu si jeune et comblé d'honneurs? Fallait-il, demeurant dans son sein, prendre une part active et nécessairement remarquée à la guerre qui lui était faite? Dans le premier cas, Ozanam abdiquait sa chaire : pouvait-on le lui conseiller? Dans le second cas, il appelait le même résultat en se donnant le tort de l'attendre : pouvait-on encore le lui conseiller? Et cependant le professeur chrétien, le chrétien libéral, Ozanam, pouvait-il se séparer de nous?

Il est rare que, dans les situations les plus délicates et où tout semble impossible, il n'y ait pas un certain point qui concilie tout, comme en Dieu les attributs en apparence les plus dissemblables se rencontrent quelque part dans l'harmonie d'une parfaite unité. Ozanam conserva sa chaire : c'était son poste dans le péril de la vérité. Il n'attaqua point expréssement le corps auquel il appartenait : c'était son devoir de collègue et d'homme reconnaissant. Mais il demeura dans la solidarité la plus entière et la plus avérée avec nous tous ; je veux dire, quoique je n'aie pas le droit de m'y compter, avec ceux qui défendaient de tout leur cœur la cause sacrée de la liberté d'enseignement. Aucun des liens qui l'attachaient aux chefs et aux soldats ne subit d'atteinte. Il était et il fut de toutes les assemblées, de toutes les œuvres, de toutes les inspirations de ce temps, et ce qu'il ne disait pas dans sa chaire ou dans ses écrits ressortait de son influence avec une clarté qui était plus qu'une confession. Aussi pas un seul moment de défiance ou de froideur ne diminua-t-il le haut rang qu'il avait parmi nous : il garda tout ensemble l'affection des catholiques, l'estime du corps dont il était membre, et, au dehors des deux camps, la sympathie de cette foule mobile et vague qui est le public, et qui tôt ou tard décide de tout.

Ozanam avait placé au moyen âge le centre de son enseignement. Plus haut, c'eût été l'antiquité ; plus bas, une littérature trop proche où la science n'eût pas eu assez d'ombres à soulever. Le moyen âge est le commencement des nations chrétiennes ; il a tout à la fois le charme et la difficulté des origines, double attrait qui appelait également ou l'imagination poétique du professeur, ou la pénétration laborieuse de ses facultés. Pendant les deux années qu'il occupa sa chaire, Ozanam poursuivit tour à tour les premiers développements du génie chrétien en Allemagne, en Angleterre et en Italie. Il ne nous reste de cette vaste étude que vingt et une leçons sur la civilisation au cinquième siècle ; mais ce monument inachevé suffit pour donner une idée de ce qu'étaient l'éloquence et le savoir de son auteur, et comment l'un et l'autre s'appliquaient infatigablement à agrandir le christianisme dans l'esprit de quiconque s'exposait à en subir la puissance.

Je ne donnerai pas l'analyse de ces beaux discours. Ils resteront parmi les travaux les plus remarquables de l'apologétique chrétienne au dix-neuvième siècle, et il est inutile que j'essaye de prévenir ou de suppléer les lecteurs.

Quatre années de succès conduisirent Ozanam jusqu'à la mort de M. Fauriel, en 1844, et il eut l'honneur, en obtenant à l'unanimité sa succession, de se trouver titulaire à trente-deux ans d'une chaire de faculté dans l'Académie de Paris. Cette élévation prématurée n'avait pas d'exemple : M. Guizot, parvenu le plus jeune avant lui aux mêmes fonctions, n'y avait été promu qu'à l'âge de trente-six ans.

VII.

Mais ce n'est pas en vain que l'on veut devancer le temps. Le temps se venge de ceux qui se passent de lui.

Dès l'été de 1846, Ozanam sentit ses forces décroître sous la fièvre continue de ses triomphes. Non content de la préparation de ses cours, il répondait ardemment à tous les appels qu'on lui adressait au nom de la vérité ou de la charité. Il parlait au cercle catholique et dans les conférences de Saint-Vincent-de-Paul ; il écrivait pour le *Correspondant*, recueil honorable qui seul, depuis un quart de siècle, a conservé le drapeau chrétien et libéral de ses premières années. Toutes ces généreuses collaborations ne laissaient à Ozanam aucun repos. Il passait de longues portions de nuits à réparer dans le travail la brièveté de ses jours, et trop souvent il soulevait le poids des ténèbres par des moyens qui n'éveillent l'esprit qu'en l'énervant. Ses

mains commençaient à contracter ce tremblement fébrile que nous leur avons vu dans les dernières phases de sa vie. Il s'acheminait enfin au terme avec l'imprudence et la rapidité d'une âme qui croit trop à l'éternité pour user d'égards envers le temps.

Peut-être aussi cette première atteinte du mal n'était-elle qu'une ruse de la Providence pour amener l'un de ses fils les plus aimés à un spectacle étonnant qu'elle voulait donner au monde. Le 22 avril 1847, Ozanam se trouvait debout au pied du Quirinal, perdu dans une multitude immense armée de flambeaux, et attendant sous un ciel étoilé, au bruit de la musique et des acclamations, quelqu'un qu'elle bénissait et qu'elle désirait voir. Un silence unanime se fit. Des lumières passaient derrière les fenêtres du palais : l'une de ces fenêtres s'ouvrit, et une figure parut au balcon, penchée vers la foule et la saluant. Un frémissement pieux courut dans les rangs serrés et attentifs de l'assemblée. Sur un signe de son pasteur, le peuple s'inclina, ses genoux ployèrent sous lui, ses mains se tendirent pour exprimer la foi de tous par le signe sacré de la rédemption ; la voix du Christ se fit entendre dans son vicaire, et Rome pleura d'espérance et d'amour. Longtemps après que la multitude eut disparu, Ozanam regardait et écoutait encore. Il lui semblait que tous les rêves de sa jeunesse venaient de se réaliser dans cette nuit mémorable, et que, par une hâte et une abréviation des destinées, la plus souhaitable et la plus difficile des réconciliations s'était accomplie de son vivant. Hélas ! il en était d'elle comme de sa propre vie : le temps avait manqué à l'une et à l'autre, l'une et l'autre devaient s'évanouir comme l'arc-en-ciel dans la tempête.

Ozanam rapporta de ce voyage, qu'une mission bienveillante avait autorisé, des impressions qui le confirmèrent dans toutes les pensées qu'il avait nourries jusque-là. Il en revint rassuré sur son mal, plus rassuré encore sur l'avenir du monde, non pas qu'il n'eût découvert sur sa route, à Rome même, des symptômes alarmants, mais parce que tout était éclairé et dominé dans son âme par l'image du pontife dont il avait vu le regard. Une foi surhumaine s'était faite en lui au contact de l'homme et du prêtre. Il avait aimé, il avait presque adoré, il ne croyait pas possible qu'une telle créature fût venue sans cause sur le trône de saint Pierre, et que tant de bonté si pure, tant d'intentions si grandes, ne cachassent au monde qu'une victime certaine de l'ingratitude et de la perversité.

A son retour, il exprima ses craintes et ses espérances dans un article que le *Correspondant* publiait le 10 du mois de février 1848.

Quatorze jours après, le voile qui couvre aux yeux des hommes les secrets et les opérations de la Providence se déchirait, et Pie IX, à qui il n'eût fallu pour fonder que la reconnaissance de son peuple et le

concours du temps, fut emporté dans une ruine plus forte que son cœur.

Je ne dirai rien de ces événements qui sont trop près de nous. Ozanam, à qui rien n'échappait des dangers de l'Eglise, fut avec M. l'abbé Maret, l'un de ses plus chers et plus dignes amis, le promoteur d'un journal qui avait pour but de rassurer les catholiques et de les aider à l'acceptation du régime nouveau, dans lequel il voyait le châtiment de grandes fautes passées, un moyen d'obtenir pour l'Eglise des libertés nécessaires qui lui étaient obstinément refusées depuis cinquante ans, enfin un acheminement à une meilleure distribution des éléments sociaux, en arrachant à une classe trop prépondérante la domination exclusive des intérêts, des idées et des mœurs.

Je ne sais pourquoi aucun des amis d'Ozanam, dans les notices qu'ils ont publiées sur lui et où j'ai recueilli tant de pieux souvenirs, n'a mentionné la part qu'il eut au glorieux martyre de l'archevêque de Paris. Pendant ces journées de juin, où la guerre civile n'avait plus de cri de ralliement, tant les vœux étaient obscurs et les ressentiments profonds, Ozanam songeait avec angoisse à ce que la religion pourrait tenter pour la paix de la patrie et pour son propre honneur. La pensée lui vint d'aller trouver l'archevêque de Paris et de l'engager à une démarche conciliatrice près des insurgés. Deux camarades de bivouac, chrétiens comme lui, s'associèrent à sa pensée, et ils se rendirent tous trois près de l'archevêque. Monseigneur Affre, après les avoir écoutés, leur dit tranquillement : « Je me sens pressé de cette pensée depuis » hier; mais comment la réaliser, comment parvenir aux insurgés? et » le général Cavaignac permettra-t-il cette démarche? » Sur leur réplique, il s'habilla, mit sa croix d'or sur sa poitrine, et gagna l'hôtel du général Cavaignac, accompagné, outre quelques ecclésiastiques de sa maison, d'Ozanam et de ses deux amis, tous trois en habit de garde national. Au retour, il les congédia, malgré leurs instances, sous prétexte qu'il ne voulait point paraître avec une apparence d'escorte militaire. Le monde sait le reste, et la postérité n'a pas besoin que je le lui apprenne.

Ozanam avait repris son cours. Il le continua jusque dans l'été de 1852, en y entremêlant des travaux plus considérables encore que par le passé. Ce fut dans cet intervalle de cinq ans qu'il publia ses *Etudes germaniques*, ouvrage deux fois couronné par l'Académie française d'un grand prix de dix mille francs, et cette charmante étude sur les poëtes franciscains de l'Italie au treizième siècle. Son activité redoublait en s'approchant du terme.

Le vendredi saint de l'année 1851, il prit la plume et écrivit cette préface d'une œuvre où il voulait rassembler, à la gloire de Dieu et de son Christ, tous les travaux de sa vie : « Je me propose d'écrire l'his-

» toire littéraire du moyen âge depuis le cinquième siècle jusqu'à la » fin du treizième et jusqu'à Dante, à qui je m'arrête comme au plus » digne de représenter cette grande époque. Mais, dans l'histoire des » lettres, j'étudie surtout la civilisation dont elles sont la fleur, et dans » la civilisation j'aperçois principalement l'ouvrage du christianisme. » Toute la pensée de mon livre est donc de montrer comment le chris- » tianisme sut tirer des ruines romaines et des tribus campées sur ces » ruines une société nouvelle, capable de posséder le vrai, de faire le » bien et de trouver le beau.

» En présence d'un dessein si vaste, je ne me dissimule point mon » insuffisance : quand les matériaux sont innombrables, les questions » difficiles, la vie courte et le temps plein d'orages, il faut beaucoup » de présomption pour commencer un livre destiné à l'applaudisse- » ment des hommes. Mais je ne poursuis point la gloire qui ne se » donne qu'au génie, je remplis un devoir de conscience. Au milieu » d'un siècle de scepticisme, Dieu m'a fait la grâce de naître dans la » foi. Enfant, il me prit sur les genoux d'un père chrétien et d'une » sainte mère ; il me donna pour première institutrice une sœur intel- » ligente, pieuse comme les anges qu'elle est allée rejoindre. Plus » tard, les bruits d'un monde qui ne croyait point vinrent jusqu'à » moi. Je connus toute l'horreur de ces doutes qui rongent le cœur » pendant le jour, et qu'on retrouve la nuit sur un chevet mouillé de » larmes. L'incertitude de ma destinée éternelle ne me laissait pas de » repos. Je m'attachais avec désespoir aux dogmes sacrés, et je croyais » les sentir se briser sous ma main. C'est alors que l'enseignement d'un » prêtre philosophe me sauva. Il mit dans mes pensées l'ordre et la » lumière ; je crus désormais d'une foi rassurée, et, touché d'un bien- » fait si rare, je promis à Dieu de vouer mes jours au service de la » vérité qui me donnait la paix.

» Depuis lors, vingt ans se sont écoulés. A mesure que j'ai plus vécu, » la foi m'est devenue plus chère ; j'ai mieux éprouvé ce qu'elle pouvait » dans les grandes douleurs et dans les périls publics ; j'ai plaint da- » vantage ceux qui ne la connaissaient point. En même temps, la Pro- » vidence, par des moyens imprévus et dont j'admire maintenant » l'économie, a tout disposé pour m'arracher aux affaires et m'atta- » cher au travail d'esprit. Le concours des circonstances m'a fait étudier » surtout la religion, le droit et les lettres, c'est-à-dire les trois choses » les plus nécessaires à mon dessein. J'ai visité les lieux qui pou- » vaient m'instruire, depuis les catacombes de Rome, où j'ai vu le » berceau tout sanglant de la civilisation chrétienne, jusqu'à ces basi- » liques superbes par lesquelles elle prit possession de la Normandie, » de la Flandre et des bords du Rhin. Le bonheur de mon temps m'a » permis d'entretenir de grands chrétiens, des hommes illustres par

» l'alliance des sciences et de la foi, et d'autres qui, sans avoir la foi, » la servent à leur insu par la droiture et la solidité de leur science. » La vie s'avance cependant, il faut saisir le peu qui reste des rayons » de la jeunesse. Il est temps d'écrire et de tenir à Dieu mes promesses » de dix-huit ans.

» Laïque, je n'ai pas de mission pour traiter des points de théo- » logie, et d'ailleurs Dieu, qui aime à se faire servir par des hommes » éloquents, en trouve assez de nos jours pour justifier ses dogmes. » Mais pendant que les catholiques s'arrêtaient à la défense de la » doctrine, les incroyants s'emparaient de l'histoire. Ils mettaient la » main sur le moyen âge, ils jugeaient l'Église quelquefois avec ini- » mitié, quelquefois avec les respects dus à une grande ruine, souvent » avec une légèreté qu'ils n'auraient pas portée dans les sujets pro- » fanes. Il faut reconquérir ce domaine qui est à nous, puisque nous » le trouvons défriché de la main de nos moines, de nos bénédictins, » de nos bollandistes. Ces hommes pieux n'avaient pas cru leur vie » mal employée à pâlir sur les chartes et les légendes. Plus tard, » d'autres écrivains sont venus aussi relever une à une et remettre » en honneur les images profanées des grands papes, des docteurs » et des saints. Je tente une étude moins profonde, mais plus éten- » due ; je veux montrer le bienfait du christianisme dans ces siècles » mêmes dont on lui impute les malheurs.....

» Je ne ferme point les yeux sur les orages des temps présents ; » je sais que j'y peux périr, et avec moi cette œuvre à laquelle je ne » promets pas de durée. J'écris cependant, parce que, Dieu ne » m'ayant point donné la force de conduire une charrue, il faut » néanmoins que j'obéisse à la loi du travail et que je fasse ma » journée. J'écris comme travaillaient ces ouvriers des premiers » siècles, qui tournaient des vases d'argile ou de verre pour les be- » soins journaliers de l'Église, et qui, d'un dessin grossier, y figu- » raient le bon Pasteur ou la Vierge avec des saints. Ces pauvres » gens ne songeaient pas à l'avenir ; cependant quelques débris de » leurs vases, trouvés dans les cimetières, sont venus, quinze cents » ans après, rendre témoignage et prouver l'antiquité d'un dogme » contesté.

» Nous sommes tous des serviteurs inutiles ; mais nous servons un » maître souverainement économe et qui ne laisse rien perdre, pas » plus une goutte de nos sueurs qu'une goutte de ses rosées. Je ne » sais quel sort attend ce livre, ni s'il s'achèvera, ni si j'atteindrai la » fin de cette page qui fuit sous ma plume. Mais j'en sais assez pour » y mettre le reste, quel qu'il soit, de mon ardeur et de mes jours. » Je continue d'accomplir ainsi les devoirs de l'enseignement public ; » j'étends et je perpétue, autant qu'il est en moi, un auditoire que

» je trouvai toujours bienveillant, mais trop souvent renouvelé. Je » vais chercher ceux qui m'écoutèrent un moment, et qui, en sor- » tant de l'école, m'ont gardé quelque souvenir. Ce travail résu- » mera, refondra mes leçons et le peu que j'ai écrit.

» Je le commence dans un moment solennel et sous de sacrés aus- » pices. Au grand jubilé de l'an 1300, et le vendredi saint, Dante, » arrivé, comme il le dit, au milieu du chemin de la vie, désabusé » de ses passions et de ses erreurs, commença son pèlerinage en enfer, » en purgatoire et en paradis. Au seuil de la carrière, le cœur un » moment lui manqua; mais trois femmes bénies veillaient sur lui » dans la cour du ciel : la Vierge Marie, sainte Lucie et Béatrix. » Virgile conduisait ses pas, et, sous la foi de ce guide, le poëte s'en- » fonça courageusement dans le chemin ténébreux. Ah ! je n'ai pas » sa grande âme, mais j'ai sa foi. Comme lui, dans la maturité de » ma vie, j'ai vu l'année sainte, l'année qui partage ce siècle ora- » geux et fécond, l'année qui renouvelle les consciences catholiques. » Je veux faire aussi le pèlerinage des trois mondes, et m'enfermer » d'abord dans cette période des invasions, sombre et sanglante » comme l'enfer. J'en sortirai pour visiter les temps qui vont de » Charlemagne aux croisades, comme un purgatoire où pénètrent » déjà les rayons de l'espérance. Je trouverai mon paradis dans les » splendeurs religieuses du XIIIe siècle. Mais, tandis que Virgile » abandonne son disciple avant la fin de la course, car il ne lui est » pas permis de franchir la porte du ciel, Dante, au contraire, m'ac- » compagnera jusqu'aux dernières hauteurs du moyen âge, où il a » marqué sa place. Trois femmes bénies m'assisteront aussi : la » Vierge Marie, ma mère et ma sœur; mais celle qui est pour moi » Béatrix m'a été laissée sur la terre pour me soutenir d'un sourire » et d'un regard, pour m'arracher à mes découragements, et me » montrer sous sa plus touchante image cette puissance de l'amour » chrétien dont je vais raconter les œuvres. »

Dieu ne voulut pas que ce grand ouvrage, préparé par vingt ans de recherches, d'éloquence et de charité, reçût de la main de son auteur le sceau de la perfection. La mort devait le signer bien avant qu'il fût fini. Mais ce qui en reste suffit à l'illustration d'Ozanam, et ce qui en est perdu se retrouvera au livre où sont écrits les sacrifices des enfants de Dieu.

On avait franchi la Pâque de 1852. Ozanam était retenu dans son lit par la fièvre. Il apprend que son auditoire l'attend à la Sorbonne, et que cette bouillante jeunesse, sans se préoccuper des causes qui la privent de son professeur, le demande en criant et en s'agitant. Aussitôt, malgré ses amis, malgré les pleurs de sa femme et les ordres du médecin, il se lève et court à sa chaire : « Je veux, dit-il,

honorer ma profession. » Lorsqu'il entra dans la salle de la Sorbonne, pâle, exténué, plutôt comme un mort que comme un vivant, le remords et l'admiration s'emparèrent de la foule, qui lui prodigua de frénétiques applaudissements. Ces transports se renouvelèrent à plusieurs reprises dans le cours de la leçon, et, ranimant l'infortuné sous le coup mortel, l'élevèrent au-dessus de lui-même une dernière fois. On eût dit que les acclamations avaient le secret de Dieu, tant elles devinrent passionnées lorsque le professeur termina ainsi : « Messieurs, on reproche à notre siècle d'être un siècle d'égoïsme, » et l'on dit les professeurs atteints de l'épidémie générale. Cepen» dant c'est ici que nous altérons nos santés, c'est ici que nous usons » nos forces ; je ne m'en plains pas : notre vie vous appartient, nous » vous la devons jusqu'au dernier souffle, et vous l'aurez. Quant à » moi, Messieurs, si je meurs, ce sera à votre service ! »

Tels furent les adieux d'Ozanam à un auditoire qui l'avait aimé et applaudi douze ans. Courtes années des orateurs ! assemblées éphémères qui se forment des quatre vents du ciel autour de la parole d'un homme, et qui se dispersent ensuite pour ne plus se réunir ! Ozanam avait reçu le don de les émouvoir, ce grand don de l'éloquence : maintenant encore la source n'en était pas tarie, mais l'instrument extérieur et terrestre était brisé, il ne restait à l'inspiration que le faible souffle qui suffit au foyer domestique, aux confidences de l'amitié, à ce chant du cygne que la poésie célèbre, mais que le monde n'a jamais entendu, parce qu'il se chante tout bas à une ou deux âmes aimées.

Ozanam allait jouir, entre la vie et la mort, de ces tristes et saints débris de lui-même. On le rencontra quelque temps encore sous ces belles allées du Luxembourg, où ses amis et ses disciples lui avaient fait tant de fois cortége lorsqu'il les traversait pour se rendre à ses triomphes de la Sorbonne. Il laissait encore échapper de ses lèvres l'irrésistible sourire qui lui gagnait les cœurs : mais toute sa personne était couverte d'un voile, et le port, le geste, la voix, le regard, disaient aux passants connus de lui qu'ils ne voyaient plus que son ombre. Il partit pour les Eaux-Bonnes avec sa femme et sa fille. La Providence, par une attention délicate, lui amena aussi pour le consoler un de ses plus jeunes disciples, qu'il aimait particulièrement. Ensemble, malades tous deux, malades, ils le croyaient, aux mêmes plis et replis de la vie, ils se promenaient à l'ombre des hautes montagnes, allant de la nature à Dieu et du souvenir des ans perdus à la conception bienheureuse des ans éternels. La jeunesse, la foi, la renommée de l'un, l'obscurité de l'autre, les prévisions tristes et les aurores joyeuses, tout donnait à ces entretiens derniers le caractère doux et divin de la mort acceptée. « Quand le ciel était pur, raconte en des

» pages inconnues celui qui a survécu, nous partions de bonne heure, » nous acheminant vers l'une des riantes promenades qui entourent » les Eaux-Bonnes, et dont le souvenir s'embellit encore par celui de sa » chère compagnie. C'était souvent la *promenade horizontale*. Là nous » allions chercher le calme du soir; nous la quittions quand le soleil, » abandonnant les cimes empourprées du pic du Gers, laissait mon- » ter vers nous les fraîches vapeurs de la vallée de Laruns. Lorsqu'au » dernier détour de la promenade, nous apercevions les toits des » Eaux-Bonnes, il était nuit : les montagnes se découpaient en arêtes » vives et sombres sur un ciel encore clair; la lune, se dégageant des » sapins des hautes roches, s'élevait silencieuse, et des souffles régu- » liers comme la respiration d'un enfant qui s'endort inclinaient dou- » cement les bois. A cette heure, en ce bel endroit, nos âmes mon- » taient naturellement vers Dieu : nous causions encore; mais de » longs intervalles de silence nous avertissaient plutôt que c'était » l'heure de prier, profonde prière, non articulée par des mots, et » qui consiste seulement à se taire devant Dieu! O Seigneur! ô mon » maître! je vous remercie de m'avoir donné ces heures! »

Deux mois s'écoulèrent ainsi, aux Eaux-Bonnes d'abord, puis à Biarritz, devant le golfe de Gascogne. Là il fallut se séparer. Le jeune et aimable disciple fut rappelé à Paris, et je lui cède de nouveau la plume pour raconter le départ.

« M. Ozanam voulut m'accompagner jusqu'à Bayonne. De Biarritz » à Bayonne il n'y a qu'une heure de chemin : cette heure est la der- » nière que j'aie passée sur la terre avec lui. Dieu permit qu'il en eût » le pressentiment. Il m'entretint durant la route de choses fort » graves, relatives soit à lui, soit à moi, soit aux affaires générales, » à l'état de l'Eglise, à la conduite à tenir dans les circonstances pré- » sentes, aux espérances que promettait l'avenir. Il me parlait » comme ne devant plus le faire, et moi je l'écoutais religieusement.

» Quand nous eûmes rejoint la grande route d'Espagne, et que les » tours de la cathédrale de Bayonne commencèrent à paraître, il » changea de langage, me dit qu'il se sentait frappé à mort et que » sans doute nous ne nous reverrions plus. J'avais toutes ses craintes, » mais avec plus d'espoir, c'est-à-dire plus d'illusions, et je combat- » tais de bonne foi ses tristes pensées. Mais il s'y tint, me parla de » sa mort prochaine avec une assurance qui l'emporta sur tous mes » motifs d'espoir, et, quand la voiture s'arrêta devant la diligence » qui devait me ramener à Paris, il me serra la main longtemps. » Nous descendîmes. Je n'eus que le temps de faire placer mon petit » bagage et de régler le prix de la route. Le moment vint de me sé- » parer de lui; il m'embrassa fortement; il me disait : « Henri, di- » tes-moi bien adieu. » J'avais le cœur déchiré, mais pas une larme.

» Je le suivis des yeux autant que cette consolation fut possible : un » détour de rue rompit brusquement le dernier fil, et je ne le revis » plus.

» C'était vers le soir. Quand nous arrivâmes au sommet de la col- » line qui domine Bayonne, le soleil se couchait dans les flots étin- » celants de la mer; toutes choses avaient revêtu un manteau de » pourpre et d'or ; les sables de Biarritz brillaient au loin à travers » une vapeur embrasée; une flamme artificielle indiquait le phare, » et nos yeux fixaient ce point perdu dans un océan de lumière. Ce » spectacle, au lieu de dissiper ma tristesse, la jeta en quelque sorte » dans l'infini. A travers cette éclatante révélation de vie, d'amour » et de beauté, j'aperçus à la fois tous ces heureux jours dont ce » soir-là était le déclin, et le regret me ramenant vers celui à qui j'en » devais le charme, je le revoyais comme un ami perdu pour jamais. » Je m'affligeais de n'avoir point osé lui montrer plus d'affection, » je lui parlais, je le saluais de loin, je lui promettais une fidélité » immortelle : mais l'avenir n'avait rien à me répondre pour me con- » soler. J'entendais toujours cette voix me dire adieu. Je tombai dans » une mélancolie si profonde, que mon âme en fut comme sub- » mergée.

» Le temps, ce grand maître, a changé mes regrets sans les dé- » truire. Bientôt il ajouta de nouvelles inquiétudes à ces regrets, puis » des inquiétudes désespérées, et enfin cette terrible certitude qu'on » a beau attendre et qui surprend toujours. »

A peine libre des entraves de l'amitié, Ozanam courut en Espagne qu'il n'avait jamais vue. Il se proposait de pousser jusqu'à Saint-Jacques-de-Compostelle ; le froid ne lui permit pas de s'avancer au-delà de Burgos. On touchait presque à la fin de novembre. Il revint sur ses pas, mais, comme toujours, avec des notes d'érudit et des souvenirs de jeune homme, et il ne manqua pas, malgré sa faiblesse croissante, de les réunir dans des pages qui, loin d'annoncer l'abaissement de sa virilité littéraire, portent l'empreinte d'un style plus varié, plus souple, plus ingénieux que jamais. Il leur donna le nom de *Pèlerinage au pays du Cid*, comme pour se consoler peut-être de n'avoir pu accomplir celui de Saint-Jacques.

Une course suprême lui restait à faire après celle-là. L'Italie le reçut pour la quatrième fois. On lui avait indiqué Pise comme le séjour le plus favorable à son état ; mais l'hiver de 1853 trompa toutes les illusions de ses amis. Froid et pluvieux, il n'apporta au malade qu'un long ennui et une aggravation de souffrances rarement mêlées de quelque lueur de bien-être. Il s'en consola par une activité héroïque en faveur de la première œuvre de sa vie, la société de Saint-Vincent-de-Paul. Elle était connue en Toscane, mais arrêtée

au berceau par le gouvernement du grand-duc, qui ne pouvait croire à sa sincérité. Heureusement Ozanam était estimé, ou, pour mieux dire, célèbre dans ce pays. Ses travaux sur le Dante y avaient été reçus avec applaudissements et traduits plusieurs fois.

Il arriva donc que la grande-duchesse douairière entendit parler de ce Français et des peines qu'il se donnait pour introduire en Toscane une charité suspecte. Un jour qu'elle était à Pise, elle lui envoya quelqu'un avec prière de la venir voir dès le soir même. Ozanam, quoique accablé par la fièvre, se rendit à l'invitation. La grande-duchesse le reçut avec bonté. C'était une personne distinguée, aimant les bonnes œuvres, mais toute pleine de préjugés contre la société de Saint-Vincent-de Paul, où elle ne voyait qu'un repaire de libéralisme, et elle affirma tout d'abord à Ozanam que jamais le grand-duc n'en autoriserait l'établissement, si l'on ne commençait par en chasser certains hommes qu'elle lui désigna, Ozanam parla longtemps, et comme il parlait toujours, c'est-à-dire avec un grand feu; il s'efforça de justifier l'admission des personnes que la cour ducale voyait de mauvais œil dans la société, et, remontant à l'origine même des conférences, il raconta comment, à la suite de la révolution de 1830, quelques jeunes gens avaient résolu de faire de la charité à l'exclusion de toute politique, que c'était là un des points fondamentaux de leur association, et le motif qui leur commandait d'admettre dans leur sein quiconque se présentait à eux, pourvu qu'il fût honnête homme et chrétien.

A quelques jours de là, le grand-duc accordait à la conférence de Florence l'autorisation si longtemps refusée, et il l'étendait presque immédiatement aux conférences de Livourne et de Pise.

Mais Sienne, où une partie de l'université de Pise avait été transportée, et avec elle aussi une moitié de la jeunesse toscane, Sienne n'avait pas suivi le mouvement. Ozanam en gémissait beaucoup; cette jeunesse sans œuvres de charité le tourmentait comme un remords personnel, et il n'eut pas de repos qu'il ne se fût rendu à Sienne même pour y proposer et y établir une conférence. Quoique lié a des personnages de distintion, et en particulier avec deux religieux affectionnés des écoles, il eut la douleur de revenir sans avoir réussi. Cet echec l'attrista profondément. « Dieu, disait-il, ne veut » plus bénir mes efforts. » Toutefois, malgré le découragement sensible où l'avait jeté ce qu'il croyait un refus du concours de la Providence, il résolut de lui faire encore un appel, et, arrivé au bord de la mer, au petit village de l'Antignano, il écrivit une lettre de quatre pages à un de ses amis de Sienne, le P. Pendola, pour le supplier de tenter un dernier effort. La réponse se fit attendre quinze jours. Le quinzième, vers la fin de juillet, il reçut une lettre qui lui disait :

« Mon cher ami, hier, jour de Saint-Vincent-de-Paul, j'ai fondé » deux conférences, l'une dans mon collége, l'autre dans la ville. »

Si Ozanam eût été sensible encore à d'autres succès, il eût eu, pendant ce séjour en Toscane, de grandes raisons de regretter la vie. On lui prodigua une bienveillance et des honneurs rarement accordés à un étranger. Il fut nommé membre de l'Académie de la Crusca en même temps que le comte César Balbo, l'auteur des *Espérances de l'Italie*, et enfin il sentit tout autour de lui cette admiration affectueuse qui revèle la gloire, et qui en est à la fois le signe le plus certain et le parfum le plus doux. Mais la mort éclaire la gloire elle-même d'un jour qui la fait pâlir, et le cœur du chrétien, à mesure qu'il sent les approches de l'éternité, se déprend de ces faiblesses pardonnables que la sainteté seule ne connaît pas. Ozanam était mûr. Il luttait encore, il est vrai, contre le tombeau; il songeait encore à ses années trop peu pleines; mais ce n'était plus par regret de la vie, c'était par regret du bien. Comme il y a dans une grande âme unie au monde un besoin d'achever le monument qu'elle a conçu et qui portera son nom, il y a dans une grande âme unie à Dieu le besoin d'achever l'œuvre qu'elle a commencée pour lui et où elle pense cacher son nom sous le sien. Quand Dieu refuse, quand il brise l'ouvrier avant que la dernière pierre ait été posée, quand la croix descend à trente ans, comme pour le Fils de l'Homme, c'est alors le sacrifice par excellence, celui qui arrache une larme au ciel même et qui fait le martyre non sanglant. Or, en ces jours-là, tel était le mystère qui se passait au cœur de notre ami. Il nous en a laissé de sa main même une touchante et pieuse trace.

Le 23 avril 1853, il écrivait à Pise les lignes suivantes :

« J'ai dit au milieu de mes jours : J'irai aux portes de la mort.

» J'ai cherché le reste de mes années. J'ai dit : Je ne verrai plus le » Seigneur mon Dieu, sur la terre des vivants.

» Ma vie est emportée loin de moi, comme s'est repliée la tente » des pasteurs.

» Le fil que j'ourdissais encore est coupé comme sous les ciseaux » du tisserand. Entre le matin et le soir, vous m'avez conduit à ma » fin.

» Mes yeux se sont fatigués à force de monter au ciel.

» Seigneur, je souffre violence, répondez-moi. Mais que dirais-je, » et que me répondra celui qui a fait mes douleurs?

» Je repasserai devant vous toutes mes années dans l'amertume » de mon cœur.

» C'est le commencement du cantique d'Ezéchias; je ne sais si » Dieu permettra que je puisse m'en appliquer la fin. Je sais que » j'accomplis aujourd'hui ma quarantième année, plus que la moitié

» du chemin ordinaire de la vie. Je sais que j'ai une femme jeune et » bien-aimée, une charmante enfant, d'excellents frères, une seconde » mère, beaucoup d'amis, une carrière honorable, des travaux con- » duits précisément au point où ils pouvaient servir de fondement » à un ouvrage longtemps rêvé. Voilà cependant que je suis pris » d'un mal grave, opiniâtre, et d'autant plus dangereux qu'il cache » probablement un épuisement complet. Faut-il donc quitter tous » ces biens que vous-même, mon Dieu, m'aviez donnés? Ne vou- » lez-vous point, Seigneur, vous contenter d'une partie du sacrifice? » Laquelle faut-il que je vous immole de mes affections déréglées? » N'accepterez-vous point l'holocauste de mon amour-propre litté- » raire, de mes ambitions académiques, de mes projets même d'é- » tude où se mêlait peut-être plus d'orgueil que de zèle pour la vé- » rité? Si je vendais la moitié de mes livres pour en donner le prix » aux pauvres, et si, me bornant à remplir les devoirs de mon em- » ploi, je consacrais le reste de ma vie à visiter les indigents, à in- » struire les apprentis et les soldats, Seigneur, seriez-vous satisfait, » et me laisseriez-vous la douceur de vieillir auprès de ma femme et » d'achever l'éducation de mon enfant? Peut-être, mon Dieu, ne le » voulez-vous point? Vous n'acceptez point ces offrandes intéres- » sées, vous rejetez mon holocauste et mon sacrifice : c'est moi que » vous demandez. *Il est écrit au commencement du Livre que je dois* » *faire votre volonté, et j'ai dit : Je viens, Seigneur.*

» Je viens si vous m'appelez, et je n'ai pas le droit de me plain- » dre. Vous avez donné quarante ans de vie à une créature qui est » arrivée sur la terre, maladive, frêle, destinée à mourir dix fois, si » la tendresse et l'intelligence d'un père et d'une mère ne l'avaient » dix fois sauvée. Que les miens ne se scandalisent point si vous ne » voulez pas faire aujourd'hui un miracle pour me guérir! Mon en- » fance, heureusement écoulée au milieu de tant de périls, n'était- » elle pas un premier miracle? A sept ans, quand la fièvre typhoïde » me conduisait jusqu'à l'agonie, ne fût-ce pas à l'intervention de » saint François Régis que ma mère attribua ma guérison? Ne m'a- » vez-vous pas délivré des malaises de l'adolescence qui inquié- » taient mon père? A l'entrée de ma carrière, quand j'étais arrêté » tout à coup par une cruelle maladie de la gorge, ne m'avez-vous » pas guéri, ne m'avez-vous pas donné la joie de publier ce que je » croyais la vérité? Enfin, il y a cinq ans, ne m'avez-vous pas ra- » mené de bien loin, et ne m'avez-vous pas accordé ce délai pour faire » pénitence de mes péchés et pour devenir meilleur? Ah! toutes les » prières qu'alors on vous adressa pour moi furent écoutées. Pour- » quoi celles qu'on vous fait aujourd'hui, et en bien plus grand » nombre, seraient-elles perdues? Mais peut-être, Seigneur, vous les

» exaucerez d'une autre manière. Vous me donnerez le courage de » la résignation, la paix de l'âme, et ces consolations inexprimables » qui accompagnent votre présence réelle. Vous me ferez trouver » dans la maladie une source de mérites et de bénédictions, et ces » bénédictions, vous les ferez retomber sur ma femme, mon enfant, » sur tous les miens, à qui mes travaux auraient peut-être moins » servi que mes souffrances. »

Ces dernières paroles nous indiquent que le sacrifice d'Ozanam était fait : aussi écrivit-il son testament le même jour, 23 avril, et nous n'avons plus à le suivre qu'au tombeau.

La veille du mois de septembre, accompagné de sa femme, de sa fille, de ses deux frères, il sortit de la maison qu'il occupait au petit village de l'Antignano, sur le bord de la mer. En sortant, il ôta son chapeau, et les mains levées vers le ciel, il prononça cette prière : « Mon Dieu, je vous remercie des souffrances et des afflictions que » vous m'avez envoyées dans cette demeure; acceptez-les en expia- » tion de mes péchés. » Puis se tournant vers sa femme : « Je veux » qu'avec moi tu bénisses Dieu de mes douleurs. » Et aussitôt se jetant dans ses bras : « Je le bénis aussi des consolations qu'il m'a » données. »

Dieu lui accorda, pour la dernière fois qu'il traversait la mer, un temps et des flots sereins. Couché sur le pont du navire qui le rapportait en France, il put jouir en paix de l'air du ciel, des eaux, de ces poétiques rivages de l'Italie qu'il avait passionnément aimés, et où il venait de recevoir un accueil digne de la terre qui a nourri tant de grands hommes, et qui sait encore les reconnaître de quelque part qu'ils abordent à ses ruines. Quand les côtes de la Provence se levèrent à ses yeux, il éprouva une grande joie de revoir la patrie et de la certitude d'y mourir. Le vaisseau ne tarda pas d'entrer au port de Marseille, où l'attendaient sa belle-mère et la famille de sa femme. « A présent, dit il, que j'ai remis Amélie entre les mains de qui » elle doit être, Dieu fera de moi ce qu'il voudra. »

Il eût encore désiré revoir Paris, Paris où tant de souvenirs l'attachaient, où ses amis et sa gloire l'eussent si pieusement accueilli. Mais ce vœu du serviteur ne fut pas exaucé. Seulement Dieu lui retira les angoisses du grand passage ; il ne souffrit plus dès qu'il eut touché la terre de ses aïeux et de ses travaux. Un calme qui n'était ni celui de la vie, ni celui de la mort, se répandit dans sa personne, et il reçut en cet état les derniers sacrements de l'Eglise dont il avait été le fidèle et le défenseur. Le prêtre lui ayant dit d'avoir confiance en Dieu : « Eh! pourquoi le craindrais-je? répondit-il, je l'aime » tant! »

Ce devoir rempli, un sommeil précurseur s'empara de ses membres

épuisés. Il se réveillait çà et là pour remercier et bénir, pour tendre la main, pour essuyer une larme, pour sourire encore une fois. Le matin de sa mort, jour de la Nativité de la très-sainte Vierge, il ouvrit les yeux, souleva ses bras et dit d'une voix forte : « Mon Dieu, mon Dieu, ayez pitié de moi ! » Ce fut sur la terre la dernière parole de cette âme qui en avait eu tant d'éloquentes.

Ses amis reçurent son cercueil avec vénération. Lyon voulut le garder, Paris l'obtint. Il repose sous les pieds de cette jeunesse qu'il a évangélisée par sa vie, et à laquelle il parle encore du fond de sa tombe.

Reviendrai-je maintenant sur des faits ou des vertus oubliés au courant de mon récit ? Recueillerai-je dans cette vie quelques épis épars après la moisson ? La piété me le permet, si elle ne me le commande pas.

Ozanam avait une grande tendresse de cœur, une grande foi aux choses domestiques. Quoiqu'il fût très-sobre, et que souvent même il ne s'aperçût pas de ce qui lui était servi, il tenait extrêmement à ce que, le dimanche et les jours de fête, il y eût sur la table quelque mets plus délicat que de coutume. C'était lui qui le commandait d'ordinaire, et quelquefois qui l'apportait. Étranger à toute idée de luxe, peu soigneux de son vêtement, content des plus simples meubles, il attachait du prix à un bouquet de fleurs. Il aimait à en avoir près de lui, sur son bureau. De beaux livres, de belles gravures le tentaient aussi, et il ne résistait pas à l'acquisition de quelque petit tableau dont le mérite avait captivé ses yeux. Les voyages aux grands lieux du monde étaient encore un de ses faibles ; il courait à un lac, à une vallée, et quand les ombres de l'histoire descendaient avec celles de la nature sur un champ ou sur une ruine, il s'y sentait attiré par une invincible sympathie. Ce n'était pas, à vrai dire, une âme austère ; la poésie l'avait consacré tout enfant, et il n'y avait pas de muse qui n'habitât en lui.

Le 23 de chaque mois, date chère à sa mémoire, parce que c'était celle de son mariage, il ne manquait jamais d'offrir à sa femme quelques plantes fleuries. Même à la veille de sa mort, il n'oublia point de le faire, et le 23 août qui la précéda, étant encore au village de l'Antignano, il envoya chercher une branche de myrte qu'il avait remarquée au bord de la mer, pour la donner à celle qui depuis douze ans charmait et fortifiait sa vie.

Il avait eu pour sa mère vivante un culte qu'il lui conserva toujours, et j'ai remarqué dans ses lettres qu'il en parlait sans cesse avec une tendre admiration. Quand il l'eut perdue, sa douleur fut extrême ; mais le premier déchirement passé, il se fit en lui un phénomène qu'il appelle quelque part la *conviction de la présence réelle de sa*

mère. Il lui semblait qu'elle le suivait encore, qu'elle l'inspirait, qu'elle le récompensait, comme au temps de son enfance, par des caresses sensibles.

L'amitié ne fut pas pour Ozanam le sentiment éphémère d'une jeunesse rapide. Ni les années, ni le mariage, ni la célébrité, ne tarirent en lui le besoin d'aimer des égaux. Il les recherchait même au-dessous de son âge par une condescendance qui fut récompensée, et ayant moi-même aimé quelqu'un de ceux qu'il aimait, j'ai eu de touchantes preuves de l'affection qu'il savait inspirer.

Sa piété était vive et douce. Elle prit de bonne heure le caractère d'un dévouement actif à cette grande société des âmes que Dieu a fondée sur la terre par le sang de son Fils, et il se crut même appelé à quitter le monde pour apprendre à le bénir. Quelque chose le retint, soit un peu de faiblesse devant le sacrifice, soit la crainte de perdre une part de sa liberté, soit plutôt que Dieu voulût de lui un cœur de prêtre dans une vie d'homme du siècle. Ce mot le peint tout entier. Nul chrétien en France, et de notre temps, n'aima davantage l'Eglise, ne sentit mieux ses besoins, ne pleura plus amèrement les fautes de ceux qui la servaient, n'eut enfin dans une existence laïque un plus véritable et plus profond apostolat. La prière et la méditation des choses divines le soutenaient à cette hauteur surnaturelle, malgré la préoccupation incessante de ses travaux d'esprit. Chaque matin, il lisait dans une Bible grecque quelques versets ou quelques pages de l'Écriture sainte, suivant que l'onction de Dieu le retenait plus ou moins sur ce qu'il avait lu. C'était la première demi-heure de sa journée. Il y avait puisé une connaissance efficace de la parole de Dieu. Jamais il ne se rendait à son cours sans avoir prié à genoux, pour qu'il ne dît rien de contraire à la vérité, ou dans le seul but de s'attirer des applaudissements. On remarquait dans sa controverse une attention infinie à ne pas blesser ceux qui discutaient avec lui, quelles que fussent leurs erreurs. Il lui semblait, dès qu'une intelligence traitait de Dieu, que déjà elle était sur la voie de le trouver, et qu'un mot superbe ou trop vif pouvait lui faire une blessure irréparable. Mais cette douceur n'allait jamais jusqu'au déguisement de sa pensée. Il professait sa foi avec la courageuse humilité du chrétien qui connaît le peu qu'est le monde, et si le respect des âmes lui inspirait une exquise modération, le respect de la sienne s'élevait au-dessus de toute crainte humaine.

Un jour qu'il visitait à Londres l'église de Westminster, mêlé à une foule d'étrangers et d'inconnus, il arriva derrière le chœur, en face du tombeau de saint Edouard. La vue de ce monument mutilé par le protestantisme le saisit de douleur, et, tombant à genoux devant les reliques telles quelles du saint Louis de l'Angleterre, il pria

seul en expiation de tout ce peuple qui ne connaît plus ses saints, et au mépris de l'assistance qui le prit sans doute pour un idolâtre, sinon pour un fou.

Dans une autre occasion, de nature différente, il avait révélé le même courage, et ceux qui l'ont vu à côté de M. Lenormant, aux jours où ce regrettable professeur succomba sous les lâchetés d'une agression sans cause, ceux-là ne douteront jamais qu'il ne fût capable de toute confession devant tout péril.

Les amis d'Ozanam ont voulu élever à sa mémoire un mausolée. Ils n'ont choisi ni le marbre, ni le bronze, mais ses propres écrits. Leur main fidèle et respectueuse a rassemblé ces pages dispersées et leur a donné, malgré la mort, une unité qu'elles tiennent bien moins de leur disposition posthume que du souffle qui les anime d'un bout à l'autre. L'érudit, l'homme pieux, l'orateur, s'y révèlent dans un tissu qui ne faiblit jamais, et cette lecture inspirera toujours ensemble le regret et l'admiration, le regret d'une vie si rare et sitôt tombée, l'admiration de talents si divers dans un même esprit.

Cher monsieur Ozanam! aucun de nous ne laissera le vide que vous nous avez laissé, aucun n'emportera du cœur des hommes ce que vous avez emporté du nôtre. Vous nous avez précédés dans la mort parce que vous nous aviez précédés dans la vertu : les pauvres ont prié pour vous et nous ont ravi votre âme. Agréez ces pages où j'ai voulu retracer quelque ombre de ce que vous nous étiez. Je les ai écrites pour vous, pour vous qui fûtes pendant vingt ans, sinon le plus fort, du moins le plus pur objet de nos regards, et dont les faiblesses, s'il y en eut en vous de cachées parce que vous étiez homme, n'allèrent jamais qu'à vous rendre plus chère votre inébranlable constance dans les choses que vous aviez aimées et défendues. Vous fûtes le maître de beaucoup, le consolateur de tous. Choisi de Dieu, après de longues années d'humiliations, pour rappeler la gloire dans les camps de la vérité, vous accomplîtes fidèlement jusqu'à votre dernier jour cette mission d'honneur et de paix. Le pauvre vous vit à son chevet, la tribune littéraire debout devant une génération, et la presse, cet autre instrument du bien et du mal, eut en votre personne un honnête et religieux artisan. Vous n'avez laissé de blessure à aucun, si ce n'est cette blessure qui guérit de la mort, parce que c'est la charité qui la fait. Demeurés derrière vous, nous n'avons plus la joie de vous voir et de vous entendre; mais il nous reste encore celle de vous louer, et, quelles que soient les destinées qui nous attendent au seuil extrême de notre carrière, la joie plus grande encore de vous imiter de loin, si Dieu le permet.

H.-D. Lacordaire.

DES EFFETS ET DES CAUSES

DANS LA SITUATION PRÉSENTE.

La France vient de donner au monde un spectacle dont l'impression ne peut manquer d'être durable. Dieu a permis qu'aux splendeurs de la paix, elle joignît toutes les gloires de la guerre ; et les nations qui se pressaient dans sa capitale transformée, où les jours semblent suffire pour accomplir l'œuvre des siècles, ont vu, du sein des plaisirs prodigués à leur curiosité, la sécurité de leur avenir assurée par le succès de nos armes. L'exposition universelle et la campagne de Crimée simultanément accomplies ont placé notre patrie à un rang que ses alliés ne contestent pas plus que ses ennemis ; elles ont révélé sa force sous des formes diverses, mais également sensibles.

Nous n'avons pas vu seulement se dérouler devant nous une merveilleuse exhibition de tous les produits de l'art et de l'industrie, nous avons pu constater dans presque toutes les branches du travail national une originalité puissante et une remarquable fécondité d'esprit. Il est demeuré prouvé que l'étude de la beauté plastique, dont le sens est pour ainsi dire inné dans ce pays, tend à s'y concilier de la manière la plus heureuse avec la recherche des applications usuelles les plus populairement utiles. Ce grand spectacle industriel laisse donc espérer que le pauvre profitera aussi pleinement que le riche de tous les progrès de la science moderne : sous ce rapport, il n'a pas seulement donné satisfaction aux yeux éblouis, il a dit quelque chose à l'âme, et n'a pu manquer de donner à l'Europe accourue pour nous juger, la mesure d'un peuple plein de raison et de séve, élevé à une bonne et forte école, et qui n'a été perverti dans son activité ni par l'influence de détestables enseignements, ni par celle des révolutions.

Nos succès militaires ont un caractère plus viril encore, s'il est

permis de le dire, et au dehors notre gloire est aussi honnête que notre cause. Si pour les peuples chrétiens les guerres nécessaires sont seules légitimes, la France peut donner non sans douleur, mais sans remords, le noble sang de ses soldats, car la guerre actuelle a été provoquée par de justes griefs, issus de cette confiance aveugle qui est à la fois et le péril et le châtiment du despotisme.

Depuis l'anéantissement de la Pologne, la Russie était sortie des voies naturellement frayées devant elle, et menaçait la liberté de l'Europe chrétienne au lieu de partager avec l'Angleterre la conquête de l'Asie musulmane ; sa prépondérance étalée avec plus d'orgueil que d'habileté était devenue l'un des périls les plus sérieux de l'avenir, en même temps qu'elle était un embarras quotidien pour la politique contemporaine. L'épée de la France a percé tout-à-coup le sombre nuage qui s'épaississait à l'horizon. De la terrible alternative annoncée par une grande parole, l'un des termes est détruit par la nation prédestinée dont le bras se rencontre à toutes les phases décisives de l'histoire de l'humanité, et l'Europe ne sera pas cosaque. Le cauchemar russe a cessé d'étendre sa main de plomb sur le monde; les destinées de celui-ci, quelles qu'elles puissent être, se développeront sous l'influence catholique et occidentale, et ce point-là est capital pour son avenir. Les choses se passeront-elles d'ailleurs comme le croient les cabinets, et la formule diplomatique en vertu de laquelle a commencé cette lutte ne sera-t-elle pas bientôt une sorte de non-sens? que deviendra l'intégrité de l'empire ottoman sous la tutelle qui le protége et la pression qui le transforme ; quel avenir attend cette société dont il semble qu'on puisse calculer la fin par l'épuisement même du beau sol que son souffle stérilise? Ce sont là de redoutables problèmes ; mais si obscurs qu'ils soient encore, la position conquise dès à présent par la France dans les affaires d'Orient ne permet déjà plus de douter qu'elle interviendra avec une suprême autorité dans leur solution définitive, en y portant sa foi religieuse et son esprit initiateur et désintéressé. A l'heure qu'il est, la France est debout et en armes sur tous les théâtres où s'est développée la vie historique des nations ; elle fait la police à Athènes, en attendant le moment de la faire à Jérusalem ; elle protége à Rome la conscience du genre humain, elle garantit à Constantinople la liberté politique et commerciale de l'univers, et partout où les événements l'ont jetée, elle s'est trouvée dans la vérité de son rôle et dans tout l'éclat de sa mission généreuse.

Dans les événements accomplis au dehors, la grandeur des moyens s'est constamment mesurée à celle du but, et du sein des entreprises les plus incertaines le succès est sorti comme une sorte de consécration. En rajeunissant toutes ses gloires, l'armée française a déployé

des vertus nouvelles que le monde ne soupçonnait pas. Aussi disciplinée qu'impétueuse, aussi patiente qu'héroïque, elle a renouvelé dans les ambulances de la Crimée l'antique alliance de l'esprit chrétien et de l'esprit militaire, et constaté par son attitude le travail religieux qui s'opère dans la génération dont elle est l'élite.

De son côté, l'administration française a répondu à ses détracteurs par le miracle de ses œuvres; elle a transporté, armé et nourri deux cent mille hommes à huit cents lieues de nos côtes, et démontré la perfection de ce mécanisme qui centuple la force par l'unité, et dont l'Angleterre profitera mieux que nous n'avons su profiter de ses propres exemples. Enfin la richesse publique est venue s'offrir spontanément au pouvoir pour l'aider dans la perpétration de sa tâche. Des souscriptions gigantesques ont découvert à l'Europe le secret d'une prospérité sans exemple, et de tant de révélations inattendues, celle-ci n'est pas celle qui fixera le moins longtemps son attention. La France actuelle est donc plus riche qu'elle ne l'a jamais été; elle possède une armée qui, par ses vertus militaires et civiles, défie toute comparaison; enfin le sentiment religieux exerce dans les rangs de ses soldats une action commencée au sein de la famille, action assez manifeste pour n'être plus contestée, assez importante pour être devenue l'un des principaux éléments de notre situation sociale.

Ce sont là des résultats auxquels applaudissent tous les gens de bien, à quelque parti qu'ils appartiennent, de quelque manière qu'ils apprécient le passé et qu'ils jugent l'avenir. Au premier rang de ceux qui s'en félicitent, il faut placer les hommes attachés par leurs antécédents politiques aux gouvernements précédents; car si les événements accomplis les ont jetés dans une retraite qui n'est pour aucun d'eux une émigration, ils les ont laissés en pleine sympathie avec le pays dans ses succès comme dans ses épreuves. Cette association est pour eux chose d'autant plus naturelle, qu'ils se croient fondés à faire remonter une notable partie de nos succès dans la paix et dans la guerre aux gouvernements qu'ils ont servis et aux institutions politiques qui, pour avoir abouti à une catastrophe, n'en ont pas laissé des traces moins profondes dans les intérêts, dans les idées et dans les mœurs.

En admirant les effets, ne nous exposons pas à méconnaître les causes. La génération contemporaine n'est pas sortie tout armée d'un Coup d'État, comme Bellone du cerveau divin; elle a vécu longtemps dans les agitations légales de la paix avant d'abdiquer ses droits politiques et de s'armer pour la guerre; et si celle-ci ne l'a trouvée ni énervée ni amollie, c'est que l'essor puissant donné à son intelligence n'avait tari, quoi qu'on en ait pu dire, aucune de ses aspirations généreuses. Si elle est riche, c'est que, par des mesures judicieuses, les gouvernements précédents ont favorisé la diffusion de la fortune pu-

blique; si elle a une armée et une marine admirables, c'est que la France possédait une élite d'officiers, de marins et d'administrateurs qui ne se rencontre, on peut en être certain, ni sous les mauvais gouvernements, ni dans les nations en décadence ; enfin, pour aborder une question d'un ordre beaucoup plus élevé, si un grand travail religieux continue de s'opérer dans les âmes, c'est que le germe de ce progrès moral y a été implanté dans d'autres temps, c'est qu'il a été cultivé vingt années par des hommes qui comprenaient les intérêts catholiques autrement que les écrivains qui se donnent seuls la mission de les représenter aujourd'hui. Rattacher les résultats aux principes qui les ont produits, empêcher l'opinion de séparer les effets des causes, c'est là une œuvre de justice à laquelle le pouvoir, nous en avons la ferme confiance, n'a pas plus l'intérêt que la volonté de s'opposer, et, sans prétendre ici épuiser un tel sujet, nous voudrions au moins l'indiquer.

Pour les esprits réfléchis, la situation actuelle, dans ce qu'elle a de sérieusement grand, se présente sous trois aspects. La France est riche au point de dépasser par ses offres les immenses besoins sortis d'une lutte terrible ; elle a une armée qui fait l'admiration du monde par sa modération autant que par sa valeur ; elle est le centre du mouvement religieux qui rayonne sur l'Europe, et qui, pendant qu'il se révèle dans les plus hautes spéculations de l'intelligence, se produit aux champs de la Crimée sous des formes naïvement héroïques. Or, de ces trois éléments, en est-il un seul qui n'ait son principe et ses racines dans le passé ?

Ce n'est pas en quelques mois qu'un peuple devient riche ; s'il suffit d'une révolution pour que les capitaux se cachent, il faut, pour qu'ils se produisent, de longues années de sécurité et de bon gouvernement. Voici vingt ans qu'a commencé à se développer dans une progression en quelque sorte géométrique le mouvement économique auquel nous assistons aujourd'hui, et dont le résultat est de dépasser chaque année dans une proportion régulièrement croissante les prévisions de l'exercice précédent. A la chute du premier empire, le crédit et la richesse mobilière existaient à peine en germe. Comment se seraient-ils développés sous la glorieuse dictature qui, par l'entraînement de ses passions, avait été conduite à faire de la conquête du monde le dernier mot de son système ? Le crédit naquit sous la Restauration avec la liberté politique. Il sortit du religieux respect avec lequel furent acceptées toutes les charges de la nation sans distinction d'origine ; il se développa par le contrôle sérieux introduit sur les finances, contrôle dont le pouvoir ne bénéficie pas moins que le pays, car un tel contre-poids le protége contre ses propres entraînements, et

l'empêche d'improviser, ce qui est un immense service, lors même qu'il en résulte l'ajournement temporaire du bien.

Ce fut surtout sous la monarchie de 1830 que se développa la richesse mobilière. C'était la conséquence naturelle de l'avénement des classes bourgeoises à la suprématie politique. Cette époque, personne ne l'ignore, fut signalée par une vaste extension donnée à tous les travaux publics, en ce qui touche les ports, les canaux et la viabilité générale, depuis les routes vicinales jusqu'aux chemins de fer, développement fécond dont le résultat a été d'augmenter toutes les forces productives de la nation. Les débats parlementaires eurent sans doute quelquefois pour effet de faire suspendre d'utiles projets, et les meilleures choses rencontrèrent des objections, cela est trop vrai et personne ne l'a oublié. Mais tout n'était pas à regretter dans ces obstacles et ces ajournements dont l'effet indirect fut de maintenir constamment les charges au niveau des ressources, de tempérer l'esprit d'entreprise par les conseils de la prudence, et d'empêcher le présent de se passer toutes ses fantaisies aux dépens de l'avenir.

Le gouvernement représentatif tel qu'il se pratiquait en France parlait trop sans nul doute ; mais en parlant beaucoup, il était contraint de réfléchir un peu, et lorsqu'enfin il se mettait à l'œuvre ses idées étaient mûries par la discussion et déjà acceptées par l'opinion publique, toujours associée à l'action du pouvoir lui-même. Il ne serait pas difficile, par exemple, d'établir que dans l'exécution des chemins de fer, si misérables qu'aient été les luttes et les rivalités qui la retardèrent, les délais n'ont pas eu des résultats trop déplorables. L'administration put profiter de l'expérience acquise pour préparer à la France le réseau le plus complet et le mieux lié de l'Europe. La loi de 1842, sortie d'une inspiration féconde, fut une grande transaction entre les systèmes qui se partageaient alors l'opinion, et c'est de ses applications successives que le gouvernement impérial a fait sortir, avec une promptitude que les anciennes institutions ne comportaient point, les développements qui ont provoqué un prodigieux accroissement dans les revenus publics. Le crédit vit de lumière, l'industrie de sécurité : l'un et l'autre redoutent bien plus les témérités du génie innovant sans obstacle que les tâtonnements de la raison contrainte de pactiser parfois avec des forces contraires. Le tempérament bien connu de ces deux puissances les mettait à l'aise sous le régime précédent ; c'est donc proclamer un fait notoire que d'y chercher le principe générateur d'une prospérité dont l'emprunt direct est venu révéler tout à coup les ressources inépuisables.

Ce que nous disons de la fortune du pays se peut aussi dire de l'armée. Celle-ci n'appartient sans doute à aucune date, à aucun régime, à aucun parti, elle est la vivante expression de la France elle-

même. L'enfant allaité par cette belliqueuse nourrice est naturellement soldat : lorsque l'ombre du drapeau passe sur son front il s'opère en lui une sorte de miraculeuse transfiguration qui fait de l'homme timide un audacieux et de l'homme de plaisir un cénobite. Sous le rapport de ses qualités militaires l'armée est donc ce qu'elle a toujours été; mais si l'on envisage et son organisation légale et l'esprit même qui l'inspire, on ne saurait méconnaître qu'elle n'ait été façonnée comme la société civile tout entière par les idées et les institutions qui ont prévalu si longtemps. La loi de 1819 est demeurée la charte de l'armée, c'est elle qui la garantit contre ce qu'elle hait le plus au monde, l'arbitraire et la faveur; ce sont les mesures législatives prises sur l'état des officiers, les retraites et la libération des classes, qui ont fait vivre cette admirable corporation d'une vie à la fois citoyenne et militaire ; c'est l'ensemble de ces mesures qui a produit cet effet merveilleux de faire envisager par le soldat, comme son unique récompense, le retour à jour fixe dans la cabane où il fermera les yeux de sa vieille mère qui l'attend avec certitude à l'heure marquée d'avance par la loi.

Qu'est-il besoin d'ajouter que c'est en conquérant la terre d'Afrique détrempée par son sang que l'armée s'est préparée pour ses grandes épreuves ? L'Europe n'a pas plus oublié les noms de tant de champs de bataille que celui des chefs qui y dressèrent le génie français au mode de guerre où nos soldats sont désormais passés maîtres. C'est en gravissant les cimes de l'Atlas qu'ils se trempaient pour l'Alma, et l'assaut de Constantine préparait celui de Malakoff. Or, à qui faudrait-il rappeler que l'Algérie a été colonisée de 1830 à 1847 sous le régime de la tribune, et qu'au pied de celle-ci sont constamment venus se briser les mauvais vouloirs secrets qui existèrent longtemps dans certaines régions contre notre belle colonie ? Le gouvernement représentatif a donc préparé pour le régime qui l'a suivi une grande école de guerre ; il a formé une armée non moins admirable par sa science que par sa discipline, par sa modestie que par son courage, et il y a laissé sa forte empreinte sur les hommes comme sur les choses. Tout en applaudissant à l'impulsion souveraine qui dirige aujourd'hui toutes ses forces dans la lutte formidable que les événement ont rendue nécessaire, la France militaire n'oublie point sous quelles influences et par quelle suite d'intelligents efforts se sont constituées ces forces elles-mêmes.

La France religieuse doit garder la même mémoire, et c'est pour celle-ci qu'il importe surtout de rattacher les effets à leurs causes en empêchant la conscience publique de s'égarer. On parle beaucoup de la réaction catholique et l'on en cherche la preuve dans les touchantes lettres de nos soldats, écrites avec le sang de leurs blessures. Je ne

veux pas examiner si ce qui se passe en Crimée ne présente pas tout près de nous une contre-partie des plus menaçantes, et si, grâce à l'impulsion imprimée à la polémique religieuse par les écrivains qui en possèdent le monopole, les passions qu'on tenait pour domptées ne se raniment pas de toutes parts avec un redoublement d'espérance et de furie. Je veux bien prendre pour persistant et tenir encore pour durable, ce retour aux croyances catholiques qui, après 1848, fit conquérir en quelques mois à l'Église tout ce qu'elle réclamait si vainement depuis des siècles, et je me demande si l'on sait bien à quelle date remonte cet apaisement des âmes, si l'on ne prend pas le change sur les motifs qui l'avaient originairement provoqué, et sur l'attitude qui fut, après la grâce de Dieu, la cause déterminante d'un mouvement du sein duquel la liberté de l'Église sortit sans efforts et presque sans résistances.

Les catholiques avaient vu succomber la maison de Bourbon, par des causes au nombre desquelles il est permis d'indiquer la solidarité établie entre les intérêts passagers d'une dynastie et les intérêts permanents de l'Église. Quoique cette association fût conforme à toutes les traditions de la maison régnante, les efforts qu'on tentait pour la maintenir, les modifications législatives qu'on réclamait comme en étant la conséquence, n'avaient pas peu contribué à multiplier les difficultés devant lesquelles se brisa le gouvernement de la restauration. Et pourtant les hommes qui dans le parti religieux professaient alors ces doctrines n'en réclamaient l'application que dans une mesure qui paraîtrait aujourd'hui timide et presque coupable. Ils ne tenaient pas la gageure de poursuivre la France moderne dans toutes les conditions de sa vie sociale, et auraient pâli d'étonnement devant l'audace des thèses qui défraient chaque matin la presse religieuse. On sait pourtant quel fut le terme suprême de leurs efforts et de leurs excellentes intentions.

La lumière se fit à la révolution de 1830, et du sein de la France catholique elle rayonna bientôt jusqu'aux extrémités du monde. En présence de perturbations appelées à faire succéder pour longtemps les gouvernements aux gouvernements, et les dynasties aux dynasties, on comprit que le premier intérêt des catholiques était de dégager leur cause de toute solidarité avec des pouvoirs souvent hostiles dans leurs tendances, et toujours menacés dans leurs destinées. On ne réclama désormais que la liberté de l'Église, liberté vitale qui, dans la presque totalité des États européens tels que les traités et les révolutions les ont constitués, ne saurait en effet se défendre aujourd'hui que par un énergique et constant recours aux garanties politiques.

Les résultats de cette attitude dépassèrent toutes les espérances; car si la haine de certains hommes, dont les récentes transformations du

pouvoir n'ont ni calmé les passions ni abaissé la fortune, retarda pour les catholiques le jour des conquêtes légales, l'opinion leur prêta dans toute l'Europe une faveur qui ne tarda pas à rejaillir sur le fond même de leurs doctrines. Sous ce régime de lutte et de publicité, les combats furent grands sans doute, mais les progrès furent plus grands encore. La virile confiance entretenue par le Catholicisme dans la puissance de la vérité et la systématique répudiation des partis ne tardèrent pas à transporter à l'Église la force qui se retirait des institutions, et jamais elle n'apparut aussi vivante qu'au lendemain de la catastrophe qui révéla si soudainement à l'intelligence humaine le néant de ses conceptions et la vanité de ses espérances. Dans l'aveuglement général, le clergé français avait reçu, comme la famille du juste, l'avertissement du prochain naufrage; il navigua donc sans péril au-dessus des grandes eaux. En 1848, une seule puissance resta debout au milieu de la société désolée, comme une colonne dans le désert. Ce peuple, déshabitué de tout respect, s'inclina devant la croix, et vint sur les barricades de février réclamer la bénédiction du prêtre qu'il poursuivait à coups de fusil au lendemain des barricades de juillet. Des germes féconds s'étaient à coup sûr développés entre ces deux époques-là, et l'on pouvait juger de l'arbre par ses fruits. Les écrivains qui répudient les traditions de ce temps et donnent aux catholiques des directions si différentes de celles qui prévalurent durant vingt années, ont-ils la confiance, comme leur conduite le présuppose, que, dans les mêmes circonstances, les dispositions seraient semblables et les esprits également préparés à distinguer ce qu'on s'attache à confondre, et à déposer devant l'impassibilité de l'Église les ardeurs du combat et peut-être de la victoire? Quoi qu'il en soit, et sans préjuger l'avenir, rappelons ce que valut à la religion une conduite dont le programme était d'ailleurs fort simple, puisqu'il consistait à ne rien tenir pour immuable dans les sociétés actuelles battues par tant de tempêtes, et à ne point compromettre nos dogmes en en réclamant dans l'ordre politique des applications manifestement ou dangereuses ou impossibles. Le clergé reprit ou obtint, avec le concours même de ses anciens adversaires, l'usage de tous les droits qu'il réclamait si vainement depuis plusieurs siècles ; et l'Église put enfin se vouer sans entrave à toutes les œuvres de son inépuisable fécondité. La liberté de l'enseignement et celle des Ordres religieux, la liberté des communications des évêques avec le Saint-Siége et des premiers pasteurs avec leurs troupeaux, par l'usage de ces conciles où l'esprit catholique se perpétue et se vivifie, tout cela sortit comme la source d'eau vive de la miraculeuse impulsion imprimée aux âmes par les événements et par les idées ; enfin les conquêtes opérées de 1848 à 1850 par la loyale application du principe de la liberté politique furent si

complètes, que l'Église n'a plus aujourd'hui à rendre grâce au pouvoir que de les lui avoir conservées.

Nous assistons donc dans l'ordre religieux à l'épanouissement des idées semées alors dans le monde. De hautes influences ont particulièrement secondé dans l'armée ce travail universel des âmes; elles l'ont favorisé par un ensemble de mesures qui ont droit à la profonde reconnaissance de tous les catholiques, car combien de fois la présence du prêtre au lit de mort du soldat n'a-t-elle pas tari la source des larmes jusqu'au sein des familles les plus cruellement éprouvées? Dans cette guerre, le gouvernement a été à la hauteur de ses devoirs sous le rapport religieux comme sous tous les autres, il faut s'empresser de le reconnaître et de l'en remercier; mais, pour demeurer juste envers le passé, pour ne pas s'exposer surtout à compromettre l'avenir en préparant au clergé français une situation toute contraire à celle qui lui a tant profité, il faudrait que d'autres n'oubliassent pas à leur tour quelles doctrines et quelle conduite ont préparé les résultats auxquels nous applaudissons avec eux; il faudrait qu'ils fissent la part des idées si longtemps défendues en commun dans le mouvement religieux qui continue à prévaloir en Europe, et auquel il faut rapporter à la fois et les grandes scènes des champs de la Crimée et le concordat signé avec l'Autriche aux applaudissements de tout le monde chrétien.

Les conquêtes qui s'accomplissent aujourd'hui dans les cabinets comme dans les consciences n'ont été rendues possibles que par les enseignements d'une autre époque et par les souvenirs de cette crise de 1848, déjà lointaine par sa date, mais toujours présente par ses terribles révélations. Veut-on juger par un seul fait de l'influence des idées et de la différence des temps? Lorsque l'Empereur a adressé l'image de la Vierge à la flotte et à l'armée chargées de presser la Russie aux deux extrémités de son vaste empire, l'impiété même a fait silence, et nos soldats comme nos marins ont accueilli avec joie le gage de protection et de victoire que la patrie leur envoyait à la veille des grands périls. Rien ne parut en ce moment-là plus naturel et plus simple. Mais qu'aurait dit la nation, qu'aurait dit l'armée française, si en 1823 un prince, d'une bravoure d'ailleurs aussi incontestable que sa piété, avait fait porter cette sainte image à la tête de l'armée qui combattait en Espagne sous le drapeau de ce catholicisme politique qu'une école s'efforce aujourd'hui de relever? Ne devine-t-on pas tous les rugissements de la colère, ne pressent-on pas tous les sarcasmes du scepticisme jusque dans les rangs de nos soldats? Pourquoi des impressions si différentes pour des manifestations si parfaitement semblables, si ce n'est parce que la pensée religieuse, associée durant vingt ans à

des aspirations nouvelles, s'est trouvée providentiellement dégagée des théories qui la compromettaient alors ?

Je me trompe s'il n'y a pas dans ces souvenirs de sérieux enseignements, je me trompe davantage si ces enseignements ne deviennent pas de jour en jour plus nécessaires. Personne ne s'étonnera si le *Correspondant* s'arrête à cette question chaque fois qu'il la rencontre sur sa route : l'un des premiers en France il a arboré le drapeau de la liberté religieuse et l'a défendu dans toutes les fortunes ; ce n'est pas lorsque ce drapeau a protégé tant de conquêtes, et lorsqu'il couvre seul encore les catholiques dans les deux mondes, qu'il le désertera dans un enivrement de polémique ou de passion. Si la modération a pour effet, comme on l'affirme, de nuire à la popularité d'un recueil religieux, elle a, par compensation, pour résultat d'inspirer aux écrivains qui y concourent et la bienveillance pour autrui et la constance pour eux-mêmes.

L. De Carné.

LA VIERGE MARIE

ET

LE PLAN DIVIN,

NOUVELLES ÉTUDES SUR LE CHRISTIANISME.

L'auteur de deux des plus remarquables ouvrages consacrés en notre temps à la défense des vérités religieuses, les *Etudes philosophiques sur le Christianisme* et les *Etudes sur les rapports du protestantisme et du socialisme*, M. Auguste Nicolas, va publier [1] le premier volume d'un nouveau livre intitulé : *la Vierge Marie et le Plan divin, nouvelles études sur le Christianisme*.

Nous sommes empressés d'offrir l'Introduction de ce livre à nos lecteurs. Le choix de ce sublime sujet augmentera leur respect pour les œuvres et la personne d'un écrivain qui a été le bienfaiteur de presque tous ceux qui l'ont lu.

I. Dieu connu dans le monde. — II. Jésus-Christ auteur de la connaissance de Dieu. — III. Jésus-Christ seul moyen d'aller a Dieu. — IV. Marie fait connaitre Jésus-Christ. — V. Marie conduit a Jésus-Christ. Plan de l'ouvrage.

I. — *Dieu connu dans le monde.*

« L'adoration en esprit et en vérité de la Divinité invisible, a dit Leibnitz, » est le sommet de toute la religion ! »

L'avénement de cette vérité dans le monde est le grand miracle du Christianisme, et la preuve capitale de sa divinité.

Elle n'avait cours nulle part dans le monde ancien ; pas même chez le peuple juif ; car c'est en regard du peuple juif, où le culte de Dieu, quoique

[1] A Paris, librairie de Vatou, rue du Bac, 50.

infiniment plus pur que dans tout le reste de la terre, était cependant encore restreint au seul temple de Jérusalem, borné dans sa sanction aux seuls avantages de ce monde, et enveloppé d'ombres et de figures, que le Messie, parlant à la Samaritaine, disait : « Femme, croyez-moi, voici venir le » moment où ce ne sera ni sur cette montagne, ni dans Jérusalem que vous » adorerez le Père : l'heure vient, et nous y sommes, où les vrais adora- » teurs adoreront le Père en esprit et en vérité ; car le Père demande de » tels adorateurs. Dieu est esprit, et il faut que ceux qui l'adorent, l'adorent » *en esprit et en vérité.* »

Par ces mots *en esprit et en vérité*, qui caractérisent la vraie adoration et le vrai culte de Dieu, le Christ renversait toutes les idoles, et dissipait toutes les ombres qui dénaturaient ou obscurcissaient le culte de la Divinité dans les temps anciens. Et par cette affirmation : « Croyez-moi ; » et cette annonce répétée et solennelle : « Voici venir le moment, *venit hora ;* voici » encore une fois que l'heure vient et elle sonne, *venit hora et nunc est,* » il répondait à tout ce qu'il y avait de prodigieux et de longuement attendu dans cette grande révolution.

L'état général d'idolâtrie où toutes les nations étaient plongées paraissait, en effet, tellement incurable, que leur conversion unanime à ce culte pur de la Divinité avait été jusque là le grand objet des prophéties, comme le plus invraisemblable des événements, et le plus merveilleux témoignage de la toute-puissance de Dieu parmi les hommes.

Aussi la parole du Sauveur ne surprit pas la Samaritaine. Préparée à l'événement par toutes les prophéties antérieures de sa nation, et par l'attente universelle de leur accomplissement à cette époque : « *Je sais,* » dit-elle à son mystérieux interlocuteur, que le Messie, qu'on appelle » Christ, va venir, et, lorsqu'il sera venu, il nous enseignera toutes choses. »

Consonnance remarquable ! la réponse de cette humble femme, qui attendait avec toute la Judée qu'un envoyé du Ciel vînt apprendre aux hommes la manière parfaite dont ils devaient adorer Dieu, est presque littéralement la même que celle de Socrate répondant à Alcibiade qui lui demandait, allant au temple, quelle prière il devait adresser à la Divinité : « Ce que nous avons de mieux à faire à cet égard, c'est d'*attendre.* Oui, il » faut attendre que quelqu'un vienne nous enseigner la manière dont nous » devons nous comporter envers les dieux. »

La philosophie antique, en effet, n'en savait pas plus sur ce sujet, elle en savait même beaucoup moins que les habitants de la Judée. Elle s'élevait parfois à des conceptions sublimes ; mais elle ne pouvait s'y tenir longtemps ; alors même elle y était solitaire, elle ne pouvait y faire monter le peuple, et retombait bientôt elle-même dans les superstitions de celui-ci : « Trouver » le père et l'ouvrier de l'univers est chose difficile, disait Platon dans son » *Timée*, et il est impossible de le faire connaître au peuple. » Et ce philosophe pratiquait, comme on sait, cette impossibilité, jusqu'à se faire une règle de ne parler de Dieu qu'en énigme, de peur d'exposer une si grande vérité à la moquerie et lui-même à la persécution.

Quelque opinion favorable qu'on veuille se faire de la portée des philosophes anciens touchant la connaissance de Dieu, on est obligé de souscrire à ce jugement de Bossuet, que : « Ce n'est pas connaître Dieu que de ne pas

» connaître *la création*, et d'assujettir la Divinité à ne rien faire que d'une » matière, » et que les philosophes anciens, qui ont été le plus loin, « nous ont proposé un Dieu, qui, trouvant une matière éternelle et » existante par elle-même aussi bien que lui, l'a mise en œuvre, et l'a » façonnée comme un artisan vulgaire, contraint dans son ouvrage par » cette matière et par ses dispositions qu'il n'a pas faites. » — « C'était » l'erreur universelle, dit encore Bossuet ; on croyait que les astres et les » corps célestes donnaient l'être à tout. » Le dualisme et le panthéisme étaient ainsi au fond de la philosophie antique ; et l'unité de Dieu, son indépendance, sa spiritualité, sa personnalité souveraine allaient échouer incessamment contre cette capitale erreur qui, attribuant à la matière la condition essentielle à la Divinité, d'*être par soi*, ouvrait la porte à l'idolâtrie de la nature, et par suite à l'idolâtrie de l'âme humaine et des passions qui la maîtrisaient.

Cette erreur radicale, qui ne tenait pas seulement à l'ignorance, mais à l'incompréhensibilité naturelle du mystère de la création, faussait les autres conceptions parfois sublimes que les premiers philosophes avaient de la Divinité, et, les empêchant de se soutenir dans leur esprit, les y réduisait à un vain probabilisme : « Souvenez-vous que moi qui parle, dit Platon au » début de son *Timée*, et vous qui me jugez, nous sommes des hommes ; et » si je vous donne des probabilités, ne demandez rien de plus. »

De ce probabilisme de l'ancienne Académie, la philosophie passa au scepticisme absolu de la nouvelle, scepticisme que Cicéron fait même remonter à l'ancienne et à Platon lui-même ; et l'esprit humain, fatigué des systèmes, se réfugia dans l'asile du doute. Il n'y fut pas, en effet, médiocrement poussé par ce chaos, et, comme dit Tertullien, « par cette longue » et terrible tempête d'opinions et d'erreurs qui le jeta quelquefois au port » de la vérité par aventure et par un heureux égarement, » mais qui le plus souvent le partagea et le dispersa en mille folles utopies dont Cicéron termine ainsi la longue revue : « J'ai exposé les opinions des philosophes, » ou, pour mieux dire, les songes de leurs cerveaux en délire. *Exposui* » *fere non philosophorum judicia, sed delirantium somnia.* »

C'est après quatre mille ans d'expérience de cette infirmité de la nature humaine à la recherche de Dieu, dans la plus épaisse nuit de l'idolâtrie des peuples, du scepticisme des philosophes, et de la corruption universelle du genre humain, que le moment du prodige annoncé par les prophètes, attendu par les sages, déterminé par le Christ, arriva, et que le culte en esprit et en vérité de la Divinité invisible, renversant toutes les idoles, dissipant tous les systèmes, réalisant toutes les figures, se fit jour, et s'établit à jamais dans l'esprit humain.

Vivant dans la lumière et de la lumière de ce culte depuis dix-huit cents ans, il nous paraît naturel, et nous ne concevons pas, nous croyons à peine que le monde pendant si longtemps l'ait ignoré, et se soit égaré loin de lui jusqu'à se faire des dieux de ses propres vices, et à adorer en vérité les idoles qui en étaient la personnification. Cependant c'est un fait historique s'il en fut jamais : un fait de quatre mille ans. Dieu a voulu lui laisser prendre cette proportion énorme, pour qu'il confondît à jamais notre suffisance et qu'il fît ressortir le miracle de sa miséricordieuse intervention.

« Une fausse miséricorde et une fausse sagesse, dit Bossuet, inspirent à » certains savants l'inclination d'étendre la vraie religion sur plusieurs » peuples, autres que celui que Dieu lui-même a choisi ; et au lieu d'adorer » en tremblant les secrets et impénétrables jugements de Dieu, qui livre » toutes les nations à l'idolâtrie, à la réserve de celle qu'il a séparée des » autres par tant de prodiges, ils cherchent à obscurcir la sainte rigueur qui » veut convaincre l'homme par l'expérience de son égarement, afin qu'il » soit plus capable de comprendre d'où lui venait la lumière. C'est ce que » ces savants curieux et vains ne veulent pas comprendre... Mais le fait est » certain ; les hommes, avant Jésus-Christ, étaient tous dans les ténèbres, » toute la nature humaine était aveugle... l'homme entièrement asservi aux » sens par le péché, oubliait Dieu, et ne faisait que s'enfoncer de plus en » plus dans l'idolâtrie. Le principe est évident, la conséquence est cer- » taine, la démonstration est parfaite : elle convainc également tous les peu- » ples de l'univers. »

Ce serait toutefois méconnaître l'antiquité et se méprendre sur le jugement que nous en portons ici, que de croire qu'elle n'avait pas l'idée de Dieu. Il faudrait n'avoir jamais pénétré dans son histoire, n'avoir jamais ouvert les livres de ses philosophes, ceux de ses poëtes surtout et de ses tragiques en particulier; n'avoir jamais arrêté son regard sur les débris de ses monuments, pour ne pas avoir, au contraire, été saisi jusqu'à l'émotion par tout ce qu'il y avait en elle de profondément religieux. Tout y était pénétré du sentiment de la Divinité, tout le respirait : on sent, à tout ce qui nous en reste, que l'air même devait en être en quelque sorte imprégné. C'est ce que ressentit Paul, lorsqu'il traversa la ville d'Athènes, et ce sentiment fut le premier dont l'expression sortit de ses lèvres dans le célèbre discours qu'il y prononça : *Athéniens*, dit-il, *il me semble qu'en toutes choses, vous êtes religieux jusqu'à l'excès.*

L'antiquité avait donc au plus haut degré le sentiment, l'idée même de la Divinité. C'est une vérité certaine. Il n'est pas moins certain, cependant, comme nous l'avons établi, et comme le dit Bossuet, qu'avant Jésus-Christ tous les hommes étaient dans les ténèbres par rapport à Dieu, toute la nature humaine était aveugle. Ces deux vérités, en apparence contradictoires, se concilient parfaitement; elles s'expliquent même mutuellement.

L'antiquité avait *l'impression* de Dieu, mais elle n'en avait pas la *connaissance*. Elle savait qu'*il était*, mais elle ne savait pas *ce qu'il était.*

Et cette ignorance de Dieu était précisément ce qui la rendait si religieuse. Ne sachant pas ce qu'était Dieu, elle ne savait pas ce qu'il n'était pas ; ne le distinguant pas en lui-même, elle le confondait avec tout, elle le voyait partout, elle le mettait en tout ; non-seulement dans la nature, mais dans toutes les représentations matérielles qu'elle s'en faisait et qu'elle croyait réellement habitées par la Divinité. C'était comme une folie religieuse, qui avait sa source dans l'ignorance même de Dieu.

Mais cet abus du sentiment religieux, effet de l'ignorance de Dieu, en devenait la cause à son tour, et y enfonçait de plus en plus l'humanité.

Dans cette nuit profonde où elle savait seulement que Dieu était, sans le connaître, et où elle n'avait d'autre chance de le trouver qu'au hasard et

comme à tâtons, » selon l'expression de saint Paul : *Quærere Deum si forte attrectent eum*, tout lui était Dieu ; et tout lui étant Dieu, elle perdait par cela même jusqu'à cette chance hasardeuse de le trouver, puisque le propre de Dieu est d'être souverainement autre que tout, absolument unique et indépendant.

L'antiquité avait la conscience de cette erreur sans en avoir la connaissance ; et c'est ce que son autel *au Dieu inconnu*, dressé parmi les statues de ses faux dieux, témoignait naïvement.

En confessant ainsi son ignorance de Dieu, elle en faisait acte au plus haut degré, puisqu'elle faisait de ce Dieu inconnu, qui aurait dû être le Dieu unique, un de ses dieux, ne voyant pas que c'étaient ceux-ci qui le lui cachaient.

Ainsi, ignorante de Dieu, l'antiquité n'en était que plus prodigue de la Divinité ; et prodigue de la Divinité, elle n'en était que plus ignorante de Dieu. Égarement fatal et incurable, puisqu'il avait pour aiguillon le sentiment religieux qui aurait dû en être le frein.

C'est dans ce cercle vicieux, c'est dans ce labyrinthe d'erreur, c'est dans cet abîme que tournait et que s'enfonçait de plus en plus le monde loin de Dieu.

Aussi, parmi tous les mystères que vint lui proposer, ou plutôt lui imposer le Christianisme, celui qu'il comprit le moins, celui qui le mit le plus en fureur, fut le dogme de l'unité de Dieu, spirituel et invisible, et de son culte pur. La doctrine du Dieu fait homme, du Dieu crucifié, toute seule, l'aurait beaucoup moins révolté, si ce Dieu n'eût pas été le Dieu unique : étant d'ailleurs sensible et représentative. Aussi le paganisme avait-il déjà commencé à s'en emparer et à lui préparer des autels ; et, par le fait, cette doctrine du Dieu fait homme fut le moyen qui introduisit dans le monde le culte pur de la Divinité, qui, tout seul, n'aurait jamais pu pénétrer dans les âmes.

Nous pouvons en juger par les invectives et les insultes que ce culte attirait encore aux chrétiens, après deux siècles de prédication : « D'où vient, » leur disait-on, quel est, où est enfin ce Dieu unique, solitaire, désert, qui » n'est connu d'aucun peuple libre, d'aucun État, pas même de Rome, où » l'on rend un culte à tous les dieux de la terre ? La misérable nation juive » est la seule qui reconnaisse un seul Dieu ; mais du moins elle a des tem- » ples, des autels, des cérémonies, des sacrifices publics ? Que d'absurdités » les chrétiens n'ont-ils pas imaginées ! Ne nous affirment-ils pas que leur » Dieu, qu'ils ne peuvent ni voir ni définir, voit tout, entend tout, sait tout, » pénètre les plus secrètes pensées, qu'il est partout et qu'il préside à tout ? » Comment ce Dieu, qui est en tous lieux, peut-il s'occuper de chacun, et » comment occupé de chacun peut-il être en tous lieux ?... »

Ainsi parle l'interlocuteur païen dans l'Apologie de Minucius Félix ; et nous pouvons juger, par ce discours, à quel point la doctrine de l'unité et de la spiritualité de Dieu était exclue du monde ancien, et lui paraissait inouïe et insaisissable. Bien plus, au quatrième siècle, toute la rage du paganisme expirant ne trouve rien tant à reprocher encore au Christianisme, rien tant à lui disputer et à couvrir de son écume, que cette doctrine de l'unité de Dieu invisible et souverain Seigneur de toutes choses : « Nous sommes ap-

» pelés, disait Arnobe, stupides, niais, imbéciles, obtus, et brutes, parce que » nous professons un Dieu unique, souverain Seigneur et arbitre de tout » ce qui existe. » *Nos hebetes, stolidi, fatui, obtusi pronuntiamur et bruti, qui dedidimus nos Deo, cujus nutu et arbitrio omne quod est constat.* « Le culte de ce Dieu unique, dit-il encore, est traité de religion exécrable, funeste, pleine d'impiété et de sacrilége, et qui souille par une superstition nouvelle les pratiques religieuses depuis si longtemps usitées dans le monde et dans la patrie. » Et cependant, ajoute-t-il, avec une raison qui était alors particulière aux chrétiens, et qui est devenue la raison publique, qui mérite plus tous ces noms que celui qui professe d'autres dieux que ce seul Dieu véritable, qui invoque leur pouvoir, et qui y croit. Et c'est pour l'honneur de cette vérité que les martyrs versaient leur sang.

C'est ainsi, en dépit de l'aveuglement de l'esprit humain et contre tous ses efforts les plus obstinés, que la doctrine de l'unité et de la spiritualité de Dieu a pénétré dans le monde et y a établi son empire.

Aujourd'hui elle y brille comme le soleil. Toutes les intelligences, les plus humbles, comme les plus relevées, le petit enfant et la simple femme, comme l'académicien et le philosophe, y participent. Ce qui était une science occulte, que Platon écrivait en chiffres à ses amis, est devenu un lieu commun, comme l'air que tout le monde respire. La philosophie est tombée dans le domaine public des intelligences. Tout le monde aujourd'hui platonise ; et, pour cela, il n'est pas besoin de syllogisme, il suffit de la foi. Comme les choses les plus nécessaires à la vie, le soleil, la lune, l'air, la terre, la mer, ne sont pas le partage des riches et des savants, mais ont été mis par Dieu à la discrétion de tout le monde : ainsi, la connaissance de Dieu lui-même, plus nécessaire encore que ces choses, a été rendue par le Christianisme accessible à tous. Et le prodige du prodige, c'est que cette science s'est élevée en même temps qu'elle s'est élargie. Ce que tout le monde sait sur ce sujet, ce que le plus humble apprend aisément, ce qu'il met surtout en action et fait passer dans sa vie, dépasse de beaucoup en élévation, non moins qu'en certitude, ce que la philosophie a entrevu jamais dans ses spéculations les plus hardies. Avec Platon, la sagesse et la philosophie étaient le partage attendu d'un petit nombre de disciples ; avec le Christ, plus sublime et en même temps plus accessible et plus pratique, la philosophie est au genre humain.

II. — *Jésus-Christ auteur de la connaissance de Dieu.*

C'est là un fait divin. La nature humaine étant, quand elle est livrée à elle-même, ce que les siècles qui ont précédé le Christianisme nous la font voir, pour que cette même nature ait été élevée à la sublimité de l'Évangile et qu'elle se soit soutenue à cette hauteur depuis dix-huit siècles, comme si elle lui était propre et naturelle, il faut une action surnaturelle, dont le prodige, manifeste à l'origine du Christianisme, n'a cessé d'être frappant que parce qu'il est continu : ce en quoi même il est plus grand. C'est dans l'ordre moral et intellectuel ce que l'univers est dans l'ordre sensible : une création et une création continue.

Il faut maintenant que nous en examinions le principe générateur.

Ce principe est le Christianisme : c'est-à-dire le Verbe fait chair, le Fils de Dieu fait homme.

Voici, d'après les Pères, le secret de cette miséricordieuse économie.

Dieu, immédiatement considéré, dit l'un d'eux après plusieurs autres, saint Bernard, était invisible, inaccessible et entièrement inimaginable pour l'homme. Les créatures, dont les perfections sensibles devaient nous élever à la connaissance des perfections invisibles de leur Auteur, en avaient pris la place dans le cœur de l'homme ; et comme, entre toutes les créatures, il n'y a pas d'idée plus naturelle à l'homme que l'homme même, celui-ci, dans cette grande méprise, était porté naturellement à appliquer à un corps et à une forme humaine l'idée qui lui restait de la Divinité. Ç'a été là l'origine de l'idolâtrie. Pour s'accorder à cette bassesse de l'esprit de l'homme, Dieu a jugé qu'il devait rabaisser sa grandeur jusqu'à présenter à l'homme un homme qui fût Dieu, afin de faire entrer dans son esprit, par les actions de cette humanité déifiée, la justice éternelle et la vérité souveraine que l'homme ne pouvait plus contempler en elles-mêmes. Toute autre image de Dieu était fausse et de l'idolâtrie ; mais en se faisant homme lui-même, Dieu nous a donné le droit de nous le représenter comme un homme, de le contempler dans l'étable, entre les bras de Marie, prêchant sur la montagne, mourant sur la croix, et de l'adorer dans ces divers états. C'est ce qui fait que saint Augustin appelle ce mystère la Sagesse devenue lait : c'est-à dire la Sagesse éternelle proportionnée, par un divin artifice de son amour, à la grossièreté des hommes.

Mais si Dieu s'est accommodé ainsi à notre faiblesse, c'est pour nous prendre par elle et pour nous en relever. L'Homme-Dieu, dans tous les états, dans tous les mystères de sa vie, doit certainement être adoré. *A son seul nom, tout genou doit fléchir au ciel, sur la terre et dans les enfers.* Et cette adoration doit comprendre l'Homme-Dieu tout entier, son humanité comme sa divinité ; parce que l'unique sujet subsistant en lui dans ses deux natures, l'unique personne qui reçoit les adorations est celle de Fils de Dieu, tel qu'il est de toute éternité au sein du Père, avec lequel et le Saint-Esprit il ne fait qu'un seul Dieu, le Dieu unique. En prenant la nature humaine, il l'a prise dépourvue de personnalité, comme nature, et il l'a adaptée à sa personne divine ; il se l'est appropriée : elle est à Lui, comme notre corps est à notre âme ; elle est Lui, comme notre corps et notre âme sont nous ; de telle sorte que c'est Lui, Fils de Dieu, Lui Dieu, que nous adorons dans son humanité même.

Mais quelque adorable que soit le Dieu-Homme, il n'a pas voulu être le terme final de l'adoration, mais la voie adorable de l'adoration, qui, de son humanité, comme de l'escabeau de ses pieds, doit s'élever à sa divinité personnelle, et par celle ci doit parvenir jusqu'à cette adoration *en esprit et en vérité* de la divinité invisible du Père, sommet de toute la religion.

Tous les discours, toute la conduite de Jésus-Christ, depuis son incarnation jusqu'à son ascension, roulent sur cette vérité qui est proprement la vérité chrétienne : qu'il est *la voie*, le médiateur, le réconciliateur, le premier-né venu dans ce monde pour y établir le règne de son Père, de notre Père qui est aux cieux. Continuellement il nous renvoie à cette divinité du

Père, à ce royaume céleste, dont l'invisible spiritualité ressort par opposition avec la visible apparition du Dieu fait homme, et brille dans toutes les paroles, dans toutes les actions, dans tous les mystères de sa vie, comme dans un miroir animé, dans une vivante image. L'humanité sainte du Fils de Dieu, dans ses divers états, est comme un théâtre, où les attributs constitutifs de la Divinité, l'amour, la sainteté, la justice, la sagesse, la puissance, la miséricorde, sont rendus présents à nos yeux, saisissables à notre esprit, sensibles à nos cœurs, et d'où nous nous élevons à les contempler et à les adorer dans le sein du Père à qui il ne cesse de les rapporter. Et, pour que nous ne prenions pas le change, et que l'adoration dont le Christ est le juste objet ne se borne pas à son humanité, ou même à sa divinité personnelle, lui-même, tout Dieu qu'il est, mais en raison de la nature humaine qu'il s'est unie, se fait le premier adorateur ; il prie son Père, il lui obéit ; il ne fait qu'enseigner, dit il, la doctrine et qu'exercer la puissance qu'il en a reçues ; il s'efface sans cesse pour le découvrir, ou plutôt il ne paraît que pour nous le montrer.

Aussi, dessein admirable ! n'a-t-il paru, ne s'est-il fait voir que ce qu'il fallait pour cet unique objet de sa mission : assez, pour condescendre à la faiblesse humaine; et pas trop, pour la relever. Annoncé et attendu pendant quatre mille ans, et devant entretenir de soi tout le reste des temps jusqu'à la fin du monde, il ne paraît que trente-trois ans, sur un point obscur de la Judée, et de ces trente-trois ans il en dérobe encore trente dans l'obscurité d'une humble condition. C'est qu'il est assez de voir une fois ce dont on se souvient sans cesse ; et que l'humanité, dans toutes les générations qui ont précédé ou suivi l'apparition du Fils de Dieu, est, par l'attente ou par le souvenir, comme un seul homme qui, dans la personne des Apôtres, a vu, a entendu, a palpé le Verbe de vie, a reposé la tête sur son cœur. *Quod audivimus, quod vidimus oculis nostris, quod perspeximus et manus nostræ contrectaverunt de Verbo vitæ.* C'est assez pour Dieu de paraître un instant et sur un point pour remplir tous les temps et tous les lieux de sa présence, de toucher seulement la terre pour la sanctifier ; et c'eût été trop que de prolonger au delà son apparition sensible, dès lors que celle-ci n'avait d'autre objet que de nous retirer de l'amour des choses visibles pour nous attirer à l'invisible. C'est pourquoi le Fils de Dieu n'a fait que paraître. Il n'a fait que passer pour se faire suivre ; pour nous tirer après lui du visible à l'invisible, de la terre au ciel, n'étant plus au milieu de nous, à ce dessein, que dans son Sacrement et dans son Église.

Aussi lui-même, expliquant ce mystère, disait : *Il vous est expédient que je m'en aille ; car, si je ne m'en vais pas, l'Esprit ne viendra point à vous.— Encore un peu de temps, et le monde ne me verra plus ; mais vous, vous me verrez, parce que je suis vivant et que vous vivrez. — Vous m'avez entendu : je m'en vais et je reviens à vous. Si vous m'aimiez, vous vous réjouiriez de ce que je m'en vais à mon Père, car mon Père est plus grand que moi.* — C'est-à-dire, si je ne vous retire pas la vue sensible de mon humanité, vous ne me verrez pas, comme Dieu veut être vu, en esprit ; si je ne vous sèvre pas de ce lait de ma présence, vous ne prendrez jamais goût à la nourriture spirituelle de l'âme. Mais pendant que le monde ne me verra plus, pendant qu'il me discutera, vous, mes disciples, vous me ver-

rez ; vous me verrez en esprit dans le ciel, et dans mes mystères sur la terre, parce que je suis vivant au milieu de vous en cet état, et que vous vivrez de ma vie. C'est pourquoi *je m'en vais* visiblement *et je ne m'en vais pas* mystiquement : *je m'en vais* à découvert *et je reviens* couvert, spirituellement dans mon Église, corporellement même dans mon Sacrement, mais invisiblement ; et vous devez vous réjouir avec moi de ce que je m'en vais ainsi à mon Père ; car c'est pour le glorifier et pour vous y attirer.

C'est par ce procédé merveilleux de la Sagesse divine, que l'invisible et l'inaccessible, en s'abaissant à nous, nous a relevés à lui, et que l'esprit humain a pénétré dans les profondeurs de son sanctuaire.

L'aigle de Pathmos, qui en a soutenu l'éclat et qui nous en a ébloui dans son Apocalypse, raconte : « Il me fut donné un roseau semblable à une ver» ge, et il me fut dit : Lève-toi, et mesure le temple de Dieu, et l'autel, et » ceux qui y adorent. » Quel est ce roseau à l'aide duquel il lui fut donné de mesurer le ciel et la terre, Dieu et l'homme, et de connaître ainsi toutes choses ? Cette mystérieuse mesure ne peut être autre que Jésus-Christ, qui nous a paru, en effet, un roseau de faiblesse. Mais ce roseau était plus qu'un roseau pensant : c'était un roseau Dieu ; et c'est par lui, c'est par la foi en Jésus-Christ, comme dit saint Paul, qu'il nous a été donné de mesurer et de comprendre quelle est la largeur, la longueur, la hauteur et la profondeur de la Divinité. *Det vobis Christum habitare per fidem in cordibus vestris, ut possitis comprehendere quæ sit latitudo, et longitudo, et sublimitas, et profundum.*

III. — *Jésus-Christ seul moyen d'aller à Dieu.*

Cette vérité étant le fondement de notre dessein, on nous permettra d'y insister encore, en examinant rapidement la prétention et le destin des intelligences qui ont voulu s'en affranchir, et tenter, en la rejetant, la connaissance de Dieu.

Ce n'est pas que l'esprit humain ne puisse s'exercer par lui-même à cette sublime connaissance, et que la philosophie n'y ait des droits. Incontestablement elle en a : nous les reconnaissons ; et nous ne voulons pas donner à ceux qui en abusent l'avantage de pouvoir se couvrir du tort de ceux qui les contestent.

La philosophie, par ses démonstrations et ses inductions, peut donc arriver, à certain degré, à la connaissance de Dieu ; et ce bel exercice de la raison n'est pas moins légitime que celui de la foi.

Mais voici le nœud de l'accord de ces deux puissances, en voici la formule : elles doivent être *distinctes* et *inséparables*. Elles doivent aller toutes deux de conserve. Que la foi soit la foi et que la raison soit la raison ; mais, pour cela même, que la foi soit raisonnable et que la raison soit croyante ; ou plutôt, pour que la distinction et l'union soient plus profondes, que chacune d'elles soit une opération entièrement distincte, si on veut, mais d'une même âme, à la fois raisonnable et croyante.

A cette condition, la philosophie peut se constituer et rendre d'éminents services à la cause de la vérité. Mais si, comme il arrive trop souvent, elle veut se faire, je ne dis pas distincte, mais indépendante et exclusive

de la foi, son destin ne saurait être douteux : elle en a déjà fait l'expérience avant Jésus-Christ, et elle ne pourra que la recommencer, avec plus de malheur encore, parce que ce sera avec plus de malice. Le fruit de sa témérité sera de perdre ce qui était trouvé, de rendre douteux ce qui était certain, d'ajouter aux salutaires obscurités des mystères les ténèbres de l'erreur, et de rentrer, après la lumière de l'Évangile, dans tous les vains systèmes qui ont partagé et séduit les philosophes païens. C'est là, au surplus, le spectacle que nous venons d'avoir sous les yeux.

Si l'esprit humain avait pu, par lui-même, arriver à la pure et certaine connaissance de Dieu, et se soutenir à la hauteur de cette connaissance, sans Jésus-Christ, nous l'aurions vu dans les temps anciens, où il a été représenté par de si belles, de si nobles intelligences, et où il a eu le champ libre pour s'y essayer. Que si, loin de là, il n'a pu préserver le monde de l'idolâtrie la plus grossière, et les philosophes les plus éminents des erreurs et des contradictions les plus pitoyables, c'est manifestement qu'il avait besoin du secours *de quelqu'un qui vînt lui apprendre la manière dont nous devions nous conduire envers Dieu;* et que ce Maître en la connaissance de Dieu ne pouvait être qu'un Dieu, comme l'avait confessé, par la bouche de Socrate et de Platon, la sagesse humaine elle-même.

Penser autrement, c'est donner un démenti au genre humain et à son divin Maître Jésus-Christ.

Ce serait d'ailleurs une risible illusion de croire que le secours de ce haut enseignement ne regarde que le vulgaire des intelligences, et que les esprits d'élite peuvent s'en passer. Comme si le Verbe de Dieu n'était que l'instituteur primaire du genre humain ! Toute intelligence, même celle des philosophes, et surtout celle des philosophes, doit aller à l'école de Jésus-Christ : d'abord, parce qu'il est Dieu et que nous sommes tous également ses tributaires ; ensuite, parce qu'il est homme et que son abaissement est le souverain remède de notre orgueil.

En ce sens, qui est le vrai sens chrétien, on doit d'autant moins se passer de son secours, qu'il semble qu'on le pourrait davantage ; parce que, si on a plus d'aptitude, on a plus d'orgueil, et partant plus d'égarement. Ce qui a très-justement fait dire à madame de Staël : « Les esprits supé-» rieurs ont encore plus besoin de piété que le peuple. »

Jésus-Christ n'est pas d'ailleurs seulement pour nous un secours d'enseignement extérieur, il est un secours de grâce intérieure ; il est un sacrement de vie ; il est la Vie autant qu'il est la Voie et la Vérité ; et nous ne nous donnons pas la vie ; nous ne pouvons tous que la recevoir ; nous sommes tous égaux devant ce besoin. Cette vie qui est au sein du Père, il l'a incarnée ; et sa chair n'est pas seulement l'organe de sa sagesse, elle est sa sagesse même à l'état de *remède* et d'aliment. Elle a une vertu spiritualisante et vivifiante qui coule en nous la sagesse toute faite, en quelque sorte, comme le lait nourricier de l'âme, et nous l'inspire à travers notre ignorance ou notre science naturelle, sans y avoir égard. Par là, elle fait les vrais sages, les vrais philosophes, qui sont les Saints, les seuls qui arrivent parfaitement à la connaissance, à l'amour et à la possession de Dieu. » Il a offert sa chair aux sages, dit excellemment saint Bernard, sa chair » par laquelle ils apprendraient la sagesse et ce qui est esprit. *Obtulit*

» *carnem sapientibus, carnem per quam discerent sapere et spiritum.* »

Toute l'erreur de ceux qui ne comprennent pas ces choses vient de ce qu'ils ignorent ou négligent deux vérités capitales : l'une, c'est que l'homme n'est pas un être sain, mais malade, qui a besoin d'un remède de grâce pour être guéri ; l'autre, c'est que l'homme, tout malade qu'il est, est un être libre, qu'on ne peut guérir par force, et qui doit correspondre au remède qui lui est offert en s'y soumettant par l'humilité. C'est à ces deux vérités que vient s'adapter toute l'économie de l'intervention de Jésus-Christ pour le salut du genre humain, et que ce mot *salut* résume. Le Christianisme a ainsi, au plus haut degré, un caractère médical, à la fois nécessaire et libre, comme les rapports du médecin avec le malade, qui explique ce qu'il y a de complexe dans l'opération de notre guérison, et la forme de remède sous laquelle elle nous est offerte et il nous faut la prendre. Ceci, dont nous verrons de belles applications, nous suffit, quant à présent, pour comprendre la vérité que nous exposons, et pour goûter cette excellente page de Nicole où je la trouve tout exprimée :

« Jésus-Christ voulut que l'action du Saint-Esprit fût accompagnée de » ses actions corporelles, pour nous faire entendre que la guérison de nos » âmes ne s'opère pas par la foi de Dieu considéré en lui-même, mais par » la foi de Dieu revêtu de notre chair. On ne va à Dieu que par Jésus-Christ » homme. On ne guérit de ses maladies que par Jésus-Christ homme. C'est » un degré nécessaire et sans lequel on ne saurait passer de la mort à la » vie. On n'entend la voix de Dieu que par Jésus-Christ, c'est-à-dire par le » Verbe incarné. L'homme devenu charnel, et plongé dans la chair par sa » chute et par son péché, ne s'en relève que par la chair toute pure de » Jésus-Christ qui le rapproche de Dieu. C'est l'économie de la sagesse de » Dieu à laquelle il se faut assujettir. Autrement, c'est vouloir arriver à » Dieu sans médiateur ; c'est renoncer à l'incarnation de son Fils. C'est se » croire plus sage que lui, et prétendre se sauver par une autre voie que » par la sienne. Gardons-nous de toutes ces spiritualités déréglées, qui, » sous prétexte d'attacher l'âme à Dieu seul, la séparent de Jésus-Christ, » et prétendent s'unir à lui par une autre voie que celle de Jésus-Christ » homme. »

La tendance que combattait si judicieusement Nicole a existé de tout temps : c'est celle de l'orgueil naturel qui se débat pour échapper à l'opération d'humilité par laquelle le divin Médecin est venu l'extirper et nous guérir. Elle a inspiré de nos jours un livre que certaines circonstances ont mis plus particulièrement en lumière, et qui se présente trop de lui-même sur notre chemin pour que nous évitions de l'aborder. Nous voulons parler du livre sur *le Devoir*, sorti de la plume d'un philosophe du jour, dont nous saluons les qualités personnelles, mais dont nous ne saurions ménager l'erreur.

Ce livre respire d'un bout à l'autre la négation du Christianisme en tant que nécessaire à l'homme pour s'élever à Dieu et pratiquer le devoir. Si l'auteur y rend hommage à la religion, c'est avec un sentiment de supériorité philosophique qui exclut sa divinité ; et encore, il faut le dire, cet hommage est rendu injurieux pour le Christianisme par l'affectation presque constante de l'auteur à ne pas le distinguer des autres religions, c'est-

à-dire la lumière des ténèbres ; à éviter même l'emploi du mot *religion* au singulier, et à dire toujours *les religions*, confondant le Sauveur du monde avec Mahomet et Brahma, et le *Crucifié* avec les larrons. *Les religions* sont ainsi mises toutes au même niveau de respect comme bonnes au vulgaire, et au même niveau de mépris, comme inutiles aux grands esprits, aux âmes d'élite ; c'est-à-dire à l'auteur, et à tout lecteur de son livre qui, l'intérêt et l'amour-propre aidant, ne manquera pas de se loger dans l'exception, d'autant plus flatteuse qu'elle est plus étroite.

Après avoir tracé le culte du philosophe, qui consiste notamment « à ne » jamais prononcer le nom de Dieu sans témoigner *extérieurement* son » respect par un *air* de gravité, à appeler Dieu à son aide dans les circon» stances *solennelles* de la vie, et à faire *quelques* bonnes actions en vue de » l'honorer, » le philosophe ajoute :

« Reconnaissons sincèrement que ces quelques préceptes ne sauraient » constituer un culte. Ils ne suffisent à l'homme, ni pour sa sanctifica» tion, ni pour sa consolation ; ou, pour parler plus exactement, ils suffi» sent *aux âmes d'élite,* qui savent aimer et penser ; mais *le reste de l'hu» manité* a d'autres besoins. »

Nous n'avons pas besoin de caractériser ce langage. Tout le monde nomme le sentiment qui y respire. Ce sentiment monte plus haut encore et arrive à son faîte dans le passage suivant :

« *Nous* philosophes qui n'arrivons à Dieu que par la démonstration, nous » sommes froids, tant que nous démontrons ; notre cœur ne s'échauffe que » quand la dernière conséquence nous luit. Alors nous fermons le livre, » et nous dominons de bien haut les mystiques qui ne font que rêver ; car » nous avons la preuve. »

Nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer qu'à force de se séparer de l'humanité le philosophe finit par ne plus raisonner comme elle. Comment, en effet, pour n'arriver à Dieu *que par* la démonstration, pour n'avoir *que* la preuve, en a-t-il plus la preuve? Cette preuve n'est-elle pas à tout le monde ; et les chrétiens l'ont-ils moins que les philosophes, parce qu'ils ont de plus la foi ? Mais alors le plus exclut le moins, au lieu de le comprendre. D'après ce raisonnement, le philosophe serait encore trop modeste ; car il ne tiendrait qu'à lui de *dominer* avec sa preuve, non-seulement les croyants, non-seulement les mystiques, mais les Anges qui jouissent de la vision de Dieu. Ces célestes intelligences ont, en effet, moins la preuve encore que les mystiques et que les croyants, en ce sens que la preuve et que la foi elle-même sont absorbées pour elles dans la vision, comme des lumières moindres dans les lumières plus grandes.

La raison, la foi, la vision : trois degrés progressifs d'arriver à la connaissance de Dieu, qui se superposent et qui ne s'excluent pas. Je ne sache pas que saint Augustin, saint Anselme, et Fénelon, pour ne nommer que ces trois génies, qui étaient bien évidemment des *mystiques*, n'eussent pas la preuve de l'existence de Dieu, eux qui l'ont si admirablement enseignée au monde ; et le monde l'aurait perdue depuis longtemps, on l'a vu, s'il n'y avait eu que les philosophes pour la lui conserver

Je ne veux pas ajouter, ce que tout le monde sentira, que *la connaissance* de Dieu se mesure à l'*amour* qu'on a pour lui, et l'amour qu'on a pour lui,

aux œuvres qu'on a faites pour lui ; et je laisse à juger si les *quelques* œuvres inspirées par la preuve de Dieu aux philosophes *dominent* celles des chrétiens. Ceux-ci font mieux que les livres sur le devoir. Ils font le devoir. Et le livre sur *le Devoir,* je n'hésite pas à le dire, le défait dans les âmes, si ce qu'a dit Bossuet est vrai, que *le fondement de bien vivre soit de* BIEN CROIRE.

Rien n'est moins nouveau d'ailleurs que cette prétention de la philosophie nouvelle. Nous la retrouvons au quatrième siècle dans un autre philosophe, Porphyre, et voici comment un évêque du temps la jugeait : « Quelle que soit la licence de ton langage, disait au philosophe le grand » évêque, — c'était saint Augustin, — d'un regard incertain et demi-voilé, » tu aperçois néanmoins le but où il faut tendre; mais l'incarnation du » Fils immuable de Dieu, mystère de notre salut qui nous élève vers l'objet » de notre foi, où notre intelligence n'atteint qu'à peine, c'est là ce que tu » ne veux pas reconnaître. Tu découvres au loin, comme à travers les nuages, le séjour de la patrie, mais tu ne tiens pas la voie qu'il faut suivre... » Oh ! si tu avais connu la grâce de Dieu en Jésus-Christ notre Seigneur, » tu aurais vu, dans l'Incarnation même où il prend l'âme et le corps de » l'âme, un chef-d'œuvre de la grâce ! Mais que dis-je? tu es mort et je te » parle en vain. Mes discours sont perdus pour toi ; non peut-être pour tes » admirateurs, pour ceux qu'un certain amour de la sagesse et la curiosité » des sciences attirent vers toi. Plaise au Ciel qu'ils m'entendent! Mais, » pour consentir à cette vérité, il vous faudrait l'humilité, vertu qu'il est » si difficile de persuader à vos têtes hautaines..... »

C'est cette vérité du Verbe fait chair, c'est cette divine économie de l'Incarnation qui, comme une machine céleste adaptée à notre bassesse, a relevé le genre humain de la corruption de l'idolâtrie, et l'a porté tout entier au faîte de l'adoration en esprit et en vérité de la Divinité invisible, et l'y retient. C'est par Jésus-Christ, c'est par le vrai Dieu des hommes, c'est-à-dire des misérables et des pécheurs, c'est par le *Bon Dieu* que nous avons accès au Dieu grand et invisible, à l'Être suprême des philosophes, et que nous allons, comme dit saint Paul, *au Roi des rois, au Seigneur des seigneurs, qui a seul l'immortalité, et qui habite une lumière inaccessible; qu'aucun homme n'a vu ni ne peut voir ; à qui honneur et empire éternels.*

Nul ne peut y aller que par le médiateur Jésus-Christ. Il l'a dit : *Je suis la voie, nul ne vient au Père que par moi ;* et son disciple bien-aimé : *Personne n'a jamais vu Dieu : le Fils unique qui est au sein du Père, c'est celui-là qui nous l'a révélé.*

Nul donc, *personne,* les uns par une plus grande ignorance, les autres par un plus grand orgueil, tous par un égal besoin de grâce, ne peut se passer du secours de Jésus-Christ, pour connaître assurément, pour aimer excellemment, pour servir parfaitement Dieu, et pour vivre de sa vie.

Aussi les chrétiens sont-ils les seuls sincères adorateurs et serviteurs de Dieu qui aient paru dans le monde : « Nous ne sommes, nous chrétiens, » autre chose, disait Arnobe, que les adorateurs du Roi suprême, sous » notre Maître le Christ : c'est le sommaire de tout notre culte, c'est le » terme et la fin de tous nos devoirs. *Hæc totius summa est actionis ; hic* » *propositus terminus divinorum officiorum ; hic finis.* »

Et le Catholicisme, qui est par excellence le Christianisme, le culte du Dieu fait homme, qui seul le pousse jusqu'à l'adoration, jusqu'à la communion de son corps, est par cela même le culte par excellence du Dieu suprême. Tout y retentit de sa louange, tout y est plein de sa majesté, tout y commence à son nom, tout y finit à sa gloire, tout vient y aboutir et se résumer en prières, en hymnes, en cantiques admirables dont les strophes enflammées montent le plus haut, et résonnent les dernières sous les voûtes de nos basiliques, dont la prodigieuse élévation, toujours insuffisante à celle des esprits et des cœurs, en est un merveilleux symbole.

IV. — *Marie fait connaître Jésus Christ.*

Ceci posé, il est établi que de la notion de Jésus-Christ dépend celle de Dieu, et de son culte la religion véritable; qu'il en est le support et le fondement.

Aussi l'impiété de tous les siècles chrétiens n'a jamais attaqué Dieu que par ce chemin que la piété prend pour l'adorer, par Jésus-Christ, prouvant par ses blasphèmes, comme nous par nos adorations, qu'il est le Médiateur véritable.

Jésus-Christ, voie étroite pour aller à Dieu, est par cela même la voie nécessaire, et aussi la voie attaquée ; car elle n'est étroite que pour notre orgueil et nos sensualités, qu'il nous faut déposer pour y entrer ; et elle est nécessaire, puisque c'est là le premier de tous les sacrifices que réclame le culte du Dieu suprême et saint ; et enfin elle est attaquée, parce que c'est la voie du sacrifice.

Cette voie étroite, ce passage resserré, est le passage disputé dans toutes les questions religieuses. C'est comme les Thermopyles de la religion.

Tout est gagné, quand on maintient que Jésus-Christ est vraiment Dieu et homme, Dieu fait homme. Tout est livré, tout est perdu, pour peu qu'on laisse forcer ou tourner cette capitale vérité.

Quand les platoniciens entendirent pour la première fois le sublime début de l'Évangile de saint Jean : *In principio erat verbum*, ils en furent dans le ravissement, et leur admiration le grava en lettres d'or dans leurs académies. Mais quand, continuant, ils en vinrent à ce passage auquel le monde catholique fléchit le genou : *Et Verbum caro factum est*, leur orgueil se cabra et ne voulut pas s'y soumettre. « Ils rougissent, ces savants hommes, » disait à ce propos saint Augustin, de sortir de l'école de Platon pour se » faire disciples du Christ. Ils dédaignent, les superbes, de prendre ce Dieu » pour maître, parce que *le Verbe a été fait chair et a habité parmi nous.* » Ainsi, pour ces malheureux, c'est peu d'être malades, il faut qu'ils tirent » vanité de leur maladie même, et rougissent du médecin qui les pourrait » guérir ! »

Ce sentiment de l'orgueil est toujours en permanence et en rébellion dans les âmes ; et c'est lui qui fait l'incrédulité. Il n'a cessé d'attaquer le mystère de l'Incarnation de toute façon, en niant, soit la divinité de Jésus-Christ, soit son humanité, soit l'unité de personne, soit la distinction des natures, et en subdivisant ces négations en une multitude de déviations de

la pure et simple vérité de Dieu fait homme. Ç'a été là le sujet de toutes les hérésies qui se sont levées et de tous les anathèmes qui les ont foudroyées.

Cette entreprise de l'erreur se poursuit de nos jours, et elle se poursuivra jusqu'à la fin du monde. A chaque instant nous la voyons se produire sous mille formes grossières ou feintes. Quelquefois, comme dans le dernier siècle, elle attaque ouvertement et blasphème brutalement le Christ : elle le crucifie. D'autres fois, comme de notre temps, elle le couvre de protestations de sympathie, comme d'un manteau de pourpre, qui n'est qu'une manière de le dépouiller de sa divinité, et de dire de lui : *Voilà l'Homme!* Pressée quelquefois par la vérité, l'erreur se transfigure pour lui échapper : elle se fait chrétienne, comme dans quelques sectes sociales de nos jours. Elle reconnaît en Jésus-Christ plus qu'un homme, non un Dieu; ou un Dieu, mais non le Dieu unique; ou le Dieu unique, mais impersonnel, le Dieu du panthéisme; et elle brouille tout, elle confond tout, Dieu et l'homme, la nature et son auteur, pour se soustraire à la vérité du Dieu fait homme. Pour un grand nombre de néo-chrétiens, cette vérité se vaporise en un être fantastique et négatif, qui n'est Dieu qu'en tant qu'il n'est pas homme, et qui n'est homme qu'en tant qu'il n'est pas Dieu, se détruisant lui-même dans sa double nature, suspendu dans le vague entre deux, et se prêtant à toutes les combinaisons de la fantaisie religieuse dont il est la changeante idole. Erreur qui n'est pas nouvelle, et que l'évêque Proclus pressait ainsi au concile d'Éphèse : « Quel est donc, je vous prie, » cet être qui n'atteint pas la grandeur divine et qui cependant dépasse la » condition de créature? C'est une chose que l'esprit humain ne saurait » comprendre, et il n'y a place pour quoi que ce soit entre la créature et » le Créateur. »

Autrefois l'erreur, se détachant sur un fond de foi et de soumission universelle à l'autorité de l'Église, était accusée aussitôt que formée, et bientôt stigmatisée d'hérésie. Aujourd'hui, que la grande hérésie du rationalisme a ouvert la porte à toutes les erreurs de l'esprit humain contre la foi chrétienne, toutes les hérésies anciennes contre le mystère de l'Incarnation, qui s'étaient successivement produites, sont confondues pêle-mêle et comme en dissolution dans l'air du siècle. On est, sans le savoir, ébionite, gnostique, néo-platonicien, sabellien, arien, nestorien, eutychéen, pélasgien, noms éteints, formes détruites d'erreurs toujours subsistantes, que l'esprit d'orgueil, qui en est le père, inspire aux plus ignorants, que l'ignorance même favorise, et qui aboutissent toutes à l'anti-christianisme et à l'impiété.

Contre cette diffusion de l'erreur, contre cette décomposition du dogme fondamental de la religion, le Christianisme contient un préservatif souverain, trop négligé par un grand nombre de chrétiens, parce qu'ils croient qu'il est simplement accessoire, et qui s'empresseraient de s'y rallier, s'ils savaient à quel point il est capital. Ressource infaillible en ce qu'elle clôt, si je peux ainsi dire, ce passage resserré de l'Incarnation dont nous avons parlé, qu'elle en est la porte et comme la forteresse, *turris Davidica*, qui force l'erreur à se déclarer, et par laquelle on ne peut passer sans confesser la vérité du grand mystère.

Cette ressource tutélaire est le dogme, le culte de la Maternité divine de Marie.

Le dogme de la Maternité divine de Marie est à celui de Jésus-Christ, ce que celui de Jésus-Christ est lui-même à celui de Dieu : il l'inclut, et il inclut par conséquent la religion tout entière.

Ce culte renferme un acte héroïque de foi sur le mystère de l'Incarnation, puisque nous n'honorons Marie que parce qu'elle est Mère de Dieu.

Ce seul mot *Mère de Dieu* ramasse en lui tout le Christianisme, et l'abrite, le sauve contre les altérations de l'erreur.

Honorer Marie, professer Marie, c'est professer le Christianisme dans son acte essentiel, dans l'acte de l'Incarnation. C'est confesser que Jésus-Christ est homme, puisqu'il est fils de la femme ; c'est confesser qu'il est Dieu, puisque cette femme est mère de Dieu ; c'est confesser enfin qu'il est Homme-Dieu, puisque c'est par une seule naissance que ces deux natures se sont unies pour former le Christ.

Ce titre *Mère de Dieu* nous paraît énorme et en quelque sorte monstrueux ; il n'a cependant rien que de rigoureusement exact, si Jésus-Christ est Dieu. Le scandale qu'il nous cause accuse donc notre incrédulité vague à Jésus-Christ, et la met en demeure de se prononcer. En ce sens, le culte de la Mère de Dieu est justifié par l'opposition même qu'il rencontre.

Ou Jésus-Christ est Dieu fait homme, Dieu né homme ; et alors ce qui est scandaleux, c'est de ne tenir nul compte de la dignité de *Mère de Dieu* qui revient à Marie : ou c'est cette dignité même qui paraît scandaleuse ; et alors n'est-il pas logique d'en conclure qu'on ne reconnaît pas Jésus-Christ pour Dieu ?

Je ne dis pas , Soyez dévots à Marie ; ni même, Soyez chrétiens ; ni même, Soyez adorateurs de Dieu ; mais je dis, Soyez logiques, soyez raisonnables, soyez sincères.

La qualité de Mère de Dieu ne peut être à la fois si énorme qu'elle vous scandalise, et si insignifiante que vous n'en fassiez aucun cas.

Si elle vous paraît si grande que vous avez peine à la croire, honorez donc cette grandeur, si vous la croyez : que si vous ne l'honorez pas, c'est que vous ne la croyez pas ; c'est que, par conséquent, vous n'êtes pas chrétien ; et, m'autorisant de ce que j'ai préétabli, j'ajouterai : c'est que vous n'êtes pas un sincère et fervent adorateur de la Divinité.

La *Mère de Dieu* met ainsi le pied sur la tête de l'orgueil et de l'illusion de religion qu'il entretient dans les âmes. Il a beau se replier, et, par mille subterfuges, essayer de se dérober à ce pied souverain, il ne le peut ; il est à bout ; et s'accomplit ainsi la prophétie antique : *Ipsa conteret caput tuum, et tu insidiaberis calcaneo ejus.*

Il en a été ainsi de tout temps ; l'usage de cet argument nous a été transmis par nos pères : c'est le glaive de la foi chrétienne par lequel l'Eglise a toujours tranché les inextricables nœuds des hérésies, notamment celles de Nestorius et d'Eutichès.

Avant Nestorius nous le trouvons si fréquemment employé parmi les chrétiens, qu'il leur vaut ce reproche de leur grand ennemi Julien l'Apostat : « Vous chrétiens, vous ne cessez d'appeler Marie mère de Dieu : *Vos » Mariam Deiparam vocare non cessatis.* »

Mais c'est surtout dans la grande hérésie de Nestorius que la ferme et infaillible sagesse de l'Eglise sut en tirer parti. Laissons Bourdaloue, avec sa droite raison, nous exposer cette belle conduite de l'Eglise.

« Une vierge, mère de Dieu, et mère de Dieu selon la chair, c'est ce qui » choqua autrefois la fausse piété des hérétiques, surtout de ce fameux » Nestorius, patriarche de Constantinople. Cet homme, emporté par l'esprit » d'orgueil, en abusant du pouvoir que lui donnait son caractère, osa dispu- » ter à Marie sa qualité de Mère de Dieu : et dans cette vue y est-il artifice » qu'il n'employât et déguisement dont il n'usât pour couvrir ou adoucir la » malignité de son erreur? Car, suivant les rapports des Pères, tout ce » qu'on peut d'ailleurs imaginer de titres spécieux et honorables, il les ac- » corda à Marie, hors celui dont il était uniquement question. Il confessa » qu'elle était la mère du Saint des saints, qu'elle était la mère du Rédem- » pteur des hommes ; il convint qu'elle avait reçu, porté le Verbe de Dieu » dans ses chastes entrailles ; il se relâcha même jusqu'à dire qu'elle était » la mère d'un homme qui, dans un sens, avait été Dieu, parce qu'il avait » été spécialement uni à Dieu. Mais qu'elle fût absolument et sans restric- » tion *Mère de Dieu*, c'est sur quoi on ne put fléchir cet esprit incrédule et » opiniâtre. Que fit l'Eglise ? Elle rejeta toutes ces subtilités ; et plus Nesto- » rius s'obstinait à combattre ce titre de Mère de Dieu, plus elle s'intéressa à » le maintenir. Il ne s'agissait en apparence que d'un seul mot, et ce seul mot » grec, θεοτοκος, qui signifie mère de Dieu, était le sujet de toutes les contes- » tations. Mais parce qu'il est vrai, comme l'a sagement remarqué saint » Léon, pape, que le chemin qui conduit à la vie est un chemin étroit, » non-seulement pour l'observation des préceptes, mais encore plus pour » la soumission aux vérités orthodoxes, *non in sola mandatorum observan- » tia, sed in recto tramite fidei, arcta via quæ ducit ad vitam*, l'Eglise prit » la défense de ce seul mot avec toute la force et toute l'ardeur de son » zèle. Elle assembla des conciles, elle fulmina des anathèmes, elle cen- » sura des évêques ; elle n'épargna pas ceux qui tenaient les premiers » rangs, elle les excommunia, elle les dégrada : pourquoi ? Parce que dans » ce seul titre de Mère de Dieu était renfermé tout le mystère de l'incarna- » tion du Verbe. Car c'est pour cela qu'on se fit comme un capital et un point » essentiel de religion de croire que Marie était, dans le sens le plus naturel, » mère de Dieu. Non pas que cette créance fût nouvelle, puisque, selon » saint Cyrille, toute la tradition l'autorisait et que déjà depuis longtemps Ju- » lien l'Apostat l'avait reprochée aux chrétiens ; mais on voulut que cette » créance, aussi ancienne que l'Eglise, fût désormais comme un symbole » de foi, et l'on arrêta dans le concile d'Ephèse que le titre de *Mère de » Dieu* serait un terme contre l'hérésie nestorienne, comme celui de » *consubstantiel* l'avait été dans le concile de Nicée contre l'hérésie » arienne. »

Cette explication de Bourdaloue est d'autant plus exacte que la longue discussion entre Nestorius et l'Eglise, ouverte par le refus de Nestorius d'appeler Marie *Mère de Dieu*, et close par la décision de l'Eglise qui maintint et consacra plus que jamais ce titre, ne roula cependant tout entière que sur la divinité de Jésus-Christ, sur sa personne même, que Nestorius détruisait en la divisant en deux personnes, c'est-à-dire en n'en faisant

plus qu'un homme plus ou moins uni à Dieu, et non l'Homme-Dieu.

Marie fut là comme la sentinelle qui annonça l'hérésie aux portes de la religion de son Fils, et qui fut préposée plus que jamais à leur garde ; et ce ne fut que par forme de défense du culte de Jésus-Christ, du culte de Dieu, que fut alors préconisé celui de Marie. D'où on peut juger déjà de la valeur de ce reproche banal qui est fait au culte de Marie, d'usurper sur celui de son divin Fils, alors que son vrai titre est, au contraire, de le manifester et de le défendre, et de défendre avec lui le Christianisme et l'ordre moral tout entier.

C'est ce que l'Eglise, avec l'infaillibilité de son sens divin, vit très-bien dans la question agitée au concile d'Ephèse : « Comment, y disait saint » Cyrille, qui en fut l'âme, laisser réduire à une fiction la sublime et évi- » dente économie du Christianisme ? Si l'incarnation du Verbe n'est qu'une » figure, qu'une chose imaginaire, si la Vierge n'a pas réellement enfanté » Dieu, le Verbe sorti de Dieu le Père n'a donc pas pris la semence d'Abra- » ham, ne s'est donc pas assimilé à ses frères, etc.; et ainsi tout ce qui » constitue la cause de notre salut se réduit à néant du moment qu'on ré- » pudie la Maternité divine. Ce point accordé, toute notre foi s'évanouit » entièrement. La Croix, salut et vie du monde, tombe, et tombe avec » elle la confiance du genre humain. »

Ainsi, — vérité trop peu connue, trop peu sentie, et qu'il importe plus que jamais de mettre en lumière, de mettre en honneur, — le culte de la très-sainte Vierge ne se rattache pas seulement au Christianisme : j'ose dire que le Christianisme vient s'y rattacher, s'y appuyer, et que l'humble Marie est le *palladium* de la religion tout entière : *Hoc enim deiparæ nomen omne dispensationis mysterium commendat*, dit saint Jean Damascène.

Je ne veux pas dire qu'elle soit le fondement ; car je sais que « personne » ne peut poser d'autre fondement que celui qui a été posé, lequel est le » Christ Jésus. » Non, Marie n'est pas le fondement ; mais elle est le sol qui lui sert d'assiette : elle n'est pas la fleur, mais elle est la tige ; elle n'est pas la voie, mais elle est la porte. Ce sol est humble et creusé plus que tout autre par l'humilité ; cette tige est frêle, c'est la tige du roseau ; cette porte est basse, et il faut se faire petit pour y passer. Mais c'est à cela même que je reconnais dans Marie ces caractères.

Le Christianisme, ai-je besoin de le dire, n'est pas une religion qui commence par en haut, mais par en bas. Prenez-la donc au plus bas, descendez donc, abaissez-vous, comme son divin Auteur, si vous voulez y entrer.

S'il en était autrement, Dieu ne se serait pas fait homme ; se faisant homme, il ne se serait pas fait enfant naissant, enfant conçu dans un sein maternel. Si, pour nous sauver, il n'a pas eu horreur de ce sein virginal, comme dans son plus bel hymne à Dieu le chante l'Église : *Tu ad liberandum suscepturus hominem non horruisti virginis uterum*, comment nous, pour qui il est descendu jusque là, éviterions-nous d'honorer ce sein béni, comme le sanctuaire de son amour dans sa manifestation la plus profonde, comme le point initial de notre élévation correspondant à son abaissement, comme le centre de toute l'économie du salut humain ?

On peut dire que les entrailles de Marie sont celles du Christianisme.

Aussi tout dans le Christianisme, tout dans le Catholicisme, qui est le christianisme vivant, tout porte, tout roule, — chose qui confond la raison superbe ! — sur l'acte de conception d'une femme, mais d'une conception divine, mais d'une femme vierge. « Le rayon de Dieu, Fils de » l'Éternité, dit Tertullien, s'est détaché de lui même des célestes hau» teurs, comme il avait été prédit ; il est enfin descendu, s'est reposé sur » un front virginal, et le Verbe s'est fait chair, et le grand mystère du » genre humain s'est accompli : nous adorons un Homme-Dieu. » C'est là ce que le Catholicisme ne cesse de proclamer, en le rappelant trois fois par jour, par la sonnerie de l'*Angelus*, à la méditation des fidèles, et en se prosternant deux fois dans le saint sacrifice de la messe, à la simple énonciation de ce mystère, qui ne partage avec aucun autre cette démonstration.

C'est là la vraie source de Jésus-Christ, de cette eau vive qui rejaillit jusqu'à la vie éternelle. Si vous ne prenez le Christianisme que dans son cours, à quelque point rapproché de sa source que ce soit, même au Calvaire, vous n'aurez pas le Christianisme ; car son cours n'est que le développement de sa source, et Jésus-Christ n'a répandu sur le Calvaire que le sang qu'il avait pris dans le sein de Marie. Il faut donc remonter jusqu'à ce sein virginal, si l'on veut réellement savoir et professer Jésus-Christ dans tous les autres états ou mystères de sa vie.

Il n'est personne aujourd'hui qui n'admire, qui n'exalte, qui ne divinise Jésus-Christ docteur, Jésus-Christ consolateur, Jésus-Christ réformateur, Jésus-Christ libérateur. Il n'est pas jusqu'à Jésus-Christ crucifié, autrefois scandale au Juif, folie au gentil, qui ne soit accepté comme un héros de constance, de grandeur d'âme, de dévouement à la cause de la vérité et de l'affranchissement du genre humain, dont il est mort la victime. Tout cela est reçu, parce que dans tout cela l'orgueil peut se retrouver, en imputant à un homme, et à l'humanité dans cet homme, des vertus qui l'honorent et une religion dont on reçoit ainsi l'encens.

Mais Dieu enfant, Dieu dans les langes, Dieu dans la crèche, Dieu dans les bras, dans le sein de Marie, et Marie même honorée comme si elle était réellement *Mère de Dieu*, et parce qu'elle est *Mère de Dieu* : tout cela est dédaigné, et pourquoi ? parce que cela ne peut être que si Jésus-Christ est réellement Dieu ; parce que l'homme n'a aucune part, ne joue aucun rôle dans ce mystère, ne sert qu'à y humilier Dieu et qu'à y être un instrument, et un instrument passif de la grande leçon d'humilité que ce Dieu humilié nous y donne ; parce qu'enfin tout le développement de la vie de Jésus-Christ et de son œuvre en reçoit un sens absolu, rigoureux, pratique de divinité.

Aussi je ne crains pas de le dire, le grand signe du Christianisme n'est pas seulement la Croix : c'est aussi, c'est d'abord la Vierge ; et celle-là perd toute sa signification, si on la sépare de celle-ci, et la Rédemption de l'Incarnation.

Ce n'est pas en vain que Jésus-Christ a voulu que Marie fût debout au pied de sa croix, et qu'elle nous y fût montrée. Après s'être fait accompagner d'elle dans tout le cours de sa vie, il a voulu surtout qu'elle assistât à sa mort, qu'elle fût jointe à sa croix, et cela comme un grand témoin de

la divinité du sang qu'il y répandait pour le salut du monde. La Croix s'appuie ainsi sur Marie, autant que Marie sur la Croix. Otez Marie, et la Croix tombe, comme le disait au concile d'Éphèse saint Cyrille : *Ortu ex sacra Virgine repudiato, Crux quæ est mundi et salus et vita interit.*

A la profession de foi de l'Apôtre, « je ne me suis pas estimé savoir autre chose que le Christ, et le Christ crucifié, » *et hunc crucifixum,* ajoutons donc avec le même apôtre, *et hunc factum ex muliere :* c'est là le signe initial du Christianisme, le signe que dès l'origine du monde la miséricorde de Dieu faisait briller aux yeux effrayés de nos premiers parents, le signe que plus tard Isaïe montrait ainsi à la terre : « Le Seigneur vous donnera » lui-même *un signe :* une Vierge concevra, et elle enfantera un Fils, et le » nom de ce Fils sera Dieu avec nous, *Emmanuel.* »

Répudier ce signe, ne pas l'honorer, et l'honorer d'un culte proportionné à son importance, qu'est-ce autre chose, comme le disait encore saint Cyrille, que de dire ouvertement qu'*Emmanuel*, de qui toute la confiance de notre salut dépend, n'est pas vraiment Dieu ? *Quod quæso, quid aliud est, quam manifeste dicere, Emmanuel, ex quo tota salutis nostræ fiducia pendet, non esse verum Deum?*

V. — *Marie conduit à Jésus-Christ.*

Mais ce ne serait connaître le mystère de la Maternité divine que très-improprement, si on ne voyait dans cette maternité sainte qu'une dignité oisive et qu'une fonction d'accident, et si on ne l'honorait que pour le fait seul d'avoir porté, d'avoir donné une fois au monde le fruit de vie.

Alors même on devrait l'honorer comme on honore le bois insensible de la croix. Mais combien serait autre l'honneur rendu à cette croix si elle avait eu le sentiment, le partage des vertus et des douleurs dont elle a été le théâtre, et du mystère de grâce dont elle a été l'instrument!

Telle a été, telle est la très-sainte Vierge.

Une des grandes causes de l'indifférence qu'on a pour son culte tient à ce qu'on se figure qu'elle n'est Mère de Dieu que par nécessité et par hasard, parce qu'il fallait une mère à Jésus-Christ; comme les mères ordinaires, comme la mère d'un grand homme, qui se trouve l'avoir conçu et enfanté tel sans le vouloir, sans le savoir, et qui n'en reçoit d'honneur qu'après coup, sans mérite personnel, sans participation antérieure ou postérieure à la grandeur de ce Fils dont elle n'a que la vaine représentation : représentation qu'on refuse encore à Marie par un impie abus de la conduite de Jésus-Christ à son égard, qui ne la lui refusait que parce qu'il se la refusait à lui-même, que pour l'en rendre plus digne, *quand l'heure serait venue,* que pour lui donner mieux que la représentation de la grandeur, pour lui donner la grandeur même en mérite et en exercice.

Écoutons parler la doctrine :

« Je pose pour premier principe, dit Bossuet, que Dieu ayant résolu » dans l'éternité de nous donner Jésus-Christ par l'entremise de Marie, il » ne se contente pas de se servir d'elle comme d'un simple instrument » pour ce glorieux ministère; il ne veut pas qu'elle soit un simple canal

» d'une telle grâce, mais un instrument volontaire qui contribue à ce grand » ouvrage, non-seulement par ses excellentes dispositions, mais encore » par un mouvement de sa volonté. »

Bossuet ajoute, ce qui n'est pas moins important et ce qui complète la connaissance de la fonction de la très-sainte Vierge :

« Dieu ayant une fois voulu que la volonté de la sainte Vierge coopérât » efficacement à donner Jésus-Christ aux hommes, ce premier décret ne » se change plus, et toujours nous recevons Jésus-Christ par l'entremise » de sa charité. »

Nous devons réserver pour l'intérieur de cet ouvrage le développement de cette grande et belle vérité, qui nous fait voir Marie comme un instrument *actif* et *continu* de la grâce de Jésus-Christ, comme un canal animé de cette grâce, comme une mère dont les entrailles toujours ouvertes n'ont pas seulement une fois enfanté Jésus-Christ, mais l'enfantent continuellement, et l'enfanteront jusqu'à la fin du monde dans ses membres, qui sont les chrétiens ; comme notre *Mère* par conséquent, dans le sens le plus vif du mot, la Mère des vivants, la nouvelle Ève.

Marie n'est donc pas seulement un signe, c'est un sacrement. Le Verbe éternel, qui a illuminé le monde et Dieu dans le Verbe, continue à se donner au monde par Marie.

Cette proposition paraîtra scandaleuse aux esprits forts, ou, comme on dit aujourd'hui, aux *esprits d'élite*, en ce qu'elle les assujettit à devoir la pure et vivante notion de Dieu qui les éclaire non-seulement à Jésus-Christ, mais à l'humble Marie. Ils se moqueront de notre simplicité, mais le *fait* répond pour nous à leur délicatesse, et quel fait !

Peuvent-ils nier que le soleil de la vérité divine, de la pure connaissance de Dieu, ne se soit levé il y a dix-huit siècles dans les hauteurs de l'Orient, du sein de quatre mille ans de ténèbres, et n'ait cessé jusqu'à nos jours d'illuminer jusqu'aux plus humbles intelligences ?

Peuvent-ils nier que, quel que soit l'épanouissement de ses rayons, et que si tous, croyants et incroyants, humbles et superbes, fidèles et blasphémateurs, marchent à sa lumière, néanmoins le foyer n'en soit le Christianisme, et le disque, pour ainsi dire, de l'astre Jésus-Christ ; et que si Jésus-Christ, que si le Christianisme venait à disparaître, le monde serait plongé dans l'horreur des plus effroyables ténèbres ?

Peuvent-ils nier que la notion du Verbe fait chair qui est Jésus-Christ, qui est le Christianisme, porte et roule en quelque sorte sur celle de la maternité divine de Marie comme sur son axe, et que le culte, que la dévotion à la très-sainte Vierge, ne soit comme la matrice des vrais chrétiens ?

Où sont les vrais serviteurs de Dieu, si ce n'est parmi les chrétiens, et où sont les vrais chrétiens, si ce n'est parmi les pieux serviteurs de Marie ?

Cela a été vrai de tout temps, mais cela est plus vrai aujourd'hui que jamais. Autrefois, en effet, la foi, la dévotion générale de la société entretenait le Christianisme dans toutes ses parties, et le culte de la sainte Vierge y prenait la part qu'il doit avoir dans l'économie de la religion. L'impiété générale qui vint ensuite, attaquant à la fois tous nos mystères, maintint par l'universalité de son blasphème la relation qui les unissait, et le culte de la sainte Vierge, dans ce règne de l'impiété générale, comme précédem-

ment dans celui de la foi, n'eut pas un destin particulier, ni par conséquent une importance plus spéciale. Plus subtil, plus perfide et plus dangereux que l'impiété déchaînée du dernier siècle, le rationalisme est venu se glisser entre nos divers mystères. Il les a désunis, altérés, décomposés, en se les appropriant. La notion de Dieu, celle de la Trinité, celle de Jésus-Christ même, sont devenues, sous son action, philosophiques, panthéistes, anti-chrétiennes, anti-sociales. Une seule notion, un seul dogme n'a pas été encore entrepris : son humilité l'a soustrait aux dangereux honneurs des philosophes. Leur dédain l'a sauvé de leur respect. C'est le dogme de la sainte Vierge. On se fait dans le monde des intelligences mille systèmes, mille religions différentes de Dieu et de Jésus-Christ. Embrassé ou rejeté, on n'y connaît qu'un culte de la sainte Vierge. Marie seule est restée ce qu'elle était autrefois ; et en restant ce qu'elle était, elle a maintenu ce qu'était le Christianisme. Elle a été comme l'ancre de la religion. La Mère, encore une fois, a sauvé le Fils. C'est à elle qu'il faut aller aujourd'hui le redemander, demander le véritable Jésus, le Dieu véritable. De là l'opportunité de préconiser aujourd'hui plus que jamais le culte de la sainte Vierge, et la providentielle sagesse de la décision qui vient de la proclamer immaculée, parce que c'est exalter dans son culte le culte de Jésus-Christ, le culte de Dieu, qui, aujourd'hui plus que jamais, ne doivent faire graduellement qu'un seul culte.

Luther, avec tous les hérétiques, a dit qu'il n'y avait pas de fête catholique qu'il détestât davantage que celle du Corps de Jésus-Christ et de la Conception de Marie ; et il avait raison, à son point de vue, d'associer ainsi dans sa répulsion deux choses qui se tiennent dans notre culte : la Mère et le Fls.

S'il n'y a pas de Mère, en effet, il n'y a pas de Fils.

Mais, ce qu'il faut ajouter aussitôt, c'est que s'il n'y a pas de Fils, il n'y a pas de Père.

C'est par sa filiation humaine, c'est par Marie par conséquent, que Jésus-Christ est notre frère, que nous ne faisons tous avec lui qu'un seul corps, et qu'il nous communique adoptivement la qualité qui lui est naturelle de Fils de Dieu. Ce n'est que par cet esprit d'adoption, comme dit saint Paul, que nous sommes les cohéritiers de Jésus-Christ, les enfants de Dieu, et que nous recevons la grâce de l'invoquer : *Notre Père. Accepistis spiritum adoptionis filiorum, in quo clamamus : Pater.*

L'adoration du Père en esprit et en vérité, le culte de Dieu, tient donc à celui de la Mère de Dieu. *Qui n'a pas Marie pour mère, ne saurait avoir Jésus-Christ pour frère et Dieu pour père.*

Aussi, c'est avec un sens profondément simple et vrai que l'Église catholique enchaîne dans toutes ses prières le *Pater* et l'*Ave*, et unit le Père céleste à la Mère terrestre de Jésus-Christ, pour nous rappeler sans cesse que c'est par la Mère que nous avons des droits sur le Fils, et par le Fils que nous en avons sur le Père.

Et saint Grégoire de Nazianze n'a pas été trop loin, lorsque, cent ans avant le concile d'Ephèse, il résumait tous les titres de la Mère de Dieu à notre culte par ce mot qu'on devrait inscrire sur tous les autels qui lui sont consacrés : *Si quis sanctam Dei Genitricem non confitetur, à Deitate*

remotus est : « Celui qui ne professe pas la sainte Mère de Dieu est séparé » de la Divinité. »

Jésus-Christ est une fleur dont le parfum est Dieu est dont la tige est Marie. C'est sous cette gracieuse image que le prophétisait Isaïe. C'est vainement qu'on voudrait avoir le parfum sans la fleur, et vainement aussi qu'on voudrait avoir la fleur sans la tige ; car cette tige n'a pas seulement une fois porté la fleur, elle la porte toujours, elle la fait toujours fleurir dans les âmes. Qui que vous soyez donc, dit saint Bonaventure, qui aspirez à la grâce de l'Esprit-Saint, cherchez la fleur dans la tige : c'est par la tige, en effet, que nous parvenons à la fleur et par la fleur à l'esprit de la Divinité dont elle a embaumé la terre. *Quicumque Spiritus sancti gratiam adipisci desiderat, florem in virga quærat : per virgam enim ad florem, per florem ad spiritum pervenimus.*

La disposition des hommes, dans ce mouvement général qui les ramèn aujourd'hui à la foi, est de chercher à lui disputer pied à pied le terrain qu'elle reprend sur eux ; de chercher à se passer de Dieu pour être philosophe, à se passer de Jésus Christ pour être religieux, et à se passer de Marie pour être chrétiens.

Mais vaine confiance qui n'aboutit qu'à faire de mauvais philosophes, de faux déistes et de pauvres chrétiens ! « A qui la vérité a-t-elle été découverte sans Dieu? s'écrie Tertullien ; à qui Dieu a-t-il été connu sans le Christ ? A qui le Christ a-t il été pleinement révélé sans le Saint-Esprit, » sans Marie, qui est son sanctuaire et la plus haute expression de sa fécondité ?

La très-sainte Vierge remplit ainsi dans l'économie du Christianisme une fonction active et incessante de maternité, en enfantant les hommes à la vie de Dieu, après avoir enfanté Dieu à la vie des hommes. Ministère merveilleux et incomparable, dont nous nous sommes proposé de tenter la contemplation, et de montrer les sublimes et touchantes harmonies.

Mais ce qu'il nous faut ajouter à notre suprême découragement, c'est que tout ce que nous avons dit jusqu'ici n'est en quelque sorte que le piédestal de la grandeur de la très-sainte Vierge.

Marie, Mère des hommes ! nouvelle Ève ! Mère des vivants ! quelle grandeur !

Marie, Mère de Dieu ! quelle grandeur plus sublime : et pourrait-il y en avoir de plus accablante?

Oui. La grandeur véritable de Marie, en effet, sa grandeur propre, supérieure à celle de Mère des hommes, à celle de Mère de Dieu, c'est d'avoir été rendue digne de l'être ; c'est de ne pas avoir été prise par nécessité et au hasard parmi les femmes pour remplir ce prodigieux ministère, mais d'avoir été choisie et bénie de toute éternité entre toutes les créatures dans ce prodigieux dessein : plus que cela, d'avoir été faite exprès, créée pour cette fin, remplie, embellie de toutes les vertus et de toutes les grâces qui convenaient à cette incomparable destinée, et d'en avoir multiplié infiniment le nombre en y correspondant par tous les actes, par tous les soupirs de sa volonté. Grandeur telle que personne, ni les hommes, ni les Anges, ni Marie elle-même, personne que Dieu seul ne peut en mesurer la sublimité.

C'est une création à part, c'est un monde spirituel. Ce que l'homme est

dans l'ordre de la Nature, ce que Jésus-Christ est dans l'ordre de la Gloire, Marie l'est dans l'ordre de la Grâce : elle en est la Merveille et la Reine ; la Reine des Anges et des Saints. C'est un Ciel, comme l'appelle saint Jean Chrysostome : *Quæ igitur Virgo Mater Cœlum.*

C'est ce Monde, c'est ce Ciel que je voudrais entr'ouvrir aux regards.

Le lecteur qui n'a jamais médité sur ce Mystère, et qui y apporte un œil voilé par les choses du temps, ne comprendra pas la vérité de ce transport. Il lui paraîtra que ces paroles ne portent que sur le néant et ne retentissent que dans le vide ; qu'elles ne sont qu'une banale redondance, qu'une fade exagération traditionnelle. Il se demandera, à la vue de la simplicité de Marie, de son humilité, de son obscurité, dont les Évangélistes, les Apôtres et son divin Fils lui-même semblent avoir été complices tant qu'elle a été sur la terre, ce qu'il y a donc de si merveilleux dans la destinée de cette Femme ; et il ne nous suivra qu'avec le découragement de la défiance, le dégoût de l'inanité et l'horreur de la déception. Tout au plus nous réservera-t-il un peu de piété.

Quand le premier homme vit le premier soleil baisser à l'horizon, l'éclat du jour pâlir, les magnifiques aspects de la création s'effacer, et, le bruit s'éteignant partout avec la lumière. le silence et la nuit occuper l'univers, quel ne dut pas être le désespoir de son âme ignorante ! Quelle n'eût pas été sa défiance, si une voix se faisant entendre lui eût dit : Prépare-toi à l'admiration ; car c'est sur ce fond d'obscurité qui te glace, que va se détacher un spectacle dont la magnificence le disputera à celui du jour ! Et quel ne dut pas être en effet son ravissement, lorsque son œil découragé vit poindre au firmament voilé du ciel une étoile, puis plusieurs, puis des astres partout s'allumer, le ciel se remplir de rayonnements, et le sombre azur de sa voûte tout étincelant de lumières ! Quel ne dut pas être surtout son transport lorsqu'il vit blanchir à l'horizon, se lever et s'avancer, comme une reine au milieu de sa cour, la Lune, au virginal éclat ; et, à son apparition, sous sa mystérieuse et puissante influence, l'air s'émouvoir, le ciel s'épurer, les mers se soulever, et la terre se transfigurer sous un voile argenté de lumière !

Tel serait certainement le transport que nous ferions partager à nos lecteurs s'il nous était donné de pouvoir leur montrer Celle de laquelle il a été dit : « Quelle est celle qui s'avance comme l'aube du jour, belle comme » la Lune, pure comme le Soleil, redoutable comme une armée rangée en » bataille ? »

Nous voudrions du moins le tenter. Entreprise immense, puisqu'elle n'embrasse rien moins que la religion tout entière.

Dans nos premières *Etudes*, nous avons essayé de montrer le Christianisme à la splendeur de Jésus-Christ ; nous voudrions, dans celles-ci, le faire revoir à la douce clarté de Marie.

. . . .

. . . .

AUGUSTE NICOLAS.

LETTRES SUR L'ITALIE.

IV.

GIOTTO A ASSISE. — L'ÉGLISE SUPÉRIEURE ET LA LÉGENDE.

Giotto n'aimait pas la pauvreté : il ne l'aimait pas du moins telle que la pratiquaient de son temps les ordres mendiants, de pauvres devenus riches; et il avait composé contre elle des couplets satiriques retrouvés à la Laurentienne, où l'on voit partout éclater la verve et l'entrain de l'artiste et le fin bon sens d'un homme supérieur. Dans cette petite chanson évidemment dirigée contre les Franciscains de son temps, Giotto plaide avec beaucoup d'esprit, non pas certes contre saint François qu'il aimait et respectait comme Dante, mais contre ses infidèles disciples, qu'il se croyait, comme le grand poëte florentin, le droit de reprendre et d'admonester.

J'aurais certes quelque embarras à citer ces vers un peu lestes, un peu crus contre la pauvreté, si je n'étais à peu près sûr de pouvoir les expliquer à la louange de Giotto, et de les concilier fort bien avec son amitié si vive pour saint François et la pauvreté véritable.

Il y avait au temps où peignait et où écrivait Giotto, deux pauvretés dans l'Église et dans l'État : l'une humble, sévère, austère à elle-même, volontaire et digne de tous points de saint François et de ses premiers disciples : l'autre avide, ambitieuse, jalouse et déjà parvenue. L'une était la pauvreté pour soi, la pauvreté volontaire, la pauvreté chrétienne recommandée par l'Eglise, chantée, aimée et épousée par le preux chevalier d'Assise, qui lui avait engagé sa foi. L'autre au contraire était la pauvreté pour les honneurs et les richesses, la pauvreté pour l'influence qu'elle donnait alors; pauvreté menteuse et qui méritait bien les couplets frondeurs qui couraient sur son compte.

Or Giotto n'était préparé ni par ses goûts, ni par sa vie d'artiste, à professer la première : mais il était trop franc pour accepter la seconde et aussi trop fin pour en être dupe.

Cette seule distinction éclaire tout à la fois l'œuvre et la chanson de Giotto, et rétablit l'unité dans ses sentiments et dans sa foi.

Nous le verrons tout à l'heure faire amende honorable à la grande et belle pauvreté primitive. Ecoutons le d'abord se moquer de la pauvreté mensongère et fausse et n'oublions pas qu'il écrivait dans un temps où la pauvreté devenue l'objet de déclamations maladroites et d'un général engouement, pouvait bien l'être aussi de quelque blâme. « Après tout, ce n'est pas un si grand bien que la pauvreté, nous dit Giotto dans sa chanson. Souvent elle engage à mal faire. Elle est la cause de bien des jugements coupables, du déshonneur de bien des dames et des demoiselles, de bien des vols, des violences et des vilenies. Ceux qui l'ont toujours à la bouche ne l'ont pas dans le cœur, et ne cherchent que les moyens d'en sortir. Il y en a qui, semblables à des loups ravisseurs et pour arriver à leurs fins, se couvrent de son nom. Le pire loup paraît un agneau sous le manteau trompeur. »

Au surplus voici cette pièce ,

Molti son quei che lodan provertate,
E tai dicon che fa stato perfetto
S'egli è provato e eletto,
Quello osservando, o nulla cosa avendo
A ciò inducon certa autoritate,
Che l'osservar sarebbe troppo stretto :
E pigliando quel detto,
Duro estremo mi par, s'io ben comprendo ;
E però nol commendo,
Ch' è rade volte estremo sanza vizio :
Et a ben far difizio,
Si vuol si proveder dal fondamento,
Che per crollar di vento
Od altra cosa, che si ben si regga,
Che non convegna poi si ricoregga.
Di quella povertà ch' è contra a voglia,
Non è da dubitar che è tutta ria ;
Che di peccare è via,
Facendo spesso a giudici far fallo ;
E d'onor donna e damigella spoglia ;
E fa far furto, forza e villania,
E spesso usar bugia ,
E ciascun priva d'onorato stallo.
E piccolo intervallo
Mancando roba, par che manchi senno ;
Se avesse rotto Brenno
O qualvuolsia che poverta tel giunga ;
Però ciascun fa punga

Di non voler che, nanzi gli si faccia;
Che pur pensando già si turba in faccia
Di quella provertà che eletta pare,
Si può veder per chiara sperienza,
Che sanza usar fallenza,
S'osserva e no, siccome si conta;
E l'osservanzia non è da lodare,
Perchè discrezion ne cognoscienza
O alcuna valenza
Di costumi o virtute le s' affronta.
Certo mi par grand' onta
Chiamor virtute quel che spegne 'l bene;
E molto mal s'avvene,
Cosa bestial preporne a le virtute,
Le qual donan salute
Ad ogni savio intendimento accetta;
E chi più vale, in ciò più si diletta.
Tu potresti qui fare un argomento:
Il Signor Nostro molto la commenda.
Guarda che ben s'intenda;
Chè sue parole son molto profonde,
E talor hanno doppio intendimento,
E vuol che 'l salutifero si prenda.
Però 'l ver che dentro vi s'asconde.
Tu vedrai che risponde
Le sue parole alla sua santa vita;
Che podestà compita
Ebbe di sodisfare a tempo e loco.
E però 'l suo aver poco
Fu per noi scampar dall' avarizia

. . . .

Noi veggiam pur col senso molto spesso
Chi più tal vita loda, manca in pace,
E sempre studia e face
Come da essa si possa partire.
Se onore e grande stato gli è commesso,
Forte l'aferma qual lupo rapace,
E ben si contraffface,
Purch' egli possa suo voler compire;
E sassi si coprire
Che 'l piggior lupo par migliore agnello
Sotto il falso mantello.
Onde per tale ingegno è guasto 'l mondo,
Se tosto non va in fondo
Questa ipocrisia, che alcuna parte
Non lascia 'l mondo, sanza aver su' arte.
Canzon, va; e se truovi de' giurgiuffi,
Mostrati loro si, che li converti.
Se pure stesson erti,
Sii si gagliarda, che sotto li attuffi [1].

[1] Ce texte est précieux pour les philologues et remarquable par les idiotismes toscans qu'il offre à leurs études.

Telle est la chanson de Giotto, et ce petit épisode de sa vie d'artiste, très-intéressant pour nous faire connaître les mœurs, les tendances et le caractère d'un homme sur lequel nous ne possédons que bien peu de documents authentiques. On sent que nous ne pouvons mettre ces couplets sur le compte de la jeunesse. C'est bien plutôt l'œuvre de l'âge mûr, de l'homme désabusé, qui a vu le monde et qui serait même bien près du désenchantement des choses. Cette humeur satirique est fort remarquable : avec le bon sens, elle forme le trait dominant du caractère de Giotto, et tous deux en font un homme tout moderne, et qui sur bien des points a dépassé le niveau de son siècle et de ses contemporains, comme le Dante, ou même Bocace.

Un vers, un couplet de la chanson renferment une allusion évidente à l'ordre de Saint-François, une intention satirique dirigée contre les mendiants semblables à des loups cachés sous la peau de brebis. Ceci ferait croire à un différend avec l'ordre : à quelques difficultés avec un des couvents de franciscains pour lesquels il avait tant travaillé et qui, au nom de la pauvreté chrétienne, lui auraient refusé un salaire mérité ou marchandé quelque grand ouvrage. Et il faudrait voir alors dans sa chanson la boutade d'un homme d'esprit qui se venge par une satire assez douce du tort qu'on lui a fait.

Quoi qu'il en soit, j'ai voulu rapporter l'incident, parce qu'il nous fait connaître la tournure d'un esprit que l'on croit naïf et qui n'est rien moins que cela. C'est le chef d'œuvre peut-être de ces natures d'élite que produisait Florence, de joindre aux plus heureux dons de fraîcheur et de grâce une connaissance approfondie des hommes et de faire la satire de leur temps, tout en répandant partout dans les âmes l'émotion communicative du beau et du bien. Par ses années d'apprentissage, par ses voyages, par son cosmopolitisme, Giotto s'était instruit et formé comme peu d'artistes de nos jours l'ont su faire : il avait fait son voyage de Rome et de Naples, il avait fréquenté les grands hommes et connu les grandes choses de son temps. Il avait profondément réfléchi sur les destinées de son art et les conditions de la vie d'un artiste. Il paraît avoir surtout poursuivi deux choses, l'embellissement de l'Italie par ses œuvres et la légitime prétention d'arriver pour lui-même à la gloire et à la considération, peut-être même à la fortune, un Florentin n'aimant guère à séparer ces trois choses, même au XIIIe siècle : Giotto les obtint toutes trois.

Chargé par la municipalité florentine d'immenses travaux, entouré d'élèves empressés et fiers de suivre ses leçons, attiré et retenu par les couvents de franciscains qui lui devaient cette illustration supérieure de l'art, et qui se disputaient le grand artiste florentin, comme les villes de la Grèce se disputaient Homère, que lui manqua-t-il pour atteindre le but désiré ?

C'est une fine remarque de Gœthe dans son roman de *Wilhem Meister*, que la culture supérieure des artistes demande certains raffinements de luxe et de civilisation et comme une perspective de grandeur domestique et journalière. De belles lignes habituent ses yeux à l'eurythmie des proportions. Aussi Gœthe dans sa cité idéale n'accorde-t-il à ses musiciens et à ses poëtes que des cabanes et des chaumières, tandis que ceux qui s'adonnent aux arts plastiques sont logés comme les rois et comme les dieux, sans cela pourraient-ils décorer dignement les demeures des rois et des dieux ? pourraient-ils s'élever au-dessus du vulgaire jusqu'à ennoblir par leurs œuvres des peuples entiers?

Mu par ces principes élevés et par l'amour de son art, sans doute aussi par le génie de Florence qui était celui des fètes et des plaisirs, Giotto, qui était un grand architecte non moins qu'un grand peintre, se trouvait donc en opposition directe avec l'esprit de la pauvreté qui répudiait ces pompes et ce luxe de la terre et réservait pour le paradis les grands spectacles, les riches processions, les étoles d'or et les belles architectures de la Jérusalem céleste aux murs de porphyre, aux portes de diamant. Le premier peut-être il fit pénétrer dans le cloître, en opposition directe avec la règle du fondateur, les grandes lignes, les belles fabriques et les belles ordonnances architecturales, pour consoler les yeux attristés de la petitesse et de la mesquinerie des cellules.

François n'avait voulu pour ses moines que le ciel ouvert, une belle nature, de beaux champs d'oliviers et de vignes, le sommet de quelque colline riante ou austère. Avec Giotto s'introduisait dans le cloître le charme des belles peintures, des belles voûtes, l'ornement de la tombe du saint, la grandeur des cours intérieures, la magnificence des deux églises superposées l'une à l'autre.

Nous aurons occasion de revenir sur ce grand goût d'architecture que Giotto substitua presque partout dans ses tableaux de la légende franciscaine d'Assise au pur amour de la nature et au charme de la campagne. On ne saurait lui en vouloir beaucoup en pensant qu'il obéissait à son art et que ces grandes compositions architecturales dont il décorait ses peintures et dont il dressait magistralement les plans grandioses aux yeux étonnés des moines, faisaient avancer la science des lignes et des proportions, d'où devaient sortir les splendeurs des Arnolfo di Lapo et des Brunelleschi.

Et toutefois c'était une première atteinte donnée par son art à la légende franciscaine et à la vie de saint François.

Je ne raconterai pas après Ozanam cette vie qui tient tant de la nature par l'attrait incessant que les êtres les plus grands comme les plus petits, les plus coupables comme les plus vertueux, exerçaient sur

elle, et par le charme non moins vif qu'elle exerçait à son tour sur les hommes, les animaux et les choses, cette vie qui tient plus encore de la grâce par les dons ineffables et divins qui peuvent seuls expliquer la force d'un tel amour et la constance d'une telle vocation.

Jamais on n'avait vu réunis dans une mesure plus excellente la nature et la grâce. Et c'est pour cela que cette vie est dans son expression éminemment poétique et qu'elle prête à l'art. François d'Assise était arrivé, si j'ose le dire, à renouveler la sainteté : et c'était là un renouvellement de l'art. François, sans le savoir, est certainement un des hommes qui ont le plus et le mieux senti en artiste et en poëte les choses que le Seigneur a faites. Il devait même peut-être à son peu d'estime pour la science mondaine un sentiment d'autant plus vif de la nature. Il lisait dans le grand livre ouvert pour les humbles comme pour les savants. Il s'élevait à Dieu en partant d'un grain de blé, d'un oiseau, d'une fleur. Les moissons de l'Ombrie, les baies suspendues au pâle feuillage de l'olivier, le vol des hirondelles étaient pour lui des pressentiments de la patrie céleste et des symboles de la vie future. Et comme il avait sous les yeux l'une des plus belles et des plus suaves natures qu'il soit possible, il se trouve que le cadre de la légende est d'une admirable fraîcheur : et c'est pourquoi nous trouvons une première trace d'altération dans l'œuvre de Giotto qui l'a changé.

Giotto était un grand architecte : il l'a fait bien voir dans son œuvre d'Assise [1]. Partout de vastes et splendides fabriques, des palais ou des couvents vraiment enchantés s'élèvent sous nos yeux. Il préludait ainsi à cette renaissance de l'architecture hâtée par le développement des ordres religieux, et surtout de celui de saint François qui avait partout, et comme par miracle, pour les besoins du culte, multiplié les édifices et les grandes constructions. Mais il eût fallu que la riante et douce nature de l'Ombrie dont chaque feuille, chaque rivière et chaque fleur s'est imprégnée pour ainsi dire du souffle de la poésie franciscaine, fût plus sensible en ses tableaux. Saint François n'était bien que dans les campagnes, au grand air, à l'ombre, près d'une source. Il avait reçu de la vie et de la parole du Christ le goût et le sens de cette nature qui seconde si bien la parole de vie et qui murmure en son doux langage tant de vérités utiles et de pieux conseils.

Giotto n'a pas cru devoir s'attacher à reproduire cette poésie du paysage, et il nous offre dans un âge que l'on croit arriéré et anti-artistique d'étonnants rapports avec les grands artistes de la première et brillante antiquité de l'art grec. Ce dédain de la nature inanimée

[1] A la chapelle supérieure, il est vrai que Rumohr conteste l'authenticité. (Voir la note plus loin.)

est très-remarquable dans ces deux grandes écoles, et la substitution des grandes lignes architecturales et des produits de l'art à ceux de la nature est un fait considérable et dont l'Esthétique doit tenir compte. On ne saurait nier en effet que les lignes architecturales se prêtent mieux au grand art que les lignes plus capricieuses et plus infinies que nous offre la nature. La nature ne dessine pas comme l'art, elle est bien moins arrêtée dans ses lignes. Elle affecte partout l'infinité, souvent même il y a dans ses compositions des apparences de trouble, des sauts et des dissonances qui ajoutent à l'effet général et à l'impression produite sur l'œil du spectateur. Giotto n'a pas cru devoir se perdre dans ces complications difficiles. Il s'est dit que l'œil en plongeant par-dessus les murs du couvent trouverait le cadre de ses tableaux, et qu'au lieu de se perdre dans une imitation servile et qui demande des procédés techniques avancés, il valait mieux créer et créer sans cesse de nouvelles œuvres d'art qui, par la sévérité des lignes et l'art magistral du dessin, encadrassent les sujets que l'artiste a choisis.

C'est ainsi que les limites naturelles de l'art et de la poésie se retrouvent entre le poétique élan qui poussait François vers le pur amour de la nature, et les tendances artistiques de Giotto qui cherchait sans cesse à créer de brillants modèles au profit de son art ; on sent la ligne qui sépare la poésie des arts plastiques, et l'on comprend mieux maintenant pourquoi Giotto n'aimait pas la pauvreté qu'avait tant aimée François.

Mais ce n'est pas la seule altération que la légende a reçue.

Chez François, par un constraste étrange, à un profond amour de la nature se joignait un ascétisme inouï. Cet homme, qui ne se trouvait bien que dans les champs, qui y avait, comme les enfants, le don des impressions spontanées et quelque chose du *nescio qua præter solitum dulcedine læti* que Virgile donne aux cygnes s'éjouissant dans les ondes d'un fleuve, ce même homme était un ascète austère et sobre comme les premiers Pères du désert. On conserve encore et nous avons contemplé a la Portiuncule le moule de son visage : en voyant ces apparences chétives que la cire a gardées, ce visage amaigri, à peine un peu de vie aux joues, ces lèvres d'une finesse excessive et amincies par le manque de chair, on reconnaît un de ces hommes évangéliques habitués à faire mourir les actions de la chair par l'esprit et que le monde repousse. On raconte en effet que, lorsqu'il s'en allait mendiant de porte en porte avec frère Elie, les femmes, les enfants remplissaient la besace du frère qui était de belle apparence, haut en couleur et d'un respectable embonpoint, tandis que la mine piteuse et la maigre figure du père François l'exposait au mépris et aux refus.

Cimabué, dans le portrait du saint que l'on montre encore avec une grande vénération à Sainte-Croix, s'est conformé à ce type. C'est un ascète qu'il a voulu peindre et il y a réussi. Il y a je ne sais quoi de dur et d'austère dans la contenance du saint. Devant la rigueur de cet ascétisme le charme exquis d'une nature supérieure s'évapore, et le type immobile et caractéristique que nous avons sous les yeux, n'a rien de la terre.

Giotto, déjà plus occupé de la forme, a composé son type autrement. Son saint François n'est pas un portrait : j'en ai presque l'assurance en le comparant au moule de la Portiuncule et au portrait de Cimabué, ou du moins c'est saint François plus jeune, et le souvenir de ses austérités n'a pas laissé de marques comme dans le type imaginé par son rival. Il y a de la vie, de l'amour, de la gaîté dans ce jeune moine, et ce qui lui manquerait plutôt, ce serait le caractère et la gravité supérieure dont est empreinte la composition de son prédécesseur. Le type Giottesque est plus populaire et plus hardi tout ensemble. Il est aussi plus esthétiquement conçu, mais il manque de caractère.

Des différences importantes se remarquent aussi dans la façon dont est traité le cycle franciscain par ces deux peintres. L'un, sans se soucier des lois de l'art et des plus vulgaires conditions de la peinture, réunit dans une seule et même composition, suivant les errements des Bysantins, toute l'histoire du saint groupé autour de lui en quatorze petits tableaux qui, avec le portrait du saint lui-même, sont destinés à n'en composer qu'un seul.

Giotto, qui avait sous les yeux la composition synchronique de Cimabué, s'est bien gardé de l'imiter. Il a étendu, développé suivant les lois de l'art ce que son prédécesseur avait resserré suivant les conventions de l'école Bysantine. Il a ainsi donné le mouvement et la vie à ces différentes compositions en les traitant séparément sans leur ôter l'unité dont elles sont susceptibles, car elles sont réunies dans une même église où la succession des temps et des événements se déroule aux yeux du spectateur. L'ordre qu'il a adopté est donc tout moderne et défie toute critique.

J'en dirai autant de la composition.

Giotto a admirablement choisi les sujets qui se prêtaient à l'art dans la vie du saint. Il s'est emparé avec un rare bonheur de tous les éléments esthétiques que lui offrait la légende [1].

[1] Peu importe ici que les doutes de Rumohr sur l'authenticité des peintures de l'église supérieure d'Assise soient fondés ou non : nul critique que je sache n'a révoqué en doute l'existence et l'authenticité de celles récemment découvertes à santa Croce de Florence et qui gisaient depuis des siècles recouvertes d'une épaisse couche de badigeon, attendant pour reparaître à la lumière qu'un moine intelligent et pieux fît faire à ses frais les travaux nécessaires pour les dégager de

Giotto n'est pas seulement un peintre légendaire : dans cette grande histoire, il ne va pas recueillir ces petites fleurs qu'il laisse à la légende où elles ont tout leur parfum, et qui le perdraient tout entier en passant par le pinceau de l'artiste. Giotto s'est arrêté dans la vie de saint François à quelques points qui prêtaient merveilleusement à son art et qui allaient à la tournure de son esprit. La vie publique du saint, les événements principaux de son histoire, tout ce qui peut en faire ressortir le caractère et les tendances, voilà ce que nous rend ce peintre qui va au but.

Son inspirateur est le Dante dans ces vers sublimes consacrés à la gloire du saint, où ce mâle génie a su résumer en un chant, avec une précision éloquente, tout ce que François a fait de grand, de sublime, d'inspiré. Mais ne croyez pas non plus que le peintre va, dans une lutte impossible, suivre le poëte pas à pas.

Giotto a son art, et il sait ce que cet art exige : De cette histoire, que le Dante a chantée, il détache les épisodes principaux, et il les traite séparément ; ne s'attachant, comme le Dante, à rendre dans cette

la couche de plâtre qui les couvrait. Evidemment les sujets moins nombreux traités par Giotto à santa Croce, sont les mêmes que les sujets analogues traités dans l'église supérieure d'Assise et peuvent passer pour des répétitions, des répétitions et non des copies : car il y a des changements. C'est enfin quelque chose d'analogue aux deux séries des sept sacrements du Poussin, si ce n'est qu'à Assise, outre les sujets traités en double à santa Croce, il y a une vingtaine d'autres sujets également tirés de la vie du saint et qui ne se trouvent pas à Florence.

Enfin une autre indication précieuse, c'est la série des petits tableaux de l'Académie des Beaux-Arts à Florence qui sont évidemment des réductions authentiques et faites par Giotto lui-même de son grand cycle d'Assise et de santa Croce. Cette série se compose de dix histoires qui avaient été peintes par Giotto dans les armoires de la sacristie de sainte Croix, conservées aujourd'hui à l'Académie des Beaux-Arts, savoir :

1° Saint François qui abandonne son héritage à son père, et se prive même de ses habits, en présence de l'évêque d'Assise.

2° Innocent III voyant en songe saint François, qui soutient l'église de Saint-Jean de Latran.

3° Innocent III approuve verbalement l'ordre religieux proposé par saint François.

4° Saint François apparaît à ses moines sur un char flamboyant.

5° Sept moines franciscains martyrisés à Ceuta.

6° Honoré III confirme la règle de saint François.

7° Saint François dans la messe de Noël faisant l'office de diacre, et tenant dans ses bras l'Enfant Jésus.

8° Saint François apparaît dans le chapitre d'Arles, tandis que saint Antoine de Padoue y prêchait.

9° Saint François stigmatisé.

10° Funérailles de saint François.

J'ai donné ces indications d'après le catalogue de l'Académie, parce qu'elles sont précieuses pour nous faire toucher du doigt ce qui est d'une incontestable

vie si pleine que le beau, le grand, l'utile, et se montrant sous ce rapport dans une étroite conformité avec son brillant modèle ; mais aussi toujours fidèle aux lois de son art, il étend en une série de tableaux successifs ce que le poëte a resserré dans ses vers, et il profite du champ plus vaste qui lui est laissé pour faire ressortir des intentions spirituelles ou politiques que Dante n'avait fait qu'indiquer. Dante, en effet, ne traitait qu'incidemment de saint François, et bien qu'il lui fît une place à part, une place d'honneur, dans l'assemblée des saints, il ne pouvait s'étendre sans briser l'unité de son poëme. Giotto, au contraire, appelé par le supérieur général de l'ordre à Assise pour orner les deux églises de traits empruntés à la vie de saint François, pouvait se donner carrière et développer ses actions. Mais il faut d'autant plus admirer cette sobriété dans les compositions qui ne souffre rien d'inutile ou de bas, rien qui ne tende au but : à savoir la gloire du saint.

Vasari, qui jugeait en dilettante et en amateur florentin les œuvres de ses prédécesseurs, a gardé toutes ses admirations pour un détail très-digne d'être loué sans doute, mais qui n'est qu'un détail dans

authenticité dans l'œuvre de Giotto. En effet, comme ces dix sujets se retrouvent dans l'église supérieure d'Assise, mêlés à d'autres, et que rien ne trahit une pensée, sinon une main étrangère, c'est d'abord une preuve assez forte de l'authenticité d'au moins dix des sujets qu'on y voit, et une forte présomption d'authenticité pour les autres. Sans doute il a pu arriver pour quelques-uns d'entre eux ce qui est arrivé pour les loges de Raphaël, et je ne conteste pas absolument les allégations de Rumohr qui croit y reconnaître la main de Spinello d'Arezzo, et qui se fonde, pour les enlever à Giotto, sur le défaut de proportions, sur des traces, ou signes visibles du commencement du xv[e] siècle, qui croit même enfin reconnaître des motifs d'architecture empruntés à Brunelleschi : seulement je ferai remarquer qu'aucune des raisons sur lesquelles il se fonde n'est décisive, que son doute s'étendant même à des sujets évidemment giottesques et dont l'authenticité se trouve démontrée par les découvertes récentes faites à sainte Croix et que Rumohr n'a pas connues, et qu'il n'y a pas de raison de se fier sur les autres sujets à une critique fausse sur des compositions capitales. J'ajouterai même que, parmi les sujets d'Assise qui ne sont pas reproduits à santa Croce ni à l'Académie des beaux-arts, il en est quelques uns qui, par la beauté des formes, par le pathétique des mouvements, me paraissent appartenir à Giotto, et décèlent la manière de composer de l'immortel artiste qui a peint la chapelle de l'Arena à Padoue. Je citerai les Clarisses recevant le corps du saint. Comment croire que cette admirable composition, si pleine de mouvement, de vie et de douleur, ne soit pas de la même main qui a peint l'énergique douleur des trois Maries à l'Arena de Padoue ? comment M. de Rumohr n'y a-t-il pas reconnu les qualités éminentes que lui-même accorde à Giotto, à savoir le mouvement, le pathétique des gestes et le rapport des formes où cet artiste excelle.

Nous pouvons donc en toute liberté et avant même de descendre dans l'église souterraine dont la voûte est à jamais immortelle par les grandes compositions symboliques dont personne n'a contesté l'authenticité, raisonner sur l'ensemble de l'œuvre.

une œuvre aussi vaste. Il a été frappé, dans une de ces fresques, de l'air de vérité que le peintre a su donner à un homme qui, brûlant de soif, se baisse pour humer l'eau qui doit étancher sa soif, et qui, dit Vasari, paraît une personne vivante. « E fra l'altre è bellissima una storia dove uno assettato, nel quale si vede vivo il desiderio dell' acqua, bee stando chinato in terra a una fonte, con grandissimo e veramente maraviglioso effetto in tanto che par quasi una persona viva che bea.» Vasari a raison, on ne saurait mieux peindre, et l'imitation de la nature est parfaite. Mais est-ce là tout ce qu'il a vu dans l'œuvre d'Assise supérieure, alors il faut avouer qu'il a la vue courte et le goût incomplet, et j'aime mieux croire qu'écrivant de souvenir comme il en donne des marques fréquentes, ce détail qui l'avait frappé est le seul qu'il a retenu.

Giotto se recommande par des qualités plus solides. J'en citerai deux exemples. Saint François devant le Pape et les cardinaux, et Saint François devant le Soudan.

Ces sujets sont de ceux où le peintre excelle et ils sont admirablement choisis, car ils ont une véritable portée et ils prêtent surtout à la peinture des caractères. L'arrivée en cour de Rome de ce moine mendiant est un de ces faits caractéristiques qui n'avaient pas échappés à l'esprit de Dante ; mais c'est le mérite de Giotto d'avoir compris tout le parti qu'on en pouvait tirer pour la peinture des mœurs et des caractères. La cour de Rome, d'après les tableaux même que Dante en a tracés, était loin d'être édifiante, mais elle voyait alors assis sur la chaire de Saint-Pierre un grand pape, Innocent III, qui cherchait à ramener l'Eglise à l'ordre et à la ferveur apostolique. C'est en présence du Saint Père en souverain consistoire, que le fils de Pietro Bernardone, vêtu de la robe de bure, chaussé de sandales, paraît sans honte, et explique avec une noble confiance son ordre, sa mission, et les statuts nouveaux pour lesquels il demande l'approbation de Rome. On conçoit déjà tout le parti qu'un esprit finement observateur comme celui de Giotto a su tirer d'une telle scène. Le contraste de ces cardinaux vêtus avec magnificence, tout habillés de rouge, avec le chapeau orné de glands, et ce moine mendiant venu d'Assise, sans essuyer la poussière et la sueur du chemin ; l'étonnement des uns, la malice des autres qui déjà se récrient à la nouveauté, et par-dessus tout l'air de paternelle indulgence et le sourire bienveillant du Saint-Père, qui semble encourager cette grande démarche de la plèbe monastique, en présence des patriciens de son sénat, tout cela est rendu en traits profonds, et fait ressortir la naturelle distinction de l'esprit qui a conçu ce tableau. Il y a quelque chose du coup-d'œil de Tacite et la grâce de la légende. Chacun en présence de ce tableau évoque ses souvenirs personnels,

les impressions qu'il a ressenties à Saint-Pierre ou au Vatican. C'est toujours ce même mélange d'antique bonhomie et de finesse italienne : ce même sourire, ce même étonnement des nouveautés hardies, cette même sûreté de coup-d'œil qui fait approuver ou rejeter.

Ces mêmes qualités se retrouvent dans le Saint François devant le soudan. Ce soudan philosophe, et qui n'est pas fâché de rire aux dépens de ses ulémas, et de les soumettre à l'épreuve du feu, proposée par François ; la confiance du saint qui a deviné le sultan et qui est sûr de vaincre ; l'air effrayé du moine, son compagnon, qui voudrait bien ne pas tenter l'aventure ; la contenance irritée et désappointée tout ensemble de ces pharisiens de l'islamisme, qui redoutent l'épreuve proposée ; ces figures parfaites de sycophantes, enfin la nouveauté même d'un sujet oriental, tout cela est plein de vie et de mouvement.

Les tableaux de l'église supérieure prouvent donc que Giotto était un grand peintre d'histoire qui savait s'inspirer des grands faits de la période qui l'avait immédiatement précédé. Le choix même de la légende de Saint-François était une preuve de goût dans cet artiste supérieur. Deux grands noms retentissaient alors d'un bout à l'autre de l'Italie. Deux grands ordres y luttaient d'influence, celui de Saint-François et celui de Saint-Dominique. Tous deux attiraient les peintres et pouvaient les retenir avec magnificence.

En se décidant pour l'école fransciscaine, Giotto, au point vue de l'art, avait bien choisi. L'école fransciscaine était la plus poétique et la plus populaire tout ensemble. Il avait donc eu raison, comme artiste, de préférer la légende de Saint-François, et de travailler pour son ordre. Il y trouvait un sentiment plus vif de la nature, un amour ardent du peuple, une inspiration plus naïve et plus libre. Ajoutez que l'Imitation du Christ qui était la grande loi de l'ordre, comme elle avait été la principale application du fondateur, se prêtait admirablement aux développements de l'art ; que la vie enfin, dans ses rapports et ses tendances animées, se faisait jour, ainsi que nous l'avons montré, dans cette sainte histoire ; que la nature et la poésie y étaient tout ensemble, et qu'il y avait pour l'artiste une sorte de confraternité pieuse avec cet homme qui avait été le chantre du Soleil, de l'Amour et de la Pauvreté.

V

GIOTTO A ASSISE. — L'ÉGLISE INFÉRIEURE. — L'APOTHÉOSE.

Vous vous rappelez sans doute dans quelle disposition d'esprit nous

avons laissé Giotto à Assise, et quelle indiscrétion posthume nous a révélé son peu de goût pour la pauvreté. Une chanson nous a mis sur la trace, l'étude de sa vie nous a confirmé dans cette croyance, celle enfin de son œuvre nous a paru décisive pour nous y confirmer tout à fait. Entre l'artiste et la pauvreté, il y a lutte, combat nécessaire, à toute heure; et l'amour des arts plastiques lui-même ne peut que développer cette antipathie. Giotto cédait à ces mobiles divers, mais assurément très-réels, quand par sa spirituelle résistance aux moines et aux tendances franciscaines, il brisait en visière à cette dame tant aimée de François et de ses premiers disciples : la Pauvreté. Mais attendons la fin.

Cet incident, si futile qu'il puisse paraître d'abord, a un sens et une portée historiques, qui ne sont point méconnaissables.

L'ordre de Saint-François, suivant l'inévitable cours des institutions humaines était passé de la pauvreté à la richesse, de l'obscurité à la gloire et à la puissance. Un fait le prouve : Giotto partout appelé par l'ordre pour en peindre les gloires et les triomphes.

C'est ici que la mission de Giotto grandit. Jusqu'ici nous l'avons vu surtout occupé de mettre en lumière les éléments esthétiques que lui offrait l'histoire de François, racontée par ses moines; de rendre cette histoire simplement, naïvement, comme elle lui était contée, sans en oublier toutefois le sens et la grandeur cachés, en y ajoutant même certains traits d'observation profonde et de science historique qu'il ne devait qu'à lui-même. Mais cela n'est point assez; l'art, au temps de Giotto, avait, à tort ou à raison, un caractère d'enseignement qui ne permettait pas longtemps à un grand artiste de rester un acteur impassible et muet dans les grandes scènes qui se déroulaient sous ses yeux et qu'il était chargé d'interpréter à tous.

L'ordre de Saint-François, sa mission, sa vie, son œuvre entière, tout cela n'a qu'un sens, et ce sens, vous l'avez compris, c'est le sens exquis, le sens intime qu'il avait su rendre à la chose la plus méprisée, la plus honnie parmi les hommes; cette chose qu'on ne nomme point sans honte ou sans mépris : la Pauvreté! Artiste brillant, architecte à la mode, peintre envié à la ville de Florence par les souverains d'Italie, et à qui le Pape lui-même faisait faire des propositions, que va faire Giotto dans les circonstances nouvelles qui l'appelaient à Assise? Il semble qu'il y vient tout exprès pour seconder ce mouvement profane, pour encourager cette tendance nouvelle et mondaine qui emportait l'ordre et déjà nécessitait des réformes. En présence de cette prospérité croissante, de ce luxe, de ces richesses, qui précipitaient le déclin de l'Institution sans doute, mais qui promettaient à l'art d'heureux jours et de nouveaux triomphes, il semble que l'artiste n'avait qu'à se réjouir. Mais Dante était là, dont les enseignements supérieurs

façonnaient la pensée capricieuse et mobile des artistes ses amis, sur le moule de la sienne. Et Giotto d'ailleurs trouvait en lui-même l'élévation naturelle qui l'empêcha de se rendre complice de cette déviation si grave.

Bien loin donc d'encourager la pente fatale et de montrer aux yeux charmés des moines le riant horizon de la moderne Babylone, Giotto, au contraire, avec la sévérité et la puissance d'un maître qui commande aux intelligences et aux cœurs, s'empare de la légende primitive, et il y recherche surtout les traits les plus humbles, les marques d'abnégation et de détachement volontaire : il fait revivre cette nouveauté radieuse de l'Ordre, encore humide des premières rosées de larmes et des premières effluves de tendresse et d'amour, qui en fécondèrent l'origine dans l'âme de saint François. Il nous reporte, il reporte les moines devenus riches à ces jours de grâce et de miséricorde et de poésie sublime, où le jeune homme, lassé de la vie du monde et des plaisirs, se promenait mélancoliquement sur la terrasse d'Assise, et jetant les yeux sur l'Ombrie qui se déroulait à ses pieds, et trouvant la terre bien changée, ne pouvait retenir ses larmes. Il nous reporte à ces jours de la vie mondaine et dissipée, où rencontré dans la rue par un fou, dont l'instinct plus sûr que la raison des autres, lui faisant pressentir un grand saint dans le jeune débauché, le portait à jeter sous ses pieds de riches étoffes pour lui faire honneur, François ému dans son cœur, lui parlait avec bonté, et le défendait contre la colère et l'insulte de ses compagnons; premier trait de charité qui devait appeler la grâce et hâter la conversion.

Cependant l'heure marquée par le Seigneur a sonné. Il n'est bruit dans la petite ville d'Assise que du grand coup que la grâce a frappé. Le jeune François, le fils du plus riche négociant d'Assise, François, cette âme d'artiste, cette imagination de poëte, ce cœur de chevalier, d'abord fasciné par tous ces objets extérieurs que le Seigneur avait faits comme pour être les piéges où se prenaient ses yeux et ses oreilles, le riche et unique fils de Piétro Bernardone s'est converti; il abandonne le monde pour la pénitence, la richesse pour la pauvreté. Et comme ces grands convertis de l'école d'Augustin, les premiers effets de la grâce en lui sont déjà des miracles. Et le merveilleux s'attache à ses pas pour ne le plus quitter.

C'est alors que commence cette admirable série d'actes et de travaux, de prière et d'amour qui semble avoir consacré la colline d'Assise et l'avoir revêtue d'une précieuse immortalité, dont ces vers du Dante lui seront encore le sûr garant, quand l'œuvre plus périssable de Giotto aura disparu pour toujours.

« La Providence qui gouverne le monde par ses conseils dont

tout œil créé est impuissant à sonder le fond [1], pour faire marcher vers son bien-aimé, sûre d'elle-même et plus fidèle encore à l'époux, Celle que dans un cri suprême il épousa avec son sang béni, ordonna en sa faveur et plaça à ses côtés deux principes [2] pour lui servir de guides, l'un tout séraphique en son ardeur, l'autre d'une sagesse qui réflétait sur la terre la splendeur des chérubins. Je parlerai de l'un, parce que c'est parler de tous deux que d'en louer un, quel que soit celui qu'on choisisse; car leurs œuvres furent vers une même fin. Entre Tupino et l'eau qui descend de la colline choisie par le bienheureux Ubald, une côte fertile se suspend aux flancs d'une haute montagne, d'où Pérouse reçoit le froid et le chaud par la porte du Soleil. Derrière elle Nocera et Gualdo pleurent le joug qui pèse sur eux. De cette côte à l'endroit où la pente se brise et s'adoucit, naquit au monde un soleil comme on en voit quelquefois se lever un sur les bords du Gange. Aussi celui qui parle de ce lieu, qu'il ne dise point Assise, ce serait trop peu, mais qu'il dise Orient, c'est là le nom qui convient. Il était encore voisin de son lever, qu'il commença à faire sentir à la terre de sa grande vertu les bienfaisantes prémices. Tout jeune, il encourut la disgrâce de son père pour l'amour d'une Dame à qui, comme à la mort, nul n'ouvre volontiers la porte. Et devant la cour spirituelle et *coram patre*, il en fit sa femme et de jour en jour il l'aima davantage. Mais elle, veuve de son premier mari, méprisée et obscure, resta pendant onze cents ans et plus sans être recherchée par personne. Il ne lui servit de rien d'être restée inébranlable avec Amyclas, au son de cette voix qui fit trembler toute la terre. Il ne lui servit de rien, dans sa constance et sa fierté, quand Marie restait en bas, d'avoir monté avec le Christ sur sa croix. Mais pour que mes paroles n'aient point un sens caché, prends désormais dans mon discours François et la Pauvreté pour ces deux amants. Leur concorde, le bonheur peint sur leur visage, l'amour, le merveilleux, le doux regard faisaient naître les saintes pensées. Et voilà que le vénérable Bernard le premier se déchausse, il court à la poursuite d'une telle paix et sa course est trop lente au gré de ses désirs. O richesse inconnue! ô bien véritable! Egidius se déchausse, Sylvestre se déchausse à la poursuite de l'époux, tant l'épouse leur plaît. Puis il s'en va, ce père et ce maître, avec sa dame, et cette famille qui déjà ceignait l'humble cordon. On ne le vit pas lâchement baisser les yeux, lui, le fils de Pietro Bernardone, pour la merveille de son abaissement. Mais ce fut en roi qu'il exposa son dur projet à Inno-

[1] Cette traduction encore inédite fait partie de la traduction complète de la Divine Comédie par l'auteur de cet article : chant XI, *Paradis*.

[2] Ce sens diffère de celui généralement adopté, mais il paraît plus dantesque.

cent et il en obtint une première bulle pour sa religion. Après que la famille pauvre se fut accrue sous les pas de cet homme dont la vie toute de miracles, se chanterait mieux dans la gloire du ciel, Honorius, de par l'éternel Esprit, ceignit d'une seconde couronne la sainte volonté de cet Archimandrite. Poussé par la soif du martyre, il va devant la face redoutée du soudan prêcher le Christ, lui et ceux qui le suivent. Puis trouvant ce peuple trop dur à se convertir, pour ne pas rester inutile il retourne faire fructifier son verger d'Italie. Sur la roche austère entre le Tibre et l'Arno, il reçut du Christ l'empreinte suprême, et ses membres la portèrent deux ans. Quand il plut à celui qui l'avait élu pour un si grand bien de l'appeler là-haut à la récompense qu'il avait méritée pour s'être fait petit, instituant ses frères ses héritiers de droit, il leur recommanda sa dame, ce qu'il avait de plus cher, et il leur ordonna de lui garder foi et amour. Et c'est de son sein que son âme généreuse, prête à retourner dans son royaume, voulut prendre son vol; et pour son corps, il ne voulut pas d'autre bière. »

Voilà par quels mâles et sublimes accents le Tyrtée chrétien, voulant ranimer au combat les phalanges amollies, nous montrait d'abord : « O souci insensé des mortels! les hommes occupés sur la terre, qui à suivre le droit, qui les aphorismes et qui le sacerdoce, qui à voler, et qui enveloppé dans le suaire des plaisirs charnels, et la sueur et le sang ou d'infâmes loisirs, » tandis que ceint du cordon saint François parcourait les villes et les bourgades, ranimant par ses actes les exemples d'une vie évangélique et conviant à le suivre ceux qui ne redoutaient point la forte discipline de l'obéissance et de la pauvreté. O richesse inconnue ! ô véritable bien ! Egidius se déchausse, Sylvestre se déchausse à la suite de l'époux; tant leur plaît l'épousée; puis s'en va ce Père et ce Maître avec sa dame et avec cette famille que déjà liait l'humble cordon ! »

On sent jusque dans ces vers le mouvement de l'ordre naissant, sa crue soudaine, le souffle qui l'emporte. Dante a très-certainement voulu composer pour l'ordre de saint François le chant des noces de l'époux avec l'épouse. Ces vers étaient destinés à être chantés sur la colline d'Assise par quelque poëte franciscain, comme après Roncevaux, le chant de Rolland, comme autour de la table ronde, le chant d'Arthur. C'est le cycle poétique de saint Francois, l'épopée chevaleresque de l'ordre. Saint Dominique est appelé dans le chant suivant un paladin : François ne s'intitule-t-il pas lui-même le chevalier du Christ et de madame la Pauvreté?

Le poëte appelait l'artiste : quand le trouvère a chanté, il faut pour fixer la mémoire de ces chants, hélas ! trop fugitifs, que le peintre s'empare de la légende et lui donne par les secrets de son art

une vie et une durée nouvelles. C'est ce qu'a fait Giotto dans l'église inférieure d'Assise où il a entrepris de peindre, après le Dante qui l'avait chanté, le triomphe, que dis-je, l'apothéose de saint François.

Dante avait donné le ton; mais il fallait trouver et concevoir les formes qui pussent s'appliquer à la poésie. La peinture en effet est-elle, comme la poésie, susceptible de cette forme épique que Dante avait conçue ? N'a-t-elle pas des formes trop arrêtées, des limites trop réelles pour se prêter à ces inspirations brûlantes, à ces mouvements, à ces élans si brusques, qui viennent déranger toute l'harmonie d'une œuvre esthétiquement conçue ?

Giotto l'avait senti. Aussi ne s'épuise t-il pas à rivaliser avec Dante dans une lutte impossible. Il sait que de tels triomphes veulent être chantés par la voix de tout un peuple, qu'ils font partie de la vie et de l'air qu'on y respire, que la mère les apprend à son fils et que celui-ci les redit à ses enfants. Il laisse donc la forme épique à Dante, et ne se sentant pas capable d'un tel effort en peinture, il s'empare des éléments esthétiques que cette forme a produits et qui conviennent à son art.

L'allégorie doit puissamment l'aider dans cette tâche. Elle convient à la naissance d'un peuple, et l'ordre de saint François est le berceau d'un grand peuple. Elle convient à la personnification des vertus et ce sont des vertus qu'il veut rendre ! enfin l'apothéose, qui n'est elle même que l'allégorie à sa plus haute puissance, l'allégorie s'élevant jusqu'au ciel est, comme on l'a dit, le suprême effort de l'amour, *apotheosis supremus charitatis gradus* : l'apothéose viendra couronner cette composition allégorique en quatre parties, et dont la pensée bien simple est d'allégoriser les trois vertus mères, les trois vœux de l'ordre, et de les montrer réunis dans le saint fondateur qu'elles ont rendu digne des honneurs de l'apothéose.

Restait à déterminer les types de chacune des trois vertus mères, et les conditions de l'allégorie qui lui serait consacrée.

Ces trois vertus, qui ont présidé à la naissance de l'ordre, qui se sont échappées de l'âme du saint comme trois colombes d'un même nid, ces trois vertus qui ont réellement renouvelé l'Ombrie et même une partie de l'Italie au XIIIe siècle, vous les connaissez déjà; ce sont la chasteté, l'obéissance et la pauvreté.

L'idée de les rendre d'une manière allégorique n'était pas une idée banale. C'est le saint lui-même qui, devançant les conceptions de l'artiste, leur avait, par une sorte de fantaisie puissante et créatrice, donné un air, une vie, une forme, un visage. Il avait même, dit-on, épousé l'une : la trouvant seule et désolée, il l'avait prise avec lui, il en avait fait sa dame, et devant la cour spirituelle, et *coram patre*.

On ne fait pas la légende : la légende se fait elle-même : le poëte et l'artiste s'en emparent : évidemment celle-ci fut l'origine du premier

spozalizio, et certes pour ma part, je le préfère de beaucoup au second.

L'idée du mariage de saint François avec la Pauvreté, le premier des trois sujets allégoriques, dont il nous reste à parler, était une idée populaire. Elle était partout dans les masses : il n'y avait pas une chaumière en Ombrie où l'on ne fût persuadé de la réalité de ces noces symboliques de François avec madame la Pauvreté. En la recueillant des mains du peuple, sur les lèvres des petits et des pauvres, Giotto accomplissait le but de l'art qui est de faire vivre ces conceptions légendaires et poétiques du berceau des nations. Et voyez en effet : cette conception si simple, si naïve, tout allégorique et pourtant si vraie, se prêtait admirablement à l'art : elle venait du peuple, et elle y retournait ennoblie, agrandie par la conception du peintre : c'est le peuple lui-même que François épousait sous les traits de la misère et de la souffrance. C'étaient les cris et les plaintes des petits, les gémissements et les douleurs de l'Italie qu'il épousait par ces noces symboliques. Et c'était en effet une rude et triste compagne, et je ne m'étonne pas que, depuis la croix, elle ait été sans asile et sans pain sur cette terre.

Giotto, qui nous la représente au moment où, en présence du Christ, elle met sa main dans la main de François qui la reçoit de lui, a su conserver à sa composition toute l'austérité d'un tel sujet, en lui laissant la beauté des formes chrétiennes. Hâve et décharnée, le teint pâle, les joues creuses, les yeux caves et brûlant d'un feu sauvage, la pauvreté est belle encore, même à travers ses haillons. Elle est belle de modestie, de silence et de pur amour : elle n'a point perdu du moins cette beauté douce et sévère, *il dolce sguardo*, qu'imprime le malheur à la face humaine ; et les marques flétrissantes de l'esclavage des sens n'ont point avili cette fille des champs, ni dégradé ce temple vivant de l'Esprit.

Elle n'a pas non plus respiré ces parfums délétères, cette malaria de l'âme et du corps qui est un mal tout moderne et qui fait le charme mélancolique et sombre d'une composition récente de monsieur Hébert : elle n'est point minée par ce mal terrible et sans nom, et comme épuisée par ces miasmes vainqueurs qui énervent ceux qu'ils tuent et les laissent en proie à ces forces inconnues et mystérieuses de l'Esprit de la terre.

La pauvreté du Giotto est, dans toute la simplicité primitive du mot, la pauvreté des campagnes, fière, modeste, courageuse, et même un peu farouche : c'est un type sévère, mais assurément très-noble de l'école spiritualiste : elle porte sur tous ses traits la ressemblance du Christ, son premier époux et son divin modèle.

La scène est conçue suivant les règles de cet enseignement sévère

qui ne permettait pas aux artistes de s'écarter du dogme, et qui est le principal mérite de cette école.

Saint François reçoit la pauvreté des mains du Christ qui la lui donne : deux groupes d'anges et d'élus, heureusement assortis, rangés dans un ordre hiérarchique, et formant par leur courbe gracieuse le cadre naturel de la composition, assistent comme témoins à ces noces saintes; d'imperceptibles petits nains s'efforcent, dans la partie inférieure, à troubler cette pieuse harmonie par leurs insultes, par leurs menaces, par leur violence; les vices contraires à la pauvreté, les vices du temps, l'avarice des moines, la rapacité des seigneurs, l'usure, forment dans un coin du tableau le contraste frappant et naturel avec la sérénité des acteurs principaux, pendant que le chien lui-même, ce dernier ami du pauvre, semble japper contre elle. C'est par ces intentions habiles et heureusement rendues que Giotto arrivait à dramatiser même l'allégorie.

Or, qui ne voit que les enseignements dogmatiques abondent. C'est une belle doctrine et bien digne d'être rappelée que celle qui fait ainsi du Christ l'intermédiaire naturel entre l'homme et la pauvreté; des anges et des saints, les témoins de ces noces saintes où le ciel et la terre se marient. L'Église, en effet, nous apprend que les pauvres sont les membres vivants du Christ; que c'est lui qui a soif et qui a faim dans ses membres souffrants et malades, et que, si l'on donne, c'est lui qui devient débiteur à chaque don, comme il est créancier à chaque refus. L'Église avait donc, pour ainsi dire, symbolisé bien avant Giotto ce corps des pauvres qui sont les membres vivants du Christ et le temple de l'Esprit, et que François épousait dans ces noces mystiques qui devaient réconcilier la terre avec le ciel.

Aussi, dans la composition de Giotto, le centre même, c'est le Christ : c'est à lui, c'est à ce premier Époux de la pauvreté volontaire que tout se rapporte; il est là, comme dans les premiers jours de sa vie terrestre, pour vivifier de son Esprit ses membres souffrants, pour rendre à son Épouse désolée un Époux digne d'elle; et la pauvreté, ainsi élevée au rang d'épouse du Christ, se confond avec l'Église elle-même, et devient bien réellement le temple de son Esprit. Saint François devient le second du Christ; c'est l'avénement du nouvel Époux.

On entend souvent répéter que le symbolisme est froid, qu'il est vide, qu'il ne parle ni à l'esprit ni aux sens. Pour moi, j'avouerai bien plutôt que, dans ce tableau de Giotto, sa hardiesse m'étonne; que j'admire sa puissance; qu'éclairé par lui, je sens vivre et palpiter ces membres de Dieu; que j'en aime et respecte la vivante image; que j'envie à l'Italie ces noces saintes dont elle eut le privilége; et que, quand la peinture parvient à amener les hommes au respect et à l'amour de ce qu'il y a de plus méprisé, de plus flétri, de moins aimé

parmi eux, il faut qu'une grande et féconde inspiration ait visité l'Italie et ces riantes contrées, témoins de ces saintes amours.

Cette inspiration, vous la connaissez maintenant. François avait su lire sur le visage amaigri des pauvres le cachet du Christ, l'empreinte sacrée qui s'y trouve ; il avait fait ses délices, comme le Christ, d'être honni et méprisé par les hommes, confondu et caché parmi les humbles et les petits ; il avait enchanté son âme de celle des béatitudes que les hommes éprouvent une instinctive répugnance à connaître. Ainsi s'était formée entre lui et le Christ une mystérieuse et divine ressemblance que les grands n'apercevaient pas d'abord, que les petits et les humbles ont su lire... Une femme, une envoyée du ciel avait été le lien de cette union. Elle s'appelle indistinctement l'Église ou la Pauvreté ; car l'Église, c'est la maison des pauvres, et les pauvres sont les membres du Christ ; et comme les petits et les humbles avaient le sens de ces conformités mystérieuses, de ces unions divines, ils ont marié François avec la Pauvreté. Et quand ils le voyaient passer, pauvre, haletant, oppressé, ils se disaient dans leur cœur : Voilà l'Époux à la recherche de l'Épouse ! et ils se sentaient consolés.

C'était la poésie et la philosophie tout ensemble de cette union mystérieuse du Christ avec son Église que Giotto avait su rendre à Assise, d'une façon neuve et populaire. L'enseignement moral en découlait d'une façon naturelle : il était d'autant plus pressant pour les moines qu'il s'adressait à eux d'abord. Évidemment ces noces symboliques étaient exposées à leurs yeux comme un vivant reproche, si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise ! l'Ordre, quittant les voies de la pauvreté, s'engageait dans celle des honneurs et des richesses, et manquait ainsi à la face du Christ, au premier de ses vœux, au plus solennel de ses engagements.

Un châtiment terrible atteindrait les coupables : le Christ se retirerait de ses membres; et ceux-ci, privés de vie et n'étant plus renouvelés par l'Esprit, ne seraient plus bons qu'à être retranchés, comme des membres inutiles et corrompus.

Tels sont les enseignements de la peinture et le premier fleuron de la couronne du Giotto dans l'église inférieure d'Assise.

La force de la Pauvreté, ses richesses spirituelles, sa modestie, sa faiblesse toute-puissante, les fruits abondants de son union avec le Christ renouvelés pour saint François et pour son Ordre; son triomphe sur les vices opposés, sur l'avarice des moines, la rapacité des seigneurs, tout cela avait été rendu dans une seule fresque avec un rare bonheur. L'austérité du sujet n'ôtait rien à la beauté de la conception ; il ajoutait peut-être à la force du triompbe définitif de Giotto et de la Pauvreté.

Il est permis de croire que ce triomphe est celui qui a le plus coûté

à ce grand peintre, et que la mesure de son abnégation a fait celle de son succès. Giotto en effet, nous l'avons dit, n'aimait pas la pauvreté; il avait même été quelque peu son ennemi, et certaine chanson qu'il avait composée contre elle prouve son peu d'inclination pour cette vertu difficile. Mais là, il faut bien le reconnaître, la pauvreté a triomphé de son ennemi. La grandeur du dévouement qu'elle inspire à François a séduit le peintre lui-même. Il oublie; il ne veut plus se souvenir que du bien qu'elle a fait; il renonce à des préventions même légitimes contre le mal qu'elle a pu faire, et, dominé par son sujet, il en tire une thèse hardie et victorieuse contre les mauvais riches et les petites passions qui prétendaient obscurcir son triomphe, se sacrifiant lui-même à son œuvre.

A voir la manière charmante, les attentions délicates, le parfum de chevalerie avec laquelle il traite la seconde des vertus de François, la Chasteté, on ne saurait lui soupçonner pour elle aucune méfiance, aucune antipathie; et cependant, à voir avec quels soins et quelle triple barrière de murs et de tours crénelées, de gardes et de paladins bardés de fer, il l'entoure, on sent tout d'abord qu'il s'agit d'une vertu très-menacée, et dont la devise est celle de l'hermine.

Rien ne saurait mieux faire ressortir la variété d'aptitudes de ce talent si énergique et si souple, que la manière dont il a traité cette vertu plus douce, et su lui donner, en opposition à la pauvreté, plus dure et plus austère, son véritable type.

Ici l'imagination du peintre, heureusement inspirée du Dante, emprunte à la Chevalerie ses plus touchants souvenirs. La Chevalerie, ce mélange d'institutions douces et fortes, écloses sous l'aile du christianisme, se prêtait merveilleusement à l'art; elle ennoblissait l'amour; elle donnait à la femme la réserve et la pudeur; elle adoucissait les mœurs; et dans un siècle de fer, elle instituait des chevaliers du Devoir et de la Chasteté.

François d'Assise avait bien senti cette poésie des mœurs chevaleresques et la noblesse de ces institutions; il avait lui-même suivi la croisade; il s'intitulait le chevalier du Christ: c'était là sa noblesse. Mais l'amant de la Pauvreté se fit bientôt le paladin de madame la Chasteté. En voyant tant de pauvres demoiselles exposées au rapt et à l'infamie, par la violence des mœurs féodales, son cœur s'était ému de compassion, et il s'était voué au service de cette vertu menacée.

C'est pourquoi, dans la fresque de Giotto, la Chasteté nous apparaît sous les traits d'une dame châtelaine qui s'est réfugiée au plus haut d'une tour qui préside son château. Là, à genoux, les mains jointes, elle prie Dieu et converse avec les anges qui lui apportent un livre et des fleurs; la règle de François, sans doute, et un lys,

symbole de blancheur. La forteresse est gardée par Force et Pureté : *Fortitudo*, *Munditia*. Deux anges portent à Chasteté des nouvelles de François et de son ordre, qui déjà fait refleurir la pureté sur la terre. Sans doute ils lui disent qu'à la voix de François, Claire, la fille des Comtes d'Assise, fuyant les dangers du siècle et ne voulant d'autre époux que le Christ, s'est réfugiée à la Portiuncule, que là, comme Agnès, comme la vierge Suzanne, elle a coupé ses cheveux, elle s'est consacrée au Seigneur et a fait vœu de virginité; qu'à son exemple, des vierges se sont levées de toutes les parties de l'Ombrie et même des pays lointains, et sont venues lui demander de partager sa règle et ses austérités; qu'enfin, à ses derniers moments, elle a été visitée par un chœur de vierges bienheureuses, toutes vêtues de blanc, au milieu desquelles on en voyait une plus auguste et plus brillante qui la réconfortait et l'appelait à elle. Ainsi rassurée par la voix des anges, Chasteté lève les mains et les yeux vers le ciel et remercie le Seigneur.

Cependant, en dehors des murs se passent les épreuves purgatives de l'âme. Là le catéchumène est régénéré par le baptême, ce premier bain qui purifie l'homme naissant; Force et Pureté, qui sont de l'autre côté des remparts, et qui veillent, se baissent hors des murs pour tendre des linges. Deux autres vertus, sans doute l'Innocence et la Foi, président au baptême; deux belles suivantes, peut-être deux anges, apportent des vêtements d'une entière blancheur. Des paladins à la barbe grisonnante, dignes émules de Winceslas et de ces autres héros de la Chasteté, veillent au-dessous des étendards flottants, l'un sur le sommet de la tour, l'autre sur les remparts. Saint François, introducteur obligé dans ce fort de Chasteté, tend la main à des moines et les reçoit.

De l'autre côté des remparts, une scène plus austère se passe : c'est la seconde des épreuves, celle qui purifie l'homme souillé et lui rend sa pureté première. Là, Pénitence, sous la robe de bure, sa capuche baissée jusqu'aux yeux et tenant en main le goupillon, chasse les monstres et précipite dans l'abîme l'Impureté, l'Amour profane et la Luxure. Trois belles dames la suivent et tiennent en main la baguette de Pénitencier; on peut y reconnaître les trois dispositions essentielles au sacrement : l'Attrition, la Contrition et la Satisfaction; peut-être la Prière, le Jeûne et l'Abstinence : trois paladins armés de pied en cap, d'un air auguste et vénérable, ferment l'escorte sainte. On ne pouvait mieux rendre et d'une manière plus frappante ce contraste que l'Église elle-même a pris soin de marquer entre les différentes épreuves de l'âme : d'un côté, le Baptême, avec la robe d'innocence et les linges d'une entière blancheur apportés par les anges, symbole d'une régénération facile; de l'autre, la Pénitence, sous des

traits plus sombres, dans ses fonctions plus austères, tel enfin qu'il convient à l'ange de l'expiation.

Pour fermer le cycle giottesque d'Assise, il nous reste à dire un mot de la troisième vertu, la plus dure et la plus difficile de toutes. Dans cette troisième fresque, moins agréable à l'œil, mais non moins fortement conçue, on voit sainte Obéissance, *sancta Obedientia* (c'est ainsi que François l'appelait), sous les traits d'un moine, imposant le joug monastique sur les épaules d'un novice. Prudence et Humilité sont à ses côtés, Prudence a deux visages, elle est fortifiée dans une espèce de chaire, elle tient un compas et un miroir à la main. On voit dans un coin du tableau l'Orgueil mis en fuite par ces saintes vertus, et dans la partie supérieure le saint fondateur qui apporte le joug à ses moines entre deux anges. Les idées naissent d'elles-mêmes en présence de cette sévère peinture ; il suffit de les indiquer.

Après avoir fermé le cycle giottesque, il faut conclure d'un mot.

Le symbolisme chrétien est mort, dit-on, et je n'ai pas la prétention de le ressusciter. Il faut pour créer des symboles une fraîcheur d'idées répandue dans les masses et qui de là passe dans l'esprit des poëtes et des artistes, héritiers naturels de cette poésie populaire que tout le monde a faite et qui n'est à personne. Aujourd'hui le symbolisme ambitieux, excessif, tel qu'il est traité par M. Kaulbach, en Allemagne, ne va pas demander à un coin de l'Ombrie ses doux et innocents mystères. Il s'inspire aux sources de la philosophie de Hégel et de Schelling ; il y prend ce caractère d'abstractions scientifiques un peu creuses qu'on reproche aux Allemands. Ce sont de grandes époques de l'humanité, de grandes périodes, des cycles immenses, chaos étrange d'éléments confus, bizarre assemblage de religions et de philosophies diverses. Rien n'était trop humble pour Giotto, rien n'est trop grand pour Kaulbach ; l'un recherchait la clarté, l'autre se perd dans les nuages et devient énigmatique. Entre ces deux symbolismes quel est le meilleur, le plus favorable à l'art, c'est au lecteur qu'il appartient de juger.

La Chevalerie est morte. On ne nous rendra pas l'épopée chevaleresque de saint François, pas plus que l'amour platonique, le goût de *la vie nouvelle* et le culte de Béatrix. Qui donc parmi nos artistes se soucie des épreuves et des initiations nécessaires pour goûter et comprendre ce parfum des mœurs chevaleresques qui est de tous les temps, après tout, puisqu'il ennoblit la femme, et qu'il a trouvé pour elle un idéal. La chevalerie est la quintessence de la politesse des mœurs, et cette politesse en est la condition première.

L'amour du peuple, enfin, qui est de tous les temps, et surtout du nôtre, a aujourd'hui bien d'autres visées que du temps de Giotto. Ce n'est plus sous les traits de la Pauvreté et sous la forme puérile d'un

mariage avec saint François, avec les anges pour témoins, que le peuple entend qu'on le représente. Il lui faut une religion, un culte, et pour prêtresse la démocratie. La philanthropie devient une science, et a depuis longtemps détrôné la légende. Mais en devenant une science, l'amour des pauvres a perdu toute poésie. Les esprits les plus élevés de l'école moderne elle-même ont peine à se défendre d'un galimatias prétentieux et d'un pathos sentimental. Le Christ consolateur de M. Sheffer, qui est assurément dans ce genre le plus bel essai de l'école moderne, est loin d'en être exempt. Ne voit-on pas que ces formules ambitieuses, ces grandes pensées, par leur excès même, ne sont que des expressions confuses, illimitées, infinies, et qui font gémir l'art d'impuissance? C'est pourquoi j'ai voulu montrer que la poésie et l'inspiration véritable peuvent se trouver dans la pensée la plus humble, dans la poésie la plus populaire, pourvu qu'on l'y sache découvrir, et, par exemple, n'est elle pas mille fois plus en ce coin de l'Ombrie, sur la tombe solitaire qu'on ne visite plus que dans le nouveau musée de Berlin, dans ce Panthéon confus, dans cet amas de grandes entreprises avortées où se noie le génie de Kaulbach.

Comte Foucher de Careil.



L'UNIVERS ET LE CORRESPONDANT.

Le *Correspondant* demandait des conseils à ses amis. L'*Univers*, ami toujours charitable, se presse de lui donner le conseil de mourir.

Estimable recueil! Il ne peut vivre en effet, ou *plutôt il n'a jamais vécu*, car il est mortellement atteint d'un *grand défaut :* il est *modéré!* Jadis on regardait la colère comme un des sept péchés capitaux; mais « nous autres médecins, nous avons changé tout cela; » la modération est un vice, et la colère une vertu. La modération se compose en effet, dit l'*Univers*, de *bon sens*, d'*humilité*, d'*aménité*..... Fi! comment aimer la modération!

Faut-il l'avouer? nous sommes des pécheurs endurcis et nous formons le ferme propos de toujours pécher de même à l'avenir.

Si nous avons toujours aimé la modération, nous l'aimons surtout depuis que nous avons lu dans l'*Univers* du 17 mars 1853 une lettre de Rome, écrite par Mgr Fioramonti, et contenant ces mots :

« *Religiosa quævis ephemeris, cùm Dei et Ecclesiæ causam sibi » assumit propugnandam, et Sedis apostolicæ supremam potestatem » vindicandam, ita comparata esse debet, ut nihil* NON MODERATUM, » *nihil non lene non adhibeat, quo legentes benevolos sibi faciat*..... »

« Tout journal religieux s'imposant l'obligation de défendre la » cause de Dieu, de l'Église et le souverain pouvoir du Siége » Apostolique, doit être fait de telle sorte que RIEN DE CONTRAIRE A LA » MODÉRATION, rien de contraire à la douceur n'y vienne choquer le » lecteur. »

Il est vrai, l'*Univers* de 1855 distingue. Après avoir fait de la *bonne* modération un portrait superbe, comme l'auteur des *Mille et une Nuits* ornait des plus rares attraits des princesses qu'il n'avait jamais vues, il accuse le *Correspondant* de la *mauvaise* modération. Il prie Bourdaloue de la qualifier, voulant que des duretés soient dites sans les avoir dites lui-même. *Prudence trompeuse, lâcheté indigne :* voilà ce que pense Bourdaloue de la modération du *Correspondant*.

Ces deux mots résument la variété remarquable de synonymes

employés dans l'article : « *Montre de modération, silence obligeant, remettre en public les plus grands péchés, fraterniser avec les partis, mauvaise humeur invincible, feu oblique, biaiser sur le symbole reçu, militaires de cabinet, ne contentant ni Dieu ni eux-mêmes*, etc., etc. »

On ajoute : *Les rédacteurs du* Correspondant *savent combien nous les honorons*. Que dirait-on de plus, je vous prie, si on nous honorait moins !

A ces qualifications peu modérées, nous répondrons, avec l'*Univers* : « *Si un nom tracé au bas de ces prétendus portraits suffit* » *pour faire évanouir toute ressemblance, que signifie un pareil jeu?* »

Or l'*Univers* a été malheureux dans son choix. Il a cité trois noms, les meilleurs, il est vrai, de trois de nos amis, précisément connus, à part les mérites que nous seuls ne pouvons louer, l'un pour sa constance, l'autre pour son ardeur, le troisième pour sa fermeté, aucun pour l'excès de sa modération. Il adjure éloquemment « *de ne pas rougir de notre Christ et de ses saints* » les auteurs de l'histoire de Notre Seigneur Jésus-Christ, de sainte Élisabeth et de saint Pie V... Est-ce bien sérieux?

L'*Univers* n'est pas moins malheureux dans le choix de sa citation. Pour accuser le *Correspondant* d'être dur à ses amis, il se sert précisément du même sermon de Bourdaloue *sur la défense des intérêts de Dieu* qu'il invoquait, il y a peu de mois, pour molester injustement l'éminent et irréprochable auteur des *Études philosophiques sur le christianisme*, M. Auguste Nicolas. Il s'était fait prêcher sans doute de même quand il *donnait des conseils*, il y a longtemps (l'habitude est ancienne), à M. le prince de Broglie, et, plus récemment, aux inoffensives *Annales de la Charité*, personnifiées dans M. de Melun.

Le *Correspondant*, au surplus, se flatte de connaître son Bourdaloue. Il eût aimé que l'*Univers*, poursuivant ses citations, lui eût adressé ces paroles du *même sermon :*

« Ce zèle que je vous demande étant un zèle de charité qui n'a » rien d'amer, qui n'est ni fier ni hautain, qui aime le pécheur et » l'impie en même temps qu'il combat l'impiété et le péché, il y a » tout sujet de croire qu'il sera efficace et d'en attendre le fruit que » l'on se propose.

» ..... A Dieu ne plaise que je vous engage à imiter ceux qui, » emportés par leur propre sens, au lieu de se faire un zèle de leur » religion, se font une religion de leur zèle... »

Nous offrons encore aux méditations de l'*Univers*, puisqu'il est sévère, un autre sermon du même écrivain, le sermon sur la *sévérité chrétienne*, pour le 3e Dimanche après la Pentecôte, avec cette épigraphe :

Murmurabant pharisæi, dicentes : quia hic peccatores recipit et manducat cum illis.

Voici quelques passages à l'adresse des *sévères*....... du temps de Bourdaloue :

« On est sévère : mais en même temps on porte dans le fond de » l'âme une aigreur que rien ne peut adoucir, des inimitiés dont on » ne revient jamais... La loi de Dieu nous défend d'attaquer même » la réputation d'un particulier, mais, par un secret que l'Évangile » ne nous a pas appris, on prétend sans se départir de l'étroite mo- » rale qu'on professe, avoir droit de s'élever contre des corps entiers, » de recueillir de toutes parts tout ce qu'il peut y avoir de mémoires » scandaleux qui les déshonorent, et de les mettre sous les yeux du » public avec des altérations, des explications, des exagérations qui » changent tous les faits et les présentent sous d'affreuses images.....

» On est sévère ;..... mais en même temps on est bizarre dans ses » volontés, chagrin dans ses humeurs, piquant dans ses paroles, im- » pitoyable dans ses arrêts, impérieux dans ses ordres, emporté dans » ses colères, fâcheux et importun dans toute sa conduite. Ce qu'il y » a de plus déplorable, c'est qu'en cela souvent on croit rendre ser- » vice à Dieu et à son Eglise, comme si l'on était expressément envoyé » dans ces derniers siècles pour faire revivre les premiers, et pour » séparer l'ivraie d'avec le bon grain...

» Défions-nous de ces justices qui sont souvent de grandes injusti- » ces, défions nous de ces zèles et de ces sévérités qui sont souvent de » cruelles iniquités... etc, etc. »

L'*Univers* et Madame de Sévigné ont raison : *Bourdaloue frappe comme un sourd.*

Il n'en résulte pas que l'*Univers*, quand il frappe comme un sourd, ressemble à Bourdaloue, mais seulement qu'il est *sévère*, comme dit Bourdaloue. Croit il faire accepter au public cette assertion par trop sévère, que les écrivains du *Correspondant* ne sont pas ardemment, sincèrement, voués *à la défense des intérêts de Dieu*. De bonne foi, l'*Univers* le croit-il lui-même?...

Sachons donc profiter tous des paroles de Bourdaloue, au lieu de nous les opposer ; ce sera plus juste et plus humble.

Pour ce qui nous regarde, nous le déclarons nettement :

Qu'en matière de charité pour les amis, il appartienne ou non à l'*Univers* de donner des conseils, qu'on ait ou non le droit d'être souvent plus impatienté des vices des gens vertueux que des vices des gens vicieux, peu importe ! si nous avons, à tort ou à l'excès, molesté nos amis, nous avons mal fait. Nous n'avons d'ailleurs qu'à répéter avec l'*Univers*, dont les conseils sont si bons, même un peu meilleurs que ses exemples : « Ces mesures sont difficiles à dé- » terminer; laissons les à la conscience de chacun, et faisons tous » pour le mieux, en priant Dieu d'être clément aux sévères et aux » charitables. »

Il nous force de demander la même faveur pour les *injustes!*

Le *Correspondant*, dit il, n'a jamais vécu! l'*Univers* a peu de mémoire ou peu d'équité. Avant qu'il fût né lui-même ou qu'il eût, comme il le dit, *fini par vivre*, le *Correspondant* naissait, fondé et soutenu par des prélats illustres et des laïques dévoués. Il séparait

nettement, chose assez nouvelle alors, la religion de la politique, groupait et animait pour les saints combats de la liberté de l'Église tous ceux qui font profession d'être *catholiques avant tout*.

Il vivait, lorsque M. de Montalembert lui confiait ses éloquents appels sur *les devoirs des catholiques*, M. Ozanam ses *Études germaniques*, M. de Carné son Saint Louis, M. de Falloux ses Études historiques, M. Lenormant son livre sur les *Langues anciennes*, M. Beugnot ses savants écrits, M. de Champagny les prémices de ses beaux livres, M. d'Eckstein ses recherches érudites, M. l'abbé de Valroger ses critiques philosophiques, M. Foisset ses précieux travaux, M. Veuillot lui-même ses nouvelles et ses articles, et tant d'autres écrivains honorés, leurs œuvres excellentes.

Le *Correspondant* a eu aussi des années bonnes et des années mauvaises, des interruptions et des retours de succès; mais, après tout, il vit encore; grâce au zèle persévérant de son principal rédacteur et de ses amis, il vit, pendant que tant d'autres Revues sont mortes ou mourantes, et il a le bonheur de trouver des amis nouveaux, pendant que de plus florissants organes ont le malheur de perdre tant d'amis anciens.

Mais quoi ! il vit, il a vécu de *sacrifices*, dit on.

De tous les reproches que le *Correspondant* a pu provoquer, c'est vraiment le dernier qui aurait dû tomber de la plume d'un chrétien, et nous félicitons l'*Univers* d'être parvenu à ce degré d'opulence satisfaite, où l'on rit des maladroits qui n'ont pas su amasser de rentes.

Œuvre chrétienne, et résolue à se refuser le scandale comme moyen de succès ; œuvre nouvelle, ayant à tenir un langage d'abord inaccoutumé même pour ses amis; œuvre sérieuse, et ainsi destinée à plaire à peu de lecteurs ; œuvre importune, car les ennemis de la foi n'en voulant pas dire de bien n'en pouvaient pas dire de mal; œuvre imparfaite enfin, et sans doute au-dessous de ce qu'eût mérité, à de plus dignes défenseurs, la grandeur et la sainteté de la cause, le *Correspondant* ne pouvait, l'*Univers* le sait bien, imposer un tribut ni à l'apathie des bons ni à l'équité des adversaires. Il a donc vécu, comme il vit et vivra sans doute, de sacrifices, comme tout ce qui est chrétien.

Mais pourquoi jouer sur les mots? depuis quand juge-t-on de la valeur des causes par le chiffre des abonnements! et l'*Univers* fait-il cet honneur au *Siècle*, dont il excelle, il est vrai, à attirer les abonnés au nombre de ses lecteurs?

La vie, plus ou moins obscure ou brillante du *Correspondant*, elle est toute dans la part petite, mais appréciable, qu'il a eue à la vie plus haute, à cette vie pleine, majestueuse, sublime de l'Église de France, pendant ces années si militantes, mais si efficaces, dont les résultats et l'esprit durent toujours, années qui ont vu s'élever la société de Saint-Vincent-de-Paul, renaître les ordres religieux, s'ouvrir les collèges et les écoles catholiques, se reconstituer les réunions de nos évêques et se consolider enfin sur tous les

points la sainte et magnifique union des fidèles avec les pasteurs, des pasteurs avec les pontifes, des pontifes avec le Père commun de la Foi.

L'*Univers* constate et glorifie cette union ; il a raison. Elle est encore l'honneur de notre âge, l'espoir de notre pays, la confusion invincible des autres doctrines, la consolation de l'Église. L'*Univers* y a contribué, nous ne l'oublions pas. Il acceptait alors les conditions difficiles de ce triomphe légitime.

Que de regrets il aurait éprouvés, s'il avait vu, au lieu de forcer l'attention, puis le respect, puis l'équité de tous, les amis de l'Église abandonner la lutte, uniquement parce qu'ils étaient en minorité chacun dans leur camp, et que les politiques, les historiens, les littérateurs, les moralistes et les polémistes, n'étant pas des chrétiens, devaient être traités comme des ennemis, évités comme des lépreux?

Ce langage, cette conduite, que l'*Univers* eut alors justement déplorés, il les conseille, il les tient aujourd'hui, et si vive est son horreur, si ardente sa logique, qu'il en est venu à attaquer trop souvent à propos des philosophes, la philosophie ; à propos des politiques, la politique ; à propos des historiens, l'histoire ; à propos des littérateurs et des poètes, la littérature et la poésie ; à propos des savants et des industriels, la science et l'industrie, en un mot toutes les occupations légitimes de l'esprit humain, tout le mouvement de la société moderne. L'homme, en dépit du christianisme, incapable de raisonnement, indigne de liberté, n'est plus qu'un être malade, ayant régulièrement la fièvre quand il n'a pas le délire, et la société doit être pour lui un hôpital dont l'État sera le directeur sévère, l'Église l'infirmière compatissante, et l'*Univers* la suprême distraction !

Nous l'avouons, il y a entre nous, sur tous ces points, plus que des nuances, il y a de graves et profondes dissidences. Nous aussi, nous honorons les intentions, et nous ne jugeons pas les consciences; mais, nous le déclarons, et voilà ce qui nous sépare profondément : à nos yeux, l'*Univers* se méprend et sur le rôle de l'Église dans le monde moderne, et sur le rôle du journalisme religieux vis-à-vis de l'Église et du monde.

Soumis avec la plus filiale obéissance à une Église infaillible, qui est une institution agissante et vivante, avec ses autorités reconnues, ses lois en vigueur, ses peines terribles, ses récompenses sublimes, nous tirons de cette heureuse soumission deux conséquences.

Voici la première :

C'est précisément parce que nous avons une autorité, que nous sommes plus libres et plus doux. C'est parce qu'il y a une justice constituée, qu'on ne se fait pas justice à soi-même dans les rues, et que l'on garde ses poings dans ses poches.

Voici la seconde :

Nous tâchons de servir l'Église par les moyens dont elle se sert elle-même. Or, si de plus longs travaux sont nécessaires (et le *Correspondant* les promet) pour proclamer sans cesse l'admirable con-

duite de l'Église vis-à-vis du monde, dans toutes les circonstances de sa miraculeuse histoire, il n'est besoin que d'un mot banal, d'un lieu commun, pour exprimer qu'avant tout : l'Église, c'est la *modération*.

Un auteur connu de l'*Univers* l'a démontré par un apologue ingénieux :

«Un jour, un chrétien, orné d'un fusil (c'est un homme de guerre),
» se promenait, cherchant du gibier. Il vit un prêtre auquel des ga-
» mins jetaient des pierres. « Je courus à son secours, dit-il...; trans-
» porté d'indignation, je mis en joue cette mauvaise bande... Le
» prêtre, me voyant prendre si vivement son parti, m'enlaça dans ses
» bras, *plus effrayé de moi que de ses agresseurs*.

» J'allais avoir grand besoin de vous, me dit-il, monsieur;... mais
» *vous êtes un peu trop vif*...

» — Venez avec moi, monsieur l'Abbé, poursuivis-je tout essoufflé
» encore. Vous ne devez pas laisser outrager votre personne. *Je ver-*
» *rai le maire, et je ferai châtier ces garnements!!*...

» — Ah! que me proposez-vous? Quand nous allons quelque part,
» c'est pour porter la miséricorde, non le châtiment.

» — ... Mais ce sont des sauvages!

» — Des sauvages, voilà le mot! autrement ils ne seraient pas mau-
» vais... Comment! l'Évangile dompte les anthropophages de l'Océa-
» nie, et ces sauvages-ci, qui sont baptisés après tout, résisteraient à
» la charité d'un vrai prêtre! Mais un prêtre, mon cher Monsieur, un
» prêtre, c'est Notre Seigneur Jésus-Christ; ce même Jésus qui, mon-
» trant les chemins de la Galilée, a dit : *De ces pierres, je puis faire*
» *les enfants d'Abraham!*... Avant quinze ans, le curé ne pourra
» plus suffire à la moisson. Voilà ce que je vous promets, *puisque*
» *vous êtes vindicatif*.

— Dieu vous exauce!... *Vos vœux sont plus chrétiens que ma co-*
» *lère*, et vous êtes meilleur prophète que moi.»

A la fin de l'histoire, le curé ajoute : «Le pays n'est plus recon-
» naissable, et nos progrès vers le bien s'étendent chaque jour. Oui,
» chaque jour, quelque adversaire récalcitrant, quelque vieil ennemi
» rend les armes. Ils cèdent au bien que la religion leur a fait... Du
» côté où vous m'avez rencontré, on me hait encore; mais de l'autre
» côté, j'ai déjà des amis. *Il faut qu'on m'aime partout, afin d'aimer*
» *Celui qui m'envoie* [1]. »

Ainsi pense, ainsi parle le rédacteur en chef de l'*Univers* dans ses livres; mais dans son journal, il est d'une autre paroisse.

Oui ou non, va-t-il s'écrier, l'Eglise peut-elle se défendre elle-même sur le terrain de la publicité, ou elle est violemment attaquée tous les jours? Non! il faut donc des journaux pour la défendre, et violemment comme on l'attaque. Autres combats, autres armes.

C'est, en effet, la raison d'être des journaux religieux; mais nous en concluons (pour notre propre usage), leurs devoirs :

[1] *Petite Philosophie*, par M. Louis Veuillot, pages 5, 6, 7, 8, 9, 16, 83, 87, 88.

En premier lieu, ils ont à agir *pour* l'Eglise, et non *sur* l'Église ; s'ils tentent d'agir sur elle, ils font plus de mal que de bien.

Les journaux religieux ont en ce point, pour le dire en passant, un moindre rôle que les autres journaux : ceux-ci ont à unir non moins qu'à défendre leur parti; pour nous, chrétiens, le lien et le signe de l'unité est, Dieu merci, ailleurs que dans un journal. Si un journal religieux voulait agir *sur* l'Église, elle serait, comme le curé de l'apologue vis-à-vis de son défenseur, *plus embarrassée de lui que de ses agresseurs*.

En second lieu, s'ils agissent *pour* l'Église, ils n'agissent pas *par* l'Eglise, ni en son nom; il ne faut pas qu'on puisse lui imputer leurs fautes. Sentinelles, si l'on veut, ce sont des sentinelles qui se mettent elles-mêmes en faction, et se donnent à elles-mêmes le mot d'ordre.

En troisième lieu, sur quel terrain, contre qui, et devant qui, les journaux défendent-ils principalement la religion? sur le terrain de la publicité, contre les lettrés qui écrivent, et devant les lettrés qui lisent. C'est un rôle ingrat, borné, mais nettement tracé, toujours le même. Donc, il importe beaucoup de savoir s'ils blessent ou s'ils attirent ce public particulier, puisque c'est le seul sur lequel ils agissent réellement.

Pour ne pas insister sur ce point, demandez à ceux d'entre nous qui touchent de près par leurs fonctions ou leurs travaux à tout le public non chrétien, s'il n'y a pas depuis quatre ans, et malgré des circonstances favorables, recrudescence d'attaques, perte de popularité, renaissance de tous les préjugés amortis, et à quoi elle tient?

Comment, en effet, faire aimer ce qu'on ne rend pas aimable? Comment attirer, en se posant en « *machine de guerre, devant combattre, quel que soit le terrain, quel que soit le sujet,* » en ne voyant hors de soi que des *ennemis ?*

Les ennemis! ce mot que l'*Univers* répète sans cesse qualifie tout ce qui nous sépare de lui. Il est sans doute un petit nombre d'ennemis, invétérés, volontairement injustes, de la foi, qu'il a raison de combattre, et qu'il ne combat pas seul. Mais il est un nombre immense et croissant d'hommes qui cherchent la vérité, ennemis d'un moment, ou indifférents, ou ignorants, mais amis futurs. Tous ces hommes, des *ennemis!* Hélas! l'*Univers* a la maladie d'en voir bien plus près de lui encore. Comme lui, nous ne voulons qu'ouvrir le premier numéro venu, pour trouver un exemple.

Au pied même de l'article où l'*Univers* encourage si cordialement le *Correspondant*, on lit dix lignes dont voici l'utile et bienfaisant objet :

On sait que l'*Univers* a horreur de la tribune. Il lui paraît utile d'écrire tous les jours, mais dangereux de parler quelquefois; ce qui tombe d'une plume est apparemment plus sacré que ce qui tombe des lèvres; la parole que nul ne vient ni contrôler ni contredire devant le lecteur, est bien moins dangereuse que celle qui peut être à l'instant même relevée et réfutée devant l'auditeur : *l'article* est béni,

mais le *discours* maudit. Or, M. Saint-Marc Girardin s'est permis de rappeler qu'autrefois il était député et que maintenant il jouissait de son *néant*. On répond aussitôt à cet ennemi : *Son néant a juste l'importance de la députation qu'il regrette.* » Oh! l'utile méchanceté! Oh ! l'heureux coup de poing! Qu'il était juste de l'adresser à l'un des hommes qui font le plus d'honneur aux lettres chrétiennes!

Il ne convenait pas moins, deux jours après, de se moquer des magistrats et de secouer la mémoire de Harlay et de Molé à propos du modèle des magistrats et des chrétiens, et au moment où il vous appelle son cher ami.

Non, non, tous ces procédés, ce langage, cet abandon du passé, cette bravade continuelle envers la liberté, la raison, les sciences ou la société moderne, cette guerre sempiternelle *sur tous les terrains et sur tous les sujets*, ces maximes et ces pratiques, ne sont pas utiles à l'Église, et elles établissent entre nous de graves séparations et bien plus que des nuances.

Nous aimons l'union; nous restons, cela va sans dire, profondément unis sur les questions de foi; nous sommes prêts à faire tout le possible pour que les pacifiques ne gémissent pas plus longtemps de débats pénibles; nous savons, en un mot, le malheur d'être divisés; mais les choses en sont arrivées à ce point que ce serait un malheur plus grand de n'être pas divisés, de laisser tous les catholiques qui se taisent solidaires de ceux qui parlent seuls, et de paraître d'accord sur des principes et des actes qui contredisent presque tout ce que les catholiques ont dit, et compromettent presque tout ce qu'ils ont fait pendant trente ans.

Au reste, c'en est assez sur des sujets si pénibles.

Peu de jours après la publication d'un inoffensif prospectus, on nous provoquait à nous fâcher les premiers, sachant bien d'ailleurs qu'il nous fallait rester vingt-cinq jours sous le coup; on en usera de même quand on voudra nous réprimander; on se taira, quand on pourrait nous approuver. Soit! nous devons nous y attendre, et nous voudrions nous tromper.

Il a bien fallu répondre.

Mais si notre œuvre vaut et mérite quelque chose, c'est parce qu'elle n'est pas uniquement une *machine de guerre*. Différant d'opinion sur tant de points de la plus haute gravité, soit avec des catholiques, soit avec ceux qui ne le sont pas, notre devoir est de constater et de justifier ces séparations; ce sera l'objet très-net de travaux continuels et sérieux; il est tout naturel qu'on les discute, et cette discussion, elle est toujours bonne, si elle demeure sincère et élevée. Mais à nos yeux, la controverse est utile, la polémique irritante, et la dispute scandaleuse.

C'est assez dire que nous ne voulons pas continuer la polémique. On aura beau jeu contre un numéro de revue avec trente numéros de journal, la main leste, une rare richesse de vocabulaire, et une *machine de guerre* que l'on charge de ces projectiles auxquels on donne

le nom inattendu de *métal naïf de la vérité*. Mais, non-seulement ce jeu est inégal, il est surtout affligeant. Nous ne le redoutons avec personne, mais nous ne le cherchons pas. La polémique sera toujours pour nous fort secondaire, et nous préférons nous *occuper à renaître*, pendant que l'*Univers* s'occupera, s'il veut, à nous immoler.

Nous savons en effet les défauts de notre Recueil; nos efforts seront mieux employés à l'améliorer qu'à le défendre. Si, comme le dit très-bien l'*Univers*, « entre les feuilles volantes et les recueils savants et spéciaux, tout le monde a marqué la place, senti le besoin d'une vraie Revue, plus solide que les journaux quotidiens, moins solennelle ou moins restreinte que les autres.., » nous tâcherons de répondre, avec l'aide de Dieu et de nos amis, à ce besoin.

Fidèles à cette partie de notre passé comme aux autres, nous aimons à redire ce beau programme tracé par M. de Champagny, il y a dix ans :

« ..... Rallier les défenseurs de la cause chrétienne; aller les chercher, sans exclusion et sans préférence, dans les rangs politiques » les plus divers; leur offrir un centre commun où, laissant de côté » des dissidences secondaires aux yeux des chrétiens, ils pussent, » chacun pour sa part, faire prévaloir dans les lettres, dans l'histoire, dans la philosophie, dans la science, dans la vie sociale, la » pensée chrétienne.....

» ..... Le *Correspondant* ne sera jamais exclusivement polémique... Nous n'oublions pas que, placés en arrière des combats » quotidiens de la presse, plus de loisir doit nous rester pour travailler selon nos faibles ressources à l'immuable édifice de la » science chrétienne. Nous avons également des devoirs et envers la » circonstance qui passe, et envers la vérité qui dure. Les uns sont » plus pressants, les autres plus sacrés; nous tâchons de les concilier. »

On nous dit : *Allez à l'ennemi*. Nous y sommes bien habitués et bien résolus; mais notre ambition est de le désarmer et non de lui donner des armes; nous allons à l'ennemi comme des soldats chrétiens, pour faire, s'il plaît à Dieu, des conquêtes et non pas des blessures.

Le Secrétaire de la Rédaction,
PAUL DE CAUX.

L'un des Gérants, CHARLES DOUNIOL.

IMPRIMERIE DE BEAU ET Cie, A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

DE L'AVENIR POLITIQUE

DE L'ANGLETERRE.

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE [1].

X.

LES ÉCOLES ET LES UNIVERSITÉS.

Il est en Angleterre un spectacle plus rare et plus grandiose encore que celui de son Parlement, comme il est pour la vieille société anglaise une garantie plus sûre même que le gouvernement représentatif; ce sont ses établissements d'instruction publique. On a trop parlé de sa vie parlementaire, pas assez de son éducation publique, qui en est la condition et la garantie. On a pu emprunter à l'Angleterre une image plus ou moins fidèle de ses institutions politiques : il n'est pas donné aux nations modernes d'enfanter une copie même affaiblie de ses colléges et de ses universités.

On sait que, sous le nom modeste d'*écoles*, trois ou quatre vastes fondations, parmi lesquelles Eton [2] et Harrow [3] occupent le premier rang, reçoivent presque sans exception les enfants de toutes les familles aisées du pays, et leur offrent une éducation à la fois classique et virile, sous la direction de quelques membres éminents du clergé anglican. Elles se distinguent de tout ce que nous avons d'analogue en France, par deux caractères : leur antiquité et leur emplacement à la campagne. Identifiées en quelque sorte par leur date avec l'histoire de la nation, elles offrent pour premier enseignement à leurs élèves la

[1] Voir le *Correspondant* du 25 novembre 1855.
[2] Fondé par le roi Henri VI en 1441.
[3] Fondé par John Lyon en 1585.

mémoire des grands hommes qui les ont précédés sur ces bancs scolaires, qu'ils ont quittés pour aller présider aux destinées du plus vaste empire qui existe sous le soleil. Une collection de bustes et de portraits y représente sans cesse aux jeunes habitants de ces lieux les traits des citoyens dont le nom remplit les annales de l'Angleterre, ou occupe encore la première place dans l'attention des contemporains. La plupart y sont représentés encore jeunes, tels qu'ils étaient au moment où les premiers feux de la gloire vinrent dorer leur front, et où leur renommée naissante a fait désirer un souvenir de leur présence : cet air juvénile semble un rapprochement de plus entre eux et leurs successeurs.

Mais c'est surtout en éloignant de la capitale et des grandes villes ces grands centres de l'éducation secondaire, et en les maintenant dans cette situation, que les Anglais se sont assuré un avantage incalculable. On connaît leur amour pour la vie rurale, et l'influence salutaire qu'elle exerce sur eux. Rien donc de plus naturel que d'avoir placé les foyers de l'éducation nationale à la campagne ; rien aussi de plus utile au développement moral et matériel de cette jeunesse. Il est difficile de concevoir un séjour mieux fait pour exercer une action heureuse et durable sur l'élite des fils d'une grande nation, que celui d'Eton, par exemple. Les logements des maîtres et des élèves y forment un vaste et bel édifice, dans ce style semi-gothique qui répond si bien aux mœurs et aux idées du pays. La chapelle, qui serait digne d'être une cathédrale, compte parmi les plus beaux morceaux de l'architecture anglaise du XVe siècle. Vis-à-vis et de l'autre côté de la Tamise, s'élève le château de Windsor, demeure de la royauté, avec sa grosse tour ronde bâtie par Guillaume-le-Conquérant et sa chapelle de Saint-Georges, toute couverte des blasons des chevaliers de la Jarretière depuis Edouard III. Tout à l'entour du collége, de vastes prairies, limitées par les ondulations de la Tamise, forment un parc orné de pelouses et de futaies à perte de vue. Ce n'est pas là seulement que ces enfants prennent leurs récréations : ils se répandent à toute heure dans la campagne ou dans le bourg voisin ; sauf le temps des classes, ils font à peu près ce qu'ils veulent, et n'abusent que rarement de cette liberté si étrange à nos yeux. Sans surveillants, sans autres restrictions que celles imposées par certains usages traditionnels et par ce respect de soi-même dont tout Anglais est pénétré, ils commencent ainsi avec une impétueuse et précoce vigueur l'apprentissage de la vie publique, du *self-government*, comme le faisaient d'ailleurs leurs pères et les nôtres dan les écoles du moyen-âge [1]. Le nombre des élèves laborieux n'est sa

[1] M. Charles Lenormant, dans son ouvrage sur *l'Enseignement des langues*

poute pas plus grand que dans nos lycées, peut-être l'est-il moins; mais l'étude des langues anciennes y est à la fois très-avancée chez quelques-uns et populaire chez tous. En outre, chez la masse des enfants, la vie, la santé, l'intelligence, coulent à pleins bords, avec une sorte de sérénité expansive et respectueuse que l'on ne rencontre guère chez les élèves de nos casernes universitaires. Quelle différence entre un pareil séjour et les maisons où nous avons fait nos classes, vraies prisons murées entre deux rues de Paris, dominées partout par des toits et des tuyaux de cheminées, avec deux rangées d'arbres étiolés au milieu d'une cour pavée ou sablée, et une malheureuse promenade tous les huit ou quinze jours à travers les guinguettes des faubourgs!

Cependant on ne remarque pas de rudesse ni de grossièreté chez cette jeunesse émancipée de si bonne heure. A certains jours solennels, ses aînés figurent en costume de cour devant la famille royale et l'aristocratie, et y déclament des discours grecs, latins, anglais, avec une aisance et une simplicité de bon goût que tout le monde envierait. Mais c'est pendant leurs récréations ordinaires qu'il faut les voir à l'ombre de leurs grands arbres, pour juger de la virilité anticipée de ces enfants de la liberté, en même temps que de l'énergique vitalité des classes supérieures de l'Angleterre; et l'on comprend le mot du duc de Wellington, lorsque, revenu vers le déclin de ses jours dans ces beaux lieux où il avait été élevé, se rappelant les jeux de son enfance, et retrouvant la même précoce vigueur chez les descendants de ses camarades, il dit tout haut : *C'est ici qu'a été gagnée la bataille de Waterloo.*

Si l'on passe des *écoles* aux *universités*, on aperçoit plus clairement encore le lien qui unit l'éducation à la vie publique, et les racines

classiques, a parfaitement expliqué le changement qui s'opéra au seizième siècle dans la discipline des écoles publiques, et qui a reçu de Napoléon Ier son caractère définitif. Il en fut d'elles comme des institutions politiques. La crainte trop légitime inspirée par la Réforme fit régner partout la compression et la restriction, et substituer l'action d'une autorité effrayée et souvent impuissante, à la confiance, à l'indépendance et à la spontanéité. On ne pouvait payer trop cher le bienfait du maintien de la foi et de l'unité catholique : mais il faut regretter que l'Angleterre, en perdant ces trésors, ait été la seule à conserver les institutions catholiques que le moyen âge y avait fondées. « Il est difficile, » dit M. Lorain, ancien recteur, dans un ouvrage dont nous parlerons plus loin, « il est difficile d'avoir vécu longtemps dans nos collèges sans songer que des esprits ainsi comprimés pendant dix ans, surtout à l'âge où la nature, plus expansive, a plus besoin de spontanéité, s'aigrissent; que tout leur effort intérieur se concentre en une haine de la règle et de l'autorité qui éclate plus tard, on sait avec quelle violence, quand ils passent de cette servitude à la liberté illimitée.... Si l'on avait à fonder un collége, il serait bon de commencer par essayer d'y transformer cette vie de caserne que l'Empereur avait faite aux enfants pour les préparer à la vie de régiment. »

par où les vieilles institutions britanniques puisent leur robuste vie dans la vie sans cesse renouvelée des jeunes générations. Les universités d'Oxford et de Cambridge sont, à mon sens, la vraie merveille de l'Angleterre. C'est par là que passent d'abord tous les membres du clergé anglican, tous les héritiers de la pairie, de la grande propriété, les légistes et les gens de lettres, les hommes politiques ; c'est là que les pères de famille enrichis par le commerce, l'industrie ou la littérature, se hâtent d'envoyer leurs fils ; c'est là donc que se forme presque exclusivement la classe dirigeante du pays. Dans la liste des *Honors*, c'est-à-dire des hauts grades académiques obtenus depuis 1802 et que l'on reproduit dans l'annuaire de chaque université, on retrouve tous les grands noms de l'Angleterre contemporaine. Aussi cette liste, quand elle est publiée chaque année dans les journaux, est accueillie par la nation tout entière avec un vif intérêt; et un *honneur* ainsi obtenu reste pendant la vie entière une distinction hors ligne pour les titulaires .

C'est ici que l'avenir de l'Angleterre se retrempe incessamment dans les eaux du passé. Nulle part au monde le moyen-âge n'est encore debout et vivant comme à Oxford et à Cambridge. Il n'y est point à l'état de résurrection factice, ou de mosaïque déterrée sous la lave mal éteinte des révolutions. Il n'y a jamais péri.

La plupart des fondations remontent au temps où l'Angleterre était encore catholique, et ont gardé l'ineffaçable empreinte de leur origine. L'esprit de conservation, qui est le plus précieux apanage de la race anglaise, y règne plus que partout ailleurs. Dans ces foyers de l'anglicanisme, on a maintenu avec respect et dans la situation la plus apparente, les effigies des deux souverains que leur catholicisme a rendus les plus impopulaires de tous ceux qui ont régné sur la Grande-Bretagne. A Cambridge, et là seulement dans toute l'étendue des trois royaumes, on voit la statue de la reine Marie, si odieuse au peuple anglais parce qu'elle essaya, par les tristes moyens que sollicitait l'intolérance de son siècle, entre le brutal Henri VIII et l'impitoyable Elisabeth, de ramener son royaume à l'unité catholique. A Oxford reste également debout la statue de Jacques II, qui paya de sa couronne le périlleux honneur d'avoir voulu imiter Louis XIV en imposant à la fois le catholicisme et le pouvoir absolu à son royaume. Le peuple anglais ne connaît pas, du reste, cette odieuse manie de dégrader et de mutiler les monuments histori-

¹ Dans le *Parliamentary Companion* de Dod, espèce d'annuaire des deux chambres, qui a en Angleterre toute l'autorité d'un code officiel, on voit notés avec soin les honneurs universitaires des membres assez heureux pour avoir ainsi débuté dans la vie publique.

ques, dans le vain espoir d'effacer jusqu'au souvenir des victimes de la passion ou de l'injustice des révolutions. Bien plus, au plus fort du siége de Sébastopol, pendant la *Commemoration* d'Oxford, à la cérémonie où deux généraux de l'armée de Crimée venaient recevoir, avec les insignes du grade honorifique de docteur ès-lois, l'ovation la plus chaleureuse qu'une ardente et patriotique jeunesse pouvait décerner à d'illustres vétérans, on voyait à la place d'honneur, dans l'enceinte où se célébrait cette fête, le portrait en pied de l'empereur de Russie qui avait participé en 1815 à une solennité semblable : son image y était comme témoignage du passé, et nul ne pensait à lui faire payer la rançon du présent. Comme de raison les gloires plus spécialement universitaires y sont l'objet des plus respectueux hommages. Où pourrait-on comprendre mieux le culte des ancêtres intellectuels que dans une corporation qui, comme le collége de la Trinité à Cambridge, a l'insigne honneur de compter à lui seul dans son arbre généalogique les noms de Bacon, de Milton, de Newton, de Pitt et de Byron, c'est-à-dire les plus grands génies de l'Angleterre sauf Shakespeare et Burke, qui ne furent d'aucune université?

On conçoit que l'esprit de conservation si bien justifié ne se borne pas seulement aux monuments matériels, et se déploie plus énergiquement encore dans la garde des habitudes et des traditions qui ont présidé à la naissance de ces grandes institutions. Tout subit l'influence de ce souffle tutélaire. Je priais un jour le *master* (président ou supérieur d'un collége) de me donner quelques détails sur le réglement intérieur de la maison : « Rien de plus facile », me répondit-il; « nous n'avons rien changé aux statuts que nous a donnés notre fondatrice lady Marguerite, comtesse de Richmond, mère du roi Henri VII, en 1505. » L'innovation, quand il faut la subir, vient du dehors et est l'œuvre de la puissance publique, du Parlement. C'est seulement ainsi que le Protestantisme, sous sa forme d'ailleurs la plus mitigée, a pu pénétrer dans ces créations de la vieille foi et les envahir. Aujourd'hui, du reste, les chefs les plus accrédités des deux universités se résignent aux réformes prudentes et modérées, décrétées ou préparées par le Parlement, à la charge de les tempérer en les appliquant eux-mêmes. Ils travaillent avec énergie et succès à faire disparaître les abus inséparables des avantages de la durée, l'esprit de routine, la rouille du temps; ils entr'ouvrent même d'une main la porte à la liberté religieuse, et de l'autre ils développent la part déjà faite aux sciences physiques et mathématiques. En l'année où nous sommes, pendant que le comte de Derby posait à Oxford la première pierre d'un nouveau musée exclusivement destiné aux collections d'histoire naturelle, dans cet ancien sanctuaire naguère si exclusif de la théologie et des langues anciennes, le Parlement abrogeait les

serments qui interdisaient l'accès de cette université aux Catholiques.

Je n'ai pas la prétention de peindre ici la vie intérieure ou extérieure des universités anglaises. Quand même j'en aurais le loisir, cette tâche serait inutile. Elle a été trop bien remplie par M. Lorain, qui, dans son mémoire présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, a expliqué avec autant d'autorité que de talent et d'exactitude, le gouvernement, l'organisation de ces grands corps, les droits et les fonctions des professeurs et des étudiants, le système des études et des examens [1]. Je veux seulement signaler deux ou trois traits qui démontrent l'analogie fondamentale de ces grands corps avec les autres institutions politiques et sociales de l'Angleterre, et par conséquent l'action naturelle qu'elles doivent exercer sur le maintien de l'ancien esprit britannique.

Et d'abord leur indépendance complète à l'égard du pouvoir. Il leur faut bien reconnaître, comme tout le monde, l'empire de la loi, du Parlement, lequel de son côté n'exerce cet empire qu'avec des ménagements infinis. Mais quant au pouvoir exécutif, au gouvernement proprement dit, il n'y a absolument rien à voir. C'est à peine s'il nomme trois ou quatre professeurs par université [2]. Tous les chefs de l'Université, tous les membres des différents colléges dont l'agrégation forme l'Université, sont élus par leurs pairs, comme les membres de l'Institut de France, mais sans aucune intervention, présentation ou approbation du pouvoir. Ils ne reçoivent du gouvernement ni mandat ni salaire. Ils ne lui rendent aucun compte de leur enseignement. Le programme des études, les conditions d'admission, d'examen, les règlements de discipline intérieure et extérieure, tout est en dehors et au-dessus de l'action du pouvoir royal ou ministériel L'esprit conservateur qui a toujours distingué les universités anglaises, est donc uniquement le fruit spontané de l'indépendance et de la conviction. Elles sont en cela, comme en tout, l'image de la société anglaise et de son aristocratie, libre, fière, mais ordonnée; d'autant plus respectueuse envers l'autorité qu'elle en est plus indépendante; toujours ouverte au mérite, toujours prête aux progrès utiles, aux réformes nécessaires, mais solidement assise sur la tradition et sur le droit individuel.

C'est pourquoi la charge de chancelier de l'université d'Oxford ou de Cambridge, conférée à vie par l'élection de tous les docteurs et licenciés, est regardée comme le suprême honneur dont puisse être

[1] Mémoire sur l'Université d'Oxford, par M. Lorain, ancien recteur, lu à l'Académie des sciences morales et politiques, les 22 et 29 juin 1850 : extrait du compte rendu de l'Académie, rédigé par M. Charles Vergé.

[2] Ce sont ceux qui portent le titre de *Regius professor*. Il y en a sept à Oxford et deux seulement à Cambridge.

revêtu un prince ou un pair d'Angleterre, et qu'elle a été imposée à ce titre au duc de Wellington, avant de l'être au comte de Derby; comme aussi le mandat de représentant d'une des universités à la Chambre des Communes est le plus recherché de tous par les ministres et les orateurs, tels que Pitt, Peel et Gladstone.

Après l'indépendance politique, ce qui distingue surtout les universités anglaises des établissements qui portent le même nom sur le continent, c'est que chacune d'elles se compose d'une agrégation de vingt *colléges* distincts, lesquels sont autant de petites républiques dont les fondateurs ont les législateurs. Chaque collége renferme un nombre de *fellows* ou de prébendaires dont le nombre varie de dix à cent, qui se recrutent eux-mêmes à certaines conditions voulues par le fondateur, et ne peuvent perdre leur dignité qu'en se mariant ou en obtenant un bénéfice au dehors. Ils élisent entre eux un chef inamovible, et président sous sa direction à l'instruction et aux examens des étudiants. Cette existence *collégiale* est la base de l'existence de l'université : chaque collége a des lois et règlements particuliers, des *honneurs* et des examens spéciaux, en dehors des grades conférés ou reconnus par l'université tout entière. C'est une vraie fédération morale et intellectuelle, dont chaque branche, comme les divers États de l'Amérique du Nord, ou les cantons de l'ancienne Suisse, a une histoire, une législation, une influence, une renommée à part, mais qui toutes viennent aboutir, comme les affluents d'un grand fleuve, dans un réservoir commun de gloire, de force et de vie.

En outre chaque collége est propriétaire. Ils ont tous été richement dotés, par leurs fondateurs, en domaines fonciers qui, bien qu'éloignés et souvent éparpillés dans plusieurs comtés divers, passent pour être mieux administrés que toute autre propriété dans un pays où toutes le sont très-bien. C'est un argument assez contrariant pour les adversaires de la main-morte. Les revenus, joints aux droits que payent les étudiants, servent à entretenir le personnel et le matériel de ces colléges, où sont logés et nourris maîtres et élèves, et dont la magnificence rivalise avec celle des plus beaux palais de l'aristocratie.

Ainsi donc l'indépendance la plus absolue à l'encontre du pouvoir, la variété dans l'unité, la diversité des règlements, la liberté des enseignements, l'antiquité et le caractère religieux de l'origine, l'opulence et la stabilité du patrimoine, telles sont les bases sur lesquelles repose le haut enseignement en Angleterre. Tout y diffère de ce qu'il est devenu sur le continent (à la seule exception de la Belgique), et tout, encore une fois, s'y rapproche des autres branches de la société anglaise.

On le voit par ce qui précède : les universités anglaises, comme la constitution et la société anglaise tout entière, ne sont autre chos

qu'un magnifique échantillon de l'ancienne société du moyen âge, telle qu'elle existait dans toute l'Europe occidentale. La France, l'Italie, l'Allemagne, la Bohême, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal, les royaumes scandinaves, possédaient autrefois des institutions absolument semblables. L'Université de Paris était organisée précisément sur le même pied, avec ses nombreux et célèbres colléges de Navarre, de Beauvais, de Lisieux, d'Harcourt, etc., fondés la plupart par la munificence des évêques et des seigneurs. Cela est si vrai, que lors des discussions intérieures de l'Université d'Oxford sur l'application des réformes récemment introduites, on cherchait sans cesse la solution des difficultés, en recourant à l'*Histoire de l'Université de Paris*, par Du Boulay, tant est évidente et naturelle l'analogie entre ce que nous avons perdu et ce que les Anglais ont eu soin de conserver. On sait d'ailleurs que les mots d'*université* et d'*universitaire* ne s'appliquaient autrefois qu'à des corporations indépendantes, et jamais à un système national et uniforme d'éducation publique, lequel n'exista nulle part avant que Napoléon, venant à la suite de la faux révolutionnaire, n'eût imaginé d'élever, sur les ruines de nos dix-huit universités et de nos innombrables écoles libres, le casernement intellectuel qui dure encore, quoique modifié dans ses applications les plus oppressives par la loi de 1850.

Je ne dirai qu'un mot des étudiants ; ce sera pour relever un contraste nouveau et significatif entre eux et les nôtres. Les nôtres sortent brusquement de la servitude des lycées, où chaque minute de leur journée est réglementée sur un échantillon commun à la France entière, pour entrer dans la liberté absolue de la vie de jeune homme à Paris. Dès que notre lycéen est transformé en étudiant, nul ne surveille ni sa conduite ni ses études ; il loge où il veut, et fait tout ce qu'il veut du matin au soir et du soir au matin. L'étudiant anglais sort d'une école comme Eton, où il a déjà goûté l'attrait et la responsabilité de la liberté, pour retrouver à Oxford ou à Cambridge une discipline presque aussi sévère que celle qu'il a suivie pendant son enfance. Il peut disposer de sa journée, mais à la condition d'assister deux fois par jour à l'office divin, et de ne jamais sortir dans la rue sans le costume officiel, une robe noire avec un bonnet carré. En outre tout étudiant doit loger dans un des colléges de l'Université : il y occupe un appartement particulier, mais il faut qu'il dîne au réfectoire commun avec ses camarades et ses maîtres, et que le soir il soit rentré à heure fixe. Toute contravention grave à ces lois, tout outrage constaté à la régularité des mœurs ou simplement aux usages du monde poli, entraîne soit l'expulsion de l'Université, soit la *rustication*, c'est-à-dire un exil de trois mois qui équivaut par la

perte des frais d'inscription, etc., à une amende de 1,000 à 1,200 fr., infligée à la famille du délinquant. Tel est le régime que subit, sans l'ombre d'un murmure, l'élite de la jeunesse anglaise de dix-huit à vingt-deux ans, et qui leur apprend le respect de soi en même temps que le respect de la loi et de la tradition.

Qu'il y ait, au sein de cette confédération, des luttes, des jalousies, des rivalités mesquines, c'est ce que nul homme qui sait ce qui se pratique partout où les hommes sont réunis, ne sera tenté de nier. Mais en faisant aussi large qu'on voudra la part de l'infirmité humaine [1], il faudra bien convenir que jamais et nulle part on n'a su maintenir une organisation plus propice à la moralité, à la liberté, à la dignité de l'enseignement.

On a élevé de nombreuses objections contre le système d'éducation que suivent ces puissantes et antiques corporations. On leur reproche d'être trop riches, trop arriérées, trop stériles ; de rester trop étrangères au mouvement des idées modernes, de ne pas publier des écrits assez nombreux ou assez volumineux. A tous leurs détracteurs, les universités anglaises peuvent répondre triomphalement en montrant leurs produits, c'est-à-dire la nation anglaise représentée par ses chefs et ses classes dirigeantes. Elles ont été instituées, selon une belle parole du docteur Pusey, pour faire des hommes et non des livres. Tout observateur impartial conviendra qu'elles ont merveilleusement rempli leur mission.

J'allais oublier l'aspect extérieur de ces universités, et cependant il est au moins aussi frappant et aussi original que leur organisation. Mais comment peindre un spectacle si curieux? Que l'on se figure, réunies dans le pourtour d'une même ville, et se touchant par leurs enceintes particulières, quinze ou vingt de nos anciennes abbayes, dans toute la grandeur et toute la magnificence de leur époque la plus florissante, telles qu'on peut se les représenter d'après les planches si rares du *Monasticon gallicanum*, ou les vues plus rares encore de Cluny, de Cîteaux et de Clairvaux. Chacune d'elles avec deux, trois et quatre cloîtres à arcades ogivales ou cintrées, avec un réfectoire grand, haut et voûté comme une église, avec une bibliothèque toujours, avec un musée et une galerie de tableaux quelquefois, surtout avec une chapelle où se célèbre deux ou trois fois par jour l'office canonial accompagné de chants d'une beauté antique. Sans doute chacun de ces édifices, pris isolément, n'est pas irréprochable. Il en est cependant bien peu qui n'étonnent par leur gran-

[1] La critique et même la satire de ces grandes institutions, au point de vue religieux, a été faite avec esprit et mesure par le célèbre Newman, dans un roman intitulé *Loss and Gain*.

deur, leur distribution pittoresque et si excellemment adaptée à leur destination, bien peu aussi qui n'offrent un certain mérite de style ou d'antiquité. Plusieurs sont des monuments du plus haut prix, tels que la chapelle de *King's College* et la façade de S. *John's* à Cambridge, les cloîtres de *Magdalen* et de *Merton*, et l'église de Christ-Church à Oxford. Mais c'est surtout l'ensemble et l'agglomération si rapprochée de ces vastes et curieux édifices, qui a quelque chose de prodigieux et d'unique, et qui laisse, comme l'Alhambra à Grenade ou la Piazzetta de Venise, une impression qu'on ne retrouve nulle part ailleurs.

Sous ce rapport Cambridge est peut-être préférable à Oxford même, parce que ses dix-sept colléges, moins vastes pour la plupart que les vingt-quatre de sa rivale, y sont mieux groupés et plus rapprochés. Presque tous sont disposés les uns à la suite des autres le long d'une limpide et profonde rivière, qui arrose et embellit une série de parcs remplis d'arbres comme on n'en voit nulle part ailleurs. Chaque collége a son parc, et ces parcs ne sont séparés entre eux que par des grilles à jour ou des fossés sans murs, de sorte que leur réunion forme une vaste forêt de haute futaie, au milieu de laquelle on voit surgir les tourelles, les clochers et les toits crénelés des colléges[1]. A Oxford, plus isolés, les préaux, les jardins, les parcs consacrés aux récréations des maîtres et des étudiants, sont encore plus vastes; les uns vont se confondre avec la campagne environnante : dans les autres on voit errer sur des pelouses incomparables, à l'ombre de ces arbres séculaires qui sont là comme partout la plus belle parure de l'Angleterre, des troupes de cerfs ou de paons, que l'on entretient respectueusement parce que le fondateur l'a ainsi voulu il y a trois ou quatre siècles. Ce sont les jardins d'Armide, transportés des régions de la féerie dans celle de l'histoire et de l'éducation réelle.

Il faut plaindre l'Anglais dont la jeunesse se passe loin d'un tel séjour. Il faudrait plaindre surtout celui qui, après y avoir vécu, se souviendrait sans émotion de ces voûtes, de ces cloîtres, de ces ombrages, de ces chants religieux, celui qui, appelé dans la suite de la vie et au sein des luttes politiques à discuter ou à juger les idées et les institutions dont Oxford et Cambridge sont les types et les sanctuaires, en se reportant aux plus rayonnantes années de sa vie, ne se représenterait pas à lui-même tel que l'enfant dont parle le poëte ?

......Si quid
Turpe paras, ne tu pueri contempseris annos,
Sed peccaturo obsistat tibi filius infans.

Mais un tel oubli est aussi rare que réprouvé : et tant que la très-grande majorité des fils de la classe supérieure sera élevée aux uni-

[1] C'est la promenade qu'on appelle *The Backs of the Colleges.*

versités, tant que celles-ci conserveront leur indépendance et leur organisation actuelle, on peut être convaincu que la vieille société anglaise conservera aussi une armée de champions énergiques, intelligents et dévoués [1].

XI.

LE CATHOLICISME EN ANGLETERRE.

Il y a cependant une merveille plus noble, plus éblouissante encore que toutes les merveilles d'Oxford ou de Cambridge : c'est le courage moral de ceux qui ont su abandonner les jouissances d'un tel séjour, sortir de ces colléges où ils occupaient le premier rang, quitter ces lieux enchanteurs, briser les liens les plus tenaces du cœur de l'homme, pour rentrer dans l'unité catholique. On sait que c'est à Oxford que s'est formé le noyau de ces hommes éminents qui, désignés par le nom très-impropre de *Puseyites*, ont en vain tenté de régénérer l'anglicanisme, et ont fini par confesser la vérité catholique, en lui immolant leurs bénéfices, leurs positions laborieusement acquises, leur légitime ambition, leur popularité, leurs joies de famille ou de confraternité, leur bien-être, et trop souvent leurs plus chères amitiés. Les Manning, les Newman, les Faber, les Wilberforce, étaient, de l'aveu même de ceux qui ne les ont pas suivis dans leur glorieux exode, les premiers d'entre tous, les premiers par la vertu, comme par le talent, la science et l'éloquence. Ce sera l'éternel honneur de l'Eglise catholique, au XIXe siècle, que d'avoir su conquérir de si belles âmes par le seul fruit de la conviction et de l'étude, sans aucune contrainte, sans aucun secours du pouvoir ou de l'opinion publique. Ce sera aussi l'éternel honneur de la race anglaise que d'avoir enfanté de telles recrues à la vérité, et d'avoir donné, dans un temps si fécond en palinodies lucratives, le spectacle généreux du sacrifice de toutes les jouissances de la vie matérielle et intellectuelle aux joies de la conscience vaincue et illuminée par la foi.

On comprend à la fois tout le mérite et toute la consolation d'un tel sacrifice, lorsqu'en sortant de ces cloîtres et de ces palais académiques, conservés par l'esprit national d'un grand peuple, mais dérobés par le schisme à la vérité catholique, on va s'agenouiller au

[1] M. E. M. Whitty, dans la satire spirituelle intitulée *Political portraits* (London 1854), où il immole avec tant d'esprit le passé et le présent de l'Angleterre à l'unité absolutiste qu'il rêve pour l'avenir, pose en principe que l'éducation universitaire est le boulevard de la vieille Angleterre, et que tout homme ainsi élevé est par cela même l'ennemi de ce qu'il appelle le *progrès*, c'est-à-dire du radicalisme unitaire.

pied de l'autel où repose cette vérité même, dans la pauvre petite chapelle qui s'élève, sous la garde de la liberté religieuse, au fond d'un faubourg oublié. Quand arrive le dimanche, ou une de ces fêtes supprimées par la Réforme, et naguère célébrées avec tant de pompe dans ces basiliques qui n'ont conservé d'autre trace du Catholicisme que leur beauté architecturale ou un nom qui semble un reproche vivant[1], il faut que le voyageur sache s'arracher à la séduction de ces splendeurs, dont l'orgueil révolté a fait sa proie, pour fêter ailleurs le Dieu des humbles et des pauvres. Il faut qu'il entre dans ce sanctuaire modeste, sombre et bas, mais qui, à Cambridge du moins, dans sa pauvreté, a reçu de la main de Pugin l'empreinte de la renaissance ogivale. Il y rencontrera peut-être le descendant d'une de ces anciennes races de gentilshommes normands dont la foi a bravé victorieusement pendant dix générations la proscription et le dédain. Il se trouvera à côté de quelque pauvre servante sans place, qui a, elle aussi, tout sacrifié et tout enduré pour la vérité. Il y verra un ou deux étudiants craintifs et curieux, venus pour voir et non pour prier; puis des ouvriers, des laboureurs irlandais, missionnaires en guenilles de la vieille religion. Mais il y subira la contagion d'une ferveur inaccoutumée; la plus douce et la plus noble des émotions inondera son âme. Il y goûtera dans toute sa pureté la joie d'appartenir à cette Église qui, à travers tant de pertes et tant de malheurs, survit à tout et se rajeunit toujours. Et alors la conscience d'une grandeur et d'une force surnaturelle s'emparera de son cœur. Il se dira avec orgueil que la majesté du peuple anglais est moins imposante, sa constitution séculaire moins antique, sa robuste société moins solide, et cet immense empire britannique, sur lequel le soleil ne se couche plus, moins immense que le grand corps de l'Église, dont il est, lui étranger, avec ces pauvres déshérités, l'enfant et le représentant sur cette terre usurpée.

Mais c'est aussi dans de tels moments que tout catholique gémit profondément sur l'impénétrable arrêt de Dieu, qui a permis qu'un tel pays ait été dérobé à l'unité catholique. Quoique l'Angleterre ait conservé plus qu'aucune autre nation l'esprit du moyen âge catholique, sa vertu et sa grandeur tiennent trop encore de la Rome antique. Chrétienne au fond du cœur et par l'intention, elle aurait sans cesse besoin de se retremper dans l'esprit chrétien dont la nouvelle Rome

[1] Il y a un collége de *Corpus Christi* à Oxford et un autre du même nom à Cambridge, quoique l'église anglicane n'admette pas la transsubstantiation. Il y a aussi le collége d'*All Souls* ou des *Ames du Purgatoire*, quoique la prière pour les morts soit interdite. Puis les colléges de Ste-Madeleine, de St-Jean, de St-Alban, de St-Edouard, etc., quoique l'intercession des saints soit prohibée.

a seule le dépôt intégral. Mais combien aussi l'Église, depuis trois siècles et au temps où nous sommes, n'a-t-elle point à déplorer l'hostilité ou seulement l'indifférence de cette grande nation! Hélas! l'Église manque à l'Angleterre et l'Angleterre manque à l'Église. Que n'eût point fait le peuple anglais pour la foi, s'il lui était resté fidèle, avec son infatigable activité, son indomptable énergie, la propagande illimitée de son commerce, de ses flottes, la munificence des contributions qu'il prodigue aujourd'hui à l'erreur ! Quelle force, quel appui, quelle abondante moisson l'Église romaine n'eût-elle pas trouvés dans cette race qui donna autrefois à la liberté ecclésiastique, saint Anselme, saint Thomas, saint Edmond, les plus vaillants champions qu'elle ait jamais connus, et qui aujourd'hui consacre à la propagation d'un christianisme erroné et impuissant tant de trésors et tant de persévérance! Quel dédommagement pour l'Eglise, et quel contraste avec ces pays méridionaux qui, après deux siècles d'atonie, de stérilité et de décadence, s'égarent aujourd'hui sur le chemin de la défection! Mais aussi quelle influence salutaire et bénie le catholicisme n'eût-il pas exercée sur le cœur du peuple anglais, pour en fléchir la roideur, en purifier l'âpreté, en réduire surtout l'implacable égoïsme? Nous eussions vu se réaliser l'idéal d'une nation catholique au sein de la civilisation moderne.

Dieu ne l'a pas voulu. L'esprit du mal a prévalu. Le lien qui avait uni pendant mille ans Rome et l'Angleterre a été violemment rompu. Rome et l'Angleterre sont encore et toujours en lutte, lutte d'autant plus alarmante que depuis la révolution les événements les ont plus rapprochées et remises d'une certaine façon l'une en face de l'autre. C'est ainsi que deux âmes faites pour s'entendre et s'aimer, mais divisées par quelque fatale erreur, par la faute d'un jour, d'un moment, deviennent étrangères l'une à l'autre, se côtoient pendant toute la vie pour se combattre et se déchirer sur le chemin même où leur union les eût menées au comble de la joie et de la félicité. Et cependant un instant de lumière, un malheur, un de ces hasards où se révèlent les mystères de la Toute-Puissance, suffirait pour le bien comme il a suffi pour le mal; et de toutes les réconciliations que le monde a vues, ce serait la plus heureuse et la plus féconde.

Je n'ai pas, du reste, l'intention d'examiner ici avec détail la situation religieuse de l'Angleterre, ni l'avenir qu'on peut y entrevoir pour le catholicisme et l'anglicanisme. Il faudrait pour cela seul un volume. Je prie même instamment mes lecteurs de vouloir bien ne pas oublier que j'ai entrepris de parler de l'Angleterre au point de vue politique, et non au point de vue religieux. Cela explique assez pourquoi je m'étends sur certaines questions, et pourquoi il en est d'autres, plus importantes encore, dont je ne dis rien.

Il y a toutefois un fait trop manifeste et trop important, même dans l'odre politique, pour n'être pas signalé. Le catholicisme a suivi une marche ascendante dans tout l'empire britannique, depuis l'émancipation si glorieusement conquise par O'Connell il y a un quart de siècle. Ce n'est plus seulement en Irlande, c'est en Angleterre, c'est même dans la puritaine Écosse, c'est surtout dans l'immense étendue des colonies anglaises, que le nombre des diocèses, des paroisses, des églises, des monastères, des congrégations catholiques augmente sans cesse et dans une progression régulière. A Londres, dans la situation la plus en vue du faubourg le plus peuplé, le passant étonné contemple un vaste ensemble d'édifices gothiques, église admirable, demeure épiscopale, presbytère, école, hospice de sœurs : c'est Saint-Georges de Southwark, c'est ce sanctuaire, qui, sous le nom du patron de la vieille Angleterre, élève au sein de la foule bruyante, hostile ou insouciante, et des flots de ce mouvement d'affaires qui ne cesse ni jour ni nuit, le drapeau triomphant de la foi et de la liberté religieuse.

Cependant l'animosité protestante, longtemps endormie, s'est réveillée. L'espèce d'indifférence ou d'indulgence qui avait amené les esprits au point d'autoriser la présence d'un nonce du Saint-Siége à la cour d'Angleterre [1], a disparu pour faire place à des invectives à la fois officielles et populaires contre la papauté. Faut-il attribuer ce regrettable changement, à la façon dont a été promulguée et appliquée la bulle de 1850, qui rétablissait en Angleterre la hiérarchie épiscopale et qui fera resplendir dans les annales de l'Église le pontificat de Pie IX d'une gloire si rare et si enviable? Plusieurs le pensent. J'incline à croire qu'ils se trompent, et qu'il n'y a là qu'une conséquence naturelle des progrès imprévus de la foi qu'on croyait éteinte, et surtout des conversions nombreuses qui ont en quelque sorte décapité le clergé anglican, en lui enlevant ses théologiens les plus éminents et ses prêtres les plus exemplaires.

Mais il est une appréhension que je me permettrai d'exprimer, non toutefois sans une respectueuse défiance. Je m'incline devant tout catholique anglais avec le plus tendre respect. Personne dans l'univers chrétien n'a aussi bien mérité qu'eux de la foi orthodoxe : les uns l'ont maintenue à travers trois siècles d'affronts et de persécutions; les autres l'ont reconquise au prix de sacrifices dont notre siècle avait presque perdu le sentiment. Et toutefois, je crains que parmi cette

[1] La loi qui rétablissait les relations diplomatiques entre les deux cours avait été votée par la Chambre des Communes ; mais un amendement introduit à la Chambre des Pairs par un fanatique écossais, lord Eglinton, qui prétendait imposer au pape l'obligation de ne prendre pour ses envoyés que des laïques, la rendit naturellement inutile. Il est bien possible que, sans le vouloir, lord Eglinton ait rendu un très-grand service à l'Eglise catholique et au Saint-Siége.

foule de généreux néophytes qui ont honoré et consolé toute l'Eglise par leur retour à l'unité, et qui aujourd'hui, dans le sacerdoce ou dans la presse catholique, se dévouent à la défense de leur foi nouvelle, il n'y en ait quelques-uns qui ne redoutent pas assez le danger de froisser ou de braver le sentiment national, ce sentiment qu'il est partout si dangereux d'avoir pour ennemi, et qui n'est nulle part plus puissant et plus susceptible qu'en Angleterre. Je ne croirai jamais, comme on l'entend dire sans cesse aux ennemis de la vraie foi, qu'en devenant catholique, comme ses pères l'étaient, il y a trois cents ans, un Anglais doive devenir étranger ou hostile à son pays, et se transformer en Italien ou en Français. La gloire de l'Eglise catholique, l'une des conditions et des conséquences de son immortalité, c'est de se faire toujours *toute à tous*; c'est de se prêter avec une flexibilité infatigable aux institutions, aux mœurs, aux idées de tous les pays et de tous les siècles, en tout ce qui n'est pas incompatible avec la foi et la vertu chrétienne; c'est de permettre à tous ses enfants d'élire en quelque sorte un domicile particulier, de posséder un patrimoine propre au sein de cette incomparable unité, qui ne triomphe de tout et ne survit à tout que par son élasticité et son universalité. *In domo patris mei, mansiones multæ sunt.*

L'Angleterre surtout exige et mérite à cet égard des précautions spéciales : car enfin, ce n'est pas un pays païen, et il n'est pas permis de l'aborder et de la traiter comme les îles de l'Océanie ou les plateaux du Thibet. C'est un pays chrétien, et où le christianisme, tout mutilé, déchiré et insurgé qu'il soit contre l'autorité légitime, possède encore une rare énergie et une fécondité qui n'est pas à dédaigner. En outre, c'est un pays qui a été catholique pendant mille ans, c'est-à-dire pendant trois fois plus de temps qu'il n'a été protestant, et où le catholicisme a gravé, en traits ineffaçables, mille vestiges de son empire. Cela étant, la tactique à la fois la plus loyale, la plus habile et la plus facile pour les nouveaux catholiques semble devoir être d'invoquer sans relâche ce passé dont aucun Anglais n'a appris à rougir, et de renouer la chaîne des temps, en revendiquant pour l'antique génie du pays et en y ramenant comme à sa source tout ce qu'il y a de précieux et de fécond dans ses nouveaux développements. Ses institutions les plus vénérées, ses gloires les plus populaires et les plus pures se rattachent au catholicisme. Le jury, le Parlement, les universités datent du temps où l'Angleterre était la fille soumise du Saint-Siége. Ce sont des barons catholiques qui ont arraché la grande charte au roi Jean; ce sont des Irlandais catholiques qui ont constitué la principale force des armées anglaises dans la Péninsule et en Crimée. Sauf la reine Elisabeth, les seuls souverains dont le peuple ait gardé la mémoire sont des rois catholiques : Alfred, Edouard le

Confesseur, Richard Cœur-de-Lion, Edouard III, Henri V. Les cathédrales, les églises, les châteaux, toutes ces constructions ecclésiastiques et féodales dont l'Angleterre s'est éprise avant nous et qu'elle restaure ou conserve avec un soin si pieux, sont exclusivement l'œuvre des générations catholiques. La fervente dévotion des nouveaux catholiques trouve le ciel peuplé de saints anglais, depuis saint Wilfrid et saint Boniface jusqu'à saint Thomas de Cantorbéry. Tout cela est le patrimoine, le trésor des catholiques anglais. Pourquoi donc ne pas rester Anglais, aussi Anglais que pas un? Pourquoi emprunter à d'autres pays des idées, des habitudes, des formules qui, innocentes ou même louables en soi, peuvent paraître antipathiques au génie de la nation anglaise, et viennent entretenir ce préjugé tout-puissant et enraciné qui a fait repousser le *papisme* comme une religion surtout anti-nationale[1]? Pourquoi dédaigner les souvenirs et les garanties de la vieille Angleterre? Pourquoi surtout affecter de l'indifférence ou de l'éloignement pour les grands principes de liberté qui sont la vie même de l'Angleterre, qui sont nés de la constitution faite par les catholiques du moyen-âge, et qui donnent aux catholiques modernes la seule force dont ils puissent disposer contre le protestantisme vainqueur[2]?

Je tremble que les idées qui sont en vogue depuis quatre ans parmi certains catholiques du continent n'aillent infecter la génération contemporaine de nos frères au delà du détroit. En adoptant les leçons et les exemples de cette école, qui a rangé le duc d'Albe parmi ses héros, et s'est donné pour mission de réhabiliter la révocation de l'Edit de Nantes, les catholiques anglais renonceront à l'arme la plus précieuse, et la seule invinciblede nos jours.

La liberté de la conscience devant la loi humaine, ce principe tutélaire et invincible qu'ils ont eu la gloire d'aller planter dès le XVIIe siècle dans le Nouveau-Monde, fait leur force et leur gloire dans la mère-patrie. Ils ont le droit d'en faire leur apanage légitime en même temps que leur arme de circonstance : car ce principe si souvent invoqué par le protestantisme a toujours été répudié par lui dans la pratique. Partout où les protestants ont été les maîtres, ils se sont crus condamnés à le méconnaître ou à l'abroger.

Un des plus ardents admirateurs de la Réforme l'a proclamé récem-

[1] Plus d'un historien accrédité a reconnu que si la reine Marie n'avait pas, en épousant Philippe II, semblé identifier la cause catholique avec l'esprit espagnol et continental, l'antique religion eût pu être solidement rétablie.

[2] Il y a tel journal catholique, paraissant à Dublin, qui publie chaque semaine deux ou trois invectives contre cette constitution même, en vertu de laquelle il a le droit de proclamer ses convictions et de déblatérer contre tout ce qui est anglais, sans courir l'ombre d'un danger, ou sans rencontrer l'ombre d'une restriction.

ment[1] : Partout ou le protestantisme a laissé la liberté a l'église ennemie, il n'a pas tardé a disparaître déshonoré? Quel aveu et quelle leçon! Grâce au ciel, le catholicisme n'a rien de pareil à craindre, il n'est nulle part plus florissant, plus vigoureux, plus triomphant que là où les églises ennemies jouissent en fait et en droit de la liberté la plus complète, comme en France et en Belgique. Il l'est mille fois plus que là où il a longtemps sommeillé et où il s'abrite encore sous la théorie chimérique de sa domination exclusive, en Espagne, en Portugal, en Italie. En Amérique, le fanatisme des *Know-Nothings* n'est qu'une humiliante conséquence de la rage impuissante du protestantisme, contre les progrès prodigieux dus par le catholicisme à la seule force de la liberté religieuse.

Mais c'est en Angleterre surtout que l'expérience est concluante pour les catholiques. Sans la liberté politique, ils sont demeurés impuissants : avec elle tout est devenu impuissant contre eux. Les catholiques doivent tout à la liberté, rien à l'autorité temporelle. Ni Philippe II, ni Jacques II, n'ont pu conjurer leur défaite. Mais à partir du moment où ils n'ont réclamé que le droit commun, où ils ont retourné contre leurs adversaires le principe de la liberté de conscience, toute la puissance et tous les préjugés de l'Angleterre ont essayé en vain de comprimer leur essor. Il y a un siècle, lorsque le dernier des Stuarts essaya de reconquérir le trône de ses pères, ils n'étaient encore qu'une poignée de malheureux, oubliés même du monde catholique : aujourd'hui, partout où flotte le pavillon anglais, dans les cinq parties du monde, il abrite une église, une école, une colonie catholique et libre[2].

Telle est la vertu des institutions libérales sincèrement pratiquées, que leur esprit finit par dominer et les mœurs nationales et les préjugés les plus invétérés, et le texte même des lois le plus régulièrement votées. Se figure-t-on l'application d'une mesure comme celle du rétablissement de la hiérarchie catholique par Pie IX dans un pays protestant, gouverné comme l'est le royaume de Naples? Elle serait tout simplement impossible. Or en Angleterre, malgré le soulèvement des passions populaires, elle n'a rencontré, grâce à la liberté politique et religieuse, aucun obstacle sérieux et n'a servi qu'à accé-

[1] Edgard Quinet. *Marnix de Ste Aldegonde*, 1854.

[2] On lisait dernièrement dans le *Waterford Chronicle*, la lettre touchante d'un soldat irlandais du 84e régiment d'infanterie, stationné à Rangoon, dans le pays des Birmans. Il y parle de l'église que lui et ses camarades construisent au moyen de vingt-cinq mille francs de souscriptions volontaires, récoltées parmi les catholiques du régiment, et d'un subside de cinq mille francs donnés par le gouvernement. C'était, disait-il, la troisième église catholique qu'il avait vu construire par le régiment depuis son séjour aux Indes.

lérer le mouvement catholique[1]. Toutes les restrictions apportées, par l'acte même de l'émancipation en 1829, au développement des Jésuites et des autres ordres religieux, toutes les pénalités récemment décrétées contre la prise de possession publique des nouveaux titres épiscopaux, ont été absolument et ridiculement impuissantes, grâce à la liberté d'association, à la liberté d'enseignement et à la liberté de la presse, dont il n'est plus possible de priver un citoyen anglais. Il faudrait faire des lois pour dépouiller nominativement et directement de l'usage de ces libertés, telle classe de citoyens, à cause de la religion qu'ils professent. Il faudrait ensuite trouver des juges, des agents, des dénonciateurs, pour appliquer ces lois. Cela s'est fait autrefois, mais aujourd'hui la force des habitudes libérales oblige la passion publique de reculer devant cette extrémité. L'orgueil anglican, le fanatisme des dissidents verrait avec une vive satisfaction les catholiques anglais et irlandais replongés dans leur ancien ilotisme; mais, placés sous la sauvegarde des principes et des pratiques d'un gouvernement sincèrement et sérieusement constitutionnel, les catholiques ont jusqu'ici triomphalement bravé la haine et la malice de leurs ennemis. Leurs églises, leurs maisons d'éducation et leurs monastères des deux sexes se fondent, se peuplent et s'administrent avec une facilité et une liberté qui non-seulement n'est pas surpassée, mais qui n'est pas même égalée dans aucune autre contrée du monde, catholique ou protestante. Leur liberté peut être regardée aujourd'hui comme hors d'atteinte. Il leur reste à obtenir dans la pratique, une observation plus sincère et plus équitable des principes de l'égalité, en tout ce qui touche à la nomination des emplois, à la répartition des fonds du budget, à l'intervention des ecclésiastiques rétribués par l'État, dans l'armée, les prisons, les hospices. Ils y parviendront, lentement peut-être, mais sans faute : leur droit, leur nombre toujours croissant, les nécessités du temps où nous vivons, tout est pour eux.

En restant sur le terrain où le génie d'O'Connell a planté leur drapeau, ils demeurent inattaquables, et peuvent être sûrs de marcher en avant. En le quittant pour arborer les théories intolérantes et absolutistes de certains écrivains catholiques du continent, ils prêteront le flanc à des attaques aussi dangereuses que faciles. Ils redeviendront et ils resteront les *étrangers de l'intérieur;* ils rendront infranchissable l'abîme qui les sépare de leurs concitoyens protestants. Car il ne faut pas se faire illusion, quelque singulier que soit le récent enthousiasme des Anglais pour certaines formes nouvelles de l'auto-

[1] Depuis 1851 le nombre des églises catholiques dans les douze diocèses nouvellement établis s'est élevé de 586 à 653, c'est-à-dire d'un huitième, et celui des communautés de femmes de 53 à 82, c'est-à-dire de moitié.

rité dans le monde, ils ne s'y sont livrés avec tant d'effusion que parce qu'ils se sentent, avec une confiance peut-être mal fondée, à jamais rassurés sur la possibilité d'un tel régime chez eux.

Il est impossible de parler du catholicisme en Angleterre, sans songer à l'Irlande, qui en a été jusqu'à présent le foyer et le boulevard, et il faut bien lui consacrer quelques lignes en passant.

Je m'honore d'avoir été le premier à signaler aux catholiques français les souffrances et les gloires de leurs frères d'Irlande [1]. On était alors au lendemain de l'acte d'émancipation, et l'Irlande recommençait à peine à compter parmi les peuples dont l'Europe se préoccupe.

On sait le rôle important qu'ont joué depuis lors dans le Parlement anglais les représentants de l'Irlande, et comment, sous la conduite d'O'Connell, ils ont assuré la prépondérance définitive de la politique des whigs. A peine ce grand homme eut-il disparu, qu'une effroyable famine, produite par la maladie des pommes de terre, est venue décimer une population qui devait à la trop facile culture de cette plante une propagation hors de toute proportion avec ses ressources. Mais, par un mystère de la bonté divine, cette épreuve suprême est devenue le point de départ d'une situation considérablement meilleure. Une immense émigration, qui porte partout avec elle la foi catholique et des mœurs chrétiennes, a été organisée. La race irlandaise s'est répandue à flots sur l'Australie, sur le Canada et sur les Etats-Unis. On a calculé qu'en deux années, treize cent mille Irlandais avaient débarqué sur le sol de l'Amérique. De là un double bienfait. D'abord l'Eglise a reçu aux Etats-Unis ces immenses renforts qui lui ont permis de prendre les développements prodigieux contre lesquels se débat en vain le fanatisme des *Know-Nothings* [1] ; de porter, par exemple, le nombre des catholiques, qui était de vingt-cinq mille en 1789 [2], à plus d'un million en 1855, pour la seule province ecclésiastique de New-York [3].

Et pendant que l'Irlande peuplait ainsi le Nouveau-Monde de ses enfants affamés mais toujours fidèles, l'équilibre se rétablissait dans son propre sein. Le nombre des individus recevant des secours de la

[1] *Lettres sur le catholicisme en Irlande,* adressées au journal *l'Avenir.* Novembre 1830.

[1] Les deux organes les plus importants de la presse catholique des Etats-Unis, la revue trimestrielle de l'éloquent et savant M. Brownson, qui paraît à Boston, et le *Freeman's journal* qui paraît à New-York, tous deux rarement d'accord, sont cependant unanimes à reconnaître que les attentats des *Know-Nothings* ne menacent d'aucun danger sérieux l'existence du catholicisme en Amérique : ils protestent tous deux contre les alarmes qu'on a semées à ce sujet en Europe.

[2] Lors de la fondation du premier évêché catholique à Baltimore.

[3] Il y a aux Etats-Unis trois autres métropoles, ou provinces ecclésiastiques, Baltimore, Cincinnati, Oregon.

charité publique, qui s'était élevé en janvier 1849 au chiffre de 620,147, est descendu en janvier 1855 à celui de 106,802, malgré la mauvaise récolte de l'an dernier. Tout annonce que la misère devient de jour en jour moins écrasante, et plusieurs évêques ont cru devoir user de leur autorité morale pour détourner leurs ouailles de suivre désormais le courant de l'émigration. Mais il s'est opéré un autre changement plus important et plus bienfaisant mille fois, et qui est cependant resté presque inaperçu parmi nous. Depuis longtemps la propriété territoriale en Irlande, passée presque exclusivement entre les mains de protestants d'origine anglaise et écossaise, à la suite des confiscations en masse opérées sous Élisabeth et par Cromwell, était grevée de dettes et de charges hypothécaires exorbitantes. L'exploitation en était devenue plus onéreuse que profitable. Mais l'expropriation en était à peu près impossible, par suite des obstacles nombreux que la législation anglaise oppose à la disposition des biens fonciers. Créanciers et débiteurs étaient également victimes, et les pauvres tenanciers en souffraient plus encore.

Cette aristocratie, étrangère par l'origine et par la foi au pays dont elle suçait la substance, n'y résidait même pas, et ne lui rendait aucun des services que la grande propriété rend à l'Angleterre : elle était pour la malheureuse Irlande un poids plus écrasant encore que celui de l'Eglise anglicane.

Or, un récent acte du Parlement, connu sous le nom de : *Encumbered Estates Bill*, en délivrera graduellement le pays, et changera la face de l'Irlande. Il a armé une commission de jurisconsultes du droit de mettre en vente, sans les formalités ordinaires et par lots, les terres des propriétaires obérés dans toute l'étendue de l'île. Cette commission a fonctionné et fonctionne encore avec un succès complet. La propriété se déplace ainsi, et, qui plus est, elle passe entre des mains catholiques. En effet, les anciennes familles de catholiques irlandais avaient été dépossédées, au XVIe et au XVIIe siècles, de leurs biens territoriaux ; les nouvelles familles, enrichies par le commerce et l'industrie, ne pouvaient que très-exceptionnellement acquérir des biens-fonds. Aujourd'hui, grâce à l'action de la nouvelle loi, ils ont pu employer leurs économies, leurs capitaux, à acquérir des lots provenant du morcellement et de la vente par expropriation des grands domaines de l'aristocratie protestante. Beaucoup de capitalistes anglais sont aussi venus s'abattre sur cette proie, mais on affirme que la majorité des acquéreurs nouveaux appartient à la bourgeoisie catholique des villes irlandaises. Cela étant, l'Irlande sera dotée de ce qui lui manquait le plus, d'une classe de propriétaires rapprochés du peuple par la religion et pas assez riches pour aller dépenser ailleurs les revenus de leurs biens. Ce sera là toute une ré-

volution : révolution féconde, légitime, bienfaisante, et qui sera le contre-pied de celles qui ont jusqu'à présent désolé l'Irlande. Le morcellement n'y aura aucun des inconvénients qu'il entraîne chez nous : ce n'est qu'une mesure transitoire, dont les effets funestes disparaîtront promptement par la seule action de la loi des successions. Car nul n'osera désormais imiter les anciens conquérants protestants, dont nous parlions plus haut, et qui avec une habileté prévoyante, avaient condamné les catholiques irlandais à partager également leurs biens entre tous leurs enfants, dans l'intention trop bien justifiée de détruire ainsi leur fortune et leur influence sociale.

XII.

L'ANGLICANISME.

Reste le clergé anglican, dont la richesse est en Irlande un mal sans raison d'être, sans excuse, et qui ne peut manquer de disparaître dans un prochain avenir. Mais on se tromperait gravement si l'on voulait confondre ou même assimiler le rôle et l'influence de ce clergé en Angleterre avec son existence abusive et délétère en Irlande. Il est bon de se faire une idée exacte de ce qu'est encore l'église anglicane chez elle, là où elle est devenue l'église nationale, traditionnelle, l'église du peuple, surtout du peuple des campagnes. Nul parmi nous n'est tenté d'exagérer ses mérites ; mais gardons-nous aussi d'exagérer sa faiblesse et sa décadence, sous peine de renouveler les amers et ridicules mécomptes dont on a été plus d'une fois victime. Gardons-nous surtout de certaines déclamations injurieuses ou mensongères, et de nous délecter à colporter certaines historiettes, authentiques ou non, qui rappellent exactement celles que l'on a débitées contre le clergé et les moines de l'ancienne France, celles que l'on débite chaque jour en Angleterre contre Rome, et qui ne prouvent rien, absolument rien contre la vitalité de l'institution elle-même. C'est la gloire du catholicisme de n'avoir jamais à redouter la force et la grandeur de ses antagonistes. Ce devrait être le privilége de ses défenseurs de laisser sans envie et sans regret aux fauteurs du schisme, de l'incrédulité et de la spoliation, les lieux communs de l'invective, de la dérision et surtout de la calomnie déversée sur les personnes et les choses ecclésiastiques.

Certes l'on ne retrouvera pas, au sein du clergé anglican, cette ardeur passionnée du bien, cette tendre et généreuse sollicitude pour le salut des âmes, cette pratique quotidienne de l'esprit de sacrifice dans ce qu'il a de plus humble et de plus héroïque, qui n'ont

jamais plus honoré le sacerdoce catholique qu'au siècle où nous sommes, en France comme en Allemagne, en Belgique comme en Irlande, et partout. Aussi la consolante certitude de l'immense supériorité du clergé catholique suffit et au-delà pour nous délivrer de la crainte de rendre trop de justice à ses adversaires.

Pour apprécier la valeur persistante de l'anglicanisme, pour le combattre avec avantage et à bon droit, pour découvrir ses côtés vraiment faibles, il faut donc commencer par reconnaître la force qui se cache sous sa torpeur apparente. Il ne faut pas surtout la juger d'après certains échantillons du protestantisme que nous voyons en France ou à Genève. Ne voir dans le protestantisme, tel qu'il s'est formulé en Angleterre au sein de l'église nationale, comme de plusieurs autres sectes, qu'une religion purement négative, c'est commettre une erreur grossière. La religion des Anglais au contraire a tous les caractères d'une religion positive, quoique incomplète et souverainement illogique. Une foi sincère, fervente même, à la divinité et aux mérites de Notre-Seigneur Jésus-Christ, remplit l'âme d'une foule de laïques et de ministres de l'église anglicane. Certes ce n'est point assez : que sert de croire au Fils de Dieu, si l'on ne croit ni à l'autorité ni aux sacrements qu'il a institués? Il faut donc plaindre les anglicans de se contenter d'une solution si insuffisante et si peu logique des problèmes que posent la conscience et la nature ; mais on ne peut nier ni la bonne foi de plusieurs ni l'influence profonde et sérieuse qu'exerce encore le culte et la doctrine de l'anglicanisme sur un grand nombre d'âmes.

Il est incontestable qu'une renaissance religieuse a eu lieu en Angleterre, chez les anglicans comme chez les catholiques, depuis les premières années de ce siècle. Ç'a été en même temps une renaissance de la foi et une renaissance des mœurs chrétiennes. La moralité générale de la société anglaise s'est incontestablement améliorée pendant cette période. Quiconque a connu les mœurs et les habitudes des classes supérieures vers la fin du règne de Georges III, ne peut pas manquer d'être frappé de ce changement. Les observateurs les plus frivoles comme les plus compétents sont d'accord pour le reconnaître. Les scandales si nombreux alors dans les rangs les plus élevés tendent à disparaître entièrement. Quand ils éclatent, ils excitent, dans ce pays où tout se dit et où tout s'imprime, une réprobation qui retentit d'un bout à l'autre de la Grande-Bretagne. La profession patente et pratique de la foi aux mystères de la révélation, l'assiduité aux offices, une préoccupation ardente des questions religieuses, jointe à une sollicitude active et constante pour les classes pauvres et ignorantes, voilà ce que l'on trouve aujourd'hui chez une portion très-considérable, peut-être

dans la majorité de l'aristocratie anglaise. Il n'en est malheureusement pas ainsi chez les classes ouvrières, surtout dans les villes : là l'indifférence et l'ignorance à peu près absolue en matière de religion, se sont développées dans une proportion douloureusement analogue aux progrès de la population. Mais ce n'en est pas moins un symptôme salutaire et encourageant, que cette régénération du sens chrétien dans la tête de la société, au sein d'un pays où l'influence des classes supérieures est encore si puissante, et leur rôle politique et social si considérable. Il faut féliciter et honorer l'aristocratie anglaise de n'avoir pas attendu le déluge révolutionnaire pour mettre un frein à la corruption qui menaçait de l'envahir, et qui partout ailleurs envahit et énerve les victimes avant le naufrage.

Je ne pense pas qu'on puisse attribuer au clergé anglican une part importante dans cette amélioration trop peu étudiée jusqu'à présent. Elle semble plutôt avoir pris naissance dans l'initiative de quelques laïques, et avant tout dans celle de William Wilberforce [1], l'immortel auteur de l'Abolition de la traite des noirs, le promoteur de l'émancipation des nègres. La vie publique et privée de ce grand homme de bien offre un modèle tellement accompli de ferveur, de charité et d'humilité chrétienne, qu'on a peine à s'expliquer comment tant de vertus ont pu exister hors de la vérité suprême [2].

Toutefois, et sans avoir eu l'honneur d'enfanter cette renaissance, le clergé anglican y a pris sa part, et en a recueilli le bienfait. Il ne pouvait guère en être autrement. Ce clergé est une branche de l'aristocratie, dont il partage à la fois la force et la faiblesse. Comme autrefois en France, la carrière ecclésiastique est une des plus courues par les fils puînés des familles anciennes ou opulentes. En outre, tous ou presque tous les membres du clergé sont élevés à Oxford ou à Cambridge avec les enfants de l'aristocratie. Il était donc plus que naturel de voir le clergé suivre ou accompagner la classe dirigeante dans son retour au bien. Puis est venu ce qu'on a appelé le *mouvement d'Oxford,* inauguré par le célèbre docteur Pusey ; et quoiqu'il ait abouti à ramener les plus éminents d'entre ses fauteurs au sein de

[1] On voit dans le *journal* de sa vie, qu'il se plaignait sans cesse de la tiédeur et de l'indifférence des évêques et du haut clergé de 1790 à 1797, époque où il publia son livre intitulé *Practical christianity,* qui a ouvert une ère nouvelle dans l'histoire de l'Anglicanisme.

[2] La vie de Wilberforce, né en 1759, mort en 1833, a été écrite en cinq volumes par ses deux fils, dont l'un est aujourd'hui évêque anglican d'Oxford, et dont l'autre a récemment renoncé à une des plus hautes dignités de l'église établie pour rentrer dans le giron de la vérité. Je ne connais pas de livre qui donne une plus grande idée des devoirs et des mérites de l'homme public qui veut servir Dieu et son prochain dans la vie publique, comme l'a fait Wilberforce, pendant les quarante-cinq ans qu'il passa à la Chambre des Communes.

l'Eglise catholique, il n'en a pas moins exercé une action durable et féconde sur l'anglicanisme lui-même [1].

Cette race de recteurs et de chanoines buveurs et chasseurs, de curés bons-vivants, dont on nous a tracé tant de portraits, et dont se souviennent tous ceux qui ont habité l'Angleterre il y a trente ans, s'est, à ce qu'il paraît, complètement éteinte. Elle a été remplacée par un clergé où il y a toujours beaucoup d'éléments inférieurs et imparfaits, mais qui renferme aussi une foule d'hommes studieux, austères, pieux et charitables. Cette charité, antique héritage de l'Eglise que ce clergé remplace, a survécu à tous ses désordres, et a pris aujourd'hui de nouveaux développements. L'instruction populaire dans les campagnes est presque entièrement à la charge du clergé. Il y pourvoit par des prélèvements opérés sur ses revenus, et dès 1847 il montrait avec orgueil les 21 000 écoles, les 1,500,000 enfants, les 81,000 instituteurs qu'il entretient au moyen d'une dépense annuelle de 22 millions de francs [2]. Que l'on consulte à cet égard le suffrage des juges les plus compétents et les plus intéressés à signaler les vices du clergé anglican; que l'on interroge les membres de ce clergé qui l'ont quitté pour se faire catholiques : ils diront combien ils ont laissé à l'anglicanisme de régularité, de dispositions précieuses et surtout d'empire sur les classes rurales. Cet empire a été consolidé par la panique récente que les nombreuses conversions au catholicisme ont inspirée. Le peuple anglais est bien plus protestant que le clergé; et on peut dire que c'est lui surtout qui retient son clergé dans les liens de la révolte contre l'unité romaine. Ici l'axiome vulgaire, que les extrêmes se touchent, a reçu un énergique démenti. L'anglicanisme est de toutes les sectes protestantes celle qui se rapproche le plus du catholicisme, et c'est aussi celle qui lui a fourni le plus de recrues; tandis qu'on ne voit encore aucun symptôme de réconciliation ou même d'impartiale indifférence chez les dissidents. Certains esprits impatients appellent à grands cris la chute de l'église anglicane, et y voient d'avance le triomphe du catholicisme en Angleterre. Ils sont sous l'empire d'une complète illusion. L'église établie est aujourd'hui, sous certains rapports, une pépinière de catholiques : sa chute ne servirait qu'à grossir les rangs déjà trop serrés des rationalistes et des sociniens.

[1] Il y a vingt-cinq ans, un *Undergraduate* ou étudiant d'Oxford qu'on eût vu communier (selon le rit anglican) eût excité à peu près autant de surprise qu'un élève de l'école Polytechnique à la même époque chez nous. En 1855, sur cent étudiants du collége de Merton (celui qui a donné M. Manning à l'église), quarante-cinq communiaient tous les huit jours.

[2] Je donne en chiffres ronds les sommes portées aux *Parliamentary Returns*, que cite M. Lorain : *De l'instruction populaire en Angleterre*, 1855.

La renaissance architecturale qui a éclaté avec tant d'énergie au sein du clergé anglican, a été aussi un symptôme de force et de vie, qu'il serait absurde de méconnaître. Elle a pu dégénérer, chez une portion des jeunes ministres puseyites, en affectation et en puérilité : ce sont là les petites misères inséparables de toute rénovation et de toute secousse salutaire. Mais il n'en est pas moins sûr qu'elle a ouvert la porte à l'étude de l'antiquité ecclésiastique, qu'elle a conduit plusieurs sur le chemin de l'unité, et que chez ceux mêmes qui sont restés en route, elle a fait naître un sentiment profond des droits de la tradition et par conséquent de l'autorité. Rien de plus curieux d'ailleurs et de plus méritoire que les efforts faits par le clergé anglican pour rendre aux cathédrales, aux églises collégiales et abbatiales, l'antique splendeur des temps catholiques. Il faut citer comme modèle du genre l'église d'Ely, merveilleux monument du génie monastique, restauré par les soins de M. Peacock, doyen du chapitre anglican, avec autant de science que de splendeur. A voir ces vieilles églises, si vastes, si belles de leur primitive beauté, et empruntant une parure nouvelle aux vitraux et aux ciselures que leur prodigue une pieuse munificence, on les dirait toutes prêtes à recevoir dans toute son intégrité cette vérité divine dont elles ne possèdent qu'une trop faible portion. Souvent ce respect louable et scrupuleux des Anglais pour l'antiquité ecclésiastique produit des contrastes bizarres : c'est ainsi qu'en allant faire son pélerinage à l'emplacement du tombeau profané de saint Thomas de Cantorbéry, le catholique aperçoit une chaire néo-gothique qu'on lui dit être le trône de l'archevêque actuel, et tout à côté le magnifique sépulcre d'un cardinal du xve siècle, dont l'épitaphe relate tous les titres, et où les mots *sacro-sancte Romane ecclesie* viennent en quelque sorte aboutir sur le trône usurpé du primat schismatique. Il faut du reste admirer sincèrement le zèle et la munificence des prêtres et des laïques anglicans pour la décoration et la restauration de ce qu'ils regardent comme la maison de Dieu. Il faut les féliciter de ce qu'avec leur heureuse et ordinaire inconséquence, ils ne s'aperçoivent pas que l'ornementation de l'architecture et de la sculpture catholique, qu'ils reproduisent à si grands frais, repose presque exclusivement sur les deux dogmes de la présence réelle et de l'invocation des saints, que l'anglicanisme officiel proscrit rigoureusement, malgré les protestations et les interprétations de l'école *anglo-catholique*.

Ils font du reste mieux que restaurer et décorer, ils construisent. Quoique le clergé anglican ait la possession exclusive des innombrables églises que le catholicisme avait autrefois élevées, et dont aucune révolution n'a réduit le nombre, le manque de *church accommodation* est une des grandes doléances du jour. Or, d'après le récent

compte-rendu officiel de la commission chargée de veiller à l'érection de nouvelles églises, il y a eu depuis trente-cinq ans *six cents* églises nouvelles construites pour la seule église anglicane, et au moyen de souscriptions volontaires, très-faiblement aidées par le budget. Ces églises neuves contiennent 584,000 places, dont 350,000 sont rendues gratuites à perpétuité, et réservées aux indigents. C'est peu de chose en comparaison de l'accroissement immense de la population ouvrière ; mais c'est mieux que rien. Un culte qui construit n'est pas encore un culte qui tombe.

Il faut encore signaler comme un autre signe de vie les efforts que fait l'anglicanisme pour échapper au joug de la puissance temporelle, qu'il a acceptée sous Henri VIII et Elisabeth et dont on lui fait sentir de temps à autre tout le poids. La *convocation* est une sorte de parlement spirituel analogue à nos anciennes assemblées du clergé, composé de deux chambres, l'une des évêques et l'autre des délégués du clergé inférieur. Elle date des temps catholiques, où elle votait les impôts sur le clergé. Elle était tombée dans l'oubli et une désuétude complète. Depuis quatre ans elle se réunit, non plus pour la forme, mais pour y discuter des questions sérieuses et surtout pour y réclamer de la couronne un peu plus de *self-government*. Mais le parlement oblige la couronne de répondre par des refus polis. On sait trop bien que toute émancipation de l'église officielle tendrait à développer dans son sein les éléments qui l'attirent vers l'unité catholique.

XIII.

DE QUELQUES EFFORTS DE LA SOCIÉTÉ ANGLAISE CONTRE LE DANGER.

Certes, parmi ses enfants les plus dévoués, nul ne pense que l'Eglise anglicane, même en la supposant complétement émancipée du pouvoir temporel, soit de force à lutter seule contre les difficultés sociales qui menacent l'Angleterre. Toutefois elle peut avoir sa part et une part considérable dans la double œuvre de résistance et de transformation qui doit sauver ce grand peuple. Loin de l'en exclure, toutes les grandes influences nationales la convient à s'y associer.

Mais c'est surtout par l'activité, la prévoyance et l'énergie qui ont toujours caractérisé les classes dirigeantes que cette mission de salut sera remplie. Dans la crise qui commence, la première condition de succès c'est de reconnaître le danger, de l'étudier et de le regarder en face. Or, c'est ce qui se fait aujourd'hui en Angleterre. Personne

ne se fait illusion sur le péril que présente d'un côté la propagande des idées démocratiques par une presse que rien ne restreint ; de l'autre, l'accroissement prodigieux de la population ouvrière des villes et des fabriques, étrangère ou inabordable à toute influence religieuse, et enfantée par le développement de cette production houillère, qui a dépassé toute attente et renversé toutes les proportions de l'ancienne société anglaise. Les classes investies du mandat politique ont noblement abordé le problème. Elles ne reculent ni devant la responsabilité de leur fonction sociale, ni devant la solidarité qui les unit aux masses dont la pression les enveloppe et les déborde. Elles s'efforcent de pourvoir au plus pressé par les progrès de l'instruction populaire, sous l'inspiration de la religion, et par d'innombrables institutions de prévoyance et de patronage, destinées à propager et à consolider le bien-être matériel et le progrès moral des ouvriers et de leurs familles. A chaque pas, l'on rencontre la preuve que des efforts sérieux et des sacrifices généreux sont consacrés à l'œuvre commune.

Parmi tant de créations qu'il faudrait citer, je veux au moins signaler en passant cette admirable *Société pour l'amélioration des classes laborieuses*, présidée par le comte de Shaftesbury, et qui, de concert avec l'*Association métropolitaine pour l'amélioration des habitations des classes ouvrières*, a obtenu du Parlement, en 1851, l'acte intitulé *The low lodgings bill* pour régler les logements en garni. Elles ont en outre établi à leurs propres frais de nombreux établissements modèles, recherchés avec empressement par les ouvriers, et où l'on affirme qu'on est parvenu à réduire à 8 sur 1,000 la mortalité qui est en général à Londres de 25 sur 1,000 et à Paris de 28 sur 1,000 [1]. Tout voyageur intelligent doit s'imposer l'obligation de visiter attentivement ces maisons modèles, et de les comparer avec les anciens garnis, dont la condition s'est, du reste, considérablement améliorée depuis la loi que nous citions plus haut.

Dans une sphère plus relevée encore, et pour se donner une idée du dévouement pratique et spontané avec lequel les privilégiés de la fortune et de l'instruction s'occupent d'élever la condition sociale et morale des populations ouvrières, de grossir leur patrimoine intellectuel, il faut visiter le *Collége des ouvriers adultes*, fondé à Londres par souscription, dirigé avec un zèle pieux et désintéressé par le révérend M. Maurice, et où M. Ruskin, l'écrivain le plus remarquable du jour sur les questions d'art, fait gratuitement un cours de dessin pratique. On y apprendra de précieux détails sur les tendances des hommes qui fréquentent cette école. On les verra réclamer

[1] Henry Roberts, de la condition physique des classes ouvrières, p. 16, 1855.

d'eux-mêmes l'enseignement du latin en même temps que du français; on saura avec quelle docilité ils reçoivent les enseignements de la religion qu'ils ignorent, et surtout de quelle reconnaissance profonde et presque excessive ils sont animés pour ceux qui se donnent un peu de peine à leur intention.

On comprendra ainsi la pensée généreuse qui a fait consacrer à la fondation de *quarante* écoles gratuites de dessin pour les ouvriers des villes provinciales, le reliquat considérable des sommes perçues à l'entrée du Palais de Cristal en 1851 par l'association dont ce palais a été l'œuvre entièrement spontanée.

Dans un autre faubourg de Londres, et entre tant d'institutions dignes d'admiration et d'envie, citons encore l'école fondée pour les cinq cents enfants des deux sexes employés dans la fabrique de chandelles de la compagnie de Price. Elle a été créée dans l'origine, en 1848, par l'acte spontané d'une demi-douzaine de petits garçons qui se mirent à tenir une école mutuelle entre eux dans le coin d'un atelier, sans aucune provocation ou intervention d'autrui; peu à peu les autres enfants se joignirent à eux, et pendant quelques mois l'école fut successivement dirigée et développée par un comité choisi par les enfants eux-mêmes, tant le principe du *self-government* est inné dans cette noble race. Maintenant les actionnaires de la compagnie ont pris en main cette école, et, sous l'impulsion donnée par M. James Wilson, elle est devenue un modèle de tendre et intelligente sollicitude pour l'âme et l'esprit des enfants de l'ouvrier [1].

Dans un pays où de pareils faits sont quotidiens et universels, nul n'a le droit de dire que les riches n'y ont aucun souci des pauvres, que la société est sans entrailles, qu'elle dissimule le mal qui la ronge, ou qu'elle s'étourdit sur la nécessité d'en chercher le remède. Bien loin d'y découvrir une trahison ou une conspiration permanente contre les classes souffrantes, on peut affirmer qu'il s'y déploie un effort constant et sincère pour adoucir leur sort. La charité publique y dépasse toutes les limites connues ailleurs ou autrefois, et, comme

[1] *Special report by the directors to the proprietors of Price's patent Candle company*, 24 March, 1852. Je remarque ce passage dans une lettre très-touchante et très-curieuse de M. Wilson : « Les manufacturiers qui se font élire au parlement pour y demander des lois sur l'éducation, me font tout l'effet de pères de familles qui se consacreraient aux affaires de leur paroisse, en faisant nommer des marguilliers et des bedeaux supplémentaires pour gérer les affaires de leur propre famille... Jamais l'effort public ne peut tenir lieu de l'effort privé; jamais l'intervention de l'Etat, quelque sage et puissante qu'elle soit, ne peut rivaliser avec l'action individuelle dans la tâche délicate de former l'âme et de développer le caractère moral d'êtres humains, à l'époque la plus impressionnable de leur existence. »

on l'a dit avec raison, ce sont les sacrifices nationaux qui prouvent la vertu nationale.

De tout ce qui précède on peut déduire que les classes dirigeantes en Angleterre valent infiniment mieux qu'elles ne valaient il y a cent ans, ou peut-être à aucune autre époque de leur histoire. Elles sont plus morales, plus humaines, plus sages, plus éclairées qu'autrefois. Cela ne veut pas dire qu'elles le soient encore assez ; mais cela prouve qu'elles sont animées d'un esprit de dévouement et de charité qui fait chaque jour de nouveaux progrès.

Nous n'en voudrions pas conclure que l'aristocratie anglaise soit sûre de ne pas succomber. Pour humilier les victorieux et consoler les vaincus, pour inculquer sans relâche l'indispensable précepte *Non habemus hic manentem civitatem*, Dieu permet souvent que les pouvoirs de ce monde succombent et disparaissent au moment où ils ont mérité le plus d'être conservés. La monarchie française s'est abîmée sous le meilleur des rois qui ait régné depuis saint Louis, sous celui qui a le plus aimé le peuple au nom duquel on l'a égorgé. L'histoire n'est guère qu'un long recueil des triomphes de la violence, du mensonge, de l'ingratitude et de l'égoïsme. La justice et la raison, le dévouement et l'honneur, n'en conservent pas moins leur droit et leur prix. C'est précisément l'incertitude de leur succès ici-bas qui fait leur mérite et leur gloire.

XIV.

L'ANGLETERRE DÉMOCRATISÉE RESTERA-T-ELLE LIBRE ?

Il est temps de conclure. Après ces excursions dans un trop vaste domaine, revenons au problème que nous nous sommes posé; et, pour le mieux résoudre, supposons qu'un ouragan subit ait fait disparaître tout ce que nous venons d'admirer et de célébrer. Supposons toutes les institutions aristocratiques de l'Angleterre anéanties ; supposons la pairie détruite, la chambre des communes renversée par le suffrage universel, les universités et les écoles publiques supprimées, la vieille Angleterre submergée dans un océan de ruines comme la France l'a été en 1789. Supposons enfin que l'Angleterre survive, comme la France a survécu, à une telle catastrophe. Cela étant, demandons-nous si, ayant survécu, elle resterait libre.

Ainsi posée, la question intéresse toutes les nations modernes, car toutes ont perdu ou vont perdre les derniers débris des institutions, des traditions et des mœurs aristocratiques. Et l'aristocratie, une fois

abattue, ne peut pas plus être rétablie qu'une futaie de chênes après un défrichement.

Mais faut-il se passer à tout jamais d'abri, parce que celui de notre enfance a disparu ? Ne faut-il rien replanter, ne plus compter sur aucune croissance, parce que nous ne reverrons jamais les ombrages que nos pères ont saccagés ? Faut-il se résigner, comme nous l'enseigne une école de sophistes repus, à nous passer de liberté, parce que nous n'avons plus d'aristocratie pour la protéger ? Faut-il se laisser duper par ces tardifs panégyristes de ce qu'ils n'ont jamais ni connu ni compris ? Pour tous les esprits vraiment politiques le procès de l'aristocratie est gagné, depuis qu'elle est morte et enterrée. Mais parmi ceux qui la vantent le plus aujourd'hui, il en est qui l'admirent avec la condition sous-entendue que la liberté dont elle était la compagne ou la garante ne lui survivra pas et qu'elles ne ressusciteront pas plus l'une que l'autre. Faut-il accepter leur oraison funèbre comme l'évangile de l'avenir et proclamer avec eux que le sacrifice de nos croyances libérales est la condition du maintien de la société moderne : que sa sécurité, sa prospérité, son existence même, sont à ce prix, et que pour vivre désormais en paix il faut renoncer à cette liberté qui fut la foi et qui reste le seul honneur de l'humanité moderne ; *et propter vitam vivendi perdere causas ?*

Disons-le hardiment : cela n'est pas, cela ne sera pas vrai pour l'Angleterre, ni pour la race anglo-saxonne. Nous en avons pour garant le grand peuple qui, sorti de la souche anglaise, a créé dans le Nouveau-Monde une société nouvelle. Il faut être aveugle pour méconnaître les vices, les dangers, les passions qui troublent et menacent la république des Etats-Unis ; pour oublier la tache inexcusable de l'esclavage et les sauvages attentats des *Know-Nothings* : mais il faut être plus aveugle mille fois pour ne pas voir qu'elle renferme, au sein d'une liberté sans limites, toutes les conditions de la force et de la grandeur, tous les germes d'une destinée gigantesque.

Nous avons en outre pour nous rassurer, dans une sphère plus restreinte quoique si vaste encore, les nouvelles colonies anglaises, et le développement immense de liberté et de vie que présentent l'Australie, le Cap de Bonne-Espérance, le Canada. Là point d'aristocratie quelconque, point de traditions indigènes, point de prestige historique, point d'influences héréditaires, point d'us et coutumes superstitieusement respectés. La race anglo saxonne y est aux prises avec l'inconnu, avec l'infini. Elle n'y apporte que ses dons naturels et les vertus acquises par une longue pratique de la liberté, et qui lui resteraient sans aucun doute, quand même la victoire de la démocratie la jetterait à la dérive sur l'océan de l'avenir comme un navire qui aurait chassé sur ses ancres. Dans ces sociétés naissantes, vigoureux re-

jets de la vieille tige anglaise replantée dans une terre nouvelle, elle montre déjà ce mélange d'indépendance et de discipline, d'énergie et de tenue, de hardiesse et de persévérance, de liberté et de légalité qui caractérisent tout le cours de son histoire. Aucun symptôme sérieux de désaffection ou de séparation ne se manifeste envers la mère-patrie, qui, de son côté, tient les rênes de l'autorité métropolitaine avec la plus prudente modération. Ainsi se vérifie la noble prédiction de Burke, qu'il appliqua prématurément aux Etats-Unis insurgés, mais qui semble avoir été depuis la règle de conduite de la politique coloniale des Anglais. « Tant que vous aurez », disait-il à la chambre des communes en 1775, « la sagesse de faire « de l'autorité souveraine de ce pays comme le sanctuaire de « la liberté et le temple auguste et sacré de notre foi commune, partout où la race d'élite des fils de l'Angleterre adore la liberté, ils « tourneront leurs regards vers vous... La servitude peut leur venir « de partout. C'est une ivraie qui croît dans tous les champs. Ils « peuvent l'aller chercher en Espagne, la retrouver en Prusse... Mais « la liberté ! c'est de vous seuls qu'ils peuvent la recevoir[1].

Ailleurs encore, et sur le plus vaste théâtre qui ait encore été ouvert à l'intelligence et à l'activité des races européennes, dans l'Inde, en deçà et au delà du Gange, de quel éclat ne voit-on pas briller le génie colonisateur du peuple anglais ? Et pour tout homme qui aime son prochain, qui croit au progrès légitime de la race humaine, et qui aspire au bonheur croissant du plus grand nombre, quel spectacle consolant et merveilleux que celui de la domination anglaise !

Dans ces régions sans doute son histoire n'est pas exempte de taches ; il a fallu le procès de Warren-Hastings et la foudroyante éloquence de Burke et de Sheridan pour rendre à jamais impossible à des gouverneurs anglais la tentation d'imiter les exactions et les oppressions des anciens maîtres du pays. En outre, l'égoïsme immodéré du commerce britannique a imposé aux populations des restrictions industrielles que la pratique loyale du libre échange fera nécessairement disparaître, ou des cultures forcées, comme celle de l'opium, qui est une honte pour l'Angleterre et un fléau pour la Chine.

[1] C'est dans ce même discours que pour peindre le retour de la paix dans le pays de Galles, après que l'Angleterre lui eut communiqué les bienfaits de sa constitution, il fit une si heureuse application de ces beaux vers d'Horace :

Simul alba nautis
Stella refulsit,
Defluit saxis agitatus humor,
Concidunt ventis, fugiuntque nubes
Et minax (quod sic voluere) ponto
Unda recumbit.

Mais tout bien considéré, et en faisant une large part au mal, l'on peut hardiment affirmer que l'histoire n'offre pas l'exemple d'une conquête qui ait si complétement tourné au profit de la race conquise. Que l'on songe à l'effroyable condition de ces races timides et industrieuses, livrées pendant tant de siècles sans défense à la cruauté, à la rapacité, à la débauche des Mogols, des Afghans, des Mahrattes ; et qu'on la compare au sort des cent cinquante millions d'âmes qui vivent en paix à l'ombre des lois et du drapeau de l'Angleterre. Ils sont gouvernés par une poignée d'étrangers, étrangers par l'origine, par les mœurs, par la religion, mais rapprochés par la justice et l'humanité des populations qu'ils administrent, et qu'ils ont dérobées aux pires excès de l'oppression et de l'iniquité. Ces étrangers n'ont pas même craint de mettre les armes à la main de ces indigènes, car on sait que ceux-ci forment les neuf dixièmes de l'immense armée qu'entretient la Compagnie des Indes. Mais qu'ont-ils à craindre ? Il n'y a pas un Hindou qui ne sache qu'aucun souverain indigène ne les gouvernerait anssi bien, ne veillerait avec autant de sollicitude à leurs intérêts, à leurs besoins, à leurs droits. Quelques insurrections locales ou passagères, comme celle des Santals, ne changent rien au fond des choses ni à leur généralité. Depuis un demi-siècle que la guerre s'est portée exclusivement vers le nord de l'Hindostan, l'exploitation pacifique de ce colossal empire nous offre le spectacle d'une immense école, où des hommes justes et sages, venus de loin, implantent au cœur de l'Orient, sans violence, et par la seule force expansive du bien, les arts, les lois, les mœurs honnêtes et simples de l'Occident ; poursuivent avec une prudente mais féconde lenteur, l'anéantissement des rites sanguinaires de l'idolâtrie [1], du sacrifice des veuves, des sacrifices humains, de l'infanticide ; assurent aux missionnaires chrétiens la liberté de la vérité ; substituent la régularité et la modération des impôts aux extorsions de la fiscalité asiatique [2], et le

[1] Il nous faut bien relever ici un exemple entre mille de la crédulité de ceux qui se laissent duper par les mystifications dont la presse anglaise se fait un jeu et qui ne réussissent que trop souvent à tromper le public des deux mondes. Le *Punch*, qui est le *Charivari* de l'Angleterre, ayant annoncé un jour qu'un fabricant de Birmingham venait de monter une manufacture d'idoles destinées à être importées dans l'Hindostan, quelques journaux américains s'amusèrent à reproduire cette plaisanterie. De là elle a passé dans divers journaux religieux de la France qui l'ont prise au sérieux, et elle a servi de thème à mainte invective contre l'abominable cupidité des Anglais qui font de l'idolâtrie une spéculation.

[2] On a découvert dernièrement que dans quelques régions lointaines de cette immense péninsule certains agents subordonnés du fisc, indigènes de naissance et fidèles aux traditions de l'exécrable despotisme qui pesait autrefois sur tout l'Indostan, ont eu recours à la torture pour obliger des contribuables à solder, eurs impôts arriérés. Les ennemis de toute liberté parmi nous en ont aussitôt fait

jugement par le jury à l'arbitraire; établissent graduellement l'égalité légale des Anglais et des Hindous, ouvrent à ceux-ci la porte des écoles, des emplois et des dignités, et préparent ainsi les éléments d'une grande fédération future, qui sera peut-être pour l'Asie entière le berceau d'une rénovation incalculable.

La seule tristesse que puisse éprouver un Français à la vue d'une si grande et si légitime prospérité, c'est de songer qu'il s'en est fallu de bien peu que ce rôle civilisateur ne fût échu à la France, et que, sans les misères de la monarchie absolue sous Louis XV et les folies de la Révolution, la gloire de Dupleix et de Suffren eût pu éclipser celle de Clive et de Wellesley.

Peut-être les manies bureaucratiques de notre administration auraient-elles retardé ou compliqué l'œuvre de la colonisation : mais en revanche la nature beaucoup plus sympathique du caractère français eût plus facilement gagné le cœur des populations indigènes, et l'influence de la religion catholique, secondée par le génie de la France, aurait peut-être renouvelé avec plus de succès encore les merveilles trop éphémères de la domination portugaise dans l'Hindostan.

Heureusement Dieu nous a accordé un magnifique dédommagement dans cette terre d'Afrique, où s'est retrempée la vertu militaire de la France et que le sang de nos plus généreux enfants a rendue française à jamais. L'Algérie est pour nous la meilleure des colonies : de tout ce que nous avons envahi depuis un siècle, elle seule nous est restée, comme pour montrer que les conquêtes faites et consolidées sous le règne de la liberté sont les plus légitimes et les seules durables.

Pour en revenir à l'Inde, qu'on veuille bien le remarquer, cette initiation de l'Orient à la civilisation de l'Occident est l'œuvre de la bourgeoisie anglaise. L'aristocratie proprement dite n'y a aucune part : elle fournit tout au plus des chefs civils et militaires aux quatre présiden-

un nouveau thème d'invectives contre l'Angleterre. Ils ont oublié d'ajouter que, à la différence de ce qui se pratique dans les pays gouvernés selon leur système, ce crime à peine connu, et connu par le fait de la sincérité nationale, a été aussitôt signalé et dénoncé à l'indignation publique par les mille voix de la presse, que le Parlement en a sur-le-champ pris connaissance, qu'une enquête a été ordonnée et a eu lieu, que nul n'a songé ni à le défendre ni à le nier, et que la répression en a été aussi prompte qu'assurée.

On peut affirmer sans crainte que, sauf quelques rares exceptions, à peine perceptibles dans un empire de 150 millions d'âmes, la rapine et l'oppression ont disparu depuis le procès de Warren Hastings en 1784, et ne se retrouvent que chez les princes tributaires ou indirectement soumis à la compagnie des Indes. Voir à ce sujet les belles réflexions de lord John Russell ; *Memorials and correspondance of Fox*, p. 257.

ces, et quelques-unes de ses branches cadettes aux rangs inférieurs de l'administration. Mais la presque totalité des fonctions publiques, tous les rouages de ce grand mécanisme, sont entre les mains de la classe moyenne, de cette classe dont l'avénement a lieu plus graduellement en Angleterre, et qui y remplacerait l'aristocratie si celle-ci devait disparaître. Elle a fait ainsi preuve d'une capacité et d'une moralité qui l'honorent et qui forme un contraste frappant avec les tristes résultats de la colonisation espagnole et de l'anéantissement des peuples indigènes en Amérique.

Si, transplantée dans des climats lointains et privée de toutes ces conditions de succès que les politiques à courte vue regardent comme exceptionnelles dans l'histoire du monde, la race anglaise montre partout une supériorité et une solidité si bien constatées, comment n'aurait-on pas le droit de compter sur la persistance de ces qualités chez le noyau primitif de la nation, même en le supposant prédestiné aux épreuves et aux bouleversements qui nous ont mis où nous sommes ?

XV.

DES QUALITÉS QUI PEUVENT GARANTIR A L'ANGLETERRE SA LIBERTÉ EN DEHORS DE L'ARISTOCRATIE.

De toutes les qualités qui constituent la force sociale de cette race privilégiée, la plus rare et la plus essentielle à la vie politique d'un peuple libre, c'est le respect des opinions d'autrui. De là cette loyauté qui caractérise les discussions publiques, et cette garantie du droit des minorités qui éclate dans tous les actes politiques de l'Angleterre moderne. Ce n'est que bien tard, et sous l'action, sous la pression bienfaisante de ses institutions de discussion et de publicité, qu'elle est arrivée à ce degré de justice et d'impartialité. Ce n'est donc pas un apanage exclusivement propre à la race anglo-saxonne; c'est la conséquence des lois et des libertés qu'elle a su conserver. C'est la plus récente de ses vertus, mais c'en est la plus noble et la plus enviable. La majorité qui domine à un moment donné n'use plus de son pouvoir comme autrefois; elle n'agit que de façon à ce que la minorité puisse toujours faire entendre ses protestations, essayer de montrer qu'elle a la raison pour elle, et préparer les moyens de devenir majorité à son tour. Ce sont en effet les minorités qui ont surtout besoin de liberté. Sous tous les régimes, les majorités sont toujours à peu près sûres d'accomplir ou d'obtenir ce qu'elles veulent.

Une surprise peut établir le pouvoir absolu, mais il ne peut durer qu'avec la sympathie de la majorité de ceux qui lui obéissent. En Angleterre la majorité tient à la liberté, parce qu'elle sent qu'elle est sans cesse exposée à redevenir minorité ; et quelles que soient les transformations qui s'opèrent actuellement chez ce peuple, ou que l'avenir lui réserve, il y a tout lieu de croire que cette disposition tutélaire continuera à l'animer. De là ce besoin d'entendre discuter toutes les faces d'une question, d'accorder la parole à tous les intérêts, à tous les partis, et de respecter les franchises de cette parole avec une tolérance qui semble quelquefois dégénérer en complicité. C'est ce que les Anglais appellent jouer loyalement, *fair play*, dans leur langue politique, tout imprégnée des images et des souvenirs de leurs récréations de jeunesse.

Nul parmi nous ne doit oublier le calme et intrépide courage que déployèrent lord Aberdeen, sir James Graham et M. Gladstone, en 1851, pour défendre la liberté religieuse des catholiques contre le bill des *Titres ecclésiastiques ;* ils risquaient de perdre à jamais leur grande existence politique, tant la passion populaire et parlementaire était excitée par le rétablissement de la hiérarchie épiscopale ; et cependant, un an plus tard, ils furent tous les trois appelés aux postes les plus importants du ministère de coalition.

Quiconque a entendu le mémorable discours de M. Gladstone contre la prolongation de la guerre, dans la séance du 24 mai dernier, aurait pu croire que la majorité ou au moins une portion très-considérable de la Chambre des Communes partageait l'opinion de l'orateur, tant le silence était profond, l'attention soutenue, l'approbation de ses amis incontestée : et cependant il n'y avait peut-être pas trente membres de son avis sur cinq cents, et l'opinion du dehors ainsi que la presse tout entière étaient unanimes à le combattre. Il en a été de même quand M. Cobden et M. Bright ont développé leurs théories de la paix à tout prix. On a vu naguère le très-regrettable M. Lucas, doublement antipathique à la presque unanimité de la Chambre, comme converti au Catholicisme et comme représentant les opinions les plus vives du *parti irlandais,* se faire toujours écouter avec respect et attention[1]. Ceux qui ont passé par nos assemblées politiques et qui ont eu à y lutter contre l'into-

[1] Dans l'affaire Madiaï (séance du 15 mai 1851) il eut l'honneur de mettre en déroute lord Palmerston et lord John Russell, non pas en revendiquant pour les gouvernements catholiques le droit et le privilége de persécuter l'erreur, mais en déroulant le tableau des persécutions et des violences opérées par les gouvernements protestants, qu'avaient encouragés ces deux nobles lords. *Le Times* lui-même sut rendre justice à la supériorité de M. Lucas.

lérance successive ou simultanée des majorités et des minorités, sont à même d'apprécier le bienfait de tels procédés.

C'est que le peuple anglais, qui a l'instinct et le goût du courage civil, reconnaît et admire cette vertu chez tout homme qui ose résister isolément à l'ascendant des idées dominantes, au flot de l'opinion. Même quand on contredit le plus directement ses passions et ses préjugés, il se contente de l'impuissance de ses contradicteurs ; et loin de vouloir les bâillonner, il sent que la résolution et la ténacité de ces individualités énergiques sont une gloire et une force de plus pour le caractère national. Il semble qu'il n'y a au fond rien de plus anti-démocratique que ces résistances individuelles à la volonté de la foule. On n'en voit guère plus de traces dans la république des Etats-Unis que dans les monarchies absolues de l'Europe. Dans les démocraties on est toujours tenté de regarder comme une offense à l'égalité, comme le *nec plus ultra* du privilége l'audace de celui qui se détache en relief sur le fond uniforme de l'assentiment universel. En effet, c'est le comble de l'aristocratie que d'oser ainsi tenir tête à ce que la divinité du jour exige, que de remonter le torrent qui se précipite sur sa pente, et de rester seul debout quand tous se prosternent ou se cachent. Mais rien ne s'oppose à ce que cette énergie de la conscience invincible se retrouve au sein d'une démocratie chrétienne et sincèrement libérale.

D'ailleurs l'habitude en est tellement générale, tellement enracinée dans les mœurs anglaises, tellement identique avec toutes les traditions de la vie générale et locale, que, selon toutes les probabilités humaines on la verra survivre, pour l'honneur de cette race et du genre humain, à toutes les révolutions, et coexister avec toutes les formes nouvelles de la vie politique.

Cet esprit de justice et de loyauté dont s'enorgueillissent les Anglais dans leur régime politique à l'intérieur, produit un autre effet qui n'est pas sans importance. On a dit avec trop de raison qu'en France les popularités sont fugitives et les impopularités implacables. Il n'en est point ainsi au-delà du détroit. La popularité est éphémère, fugitive comme partout, mais nul n'est condamné à l'impopularité perpétuelle. On a vu les hommes qui ont été les plus impopulaires pendant de longues années, reconquérir en un jour l'estime et l'admiration publique. Un fait de guerre éclatant, un discours habile ou opportun, un acte de dévouement ou de charité, a rendu à tels personnages qu'on pourrait nommer une position qui semblait irrévocablement compromise ou perdue. De là un grand encouragement à la patience et à la persévérance, ces deux conditions indispensables de toute carrière politique.

De là aussi, et de bien d'autres causes, cette trempe supérieure des

hommes publics. Oui, l'âge d'or de l'éloquence parlementaire est peut-être passé; le cycle des grands ministres, comme celui des grands orateurs, paraît terminé : mais il reste à la liberté anglaise un trésor inépuisé, c'est le caractère de ses hommes publics. Ils ont certes des préjugés, des passions, des infirmités sans nombre. Qu'on leur reproche des vues étroites et exclusives, un égoïsme national sans frein, un orgueil souvent aveugle et une inconséquence souvent risible : à la bonne heure ! Mais ce qu'on ne voit plus parmi eux, c'est ce cynisme de l'apostasie, ce culte abject de la force et du succès, cet abaissement presqu'universel des âmes, qui a trop souvent déshonoré notre histoire contemporaine. Nous ne nions pas qu'il n'y ait aussi en Angleterre des exemples d'apostasie et de corruption : nous nions qu'ils aient été acceptés ou pardonnés par l'opinion. Placé sous le feu d'une publicité implacable, élevé dans des traditions d'honneur politique, qui rendent à l'homme public la bassesse aussi impossible que l'est au soldat la lâcheté, l'Anglais qui se sent des inclinations basses, qui veut sacrifier au lucre les convictions ou les antécédents de sa vie, prend son parti; il sait qu'il ne lui est pas permis d'étaler sa honte aux yeux de ses concitoyens, et il se fait oublier dans quelque recoin obscur du budget. Il n'y a pas d'exemple dans l'Angleterre de nos jours, d'un homme qui ait grandi par l'apostasie, et qui ait gouverné son pays en faisant à son ambition le sacrifice de la morale et de l'honneur [1].

C'est ici le lieu de faire une remarque essentielle. Chez les nations continentales, le sentiment de l'honneur politique et social avait naguère son foyer et ses garanties dans l'esprit aristocratique de la cour, de l'armée, du monde. Aujourd'hui, dans la ruine universelle des institutions et des idées aristocratiques, cette fleur si facile à flétrir demeure sans abri et en butte au souffle mortel et de plus en plus impétueux de l'intérêt personnel et matériel. Aussi quand le silence de la tribune et de la presse vient garantir l'impunité aux défaillances de l'homme public, le culte de l'honneur devient un mythe suranné. Partout, au contraire, où s'est introduit et consolidé le régime parlementaire, il a créé de nouveau le règne de la pudeur politique : elle exerce sa domination sous une forme souvent âpre et confuse, mais avec une sévérité efficace. Les susceptibilités exagérées mais salutaires de l'opinion publique, sans cesse éveillées par la presse, tiennent en bride chez les ambitieux, non pas tous, mais la plupart des penchants inférieurs de la nature humaine. La probité, la fidélité aux engagements, le désintéressement avéré deviennent les premières conditions de la carrière d'un homme politique. L'honneur

[1] Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas tant la vue de l'immoralité des grands que celle de l'immoralité menant à la grandeur. Tocqueville, *Démocratie en Amérique*, t. II, c. 5.

refleurit, grâce à cette contrainte morale, sans laquelle il n'y a de vertus ni publiques ni privées.

Si l'on descend des individualités aux masses, et si l'on cherche à reconnaître ou à approfondir les traits distinctifs du peuple anglais dans son action politique, on trouve que la vertu caractéristique de la société anglaise, c'est l'effort, l'effort personnel, prolongé, énergique et spontané. Or, qu'on veuille bien le remarquer, l'effort est la première condition du mérite et de la vertu, dans la vie temporelle comme dans la vie spirituelle. Le régime qui provoque le plus à l'effort, au labeur, à la lutte, est donc celui qui contribue le plus à la moralité d'une nation comme à son honneur. C'est le propre du régime représentatif, parfaitement compris et appliqué sous ce rapport qui est le plus important de tous, par la race anglo-saxonne. Là, nul n'imagine de demander au gouvernement de tout faire, de tout prévoir, de tout enseigner, de tout décider, à la charge de payer ce même pouvoir d'un profond oubli ou de la plus noire ingratitude, lorsque la fortune cesse de le favoriser. Là nul gouvernement n'a encore imaginé de se substituer à l'action collective ou individuelle des citoyens, de comprimer partout la force spontanée, la volonté responsable, de vouloir tout subordonner à son initiative, à sa correction, à son autorisation, à sa surveillance, à son intervention, à son intérêt personnel. Bien loin de céder à ces tendances, à l'empiétement universel qui a fait la force apparente et la faiblesse réelle de tous les pouvoirs dont la France a successivement subi les lois, le gouvernement anglais ne se mêle qu'à son corps défendant de tout ce qui n'est pas du domaine de la politique proprement dite. Il est poussé dans cette voie par l'esprit démocratique et radical, par l'aveuglement suranné de quelques libéraux, mais il n'y marche qu'à pas de tortue.

L'opinion est encore d'accord avec la tradition pour imposer au sujet anglais le droit et le devoir de travailler et de prendre de la peine dans l'intérêt du bien général. A la grande démonstration pour la réforme administrative qui eut lieu au théâtre de Drurylane le 13 juin dernier, on a entendu le président de ce *meeting* proclamer cet axiome : « Les affaires publiques de l'Angleterre sont les affaires particulières de tout Anglais[1]. » Il n'y a là rien de nouveau. En remontant à soixante ans en arrière, à l'époque de l'explosion des doctrines révolutionnaires en Angleterre, on trouve dans une lettre de lord Grenville, secrétaire d'État et collègue de Pitt, ce passage : « Pour sauver ce » pays, il faut fortifier le gouvernement, mais il faut avant tout que » le gouvernement ne soit pas chargé de tout ; il faut que tout citoyen

[1] *The public business of England is the private business of every Englishman.*

» mette la main à l'œuvre, selon son rang et sa position sociale....
» Toute notre législation repose sur cette hypothèse que les proprié-
» taires et les magistrats à titre gratuit feront leur devoir; s'ils ne le
» font pas, le pouvoir ne fera ni le leur ni le sien [1]. »

Ce concours de tous à l'œuvre commune, n'est pas seulement la base de la vie politique, c'est la base fondamentale de toute l'organisation sociale. La lutte, le travail, l'activité indépendante et spontanée, sont partout. Il en résulte, au premier abord, une certaine apparence de confusion et de désordre. Elle frappe et étonne ceux qui arrivent des pays où tout est arrangé, casé, étiqueté, selon les règles de cette fatigante uniformité et de cette minutieuse sollicitude de l'autorité qui évite à l'honnête homme tout dérangement en le déchargeant de toute responsabilité, mais qui tue l'esprit de dévouement et de sacrifice, qui énerve la race des peuples modernes et les condamne à une minorité perpétuelle. Ils ne savent s'émanciper de la tutelle d'un maître que pour se précipiter dans une orgie anarchique : après quoi, éperdus, étourdis, épuisés par un effort violent et court, ils deviennent la proie du premier audacieux qui leur offre le joug accoutumé, en attendant que la démagogie revienne et ne retrouve en face d'elle que des hommes déshabitués de toute action virile et libre, et endormis dans une léthargie chronique.

Les Anglais ne connaissent pas ces alternatives de débauche et d'impuissance. Ils sont toujours en mouvement et en action. Aussi quelle surabondance d'énergie, d'activité, d'intelligence et de force productive, dans toutes les directions de la vie sociale, politique et industrielle! Sous ces dehors agités, compliqués, la vie circule partout et l'ordre retrouve ses droits : chacun se met à sa place et fait son affaire.

Les premiers intérêts de tout peuple civilisé, l'enseignement, la charité, la police, plongent leurs racines et puisent leur sève dans l'intarissable réservoir des volontés indépendantes et des sacrifices spontanés de vingt millions d'âmes chrétiennnes.

L'Anglais donne son argent, son temps, son nom à une œuvre de charité ou d'intérêt public; il met sa gloire à ce que l'œuvre qu'il adopte ainsi soit au niveau de tous les besoins et de tous les progrès; mais pour y parvenir il ne songe pas à invoquer ou à accepter la main-mise des agents du pouvoir sur tout ce que ses pères et lui ont fondé. Il garde l'autorité avec la responsabilité, le droit avec le devoir. Il tomberait en pâmoison devant notre système de charité légale, dirigée, surveillée, éduquée, et en fin de compte garrottée, où depuis 1852 tous les membres de tous les bureaux de bienfaisance de la France en-

[1] Lettre du 14 novembre 1792.

tière sont nommés et révoqués par les préfets, où il en est de même de tous les administrateurs des hospices autrefois électifs.

Supported by voluntary subscription: telle est la fière et noble inscription qu'on lit dans toute l'Angleterre sur la façade de la plupart des hôpitaux, des hospices, des asiles divers de la misère humaine. Alors même que le gouvernement a pris l'initiative, le public est toujours venu revendiquer sa part et son droit : *Condidit rex, civium largitas perfecit,* comme il est dit sur la façade de l'immense hôpital des aliénés de Bedlam. On comprend bien que ces mots : *entretenue par des souscriptions volontaires,* impliquent ceux-ci : *gouvernés par l'autorité des souscripteurs.* C'est toujours le même principe : l'effort, le sacrifice personnel et permanent, puis le droit et le pouvoir naissant du sacrifice et de l'effort. Tant que ce principe sera en force et en honneur, l'Angleterre n'aura rien à craindre : sa gloire et sa vertu pourront résister à la contagion de la servitude continentale.

L'Angleterre échappe ainsi au plus grand ennui et au plus grand danger de la société moderne, à l'uniformité sociale et à la toute-puissance du gouvernement. La variété des droits et la fécondité des volontés individuelles brisent dans l'œuf le germe fatal de cette uniformité, qui n'est pas seulement la mère de l'ennui, qui est surtout la fille de la bureaucratie, qui est en outre la marque et la condition de la servitude, et qui, bien loin d'être une garantie de stabilité pour les peuples ou les pouvoirs publics, n'a jamais préservé ceux-ci des chutes les plus rapides et les plus honteuses. On y connaît encore moins le détestable abus de la force qui ressort de l'omnipotence des gouvernements modernes, quelles que soient leur origine ou leur dénomination, dictature ou assemblée, monarchie ou république. Chez les nations de notre temps une révolution ou une conspiration démolit sans peine le pouvoir; mais trop souvent, pour substituer à celui qui tombe un nouveau venu qui ne veut pas plus de frein que son prédécesseur, qui s'arroge également le droit et la faculté de tout faire, et qui y réussit toujours pour un temps, tellement les inventions les plus utiles de la civilisation elle-même et l'heureuse douceur de nos mœurs ont simplifié la tâche, naguère plus laborieuse et plus incertaine, du despotisme !

L'Angleterre, où tous les progrès matériels ont trouvé leur berceau ou leur développement, et où la philanthropie et le *comfort* jouent un plus grand rôle que partout ailleurs, n'a pas encore connu l'humiliation de cette mobilité et de cette souplesse universelle. La mollesse de la vie civile n'y a pas plus énervé les institutions que les caractères. Personne n'y est tout-puissant, ni le roi ni la loi; ni la noblesse, ni l'émeute. Tout ce qui triomphe, tout ce qui domine rencontre à chaque pas des barrières. C'est tantôt une corporation, tantôt un

individu ; c'est tantôt un titre écrit, tantôt une habitude nouvelle, tantôt un souvenir, tantôt un préjugé : mais c'est toujours quelque chose ! Et ce quelque chose a pour garantie la résolution d'un ou de plusieurs hommes accoutumés à la lutte, à la résistance, à l'action, à l'entente avec le voisin pour la cause commune. On est sûr que jamais l'oppression, décrétée par la loi ou exercée par l'autorité, n'y pourra atteindre les proportions qu'elle prend dans ces pays où, tous les citoyens étant réduits à l'état de molécules identiquement petits, la pensée du droit et de la volonté individuelle finit par disparaître chez tous ces atomes avec les moyens de résistance et l'habitude de s'en servir.

XVI.

DE LA PUBLICITÉ EN ANGLETERRE.

En parlant des institutions et des traditions de l'Angleterre, de celles qu'on peut non-seulement lui envier, mais même lui emprunter au profit de notre société démocratique, si l'on recherche attentivement quel est le principal instrument de ce mécanisme social si solide en même temps que si compliqué, la garantie la plus efficace de la possession de tant de biens anciens et nouveaux, je penche à croire qu'elle réside dans la *publicité*. Celle qui règne en Angleterre est à la fois immense, complète et sincère. Elle n'a pas toujours été ainsi [1], mais elle l'est aujourd'hui. Cette publicité ne peut, comme de raison, exister sans la liberté de la presse; mais la liberté de la presse ne suffit pas toujours pour l'établir. Nous le savons par expérience. Nous avons eu la licence de la presse, nous n'avons jamais eu la vraie publicité.

Dans la société moderne, celui qui a la publicité, a tout. Quand l'ambassadeur de Venise voulut donner à sa République une idée complète de la toute-puissance de Cromwell, en 1656, il lui écrivit : « Cet homme a chassé le Parlement : IL PARLE ET IL MENT TOUT SEUL [2]. »

Dans l'Angleterre actuelle la publicité appartient réellement et sincèrement au public.

En fait et en droit la liberté de la presse y est illimitée; mais elle pourrait être l'objet de toutes les mesures utilement répressives qui ont existé chez nous sous le gouvernement parlementaire, sans qu'il en résultât aucune altération dans la loyauté et la franchise

[1] On voit dans la correspondance de Wilberforce, que dans les dernières années du XVIIIe siècle, il avait à se plaindre de l'altération de ses discours par les journaux de l'opinion qu'il combattait.

[2] Dépêche de Sagredo citée par M. Guizot. *Histoire de Cromwell*, t. II, p. 240.

des allures de la presse britannique. La publicité anglaise n'est ni imposée, ni garantie, ni contenue par les lois. Elle est dans les mœurs, dans l'esprit public; elle est née d'une pratique prolongée de la liberté. Elle est devenue la première nécessité et la plus impérieuse habitude du pays. N'attendez pas du journaliste anglais de la justice ou de la modération dans ses jugements; non, mais le récit fidèle et détaillé des faits qu'il apprécie, la reproduction exacte des paroles ou de l'écrit qu'il accuse, figure toujours dans ses colonnes à côté de ses articles de fond, et rétablit ainsi les droits de la vérité.

Prenons deux exemples où le contraste entre la France et l'Angleterre est le plus frappant. La reproduction des débats parlementaires, à l'époque où elle était libre chez nous, subissait les mutilations et les altérations les plus graves, au gré de l'opinion ou des passions du journal qui feignait de tenir ses lecteurs au courant des débats législatifs. Je ne sache guère que le *Journal des Débats* qui ait fait une honorable exception à cette règle. Qui ne se souvient de la façon dont le *National* assaisonnait les discours de ses adversaires d'interruptions imaginaires et d'injures forgées à froid dans ses propres bureaux? La presse anglaise ignore ces artifices honteux; vous pouvez lire indifféremment la discussion la plus passionnée ou la plus importante dans un journal libéral ou dans un journal conservateur, et vous y trouverez presque toujours le compte-rendu fidèle des arguments et des incidents du débat. Les *reporters* (sténographes) embellissent souvent le style des discours qu'ils reproduisent; ils dédaigneraient d'y ajouter ou d'y retrancher une parole ou une idée essentielle. Cette sévère probité, cette noble bonne foi est d'autant plus méritoire et d'autant plus salutaire qu'il n'y a jamais eu de compte-rendu officiel des discussions parlementaires, ni d'autre moyen de rectifier ou de préciser les termes employés par les orateurs que les réclamations individuelles adressées aux divers journaux. Or, ces réclamations sont tout ce qu'il y a de plus rare.

Le droit de réplique n'est pas non plus garanti par la loi en Angleterre : mais il s'exerce presque toujours avec une scrupuleuse loyauté. Il a fallu plus d'une disposition législative, et d'innombrables contestations judiciaires pour en assurer l'exercice parmi nous. Et Dieu sait encore de quelles difficultés, de quelles chicanes, de quelles misérables et fatigantes contestations l'on est assailli, quand on se sent réduit à en user. On l'a dit avec raison dans ce recueil même, la presse en est encore parmi nous aux procédés des puissances barbaresques.

Nul n'ignore le mal que le journalisme a fait à la cause des institutions libres, au point que la liberté en est presque réduite à dire à la presse : *Nec tecum, nec te sine, vivere possum.* Mais on ne remarque pas assez que les plus graves d'entre ses abus ont sur

vécu à la ruine de toutes nos autres garanties. Depuis qu'il n'est plus tempéré par la liberté et le retentissement de la tribune, son empire n'en est devenu que plus redoutable. Jamais les milliers d'abonnés que comptent nos journaux de toutes couleurs n'ont été plus servilement attelés au char de leurs maîtres. Jamais leurs intelligences et leurs oreilles n'ont été plus hermétiquement fermées à tout autre son que le tintement de la grosse cloche qui les assourdit chaque matin pour le reste de la journée. Jamais l'homme qui n'est pas inféodé à l'une des deux ou trois opinions dominantes, n'a eu moins de chance qu'aujourd'hui de faire connaître ses protestations, ou d'arracher une réparation à ses calomniateurs; trop heureux si ceux-ci ne cherchent pas à l'entraîner sur un terrain semé d'embûches, où ils savent bien qu'on risque la rencontre d'un tiers tout-puissant qui se charge d'imposer silence à leur victime.

En Angleterre, il en est tout autrement. Le public s'y regarde comme un jury permanent. Il veut entendre le pour et le contre. Tout individu attaqué ou désigné dans un journal, devient aussitôt partie au procès. Il use et abuse des franchises de la défense. Le journal est tenu, par respect pour la souveraineté de l'opinion, de prendre ou d'affecter les allures de ces juges auxquels l'équité anglo-saxonne ne permet plus de rudoyer un accusé ou de lui tendre des piéges. L'injustice prévaut souvent encore, le mal triomphe comme ailleurs : mais sa victoire, toujours contestée, n'est jamais complète, jamais définitive. Toute plainte trouve un écho; tout droit un champion; tout effort un champ clos.

En outre, et au-dessus de toute contestation ou de toute préoccupation personnelle, les intérêts généraux comme les droits civiques, rencontrent dans cette publicité universelle et illimitée la garantie la plus efficace et la plus féconde.

C'est d'abord le seul mode efficace d' exercer le contrôle de l'opinion, de rendre impossible le trafic des consciences, de réprimer certains excès d'iniquité, de corruption ou de bassesse qui échappent à toute autre répression. En outre la flamme, toujours allumée de la discussion quotidienne, promène ses rayons sur toutes les surfaces des questions controversées, et pénètre jusque dans les recoins les plus obscurs du préjugé ou du mensonge. A la longue aucun abus, aucune injustice ne peut résister à la dénonciation énergique et répétée des personnes lésées ou seulement des spectateurs honnêtes et désintéressés. Les résistances sont plus ou moins longues, les changements plus ou moins graduels : mais le résultat final de toutes les discussions engagées depuis un siècle devant les grandes assises de la publicité anglaise, a toujours été favorable à la liberté, à la justice, à l'humanité.

J'excepte de ce jugement, comme je l'ai fait plus haut, tout ce qui touche à la politique extérieure de l'Angleterre et à ses relations avec les nations étrangères. Ici la partialité politique, religieuse, nationale, qui disparaît par le conflit prolongé des parties adverses dans les discussions intérieures, reprend toute sa force et toute sa ruse. Mais on pourrait ne voir ici qu'une exception qui confirme la règle. Les partis, les principes, les États qui, au dehors, ont le malheur d'attirer la répulsion de la majorité des Anglais, ne sont guère représentés au sein de la presse anglaise; ils n'interviennent pas dans ces polémiques prolongées d'où finit presque toujours par jaillir l'étincelle de la vérité et de la justice. Sur toutes les questions de politique étrangère, l'on parvient à faire croire au public britannique tout autant de sottises, tout autant de mensonges qu'une publicité restreinte en fait triompher chez nous, sur les questions qui nous touchent de plus près. Les grands journaux anglais entretiennent à grands frais dans les capitales étrangères, des correspondants qui sont chargés de dissimuler ou de falsifier le fait et le droit, autant qu'il le faut pour complaire aux préjugés et aux intérêts britanniques, et ils remplissent cette tâche avec un succès complet.

L'adulation devient alors aussi brutale que l'injure. J'en veux citer un trait, pour qu'on ne m'accuse pas d'être aveuglé par l'anglomanie. Il s'agit de cette heureuse alliance entre la France et l'Angleterre, aujourd'hui sanctionnée par la victoire, mais qui a été préparée, préconisée, popularisée avant tous par madame de Staël, et, depuis elle, par tous les hommes d'État de l'opinion libérale en France. Pour lui rendre hommage, la presse anglaise se croit le droit de nier ou d'ignorer toutes les merveilleuses conquêtes opérées par la religion, par la charité publique et privée, par la liberté civile ; tous les incalculables progrès réalisés par le génie de la France dans les lettres, dans l'art, dans la science historique, dans la répression pénale, dans l'industrie, dans tout l'ensemble de la vie publique, pendant trente-sept ans de liberté politique. Devant le contraste que présente l'état religieux, intellectuel et social de la France de 1812 avec celui de la France de 1850, je ne connais qu'un seul journal français qui osât dire ce qu'un Anglais a dit dans le *Times* du 12 novembre dernier, et regretter que l'ère des Napoléons ait été interrompue par le *sombre épisode de la Restauration et l'intermède corrupteur du régime des d'Orléans !*

Tels sont les abus qui peuvent accompagner l'usage du plus précieux des droits. Telle est la rançon que la passion ou le mensonge fait payer à la vérité pour que celle-ci puisse parler librement. Et cependant il ne faut pas que les blessures infligées par la publicité anglaise à nos croyances et à nos affections, nous rendent injustes

comme elle, et nous fassent méconnaître que chez elle le bien l'emporte sur le mal. Constatons surtout que la religion et la morale, qui sembleraient devoir courir les plus grands risques au sein d'une publicité sans frein et sans relâche, sortent triomphantes de cette formidable épreuve. Il est incontestable que la cause catholique en particulier a fait des progrès exactement proportionnés au développement de la liberté de la parole et de la presse. L'explosion de colère et d'orgueil provoquée dans la presse par le rétablissement de la hiérarchie épiscopale n'a amené aucune des conséquences que l'on pouvait redouter. Chez les Protestants, le ton général de la littérature périodique ou non périodique est assurément plus chrétien, plus moral, plus chaste qu'il ne l'était il y a un siècle, avant que la publicité n'eût acquis les proportions actuelles. On peut affirmer qu'il n'y a guère de pays au monde où la presse, même censurée ou bâillonnée, enfante aussi peu de productions contraires aux mœurs et à la foi chrétienne, où les journaux observent mieux le respect de la décence et de la religion du pays. J'entends dire qu'il circule dans les bas fonds de la société anglaise une foule d'écrits licencieux et impies. C'est possible ; mais j'affirme qu'on ne les rencontre nulle part où un honnête homme très-curieux et peu scrupuleux puisse porter ses investigations. J'affirme que, dans aucun lieu public fréquenté par les honnêtes gens, dans aucune publication répandue parmi eux, on ne trouve rien qui approche, en fait d'attaques à la morale et à la religion, de ce qui se débite à l'heure qu'il est en France, à cinquante mille exemplaires par jour, sous l'empire de la législation qui interdit avec une infatigable vigilance la moindre critique des actes officiels.

Qu'en faut-il conclure? que toutes les erreurs doivent être également réprimées et comprimées? Cela est tout simplement impossible. Les pouvoirs les plus absolus l'essayeraient en vain. Aussi font-ils un choix qui n'est pas toujours heureux. Peut-être l'agitation politique, à côté de ses inconvénients trop manifestes, a-t elle l'avantage d'éloigner les esprits malades ou pervers de la révolte contre les vérités et les lois les plus essentielles à la santé des âmes. On a pu remarquer que pendant nos orages et nos dangers de 1848 à 1851, nos journaux, même les plus avancés, ralentissaient leur acharnement contre les mœurs et contre le Christianisme. Il n'en est plus ainsi, comme on sait. On doit en gémir plus que s'en étonner. La compression ne peut jamais être tellement absolue que le mal ne trouve quelque issue et quelque dédommagement. L'avenir montrera si l'on a appliqué le remède avec le discernement le plus opportun. Souvent, pour avoir voulu interdire la critique et la discussion là où elles n'offraient que peu ou point d'inconvénients, on en est réduit à les détourner sur les objets les plus sacrés. Les Pères

du dernier concile de la province de Bordeaux, tenu à La Rochelle, ont paru croire qu'il en était ainsi ; car on lit dans leur lettre synodale de juillet 1855 ce passage remarquable :

« Si, dans ces derniers temps, le droit de tout dire a été comprimé » à l'égard des puissances de la terre, ne semble-t-il pas qu'il y a un » redoublement d'outrages contre la majesté divine ? »

XVII.

L'ANGLETERRE ET L'ESPAGNE.

Un contraste achèvera peut-être d'éclairer ceux d'entre mes lecteurs qui repoussent les arguments par lesquels j'ai essayé d'établir la supériorité intrinsèque du régime politique qui a pour principe la liberté.

Prenons un point de comparaison dans l'histoire, en dehors de toute préoccupation et de toute partialité nationale. Laissons de côté la France : comparons l'Angleterre et l'Espagne, telles qu'elles étaient au sortir du moyen âge et avant la Réforme, l'une sous Henri VII, l'autre sous Charles-Quint. Puis voyons ce qu'elles sont devenues.

En 1510, l'Angleterre, épuisée par la guerre des deux Roses, dépouillée de toutes ses possessions en France, ne possédant pas encore l'Ecosse, sans colonies et presque sans marine, compte à peine parmi les puissances importantes de l'Europe. En 1510, l'Espagne, délivrée du joug des Maures après sept siècles d'une lutte sans pareille dans l'histoire, constituée en corps de nation, par Ferdinand et Isabelle, maîtresse d'un nouveau monde par Christophe Colomb, maîtresse des Pays-Bas et de la moitié de l'Italie, domine de toute la tête tous les royaumes chrétiens : elle touche à l'empire universel.

Trois siècles après, où en sont-elles?

En 1800, l'Angleterre, malgré ses révolutions, ses guerres civiles, ses guerres de religion, sa lutte formidable contre la révolution française, dispute à la France la première place dans les affaires du monde. Elle n'a plus de rivale sur mer ; elle est la reine du commerce et de l'industrie : elle a un pied à Gibraltar, un autre à Malte ; elle a fondé un empire en Asie, un autre en Amérique qui l'éclipsera peut-être un jour ; elle a marché de grandeur en grandeur ; elle a produit, dans presque tous les ordres de la pensée, des génies qui n'ont point de supérieurs ; enfin elle est gouvernée, comme Athènes et Rome dans leurs plus beaux jours, par des générations d'hommes chez qui la grandeur civique se couronne du prestige d'une incomparable éloquence.

En 1800, l'Espagne, malgré les vertus de son héroïque population, si sobre, si patiente, si désintéressée, si pieuse, si supérieure par tous ces côtés à la race anglaise ; l'Espagne, préservée par l'unité religieuse d'une source abondante de maux et de discordes ; l'Espagne ne compte plus en Europe ! Elle a tout perdu. Institutions politiques, garanties civiles, richesse, crédit, influence, marine, armée, commerce, industrie, science, littérature, tout lui manque à la fois. Elle est tombée de chute en chute, de despote en despote, de favori en favori, jusqu'à n'être plus que la proie d'un Godoy.

Pitt et Godoy : ces deux noms résument la destinée et la différence de ces deux grandes nations chrétiennes au commencement du XIXe siècle.

Comment s'expliquer une telle différence ? Les protestants, et toute cette foule qui regarde la réforme de Luther comme une ère de progrès, ont une réponse toute prête. C'est le protestantisme qui a fait la grandeur de l'Angleterre : c'est le catholicisme qui a fait la décadence de l'Espagne.

Pour tout catholique digne de ce nom, cette explication est un blasphème.

Mais encore faut-il pouvoir se rendre compte d'un contraste si saisissant. Et comment y parviendra-t-on, si ce n'est en reconnaissant que la liberté politique a donné à l'Angleterre ce prodigieux essor, et qu'en Espagne le despotisme a infecté, confisqué, anéanti les dons les plus précieux que jamais Dieu ait prodigués à un peuple ici-bas ?

Notre foi se trouve ainsi d'accord avec la raison, avec l'expérience, avec l'évidence historique. Car, encore une fois, cette liberté qui a fait la gloire et la force de l'Angleterre, n'est que le legs bienfaisant et constamment amélioré des siècles catholiques. L'Espagne, avec ses Cortès, ses *Fuëros*, ses municipalités, l'avait pleinement possédée : elle y avait puisé la force de vaincre et d'expulser les Maures, et le droit de marcher à la tête de la chrétienté, avant que la fatale omnipotence et le stupide égoïsme de ses rois ne l'eussent condamnée à s'enfoncer lentement dans le néant.

Lorsqu'elle semble n'avoir plus qu'à s'éteindre, et que la main de Napoléon vient briser ce trône déshonoré pour y faire asseoir un des siens, cette race chevaleresque redevient, par un effet sublime, maîtresse d'elle-même et digne de ses pères. Aidée par sa vieille ennemie, l'Angleterre, elle brise à son tour la fortune du vainqueur de l'Europe. Mais aussi la liberté politique plante son drapeau à côté de celui de l'indépendance nationale, sur la plage inexpugnable de Cadix : et malgré les aberrations, les excès, les crimes même qui accompagnent encore aujourd'hui la laborieuse

renaissance d'un peuple si longtemps méconnu, cette épreuve est moins longue et moins honteuse que celle qui l'avait fait descendre des mains d'Isabelle la Catholique entre celles de Godoy.

XVIII.

CONCLUSION.

Il faut du courage, je le répète, pour rendre justice à l'Angleterre par le temps qui court, et pour rester fidèle à la vieille admiration qu'elle a inspirée aux libéraux. Dans tout ce qui touche à ses relations avec les nations étrangères, sa mobilité, son ingratitude, ses enthousiasmes étranges, l'âpreté de son égoïsme, l'abus de sa propre force, son mépris odieux pour la faiblesse d'autrui, son indifférence absolue pour la justice quand cette justice ne lui offre pas d'intérêt à servir ou de force à respecter, en voilà plus qu'il n'en faut pour armer contre elle l'indignation des âmes honnêtes[1]. Mais encore une fois, ce n'est point sa politique étrangère, ce ne sont ni ses alliances, ni ses agressions que j'ai voulu examiner, encore bien moins défendre ou vanter. Il n'y a là rien à apprendre, rien à admirer.

Mais il en est tout autrement de sa vie intérieure, de son organisation sociale et politique. Là tout est digne d'étude, et presque tout est digne d'envie. Grâce à des institutions nées dans le moyen âge, et que seule en Europe elle a su conserver et perfectionner, seule aussi elle a su jusqu'à présent échapper à l'autocratie et à l'anarchie, tandis que tous les peuples du continent sont tombés en proie à l'une ou à l'autre, et quelquefois à toutes

[1] On nous permettra de reproduire ici ce que nous disions avant la révolution de février sur le contraste entre la politique étrangère de la France et celle de l'Angleterre. « Nous avons aussi de tristes pages dans notre histoire, mais je ne » sache rien qui ressemble à cette tactique odieuse. Nous avons imposé aux peu- » ples étrangers le joug du despotisme, mais nous commencions par le subir et » l'aimer nous-mêmes. Nous avons même porté au bout de nos baïonnettes l'a- » narchie et la dévastation dans beaucoup de pays de l'Europe, mais nous avons » commencé par être nous-mêmes enivrés par ce délire que nous propagions au » dehors. Ce que nous n'avons jamais fait, Messieurs, c'est de garder pour nous » les bienfaits de l'ordre, de la justice, de la liberté, de la hiérarchie sociale, et » d'aller au dehors soudoyer, fomenter, patroner le désordre ou la tyrannie. Non, » grâces au ciel, la France n'a point cet égoïsme et cet aveuglement à se repro- » cher. Mon cœur lui rend avec bonheur cet hommage, non pas dans un étroit et » mesquin esprit de patriotisme exclusif, que j'ai toujours réprouvé, mais pour » obéir au sentiment moral, au sentiment de la justice outragée qui se fait enfin » jour et qui m'arrache ce cri d'indignation trop longtemps comprimé. » Discours du 14 janvier 1848, à la Chambre des Pairs, sur les affaires de Suisse.

deux. Maintiendra-t-elle ce glorieux privilége à travers la crise qu'elle subit aujourd'hui? Restera-t-elle encore l'asile inviolable de la liberté et du bon sens politique? Telle est la question. Je n'ai point hésité à la résoudre par l'affirmative, parce que je n'ai encore découvert aucune atteinte essentielle au fond des principes, des habitudes, des règles qui ont fait sa grandeur et sa liberté. Malgré tous les symptômes alarmants que j'ai signalés, malgré la défection d'un trop grand nombre d'hommes d'Etat et d'écrivains qui tendent d'avance la main à l'ennemi, j'estime qu'elle ne reniera pas son passé. Non, cette nation qui a résisté à Cromwell et qui a triomphé de Napoléon, ne se fatiguera point de son libre arbitre au point d'abdiquer sa liberté, sa conscience, son honneur entre les mains d'un homme, quelque grand que l'avenir puisse le supposer. Elle ne substituera pas le règne silencieux de l'arbitraire à la féconde agitation de la liberté, ni la végétation stagnante des appétits rassasiés aux luttes généreuses, aux salutaires périls de la vie d'un peuple qui sait marcher tout seul.

Elle ne donnera pas cette satisfaction aux apôtres de l'ère nouvelle, ni cette désespérante leçon aux générations futures. Elle n'acceptera pas l'égalité dans l'asservissement pour rançon de la liberté proscrite. Elle ne sacrifiera pas à un rêve de nivellement jaloux, ou à un besoin maladif de paix et de sécurité, l'indépendance, la dignité, la spontanéité de sa noble nature. Non, quelles que soient les apparences contraires, l'Angleterre n'écoutera pas la voix de ces faux prophètes qui enseignent aux nations à chercher dans leur abaissement un abri contre leur propre étourderie, à compter sur le silence universel pour oublier leurs remords, à abdiquer au profit d'un maître l'honneur et la conscience de la responsabilité. Non, l'Angleterre ne comprendra ni ne pratiquera jamais cette doctrine nouvelle qui présente au monde, comme l'idéal du passé et de l'avenir, un régime où nul ne peut ni agir, ni monter qu'en rampant, où le talent, la vertu, la pensée, le courage, ne comptent pas, à moins de porter la livrée du pouvoir.

Chez elle, au contraire, c'est le pouvoir qui porte et continue à porter la livrée des idées, des croyances, des passions, des partis dont l'expression légitime constitue la vie et le droit d'une nation émancipée. La valeur individuelle des hommes n'y est point encore écrasée sous le sourd et implacable niveau des masses indifférentes et incompétentes. La vue d'un tel pays repose l'œil fatigué de voir partout les misérables triomphes de la force, légitimés par l'aveugle imprévoyance des conservateurs, par les divisions non moins aveugles des libéraux, par le cynisme égalitaire des démocrates. Là, du moins, toute âme honnête et généreuse a la consolation de trouver une so-

ciété fondée sur des principes qui rendent hommage à la dignité de notre nature, sans en méconnaître l'incurable faiblesse.

Mais cette consolation ne serait pas de longue durée, si l'Angleterre ne savait pas subir, dans une juste mesure, les transformations qu'exigent la marche invincible du temps et de la civilisation moderne. C'est dans cette grande entreprise qu'elle est aujourd'hui engagée, et dont elle se tirera avec honneur, si elle reste fidèle aux leçons de sa propre histoire. Sa puissante et intelligente aristocratie, sans cesse recrutée par les éléments les plus actifs de la vie sociale, présidera à cette œuvre en s'y identifiant. Lorsqu'autrefois, au sortir du moyen âge, l'usage du canon et la formation des armées permanentes et plébéiennes annula le rôle exclusivement militaire de la noblesse, seule en Europe, l'aristocratie anglaise sut découvrir et comprendre la mission civile et politique des héritiers de la féodalité ; et seule en Europe, elle sut sauver du naufrage des institutions qui avaient été communes à toute la chrétienté pendant cinq siècles, tout ce qui méritait d'être sauvé. Seule, elle voulut garder son rang à la tête de la nation, et seule elle y réussit en consacrant à la défense, à l'exercice des libertés publiques, sa richesse, son influence, son esprit de suite et de persévérance.

Aujourd'hui, de même, elle saura reconnaître que la société exige d'elle une transformation analogue, moins radicale sans doute, mai non moins laborieuse et non moins bienfaisante. L'œuvre de la vieille politique est achevée. Les vieux partis sont usés : whigs et tories ont fait leur temps. C'est en vain qu'on essayerait de galvaniser ces cadavres. De nouveaux intérêts, de nouveaux problèmes ont surgi. Les grandes questions d'humanité, de charité, de travail, de justice au dehors et au dedans, sont posées par la main de Dieu. Elles attendent de l'intelligence et du dévouement de la classe supérieure ces solutions qui préoccupent déjà tous les esprits jeunes, perspicaces, généreux.

L'étude attentive et la pratique sincère des devoirs de la propriété ; la communication de tous les bienfaits de l'ordre ancien aux populations nouvellement créées par l'industrie ; la conciliation de leurs exigences impérieuses et légitimes avec le maintien des garanties de la liberté et de l'intelligence, voilà la tâche de ceux qui ont reçu de leurs pères le magnifique héritage d'une constitution qui fournit à l'activité humaine les instruments les plus énergiques et les plus flexibles qu'il ait jamais été donné à l'homme de consacrer à son propre bien et à celui de ses semblables. Ils sauront s'en servir pour retenir ce grand peuple sur la pente rapide qui mène toutes les autres nations européennes de l'égalité à la servitude. Si j'en crois tout ce que j'ai pu voir et entendre, la société anglaise ne restera pas

au-dessous de cette tâche. Les historiens futurs pourront encore la féliciter d'avoir toujours eu l'aristocratie la plus démocratique et la démocratie la plus aristocratique que le monde ait connues[1] : et si de nouveaux Louis XI doivent triompher sur le continent, un nouveau Comines pourra répéter le témoignage que ce grand politique rendait il y a quatre cents ans : « Selon mon advis, en toutes les seigneuries du monde dont j'ay connoissance, où la chose publique est mieux traictée, et où règne moins de violence sur le peuple, c'est Angleterre[2]. »

Je vais au devant d'une dernière objection. J'entends dire sans cesse que la liberté et la prospérité de l'Angleterre sont dues au caractère particulier de son peuple, et que des institutions analogues aux siennes ne peuvent réussir qu'au sein d'une race douée comme lui de certaines vertus qu'on ne définit pas bien, mais dont on s'accorde à reconnaître l'absence dans toute autre région. Je tiens ce jugement pour diamétralement contraire à la vérité des faits que l'histoire nous fournit.

Les institutions dont jouit l'Angleterre n'ont rien de spécial. Elles ne sont que le développement intelligent et progressif de celles dont a joui pendant le moyen âge toute l'Europe, excepté l'Empire byzantin, infecté pour toujours de l'irremédiable corruption du césarisme. Elles avaient été greffées par le Christianisme sur le tronc germanique, dont nous sommes tous issus à différents degrés. La race anglaise n'a pas de plus grand admirateur que moi ; mais je ne lui connais aucune vertu qui n'ait été donnée à toutes les races chrétiennes, et que chacune de ces races n'ait déployée dans les circonstances favorables. Si nous avons tous possédé, dans le passé, les institutions qui ont fait la force et la gloire de l'Angleterre, il n'y a donc rien dans la nature des choses qui s'oppose à ce que nous conquérions dans l'avenir celles qui sont la condition de sa grandeur actuelle.

Tous les peuples sont faits pour être élevés. Le gouvernement représentatif n'est autre chose qu'une longue éducation, laborieuse et difficile, mais la plus honorable et la plus féconde de toutes. L'exemple d'une nation qui a dû traverser le despotisme des Tudors, survivre aux ruses et à la corruption des Stuarts, et subir la dure main de Cromwell, pour arriver où elle est, n'a rien qui doive porter les autres nations à douter d'elles-mêmes, pendant que leur apprentissage dure encore. Grâce à la Terreur, notre histoire a des pages plus sanglantes que l'histoire des Anglais, mais elle n'en a pas de plus

[1] Macaulay.

[2] Parlant de la nécessité où était le roi d'Angleterre, de ne rien entreprendre sans l'avis du Parlement, Comines ajoute : « Qui est chose très-juste et très-saincte, et en sont les roys plus forts et mieux servis. »

honteuses. Je ne sache rien dans les annales d'aucun peuple moderne qui égale la dégradation politique de l'Angleterre sous le despotisme sans pudeur au dedans et sans gloire au dehors, de Henri VIII : rien qui surpasse la bassesse des partis sous Charles II, quand les hommes les plus éclairés étaient complices ou dupes d'un imposteur sanguinaire comme Titus Oates, quand le gouvernement et l'opposition tendaient à l'envi la main au salaire qu'y laissait tomber Louis XIV, l'ennemi le plus redoutable du pays.

De telles chutes ne permettent pas de croire à une vertu hors ligne chez la nation qui les a subies. Elle s'est cependant relevée dans sa force et dans sa liberté : et depuis bientôt deux siècles elle tend à occuper le premier rang parmi les sociétés modernes. Mais pourquoi et comment? Parce que les institutions qu'elle avait conservées et perfectionnées par une longue pratique, lui garantissaient le moyen légal et naturel de réparer ses fautes et de reconquérir sa dignité ; parce que la force et l'occasion ont heureusement manqué aux rois anglais, pour absorber la vie nationale en leur autorité unique ; parce que les formes tutélaires et les principes fondamentaux du gouvernement parlementaire avaient survécu à tous les orages et ouvraient aux successeurs des assemblées serviles et vénales, la voie d'une prompte et complète réhabilitation. C'est par ces efforts, par ces luttes, par cette gymnastique perpétuelle de la vie politique, et uniquement par là, que le caractère national s'est graduellement épuré, relevé, fortifié.

Ce n'est pas l'esprit public qui a fondé les institutions de l'Angleterre, ce sont ces institutions, qui ont créé, maintenu et vingt fois sauvé, cet esprit public qu'il vaudrait encore mieux imiter qu'admirer.

L'Angleterre moderne ne jouit guère que depuis un siècle de la plénitude des libertés que sa constitution lui préparait. Par quelles luttes sanglantes, par quelles longues éclipses, par quelles incertitudes cruelles n'a-t-elle pas passé avant d'arriver à cette pleine et paisible possession d'elle-même ? Combien de fois, depuis le roi Jean Sans-Terre jusqu'au roi Georges II, l'Anglais honnête et patriote n'a-t-il pas dû douter de l'avenir de son pays, de la victoire du droit, du maintien de ses plus chères libertés? Ceux qui ont persévéré, qui ont cru, qui ont espéré contre toute espérance, ont fini par avoir raison. Mais ce n'a été qu'à force de courage, de patience, et de foi robuste au bon droit et au bon sens, qu'ils ont été justifiés, et qu'ils sont entrés en jouissance de cette constitution qu'ils ont payée si cher, mais qui vaut tout ce qu'elle a coûté, et qui a conquis l'admiration des esprits les plus élevés et les plus divers, depuis Montesquieu jusqu'au comte de Maistre.

Telle est la leçon suprême qu'offre la société anglaise à ceux qui sentent fléchir aujourd'hui leur foi en la liberté, leur estime du gouvernement tempéré. Telle est aussi la consolation qu'y doivent puiser ceux qui préfèrent la fière et patiente résignation de la défaite à une déshonorante complicité avec le triomphe de ce qu'ils ont toute leur vie combattu ou méprisé.

Eclairés par de si grands exemples, sachons accepter l'humiliation provisoire de la liberté, comme un châtiment mérité de l'ingratitude, de la légèreté, de l'esprit de discorde et d'indiscipline qui ont accompagné parmi nous ses premiers bienfaits. Mais continuons à croire en elle et à conquérir par l'épreuve, pour nous ou pour notre postérité, les mérites qui nous ont manqué. Nous marchons dans la nuit, mais sur un chemin qui nous est connu, où nous pouvons à la fois nous souvenir du jour et l'attendre. Les éclipses n'étonnent que les enfants et n'effrayent que les sauvages. Sachons les traverser la tête haute et le cœur tranquille. Poursuivons de ce *triste et intrépide regard* dont parle Bossuet, les jeux et les insultes de la fortune adverse,

Donec fortunam criminis pudeat suî.

Tenons tête au scepticisme comme au fanatisme, à ceux qui professent l'indifférence en matière politique, comme à ceux qui prêchent la proscription de toute garantie et de toute indépendance. Au-dessous de notre foi aux vérités divines et à l'autorité infaillible, gardons aussi la foi aux nobles instincts de notre jeunesse, à ces principes de liberté, de justice et d'honneur qui font seuls ici-bas la force et la dignité du moindre citoyen comme des plus grandes nations. Au milieu des découragements, des hésitations, des apostasies qui nous assiégent, que du moins notre voix et notre vie restent d'accord avec notre passé : *Manet immota fides.*

LE COMTE DE MONTALEMBERT.

ERRATUM DU PREMIER ARTICLE.

Page 201, ligne 10, au lieu de : *Acte de la 2e année de la Revue chrétienne*, lisez : *Acte de la 2e année de la Reine Anne.*

TERRE ET CIEL,

PAR M. JEAN REYNAUD;

LA VIE FUTURE,

PAR TH. HENRI MARTIN,

DOYEN DE LA FACULTÉ DES LETTRES DE RENNES.

Le premier de ces livres a eu du retentissement. Acclamé par plusieurs comme une œuvre capitale de philosophie religieuse, il se recommande à l'attention de tous par le nom de son auteur, par un incontestable mérite de style, et par des développements scientifiques qui paraissent très soigneusement étudiés et auxquels M. Jean Reynaud a su donner de l'intérêt, même pour les ignorants.

A ce dernier titre, je devrais peut-être me borner à lui rendre ce témoignage et m'abstenir d'émettre une opinion sur la solution plus ou moins heureuse d'un problème qui échappe à mon appréciation par l'une au moins de ses données. Mais, ou je me trompe fort, ou cette donnée est loin d'exercer sur le résultat l'influence décisive que l'auteur lui attribue; et l'on peut très bien accepter de confiance toute la partie astronomique de son ouvrage, sans s'interdire le droit (dont je n'userai d'ailleurs que d'une façon très-sommaire) d'examiner la justesse des conséquences qu'il prétend en faire sortir.

J'en dirais presque autant de la partie théologique dans laquelle des recherches étendues, et sans nul doute consciencieuses, ne l'ont pas préservé d'assez étranges erreurs; car, après tout, fût-il bien clairement établi que telle théorie sur l'origine et la destinée de l'homme n'est pas incompatible avec une rigoureuse orthodoxie, cette preuve purement négative ne saurait équivaloir à la démonstration de sa vérité.

La théorie de M. Jean Reynaud n'est pas nouvelle, au moins dans son élément principal, la doctrine orientale de la métempsycose. Il la rattache par les druides aux antiques traditions du génie gaulois, dont il célèbre avec un enthousiasme quelque peu emphatique la résurrection et le triomphe sur le génie de Rome; mais quoiqu'il en soit de ce passé, je ne crains pas d'affirmer que, dans le présent, elle s'adapte mal aux habitudes et aux tendances de notre esprit français. Simple et logique de sa nature, lorsqu'il repousse les mystères religieux comme incompréhensibles et comme ne lui étant pas attestés d'une manière assez convaincante, ce n'est pas pour admettre des mystères philosophiques qui ne donnent pas plus de satisfaction à ses exigences soit en eux-mêmes, soit dans leurs motifs extérieurs de crédibilité.

Or, pour commencer par ce dernier ordre d'idées, quelle base de fait M. Jean Reynaud donne-t-il à tout son système ? Nulle autre que l'immensité de l'univers, l'innombrable multitude des globes qui roulent dans l'espace, et dont les mouvements divers, ainsi que les conditions spéciales d'existence de la terre au milieu de cet incommensurable archipel, sont décrits par lui, je le répète, avec une élégante précision et mis autant que possible à la portée du lecteur le moins versé dans cette branche des découvertes modernes. Mais quelle relation nécessaire y a-t-il entre cette *majeure* (pour parler le langage de l'école) et la conclusion? Qu'on tire de là une objection contre le dogme chrétien, en supposant plus ou moins bénévolement qu'il tend à exclure l'existence d'êtres intelligents sur toute autre parcelle de matière que celle que nous habitons, ce n'est pas ce qui m'étonne, et je n'ai pas à m'occuper ici des réponses dont cette objection est susceptible; mais fût-on d'accord, soit par une interprétation plus large (et reconnue, soit dit en passant, parfaitement orthodoxe [1]), des textes sacrés et de la croyance de l'Église, soit même en les mettant à l'écart, fût-on d'accord sur la réalité, sur la certitude de ce fait, qui ne voit à combien d'explications différentes il est de nature à se prêter? Tous les mondes sont peuplés, soit : mais quelle est la condition de leurs habitants, quelle est leur origine ? Chaque terre ne peut-elle pas avoir reçu les siens du Créateur, spécialement faits pour elle, indépendants des autres races, étrangers à tout rapport passé ou futur avec les lieux où elles résident ? Le matérialisme et le spiritualisme ne s'accommodent-ils pas également de cette supposition? En quoi celle de la migration successive des âmes se rattache-t-elle par un lien plus direct à l'hypothèse admise comme point de départ ?

[1] *Conférences de Mgr Frayssinous*, 2e édition (1825), t. II, p. 206.

Une particularité curieuse vient à l'appui de cette observation. La controverse sur la pluralité des mondes, agitée plus d'une fois depuis la rénovation des connaissances astronomiques, vient d'être reprise, en Angleterre surtout, avec beaucoup de vivacité. Des savants de ce pays et même du nôtre ont pris part au débat, et une grande dissidence d'opinions s'est produite. D'une part on a soutenu que, malgré son infinie petitesse comparative, notre globe avait pu être choisi par l'omnipotence divine pour l'unique résidence de la créature intelligente, libre et exerçant, dans les liens d'un corps matériel, son intelligence et sa liberté, et devenir par cela seul, suivant le sens le plus apparent des Ecritures, le centre au moins moral de l'univers ; on a réclamé de l'autre, au nom des lois de l'analogie et de la convenance, contre une thèse qui condamnerait des millions de millions d'astres à n'être que des demeures vides, déshéritées à jamais de la pensée et de la vie; mais on ne voit pas que, d'aucun côté, on ait regardé la métempsycose comme un appendice naturel de ce dernier système, qu'on se soit prévalu des difficultés de cette doctrine pour le combattre, ou de ses avantages pour l'appuyer [1].

Il faut donc en convenir, à la prendre par le dehors, elle ne repose sur rien de solide, et c'est en elle-même qu'elle doit chercher ses titres à notre adhésion et à notre foi. Pour bien juger de leur valeur, il importe avant tout de la connaître telle que l'a formulée l'honorable penseur qui a entrepris de la remettre en crédit parmi nous.

Dieu seul est *éternel*, car lui seul ne connaît pas dans les modes de son existence la distinction du passé, du présent et de l'avenir. Mais, de toute éternité, sa puissance créatrice s'exerce, en sorte que l'univers a derrière et devant lui une durée infinie [2]. Il est également infini dans son étendue, et nul chiffre ne peut exprimer ni la mesure de l'espace qu'il occupe, ni le nombre des mondes divers dont il se compose [3] Il l'est enfin dans la continuité de sa production, c'est-à-dire que Dieu étant perpétuellement constant à lui-même, crée sans intermittence une infinité de mondes [4]. Tous ces mondes sont habités ou destinés à l'être par des créatures comme nous, c'est-à-dire composées d'une âme et d'un corps ; car il n'y a point de purs esprits autres que Dieu [5], et encore par la création est-il en relation avec la matière, si bien que l'union à des organes physiques et la mission d'en déterminer et d'en régler les mouvements complètent chez les intelligences créées la ressemblance avec leur auteur [6].

[1] J'emprunte l'analyse de cette discussion au livre de M. Henri Martin, pages 183-187.

[2] *Terre et Ciel* pages 234-240. — [3] Pages 242 et suiv., 327 et 328. — [4] Page 258. — [5] Pages 329 et suiv. — [6] Page 292.

Celles de ces intelligences qui peuplent notre terre n'y ont apparu qu'à une époque assez récente, qu'on ne peut raisonnablement reporter fort au-delà de douze mille ans [1]. Leur demeure y a été longuement préparée par les révolutions du globe [2], qui n'ont point été, comme le prétendent certains géologues, des créations et des destructions successives, mais les phases régulièrement suivies d'un progrès continu Le corps humain lui-même a dû se modeler lentement et n'acquérir que peu à peu la perfection requise pour le rendre digne d'être animé par le souffle divin [4] ; et s'il est absurde de nous donner les mollusques ou les poissons pour ancêtres [5], on doit se représenter l'architecture de nos organes s'élaborant dans les types animaux de plus en plus rapprochés du nôtre, à ce point que « quand l'homme daignera descendre, il ne » lui restera plus, pour ainsi dire, qu'à donner les dernières touches » à cette ébauche encore inclinée vers le sol et à la mettre debout en » face du ciel [6]. »

Quel avenir est réservé à notre race sur la terre ? Nous l'ignorons et nous pouvons seulement conclure, des milliers de siècles employés aux apprêts de son éclosion, que l'accomplissement de sa tâche ne sera point l'œuvre de quelques centaines d'années [7] ; mais cette ignorance n'a rien de pénible ni d'embarrassant pour nous. Le drame qui nous intéresse directement ici-bas, c'est celui de notre propre vie; et si nous n'en connaissons pas non plus les péripéties ni la durée, il nous suffit de savoir « le dénouement que grâces à Dieu nous sommes maîtres de » lui donner, » en apportant à « ce foyer de perfectionnement des- » tiné à devenir de siècle en siècle plus efficace pour les âmes qui le » traversent,..... notre part d'amélioration [8]. »

« Sans la doctrine du péché originel, il est impossible à un esprit » méthodique, en présence de tant de maux qui entourent l'homme » dès le berceau, de ne pas glisser dans le manichéisme [9]. » Il importe seulement d'en bien saisir le vrai sens. Le premier homme, dont il ne faut pas chercher l'analogue dans le sauvage de nos jours, car l'un « est entraîné vers l'avenir par le courant de la perfectibilité, » l'autre n'est « qu'une créature de rebut, » qu'une « écume déposée » çà et là par le fleuve sacré et immobilisée sur ses rives [10], » le premier homme, ou, pour parler plus juste, le premier couple, était heureux, non d'un bonheur surnaturel et fantastique, mais d'un bonheur réel autant que simple, résultat de son innocence, des soins pris par le Créateur pour sa conservation, de la contemplation des beautés de sa résidence, de l'imprévoyance du mal et d'une affection mutuelle dont rien ne troublait la paix [11]. Sa vie était une vie d'enfant, et ce fut en

[1] Pages 65, 130.—[2] Pages 123 et suiv.— [3] Page 131.— [4] Page 209.— [5] Page 211.— [6] Page 127.— [7] Page 116.— [8] Pages 138, 139 — [9] Page 173. — [10] Pages 213, 214. — [11] Pages 214, 215.

sortant de cet âge par l'usage du libre arbitre et de la raison, qu'il devint criminel, non brusquement et par un acte isolé, mais insensiblement et par le développement graduel de la conscience qui vint caractériser des infractions à l'ordre couvertes jusque là par l'ignorance de l'ordre lui-même[1]. Dès lors, le régime de la planète se transforme; le principe du mal s'y introduit pour la première fois: Dieu condamne les coupables, mais il les condamne en père ; car son arrêt se réduit « à l'établissement des épreuves qui font la grandeur de l'homme sur » la terre, qui lui servent à y préparer son avenir, et qui, au fond, ne » sont que la conséquence de la supériorité qu'il y prend relativement » aux animaux[2]. » L'homme a à soutenir une lutte incessante contre la nature, mais il la domine chaque jour davantage; il ne peut détruire ses lois : il fait mieux, il s'en sert pour la vaincre[3]; et, malgré sa faiblesse et sa misère natives, il marche dans cette voie vers un progrès indéfini qui, sans faire disparaître pour lui la fatigue attachée au travail (sensation utile d'ailleurs pour tirer l'âme du désœuvrement ou d'une contemplation trop assidue de l'infini[4]) doit changer à son avantage ses conditions d'existence dans d'incalculables proportions[5]. C'est une tâche qu'il est de son honneur et de son devoir de remplir, et autant il est exact de dire que le véritable perfectionnement est celui de l'âme, autant il est faux de penser avec le moyen âge que l'âme trouve un bon stimulant vers Dieu dans les privations et dans la douleur. « Non.... la pauvreté n'est pas un bien; non elle n'est pas » une épreuve efficace; non, elle n'est pas une régle fondamentale de » notre monde. L'universalité du bien-être y est d'une plus haute » convenance. Elle y représente le chemin du ciel, devenu plus aisé » et plus égal pour tous[6]. »

Si du reste cette sentence, susceptible de tant d'adoucissement dans ses effets, s'exécute sur la race humaine toute entière, ce n'est pas que la faute originelle ait pu se transmettre avec le sang des ancêtres à la postérité; et ici intervient le dogme de la préexistence et de la migration des âmes, pour éclaircir un mystère qui sans lui ne saurait se concilier avec l'idée et le sentiment de la justice divine. Mises en circulation, si l'on peut s'exprimer ainsi, dès l'origine des choses, successivement associées à des corps différents dans des mondes divers, les intelligences créées passent de l'un à l'autre dans l'ordre déterminé par le mérite qu'elles ont acquis ou par la responsabilité qu'elles ont encourue dans leurs précédentes demeures. Lors donc que l'une d'elles, en venant animer un corps humain, est par cela même dévouée à toutes les infirmités, à toutes les souffrances qui

[1] Pages 215-217.— [2] Page 218. — [3] Pages 72 et suiv. — [4] Pages 106-108. — [5] Pages 101-102. — [6] Pages 102-106.

sont l'apanage des habitants de notre globe, on doit conclure de là qu'à raison de sa conduite antérieure, elle est justement condamnée à les subir[1] : non par un jugement individuel émané du tribunal de Dieu comme se l'imagine le vulgaire, mais par l'application naturelle des lois générales de l'ordre[2].

Ainsi « nous ne sommes pas pécheurs parce que nous sommes fils » d'Adam, nous sommes fils d'Adam parce que nous sommes pécheurs[3]. » Et ce qui est vrai de notre soumission commune aux conséquences universelles de la prévarication primitive, l'est également de la part spéciale plus ou moins large qu'est appelé à y prendre chacun de nous en particulier ; à chaque degré de misère correspond un degré analogue de culpabilité, et cette considération peut seule fournir une réponse valable aux menaçantes réclamations des égalitaires, qui, si nous étions tous sur la terre au même titre, s'élèveraient à bon droit contre l'inégale répartition des biens et des maux[4].

Vouée à la douleur par cette réunion de souillures morales que le lien de la génération rend solidaires entre elles et avec l'antique souillure de nos premiers parents, l'humanité gémit sous le sentiment de sa déchéance et ne sait comment se relever jusqu'à Dieu dont elle n'a qu'une idée confuse et qu'elle n'entrevoit que comme un maître irrité. Pour la consoler, pour la délivrer de l'esclavage de son passé, il faut que Dieu lui-même s'abaisse jusqu'à elle ; il faut la religion du Médiateur qui, en réconciliant le créateur et la créature, en faisant monter celle-ci par la prière et descendre celui-là par la grâce, inaugure cette ère nouvelle et découvre la voie du salut. « Le ciel s'ouvre » et l'homme reconnaissant s'y dirige, en dévouant à cette fin magni- » fique tous les efforts et tous les mérites de son existence présente. » S'il porte encore la peine d'Adam, il se sent du moins allégé de sa » culpabilité originelle par la divine miséricorde..... Affranchi de » toute autre responsabilité que celle de sa vie actuelle, appelant Dieu » à pénétrer en lui et à le soutenir, se fiant au pardon et à l'amour » de son auteur, il travaille à se perfectionner et marche désormais » en pleine lumière vers la béatitude..... *Quicumque crediderit et* » *baptizatus fuerit, hic salvus erit*[5]. »

Le second âge de l'histoire de l'humanité (le premier ne comprend que les temps anté-historiques) avait été marqué par la notion de la déchéance répandue dans la masse principale des peuples ; notion qui, bien que défectueuse, constituait déjà un progrès, « car elle » implique la solidarité du genre humain et procède d'un sentiment » formel de la justice de Dieu. » La croyance à la réhabilitation par le

[1] Pages 219 et suiv. — [2] Page 281. — [3] Page 220. — [4] Pages 228, 319 et 320. — [5] Pages 220, 222.

sacrifice expiatoire de Jésus-Christ caractérise le troisième, qui dure depuis la prédication de l'Évangile jusqu'à nos jours, et auquel on peut appliquer, en l'étendant un peu au-delà de son acception commune, la dénomination de *moyen âge*. Ce n'est encore qu'une époque de préparation. Sans doute le christianisme seul est entré dans le chemin de la perfection; « c'est lui qui a eu la sainte audace de placer sur » l'autel l'Homme-Dieu, ni homme, ni Dieu, mais homme et Dieu » tout ensemble, réconciliateur, rédempteur, sauveur; et sous l'em- » pire de cet impérissable idéal, le ravissement de l'humanité dans la » carrière céleste est décidément commencé; » mais, au moyen âge, notre nature n'est considérée comme réconciliée avec Dieu que « dans » son abstraction seulement, et non dans les conditions réelles de son » existence mondaine. » La terre est toujours sous le coup de l'anathème; l'homme y vit avec gémissement dans la terreur de la mort, et la religion n'a rien de mieux à lui conseiller que le renoncement à tout ce qui passe et l'aspiration exclusive vers le règne mystique du paradis. *Rejice transitoria*, lui dit-elle par la bouche de l'auteur de l'Imitation, *et quære æterna*. Tel n'est pas le terme de notre destinée, et des signes évidents nous annoncent que nous entrons dans un quatrième âge fondé « sur la réhabilitation complète de la nature hu- » maine dans sa résidence terrestre par la conception d'un progrès » continu qui se poursuit depuis l'origine des choses jusque dans » les merveilleux lointains des temps futurs..... Que la réalisation de » tous les biens que l'imagination peut se proposer sur la terre, soit » donc désormais le but des nations. Que le globe, dépouillé de son » indépendance primitive, soumette toutes ses puissances à nos lois; » que, moyennant un travail de moins en moins onéreux, il nous » fournisse, comme un serviteur fidèle, tout ce qui est nécessaire à » l'aisance de notre vie; que, par les progrès de la politique, la pau- » vreté, la guerre, les tyrannies s'anéantissent; par les progrès de » l'éducation, l'ignorance, le vice et la méchanceté; par ceux de la » morale et de la science, les maladies; par ceux de la croyance à l'im- » mortalité, les terreurs désolantes de la mort; que les relations de » l'âme avec la matière convenablement appropriée aux appétits lé- » gitimes, loin de l'entraver, ne soient pour elle que des motifs d'ad- » miration, d'enthousiasme et de reconnaissance envers l'auteur de » la nature; enfin, qu'au lieu de rejeter comme des causes d'égare- » ment et de perdition les liens passagers qu'il est dans les conditions » de notre vie de nouer durant notre séjour ici-bas, la religion, lais- » sant tomber sur eux un reflet du Ciel pour les sanctifier, et les tour- » nant à notre profit éternel, puisse dire à l'inverse du moyen âge : » *Transitoriis quære æterna*[1]. »

[1] Pages 156-160.

Le moyen âge n'a pas connu la véritable origine de nos âmes. Plusieurs raisons s'opposaient à ce qu'elle lui fût manifestée, et la plus forte était l'imperfection de sa charité, que l'idée des fautes individuelles d'une vie antérieure devant être expiées par les souffrances de celle-ci eût risqué de tarir dans sa source. « Si l'orphelin a mérité » sa misère, si l'aveugle a mérité son infirmité, qui se présentera » pour adoucir leur infortune ? L'égoïste passera devant eux et trou- » vera dans son acquiescement au jugement de Dieu une excuse à » son indifférence. » Mais aujourd'hui « les progrès généraux de la » charité qui éclatent spontanément sous nos yeux par tant de preuves » variées et touchantes,... paraissent donner à l'humanité des garan- » ties suffisantes.... L'homme véritablement charitable.... compren- » dra que si des malheureux s'offrent sur son chemin, c'est que Dieu » a résolu, dans sa clémence, d'adoucir leur châtiment, et il le béni- » ra d'avoir daigné le choisir, non pour le témoin de sa justice, mais » pour le ministre de sa miséricorde ; il ne se verra plus simplement » comme le semblable, il sera l'ange ; et loin de se ralentir, il se sen- » tira d'autant plus stimulé qu'il comprendra plus clairement la su- » blimité de sa mission [1]. »

Nos pères ne se sont pas moins mépris sur l'avenir que sur le passé de la personnalité humaine. Leur repos éternel est la négation du principe d'activité qui est celui de la vie elle-même et dont on ne peut admettre que l'âme soit dépouillée en quittant notre globe [2] ; leur enfer avec ses flammes inextinguibles répugne à la miséricorde de Dieu, à son horreur pour le mal qu'il ne saurait vouloir perpétuer à jamais, à cette notion définitivement acquise par les progrès de la législation criminelle, que le vrai but de la peine est l'amendement du coupable [3]. Ce qui nous attend après la mort, c'est bien la récompense ou le châtiment de nos actions bonnes ou mauvaises, mais dans des conditions analogues à celles de notre existence terrestre, avec la même faculté de nous perfectionner ou de déchoir, de nous relever ou de tomber plus bas ; en d'autres termes, la continuation, à travers les myriades de mondes qui peuplent l'espace, de la série d'épreuves successives qui a commencé avec notre être et qui durera autant que lui [4]. Nos organes actuels ne nous seront jamais rendus [5] ; appropriés à une destination spéciale, ils seraient déplacés dans un milieu nouveau et n'y auraient pas même, faute de ce juste rapport entre les moyens et le but, élément essentiel de la véritable beauté, l'éclat extérieur que le dogme de la résurrection promet aux corps des bienheureux [6] ; mais les relations de nos âmes avec la matière seront dé-

[1] Pages 226-228. — [2] Pages 265 et suiv. — [3] Pages 387 et suiv. — [4] Pages 277, 286 et suiv. — [5] Pages 293 et suiv. — [6] Pages 301-303.

terminées suivant les exigences de chacun de leurs séjours par des combinaisons dont rien ne limite la merveilleuse diversité [1]. On peut supposer aussi l'acte de l'union entre l'âme et le corps s'accomplissant par un procédé autre que celui de la génération humaine, lequel ne présente au surplus dans ses données générales rien qui doive le faire exclure des mondes les plus élevés dans l'ordre moral [2], pas plus que l'amour honnête, l'attrait réciproque de deux sexes s'équilibrant et se complétant l'un l'autre, ne saurait en être banni [3].

«En résumé.... la mort est comme le point de départ d'un faisceau » de routes qui rayonnent dans toutes les directions de l'univers, les » unes s'élevant, les autres s'abaissant ou demeurant de niveau.... » Laquelle prendre? Celle qui monte tout droit.... Sur toute autre, » vous êtes conduit à stationner, à louvoyer, à balancer; au lieu que » celle-ci vous mène en ligne directe à l'infini. Et à quelle condi- » tion s'ouvre-t-elle? A condition que nous y mettions franchement » le pied dès cette vie et que nous ayons à cœur de continuer à y mar- » cher toujours.... Le ciel n'est pas une demeure, c'est un chemin... » Mais qu'y a-t-il à l'extrémité de ce chemin....? Est-ce Dieu, dans les » abîmes duquel les âmes aillent successivement s'engloutir....? C'est » ici.... que le Christianisme triomphe; car sur cette question capi- » tale, le Christianisme seul donne ici-bas la vraie leçon. Non, nous » dit cette religion supérieure, ce sommet mystérieux, ce n'est pas » Dieu qui l'occupe; c'est Dieu et l'homme tout ensemble, c'est le » type simultané des deux natures, c'est l'Homme-Dieu;... et ainsi, » même à ce sommet inaccessible, c'est toujours l'homme, l'homme » conçu par la foi dans la double perfection de son développement » personnel et de son union personnelle avec la seconde hypostase; » l'homme, en un mot, tel qu'il plaît absolument à Dieu. L'homme » est donc maître de s'élever sans fin... Toujours il aperçoit au des- » sus de lui l'idéal de l'homme, l'ineffable archétype de la création, le » modèle commun de tous les êtres libres qui nagent dans l'éten- » due.... Élançons-nous donc à l'envi vers ce type spirituel qui re- » pose dans la pensée de Dieu, et à travers lequel Dieu se plaît à con- » templer ses créatures! Poursuivons-le, non-seulement sur la terre, » mais partout; et de monde en monde, de transfiguration en transfi- » guration, si nous sommes ambitieux d'acquérir indéfiniment de » nouvelles béatitudes et de nouvelles grandeurs, appliquons-nous à » l'imiter par l'expansion de nos vertus [4]. »

Le genre de bonheur réservé aux âmes qui auront mérité l'amélioration de leur sort ne doit pas être plus un que leur nouvelle résidence. Il est permis de croire que chacune, naturellement attirée vers le point

[1] Page 296. — [2] Pages 310-315. — [3] Pages 308-310. — [4] Pages 286-288.

auquel tendent ses aspirations habituelles, goûtera des jouissances en rapport avec les affinités qui se seront développées en elle pendant la période précédente; et c'est ainsi qu'on pourrait regarder comme étant toutes également vraies les notions données par les diverses religions de la félicité à venir, et ne pas contester aux Chrétiens du moyen-âge la possession de ce repos rêvé par leurs imaginations fatiguées. La seule chose qu'il soit impossible de leur accorder, c'est l'éternelle durée de ce repos, incompatible avec la loi fondamentale de l'activité et du progrès [1]. Et qu'on ne dise pas que la seule idée de la mort est destructive du bonheur céleste; car rien n'empêche de supposer dans les régions supérieures, soit une manière de changer de résidence et d'organisme, différente de cette séparation violente du corps et de l'âme que nous appelons mort, soit une mort dégagée des circonstances extérieures qui, plus que le fait même qui la constitue, la rendent pénible ici-bas [2].

On ne saurait affirmer non plus que la mémoire du passé, dont la privation, non-seulement quant aux temps antérieurs à notre naissance, mais même quant à beaucoup de ceux qui l'ont suivie, est le signe le plus caractéristique de notre infériorité actuelle, ne nous sera pas restituée un jour, et ne viendra pas charmer notre intelligence par la contemplation de la série entière de nos existences successives et du merveilleux enchaînement de notre histoire personnelle avec l'histoire de l'univers [5].

Dieu ne voulant point le mal et ayant certainement donné aux êtres qu'il a faits libres la faculté de se perfectionner sans sortir du bien, on doit espérer qu'il y a des créatures demeurées étrangères à tout péché [4], et c'est en ce sens que l'on peut admettre l'existence des anges, tout en leur déniant l'*incorporéité* [3] et l'immutabilité [6] que leur attribue le moyen-âge, et en refusant de distinguer d'eux les âmes qui, après avoir failli dans leurs premières épreuves, se sont relevées avec assez d'énergie pour atteindre aux plus hauts sommets de l'ordre moral [7]. C'est encore une erreur de croire que les anges intercèdent pour nous auprès de Dieu : rouage inutile qui aurait dû disparaître devant la connaissance du type médiateur de Jésus-Christ [8]. Mais ils « concourent au mouvement de l'univers..... en propageant au-des- » sous d'eux leurs éclatantes lumières, en enflammant les cœurs de » tendresse et de piété, en activant partout le perfectionnement des » âmes et des mondes [9]. » Peut-être même ont-ils parfois à notre égard des missions plus spéciales, touchantes imitations de celle de Jésus-

[1] Pages 283-286. — [2] Pages 315-320.— [3] Pages 320-324. — [4] Pages 368-370. — [5] Pages 329 et suiv. déjà citées. — [6] Pages 363 et suiv. — [7] Pages 370, 371. — [8] Page 379.— [9] Page 376.

Christ lui-même, et l'on se plaît à les imaginer « sollicités par la voix
» de la charité, implorant de la Providence, comme une faveur, la faculté de descendre dans les basses sociétés, s'y incarnant, s'y confondant, s'y dévouant jusqu'à en partager les misères, et jouissant en eux-mêmes et de se sentir les ministres de Dieu dans cette servitude, et de mériter devant lui par cette immolation préméditée de leurs personnes. » Il ne répugne point « de voir, sous cette apparence sublime, tant d'illustres génies qui ont laissé parmi nous, en sillons de lumière ineffaçables, les traces de leur passage, et d'y comprendre même tant de saintes et modestes natures, qui, dans le sexe féminin surtout, n'ont marché sur la terre qu'en consolatrices et bienfaitrices : *Pertransivit benefaciendo*[1]. »

L'uniformité, l'absolu, l'irrévocable, n'appartiennent pas plus à l'enfer qu'au ciel. L'enfer, ce sont « toutes les régions de l'univers d'une condition analogue à la terre et pires encore. De même qu'en développant les principes de lumière, de vertu et de béatitude qui existent dans ce monde, notre imagination s'élève à l'idéal du ciel; de même, par le développement des principes d'aveuglement, de méchanceté et de souffrance qui se découvrent autour de nous, peut-elle arriver à des profondeurs assez affreuses pour mériter le nom d'enfer. Assemblage de monstres de toute espèce, nature hostile, corps infirmes et hideux, crimes, blasphèmes, tortures, désespoirs, toute misère est admissible pourvu que la mort n'y manque pas, car c'est elle qui sauve tout, en ouvrant, au temps voulu, la porte qui, des quartiers les plus désolés du labyrinthe pénitentiaire, conduit à des quartiers meilleurs. » On l'a déjà dit en effet, le but de la peine est l'amendement du coupable, sa mesure est la gravité de la faute, et, ni sous l'un ni sous l'autre rapport, on ne saurait concevoir un châtiment infini. Sans doute, à la rigueur et par une conséquence du libre arbitre, la succession des fautes pourrait rendre infinie celle des punitions; « mais il est à espérer que les âmes, parvenues à un certain degré de corruption, éprouvent par là même, ainsi que par l'effet croissant de leurs souffrances, un tel dégoût de leur mode d'existence, qu'elles s'écrient, comme dans le livre de la Sagesse : Nous sommes lassées dans la voie de l'iniquité ! et qu'elles demandent à Dieu ou d'être anéanties ou de changer. » — « ......Conçue dans ces termes, la loi est juste, répressive, terrible; et, contrairement à la croyance du moyen âge, elle a le mérite de n'offenser, ni le principe sacré de la miséricorde infinie, ni celui de l'immortalité naturelle de toutes les facultés essentielles de l'âme, ni celui de la prépondérance nécessaire du bien, fils du Créateur, sur le mal, fils

[1] Pages 376 377.

» de la créature. Grâces à elle, on peut dire que la société de l'univers » est la meilleure des sociétés possibles; non-seulement, comme l'en- » tendait Leibnitz, parce que cette société est la mieux disposée pour » que les effets des actions mauvaises y deviennent des causes occa- » sionnelles de bien, mais surtout et absolument parce qu'elle est la » mieux adaptée, par les souffrances de toutes sortes qui s'y dévelop- » pent, au redressement des âmes dont l'éducation s'y opère. D'où » résulte...... une conséquence pratique de la plus haute valeur pour » cette vie : c'est que les conditions d'existence attribuées à chacun de » nous, si pénibles qu'elles soient en apparence, sont au fond les plus » heureuses possibles ; elles constituent en effet, vu notre état interne, » état dont nous n'avons pas nous-mêmes clairement conscience, le » meilleur régime auquel nous puissions être soumis dans l'intérêt de » notre perfectionnement moral..... Ainsi la bonté de Dieu est si par- » faite, que ses créatures doivent le bénir, non-seulement dans les » hauteurs du ciel, mais jusque dans les profondeurs de l'enfer ; car » sa miséricorde règne en tous lieux et sur toutes choses aussi bien » que sa justice, et sa providence ordonne tout pour le mieux, non- » seulement quant à l'ensemble de l'univers, mais quant à chacun des » éléments qui le composent [1]. »

J'ai mis tous mes soins, et je crois avoir réussi, à rendre fidèlement la pensée principale de M. Jean Reynaud et tous ses développements essentiels. J'ai cité textuellement là où j'ai eu lieu de craindre l'inexactitude involontaire de l'analyse, et je me suis tenu en garde contre le danger de dénaturer en citant par des retranchements ou par des rapprochements inopportuns. En un mot, je défierais volontiers celui qui lirait partout ailleurs que dans ce recueil mon résumé seul, détaché de tout commentaire, de dire s'il émane d'un partisan ou d'un adversaire de la doctrine de l'auteur.

Et maintenant je demande simplement ceci : Cette doctrine est-elle si saisissante de vérité, si pleinement satisfaisante pour l'esprit, qu'en l'absence d'une démonstration *extrinsèque*, elle s'impose à la conviction par sa propre vertu ? Est-elle assez dégagée des obscurités, des prétendues contradictions qu'on reproche au Christianisme, pour rallier sans effort les intelligences que ces difficultés tiennent éloi- de lui ?

Je ne prends que les points les plus saillants. Cette création de toute éternité, qui ne constitue pas la créature éternelle, offre-t-elle une idée bien nette ou tout au moins exempte d'une grande subtilité [2] ?

[1] Pages 390-394.

[2] C'est exactement la même distinction qu'Arius appliquait à la personne du Verbe, engendrée, selon lui, *avant tous les temps,* mais *non pas de toute éter-*

N'a-t-elle pas à combattre à la fois, pour se faire accepter, les objections élevées contre la *création* en général, celles qui s'adressent à la conception de l'*infini* dans le *temps*, et ces terreurs de l'imagination en présence de ce même infini qui entrent bien pour quelque chose dans le scepticisme de beaucoup de nos contemporains? Se concilie-t-elle avec la théorie du progrès continu en ce sens que l'on comprenne un perfectionnement se poursuivant depuis une *infinité* de siècles et non encore accompli [1]? Est-il plus aisé de l'accorder avec la continuité infinie de la création jointe à son infinité en étendue, et peut-on admettre, même après la démonstration géométrique que prétend en donner l'auteur [2], un univers déjà infini sous tous les rapports s'accroissant incessamment de l'infini pendant toute l'éternité?

D'autre part, n'est-ce pas sacrifier la liberté de Dieu à sa fécondité, que de le représenter empreint d'une activité si essentiellement en exercice que, *de toute nécessité* [3], il doive faire sortir à chaque instant une multitude infinie d'êtres du néant? Et s'il en est ainsi, si d'ailleurs, la pensée de M. Jean Reynaud sur ce point n'est pas douteuse, la créature intelligente et libre est de toutes la plus excellente et la plus digne de son auteur, comment se fait-il que tous les assemblages de matière que nous appelons mondes n'aient pas été pourvus dès l'origine des habitants destinés à y faire régner la véritable vie? Qu'est-ce pour notre terre, par exemple, que cette période de douze mille ans tout au plus depuis laquelle elle est peuplée, comparée soit à ce passé infini de l'univers, soit même seulement à ces milliers de siècles employés à préparer l'éclosion du genre humain?

En quoi précisément a consisté cette préparation pour ce qui est du corps de l'homme? En quel sens la formation des singes a-t-elle été un acheminement à la nôtre? Y a-t-il si loin de cette pensée à l'hypothèse repoussée avec tant de dédain d'après laquelle nous serions quant à nos organes les descendants perfectionnés des animaux?

En ce qui concerne l'âme, d'où venait celle d'Adam? N'avait-elle pas parcouru déjà une suite (et sans doute une suite infinie) de phases diverses dans d'autres régions? En quel état, à quel degré de mérite ou de démérite était-elle sortie de sa dernière épreuve? Elle était

nité: distinction dont M. Albert de Broglie a dit qu'elle avait l'intention d'être claire et qu'elle parut telle apparemment aux esprits subtils de l'église grecque, mais qu'à distance et pour le sens commun, elle est assez difficile à saisir (*Correspondant*, n° d'octobre 1855, tome XXXVII, p. 130).

[1] Cette réflexion est de M. Henri Martin. *Vie future*, page 156.

[2] *Terre et Ciel*, page 258.

[3] *Terre et Ciel*, page 258.

heureuse; elle n'avait donc rien à expier? Son bonheur était d'une nature bien terne, d'un ordre bien peu élevé, c'était un bonheur d'enfant; elle n'avait donc pas marché dans la voie du progrès? Etait-elle donc de création toute récente? Dans tous les cas, quelle différence, purement arbitraire ce semble, de condition entre elle et les âmes des descendants du premier homme, dont on affirme la préexistence, les fautes antérieures à cette vie, l'assujétissement à ses misères indépendamment de l'usage qu'elles pourront y faire de leur liberté!

Que dire de cette formule imaginée pour adapter au système qu'on veut faire prévaloir la doctrine du péché originel, explication nécessaire, on le reconnaît, de l'origine du mal : « Nous ne sommes pas » pécheurs parce que nous sommes fils d'Adam, nous sommes fils » d'Adam parce que nous sommes pécheurs? » Elle dénature évidemment, sous prétexte d'interprétation, la tradition antique aussi bien que le dogme chrétien de la déchéance, et la plupart de ceux que ce mystère choque aimeront mieux, je n'en doute pas, le nier résolument que de le tourner ainsi. Quelle satisfaction offre-t-on en effet au sentiment que froisse en eux la responsabilité d'une faute non-personnelle? Que signifie (et ici je touche au cœur la croyance même à la métempsycose, abstraction faite de tous les accessoires dont elle peut s'entourer), que signifie en matière de responsabilité une identité prétendue entre le coupable et le patient, quand la mémoire n'est pas là pour l'attester à la conscience et lui donner un corps à ses yeux? M. Jean Reynaud a bien senti quel côté faible c'était pour sa théorie que cette absence de tout souvenir des existences passées, et il a voulu le couvrir en constatant d'abord que le souvenir nous fait défaut même pour une partie des incidents de la vie présente, notamment pour toute la période de notre enfance que nous ne connaissons à vrai dire que par le rapport d'autrui, puis en nous faisant espérer dans des mondes d'un ordre supérieur une illumination rétrospective qui nous révélera les traces successives de nos pas à travers nos diverses demeures : mais, de bonne foi, peut-on comparer ces lacunes dans nos réminiscences d'ici-bas qui ne portent en général que sur des faits secondaires et antérieurs au plein exercice de notre raison et de notre liberté morale, et auxquelles, on en convient, le témoignage peut souvent suppléer, et cette ignorance absolue, invincible, dont nul secours extérieur ne saurait nous tirer, de ce qui nous serait arrivé et de ce que nous aurions fait dans des situations et dans des lieux dont nous n'avons pas même la plus légère idée? Et quant à la possibilité d'un retour à venir de cette mémoire si complétement étrangère à notre état actuel, comment réagirait-elle sur cet état? Que devient la moralité de la peine, quand le criminel *en la subissant*

ne peut pas se dire à lui-même qu'il la mérite et par quel genre d'infraction il l'a encourue [1]? N'est-ce pas pour cela que, dans nos mœurs judiciaires, et malgré le silence de la loi positive, on n'exécute pas le condamné atteint de démence depuis sa condamnation [2]? M. Jean Reynaud ne récusera pas cet argument, lui qui se prévaut avec tant d'insistance de l'adoucissement de la législation criminelle contre l'éternité des peines de l'enfer, et qui va jusqu'à dire, en proclamant la mort de ce dogme, que ce ne sont ni les ironies de Voltaire, ni les doutes des sceptiques, ni les négations des athées qui l'ont emporté, mais la haute raison de nos jurisconsultes [3]. Je le répète avec assurance, le cœur de la question est là; intellectuellement et moralement parlant, point d'identité réelle sans souvenir, et l'imputation du péché d'Adam ne s'éloigne pas plus de nos idées ordinaires de justice que celle de fautes commises par nous dans un temps que ce lien essentiel ne rattache, *en aucune façon*, à notre existence d'aujourd'hui.

Quel est le vrai caractère de l'avénement et du personnage de Jésus-Christ? Je néglige entièrement ici le point de vue de l'orthodoxie, pour poser la question en dehors de toute doctrine révélée et d'après les seules données que me fournit le langage même de l'auteur. La médiation de celui qu'il ne craint pas de nommer l'Homme-Dieu est-elle à ses yeux un mythe ou une réalité? Le médiateur un simple idéal, ou bien un être substantiel dans sa double nature? On peut invoquer ses expressions dans l'un et l'autre sens. Si l'*union personnelle de l'homme avec la seconde hypostase* n'est pas une chimère, alors se représentent toutes les difficultés des incroyants contre les mystères de la Trinité et de l'Incarnation. Si le Sauveur n'est pas véritablement Dieu, mais simplement *l'homme tel qu'il plaît absolument à Dieu*, comment nous est-il proposé pour modèle, non-seulement pendant notre passage sur cette terre, mais encore pendant la suite infinie de nos migrations ultérieures? Est-ce que de nouvelles

[1] C'est encore à M. Henri Martin que je dois le fond de cette observation, qu'il complète en montrant combien il serait peu logique que la Providence ôtât à l'âme le souvenir du passé, lorsqu'elle en aurait besoin pour se garantir à l'aide de l'expérience des dangers d'une épreuve difficile, et le lui rendît quand, parvenue à une condition plus élevée et plus sûre, elle sentirait moins la nécessité d'un tel secours. (*Vie future*, pages 172, 296.)

[2] Carnot, *Commentaire sur le Code pénal*, art. 64, nos 11 et 12. — Bourguignon, *Jurisprudence des Codes criminels*, même art., no 4.— Rossi, *Traité de Droit pénal*, t. II, p. 179. — Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. Ier, pages 527-528. — « La conscience publique, disent ces derniers, ne se » troublerait-elle pas de cette peine subie par un être qui n'a plus la conscience » de l'avoir méritée? »

[3] *Terre et Ciel*, page 414.

règles de conduite, ou, si l'on veut, de nouvelles applications de la loi du progrès ne nous attendent pas dans des milieux nouveaux? Et par quel singulier privilége cette misérable petite planète, atome imperceptible dans l'immensité de l'univers, aurait-elle été prédestinée à recevoir un tel hôte et à offrir à tous les mondes le type absolu de la perfection? On aurait mauvaise grâce à se moquer du rôle prépondérant que lui attribuaient l'ignoranee et l'orgueil de nos pères. Puis encore, si l'imitation de Jésus-Christ doit être le but de tous nos efforts dans un avenir sans limites, comment se fait-il que, dans le présent, il nous faille commencer par prendre le contre-pied de ses enseignements en rejetant d'une manière si péremptoire ces maximes d'abnégation qu'on met, je le sais, sur le compte exclusif du moyen-âge, mais qui n'en sont pas moins littéralement écrites dans l'Évangile? Enfin, qu'est-ce que cette réconciliation opérée par le Christianisme, qui *allège l'homme de sa culpabilité originelle?* Si, comme on le soutient, la souffrance n'est pas un mode d'*expiation* proprement dite, mais seulement un moyen d'amendement du coupable, comment la Passion de Jésus-Christ, innocent, et chez qui il n'y avait rien à amender, aurait-elle apaisé la justice divine et racheté les crimes des hommes[1]?

Si M. Jean Reynaud, au nom de l'activité inhérente à notre nature, repousse le repos éternel comme synonyme d'un engourdissement et d'un ennui sans fin, beaucoup d'âmes ne verront-elles pas dans cette mobilité indéfinie qu'il préconise une violence faite au besoin de stabilité et de paix qui leur paraît se rattacher aussi à l'essence même de notre être? Se contenteront-elles des intervalles momentanés de calme qu'il veut bien accorder à la spécialité de leurs désirs? Sous un autre rapport, la philosophie anti-sensualiste s'accommodera-t-elle de cette satisfaction offerte à toutes les aspirations, de cette variété de jouissances faite pour réaliser tous les rêves de bonheur? Et le droit de cité, réclamé pour la *Vénus-Uranie* dans le séjour des bienheureux[2], ne lui causera-t-il pas quelque ombrage?

N'est-ce pas une conception plus poétique que rationnelle que celle de ces créatures d'un ordre supérieur venant s'incarner parmi nous? N'introduit-elle pas dans la famille humaine un bizarre et inadmissible mélange d'origines et de conditions morales?

[1] L'auteur, qui a cru devoir adopter la forme du dialogue, se fait faire cette objection par le *théologien* chargé de donner la réplique au *philosophe,* interprète de sa propre pensée; et ce dernier, qui s'était attaché jusque là à résoudre toutes les difficultés proposées par son interlocuteur (très-faiblement en général, il faut le dire, et par simple manière d'acquit), n'essaie pas même de répondre à celle-là. (Pages 411-416.)

[2] Page 308.

S'il est rigoureusement possible que la persévérance dans le mal prolonge à l'infini la durée des châtiments, s'il est seulement *à espérer* que cette chance terrible ne se réalisera pas, et si Dieu a prévu qu'une seule âme dût la subir, tous les arguments de Rousseau contre la création d'un être prédestiné à la damnation reparaissent, et il ne sert de rien d'avoir écarté le dogme des peines éternelles tel que le professe l'Église.

Je m'arrête, et ne veux pas entrer dans les considérations théologiques, morales et sociales, que M. Henri Martin a si bien traitées et que j'aurai occasion d'indiquer en parlant de son livre. J'en ai dit assez, ce me semble, pour pouvoir renouveler avec quelque assurance mes premières interrogations : à savoir si le symbole, dont je viens de parcourir les principaux articles, *commande* l'assentiment de la raison, et si, après avoir secoué le joug de la révélation chrétienne, elle se sent disposée à se courber sous celui-ci.

La réponse pour moi n'est pas incertaine. Non qu'il ne se trouve des esprits, et même des esprits distingués (l'exemple de M. Jean Reynaud l'atteste), qui ayant rompu avec nos croyances, prévenus de l'idée de leur opposition radicale avec les lumières et la civilisation modernes, fatigués cependant du scepticisme ou effrayés de ses résultats, cherchent dans des combinaisons plus ou moins ingénieuses les éléments de cette foi dont ils ne sauraient se passer. Mais c'est là une évolution de l'âme pressée entre une tendance impérieuse de sa nature et l'obstacle qui lui barre le vrai chemin pour la satisfaire ; ce n'est pas une opération logique de l'intelligence. Une seule alternative est logique, et, à travers toutes les inconséquences de détail, la logique en somme ne perd jamais entièrement ses droits : ou s'incliner devant une religion qui parle au nom de Dieu même, qui nous offre, avec un enseignement précis, une autorité permanente pour en maintenir l'unité et en fixer le sens, dont on peut contester les preuves, mais qui seule, après tout, a des preuves à produire ; ou n'admettre sur nos relations avec l'infini que ce que la raison peut se démontrer à elle-même, c'est-à-dire tout au plus quelques vérités fondamentales, et s'en tenir pour le reste à un doute respectueux ou moqueur, grave ou léger, inquiet ou insouciant, selon la trempe des caractères et l'influence des habitudes. Quant au mysticisme *à priori*, enfant bâtard du rationalisme et de l'imagination, qu'il faut accepter sur son propre témoignage, et que son origine même voue à une éternelle mobilité [1], ce n'est que par exception qu'il peut être pris au sérieux. Et par-

[1] On m'objectera peut-être comme base d'autorité en faveur du système développé dans *Terre et Ciel* la tradition de l'Orient sur la métempsycose ; mais qui ne sait combien les éléments de cette tradition sont incohérents entre eux, de

mi ceux qui auront arboré son drapeau pour avoir un drapeau quelconque, neuf sur dix au moins, je l'affirme, pour peu qu'on les presse sur les difficultés de leur système, finiront par faire bon marché de toute sa partie positive pour se retrancher dans la négation qu'il implique et, en dernier lieu, dans ce *que sais-je?* qui est, dans cet ordre d'idées, au bout de toutes les négations.

Aussi, si la publication de M. Jean Reynaud exerce une action réelle, cette action ne saurait être que négative et purement critique. Sinon dans sa pensée, au moins dans le fait, l'attaque aux dogmes catholiques constitue le fond de son œuvre. Quelle est la portée de cette attaque? Elle n'est dirigée, à vrai dire, que sur deux points : l'importance privilégiée que le Christianisme assigne dans la création à cette terre, reconnue maintenant si peu centrale et si chétive, et l'éternité des peines de l'enfer. Sur l'un et sur l'autre elle est conduite avec vigueur et talent; mais a-t-elle démasqué quelque batterie nouvelle? Il ne m'a pas été donné de l'apercevoir. La brillante revue que passe M. Jean Reynaud de l'armée céleste n'apprend rien qu'on ne sût déjà sur l'immensité de ses phalanges; et les conséquences qu'il en tire, d'autres les avaient déduites avant lui. Quant à la question de la damnation éternelle, son argument le plus triomphant, je l'ai déjà dit, est emprunté à la théorie de la pénalité telle qu'elle a prévalu, selon lui, parmi nos criminalistes; et cet argument a le vice, qu'un peu d'étude ou de réflexion suffit pour faire saisir, de prendre une doctrine tout au moins fort controversée[1] pour base d'une induction que plus d'une différence essentielle entre la justice des hommes et celle de Dieu rendrait en tous cas très suspecte[2]. Ailleurs encore l'auteur prête

quelles fables grossières ils sont mêlés et à quel point il a fallu les modifier pour les adapter à la théorie moderne? Pour n'en donner qu'un exemple, les migrations successives dans le bouddhisme doivent aboutir à l'absorption de l'âme dans le sein de la divinité, et M. Jean Reynaud qualifie cette théologie de *mysticisme insensé.* (Page 287.)

[1] Voir *Théorie du Code pénal* de MM. Chauveau et Hélie, t. Ier, pages 67-71.

[2] Ici encore je ne puis mieux faire que de me référer à ce que dit M. Henri Martin, pages 284-289. J'ajoute une seule observation : C'est que ceux-là même qui donnent pour but à la peine l'amélioration des coupables, s'appuient, non sur un devoir d'équité ou de bienveillance envers l'individu, mais sur l'intérêt bien compris de la société, qui profite autant, dans leur pensée, d'un seul exemple remarquable de la réforme d'un criminel que de vingt exemples de punition. M. Charles Lucas, l'un des chefs de cette école, s'en explique en termes formels, et va jusqu'à dire : « qu'offrir la répression sous le rapport exclusif de son utilité pour celui qui la subit, ce ne serait pas même indiquer le fondement de sa légitimité. » (*Du système pénal*, etc., p. 271). Or, le point de vue de l'intérêt social est un point de vue essentiellement relatif, étranger à la notion pure et absolue de la justice, telle qu'elle existe en Dieu. Aussi le même auteur ne fait-il pas difficulté de reconnaître une justice divine très différente de la justice

le flanc à une réfutation facile ; c'est quand, par une confusion assez extraordinaire après les explications données par les apologistes de la foi sur le sort à venir des infidèles et des hérétiques [1], il nous représente « tant de millions d'âmes qui ont traversé la terre sur les points » où il avait plu à Dieu de les faire naître, soit dans les Gaules, soit » dans l'Égypte, soit dans l'Inde, soit sous l'empire de Bouddha, soit » sous celui de Zoroastre, de Confucius ou de Mahomet, sans autre » préoccupation que de se concilier, par l'exactitude de leur conduite » et de leurs sacrifices, la faveur céleste, » quand il nous représente, dis-je, ces âmes, suivant la théologie catholique, « *à jamais dans les » flammes, confondues en une commune détresse avec les plus exécra- » bles scélérats dont la présence ait déshonoré notre monde* [2]. » Lorsqu'il suffit d'un mot pour faire tomber cette affreuse fantasmagorie, elle sert évidemment, plus qu'elle ne peut lui nuire, la cause contre laquelle on en a hasardé l'emploi [3].

Ce qu'il y a de plus remarquable dans la polémique de M. Jean Reynaud, c'est sa prétention de ne contredire aucun article de foi expressément défini par l'Église, et les efforts d'érudition qu'il fait pour la justifier. Prétention singulière, efforts dont nul lecteur catholique ne sera tenté de croire le succès possible ; car il n'est pas besoin d'avoir compulsé les canons des conciles et les écrits des Pères pour douter s'il y a place au foyer de l'orthodoxie pour un enseignement qui transforme comme on l'a vu le dogme du péché originel, qui nie implicitement la vertu expiatoire du sacrifice de Jésus-Christ, qui nie formellement la spiritualité des anges, leur intercession et celle des saints, la résurrection de la chair, le bonheur éternel des justes, la réprobation éternelle des méchants. Voir dans toutes les propositions, que contredit un tel enseignement, autant d'interprétations arbitraires de la scolastique étrangères à la substance du dogme proprement dit, c'est vraiment faire au moyen-âge un honneur et une injure également immérités ; et je m'étonne de trouver une intelligence élevée

des hommes; et ce qu'il reproche à celle-ci dans son argumentation contre la peine de mort, c'est précisément de vouloir usurper la mission de celle-là. (Page 109.)

[1] *Conférences de M. Frayssinous*, 2e éd. (1825), t. III, pages 396-451. — *Études philosophiques sur le Christianisme*, par Aug. Nicolas, IIe partie, ch. 14; t. III, pages 278-352, 3e éd.

[2] *Terre et Ciel*, pages 400, 401.

[3] Pour ne pas tomber moi-même dans l'écart que je signale, je reconnais franchement qu'il y a un profond mystère dans cette disposition de la Providence qui a privé jusqu'à ce jour un si grand nombre d'hommes du moyen direct de salut réservé à la possession de la vérité ; mais ceux qui de ce mystère tirent une objection en affaiblissent l'effet, lorsque pour la grossir ils imputent au Catholicisme des maximes qu'il ne professe réellement pas.

accessible à une pareille illusion. Mais en même temps je note ce fait comme symptôme de l'état des esprits à notre époque. Non, le temps n'est plus où les adversaires de la religion signalaient en elle un grossier tissu d'impostures, un monument de l'ignorance et de la crédulité de nos aïeux. Pour la combattre aujourd'hui, on cherche un point d'appui sur son propre terrain; on veut persuader ou plutôt on se persuade à soi-même (car encore une fois je suis loin de suspecter la bonne foi de l'honorable écrivain) qu'on est d'accord avec elle sur le fond des choses et qu'on n'en veut qu'à des développements parasites de sa doctrine qui en ont altéré l'harmonie et la pureté; on proteste contre « les emportements du XVIIIe siècle et de ses sectateurs [1]. » Est-ce là pour l'Église un signe d'affaiblissement et de décadence? N'est-ce pas plutôt un sujet de confiance et de légitime espoir ?

Elle a encore une autre obligation à M. Jean Reynaud; elle lui doit, en partie du moins, un bon livre, celui de M. Henri Martin. Si en effet le plan de l'estimable doyen de la Faculté des lettres de Rennes embrasse une question à peine touchée dans *Terre et Ciel*, plus du tiers du volume répond directement à ce dernier ouvrage et a été inspiré par le désir d'en relever les erreurs.

Sous ce titre : *la Vie future*, M. Henri Martin a écrit l'histoire et l'apologie de la doctrine chrétienne sur notre destinée après la mort. Il prend cette doctrine à son berceau, c'est-à-dire à l'origine du genre humain d'où date véritablement le Christianisme, et, dans une première série de chapitres, il recherche ce qu'elle a été chez son plus ancien dépositaire connu, chez le peuple hébreu, et si, comme on l'a souvent allégué, ce peuple a été privé de la notion de l'immortalité de l'âme et de la rémunération à venir. Mais avant tout il fait remarquer que ce point, débattu, même entre chrétiens, n'intéresse pas autant la foi qu'on le pense communément peut-être, et qu'on pourrait aller sans la compromettre jusqu'à avouer que les Israélites, n'ayant reçu qu'une révélation partielle, *ignoraient* le dogme de l'autre vie, pourvu qu'on ne leur en impute pas la *négation*, laquelle eût constitué la profession de l'erreur : observation importante et généralement peu connue, que l'approbation donnée au livre par deux membres éminents de l'épiscopat [2] ne permet pas de confondre avec les paradoxes théologiques de M. Jean Reynaud.

C'est donc, comme il le dit, avec impartialité et indépendance qu'il a pu choisir entre les diverses opinions émises à cet égard; et c'est après un examen approfondi qu'il s'est arrêté à celle de saint Augustin, de Leibnitz et de Bossuet, d'après laquelle le dogme dont il s'agit

[1] Page 222.
[2] Mgr l'évêque de Rennes et Mgr l'évêque de Coutances et d'Avranches.

aurait été insinué par Moïse et les autres écrivains inspirés des premiers temps, mais seulement d'une manière énigmatique et voilée, la grossièreté du peuple juif ne s'accommodant pas encore de son élévation et de sa pureté; puis le voile, qui d'ailleurs n'avait jamais été impénétrable pour l'élite de ce peuple, se serait soulevé peu à peu devant la masse elle-même et n'aurait entièrement disparu que par la prédication de l'Évangile. Telle est la thèse qu'il développe en l'appuyant sur des considérations générales et sur des textes puisés dans les différentes parties de l'Ancien-Testament et commentés avec une simplicité judicieuse, sans exagération et sans subtilité. Il prend pour point de départ une démonstration qui a de l'intérêt par elle-même, celle du caractère universel, et non purement local, comme le voulait Voltaire, du Dieu de la Bible et de la religion mosaïque. Puis, pour répondre à ceux qui s'étonnent du mystère fait aux Hébreux d'une vérité de premier ordre, il consacre un chapitre, qui m'a particulièrement frappé, à indiquer les motifs au moins probables de ce mystère, le double danger auquel il devait pourvoir : danger de voir, chez des hommes si enclins à l'idolâtrie, la croyance à l'immortalité amener l'apothéose des morts illustres; danger de laisser s'introduire parmi eux, à la suite de cette croyance, les superstitions qui l'accompagnaient en Egypte et dans le pays de Chanaan. Ces périls diminuèrent à mesure que les Juifs, instruits par leurs malheurs et surtout par la grande épreuve de la captivité, s'affermirent dans le culte exclusif du vrai Dieu ; la manifestation de la doctrine primitivement tenue dans l'ombre dut suivre une progression analogue et la suivit en effet.

Cependant certains auteurs assignent une autre cause à ce changement successif dans le langage, et suivant eux dans les idées des écrivains sacrés, et s'imaginent que les anciennes opinions des enfants d'Israël ont été modifiées par celles des nations étrangères. M. Henri Martin s'applique à combattre cette hypothèse ; il parcourt les dogmes des peuples qu'ils ont eus pour voisins, aussi bien que l'histoire de leurs relations avec eux, et conclut qu'il n'en est aucun dont ils aient pu rien emprunter sur cette question capitale, et que dans la manière dont ils l'ont envisagée à toutes les époques, il y a eu, à travers les phases diverses d'un épanouissement graduel, une unité constante, originale et n'ayant rien de commun avec les croyances du reste de l'antiquité. Il ajoute encore : moralement supérieure à ces croyances, et des rapprochements instructifs se pressent sous sa plume pour justifier cette assertion.

La résurrection de la chair lui fournit le sujet d'une discussion spéciale où je remarque surtout une solution fort ingénieuse de la difficulté qu'on oppose souvent à la réunion au dernier jour de toutes les

molécules de matière ayant composé le corps de chacun de nous et dont plusieurs ont pu concourir depuis à la formation d'autres corps humains : comme si cette réunion était indispensable pour reconstituer l'identité d'un être organisé, comme si, pendant la vie même, cette identité ne persistait pas malgré le renouvellement intégral des éléments moléculaires de l'agrégat primitif.

Enfin, naturellement conduit de la résurrection au séjour qui attend les bienheureux ressuscités, il aborde la question de la pluralité des mondes, dont l'auteur de *Terre et Ciel* fait le pivot de toute la religion ; et la réduisant à des proportions plus vraies, après avoir exposé les opinions divergentes, et constaté que toutes, à part celle qui rattache fort gratuitement à la diffusion de la vie par tout l'univers le système de la migration des âmes, ne contiennent en elles-mêmes rien de contraire à l'autorité des livres saints et de l'Église, il exprime sa tendance personnelle à considérer les globes habitables autres que le nôtre comme les résidences qui attendent les âmes des justes revêtues de leurs corps transfigurés et glorieux ; mais il ne donne cette pensée que pour une simple conjecture sur un point qui en définitive n'importe pas à l'homme dans sa condition actuelle et qui ne doit inquiéter ni sa foi ni sa raison ; et c'est par cet acte d'une modeste et sage réserve qu'il termine la première partie de son travail.

Dans la seconde, ainsi que je l'ai annoncé, il se propose plus particulièrement de réfuter M. Jean Reynaud. Il s'attache d'abord à détruire les idées fausses que ses discussions théologiques pourraient faire naître chez des lecteurs peu instruits sur ce qui est de foi rigoureuse en ces matières ; et, dans ce but, il commence par soumettre au contrôle de l'Écriture sainte la doctrine de la préexistence et de la migration des âmes, met à nu la faiblesse des explications imaginées par l'auteur de *Terre et Ciel* pour éluder la précision des textes qui la condamnent, celle des inductions qu'il a cru pouvoir tirer en sa faveur de certains passages, et montre dans l'Évangile Jésus-Christ lui-même établissant, à l'encontre des Pharisiens, chez qui elle paraît avoir trouvé quelque crédit, qu'aucun mérite ou démérite personnel, antérieur à cette vie, n'influe sur les chances favorables ou contraires qu'y rencontre chacun de nous. Il examine ensuite, relativement au même point, l'enseignement de l'Église dans ses deux branches principales, les décisions des Conciles et les sentiments des Pères ; et sur ce champ de bataille son triomphe est, s'il se peut, encore plus décisif. Ainsi il fait tomber toute l'argumentation échafaudée par M. Jean Reynaud sur les actes du second concile de Constantinople et des conciles de Florence et de Trente, les seuls qui à sa connaissance eussent eu à s'occuper des peines de l'autre vie, d'une part en produisant un texte qui ne permet plus de restreindre les anathèmes de

la première de ces assemblées à certaines erreurs d'Origène indépendantes du système, pris en soi, de la métempsycose, de l'autre en transcrivant un décret du quatrième concile de Latran qui proscrit nettement ce système par cela seul qu'il professe en termes exprès l'éternité des peines et des récompenses réservées, au sortir de ce monde, aux méchants et aux bons. Ainsi encore il rectifie une grave erreur échappée à l'honorable écrivain qu'il combat, en faisant voir que si saint Augustin a pu incliner vers l'hypothèse de la préexistence des âmes, c'est uniquement dans le sens de leur existence en germe dans l'âme d'Adam, avec laquelle elles auraient péché, et de leur transmission successive aux corps humains destinés à les recevoir, et que le grand docteur n'a pas hésité à rejeter comme hétérodoxe l'opinion qui leur attribuerait une ou plusieurs périodes intermédiaires d'activité dont elles auraient à répondre en venant résider ici-bas.

M. Henri Martin ne s'en tient pas là; il entreprend la défense rationnelle des dogmes dont il vient de prouver l'exactitude théologique, et, dans une suite d'observations, dont l'analyse m'entraînerait trop loin, il applique une réponse topique à chacune des objections élevées soit contre le péché originel tel que l'entend l'Église et contre la création successive des âmes, soit contre l'éternité des récompenses et des peines. Puis, passant du domaine de la philosophie pure à celui de la morale, il recherche laquelle de la doctrine catholique ou de celle qu'on veut lui substituer est le plus favorable au règne de la vertu sur la terre; il demande avec une juste confiance si la persuasion que nul ne souffre sans l'avoir individuellement mérité n'est pas, de nos jours encore, quoi qu'on en dise, un peu moins propre à stimuler la bienfaisance que la notion chrétienne de notre égalité native dans la déchéance commune et dans le commun espoir de la réhabilitation; si la crainte d'un irrévocable châtiment ne fait pas un peu mieux rentrer le coupable en lui-même, n'arrête pas un peu plus efficacement l'innocence chancelante sur le bord de l'abîme, que la perspective de cette série infinie d'épreuves qui n'offre à l'imagination rien de beaucoup plus effrayant que la continuation de l'existence actuelle et de ses vicissitudes; si l'esprit de détachement et de sacrifice auquel on reproche, en en exagérant les effets, d'annihiler les facultés humaines, n'est pas nécessaire pour en régler l'usage et pour rendre possible, dans les circonstances difficiles, l'accomplissement même du devoir. Il va plus avant encore, et aborde résolument ce terrain du progrès dont les adversaires du christianisme semblent avoir fait leur citadelle; il revendique avec avantage pour la foi catholique l'honneur et le mérite de savoir, plus sûrement que toutes les conceptions des novateurs, conduire les sociétés au but que leur assigne la Providence, tout en maintenant dans leur sein l'harmonie et la paix; et à

cette occasion il fait bonne justice de la prétention, dirai-je outrecuidante ou naïve? de désarmer les égalitaires en leur prêchant la préexistence des âmes et la juste répartition entre elles, eu égard à leur passé, des biens et des maux du présent; théorie qui ne tend à rien de moins qu'à justifier le régime des castes, dont l'introduction dans l'Inde a effectivement concouru avec l'établissement de ce régime, et qui par cela même ne saurait sur la terre de France que blesser profondément les classes souffrantes et provoquer de leur part une violente répulsion. « La vraie médiatrice entre le riche et le » pauvre est la charité chrétienne, enseignant à tous l'égalité devant » le souverain Juge et le précepte de l'affection mutuelle : aux uns le » devoir de venir en aide à leurs frères, la difficulté du salut dans » l'opulence, la nécessité pour les riches de racheter leurs fautes par » l'aumône; aux autres la dignité de la pauvreté honorée et sanctifiée » par l'exemple du Christ, et déclarée par lui heureuse, parce qu'elle » ouvre un accès plus facile vers l'héritage éternel. Voilà le langage » qu'un prolétaire qui a l'honneur d'être citoyen français peut écou- » ter avec respect et avec amour, pour peu qu'il ait le bonheur d'être » chrétien de cœur, ou d'être disposé à le devenir. Après ces nobles » et encourageantes paroles de la religion, bien différentes des dé- » clamations perfides de ceux qui le flattent pour l'égarer, il pourra » entendre avec fruit des vérités sévères et d'utiles conseils contre les » vices qui sont trop souvent la cause ou du moins le complément » et l'opprobre de sa misère. Au contraire, tous les pauvres, même » les plus calmes et les plus résignés, repousseront avec une juste » indignation l'accusation odieuse et stérile du philosophe qui leur » impute des fautes imaginaires, dont leur conscience ne les accuse » pas. Avec l'instinct du bon sens, ils comprendront tout de suite » qu'une doctrine qui contredit la conscience et calomnie le malheur » a tort de se vanter d'être dans la voie du progrès [1]. »

Je ne pouvais mieux finir que par cette citation. Ne m'autorise-t-elle pas à conclure qu'une croyance ainsi défendue contre des adversaires très-habiles sans doute, mais également impuissants à varier le fond de leurs attaques et à remplacer ce qu'ils se flattent de détruire, n'est pas encore réduite, comme ils le disent [2], à se mutiler de ses mains ou à mourir?

E. DE FONTETTE.

[1] Pages 324, 325.
[2] *Terre et Ciel*, page 414.

QUESTION D'ORIENT.

LES PARTISANS DE LA GUERRE

AU POINT DE VUE CONSERVATEUR.

Dans le courant de l'année 1853, la guerre rencontrait en Europe deux sortes d'adversaires. Les uns la repoussaient parce qu'elle allait arrêter le mouvement industriel et nuire au développement du bien-être général; les autres, parce qu'elle compromettait les intérêts conservateurs.

Dans la séance du Parlement anglais du 31 mars 1854, lord Palmerston répondait ainsi à l'un des ardents défenseurs de la paix :

« On demande quel intérêt a l'Angleterre à cette guerre? Pour l'honorable membre toute la question se réduit à des chiffres; et je ne doute pas que si l'Angleterre était menacée d'une invasion de nature à finir par la conquête, un papier à la main, il supputerait la dépense à faire pour se défendre et les contributions de guerre que pourraient exiger les ennemis: et la conclusion serait qu'il est encore meilleur marché de se soumettre que de se défendre... La question est de savoir si l'Europe doit se prosterner aux pieds d'une grande et écrasante puissance... »

Lord Palmerston relevait le débat à sa juste hauteur en combattant, dans cette circonstance, une tendance trop commune de nos jours, à ne considérer le monde que comme un grand marché et à faire abstraction des intérêts de dignité et d'influence morale. Avoir du coton, du pain, des demeures commodes, des voies de transport économiques, ne suffit pas aux nations. Il faut qu'elles sachent suspendre à propos le cours de leurs progrès pacifiques pour défendre leur honneur et leur avenir; c'est ainsi qu'elles garantissent leurs intérêts matériels.

L'avilissement est une mauvaise voie pour assurer la permanence du bien-être. Il y a vingt ans, M. de Chateaubriand écrivait déjà : « Une des plus dangereuses erreurs serait de vouloir tout ramener au *positif*; résoudre les problèmes de l'ordre social par des chiffres, c'est se proposer un problème insoluble. Avec des nombres, vous n'élèveriez aucun monument, vous banniriez les lettres et les arts comme des superfluités dispendieuses, vous ne demanderiez jamais si une entreprise est juste et honorable, mais si elle rapportera quelque chose. Un peuple accoutumé à voir seulement le cours de la rente et l'aune de drap vendue se trouve-t-il exposé à une commotion, il ne sera capable ni de l'énergie de la résistance ni de la générosité du sacrifice... une foule de vertus tient aux armes. »

Je demande pardon de la longueur de la citation. J'ai cru que les paroles de M. de Chateaubriand n'ôtaient aucune force à celles de lord Palmerston.

L'opposition à la guerre, au point de vue conservateur, s'appuyait sur des raisons graves.

La Russie, disait-elle, est la seule puissance qui, à un moment donné, puisse rallier le parti conservateur européen, la seule qui inspire des craintes au parti révolutionnaire. Il faudrait un intérêt de premier ordre et une nécessité absolument démontrée pour tourner contre elle des efforts beaucoup plus utilement employés à combattre en commun les idées démagogiques. Or, cette nécessité n'existe pas. Il faut laisser aux diplomates le soin de faire végéter tant bien que mal l'empire ottoman, et ne pas donner au monde le scandale d'une lutte terrible engagée en faveur d'un peuple persécuteur de la croix. Quel résultat, en définitive, obtiendra-t-on de la guerre? Si elle est favorable à la Russie, Constantinople, avec ou sans le croissant, ne sera plus qu'une dépendance de Pétersbourg, et on aura précipité la crise qu'on voulait arrêter. Si la Russie est vaincue, la Turquie ne sera pas sauvée, et les révolutionnaires auront la joie de voir tomber leur ennemi le plus redoutable.

En France, on ajoutait aux arguments purement conservateurs, des raisons tirées de l'intérêt national. On déplorait une rupture avec la Russie, l'alliée naturelle de la France, disait-on. Les premiers coups de canon devaient provoquer une guerre avec l'Autriche, qui ne briserait certainement pas ses anciens rapports avec le nord. La force des choses nous entraînait, dès-lors, à une guerre révolutionnaire avec son cortége de maux incalculables et les chances de revers effrayants. Si nous n'avions aucun avantage sérieux à attendre d'une rupture avec la Russie, nous avions tout à redouter d'une alliance avec l'Angleterre. C'étaient ses intérêts et non les nôtres que nous allions soutenir, c'était elle et elle seule qui recueillerait le fruit de nos

victoires en admettant l'hypothèse la plus favorable. On doutait, en outre, de la possibilité de transporter et d'entretenir une armée à une distance si considérable; un craignait un désastre pareil à celui de 1812. Toutes les chances n'étaient-elles pas pour les Russes, qui combattaient sur leur propre territoire ?

Ainsi la guerre était redoutée et à cause des ennemis qu'on trouverait devant soi et à cause des alliés avec l'appui desquels on devait agir. Ce qu'on prévoyait effrayait autant que ce qu'on n'osait prévoir.

Cependant les débats du Parlement anglais, les documents diplomatiques vinrent donner un cours nouveau aux appréciations du public. Les dépêches françaises produisirent, en général, une impression favorable, parce qu'elles étaient écrites d'un ton propre à flatter l'amour-propre national et qu'elles ne contenaient aucun encouragement pour les idées révolutionnaires. Une portion du public français entrevit, dès-lors, dans les événements qui se préparaient, des chances heureuses pour le pays. Voici, si je ne me trompe, quel était et quel est encore l'enchaînement des conséquences qu'il tirait de la comparaison des faits anciens avec l'état actuel.

Depuis plus de 60 ans, l'Europe est sous l'impression d'une double anxiété par rapport à la France. Malgré des relations passagèrement amicales et des tentatives d'alliances intimes avec elle, jamais les gouvernements conservateurs n'ont cessé de la surveiller. Ils voient toujours, prête à passer ses frontières, une horde de révolutionnaires venant ébranler tous les trônes, une armée de soldats destinée à la conquête du monde. Aucun des gouvernements qui se sont succédé dans notre pays ne leur a donné une sécurité entière ; aucun n'a eu le temps, l'occasion ou la volonté de rassurer pleinement l'Europe sur nos desseins. Les dernières grandes guerres avaient amené des désastres inouïs après des succès immortels. La Restauration, accablée sous le poids d'une rançon exorbitante, avait acquitté les engagements du pays avec une probité et une exactitude admirables. Au milieu des embarras de tout genre, elle avait fondé un gouvernement de libre discussion, accru la richesse nationale, fait des entreprises heureuses et glorieuses. Elle aspirait à effacer les douloureux traités de 1815; déjà on regardait avec inquiétude le réveil d'une ambition qu'on se flattait d'avoir découragé par la dure leçon des traités de Paris; et d'un autre côté, les progrès de l'opposition libérale laissaient pressentir un réveil également inquiétant de la puissance révolutionnaire.

Les événements de juillet accrurent les terreurs de l'Europe. L'ordre politique fut de nouveau profondément ébranlé. En vain le gouvernement de 1830 prodiguait-il des assurances pacifiques, et faisait-il tous ses efforts pour pratiquer une politique conservatrice.

On lui accordait assez d'égards pour ne pas rallumer trop vivement les ardeurs guerrières du pays, assez peu pour qu'il sentît son isolement. Si on aimait à voir la France occupée de ses dissensions intimes parce qu'elle en était affaiblie, on craignait que ses discordes ne prissent les proportions d'une révolution qui se communiquerait au reste de l'Europe.

Le coup de tonnerre de 1848, en compromettant l'ordre social, ne fut pas de nature à réveiller les sympathies des monarchies. — La France était donc dans une situation équivoque au point de vue de ses relations extérieures. Trop révolutionnaire pour inspirer de la confiance aux cabinets conservateurs, trop conservatrice en réalité pour se mettre de nouveau à la solde de la révolution, elle n'avait sa place marquée dans aucun camp, et son influence en souffrait visiblement.

Depuis la révolution de 1830, une véritable coalition morale avait succédé aux coalitions militaires d'une autre époque. La Russie en était la tête. Cette puissance, qui avait joué un si grand rôle dans nos derniers désastres, avait une liberté d'allures qu'elle tenait de sa situation géographique, de l'état de ses populations, de son éloignement du centre où s'agitaient les idées nouvelles. Une seule fois la révolution l'avait attaquée; ce fut en vain. Les sympathies d'une partie de l'Europe n'avaient pas empêché la ruine de la malheureuse Pologne. — L'énergie de l'empereur Nicolas, sa haine pour les révolutionnaires, le calme dont jouissaient ses Etats, tandis que l'Europe était en combustion; son habileté à faire pénétrer partout l'idée de sa force et de son désintéressement, et à se faire considérer comme le contrepoids nécessaire de la révolution ; tout, en un mot, concourait à faire de ce souverain le chef de la ligue conservatrice et le modérateur de l'Europe.

L'Allemagne, où s'exerçait particulièrement la prépondérance russe, n'ignorait pas les dangers cachés sous des dehors d'amitié. L'Autriche surtout voyait avec jalousie ses succès contre l'Empire ottoman. Les dépêches de son envoyé à Constantinople, au moment du traité de Kainordji, attestent les méfiances qu'elle entretenait dès-lors, méfiances dont la manifestation s'est renouvelée plus d'une fois depuis cette époque. Quand l'Autriche parvenait à oublier les tempêtes de l'Occident, elle sentait qu'il fallait opposer des digues aux flots de l'Orient; mais la pensée de la révolution surgissait bientôt comme un spectre. Du côté de la Russie était le danger lointain, l'affaiblissement insensible. mais le secours immédiat contre les dangers prochains. — Du côté opposé, le péril imminent, la révolution ou la conquête. On cédait aux nécessités les plus fortes, et la Russie resserrait les liens qui rattachaient à elle les conservateurs allemands en haine des novateurs français.

Si on avait à tracer l'histoire de l'Europe depuis 25 ans, on aurait à indiquer, sans doute, des temps d'arrêt dans la marche ascendante de l'influence russe, et à considérer la portée des moyens à l'aide desquels on espérait arrêter les progrès de cette influence; mais si on se contente de n'envisager que l'ensemble des rapports de la France avec le continent européen depuis 1830, il sera permis de soutenir l'opinion que le fait dominant de cette époque est l'antagonisme de la France et de la Russie, et que celle-ci n'a rien négligé pour confiner la France dans un état d'isolement en Europe.

Ce n'était qu'à force de temps et de sagesse et après avoir fait disparaître les traces des agitations qui bouillonnaient dans son sein, que la France pouvait espérer reconquérir la confiance de l'Europe continentale. — Mais quels nouveaux progrès la Russie ne pouvait-elle pas faire durant cette longue épreuve! — Peut-être pouvait-on encore saisir le drapeau de la révolution, et ensevelir l'Europe sous des ruines, au risque d'être écrasé soi-même. Ce dernier parti était contraire au principe même d'où avait surgi l'Empire.

Prendre une détermination n'était pas chose facile, la Russie s'est chargée du soin d'aplanir les difficultés.

Malgré l'intérêt qu'elle semblait avoir aux atermoiements, elle s'est, un jour, lassée d'attendre; et saisissant le prétexte d'une réclamation faite, en notre nom, à propos des Lieux-Saints, elle a adressé à la Porte les injonctions dont il est inutile de rappeler ici l'histoire parce qu'elle n'est ignorée de personne.

Aujourd'hui où nous voyons l'insuccès de cette démarche, il ne manque pas de gens qui, après avoir professé une admiration sans mélange pour l'habileté de l'empereur de Russie, sont disposés à ne lui épargner aucun reproche. Certes il faut faire ici la part de l'orgueil. L'empereur Nicolas n'est ni le premier ni le dernier prince de ce monde qui, parvenu à l'apogée de sa grandeur, ait oublié la parole de l'Écriture: *Perdam sapientiam sapientium.* Il est mort; ses adversaires ne refuseront pas un hommage à ses hautes qualités. Le spectacle des grandeurs, tombant noblement, a quelque chose qui inspire un respect mélangé de pitié; et devant un pareil sépulcre à demi ouvert, on s'incline avec frayeur en songeant à la responsabilité qui pèse sur ceux auxquels est confiée la charge des nations.

Mais tout n'est pas expliqué par l'orgueil, et il n'est pas permis de supposer que l'empereur de Russie ait agi sans des motifs très-sérieux.

Le public n'a pas manqué encore ici de poser toutes ses hypothèses; il s'est demandé si la Russie avait craint une renaissance de l'Empire ottoman ou une trop longue prolongation de sa durée amenée par des réformes, toutes lentes et imparfaites qu'elles fussent. Ces réformes établies à l'aide de Français, d'Anglais, d'Allemands, et à

l'instigation des puissances occidentales, ne finiraient-elles pas par établir un courant contraire à sa propre influence ? « Il devient fort à appréhender, disait une dépêche russe (janvier 1853) que toutes nos démarches finissent par échouer contre l'idée que les conseillers du sultan se sont faite de la puissance irrésistible de la France. » Dès lors le gouvernement russe n'a-t-il pas cru qu'il fallait brusquer les choses, effrayer Constantinople et en obtenir une concession plus ou moins importante au fond, mais assez éclatante par la forme pour frapper l'imagination des Orientaux, assez humiliante aux yeux des Turcs pour leur prouver que la Russie restait en définitive l'arbitre de leurs destinées !

Le moment pouvait paraître opportun et l'occasion décisive. La République française venait d'être renversée. L'Empire se rétablissait en haine de l'anarchie. Quel que fût le jugement porté en France sur cette révolution subite, elle avait été accueillie en Europe comme un retour à l'ordre et avait rendu aux gouvernements allemands l'immense service de leur donner la force et le temps de combattre chez eux la révolution. Il y avait là un germe d'affaiblissement moral pour la Russie; car, si l'Allemagne retrouvait quelques jours de tranquillité, elle ne les devait point à son protecteur habituel. Elle pouvait se laisser entraîner à des rapports plus intimes avec la France et s'habituer à prendre le chemin de Paris aussi souvent que celui de Pétersbourg. Mais le gouvernement français tout récemment installé n'était pas encore bien redoutable. Occupé de s'asseoir, de créer son organisation intérieure, ayant besoin de rassurer l'Europe contre les souvenirs du nom porté par le chef du nouvel Empire, il n'était pas en état de se lancer dans les grandes entreprises et de porter son attention sur une question aussi éloignée de son centre que celle qui s'agitait à Constantinople. S'étant posé comme le représentant de la paix, il n'irait pas, dès les premiers jours de son existence, la compromettre pour des intérêts d'ailleurs peu compris et peu populaires. Il n'avait pas d'alliances ; l'Angleterre, dont le concours lui était indispensable, s'il voulait entreprendre quelque chose en Orient, semblait peu disposée à se mêler activement d'une querelle de catholiques et de schismatiques.

Il ne fallait donc pas laisser prendre au gouvernement français assez de consistance pour qu'il osât se mêler sérieusement à ces grands débats; il ne fallait pas laisser à l'Allemagne le temps d'user d'une tranquillité qui semblait renaître pour avoir des velléités d'ingratitude et pour reprendre les anciens errements d'une politique hostile aux prétentions russes en Orient.

Profiter de la faiblesse du Sultan, de l'isolement de la France, du dédain de l'Angleterre pour la question religieuse des Lieux-Saints,

spéculer sur la reconnaissance de l'Allemagne et sur ses longues habitudes de condescendance, telles ont été peut-être quelques-unes des considérations qui ont inspiré au cabinet de Saint-Pétersbourg l'idée d'agir et l'espoir de réussir.

La France avait à choisir entre deux partis au moment où l'ambassade du prince Menschikoff a pris un caractère agressif. — Subir les conditions de la Russie et conserver la paix telle quelle. — Vouloir une paix honorable et risquer la guerre pour obtenir par la force ce que les négociations n'auraient pu procurer.

Le premier parti convenait un peu à tout le monde, parce qu'il évitait un ébranlement actuel; il n'avait cependant aucun avantage pour la France. Elle n'en aurait retiré d'autre fruit que d'entendre ironiquement vanter sa modération. On aurait attribué sa retraite à son impuissance. On l'aurait crainte un peu moins; on ne l'aurait pas aimée davantage.

Le second parti convenait seul à sa dignité et à ses vrais intérêts. En appuyant ses négociations par une attitude énergique, en exigeant que la Russie renonçât à peser sur l'empire ottoman, en s'unissant à l'Europe pour chercher une issue de nature à sauvegarder tous les intérêts sans blesser les amours-propres, la France se plaçait sur un excellent terrain pour l'avenir. Si la paix n'était pas troublée, elle aurait trop activement contribué à ce résultat pour n'en pas recueillir une part importante d'honneur. Elle donnait à l'Europe le gage d'une modération qu'on ne pouvait taxer ni d'impuissance ni d'indécision. Elle fournissait à la Turquie la mesure de son influence, elle associait son nom aux espérances des catholiques d'Orient, puisque leurs intérêts avaient été l'origine du conflit. — Si la guerre avait lieu, elle s'y trouvait engagée avec l'Angleterre et avec l'appui moral des grands Etats allemands, par conséquent dans les conditions les plus favorables au double point de vue du droit et des chances du succès.

Tout en cherchant à éviter les répétitions, il n'est pas inutile de rappeler ici que la France n'a pas hésité, dans un motif de conciliation, à sacrifier à l'Europe ce qui semblait lui être trop personnel dans la question orientale et à consentir au retrait de quelques-unes des concessions, fort légitimes d'ailleurs, que la Russie regardait comme blessantes pour sa propre dignité. — On doit encore rendre au gouvernement cette justice qu'il a compris le premier toute la portée du débat engagé à Constantinople. Sans remonter à 1850, époque à laquelle le gouvernement anglais recommandait à ses agents d'observer les développements de la contestation sans y prendre aucune part — ce qui était prudent alors — nous trouvons dans les années plus rapprochées de nous, et jusqu'à la veille même du jour où se sont dessinés les événements, des traces de dispositions peu bienveillantes

pour la France, soit de la part de la presse, soit de celle du parlement d'Angleterre. On allait jusqu'à dire, après la nouvelle de l'arrivée du prince Menschikoff à Constantinople, « que quelques cabinets (c'est-à-dire particulièrement la France) prenaient des mesures actives nullement justifiées. » A peu près à l'époque où L.-J. Russell, dans une dépêche adressée à lord Cowley à Paris, qualifiait de « *lamentable* l'attitude menaçante de la France et de la Russie dans une contestation qu'il envisageait comme n'ayant d'autres motifs que des priviléges inclusifs sur les lieux auprès desquels l'Homme-Dieu est venu annoncer la paix au monde, » le gouvernement français comprenait qu'il s'agissait de ne pas laisser faire un pas décisif à la Russie, et il disait au gouvernement anglais (février) « que si le sultan était contraint de subir les exigences auxquelles il était en butte, la France ne serait pas seule à regretter un pareil résultat. » Répétant à 70 ans de distance, les prophétiques avertissements du cabinet de Versailles. Il déclare un peu plus tard (mars) « qu'il ignore encore la résolution du gouvernement anglais, mais qu'il le prévient qu'en raison de l'attitude du prince Menschikoff, il donne l'ordre à la flotte de partir pour les mers de la Grèce. » Enfin, dans la dépêche du 22 mars il discute toutes les éventualités et donne à M. de Lacour des instructions qui ne lui permettent pas de se laisser surprendre par les événements.

C'est ainsi que la France s'est préparée à paraître sur le terrain des combats. Du jour où son alliance a été conclue avec l'Angleterre, où la cause qu'elle soutenait a été reconnue légitime par l'Allemagne, où les soldats ont franchi ses frontières sans porter l'effroi en Europe, où elle s'armait enfin sans chercher ni conquêtes ni révolutions, elle obtenait déjà un succès capital. Que ne peut-on pas dire après cette année mémorable où la discipline, la persévérance, la valeur de nos soldats, la puissance de notre marine, l'habileté de notre administration militaire, le dévouement de nos prêtres et de nos sœurs de charité, la fécondité de nos ressources, se sont déroulés aux yeux du monde comme un magnifique inventaire de nos richesses morales et matérielles? A Dieu ne plaise que je me donne la triste satisfaction de rabaisser la Russie. Elle se défend avec une constance et un courage que nous savons admirer ; nous n'aimons pas à voir les nations s'avilir. Pour l'honneur de la Russie et pour notre gloire, les 10 mois de siége de Sébastopol valent mieux que la surprise annoncée par le fameux Tartare ; car si l'humanité s'afflige au souvenir de tant de sang répandu, la société se relève au spectacle de ces exemples d'abnégation et de dévouement à la patrie. La passion du bien-être ne sera pas la seule qui, au milieu du XIXe siècle, aura enfanté des merveilles.

Nous n'insultons donc pas la Russie en constatant ses échecs. Ses pertes matérielles ne sont pas ce qui l'affaiblit le plus. — Un grand Etat répare plus vite ses pertes que ses fautes. — Ce qu'elle a compromis, c'est son prestige. Elle a troublé le repos du monde, qu'elle prétendait avoir la mission de sauvegarder ; elle s'est fatiguée de son rôle de désintéressement, parce qu'elle a cru avoir trouvé une heure propice à son ambition ; elle a aperçu des germes de mécontentements chez les alliés, elle ne s'est pas arrêtée. On la disait inattaquable, elle ne peut plus protéger ses frontières. La persévérance même de sa lutte lui suscitera peut-être de nouveaux obstacles ; car si elle n'a pas bientôt un de ces succès décisifs qui changent la face des choses, et qu'elle ne fasse pas les sacrifices nécessaires au rétablissement de la paix, il n'est pas impossible qu'elle accroisse le nombre de ses ennemis ; et ceux-ci, en raison même de leurs craintes antérieures, seront disposés à lui porter des coups assez sensibles pour qu'elle ne puisse, de longtemps, se venger.

Il a été affirmé (*Moniteur*) que la Russie, après avoir essuyé un refus à Londres, avait sondé la France sur un projet de réglement en commun des affaires d'Orient. Ce n'est pas la première fois qu'une semblable question se serait traitée entre les cabinets de Paris et de Pétersbourg. Le public, je le crois, n'a jamais eu de renseignements positifs sur cette négociation. Nous trouvons bien dans une dépêche russe de 1828, publiée par une Revue en 1836, que « la France répugnait à épouser les intérêts de l'Angleterre et de l'Autriche, qu'elle ne pouvait attendre de ces puissances aucune compensation pour les sacrifices qu'elle leur ferait, et que l'espoir quoi qu'*éloigné*, dans le cas d'une guerre générale, de trouver plus de condescendance dans la Russie, était une garantie pour qu'elle s'abstînt de toute coalition contre l'empire russe. » — Il est dit encore dans cette dépêche : « qu'il serait utile de familiariser la politique prussienne avec cette idée, que si les événements lui fournissent l'occasion de s'agrandir, la France, de son côté, ne peut se compromettre et se battre en pure perte. »

Le gouvernement de la restauration ne faisait certainement rien alors qui ne fût utile aux intérêts du pays ; mais les circonstances sont changées, et il n'y a pas lieu de regretter qu'on n'ait pas accepté à Paris ce qui avait été repoussé à Londres.

En effet, une guerre entreprise de concert avec la Russie armait l'Angleterre et une grande partie de l'Allemagne contre nous ; elle compromettait nos possessions algériennes, nos colonies, et menaçait nos frontières. — Annoncer le dessein de refaire la carte de l'Europe, c'était commencer par une injustice, une lutte qu'il aurait vraisemblablement fallu soutenir par des moyens révolutionnaires. Vain-

cus, nous étions exposés à des désastres. La victoire ne faisait que rallumer les griefs et les préjugés de l'Europe contre nous, nous restions pour elle la nation ambitieuse et révolutionnaire ; nous lui rendions le droit de nous haïr et la volonté de se ruer sur nous à la première occasion favorable. En cédant à une ambition sans excuse, nous perdions l'occasion d'éclairer l'Europe et de la rassurer sur nos tendances. — Par une conduite opposée, contractions-nous une alliance sûre et durable? il est permis d'en douter.

Si nous nous en rapportons à la Russie, il ne tient qu'à nous de croire qu'il n'y a plus en Europe que deux puissances capables de s'en disputer la domination. « La Russie apporte à l'Europe, disait il y a un an le *Journal de Saint-Pétersbourg*, la prépondérance absolument nécessaire à la fondation d'un ordre véritable. » Que n'a-t-on pas dit sur la révolution qui s'est incarnée dans l'Occident, sur l'impossibilité, pour ceux qui ne sont pas révolutionnaires en Occident, de se déclarer contre la Russie sans être la proie de la révolution, sur l'inadmissibilité de circonstances assez extraordinaires pour que la Prusse et l'Autriche méconnussent leurs intérêts au point de rompre avec la Russie, sur la nécessité de choisir entre la France qui dévore les insensés se jetant dans ses bras, et la Russie prête à sauver ceux qui invoqueront sa protection. On lisait encore dernièrement un article écrit par un organe du parti russe en Allemagne. Ce n'est plus seulement « la révolution et la domination universelle que rêve la France; c'est la liberté, c'est le Christianisme dont elle menace l'existence si on lui permet d'accomplir ses desseins contre la Russie. L'Angleterre est notre complice par peur de la conquête, la Sardaigne est descendue au rang de vassale, l'Espagne et le Portugal aspirent à la même servitude... Faut-il que les Français règnent en Allemagne, oui ou non? »

Voilà ce qui s'imprime ; et, soit dit en passant, le témoignage d'un ennemi est de nature à rassurer ceux qui voyaient dans la guerre une source d'abaissement pour la France et une preuve de sa servilité envers l'Angleterre.

Le défenseur officieux de la Russie n'est-il pas entraîné un peu loin par son ardeur? Parmi les conservateurs auxquels il s'adresse, il se trouve sans doute des catholiques qui seront médiocrement touchés du protectorat religieux dont on leur offre la perspective. Quant à la liberté, il faut avouer qu'elle est encore plus malade qu'on n'a le droit de le supposer, si elle n'a d'autre appui que celui qu'elle trouverait à Saint-Pétersbourg.

Quoi qu'il en soit, nous nous permettons de tirer de tout ce qui précède cette conséquence : c'est qu'au fond la politique russe repose toujours sur un principe d'antagonisme avec la France, que l'influence

de l'une est proclamée incompatible avec la grandeur de l'autre, qu'une alliance sincère n'était pas actuellement possible entre les deux nations, que la guerre était la seule manière de sortir d'une situation aussi tendue.

On n'a cessé de répéter que l'Allemagne est dans la nécessité de se faire protéger soit par l'Orient, soit par l'Occident. Nous croyons que, s'il faut un protecteur à l'Europe centrale, — ce que nous n'avons pas l'orgueil d'affirmer, — celle-ci peut trouver des services désintéressés ailleurs qu'en Russie. En examinant avec impartialité la conduite de la France, peut-être trouverait-on à l'Occident des gages dont on chercherait vainement l'équivalent à l'Orient.

Il n'est pas dans la nature de la France de se renfermer en elle-même. Elle dispense avec une égale ardeur le bien ou le mal qui se développe dans son sein. Aucune nation n'a concentré au même degré la puissance d'expansion révolutionnaire, il n'en est aucun autre qui puisse autant pour le rétablissement de l'ordre, et on peut dire que M. Guizot parlait d'elle quand il écrivait : « Que les révolutions ne sont jamais arrêtées et closes que par les mains qui y ont pris part. »

La révolution de février, cette tentative de l'organisation du désordre qui semblait réaliser les prédictions des adversaires des idées françaises, cette révolution qui précipite l'Europe dans des dangers inouïs, est comme le point d'arrêt de la révolution elle-même. Endormis dans un repos trompeur, les conservateurs royalistes, libéraux, républicains même, croyaient se disputer impunément le pouvoir et ne plus avoir à compter avec les passions entretenues par des sectaires dans les profondeurs de la société. La catastrophe amenée par notre imprévoyance commune réveille nos instincts conservateurs. D'anciennes divisions cessent, de vieux préjugés s'assoupissent; et si l'Europe continentale ne reste pas la proie des démagogues, elle se doit à la France et aux courageux efforts de ses enfants réunis alors par les mêmes sentiments sous le même drapeau. Quelle surprise ne dut on pas éprouver quand on vit l'armée de la République traverser les mers pour aller chasser les démagogues de Rome et restaurer le pouvoir pontifical. N'y avait-il pas là un signe des nouvelles destinées de la France effaçant merveilleusement les folles instructions des chefs de la première République quand ils écrivaient au jeune vainqueur de l'Italie après Lodi : « Vous ferez chanceler la tiare du front du prétendu chef de l'Église universelle. » Le sang répandu aux murs de la ville éternelle dans un intérêt catholique et conservateur a porté bonheur à notre patrie. Elle continue l'œuvre commencée il y a six ans. Malgré les souvenirs que pourraient réveiller ses ressources militaires, elle ne semble plus touchée par l'appât des conquê-

tes ; si des agrandissements territoriaux sont un jour le résultat de la guerre prolongée, ces accroissements n'auront pas été l'objet direct de ses poursuites. Un nouveau genre d'ambition l'anime : il s'agit pour elle d'imposer à l'anarchie une de ces trêves solennelles après lesquelles les nations reposent en paix ; il s'agit d'arrêter les empiètements d'un empire qui compte soixante-cinq millions de sujets ; il s'agit non pas de se constituer le protecteur hautain de l'Europe centrale, mais de lui rendre d'assez éclatants services pour détruire ses préventions et conquérir son amitié.

Tout ceci est-il un rêve ? Le public, il est vrai, ignore les pensées secrètes des gouvernements ; mais ne peut-il pas interpréter les faits connus ? et en consultant ces faits, est-il exorbitant d'avancer que la France a fait pour la pacification morale de l'Europe deux grandes choses, en refusant, contre l'attente générale, de saisir un prétexte pour envahir ses voisins, en décourageant la révolution qui comptait sur elle et qui s'est montrée, un moment, passionnée pour la guerre parce qu'elle en convoitait les profits, qu'elle est entrée ainsi dans les voies d'une politique d'autant plus généreuse qu'elle ne doit pas être seule à en recueillir les avantages.

L'Allemagne a-t-elle apprécié à sa juste valeur le mérite de cette politique par rapport à ses propres intérêts ? — Nous ne connaissons pas assez l'état de l'opinion publique au delà du Rhin pour répondre pertinemment à cette question. — Nous nous bornerons à quelques observations qui ne nous paraissent pas sans importance.

Les conservateurs allemands ne veulent pas d'alliance avec la France, parce que celle-ci est le drapeau des idées de 89. Les idées de 89 règnent, en effet, dans notre pays. Le principe et la forme de notre gouvernement intérieur peuvent en atténuer ou en accélérer le mouvement sans pouvoir les détruire. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on s'en afflige, c'est un fait que le temps a confirmé, qu'il confirmera encore. Il y a en France beaucoup de gens aussi attachés à l'ordre qu'on peut l'être en Allemagne ; je ne suis pas une nuance du parti conservateur qui, en parlant d'arrêter la révolution, songe à revenir aux institutions de l'ancien régime. A-t-on, chez nos voisins, la prétention de forcer la France à garder pour elle seule les idées nouvelles ? — Espère-t-on s'en préserver avec l'appui des baïonnettes étrangères ? — C'est un remède souverainement dangereux, et, en définitive, aussi vain que dangereux. Les gouvernements ou les partis qui l'emploient, donnent la mesure de leur impuissance et amassent sur leurs têtes des serments de haine qui éclatent un peu plus tôt, un peu plus tard, en catastrophes. Peut-on vaincre d'ailleurs le mouvement des idées qui entraîne la société tout entière ? Ce mouvement n'est-il pas indépendant des gouvernements eux-mêmes quand il se contient

dans une certaine mesure : Qui peut empêcher la fréquence des relations, l'échange des pensées, avec la vapeur, les chemins de fer, les télégraphes électriques ? Oublie-t-on que les points les plus éloignés du globe vont être en communication plus habituelle que ne l'étaient, il y a 60 ans, les habitants de deux provinces d'un même empire ? — Les principes de 89 ne sont plus purement français, ils sont universels ; s'ils offrent un danger, il y a longtemps qu'il existe. Ce n'est pas contre les idées de 89, c'est contre la domination française que s'est manifesté le mouvement allemand de 1813. Qu'on suppose la guerre la plus heureuse contre la France, on s'emparera peut-être de plusieurs de ses provinces, on ruinera ses villes, on ne tuera pas les principes qu'on redoute ; car ils sont partout. Il n'est donc pas raisonnable de craindre l'alliance de la France à cause d'eux. C'est à chaque gouvernement à en combattre prudemment les excès. Plus l'Allemagne sera liée avec la France, plus celle-ci l'aidera dans une lutte où des intérêts communs de sécurité sont engagés. Si l'expérience sert à quelque chose, on ne niera pas que la France n'en ait une bien longue à mettre au service de ses amis.

L'Allemagne n'a pas fait tout ce que nous aurions désiré lui voir accomplir. Au début de la crise elle n'a pas saisi l'occasion d'acquérir une honorable prépondérance en menaçant de ses armes la Russie dont elle déclarait la cause injuste. Ses gouvernements, en prenant résolument la mission de maintenir la paix, en seraient vraisemblablement arrivés à leur fin, et l'honneur d'un pareil triomphe aurait effacé tout ce que la prééminence russe a pu laisser d'amers souvenirs au sein des populations allemandes. On cite beaucoup de souverains tombés par faiblesse ou par leur indécision ; on en connaît peu qui aient ébranlé leurs trônes pour avoir grandi l'influence de leur pays.

Cependant si ces gouvernements n'ont pas fait tout ce qui, à notre avis, convenait à leurs intérêts, ils ont servi la cause occidentale. Ils ont porté un coup sensible à la Russie, par cela même qu'ils se sont prononcés contre les prétentions de cette puissance. L'Autriche s'est distinguée de ses confédérés par une résolution inaccoutumée. Fera-t-elle un dernier pas ? nous l'ignorons, mais nous n'en désespérons pas ; car elle a trop nettement montré son désaccord avec la Russie pour compter sur l'oubli d'une telle injure ; elle s'est trop rapprochée de la France pour laisser croire à la persistance des craintes dont elle était naguère obsédée, et à son indifférence pour une alliance qui lui assure à la fois des garanties contre la Russie et contre la révolution.

Avant de finir, je dois dire pourquoi je n'ai pas parlé de l'Angleterre. Je ne méconnais pas la part qui revient à cette grande nation dans les succès obtenus jusqu'à présent, et j'espère qu'une alliance

durable a été cimentée sur les champs de bataille; mais je n'avais pas à démontrer l'intérêt qu'elle avait à la guerre, puisqu'en France on a commencé par être persuadé que son intérêt seul était en jeu. « La France, écrivait un homme distingué en 1839, est appelée ici-bas à autre chose qu'à cultiver ses champs et ses vignobles. Ce qu'on supporte en profit commercial aux bords de la Tamise, on le réclame en influence morale et politique sur ceux de la Seine. Il faut à l'action de la France une part d'autant plus large qu'elle a moins de préoccupations égoïstes. »

L'écrivain a-t-il bien jugé chacun des deux peuples? La France, du moins ne semble pas démentir ses inspirations.

Simple spectateur des événements, j'ai cherché à exposer les impressions qu'ils causent dans une partie du public. Nous pouvons rester divisés sur les questions intérieures et garder nos convictions à cet égard, sans être moins passionnés pour la grandeur de notre pays. Sa gloire appartient à tous. Plus nous sommes conservateurs, dans le plein sens de ce mot, plus nous aimons à voir la France marcher dans les voies d'une politique extérieure, qui manifeste des tendances opposées à toute idée de révolution et de spoliations injustes.

GONTAUT SAINT-BLANCARD.



HISTOIRE DE LA CONVENTION,

PAR M. DE BARANTE,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE [1].

Il y a près de trois ans qu'un homme d'un esprit rare, d'un cœur ardent, d'un caractère éprouvé, entreprenait de rendre compte de l'*Histoire de la Convention* par M. de Barante. Mêlé de bonne heure aux grandes affaires, initié aux secrets de la vie diplomatique autant qu'habitué aux luttes de la vie parlementaire, le critique se trouvait digne de l'historien. Et déjà M. Desmousseaux de Givré, dans d'éloquents préliminaires, passant en revue les différentes manières d'écrire l'histoire, au-dessus du témoignage ou du récit des événements par les contemporains, au-dessus du système ou d'une construction arbitraire, au-dessus du rêve ou de la substitution décevante de l'idéal à la réalité, avait marqué et justifié ses préférences pour cette méthode, plus calme que le témoignage, plus honnête que le système, plus raisonnable que le rêve, méthode seule sincère qui consiste à raconter exactement les faits sans dissimuler les enseignements qu'ils renferment, mais sans les précipiter non plus par des conclusions passionnées, ni les anticiper par de chimériques formules. C'était ouvertement se déclarer partisan de l'école historique, à laquelle M. de Barante a, de nos jours, acquis tant de lustre. C'était, du même coup, donner le pas à l'historien de *la Convention* sur d'autres écrivains considérables, qui, avant lui, et avec des qualités diverses de narrateur, de politique et de coloriste, ont abordé le même sujet. Et en effet, rappelant, à ce propos, les travaux antérieurs, les services publics de M. de Barante, M. de Givré remarquait à bon droit que personne n'avait été mieux préparé peut-être à retracer cette période tumultueuse de notre révolution, que l'auteur du Tableau de la litté-

[1] 6 vol. Paris, Didier, libraire, quai des Augustins.

rature française au XVIIIᵉ siècle, le rédacteur des Mémoires de la marquise de la Rochejacquelein, l'auteur de l'Histoire des ducs de Bourgogne, le défenseur des Communes, l'homme aussi qui, par sa dignité personnelle dans les ambassades de Turin et de Pétersbourg, par ses convictions libérales et désintéressées à la Chambre des Pairs, avait toujours maintenu intacts ou protégé les principes de notre nationalité. M. de Givré observait enfin avec une parfaite justesse, à la suite de citations étendues, empruntées à la préface de l'*Histoire de la Convention*, qu'on reconnaissait manifestement dans cet ouvrage la théorie morale et politique que, vingt-sept ans auparavant, affirmait l'auteur, lors de sa réception à l'Académie française, où il remplaçait M. de Sèze.

Cette introduction achevée, il fallait examiner le livre lui-même. M. de Givré se l'était promis, et nous savons même qu'il apportait à ce travail une prédilection particulière. Malheureusement il ne devait pas le terminer, et nos lecteurs auront appris comment un mal subit avait brusquement interrompu cette noble vie qui paraissait destinée à perpétuer longtemps encore le salutaire exemple du dévouement, de la générosité, de l'abnégation. Par un malheur d'une autre sorte, nous sommes loin d'avoir les qualités qui seraient nécessaires pour continuer, sans une trop choquante disparate, l'examen commencé par M. de Givré. Mais si nous n'avons rien du talent qui le distinguait, si notre expérience est courte au prix de la sienne, nous croyons du moins nous rapprocher de lui par une intention droite, l'amour du pays, un dégagement assez complet de préjugés et d'illusions. Aussi bien, pourquoi ne pas l'avouer ? l'écrit de M. de Barante est empreint d'une telle vérité ; on y découvre à chaque ligne une telle fermeté de sens et un tel scrupule de détails, qu'il s'agit beaucoup moins pour nous de le discuter que de l'exposer. Cette exposition même n'est-elle pas, en définitive, le plus sûr moyen d'apprendre à connaître une époque dont le nom semble être chaos, où un peu de bien s'agite au milieu de beaucoup de mal, qu'on a si souvent tour à tour exaltée ou maudite, thème inépuisable de déclamations contradictoires, prétexte subsistant des haines des partis, de leurs regrets insensés ou de leurs espérances coupables ? La Convention n'est point un être de raison. Les actes de cette Assemblée déposent pour ou contre elle ; les discours de ses orateurs attestent leurs intentions ; ce qu'ils ont voulu se révèle par ce qu'ils ont fait. Etres intelligents et libres, comment les juger, sinon par leur conduite ? L'histoire de la Convention est d'ailleurs fort complexe. En dehors d'elle, comme obstacle ou comme appui, il importe de considérer successivement l'émigration, l'étranger, l'armée, l'opinion, et au dedans, après le duel inégal où succombe le roi, les évolutions sanglantes des factions qui la composent. Ne pas tenir

compte de tous ces éléments, ou les confondre, c'est, d'une manière infaillible, s'exposer à n'avoir sur cette Assemblée fameuse que des vues incomplètes et par conséquent erronées. On ne comprend le drame terrible de son existence, on ne pénètre à fond le mécanisme obscur de ses conduites; en un mot, on ne l'envisage telle qu'elle est, qu'à la condition de ne rien imaginer, mais en même temps de ne rien omettre. Or c'est cette condition que M. de Barante a merveilleusement remplie. Fidèle aux maximes qui ont inspiré ses premiers écrits, il a dépouillé le *Moniteur*, les récits contemporains, les notes et les registres des archives, avec le même soin qu'il interrogeait autrefois les mémoires, traduisait les chroniques, ou compulsait les manuscrits. Aussi les personnages revivent sous sa plume avec les traits qui leur sont propres, non point avec des figures de théâtre ou de fantaisie. Leur langage est celui qu'ils ont parlé, emphatique, éperdu, pédantesque ou brutal, et non pas cette langue dorée et ornée qu'on s'est plu quelquefois à leur attribuer. D'autre part, l'abondance des documents permettant de toucher au doigt le vide de leurs doctrines, ou la scélératesse de leur ambition, l'histoire devient contre eux un témoignage d'autant plus accablant, qu'elle n'est pas une plaidoirie, un factum de controverse, mais une narration rédigée en un style simple, énergique, élégant, magistral, à l'adresse de la postérité. Ainsi, chose singulière ! pour avoir voulu trop prouver, ceux qui ont précédemment écrit sur la Convention n'ont rien prouvé. M. de Barante nous instruit, au contraire, précisément parce qu'il ne prétend ni nous régenter ni nous éblouir. Peintre attachant, mais non pas artisan de fables, investigateur philosophe, mais non point bel-esprit chimérique, tandis qu'on lit ailleurs le roman de la Convention, c'est dans son ouvrage qu'il convient d'en étudier l'histoire. Quant à nous, nous voudrions essayer de dire comment les faits s'y enchaînent, s'y développent, s'y offrent en quelque façon d'eux-mêmes à une impartiale appréciation.

I.

Presque personne ne comprit tout d'abord de quels remuements profonds la prise de la Bastille était le formidable symptôme. « Quelle révolte ! » s'était écrié le roi. « Sire, dites quelle révolution ! » avait répondu le duc de Liancourt. La noblesse n'eut pas plus de prévision que le roi. Indigné d'une telle mutinerie, dès le 14 juillet 1789, le comte d'Artois, entraînant à sa suite la famille de Polignac, les trois princes de Condé, nombre de gentilshommes, donnait le signal de

l'émigration. Après l'arrestation de Varennes et la fuite de Monsieur à Bruxelles, l'émigration, qui, au début, n'avait été qu'un mouvement de mauvaise humeur, devint, ce qui en France est capital, comme une mode et un point d'honneur. Ce fut ainsi que le pays se trouva subitement privé de ses forces vives.

Le même fait rompait d'une manière fatale tout rapport utile entre le roi et les princes émigrés. Car pendant que les princes affectaient de ne plus considérer le roi comme libre, de son côté, le roi lui-même, moitié par pression, moitié par conviction, se voyait sans cesse obligé de désavouer les princes et leurs démarches. Il y a plus, ces démarches eussent-elles toujours été, ce qu'elles n'étaient pas, parfaitement opportunes, Louis XVI, en tout cas, ne répugnait-il point à devoir le rétablissement de son autorité à des serviteurs, zélés sans doute, mais qui se prévaudraient de leurs services, et qui le touchaient de trop près pour que la reconnaissance ne lui fût point incommode! Recouvré par eux, il semble que le pouvoir dût être nécessairement partagé avec eux. C'est pourquoi Louis XVI témoignait, à l'endroit de l'émigration, plus de défiance que de sympathie.

Cette défiance même, refluant au sein de l'émigration, à Monsieur opposa le comte d'Artois, de même qu'à Louis XVI elle avait opposé Monsieur. En effet, Monsieur, qui, après la mort du roi, s'était empressé de prendre le titre de régent, et, après la mort du dauphin, celui de roi, Monsieur ne tarda pas à s'émouvoir du crédit qu'obtenait son frère et du rôle d'initiative qu'il n'hésitait pas à s'attribuer parmi les Vendéens. « Mon inactivité, écrivait avec chagrin Louis XVIII, m'expose à des jugements défavorables. On attendra donc que les succès de mon frère aient assuré ma sécurité, et alors on me conduira dans mon royaume. On me fera venir quand les dangers seront passés. Dieu m'est témoin que j'entendrai avec une vive satisfaction répéter le cri des Israélites : Saül a tué mille hommes, et David dix mille ; mais ma joie comme frère ne fait rien à ma gloire comme roi. »

Entre le roi et les émigrés, et bientôt entre les émigrés eux-mêmes, il n'y eut donc, malgré la communauté des sentiments, nulle subordination, nul accord. Chacun ambitionna pour soi seul l'honneur d'accomplir une tâche à laquelle auraient suffi à peine les efforts concertés de tous. On eût dit que la nation française n'était qu'un animal emporté qu'il s'agissait de réduire, ou une proie qui appartiendrait au premier occupant. On fermait volontairement les yeux au besoin manifeste d'institutions rajeunies, et toute idée de progrès passait pour une idée de sédition. Aussi la nation française rendait-elle aux émigrés haine pour haine et mépris pour mépris. Il ne lui venait pas à l'esprit que l'émigration pût être regardée comme une

protestation solennelle en faveur d'un ordre de choses établi. Elle n'y voyait pas non plus la résistance, cependant fort naturelle, de propriétaires qu'on menace de déposséder. Moins que tout le reste, elle était prête à admirer le dévouement chevaleresque de ceux qui quittaient tout, pour courir là où ils croyaient apercevoir leur drapeau. Aux yeux de la nation, les émigrés n'avaient pas d'excuse. Ils étaient cette noblesse obstinée qui avait refusé de se réunir au tiers, lors de l'ouverture des États; cette noblesse privilégiée qui repoussait les réformes, abandonnait la France afin d'y revenir, comme dans son domaine, en maîtresse absolue et en vengeresse; cette noblesse sans patriotisme, qui mendiait le secours de l'étranger, s'humiliant soi-même et provoquant la guerre civile en même temps peut-être que le démembrement du territoire. L'absence du sol, les intrigues, les prétentions exclusives, voilà quels étaient les torts de l'émigration, et la nation française n'était frappée que de ces torts. L'émigration, à son tour, n'admettait pas qu'on cédât en rien aux exigences de la nation. Et cependant n'y avait il pas à leur faire une légitime part? « Si la noblesse, disait Bouillé, pense rentrer dans ses priviléges, les parlements dans leur autorité, le clergé dans ses richesses et ses prérogatives, le gouvernement dans son indépendance, on se trompe. » Cette erreur devait coûter cher à l'émigration et l'étranger lui-même la lui faire durement sentir.

II.

L'histoire prouve que l'intervention est rarement une affaire de pure générosité, surtout depuis que s'est établi en Europe ce système d'influences d'où résulte pour tous une espèce d'équilibre vital. Que l'équilibre soit compromis, on prend alarme. Qu'une nation s'agite, mais sans sortir de son assiette, on reste spectateur passif de ses dissensions. L'intervention, d'ordinaire, est et ne peut guère être qu'intéressée.

Or, quel intérêt pressant avait l'étranger de céder aux sollicitations de l'émigration, de l'accueillir, de se mettre, pour ainsi parler, à son commandement? Il est vrai que des liens de parenté semblaient de prime abord engager l'Autriche et l'Espagne à prendre les armes. Il est vrai aussi que les autres souverains pouvaient être entraînés par leur situation même et la force d'un principe, qui devait devenir un jour la Sainte-Alliance des rois contre les peuples. Mais, en politique, qui ne sait combien est fragile le lien de la parenté, combien peu respecté, combien abstrait? Et quant à la solidarité, la nécessité présente n'en

était pas démontrée. Car, pour lors, nul ne soupçonnait sans doute le réveil prochain des nationalités.

En définitive, les raisons d'intervenir n'étaient donc pas décisives. Il y avait, au contraire, de très-sérieux motifs de garder la neutralité.

N'était-il pas bon en effet de laisser la France s'amoindrir par le tumulte et perdre ainsi toute prétention à la monarchie universelle? La coalition qui s'était formée naguère contre Louis XIV, devait-elle se former maintenant pour soutenir un descendant de Louis XIV? En outre, n'était-ce pas justice que la France, qui venait de favoriser l'indépendance des États-Unis, se punît elle-même de sa propre faute et apprît à souffrir de l'esprit de rébellion qu'elle avait propagé? D'ailleurs quels bénéfices retirer d'une invasion? Et de quelle sorte les émigrés reconnaîtraient-ils l'assistance qu'on leur aurait prêtée? Il semblait fort douteux qu'on pût se partager le territoire envahi, ou s'entendre sur ce partage. Enfin, pendant que l'émigration demandait l'intervention à grands cris, le roi la repoussait ostensiblement, en même temps que des négociateurs secrets désapprouvaient, en son nom, les manœuvres de son parti. Qui fallait-il croire, de ces émigrés généreux mais frivoles, ou de Louis XVI, maître chez soi, et peut-être encore à même d'entrer avec son peuple en arrangement? La prudence n'ordonnait-elle pas d'attendre, en se tenant sur la défensive?

Tous ces motifs agirent sur l'étranger. De là ses lenteurs, son indécision, sa nullité, sa froide réserve à l'endroit de l'émigration, dont souvent il repoussa le concours, et toujours la direction. Il y eut bien un premier élan, hardi, irréfléchi, dont le manifeste du duc de Brunswick fut la déplorable expression. Il y eut bien aussi un éclat prolongé d'indignation, à la nouvelle des atrocités qui se commirent. Mais Gustave III, le chevalier des émigrés, étant mort, Léopold II, le frère de Marie-Antoinette, succombant peu après, l'élan se ralentit. Il était clair que l'émigration détestée ne serait rétablie que pour être de nouveau renversée et que rien n'était capable d'arrêter l'audace révolutionnaire. D'autre part, on s'était promptement convaincu qu'on n'aurait pas bon marché de ces impétueuses armées, qu'on avait cru d'abord uniquement composées de savetiers. Enfin l'Europe était fractionnée, sinon divisée; la France, une. C'est pourquoi, malgré les abominations, malgré les renversements, malgré les crimes de lèse-royauté, s'il y avait eu au pouvoir mieux que des fous-furieux ou des ambitieux de bas étage; si, ensuite, la manie de l'agrandissement et des conquêtes n'était apparue, la France, en possession d'elle-même, pouvait obtenir la paix et se constituer un régime affermi. Mais il n'en fut pas ainsi.

L'imagination populaire ne s'y est pas trompée. Deux noms résument la lutte de l'étranger contre la révolution : Pitt et Cobourg. Cobourg, c'est l'influence de famille, de l'émigration, de l'Autriche en particulier. Pitt c'est l'influence anglaise, mais européenne, de politique générale et de rivalité, qui se dresse surtout lorsque, le Rhin et l'Escaut étant déclarés les limites naturelles de la France, Sieyès parle de la liberté des mers, et qui, dès-lors, à travers les désastres, persévère, jalouse, âpre, implacable, jusqu'à Waterloo.

Contre ses entreprises, l'étranger trouva l'armée.

III.

L'ancienne organisation militaire en France était toute de privilége. Les colonels, pour la plupart, ne se montraient que les jours de parade à la tête des régiments dont ils étaient propriétaires, et n'accompagnaient pas même les troupes dans leurs quartiers. Des changements politiques, d'où naîtraient, avec un autre régime, des chances d'avancement pour tous, ne pouvaient donc être mal accueillis des soldats. Ajoutez à cela que beaucoup d'officiers ayant émigré, les officiers nobles étant suspects ou expulsés, les sous-officiers parvenus aux premiers postes, la conscription substituée au recrutement, les recrues quelquefois même exclusivement révolutionnaires, l'armée devait nécessairement se détacher du passé.

L'armée d'ailleurs n'est-elle pas essentiellement passive et dans une dépendance complète de ses généraux? Or, parmi ces généraux, la plupart obéissaient au pouvoir, quel qu'il fût, comme Kellermann. Ceux-ci, désespérant de la chose publique, s'en allaient comme La Fayette. Ceux-là négociaient avec l'ennemi et roulaient des projets confus de restauration par la trahison, comme Dumouriez et Pichegru. D'autres, tyrannisés par de féroces représentants en mission, dépités contre la royauté, hostiles à l'étranger, cherchaient leur salut dans la mort même. Car, s'ils échouaient, la peine capitale les attendait, comme Custine; chaque échec, quoiqu'elle l'eût souvent préparé, devenant pour la Convention l'occasion de mesures barbares. Les grades supérieurs n'étaient plus que des degrés vers l'échafaud.

L'armée cependant demeurait immobile au milieu de ces vicissitudes de ses généraux, qu'elle haïssait d'une haine démocratique, qu'elle connaissait à peine d'hier, et dont aucun n'avait su se l'assimiler, de même qu'un cavalier s'assimile un cheval.

L'obéissance naturelle de l'armée s'accroissait, s'il est possible,

par les circonstances. Comment en effet résister au prestige du nom de patrie, à l'éclat fascinateur et égalitaire de la république? et, plus que tout le reste, l'envahissement des frontières ne suffisait-il pas à émouvoir et à rallier les courages? C'était, dans un langage emphatique et qui avait pénétré jusque dans les camps, la guerre des hommes libres contre les despotes. A Jemmapes, à Valmy, le duc de Chartres croyait du moins servir son pays. On ne comprenait pas de quel droit l'étranger s'immisçait dans nos affaires; on réprouvait les révoltés du dedans à l'égal des émigrés; les uns et les autres étaient réputés des ennemis de la chose publique.

Telles sont les raisons qui expliquent pourquoi l'armée supporta les indignités, les vexations, les souffrances, et se montra tour à tour elle-même héroïque et cruelle, couvrant les faiblesses ou les infamies par ses victoires. Après le mauvais sort de Biron et de Dillon, la retraite de la forêt d'Argonne: Verdun et Longwy repris; la Belgique envahie; quelques batailles navales perdues, mais chèrement disputées; les Anglais chassés; ce furent là ses opérations au Nord. Du côté des Pyrénées, tout se réduisit à de faibles escarmouches. Du côté des Alpes, elle préluda aux campagnes d'Italie par l'occupation de la Savoie et la prise de Nice. A l'intérieur, on lui dut la soumission horrible de Lyon et de Toulon et la pacification difficile de la Vendée.

L'armée fut presque constamment soutenue par l'opinion.

IV.

L'opinion en France avait été profondément travaillée par les écrivains du siècle. De leurs excitations incessantes étaient résultés, en même temps qu'une légitime exigence de liberté et d'égalité, le mépris de la hiérarchie et la perte du respect. On avait fini par confondre le gouvernement et la tyrannie, la diversité des rangs et la domination de plusieurs sur tous en un mot les garanties avec les abus. D'un autre côté, parce que le pouvoir royal se trouvait étroitement lié au pouvoir ecclésiastique, qui en était le support, l'autorité religieuse avait d'abord et surtout été attaquée, comme une base, laquelle manquant, le reste croulerait. L'opinion, en définitive, repoussait, dans une égale mesure, l'absolutisme de la royauté, les priviléges de l'aristocratie, la puissance temporelle du clergé. Éprise d'un idéal confus, séduite, plus qu'on ne saurait croire, par les sonores paradoxes de Rousseau, elle rêvait une France nouvelle, à l'image de l'Angleterre, que durant un demi-siècle Voltaire et

les Encyclopédistes et Montesquieu s'étaient appliqués à exalter. Quelques-uns même, d'un enthousiasme plus aventureux, regardaient d'un œil d'envie l'émancipation récente de l'Amérique. Néanmoins on ne songeait guère à la république, et l'opinion se serait évidemment contentée d'obtenir ce que réclamaient les cahiers des États. Mais l'agitation n'était pas factice; elle était irrésistible et comme venue à maturité. Les derniers vestiges de la féodalité devaient disparaître.

Déçue dans ses espérances par la royauté, l'opinion abandonna la royauté, et son premier mouvement, qui aurait duré, n'eussent été les excès et les outrages, fut de faire cause commune avec les mandataires qu'elle s'était choisis. En effet, Lyon, Toulon et le Midi ne se révoltèrent que contre des représentants abominables, comme aussi Nantes, Arras, Avignon, contre un Carrier, un Lebon, un Maignet. La Vendée elle-même ne se serait pas émue sans la loi sur le recrutement et contre les prêtres insermentés. Le premier soulèvement de Charette, le plus redoutable, n'avait pas d'autre but que de repousser des empiétements attentatoires à la liberté de conscience et de la vie habituelle. Les intrigues royalistes, Quiberon, l'île d'Yeu, ne vinrent que plus tard.

Ce fut par de tels engagements successifs que l'opinion finit par être réduite à subir la Terreur. Elle put fréquemment s'apitoyer sur les horreurs commises; elle ne résista pas. Car l'opinion n'est forte que pour l'attaque, et, pour la défense, toujours molle, timide, divisée. Pleine d'indifférence à l'endroit de principes abstraits ou traditionnels, le jacobinisme seul perdit, à ses yeux, la république de réputation, et amena une réaction et des retours que devaient suivre de nouveaux ébranlements, par où serait rendu précaire en France le sort de la royauté.

V.

Le roi, dès son avènement, avait été animé d'un sincère amour des réformes. Mais il lui aurait fallu, pour les accomplir, l'énergie d'un Henri IV, ou, comme à Louis XIII, un Richelieu; et tout lui manqua.

Bienfaisant, d'un esprit droit, sans être étendu, d'un cœur doux, mais facile à froisser, successeur d'une longue suite de rois et homme des temps nouveaux, Louis XVI n'eut ni le sens individuel, et c'est là son honneur, ni le sens politique, et ce fut le principe de sa ruine. Il n'eut pas le sens individuel, car il aima sincèrement la

France ; et il n'eut pas le sens politique, car il n'aperçut pas nettement la possibilité, la nécessité même et les voies de la Révolution.

Aussi bien, au lieu de trouver contre soi-même un secours dans son entourage, le roi n'y rencontra qu'une pierre d'achoppement. Tandis que le roi considérait les États-Généraux comme une participation effective de la nation au gouvernement du pays, la cour n'y voyait qu'un parlement amplifié, convoqué pour enregistrer les volontés du maître, et que l'on pouvait impunément dissoudre. Tandis que le roi désirait des changements indispensables, il ne venait pas à l'esprit de la cour que l'on pût porter atteinte à ses prérogatives séculaires. Tandis que le roi, par la simplicité de ses goûts, pouvait admettre qu'on s'acheminât vers l'égalité civile ; son faste, ses habitudes de luxe et de domination en éloignaient absolument la cour. De là les tergiversations imposées à Louis XVI, faussant son caractère, retirant le lendemain ce qu'il avait accordé la veille, substituant le ton de la menace à celui de la conciliation. Et la cour, partagée entre les frères du roi qui l'avaient abandonné, et la reine, princesse adorée, mobile, centre de coteries ; la cour, par ses exagérations, exprimait fidèlement les sentiments de la noblesse et du haut clergé, devant qui le tiers-état n'était rien. Selon la parole de Sieyès, il fut tout.

Il advint en effet, à la suite d'une série d'imprudences, de faiblesses, de gratuites contradictions, que le roi se vit seul face à face avec le tiers-état, qui constitua une assemblée unique et permanente. Il s'établit, dès lors, dans la nation, comme deux camps. La royauté passa pour la forteresse du despotime, et l'Assemblée pour celle de la liberté. La royauté avait contre elle les préjugés et la caducité du passé ; l'Assemblée, les espérances et la vitalité de l'avenir. La royauté était démantelée, l'Assemblée toute-puissante. Par conséquent, ce n'était plus la royauté qui dirigeait l'Assemblée, mais par une interversion des rôles, c'était l'Assemblée qui dominait la royauté.

C'est ce qui apparut surtout après le retour de Varennes. A partir de ce moment, on regarda ou on feignit de regarder comme un péril toute prérogative accordée à la royauté, et le veto royal excita plus de susceptibilités que jamais peut-être le despotisme. De son côté, le roi parut ne plus songer à se défendre. L'autorité amoindrie et contestée qui lui restait n'était sans doute pas acceptable. Il put croire et il crut que ce serait conjurer politiquement le mal que de le laisser empirer, parce que les situations violentes durent peu. Il attendit même une solution du hasard.

La constitution de 1791 ne fut donc prise au sérieux par personne, et au lieu qu'elle aurait dû être un abri, les passions la transformè-

rent en un champ-clos. Royauté et Assemblée, on se battit quelque temps autour de la lettre de cette constitution. Or dans cette lutte, où le roi, par sentiment de son impuissance et par calcul, se tenait à peine sur la défensive, où l'Assemblée par instinct de sa force et l'effet d'ambitions naissantes, ne ménageait pas les attaques, le triomphe ne pouvait être douteux. De jour en jour décréditée davantage, la royauté n'offrait plus qu'un roi sans protection. L'Assemblée, qui représentait le tiers-état, n'allait bientôt représenter que la population de Paris, dans cette population la populace, et se résumer enfin dans un homme, remplacé souvent, mais toujours dictateur.

Aussi à peine Louis XVI, cédant à des considérations de famille, d'intérêt, de sûreté personnelle, autant qu'aux suggestions de sa conscience, eut-il opposé son veto à la loi sur les prêtres insermentés et au camp sous Paris, qu'il put prévoir le sort qui l'attendait. Dans ce légitime et constitutionnel exercice de ses attributions, l'Assemblée ne vit pas moins qu'une conspiration avec les émigrés et l'étranger. Elle passa outre, déclara la guerre et organisa la manifestation du 20 juin, afin d'intimider le roi, qui ne fléchit pas. Avec le roi, les Constitutionnels, du reste peu nombreux et peu écoutés, tels que Lafayette, étaient, à l'avance, vaincus.

L'Assemblée même, très-décidément, et tous les partis qui la composaient, par des motifs divers, mais en vertu d'un tacite accord, ne voulurent plus, sinon de la royauté, au moins du roi. Peut-être quelques-uns, dans l'ombre, se proposaient-ils déjà la dictature. Plusieurs, sans idées arrêtées, se plaisaient au trouble, aliment de leurs passions dévorantes, à une influence impossible en des temps calmes et réguliers, et ne s'inquiétaient pas tant d'édifier que de détruire. Les politiques étaient les Girondins, élégants, distingués, ambitieux, songeant à substituer à la monarchie absolue une monarchie tempérée, théâtre des capacités, non des priviléges, hostiles par conséquent à Louis XVI, qui n'aurait pu se résigner à de pareilles conditions, et probablement rêvant moins la royauté du duc d'Orléans, qu'une régence, qu'ils auraient administrée au nom de Louis XVII, dont ils auraient été les gouverneurs, et plus tard les gouvernants. Le grand nombre, comme toujours, suivait, s'imaginant défendre, par ou malgré les violences, les conquêtes de la Révolution. Pétion d'ailleurs déclarait qu'il n'y avait que cinq hommes en France qui voulussent la république.

De ces dispositions, secrètement et fatalement conjurées, résulta le 10 août. Contre ce coup suprême, le roi, trahi par le maire de Paris, trahi par la Commune, personnellement ne fit aucun ou presque aucun effort. Le 18 juillet l'avait amené de Versailles aux Tuileries et changé la monarchie absolue en monarchie constitutionnelle ; le

10 août le conduisit des Tuileries au Temple, et substitua à la monarchie constitutionnelle la souveraineté d'une assemblée.

Le 10 août avait été l'œuvre involontaire des Girondins par les Marseillais et les fédérés, l'œuvre préméditée des Clubistes par les sectionnaires et les faubourgs. Ainsi, c'était entre les Girondins et les Clubistes que le pouvoir suprême se trouvait en litige. Mais tout ordre étant aboli, toute barrière renversée, toute loi mise à néant si ce n'est la loi du plus fort, entre les Girondins et les Clubistes le triomphe n'était pas plus douteux qu'entre le roi et l'Assemblée, parce qu'il n'est jamais douteux, en de telles occurrences, entre la modération qui dégénère ordinairement en pusillanimité, et la violence qui se manifeste par des excès terribles.

Cette vérité put se pressentir, lors des néfastes journées de septembre, où, après avoir annulé et avili la royauté, on voulut faire éprouver aux émigrés, aux prêtres, à leurs partisans, les fureurs dominantes de la démocratie. Mirabeau avait clos la Constituante par de tonnantes invectives. Danton clôt la Législative par d'immenses massacres qui s'étendent de Paris aux provinces.

VI.

La physionomie de la Convention ressort de tout ce qui a précédé. Au centre, la Plaine, ou par dérision, le Marais, majorité flottante, tour à tour caressée et méprisée, cédant aux entraînements et à la pression, composée d'hommes honnêtes mais faibles, et de quelques politiques cherchant, comme Sieyès, dans une obscurité momentanée un asile.

A gauche, la Montagne, déclamatoire, forcenée, jalouse de l'aristocratie de l'intelligence et du succès autant que de l'aristocratie de la naissance et de la fortune ; sous prétexte de liberté, barbare ; et sous prétexte de progrès, poussant à l'état sauvage ; dont l'éloquence est le club des Jacobins, dont les bras sont la Commune et le tribunal révolutionnaire ; qui n'aura pas de cesse qu'elle ne soit à elle seule toute la Convention. C'est là que se succèdent Danton et Desmoulins, Marat, Robespierre et Saint-Just.

A droite, la Gironde, inexpérimentée, romanesque, imbue des vides maximes de Rousseau, ne voyant pas que les aristocraties sont solidaires et que détruire une hiérarchie, c'est détruire toute hiérarchie ; procédant sans but déterminé, éloquente par saillie, et molle dans l'action, dédaigneuse et irritante, n'ayant décidément rompu

ni avec la royauté, ni avec la démocratie, enivrée des succès parlementaires qu'elle prend pour une influence, n'ayant pour appui effectif que le feuillantisme provincial et quelques fédérés, avide de popularité en même temps qu'impuissante à se faire accepter ou absoudre par ses criminelles concessions. C'est là que paraissent Vergniaud, Isnard, Guadet, Barbaroux, Gensonné, Buzot, Brissot, ce groupe d'hommes dont madame Roland était le lien.

La Convention une fois constituée et la République proclamée, le point décisif sur lequel la Montagne et la Gironde devaient s'éprouver, était le procès du roi. Or, de quoi pouvait-on accuser le roi? De projets contre-révolutionnaires? Mais la constitution de 1791 n'avait-elle pas été une amnistie? et depuis cette époque, après tout, le roi avait-il fait autre chose que se servir de la Constitution et la servir? Le crime du roi, c'était d'être ; et déjà, au 10 août, au 2 septembre, le désir des meneurs eût été de le voir périr par un tumulte, dont ils n'auraient eu aucune responsabilité.

En effet, la personne du roi était embarrassante. En le proscrivant, on donnait un chef à la coalition. Le détenir indéfiniment prisonnier, c'était perpétuer un prétexte aux agitations intérieures et maintenir, en opposition avec le régime qu'on prétendait établir, le représentant des idées anciennes et de la monarchie. Sa mort, au contraire, levait les difficultés, en même temps qu'elle était contre les émigrés une décisive menace, pour plusieurs une vengeance exercée, pour d'autres un aplanissement vers la régence ou la dictature. Aussi Danton pouvait-il s'écrier avec cynisme et vérité : « Nous ne le jugeons pas, nous le tuons. »

Les Girondins, qui avaient été les premiers à demander la déchéance du roi, rivalisèrent d'iniquité avec les Montagnards pour obtenir sa condamnation. Ce crime était facile ; ils aidèrent à le consommer ; mais, contre leur attente, ils n'en retirèrent aucun profit, ni chance de pouvoir, ni chance personnelle de salut. Car vainement la Gironde avait-elle, dans la Convention, une autorité d'apparat et d'éclat. La présidence occupée par les siens, l'éloquence de ses orateurs, la Commission des Douze chargée d'informer contre les complots, presque entièrement composée de ses membres, tout cela, sans lui assurer aucune influence sérieuse, au contraire lui attirait l'envie. En définitive, il s'agissait moins pour elle de vaincre que de n'être pas précipitée. Mais comme son orgueil avait préparé sa chute, son impéritie la détermina. En repoussant absolument l'alliance de Danton qui seule pouvait la mettre à même de prévenir ses ennemis, elle se livra comme d'elle-même à leurs coups. «Ne nous faisons pas la guerre, disait Danton aux Girondins. — J'aime mieux une guerre ouverte qu'une fausse paix, répondait Vergniaud.—Vous n'êtes qu'un

sot, et vous périrez, ajoutait Danton... » A partir de ce moment, commencèrent les conciliabules de Charenton, où Danton et Robespierre, entourés de quelques-uns des leurs, tramèrent la perte des Girondins. Et voici quelle fut leur tactique. Robespierre déchaîna contre eux le club des Jacobins et les sections. A l'instigation de Danton, Desmoulins écrivit son *Histoire des Brissotins* ou *les Hommes d'Etat dévoilés*. En outre Robespierre et Danton s'entendirent pour lâcher Marat, ce fou du peuple, qui, accusé et absous, acquit une extraordinaire autorité d'extravagance et d'insurrection. Grâce à de telles manœuvres, le 31 mai s'accomplit, et les Girondins, pressés de consentir leur suspension ou leur démission, furent décrétés d'accusation.

Alors apparurent toutes leurs faiblesses. Irrésolus sur le parti à prendre, ceux qui restèrent à Paris ne trouvèrent dans le feuillantisme aucun secours; ceux qui s'enfuirent en province, à Bordeaux ou à Caen, se convainquirent aisément combien étaient vaines les velléités de fédéralisme. Le meurtre de Marat, qui leur fut calomnieusement imputé, hâta leur ruine, laquelle d'ailleurs était certaine. Car le tribunal révolutionnaire institué par Danton, le comité du salut public institué par Robespierre, étaient, aux mains des Jacobins, une arme irrésistible, tandis que les Girondins n'osaient pas même compter sur les honnêtes gens, désorganisés, dispersés, frappés d'une immobile stupeur, ainsi que le prouve l'acceptation par les assemblées primaires de la monstrueuse et ridicule constitution de 1793. C'est pourquoi on ne tenta rien pour les sauver. La terreur fut mise à l'ordre du jour, la loi des suspects rendue, et, après avoir préludé par l'assassinat de la reine, Danton et Robespierre purent, sans obstacle, envoyer les Girondins à l'échafaud. Puis, comme si le sang appelait le sang, d'illustres et nombreuses exécutions suivirent, madame Roland, Bailly, le duc d'Orléans, Houchard, Barnave.

VII.

Ainsi la Gironde avait subi le sort qu'elle avait fait à la royauté, et, désormais, parvenue au terme de son ambition, la Montagne dominait la Convention sans partage. Heureusement cette domination ne devait pas être longue; car Danton et Robespierre, qui s'étaient unis pour le meurtre des Girondins, ce meurtre accompli, entrèrent aussitôt en compétition.

Danton, homme de plaisir, d'argent, soudoyé tour à tour par tous les partis, sans projet d'avenir déterminé, voulait-il, par une modé-

ration inattendue, décréditer Robespierre, asseoir sa propre autorité, obtenir son pardon? Ou bien était-il las et comme chancelant sous le poids de ses excès? Cette dernière conjecture est peut-être le vrai.

Robespierre, dans sa médiocrité haineuse, avait senti se développer en soi l'idée fixe de la dictature. Lentement et subrepticement, il avait réussi à surmonter les dégoûts qu'il inspirait, à faire accepter ses monotones et ennuyeuses déclamations comme une supériorité de talent, et pour du stoïcisme, son froid et implacable calcul. Rhéteur plein de fiel et de raideur, flatteur infatigable du peuple, passionné mais sachant attendre, peu à peu ses ennemis, c'est-à-dire les obstacles, avaient violemment disparu. Le 31 mai ne lui suffisait pas; il lui restait à perdre un rival.

On vit alors, d'un côté, Danton et Desmoulins, rédigeant le *Vieux-Cordelier*, où s'étalaient une liberté et une réaction inespérées de langage; et de l'autre, Robespierre et Saint-Just, toujours soutenus par la Montagne et les Jacobins. La partie n'était pas égale. Après un procès, suivant l'ordinaire, atrocement scandaleux, et pendant qu'Hébert et Chaumette étaient condamnés comme ultra-révolutionnaires, Danton et Desmoulins succombèrent, en quelque sorte, sous l'accusation de modérantisme. « Qu'importe la mort? s'écriait Danton. J'ai bien joui de la vie et de la Révolution; j'ai bien dépensé, bien riboté...., allons dormir. » Telle était la théorie de la plupart des révolutionnaires.

Délivré de Danton, grandi de tout l'effroi qu'inspiraient les massacres ordonnés ou autorisés par lui, armé de la loi du 22 prairial comme d'un glaive, à ce moment, si Robespierre eût eu le génie de Cromwell, eût-il pu devenir un Cromwell? Il y avait évidemment des différences nombreuses entre la France de 1794 et l'Angleterre de 1649, ne fût-ce que l'absence en France du fanatisme religieux, et la consistance en Angleterre de la hiérarchie sociale. En outre, la dictature d'un avocat eût sans doute duré beaucoup moins que celle d'un soldat. Mais lors même que tout eût favorisé l'avénement de Robespierre au pouvoir suprême, une telle élévation n'aurait-elle pas donné le vertige à cet esprit étroit, sans vue générale, amoureux d'une phraséologie vide d'idées, plagiaire entêté des paradoxes politiques de Rousseau. De plus, nature essentiellement jalouse, il excitait, à son tour, la jalousie de la Montagne, pour qui le maintien de l'égalité consistait dans le complet nivellement de tous, qui redoutait comme un principe de ruine pour elle-même la cessation du désordre, qui feignait de craindre ou qui craignait un retour quelconque vers le passé. Par conséquent, Robespierre lui devenait odieux. Catherine Théot l'avait rendu ridicule; la fête de l'Etre-Suprême le rendit insupportable. La Montagne crut voir en lui une sorte de pontife-roi; et, pressés de

dérober leur tête à ses fureurs, Barrère, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, Tallien, s'unirent pour l'attaquer. Robespierre avait pour lui Saint-Just, Couthon, Lebas, les restes languissants mais armés du Jacobinisme et de la Commune. Mais il n'osa repousser la force par la force ; il douta de lui-même, et, au 9 thermidor, cet hypocrite sanguinaire tomba. La Révolution était bien « Saturne qui dévore ses enfants. »

VIII.

La Montagne, en sacrifiant Robespierre, avait pensé s'alléger. En le subissant, elle se fût donné un maître ; en l'immolant, elle se blessa à mort. Car la loi du 22 prairial fut sur-le-champ rapportée ; on délivra les détenus, et, tandis que Billaud et Collot-d'Herbois considéraient le 9 thermidor à l'égal du 31 mai, comme une expurgation, Tallien commença la réaction, et à Tallien s'adjoignit Thibaudeau, plus réactionnaire encore. Les Thermidoriens s'élevèrent contre les Jacobins, et le jacobinisme, enfin vaincu, expira lors de cette journée du 1er prairial, où Boissy-d'Anglas et Féraud conjurèrent, par leur courage, ses derniers efforts.

De cruelles représailles suivirent ce triomphe sur les scélérats, notamment dans le Midi, à Lyon, à Marseille, à Tarascon. A Paris, Carrier, Fouquier-Tainville, leurs imitateurs et leurs complices, furent livrés aux tribunaux. La Convention rappela les représentants qu'elle avait proscrits. Il y eut, dans l'opinion, un soupir de soulagement d'abord, et bientôt s'agitèrent des espérances diverses.

En effet, au dehors, la France était en paix avec la plupart des autres puissances, l'Espagne, la Prusse, les États-Unis, la Porte, Venise, Gênes, la Toscane, les villes Anséatiques, le Danemark, la Suède, la Suisse, Genève, le Valais, la République Batave. Au dedans, ses dissensions fiévreuses s'étaient apaisées par l'épuisement. Il semblait donc que l'on pût utilement aviser à un parti, et au sanglant conflit des convoitises allait succéder la lutte plus pacifique des prétentions.

La mort du Dauphin, après une agonie inexprimable, simplifia la situation. Dès lors, il fut clair que l'on ferait un essai de république, et la Convention songea sérieusement à établir une organisation. Jusque là elle n'en avait pris aucun soin. Entièrement occupée à détruire, à égorger, à réprimer, on ne saurait assez admirer la stérilité ou la déraison des travaux législatifs de cette assemblée.

Son seul titre d'honneur, c'est la défense et le maintien de l'intégrité du territoire. Encore est-ce au patriotisme de l'armée qu'il

convient d'attribuer un tel résultat, patriotisme robuste que ne lassèrent ni les représentants en mission, ni les généraux ridicules ou infâmes créés par eux, un Doppet, un Ronsin, un Rossignol. Jusqu'au ministère de Carnot, qui apporta au département de la guerre de la droiture et de la capacité, la Convention ne travailla qu'à désorganiser l'armée, comme tout le reste.

Le plus efficace moyen de préparer des succès militaires eût été évidemment de relever les finances, si délabrées depuis la banqueroute de Law; et il semble qu'elles auraient pu être réparées par la réduction des dépenses; par l'avénement de l'égalité civile, qui, en étendant à tous l'obligation de l'impôt, augmentait le chiffre du revenu public dans une si large proportion; par le rachat des biens de main-morte, d'où procédait une division féconde de la propriété; enfin par une assiette affermie du trésor public et par la liberté des transactions. Mais au lieu de s'en tenir à ces sages mesures, la Convention procéda par le gaspillage et la confiscation. Elle imagina les contributions forcées et l'iniquité de l'impôt progressif. Elle créa le maximum et le papier-monnaie.

Quel respect attendre de la Convention pour les lois établies? Comme pressée d'introduire l'immoralité dans le droit, elle institua le divorce et la successibilité des enfants naturels; ou, pervertissant les dispositions les plus équitables, elle déclara que l'égalité des partages donnerait lieu à la rétroactivité.

L'instruction publique lui parut un élément d'aristocratie. Elle commença donc par la vouloir supprimer. Elle la compromit du moins pour longtemps, malgré les heureux détails que vers la fin et presque à son insu, Lakanal, Fourcroy, Monge, Bertholet, firent décréter : l'école normale, les écoles centrales et primaires, l'école des travaux publics, les écoles de médecine, les cours du Jardin des Plantes, le bureau des longitudes.

Avec l'absurde prétention de changer, en même temps que le langage et les habitudes de la nation, ses mœurs et ses croyances, elle se montra d'une intolérance religieuse qu'on devait exécrer; et, mettant en pratique le philosophisme du siècle, elle souleva les consciences.

Terrible, mais nullement politique envers l'étranger, tandis qu'elle aurait dû profiter de la paix pour asseoir le régime qu'elle méditait, elle n'eut pas plus tôt assuré l'intégrité du territoire, qu'elle s'enivra de cet amour des conquêtes qui, bientôt vertigineux, effréné, devait aboutir un jour à la paix humiliante de Paris.

Sans autre conduite que le hasard, sans autre règle que la passion, en abolissant la constitution de 1791, cette Assemblée draconienne n'eut aucune idée claire de ce qu'elle voulait au-delà. La constitution

de 1793 ne fut pour ses rédacteurs même qu'une plate dérision. « Je la rendrai si impraticable, disait Hérault de Séchelles, que je défierai bien qu'on la mette à exécution ; » et il écrivait au conservateur de la bibliothèque, pour lui demander les lois de Minos, afin de le guider dans son travail. Ce ne fut qu'épuisée d'excès, n'ayant plus rien à détruire, les clubs enfin fermés, les tribunaux révolutionnaires dissous, les derniers scélérats violents déportés, l'espoir de la dictature en apparence aboli, les hommes modérés et intelligents ayant repris courage, que la Convention s'inquiéta d'établir une organisation sensée et définitive. Sur quoi elle n'imagina rien de mieux, dans sa verve géométrique à la fois et rhétoricienne, que la constitution de l'an III, c'est-à-dire avec une déclaration des droits, et une élection à peu près universelle, mais non pas directe, un Directoire, un conseil des Anciens et un conseil des Cinq Cents ; croyant ainsi tenir un milieu entre le despotisme monarchique qu'elle abhorrait et le despotisme parlementaire qu'elle n'avait que trop expérimenté ; se défiant, à si juste titre, d'elle-même, et pourtant jalouse de son pouvoir.

Cette avidité maladive du pouvoir apparut assez dans la manière dont la Convention prépara les élections d'où devait sortir l'établissement nouveau. Car, au lieu que la Constituante avait violé la liberté des électeurs en interdisant la réélection de ses membres, par une violation contraire de cette même liberté, la Convention enjoignit aux électeurs de prendre dans son sein les deux tiers des futurs législateurs, se réservant en outre de pourvoir aux élections multiples. L'esprit public, le sentiment d'une légalité quelconque s'étant réveillés, de semblables prétentions excitèrent la révolte. Au 1er prairial, les Jacobins, au nom de la révolution, s'étaient efforcés d'exterminer la Convention ; au 13 vendémiaire, les sectionnaires l'envahirent au nom de la réaction. Ceux-ci furent repoussés comme ceux-là, et si, par son triomphe même, la Convention témoigna, jusqu'au dernier moment, de ses ardeurs de souveraineté, du moins elle sembla avoir mis pour longtemps les assemblées délibérantes à l'abri des coups de main de la rue, qui l'avaient si souvent elle-même déshonorée.

Au lendemain du 10 août, l'infortunée Marie-Antoinette jugeait la révolution. Confinée dans une des cellules du couvent des Feuillants, entourée de quelques amis et de quelques serviteurs : « Nous allons succomber, disait-elle, par cette horrible révolution. Bien d'autres périront après nous. Tous ont contribué à notre perte ; les novateurs comme des fous ; les ambitieux, pour s'élever ou s'enrichir ; les plus forcenés jacobins voulaient de l'argent ou des places ; la foule demandait le pillage. Il n'y a pas un patriote parmi tous ces infâmes. Les émigrés avaient aussi leurs projets et leurs intrigues ; les étrangers

veulent profiter des dissensions de la France; tout le monde est pour quelque chose dans nos malheurs! » — « Pauvres enfants! disait-elle encore en embrassant le Dauphin et sa sœur, votre bel héritage finit avec nous; il est cruel de ne pas vous le transmettre. » Pour que l'énumération fût complète, il n'y avait plus à ajouter à ces causes effectives des désordres de nos pères, que les fautes mêmes de la cour, ses légèretés, ses défiances, ses indécisions, ses aveuglements et ses retours.

IX.

Les lecteurs aimeront à chercher dans l'ouvrage de M. de Barante les détails de l'histoire de la Convention. Ils se sentiront pénétrés de compassion ou d'horreur par tant de narrations et de peintures où l'écrivain a su faire reparaître avec un art saisissant les hommes, les circonstances et les choses : le *10 août*; le *procès du roi*, *de la reine*, *des Girondins*, *de Danton;* la *captivité du Dauphin;* toute une galerie de portraits copiés d'après nature, *depuis madame Roland et Charlotte Corday jusqu'à Robespierre et à Marat*. Ils seront entraînés par le récit animé des guerres de cette époque, et particulièrement des guerres de la Vendée. Enfin, à parcourir les rapports, les exposés, les discussions, les discours dont l'ouvrage abonde, ils croiront assister aux péripéties du lugubre et long drame parlementaire de la Convention. Ils entreront, en un mot, dans la pensée de l'auteur, qui, avant tout, a pris à tâche d'écrire l'histoire des opinions et des partis.

Tel est en effet le but que se propose l'historien digne de ce nom. Il ne se contente pas de raconter les événements en un style animé, encourant ainsi le reproche banal de s'adresser à l'imagination, non à la raison; uniquement préoccupé de plaire et sans nul souci d'instruire; amateur de descriptions pittoresques, et d'ailleurs indifférent à la cause de la justice, de la moralité, du progrès. Mais il n'a garde de demander au passé l'apologie d'un système préconçu, d'oublier ce qui a été pour célébrer ce qui aurait dû être, et, sous prétexte de discerner l'action de Dieu, de mutiler et de tronquer l'action des hommes. Par-dessus tout, il se défend de la coupable manie de travestir en roman la politique, qui est sacrée, puisqu'elle traite des intérêts et des droits des peuples; de mettre un masque tragique sur des visages empreints de stigmates flétrissants; de couvrir par des déclamations retentissantes le cri vengeur de la vérité. L'historien voit ce qui est et le fait voir. Il ne démontre pas la réalité, ce qui serait absurde; il la montre, et ce lui est un assez utile emploi de son talent, comme

aussi une assez belle récompense de son labeur, que de parvenir à la dégager des ténèbres qui l'offusquent, des mensonges qui l'enveloppent, des préjugés qui la défigurent. Éclairci de la sorte, le passé n'est-il pas en effet la plus efficace préparation de l'avenir ?

« M. le comte de Boulainvilliers et M. l'abbé Dubos, observait Montesquieu, ont fait chacun un système, dont l'un semble être une conjuration contre le tiers-état, et l'autre une conjuration contre la noblesse. Lorsque le Soleil donna à Phaéton son char à conduire, il lui dit : « Si vous montez trop haut, vous brûlerez la demeure céleste ; si vous descendez trop bas, vous réduirez en cendres la terre. N'allez point trop à droite, vous tomberiez dans la constellation du Serpent ; n'allez point trop à gauche, vous iriez dans celle de l'Autel ; tenez-vous entre les deux [1]. »

L'*Histoire de la Convention* nous offre ce milieu sûr que recommandait Montesquieu. Également éloigné de tout excès, M. de Barante ne justifie pas tout, mais il explique tout ; au-dessus des hommes il place la patrie ; à ses yeux, l'ordre n'exclut pas la liberté ; volontiers il concilierait un régime démocratique et une aristocratie ; pour lui enfin la date abominable de 93 n'efface pas la date glorieuse de 89, point fixe au delà et en deçà duquel la France oscille depuis soixante ans.

J. Félix Nourrisson.

[1] *Esprit des Lois*, l. XXX, chap. x.



LE DANTE ET LAMENNAIS.

Ma dimmi, se tu sai, a che verrano
Li cittadin della citta partita :
S'alcun v'é giusto : e dimmi la cagione
Per che l'a tanta discordia assalita.

(*Inf.*, cant. VI.)

Mais, dis-moi, si tu le sais, où en viendront les citoyens de la ville divisée : s'il en est aucun de juste : et dis-moi pourquoi tant de discordes l'ont assaillie.

(*Traduct. de M. de Lamennais.*)

I.

Nous croyons ne rien dire de fâcheux pour la mémoire de M. de Lamennais en rapprochant son nom de celui du Dante. Ce n'est pas que l'idée d'un parallèle impossible entre un prêtre ennemi de l'Église et le plus grand poëte du catholicisme ait rien qui puisse nous tenter. Pourrions-nous oublier que, si le poëte a sacrifié quelques Papes, le prêtre s'est attaqué à la papauté, et que si ce dernier a voulu mourir comme il est mort, l'amant séraphique de Béatrix voulut revêtir à ses derniers moments la robe de bure des franciscains? Un plus grand intervalle d'idées que de siècles sépare d'ailleurs ces deux hommes. Il est certain que si le Lamennais de la *Politique du Peuple* eût connu le Gibelin de la thèse *De Monarchia*, il l'aurait traité comme un vil suppôt de la tyrannie : et l'on ne peut guère mettre en doute que si Dante eût rencontré sur ses pas l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* vociférant les anathèmes de l'*Esclavage moderne*, il l'aurait précipité sans pitié dans cette dernière fosse où Judas et Brutus expient leur double trahison contre le Pouvoir et contre Dieu.

Mais, si contraires qu'elles soient par les conclusions, deux œuvres

peuvent se rencontrer dans les détails, et de ce que deux figures historiques semblent offrir de saillants contrastes, on ne doit pas conclure qu'elles n'aient pas eu dès l'origine et même qu'elles n'aient pas gardé jusqu'au bout quelques traits communs. Les ressemblances intellectuelles viennent de loin et se trahissent de plus d'une façon. Tantôt c'est une parenté d'école qui n'entraîne aucune parenté d'idées, et tantôt une différence radicale dans la manière qui n'exclut pas une parfaite identité d'inspiration. C'est ainsi que les toiles d'Albert Durer ne sont pas moins catholiques que celles du Pérugin, et que les tragédies de Voltaire sont calquées sur celles de Racine. Nous avons toujours cru, quant à nous, qu'il en est de la société spirituelle comme de la société visible, qu'il y a des familles d'âmes et que chacun de nous peut revendiquer, outre la filiation du sang, une filiation plus mystérieuse qui pour ces glorieuses exceptions qu'on appelle les grands hommes, ne se confond pas toujours avec la première. Ces familles se perpétuent par une loi toute divine, transmettant de siècle à siècle et de peuple à peuple un héritage de grandeur et de génie. Comme les autres, où si souvent le bisaïeul ne reconnaîtrait pas les petits-enfants, elles prospèrent ou décroissent, et courent même le risque de s'éteindre. Là comme ailleurs, hélas! ce sont les meilleures qui s'en vont. Qui dira où se montre aujourd'hui la descendance des Cimon, des Epaminondas, des Scipions, des Titus, des Suger, des de Harlay, des Mathieu Molé, des Malesherbes, des Washington, la descendance des grandes âmes civiques?

Celle du Dante, bien qu'affaiblie et défigurée, peut se suivre à travers l'histoire. Dès la fin du xve siècle, nous la retrouvons avec sa fougue austère, ses efforts désespérés vers le bien, ses écarts de haine et sa rigoureuse orthodoxie, dans le dominicain Savonarole. Presqu'en même temps et sous le même ciel, elle se relève de toute sa taille dans Michel-Ange. Klopstock et Milton peuvent aussi se réclamer de cette haute et fière lignée. Elle vient enfin de trouver pour la seconde fois dans un prêtre, sa plus compromettante et sa plus douloureuse personnification. Ce prêtre s'appelait encore, il y a 20 ans, M. l'abbé de Lamennais.

On aura beau dire que le célèbre démocrate est essentiellement un esprit de ce temps et même des temps prochains, il suffit d'y regarder d'un peu près pour se convaincre qu'il ne sera pour l'avenir qu'un esprit du moyen-âge. Loin de nous de prétendre que sa renommée en doive souffrir, bien qu'assurément ses prétentions fussent tout autres! Il nous semble au contraire que, si cette renommée dépasse le siècle qu'elle a si cruellement agité, elle le devra surtout à ce contre-sens original d'une imagination et d'une méthode d'avant la renaissance mettant à profit le vocabulaire et les utopies de notre époque.

Tel est en effet le trait distinctif de cet abbé-tribun et ce qui caractérise sa figure dans la pâle galerie des démagogues contemporains. Ses œuvres complètes nous font assez l'effet d'une cathédrale gothique transformée en club. Tout s'y trouve, le plan grandiose et confus, les nefs profondes, les hauts arceaux qui se rejoignent comme deux mains qui prient, l'éclair mystique des vitraux, les saints rêveurs sous leurs niches sombres ; et dans la chaire sculptée que surmonte, les ailes ouvertes, l'ange du dernier jugement, un prêtre au regard fiévreux, au corps débile, à la voix épuisée... Écoutez-le ! Il prêche la guerre à l'Église, la guerre aux princes, la guerre aux grands, la guerre à tout ce qui domine, à tout ce qui règle, à tout ce qui retient. Il appelle les masses à l'égalité devant les passions, désigne du doigt ses victimes dans l'auditoire et donne la *Marseillaise* pour commentaire à l'Évangile [1].

C'est d'ailleurs l'homme des visions, des paraboles, des songes, des évocations, des légendes; c'est l'orateur de l'imprécation et de la terreur, comme le Dante de l'*Inferno* en fut le poëte. Si l'on ne veut pas accorder que certains chapitres des *Paroles d'un croyant*, d'*Amcharpands* et *Dervands* soient de petites épopées dantesques, au moins ne peut-on nier que la donnée première et la mise en scène, le mouvement et le coloris, ne viennent directement du moyen-âge. La conclusion seule est d'aujourd'hui, et nous ne pouvons en être fiers. Théologien comme Dante et comme lui peut-être plus épris de dialectique que de vérité, M. de Lamennais aurait jugé ridicule de vouloir établir par A + B [2] la monarchie universelle ; mais il a jugé digne de lui de mettre la ruine du monde en syllogismes. L'air de famille n'en est pas moins frappant. On dirait ce parent oublié que Dante aperçoit dans le huitième cercle et qu'il reconnaît pour un esprit de son sang, *uno spirito del mio sangue*, rien qu'à sa mine dédaigneuse et à son doigt qui le menace [3]. Nous en demandons pardon au chantre divin des trois cantiques, plus grand à notre avis dans celui du Paradis que dans les deux autres, mais c'est surtout comme poëte de la vengeance, passion tout italienne, qu'il est connu en France et populaire en Italie; c'est aussi par là que son nouveau commentateur le comprend, l'exalte, lui ressemble et se rend célèbre. Ces deux sombres et violents génies ont dû en effet se rencontrer dans les Enfers, mais un seul était fait pour en revenir. Lamennais n'aurait pu chanter ni les souffrances profitables du Pur-

[1] *L'Évangile,* traduction nouvelle avec notes et commentaires, par F. Lamennais.

[2] Voir la curieuse et récente traduction des écrits politiques du Dante par M. Sébastien Rhéal.

[3] *Inf.* cont. XXIX.

gatoire, ni le sourire de Béatrix, ni les joies extatiques et les radieux mystères de l'Empirée.

L'Enfer ! tel est en effet le titre lugubre qu'on ne peut lire sans saisissement au-dessous de celui-ci : *Œuvres posthumes de F. Lamennais.* Il allait en sortir à la suite de son poëte ; mais c'est là qu'une main invisible a brisé sa plume sur la phrase commencée, et qu'à la place du commentaire interrompu par l'éternité, on trouve ces mots de l'éditeur : « On vient de lire les dernières lignes tracées par la plume éloquente de Lamennais.... »

Ces dernières lignes parlent des deux fleuves Léthé et Eunoé, le premier possédant une vertu qui ôte la mémoire du péché ; l'autre rendant celle *du bien qu'on a fait.* Que celui-là seul ait porté devant le trône du juge miséricordieux l'âme aveuglée de ce prêtre qui fut si grand par ses services !

Toujours est-il que le démocrate, comme le Gibelin, est mort dans le désarroi de son parti, dans le désespoir de ses doctrines, dans la dérision de ses prophéties. Devant lui, sous ses yeux mourants, une dernière fois éclairés par la colère, la souveraineté du peuple a renié ses dieux, ses grands-prêtres, ses philosophes, tous ceux qui se targuaient de lui avoir donné révélation de son existence et de ses droits. Il a bien compris que tout était perdu, fini, du moins pour longtemps, de ce côté. Il a vu cette multitude, une fois enivrée de démagogie et ne sachant comment se débarrasser de ce poison qui la brûle, se mettre d'elle-même au régime du pouvoir à haute dose. Et d'ailleurs pouvait-il se faire illusion sur la durée d'un triomphe possible comme une surprise et comme un écroulement ? Ne venait-il pas d'apprendre à quels hommes enténébrés, à quelles passions intraitables, à quel néant d'idées, il avait affaire ? Aussi le visionnaire des *Paroles d'un croyant* a beau s'écrier pour la centième fois : « Ne sentez-vous pas que quelque chose tressaille sous la terre ?... Regardez, un point lumineux va naître à l'horizon... » Il sait bien que ce quelque chose qui tressaille sous la terre, ce n'est pas un germe mais un volcan, que ce point rouge de l'horizon, ce n'est pas une aurore, mais un incendie.

Il n'y a pas jusqu'à cette lamentable idée de fosse commune qui ne soit dantesque. N'est-ce pas en effet l'image de ces bolges sans fond où l'implacable Florentin jette pêle-mêle tous ses damnés ? Un jour, peut-être, un poëte, de force comme Dante à faire parler les morts, entendant bruire des voix étranges sous ce tertre banal, prêtera l'oreille et nous transmettra quelque sinistre altercation entre ce prêtre prêcheur de révolte et son voisin de fosse, pauvre ouvrier des faubourgs, tué dans la dernière émeute !...

II.

Nous savons maintenant pourquoi Lamennais a voulu traduire et commenter la *Divine comédie*. Cette poésie aux cimes orageuses devait le tenter. Debout sur cette œuvre comme naguère sur l'Evangile lui-même, il a pu lancer de plus haut ses anathêmes et faire croire qu'ils viennent de plus loin. C'est en effet un des mystérieux contrastes de l'esprit humain que, même en répudiant le passé, il sent le besoin de s'accréditer du temps et de se chercher des ancêtres. Depuis une trentaine d'années, les ennemis de la Papauté font à Dante la mortelle injure de se réclamer de lui et de l'invoquer comme leur patron. On cite pour les amplifier ses invectives si connues contre Boniface VIII et Clément V; et l'on oublie, comme nous l'avons déjà remarqué, que sur plus de deux cents papes qui ont régné avant la naissance du poëte, trois ou quatre seulement sont immolés à ses haines politiques. Les démocrates, il faut leur rendre cette justice, ont renchéri sur les Gibelins : pour eux, c'est le Saint-Siége lui-même, ce sont tous les pontifes, depuis saint Pierre jusqu'à Pie IX, qui se voient mis en cause et condamnés. Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, l'école moderne n'a donc rien à demander aux siècles d'avant la Renaissance, et l'abbé de Lamennais se rapproche moins du Dante que de Luther, cet autre prêtre de l'*Inferno*.

Il y a sans doute bien des manières de lire et d'interpréter la grande épopée du moyen-âge. On peut, comme tous les commentateurs, s'aider de l'histoire du temps, du pays et de la vie du Dante; jeter quelques éclairs sur les nombreuses obscurités du texte par l'étude exégétique de chaque tercet, travail de Pénélope tant de fois fait et défait depuis Boccace. On peut, comme le projetait Foscolo, y trouver matière à trois études curieuses : l'une sur la condition civile de l'Italie aux XIIIe et XIVe siècles, parce que l'originalité du poëte provient en grande partie de l'originalité de son époque; l'autre sur la littérature de ce temps agité déjà par les premiers souffles de la renaissance; la troisième enfin, exposant l'état des croyances et de l'Eglise à ce moment, qui devait précéder de si peu celui des catastrophes. Quoi de plus? Et que n'a-t-on pas trouvé dans ce poëme de toutes les merveilles? La terre qui l'inspira n'a-t-elle pas vu de graves professeurs d'université y chercher des traces de cabale et de science hermétique, à ce point d'y montrer prédite, année pour année, la naissance de plus d'un grand homme? D'autres, plus rapprochés de nous, ne veulent voir dans *la Divine comédie* qu'une feuille volante des

livres sybillins, l'Odyssée symbolique de l'humanité ressuscitée et souveraine. Loin de songer aux choses de son temps, comme on l'en a fortement soupçonné jusqu'ici, le poëte n'a songé qu'aux temps nouveaux, qui ne sont autres que les temps présents, ou peu s'en faut. L'enfer, c'est l'ancien régime; le purgatoire, c'est l'époque transitoire dont nous commençons à sortir; le paradis, c'est la république sociale. Il n'y a pas autre chose dans les trois cantiques! C'est une seconde Apocalypse: seulement il ne faut pas s'y tromper, la Bête, ce n'est pas le commentateur, c'est l'Eglise elle-même. Ces voiles étranges, *vele strane*, sous lesquels le lecteur est averti de chercher la pensée cachée, savez-vous bien ce qu'ils sont? Pas autre chose que les formules de convention, les mots de passe, l'argo ténébreux des sociétés secrètes du moyen-âge. Dante, Grand-Orient! Dante, précurseur de M. Caussidière! Heureusement que de ces trois chants divins si vilainement transformés en loges maçonniques, notre illustre et regretté Ozanam a déduit avec un irrésistible éclat toute la philosophie catholique du XIIIe siècle.

Entre tant de routes diverses ouvertes à toutes les doctrines et pouvant mener facilement à toutes les conclusions, M. de Lamennais n'a daigné faire aucun choix. Histoire, poësie, linguistique, théologie, patientes investigations dans les sciences et les biographies d'il y a 600 ans, rien de ce qui a passionné ses prédécesseurs ne lui a paru digne de le préoccuper ou tout au moins de le détourner. Sa haine trop pressée va droit au but comme la balle. Pour lui, cette œuvre si complexe de commenter l'Homère de l'autre vie se réduit à formuler ces trois propositions: La religion catholique est l'ennemie née de la liberté. — L'Eglise a été et sera toujours gardienne ou promotrice de la servitude des peuples. — La Papauté est le grand, l'éternel obstacle au bonheur et à l'unité de l'Italie. C'est là tout ce que cet étrange glosateur a su trouver dans un poëte, auquel il veut bien décerner cependant un brevet de fervent catholique, et dont le plus grand grief contre quelques papes fut précisément d'avoir abandonné l'Italie.

Ces thèses de l'erreur, toujours confondues, seront toujours reproduites, et c'est notre tâche à la fois banale et difficile de revenir sans cesse sur des questions épuisées. Pourquoi s'en étonner? Le mensonge doit être un, puisque la vérité est une; ses formes seules varient habilement, suivant le temps et les passions qui ont l'empire. Au point où ont été poussées de nos jours les explorations historiques, il faudra cependant que le mensonge trouve autre chose. Par un visible dessein de Dieu, l'indifférence moderne est devenue, sans le vouloir, l'adversaire ou tout au moins la réfutation de l'impiété du dernier siècle. Permettant des recherches plus attentives et des con-

clusions plus désintéressées, elle n'a pu que répudier, après un rigoureux inventaire, cet héritage d'ignorance et de mauvaise foi. Son œuvre ne saurait être de reconstruire, mais c'est déjà beaucoup d'avoir renversé ceux qui ont fait les ruines. Libre désormais et personnelle, la science a dû, contre son gré peut-être, s'acheminer vers l'impartialité. En philosophie comme en politique, c'est le triomphe éternel de la liberté de ramener au vrai et au bien par le lent et sûr effet de la discussion publique et de la responsabilité individuelle. Aurons-nous jamais, pour conduire à fin cette noble épreuve, assez de ce souci des choses publiques qui est de la dignité, de cette foi qui est du patriotisme, de cette patience qui est du courage?... Quoi qu'il en soit, l'œuvre est plus que commencée, le résultat est presque atteint, en ce qui concerne le passé historique et notamment le passé religieux. Ce que la passion voltairienne avait obscurci a été remis dans son vrai jour, ce qu'elle avait nié a été démontré, ce qu'elle avait inventé a été rendu au néant, et l'on a vu des plumes protestantes venger à l'envi la Papauté des injures du philosophisme. Dire aujourd'hui que le catholicisme est le contraire de la liberté, c'est donner une vieille diatribe pour une vérité toute neuve. Déjà dans ce même recueil, une plume plus autorisée que la mienne a marqué d'un vif éclair les hauteurs de cette grave discussion [1]. Je n'y toucherai donc que par quelques mots et sur quelques points de détail.

Pour juger la question de fait, il suffirait de prendre la société telle qu'elle était lorsque les Papes la reçurent des mains des empereurs, et montrer ce qu'elle devint dans les grands siècles chrétiens. Et tout d'abord, comment comprendrait-on que la religion du Christ, venue pour remplacer la domination des Césars, fût condamnée à n'être que leur complice? Le pouvoir, sinon le respect, est de tous les temps; mais où a-t-on vu la liberté véritable avant l'Evangile? Je sais tout le danger des thèses absolues sur des mots mal définis! Une expérience qui dure encore nous l'a trop prouvé. En février 1848, quelques vainqueurs vinrent porter dans le sanctuaire l'idole énigmatique de la liberté que bénirent des mains consacrées; puis ils s'en furent, la faisant parler à leur guise, et bientôt contre l'Eglise elle-même. Est-ce une raison pour n'en plus oser prononcer le nom? Et faut-il souffler sur la lampe de l'autel, parce que le socialisme a tenté d'y allumer ses torches? L'Eglise, tout le monde le sait, n'est ni la république ni la monarchie, ni le régime représentatif, ni le régime du bon plaisir; elle est l'Eglise, c'est-à-dire le gouvernement des âmes par Dieu lui-même visiblement représenté. Pour ce qui est des choses de la terre

[1] Voir dans le *Correspondant* du 25 juillet dernier la très-remarquable étude de M. Henri Perreyre.

et de la politique, elle n'interdit aucune honnête conviction et n'en impose aucune ; elle prescrit à ses enfants une obéissance raisonnable, *rationabile obsequium*, envers les pouvoirs établis, ne demandant rien à ceux-ci, rien que ce bien qu'elle est venue apporter au monde et qu'on lui refuse presque toujours : la liberté !

Rappelons-nous les faits, les faits moraux surtout ; ils manifestent la conscience publique, et celle-là dominera toujours les plus habiles raisonnements. A-t-on pu oublier déjà quelle explosion de joie enthousiaste accueillit, il y a neuf ans, les premiers actes du saint Pontife qui règne encore sur l'Eglise ? Je sais que les événements, d'accord peut-être avec une prévoyante politique, ont semblé donner tort à Pie IX. Tort respectable et douloureux, après tout, puisque ce serait celui d'avoir cru à l'Italie ! Mais enfin, l'instinct des peuples avait parlé : à peine l'écho du Vatican eut-il répété de généreuses promesses que tous les catholiques crièrent *hosannah !* et les autres s'étonnèrent de sentir leurs lèvres forcées à la louange. Tous les journaux, tous les orateurs, tout le clergé, exaltèrent à l'envi le Saint-Père réformateur et libéral. Quelqu'un a-t-il fait alors ses réserves au point de vue de la doctrine? Qu'applaudissait-on cependant? Etait-ce bien sérieusement l'établissement d'une garde nationale à Rome, la convocation d'une consulte, la suppression de quelques abus administratifs? Non, sans doute. Ce que le monde applaudissait, ce qui faisait battre tous les cœurs, depuis l'Amérique républicaine qui signait d'innombrables adresses, jusqu'à l'antique Orient qui mandait, comme il y a dix-neuf siècles, des ambassadeurs vers cette lumière nouvelle levée sur Israël, c'était la consécration des besoins nouveaux par la religion, c'était l'Eglise bénissant de ses vieilles mains la liberté moderne. Car, cette fois, c'était bien d'elle qu'il s'agissait, c'était bien de cette liberté d'hier que nous appelions liberté de la presse, liberté de l'élection, liberté de la représentation nationale. Cette acclamation, croyez-le, c'est le vote des âmes ! Elle ne prouve pas, entendons-nous, que le Saint-Siége doive pencher vers les gouvernements de tribune et de presse plutôt que vers les autres ; elle prouve qu'il y a chose jugée dans la conscience de tous, en faveur de l'alliance historique et toujours populaire entre la religion et la liberté. Il faut donc qu'on en prenne son parti : la génération qui a vu ces grands jours restera fidèle à des souvenirs qui sont des engagements, et ne croira jamais qu'il puisse y avoir une doctrine catholique pour 1846 et une autre pour 1855.

Quant à suivre à travers l'histoire la marche ascendante et le déclin de la Papauté, on croira sans peine qu'il faudrait plus qu'un article de Revue pour tenter l'aventure d'une telle excursion. Cette histoire cependant, il suffirait de la raconter pour la défendre. Et par exemple,

serait-il bien difficile de s'apercevoir que par le seul fait de son existence la puissance papale a fermé toute chance de retour à la puissance césarienne dont elle tient la place ? Puisque l'Église est la monarchie universelle des âmes, elle est donc le plus grand et le plus naturel obstacle à cette autre monarchie universelle qui fut le rêve et la menace de tous les conquérants. Aussi, voyez comme tous ont compris qu'ils l'avaient pour ennemie ; comme tous, l'ayant flattée pour la surprendre, se sont hâtés de lui donner des chaînes ; comme tous sont tombés misérablement sous sa malédiction libératrice ! Le Pape et l'Empereur ne peuvent se partager la domination, deux souverainetés universelles s'excluent, et d'ailleurs celle des deux qui a la force ne pourrait résister longtemps à la tentation de s'en servir contre celle qui ne l'a pas. C'est ce que les Papes ont admirablement compris, et c'est ainsi que l'indépendance de l'Église est devenue la sauvegarde de l'indépendance de chaque État.

Indépendance et liberté, n'est ce pas là d'ailleurs tout le sens politique de la religion naissante ? Au fond des Catacombes germe déjà la pensée d'affranchissement. Ces quelques hommes réunis autour des tombeaux de leurs martyrs, César les regarde comme rebelles : cependant ils obéissent aux lois de l'Empire, ils payent l'impôt, ils fournissent le service militaire, ils n'entrent dans aucun complot, ne se montrent dans aucune sédition ; et quand l'autorité les poursuit, ils ne savent pas résister, ils ne savent que mourir. Que peut-on donc leur reprocher ? Une seule chose, ils refusent d'adorer les idoles, c'est-à-dire César lui-même. Ah ! ils ont donc un Dieu plus grand que César, un culte plus relevé, un Pontife plus obéi ! Il n'en faut pas davantage ! Voilà l'incompatibilité reconnue entre le despotisme et la foi nouvelle, voilà la rivalité proclamée, voilà la guerre qui commence entre l'Empire et le Sacerdoce.

Cette guerre où le sang ne coule que d'un côté est emportée comme tout le reste dans le flot montant des invasions. Arche de refuge pour la civilisation, la barque de Pierre qui surnage seule devient bientôt l'arche d'alliance entre les vainqueurs qui se soumettent et les vaincus qui se relèvent. Mais c'est seulement après Charlemagne, ce restaurateur de l'Empire qui ne vint à Rome que pour s'agenouiller devant le successeur des Apôtres, que commence le grand rôle de la Papauté devenue pleinement indépendante, c'est-à-dire souveraine. Elle n'a que quelques milles de territoire autour d'elle, peu de soldats, des finances volontaires ; et cependant elle gouverne le monde. Ses légats courent par tous les chemins portant les avis, les remontrances, les ordres de cet étrange souverain. De loin en loin quelque bulle terrible vient frapper sur son trône un roi parjure, foudroyer un ambitieux qui menace la liberté de l'Europe, ven-

ger les peuples et les mœurs chrétiennes. La main de Rome est partout : on la voit mêlant et démêlant les intrigues des cours, se posant arbitre d'autorité dans les querelles qui commencent, suscitant les guerres justes, nouant des alliances, imposant des trêves, soutenant les faibles, réprimant les forts, intervenant jusque sur les champs de bataille comme à Poitiers, inexorable seulement pour les ennemis de la foi qui étaient alors les vrais ennemis de la chose publique. L'Europe grandit sous cette main bénissante, et l'on vit souvent les rois les plus acharnés signer la paix *par déférence pour notre Saint Père le Pape*, comme on peut le lire en tête du fameux traité de Brétigny. Et plus tard, quand s'évanouit ce beau rêve de république chrétienne, quand le divorce éclate entre la politique devenue séculière et l'Église dont le bras s'affaiblit, quelle mission va rester à la Papauté ? Elle accueille les naufragés de l'Orient, elle inonde l'Europe des lumières nouvelles de l'art et des lettres antiques, elle concentre son action temporelle sur l'Italie qu'elle essaie de sauver, et de son dernier geste trouve encore assez de force pour jeter bas dans les eaux de Lépante ce turban de Mahomet, qui ne devait plus désormais effrayer l'Occident que par son impuissance.

Ce ne sont là, on le voit de reste, que quelques traits épars de la politique générale du Saint-Siége. Pour en faire le tableau il faudrait les grands pinceaux de ce Michel-Ange de l'histoire universelle qui en a tracé la fresque immortelle pour le fils de Louis XIV. Maintenant est-ce à dire qu'on ne pourrait pas composer d'autres récits sur la Papauté qui paraîtraient la contre-partie de celui-ci ? Hélas ! ceux-là ne sont pas à faire; ils sont vivants dans toutes les mémoires, dans tous les livres des vieilles bibliothèques, dans tous les journaux qui courent les rues. Le scandale est de tous les temps, le vice est de tous les cœurs, les passions sont de tous les hommes. Sans doute, il y a eu des légats rapaces, des princes de l'Église cruels et dissolus, quelques pontifes indignes de l'anneau.... Qui pense à le nier ? Mais ce n'est là que le petit côté, comme c'est le petit nombre : c'est l'homme, c'est le Pape, si l'on veut ; l'autre, c'est la Papauté. Aurait-elle eu autant d'Alexandres VI qu'elle a eu de saints et grands hommes, il suffirait de jeter un regard sur l'ensemble de son œuvre historique pour reconnaître qu'elle a racheté le monde de la corruption païenne, créé l'indépendance et la liberté des États modernes, et que, grâce à elle, nul vainqueur, depuis César, n'a pu mettre le pied sur le front de l'Europe et lui dire : Tu es à moi !

III.

Pourquoi les Papes ne voudraient-ils pas l'indépendance de l'Italie? Est-ce qu'ils n'y sont pas intéressés d'assez près? Est-ce que cette indépendance ne touche pas à celle de l'Église? Est-ce qu'ils ne sont pas souverains d'un domaine temporel en Italie? Nous parlions tout à l'heure de la politique générale du Saint-Siége : celle qu'il a suivie par rapport à la Péninsule, bien que compliquée comme à plaisir par la turbulence et le peu d'accord des nombreux États qui l'ont de tout temps divisée, ne nous semble ni moins grande ni moins prévoyante. Rome est la seule ville où l'on ait toujours parlé haut et ferme contre les *barbares*, et revendiqué l'Italie pour les Italiens. L'histoire nous montre bien quelques Papes alliés par ruse ou par force avec l'étranger ; mais au fond tous sont profondément Italiens et n'ont rien tant à cœur, après le triomphe de l'Église, que l'indépendance de leur patrie. Pour elle, ils ont combattu corps à corps les Césars allemands qui se portaient héritiers de Charlemagne, et du même coup ces Allemands de l'intérieur qui, sous le nom de Gibelins, poursuivaient contre l'Église la vieille chimère de l'empire d'Auguste. Qui ne sait que pendant plus de quatre siècles, cette lutte qui fut à la fois guerre étrangère et guerre civile, n'eut que de courtes trêves? Puis vinrent nos trop fréquentes expéditions d'Italie, où les Papes nous avaient introduits en donnant à Charles d'Anjou, frère de saint Louis, le royaume de Naples enlevé à la dynastie allemande et gibeline des Hohenstoufen. D'instinct, la France fut guelfe et papale au-delà des monts. Déjà sous ses Carlovingiens elle y était apparue pour refouler les Lombards et consacrer l'établissement temporel de la Papauté. Un destin à la fois glorieux et funeste l'y ramenait. Avec Naples et Milan, avec Gênes et quelques fiefs importants dans la Romagne et le Bolonais, elle devait en peu d'années écraser tous les autres États sous sa prépondérance. Les Papes le virent bien mieux et plus vite qu'aucune de ces républiques trop vantées de nos jours qui ne se lassaient pas plus de nous appeler que de nous trahir. Les prédictions de Pie II, plus prophétiques et plus nationales que celles de Savonarole, sont du domaine de l'histoire. La cour de Rome devint guerrière : ceux-là même qui l'accusent de n'avoir jamais servi la cause de la Péninsule ne perdent pas une occasion de lui reprocher ses armements d'un demi-siècle et la cuirasse de Jules II. Nous avons vu dans le sanctuaire de Lorette le boulet qui abattit la tente de l'intrépide Pontife : c'est l'*ex-voto* de la Papauté à l'indépendance de l'Italie!

Mais un plus grand danger la menaçait, à l'insu de tous, d'un autre côté. Jusqu'au XVe siècle, l'Espagne avait été pour elle comme une terre inconnue et presque fabuleuse. Elle venait en peu d'années de mettre pied à Rome avec les Borgia et sur le trône de Naples avec Gonzalve de Cordoue. En repassant les Alpes, après de longs désastres, nous laissions donc notre ancienne conquête aux mains d'une puissance qui devait être pour elle, comme elle l'avait été pour nous, une auxiliaire peu désintéressée. On sait ce qu'il en advint. En vain voulut-on surexciter le vieil esprit des républiques, en vain fûmes-nous rappelés au secours de Rome saccagée, de l'Église violentée, de ses provinces mises à sang et à pillage, en vain le Saint-Siége eut-il son Paul IV contre les Espagnols, comme il avait eu son Jules de la Rovère contre nous ; les destins de la Péninsule étaient pour la seconde fois accomplis. Elle devait tomber avec la prépondérance temporelle de la Papauté ; car du jour où la puissance n'était plus à Rome, où pouvait-elle être en Italie ? D'elle était venue la grandeur, d'elle aussi serait venu le salut, si les peuples pouvaient être sauvés malgré eux.

Cinq États principaux s'étaient partagé jusqu'au bout ce qui restait de force et d'éclat à ce pauvre peuple épuisé par ses propres désordres. C'étaient : Venise, Naples, Florence, Milan et le Saint-Siége. La grande pensée, la pensée dominante de ce dernier fut de se réunir aux quatre autres en une libre confédération de paix intérieure et de défense mutuelle. Ces grands États devaient venir en représentation des petits. Il devait y avoir un gouvernement fédéral, des finances fédérales, des forteresses fédérales et surtout une armée fédérale. Une armée ! c'est-à-dire ce qui a toujours manqué à l'Italie. Plusieurs Pontifes, tels que Sixte IV et Innocent VIII, usèrent leur règne à cette œuvre ingrate et généreuse, alors comme aujourd'hui seule forme possible de l'unité italienne. Mais le moyen d'organiser une résistance durable dans un pays dont son plus grand poëte a pu dire : « Ceux-là même se dévorent entre eux qu'enserrent le même mur et le même fossé [1] ? » Personne en Italie, ni peuple, ni particulier, ni prince, ne voulut faire le sacrifice d'une seule de ses ambitions ou de ses vengeances, et cette patriotique tentative n'a pas même eu pour résultat de mettre à l'abri des injures de la démocratie les souverains Pontifes auxquels tout l'honneur en doit rester.

La vengeance, ai-je dit ? Ah ! n'est-ce pas montrer du doigt l'éternelle plaie de l'Italie et la honte incurable dont elle est morte. C'est elle qui fut son idole sanglante, et non la patrie et la liberté, comme le veulent ses annalistes. Les vertus civiques ne furent jamais qu'affaire

[1] *Purgat.* cant. VI.

d'imitation chez ce peuple qui n'a eu que des révolutions d'académie et pour lequel ce que nous appelons souvenirs de rhétorique sont les souvenirs de sa propre histoire. La vengeance, c'est-à-dire l'assouvissement d'une passion toute personnelle; la vengeance rendant coup pour coup, perfidie pour perfidie, mort pour mort; la vengeance ayant, comme chez nous l'honneur, ses règles, ses préceptes, ses superstitions, son verdict d'acquittement dans les mœurs publiques : voilà ce qui passa presque toujours et presque partout avant la générosité, avant le courage, avant le respect de la foi jurée, avant le patriotisme ! La dernière raison du point d'honneur étant le duel, la dernière raison de la vengeance devait être le meurtre. L'Italie en eut le culte. On eût dit que, déchue au dessous de la valeur militaire, elle croyait se relever par l'audace du crime et prenait pour devise ce fameux dicton des Florentins : *Cosa fatta, capo ha* [1]. Texte intraduisible dont le sens général peut être rendu par notre proverbe français : *A chose faite, conseil pris*; ou bien : *Ce qui est fait n'est pas à faire*. C'est l'*alea jacta est* du stylet.

On juge de ce que pouvait être un pays où la vengeance était le premier devoir [2], où tant de familles adoraient en guise de dieu Lare une sorte de Teutatès domestique demandant des victimes humaines. Tuer son ennemi ou même le faire tuer, de jour ou de nuit, en face ou par derrière, par le fer ou par le poison, ce n'était ni forfait ni scandale. Il se savait poursuivi, disait-on, c'était à lui à se tenir en garde. Cet homme devenait alors comme une place assiégée. L'assassinat traçait autour de lui d'invisibles parallèles, l'étreignait dans ses zigzags comme dans un lacet, éclatait en trahison sous son toit, en piéges de mort devant sa porte, en menaces partout. Les rendez-vous d'affaires, les folles intrigues, l'amitié confiante, l'église en fête, l'assemblée politique, tout était amorce et guet-apens, tout était mis au service de la dernière passion de l'Italie dégénérée. La langue elle-même se fit sa complice. Ce peuple est sans doute le seul où le nom de *brave*, le plus beau de la langue des camps, ait été donné à des meurtriers à gages.

Dira-t-on que ce sont les Papes qui ont imprimé ce cachet de noire barbarie aux annales de ce grand et malheureux pays? Prouvera-t-on que c'est au catholicisme qu'il faut reprocher cette soif rabique de vengeance, ce mépris tout païen de la vie de l'homme et cet orgueil immense de l'individu dans l'abaissement de la race? Non, sans doute; et ce n'est pas davantage aux misères toujours renaissantes

[1] *Inf.* cant. XXVIII.

[2] On en trouve une curieuse preuve dans le Dante lui-même, ce grand flagellateur des vices de son temps. Voyez au chant 29 de l'*Inferno* l'épisode de *Geri del Bello*.

de la conquête, à la dégradation de la servitude, au contraste irritant et prolongé de la plus belle histoire ancienne avec la plus lamentable histoire moderne. Le contraire serait bien plus vrai. Dès l'origine des républiques, nous voyons cet esprit de *personnalisme* féroce (qu'on me pardonne ce barbarisme bien à sa place) éclater en crimes demeurés historiques et passer aussitôt du caractère national dans les institutions. Tout le monde sait que le Juge ou dictateur de circonstance ne pouvait être qu'un étranger, c'est-à-dire un homme libre de toute solidarité de sang dans la cité. Dante a même pris soin de nous apprendre que la petite ville de Gubbio avait le privilége de fournir ces magistrats dont l'impartialité tenait uniquement des garanties géographiques; et l'immortel proscrit a pu nous dire mieux que personne combien Florence eut à se plaindre d'avoir été les demander plus près d'elle à la petite république de Pistoie, alors partagée entre les *blancs* et les *noirs*. Dans les traités et capitulations, il était de style de s'assurer contre la rentrée des bannis, race de tout temps nombreuse en Italie, qui rôdait aux frontières, l'œil en feu, le poignard levé, cherchant moins le chemin du retour que de la vengeance. Quant aux conseils ou corps délibératifs de ces orageuses démocraties, il faut oublier, pour se faire une idée de leur mode de procéder, tout ce que nous avons vu en ce genre et même ce que nous voyons. Les unes et les autres n'ont connu que les assemblées muettes, et c'est d'elles que nous est venu le triste expédient du scrutin secret. Proclamer son opinion, la faire valoir par la parole, la faire triompher par son vote, c'eût été trop demander à des législateurs si prompts à la haine et dans un pays où la contradiction s'aiguise si vite en pointe d'acier.

Nous ne voulons rien dire de tant de constitutions qui avaient l'ostracisme pour droit commun et l'assassinat pour article 14; nous ne dirons rien surtout des tribunaux criminels, on croirait que nous parlons de l'Italie actuelle. Ne les voyons-nous pas en effet réduits encore à s'enfermer à double tour, cachant, même à l'accusé, l'instruction, la procédure, les noms et jusqu'à la figure des témoins, cachant au public, si c'était possible, la signature des juges et leur arrêt? Hélas! la justice est moins osée que le crime : c'est elle qui tremble, et c'est lui qui frappe en plein soleil.

De ce rapide aperçu sur la physionomie morale des populations de la Péninsule découle notre opinion sur ce qu'on appelle aujourd'hui l'unité ou plutôt l'*unification* de l'Italie. Certes, nous n'avons que du respect pour cette vieille pensée de l'indépendance italienne dont la Papauté fut de tout temps le premier soldat. Rêve d'archéologue, dira-t-on : soit! Seulement un rêve qui dure depuis quinze siècles a droit de prendre rang parmi les choses sérieuses. Que de grands empires n'ont pas autant vécu! Mais autant nous aimons à proclamer

nos sympathies françaises et catholiques pour cette noble cause, autant nous avouons toutes nos méfiances pour le complément qu'on veut lui donner et qui ne nous paraît qu'une machine de guerre inventée par les agitateurs. C'est à croire que ce nouveau mot de passe n'a été mis en circulation que pour exclure plus sûrement le Pape de la question italienne. Il est certain en effet que, du jour où l'Italie, au lieu de se composer de républiques comme au moyen âge ou de petits royaumes comme aujourd'hui, se composerait de départements; du jour où Milan, Venise, Ferrare, Florence, Naples, ses glorieuses capitales, parviendraient à l'honneur d'être des chefs-lieux de préfecture; du jour où Rome, déposant sa couronne de reine du monde, viendrait prendre son rang politique entre Lisbonne et Mexico, de ce jour le domaine temporel de la Papauté aurait fait son temps. Il faudrait un roi d'Italie, peut-être un président, et le Saint-Père n'aurait qu'à lui laisser au plus vite le Vatican et même le balcon de Saint-Pierre. Pendant l'exil de Pie IX, n'y vit-on pas apparaître en effet M. Joseph Mazzini qui donna gravement sa bénédiction pascale à la ville et au monde? L'école démocratique n'a donc pas tout à fait tort de prétendre que le siége de Rome met obstacle à l'unité de l'Italie; mais laisser croire que, cet obstacle renversé, l'unité serait faite, voilà la folie et le mensonge.

Depuis les derniers Césars, l'Italie n'a jamais été ni une ni unie. Elle répugne par son génie non moins que par ses souvenirs de gloire à ce rêve maniaque d'assimilation universelle qui caractérise si bien l'impuissance et la sénilité de l'esprit moderne. La centralisation ne lui serait pas une délivrance, mais un nouveau joug; elle ne serait pas un progrès, mais la dernière décadence. Si la Péninsule resta divisée pendant sa période agitée et brillante du moyen-âge, nous ne voyons pas que sa chute ait pu avoir pour résultat de rapprocher des parties fractionnées elles-mêmes et de faire un tout de tant de débris. Il ne faut pas d'ailleurs demander à un peuple d'être autrement que ce qu'il est et de répudier son histoire pour de vaines théories. L'Italien doué, comme le dit quelque part M. Mazzini, d'une grande puissance d'individualisme, prend le mobile de ses actes dans ses propres passions d'abord, puis dans celles de son parti, de sa famille, de sa ville; rien au-delà. Commandez à l'habitant de Lucques, par exemple, de s'armer pour la défense de Pérouse, il n'y verra que la cause d'un étranger : autant vaudrait lui parler de Carcassonne! Mais dites-lui d'aller au secours de Pise, sa voisine, il vous répondra que Pise est l'ancienne ennemie de Lucques et se joindra plutôt à ceux qui en veulent la ruine. Nous ne craignons pas pour l'Italie la guerre de races qui menace l'Autriche; nous savons que les Goths, les Lombards et tant d'autres barbares qui ont pris racine sur son sol se sont peu à

peu confondus dans le type primitif italien, non sans y laisser peut-être leur veine d'astuce et de sauvagerie. Mais nous craignons les haines de tradition, les guerres de ville à ville, de quartier à quartier, de porte à porte. L'Italie est si peu faite pour former un seul État que, d'après la judicieuse remarque de Ranke, l'agglomération provinciale elle-même n'a jamais pu s'y acclimater. Elle n'eut d'abord que des municipalités éparses échappant une à une aux serres de l'Empire; mais au lieu de se lier entre elles par un pacte de défense mutuelle, comme nos communes du XIIe siècle, on les vit se constituer aussitôt en petites puissances rivales qui eurent, aussi longtemps qu'elles durèrent, leur politique, leurs intérêts, leurs alliances, leurs dialectes, leurs écoles d'art, leurs caractères toujours distincts, et leurs ambitions toujours hostiles. Faites donc des provinces avec de tels éléments! puis avec de telles provinces, faites une nation homogène! Tel est cependant le but apparent que poursuivent les unitaires.

Bien en a pris d'ailleurs à l'Italie de résister par sa nature même à cette malfaisante utopie : une et centralisée, elle serait allemande depuis longtemps. Ce n'est pas, hélas ! devant des obstacles militaires qu'a reculé la conquête ou la diplomatie, c'est devant un obstacle tout moral, cet obstacle qu'on appelle le Saint-Siége et que les patriotes veulent faire disparaître. Ces possessions de l'Église, connues sous la dénomination touchante de patrimoine de Saint-Pierre, sont le dernier *Palladium* de l'Italie à moitié soumise. Depuis Attila, les ravageurs du monde n'ont posé sur ce sol qu'un pied tremblant et se sont enfuis. Ainsi, la Papauté n'ayant pu, malgré de séculaires efforts, sauver l'indépendance de la Péninsule, lui assure au moins le maintien et l'intégrité de la plus vieille partie de son territoire. Elle est non-seulement, comme disait Rossi, la dernière grandeur vivante de l'Italie, mais elle est encore tout ce qui reste d'italien des alpes germaines aux alpes françaises. Là vit la flamme antique et le dernier espoir de Troie! L'Italie avec Rome papale, c'est la Pologne avec une Varsovie polonaise. Du moment où tomberait la barrière sacrée du Vatican, elle deviendrait la Pologne partagée ou quelque chose comme une vaste Lombardie.

Nous le disons avec une entière et sympathique conviction, c'est une réforme morale, c'est une régénération de la race par celle de l'individu, qu'il faut à la malheureuse Italie. Tant qu'elle n'en aura pas fini avec cette frénésie de meurtre qui déshonore son histoire, elle ne pourra compter ni sur le courage désintéressé de ses enfants, ni sur l'accord de ses divers États, ni sur le durable intérêt des peuples, ni tout d'abord sur la grâce et le secours d'en-haut. La vengeance engendre la lâcheté, éternise les discordes, dégoûte l'Europe un moment séduite, et surtout repousse bien loin cette intervention du ciel

sans laquelle, au dire du Psalmiste, aucun édifice ne se fonde ni ne se relève. A celui qui se venge Dieu ne doit que l'abandon : celui-là usurpe en effet l'action de Dieu, ne veut compter que sur lui seul et semble déclarer qu'il suffit à se protéger lui-même. L'Italie a donc été livrée à ses propres forces, et dès-lors elle est devenue comme l'arène où jadis elle allait voir lutter ses gladiateurs. Seulement c'est le peuple-roi qui sert de spectacle et dont le sang coule dans ces combats d'esclaves! Toute passion de justice et de bien public s'est éteinte dans le débordement des passions privées; et l'étranger, sans cesse appelé et repoussé, a fini par s'établir en maître sur cette triste terre où l'on n'a jamais su ni se gouverner ni se soumettre.

Les Italiens voient-ils le mal où il est, et sont-ils capables de trouver le remède? Nous ne parlons que des meilleurs et nous n'osons répondre affirmativement. Qu'on nous permette en finissant une anecdote qui, bien que personnelle, peut montrer jusqu'où vont dans cet étrange pays l'aveuglement des bons esprits et l'illusion des âmes sincèrement patriotiques.

Nous étions, il y a quelques mois, à Ravennes, l'antique capitale des rois goths et des Exarques. L'heureux hasard d'une lettre de recommandation nous avait valu d'être fort gracieusement accueilli dans une des plus nobles maisons de cette ville où, depuis Guido da Polenta, l'hospitalité est de tradition poétique. Vieillard aimable, archéologue distingué, savant ingénieux, humaniste comme nous ne le sommes plus en France, doué de cette merveilleuse aptitude encyclopédique qui fut le brillant apanage des Italiens, le Marquis de C.... nous semble encore de loin comme le passé ressuscité et l'opinion vivante de son pays. On comprend qu'avec un tel *cicerone* ce n'était pas trop, pour remplir nos journées, de l'histoire et des monuments de cette ville unique, trait-d'union entre Rome et le Bas-Empire, qui eut sa première renaissance artistique sous les Barbares et sa seconde décadence sous les Empereurs. Un soir, nous avions été nous reposer de nos courses sur la terrasse du tombeau de Théodoric, voûte inouïe faite d'un seul bloc de granit qui s'élève dans la campagne à peu de distance des remparts. Un spectacle d'une magie tout italienne nous y attendait. Accoudés sur la rampe, nous voyions le soleil s'éteindre dans l'Adriatique, dont le flot caché pour nous colorait d'un plus vif reflet les derniers nuages de l'horizon. D'un côté, s'étendaient les grandes plaines coupées de flaques d'eau qui furent notre champ de victoire de Ravennes, au fond desquelles la *Pineta* du Dante dessinait sa noire bordure de pins, presque sinistre sous le bleu du ciel : de l'autre, la ville déjà plongée dans l'ombre ne montrait plus que ses tours, ses églises, sa coupole byzantine de *San Vitale*, et ne nous envoyait d'autre bruit que la vibration des cloches qui sonnaient l'*Ave Maria*.

C'était un de ces moments où Child-Harold se laisse aller à la mélancolie des souvenirs, où Corinne dénoue sa chevelure, saisit sa lyre dans les mains d'Oswald et chante. Le Marquis se contentait de causer, mais avec une animation si entraînante, un sentiment si élevé, que malgré l'heure et le lieu propice aux rêveries, nous ne songions qu'à l'écouter. Il nous parlait de sa chère et malheureuse Italie, noble cause, après tout, toujours frappée et toujours vivante, toujours vaincue et jamais désertée. « Hélas ! s'écria-t-il, il y a eu cependant, voilà quelques siècles, un royaume d'Italie qui fut puissant, un roi d'Italie qui aurait pu rester le plus grand homme de l'ère moderne, une capitale de l'Italie qui était Ravennes. Si rien de tout cela n'a pu vivre, si nous sommes tombés si bas de faire pitié même à nos ennemis, c'est la faute de Théodoric ! »

Nous n'essayâmes pas de retenir une exclamation de surprise. Théodoric lui-même, se levant du fond de sa tombe pour s'accuser devant le spectre de sa capitale endormie, ne nous eût guère plus étonnés. Qui se serait douté que ce magnifique roi barbare du VIe siècle pouvait être en quoi que ce soit responsable de l'abaissement et de la misère présente des Italiens ? Rien de plus sérieux cependant, du moins pour notre érudit. Il nous refit, par de vrais miracles de savoir et de savoir-faire, toute une nouvelle histoire de la vie et du règne du vainqueur d'Odoacre, appuyant sur les détails qui pouvaient prouver sa connivence avec la cour d'Orient, lui reprochant son éducation à Byzance, son goût avéré pour la civilisation grecque, son admiration pour Justinien, les chances perdues de rompre tout lien avec l'Empire, les hésitations et les complaisances qui firent de son gouvernement comme une transition vers l'Exarchat, et conclut en répétant : « Vous voyez bien que si l'Italie a perdu non-seulement sa couronne, mais son indépendance et son unité, c'est la faute de Théodoric ! »

Ainsi se font les opinions chez ce peuple étonnant où la science elle-même ne travaille qu'au profit de l'imagination. Il a besoin de s'en prendre à quelqu'un de sa décadence, il s'en prend à tout le monde, même à Théodoric — plutôt qu'à lui-même. A Ravennes, c'est la faute de ce fondateur d'une dynastie qui n'eut que cinq règnes et d'un royaume qui ne dura que 60 ans ; à Rome, c'est la faute des Papes ; à Florence, c'est le crime des Médicis ; en Lombardie, c'est la faute de Milan qui rêva toujours sa couronne de fer, de Venise qui s'isola du continent italien, préférant développer sa prospérité sur l'empire moins agité des mers. Et la faute des Italiens donc, des Italiens toujours divisés, toujours en haines, toujours en guerres, toujours en révolte, toujours en instances auprès de l'étranger !

De même qu'ils ne savent pas n'imputer leurs malheurs qu'à eux-

mêmes, ce n'est pas d'eux non plus qu'ils attendent la délivrance. Dante parle quelque part d'un *Messo di Dio* qui doit venir régénérer l'Italie. Ce messie mystérieux exerce depuis des siècles la sagacité des commentateurs. Le plus souvent, ils ont voulu le voir dans le souverain le plus puissant ou l'homme de guerre le plus en renom de son époque. Quelques-uns, voués comme M. de Lamennais à l'hallucination démocratique, l'ont vu naître dans Luther et même dans Napoléon [1]. Pauvres rêves que tout cela! Le véritable envoyé de Dieu n'est pas de l'autre côté des Alpes, il est à Rome, au cœur même de la vieille Italie. Du dehors il ne viendra jamais que des oppresseurs ou des Cyrus apocryphes qui se font payer cher leurs services.

Pour nous, nous ne saurions désespérer de l'avenir des populations italiennes tant que la Papauté conservera son siége au milieu d'elles, tant que nous verrons sur la colline vaticane ce Moïse des nouveaux Hébreux qui, ne pouvant combattre, tient les bras levés au ciel!

Léopold de Gaillard.

[1] *La divina Comedia, con illustrazioni e note di P. Emiliani Giudici.* Firenze, 1846.

LITTÉRATURE.

DE QUELQUES TENDANCES

DE LA

LITTÉRATURE FRANÇAISE,

DE 1830 A 1848.

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE *sous le gouvernement de Juillet*, par M. Alfred NETTEMENT [1].

I.

Le XIXe siècle est un siècle de luttes ; c'est là sa misère et sa grandeur. On a vu des temps emportés sans retour dans le mal, on en a vu d'autres où le bien a paru triompher sans partage. Les nôtres se sont agités en tous les sens, ils ont gravi vers tous les sommets et ils ont penché vers tous les abîmes, ils ont connu toutes les contradictions, de puissants efforts vers la vérité aussi bien que des chutes inouïes, des œuvres fécondes et des essais stériles, les aspirations les plus généreuses bientôt suivies de mornes assoupissements, ils ont, en un mot, rassemblé dans leur enceinte inachevée toutes les ébauches et toutes les ruines des choses humaines. Quand on regarde se développer les siècles qui nous ont précédés, on démêle promptement vers quelle fin ils conspirent. En 1655, le cardinal de Bérulle, M. Olier, Vincent de Paul, les saints sont venus, les semences du génie sont

[1] Chez Lecoffre, rue du Vieux-Colombier, 29.

jetées, le grand règne s'est ouvert au bruit du canon de Rocroy. En 1755, la révolution, toute prête à envahir les événements, respire dans les mœurs, Voltaire corrompt le cœur des générations dont Jean-Jacques Rousseau égare l'esprit, la société s'engage, enivrée et chancelante, dans les voies de la Terreur. Le XIX[e] siècle a dépassé le milieu de sa course. Où va-t-il? Où s'arrêteront ses vastes inquiétudes? Quel sera son nom devant les hommes? Quelle est sa vocation devant la Providence? Siècle de lumières ou de ténèbres, siècle selon la pensée de Dieu ou que sa droite a rejeté, siècle tout en travail pour les desseins éternels ou destiné à se confondre inutile et vide dans le flot des âges; c'est le choix, c'est la redoutable anxiété qui le presse de toutes parts. On dirait que les deux siècles dont nous parlions tout à l'heure, le XVII[e] et le XVIII[e], se prolongent dans notre société incertaine et tourmentée, qu'ils s'y rencontrent, qu'ils s'y heurtent, qu'ils s'y brisent dans un choc perpétuel; semblables à ces torrents qu'a décrits un grand poète de nos jours [1].

> Ainsi quand deux torrents dans deux gorges profondes
> De deux monts opposés précipitant leurs ondes,
> Dans le lit trop étroit qu'ils vont se disputer
> Viennent au même instant tomber et se heurter.....
> ..... Et, portant leur fureur au lit qui les rassemble,
> Tout en s'y combattant leurs flots roulent ensemble.

C'est le sort assez ordinaire des hommes de génie de porter dans leurs œuvres comme un retentissement de leur siècle. Les désirs, les regrets, les passions indécises qu'ils ont entendus autour d'eux, ils les reçoivent, ils les mêlent à leur vie, ils les rendent au dehors plus distincts et plus clairs, et souvent tout leur art se réduit à donner aux rumeurs confuses d'une époque un accent immortel. Qu'on prenne le XVII[e] siècle! Bossuet s'élève au centre de cette société ordonnée et forte, Bossuet, avec sa mesure dans les idées, sa justesse dans les doctrines, son harmonie dans les sentiments, avec sa sérénité dans la majesté; et, s'il se trouve dans un canton détourné du siècle quelques âmes troublées, leur mélancolie s'épanche dans la grande tristesse religieuse de Pascal. Le XVIII[e] siècle marche à l'aventure, il va, sans conduite et sans frein, en butte à tous les hasards où le poussent ses affections déréglées, son esprit de vertige, son indocilité superbe. Regardez son âme : tantôt c'est la misanthropie bizarre de Rousseau; tantôt c'est la sèche ironie de Voltaire. Et maintenant, lorsqu'on cherche quelque éclatante figure qui ramasse et domine nos jours tout pleins de défaillances et de renaissances, n'aperçoit-on pas d'abord M. de Chateaubriand? Il semble qu'il se soit peint lui-même,

[1] Lamartine, *Les Préludes*.

et qu'il ait peint avec lui son siècle dans la plus étonnante création de son génie, dans Réné. Ce jeune homme, inconstant et extrême, qui ne sait où reposer son cœur, qui ne croit pas encore au ciel, et qui ne croit plus à la terre, qui erre comme suspendu entre les sublimités du siècle de Bossuet et les précipices du siècle de Voltaire, qui se dégoûte des splendeurs de la civilisation, et qui veut essayer tout, même l'état sauvage, ce voyageur égaré dans les chemins de Dieu, n'est-ce pas le XIXe siècle lui-même? Image consolante et grandiose, hâtons-nous de le dire. Réné a trouvé sa route, le voyageur est entré dans le temple, l'auteur de l'*Essai sur les révolutions* est devenu l'auteur du *Génie du christianisme*. En voyant le tombeau que cet écrivain admirable a lui-même marqué à ses cendres, nous nous faisions un abrégé de cette vie qui, tout émue qu'elle ait pu être par quelques souffles inégaux, s'est passée et s'est achevée dans le culte des nobles croyances. Une croix de granit, plantée sur un rocher que la mer environne, indique l'emplacement funèbre. La mer roule à l'entour ses murmures vagues, ses orages stériles, ses vaines colères et sa plainte éternelle ; la croix, couverte de l'onde amère, demeure immobile, et, quand le flot s'est retiré, elle apparaît seule.

C'est aussi la fin que nous souhaitons à notre siècle.

Ces inconstances, on les retrouve, tournées, hélas! du côté de l'erreur, et courant vers une chute lamentable, dans un homme qui a rempli son temps du bruit de ses variations et de ses systèmes, dans M. de Lamennais. Quelle étrange et sombre destinée que la sienne ! La guerre est partout dans sa vie, dans sa raison, dans son cœur. Là où il a passé, là où s'est jetée sa logique impétueuse, il a laissé la haine, la discorde, des tempêtes sans fin. Génie inflexible et altier, tout d'une pièce, également incapable de se contenir et de s'humilier, transportant dans le domaine des choses immuables toutes les mobilités de son humeur, s'emparant d'une idée vulgaire, la revêtant de son style de flammes, la poussant en avant par une pente étroite à toutes les extrémités, et marchant toujours, la tête comme repliée en elle-même, jusqu'à ces limites dernières où le chaos commence, le voilà tel qu'il parut tout à coup devant le siècle ! En ce temps-là l'Eglise arrêtait et captivait ses incertitudes. Une vérité l'avait tenté entre toutes, la plus sévère et la plus lourde, le dogme de la déchéance originelle. Il la saisit, il l'embrasse avec transport, il amasse autour d'elle toutes les misères qu'il voit éparses dans l'homme, misères dans son corps, misères dans son esprit, misères dans son âme, misères dans son histoire ; il les accumule et les enfle à plaisir, comme si elles n'étaient pas assez grandes d'elles-mêmes ! Et alors dans ce deuil de la nature humaine, qu'il a consternée et rendue comme morte sous le poids de sa chute, il évoque le nom de

Dieu et l'autorité de l'Eglise. Jeu périlleux d'une intelligence qui, en renversant la raison sur elle-même, ne laisse plus à la foi où jeter ses racines parmi des terres sans consistance! L'*Essai sur l'Indifférence* fait douter de l'homme; fait-il croire à Dieu ?

Cependant la décoration du monde a changé, un trône s'est écroulé en trois jours, une révolution populaire a triomphé. M. de Lamennais, lui aussi, change. Le royaliste, le chrétien, le prêtre tombent peu à peu, un homme nouveau s'élance sur leurs débris. Le passé, le présent, l'avenir, les fondements des Etats, les bornes de la vérité même, tout se déplace, tout s'ébranle au gré de ses passions. Cette royauté déchue, dont il gourmandait les molles complaisances d'une voix implacable, il l'accuse de dureté, de résistance aveugle, d'odieuse tyrannie. Cette vieille société, qu'il voulait relever tout entière des outrages des révolutions et du temps, il s'indigne de sa lenteur à disparaître, et il l'accable de ses coups. Cette Eglise, dont il agitait les droits avec tant d'éloquence, tant de zèle, tant d'intempérance peut-être, il ne la connaît plus, et il maudit son empire. Cette raison, qu'il tenait étouffée sous la foi, il l'exalte sans mesure, et la foi s'évanouit à son tour. Cette humanité enfin, tout dégradée par les mains du péché, cette humanité qu'il prenait à tâche de désespérer d'elle-même, qu'il précipitait presque dans la condition des bêtes, il l'appelle à la souveraineté, à l'indépendance, il l'appelle à ce gouvernement républicain que Rousseau nommait le gouvernement des dieux.

Ces brusques changements, cette révolution d'une vie qui se recommence, n'ont pas, en renouvelant son esprit, rafraîchi son cœur. Quelle désolation profonde! quel immense abandon! M. de Lamennais s'ennuie de tout, il rêve un grand oubli des hommes et de lui-même;

Oblitus omnium, obliviscendus et illis,

dit-il quelque part; il veut qu'il ne reste rien de lui, pas même une pierre funèbre, il a hâte de se perdre inconnu et sans nom dans la foule des morts. Ces adieux aux choses, cette longue malédiction sur l'homme, René les avait conçus dans ses mauvais jours. « Effacez le » sentier qui monte de la rivière à la porte de ma demeure; je ne » veux pas qu'il reste sur la terre la moindre trace de mon passage [1]. » Jetons un voile sur ces infortunes! Le génie sans le Christ est pareil à ces autels déserts, vases renversés, flambeaux éteints, tabernacle vide, et qui semblent porter un deuil éternel aux anniversaires du Crucifiement.

[1] *Les Natchez*, 2e partie.

II.

Nous faisions ces réflexions, nous nous représentions ces vicissitudes tumultueuses de notre siècle, en lisant l'ouvrage que M. Alfred Nettement vient de consacrer à l'*histoire de la littérature sous le gouvernement de Juillet*.

Il y a deux ans, l'habile écrivain avait retracé l'*histoire de la littérature sous la Restauration*. Nous avions assisté avec lui au brillant réveil de l'esprit français. Le vieux matérialisme révolutionnaire était confondu dans ses maximes et dans ses pratiques, dans sa philosophie et dans sa politique. Les Garat, les Volney, les Destutt de Tracy avaient fini avec l'Empire. Une nouvelle société, libre et monarchique, spiritualiste et chrétienne, celle qu'avaient préparée dans l'exil ou dans la disgrâce Mme de Staël, M. Royer-Collard, M. de Chateaubriand, M. l'abbé Frayssinous, M. de Maistre, s'était élevée de nos déchirements ; de jeunes renommées s'empressaient pour l'illustrer et pour l'embellir; le XVIIe siècle, au milieu même de quelques dissidences, paraissait l'emporter dans l'âme de la France.

M. Nettement a achevé l'œuvre qu'il avait commencée avec tant de succès, il l'a menée au-delà de 1830 jusqu'en 1848. Nous n'entreprendrons pas l'analyse difficile de son beau livre. C'est à peine si nous aurions quelques réserves à faire, quelques oublis à réparer. Un nom pourtant manque dans ces pages, un nom qu'on appelle involontairement ; c'est celui du pieux historien de la fille de Louis XVI, du critique intègre des *Girondins* et du *Feuilleton-roman* du noble écrivain qui a honoré les lettres par la distinction du talent et par la rare fermeté des convictions. Nos lecteurs ont déjà pensé à M. Nettement.

Nous voudrions, à l'aide de son intéressant ouvrage, rechercher quelques-unes des idées qui ont dominé, des influences qui ont prévalu dans ce court espace de dix-huit années. Nous voudrions essayer cette étude littéraire et morale de notre temps, tout en reportant sans cesse nos souvenirs vers le XVIIe siècle, qui demeure dans notre vive admiration la mesure de la beauté littéraire et de la grandeur morale.

III.

Si nous considérons en général ce qu'a été durant ces dix-huit années la poésie, écho fidèle et mobile de la littérature, nous trouvons en elle les hésitations et les déclins dont notre temps abonde L'inspiration religieuse, si puissante et si pure dans les premiers chants

de M. de Lamartine et de M. Victor Hugo, dans *le Crucifix* et dans *la Prière pour tous*, s'est éloignée, et elle a emporté avec elle les bruits du ciel. On n'entend plus qu'une voix qui vient de la terre et qui retombe sur la terre. Ce n'est pas la Muse chrétienne, cette Muse qui va s'agenouillant au pied du Calvaire avec les saintes femmes de l'Église, et suivant dans la vie du Christ les grandes stations de la destinée humaine. La poésie de nos jours s'est laissée aller au gré du siècle, elle a réfléchi en elle l'effrayante instabilité des événements qui se sont amoncelés autour d'elle, elle a délaissé ses vieilles croyances, et elle a marché solitaire. Quelquefois de cette anxiété d'un esprit précipité sur lui-même du haut de ses devoirs éternels, sont sorties des plaintes d'une poignante énergie, des regrets du passé, des retours attendris et inquiets vers tant de douces choses qui ne meurent pas, la nature, la famille, la patrie, vers la religion sainte qui avait été la joie et la couronne du berceau, la première et la meilleure muse de la vie. La langue française se rappellera toujours *l'Espoir en Dieu* de M. de Musset; *le Regard jeté dans une mansarde* ou *Fiat voluntas*, de M. Victor Hugo; bien des pages de *Jocelyn* qu'on dirait détachées des *Méditations* ou des *Harmonies*. Plus souvent le poëte s'est complu en lui-même; et alors que s'est-il échappé de sa création? Tous les désordres où s'égare de plus en plus la pensée du siècle: mépris de la règle, désirs immenses qui roulent dans une volonté sans consistance, aspirations pleines de satiété et de fatigue, tressaillements confus vers des félicités qui ne peuvent pas être, oubli profond des lois de Dieu et de l'homme.

Le contraste est grand, quand on passe de ces temps à ceux de Corneille et de Racine. Quels hommes et quelles choses autour de Corneille! La Providence a fait naître le poëte *du Cid* et *de Polyeucte*, dans un siècle où la nature humaine est entière et saine, siècle de vigueur de la raison et de la foi où se pressent rassemblés Condé, Turenne, Descartes, Pascal, et, au-dessus d'eux, plus près de Dieu encore, l'âme de saint Vincent de Paul. Une pensée commune possède la société, une égale ardeur, une croyance semblable l'enflamme, un esprit unanime enfle toutes ses voiles. Le génie de Corneille s'élève porté par tout son siècle. Pour lui comme pour ses contemporains,

> Le pire des états, c'est l'état populaire [1].

Comme eux, il a l'amour de la patrie,

> Par qui vont les grands cœurs jusqu'à l'idolâtrie.

Comme eux, il a le souvenir religieux des ancêtres, et, à cette heure

[1] L'état populaire qui est le pire de tous. Bossuet. Ve Avertissement aux Protestants.

où le Moyen-Age s'efface à jamais, où la civilisation moderne se lève, il jette au milieu des générations éblouies le Cid tout resplendissant d'ardeur et de de chevalerie. Comme eux, il a des larmes pour les victimes, et *Cinna* ou la *Clémence d'Auguste* console les cœurs qui ont vu tomber la tête de Montmorency sous le courroux inflexible du puissant ministre. Comme eux, il a le respect de l'homme, et, s'il trouve sur sa route quelques grandeurs abattues, s'il rencontre dans le salon de madame de Sévigné ou de madame de Lafayette quelques débris un peu délaissés et un peu désœuvrés de la Fronde, le duc de La Rochefoucauld ou le cardinal de Retz, il montre à leur retraite un idéal de dignité stoïque par ces vers de *Sertorius*, expression pathétique d'une vie qui demeure debout sur les ruines de ses espérances, et, qui, tout vaincue du sort, se couronne elle-même par une constance magnanime,

> Lorsque deux factions divisent un empire,
> Chacun suit au hasard la meilleure ou la pire ;
> Mais, quand le choix est fait, on ne s'en dédit plus !

Comme eux, il a l'enthousiasme réfléchi de la royauté, et, lorsque Louis XIV demande

> . . . . Que dois-je être ? — Roi !

répond-il dans *Nicomède* avec toute la France. Corneille ne traduit pas sur la scène certaines affections morales, conçues dans les hautes régions de la fantaisie ou dans les profondeurs retirées du cœur ; il pousse à leur plus haute puissance et anime d'un souffle sublime les sentiments ordinaires de l'homme, les sentiments de tous les jours et de tous les lieux, la pitié, l'amour, l'honneur, la piété filiale. L'homme se reconnaît et s'applaudit dans les créations[1] de Corneille, il retrouve son humanité agrandie dans les héros du poëte, il s'écrie comme lui : « *Moi, dis-je, et c'est assez !* » et montant, montant toujours avec son inspiration croissante, il semble passer au ciel dans le défi magnifique de Polyeucte : « *Je suis chrétien !* »

IV.

Ces différences se montrent dans tout leur jour, à mesure qu'on descend dans le détail, à mesure qu'on parcourt tous les domaines où l'imagination déploie son essor, l'univers et l'âme, le monde physique et le monde moral.

Le sentiment de la nature n'est pas né en notre siècle, comme on a l'air de le croire quelquefois ; il a l'âge du cœur humain, il s'est

[1] .... L'état populaire, qui est le pire du tous... Bossuet, V[e] *Avertissemen aux Protestants.*

éveillé avec lui sous les arbres du Paradis Terrestre dans la paix, dans l'innocence, dans le ravissement virginal de la création. Ces beaux jours n'ont pas duré. L'homme a perdu son bonheur. La nature l'a suivi dans sa chute, elle s'est faite à l'image de ses pensées, elle a eu ses torrents, ses orages, ses gémissements, et l'homme l'en a peut être aimée davantage pour elle-même. Touchante unité du cœur humain! Il se ressemble toujours, il est un grand enfant qui répète sans cesse une éternelle histoire. En vain les temps se sont renouvelés, en vain la terre a changé autour de lui; lui seul est demeuré, lui seul demeure avec le doux trésor de ses affections. Quand on consulte ses annales, on est tout étonné de retrouver, il y a des siècles, des sentiments qui semblent nés d'hier. Cette poésie des cloches, par exemple, si populaire et si intime, dont les grands génies de notre siècle, Goethe, Schiller, Châteaubriand, ont parlé avec une indéfinissable émotion, qui a inspiré de nos jours M. Victor Hugo, M. de Lamartine, M. de Laprade, qu'on voit renaître au-delà des mers dans les chants américains de M. Longfellow, croyez-vous qu'elle soit une nouveauté dans la vie des âmes? Écoutez une jeune fille qui a vécu avant Fénelon et Racine, une contemporaine du cardinal de Richelieu et de saint Vincent de Paul, la Sœur Anne-Eugénie Arnauld; écoutez-la derrière les grands murs de Port-Royal: « Toutes choses me consolaient, disait-elle à son entrée dans la sévère maison, et il me » souvient qu'ayant une fois l'esprit tout abattu, je fus toute ravie » en voyant seulement les étoiles, et une autre fois en entendant » sonner nos trois cloches qui faisaient une douce harmonie. »

Le cœur de l'homme se réfléchit dans le sentiment de la nature, il le remplit, il le pénètre de ses impressions présentes, il se joue derrière lui comme le soleil derrière les nuages qu'il éteint de ses feux vifs ou sombres. C'est assez dire que le sentiment de la nature a dû revêtir en notre temps ondoyant et divers un caractère à part; et peut-être, pour déterminer ce caractère, est-il bon de signaler les états par où passe l'imagination dans le spectacle de l'univers.

Les saints d'abord ont leur manière d'aimer la nature. Dieu est tout ce qu'ils voient dans la création. C'est la dernière pensée cachée au fond des choses. C'est l'idéal qui repose sous les voiles du monde, comme le divin enfant sous les langes de Bethléem. La terre entière n'est plus à ces cœurs transfigurés qu'un hymne, qu'une prière, qu'un hosanna sans fin qui les emporte dans les régions de la gloire éternelle. Notre Seigneur avait enseigné lui-même cette méthode dans son Evangile. Saint Basile, saint Augustin, saint François d'Assises, saint François de Sales n'ont pas su aimer autrement l'étoile du matin ou la fleur des champs. Cette transparence de la beauté divine, notre XVIIe siècle, si religieux et si simple, ne l'a pas ignorée. Bossuet ra-

conte en ces termes au Seigneur une scène de ses magnificences : « Je me suis levé pendant la nuit avec David, pour voir vos cieux qui » sont les ouvrages de vos doigts, la lune et les étoiles que vous avez » fondées. Qu'ai-je vu, ô Seigneur ! et quelle admirable image des » effets de votre lumière infinie ! Le soleil s'avançait, et son approche » se faisait connaître par une céleste blancheur qui se répandait de » tous côtés ; les étoiles étaient disparues, et la lune s'était levée avec » un croissant d'un argent si beau et si vif que les yeux en étaient » charmés. [1] » Quelle fraîcheur ! quelle pompe ! On sent comme le lever du soleil dans les splendeurs de cette éloquence. Peu à peu les dernières vapeurs de la nuit se dissipent, les voiles tombent, la pourpre du matin se déchire ; de cette pâle et débile lumière qui va se fondant insensiblement dans les blancheurs du jour, que reste-t-il devant le génie inspiré du pontife ? l'image de la raison de l'homme s'évanouissant en Dieu.

Mais combien peu aspirent ou s'arrêtent à ces élévations saintes ! L'homme d'ordinaire se cherche et se retrouve lui même dans la création. Les champs, les arbres, les vents se remplissent pour lui de sympathies mystérieuses, il leur prête un sens, il leur donne une voix, il leur communique et leur retire tour à tour les langueurs tristes et les grâces riantes de sa pensée, il les élève à lui sans les pousser plus haut. La nature devient la compagne de sa vie, la confidente de ses émotions, l'amie silencieuse et discrète de ses peines et de ses joies, de ses regrets et de ses désirs, de ses souvenirs et de ses espérances.

L'antiquité, qui ne pouvait pas monter au-delà, a exprimé avec une simplicité admirable cette intimité, cette vie de famille de la nature et du cœur humain. Virgile a eu ce secret entre tous. Venu en des jours de rénovation confuse, il semble qu'un pressentiment sublime ait ému sa lyre ; et l'imagination se demande si le pâtre de Mantoue ne veillait pas sur la montagne dans cette nuit de Noël où la bonne nouvelle fut annoncée aux bergers de Bethléem. « La mer » s'est endormie sur ses rivages, et les vents sont tombés. Nous voici » déjà au milieu de la route, et dans le lointain on commence à apercevoir le tombeau de Bianor. »

Et nunc omne tibi stratum silet æquor ; et omnes,
Aspice, ventosi ceciderunt murmuris auræ.
Hinc adeo media est nobis via ; namque sepulchrum
Incipit apparere Bianoris. . . . .

Cette nature sereine et sévère, vue dans la paix du soir, c'est l'image de Virgile c'est l'image d'un sage parvenu à la matu-

[1] Traité de la Concupiscence *in fine*.

rité de la vie, en ces heures agitées du monde. Les vents sont asssoupis sur les flots comme les passions en son âme; le bruit d'une mer sommeillant sur une grève déserte se confond avec les murmures vagues des souvenirs; partout le calme profond qui tombe des nuits; et, dans le fond, le tombeau.

On voit poindre çà et là dans la littérature du grand siècle cette manière de regarder la nature, ce charme d'une âme qui la contemple à travers elle-même. Ne les demandons pas toutefois à Molière; son génie est tourné ailleurs; tout entier au cœur humain dont il démêle les replis avec avec un art incomparable, il va jusqu'à écrire dans la Préface du *Malade imaginaire* cette phrase étrange : « Le » théâtre représente un lieu champêtre, et *néanmoins* fort agréa» ble. » Il laisse les champs, les arbres, la verdure à la muse familière et douce de La Fontaine. Racine nous montre dans *Phèdre*

Ariane aux rochers contant ses injustices.

Huet, l'évêque d'Avranches, le parfait modèle du savant aimable, regagne ses bocages d'Aulnay *à l'arrivée de l'hirondelle et aux premiers chants du rossignol*. Madame de Sévigné, toute mondaine qu'elle est, ne peut se dérober *aux tentations du clair de lune*, elle prolonge avec amour parmi les bruyères de sa pauvre Bretagne *les beaux jours de cristal de l'automne qui ne sont plus chauds, qui ne sont pas froids*, et, si un nuage a passé sur son âme, si elle a senti au-dedans d'elle *des brouillards* [1], comme disait Pascal, elle se hâte d'écrire : « J'étouffe, je suis triste ; il faut que le verd naissant et les » rossignols me redonnent quelque douceur dans l'esprit. » L'amour de la nature prend des saveurs plus enchanteresses encore aux derniers rayons du grand siècle. Versailles et ses jardins mélodieux ne suffisent plus. C'est en ces temps-là que Fénelon, le cœur tout plein d'appréhensions funèbres, considérant ses jours passés, ses espérances évanouies, le duc et la duchesse de Bourgogne enlevés dans la fleur de leur jeunesse, nos frontières envahies, l'ennemi à nos portes, la monarchie en péril, et un bruit sourd d'impiété qui se fait entendre, laisse tomber de ses pensées ce mot d'une délicieuse tendresse : « Les noyers morts m'ont affligé, c'était *ruris honos*. »

Enfin se présentent les degrés inférieurs, les régions souterraines, où s'engourdit l'homme dans la contemplation de la nature. Si son âme s'est tue, si elle ne lui parle plus de Dieu, il va, répandant sur la création entière l'effrayant silence qu'il entend en lui. Observez les productions du XVIIIe siècle, les scènes champêtres de Boucher comme les poésies descriptives de Saint-Lambert. La terre est sans voix, et

[1] J'ai au-dedans de moi mes beaux temps et mes brouillards. *Pascal.*

les cieux ne racontent plus la gloire du Très-Haut. Chose plus triste encore ! Cette terre, ces cieux, cet homme, qui les anime de ses plaisirs d'une heure, tout cela est calme ; aucun trouble, aucun chaos ; rien qui marque cette grande solitude d'une nature sans Dieu. Le génie du XVIIIe siècle a conçu le monde selon lui-même, il y a mis tout ce qui fait sa honte à travers les siècles, le repos dans le néant, le bien-être dans le dénûment, un air d'ordre au milieu du plus affreux désordre moral qui fut jamais.

D'autres fois ce vide d'une âme qui s'est désemplie de Dieu, s'échappe en plaintes vagues, en désirs inquiets. Comment réparera-t-elle son indigence ? comment comblera-t-elle l'abîme qu'a fait l'éternité en sortant de ses pensées ? Elle se jette au dehors d'elle-même, elle déborde avec ses incertitudes dans les espaces déserts des cieux, elle cherche de tous côtés, elle cherche dans les profondeurs de l'univers le centre, le cœur de la divinité insensible et sourde dont elle s'est forgé l'idole. Ce délire, c'est le panthéisme dans le sentiment de la nature. Jean Jacques Rousseau l'a fait voir en regard de l'athéisme de son siècle. Quand une grande scène de la création apparaît devant lui, son imagination s'enflamme, une force soudaine, une vertu irrésistible le subjugue et l'enlève ; son génie, entraîné d'enthousiasme dans l'harmonie des sphères, se met du cortége de Dieu et confesse son nom. Puis cet effort tombe ; l'éclair s'éteint tout à coup ; le sophiste, l'homme demeure dans la nuit, il demeure avec sa sensibilité ardente et sa vie oisive, il se plonge dans une contemplation indolente de cette nature, comme lui imparfaite et déchue, il se perd en invocations au grand Être, en prières à l'âme du monde, il veut s'évanouir et ne plus se sentir vivre dans la même sérénité des choses.

Entre ces diverses manières d'aimer la nature, laquelle a suivi de préférence la littérature des dix-huit années dont nous étudions les caractères ? Nous le disons à regret, malgré quelques nobles démentis ; une tendance au panthéisme se fait remarquer dans l'imagination. Le *Voyage en Orient* et la *Chute d'un Ange* de M. de Lamartine, l'*Esquisse d'une philosophie* de M. de La Mennais, les romans de madame Sand, la plupart des œuvres de ce genre respirent la fatale influence. Le panthéisme prend toutes les formes, il devient ce que le font le tempérament et les inclinations de l'écrivain, tantôt un déisme errant et volage qui se joue à la surface des mondes, tantôt un matérialisme éclatant qui étouffe l'idée sous l'image, le créateur sous la création, et qui s'enfouit dans la chair. On ne dit plus avec le poète *des Méditations* :

La voix de l'univers, c'est mon intelligence :
Sur les rayons du soir, sur les ailes du vent

Elle s'élève à Dieu comme un parfum vivant;
Et, donnant un langage à toute créature,
Prête, pour l'adorer, mon âme à la nature.

Quel langage le poète de la *Chute d'un Ange* ferait-il tenir aux créatures? quel dieu leur ferait-il adorer? Son âme elle-même est en peine de son auteur, elle ne sait plus quel il est, elle le redemande aux vents, aux étoiles, aux murmures des mers, au silence des cieux; elle attend au fond des ténèbres, où ses pas vont et viennent dans des chemins sans traces,

La révélation de l'immense nature.

Ces soupirs d'un cœur se désolant dans le vide de ses rêves s'échappent de toutes parts. « Nature, belle nature, heureuse et féconde, s'écrie » un écrivain contemporain, seras-tu muette pour moi seule?[1] » Étrange renversement de tous les ordres! Tout à l'heure c'était l'homme qui élevait la nature à lui, qui l'associait à sa vie, qui la transfigurait, qui la spiritualisait en quelque façon de son âme; il voulait plus encore avec saint Augustin, avec saint François de Sales, avec Bossuet; il donnait à cette nature, comme parle le grand évêque[2], une voix, une intelligence, un cœur tout brûlant d'amour, afin qu'elle aimât en lui et par lui la beauté invisible de son créateur. Maintenant tout est confusion et chaos. Le Dieu, le prêtre, le temple sont abattus les uns sur les autres. L'homme s'abaisse vers la nature inanimée, il s'égale à elle, il la regarde avec envie, et comparant ces deux mondes, celui qu'il voit autour de lui et celui qu'il porte en lui-même, il se pose avec un célèbre poète ces questions douloureuses,

. . . . Pourquoi l'on est ici,
Que peut être après tout le but de tout ceci,
Que fait l'âme, lequel vaut mieux d'être ou de vivre[3]?

Quand ces idées possèdent la littérature d'un peuple, c'est le signe assuré d'une profonde lassitude morale et d'un dégoût secret des conditions de la vie. La foule entend le sens réel et suprême de ces chimères; elle se laisse tomber où la tirent ses désirs, que ne soutient plus le christianisme; elle se demande, elle aussi, dans toutes les régions où s'exerce son activité, s'il est bon de vivre, s'il ne suffit pas d'être. C'est ainsi que le panthéisme dans l'imagination

[1] Lettre de madame Georges Sand, extraite de la *Revue des deux Mondes*, et rapportée par M. Nettement, tom. II, p. 257.
[2] Bossuet, Sermon sur l'Annonciation.
[3] Victor Hugo. *Ce qu'on entend sur la montagne*, dans les *Feuilles d'Automne*.

appelle le matérialisme dans les mœurs et le despotisme dans les lois. L'homme, qui n'a plus le sentiment de sa dignité vis-à-vis des choses, le perd aisément vis-à-vis de lui-même; une sourde tentation du néant se remue dans ses aspirations les plus confuses; et, l'expérience amenant avec elle ses désenchantements et ses satiétés, il est pris de ces défaillances sans nom que le socialisme caresse et que consacre la servitude, il ne tient plus à être dans le monde physique et dans le monde moral, dans la nature et dans la société, *qu'une roue dans une machine, qu'un atome dans la matière organisée*[1].

V.

Puisque c'est l'âme de l'homme qui fait le fond de l'amour de la nature, nous voulons la suivre à son tour dans la littérature. Il serait intéressant de rechercher d'abord quelle prise la révolution, qui s'est fait sentir à tout, a pu avoir sur elle. Nous serions enclins à croire qu'elle a grossi les traits de la figure humaine. Si La Bruyère revenait au monde, il ne le trouverait pas changé à son avantage. Nous savons des portraits où son crayon si délicat et si fin aurait besoin de charger ses ombres et d'épaissir ses contours. Les caractères qu'il a tracés avec une netteté inimitable, paraissent flattés aujourd'hui; le courtisan lui-même, le courtisan n'est plus tel qu'il l'avait connu, il est enlaidi, il a moins de grâce dans ses révérences, et il fait des fautes de français.

Si on cherchait dans l'intérieur de l'homme, on découvrirait même certains tours d'imagination, certaines nuances de pensées, certaines familles de sentiments, qui tendent à disparaître, comme des étoiles qu'on voit s'éteindre dans le firmament. La bonhomie, par exemple! L'homme perd sa bonhomie. Nous ne parlons pas de la bonté, de cette bonté dont Dieu fait, comme s'exprime Bossuet, les entrailles des héros, de cette bonté dont Fénelon disait : « Il n'y a que » les grands cœurs qui savent tout ce qu'il y a de gloire à être bon. » Celle là ne peut pas périr, elle est éternelle comme les mains divines qui l'ont formée au premier jour. La bonhomie ne vient pas de si haut, elle n'a pas ces airs souverains. C'est, pour tout dire, cette innocence pleine d'art, cette alliance de simplicité et d'enjouement, de naïveté et de malice, cette sagesse douce et tranquille, toute cette charmante enfance de la raison qu'on regarde sourire dans les fables de La Fontaine.

[1] Expression de M. de Châteaubriand sur le socialisme.

Il est aussi un sentiment plus élevé et plus intime qu'on entend moins vivre dans les âmes. Nous osons à peine essayer de le peindre, tant sa chaste nature se dérobe à l'analyse ! Mélange indéfinissable et profond de retenue et d'enthousiasme, de mélancolie et de passion, de réserve hautaine et d'humble fierté, il est beau comme le mystère. La société ne l'a pas enfanté, il est né avant elle ; un je ne sais quoi de voilé, d'ardent, de sauvage entoure ses commencements, et le rayon de Dieu y est comme visible. S'il s'épanouit au milieu des orages de la terre, c'est l'honneur, vertu amère et sublime. S'il s'ouvre dans l'azur des cieux, c'est une pureté sans nom, c'est une sensibilité exquise, qui touche à peine aux choses et qui a les ailes de l'ange. Sur la terre comme dans les cieux, c'est le plus beau signe de la noblesse morale et de la virginité des âmes.

Ici encore, dans l'observation de la nature humaine comme dans la description de la nature physique, dans l'étude du cœur comme dans le spectacle de l'univers, il nous serait aisé de signaler, au sein du mouvement littéraire qui nous occupe, les divers degrés par où se conduisent les esprits.

Les uns, et ce sont les meilleurs, ne s'adressent au cœur de l'homme que pour le soulever de lui-même le porter en haut. L'Église a le don de cet art divin ; et, tandis qu'elle entend les sectes étouffer l'homme sous le chrétien, elle le développe, elle l'achève, elle le pousse sans relâche vers ces vertus surhumaines qui sont comme le génie de l'âme, et qu'on nomme la sainteté. Pour elle le chrétien, c'est l'homme fait ! Bossuet, Fénelon, Massillon, tous les grands maîtres de la vie intérieure ont travaillé en ce sens ; et comment ne pas citer après eux l'éloquent Dominicain dont la parole a éclairé d'une lumière si nouvelle et si pure les harmonies du cœur avec la religion, de la terre avec le ciel, du temps avec l'éternité ?

Les autres s'arrêtent en eux-mêmes, ils regardent leur âme, ils regardent le monde, et ils les décrivent tels qu'ils les ont vus ; ils rapportent ce qu'ils ont remarqué au fond des accidents de leur vie ou des événements de leur siècle. « Faites, je vous prie, mes » compliments à M. de La Rochefoucauld, écrivait Mme Scarron à » Ninon de Lenclos, et dites-lui que le livre de Job et le livre des » Maximes sont mes seules lectures. » La voix de La Rochefoucauld à côté de celle de Job ! La voix qui reste sur la terre à côté de celle qui monte vers le ciel ! La voix humaine à côté de la voix chrétienne ! La voix humaine, c'est le roman, c'est la comédie, ce sont les *Pensées*, les *Caractères* ou les *Maximes*, ce sont toutes ces études périlleuses et charmantes de l'homme pour l'homme.

Un écrivain semblait fait de nos jours pour continuer la tradition

de La Bruyère et de Vauvenargues. Nous voulons parler de M. Joubert. Nous regrettons que M. Alfred Nettement n'ait pas eu un souvenir pour lui. M. Joubert est presque un contemporain; ses œuvres, recueillies par les soins d'une amitié illustre et fidèle, ont paru sous le gouvernement de Juillet, son aimable renommée a grandi au milieu de nous. Né en Périgord, à quelques pas et comme à l'ombre du berceau de Fénelon, on eût dit que l'âme du saint archevêque s'était reposée en son âme, et qu'elle y avait laissé quelque chose de ses pénétrantes douceurs. Quelle profondeur et quelle limpidité de regard! quelle transparence, quelle grâce virile de langage! Ses intuitions étaient merveilleuses; son goût, fruit délicieux de la nature et de l'art, avait une finesse qui allait jusqu'au raffinement. Il excellait à saisir et à rendre le sens divin des choses, de l'homme et de l'univers, de la poésie et de l'éloquence, de la beauté et du génie. Sa pensée se reconnaissait sans peine à travers les mille contrariétés du cœur; comme cette princesse dont parle Saint-Simon, elle courait sur les fleurs sans les courber, elle se jouait au milieu des fraîcheurs secrètes et des vives couleurs de l'âme sans les ternir. M. Joubert s'était marqué en ces termes l'emploi de sa vie: « Je voudrais monnayer » la sagesse, c'est-à-dire, la frapper en maximes, en proverbes, en » sentences faciles à retenir et à transmettre. » Ce qu'il avait dit, il l'a fait. Il a laissé sur les sujets les plus élevés et les plus simples quelques pensées qu'on n'oubliera pas; médailles grecques retrouvées dans un tombeau chrétien.

Ce n'est pas assez pour certains observateurs de cette vue complaisamment jetée sur la nature humaine; ils veulent la diviniser tout entière. L'homme tombe en adoration de lui-même, il consacre toutes ses cupidités, tous ses instincts, toutes ses volontés, il nomme Dieu tout ce qu'il désire. Ces délires d'une intelligence qui ne respire qu'elle, et qui s'est faite d'elle-même son idole, composent ce qui s'est appelé en ce siècle la littérature révolutionnaire. Comme cette littérature n'est elle-même que l'expression de l'esprit révolutionnaire, nous allons remonter à cet esprit, considérer ce qu'il médite, ce qu'il cherche, ce qu'il trouve, débrouiller ses origines et ses fins.

Quand on creuse jusqu'à ses racines l'esprit révolutionnaire, on rencontre tous les grands signes de la déchéance originelle, on arrive à ce fond de l'homme, à ces deux maladies principales, l'orgueil et la concupiscence, comme parlent les moralistes chrétiens, *l'orgueil qui nous soustrait de Dieu, et la concupiscence qui nous attache à la terre* (Pascal). Que ces passions sortent de l'enceinte de l'âme, qu'elles se jettent sur la société, qu'elles se mettent à faire et à défaire les empires. Il est né alors! il est né, ce vice des Etats modernes, mélange adultère de penchants contraires, ce vice révolté et servile, bruyant

et rampant, violent et mou, tout repu de chimères vides et de crimes énormes, nourrissant l'anarchie dans les idées et la tyrannie dans les mœurs ; il est, né en un mot, l'esprit révolutionnaire.

L'orgueil est ennemi de tous les freins, il ne supporte rien qui le domine, il veut que tout relève de lui-même. Là où il règne, ce n'est plus qu'un dégoût universel, qu'un murmure sans fin, qu'un chagrin superbe qui trouve à redire à toute chose et qui se dévore lui-même. Dieu périt le premier. La religion, ses mystères et ses dogmes, ses prescriptions et ses sanctions, tout cela gêne et dépasse l'orgueil ; il s'adore seul sur leurs vastes ruines. C'est ainsi qu'il passe des lois éternelles de l'âme à l'économie des sociétés. Les traditions, la solidarité des âges, les vieilles coutumes, filles du sol, le principe de l'hérédité monarchique qui réunit ensemble dans un puissant suffrage le passé, le présent et l'avenir, et qui fait des générations successives d'un peuple un même homme grandissant toujours, qu'est ce devant lui ? Servitudes que le temps impose à sa vie d'un jour. Contempteur de cette sagesse chrétienne qui enfante le génie par le travail et l'immortalité par la patience, il dissipe avec une aisance formidable l'ouvrage des siècles, et la société, débarrassée de toutes les institutions dont l'a couverte l'expérience des nations, semble, comme la terre au lendemain du péché, vide et nue, *terra erat inanis et vacua.*

Ce n'est pas tout encore. L'orgueil n'est pas en repos dans le désert qu'il a étendu autour de lui, il se sent accablé par toutes les supériorités qui résultent du développement de la nature humaine, et qu'il ne peut atteindre. Alors il déchoit de lui-même, il se tourne en une basse envie, qui, incapable de s'égaler à rien, prétend tout obscurcir, tout amoindrir, tout avilir. La naissance comme la richesse, le talent comme la vertu, toutes ces qualités où il ne se reconnaît pas lui-même, où il découvre l'empreinte d'une force étrangère, la trace du temps, la marque d'une grande âme, l'éclair de la puissance divine, l'irritent ; il les renie et il les abat. La liberté est la cause de ces distinctions. Otez-la ; tout rentre dans le néant, tout semble mort. C'est donc à elle qu'il faut s'en prendre, c'est elle qu'il faut détruire. Si quelques inégalités trouvent grâce devant la médiocrité implacable de l'orgueil impuissant, ce sont ces prospérités honteuses, sans passé et sans avenir, sans génie et sans âme, viles créatures d'une main tout humaine, élevées tout à coup de terre par on ne sait quelle bouffonnerie de la fortune. Celles-là, il les regarde naître sans haine, il sent en lui la matière commune de ces sortes de grandeurs, il se dit que l'enflure croissante de sa bassesse pourra le porter jusqu'à elles, il se réjouit et triomphe de leur ignominie. Là se consomme l'orgueil. Las des vaines fumées d'indépendance où ses dé-

sirs se sont égarés, ne sachant que faire de cette divinité dont il a décoré l'homme, il cherche dans le silence de l'esclavage l'assoupissement de ses inquiétudes, il se plonge dans ces confusions muettes, où tous les degrés sont abaissés, tous les rangs effacés, où, l'État défaisant l'œuvre de Dieu, le talent, l'éloquence, le désintéressement, la vertu, toutes ces préférences sacrées deviennent des ornements de nul prix et des inutilités coupables.

La concupiscence se précipite sans détour, tout d'un bond, dans ces gouffres. Pour elle, aucune arrogance présomptueuse, aucune prétention à la divinité ; elle regarde à terre et elle veut jouir ; c'est assez à son ambition! Comme l'orgueil lui dit que, l'homme étant parfait, tout le mal vient de la société, elle s'entend avec lui pour la renverser. La concupiscence s'arrange un monde au gré de ses convoitises, elle s'arrange un monde de chair, monstrueux assemblage de toutes les avidités et de toutes les corruptions qui se remuent en elle. Une terre inconnue s'élève dans ses chimères ; la vie ne sera plus un combat, *militia*, comme disait Job, une épreuve, *exercitatio*, comme disait saint Paul, la faim, la guerre, la misère disparaîtront, les inégalités cesseront, l'État vivra pour l'homme, l'homme sera déchargé de sa responsabilité, de sa liberté, de sa personnalité, la mort sera la première action de sa vie, il ira sans avoir vécu rendre compte à son juge, il ira dans ces réalités éternelles où tout sera nouveau, où tout sera étranger pour lui, tout jusqu'à lui-même. Folles visions, qui, après avoir erré au hasard dans mille systèmes, rencontrent du moins leur plus cher objet, l'abdication de soi-même, dans la servitude ! L'orgueil et la concupiscence ont trouvé leur fin commune, l'esprit révolutionnaire a rempli sa mesure. Le mot de Bossuet s'est accompli dans la société et dans les âmes : « plus de partie haute, tout est corps, » tout est sens, tout est abruti et entièrement à terre. »

Cette courte analyse des parties basses de l'homme ainsi soulevées, c'est toute l'histoire de la littérature révolutionnaire sous le gouvernement de Juillet. Qu'on étudie les productions les plus diverses de cette littérature, le roman et la philosophie, le théâtre et les religions; une profonde idolâtrie de la nature humaine les remplit. Les anciennes formes sont rejetées, le vieux monde assis dans la liberté et dans la peine est bouleversé de fond en comble, le dogme de la chute aboli, le long passé de l'homme sur cette terre considéré comme s'il n'avait pas été, et Saint-Simon, Fourier, tous les réformateurs n'ont qu'une voix pour annoncer l'âge d'or. Un disciple et un maître de ces écoles, exprimant l'âme de tant de doctrines, disait ces paroles qu'on ne peut relire sans une compassion triste : « *Les temps de* » *l'obéissance sont passés*, les hommes se sentent égaux *et veulent être*

» *libres*. Ils ne croient pas, et ils veulent jouir, voilà l'état des âmes[1].» Le roman, le théâtre portent à tous les vents ces rêveries malsaines; ils vont, déchirant tous les voiles, énervant tous les ressorts, ébranlant toutes les institutions; et, tandis que la politique chrétienne appelle l'homme au-dessus de lui-même, tandis qu'elle adresse à tout le monde, aux nations comme aux âmes, aux hiérarchies comme aux vertus, ce mot profond et doux du Sauveur : « Mon ami, montez plus haut, « *amice, ascende superiùs*[2], » on sent régner dans la littérature contemporaine une sombre joie à courber toutes les hauteurs des sociétés, et à les faire rentrer chargées de crimes et de hontes dans les rangs confus de la foule. C'est le cri d'une volonté aux abois, c'est le cri d'une existence, qui, fatiguée de poursuivre dans les bouleversements de sa patrie une grandeur opiniâtrement rebelle, se console, dans l'abaissement universel, de son invincible stérilité. Quand une société pousse ou écoute ce cri, les sources de vie sont troublées, la nature humaine se déforme, l'homme est en péril.

Nous ne saurions insister assez sur ce caractère corrupteur de l'esprit révolutionnaire moderne. L'histoire n'offre pas d'autre exemple d'un semblable spectacle. Lors de la révolution d'Angleterre, on avait vu par un juste concours l'austérité morale, la sévérité des maximes, le fanatisme religieux dans le camp de la république. Les puritains resserraient au dedans d'eux-mêmes les freins qu'ils relâchaient au dehors. La restauration des Stuarts avait soulevé une réaction violente contre cette rigidité outrée. La licence des mœurs, le libertinage des opinions, le scepticisme frondeur s'étaient élancés à la suite de la monarchie, et les Rochester, les Waller, les Shaftesbury, les Buckingham avaient paru sur les cendres des niveleurs. Ç'a été toute autre chose en France. Poètes, philosophes, orateurs, historiens, tous ceux qui ont élevé la pensée ou l'imagination de notre siècle, qui lui ont donné une haute idée de lui-même, qui ont rendu son âme meilleure, tous ont été un moment, et toujours dans le plus beau temps de leur vie, du côté des vieilles institutions ; tous ont été du parti du passé, de ce parti qui tient au passé parce qu'il croit, avec le génie de Leibnitz et le bon sens du monde, *que le passé est gros de l'avenir*. L'esprit révolutionnaire n'a pas agi ainsi. Entendez-le ; il ne parle aux hommes que de liberté, et il les rend incapables de liberté par le déréglement de ses principes ; il condamne la société à un supplice affreux, il lui place devant les yeux un gouvernement qu'il lui défend d'atteindre ; il enivre la tête des générations d'une indépendance sauvage, et il leur met au cœur la servitude.

[1] M. Victor Considérant, moniteur du 15 avril 1849.
[2] Evangile du XVIe dimanche après la Pentecôte.

En même temps, comme pour joindre l'histoire au roman, la pratique à la théorie, une école d'écrivains entreprenait de donner un idéal à la Convention, et de réconcilier la conscience avec le crime. Bossuet s'était écrié : « Un Achab, une Jézabel dans l'Histoire sainte ; » un Néron, un Domitien, un Héliogabale dans la profane, c'est folie » de leur vouloir donner de la gloire ; honorer le vice qui n'est que » vice, qui montre toute sa laideur sans avoir la moindre teinture » d'honnêteté, cela ne se peut : les choses humaines ne sont pas en» core si désespérées [1] ! » Ces hardiesses effrénées, cette audace de tout dire, cette patience de tout écouter, que l'orateur sacré ne croyait pas possibles, notre âge les a connues ; il a cheminé péniblement entre l'apologie de la Terreur et l'apothéose du Bas-Empire.

VI.

Heureusement l'histoire ne s'est pas bornée à ces honteuses adulations de temps infâmes. La renaissance des études historiques, que M. Alfred Nettement avait signalée dans les grands travaux de M. Guizot, s'est continuée de nos jours. Contraste étrange ! La France avait eu avant la Révolution des érudits immenses, des écrivains incomparables de Mémoires, des observateurs ingénieux ou sublimes de l'esprit des lois humaines et divines ; l'histoire, la véritable histoire, mélange d'analyse et de synthèse, de science et de réflexion, de recherches patientes et d'intuititions philosophiques, semble née dans la société nouvelle. Etait-ce insouciance fortunée de nos pères qui, sentant autour d'eux dans l'ordre invariable de leurs institutions une image de l'harmonie des sphères, s'enquéraient moins des choses d'autrefois ? Et peut-être nos commotions sans fin, en mettant tout à nu, en montrant à tous les regards les racines des États, en ne laissant plus de secrets aux empires, ont elles sollicité plus ardemment la pensée de l'homme vers le passé ? Quoi qu'il en soit, nous recommandons comme des modèles de critique fine et savante les pages de M. Nettment sur les œuvres de M. Thiers et de M. Augustin Thierry.

Tacite a défini, dans son *Dialogue sur les orateurs*, la manière de M. Thiers une éloquence égale, limpide, et qui s'inspire avant tout du sens commun, *fusa et æqualis et è communibus ducta sensibus oratio*. On a comparé M. Thiers à Polybe pour l'art de dérouler devant les yeux les intrigues des politiques, le mouvement des armées, et les combinaisons des capitaines. Nous craignons qu'on ne puisse pousser à bout la comparaison, et reprocher à l'historien *du*

[1] Bossuet. Sermon sur l'honneur du monde.

Consulat et de l'Empire, comme Fénelon le reprochait à Polybe, d'introduire dans le cours des événements *une espèce de mécanique*[1] devant laquelle tout doit tomber, tout tombe. Est-t-il besoin de redire ces vérités banales ? Devant Dieu comme devant l'historien, ce n'est pas assez d'avoir réussi, et le sort des vaincus est souvent beau à contempler. Nous serions tenté encore de soumettre quelques observations à M. Thiers sur l'estime que lui inspire la centralisation révolutionnaire. Nous préférons lui rappeler avec un de ses meilleurs titres de gloire ces paroles si judicieuses, si sages de son Rapport sur l'expédition de Rome : « Des libertés municipales et provinciales sont une première éducation par laquelle il est utile de » faire passer un peuple, quand on ne veut pas le jeter prématurément et violemment dans la carrière orageuse de la liberté politique. »

Une pensée pleine d'une tristesse respectueuse se mêle à la lecture des ouvrages de M. Augustin Thierry. On songe au grand historien aveugle, qui ne voit plus les arbres, le soleil, le perpétuel enchantement des choses, et on admire ces pages si colorées et si vivantes, où le poëte s'est créé une nature à part, et a répandu tout l'éclat d'une brillante imagination sur les siècles évanouis. Cette ferme intelligence qui commande aux souffrances et qui trompe l'effort du temps par des œuvres immortelles, c'est une des plus belles preuves de la spiritualité de l'ame que Dieu puisse offrir à l'humanité.

Cependant nos sentiments ne seraient pas à l'aise, si nous ne mêlions quelques réserves à nos éloges. Nous ne voulons point parler de certains jugements hasardeux de l'auteur sur l'influence des ordres religieux, sur la conduite de l'Eglise dans le développement des peuples. M. Thierry reconnaît et corrige loyalement ses erreurs, il prouve une fois de plus qu'en se rapprochant du ciel on découvre mieux la terre. Nous ne nous permettrons de relever qu'un passage détaché de ses *Considérations* sur la révolution française. A Dieu ne plaise d'abord que notre critique ait en vue l'ardent amour de l'historien pour les grands principes dont une habitude de langage rapporte la consécration ou la conquête à 1789, l'égalité devant la loi, l'égale répartition de l'impôt, l'admissibilité de tous aux emplois, la liberté de conscience, et, au-dessus de ces libertés, leur bouclier et leur couronne, la liberté politique ! Ces principes étaient le travail et la conclusion de nos douze siècles de royauté. Louis le Gros, Louis le Hutin, saint Louis, Louis XII, Louis XIV, Louis XVI les avaient préparés dans les mœurs et dans les lois. Henri IV, ouvrant à la fois l'ère des Bourbons et les splendeurs de la société mo-

[1] Fénelon. Lettre à l'Académie française.

derne, fait asseoir aux conseils de la monarchie Sully, gentilhomme et protestant, et le président Jeannin, fils d'un tonnelier bourguignon et vieux ligueur : c'est là tout le progrès de notre civilisation. Cette justice rendue, nous nous demandons comment M. Thierry, comment le peintre des communes peut glorifier la Révolution d'avoir reproduit dans le droit civil de la France, dans son système de divisions territoriales, dans son administration tout entière l'unité et l'ordre de l'empire romain. L'empire romain, avec son unité et son ordre, qu'était-il autre chose que la concentration de toutes les violences et de toutes les impuissances d'une société avilie dans les mains d'un homme ? et qu'y avait-il de commun entre ces nécessités affreuses de la dissolution païenne, et l'énergie féconde d'une nation chrétienne ? L'Assemblée Constituante a fait cette confusion impie pour le malheur des générations à venir, et la liberté a porté la peine de la révolution. M. Augustin Thierry cite avec honneur les paroles d'un député, de Thouret, près de monter sur l'échafaud et se disant satisfait de son œuvre. Nous aimons mieux les nobles anxiétés qui saisirent tant d'âmes au commencement ou dans la mêlée de nos troubles civils, Mirabeau, Barnave, Duport, Mounier, Malouet surtout, Malouet, cette belle image de la liberté en France, Malouet, proscrit sous la Terreur, exilé sous l'Empire, ministre sous Louis XVIII.

Il était réservé à notre temps de rappeler à la mémoire humaine les bienfaits de l'Église, et la vigueur immortelle des sociétés qu'elle nourrit dans des sentiments également généreux et libres. L'Europe oublieuse et ingrate s'est ressouvenue de son berceau et de sa mère, du Moyen-Age et de la Papauté. Jeu singulier des affaires du monde ! ou plutôt dessein secret de la Providence ! Dans les premiers jours du siècle, le gigantesque Dictateur qui avait mis tout sous ses pieds, voulant y mettre aussi la conscience de la postérité, dictait à son ministre de l'Intérieur des projets superbes d'histoire de France, où il ordonnait *de faire sentir à chaque ligne l'influence de la cour de Rome et des billets de confession.* « Il n'y a pas de travail plus important, ajoutait-il. Chaque passion, chaque parti peuvent produire de longs écrits pour égarer l'opinion ; mais un ouvrage tel que Velly, tel que l'Abrégé chronologique du président Hénault, ne doit avoir qu'un seul continuateur. Lorsque cet ouvrage, bien fait et écrit dans une bonne direction, aura paru, personne n'aura la volonté et la patience d'en faire un autre, surtout quand, loin d'être encouragé par la police, on sera découragé par elle [1]. » Dieu souffle sur ces projets ; c'en est fait ; tout est échappé, tout est éva-

[1] Cette note, adressée par l'Empereur au ministre de l'intérieur le 12 avril 1808, a été publiée par M. Sainte-Beuve dans la notice sur M. de Fontanes.

noui. L'empire que le redouté conquérant a jeté d'un bout du monde à l'autre, des bords de l'Océan aux frontières de l'Asie, se replie en un instant, comme une tente de soldat qu'on enlève après la bataille ; le héros chancelle, tombe, se redresse, tombe encore, et tout son bruit expire dans une île qui est elle-même un volcan éteint au milieu des flots. C'est alors que s'écrit l'histoire de France ! L'Eglise est bénie, ses pontifes sont honorés, et une merveilleuse renaissance des institutions catholiques éclate au milieu des contradictions de la liberté dans l'âme des peuples. Le livre *du Pape* avait donné le signal ; le mouvement, un instant propagé par un homme d'une érudition rare et d'une puissante méditation, M. le baron d'Eckstein, s'étend, gagne le cercle entier des connaissances, et produit parmi tant de savants travaux les études de M. Lenormant et celles de M. Ozanam, l'histoire de saint Dominique, du P. Lacordaire, celle de saint Pie V de M. de Falloux, celle de sainte Elisabeth de Hongrie, de M. de Montalembert.

Nous ne pouvons ne pas nous arrêter à l'un de ces ouvrages, au premier né d'entre tous, à l'Histoire de sainte Elisabeth de Hongrie. L'illustre écrivain avait, dans une introduction admirable, comme découvert le Moyen-Age ; il avait montré cette société, au milieu même de ses ébauches confuses et de ses vastes souffrances, tout pénétrée de libertés, tout couverte d'institutions représentatives où l'Etat existait à peine, où l'individu vivait tout entier, où l'idée de la responsabilité était profondément empreinte, où le sentiment de la dignité humaine respirait à tous les degrés ; il l'avait montrée soutenue par sa foi robuste et naïve au-dessus des abîmes qui l'attiraient de tous côtés. Puis, quand il eut décrit ces monarchies, ces cathédrales, ces poésies, ces peintures, toutes ces merveilles du Moyen-Age, il voulut dire quelque chose de plus beau encore, de plus glorieux pour l'humanité ; alors il raconta l'âme d'une sainte. Il écrivit l'histoire de sainte Elisabeth de Hongrie. C'est ainsi que nous est né ce livre profond et charmant. Quelle fraîcheur ! quelle suavité ! Quelle abondance de poésie répandue comme une gloire autour du front qui a dédaigné le diadème ! On lit ce livre avec un ravissement de cœur, et le regard se repose délicieusement devant cette blanche figure de sainte, assise sur le seuil d'une vie militante et triomphante.

VIII.

Quelque douceur que nous trouvions à redire ces beautés de l'inspiration catholique, nous voulons donner une autre conclusion à ces

pages. Notre conclusion, avouons-le sans détour en nous élevant au-dessus des accidents particuliers qui flottent livrés aux disputes de l'histoire, c'est l'empire tentateur des révolutions sur les sociétés. L'homme a renversé en quelques jours, en quelques heures l'ouvrage des siècles; il s'étonne de la puissance inconnue de destruction qu'il portait en lui-même; sa tête se monte, ses idées s'exaltent, il s'enivre des ruines qu'il a faites. Le voilà maître du passé! Pourquoi n'aurait-il pas l'avenir? pourquoi n'aurait-il pas l'éternité? Peu à peu s'ouvrent en son esprit les précipices que l'orgueil y creuse sans cesse; vieilles institutions, vieilles affections, vieilles croyances, tout s'y engloutit, et des chimères de société nouvelle, de philosophie nouvelle, de religion nouvelle, restes inanimés des anciens symboles, surnagent au dessus. N'en doutons pas, tel est le sens assuré des révolutions. Pour les cœurs crédules, c'est le jugement de Dieu retentissant sur les victimes. Pour les esprits sans foi, c'est la toute-puissance ou plutôt l'apothéose de l'humanité éclatant du sein des institutions qui s'écroulent, et demeurant seule visible au milieu de l'universelle confusion. Le découragement, le dégoût amer se jette vite sur ces désirs enflés qui menaçaient d'envahir jusqu'au ciel, et les abat vers la terre. La coutume des révolutions entrant dans le tempérament d'un pays, rien n'est plus en sûreté au dedans comme au dehors, et tout devient possible. La chute des trônes, la briéveté des choses rendue plus sensible et plus criante encore par la multitude des catastrophes, tant de projets détruits, tant de combinaisons déconcertées, la probité humiliée et vaincue, l'espèce de sombre athéisme qui semble en certains moments de l'histoire sortir du chaos des événements et cacher Dieu lui-même, tout cela bouleverse, tout cela fait trembler le monde moral. La littérature française sous le régime de Juillet offre l'image de la première heure des révolutions, elle est pleine d'ambitions démesurées et de présomptions qui ne veulent plus de lois. L'instinct révolutionnaire se mêle à l'activité prodigieuse que le gouvernement représentatif tient éveillée dans la société, il la corrompt, il la détourne de ses voies, il la disperse en agitations stériles jusqu'au jour où, couvrant tout, il engourdit les âmes dans cette torpeur inouie dont nos yeux sont tout effrayés aujourd'hui. Pour quelques hommes qui résistent, pour Châteaubriand qui reste inébranlable, pour M. Berryer dont la sublime éloquence demeure fidèle aux sources divines d'où elle tombe, combien fléchissent! L'auteur *des Méditations* et *des Harmonies* chante *la Chute d'un ange*, l'auteur *des Odes et Ballades* compose *Le roi s'amuse*, l'auteur *de l'Essai sur l'Indifférence* écrit *l'Esquisse d'une philosophie*.

En suivant jusqu'à la fin les dix-huit années dont nous étudions la littérature, en les voyant s'approcher de la date funèbre où elles

devaient disparaître, nous nous rappelions une tragédie allemande, que le poëte Werner intitulait, il y a près d'un demi-siècle, de ce nom prophétique, *le Vingt Quatre Février*. Werner a rempli son poëme dédié à la Fatalité d'une noire horreur; *il l'a tissu*, comme il le déclare dans le prologue, *dans la nuit;* il l'a entendu, *avant que sa voix le chantât, troubler comme un nuage orageux sa raison obscurcie;* et, le tirant enfin de lui-même, il le dédie en ces termes au peuple : « Travaille, ô mon peuple, travaille, infatigable, à terminer la comé- » die burlesque, qui, commencée depuis nombre d'années, a déjà » couvert le monde de farces sanglantes. [1] »

La sombre imagination du poëte a amassé devant elle toutes les ténèbres et toutes les terreurs. La scène se passe dans les Alpes par une nuit d'hiver; la foudre dans les cieux, le vent dans les abîmes; de toutes parts les montagnes qui tombent les unes sur les autres avec un silence effroyable, et des masses énormes élevant dans les régions du tonnerre leurs tempêtes de pierre; dans le lointain, les torrents qui semblent la voix du néant appelant dans la solitude. Sur ce fond, quel drame! Un homme a tué son père, son père avant de mourir l'a maudit et l'a condamné à tuer son fils, le parricide tue son fils; tout roule dans ce cercle affreux.

Le meurtrier hésite, il se demande si c'est bien lui qui a tué son père. « Il est mort, à la vérité; mais est-il mort de cela?... Il était » déjà bien assez vieux... Qui peut le savoir cependant?... On dit que, » lorsque le fils a frappé son père, la main avec laquelle il l'a frappé » ressort du tombeau... Ceci est une folie. Quant à moi, j'ai plus de » mille fois vu le tombeau de mon père ;... j'ai vu de l'herbe, mais » jamais de main! » En vain il veut se tromper, en vain il veut se mettre quelque chose devant les yeux pour ne pas voir son crime; la loi est prononcée; une voix irrésistible lui crie : Tue! Il tue son fils. Cette logique inexorable placée sous la date du *Vingt-Quatre Février*, ce désordre sans cesse renaissant de lui-même, cette folie furieuse qui lève la main sur les aïeux, et qui ne pardonne même pas à ses œuvres, c'est tout l'esprit révolutionnaire.

H. Mercier de Lacombe.

[1] La traduction est de M. Charles de Remusat.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

CAUSERIES LITTÉRAIRES ET NOUVELLES CAUSERIES,
par M. de PONTMARTIN; 2 vol. in-18 anglais.

Le livre dont nous allons parler a soulevé bien des orages. On a crié au scandale, les uns sur le ton de l'indignation la plus furibonde, d'autres avec force euphémismes qu'on peut croire n'avoir point été inspirés par le plus pur désintéressement. M. de Pontmartin est un critique qu'on redoute, sans qu'on en ait l'air, et plus d'un écrivain a usé de ménagements dans la crainte des représailles. Quelques-uns même ont tout à fait caché leurs griffes et ont pris une voix caressante. Quoi! ont-ils dit, M. de Pontmartin, vous le modèle de l'urbanité dans les lettres; vous qui représentez si excellemment la critique de bonne compagnie, vous n'avez pas craint d'emprunter des formes de langage à la rhétorique du P. Garasse, et de faire entendre des mots si étrangers à votre dictionnaire — *discrepantia verba!* — Quittez, quittez bien vite les lieux où vous avez respiré le mauvais air des invectives, et brisez incontinent avec de nouvelles amitiés qui vous seraient fatales. Je ne doute point que M. de Pontmartin n'ait souri en lisant ces félines insinuations. Au fond, que voulait-on? Enlever à la milice trop clair-semée des critiques sincères et francs un de ceux qui l'honorent le plus par la droiture de son esprit. On voyait avec déplaisir qu'il fît partie de la petite phalange des écrivains qui ont le courage de dire des vérités désobligeantes, et, pour employer une comparaison qui a été faite, on voulait qu'il restât toujours Philinte et qu'il ne devînt jamais Alceste. Mais il y a des doctrines qui doivent exciter de vigoureuses haines, et un critique honnête, s'il est appelé à les apprécier, commettrait un acte de forfaiture en se laissant influencer par des considérations purement humaines. Pourquoi donc tout le bruit qui s'est fait autour du dernier volume de M. de Pontmartin? Nous y voici. Béranger, l'idole du vieux parti libéral, a enfin trouvé un juge. Jusque là, sauf quelques protestations d'esprits délicats et un commencement d'instruction par M. Sainte-Beuve, les titres du célèbre chansonnier n'avaient point été soumis à une enquête rigoureuse. Le réquisitoire a paru; des avocats officieux ont parlé : la conscience publique est donc maintenant éclairée. Quels sont les crimes et les délits imputés à Béranger? M. de Pontmartin reproche au Géronte du couplet d'avoir

été irreligieux, immoral, vulgaire, fomentateur de troubles politiques. L'accusation est-elle fondée? Sur les deux premiers chefs, il serait difficile à l'apologiste le plus passionné de justifier le poëte, dont les refrains contre la religion et la morale sont malheureusement trop populaires pour qu'il soit nécessaire de les rappeler. Quant à la vulgarité de la muse de notre poëte, on la démontre suffisamment, à défaut de citations que les limites de ce travail ne permettent pas de faire, par la qualité de ceux qui l'ont le plus goûtée. Le commis voyageur, le courtaud de boutique, la grisette, le troubadour, ne sont-ce pas là en effet les bouches qui ont le plus chanté les rimes grivoises et impies de Béranger? Et, parmi les écrivains qui ont le plus chaudement soutenu la cause du poëte dans ces derniers temps, combien y en a-t-il qui soient doués du *naris emunctæ* d'Horace? Enfin, que de provocations mal déguisées au renversement du gouvernement de la Restauration et de celui de la branche cadette des Bourbons, ne trouverait-on pas dans le recueil des Œuvres de Béranger? Les inculpations de M. de Pontmartin sont donc parfaitement motivées, et tout esprit juste et sain qui lira le plaidoyer de ce charmant écrivain contre le chantre de Lisette et des jupons courts sera obligé de reconnaître leur justesse. Est-ce à dire que la renommée littéraire de Béranger n'a été qu'une usurpation? Point du tout. Seulement les préjugés et les passions l'ont considérablement grossie. Il y a chez ce poëte des qualités que personne ne songe à contester. Quand il veut se borner à enchâsser dans quelques vers une idée fine et juste, sa muse a une grâce attique qu'on retrouverait difficilement ailleurs aujourd'hui. Consent-il à laisser au fond de son écritoire ses flonflons graveleux et au vestiaire sa défroque de vieux libéral, Béranger alors trouve des images vives, des couleurs bien assorties, un cadre heureux. Il a quelques petites pièces d'un art presque achevé et qu'on pourrait comparer aux meilleures d'Horace. La mesure, le goût, le choix des mots, la proportion des parties, voilà les côtés extérieurs de sa ressemblance avec le favori de Mécènes. Mais il n'a ni le souffle puissant, ni la note vibrante des grands poëtes. Je crois être dans le vrai en disant, après M. de Pontmartin, que le bagage littéraire de Béranger sera dans la postérité assez mince, et qu'il ne se présentera à nos arrière-neveux qu'avec un tout petit volume de morceaux choisis.

Il y a une autre étude dans les *Causeries littéraires*, qui a également excité la bile de certains critiques. M. de Pontmartin a noblement et éloquemment vengé les saintes lois du respect de la famille et de la pudeur littéraire honteusement méconnues par George Sand, dans la prétendue histoire de sa vie qu'elle continue d'écrire malgré le châtiment que lui a déjà infligé l'indifférence publique. Cet article de M. de Pontmartin, très-remarquable comme morceau de critique littéraire, est de plus une bonne action. Aristarque doit parfois saisir le fouet de Némésis.

J'ai rappelé à dessein les deux études sur Béranger et sur George

Sand, parce que M. de Pontmartin, dans l'esprit de beaucoup de personnes, est un critique de salon qui, craignant trop de blesser les amours-propres, emploie toutes les circonlocutions de la politesse quand il veut attaquer quelqu'un. Cette opinion sur M. de Pontmartin est spécieuse ; elle n'est pas rigoureusement vraie. Toutes les fois que l'auteur des *Causeries littéraires* rencontre sur son chemin un livre où la religion, la morale, la royauté sont livrées au mépris ou au ridicule, alors sa plume s'indigne, et les contempteurs de ces grands principes sociaux trouvent en lui un défenseur convaincu et chaleureux. Voilà le grand côté du mérite de M. de Pontmartin. Et même souvent, quand il s'agit de moindres intérêts et d'écrivains qu'il vante avec une telle abondance d'éloges qu'on les prendrait volontiers pour de l'ironie, il n'abandonne point absolument ses droits de critique, et un mot, une phrase laissent apercevoir la goutte d'absinthe au fond de la coupe d'or.

M. de Pontmartin est le critique le plus éminent de notre époque. Il connaît bien l'histoire littéraire, il a du goût, de l'esprit, du style, et ce qui vaut mieux encore, des principes fixes qui servent de base à ses appréciations. Qu'il ne se laisse point troubler par les clameurs qui ont accueilli ses exécutions littéraires, et il rendra des services dont lui tiendront compte tous les esprits honnêtes et les cœurs droits.

A. Rispal.

HISTOIRE DE FLERS, *ses seigneurs, son industrie,* par M. le comte Hector de la Ferrière.

Il est un genre de littérature que l'on n'apprécie pas dans le monde à sa juste valeur. Ce sont les histoires locales. On est tellement accoutumé aux généralisations et aux considérations humanitaires, qu'il semble qu'en se renfermant dans les annales d'un bourg ou d'un château, on emprisonne sa pensée et on ôte tout essor à son imagination. Le roman historique seul paraît avoir le privilége de donner de la vie aux chroniques d'un village. Mais l'histoire se brise sans cesse en se morcelant dans une localité étroite et reculée, elle n'a plus de suite ni d'unité, on la voit devenir tour à tour une généalogie, un inventaire de titres, un cadastre territorial ou une statistique industrielle.

Au point de vue purement littéraire, il peut y avoir quelque chose de vrai dans ces objections. Mais, au point de vue scientifique, rien ne saurait être plus utile que ces sortes d'ouvrages. Après tout, c'est de l'ensemble des chartes et des traditions locales que l'histoire générale doit se déduire pour reposer sur des fondements solides : si elle ne remonte pas à ces sources premières, elle risque de devenir ellemême un roman chimérique et le texte mobile des spéculations les plus hasardées et les plus téméraires.

Cela est vrai surtout de l'histoire du moyen-âge et de la féodalité; la condition même de cette histoire est la bigarrure et le morcellement; et celui qui, sans avoir étudié et comparé les coutumes particulières, se presserait de nous donner comme lois générales d'un royaume la charte de sa capitale, répandrait sur un siècle tout entier les notions les plus incomplètes et les plus fausses.

Honneur donc à ceux qui, en déchiffrant courageusement des parchemins inédits et de vieux titres oubliés, font découvrir des faits nouveaux ou fournissent des éléments pour résoudre des questions que l'érudition la plus impartiale et la plus attentive agite depuis longtemps sans pouvoir les résoudre. Honneur à ceux qui se vouent à ces travaux difficiles, et en particulier à M. Hector de la Ferrière, qui vient de publier la modeste et intéressante histoire du bourg et du château de Flers !

Il y a beaucoup à profiter dans cet ouvrage, non-seulement pour l'homme du monde, mais pour le demi-savant, qui est étonné de tout ce qu'il a encore à apprendre quand il lit sérieusement une étude bien faite sur quelque partie de ce chaos immense qu'on appelle le moyen-âge.

Je comprends très-bien d'ailleurs l'intérêt de curiosité passionnée qui s'attache à l'existence d'un château : un château se personnifie en quelque sorte pour les habitants du pays qu'il domine; tous sont tentés de l'interroger pour lui demander les secrets de ces révolutions antiques où il a figuré comme témoin et même comme acteur. Si quelque laborieux investigateur du passé, en remuant la poussière de ses archives, leur arrache ses secrets et les dévoile à ceux qui l'entourent, ne devront-ils pas le remercier de donner une voix à ces débris muets, et de peupler ces vieux murs de vivants souvenirs? C'est ce qu'a fait M. de la Ferrière pour les campagnes où il passe la meilleure partie de sa vie, et où il occupe si bien ses loisirs.

En nous faisant vivre avec les anciens seigneurs de Flers, il nous montre que ce qu'on appelle les servitudes féodales étaient dans leurs domaines des charges acceptées par les vassaux et par les serfs en échange de bienfaits et de concessions reçues.

Quelques coutumes, qui nous paraîtraient humiliantes aujourd'hui, n'étaient que grotesques alors, et la forme bizarre sous laquelle s'acquittaient certaines redevances n'avait eu souvent pour but que de les graver plus fortement dans la mémoire.

Les Pellevé, seigneurs de Flers, étaient, au temps de la Ligue, des catholiques partisans de Henri IV. Nicolas de Pellevé se distingua sous lui en plusieurs rencontres; et ce *roi des braves*, qui, quoi qu'on en ait dit, oubliait rarement ses amis, érigea la baronnie de Flers en comté, et donna au bourg de Flers diverses exemptions et priviléges.

Que si la bonne conduite de Nicolas lui attira les récompenses royales, l'esprit de faction, ou pour mieux dire l'esprit de *fronde*, ne réussit guère à son fils Pierre de Pellevé. Ce seigneur voulut lever deux régiments destinés à grossir l'armée du duc de Longueville, et,

pour venir à bout d'enrôler ces régiments, il fut obligé de faire d'immenses sacrifices pécuniaires, car il ne trouvait guère en Normandie de volontaires pour la Fronde ; on y était attaché au parti de la cour. Aussi le malheureux comte de Flers se ruina à ce triste jeu de la guerre civile ; il engagea ses seigneuries, et fut obligé de les vendre une à une.

Ainsi, dans ce siècle, la fidélité était récompensée et la sédition punie. Ne semble-t-il pas qu'alors l'histoire fût édifiante comme un conte moral écrit pour la jeunesse ?

Un autre Pellevé, Antoine, je crois, avait obtenu la promesse de la main d'une riche et belle orpheline ; mais son amour impatient ne peut supporter de longues formalités et d'interminables délais : il enlève l'orpheline de son couvent, et se marie clandestinement avec elle. Toute la province se soulève d'indignation ; le lieutenant criminel de Bayeux informe contre l'amant téméraire pour fait d'enlèvement de mineure et de violation d'asile religieux. Antoine de Pellevé se constitue prisonnier, afin de désarmer la justice. Grâces à cet acte de soumission, les peines les moins sévères lui sont appliquées ; on le condamne seulement à payer mille livres d'amende et à servir le roi sur la frontière pendant deux ans. Ses complices ont à subir des punitions analogues. La cour exige en outre qu'il procède à une nouvelle célébration du mariage, authentique et solennelle. Il n'était pas permis alors de traiter légèrement les choses sacrées ; et le roman, assez goûté en littérature, n'était pas accepté dans la vie réelle.

Le château de Flers passe ensuite aux Lamothe-Ango, et devient, après la chouannerie, le centre d'un essai de pacification entre les bleus et les blancs. M. de Frotté, récemment rentré en France, était venu à Flers, entouré de ses vieux compagnons d'armes : « Il y avait » alors dans ce château un singulier mélange d'hommes, d'uniformes » et de cocardes ; bleus et blancs se promenaient ostensiblement et » amicalement ensemble. »

A une espèce d'interrogatoire que lui fit subir l'adjudant général Mignotte, Frotté répond avec une noblesse et une franchise toute militaire. On regrette que cette scène se trouve isolée, et que l'historien du château de Flers n'ait pas cru pouvoir en franchir un moment l'enceinte pour nous raconter la déplorable fin du héros normand et le piége indigne dont il fut la victime.

Après M. de Frotté, surgit au chapitre suivant une figure bien différente ; c'est celle de M. de Redern, ami de Saint-Simon, le soi-disant fondateur du *nouveau christianisme*. La correspondance de ces deux hommes est originale et piquante.

Le dernier acquéreur de Flers est le peintre Schnetz. La noblesse du pinceau a succédé ainsi à la noblesse de l'épée. Ce qui reste du vieux castel des barons normands est sous la protection des beaux-arts, si bien représentés par le directeur de l'école de Rome, dont l'âme est aussi élevée que le talent. Ni lui ni son fils ne trahiront le dépôt qui leur est confié ; un monument des vieux âges ne peut pas tomber en meilleures mains.

Pour le moment, on n'a donc pas à craindre que les dernières pierres du manoir seigneurial des Pellevé soient vendues à la bande noire, ni que ses vastes salles soient transformées en fabriques ou en manufactures.

Cependant cela n'empêche pas que l'industrie ne fasse, depuis le commencement du dernier siècle, la prospérité et la richesse du bourg de Flers; et ses fabriques de coutil, qui vont toujours se perfectionnant, ont une réputation presque européenne.

L'histoire de cette industrie fournit encore à M. de la Ferrière le sujet d'une notice intéressante : il parle sur ces matières avec la même aisance que s'il s'en était spécialement occupé. Des industriels ou des économistes de profession n'auraient pas jeté plus de lumières sur les procédés de fabrication de l'excellente étoffe qui fait la renommée des fabricants de Flers.

Ainsi la même plume qui a retracé les belles choses du passé met en relief les bonnes choses du présent, et l'écrivain distingué qui a réhabilité les temps féodaux sait apprécier et faire ressortir les utiles progrès de l'industrie moderne. C'est un talent facile et souple, qui se plie facilement aux sujets les plus divers. Espérons qu'il n'en restera pas à cet heureux coup d'essai, et qu'il continuera ses belles et fortes études sur la Normandie et sur le moyen-âge.

Albert du Boys.

L'*Univers* du 19 décembre (nous ne nous occupons pas de tant d'autres numéros) renferme un article auquel nous ne voulons pas répondre.

Il y est dit que « *volontairement ou non, nous mettons tous quelque chose*, quoique non pas la même chose *au-dessus de l'Eglise.* »

Il y est dit que dans une œuvre à laquelle M. de Montalembert et M. de Falloux prennent part, ce qui domine, c'est *le triste sentiment de la peur*.

Il est des outrages qu'on ne relève pas. Il est des noms qui se défendent d'eux-mêmes. Nous avons promis d'ailleurs de ne pas *continuer la polémique irritante et la dispute scandaleuse.* (*Correspondant* du 25 novembre). On nous saura gré de tenir parole.

Mais nous avons promis aussi de justifier ce qui nous sépare, soit de quelques catholiques qui compromettent la religion par leurs excès, soit des hommes qui méconnaissent ses droits et ses intérêts. C'est ce que nous continuerons à faire dans la mesure et avec la résolution nécessaires.

Le secrétaire de la rédaction.
Paul de Caux.

L'un des Gérants, Charles DOUNIOL.

IMPRIMERIE DE BÉAU ET Cie, A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

DES CARACTÈRES

DE LA

POLÉMIQUE RELIGIEUSE ACTUELLE.

Nous sommes témoins, depuis quelques années, d'un phénomène singulier. Le prophète qui aurait prédit, au commencement de ce siècle, au moment où tous les autels étaient renversés, et où la religion était bannie encore bien plus du cœur des Français que du sol de France, qu'un jour viendrait où les questions religieuses feraient, à peu près à elles seules, les frais de toute discussion publique, aurait assurément rencontré plus d'un incrédule. Tel est pourtant le spectacle que nous avons sous les yeux. De tous les débats qui ont si vivement excité, puis si rapidement épuisé l'ardeur intellectuelle de notre pays, il semble que la polémique religieuse ait aujourd'hui seule conservé le don d'intéresser encore. La polémique religieuse a absorbé en elle seule, et concentré sur elle-même à peu près tout ce qui reste en France d'esprit de discussion. Elle a succédé à la politique et fait concurrence à l'industrie et à la guerre. Le goût de disputer de théologie et de dogmatiser semble avoir à peu près gagné tous les esprits que les préoccupations matérielles ou la gloire militaire ne remplissent pas entièrement; et ce goût ne se montre nulle part plus vif que dans la presse quotidienne. Fort réservée, très-prudente, très-pâle même sur tous les sujets qui, autrefois, alimentaient ses débats et suscitaient ses colères, la presse est restée en effet très-libre, très-hardie, très-bruyante sur tout ce qui touche à la religion. Les discussions religieuses sont devenues fréquentes et animées dans les journaux de toutes les couleurs. Chassée du terrain des affaires présentes, la presse s'est transportée avec armes et bagages dans le domaine des idées éternelles. Elle y a déployé tout son arsenal qu'elle craignait probablement de laisser

rouiller. Elle a retrouvé là et la liberté qu'elle regrette et la licence qu'on lui a si souvent reprochée ; elle a usé hardiment de l'une et de l'autre, sans que personne lui ait jamais fait sentir aucun des freins dont la législation nouvelle a muni le pouvoir. En matière religieuse, et Dieu nous garde de nous en plaindre, chacun a continué de tout dire sans contrainte. Le pouvoir a pensé, non sans raison, que Dieu était suffisant pour se défendre lui-même et que son omnipotence n'était pas du genre des puissances humaines qui ont besoin de police et de censure.

Quel est le caractère général, et quels sont les résultats, sur l'opinion publique, de ces discussions vives et répétées? Voilà ce que nous aurons, dans les pages qui vont suivre, la curiosité d'examiner? Nous y sommes enhardis par un motif principal : c'est qu'il nous semble que cet examen est de ceux auxquels un écrivain laïque peut se livrer en liberté (pourvu que ce soit avec l'esprit de soumission qui ne doit jamais l'abandonner), sans être ni accusé ni tenté d'entreprendre sur le dépôt sacré, qui n'appartient qu'à l'Eglise seule. De tous les moyens dont l'Eglise fait usage pour propager la vérité, la polémique n'est assurément ni le premier en ordre, ni le plus efficace. L'enseignement dogmatique donné du haut de la chaire, le ministère divin des sacrements, les appels directs à la conscience troublée des pécheurs, la douceur de consolations ineffables versées goutte à goutte aux âmes souffrantes, ce sont là les grands et les vrais moyens par lesquels la foi chrétienne fait son chemin dans le monde ; ce sont là les trésors qu'il n'appartient qu'à l'Eglise seule de distribuer. La polémique ne joue qu'un rôle très-secondaire dans cette conquête laborieuse des âmes, qui est l'œuvre éternelle de l'Eglise sur la terre. Mais à ce rôle si inférieur, les laïques, de l'aveu de l'Eglise même, sont souvent appelés à prendre part. Précisément parce qu'ils sont mêlés à un monde indifférent, précisément parce qu'ils ont à défendre dans ce contact leur foi sans cesse menacée, on pense qu'ils peuvent être parfois consultés avec avantage sur le choix des arguments et des armes, et que placés aux avant-postes, comme des éclaireurs, ils peuvent donner un bon avis, dont l'autorité compétente fait ensuite ce qu'il lui convient. C'est en cette humble qualité que nous croyons permis et utile d'examiner l'état présent de la polémique religieuse.

Et voici quel est, suivant nous, l'intérêt de cette recherche. Si la polémique n'est point l'instrument principal du progrès de la vérité chrétienne en ce monde, elle peut pourtant fournir des indices assez clairs pour reconnaître le point auquel ce progrès est parvenu. Suivant la nature des attaques auxquelles la religion est en butte, suivant le degré de vivacité ou de hardiesse avec lequel ces attaques sont

poussées, suivant l'accueil qui leur est fait par le public, — on peut assez exactement reconnaître si la religion est, dans un pays, en progrès ou en déclin, — si les esprits sont poussés vers elle ou éloignés d'elle, — si dans la lutte acharnée, à laquelle elle est condamnée, elle gagne ou perd du terrain. Le caractère de la polémique religieuse peut servir, à chaque époque, comme de thermomètre pour connaître le véritable état des sentiments d'un pays. Quand l'esprit public est favorablement disposé pour les vérités religieuses, les attaques des ennemis de la religion sont timides, détournées, indirectes; la crainte du mépris ou de la répulsion générale en affaiblit ou en contient l'expression. Si elles deviennent, au contraire, fréquentes, animées, hardies, c'est un signe que ceux qui les portent se croient appuyés par les sympathies de leur auditoire. C'est ainsi qu'un coup d'œil jeté sur l'état des discussions religieuses peut nous apprendre si, en particulier dans notre France, le mouvement favorable qui portait les âmes vers la foi, — ce mouvement qui a peuplé nos églises d'une foule chaque jour croissante, qui a encombré le pied des autels et des chaires, se continue, — s'accélère ou se ralentit, et si les résultats heureux qu'il a produits sont en voie de développement ou à la veille d'être compromis. C'est en étudiant le langage de la presse sur les questions religieuses que nous pourrons nous faire quelque idée des dispositions actuelles de ses lecteurs. Or il y a plusieurs sortes de presses parlant à divers publics. Examinons-les, interrogeons-les successivement, dût cette recherche un peu longue aboutir à des conclusions qui nous contristent.

I.

Nous rencontrons d'abord une presse rédigée par des écrivains délicats et destinée à un public d'élite. C'est la presse des beaux esprits et du grand monde littéraire. Elle a des organes quotidiens ou périodiques qui jugent et parlent de haut sur toutes les questions de littérature, de philosophie et d'histoire, et qui traitent même volontiers, à ces points de vue généraux, tout le courant journalier des affaires humaines. Cette presse-là n'a jamais fait profession explicite de foi catholique. Il y a peu d'années cependant son langage était, au sujet de la religion, non-seulement décent et poli (il n'est jamais autre), mais bienveillant et souvent empreint d'une admiration vive et sincère. Traitait-elle de métaphysique ou de morale, elle célébrait volontiers ce trait de lumière inattendu qui tout d'un coup, il y a dix-huit siècles, répandit sur le monde la

croyance en un Dieu unique et l'espoir d'une vie future : elle remerciait sans détour l'Église d'avoir conservé dans le sanctuaire, pendant les ténèbres du moyen âge, le flambeau de la lumière philosophique. Se livrait-elle à quelque dissertation historique, l'influence du christianisme sur l'adoucissement des mœurs et le progrès de la civilisation était un de ses thèmes favoris. En littérature enfin, dans les grands modèles du XVIIe siècle, elle aimait à admirer l'accord de la pureté de la forme et de la sainteté des convictions ; elle pardonnait aux Pères de l'Église leurs incorrections grammaticales en faveur de leurs inspirations chaleureuses. En un mot, en tout genre, elle semblait dire à l'Église comme le roi Agrippa à saint Paul : Peu s'en faut que vous ne me persuadiez d'être chrétien.

Qui pourrait ne pas reconnaître avec regret qu'à travers ses formes mesurées et la convenance de langage qui ne l'abandonne jamais, son ton à l'égard des catholiques est assez changé ? Non-seulement elle ouvre aujourd'hui avec empressement ses colonnes à toutes les réclamations passionnées, les unes vraies, les autres fausses, que suscitent sur tous les points du monde les actes ou les paroles des ministres de la religion catholique : non-seulement, dans les protestations généreuses qu'elle fait entendre en faveur des opprimés de tous les cultes, elle paraît trop souvent oublier les évêques qu'on exile, les concordats qu'on viole et les églises qu'on dépouille ; mais, même dans les questions générales, le côté le moins favorable à l'Église catholique est aujourd'hui celui qu'elle préfère regarder. On l'entendra dire que toute philosophie moderne date de Descartes, rayant ainsi d'un trait de plume saint Augustin, saint Anselme et saint Thomas. Si elle discute des matières théologiques, elle fera valoir avec complaisance tous les mérites particuliers des communions chrétiennes dissidentes que le XVIe siècle a séparées du tronc commun ; elle insistera sur les plus tristes pages du moyen âge, et si elle ne renie ni Bossuet, ni Fénelon, elle sera plus empressée que par le passé de leur opposer ou de leur associer Voltaire et Rousseau.

Tel est le changement qui s'est opéré sous nos yeux, depuis une date assez récente, dans la partie la plus considérable de la presse française, dans celle qui a le plus de retentissement parmi nous et le plus d'autorité à l'étranger. On dira, je le sais bien, que le changement est dans les paroles et non dans les sentiments ; que ce qui est avoué aujourd'hui était pensé hier, et qu'il n'y a pas grand regret à avoir pour des compliments du bout des lèvres qui cachaient une hostilité sourde. Bien des gens pieux qui aiment la bataille diront même qu'une inimitié franche leur convient mieux que des politesses captieuses. Nous aurions plus d'une observation à faire sur ces jugements absolus dictés par une humeur belliqueuse. Outre la répugnance in-

vincible que nous aurons toujours à accuser brutalement de mensonge des esprits si distingués et des gens de bien, nous croyons que ces manières de trancher hautaines ont l'inconvénient de méconnaître le trait particulier de notre âge, je veux dire l'incertitude sincère où sont souvent les meilleurs esprits sur les dogmes catholiques et la mobilité naturelle qui en est la suite. Pour ma part, je ne crois pas légèrement aux hostilités acharnées et secrètes dont on nous parle : j'ai rencontré dans le monde bien plus d'incertains encore que d'incrédules, et le scepticisme de notre âge m'a souvent paru douter de lui-même encore plus que de l'Évangile. Mais admettons pour un moment qu'un sentiment ardent d'irréligion ait animé de tout temps les écrivains de la presse polie dont nous parlons, il resterait toujours à savoir pourquoi ils laisseraient entendre aujourd'hui ce qu'ils cachaient soigneusement hier. Évidemment, ce ne pourrait être que parce qu'ils croiraient être écoutés avec plus de faveur par le public auquel ils s'adressent et pouvoir parler plus en liberté. Or, ce sont les dispositions des lecteurs et non celles des écrivains qu'il nous importe de connaître. Admettons (je demande pardon de l'injure d'une hypothèse directement contraire à ma pensée) que tous ceux qui parlaient bien de la religion il y a peu d'années, sans en penser tout à fait comme des croyants, fussent des hypocrites. Il y a un lieu commun qui dit que l'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu. Quand les hommages sont moins vifs et moins nombreux, c'est donc que la vertu a cessé d'être assez puissante pour les attirer.

Il reste donc avéré qu'il y a une partie du public français considérable, au moins par l'intelligence, sinon par le nombre, — la partie lettrée et polie, — à laquelle on pensait plaire naguère, en développant devant elle les mérites de la religion chrétienne, et qu'on intéresse davantage aujourd'hui en insistant sur le thème contraire. Passons maintenant sans transition d'un extrême à l'autre : du pôle brillant de la société française descendons au pôle opposé. Abordons cet ordre de presse tout différent qui fait appel à la foule, qui professe le dévouement aux intérêts des masses, et qui, en attendant, flatte et excite leurs passions. De la presse littéraire passons à la presse révolutionnaire.

Celle-là se fait gloire d'avoir dans nos fastes une origine déjà ancienne. Elle est petite-fille de la presse de 1793, qui soutenait les jacobins à la montagne ; elle ne désavoue point cette descendance qu'en toute occasion elle rappelle. Elle est la fille de cette presse violente de la Restauration, qui, ne se bornant point à défendre les institutions menacées, cherchait à atteindre au-dessus d'elles la monarchie même et la religion. Il n'est point étonnant que cette presse-là n'ait nul goût ni pour la religion ni pour l'Église. Son hostilité

est naturelle et ne doit pas surprendre. Naguère cependant nous avions vu cette hostilité momentanément suspendue, et l'Église était rentrée, d'une façon qui plaisait à certains esprits, dans les bonnes grâces révolutionnaires. C'était le temps où les gens qui brisaient les trônes interrompaient le pillage des palais par des processions en l'honneur de la croix. C'était le temps des bénédictions d'arbres de la liberté; c'était le temps où des constitutions républicaines ne pensaient pouvoir mieux être inaugurées que par des grand'messes dites en plein air par des évêques sur les places publiques. C'était le temps où l'on aimait à retrouver dans l'Évangile tous les termes de la devise républicaine : la fraternité des fils d'Adam, l'égalité des rachetés du Christ, la liberté des enfants de Dieu.

Nous avons vu ce temps; mais il est loin. Ouvrez aujourd'hui au hasard une feuille quelconque du parti révolutionnaire. Vous n'y trouverez plus, comme alors, des attaques adressées à toutes les puissances sociales. Mais tous les coups détournés prudemment du pouvoir temporel vont directement à l'adresse de l'Église. Tout ce que les organes de cette presse ou ne veulent pas ou n'osent pas dire à l'autorité qui dispose de la police, ils le tournent contre celle qui n'a que des armes spirituelles pour se défendre. Les prêtres ont hérité, en ce genre, de tous les outrages qu'on ne réserve plus aux gendarmes; et la religion, dans tous les débats, a pris la place de la propriété. Avec quelles aménités de langage cette polémique est poursuivie : c'est ce que tout lecteur peut savoir par lui-même, et ce dont il n'est ni nécessaire ni facile de donner une idée.

J'admets très-bien que le langage d'aujourd'hui est plus sincère que celui d'hier, et je confesse que j'ai très-peu de regret pour le mysticisme révolutionnaire. Mais ici revient pourtant aussi la même question, et elle se dresse avec une gravité plus menaçante. Pourquoi se taisait-on, pourquoi flattait-on hier? Pourquoi parle-t-on, pourquoi outrage t-on aujourd'hui? Et à la même question la même réponse. C'est apparemment que les dispositions des auditeurs se sont modifiées, et que ce qu'ils voulaient voir bénir et respecter alors, ils trouvent bon qu'on le maudisse maintenant devant eux. Mais il ne s'agit point cette fois d'un petit cercle de lecteurs cultivés, cherchant dans les journaux le délassement de leurs affaires ou le passe-temps de leurs loisirs. Le public auquel la presse révolutionnaire cherche et réussit trop souvent à plaire, ce sont ces masses populaires dont le travail nourrit et orne les grandes cités. C'est dans les rangs de la foule ouvrière, c'est dans ses lieux de réunion et dans ses fêtes que la presse révolutionnaire est atten-

tive et habile à se glisser. C'est donc là, c'est-à-dire parmi les pauvres, les préférés de Jésus-Christ, et les privilégiés de l'Évangile, que la religion, bénie naguère, a cessé aujourd'hui d'être populaire. Ces classes qui vivent à la sueur de leur front, étaient touchées de l'inépuisable bienfaisance des âmes chrétiennes; elles honoraient le zèle et l'activité modeste d'un clergé éloigné des passions politiques et tout concentré dans l'accomplissement de sa sainte mission. Elles protégeaient souvent les prêtres jusqu'au pied des barricades, et guidaient leurs pas parmi les crevasses ouvertes du sol. Ce sont celles-là à qui, aujourd'hui, on espère plaire par des plaisanteries renouvelées du Dictionnaire philosophique et des expressions empruntées au père Duchesne. Ou nous sommes bien trompés, ou il y a là matière aux plus graves et aux plus douloureuses réflexions.

Il y a enfin une troisième sorte de presse de qui, pour cause, nous ne pouvons pas parler trop à notre aise, mais dont nous essaierons pourtant de dire quelques mots : c'est celle qu'une adhésion très-vive a rattachée dès le premier jour aux institutions nouvelles qui régissent la France. Celle-ci a dû à ce coucours donné à temps et maintenu avec persévérance le privilége d'échapper au silence et à la réserve obligatoires pour les autres. Ses sentiments lui donnent le droit de parler des affaires courantes, de la politique du jour, de la paix et de la guerre, de la disette et des subsistances, des budgets et des emprunts. Elle n'a donc que peu de temps à perdre pour s'occuper des vérités religieuses. Elle écoute les débats religieux avec l'air pressé d'un homme d'Etat qui n'a pas de loisir à donner aux méditations de cabinet. Elle s'y mêle avec la réserve qui doit caractériser les dépositaires responsables du pouvoir, mais même dans ces paroles courtes et officielles, il est facile d'apercevoir un changement tous les jours plus marqué. Au début de la carrière qu'elle parcourt aujourd'hui, cette presse à qui appartiennent l'influence et la mode, comptait au nombre des ressorts principaux de la politique à laquelle elle est dévouée, l'alliance intime du clergé et de l'Eglise. Elle vantait volontiers cette alliance, et se montrait disposée à la cimenter par de grands sacrifices. Le Panthéon rendu au culte, le repos du Dimanche honoré dans le *Moniteur* n'étaient que le prélude d'un plus brillant avenir, et au premier rang parmi les concessions qu'on prenait sur soi de promettre, figurait non-seulement pour l'Eglise le droit d'enseigner ses enfants en liberté (elle en jouissait déjà), mais un partage dans le monopole rétabli de l'instruction française tout entière. Peu à peu, par une décroissance insensible, cette chaleur paraît s'être, sinon éteinte, au moins grandement refroidie. Non-seulement ces journaux ne proposent plus de rien changer aux lois existantes dans un

but de liberté ou de progrès religieux, mais les mœurs actuelles de la société française telle qu'elle est sont maintenant données par elle sans restriction comme l'idéal et l'archétype de toute société civile. L'état présent de la France, où la religion cependant trouve encore bien des choses à regretter, est l'objet d'un enthousiasme qui va jusqu'à l'apothéose. Voilà ce qui ressort à chaque ligne de la discussion de cette presse sur toutes les questions intérieures. Au dehors les alliances qu'elle recommande et prône de préférence ne sont pas précisément celles des nations qui vivent le mieux avec l'Eglise. Enfin même quand cette presse appuie et honore l'Eglise, il semble que ses expressions reflètent moins la confiance d'un allié que la bienveillance un peu hautaine d'un protecteur. C'est donc encore ici un changement de langage qui ne peut provenir que d'un changement d'humeur chez l'auditeur : et quand on songe à quelle sorte d'auditeurs la presse dont nous parlons a pour but de se faire agréer, à quelle hauteur ils résident, cela devient si grave, que ce que nous avons de mieux a faire est de nous taire pour y réfléchir plus à l'aise.

Voilà donc la triste conclusion à laquelle cet examen nous amène. S'il faut en croire les symptômes que donne la presse sur les dispositions de ses lecteurs; s'il faut en croire cet intérêt bien entendu, cette charité bien ordonnée qui dirige toujours un journal dans le sens des goûts et des tendances de ses abonnés, la religion, bien loin d'être en faveur et en progrès dans les esprits, voit au contraire s'éloigner d'elle, en ce moment, ceux qui paraissaient naguère s'en approcher. Je ne veux rien exagérer : je sais que tout le monde ne lit pas en France, et que tout le monde aussi ne se gouverne pas uniquement par des lectures; je sais que les églises sont pleines; que les pères de famille tiennent à faire élever leurs enfants dans la religion; — que les œuvres chrétiennes reçoivent d'abondants subsides de la bienfaisance publique; je sais les admirables exemples de courage chrétien qu'ont vus les plaines de Crimée; en un mot, je sais qu'il y a plus de mal fait et de terrain perdu dans les intelligences que dans les âmes. Mais je sais aussi que, dans une nation comme la nôtre, c'est l'intelligence en définitive qui gouverne tout; ce sont les idées qui finissent par avoir raison des faits; et quand on voit se troubler ainsi une des sources principales de l'intelligence publique, je crois qu'on peut et on doit s'attendre à une nouvelle invasion de cette incrédulité invétérée qui, répandue comme un virus dans le sang de nos veines, y circule toujours sourdement, mais éclate, de temps à autre, par de violentes et périodiques éruptions. Ces craintes ont déjà été exprimées par des voix plus autorisées que la mienne. On les a traitées de chimères et d'alarmes vaines; on a accusé ceux qui les expriment d'être de ces

cœurs timides qui manquent de confiance dans la force de la vérité, et que la lutte contre l'erreur effraie, qui soupirent après un repos impossible en ce monde et voudraient l'acheter par des capitulations de conscience. On a presque dit que le danger n'existait que dans leur imagination, et grâce à cet effet bien connu de la peur qui grossit ou suppose les objets. On a demandé nos preuves : nous en pourrions donner encore d'autres ; mais celles-ci suffisent à notre sujet et, quelque pénibles qu'elles puissent être, s'il est affligeant de les connaître, il serait plus dangereux encore de les ignorer.

II.

Ce mal ainsi constaté, d'où vient-il ? quelles en sont les causes ? Comment l'esprit public a-t-il passé d'un retour rapide vers les idées religieuses à un éloignement déjà visible? Comment le vent a t-il changé? Il n'est pas impossible, nous le pensons, de répondre à cette question. Les causes d'un changement si menaçant sont diverses . les unes viennent du cours des événements, de la nature des choses et des conditions mêmes de la vérité religieuse : d'autres dépendent plus directement de la volonté, des fautes et de l'imprudence des hommes. On pouvait combattre, mais non prévenir tout à fait les unes ; les autres pouvaient être évitées, et leur effet peut encore être suspendu.

Des événements — un événement en particulier, qui ressemblait plus à un grand cataclysme de la nature qu'à une révolution ordinaire — avaient puissamment contribué à pousser les âmes dans les voies de la religion. La révolution de février avait été le plus efficace des prédicateurs de la réaction religieuse. En un clin d'œil, dans ce jour de terrible mémoire, toute une société s'était abîmée comme au son d'une trompette lugubre. Toutes les existences brillantes ou modestes qui se croyaient assurées, sentaient trembler sous leurs pas le roc qui les portait; et en même temps des hommes jusque-là résignés aux labeurs d'une condition pénible se sentaient dévorés du feu de convoitises inconnues. Tout ce qui était élevé s'apprêtait à tomber, tout ce qui souffre prétendait à jouir ; c'était un cri général d'angoisse et de cupidité ; c'était une mêlée de surprise, de terreur et d'espérance.

L'âme humaine est ainsi faite, que la crainte et l'espoir sont deux sentiments religieux de leur nature, dont la prière est l'expression involontaire. Quand les hommes s'effrayent ou se promettent beaucoup de l'avenir, leur pensée se tourne naturellement vers le maître souverain, de qui l'avenir dépend et qui en a seul le secret. C'est ainsi qu'on vit, après les jours terribles de 1848, ceux qu'épou-

vantaient comme ceux qu'exaltaient les destinées nouvelles et mystérieuses de notre patrie se presser ensemble au pied des autels, les uns pour demander grâce du châtiment qui les menaçait, les autres pour associer les bénédictions religieuses au triomphe prématuré de leurs chimériques espérances : on les vit les uns et les autres, défenseurs et ennemis de l'ordre social, venir comme les Israélites aux pieds de Moïse, soit pour conjurer la fureur vengeresse des Philistins, soit pour demander le lait et le miel de la terre de Chanaan.

Il est assez simple que ces hommages intéressés se soient ralentis à mesure que se sont éloignés ou éclaircis les périls et les mystères de la situation qui les avait fait naître. L'ordre social, sans être sauvé, à beaucoup près, s'est pourtant un peu raffermi. Sur la surface mal refermée du volcan, de sa lave même, s'est formée une couche de sol encore brûlante et mobile, au travers de laquelle on entend le murmure des flammes. Il n'en a pas fallu davantage pour rassurer des intérêts matériels, de leur nature aussi aveugles que timides. La soif de vivre et de gagner s'est rallumée dans toutes les âmes, comme en proportion de la peur qu'elles avaient éprouvée de mourir et de perdre. Redoutant moins de l'avenir et du ciel, elles n'ont plus pensé qu'à jouir du présent et de la terre. C'est toujours la vieille histoire du proverbe : le danger passé, on a vite oublié le Dieu qu'on invoquait. D'autre part, les classes laborieuses et souffrantes, cruellement réveillées de leurs beaux rêves par le bruit du canon de la guerre civile, sont retournées, tristes et dépitées, à leur rude condition. L'humeur est toujours injuste : elles avaient espéré le paradis sur la terre; elles reprocheraient volontiers à l'Eglise, qui en a les clefs, de ne l'avoir pas fait descendre du ciel à leur gré. Ainsi les craintes rassurées, les espérances déçues s'éloignent d'un commun accord de la religion, auprès de qui elles ne se sentent plus pressées de venir chercher ni sécurité ni attrait.

Contre cet effet inévitable de l'ingratitude et de la légèreté humaine, il n'y a d'autres remèdes que la grâce de Dieu et les efforts de ses ministres. Nous autres, simples publicistes, nous n'avons que peu de choses à y voir ou à y faire. Mais si c'est là la principale, ce n'est pas là la seule cause du mal que nous déplorons. Il en est une autre qui nous touche plus directement, et c'est de celle-là principalement que je veux parler, parce que c'est celle-là seule qui est du ressort des écrivains religieux.

A notre sens, en effet, si le mouvement religieux se ralentit, c'est à la manière dont a été conduite, dans presque tous les organes de la presse, la polémique de l'incrédulité et de la religion, qu'il faut rapporter ce triste résultat. Des deux parts, presque également, il semble qu'on se soit entendu pour déplacer arbitrairement le terrain du dé-

bat, pour dénaturer toutes les questions, pour substituer aux véritables problèmes des thèses oiseuses et qui ne servent qu'à jeter la confusion dans l'esprit des lecteurs. De la part de l'incrédulité, cette confusion est volontaire : elle est le fruit d'une tactique naturelle et habile, et nous n'avons par conséquent pas plus à nous en plaindre qu'en guerre on ne peut reprocher un stratagème heureux à un ennemi. Il est moins naturel, et nous avons le droit d'être plus choqué, que la presse religieuse s'y laisse prendre, et c'est malheureusement, suivant nous, ce qui n'est que trop souvent arrivé. Cette erreur, si véritablement elle a eu lieu, est assez grave pour qu'il vaille la peine de la découvrir avec franchise. Nous le dirons donc sans détour ; c'est à la direction donnée à la défense de la religion par les écrivains qui s'en occupent principalement, qu'il faut attribuer la modification regrettable et déjà visible de l'esprit public. Ces écrivains sont des laïques comme nous, à qui le zèle ne peut tenir lieu d'autorité officielle, et qui, donnant d'ailleurs volontiers des conseils à leurs confrères, ne peuvent trouver mauvais de recevoir eux-mêmes des avertissements du même genre. Nous ne nommons personne : les noms sont dans la bouche de tout le monde, et nous craignons jusqu'à l'ombre des personnalités directes. Mais la pratique constante des chrétiens de tous les âges nous l'enseigne : quand, au sein de la foi commune, le malheur veut que des dissidences s'élèvent et persistent, la vérité devient la dernière ressource de la charité : et si ces dissidences ont éclaté et qu'il n'y ait pas moyen de les taire, il est bon de s'en expliquer tout à fait, ne fût-ce que pour en faire connaître la portée et n'en pas laisser exagérer la profondeur.

Qu'on ne s'y trompe pas : le reproche que nous faisons à cette partie de la polémique religieuse contemporaine, n'est pas cette inculpation devenue banale, qui porte uniquement sur l'âpreté de certaines formes de discussion. Tout a été dit sur ce sujet, de beaucoup plus haut que nous ne saurions parler : et si les avis adressés à cet égard n'ont pas paru assez mérités pour être écoutés, ce ne sont pas les nôtres qui auraient un meilleur sort. Mais la forme est peu de chose pour les esprits sérieux : c'est le fond qui est digne d'un véritable intérêt, et c'est dans ce fond des choses que réside un vice radical qui corrompt tous les efforts de la sincérité et du courage. Ce vice consiste dans une manière toute nouvelle de réfuter, ou plutôt de relever les attaques de l'incrédulité. Au lieu de défendre la religion contre les calomnies des incrédules, comme un homme de bien se justifie, en appelant à son aide la vérité et son innocence, on la défend comme un duelliste de profession relève un démenti, sans se soucier d'éclairer son adversaire ou de rétablir l'exactitude des faits. On substitue le défi à la défense. Je m'explique et me fais comprendre.

Ce n'est pas d'hier que les ennemis de l'Eglise ont pris l'habitude de dénaturer la portée de ses dogmes, et de défigurer son rôle dans le monde et dans l'histoire. Ce n'est pas d'hier qu'ils nous représentent l'Église comme une sorte de divinité farouche, ennemie de toute liberté et de toute lumière, insensible à toute miséricorde, ne se plaisant que dans le sang et dans les ténèbres; entretenant avec artifice tous les hommes dans l'ignorance, et, quand ils essayent d'en sortir, les brûlant en attendant qu'elle les damne. Ce n'est pas d'hier, que pour appuyer ce thème audacieux de quelque ombre de vraisemblance, ils mutilent tous les faits et confondent toutes les dates : ils imputent directement à l'Eglise toutes les faiblesses ou tous les vices des hommes qui l'ont servie et des siècles qu'elle a traversés. Toutes ces ressources de la haine servie par les préjugés sont anciennes et connues. Il y a sous ce rapport une filiation directe et un air de famille entre les articles des journaux irréligieux d'aujourd'hui, les feuilles volantes qui partaient de Ferney au siècle dernier, les attaques des premiers réformateurs et les imputations que développait à la porte des amphithéâtres ou à la cour de Dece et de Dioclétien la rhétorique des Celse et des Hiéroclès.

Ancienne est l'attaque, ancienne aussi la défense. L'Église forte du bras divin qui la soutient, pouvait dédaigner ces calomnies : elle les a toujours soigneusement réfutées. A toutes les époques il y a eu des défenseurs de l'Église habiles et éloquents, appliqués à suivre patiemment et pas à pas tous les détours de l'incrédulité, à mettre à nu ses impostures volontaires, à dissiper le brouillard de toutes ses confusions artificielles. Maintenant dans un juste équilibre la largeur et la sévérité du dogme chrétien, ces écrivains ont toujours pris soin de montrer à côté de la juste intolérance de l'Eglise pour l'obstination et le mensonge, sa miséricorde pour le repentir et l'erreur involontaire ; à côté des humiliations qu'elle inflige à l'orgueil de la raison humaine, les encouragements qu'elle prodigue aux lettres, aux arts, et à tout ce qui orne et féconde l'intelligence. Dans l'histoire ecclésiastique, ils ont toujours attaché du prix à distinguer l'œuvre de Dieu de celle de l'homme, et l'Église de ses instruments. Les avocats qui ont ainsi, à toutes les époques, instruit le procès de l'Église devant le sens commun et la conscience humaine, se sont appelés Justin, Origène, Bossuet, Pascal. De nos jours, leurs traditions ont trouvé encore d'excellents héritiers : on les nomme les apologistes de la religion chrétienne Ce mot d'apologie ne les embarrassait point. Ils ne rougissaient point de faire prendre à l'Église devant le siècle le rôle d'un accusé devant un tribunal. Cette attitude d'un accusé innocent, intrépide et paisible, affrontant son juge sans le braver, c'était celle de saint Paul devant

Lysias et Festus, de saint Pierre à la synagogue, et du Sauveur devant Pilate !

C'est pourtant ce procédé, conforme à toutes les traditions de l'Église, qui s'est vu tout d'un coup tombé en disgrâce et en défaveur auprès de la polémique religieuse de ces derniers temps. Se justifier des inculpations en démontrant qu'elles sont fausses, répondre aux reproches en faisant voir qu'ils ne sont pas mérités, cela paraît aux polémistes de nos jours une manière de faire timide, mesquine, bourgeoise. Cela n'est, à leur gré, ni assez fier, ni assez chevaleresque. Se justifier, fi donc ! Il y a une autre manière de s'y prendre qui est de bien meilleur goût et a plus grand air. C'est d'accepter, sans y regarder, tout ce que disent vos adversaires, de prendre leur thème comme ils l'ont composé, leurs assertions comme ils les apportent, et de dire hardiment que tout cela est vrai, mais que tout cela est bien et doit être ainsi ; en un mot, au lieu de se défendre des accusations, la nouvelle méthode de polémique est de les avouer et s'en faire honneur. Vous dites que l'Église est intolérante et impitoyable, amie des supplices et ennemie des lumières. Nous ne le nierons point : nous dirons, au contraire, qu'elle est telle et qu'elle fait bien d'être telle ; nous le soutiendrons visière baissée et lance en arrêt, et qui persistera à penser le contraire sentira la force de nos poings.

Tel est l'esprit, sinon le langage, d'une trop grande partie de la polémique religieuse contemporaine. J'ai hâte de justifier et en même temps d'éclaircir encore cette assertion : je n'y ai malheureusement que trop de facilités ; les preuves ne sont que trop abondantes. Il suffit de prendre à la suite les trois ou quatre principaux thèmes que l'incrédulité affectionne. On sera surpris de voir qu'ils sont exactement les mêmes que ceux qu'accepte et défend cette polémique religieuse téméraire dont nous parlons. On sera étonné de trouver, au travers des injures réciproques, une similitude de dires et d'assertions entre les ennemis de l'Église et ses nouveaux champions, si parfaite de tout point, qu'un spectateur indifférent se demande souvent pourquoi ces gens se disputent et ce qu'ils se contestent les uns aux autres.

Ab Jove principium. Qu'il soit permis de commencer par la philosophie. Nous ne resterons pas longtemps dans ces questions abstraites, qui communiquent pourtant plus facilement qu'on ne le pense avec les réalités pratiques de la vie ; mais c'est toujours par elles qu'il faut débuter, parce que c'est d'elles que tout découle. Une des prétentions favorites de la philosophie irréligieuse, c'est, on le sait, qu'il existe un antagonisme radical entre la raison et la foi, entre la faculté de l'homme de connaître la vérité par lui-même et la croyance qu'il peut ajouter à une vérité révélée par la communication divine. L'opposition de la foi et de la raison est le grand thème de tous les ad-

versaires philosophiques de la religion. Suivant eux, la foi à une révélation surnaturelle entraîne l'abdication complète de toute liberté et de tout exercice de la raison humaine, et réciproquement l'indépendance de la raison ne peut exister que sur les ruines de la foi. On ne peut croire sans cesser de raisonner; on ne peut être raisonnable sans être incrédule. Il faut choisir entre deux procédés incompatibles et inconciliables; ainsi l'affirment presque tous les penseurs qui ne sont pas croyants.

Eh bien! cette opposition de la foi et de la raison, si chère à la philosophie incrédule, ne l'est guère moins à la polémique religieuse contemporaine; car cette polémique croirait manquer à ses devoirs envers la foi, si elle ne se posait en implacable ennemie de la raison. Cette inimitié n'éclate pas seulement par un ton de dénigrement et d'ironie dont elle poursuit tous les efforts et tous les actes de la raison humaine, par les cris de triomphe qu'elle laisse échapper toutes les fois que la raison vient à faiblir ou à s'égarer. Non, il y a plus que tout cela : il y a des systèmes de philosophie réguliers et complets qui ne vont à rien moins qu'à refuser à la raison toute faculté de connaître (même une ombre de vérité) en dehors de la foi, à lui ravir par conséquent toute liberté, toute force propre, à ne lui laisser qu'une existence asservie qui équivaut au néant même. Ce sont ces systèmes que la polémique religieuse affectionne et protége de son crédit. Périodiquement condamnés par l'Église, ces systèmes renaissent toujours de leurs cendres à la faveur de quelque subtilité et de quelque réticence, et viennent alimenter les sophismes de la polémique. En un mot, toutes les fois que ces nouveaux champions de l'Église parlent de la raison, on dirait qu'ils voient passer une ennemie qu'ils menacent du geste, et sur laquelle ils se précipiteraient si une main prudente ne fermait sur eux la grille du sanctuaire.

Ainsi, sur ce premier point, sur l'antagonisme fondamental de la foi et de la raison, il y a accord entre le thème des incrédules et le thème de la polémique religieuse contemporaine. Les uns, il est vrai, exaltent la raison aux dépens de la foi; les autres donnent à la foi pour marche-pied la raison écrasée; mais sur le fait même de l'antagonisme, l'accord est complet.

Cet accord va nous conduire plus loin qu'on ne pense, car les idées ont rapidement leurs conséquences dans le domaine des faits. Nous vivons, en effet, en France, depuis soixante ans, dans une société dont on peut dire sans exagération qu'elle est ou du moins qu'elle prétend être tout entière l'œuvre de la raison humaine. Rompant avec toutes les traditions du passé, la France, dans un jour fameux, entreprit de refondre ses institutions et ses mœurs d'après un

idéal philosophique. Pour accomplir cette tâche, elle ne demanda ni leçons ni modèle à aucune autorité divine ou humaine. La société actuelle est le fruit de cette entreprise hardie, terriblement troublée, toujours obstinément reprise. Malgré la mobilité de sa surface, cette société a pourtant au fond des points fixes qu'on appelle d'un nom qui a servi de mot d'ordre à bien des combats ; on les nomme principes de 1789. Ces principes ne sont assurément pas des découvertes aussi nouvelles que le prétendent leurs trop exclusifs admirateurs ; ils n'étaient ni sans analogie dans l'histoire du monde, ni sans précédents dans la nôtre. Un mélange souvent incohérent d'éléments divers, se cache sous l'ampleur vague d'une seule dénomination. Beaucoup d'innovations supposées ne sont que les dogmes de l'Évangile et les habitudes d'une société chrétienne transformées en abstractions philosophiques. On n'échappe point à l'influence bienfaisante du Christianisme, quand on a eu le bonheur d'y naître soumis, et les hommes de 1789, par la générosité des sentiments qui les animaient, étaient plus chrétiens qu'ils ne le pensaient, et empruntaient souvent à leur mémoire les idées qu'ils ne croyaient tirer que de leur raison. Au fond pourtant tous les principes de 1789 ont un trait commun et distinctif : ils ont tous été théoriquement conçus avant de passer en exécution pratique ; ils ont tous été des idées avant d'être des lois ou des faits ; ils sont tous rationnels. En ce sens, la société de 1789 peut être appelée la fille de la raison.

S'il y a, comme on le dit, une opposition radicale entre la foi et la raison, il doit y avoir une hostilité irréconciliable entre la société présente et l'Eglise ; nulle paix ne peut exister entre ces deux représentants de deux ennemis acharnés. La société de 1789 est donc nécessairement l'ennemie de l'Eglise, et réciproquement. Il faut choisir entre l'une et l'autre. Nul ne peut se flatter d'être membre à la fois et de la société spirituelle des chrétiens, et de la société temporelle des Français ; il faut se décider : qui n'assemble pas avec l'une doit disperser avec l'autre.

Cette conséquence est très-avidement accueillie par tous les écrivains incrédules ; il n'en est pas un qui ne se fasse plaisir d'établir une opposition radicale entre la religion chrétienne et toutes les suites de la révolution française. Ils opposent l'un à l'autre, point par point, les articles du *credo* chrétien et ce qu'ils nomment *l'évangile* des principes de 1789. Écoutez-les : L'Eglise est la rivale implacable de la société nouvelle, qu'elle attaque tantôt à visage découvert, tantôt par de sourdes insinuations ; nulle union n'est possible entre ces deux forces rivales ; l'une représente les débris et les rancunes du passé, l'autre porte en soi le trésor des progrès et des espérances de l'avenir.

Vous croyez peut-être qu'en entendant déduire cette conséquence avec un mélange de haine et de joie, la polémique religieuse va être avertie de modérer un raisonnement qui donne un si grand sujet de triomphe dans le camp de ses adversaires. Que vous connaissez mal la hardiesse de sa logique ! Sans la moindre hésitation, cette polémique accepte dans toute son étendue, poursuit dans toutes ses applications l'hostilité de la société moderne et de l'Église. Pour elle, toute la société moderne est venue au monde excommuniée; son origine rationnelle est une tache qu'aucun baptême ne peut laver. Tout est mauvais, anti-chrétien, anti-catholique dans les principes de la société moderne; la révolution française et la religion catholique sont les deux pôles opposés du monde, et l'anathème prononcé en bloc et en masse est chaque jour poursuivi en détail. Lois civiles, réformes économiques ou charitables, développement industriel et scientifique, mouvement de la littérature et des arts, tous les éléments, tous les ornements de la société moderne, sont successivement passés en revue et sacrifiés. Il n'y a de grâce faite, je ne sais pourquoi, qu'à des institutions politiques de création récente, qui portent pourtant la date de 1789 inscrite sur leur fronton principal : c'est là la famille de Noé exceptée du déluge et recueillie dans l'arche. A cette inconséquence près, tout est condamné et tout doit périr.

Je n'exagère pas, je ne juge pas, je raconte ce nouvel et complet accord des presses religieuse et incrédule. L'une et l'autre semblent s'entendre pour enfermer comme dans un champ clos la société moderne et l'Église. Puis elles prennent parti, et se font tenants d'armes pour l'un ou l'autre des combattants. Mais en leur qualité de témoins, elles règlent les conditions du duel, et des deux parts on est convenu que la lutte doit être à mort.

Il y a un point en particulier où cet accord est encore plus parfait que sur tout le reste. Au premier rang, parmi les principes de 1789, figure une liberté précieuse, inscrite dans tous nos codes, et à laquelle toutes nos constitutions, depuis soixante ans, ont rendu hommage. C'est la liberté religieuse, la liberté du culte et de la conscience. La prétention de la philosophie irréligieuse est que cette liberté, si profondément enracinée dans les mœurs françaises, est sa conquête propre, son titre de gloire personnel, le gage de la victoire qu'elle a remportée sur la religion. Elle se vante d'avoir arraché la liberté religieuse à l'Église vaincue et domptée, et de la lui imposer chaque jour comme le poignard sur la gorge, bien qu'elle se débatte et murmure. Elle soutient que l'Église ne peut jamais accepter de bonne foi et de bonne grâce une liberté qui lui conteste le dépôt exclusif de la vérité, et que le dogme catholique doit être le cauchemar de tous les

amis de la liberté de conscience. L'incrédulité a longtemps et beaucoup parlé sur ce ton-là ; l'intolérance civile de l'Eglise a été une des thèses qu'elle a le mieux réussi à populariser. Sous combien de formes diverses ont circulé dans nos mains, même sur les bancs du collége, les histoires de la Saint-Barthélemy, de l'Inquisition et de la révocation de l'édit de Nantes ! Simon de Montfort, Torquemada, Calas et Sirven, terribles justiciers et intéressantes victimes, que vous avez fatigué de bonne heure nos oreilles enfantines ! Mais dans tout ce que l'incrédulité nous a répété, prêché, lu ou fait lire, je n'ai pas souvenir d'avoir rien rencontré de si net, de si bien articulé que ce qu'on peut voir tous les jours dans les colonnes de la polémique religieuse contemporaine. Cette polémique a tranché tout débat du premier coup par un procédé expéditif. Elle a déclaré dogmatiquement que l'intolérance civile était un article de foi pour tout catholique, et la liberté religieuse une hérésie. L'Eglise châtie les hérétiques par la force quand elle peut, où elle peut, tant qu'elle peut. Si elle les tolère quelquefois et quelque part, c'est comme on supporteun mal nécessaire, en ne songeant qu'à s'en débarrasser le plus tôt possible. Mais elle ne peut nulle part accepter la liberté religieuse comme le principe durable d'une société chrétienne. L'intolérance est de droit dès qu'elle est possible. Contre elle, aucun laps de temps ne prescrit, aucune promesse n'engage; témoin Louis XIV et l'édit de Nantes. Voilà, malgré quelques incertitudes de discussion récentes et difficiles à suivre, la théorie que professe chaque jour cette polémique religieuse. Qui n'en convient pas avec elle est hérétique lui-même, et mérite tous les châtiments qu'il ne veut pas infliger à ses semblables. A cette déclaration catégorique, il n'y a plus rien à ajouter ni à répliquer.

Il y avait enfin une vieille calomnie, dont l'incredulité elle-même rougissait, et qu'elle n'aventurait plus qu'à voix basse. Cette calomnie consistait à représenter l'Eglise comme l'alliée naturelle de toute tyrannie, et l'adversaire né de toute liberté publique. C'est ce qu'on appelait autrefois, dans les cabarets, la conjuration des rois et des prêtres. Mais c'était là un dicton vieilli et suranné, que les mieux avisés n'osaient plus répéter. C'est la polémique religieuse nouvelle qui l'a ressuscité. C'est elle qui, dans un jour d'orage, s'est empressée de proclamer, de son propre mouvement, le divorce solennel de la religion et des libertés nationales. On aurait parfaitement compris qu'en présence d'un des plus grands changements d'esprit public dont les hommes aient jamais été témoins, en voyant la France abdiquer si facilement des libertés si périlleusement conquises, des écrivains religieux se fussent sentis pris d'un peu de dédain pour les passions mobiles de la politique, et détachés

des institutions qui passent, se fussent exclusivement consacrés aux vérités qui ne passent pas. On aurait compris également que sur des points douteux comme sont toujours ceux de la politique, ils eussent réclamé pour eux-mêmes, et accordé à leurs amis le droit de penser comme ils l'entendaient, et laissé chacun se livrer en liberté à ses espérances et à ses regrets. Mais la polémique religieuse ne s'est pas bornée là, c'est du haut du tribunal de la religion qu'elle a excommunié la liberté. C'est comme un dogme qu'elle a prêché le pouvoir absolu. Toutes les garanties de liberté individuelle et politique sont également proscrites par elle comme des fruits de l'orgueil humain; toutes les règles préservatrices du droit public sont abandonnées, y compris celles mêmes qui n'ont jamais péri dans l'ancienne France, au milieu de nos plus grands éblouissements monarchiques. On avait reproché à Bossuet d'accorder aux races royales une délégation trop complète de l'autorité divine; mais que dirait Bossuet du régime du bon plaisir séparé du droit divin?

Arrêtons-nous ici, bien que cette riche matière ne soit pas encore épuisée. Voilà donc quatre propositions bien définies, également acceptées par la presse incrédule et par la polémique religieuse actuelle. L'Église est l'ennemie de la raison, de la société moderne, de toute liberté religieuse et politique; ces quatre points sont accordés de part et d'autre; l'incrédulité les affirme : la polémique religieuse, loin de les contester, les développe et les amplifie.

Cet accord, pour le dire en passant, nous explique un des phénomènes les plus curieux de la situation présente, et dont j'ai eu longtemps quelque peine à me rendre compte; c'est le soin que la presse incrédule met à populariser et à faire connaître au public les organes principaux de la polémique religieuse. Cette polémique ne voit pas pratiquer à son égard cette tactique du silence si bien connue par les journaux de tous les partis; au contraire, toutes ses attaques un peu vives, tous ses articles un peu saillants sont soigneusement reproduits par toute la presse incrédule. Grâce à ces obligeantes communications, il n'est guères de cafés en France où ce nouveau genre de polémique religieuse ne soit connu. Quand cette polémique se vante donc du nombre de ses lecteurs, elle est trop modeste, il y a en quarante à cinquante mille qu'elle ne compte pas. Ce sont tous ceux de la presse irréligieuse qui sont tenus régulièrement au courant de ses faits et gestes. Le profit que la presse irréligieuse peut trouver à prêter ainsi bénévolement à son adversaire son immense publicité, est maintenant assez facile à comprendre. Elle y trouve, en effet, la confirmation de tout ce qu'elle prétend, et la démonstration de tout ce qu'elle avance. L'Église catholique y est peinte exactement sous les couleurs qu'elle lui prête. Au bas des

articles qu'elle reproduit, elle peut inscrire uniformément la formule de l'ancien droit criminel : nous avons maintenant l'aveu du coupable; *habemus confitentem reum*. Que lui importent les qualifications blessantes dont cet aveu est accompagné? Pour tirer une confession utile de sa partie adverse, quels outrages un bon avocat ne sait-il pas braver? D'ailleurs, elle ne craint pas de demeurer en reste : à l'injure elle saura répondre par l'injure; mais, sous ses plus vives diatribes, il semble toujours qu'on entend percer le sifflet d'un rire sardonique. Elle n'est pas si en colère qu'elle en a l'air; car elle sait bien que les attaques qu'on lui porte lui font moins de mal que de bien. Pour ma part, quand j'assiste à ces luttes journalières de la presse incrédule et de la polémique religieuse violente, je crois voir une éternelle répétition d'une des plus plaisantes scènes de notre comédie : c'est Chicaneau qui frappe au hasard; c'est l'Intimé qui reçoit les coups et qui en dresse procès-verbal pour se les faire bien payer.

Le calcul de la presse incrédule, en effet, n'est pas si faux : en mettant hors de doute, par les aveux mêmes de son adversaire, que l'Église est l'ennemie commune de la raison, de la société et de la liberté, elle rallie à la cause de l'irréligion, elle éloigne du drapeau de la foi tout ce qui ne partage pas au même degré cette inimitié systématique.

Or, il y a sans doute parmi les amis de la raison de ces intelligences présomptueuses qui pensent tout savoir et veulent tout décider par leur propre sens. Ces raisons-là sont les adversaires naturelles de l'Église. Il n'y a pas de regret à les voir s'éloigner; mais toutes ne sont pas faites ainsi. Il y a aussi des raisons timides et modestes qui doutent, qui cherchent, qui espèrent. Il y en a qui, dans le naufrage des convictions de leur jeunesse, ont conservé comme un trésor une démonstration de l'existence de Dieu qui les frappe, une croyance à l'immortalité de l'âme qui les trouble à la fois et les console : celles-ci souvent ne demanderaient pas mieux que de s'adresser à l'Église pour savoir ce que ce Dieu qu'elles aiment déjà a pu dire à cette âme dont elles sont inquiètes. Mais quand on commence par leur demander de s'anéantir elles-mêmes et de sacrifier le peu de vérités qu'elles croient posséder encore, elles s'effraient et se regimbent.

Il y a parmi les amis de la société moderne des gens tout éblouis de ses progrès matériels et de ses principes démocratiques, pour qui le développement de l'égalité et de l'industrie tient lieu de toute autre espérance, et qui rêvent un paradis humanitaire résultant du partage des propriétés et du perfectionnement des machines. Ces utopistes n'ont rien à faire avec les promesses spirituelles de l'Évangile. Mais

il y a aussi des gens paisibles qui pensent, dans leur humble sens commun, qu'après tout l'œuvre du temps, surtout quand elle dure et se consolide, est toujours l'œuvre de Dieu ; que les sociétés passées avaient leurs défauts et leurs faiblesses comme la nôtre, et ne méritent pas tant de regret ; et que ce qu'un homme de bien a de mieux à faire en ce monde, c'est de vivre en se conformant à la fois aux institutions passagères de chaque pays et aux lois éternelles de la conscience. Il y a de bons pères de famille qui veulent élever leurs enfants de telle sorte qu'ils ne soient pas trop dépaysés dans leur temps et dans leur patrie. Ceux-là iraient volontiers à l'église pour y apprendre à désirer le ciel ; mais si c'est pour y regretter le moyen âge, ils sont beaucoup moins tentés d'y entrer.

Il y a parmi les amis de la liberté religieuse des hommes à qui toutes les opinions sont indifférentes, qui professent que toutes les religions sont également bonnes, c est-à-dire également fausses, et qu'il faut les laisser vivre en paix comme des superstitions innocentes, sauf à mettre le holà par un peu de police, si elles se querellent ou s'animent trop fort. Ceux-là désirent la liberté religieuse par mépris pour la vérité. Mais il y en a d'autres qui pensent que l'homme étant un esprit et la religion une affaire de conscience, la force matérielle est habituellement déplacée dans les rapports de l'un avec l'autre. Il y en a qui pensent que Dieu se défend mieux que les hommes ne savent le défendre, et ne prend point plaisir à recevoir des hommages parjures et sacriléges arrachés par la peur à la faiblesse. Il y en a qui estiment assez la vérité pour croire qu'elle peut garder et gagner les cœurs à elle seule sans se faire aider par la police. Ces amis de la liberté religieuse admirent la religion forte de sa seule majesté ; la religion armée jusqu'aux dents et suivie de gendarmes les fait fuir.

Il y a enfin parmi les amis, vrais ou prétendus des libertés publiques des révolutionnaires d'habitude et des factieux de profession, qui détestent toute autorité, même celle de la loi, qui ne veulent se plier à aucun joug, et qui ne reconnaîtront jamais par conséquent même le joug léger de l'Évangile. Mais il y a aussi des gens prudents, méfiants si l'on veut, qui s'aperçoivent qu'aucun homme n'est infaillible en ce monde, pas plus les souverains que les autres ; — que le fardeau de la toute puissance est trop lourd pour une pauvre tête humaine, — et qui n'ont envie de permettre à personne de puiser dans leur bourse à discrétion. Ces natures difficiles s'inclineraient peut-être devant Dieu, mais n'aiment point à se courber devant un homme, à moins que cet homme ne représente la loi, et pour la représenter ne commence par l'observer lui-même.

Qui oserait dire que tous ces amis de la raison, de la société et de

la liberté sont nécessairement les ennemis de l'Eglise? qui ne les voyait même, il y a peu d'années, s'approcher de nous tous les jours, avec une bienveillance marquée? qui ne les voit s'éloigner aujourd'hui? Et à quoi faut-il s'en prendre, si ce n'est au langage qui leur fait croire que, pour entrer dans l'Église, il faut qu'ils renoncent à des attachements qu'ils regardent comme légitimes, et qu'ils fassent amende honorable de sentiments que non seulement ils ne se reprochent pas, mais qu'ils tiennent à honneur d'éprouver? A coup sûr s'ils étaient déjà parmi nous, s'ils avaient goûté l'air libre et pur qu'on respire sous les arceaux de nos cathédrales, s'ils avaient connu l'Église dans l'exercice de sa vie divine et de son ministère sacré, ce ne serait pas le langage plus ou moins imprudent d'une polémique toute laïque, sans autorité d'aucun genre et d'aucun ordre, qui aurait la force de détruire l'œuvre de la grâce dans leur cœur : ils pourraient être attristés, humiliés, impatientés; ils ne seraient pas ébranlés. Mais ils ne sont pas encore entrés dans l'Eglise, ils sont sur le seuil, hésitant encore s'ils le franchiront, entendant de loin les sons harmonieux de nos cantiques, respirant avec la brise qui les apporte, le parfum de nos sanctuaires, séduits déjà, mais encore incertains; et voilà que se dresse devant eux cet écriteau : Vous qui entrez ici, renoncez à tout usage de la raison et à tout amour de la liberté. Etonnez-vous qu'ils ne passent pas plus avant!

Ainsi s'éclaircissent nos rangs, ainsi se grossissent ceux de nos adversaires; ainsi s'arrête et se détourne le fleuve qui coulait vers nous; ainsi se prépare contre la religion, une des réactions les plus redoutables qu'elle ait encore eu à affronter. Car cette fois ce ne seront pas seulement les mauvaises passions et les préjugés, ses adversaires naturels, qu'elle aura à combattre. On se sera arrangé de manière à mettre contre elle des idées justes et des sentiments nobles : on aura réuni contre l'Eglise dans une formidable coalition, non seulement le sophisme des esprits faux, mais le raisonnement des esprits sensés; non-seulement l'orgueil des ambitieux, mais la dignité des gens de bien. On aura mis ensemble, en un mot, dans cette lutte les bons et les mauvais sentiments du cœur naturel de l'homme. Ce sera une réaction de toute la nature contre la grâce, de toute la raison contre la foi, de toute la société contre l'Eglise.

Elle en triomphera, qui en doute? mais comment et à quel prix? Ce sera d'abord et avant tout en continuant d'être ce qu'elle est aujourd'hui, et ce que nous tous, simples laïques qui nous agitons autour d'elle, ne l'empêcherons jamais d'être, l'instrument de la puissance de Dieu sur les âmes et le canal de ses bienfaits Cette fois encore elle dominera la voix des passions conjurées par les accents de la prière et le murmure des actions de grâces qui s'échappent des lèvres de ceux qui

souffrent. Mais ce sera aussi, quand les écrivains qui la défendent, retourneront aux anciennes traditions de l'apologie chrétienne, et rétabliront dans leur assiette véritable toutes les questions que l'incrédulité déplace artificiellement, et que la polémique religieuse nouvelle a eu le tort d'accepter toutes faites de ses mains. C'est une œuvre à laquelle le plus humble des écrivains religieux peut se proposer de concourir.

III.

On ne sera pas surpris de nous l'entendre dire, en effet, car toutes les traditions de ce recueil étrangères aux exagérations de date récente, la ligne qu'il a toujours suivie et qu'il se propose de tenir encore, nous autorisent à faire cette déclaration. Sur aucun des points que nous venons de développer, nous n'acceptons les questions comme l'incrédulité les pose. On nous a conseillé de marcher contre l'ennemi : c'est le devoir de tout chrétien de combattre les ennemis de la foi; mais pour livrer bataille, nous croyons que la première et essentielle condition, c'est de ne pas suivre son ennemi sur le terrain qu'il a préparé lui-même, et où il adressé toutes ses embûches. Décidé à combattre l'incrédulité, nous ne voulons lui laisser le choix ni du lieu ni des armes.

Et premièrement nous n'admettons en aucune manière l'antagonisme qu'on se plaît à établir entre la foi et la raison. Nous avons peu de mérite à le dire aujourd'hui après la sentence si forte et si récente qui vient de trancher tousles débats. Nous recevons cette sentence avec d'autant plus de reconnaissance que nous ne l'avons pas attendue. Nous n'avons jamais pu voir aucune contradiction entre l'existence de la raison que la foi reconnaît et sur laquelle elle s'appuie, et l'existence de la foi que tant de raisons illustres ont honorée et chérie. La raison et la foi ont vécu en paix pendant bien des siècles et sous bien des régimes différents : il n'est survenu entre elles aucun sujet de querelle qui leur rende la vie commune moins facile. Qu'il existe chez l'homme des facultés naturelles capables de concevoir le vrai, d'admirer le beau, de rendre hommage au bien; qu'à l'aide de ces facultés un certain nombre de hautes vérités puissent éclairer notre intelligence; que sur leurs ailes, bien que tremblantes et promptement fatiguées, nous puissions nous élever jusqu'au pied du trône de Dieu, non-seulement la foi ne le conteste pas, mais elle le proclame; et quand la foi s'adresse à ceux qui ne la connaissent pas, ou qui, après l'avoir goûtée, la méconnaissent, c'est à l'évidence

et à l'honnêteté de leur raison qu'elle fait appel. Quand l'objet éternel et divin de la foi chrétienne s'est montré sur la terre, il s'est laissé donner par le plus chéri de ses disciples le nom de la raison même.

Ce n'est donc pas, à nos yeux, sur l'existence ni sur la puissance de la raison qu'il y a matière à discussion entre la philosophie et la religion. Mais voici où la discussion s'engage, et où nous ne craindrons pas de l'aborder. Si ce n'est pas la puissance, c'est la toute-puissance de la raison que la foi conteste. Elle ne nie pas que la raison puisse quelque chose, mais que la raison puisse assez — assez non-seulement pour satisfaire l'ardente et inépuisable curiosité de l'homme, non-seulement pour faire entendre sa voix pure au-dessus du concert des passions — mais assez pour nous révéler sur les conditions de notre nature morale, sur le passé de notre race, sur les devoirs présents de notre vie, sur la destinée future de notre âme, les connaissances indispensables à l'accomplissement de la tâche qui est imposée à tout homme. Cette insuffisance de la raison est générale et n'admet point d'exception. La raison n'est suffisante ni pour le faible et le petit, dont elle ne saurait éclairer l'ignorance ; ni pour le sage et le grand, dont elle nourrit l'orgueil. Non-seulement elle est souvent faussée et obscurcie, non-seulement la lumière qu'elle répand est trop souvent vacillante comme la main qui la porte ; mais alors même qu'elle a toute sa portée et toute sa puissance, elle demeure encore au-dessous des conditions de la destinée et des besoins de l'homme. Pour conduire les pas de l'homme vers le ciel, il faut une étoile que ne peuvent discerner ni le regard du pâtre, ni le télescope de Newton. Cette insuffisance de la raison justifie et explique en même temps l'existence d'une révélation qui lui est étrangère. Elle fait la nécessité de notre foi. C'est pour combler ces lacunes, c'est pour apporter à la raison ce qui lui manque, que la foi fut donnée à l'homme par la bonté divine, et que l'Église en garde le dépôt. Si la raison était suffisante, la foi serait inutile, et Dieu, qui n'agit point sans cause, n'eût point fait à l'homme un don superflu.

Telle est, pour nous, la vérité tout entière, ni exagérée par esprit de contention, ni atténuée par lâche complaisance. Sans doute Dieu a des ressources infinies dans sa miséricorde, et nous ne les limitons pas. A ceux à qui il n'est pas donné de pouvoir connaître la foi, il sera tenu compte par la justice divine de leur insurmontable ignorance. Mais pour ceux qui peuvent en recevoir la lumière, la foi est l'indispensable complément de la raison. C'est donc entre elle et la raison non une question d'existence, mais une question de limites.

Il y a une philosophie qui conteste directement cette insuffisance

de la raison ; il y a une philosophie qui pense que la raison sait tout ce qui se peut savoir, et qu'en dehors d'elle il n'y a que des impostures dangereuses ou des contes innocents. Cette philosophie est l'ennemie déclarée de la religion, et tout écrivain chrétien est tenu de la combattre sans relâche. Il y a aussi une philosophie moins décidée, qui ne s'explique pas sur cette insuffisance de la raison, qui tour à tour semble l'admettre et la contester, qui dirait volontiers que la foi est nécessaire pour le commun des hommes, les femmes, les enfants et le peuple, mais que la raison, raffinée par l'éducation et l'étude, peut suffire à un petit nombre d'élus de l'intelligence. Cette philosophie est, suivant les temps, les jours et même les heures, l'amie discrète, ou l'adversaire polie de la religion. Tout en gardant avec elle les ménagements qu'on doit aux opinions honorables exprimées en bon langage, c'est notre droit et notre devoir de prier cette philosophie de s'expliquer plus clairement et de la faire sortir de sa réserve; nous devons lui demander très-nettement ce qu'elle pense d'elle-même, et si elle est satisfaite de la part de vérité qu'elle possède. Car nous devons être franc avec elle si nous voulons qu'elle soit franche avec nous, et nous ne pouvons lui dissimuler que toute philosophie qui ne reconnaît pas l'insuffisance de la raison n'est pas chrétienne et ne saurait le devenir sans cet aveu. Aucune considération d'estime ou d'amitié personnelles ne peuvent retenir sur nos lèvres cette déclaration. Des compliments, des politesses ne suffisent pas : la religion ne se paie pas de mots, et ne saurait souffrir qu'on l'éconduise, par voie de prétérition polie, du domaine qui lui appartient. Nous devons même ajouter que la réserve sur ce point capital est aussi peu philosophique que chrétienne. Car à quoi bon la philosophie, sinon à sonder la profondeur des besoins de l'homme, et apprécier la valeur de ses facultés?

Mais ce devoir de franchise une fois rempli, notre tâche est finie; nous n'avons pas besoin d'aller plus loin et de nous complaire dans l'humiliation de la raison : nous ne sommes point ses ennemis, nous sommes ses défenseurs modestes, et, si nous osons ainsi parler, ses amis raisonnables. Nous croyons lui rendre un meilleur service en lui indiquant d'avance les bornes qui doivent limiter ses prétentions, qu'en la laissant s'aller heurter dans une course aventureuse contre des barrieres dressées qu'elle ne voit pas, mais qui l'attendent. Le langage des chrétiens sur toute raison qui cherche Dieu et le bien, doit être celui d'une affection inquiète qui avertit et qui attend, non d'une haine qui outrage, encore moins d'une jalousie qui dénigre.

Poursuivons : ce que nous disons des rapports de la foi et de la raison, nous le disons par une conséquence toute naturelle des rapports

de l'Eglise avec la société moderne. Ici encore nous ne voyons rien qui nous oblige à reconnaître ces inimitiés mortelles, ces oppositions de principe dont on nous parle. La société moderne, née de la raison, nous offre exactement l'image de ce que peut cette raison humaine, quand elle s'affranchit de tout joug, et ne veut en dehors d'elle ni reconnaître aucune limite ni chercher aucun complément. Nous l'y retrouvons donc tout entière avec ses éléments bons, sains, nobles en eux-mêmes, mais dépourvus à la fois de règle et de force, péchant tour à tour par défaut et par excès, manquant à la fois de stabilité et de mesure : tout y est extrême et précaire. De grandes présomptions soutenues par de faibles efforts, des espérances sans borne promptement découragées, des alternatives d'abattement et d'emportement, de témérité et d'effroi; des excès à contenir, des lacunes à combler; rien à frapper d'un anathème absolu et impitoyable; rien qui puisse se passer de la foi, mais rien non plus qui l'exclue : telle est au naturel la raison de l'homme, et telle nous apparaît l'image de la société moderne qui en est sortie.

Dès lors la parité est exacte. L'Eglise doit être pour la société moderne ce qu'est la foi pour la raison, non l'ennemie qui la combat, mais l'autorité qui la règle. Les principes constitutifs de la société moderne doivent trouver dans les vérités de la religion, non la contradiction qui les condamne, mais le complément qui les achève et le frein qui les contient.

Un exemple, un seul (car le temps et les idées pressent), mais décisif et saillant, peut éclairer d'une vive lumière ces généralités toujours trop vagues. Choisissez parmi les principes qui portent en commun la date de 1789 et qui fondent la société moderne, celui qui résume tous les autres et qui a pénétré le plus avant dans la substance et comme dans la moelle de notre France. Je ne crains pas d'être contredit par personne en nommant le principe de l'égalité civile. Dans l'abaissement de toute distinction légale entre les hommes, dans le droit acquis au citoyen de parvenir par mérite, par force de génie et même par coup de fortune, au premier rang, réside le résultat principal (et surtout le plus cher aux Français) de notre grande révolution. Est-ce donc ce principe-là qu'on trouve incompatible avec les dogmes de l'Eglise? Cela serait étrange : car alors l'Eglise se serait singulièrement trompée depuis qu'elle existe, et elle s'y prendrait un peu tard pour se raviser. L'idée de l'égalité humaine n'est-elle pas, en effet, l'idée même du christianisme? N'est-ce pas des entrailles du dogme chrétien qu'elle est sortie pour se répandre sur le monde? La communauté de race, par suite l'égalité de droit et la solidarité de destinée entre les hommes, n'est-ce pas le dogme chrétien tout entier? Quelque haut que soit le rang où la société moderne place le

principe de l'égalité, elle ne l'élèvera jamais au-dessus de la source d'où le christianisme l'a fait descendre il y a dix-huit siècles. L'égalité, c'est le dogme et c'est aussi l'histoire de l'Eglise. C'est l'Eglise qui a fait finir toutes les grandes inégalités qui, avant elle, séparaient les hommes, les distinctions du vainqueur et du vaincu, du naturel et de l'étranger, du maître et de l'esclave. Dans les temps plus modernes, quand l'aristocratie de la race se confondait avec la possession du sol, c'est elle qui a tendu la main à la lente émancipation des classes laborieuses et agricoles, et en attendant leur avénement commun à la liberté, c'est elle qui a facilité dans ses propres rangs leur avancement individuel vers le pouvoir. Sa hiérarchie toujours ouverte, se recrutant dans les rangs les plus populaires par la science et par la vertu, a donné le premier exemple de ce qu'on appelle de nos jours l'avancement démocratique des sociétés. Il serait étrange qu'elle fût brouillée à mort avec la société moderne parce qu'on fait aujourd'hui des ministres ou même des souverains, comme elle-même au XIII[e] siècle choisissait des papes.

L'esprit de l'Eglise n'est donc nullement incompatible avec le premier principe de notre société moderne. Seulement voici ce qui arrive : ce principe, cette passion de l'égalité à côté de leurs développements légitimes ont leurs excès et leurs violences trop bien connus, bien que jamais trop redoutés parmi nous. Livrés à eux-mêmes, ils s'emportent jusqu'à oublier les distinctions essentielles que Dieu, dans ses dispositions mystérieuses, a établies entre les diverses destinées humaines, et qui ont leurs racines plantées dans le fond de notre nature. Ils enfantent cette haine des supériorités légitimes, cette jalousie du pauvre contre le riche, de l'ignorance contre l'éducation, de la médiocrité contre le talent qui tour à tour bouleverse ou déshonore les peuples, ébranle les Etats par des chutes soudaines, ou leur fait descendre une pente continue d'abaissement en confiant leur direction à des mains indignes. Contre ces excès que tout le monde sent, dont tout le monde se plaint, même ceux qui y concourent et qui en profitent, il n'y a de contre-poids suffisant, que celui de la religion. Seule, sans altérer l'idée primitive de l'égalité humaine, sans laisser perdre de vue surtout la grande et définitive égalité, qui attend tous les hommes au tribunal de Dieu, la religion chrétienne peut faire accepter ici-bas avec soumission, même aux amants de l'égalité, ces diversités de fortune, de talent, de science, d'hérédité naturelle, qui en dissimulent momentanément l'apparence : seule, elle peut conserver pur dans l'esprit des hommes le type de l'égalité, en en réprimant les écarts dans leurs passions et dans leurs mœurs.

Je suis très-convaincu qu'on pourrait prendre ainsi successivement

tous les principes constitutifs de la société moderne, et qu'ils présenteraient tous le même spectacle. Tous seraient pleinement compatibles avec l'esprit de la religion ; tous auraient le même besoin de trouver en elle un tempérament et un contre-poids. C'est à présenter ainsi à la société moderne la religion non comme adversaire à craindre, mais comme une règle à recevoir et un frein nécessaire à subir, que doivent tendre, suivant nous, tous les efforts d'une polémique religieuse bien conduite. Même dans ces termes la voie est encore semée de bien des épines. Il y a bien des préventions à dissiper, bien des malentendus à éclaircir, bien des noirs souvenirs dont il faut chasser l'ombre, bien des ressentiments dont il faut éteindre le feu. Raison de plus pour ne rien envenimer par l'amertume des paroles, et pour ne rien exagérer par un jeu puéril d'antithèses.

Ne laissons donc plus poser ici d'une façon générale un dilemme impérieux entre les principes de 1789 et les dogmes de l'Evangile : n'opposons plus même incessamment, contre les deux antipodes du monde moral, la révolution (je prends ce mot dans son sens pacifique, et comme l'expression d'un grand changement social accompli), et la religion : ces propositions absolues sont d'une simplicité fausse et étroite. Il ne s'agit pas de choisir entre les principes de 1789 et les dogmes de la religion catholique ; il s'agit de purifier les principes par les dogmes et de les faire marcher de concert. Il n'y a point de duel à soutenir : il y a une paix à conclure. Cela doit mieux plaire et moins coûter à des chrétiens.

Que si nous pensons ainsi de tous les principes de la société moderne en général, que dirons-nous en particulier de celui qui nous touche de près et au vif, de celui qui, sous le nom de liberté religieuse, a joué un si grand rôle dans la polémique de nos jours? Laisserons-nous établir sans contestation que celui-là, du moins, est formellement réprouvé par la religion catholique? Admettrons-nous que l'Église ne peut s'accommoder de la liberté religieuse, et que c'est pour elle affaire de conscience et de foi d'exercer l'intolérance civile quand elle le peut?

En vérité, nous éprouvons quelque embarras à répondre à cette question, non que les raisons ou les paroles nous manquent, mais la nature même de la proposition nous étonne, et plus encore la bouche dont elle part. Si c'est manquer aux dogmes de l'Église catholique que de faire adhésion explicite à la liberté religieuse, quel est le catholique de France qui peut se dire exempt de ce péché? quel est celui qui peut jeter aux autres la première pierre?

Il ne faut pas jouer sur les mots, en effet, ni se jouer des mots en matière si grave ; la foi, pour les chrétiens, n'est point comme ces opinions humaines dont parle Pascal, vérité aujourd'hui, erreur de-

main, vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà ; la foi est la même partout, toujours, pour tout le monde, *semper, ubique, ab omnibus.* C'est la vieille règle, qui elle-même n'a pas changé.

Donc, si la foi catholique est incompatible avec la liberté religieuse, elle l'était hier comme aujourd'hui. Qu'ont signifié alors, pendant dix ans, les comités de liberté religieuse, les associations de liberté religieuse, les pétitions de liberté religieuse, et toute une campagne entière faite, avec un éclat mémorable et une vivacité presque excessive, sous le drapeau unique de la liberté religieuse ? Je sais qu'on répond qu'on demandait pour l'Église la liberté, faute de mieux, ne pouvant pas demander le pouvoir, et en réservant l'avenir et le principe. Soit; mais alors il fallait le dire, et surtout il ne fallait pas dire le contraire. Or, c'est le contraire qu'on disait, à toute heure, sous toutes les formes, par toutes les protestations et les serments imaginables. Quand des ennemis prétendaient que la liberté n'était pour les catholiques qu'un moyen d'arriver au monopole, que d'indignation ! quelle colère ! Était-ce sincère! était-ce joué ! Hérétique ou menteur, voilà le dilemme où on enferme rétrospectivement le rôle des catholiques pendant dix ans.

De plus, si la liberté religieuse est incompatible en France avec la foi catholique, elle l'est aussi par tout le monde. Elle l'est donc en Angleterre, elle l'est en Hollande, elle l'est en Prusse, elle l'est dans tous les pays où la foi catholique, trésor précieux conservé par un petit nombre, lutte chaque jour péniblement pour son existence et ses droits, tout aussi bien que dans ceux où elle dispose de la majorité des cœurs. Dès lors voici la conséquence : il est du devoir des catholiques d'Angleterre et de Hollande, il est de leur foi et de leur bonne foi de bien prévenir les gouvernements protestants de leur pays que s'ils demandent la liberté, c'est afin de prendre des forces tout à leur aise pour arriver, par la suite des temps, à une domination exclusive et intolérante. Leurs pétitions pour la liberté devront toutes être rédigées ou entendues de cette sorte : « Donnez-nous la liberté, afin que, quand nous serons devenus assez forts et assez nombreux, nous puissions vous la refuser. » Voilà désormais le commentaire de toutes les pétitions que les catholiques, en tout pays adresseront au nom de la liberté. S'ils ne le donnent pas eux-mêmes on ne se fera pas faute de le donner pour eux.

Par une telle conséquence, la proposition même est jugée. Nous n'admettons pas plus l'une que l'autre. Nous n'admettons pas que les catholiques aient trompé la France pendant dix ans, ni surtout comme on semble le dire, qu'ils eussent le droit et qu'ils aient bien fait de la tromper. Nous n'admettons pas que la France ait été dupe d'une trahison ni victime d'un guet-apens en donnant à de secrets parti

sans du monopole ce qu'elle croyait accorder à des amis désintéressés de la liberté : que d'autres se donnent à eux-mêmes ce démenti et s'infligent cette flétrissure, s'il leur convient, l'honneur de tous, celui de l'Église et de la religion, ne peut être intéressé dans les incertitudes de leur conduite et les fluctuations de leur conscience. En adhérant spontanément et sans réserve, pour l'avenir de leur patrie, à la liberté religieuse, les catholiques de France se sont conduits en conformité avec l'esprit comme avec l'intérêt de leur foi, avec les besoins de leur temps comme de leur pays. Ils en ont eu la récompense. Tous ceux qui ont le bonheur de professer la religion catholique n'ont pas pris à cette lutte une part égale, dont tous n'approuvaient pas également tous les moyens. Des liens de corps ou de parti, des points de vue différents provenant de situations diverses, ont pu modifier leur conduite et leur langage : mais tous étaient unanimes sur le principe de la liberté, et autour de cette liberté conquise, tous ont pu se réunir. Une loi mémorable — bien que trop éphémère — éclatant symbole de liberté religieuse, portée par un ministre dont le nom est cher à tous les catholiques comme les talents sont connus de tous les Français, est devenue le gage de cette pacification sociale. Quand la liberté nous a valu un tel résultat, la renier serait le comble, à la fois, de l'ingratitude et de l'imprudence. Non, nous ne dirons jamais que cette liberté qui nous a donné tant de biens et qui a fait tous les progrès de l'Eglise depuis cinquante ans, soit un pis-aller et un mal nécessaire. Nous ne consentirons jamais à représenter à nos concitoyens l'Eglise, cette tendre mère qui a horreur du sang, comme une idole cruelle et désarmée, pleurant dans l'ombre les victimes qu'on ne lui offre plus. Nous songerons au contraire, avec un indicible sentiment de joie et d'orgueil, que sur le sol de notre patrie, la religion catholique, un instant ébranlée, s'est raffermie et propagée, comme aux jours des Apôtres, sans faire verser en son nom ni une goutte de sang ni une larme ; et rien ne nous empêchera de suivre le mouvement de notre cœur, les habitudes de notre enfance, les conseils de notre bon sens, et de prendre devant Dieu qui nous entend et devant la France qui nous regarde, l'engagement de respecter et de chérir la liberté religieuse.

Sommes-nous obligés par cet engagement de proclamer d'une façon absolue et universelle le principe de la liberté religieuse, et d'en poursuivre partout l'application sans distinction ni des temps, ni des mœurs, ni de l'état des croyances et des populations ? Sommes-nous obligés de méconnaître le bonheur qu'ont eu d'autres nations de pouvoir conserver l'unité de la foi dans leur sein ? Sommes-nous obligés surtout de passer condamnation sur l'histoire de l'Église, et de rougir du rôle qu'elle a joué au moyen âge ? Nullement : l'intérêt sérieux

des questions présentes n'est point engagé dans ces problèmes d'histoire et de théorie; les vraies, les solides libertés ne s'affermissent point par des déclarations abstraites et philosophiques : c'est le cours des temps qui les enracine dans les mœurs. La liberté religieuse est, à nos yeux et parmi nous, une liberté de ce genre : c'est un fait et un droit acquis que nous acceptons sans réserve et dont nous profitons hardiment. Mais nous ne sommes nullement obligés de penser qu'elle fût ni possible ni désirable au même degré, dans d'autres temps, chez d'autres peuples, alors, par exemple, que dans le naufrage de toutes les institutions civilisées, dans l'envahissement universel de la barbarie germaine, l'Eglise catholique demeurait le seul pouvoir régulier, le seul représentant de l'autorité morale en ce monde. Sans nous croire engagés à défendre la mémoire de tous les chevaliers, ni même de tous les prêtres du moyen âge, nous ne médirons jamais du pouvoir de l'Eglise à cette époque du monde; nous tenons trop aux trésors de civilisation, de moralité et de lumière que ce pouvoir nous a conservé; nous savons surtout quel usage l'Eglise en a fait pour tenir tête sur tous les points aux invasions brutales du bras séculier. Seul représentant de la conscience humaine au moyen âge, exerçant sur les consciences, de leur consentement presque unanime, une souveraineté absolue et comme une dictature armée, l'Eglise catholique les a défendues toutes en commun contre les attaques toujours renouvelées des pouvoirs humains. Elle a sauvé le domaine spirituel, c'est-à-dire encore le domaine de la conscience, du danger et de l'humiliation de tomber sous le joug absolu d'un souverain temporel. Pour cette lutte qui remplit toute l'histoire du moyen âge, il ne fallait pas moins peut-être que les forces immenses dont elle disposait. Amis de la dignité de la conscience par tout le monde, que cette considération vous touche, car c'est pour vous tous que l'Église a combattu. Si elle avait faibli alors ou succombé; si Grégoire VII avait obéi à Henri IV au lieu de mourir à Salerne dans l'exil et pour la justice, vous jouiriez aujourd'hui de toute la liberté de penser que peut exercer le saint synode de Moscou auprès de l'autocrate de Saint-Pétersbourg. Respectez le vieil athlète de la conscience humaine.

C'est à ce point de vue de l'indépendance de la conscience vis-à-vis des pouvoirs humains, que la liberté religieuse nous est particulièrement chère aujourd'hui, et que nous acceptons son complet développement. Nous n'y faisons qu'une réserve qui n'en est pas une, c'est que sous l'apparence de proclamer une liberté de conscience générale et absolue, on ne préparera pas dans l'ombre l'oppression des consciences catholiques en particulier; c'est que la liberté religieuse ne sera pas le prétexte honnête d'une invasion subreptice de

la loi civile sur le domaine commun de toutes les consciences. Or, il faut avouer qu'il y a par le monde des manières d'entendre la liberté de conscience qui ne sont pas tout à fait rassurantes. Quand nous voyons de prétendus libéraux en matière de conscience dont le passage d'une procession catholique dans les rues offusque les regards délicats, et qui invoquent des lois de police pour les faire rentrer; — des libéraux en matière de conscience que le nom d'une association de charité effraie; — des libéraux en matière de conscience qui applaudissent à la dispersion des couvents et à la spoliation des biens que la piété des fidèles a confiés à la charité des serviteurs de Dieu et des pauvres; — des libéraux en matière de conscience que la moindre résistance du clergé catholique aux arrêts des gouvernements irrite; — des libéraux en matière de conscience qui trouvent bon qu'on impose de force un gouvernement irréligieux aux catholiques de Fribourg, et qui semblent croire que les exils arbitraires doivent être réservés aux évêques qui défendent leurs troupeaux, nous avons le droit de prendre quelque précaution pour préserver la liberté religieuse aussi bien des paradoxes outrés qui l'attaquent que des prétendus amis qui la violent en la proclamant.

Que dirons-nous enfin de la dernière incompatibilité, qu'on prononce d'un ton magistral, entre l'Église et les libertés politiques? En vérité, avec la meilleure volonté du monde d'être modérés, nous n'en pouvons dire autre chose, excepté que c'est la plus plaisante des chimères et la plus gratuite des inventions.

Nous savons parfaitement que l'Église a été constituée par son divin fondateur de manière à se prêter à toutes les formes politiques sans s'identifier avec aucune : nous savons parfaitement qu'elle traverse, indépendante et indifférente, les révolutions humaines, et s'élève non point à l'ombre, mais au-dessus des institutions les plus diverses. Nous savons qu'elle a supporté le despotisme impérial des Césars, pris part à l'organisation des souverainetés féodales, appuyé la monarchie tempérée des rois chrétiens, et qu'elle prospère aujourd'hui sur le sol républicain de l'Amérique; secourable et bienveillante partout et pour tous, sans être solidaire de personne. Chrétiens d'ailleurs avant d'être libéraux, nous savons quel est l'ordre de préséance qui doit régner entre nos diverses convictions, et nous ne nous donnerons jamais le tort risible de vouloir entraîner la religion dans la participation des fautes, des malheurs et des vicissitudes de la liberté. Nous ne ferons jamais de la religion un instrument de parti; mais ce ridicule, qui n'est pas le nôtre, appartient en propre aux docteurs, qui de leur autorité privée font prendre un parti à l'Église dans nos querelles politiques (en ayant soin, bien entendu, que ce

soit le parti du plus fort), qui excommunient toutes les formes de libertés modernes, et comprennent toutes les constitutions, tous les parlements, dans un anathème commun dont ils n'exceptent que les journaux qu'ils rédigent eux-mêmes.

Ce serait perdre le temps que de discuter, au point de vue soit doctrinal, soit historique, une thèse si singulière et qui ne supporte pas un moment d'examen. La liberté n'est pas d'hier dans le monde, ni la religion non plus ; elles n'en sont pas à leur première connaissance ; elles ont fait assez souvent leurs affaires ensemble pour que des paroles imprudentes ne réussissent pas à les brouiller sans leur consentement. Elles se sont rencontrées déjà sur les places publiques des villes d'Italie ou de Flandre, dans les États Généraux de France, dans les Cortès de Castille ou d'Aragon, dans les communes du Nord ou les municipalités du Midi, sous la tente où les barons du roi Jean lui faisaient signer la grande charte. Toutes les libertés du passé ont eu la religion pour protectrice et pour garantie. Assurément elles n'étaient ni régulières, ni modérées ; leur explosion était violente, leurs procédés brutaux, leurs ardeurs intermittentes : traversées de singuliers intermèdes d'arbitraire, elles ne se défendaient guère que la lance au poing ou derrière des créneaux. Mais, même sous ces formes violentes et agitées, la liberté politique n'était point repoussée par la religion. La religion ne trouvait pas mauvais que les hommes se crussent des droits, et que les pouvoirs de la terre reconnussent des limites. Parce que la liberté de nos jours a des formes plus officielles et procède avec plus de régularité judiciaire, il serait étrange que cette régularité même lui nuisît aux yeux de la religion, et que les discours parlementaires fussent en moins bonne odeur auprès de l'Église que les émeutes de Gand ou d'Anvers, ou les scènes populaires de Florence ou de Pise. Un orateur de chambre, en habit noir, est un être moins poétique assurément qu'un artisan de Gand ou un tribun des bords de l'Arno ; mais parce qu'il est moins pittoresque, ce n'est pas précisément une raison pour qu'il soit moins bon chrétien. Nous cherchons vainement aussi d'où viendrait cette préférence prétendue de l'Église pour les formes du gouvernement absolu. Quels services si grands lui ont donc rendus les souverains dans le monde ? De quels périls l'ont-ils sauvée ? Quel appui si secourable a-t-elle trouvé dans la volonté capricieuse des despotes ?

S'il fallait à toute force la faire sortir de cette noble indifférence qu'elle doit garder pour toutes les formes politiques, ce serait pour la liberté, à coup sûr, que nous réclamerions sa préférence, et par une raison bien simple. C'est que l'Église a pour elle-même, pour son culte, pour sa doctrine, pour ses intérêts, pour tout son gouvernement intérieur, besoin de la plus grande somme de liberté qui soit au monde :

liberté de prédication, liberté d'association, liberté de propriété, liberté de réunion et de culte; l'Eglise a besoin de s'étendre dans tous les sens et de n'être gênée nulle part. Il faut que ses ministres aillent, viennent, parlent, agissent; il faut que ses églises couvrent le sol, que sa voix ne soit pas étouffée, que ses chants montent au ciel. Toute contrainte lui est insupportable; elle est comme l'aigle, elle a besoin d'avoir l'espace autour d'elle pour y étendre ses ailes, et le ciel au-dessus de sa tête pour y regarder le soleil. De si hautes prétentions sont difficiles à accorder avec les inquisitions tracassières, avec les velléités curieuses du pouvoir absolu. La publicité des appels que l'Eglise adresse à toutes les âmes, le mystère de l'empire qu'elle exerce sur celles qui ont reçu la foi, cette force insaisissable et invisible qui circule autour des pouvoirs temporels, entrant dans des retraites, descendant dans des profondeurs où aucune police ne peut pénétrer; cette puissance aussi insaisissable que l'atmosphère, gêne et irrite bientôt l'humeur susceptible de tous les souverains absolus « Les prêtres prennent l'âme et nous jettent le cadavre, » disait dans sa naïve irritation le plus absolu souverain des temps modernes; et cette phrase énergique exprimait le vrai sentiment qu'éprouvent à la longue tous les pouvoirs illimités de ce monde contre le pouvoir spirituel de l'Eglise. C'est l'irritation de la matière et de la force contre le droit et l'esprit. Je crois que, même dans le temps où la religion catholique régnait sans contestation sur les âmes, où les souverains étaient élevés à la respecter comme leur mère, à craindre ses foudres et ses anathèmes, il n'y a pas d'exemple d'un despote restant toute sa vie en paix avec l'autorité spirituelle de l'Eglise. Je n'en excepte ni Charles-Quint, dont les armées ont fait le siége de Rome; ni Philippe II lui-même, faisant de l'inquisition, malgré le pape, un instrument presque exclusif du pouvoir temporel; encore moins Louis XIV traitant Innocent XI comme captif dans sa propre capitale, et je n'ai pas besoin d'y comprendre Napoléon à Fontainebleau.

Mais si le pouvoir absolu d'autrefois, le pouvoir absolu des souverains nés et nourris dans la religion catholique, le pouvoir absolu héréditaire et traditionnel, transmis de père en fils avec la foi, a toujours eu de la peine à bien vivre avec l'Eglise, que penser du pouvoir absolu comme il pourrait être de nos jours, comme on le fait ou comme il se fait, c'est-à-dire improvisé par le hasard des événements ou le caprice de la multitude? que penser de ce pouvoir arbitraire qui peut naître, dans les sociétés désorganisées, du conflit des éléments sociaux et de la lassitude de l'anarchie; d'un pouvoir que la nécessité crée, que la force maintient et que le hasard change? C'est à ce pouvoir mobile, comme la démocratie dont il émane, inconstant comme la fortune dont il est en même temps le jouet et le favori, que l'Eglise

confierait, sans crainte et sans réserve, toutes ces saintes libertés dont l'exercice lui est nécessaire! C'est à la bienveillance d'un tel pouvoir qu'elle s'en remettrait pour son avenir! C'est pour ce gage incertain qu'elle renoncerait à toutes les garanties qu'elle peut trouver dans les règles préservatrices qui constituent la liberté nationale! Et si cette faveur venait à changer, si ce changement atteignait soit la disposition soit la personne du maître, si le pouvoir absolu d'ami de l'Eglise devenait ou son maître impérieux ou son persécuteur? On vous promet qu'alors on saurait braver le martyre. J'admire et je respecte infiniment cette résolution qui doit être celle de tous les chrétiens vis-à-vis de toute force humaine menaçant les libertés de l'Eglise; mais je ne crois pas qu'il soit du devoir d'un chrétien d'armer soi-même les mains de l'autorité temporelle pour acquérir plus de gloire et de mérite en bravant ensuite la pesanteur de ses coups. Le martyre est une extrémité que je voudrais avoir le courage de subir; mais j'avoue ma faiblesse, je préférerais infiniment le prévenir. Quelques garanties de liberté commune à tous les citoyens, et dont j'aurais ma part, ne me déplairaient nullement dans cette occurrence. Je fais mes réserves d'avance. Si je suis jamais cité devant un tribunal pour y répondre de ma foi, je ferai grand cas de quelques garanties de liberté individuelle et publique. Je serais sensible à n'être arrêté que sur un mandat d'amener régulier, et par un gendarme en uniforme, au lieu d'être saisi dans mon lit, au milieu de l'ombre de la nuit, par le sbire d'une police inconnue. Je désire fort être interrogé dans les vingt-quatre heures au lieu de languir pendant des années dans une prison. Je tiens à avoir un avocat pour me défendre, un journal pour exposer mon affaire et plaider ma cause auprès du public; et je souhaite même qu'il y ait une tribune où quelques amis éloquents puissent émouvoir en ma faveur la conscience des honnêtes gens. Quel que soit le César de mon pays, si je dois comparaître devant lui, je me propose d'imiter saint Paul, et, par avance, je demande qu'on me conserve le droit de dire : *Civis romanus sum.*

Telles sont nos idées et nos convictions; tels sont, suivant notre jugement, dans une exacte mesure, mais dans leur pleine franchise, les principes qui devraient gouverner, dans le conflit divers des opinions dont nous sommes témoin, une polémique religieuse qui prend souci de l'avenir de l'Église et se préoccupe de ses périls. Notre ambition serait de les voir soutenir par des champions dignes d'elle, en distinguant toujours avec soin ce qui est facultatif et personnel dans nos convictions, ce que nous avons le droit de défendre avec énergie, mais ce que chacun a le droit de nous contester, de ce qui fait partie de la foi catholique et ne souffre pour des chrétiens ni transaction ni discussion. Nous savons à quoi ces idées exposent ceux

qui les professent, de quelles attaques contradictoires, de quels feux croisés ils se verront l'objet. Tournée en derision par les uns, leur foi sera mise en suspicion par les autres. Une polémique qui goûte beaucoup les personnalités se donnera carrière, à son aise, sur leurs personnes. S'ils peuvent rendre quelques services à leur cause, si leur ligne de conduite est rigoureusement contenue dans ces règles infranchissables posées aux discussions par l'infaillible autorité qui les régit, c'est peu de chose que de tels risques, et toutes les censures humaines doivent leur être indifférentes. Ils auront pour eux, en dehors de l'Église, ceux qui estiment une sincérité courageuse, et parmi les chrétiens, ceux qui veulent consacrer à la foi toutes les forces de leur raison et défendre l'autorité spirituelle avec l'énergie d'âmes libres.

ALBERT DE BROGLIE.



ÉCRIVAINS CONTEMPORAINS DE L'ALLEMAGNE.

OSCAR DE REDWITZ.

AMARANTHE, XVI[e] édition, Mayence, 1853.— **GEDICHTE** (poésies), III[e] édition, Mayence, 1852. — **EIN MŒRCHEN** (un conte), V[e] édition, Mayence, 1853. — **SIEGELINDE,** *eine Tragœdie,* Mayence, 1854.

On se souvient de l'éclat répandu, au commencement du siècle, sur le nom de Novalis. Lorsque les exécuteurs testamentaires de sa gloire, Frédéric Schlegel et Louis Tieck, eux-mêmes déjà illustres, recueillirent, pour les livrer au public, ces fragments d'une pensée incomplète, que la mort avait empêchés de se rejoindre, *disjecti membra poetæ,* il se fit en Allemagne une sensation pareille à celle qui accueillit plus tard dans notre monde littéraire la publication des poésies posthumes d'André Chénier. Mais en dehors du mérite de son œuvre, le premier et le plus grand du groupe de ces pâles fils de la Germanie, consumés avant l'heure dans les étreintes de la muse, où il se montre entre Wackenroder et Henri de Kleist, répondait par le vague même de ses aspirations aux tressaillements confus d'une époque de transition, qui cherchait la vérité au milieu des ténèbres, et qui ne devait pas l'obtenir parce qu'elle la poursuivait plutôt au point de vue de l'art qu'à celui de la foi. Sur le terrain déblayé par le scepticisme des mauvais jours, au milieu des cendres encore tièdes d'une religiosité qui avait jeté de rares étincelles dans des sectes isolées, et n'avait pu se développer en l'absence de règle, l'auteur d'*Ofterdingen* et des *Disciples de Saïs* ébauchait son monument philosophique. Dans ce système qui n'est pas sans analogie

avec quelques-unes des idées émises par M. de Schelling, il se préoccupait surtout d'expliquer les rapports de l'homme avec l'univers extérieur. Selon ses propres expressions, « tous les objets terrestres peuvent se convertir au pain et au vin de la vie éternelle [1]. » La nature possède par conséquent une existence en dehors de ses phénomènes visibles, une âme en un mot ou quelque chose d'approchant, mais une existence subordonnée, mais une âme à l'état latent. Pour que ce germe, ce souffle, cet inconnu s'anime, se répande et se développe,—et c'est ici que la formule panthéiste se sépare clairement de Spinosa, — il faut qu'il recoive l'impulsion de l'homme au lieu de la lui communiquer. Nous devons jouer, à l'égard de la nature, le rôle d'initiateurs, de civilisateurs. Elle est un clavier immense, sur lequel nous devons promener notre inspiration (phantasiren). Le feu, cette vive manifestation du principe de l'existence, l'eau le premier produit de la transformation de l'air, l'eau qui répète le ciel et promet de nous conduire à des bords lointains, la forêt, monde toujours changeant d'ombre ou de lumière, de rumeurs ou de silence, de mouvement ou de repos, tout ce qui possède des formes moins arrêtées, un caractère secret, variable, indéterminé, fournit des instruments plus délicats de transmission à ce magnétisme universel de la vie. L'influence rude et grossière, qui enveloppe le monde et entretient l'hostilité entre les éléments qui le composent, est destinée à s'affaiblir peu à peu, pour disparaître complétement un jour. La nature, s'adoucissant graduellement comme l'homme, tend sans cesse à se rapprocher de lui. Les cataclysmes, les bouleversements primordiaux, cette ère presque fabuleuse, où elle engendrait des races d'animaux géants aujourd'hui disparus de son sein, sont des épreuves qu'elle a dû traverser avant d'arriver à un état plus régulier et plus normal, qui est à son tour le prélude d'un âge à venir, où elle sera en communication directe avec nous. Ce que nous avons sous les yeux ne nous offre que des ruines d'un ordre plus élevé, plus parfait, comme notre langage n'est qu'un lambeau de l'ancienne poésie primitive, comme nous ne sommes nous-mêmes que les tristes débris d'une race supérieure. En effet cet être collectif, que ses tendances appellent à une régénération progressive, a été frappé de la même déchéance fatale, qui marque le front de l'homme biblique et qui n'est ici que confusément indiquée. Dans les premiers jours, que le consentement de la tradition de tous les peuples désigne invariablement comme l'époque de l'âge d'or, où l'univers sous toutes ses formes respirait un souffle plus vivifiant et plus jeune, les animaux, la terre et les eaux obéissaient à des attractions, qui maintenant

[1] *Die Christenheit oder Europa, ein Fragment.*

s'exercent à peine sur l'humanité; des voix dormaient dans le calice des fleurs ou dans le silence des bois; les accords sympathiques de la lyre retentissaient dans les profondeurs inconnues du monde pour en modifier les tendances et les instincts, réglaient la marche désordonnée des torrents, faisaient naître des jardins en fleurs au milieu des déserts arides et imprimaient aux pierres elles-mêmes des mouvements cadencés et harmonieux. L'histoire mythique d'Orphée, symbole éclatant de l'omnipotence de l'art sacré des *vates*, celle d'Arion, le musicien-poëte, charmant les flots de la mer et les monstres qu'elle renferme, sont des indications dont s'est emparée la mémoire des peuples, sans en bien pénétrer aujourd'hui le sens. C'est à nous à rétablir l'harmonie troublée, à faire entrer la nature dans la part de révélation qui lui appartient. Nous devons étendre la rédemption sur elle. La naïve et pieuse inspiration du catholicisme, avec son merveilleux sentiment de l'art, avec son idéal mélancolique et réellement intime, avec les joyaux inépuisables de ses légendes, plutôt qu'avec la sévère unité de son dogme, doit s'assimiler cette vie éparse, perdue en mille rameaux. Tout concourt à ce but de pacification, de transfiguration. L'agriculture qui défriche, transforme, embellit la surface de la terre, l'intrépidité infatigable du mineur qui en interroge les profondeurs et en rapporte les richesses cachées, les nombres qui reflètent l'harmonie mystique de l'univers, les sciences qui nous emportent à des résultats inconnus, la musique qui évoque les réminiscences d'un monde antérieur, les arts plastiques, dont l'imitation des objets extérieurs est la première loi, contribuent chacun dans leur mesure à rétablir la chaîne brisée. Mais n'oublions pas que l'intelligence de l'homme s'est obscurcie, et ce n'est que par moments que l'effort de notre désir parvient à dissiper le nuage qui nous environne. Pour comprendre la nature, pour se mettre en communication immédiate avec elle, il faut avoir reçu le don et le sentiment tendre, il faut se préparer à ces entretiens par le recueillement et la solitude. C'est au poëte surtout qu'elle ouvre le trésor de ses mystères: auguste ou souriante, elle se révèle à lui avec une confiance qui ne connaît pas de bornes. Il s'établit alors entre eux une conversation familière pleine d'épanchements ineffables, où la nature trouve la révélation et le développement de ses forces, l'homme, — l'apaisement de ses désirs. Son ardent amour de tout ce qui revêt une des formes de la vie, sa singulière compréhension du monde rendent celui-ci digne de cueillir la fleur bleue du Kyffhaüser, à la fois l'idéal de la beauté et le talisman qui ouvre les portes de la féerie éternelle, du Dschinistan merveilleux. Au delà du rêve de l'initié et dans les nuages lointains de l'apothéose, à une distance qui permet les données les plus hasardeuses, apparaît la réconciliation de l'univers, l'u-

nion des temps, des saisons, des âges de la vie, du passé, du présent, de l'avenir. Ce système bizarre, qui n'est certes pas la création d'un esprit vulgaire, ce compromis entre le panthéisme et le catholicisme, ne pouvait nécessairement aboutir. Partout où elle pénètre, la vérité est jalouse de la toute-puissance; elle ne se laisse pas impunément défigurer ou scinder. Elle ne s'acquiert pas non plus sans lutte et sans foi profonde. Novalis apportait à son investigation plus d'imagination que de certitude. Il traitait l'absolu comme un idéal nécessaire, mais à peu près inaccessible, dont il faut chercher à se rapprocher, sans avoir grande espérance de l'atteindre complétement; exercice ingénieux où tout aboutit, au demeurant, à syllogiser pour tenir ses facultés en éveil [1]. Les œuvres de Novalis, après avoir joui en Allemagne d'une vogue universelle, ne sont plus interrogées aujourd'hui que par des âmes d'une disposition particulière. Mais quoique il ait échoué, il a eu le mérite de faire planer au-dessus du naturalisme aveugle une aspiration plus élevée; ses chants religieux, qui eurent à leur époque un grand succès, exercèrent dans le protestantisme une sorte de puseyisme prématuré; en dehors de la direction de son intelligence, les obstacles qu'il a rencontrés à la connaissance de la lumière vinrent de son siècle, de son pays, de la philosophie elle-même. Les fantômes du panthéisme tiennent avec une si vive persistance à l'essence de la philosophie que de nos jours le prêtre catholique Gunther n'a vu d'autre moyen de résister à cette pente funeste que de rompre par son dualisme les liens qui unissent l'âme au corps, l'intelligence à la matière.

L'influence de Novalis retentit dans la littérature allemande comme un écho toujours affaibli. Dans l'école qui l'environna et se groupa sous sa bannière posthume, un caractère de mélancolie phthisique a laissé son empreinte; l'âme souffrante travaillait à se dégager des liens du corps. C'était, en se jetant dans une exagération systématique, méconnaître l'essence du catholicisme, qui, s'il a placé, à un plus haut degré que toutes les autres croyances religieuses, son point de départ et son but dans un monde supérieur, a toujours gardé dans une juste mesure le sentiment de la réalité. Aussi ne résulta-t-il de cette direction nouvelle qu'une prise d'armes romantique, qui eut la durée de toutes les échauffourées, qu'un retour un peu théâtral vers le passé, où le *minnelied* accompagnait la légende pieuse, où le moine fort pittoresque dans son costume figurait naturellement à côté du chevalier bardé de fer. Cette renaissance, qui ne manque pas de valeur artisti-

[1] La philosophie est, comme la pierre philosophale, la quadrature du cercle, une simple donnée nécessaire des savants, l'idéal de la science (*Fragmente vermischten Inhalts,* p. 259 de l'édition de Paris des *OEuvres de Novalis* (1840).

que, fut sans avenir, parce qu'elle tenait plus à la fantaisie des lettrés qu'à l'inspiration du peuple. Et cependant pour celui qui a suivi avec amour la poésie germanique dans ses développements et dans sa source, pour celui qui a prêté l'oreille à ses admirables chants populaires, les plus beaux dont une nation puisse se glorifier après le Romancero espagnol, il est impossible de ne pas être frappé des affinités secrètes qui doivent faire incliner cette poésie vers le catholicisme. Ces printanières bouffées de tendresse, ce lyrisme intérieur qui se répand, cet accent loyal, sincère et souvent si émouvant, dépaysés au milieu du protestantisme qui les éteint, vont se perdre dans un panthéisme stérile ; mais ils trouveraient leur harmonie naturelle dans la véritable philosophie de l'amour, dans la religion qui parle au cœur tout aussi volontiers qu'à la raison. Il y a là une solution, une question d'équilibre bien digne d'attirer l'attention de quiconque se préoccupe de l'avenir intellectuel de l'Allemagne. Le sceptique Henri Heine l'a senti lui-même plus d'une fois. Voltaire n'eût jamais écrit le *pèlerinage de Kevlaar* [1]. La désorganisation morale de ces derniers temps, les événements qui ont abattu tant de fières espérances, la lassitude des théories de tout genre dont on s'était follement épris, le dégoût de se replier sur soi-même sans y retrouver la foi contribuent à pousser les esprits sur cette pente. Le goût littéraire, qui se refait, demande quelque chose de plus salubre que les boissons fermentées, qui lui sont servies depuis tant d'années. Il y a un regain de littérature champêtre, plus sérieux en Allemagne qu'en France, où nous n'avons guères à offrir en ce genre que les petits romans en patois berrichon de Mme Sand. On revient, en passant, à ce qui est simple, calme, à la nature, avant qu'elle ait été altérée par les subtilités. C'est là, dans l'intérêt de l'art comme dans celui de la vérité, un symptôme important, une disposition qu'il s'agirait de fixer et d'étendre. L'entraînement mène quelquefois bien plus loin qu'on ne se croirait en droit de l'attendre de notre siècle. Nous en avons un exemple dans M. Oscar de Redwitz porté à la renommée par la plus franche inspiration catholique qui ait jamais existé, et dont le succès, si légitime qu'il fut, a eu lieu d'étonner ses admirateurs les plus sympathiques. On ne trouverait peut-être pas dans l'histoire littéraire de son pays, même pour les plus illustres, de début aussi brillant, aussi facile, aussi incontesté. Plus de trente mille exemplaires de son poëme d'Amaranthe, — qu'on nous pardonne ce détail de librairie, qui

[1] « Je fus toujours poëte, poëte véritable, dit-il dans ses *Aveux* que la *Revue des Deux-Mondes* a publiés ; et c'est pourquoi la poésie qui fleurit et brille dans les symboles du dogme et du culte catholiques a dû se révéler à moi bien plus profondément qu'à d'autres. »

contient son enseignement,— répandaient la gloire du jeune homme, hier encore inconnu, sur toute cette Allemagne sans frontière dont parle la noble chanson de M. Arndt « aussi loin que retentit la langue allemande et que l'on célèbre Dieu dans le ciel. » On lisait ce livre ingénu dans les salons élégants de Stockholm et de Pétersbourg, tandis que l'émigrant l'emportait, avec l'image de la patrie, aux lointaines forêts d'Amérique.

Le baron Oscar de Redwitz Schmoelz est allé le 28 juin 1823 dans la Franconie Bavaroise, à Lichtenau, petite ville aux environs d'Ansbach. Ce jeune homme, prédestiné à la poésie et à la glorification du passé, porte dans son sang le caractère d'une double noblesse. Par son père il appartient à une des plus anciennes races chevaleresques du pays : par sa mère Anne de Miller il est le neveu du poète et romancier Jean-Martin Miller, nom resté populaire en Allemagne, l'auteur de Siegwart traduit dans presque toutes les langues de l'Europe. Il reçut de bonne heure de son père, dont la carrière fut consacrée au service de diverses administrations publiques, des notions d'ordre, de travail, de vie sérieuse. Ses premières années se passèrent à Kaiserslautern, à Spire, à Deux-Ponts, à la suite des pérégrinations obligées du fonctionnaire. Il fit ses études dans un modeste collége français de la frontière, à Wissembourg en Alsace. A dix huit ans, il commençait son cours de droit à Munich, où pendant cinq ans il s'occupa de jurisprudence et de philosophie. Au milieu d'un labeur sans relâche, poussé souvent au delà des forces humaines, la muse venait déjà visiter la cellule de l'étudiant; elle souriait à ce grave adolescent, elle le soutenait dans ses épreuves et remplaçait pour lui les folles joies de la jeunesse dont ses principes le tenaient éloigné. La première idée, les premiers vers d'Amaranthe datent de cette époque si cachée, et si remplie. Rentré dans sa famille et obéissant aux désirs de celle-ci, il fit succéder la pratique à la théorie du droit. Mais tandis que ses journées demeuraient enfermées dans l'étude d'un légiste, la poésie reprenait possession de ses nuits. On comprend que cette double vie, qui ne laissait nulle part de place au repos, ne pouvait longtemps durer. Quelque riche que fût l'organisation de M. de Redwitz, elle ne résista pas à des fatigues démesurées, à une surexcitation trop constante. Il expia, par une année entière de souffrance et d'inaction, par de vives douleurs de tête jamais complétement disparues depuis, ces longues violences imposées à la nature. La perte de son père qu'il aimait tendrement; et par suite, de pénibles et confuses affaires de famille à débrouiller mirent bientôt le comble à ses ennuis. Au moment même où son courage allait peut-être chanceler sous tant de coups à la fois, Dieu lui vint en aide en lui accordant le plus précieux don qu'il puisse faire à un être mortel. Au milieu des jours

sombres de 1848, quand la discorde, l'incendie et la guerre civile ravageaient la patrie, il se fiança avec une jeune fille au cœur pur et ingénu, une de ces naïves et pieuses figures domestiques, comme on en rencontrera toujours en Allemagne, dans laquelle il retrouvait et personnifiait d'une manière plus précise l'héroïne de son poème. Son talent devait donc prendre un nouvel essor, en même temps que sa destinée demeurait fixée. Dès lors, la jurisprudence, sans être complétement délaissée, n'occupera plus qu'une place bien secondaire. A Schellenberg, dans le Palatinat, rustique habitation paternelle de sa fiancée, Mlle Mathilde Hoscher, le jeune homme passa de longs jours rapidement écoulés. La solitude embaumée de la forêt, et quelle forêt ! la forêt noire, terre classique des légendes chevaleresques, les chastes émotions du premier amour versaient une ineffable sérénité sur cette lune de miel de la poésie, qui brille et se répand enfin sans obstacle. Des vers qui datent de cette époque nous permettent de pénétrer dans le secret de ces heures bénies. Les paroles que le jeune amant murmurait le soir à l'oreille de sa bien-aimée n'ont jamais dû forcer l'ange gardien de la vierge à se voiler la face de ses ailes.

« Lorsque je viens de te quitter, dit-il avec une grâce touchante à la douce et naïve enfant, agenouille-toi dans ta chambrette ; oublie alors humblement mes folles paroles, qui ont pu exalter ton orgueil ; pense que devant Dieu rien n'est absolument pur ; prie la plus immaculée des femmes qu'elle t'aide à descendre dans ton propre cœur, et qu'elle t'y dévoile la moindre souillure. Hélas ! si par moi, si par mon amour, une tache s'était introduite, oh ! veille craintivement sur ta jeune âme.

» Quoique tu sois la fiancée du poëte, je ne te demande pas des chants; sois fidèle à Dieu et à moi, et garde la parure de ton humilité ; comprends et remplis pieusement jusqu'au plus petit de tes devoirs, et tu seras toi-même un poëme, comme je n'en ai jamais fait de pareil.

» Mon amour n'est pas un orgueilleux château aux pompeuses colonnades, dont maint noble cavalier regarde les fenêtres en s'inclinant courtoisement ; ce n'est qu'une chapelle au fond du bois, que cachent l'églantier et la vigne sauvage ; le son argentin de sa petite cloche nous rappelle à Dieu, mais nul n'y vient prier que moi. »

Au milieu de ces épanchements d'amour calme et grave, qui précédèrent son mariage de trois années, il poursuivait avec ardeur l'achèvement de la grande œuvre de sa vie. Les pages les plus fraîches et les mieux senties ds ce long récit appartiennent à ce temps et à cette inspiration. Il ne quitta sa retraite que pour aller à Mayence, aujourd'hui le centre le plus actif de la littérature catholique, assister à l'impression et à la publication d'Amaranthe, qui eurent lieu au

printemps de 1848. Nous avons dit combien le succès fut unanime. Une constellation nouvelle venait de paraître dans le ciel glorieux de l'art allemand.

Maintenant, que nous importe de savoir que M. de Redwitz fut accueilli avec enthousiasme par la société aristocratique de Munich, que l'empereur François-Joseph le nomma professeur de littérature allemande à l'Université de Vienne, dignité dont lui-même vient de se démettre après un assez court exercice, et qu'enfin l'Université de Wurzbourg lui conféra *à l'unanimité* le diplôme d'honneur de docteur en philosophie? Si flatteuses qu'elles soient aux yeux de ses compatriotes, ces distinctions et ces faveurs ne valent pas pour nous les années patientes, laborieuses, inconnues. Une fois adopté par la renommée, une fois entré dans sa période officielle, l'homme de lettres n'a plus le même droit à s'emparer de l'intérêt plus élevé s'attachant aux luttes et aux souffrances ordinaires du début, à celui qui, du fond de son obscurité et de son néant, ose regarder devant soi l'avenir sans se troubler, qui reprend chaque jour le combat acharné de la veille, qui prodigue, avec l'audace désespérée de la foi, ses forces vitales l'énergie entière de sa pensée, pour disputer un moment son nom au dédain, à l'indifférence et à l'oubli. Le bonheur est d'ailleurs un thème assez ingrat pour la plume du biographe; il offre peu de ressources à l'étude de l'observateur, qui ne se contente pas de l'extérieur des événements. De l'homme nous pouvons donc passer à l'écrivain. Ils s'expliquent et se complètent l'un par l'autre.

On l'a vu, Oscar de Redwitz serait le dernier à invoquer pour son foyer domestique les immunités qu'un illustre moderne revendiquait parmi nous au nom de ses rivaux de gloire :

Qu'on n'accuse pas notre vie,
Car le flambeau qu'on nous envie
S'allume au feu des passions.

Il ne connaît pas l'emportement et les crises violentes des sombres génies que la flamme a ravagés. Il ne faut pas assurément lui demander ni les perspectives lointaines, ni la science bien profonde du cœur humain, rien de ce qui remue, enlève et va directement au but. Pour être moins importante, sa part ne garde pas moins sa valeur incontestable. Il a la grâce et l'accent ému, la pieuse loyauté allemande de l'ancien temps, qui surprend malgré eux le suffrage des sceptiques de celui-ci, le sentiment qui transforme doucement la réalité et encadre, à la manière des maîtres flamands, la tête connue de la jeune fille dans les clématites et les liserons du printemps; il a surtout, au milieu de sa maturité précoce, la fleur prolongée de la première jeu-

nesse, comme cela arrive physiquement pour les hommes qui n'ont pas abusé. Il a eu le bon esprit de ne pas confondre les genres en entreprenant un poëme philosophique ; il ne touche pas aux lois qui régissent l'existence et le mouvement de la pensée ; il se garde de se hasarder au milieu des flots de la vie universelle, où tant d'aventureux ont trouvé le naufrage. Plus modeste dans son ambition et plus sûr de son œuvre, il a eu le mérite de réussir là où avaient échoué Novalis et son école; il a rencontré comme homme de goût, comme poëte orthodoxe, la juste mesure, la limite délicate. Le catholicisme n'est pas le sujet, mais l'atmosphère dans laquelle se meuvent les objets ; son influence se montre dans toutes les situations, pénètre toutes les pages d'Amaranthe. En même temps qu'il inspire l'homme, il éclaire la nature, en lui imprimant une signification plus élevée. Voilà la beauté, l'originalité de ce livre. Les Allemands, qui sont pour la patience les Chinois de l'Europe, aiment à faire tourner de longs poëmes dans d'étroites actions, comme le fuseau dans la main de la fileuse. Ils possèdent des chefs-d'œuvre dans ce genre, où Goëthe a laissé son empreinte, où Voss, un vieux critique hargneux, s'est immortalisé par une chaste et naïve création. Quelle que soit la distance de notre époque à celle où se place Amaranthe, elle relève plutôt de la pastorale que de l'épopée romantique, de *Louise* ou d'*Hermann et Dorothée*, que d'*Obéron* et de la *Rose enchantée ;* mais elle procède surtout du lyrisme surabondant de Rückert et de Justin Kerner, de Tieck ou de Gustave Schwab, de tous ceux qui se sont appliqués à refaire le *lied* éternel de la mélancolie, de la jeunesse et de l'amour.

L'auteur débute avec solennité par la dédicace de son temple rustique, empreint des intentions du moyen âge. Assis sous les vieux chênes, à côté du compagnon de sa jeunesse[1], au bord du fleuve saint des Allemands, du Rhin puissant dont le flot se brise à ses pieds, il évoque dans ses méditations les poëtes chevaliers d'une époque croyante, rêve magique, où l'harmonie du chant se mêle au tressaillement de l'épée, où sur la crête de la montagne se dresse le manoir féodal, où le nain fait entendre le son du cor. A ces fantômes brillants qui perdent leur rudesse dans l'éloignement succèdent bientôt les ardentes visions du présent. La liberté céleste, appelée dans le temple au milieu des nuages d'encens par la ferveur des aspirations mystiques, est remplacée par la liberté violente, inique, grossière. Acclamée par la foule sauvage qui brandit le poignard, parée de la livrée du sang, semblable à la divinité de Jaggernauth, l'idole s'a-

[1] Wilhem Molitor, ancien secrétaire de régence, aujourd'hui entré dans les ordres.

vance écrasant des victimes humaines sur son passage. Autour d'elle, les bardes destinés à éclairer le monde, mais qui, tristement aveuglés par leur orgueil, ne savent user des dons de la Providence que pour insulter la bonté souveraine, contribuent à augmenter le désordre et la confusion des esprits. Au milieu de cette *walpurgisnacht* de la pensée, mise en fuite et disparue à son tour, les sons graves de la cloche lointaine viennent répandre un calme profond. Ces accents mélancoliques, l'aspect de la flèche impériale noyant sa tête grise dans l'or liquide du soir, conviennent à la prière, au recueillement des grandes inspirations. Pénétré des influences qui sont dans l'air, l'ami fidèle témoigne à Redwitz le désir de voir un monument poétique porter la gloire de Dieu aussi haut que les tours de l'église gothique. Dans ce symbolisme un peu étrange, les harpes des nouveaux Minnesœnger doivent former les murailles de l'édifice, l'épée doit veiller devant la croix. Mais qui est-ce qui aura le courage de poser la première pierre? La réponse prévue ne se fait pas attendre : ce sera Redwitz qui prendra l'initiative.

« A l'œuvre ! à l'œuvre, compagnons ! — Nous donnons la parole au poëte lui-même. — Obéissez aux exigences du temps; placez la harpe auprès de la harpe. Le monde a besoin de nos chants.

» Des combattants insensés prennent les armes, méconnaissant l'éternel conducteur des peuples.

» Ils rougissent d'implorer le souverain appui; ils entourent le temple de leurs aveugles, de leurs puériles attaques.

» Ouvriers abusés, ils travaillent avec les instruments de l'erreur à la tour de Babel, leur éternelle confusion.

» . . . .

» Avant de moissonner à mains pleines, il faut laisser fleurir la semence du Seigneur ; il faut laisser brûler sur l'autel la cire vierge du sacrifice.

» Que du sein de la mousse qui s'étend comme une lèpre, que du sein des pierres et des herbes parasites s'élève la rose parfumée de l'amour, le lis blanc de la chasteté.

» De nouveaux chants doivent pénétrer le cœur de l'humanité, se répandre par tous les pays.

» Levez-vous et prenez confiance ; saisissez la harpe avec l'épée ; ne me laissez pas seul chargé d'une tâche trop lourde.

» Ainsi que Dieu répande ses bénédictions sur l'école. C'est moi qui ai convoqué les disciples, pourtant ce n'est pas du haut de la chaire du professeur ; moi aussi je prétends être écolier.

» Celui qui règne dans l'empire des pures intelligences, celui-là sera notre maître, le Seigneur Dieu Jésus-Christ notre Sauveur. »

Ce n'est pas sans motif que nous avons insisté sur le prologue. A

travers une certaine incohérence dans l'expression, un mélange d'enthousiasme élevé et de confiance un peu naïve, qui paraît trop disposée peut-être à exagérer la portée de son œuvre, nous donne de prime abord l'écrivain tout entier. S'il y a évidemment imprudence à mettre en parallèle les poëtes d'aujourd'hui avec les sublimes tailleurs de pierre qui ont édifié le chœur de Cologne, rappelons-nous cependant que les intentions vaillantes sont une garantie de force, et que la foi en soi-même est indispensable à celui qui veut être fermement convaincu de sa mission. L'*exegi monumentum*, cette pronostication banale, d'ordinaire si vite et si cruellement démentie, n'est point faite ici dans l'intérêt d'une vanité vulgaire. C'est Dieu et non pas la créature qu'il s'agit de glorifier. La sincérité du sentiment sauve ainsi ce qu'il y a de délicat dans la situation.

Au doux pays de Souabe, de tout temps l'amour des poëtes germaniques, dans les calmes profondeurs de la vallée, où la Neckar, incertaine de son cours et comme éprise de la radieuse beauté du paysage, embrasse de ses méandres capricieux les collines boisées ou couvertes de vignes, les prairies emplies de la fraîcheur matinale, les rustiques habitations qui se dérobent sous l'ombrage des tilleuls et parmi les fleurs du jardin, au sein d'un de ces Burgs, hantés aujourd'hui par l'esprit des légendes, et dont les ruines ne montrent plus que des pierres disjointes et rongées par la mousse, vivaient au siècle de Frédéric Ier, le jeune seigneur Walther et sa mère, frappant contraste que l'âge et la nature ne se lassent pas d'offrir. Courbée sous le poids du passé, inquiète de l'avenir dans son instinct maternel en même temps que dans son expérience de la douleur, la noble femme a concentré son existence sur l'accomplissement d'un seul devoir, sur le culte d'un dernier et saint amour. Le casque en tête, l'épieu ou la hache d'armes à la main, le front haut et fier quoique déjà troublé par la mélancolie de la vingtième année, le robuste et beau jeune homme est impatient de vivre; pareil au faucon favori auquel il vient de donner son vol, sa pensée s'élève et tourbillonne jusque dans le nuage; elle s'élance avec une vive ardeur vers le tumulte des combats, les aventures périlleuses et lointaines, et le divin sourire de la bien-aimée encore inconnue. « Je voudrais me glisser à toutes les fenêtres aussi furtivement que les rayons de la lune et présenter, invisible, mon anneau à toutes les chambrettes solitaires. La jeune fille que je trouverais la plus modeste et la mieux recueillie, gouvernant pieusement ses pensées, je poserais ses mains sur mon cœur, et je lui donnerais mon anneau. » Ces vœux discrets dédaignant les vaines apparences, pour s'attacher à la valeur intérieure, ne semblent pas d'abord devoir être réalisés. La sentinelle qui veille au sommet de la tour a fait re-

tentir par trois fois le son du cor. Walther descend dans la cour du château pour accueillir les hôtes que Dieu lui envoie. Ces étrangers viennent des bords du lac de Côme, au nom d'un seigneur italien, ancien compagnon d'armes du père de Walther à la Croisade. Les deux amis avaient résolu autrefois l'union de leurs uniques enfants, Ghismonde et Walther, et maintenant que le moment est arrivé, le riche et puissant comte lombard réclame, d'une façon aussi impérieuse que loyale, de la veuve et du fils du hobereau allemand, l'exécution de l'ancienne promesse. La cérémonie des fiançailles est solennellement accomplie.

De Souabe en Italie la distance est longue au XIIe siècle. Mais c'est presque au début du voyage que les aventures nous attendent. Un jour, au beau milieu de la forêt noire, l'escorte est assaillie, dissipée par un orage. Sous la direction d'une mystérieuse providence qui guide les pas de son cheval, Walther est amené au pied d'un donjon, nous allions dire d'une ruine, dont lui ouvre la porte une jeune fille d'une beauté enfantine et sérieuse, Amaranthe, l'héroïne du livre. Ces murs lézardés, dont la destruction s'empare sans trouver de résistance, ces salles désertes livrées à l'abandon, qui depuis longtemps ne retentissent plus du bruit des fêtes, ont vu des scènes lugubres. Cet homme courbé sous le poids d'une vieillesse prématurée, qui reçoit Walther avec une sombre mélancolie, est le père d'Amaranthe. Célèbre Minnesænger, dont la gloire s'était répandue par les cours et les châteaux des seigneurs et des souverains de la contrée, il a connu autrefois des jours de triomphe et de bonheur ; mais frappé à la fois dans son honneur et ses plus chères affections, il a fait justice de l'amant à son propre foyer et a chassé, pendant la nuit, la femme adultère. La vue d'un berceau, tout ce qui reste de son beau rêve disparu, l'a sauvé de lui-même en rouvrant la source sainte des larmes ; il a fini par trouver la force de s'attacher à cette dernière épave du naufrage de tant d'espérances. Les amers souvenirs, les sombres préoccupations, qui font paraître le temps si long, ne suspendent pas la marche des années. L'enfant s'est insensiblement transformé et, selon la délicate expression de notre poëte, tremble et s'émeut déjà devant la femme qu'elle sent venir en elle. A travers le silence désolé, la morne solitude de cette triste demeure, les seize ans d'Amaranthe se jouent comme un rayon égaré de la lumière, ils parviennent à dissiper de temps en temps les nuages qui s'amassent sur le front paternel. Affectueuse et souriante à côté de son père, elle perd sa gaîté quand elle se retrouve seule ; elle s'attendrit au chant des oiseaux ; au spectacle du printemps, les larmes lui viennent d'elles-mêmes ; elle erre sans but, au hasard ; elle rêve, elle pressent l'hôte inconnu qui doit remplir son cœur et lui donner une consécration

éternelle. Entre deux êtres ainsi préparés, que la destinée met en présence, l'étincelle électrique ne peut manquer de jaillir. Amaranthe et Walther s'aimaient avant de s'être vus. Ils ne se sont rien dit, mais leur trouble et leur silence même, mais les fugitives étreintes des mains qui se rencontrent, les regards involontairement surpris, et bientôt ce premier baiser si pur, qui semble conquis seulement par l'amitié, font tomber les voiles légers dérobant leur chaste et mutuel secret : nature franche et vraie, humble et recueillie, Amaranthe ne s'efforce pas de paraître et risquerait de passer inaperçue pour celui qui ne saurait pas la chercher et la comprendre, voler à l'odeur des parfums célestes qui s'exhalent d'une âme simple et droite. Trop peu complexe pour prendre place parmi les créations éclatantes qui restent dans la mémoire des peuples, elle a le charme entraînant d'une réminiscence bien sentie, fidèlement rendue, et nous ne connaîtrions pas la vie de l'auteur, que nous devinerions encore que nous avons à faire ici à un portrait. Les sapins, sous lesquels s'égarent les deux amants, sont bien ceux de Schellenberg, qui ont entendu les soupirs de Redwitz. Les émotions religieuses sont aussi les mêmes.

« Pourquoi rester debout contre ta fenêtre, les mains jointes, la tête inclinée dans tes rêves? Pourquoi regarder tes fleurs d'un œil humide? Comme te voilà parée aujourd'hui ! tu as mis ta chaîne d'or, disposé ton voile autour de tes cheveux, placé ta blanche ceinture sur ta robe bleue du dimanche ! Ne pleure pas, Amaranthe ! Quoi qu'il arrive, remets-toi entre les mains de Dieu ! Entends-tu la cloche du couvent? Elle t'annonce un jour de fête. Hier encore toi si heureuse de te sentir conviée au banquet mystique, tu t'attardes ainsi dans les larmes !

» Quand le dernier coup a retenti, elle s'échappe furtivement de sa chambre et descend avec précaution l'escalier, de crainte qu'au bruit de ses pas son père bien-aimé ne s'éveille ; car la première aube blanchit à peine. Et de la maison livrée au sommeil, elle s'achemine vers le bois sombre, les yeux encore pleins de ses songes tristes et souriants.

» O douce promenade ! s'en aller un jour de fête sous l'ombre des rameaux, à travers la majesté des grands chênes, les taillis de hêtre d'où se dégage la senteur pénétrante de la séve, par le creux des prairies, où les sources murmurent au pied des jeunes aunes à la taille élancée, s'en aller à la table du Seigneur !

» Partout encore un profond repos, les étoiles fatiguées commencent à pâlir. Tout dort dans le bois, feuilles et tiges, le petit oiseau dans le buisson ou sur l'arbre, la petite fleur au bord du ruisseau, lorsque, tout à fait à la lisière de la forêt, le prunier sauvage s'éveille en sursaut au bruit des pas d'Amaranthe. En secouant sa tête chargée

de rosée, il laisse tomber une baie dans un nid de merles; et tout à côté, agité par le vent, le folâtre peuple des aunes s'éveille aussi. Dès qu'ils ont ouvert avec quelque peine leurs yeux verts, ils agacent de bon matin le vieux sapin endormi, ils se rient de lui en lui voyant branler la tête, et le tirent par le bord de son vêtement. Tandis qu'il les regarde d'un air chagrin et grommelle à moitié enseveli dans le sommeil, eux s'amusent à le pousser, et il faut bien qu'il achève de se réveiller. Mais qu'a-t-il à faire avec la jeunesse? Cependant le merle s'est bravement remis de sa petite frayeur. Dans le voisinage on entend la grive, occupée à picorer les baies de ronces, souhaiter le bonjour à l'alouette cachée dans le gazon. À peine a-t-elle fini son compliment, que cette dernière prend son essor pour saluer encore l'étoile du matin qui va disparaître. Troublé par son vol, le levreau regarde du fond de l'herbe et se met à bondir d'un pied leste; la pie becquète avec vivacité l'écorce du pin; du sommet de la branche, l'écureuil se glisse rapidement à terre. Le coucou crie à son tour : « Voici bien le moment de s'éveiller. » Chaque arbre le dit à l'arbre voisin, et chez les frères et chez les sœurs, de près, de loin, on se salue, on va, on vient, on travaille. Mille voix se répondent de l'épine en fleur et du feuillage suspendu dans l'air. Au milieu de ces charmantes et confuses rumeurs se glisse, comme le son du cor des Alpes, le tintement lointain de la cloche de la vallée.

» Et Amarante, où va t-elle? Elle s'est arrêtée au milieu de l'allée de pins, le cœur oppressé, le regard fixe, pareille à une visionnaire. O nature! elle lit au fond de ton cœur. Elle voit comme au bruit de la cloche un tressaillement secret s'empare de toi. Elle songe au Père, au Fils et au Saint-Esprit, qui, éternellement un dans sa Trinité, t'a créée, dans un mouvement miséricordieux de son libre arbitre, comme un reflet de sa propre beauté, qui pénètre dans les profondeurs les plus intimes de ton essence. Pourtant, hélas! tandis que le ciel l'attire avec force, trop faible est le souffle de son esprit; la terre s'attache à ses pieds, et le ciel et la terre se disputent sa conquête. Tantôt Dieu, s'approchant de son cœur, épanche le trésor de ses félicités; tantôt la terre, s'emparant d'elle de nouveau, lui dit avec des frémissements de joie : « Il est là, tout près de toi, l'ami si longtemps rêvé! » A peine a-t-elle senti son cœur enivré qu'elle voit à l'entour, dans le fourré du bois, les cimes des arbres s'incliner gravement vers elle, et du sein des ramures et des arbustes émus s'exhale ce pieux avertissement : « Pense au Seigneur, c'est aujourd'hui jour de fête! » Mais plus elle s'efforce ardemment de réserver au Seigneur toutes ses pensées, et plus le premier amour, vigoureux et plein de séve, s'épanouit dans son cœur, comme le rejeton du chêne sous la pluie du printemps. Exaltée par cette lutte intérieure, elle monte en se traçant

péniblement sa route à travers les broussailles qui s'enlacent à ses pieds, et lorsque, du sommet de la colline, elle aperçoit le bois qui environne le monastère, il lui vient subitement cette pensée : « Un cœur où règne, au moment de marcher à l'autel, un si profond amour pour la créature n'est pas digne de servir de demeure à Jésus-Christ. » Tristement elle appuie sa tête contre le tronc d'un pin au bord du rocher, et elle laisse couler ses larmes.

» Devant elle se dessine dans l'ombre la blanche muraille du couvent; le lierre a tapissé de ses larges feuilles la tour jusqu'au faîte. Devant le portail, la fontaine coule à flots d'argent; par-dessus la porte basse du jardin, on voit le Christ de bronze resplendir sur la croix. Ainsi dans le cœur de l'homme assombri par la douleur repose une sereine pensée de foi.

» Amaranthe, comme l'Église te regarde et t'invite ! Descends dans la vallée sans plus tarder ! Ne vois-tu pas briller à travers le feuillage la fenêtre éclairée par la tremblante lumière des cierges? La voix puissante, la voix mélodieuse de l'orgue t'appelle à travers le murmure des sapins. La hauteur et la vallée, les arbres et les buissons se taisent pour écouter le sublime accord, et le cœur d'Amaranthe se calme aussi. Sa tête abandonne le tronc qui lui servait d'appui. Comme des mains mystérieuses, irrésistibles, les suaves chœurs de l'orgue l'entraînent vers les murailles consacrées. Elle descend à pas pressés la côte rapide, elle s'enfonce dans le bosquet qui environne le couvent, elle cherche et fuit à la hâte le sentier caché dans les grandes herbes, arrive haletante aux marches extérieures, et déjà elle a disparu derrière le portail. »

Ainsi ces détails de paysage, reproduits avec la précision minutieuse de l'école des Lakistes, concourent à une grande harmonie générale. A travers le voile transparent des phénomènes extérieurs, le Dieu du sacrifice éternel rayonne par toute la création. Au milieu de l'éclat de la lumière, qui fait tout pâlir, une place évidemment subordonnée et restreinte, mais plus pure, plus dégagée des misérables soucis matériels, est réservée à l'amour humain. Dans cette première effervescence de l'âme, tempérée et transformée par les extases mystiques, Amaranthe rappelle, de bien loin sans doute, quoique avec un sentiment plus sincère de la réalité, quelques-uns des traits qui ont fait l'originalité et le succès des *Méditations* de Lamartine. Elle n'a, du reste, aucune prétention au fond obligé de mélancolie incurable. A moitié orpheline, connaissant dès l'enfance les côtés funestes de la vie, sa pitié s'en va à tout ce qui souffre. Elle aime les pauvres en véritable fille du catholicisme. Elle porte à une femme malade et à son enfant l'obole de la charité et la consolation des douces paroles. Elle personnifie et exprime à cette occasion, avec une grâce, une dé-

licatesse singulières, la prescience des tendresses maternelles assez ordinaires chez les jeunes filles. Le nuage passé, elle reviendra à sa sérénité habituelle. Elle s'efforcera, le moment venu et sans arrière-pensée, de faire le bonheur de son mari. Seulement nous serions tenté de lui adresser un reproche qui s'attaque d'ailleurs à une tendance de l'heure actuelle du mouvement littéraire chez les races germaniques; elle est douée d'une perfection trop constante, trop dépourvue d'ombre et de mélange. Ce n'est pas ainsi que la nature et les grands maîtres procèdent. Quoi! pas un caprice, pas une inégalité d'humeur, pas un mouvement d'impatience et de colère! En vérité, l'auteur n'y songe pas, et la sphère dans laquelle il se place est d'une supériorité offensante pour notre pauvre monde sublunaire. D'un autre côté, il y a profusion de richesses végétales dans la mise en scène. Si naturelles que soient en leurs parfums la marjolaine et les autres fleurettes des champs, si préférables qu'elles soient à ce qui a passé par l'alambic, vous n'avez qu'à m'en présenter de trop copieuses gerbes pour que mon cerveau éprouve une fatigue inévitable, un ébranlement douloureux. Nos voisins ne sentent pas cela : dans l'inaltérable jeunesse de leur enthousiasme, ils ne trouvent nulle monotonie à solenniser la fête du printemps « das Frühlingsfeier » tout comme au bon temps de Salis et de Matthisson.

Revenons à l'action du poëme. La réserve malveillante du vieillard s'assouplit et se dissipe au contact de la loyauté du jeune chevalier, dont la présence avait d'abord éveillé chez lui d'amers souvenirs, de cruelles préoccupations. Les prétextes n'ont pas manqué à Walther pour prolonger son séjour dans cet Éden ignoré, où il a rencontré la réalisation et le développement de ses plus belles espérances. Amaranthe est bien la femme chrétienne, marquée, dans sa naïve ignorance d'elle-même, du sceau d'une double beauté, vers laquelle le fiancé de la grande dame italienne se sent irrésistiblement entraîné par le cours de ses propres idées et les tendances de son éducation. Aussi se laisse-t-il aller, avec une juvénile imprévoyance et sans essayer de résister beaucoup, à cette illusion qui doit pourtant avoir son terme. Trop digne pour user de dissimulation, il rompt lui-même le charme en faisant connaître le motif de son voyage au delà des monts. Comme la douce fileuse, dans *Faust*, la jeune fille, frappée au cœur, exhale sa plainte mortelle dans le sein de la Mère immaculée; mais, au lieu des larmes sanglantes du repentir après la faute, c'est l'abnégation céleste de la vierge demeurée sans tache. La vertu mystérieuse, que l'on ne saurait implorer en vain, descend au secours de sa défaillance, et lui donne le courage d'assister, d'un front calme et résigné, à la scène des adieux. Ainsi finit le second chant, le morceau capital, sans contredit, de toute l'œuvre de Redwitz, malgré une

certaine monotonie, presque inséparable du genre, que nous avons déjà signalée. Jamais idylle n'a interprété avec plus de fraîcheur des sentiments plus chastes et plus élevés.

Le troisième chant nous transporte sur les bords du lac de Côme, auprès de la fière Ghismonde, la fiancée officielle de Walther. S'il est vrai, comme on l'a ingénieusement remarqué de l'autre côté du Rhin, où volontiers l'on fait tout tourner au symbolisme, que les accidents extérieurs, que le site de chaque subdivision de ce poëme répondent à la physionomie morale du personnage qui la remplit, si l'individualité de Walther enthousiaste et discrète, pleine d'ardeur et de soumission religieuse et filiale, se reflète sur cette vallée souabe d'une grâce austère ; si les solitudes de la forêt encadrent merveilleusement la délicate figure d'Amaranthe ; combien, à plus forte raison, avec la beauté toute sensuelle de Ghismonde va se trouver en parfait accord la mollesse du ciel de l'Italie ! Dure et hautaine envers les pauvres, jetant tour à tour avec une coquetterie infatigable ses sourires et son dédain au servile troupeau de ses adorateurs, pleine de l'orgueil inassouvi de l'insensé qui revendique sa part de la divinité, cette femme vêtue de pourpre, les épaules nues, portant la tête comme une reine qui va monter sur le trône est en tout l'opposé d'Amaranthe. Glacé par la vanité, le cœur de cette magnifique statue ne tressaille pas et ne doit s'animer un moment qu'à l'éclair vaillant des yeux de Walther. Dans cette tiède atmosphère, où l'aspiration de la vie contient à elle seule une volupté, ce ne sont que cavalcades superbes à travers les bois de citronniers et de lauriers-roses, tendres causeries sous les arcades de marbre du palais du comte, festins aux flambeaux où les diamants et les femmes rivalisent d'éclats, luttes de musique et de poésie, promenades en gondole, où les flots amoureux du lac bercent les jeunes couples aux heures mystérieuses de la nuit. Quoiqu'il vienne de connaître les chastes émotions d'un sentiment partagé, Walther se laisse aller un moment à cette nouvelle phase de la passion ; son rôle de fiancé ne lui paraît pas trop lourd auprès de cette fille impérieuse et séduisante, qui a troublé sa raison aussi rapidement que celle des jeunes seigneurs lombards. Les mains s'étreignent, les lèvres se rencontrent ; ils égrènent une à une les métaphores orientales du mysticisme sensuel de l'amour. Mais l'erreur du chevalier Souabe est de courte durée. Sous la lumière d'un soleil toujours serein, auprès de cette beauté souveraine ses regards redeviennent distraits, il prête l'oreille pour écouter, à travers le vent des Alpes, le sanglot mal étouffé de la jeune fille, qui, là-bas, au fond des brumes de la Germanie vit et se meurt de son souvenir. Selon le naïf procédé des enlumineurs de missels gothiques, qui font sortir sans façon de la

bouche de leurs personnages une légende portant les paroles qu'ils sont censés prononcer, l'auteur nous ouvre les poésies intimes, — en France on dirait le journal — qui nous livrent tour à tour la pensée de chacun des principaux acteurs de ce récit. Dans des sonnets assez prétentieux, Ghismonde développe sa folle adoration d'elle-même, et afin qu'on ne se méprenne pas, il nous faut ajouter qu'il ne s'agit pas seulement du culte fervent, que tant de femmes se croient en droit de rendre à leurs propres perfections physiques et morales, mais d'un bel et bon spinozisme, ce qui est bien moins compréhensible et de bien plus mauvais goût. De son album, ces grosses questions philosophiques débordent dans la conversation de la comtesse, et se mêlent bizarrement aux langueurs de ses galants colloques. Walther riposte, comme de juste, pour défendre la religion de ses pères, la vérité et le bon sens. Dans ce tournoi scolastique, où il se donne maladroitement beaucoup plus de peine qu'il n'était nécessaire pour triompher, la discussion s'envenime et les madrigaux disparaissent. L'orgueil et l'amour se livrent un combat chez Ghismonde ; mais sa terrible nature l'emporte. C'est en dominatrice et non en épouse soumise qu'elle doit posséder le cœur de Walther. Au lieu d'accepter ses croyances, elle compte lui imposer ses propres idées. Dès lors il est clair que le choc de ces deux volontés nous conduit à une catastrophe. Avec le sang-froid de l'honnête homme qui a la conscience de son droit, Walther a jugé Ghismonde : c'est elle-même qui décidera de son sort et prononcera son arrêt.

Nous n'avons pas besoin de rappeler quelle était dans ces temps reculés l'importance religieuse et par conséquent légale des fiançailles, et la rigueur du droit canonique à cet égard. Ce ne fut que quelques années après le moment qui nous occupe que le pape Innocent III permit la dissolution de ce contrat du consentement des deux parties, et en leur imposant une pénitence [1]. Les motifs les plus graves pouvaient encore moins faire admettre le désistement d'un des fiancés. Cet engagement volontaire avait donc presque toute la validité du sacrement; seulement il ne pouvait obliger vis-à-vis des païens ou des incroyants. Le jour du mariage est arrivé. Le jeune couple se présente à la porte de la chapelle, où l'évêque l'attend pour le bénir. Walther est pâle, il vient de prier avec ferveur ; d'un geste, il arrête, à l'entrée du sanctuaire, sa fiancée étonnée, et lui demande, à haute voix, avant de s'unir définitivement à elle, une profession de foi chrétienne. La jeune fille repousse dédaigneusement la croix qu'on lui présente ; le pontife prononce sur elle l'anathème, et, au milieu de la cérémonie interrompue, le clergé tout entier s'avance pour environ-

[1] *Innoc. III cap. extra de sponsalibus.*

ner Walther et le protéger contre le ressentiment du comte. Délié désormais de son serment, le chevalier part pour la croisade, où l'empereur d'Allemagne l'a précédé. Ce dénouement, assez malheureux au point de vue de la fiction romanesque, est incontestablement dans les mœurs du temps. Ce qui est autrement difficile à justifier, c'est le caractère que l'auteur donne à Ghismonde.

Le moyen âge, sans doute, eut ses libres penseurs, non pas faibles, isolés, perdus dans leur ombre et leur obscurité, mais nombreux, célèbres ou puissants, se répondant d'un bout à l'autre de l'Europe. Surtout aux confins du XIIe au XIIIe siècle, dans cette société qui, au milieu de l'ignorance assez générale, garde un coin très-marqué de civilisation raffinée et corrompue, le scepticisme se rencontre plus habituellement là où se trouvait l'intelligence, où pouvait naître la discussion, aux sommets du pouvoir civil, de la science et même de l'Église. Le cardinal Ottaviano degli Ubaldini, gibelin ardent, qui témoignait ouvertement ses doutes sur l'existence de l'âme ; le grand capitaine florentin Farinata degli Uberti ; Cavalcante Cavalcanti, père de Guido, guerrier et poëte illustre, demeuré également suspect en ce genre, figurent dans l'*Enfer* du Dante comme épicuriens ou incrédules. Dans quelques-uns des récits épiques, et surtout dans les romans métriques qui appartiennent au cycle de la Table-Ronde, comme ceux de Chrétien de Troyes et de Godefroy de Strasbourg, dans un certain nombre de fabliaux, de tensons et de sirventes, l'élément voluptueux, souvent cynique, domine hardiment ; en attaquant les abus et les mœurs du clergé, le trait s'échappe et remonte plus haut. Ce ne furent là évidemment que des manifestations de cette disposition naturelle de l'esprit humain à placer perpétuellement la négation auprès de la vérité. Toutefois à ces antagonismes, qui sont de tous les temps, vinrent s'ajouter des causes inhérentes à l'époque et aux circonstances. Au milieu du grand mouvement des Croisades, il se produisit un reflux de l'Orient vers l'Occident simultanément, avec une première Renaissance grecque et païenne. Cette influence incontestable, qui eut des résultats féconds dans l'architecture et la poésie, s'exerça d'une manière funeste sur les mœurs, sur les idées. La philosophie arabe interpréta Aristote dans nos écoles, et, à l'abri de ce nom redouté, sema des germes de la doctrine de l'émanation ; l'empereur Frédéric II, poëte de la gaie science, que la tradition accusa longtemps d'être l'auteur du fabuleux livre « *De tribus Impostoribus*, » accueillit avec honneur les fils d'Averroès, et poussa jusqu'au harem l'imitation des mœurs musulmanes. Padoue et Venise devinrent des centres d'une sourde propagande anti-chrétienne. Il y avait, au XIVe siècle, dans la dernière de ces villes, au témoignage de Pétrarque, des savants qui ne cachaient pas leur mépris pour les « niai-

series » de l'Écriture sainte et des Pères. Le mouvement politique et religieux s'avançait ainsi parallèlement à celui de la philosophie. Tandis qu'Amaury de Chartres, David de Dinant, s'enfonçaient dans le panthéisme, Arnaud de Brescia, Pierre de Bruis et son disciple Henri, Pierre Valdo, Dulcinus, se succédèrent pour donner l'assaut au dogme et à la hiérarchie ecclésiastique. Synthèse monstrueuse des vieilles erreurs, des superstitions orientales dont l'origine se perd dans la nuit des temps, et qui acquièrent une force considérable en passant par le gnosticisme, le manichéisme, grossi des rébellions nouvelles, tendit à étouffer la conscience du monde. Il nous est facile de suivre les étapes de l'esprit du mal. Né au IIIe siècle en Perse, il pénétra au VIIe en Arménie, au Xe en Bulgarie, grâce à la tolérance bienveillante des empereurs de Constantinople. Il se révèle à Orléans en 1022 par la condamnation de deux chanoines instruits par une femme italienne ; on le voit répandu presque en même temps en Dauphiné, en Languedoc et en Provence, en Gascogne et en Angleterre, en Toscane, en Lombardie et jusqu'au fond de l'Allemagne. Le poison s'infiltre avec violence dans le corps sain et robuste du moyen âge chrétien. Que les adeptes s'appellent Pauliciens, Patarins, Cathares, Pétrobusiens, Henriciens, Albigeois, Poplicains, le nom change, le fond du système demeure. En Europe comme en Asie, sous le voile d'un prétendu anathème jeté sur elle, l'émancipation de la chair est prononcée ; l'irresponsabilité de l'esprit ressort du divorce entre les deux éléments constitutifs de notre nature ; la notion du mal est renversée, défigurée ou restreinte [1].

Nous ne pouvions nous dispenser de rappeler quelques-uns des traits principaux de la situation morale de ces temps, afin d'indiquer jusqu'à quel point est possible le personnage de Ghismonde, et de suivre de plus près la pensée de l'auteur. Evidemment son intention

[1] M. Schmidt dans son *Histoire et doctrine de la secte des Cathares ou Albigeois*, ouvrage qui par son abondance de documents a complétement renouvelé le sujet, démontre excellemment qu'il ne s'agissait pas d'une hérésie chrétienne, mais d'une doctrine en dehors du Christianisme et opposée aux progrès de la civilisation. Tout en lui reconnaissant une origine orientale, il ne veut pas la chercher au delà de la Bulgarie, et s'appuie sur un témoignage du douzième siècle, attribuant au paganisme slave la coexistence de deux principes. Ce dithéisme était déjà avant cette époque le signe caractéristique de la religion cathare, et bien antérieurement de tous les Gnostiques. Quoique le savant professeur de théologie protestante de Strasbourg admette que les souvenirs manichéens aidèrent puissamment dans le midi de l'Europe à la propagation de la secte, il se refuse à voir dans ses rites et son enseignement une enveloppe populaire du Manichéisme. Enfin il défend la pureté des mœurs des Cathares. Restent cependant de graves témoignages de chroniqueurs contemporains, surtout contre les Patarins d'Italie. Voyez G. de Puylaurens, B. Vaulxcernay, Villani, etc.

a été de reproduire, dans le champ étroit de son poëme, l'antagonisme qui remplit la scène immense de l'époque, et où les races romanes se trouvent autrement engagées que les peuples de sang germanique. Comme la blonde Amaranthe représente la foi naïve de l'Allemagne des légendes, Ghismonde personnifie l'élégance amollissante de l'Italie. Mais elle n'appartient ni au caractère de son sexe, ni à la spontanéité de sa nation, ni surtout à l'esprit de son temps. Jeune fille, elle se comprendrait entraînée par les prédications d'un sectaire, fanatique, mais non pas athée. Pour qu'elle eût quelque chance d'être acceptée dans son grossier matérialisme, il aurait fallu en faire une courtisane; la corruption de l'intelligence ne vient aux femmes que par l'abus des sens. Restant en dehors de ces conditions, cette *lionne* du XIIe siècle, cette autre Adrienne de Cardoville, dissertant sans pudeur sur la théorie religieuse du plaisir, cette femme qui parle de l'empire de la raison comme les philosophes du XVIIIe siècle, et de l'âme du monde comme ceux du XIXe, qui a dû se nourrir de Hégel et de ses tristes successeurs, cette abstraction, en un mot, manque de vie et de vérité poétique : elle n'est que le reflet égaré et pâlissant des idées factices encore plus que des idées fausses des générations modernes, et il a fallu, pour nous la rendre un moment supportable, la richesse de couleurs déployée par M. de Redwitz dans son paysage et ses intérieurs italiens, qui forment un contraste éclatant avec le suave repos de la forêt noire.

Le dernier chant nous ramène à ses calmes ombrages. Plusieurs années se sont écoulées. Bruni par le soleil d'Orient, dans toute la maturité de sa verte jeunesse, un chevalier, par un beau jour d'automne, chevauche à travers les sentiers perdus du Schwarzwald. On le devine sans peine, ce paladin couronné des lauriers de la croisade, qui semble évoquer à chaque pas mille échos mystérieux du passé, qui écoute, les yeux pleins de larmes, le tintement argentin d'une cloche dont le son est resté dans sa mémoire, cet homme qui tressaille et s'arrête comme s'il craignait en avançant de faire envoler son rêve, c'est Walther, notre héros chrétien demeuré fidèle à un lointain souvenir, doutant du bonheur comme ceux dont la vie a été traversée, inquiet et troublé comme s'il devait arriver trop tard. On se laisse aller avec complaisance à ce courant d'idées qui nous reporte à des situations, que l'on croyait épuisées et qui sont, après tout, la véritable veine de notre poëte; l'on se félicite d'avoir enfin échappé aux argumentations rebattues, qui remplissaient le boudoir de Ghismonde. Par une fiction trop prolongée, empruntée au théâtre, Amaranthe belle de sa mélancolie, pâlie par les douleurs de l'absence apparaît aux yeux enivrés de son amant, qu'elle n'aperçoit pas elle-même. La joie de se retrouver aux lieux mêmes où l'on s'est connu,

le voyage nuptial, l'arrivée de la fille du Minnesænger au château de son époux forment autant de jolies scènes décrites avec une grâce qui réussit quelquefois à figurer la naïveté de la poésie primitive. Il ne s'ensuit aucunement que cette épopée printanière pénètre bien avant dans l'esprit, qui anime à un si haut degré les rudes héros de l'Heldenbuch et des Niebelungen. Si l'on prétendait chercher, dans Amaranthe, une représentation exacte, sérieuse, approfondie de l'époque à laquelle elle se place, on s'exposerait à la juger avec une rigueur exagérée. C'est là pourtant où nous conduiraient infailliblement les éloges hyperboliques d'imprudents amis, qui ont prononcé à cette occasion des noms illustres, justement vénérés comme les pères de la poésie allemande. Pour nous, qui ne voyons dans ce tableau idéal et de fantaisie d'un moyen âge refait à la manière du vieux Tieck, où règne une paix qu'ont bien certainement ignorée nos ancêtres, où la nature conserve à peu près seule les couleurs de la légende, que ce que l'auteur lui-même a prétendu y mettre, une leçon d'apaisement aux passions actuelles et de retour à l'ancienne foi, nous sympathisons de toutes nos forces, malgré les imperfections, les longueurs, avec l'inspiration intime, élevée, véritablement poétique, qui circule à travers tout le poëme et lui communique une heureuse unité. L'exécution est à la hauteur de la pensée; la souplesse harmonieuse du vers, l'habile variété des rhythmes, qualités très-remarquables dans un début, ont contribué aussi pour une part considérable aux succès de l'ouvrage.

Bien d'autres se seraient endormis au milieu d'une admiration devenue universelle. Tout en se prêtant à cette ovation, M. de Redwitz ne se laissa pourtant pas enivrer. Il eut la sagacité de comprendre, mieux que le public un peu engoué ne le faisait alors, les points vulnérables de son talent, et il alla à Bonn, auprès du célèbre M. Charles Simrock, l'un des hommes les plus versés dans les délicatesses de l'ancienne poésie germanique, se pénétrer de l'influence des Wolfram d'Eschenbach et des Hartmann von der Aue. Ainsi il se prosternait modestement devant les grands modèles auxquels on avait osé le comparer. Mais il faut bien l'avouer, cette nouvelle phase de travaux et d'études n'a pas produit encore des résultats à la hauteur de l'attente. Les compositions qui ont suivi n'ont pas renouvelé la vogue d'Amaranthe, et, ce qui est plus grave, elles n'en possèdent pas le mérite. Notre poëte serait-il malheureusement du nombre de ceux qui donnent, dans une seule fois, leur plus haute et complète signification? Dans la fréquentation des chefs-d'œuvre des vieux Minnesænger, il vient de puiser une utile et incontestable érudition, mais ils n'ont pu inoculer à cette frêle muse couronnée de fleurs des bois, la vigueur nécessaire pour aborder tous les sujets.

En outre du volume de poésies, auquel nous avons déjà fait un emprunt, qui dans ses pièces isolées ne présente pas une physionomie bien distincte et ne fait que répéter des impressions développées déjà dans Amaranthe, M. de Redwitz a publié une tragédie et un poëme allégorique. Nous n'avons pas grand chose à dire du *Conte du Sapin et du Ruisseau* dédié aux mères allemandes, mais qui sollicite aussi le suffrage des petits enfants, des jeunes gens et des jeunes filles, des croyants et des sceptiques, de tout le monde à peu près en un mot. C'est encore, avec l'héroïne de moins, la pieuse forêt qui s'inclinait vers Amaranthe pour l'encourager dans ses bonnes pensées; c'est toujours le panthéisme purifié de l'élément dogmatique, absous dans ce qu'il y a de gracieux et d'inoffensif. Au lieu de la sagesse misanthopique de l'apologue profondément railleuse sous l'accent de bonhommie, traitant la nature comme un mannequin, auquel on fait jouer une scène préparée d'avance, Redwitz emprunte, pour donner une voix aux arbres et aux animaux, l'inspiration un peu enfantine des traditions slaves et germaniques, qui les animent de passions leur semblant inhérentes. Mais ce que nous étudions, avec intérêt, dans les monuments populaires au point de vue des mœurs, des superstitions et de l'histoire primitives, nous satisfait évidemment bien moins dans l'œuvre d'un contemporain, parfaitement rompu à l'habileté littéraire que comporte notre temps. L'historiette de ce ruisseau qui, élevé par un sapin dans la solitude, où il était l'amour des fleurs et des oiseaux, se laisse aller un beau jour à de perfides conseils, abandonne sa douce retraite poussé par des rêves d'orgueil et de grandeur, et se précipite au milieu de folles et coupables aventures, symbolise d'une manière assez confuse la lutte du bien et du mal dans la destinée humaine. Inutile d'ajouter que le bien finit par triompher, et que le ruisseau racheté par le repentir reprend le cours que la bonté prévoyante du sapin lui avait désigné d'avance. On en conviendra, ces enseignements d'une incontestable moralité ont trop l'air de s'adresser exclusivement au très-jeune public, qu'il n'a pas seul convoqué, et, malgré de jolis vers pleins de finesse, on rencontre des répétitions, du remplissage, de la déclamation même dans ce scenario un peu vide. Gardons-nous cependant d'oublier un passage d'une humour réellement philosophique. Le petit ruisseau s'est mêlé à une inondation révolutionnaire et démagogique. Les eaux en pleine révolte se précipitent violemment contre les digues, qu'elles regardent comme un obstacle à leur liberté, comme un attentat à leur dignité. C'est au milieu de la nuit que le branle-bas commence. « Dans les tours de garde, sur la chaussée, les gardiens dormaient profondément, la rumeur sourde des eaux ne faisait que bercer leur sommeil. A la fin pourtant, éveillé par les cris

de joie, un d'eux se lève bien tard dans la nuit, il se frotte les yeux comme quelqu'un qui est fâché d'être dérangé, il se dirige lentement vers la fenêtre, bâille, s'étire et regarde avec des yeux encore pleins de sommeil. Lorsqu'il s'aperçoit de l'inondation, il sourit d'un air entendu. » Il n'y a pas de danger. Les flots peuvent bien s'élever et se couvrir d'écume. A quoi servirait donc la tour sur le rivage. Je n'aurais qu'à me montrer au sommet, à les menacer de la main pour leur imposer silence, et les faire battre honteusement en retraite. Mais il n'est pas nécessaire de se tant presser et de perdre le meilleur moment de sommeil ; quand le jour m'éveillera, j'aurai bien le temps d'aviser et de donner mes ordres. » Et avec un sourire méprisant, il referme bravement ses volets, ses rideaux, et va se recoucher sans aucun souci. Le fracas toujours croissant des vagues a éveillé le second gardien ; il se dresse, pâle, épouvanté, il écoute en tremblant, il se glisse à pas légers vers les créneaux, il ose à peine respirer, et s'avance furtivement, en se courbant, de peur que les flots en courroux ne le voient. « Que puis-je faire ? S'ils m'aperçoivent, ma vue ne fera que les irriter davantage, et ils m'engloutiront le premier. Si je porte des pierres à la digue, qui m'assure que cela réussira ? Ce qu'il y a de plus prudent, c'est d'avoir l'œil au guet, et quand les eaux emporteront la digue, je sonnerai du cor, et je m'esquiverai bien vite. De cette façon je sauve ma vie et je demeure en même temps fidèle à mon maître. » Et cependant le troisième veilleur est sorti effrontément de la porte de sa tour, il regarde en riant l'inondation, il se frotte les mains, et marmotte à demi voix : « Ce n'est pas un métier commode que d'être veilleur par le temps qui court. J'aime mieux laisser les flots en repos, je ne dis pas oui, je ne dis pas non, le combat se décidera de lui-même : évidemment celui qui perdra, c'est que son droit ne valait rien. Qu'est-ce en effet que la vérité ? Qu'est-ce que la justice ? Le pain est au dessus de tous les serments. » Vous l'avez entendu : « Le pain est au-dessus de tous les serments. » Ce drôle obscur, qui, les pieds dans la boue, garde si bien sa chaussée ou son écluse, ose se faire le plagiaire de bon nombre de gens infiniment plus brodés que lui. Pour ne pas être absolument neuf, ce trait heureux de la comédie du XIXe siècle est d'un à-propos qui ne risque guère de vieillir. Le destin ne fait nulle différence entre l'imprévoyance, la lâcheté et le perfide égoïsme, et « celui qui avait tiré ses rideaux, celui qui s'était réfugié tout tremblant au sommet de la tour, celui qui avait suivi en souriant les progrès de l'inondation, les fidèles gardiens, tous trois périssent dans une chute commune, et les eaux entraînent leurs cadavres sanglants !

Amaranthe nous avait montré un côté exclusif et trop idéal du moyen âge incomplétement étudié. Dans le drame de Siegelinde, les

misères et l'anarchie de ces temps de violence sont au contraire bien comprises. Un sentiment de terreur sourde sorti du sujet lui-même domine partout cette composition, qui procède de l'élégie bien plus encore que de la tragédie dans l'acception moderne. Au milieu de l'oppression de cette fatalité du crime, qui accable jusqu'aux innocents, l'âme cherche une espérance, un point moins obscur, quelque chose qui la console et la relève de cette suite de cruelles impressions ; elle remonte à Dieu là où les âmes défaillent.

Il y a six mois qu'Albert Ier, le fils et le successeur à l'empire de Rodolphe de Hapsbourg, a péri à Windisch (1368) sous les coups de Jean d'Autriche, son neveu, auquel l'histoire a imposé le surnom de parricide, et des seigneurs conjurés dans des vues d'indépendance et d'ambition. L'Allemagne est encore remplie de l'horreur de ce grand crime et des vengeances impitoyables dont les enfants de l'empereur poursuivent non-seulement les meurtriers et leurs adhérents, mais tout ce qui se rattache à eux par les liens de la famille, de la domesticité et de l'amitié. Une fête brillante convie la noblesse de Souabe au château du Wildgrave Rudiger de Stein. Il n'y a pas de bonne réunion de ce genre sans un jongleur ou un ménestrel. Aussi arrive-t-il fort à propos de la Terre-Sainte un troubadour pro-provençal, qui ne se fait connaître que sous le nom d'Arthur, et se dit appartenir à un chevalier puissant. L'attention des spectateurs, concentrée un moment sur le poëte, — on dirait cependant à son fier regard plutôt un homme de guerre qu'un chanteur d'amour, — s'est reportée tout entière sur le comte Eberhard de Limpourg, schenk ou échanson héréditaire de l'empire, qui vient d'entrer dans la salle avec sa femme. Leur fille Siegelinde n'est pas avec eux, et ils ne se donnent même pas la peine de justifier son absence par quelque prétexte plausible. Blessé à la fois dans son orgueil et dans ses espérances d'amour, le Wildgrave répond à cet outrage avec l'emportement de l'homme qui n'a jamais appris à commander à ses passions. De part et d'autre on riposte, et les sarcasmes amers s'en vont frapper des deux côtés aux points vulnérables. Rüdiger jouit à bon droit de la plus méchante réputation. Brutal et impitoyable envers ses vassaux, il passa pour avoir fait mourir de chagrin la fille d'un garde-chasse, qu'il avait élevée à lui par le mariage : aussi ses prétentions à la main de Siegelinde sont-elles reçues comme elles le méritent. Mais de terribles imputations pèsent sur la tête du schenk, que l'on accuse d'avoir poussé Jean d'Autriche à la révolte et au meurtre, afin de se proclamer lui-même duc de Souabe à la faveur des troubles. C'est en vain qu'il essaie de braver son adversaire. Poussé par son ambitieuse femme, il écrivit au parricide une lettre qui peut le condamner aujourd'hui. Cette lettre existe : elle est tom-

bée entre les mains de Rüdiger, qui menaça de dénoncer le comte et la comtesse aux enfants de l'empereur si, d'ici à demain, Siegelinde ne lui est pas promise.

Siegelinde est l'ange de cette maison maudite. Voici comment on nous la représente, entre sa mère adultère et son père, essayant de faire trêve aux remords par les émotions du jeu. « Pâle et sérieuse, elle se tenait dans l'embrasure de la fenêtre. Elle gardait sur ses genoux son luth, sur lequel flottait son abondante chevelure à demi dénouée, lorsque tout à coup au milieu de la fête, à travers la fenêtre ouverte, du sein de la nuit silencieuse a tinté l'angelus du couvent de la forêt. Tressaillant comme si elle sortait d'un rêve, elle a joint les mains, et tandis qu'en priant elle remuait les lèvres, son œil mélancolique, où brillait une larme, s'arrêtait tantôt sur son père, tantôt sur sa mère; jamais je n'ai contemplé une plus belle image de l'humilité. Tout entier sous la fascination de son regard, il me semblait voir entre les murs renversés, envahis par les ronces et les plantes parasites, une belle rose languissante s'attacher à l'autel. » Telle était déjà, on s'en souvient, Amaranthe en son printemps moins sombre. Telle Arthur trouve la jeune fille au château de Limpourg. En se rendant à l'invitation de la comtesse, attirée vers lui par un caprice passager et toujours empressée d'entourer sa maison de tous les genres de faste et d'éclat, le troubadour a été guidé par des motifs bien différents. Quelques jours auparavant, lui et son protecteur mystérieux ont sauvé, au milieu de la forêt, une femme et son enfant des mains des assassins; ils ont porté la mère déjà blessée au manoir le plus voisin, celui du Schenk. Arthur espère recueillir, des lèvres de la mourante, quelques éclaircissements sur cette sombre aventure; il se sent irrésistiblement entraîné d'ailleurs vers cette chaste et pieuse figure, symbole de tous les devoirs du foyer, vers laquelle il vient s'agenouiller avec vénération. Au milieu du courant des événements sinistres qui les emportent, ces deux êtres se sont compris en Dieu, comme autrefois Walther et sa véritable fiancée, mais dans un sentiment plus grave et plus contenu. La catastrophe s'avance cependant. Avec l'aveuglement de naufragés qui se rattachent au plus faible espoir, les seigneurs de Limpourg ont fait offrir au Wildgrave les trésors de la famille pour le rachat du fatal secret. Rüdiger, bien entendu, demeura inexorable. Il faut alors que la comtesse parle à sa fille; que, sans se trahir, elle lui fasse entrevoir la nécessité de cette union abhorrée. Mais avant qu'elle ait eu le temps de s'expliquer, d'inventer je ne sais quelle histoire d'engagement qui remonte à plusieurs siècles, et compromet toute la fortune de la maison de Limpourg, Siegelinde, pleine de pressentiments, lui raconte un songe de la nuit précédente dont l'agitation

la poursuit encore. Changée en colombe, elle était menacée par un vautour; en vain elle s'efforçait de fuir, d'appeler à son aide; ses ailes tremblantes s'arrêtaient d'elles-mêmes; ses parents ne semblaient pas se mettre en peine de la secourir; en vain elle se réfugiait dans les plis de marbre des voiles de la statue de la Vierge. Les serres cruelles l'atteignaient jusque dans ce saint asile, lorsque, par un miracle de la bonté de sa divine protectrice, la mort était descendue sur elle pour la délivrer. A cet apologue involontaire, qui trouve une triste et immédiate application, la comtesse, si coupable qu'elle soit, sent tressaillir son cœur maternel; elle se trouble, et c'est au milieu des larmes qu'elle apprend à sa fille sa destinée. Quand Siegelinde a bien compris, sans vouloir pénétrer davantage un funeste secret, qu'un grand danger plane sur sa famille, et qu'elle seule peut le conjurer, elle se résigne noblement et sans plaintes inutiles. Mais elle ne veut pas que son sacrifice soit perdu. C'est au salut éternel de leurs âmes, et non à la conservation de biens périssables, qu'elle dévoue les joies innocentes de sa vie et la fleur de sa jeunesse. Vous avez banni Dieu du milieu de vous, revenez à lui tandis que sa miséricorde vous frappe et vous avertit. La comtesse s'engage à faire désormais preuve de repentir, et Siegelinde congédie Arthur, qui, avant de s'éloigner, la conjure d'avoir recours à lui, si jamais un grand péril devait la menacer.

Troisième acte. Les flambeaux s'allument au festin des noces. En attendant les conviés, le comte et la comtesse se rejettent l'un à l'autre les débordements de leur vie passée. Hildegarde reproche à son époux de l'avoir perdue par son abandon. « Vous êtes une excellente comédienne, voici le moment de vous en souvenir; cachez aux regards curieux qui vont vous interroger vos larmes et votre émotion, si vous ne voulez partager le sort de notre complice Rodolphe de Wart, qui a péri sur la roue. » Entre Rüdiger, qui, dans quelques mots, a bientôt trahi la rudesse et la violence de son caractère. Mais tandis que le chœur chante, en façon d'épithalame, des vers assez lugubres, en usage sans doute à cette époque, et qui concordent avec la disposition générale des assistants, des cris déchirants retentissent dans la galerie : pâle, les cheveux épars, Siegelinde accourt; elle jette au loin son voile et sa couronne de fiancée, et déclare, à travers des sanglots, que ce mariage est désormais impossible. Que s'est-il donc passé qui ait pu la faire renoncer à sa généreuse résolution? La jeune mère recueillie dans la forêt a enfin parlé : elle est la fille du garde-chasse dont on avait annoncé la mort, la femme du Wildgrave lâchement abandonnée par son époux, chassée de son dernier asile, livrée aux mains des assassins, et qui se relève, avant de mou-

rir, comme le spectre de la vengeance. On entraîne Rüdiger, dont on a peine à contenir la fureur, et la toile tombe.

Rüdiger de Stein a déjà pris sa revanche. La nuit même qui a suivi la rupture, pénétrant par surprise dans le château de Limpourg, il en a emmené prisonniers les habitants. Le vieux comte, au pouvoir de son ennemi et blessé dans une résistance désespérée, est enfoncé dans ses amères réflexions. Plus que jamais, et malgré les premiers liens du Wildgrave, il faut que Siegelinde revienne sur son refus pour sauver sa famille. Il y a là une scène pathétique entre le père maudissant sa fille, et la fille demeurant inébranlable au milieu de sa propre émotion. A cet assaut vient succéder un second plus terrible. Lorsque le comte et la comtesse ont été jetés dans un cachot, le Wildgrave paraît et découvre la vérité. Il ne s'agit plus d'engagement pris, de fortune compromise, voilà la lettre que ton père a écrite à l'assassin de l'empereur. Si tu ne veux pas m'appartenir, tu verras demain ton père et ta mère expirer sur la roue. Alors Siegelinde devient véritablement dramatique; elle se traîne aux pieds du vainqueur, elle l'implore, elle le menace, elle l'adjure par tout ce qu'il y a de vénéré dans le monde, par tout ce qui peut émouvoir ce cœur sauvage et grossier; et quand elle est à bout de ses forces sans avoir rien obtenu, elle tombe évanouie, en appelant le Ciel à son aide. Lui cependant, ébranlé, mais non touché encore, s'éloigne à la hâte comme un insensé... Tandis que Rüdiger disparaît, et par l'entrée opposée, se glisse mystérieusement Arthur, dont l'or s'est ménagé des intelligences dans sa place. Fidèle à sa promesse, il arrive, appelé par un danger suprême. A cette heure solennelle, tous les secrets doivent se découvrir; le modeste troubadour et le chevalier puissant, dont il a été parlé tant de fois, ne forment qu'une seule personne, le descendant de saint Louis, le fils du roi de France, — l'auteur se garde de nous dire lequel, — qui a le droit d'offrir son amour à Siegelinde pour la protéger et la sauver. Mais en dépit de sa grandeur, ce prince, qui tombe des nues, ne peut rien en Allemagne contre une accusation de lèse-majesté. Une inspiration soudaine traverse l'esprit de la jeune fille, qui s'y abandonne, malgré les supplications de son amant. Pour détourner la punition des têtes coupables, elle ira s'offrir en holocauste à la vengeance de la veuve de l'empereur, qui vient précisément d'arriver en Souabe.

Le Wildgrave chevauche à travers la forêt, essayant de chasser une pensée importune. Sa tête brûle. Il a beau presser le galop de son cheval, les fantômes évoqués par Siegelinde le suivent et l'entourent; le souvenir importun de la jeune fille, qui l'a supplié en vain, se mêle à celui des êtres qui ont rempli jusque là sa vie; il revoit sa pieuse mère à l'heure de l'agonie; la fille du garde-chasse, qui lui a donné

des années de bonheur et dont il a commandé la mort ; son enfant lui-même — remords le plus cuisant — errant la nuit sans pain et sans abri. Enfin le Dieu terrible, trop longtemps oublié, se révèle à lui par le trouble de sa conscience. La rencontre de Lothaire, de cet enfant dont il déplore la perte, précipite le dénouement. Tandis que le père reconnaît son fils, les divers acteurs qui ont figuré dans le drame se retrouvent, par une convention un peu arbitraire, au même carrefour de la forêt. Le comte et la comtesse sont parvenus à s'échapper, en corrompant leurs gardiens avec les joyaux qu'on n'avait pas songé à leur enlever. Après tant de luttes et de périls, un découragement mortel s'empare de l'échanson de l'Empire, qui se refuse de s'enfuir plus loin et de se cacher comme un voleur. Au moment où il va se tuer, son bras est arrêté par Siegelinde, qu'il croyait partie avec le jongleur provençal. L'héroïque jeune fille est parvenue à toucher le cœur de l'impératrice ; elle rapporte des lettres de grâce pour les coupables. Mais tant d'émotions ont épuisé cette frêle existence ; elle meurt en bénissant ses parents et son persécuteur, et les laisse réconciliés avec le Ciel.

L'auteur avait écrit dans un livre précédent : « Lorsque Dieu veut se montrer miséricordieux pour un peuple, il lui envoie de saintes femmes[1]. » Le drame que nous venons d'analyser est évidemment le développement de ce thème, la régénération de la famille, de la société par conséquent, par l'apostolat obscur et infatigable de la femme chrétienne ; et il ne pouvait placer plus heureusement cette démonstration que dans les temps féconds du moyen âge, qui sont véritablement le creuset où s'agitent les éléments de la civilisation moderne. A part une violation trop flagrante de la vérité historique, qui attribue des sentiments de pitié à cette féroce impératrice Élisabeth, qui poursuivit les meurtriers de son mari jusque sur les vassaux innocents et les enfants à la mamelle, et dont l'incendie de plusieurs villes, le massacre de plus de mille personnes étrangères au crime, ne parvinrent pas à assouvir la vengeance, Redwitz a su démêler et faire ressortir, sans abus de chausses-trapes et de couleur locale, les caractères saillants d'une époque où l'action des lois sociales demeure encore insuffisante, où chaque individualité, bonne ou mauvaise, résiste énergiquement à l'absorption dans les rapports généraux. Mais une fois de justes éloges accordés à l'érudition de bon aloi du poëte, qui ne s'arrête plus à tracer des portraits de fantaisie, nous ne pouvons nous dispenser de reconnaître, avec la franchise que nous n'avons jamais cessé de mettre dans ces études, et malgré notre sincère estime pour le talent du célèbre écrivain catholique, que dans l'exécution

[1] Gedichte, s. 147.

d'une œuvre d'un genre si nouveau pour lui, les forces lui ont complétement fait défaut. Le rajeunissement, sous une forme moderne, s'il se réalise jamais, de la tragédie chrétienne, triomphalement inaugurée par le *Polyeucte* de Corneille, ne devra rien, bien certainement, à cette tentative. En vain nous avons précipité le récit du drame; nous nous sommes débarrassés sans façon des personnages secondaires, des tirades adressées aux confidents, en un mot de tout ce qui encombre la scène; il nous a été impossible de dissimuler la lenteur de l'action, qui se traîne et revient sur elle-même pendant cinq mortels actes. En définitive, c'est bien plutôt le même acte repris cinq fois. En mettant décidément de côté le dénouement, dont nous avons signalé l'invraisemblance, nous assistons à une lutte dont l'issue ne peut être un moment douteuse : Siegelinde n'épousera pas le Wildgrave. Les dangers mérités que courent ses orgueilleux parents n'ont pas le don de nous émouvoir en leur faveur; l'amour d'Arthur, faiblement indiqué, est un épisode peu saisissant et parfaitement inutile. Reste Siegelinde elle-même, d'où se répand une blanche lumière; mais elle connaît trop bien ses devoirs, elle parle trop bien de la vertu (trop souvent et trop longtemps pour le théâtre), pour ne pas recevoir à la fin, quoi qu'il arrive, sa récompense céleste. Ce qu'il y a de plus clair dans nos impressions, c'est le frisson d'horreur excité à satiété par l'appareil de supplice barbare qui forme l'horizon de toute la pièce. Le drame exige des conditions autrement complexes que le poème intime, plus ou moins autobiographique, le progrès toujours croissant de l'intérêt, la rapidité du dialogue et de l'action, l'habileté à diriger les mouvements des acteurs, de manière à ce que la scène ne demeure jamais vide, que les entrées et les sorties aient constamment leur utilité, leur raison d'être, et par dessus tout l'étude du cœur humain fouillé dans toutes les directions, aussi consciencieuse pour le personnage secondaire que pour le héros principal. Là n'est pas, à coup sûr, la veine de M. de Redwitz. Qu'importe, au bout du compte, que la rivière limpide, éclatante à la surface, où le ciel et les ombrages des rives se mirent volontiers, n'ait pas les profondeurs de l'Océan? A chacun son rôle, ou, comme disait feu le saint-simonisme en son temps, à chacun suivant sa capacité. L'essentiel en littérature, comme dans tous les domaines de l'art, est d'avoir son originalité propre, son coin marqué et bien à soi.

Mon verre n'est pas grand, mais je bois dans mon verre.

Comme poëte du foyer, Oscar de Redwitz doit prendre place à côté de plus grands et de plus illustres. Sans doute il n'est pas du nombre de ceux qui supportent volontiers une lecture continue et

trop suivie; mais ouvrez le livre au hasard, ou plutôt feuilletez-le aux bons endroits, vous y reviendrez souvent avec plaisir, et il vous laissera chaque fois retrempé et rafraîchi dans cette sève franche de jeunesse. Nous craignons bien de n'avoir réussi qu'à donner une idée inexacte, peut-être injuste, du talent de l'auteur d'*Amaranthe;* c'est que le charme qui lui appartient réside dans l'harmonie des détails. Nos citations mêmes peuvent contribuer à la méprise. Nous n'aimons pas à traduire les poëtes. La poussière brillante qui tient à leurs ailes s'échappe des mains imprudentes qui essaient d'y toucher. La poésie de chaque peuple a son esprit analogue au génie national; transportez-la dans un autre idiome, il ne vous reste que la pensée nue et morne, défigurée et dépaysée. L'histoire, le roman et le drame, c'est l'action et le mouvement; il faut qu'ils marchent bon gré mal gré, qu'ils se ressemblent partout à certains égards. Mais la poésie, mais le lyrisme, c'est l'homme intérieur et subjectif, tel qu'il est ou tel qu'il veut se montrer avec sa fantaisie et ses prétentions, où la logique n'a rien à voir. Là, un chant sonore, semé de trilles et de roulades amoureuses, comme l'air de bravoure de la *prima dona* en vogue; là, un rêve qui s'évapore dans le brouillard; ailleurs, une observation fine, ingénieuse, pleine d'une humour inséparable de l'expression; partout, la variété des contrastes si tranchés que les mots manquent pour les rendre. Soyons donc indulgents pour les traducteurs, et surtout ne nous fions pas absolument à eux pour juger les écrivains qu'ils nous présentent.

Redwitz a eu, à son heure, le triste privilége de faire école. L'imitation est un procédé stérile. En littérature comme en philosophie, il y a des moments où l'on voudrait tout enfermer dans la même formule. Mais pour donner au jeune poëte catholique son rang sérieux et son véritable degré d'utilité dans le mouvement intellectuel de nos jours, il y a mieux à faire que de le copier servilement; on doit se pénétrer de la tendance générale qui le domine, et de ses loyales intentions. Écrivain d'une réaction légitime contre les entraînements démagogiques, il a demandé à la religion la sanction et l'origine de l'égalité [1]; et proclamant, lui aussi, la nécessité d'une régénération, il a montré dans une image saisissante, résumant l'esprit de tous ses ouvrages, l'humanité qui va périr, s'attachant à la robe du Christ comme saint Pierre, et portée comme lui au-dessus des eaux de l'abîme [2].

ANATOLE DE GALLIER.

[1] Gedichte, s. 97. *Die bieden Schwester.*
[2] Gedichte, s. 6.

SAINT THOMAS DE CANTORBÉRY,

ET SA LUTTE POUR LA LIBERTÉ DE L'ÉGLISE,

PAR M. F.-J. BUSS,

CONSEILLER DE COUR ET PROFESSEUR DE DROIT A L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG[1].

M. Buss est l'un des champions les plus éloquents et les plus énergiques de la vérité catholique en Allemagne. Comme M. Reicheusperger dans le parlement prussien, il a su noblement tenir au sein des chambres badoises le drapeau de la liberté religieuse et politique. Il ne s'est pas associé à cette réaction aveugle qui méconnaît les droits et les intérêts de la société moderne, sacrifie tout à la force et à la peur, et oublie ce que la religion doit, en Allemagne surtout, aux idées d'émancipation politique qui, en 1848, n'y ont triomphé un moment que pour émanciper l'Église. Ennemi déclaré de l'absolutisme sous toutes ses formes, il a combattu, avec une résolution qui ne s'est jamais démentie, le faux libéralisme et l'oppression bureaucratique qui ont dans le pays de Bade un de leurs principaux foyers. Écrivain populaire et infatigable, il a mis à la portée du public allemand, dans une série d'ouvrages polémiques ou historiques, toutes les questions qui, depuis trente ans, intéressent l'honneur ou la liberté de l'Église dans le monde. Investi d'une chaire à la Faculté de droit de cette université de Fribourg, dont l'enseignement a été trop souvent et trop scandaleusement opposé à la foi de ses fondateurs, il n'a usé de son ascendant sur la jeunesse catholique que pour la retenir dans les sentiers de l'orthodoxie. Nul n'a prêté le concours d'un talent et d'un courage plus éprouvé que le sien à M. de Vicari, archevêque de Fribourg, dans la lutte mémorable que cet illustre octogénaire a dû soutenir contre les empiètements du gouvernement badois sur le do-

[1] Mayence, chez Kupferberg. 1856. 1 vol. in-8 de 720 pages.

maine de la conscience et de la discipline ecclésiastique. C'est le spectacle des épreuves et de l'intrépide fermeté de ce saint prélat qui a porté M. Buss à chercher dans l'histoire le plus éclatant exemple de ces guerres sans cesse renaissantes entre la justice et l'iniquité, entre l'usurpation du pouvoir civil et la liberté religieuse. Il a écrit l'histoire de saint Thomas de Cantorbéry, à l'ombre du trône archiépiscopal où un autre confesseur de la foi subissait les persécutions de la force et en triomphait par une pieuse et inébranlable résistance. Il a consacré son œuvre à son évêque par une Dédicace, dont nous devons citer un passage aussi noble que concluant :

« La vie de l'Église est un perpétuel martyre. Heureux les enfants » de cette Église, quand ils peuvent entendre la voix des héros qui sort » de la tombe pour les encourager, quand ils la voient enfanter, de » siècle en siècle, et de nos jours même, des successeurs dignes de » tels ancêtres; plus heureux encore ceux qui peuvent vivre dans une » communion constante avec ces bons pasteurs qui offrent leur vie » pour leurs brebis.

» Ce bonheur, Monseigneur, je vous le dois, et c'est pourquoi je » vous dédie cet écrit. S'il doit vivre, qu'il soit pour la postérité un » gage de notre respect, de notre amour, de notre reconnaissance » pour vous, pour tout ce que votre courage, votre esprit de sacrifice, » votre humilité apostolique, nous ont donné de force et de consola- » tion. L'Église entière retentit de vos éloges. Si j'ose mêler ma voix » à ce concert unanime, c'est parce qu'ayant vécu tant d'années au- » près de vous, j'ai besoin de vous remercier personnellement de l'é- » dification que je vous dois. Votre confiance, votre bonté, votre » affection paternelle, constituent le plus précieux héritage que je » puisse léguer à mes enfants, après une vie qui s'est usée dans les » luttes et les épreuves. »

M. Buss a résumé dans ce volume tous les travaux, toutes les découvertes de l'érudition contemporaine sur saint Thomas Becket, sur ce grand homme dont le rôle et le caractère ont été si longtemps méconnus, et de nos jours encore si étrangement travestis par une plume éloquente. Il a fait assurément l'ouvrage le plus considérable et le plus complet qui existe sur ce beau sujet. Son livre mériterait d'être promptement et fidèlement traduit, tant en anglais qu'en français. En attendant, nous pensons que la meilleure façon d'en donner une idée à nos lecteurs, sera d'en publier ici la préface et les dernières pages.

Le Secrétaire de la rédaction,
PAUL DE CAUX.

AVANT-PROPOS.

Il appartient à l'histoire non-seulement de faire le tableau des vicissitudes des peuples, mais aussi de réhabiliter certains caractères qui, par leurs luttes et leurs sacrifices pour les croyances les plus élevées de l'humanité, ont joué un rôle décisif dans la marche des nations, et dont plus tard une science, devenue infidèle à ces croyances, a méconnu la valeur.

L'Église doit surtout se plaindre de l'injustice dont ses plus grands et ses plus purs représentants ont été victimes sous la plume des historiens nés dans les communions qui l'ont abandonnée. L'histoire est devenue ainsi, depuis trois siècles, la complice du mensonge. Notre époque, dont le goût pour les recherches historiques est si prononcé, a beaucoup à réparer dans ce vaste domaine, et cette tâche lui est rendue d'autant plus facile, que les archives de tous les pays, de toutes les époques, en s'ouvrant devant l'érudition contemporaine, lui révèlent partout l'apologie de quelque illustre victime de la calomnie. L'un des plus grands martyrs de l'histoire a été saint Thomas de Cantorbéry. L'ignorance et la malveillance se sont disputé cette proie. Les écrivains anglicans ont gravement péché envers lui. Mais pour lui aussi le jour de la justice s'est levé. Une Providence bienfaisante nous a conservé une suite presque ininterrompue de documents authentiques qui constatent le véritable caractère de sa mémorable lutte contre le roi Henri II. Un coup d'œil jeté sur ces documents suffit pour réfuter victorieusement les calomniateurs du pontife martyr. Ce premier motif m'a engagé à entreprendre l'ouvrage que je publie ; mais un intérêt urgent et actuel m'en a de plus fait un devoir.

L'Église et l'État suivent parallèlement la marche de leur développement. L'Église, qui est la première-née de Dieu, sait que, par cette qualité et par la nature même de ses principes, elle doit toujours devancer l'État ; mais trop souvent l'État se figure que sa force lui permet de dépasser la marche de l'Église, et alors il entreprend de renier ses lois comme incompatibles avec les soi-disant progrès de la législation humaine.

Au milieu du douzième siècle, Henri II d'Angleterre entreprit d'opposer ses constitutions, dites de Clarendon, au droit canon ; et au milieu du dix-neuvième siècle, nous voyons la législation de certains États européens suivre la même voie. Naturellement le pouvoir civil réussit à imposer ses lois pendant un certain laps de temps, au bout duquel il invoque la coutume, la chose jugée, et refuse de reconnaître la validité des traités qu'il a lui-même conclus avec l'Église. Ce fut

ainsi que Henri II entra en lutte avec l'archevêque Thomas, et c'est ainsi qu'on en agit encore de nos jours. Cette lutte religieuse en Angleterre est devenue le type de ce genre de conflits dans l'histoire, parce que l'archevêque Thomas a été surtout le martyr de ses principes. Dans ces guerres entre les deux puissances souveraines de ce monde, l'Église n'a d'appui solide que dans ses principes. Dans la pratique, elle peut beaucoup céder ; mais si elle maintient ses principes, rien n'est perdu ; au contraire, lorsqu'elle y déroge tant soit peu, pour se prêter à des compromis étrangers à ses lois fondamentales, le dommage est immense.

Le rapprochement entre des luttes analogues dans des siècles si divers, offre à lui seul un attrait irrésistible à l'historien. Cet attrait est d'autant plus puissant que nous possédons toute la correspondance des différents chefs de parti engagés dans le conflit anglais. Elle est si complète, qu'elle nous met à même de décrire ces événements du XIIe siècle avec plus d'exactitude et de détail que nous ne pourrions le faire pour les événements analogues de nos jours qui se sont passés sous nos yeux.

En ma qualité de professeur de droit canon et de droit public, je me suis cru d'autant plus obligé d'entreprendre ce travail, que dans cette controverse, les bases essentielles des deux droits ont paru se combattre. Attiré par l'intérêt de la question en elle-même et par sa grande analogie avec les luttes contemporaines, j'en ai fait le sujet de mes leçons publiques à l'université de Fribourg, devant un nombreux auditoire, pendant les hivers de 1852 à 1853 et de 1853 à 1854.

Dans sa forme actuelle, ce livre a été écrit en 1854 pendant une grave maladie. Quoique Dieu m'ait donné une constitution robuste et une âme sereine, ma santé a fini par succomber sous le poids de la tristesse que me causaient les vicissitudes de ma patrie allemande et les combats intérieurs et publics qu'il m'a fallu livrer. J'espère toutefois que cet état n'aura pas nui à mon œuvre ; je crois, au contraire, que la tristesse qui suit toujours les maladies de l'individu comme celles des nations, m'aura été utile, en m'aidant à m'identifier avec les dispositions du grand proscrit dont j'ai écrit la vie.

Sous le poids de nos douleurs actuelles, quand les impatients de tous les partis affectent de désespérer de l'avenir de la liberté, parce que quelques scélérats ont déshonoré cette grande cause ; en présence de cette infidélité croissante, en Allemagne comme ailleurs, aux principes et à l'honneur ; au milieu de la disette chaque jour plus sensible de grands caractères ; au milieu enfin de la servile et joyeuse adhésion des cœurs faibles à tout ce qui réussit, ç'a été pour moi un indicible bonheur que de pouvoir faire sortir du tombeau un des plus grands caractères que l'histoire ait marqués de son impérissable sceau, et qu'elle offre à la vénération de ces justes qui ne

désespèrent pas du triomphe définitif de la justice. Ce travail m'a merveilleusement réconforté dans des heures d'angoisse, et j'ai fini par y retrouver la santé de l'âme et du corps.

Si je réussis à transmettre au lecteur la plus légère portion des jouissances que m'a values cette étude, mon but sera atteint.

Fidèle à toute ma vie publique, je n'ai pas cru devoir taire le profit que la liberté politique de l'Angleterre a retiré de la victoire religieuse du primat anglais. Je vis dans la foi inébranlable que la victoire de l'Église vaudra un jour, et peut-être bientôt, la liberté politique et la grandeur nationale à mon pays ; je ne fais en cela que suivre la trace lumineuse de mon Église, dont les chefs les plus grands et les plus purs, en plaçant avant tout la liberté du salut des âmes, ont toujours reconnu et recherché comme un besoin légitime de l'homme racheté par le Christ, la grandeur et la liberté politique.

F.-J. Buss

Fribourg, juin 1855.

. . . .

CONCLUSION DU DERNIER CHAPITRE.

La race conquise put voir dans la catastrophe de Henri II un signe de la vengeance divine contre les Normands, et un châtiment de leur domination tyrannique. Il est sûr que, dans les dernières années de son règne, le gouvernement de Henri II dut être fort ébranlé par la réaction populaire des différentes races réunies sous son sceptre, et dont les révoltes successives trouvaient toujours un chef dans l'un ou l'autre de ses fils.

Mais sa conduite sacrilége envers l'Église avait ébranlé bien plus profondément encore son autorité, et les contemporains ont été unanimes à reconnaître dans le malheur de Henri II une juste punition de son crime envers l'Église de Dieu et envers l'archevêque Thomas de Cantorbéry, son fidèle défenseur.

Ainsi finit misérablement, au milieu de toutes les ressources du souverain pouvoir, un prince doué de tous les dons propres à fonder, à exercer et à conserver une grande autorité dans le monde. Henri avait, comme tous ses ancêtres, beaucoup d'esprit et de capacité. Quoique d'une taille moyenne, son extérieur commandait le respect Son visage avait l'expression du lion ; ses yeux, généralement doux, étincelaient comme des éclairs quand la colère les animait. Son corps, fortifié par la tempérance et par des exercices violents, répondait à toutes les exigences de sa position, de son esprit inquiet et infatigable.

Rien ne lui était plus odieux que le repos. Il aimait et possédait la science de son temps. On vit toujours dans ses plans l'habileté se combiner avec la hardiesse et avec une merveilleuse facilité d'expédients. Sa parole était entraînante. Assuré dans le danger, contenu dans le succès, inébranlable dans le malheur, il savait tout endurer et tout sacrifier, jusqu'à la foi jurée, pour conserver ou augmenter ses conquêtes. Ses amitiés étaient aussi persévérantes que ses haines. Il voulait connaître, décider et exécuter par lui-même tout ce qui se faisait dans son royaume, car sa première passion était la jouissance du pouvoir et un besoin effréné de gloire et de domination. Il surveillait ses agents et surtout les juges avec une sévérité inexorable, et il en résultait que la rigoureuse administration de la justice dans son royaume inspirait une confiance assez générale, et que les princes étrangers le prenaient assez volontiers pour arbitre dans leurs contestations. Il faut ajouter qu'il avait une connaissance remarquable du droit, ce qui l'a fait considérer dans l'histoire du droit anglais comme l'un des plus grands réformateurs judiciaires[1].

Son malheur vint de son égoïsme, du point de vue exclusivement personnel auquel il prétendit exercer son pouvoir. Dans un siècle où toutes les institutions de la vie publique reposaient sur des droits acquis et sur des bases historiques, il voulait que sa volonté fût la loi suprême. Son pouvoir arbitraire et illimité répugnait à l'existence et surtout à la croissance de tout corps indépendant, de toute individualité puissante et libre. C'est pourquoi il s'appliqua à démolir et à humilier la noblesse, à lui dérober ses droits, et surtout à marier les héritières des maisons nobles à des hommes de bas étage, instruments aveugles de sa volonté, et qu'il se plaisait à combler de titres et de dignités. Lui, qui faisait de son pouvoir un abus effroyable, poursuivait sans pitié les abus commis par autrui dans la justice ou dans l'administration. Il lui fallait le monopole de la force avec tous ses excès. Aussi fut-il naturellement conduit à attaquer la plus grande force de son temps, celle qui était l'appui de toutes les indépendances sociales et personnelles, c'est-à-dire l'Église. Mais elle lui opposa dans la personne de l'archevêque un adversaire qui sut le vaincre, parce qu'il combattit sur le terrain du droit divin et de la morale publique, et dont la gloire a été couronnée dans la suite des siècles par la vénération toujours croissante du peuple.

Le bonheur et la puissance du roi se brisèrent contre ce roc.

Il fut vaincu par l'archevêque Thomas, comme son contemporain Frédéric Ier de Hohenstaufen le fut par le pape Alexandre III.

L'Église triompha, et son triomphe profita non pas seulement à sa

[1] Voir Crabb, *History of English law;* et Philipps, *Englische Reichs-und Rechts-Geschichte.*

propre liberté, mais aussi, comme il est arrivé dans tous ses grands combats, à la liberté publique. Nous avons vu que Henri avait déclaré, peut-être deux fois, et pour sûr une fois au moins, que son royaume était un fief du Saint-Siége. Par cette suzeraineté, le Pape fut mis en demeure de s'immiscer plus directement dans les affaires politiques de ce royaume. Pendant la longue absence du successeur immédiat de Henri, Richard Cœur-de-Lion, qui monta sur le trône en 1189, partit aussitôt pour la Terre-Sainte et ne revint en Angleterre qu'au printemps de 1194, ce fut Guillaume Longchamp, évêque d'Ély, légat du Saint-Siége, qui administra le royaume; et après lui, Walter, archevêque de Rouen.

Lorsque Richard mourut, en 1199, son frère Jean lui succéda au détriment d'Arthur, son neveu, fils de Geoffroy, son frère aîné. Jean entra bientôt en querelle avec le pape Innocent III. Celui-ci, selon le droit qu'il en avait, avait déclaré nulles deux élections pour le siége de Cantorbéry faites dans des formes illégales, et, dans une lettre adressée au roi, lui avait demandé de consentir à une nouvelle élection faite par les moines qui constituaient le chapitre de la métropole : il avait proposé comme archevêque le cardinal Langton, sujet anglais.

Le roi ne répondit pas, et les moines élurent le cardinal. Mais Jean refusa de le reconnaître, en alléguant que sa prérogative était méconnue : il redoutait d'ailleurs la supériorité personnelle du prélat, qu'il considérait comme son ennemi déclaré. Le pape, résolu à ne pas abandonner ainsi un des fruits les plus importants de la lutte de saint Thomas, maintint avec fermeté la validité de l'élection. Etienne Langton dut rester en France et supporter, comme saint Thomas, un exil de six ans à Pontigny. La querelle acquit peu à peu une telle importance, que le pape, en 1208, frappa tout le royaume d'interdit. Les évêques qui avaient dénoncé l'interdit furent poursuivis par le roi et durent fuir sur le continent ou en Écosse. Leurs revenus furent saisis par la couronne, et toute l'Église fut opprimée. Ce fut en vain que le pape adressa au roi de pressantes remontrances; il persévéra dans son opiniâtreté, et après avoir poursuivi l'Église avec acharnement pendant deux ans, il fut excommunié. Innocent délia de leur serment d'obéissance les sujets de Jean, et commanda au roi de France, l'ennemi héréditaire de la dynastie anglaise, d'entrer en guerre contre Jean, destructeur de l'Église de Dieu, avec la perspective, s'il était vainqueur, de rester maître des possessions anglaises. Le roi de France s'arma donc, en 1213, pour commencer la guerre contre l'Angleterre. Menacé à l'extérieur par la France, à l'intérieur par l'autorité ecclésiastique. Jean se décida, sur les instances de Pandulphe, légat apostolique et porteur d'un traité de paix, à rappeler les évêques et les abbés de l'exil, et à leur rendre leurs biens. Enfin,

en cette même année 1213, il signa, dans l'église des Templiers, à Douvres, un titre par lequel il déclarait les royaumes d'Angleterre et d'Irlande tributaires d'Innocent III et de ses successeurs.

Lorsqu'ensuite Jean voulut continuer à régner arbitrairement, tous ses sujets se levèrent, l'épée à la main, et demandèrent, comme garantie, une nouvelle confirmation des lois du roi Édouard le Confesseur et de ses successeurs. Jean céda à l'unanimité de la volonté nationale, et, en l'année 1215, donna une lettre de franchise qui satisfaisait à toutes les demandes de liberté que faisait la nation, et qui fut appelée dans la suite *la grande charte*. Mais le roi se repentit bientôt de cette concession, et supplia le pape, en sa qualité de suzerain du royaume, de le délier de sa promesse. Le pape, par des raisons empruntées à la forme même de l'acte, déclara la charte nulle, d'abord comme ayant été arrachée par la force, puis comme ayant été donnée sans le consentement du suzerain. En même temps, le saint Père menaça les barons de l'excommunication, qu'il prononça en effet bientôt contre eux. Ceux-ci offrirent alors la couronne au roi de France, qui envoya aussitôt en Angleterre une armée à laquelle se joignirent la majorité des seigneurs anglais. La guerre civile fut ainsi allumée; mais Jean n'en vit pas la fin, car il mourut en 1218.

Son fils Henri III, qui monta sur le trône dès l'âge de neuf ans, renouvela l'hommage qu'il devait au Saint-Siége pour l'Angleterre et l'Irlande ; puis, afin de gagner la nation, il confirma la grande charte au jour de son couronnement, et renouvela cette confirmation en 1218. L'armée française fut ensuite battue près de Lincoln, et quitta l'Angleterre.

Dans la neuvième année de son règne et la dix-septième de son âge, en 1225, une bulle du pape le déclara majeur; à cette occasion et en cette qualité, il confirma de nouveau la *grande charte* et la *charte des forêts*, dans la forme où nous les possédons actuellement; il ne paraît pas que, jusque là, elles eussent été parfaitement exécutées. Le roi se laissa bientôt gagner, comme ses prédécesseurs, par l'envie de gouverner selon son bon plaisir. Ce fut en vain que les évêques lui présentèrent, en 1252, au Parlement de Westminster, une adresse pour demander le redressement de cinquante griefs. Alors la noblesse s'insurgea de nouveau contre lui, et en 1258 le contraignit, les armes la main, de jurer les articles dits d'Oxford, qui, sous prétexte de garantir la liberté publique, assuraient aux nobles eux-mêmes la plénitude du pouvoir. Le roi profita de la première occasion pour demander au Saint-Siége de le délier de son serment; et le pape Alexandre IV déclara en effet les articles d'Oxford nuls, d'abord parce qu'ils contenaient des empiètements sur les droits légitimes de la couronne, et ensuite parce qu'ils avaient été extorqués par des rebelles, les armes à la main. Une nouvelle insurrection de la noblesse eut

lieu; le haut clergé d'Angleterre et de France offrit sa médiation, et les deux partis consentirent enfin à remettre l'affaire à la décision d'un arbitre qui fut le roi de France.

L'arbitrage eut lieu très-solennellement à Amiens; le jugement fut rendu contre la noblesse. Les articles d'Oxford furent déclarés nuls, et dans la suite les tentatives faites par les barons, à main armée, pour en obtenir le rétablissement, furent réprimées par les armes. En revanche et aussi à bon droit, la *grande charte* fut maintenue intégralement, et le roi la jura de nouveau avec la plus grande solennité. Ainsi fut consolidée cette admirable conquête nationale qui s'est développée à travers les siècles comme un grand arbre, et a toujours ombragé sous ses vieilles branches les glorieuses libertés du peuple anglais.

Si l'on examine la suite de ces événements historiques en Angleterre, on verra que le couronnement du jeune Henri, accompli dans l'intention d'humilier le primat, n'eut d'autre résultat que de fomenter des divisions dans la famille royale et de conduire à la guerre civile. Le tour fâcheux que prit cette guerre obligea Henri à remettre son royaume au Saint-Siége, et à le tenir seulement de lui à titre de fief. D'un autre côté, ces guerres amoindrirent aux yeux de la nation la puissance et l'autorité de la couronne. L'affaiblissement de la royauté étant presque toujours la condition des progrès de la liberté publique, tout ce qui avait alors en Angleterre quelque pouvoir et quelque force de résistance, le clergé, la noblesse, le peuple, s'élevèrent contre la royauté et exigèrent d'elle la confirmation authentique et le développement de leurs droits et libertés antiques. Mais la chaire de saint Pierre intervenant, là comme toujours, avec une force essentiellement morale et modératrice, est appelée à juger entre les deux partis et leurs prétentions contraires; elle démêle le juste de l'injuste, elle réprime l'usurpation et protége le droit.

Ainsi saint Thomas, par sa lutte et sa mort, avait conquis pour l'Église la jouissance du droit canon; et l'Église, affermie sur cette base, a conquis de son côté pour la nation la jouissance du droit commun avec les libertés civiles et politiques qui en découlaient. De là cette constitution du pouvoir et de la société, tempérée par des garanties efficaces, que Grégoire VII avait déjà soutenue dans tous les royaumes de la chrétienté, constitution surtout précieuse pour l'Église, gardienne jalouse de sa propre liberté, et gardienne prudente de toutes les autres libertés qui lui ont été et qui doivent toujours lui être si chères. Nous en conclurons, avec l'histoire, que l'Église, dans sa puissance et sa grandeur, est la mère de toute vraie liberté, et que la liberté religieuse et la liberté politique sont deux sœurs qui doivent souffrir, combattre et triompher ensemble.

F.-J. Buss.

DE LA PRESSE CATHOLIQUE

AUX ÉTATS-UNIS.

WNSON'S QUARTERLY REVIEW. — Boston, 1844-1855.

Notre pensée est ici de faire connaître à nos lecteurs une œuvre et un homme dont le nom ne leur est sans doute pas étranger, mais dont ils ne savent peut-être pas autre chose. En 1844, M. Brownson était un des écrivains et des penseurs distingués, je ne dirai pas seulement de l'Amérique du Nord, dont l'éducation littéraire se fait lentement, mais de la langue et du protestantisme anglais. Son esprit philosophique, dans un pays qui ne l'est guère et dans un idiome qui semble avoir cessé de l'être, ne manquait ni de profondeur ni d'éclat. Il manquait un peu de consistance, non par sa faute, mais par la faute du monde où il vivait. Il avait été à l'école de M. Cousin ; il était même depuis quelques années, si je ne me trompe, à l'école de M. Pierre Leroux : quand un beau jour, comme S. Justin qui, après avoir essayé de l'école du Portique et de celle de Platon, se trouva amené comme par la main à l'école de l'Evangile, le disciple de la philosophie moderne devint le disciple de la vieille philosophie du Vatican ; et au scandale de ses amis, protestants et philosophes, M. Brownson se fit catholique.

On aima, il est vrai, à se persuader que c'était là une phase momentanée de son esprit, un tâtonnement nécessaire dans la marche nécessairement tâtonnante du philosophe rationaliste. On lui donna six mois, ni plus ni moins, pour redevenir protestant et philosophe ; on lui prédit que la demi-année le ramènerait aux pieds des ministres unitaires, déplorant sa faute, se repen-

tant d'avoir cru et bien résolu à ne plus croire. Cependant le nouveau converti prenait sa conversion au sérieux. Après avoir catholicisé son âme, il catholicisait son esprit. Il recommençait, lui homme fait et homme illustré dans les lettres, cette éducation faite jadis par la science et la littérature protestante ; il désapprenait, pour le rapprendre d'une autre façon, tout ce que son esprit avait cru acquérir en fait d'histoire, en fait de théologie, en fait de philosophie, en fait de littérature ; il se faisait enseigner par son évêque le catéchisme complet de la science catholique ; il passait ses nuits à créer l'homme nouveau dans son intelligence, comme il l'avait créé dans son cœur. Après ce labeur si courageux et si méritoire, que bien des catholiques auraient besoin de s'imposer, le néophyte mettait aux pieds de son évêque et au service de l'Eglise tout ce qu'il pouvait avoir de facultés innées et de science acquise. Et sur le conseil de son évêque, il commençait à lui seul, sans collaborateur, une Revue trimestrielle, la seule Revue catholique qui eût existé aux Etats-Unis : il la commençait, il la soutenait, il la continuait, il la continue encore ; et à chaque renouvellement d'année, en souhaitant amicalement la bonne année à ses lecteurs, il leur fait remarquer, qu'en dépit des prophéties de ses amis protestants, il est toujours fermement catholique, résolu à vivre et à mourir tel, et à laisser ses bons amis espérer éternellement son retour tous les six mois.

Nous venons de parcourir les volumes déjà nombreux de cette Revue, faite, ou à peu près, par un seul homme, avec une fermeté d'esprit, une décision de langage, une franchise d'attitude à laquelle je ne crois pas que personne puisse trouver à reprendre. *Quod volt, benè volt*, disait César de Brutus. Ce que dit M. Brownson, il le dit bien, sans détour, sans atténuation, sans ménagements inutiles, sans laisser jamais en arrière la moindre fraction de sa pensée. En 1844, en Amérique comme en Angleterre, et beaucoup plus, je crois, qu'en Angleterre, les catholiques péchaient peu par excès de fierté. Là, comme ailleurs, avec une habileté particulière au protestantisme, les protestants avaient mis pour eux; et l'autorité du nombre qui leur appartenait en fait, et même celle de la considération et de l'importance. Pourquoi l'Allemagne, catholique en majorité, passe-t-elle, aux yeux de l'Europe, pour un pays à peu près exclusivement protestant, où le protestantisme seul parle, écrit, gouverne, pense? Pourquoi l'Alsace, province en grande majorité catholique, est-elle, aux yeux de toute la France, une province exclusivement protestante, qui n'a que des maires, des juges de paix et des conseillers municipaux protestants, et où tout se fait, semble-t-on croire, par l'influence et la domination protestante ? Pourquoi, si ce n'est à

cause de ce talent pour se faire valoir, de cette habileté à se rendre importants, qui distingue la finesse protestante de la simplicité et, je puis dire, de la bonhomie catholique?

Aux Etats-Unis, cette habileté n'était pas même nécessaire; le protestantisme avait pour lui le nombre, la gloriole, la révolution faite, l'indépendance conquise; Franklin et Washington lui appartenaient. On ne savait pas trop bien, et eux-mêmes n'avaient peut-être pas trop bien su, à quelle congrégation protestante ils avaient appartenu; mais n'importe, ils avaient été bien certainement non-catholiques, c'est-à-dire protestants. Les pauvres catholiques n'avaient donc qu'à se faire pardonner la liberté qu'ils prenaient d'exister; ils admettaient très-couramment que la considération, que l'importance, que l'influence, que l'autorité appartenait aux protestants. « Leur espérance la plus hardie était qu'on les laissât pratiquer leur religion pour leur propre compte, sans être pour cela égorgés, pendus ni écartelés. Ils pensaient à peine en rêve à faire une conversion; et s'ils entendaient un protestant parler de leur foi sans blasphème pour elle et sans insulte pour eux, ils étaient tout prêts à tomber à genoux et à baiser la frange de sa robe (janvier 1854). »

La presse catholique se ressentait de cet abaissement de la société catholique. Il lui arrivait (ce qui en France ne nous est que trop arrivé) de courtiser les idées, les passions, les préjugés du moment et du pays, afin qu'ils prêtassent à l'Eglise un abri sous leur manteau. On s'étudiait à démontrer que le catholicisme (mot que M. Brownson n'aime pas et que nous n'aimons guère) n'était pas si ennemi de la liberté républicaine; qu'il aimait fort le gouvernement populaire; que la nationalité américaine n'aurait pas à se plaindre de lui; qu'il avait même quelque inclination à dépasser la mesure de liberté et de démocratie allouée au peuple des Etats-Unis par Washington et Maddisson. On le mettait même (terrible erreur dont nous avons, nous aussi, quelque souvenir!), on le mettait au service des démagogues, et on eût voulu placer la main de l'Eglise dans la leur. Il y avait des catholiques révolutionnaires et des catholiques socialistes, qui trouvaient de bon goût et de bonne politique de faire cause commune au nom de l'Eglise avec ces idées, un peu hardies, mais pleines d'avenir.

M. Brownson ne voudrait pas qu'on lui attribuât l'honneur d'avoir résisté seul ou d'avoir résisté le premier à ces condescendances envers le siècle, qui jamais, et dans aucun pays, n'entraîneront le corps de l'Eglise. Mais il y a résisté pour sa bonne part. On peut lui refuser bien d'autres louanges; on ne peut lui refuser celle d'être ce que les Anglo-Saxons appellent *manly*, et qui est chez eux le compliment le plus honorable qu'un adversaire adresse à son

adversaire, d'avoir cette virilité de pensée qui fait que l'opinion se produit hardiment, courageusement, telle qu'elle est, sans se soucier de savoir qui la soutiendra et qui l'approuve. M. Brownson, avant d'être catholique, avait commencé une Revue philosophique sans un sou de capital et sans un abonné assuré, se promettant devant Dieu de ne pas écrire ou insérer un seul mot en vue d'accroître la liste de ses abonnés (octobre 1854, t. XI, p. 536). Devenu catholique, et, sur la demande de son évêque, continuant comme œuvre catholique l'œuvre qu'il avait commencée sous d'autres influences, la considération des abonnés, de l'opinion, de la popularité, n'a pas plus d'influence sur lui. Dans un pays et à une époque où les entraînements du siècle sont si dominants, où la religion est si souvent poussée à se faire la servante de la nationalité, l'ordre spirituel de l'ordre civil, l'Eglise du siècle, il ne craint pas d'établir et de répéter presque à chaque page que le siècle est fait pour l'Eglise et non l'Eglise pour le siècle ; que la société doit marcher vers la religion, non la religion vers la société; que l'ordre temporel n'est que l'humble accessoire, le serviteur infime de l'ordre spirituel, à moins qu'il n'en veuille être l'adversaire insensé ou le criminel persécuteur (Voyez avril 1853; janvier 1854). Dans un pays où les formes du gouvernement populaire sont exaltées outre mesure, et tenues volontiers pour la seule constitution légitime, honorable, avouable, des sociétés humaines, il ne croit pas desservir l'Eglise en lui donnant, en face des institutions politiques, la seule situation qui soit digne d'elle et qui soit sûre pour elle, la neutralité; en ne l'abonnant, pour lui acheter un peu de popularité, ni au républicanisme, ni à la démocratie, ni au socialisme, ni à l'américanisme, mais en la laissant admettre, sans antipathie et sans préférence, tout ce que la justice et la morale ne repoussent pas. Dans un pays où l'opinion populaire exerce une véritable et positive tyrannie, une contrainte morale, souvent appuyée de la contrainte physique, où la presse, toujours chapeau bas devant l'opinion de la rue, se borne à plaider humblement devant ce jury suprême, il réclame pour la presse catholique, autorisée par l'épiscopat, une position que nous, en France, nous ne voudrions pas lui souhaiter. « La presse catholique procède de ce principe, qu'elle n'a autre chose à faire que de faire connaître au peuple le jugement de la cour, c'est-à-dire de l'Eglise, afin que le peuple ait hâte de s'y conformer... La presse catholique n'est que l'organe de l'autorité et ne doit pas être l'organe du peuple... Ce n'est pas une tribune populaire... Le titre de *tribune catholique* est une contradiction dans les termes. Les journalistes catholiques ne doivent jamais perdre de vue cette pensée; et puisqu'ils se font un devoir de ne jamais parler

sans une direction supérieure, excepté sur les points où l'autorité nous laisse libres, ils doivent chercher à inspirer la même docilité à leur public et corriger cette tendance, si puissante partout, qui rejette comme erroné ce qui est impopulaire, c'est-à-dire substitue le jugement du disciple au jugement du maître (janvier 1849, t. III, p. 20). »

M. Brownson est-il donc un ennemi de la société américaine et du XIXe siècle, aux prétentions desquels il résiste si énergiquement? Non; et c'est là le côté original de ce caractère. M. Brownson est de cœur homme de son siècle, et surtout de son pays. Il est Américain au plus haut degré; c'est l'Yankee véritable, le créole de la Nouvelle-Angleterre, un natif d'un des *vieux treize* (*old thirteen*, les treize Etats qui ont fait la révolution). Le véritable Américain est un Anglais; Washington a toute la dignité froide, la tenue inflexible, la raideur aristocratique d'un Anglais. La révolution de 1776 fut tout fondée sur les traditions anglaises, sur le droit public anglais, sur le droit de résistance de la vieille Angleterre; appuyée sur des motifs, et conduite par des procédés tout anglais; révolution tout anglaise, quoique M. de La Fayette et ses amis en aient donné à nos aïeux une traduction française singulièrement infidèle. M. Brownson est Anglo-Saxon au fond de l'âme. Quoique politiquement et catholiquement il n'aime pas l'Angleterre, il se sent cependant, comme homme et comme fils, remué d'une vive tendresse pour cette vieille mère de ses aïeux; il sent que dans ce pays, dont la langue est la sienne, dont la littérature a servi à l'instruire, il se retrouverait, malgré la double barrière de la nationalité et de la foi, comme dans la maison paternelle. Le sang anglo-saxon n'a pas été altéré dans les veines de cet Américain, de ce républicain et de ce catholique.

Ce sentiment de la race le conduit à l'amour des institutions nationales. Dans un passage que je recommande aux amateurs, s'il en reste, des constitutions arbitrairement construites, il fait très-bien voir que la constitution américaine n'est pas de ce nombre. Elle a été rédigée en 1776; mais elle existait auparavant. Elle était dans le fait avant d'être sur le papier. La Nouvelle-Angleterre avait les mœurs politiques, les traditions, la constitution de l'ancienne, moins la royauté et l'aristocratie, qui, elles, n'avaient pas émigré en Amérique, et qui, n'existant pas dans le fait, ne pouvaient passer dans la loi. Ce sont choses dont on se sert quand on les a, mais qu'on n'est maître ni de créer, ni d'inventer, ni d'imposer. La constitution américaine n'a donc été autre chose que la traduction en style législatif de faits déjà consacrés par le temps, nouvelle sur le papier, ancienne dans les mœurs. C'est ce qui fait qu'elle a duré : et, quand M. de Maistre, qui la connaissait mal, la traitait comme

une institution nouvelle et arbitraire et lui annonçait une prompte fin, il se trompait, mais il ne se trompait qu'à demi. Ses principes avaient raison ; l'application qu'il en faisait était fautive. M. Brownson le fait voir à propos du livre même de M. de Maistre, dont il adopte les idées sans que son américanisme ait à s'en plaindre. Il n'en est pas moins républicain, et républicain très décidé (*stanch republican*), quoiqu'il ne croie pas, comme nos républicains français, à ces constitutions tournées à la douzaine, « comme un ouvrier du Connecticut tourne des chaises et des tabatières » (octobre 1847), quoiqu'il n'admette pas qu'une nation puisse se fabriquer un gouvernement à son caprice, et qu'il la réduise à l'accepter tout fait, comme le lui ont préparé le temps, les mœurs, et Dieu.

Cet américanisme de M. Brownson, sur certains points, le sépare un peu de nous. Sur la question de l'esclavage, il nous semble bien dur. Qu'il accepte, comme un fait que les lois humaines ne peuvent immédiatement détruire, l'existence de l'esclavage aux Etats-Unis, cela se comprend. Que, placé sous l'empire de cette loi et des conventions fédérales qui sont le traité d'alliance mutuelle des Etats américains, il insiste sur la nécessité de l'extradition des esclaves fugitifs, à laquelle les Etats sans esclaves se sont obligés envers les Etats avec esclaves ; qu'il condamne avec une juste indignation les incroyables violences des abolitionistes et leur mépris ouvert pour la loi (janvier 1851) ; qu'il rejette leurs prétentions à invoquer une loi plus haute (*a hi gher law*), c'est-à-dire la loi divine, afin de transgresser les lois humaines (doctrine véritable en elle même, mais dont l'application peut être si fausse et dont l'abus est si facile) ; qu'il livre à l'étonnement plus encore qu'à la colère publique l'inconcevable langage d'un révérend qui, dans sa chaire, au nom de l'Evangile (de quel Evangile?), ose bien citer un honnête fonctionnaire de Boston coupable tout simplement d'avoir, conformément aux lois, fait arrêter un nègre fugitif, et, évoquant successivement Néron, Caligula, Hérode, Jeffries, les hyènes, les loups, déclare que tous sont de petits saints auprès de cet abominable tyran, et leur demande pardon de les comparer avec lui ; que M. Brownson fasse ressortir comment ces abolitionistes et ces *Free-soilers* marchent de front avec la démagogie la plus avancée : rien de mieux, rien de plus légitime, rien de plus chrétien. Mais M. Brownson ne va-t-il pas jusqu'à justifier l'esclavage, lorsqu'il trouve qu'après tout, le mal n'est pas si grand? Ce n'est qu'un mal matériel, dit-il (en est-il bien sûr?). Au point de vue moral et spirituel, c'est tout au plus un mal accidentel quand le maître n'est pas chrétien et traite mal l'âme de son esclave ; mais absolument parlant, et « si le maître était bon catholique, il ne voit pas qu'il y eût dans l'esclavage des noirs un mal qui dût nous troubler. Les

maux ou prétendus maux de l'ordre physique ou sentimental dont les philanthropes et les abolitionistes font tant de bruit, ne nous émeuvent pas le moins du monde. Nous n'attachons pas la moindre valeur à ce que les hommes du siècle estiment le plus, et nous apprenons de la religion que la pauvreté et les souffrances sont beaucoup plus enviables que la richesse et les jouissances sensuelles. » (Janvier 1851, t. V, p. 82.)

En vertu de ce sophisme, ce qu'il y aurait de plus charitable au monde serait de laisser son prochain dans la pauvreté ou dans la maladie, afin de pourvoir par là à son bien spirituel. Du reste, M. Brownson, un peu plus loin, réfute lui même cette inadvertance de sa plume, et sait très-bien critiquer un écrivain français qui veut justifier l'esclavage antique en l'appelant *un christianisme forcé.* (Octobre 1851, t. v, p. 486.)

Du reste, c'est une chose remarquable que le contraste qui existe, sur cette question de l'esclavage, entre les catholiques et les protestants. Les catholiques ont, contre l'esclavage et contre la traite, des décisions positives rendues par des papes, je crois aussi par des conciles, et confirmées, il y a une vingtaine d'années, par une bulle de Grégoire XVI. Les protestants, qui acceptent l'Ecriture comme seule règle de foi, quand ils en acceptent une, n'ont en définitive que des motifs religieux bien éloignés pour condamner l'esclavage. L'esclavage est pleinement accepté par l'Ancien Testament. Il est, si vous voulez, défavorisé, découragé, indirectement combattu; mais nulle part il n'est formellement condamné dans le Nouveau. Et cependant, c'est dans les sociétés catholiques qu'on a sû procéder avec une sage lenteur, avec ménagements, avec la prévoyance des dangers de l'avenir, à l'émancipation des esclaves. C'est dans le protestantisme que se sont produits les enthousiastes, les énergumènes de l'abolitionisme. Certes, jamais chaire catholique n'a entendu rien de semblable à l'ébullition du révérend Parker que je citais tout à l'heure. Tant il est vrai qu'à la vérité seule appartient la juste mesure en toute chose !

M. Brownson est encore bien Américain dans la question d'Orient. Il cherche, il est vrai, des motifs et des explications catholiques à sa préférence pour la Russie ; mais il a quelque peine à les trouver. Oui, sans doute, si la prophétie de M. de Maistre était venue à se réaliser, même incomplètement; si la croix, par une main quelconque, eût été plantée à Constantinople ; si le triple *Agios*, commun à toutes les églises chrétiennes, eût retenti sous les voûtes de Sainte-Sophie ; si la chaux mahométane, enlevée par une truelle chrétienne, eût laissé voir l'image de la divine Sagesse peinte sous ces voûtes il y a 1300 ans et reparaissant après quatre siècles de servitude ; si des mains chré-

tiennes, quoique schismatiques, eussent replacé l'image de la *Panagia* au coin des rues de Constantinople, il y aurait eu un élan de joie dans les cœurs chrétiens. Mais cette joie eût été courte ; nous eussions bientôt réfléchi que l'empire, de tous le plus hostile à l'église venait de recevoir un accroissement immense de territoire, de gloire, de puissance ; que la royauté de Saint-Pétersbourg touchait à l'Adriatique, se baignait dans la Méditerranée, voyait en face l'Italie, menaçait Rome : et nous nous fussions sentis livrés, je ne dis pas sans défense, mais aux conditions d'une lutte bien inégale, à la puissance qui en un seul jour a enlevé quatre millions de catholiques à l'Eglise. L'Angleterre, que M. Brownson compare à la Russie, a certes bien des torts à se reprocher envers l'Eglise. Cherchez cependant, sous la domination moscovite, quelque chose comme la liberté des catholiques anglais, comme celle des missions catholiques dans l'Inde et dans l'Australie, comme l'introduction des aumôniers catholiques et des sœurs catholiques dans l'armée anglaise, comme la suppression spontanée de la triste fête du 5 novembre en Angleterre, cette suppression recommandée par les journaux et acceptée par le peuple anglais, parce qu'il eût été honteux d'outrager les catholiques au moment où ils versaient leur sang pour le pays. C'est donc uniquement à des motifs américains, à des intérêts et à des sentiments américains, honorables mais difficilement appréciables pour nous, à la crainte de la suprématie commerciale et maritime de la Grande Bretagne, qu'il faut attribuer le langage de M. Brownson.

Toujours est-il que le sentiment national est chez lui d'une énergie et d'une virilité singulières. Il n'en fait que plus contraste avec ce sentiment catholique si net et si absolu. Je ne dis pas contradiction, je dis contraste. Son catholicisme, en effet, n'en demeure pas moins isolé, n'étant soumis à rien de tout le reste, mais subjuguant tout. C'est là ce que j'aime chez M. Brownson ; c'est cette indépendance et cette suprématie de la pensée chrétienne, qui laisse tout le reste dans une sphère inférieure, mais distincte. Quelle que soit sa pensée particulière, elle est l'auxiliaire tout au plus, elle n'est pas une dépendance ni une partie de sa foi. Il a même une tendance rude parfois à détacher et désintéresser l'Église des mille opinions qu'on voudrait attacher à elle. Il a une répulsion qui va jusqu'à la méfiance contre tous ces systèmes politiques, philosophiques, scientifiques, historiques, artistiques, dont les auteurs, avec les meilleures intentions possibles, apportent le tribut au christianisme, mais aussi veulent lui faire endosser la responsabilité.

Ainsi M. Brownson est Américain, et Américain de toute son âme. Il n'en insiste pas moins jusqu'à satiété sur le caractère universel, antinational, ou du moins *in-national*, de l'Eglise catholique, qui

a pied partout, mais qui n'est sujette nulle part, qui n'appartient à aucun Etat, mais à qui tous les Etats appartiennent (Oct. 1854, p. 454).

Ainsi encore, il est républicain. Mais il se gardera de dire, à notre exemple, hélas! que le christianisme est la république, tandis que tant de catholiques chez nous, et parfois les mêmes catholiques, ont soutenu tour à tour que le christianisme était la monarchie, que le christianisme était la république; que le christianisme était la liberté politique, que le christianisme était le pouvoir absolu; que le christianisme était l'aristocratie, que le christianisme était la démocratie, que le christianisme était la révolution et le socialisme. Nulle vérité n'est plus souvent redite dans ces pages que cette neutralité de l'Eglise, de la raison, de la vérité, entre les systèmes politiques qui se partagent le monde. Nul homme, mieux que M. Brownson, ne reconnaît la légitimité éventuelle et locale de chaque forme de pouvoir; nul ne concède plus aisément la monarchie aux uns, l'aristocratie aux autres, la démocratie à ceux qui peuvent la porter (Octobre 1847, juillet 1848, janvier 1849, p. 14); nul homme n'a, à cet égard, l'esprit plus libre et plus dégagé. Ce que je lui reprocherais, au contraire, ce serait d'ériger en une sorte de fatalisme cette convenance entre un peuple et sa forme de gouvernement, de proscrire tout changement et de traiter toute innovation de révolte (Octobre 1854, p. 518).

M. Brownson est encore, on peut le dire, fanatique de soumission aux lois et de vénération pour l'autorité civile. Et cependant, nul ne demande plus énergiquement, plus crûment, d'une manière plus choquante pour des oreilles protestantes ou gallicanes, la liberté, plus que cela, la suprématie du pouvoir spirituel. Il est, à cet égard, d'une rudesse qui, on s'en aperçoit, a choqué bien des catholiques. La puissance temporelle, l'ordre temporel tout entier, en un mot, le siècle lui paraît, à moins que l'autorité spirituelle ne le sanctifie en le dominant, quelque chose non-seulement de profane, mais de vicié; non-seulement d'indifférent, mais de mauvais. Il faut que l'Eglise le rectifie et le purifie, en le faisant concourir à son but spirituel (Janvier 1848, p. 58). Il est intraitable à cet égard: et, sans blâmer autrement les catholiques anglais qui pour entrer au Parlement reconnaissent par serment l'indépendance temporelle du Royaume-Uni, il déclare que, plutôt que de prêter un tel serment, il se laissera pendre et couper par quartiers (Janvier 1853, p. 121). Jugez quelles luttes et quels scandales a dû produire l'explosion de telles idées en un pays protestant, rationaliste, adorateur de lui-même, de son indépendance et de sa loi!

M. Brownson enfin a, comme un autre, son système historique; il réclame, comme tant d'autres catholiques, en faveur du moyen âge, que

la langue anglaise appelait l'âge de ténèbres (*dark ages*) ; il a même pour la féodalité un faible que son républicanisme rend piquant, mais ne justifie pas. Néanmoins il ne tombera pas dans la voie qu'ont suivie tant d'autres qui, après avoir réhabilité, d'un côté le moyen âge, de l'autre l'Eglise, ont fini par les confondre si bien l'un avec l'autre, qu'ils eussent fait porter à l'Eglise la responsabilité des fautes du moyen âge, et le poids en est encore lourd. Il proteste très-haut contre ces idées ; il traite rudement les *Mores catholici* de M. Digby, qu'il appelle un roman sur le moyen âge. Il se fâche contre les admirateurs exclusifs de l'ogive, et même contre les partisans trop violents de l'art chrétien, qui font, dit-il, de l'accessoire le principal, et avec qui le christianisme s'en irait en tableaux, en cathédrales et en statues ; c'est un rude Anglo-Saxon que l'art ne séduit pas plus qu'il ne faut, et même l'illustre et regrettable architecte Pugin n'est pas toujours bien traité dans ces pages. Le XIII[e] siècle, qu'on a appelé exclusivement l'âge de foi, lui paraît un siècle médiocrement chrétien. Selon lui, une inspiration manichéenne ne cessa de sourdre au fond de la société et de préparer le protestantisme. Bien des hommes en furent atteints qui ont gardé le renom de bons catholiques. Les *minnesinger*, les trouvères et les troubadours provençaux, en chantant l'amour de leurs belles, chantaient au fond un certain amour de Dieu, hétérodoxe et panthéistique, le mysticisme funeste et dangereux des sectes manichéennes. Le Dante et Pétrarque cachèrent, sous les noms de Béatrix et de Laure, cette allégorie et cette hérésie. Le gibelinisme italien en fut le manteau politique. Et quand à cette hétérodoxie cachée des peuples vint se joindre l'anti-papisme des rois ; quand tous les pouvoirs, presque sans exception, depuis le commencement de l'Eglise jusqu'à nos jours, car les rois même canonisés, saint Henri et saint Louis, ne sont pas absous sans réserve (voyez janv. 1852, p. 1 ; avril 1853, p. 138 et suiv., p. 236 et suiv., p. 244), travaillèrent à rejeter le joug de la papauté, le monde eut sans doute encore de brillantes apparences chrétiennes, mais il n'en demeura pas moins dans un état de licence, de lâcheté, d'ignorance religieuse, qui ouvrait de la manière la plus large la porte à Luther, le flatteur, le client, l'instrument des princes. Selon saint Alphonse de Liguori, du X[e] au XVI[e] siècle, le nombre des laïques qui communiaient même une seule fois dans leur vie fut très-restreint. Je donne ces idées pour ce qu'elles peuvent valoir ; elles attestent du moins combien peu l'esprit de M. Brownson se plie à l'opinion commune, combien pour lui la pensée chrétienne est indépendante des admirations historiques, combien peu il fait l'Eglise solidaire de ce qu'on appelle les âges de foi (Voyez, entre autres, juillet 1849, janvier 1852, tom. VI, p. 1 et suiv.).

En tout, M. Brownson est un fils très-soumis de l'Eglise, mais en même temps, et il en a le droit, un frère d'autant plus indépendant et d'autant plus libre, dans son langage envers ses frères les catholiques. Comme dans les choses que l'autorité gouverne il se soumet profondément à l'autorité, dans les choses que l'autorité ne gouverne pas, il se tient fort libre envers *les autorités*, plus ou moins respectables, qui se substituent souvent à *l'autorité*. Je ne prétends pas dire que ses critiques soient toujours justes, tant s'en faut; moins encore qu'elles soient toujours suffisamment adoucies : je veux dire seulement qu'elles sont franches, non pas sans rudesse, mais sans aigreur. La critique catholique dans notre pays a d'autres habitudes. Les trois quarts du temps, quand un écrivain a plus ou moins le renom de catholique, quand il ne nous a fâchés en rien, quand il est catholique de notre espèce, pour ne pas dire de notre coterie, nous ne lisons pas toujours son livre, qui parfois nous ennuierait; mais nous arrondissons un certain nombre de phrases banales, qui sont toutes stéréotypées dans la mémoire des compositeurs d'imprimerie ecclésiatique, et qui viennent s'imprimer à elles toutes seules sur la couverture des Revues et dans les catalogues des librairies catholiques. Quand au contraire ledit auteur nous déplaît; qu'il s'est trouvé, de façon ou d'autre, sur notre chemin; que, tout en le tenant pour bon catholique, nous ne le reconnaissons pas pour un catholique de nos amis, nous ne lisons pas toujours son livre; mais au moins nous en lisons les côtés qui peuvent prêter le flanc à la critique : c'est un ennemi que, coûte que coûte, nous voulons démolir, une proie dont nous voulons tirer pied ou aile. M. Brownson n'agit pas ainsi; il est très-libre avec tout le monde, il n'est ennemi de personne; il n'a pas la main douce, mais s'il frappe, il ne déchire pas. Il traite rudement les protestants, il ne traite pas toujours bien les catholiques. Nous avons vu qu'il ne dissimule nullement son peu de goût pour l'école artistique et médiévale, dont il craint l'abus et dont il ne ressent peut-être pas assez les enthousiasmes. Il est sévère pour les romans catholiques, très abondants, comme toute espèce de romans, en Angleterre et aux Etats-Unis; il les approuve en principe, mais en fait il les désapprouve presque tous. Il ne fait pas grâce à lady Georgiana Fullerton; et ses critiques, exagérées ce me semble, sont présentées avec une courtoisie qui plutôt peut-être est celle du Nouveau-Monde que celle de l'ancien (octobre 1848, p. 504). Des ouvrages, que chez nous la presse catholique a loués sans réserve, quelquefois parce qu'elle les a loués sans les lire, ne passent ici qu'avec un peu de critique mêlée à la louange. Des écrivains même aimés et vénérés rencontrent à Boston une main amicale qui les applaudit, mais qui leur montre aussi les défauts de leur œuvre. En

rendant justice à l'admirable talent du P. Gratry, M. Brownson entreprend contre lui une controverse dont je ne me porte pas juge, mais qui est vive, sérieuse et soutenue. En reconnaissant le mérite de l'excellent livre de M. Nicolas, il lui adresse, au point de vue philosophique surtout, des observations qui nous semblent dignes d'être pesées par ce consciencieux écrivain, et auxquelles la presse française, toujours pressée, n'avait certainement pas eu le temps de songer (juillet 1853, p. 348 et suiv.). Le livre de M. l'abbé Gosselin sur le pouvoir temporel des papes est plus vivement encore critiqué par M. Brownson, dont il est loin de satisfaire l'ultramontanisme (avril 1854).

M. Brownson juge aussi les tristes querelles qui ont si inutilement, je le crains, absorbé les catholiques en France. Ces luttes, qui ont rempli plus d'une année de la presse catholique de notre pays, n'occupent M. Brownson qu'une seule fois; mais l'article qui les résume, les juge, je ne saurais vous dire avec quel calme, avec quel sang-froid, et surtout avec quel profond sentiment catholique. Qu'il fait bon avoir entre soi et les petitesses de la controverse deux mille lieues de mer, un mois de distance et de plus un respect intime de la hiérarchie et de l'unité! Il semblait que les idées antérieures de M. Brownson n'eussent pas dû le rendre trop antipathique à ces attaques contre la renaissance et le paganisme moderne. J'ai dit quelle loi étroite et sévère il faisait à la science, à l'art, à la littérature séculière. Cet Anglo-Saxon d'Amérique n'est pas autrement fanatique de Cicéron et d'Homère; ce philosophe des Etats-Unis n'a pas un extrême souci, tant s'en faut, de Descartes et des autres philosophes de l'Europe moderne. Mais ce qui le blesse et ce qui le fait rester en dehors de cette double attaque dirigée en France contre l'enseignement littéraire et contre l'enseignement philosophique des derniers siècles, c'est le peu de compte qu'elle lui semble tenir des approbations passées de l'Eglise, et le peu de respect qu'elle lui semble avoir pour les admonestations présentes de l'épiscopat. (Avril 1853, tome VII, pag. 262 et suiv.) Chez lui, ce ne sont pas les idées faites d'avance, c'est purement et simplement le sentiment hiérarchique, qui tranche la question.

En somme, M. Brownson n'est pas un critique doucereux, mais ce n'est pas un critique dénigrant. Rude aux protestants qu'il a fait sortir de l'attitude agressive qu'ils occupaient fièrement, comme il a fait sortir les catholiques de leur attitude de timide apologie; rude aussi aux catholiques quand il ne les trouve pas assez catholiques; ce n'est pourtant jamais à l'homme qu'il s'attaque : il ne le connaît pas, il n'en a point de souci; il s'attaque aux idées, et il les culbute sans ménagement. Si l'homme s'offense de l'attaque faite à son idée, si

sa peau est irritable au point de ressentir ainsi la déchirure faite à son habit, n'est-ce point sa faute ? Et comme cette critique, même dans ses plus rudes contradictions, est au fond sans amertume, il ne lui en coûte pas, quand sa conscience l'en avertit, de se rétracter. Après avoir un peu promptement condamné M. Donoso Cortès sur la foi d'autrui, lorsque M. Brownson vient à lire son livre, il reconnaît son tort, et rend un hommage presque sans restriction à l'illustre écrivain. Pendant longtemps le mouvement puséiste d'Oxford ne lui a présenté aucun côté digne d'approbation. Il ne voyait là que des savants, des dignitaires, de futurs prélats de l'anglicanisme, très-protestants au fond de l'âme, mais épris pour les vieilleries du moyen-âge d'une curiosité d'artistes ou d'archéologues qui ne pouvait conduire qu'à un catholicisme artistique ou archéologique, très-conciliable avec la perruque de l'évêque anglican. L'Essai du P. Newman sur le développement du dogme chrétien, écrit à la veille de sa conversion, et traité par nos feuilles catholiques comme un livre tout catholique, avait paru à M. Brownson entaché d'hétérodoxie. Protestant converti lui-même, mais converti par une tout autre voie, il n'avait pas confiance en ces sentiers nouveaux que d'autres prenaient pour arriver à la vérité. Mais quand il a vu encombré de néophytes le pont qui mène d'Oxford à Rome, tant d'illustres conversions lui ont ouvert les yeux. Il a compris que, si l'intelligence de l'homme aime à marcher dans une voie unique, Dieu sait tracer aux différents esprits des voies différentes ; il n'a pas sans doute complétement accepté toutes les idées du livre qu'écrivait le P. Newman, protestant encore ; mais il a rendu une tout autre affection et une tout autre sympathie à l'homme même, à ses disciples et à l'école d'où ils sortaient. (*Voyez* octobre 1854, pag. 525.)

Il nous resterait quelques mots à dire sur l'attitude de M. Brownson dans les affaires américaines, et à montrer dans la sphère politique toute son indépendance vis-à-vis des hommes et toute sa soumission vis-à-vis de l'Eglise. Certes, M. Brownson n'est pas de ceux qui méprisent systématiquement les pouvoirs humains. Il les subordonne très-hautement à l'Eglise ; mais lui-même se subordonne à eux. Américain de la vieille roche (*an old foggy*), disciple de l'école républicaine mais purement républicaine, de Washington, il repousse aussi hardiment qu'on le ferait de ce côté ci de l'Atlantique toutes les doctrines qui enseignent le mépris systématique du pouvoir. Il aime la nation souveraine constitutionnellement et dans les formes légales ; il n'aime pas la populace souveraine dans les rues, comme elle l'a été plus d'une fois aux Etats-Unis. Il accepte la souveraineté du peuple, non la souveraineté du *mob*. Tandis que le *mob* obtient trop souvent de la presse des respects et des adulations que Louis XIV n'a pas obte-

nus, qu'on baise ses pieds sanglants le lendemain d'une émeute, qu'on admet que sa volonté est la règle suprême de la justice, M. Brownson proteste. Il n'y a pas une des iniquités du peuple américain qu'il n'ait combattue. Il a blâmé la guerre du Mexique, il a flétri du nom de piraterie les expéditions de Cuba; il a protesté contre les sympathies pour les révolutionnaires européens; il a, dans une série d'articles excellents, dissipé, autant qu'il se pouvait faire, les illusions que Kossuth avait répandues sur cette Hongrie aristocratique, despotique, féodale, que le peuple américain embrassait et embrasse encore comme un type de la liberté et de l'égalité républicaine au XIXe siècle.

M. Brownson ne s'est pas montré moins indépendant et moins lui-même dans la question des *know-notings*. On sait ce qui s'est passé dans l'Amérique du Nord. Il en a été de cette république comme de toutes les républiques anciennes ou modernes. Le droit de cité, plus précieux là puisque c'est le droit de gouverner le pays, y est devenu l'objet d'une surveillance jalouse. Après avoir ouvert largement aux étrangers les portes de la république naissante, on a eu peur; on a trouvé l'hospitalité trop libérale, les hôtes trop nombreux; on s'est cru près de périr, près de laisser sa nationalité, son idiome, sa foi religieuse s'absorber dans les nationalités, les langues, les religions venues du dehors. C'est l'histoire des cités grecques, toujours méfiantes des *métèques* (les étrangers domiciliés), toujours opposant à l'accroissement de la cité d'orgueilleuses et despotiques précautions. C'est l'histoire de Rome refusant aux alliés le droit de cité, et ne se le laissant arracher qu'après des années de guerre. Ce sont les républiques suisses; c'est Genève avec ses *représentants* et ses *natifs*, ses vieux citoyens et ses nouveaux, l'orgueil et la jalousie des uns, l'ambition et l'envahissement des autres. Partout où le peuple a été souverain, le peuple a été bientôt pris de la peur de s'accroître; il a craint de voir se diviser à l'infini cette fraction de souveraineté allouée à chacun de ses membres. Aux États-Unis, d'autres motifs de défiance et d'antipathie se sont ajoutés à ces éternelles défiances populaires; les États-Unis ont eu peur de s'augmenter, eux Anglo-Saxons, d'un trop grand nombre d'Irlandais ou d'Espagnols, eux protestants d'un trop grand nombre de catholiques. L'acquisition déjà ancienne de la Louisiane, l'acquisition récente de la Californie, colonies françaises ou espagnoles, ont fait voir, dans je ne sais quel fantastique avenir, une Amérique tout espagnole, toute française, toute catholique. Cette question de droits politiques est devenue une question de race, surtout une question de religion.

On sait que, sous ces impressions au moins exagérées, s'est formée une association secrète, nombreuse et en même temps armée; une

franc-maçonnerie anglo-saxonne et protestante, soulevant contre les celtes et contre les catholiques les harangues des *meetings*, les diatribes de la presse, les tumultes de la place et les coups de fusil de la rue; puis, se réfugiant dans son obscurité et son instinct corrompu, et répondant à toutes les questions : *I know nothing*, je ne sais rien. Cette réponse, dictée par les chefs de l'association à tous ses membres, pour être opposée à quelque interrogation que ce fût, cette réponse est devenue le nom de la société: et cette société, anti-catholique encore plus qu'anti-celtique, protestante plus qu'américaine, a incontestablement fait courir de grands dangers à l'Eglise catholique des Etats-Unis.

Dans cette lutte, la situation de M. Brownson est curieuse. Le parti des *Know-nothings* avait un caractère tumultueux et anti-catholique qui le repoussait au premier abord. Mais il était bien profondément Américain. Mais il remarquait que depuis 1849 l'émigration, qui jusque là avait apporté d'utiles recrues à l'Eglise catholique, ne lui apportait plus guère que les débris des insurrections socialistes vaincues en Europe. Mais il voyait ces Irlandais, que depuis quelques années la misère de leur pays amenait à émigrer dans des proportions inouïes jusque là et qui du reste ont sauvé l'Irlande, arriver souvent aux Etats-Unis dépaysés, sans appui, sans asile, souvent éloignés des secours et de la direction du clergé sur lequel l'Irlandais compte trop absolument; dans cette situation il les voyait souvent faillir, apporter aux partis révolutionnaires des recrues trop bien préparées par les amertumes de leur patrie, apporter même au parti éternel et universel des malfaiteurs, des recrues préparées aussi par l'abandon et la misère; souvent même ne pas demeurer fidèles catholiques, et, isolés, séparés du clergé, mal instruits de leur foi, entourés des séductions protestantes, finir par apostasier. On pourrait compter par millions, disait dans les *Annales de la Propagation de la Foi* un vénérable évêque des Etats Unis, on pourrait compter par millions les émigrés ou descendants d'émigrés, à la seconde ou à la troisième génération, qui ont abandonné leur foi. Enfin, M. Brownson reprochait aux Irlandais émigrants de ne pas s'identifier assez à leur nouvelle patrie, de rester Irlandais et exclusivement Irlandais, Irlandais avec orgueil, se faisant gloire d'être celtes et méprisant tout ce qui est saxon, et par-dessus tout de confondre le catholicisme et l'*irlandisme*, de faire de la foi orthodoxe la propriété de la race celte, de fermer presque aux Saxons les portes de l'Eglise, s'ils ne reniaient la race saxonne.

Dans cette situation, on comprend que M. Brownson a eu des luttes très-vives à soutenir. Il ne pouvait d'un côté soutenir les *know-nothings*; il ne pouvait ne pas leur reprocher et leur nationalisme étroit et exclusif, et leur esprit anti-catholique, et leurs allures vio-

lentes, et leur parenté avec tous les partis révolutionnaires, et leur triste caractère, leur caractère toujours inexcusable de société secrète. D'un autre côté, il trouvait dans les rangs des catholiques irlandais des passions injustes, des répulsions et des rancunes anti-américaines, avec lesquelles il ne pouvait sympathiser. Il fallait qu'il luttât contre les uns et contre les autres. De part et d'autre on l'attaquait, et on l'attaquait avec violence. Les uns l'appelaient faux américain et les autres faux catholique. On le reniait comme citoyen et on le reniait comme co religionnaire. Nous n'avons pas à juger ici la justesse de la situation qu'il a prise, mais il est incontestable qu'il l'a soutenue avec une grande fermeté et sans jamais se départir de ce sentiment national qui l'honore, et du catholicisme qui chez lui passe toujours avant tout le reste.

Cependant la lumière se fait et la crise s'adoucit. A mesure que le caractère désordonné des *know-nothings* se manifeste, M. Brownson se sent plus rapproché de ceux qu'il attaquait. Les différences d'opinion et de nationalité s'effacent, quand le grand bien commun, la foi, est en butte aux attaques d'un commun ennemi. M. Brownson, qui auparavant n'était pas éloigné d'appuyer des mesures destinées à rendre la naturalisation moins facile et la situation des naturalisés moins favorable, voit la persécution qui s'approche, et alors ne peut plus être autre chose que catholique. Dans les derniers numéros de sa Revue que nous avons pu lire (janvier 1854), plus rien ne le séparait des catholiques irlandais; il n'avait plus que pitié pour leurs souffrances, et comme catholiques et comme étrangers; il n'avait plus que sympathie pour leurs dangers; il pressentait, et il le dit plusieurs fois, la persécution prête à éclater; il l'envisageait avec sang-froid, avec résignation, et surtout avec une bonne espérance.

D'un autre côté, averti des imprudences et des dangers de sa situation, l'*Irlandisme* américain se rapprochait de ce rude mais amical censeur. Il comprenait que, transporté d'un côté à l'autre de l'Atlantique et sauvé de la faim par ce voyage, il devait se résigner à laisser de l'autre côté des mers un peu de son amour-propre et de ses prédilections nationales. Il lui suffisait d'en avoir apporté la foi. Il hésite moins maintenant à adopter cette patrie nouvelle, plus douce après tout et plus libérale que la patrie qu'il a quittée; il commence à être un peu moins celte au milieu des Saxons, et à presser la main de ces catholiques d'une autre race qui l'accueillent en Amérique, et même de ceux-là d'entre les protestants qui respectent ses droits et les protégent. Le *Know-nothingisme* aura donc eu peut-être pour effet de nationaliser, plus sérieusement et plus profondément qu'elle ne s'y était naturalisée jusque là, la race celtique aux États-Unis.

Du reste, le *Know-nothingisme* semble se perdre par sa violence

même. Il commençait déjà la persécution, la faisant comme elle peut se faire aux Etats-Unis, par la voie de l'agitation populaire. Il insultait les prêtres, il attaquait et même il a démoli quelques églises; des meurtres étaient commis; enfin, un couvent a été assiégé par quelques milliers de conjurés, jaloux de renouveler, après bien des années, les tristes scènes de Charlestown. Mais à cette époque, et l'incendie du couvent de Charlestown, et bien d'autres violences contre les catholiques, n'ont servi qu'à amener un mouvement progressif plus marqué vers l'Église catholique. On peut espérer qu'aujourd'hui il en sera de même. Le couvent menacé a été défendu par l'énergie des catholiques et par la vigilance des autorités. Les *Know-nothings* se sont retirés sans combat. Il semble que leur force décline et que si la crise cesse, l'Église des États-Unis va se retrouver plus forte et surtout plus unie qu'auparavant.

Sur un autre point encore et qui, en un certain sens, comprend celui-ci, M. Brownson ne craint pas de heurter bien des sympathies populaires. Quand il combat le *Know-nothingisme*, il le combat sans doute comme parti spécialement anti-catholique; mais il le combat aussi comme une variété du grand fléau dont l'Amérique souffre comme l'Europe. Partout et sous quelque nom qu'il le rencontre, Abolitionistes, *Free-soilers*, Jeune Amérique, M. Brownson combat à outrance l'esprit révolutionnaire et socialiste. Pour lui, le socialisme n'est pas seulement dans l'ordre politique une révolte, c'est dans l'ordre religieux une hérésie, « l'hérésie propre de notre temps, le résumé de toutes les hérésies qui ont troublé le monde depuis Cérinthe jusqu'à nos jours. » (Janvier 1849, p. 15.)

Ce qui me frappe principalement dans cette lutte que M. Brownson soutient contre le socialisme, c'est le caractère particulier que revêt ce parti dans la société américaine. Il est surtout anti-juridique. Dans la société anglo-saxonne, comme dans la société romaine, la famille est fortement et presque despotiquement constituée. C'est cette force de la famille qui fait la force de l'Etat; elle seule rend possible la liberté politique, qui au fond n'a été glorieuse, salutaire, praticable, parmi les grandes nations, que pour la race romaine dans l'antiquité et la race anglo-saxonne dans les temps modernes. Le droit de testament absolu; la puissance paternelle rigoureuse et sévère; la femme sujette de son mari (*in manu*, disaient les Romains), ne faisant qu'un avec lui, et le couple uni en mariage ne constituant qu'une seule personne légale; la femme dépouillée de toute propriété, au moins de toute propriété mobilière (*property*) distincte de celle de son mari : telles sont les bases du droit civil de l'Angleterre que les émigrés du XVIIe et du XVIIIe siècle ont porté en Amérique et qui y demeure. L'Amérique est toujours régie par la loi coutumière

(*common-law*) de l'Angleterre, loi que n'a votée aucun parlement, qui n'a été discutée dans aucun congrès, dont il n'existe même pas, comme de nos anciennes coutumes françaises, une rédaction officielle, mais qui, écrite dans les souvenirs communs de la nation, et certifiée par les précédents juridiques, trouve au contraire sa force dans cette absence de promulgation officielle. Nos enfants verront un jour ce qu'il adviendra des codes votés législativement; et encore faut-il observer que notre Code civil n'est, grâce à Dieu, autre chose que la coutume séculaire, amenée à l'unité, résumée et rédigée. La loi non écrite a certainement une force de durée que la loi écrite ne saurait avoir : celle-ci se défait comme elle se fait, par un caprice du souverain ou par le caprice, souvent moins explicable, des assemblées populaires : celle-là, déposée non sur le papier, mais dans les traditions de ceux qui la pratiquent, est, au lieu d'une lettre morte, une lettre vivante; le corps judiciaire, qui la maintient par ses précédents, se l'identifie à lui-même; elle fait partie de sa vie; elle vit, elle est homme en lui.

Aussi l'esprit révolutionnaire a-t-il dû s'attaquer violemment à cette loi. L'esprit révolutionnaire et socialiste chez nous est administratif. Il trouve dans les traditions absolutistes de l'ancienne monarchie et de la révolution un terrain commode où se placer. Il n'aura besoin que d'élargir plus ou moins les droits de l'État tels que l'État les a souvent compris, que de renouveler, d'une manière plus efficace et plus pratique, les prétentions de Louis XIV en fait de droit sur les personnes et de droit sur les propriétés; que de mettre en fait ce qui a été mis plus d'une fois en principe. En Amérique, le socialisme ne rencontre pas les mêmes points d'appui; la tradition despotique lui manque; le droit de liberté personnelle et le droit de propriété sont choses au-dessus desquelles nul pouvoir politique n'a prétendu se placer, et qui sont demeurées sous la garde jalouse de la *loi commune* et de la puissance judiciaire. C'est donc contre la loi commune et la puissance judiciaire qu'il s'agit de lancer les pouvoirs politiques. On l'a fait; on a tâché d'ébranler l'édifice du droit civil anglo-saxon. L'agitation politique, que l'on excite si facilement et que l'on fait si facilement dévier, a été dirigée dans ce sens.

Elle s'est attaquée nettement au droit de propriété. Il y a eu une agitation *anti-rentiste*, tendant à dispenser le fermier de payer ses fermages, le locataire ses loyers; ç'a été, à certaines époques, la tendance avouée des orateurs, des meetings, des émotions populaires, au moins dans une partie de l'Union. On a vu de vastes territoires éloignés des villes, abrités par là contre l'action de la force publique, refuser en masse les fermages qu'ils devaient à des propriétaires longtemps oubliés, résister à des arrêts judiciaires multipliés, forcer les propriétaires, dans ce pays qui ne pèche point par la surabondance

des gendarmes, à lever, pour la perception de leurs revenus, de véritables armées de 1000 ou 1500 hommes, et les fermiers récalcitrants soutenir la guerre contre ces armées. Cette hostilité contre la *rente* rappelle et a devancé M. Proudhon.

En même temps, l'agitation s'est attaquée au droit de la famille. On a voulu commencer par l'émancipation de la femme : on a réclamé pour elle une personnalité et un droit de propriété distinct de celui de son mari. L'État de New-York a accepté ce principe et a passé un bill que le célèbre écrivain américain Cooper appelle la loi de la tasse et de la soucoupe (*cup and saucer law*), en vertu de laquelle le mari doit compte à sa femme de toute la propriété mobilière qu'elle lui a apportée. M. Brownson déplore cette invasion du pouvoir législatif dans les matières de droit civil. Il établit, ce qui me semble d'une grande sagesse, qu'aux pouvoirs politiques appartiennent les matières politiques, le côté variable, superficiel, et, pour dire le vrai, secondaire de la vie d'une nation. Mais le droit de propriété et le droit de famille, qui est la partie permanente, intime, principale de la vie d'une nation, faut-il, dans les gouvernements populaires surtout, les livrer aux agitations des clubs, aux caprices des *meetings*, à la mobilité des assemblées ?

Enfin l'agitation socialiste s'est attaquée et devait s'attaquer au pouvoir judiciaire. Le pouvoir judiciaire est, aux États-Unis comme en Angleterre, un des points d'appui de la nation contre l'instabilité propre au gouvernement populaire. La tradition judiciaire est là presque comme une langue sacrée, un enseignement mystique, qui passe de juge en juge et d'avocat en avocat, et auquel les profanes n'ont pas accès. N'est pas juge qui veut dans un pays où le droit parle un idiome à part, se complique de mille traditions plus salutaires que rationnelles, et ne s'établit que par des précédents multiples et obscurs, cachés au fond des bouquins. Il y a donc dans l'ordre judiciaire anglo-saxon un grand principe défensif, un grand contrepoids aux agitations et aux instabilités de la vie constitutionnelle : c'est une force impartiale, désintéressée dans les questions quotidiennes, respectable et généralement respectée. Aussi le socialisme ne manque-t-il pas de s'attaquer à elle. Le renouvellement fréquent de la judicature, la réduction des salaires qui appelle naturellement à ces fonctions des hommes d'éducation inférieure, l'élection des juges dirigée dans un sens de plus en plus populaire, c'est-à-dire en sens inverse des lumières, de l'éducation et de la science ; en un mot, l'ordre judiciaire envahi par une démocratie de moins en moins lettrée ; telle est sa tendance qui ne laisse pas de loin en loin que de réussir. Il y a donc une triple attaque contre la propriété, contre le droit de famille, contre l'ordre judiciaire qui les protége.

Qu'en adviendra-t-il ? La nation américaine, cette dernière venue

de la civilisation chrétienne, est-elle destinée à nous faire voir de grandes choses ou de grandes ruines? Qui peut le dire? Ce qui est certain, c'est que les gouvernements populaires marchent aujourd'hui dans une voie bien difficile. En thèse générale, les nations ne sont point faites pour se gouverner elles-mêmes; quand elles l'ont fait et qu'elles l'ont fait avec succès, ç'a été à mes yeux un miracle, un miracle glorieux et fécond en utiles conséquences, mais un miracle. Qu'un homme ou un petit nombre d'hommes se préserve des idées fausses et des mauvaises passions, assez pour gouverner tolérablement un pays, c'est déjà une grande grâce de Dieu ; mais que tout un pays s'en préserve, c'est une grâce bien plus grande encore. Aujourd'hui, où le progrès même de certaines choses ouvre la porte à l'ignorance et à la méconnaissance de tant d'autres, où l'homme court si fort risque de s'infatuer de lui-même, combien ce danger est plus grand pour les peuples! Nous sommes déjà assez portés à être orgueilleux pour notre propre compte; mais être orgueilleux pour le compte de notre famille, de notre nation, de l'humanité, cela nous semble presque une vertu. Il faut cependant résister à cette vertu; il faut, pour que les sociétés vivent, qu'elles sachent être humbles non-seulement d'une humilité personnelle, mais même, jusqu'à un certain point, d'une humilité commune et nationale. Pour vivre et pour vivre de la vie constitutionnelle, et plus encore pour vivre avec une démocratie constitutionnelle, il faut aux nations une grande dose de christianisme, de christianisme pratique et de christianisme légitime, c'est-à-dire de catholicisme. Faut-il l'espérer pour les Etats-Unis? M. Brownson le sait peut-être.

Mais nous ne voulons pas trop nous arrêter sur ces questions transatlantiques. M. Brownson connaît certes l'Europe infiniment mieux que nous ne connaissons l'Amérique, et cependant, dans les affaires spécialement européennes, nous voyons parfois une certaine connaissance du sol lui faire défaut. Quoi qu'il en soit, il y a une puissance remarquable d'intelligence et de raisonnement dans cet écrivain qui, depuis onze ans, presque sans collaborateurs, poursuit son œuvre et la tient plus au courant des événements et des idées que ne l'est en France aucune publication pareille. Pas un écrivain de quelque importance, pas une tendance un peu notable de l'opinion en Amérique, pas une secousse révolutionnaire en Europe, pas un livre réellement intéressant au point de vue de l'Eglise, écrit pour elle ou contre elle, n'a passé inaperçu dans ce recueil. Les opinions peuvent être extrêmes, peuvent être parodoxales en certaines choses; nous savons par leur hardiesse même qu'elles sont sincères; nous savons par le témoignage favorable qu'ont rendu à l'auteur les évêques des Etats-Unis rassemblés en concile, qu'elles sont demeu-

rées dans le cercle de l'orthodoxie, et qu'elles ont tout le mérite de leur zèle. Sans doute, cette revue de toutes choses, écrite éternellement par une même main, fatiguerait à la fin un lecteur français; il souhaiterait à l'auteur moins d'universalité et plus de collaborateurs. Le lecteur anglais, d'un côté ou de l'autre de l'Atlantique, est plus sérieux, et accepte le style d'un écrivain comme il accepte le visage d'un ami, toujours aimable bien qu'il ne change pas.

Quant à nous, si M. Brownson doit nous apprendre quelque chose, c'est surtout, ce me semble, à garder la délimitation exacte entre nos idées personnelles et les idées communes de l'Eglise. Je l'ai déjà remarqué, personne mieux que lui ne dégage la pensée, le dogme catholique, net et franc, de toutes les opinions, de toutes les propensions personnelles, nationales, scientifiques, qui peuvent avoir la prétention de s'y adjoindre. Nous, au contraire, que nous arrive-t-il trop souvent? Dans notre zèle pour la foi, nous avons trouvé, il n'est personne de nous qui n'ait trouvé, des systèmes philosophiques, scientifiques, historiques, politiques, littéraires, artistiques, qui venaient, pensions-nous, merveilleusement au secours de la foi, et qui s'harmonisaient avec elle d'une manière si complète, qu'ils nous semblaient participer de sa vérité, de son autorité, de son inviolabilité. Aussi, quand on est venu attaquer nos systèmes, nous démontrer que notre philosophie n'avait pas le sens commun, que nos idées historiques étaient forgées à la hâte, que nos théories scientifiques étaient hasardées, que notre politique était démentie par les événements, nous avons crié qu'on attaquait la foi. Pour peu qu'on approche le rasoir de notre menton pour raccourcir notre barbe, nous crions qu'on écorche l'Eglise. Nous avons ajouté à l'édifice de magnifiques pendentifs, absolument nécessaires trouvions-nous, pour compléter le monument : quand un autre architecte les trouve de mauvais goût et les fait disparaître, nous déclarons que l'on mutile le monument. Soyons moins absolus. Ne mêlons pas à la foi, que les disputes ne doivent pas atteindre, les questions qui ont été livrées à la dispute des hommes. J'en reviens toujours à ce mot des Livres saints : Dieu a fait l'homme droit, mais c'est lui qui s'est embarrassé de questions innombrables.

FRANZ DE CHAMPAGNY.



L'ÉGLISE ET LA RAISON.

Le 11 juin 1855, la Congrégation de l'Index a formulé et approuvé quatre propositions doctrinales, sur les forces et les limites de la raison. Le 15 juin, elles ont été confirmées par Sa Sainteté.

Mgr l'Archevêque de Paris les a fait connaître à son clergé par une lettre du 12 décembre, ainsi conçue :

MESSIEURS ET CHERS COOPÉRATEURS,

« Nous avons reçu dernièrement, de la part du Saint-Siége, communication de quatre propositions doctrinales, qui ont été formulées et approuvées dans le sein de la Congrégation de l'*Index*. Nous accomplissons un devoir en vous les faisant connaître, parce qu'elles se rapportent à des écrits qui ont paru, et à des controverses qui se sont élevées principalement dans notre Diocèse. Voici ces quatre propositions[1] :

I.

Etsi Fides sit supra Rationem, nulla tamen vera dissensio, nullum dissidium inter ipsas inveniri unquam potest, cùm ambæ ab uno eodemque immutabili veritatis fonte — Deo optimo maximo — oriantur, atque ita sibi mutuam opem ferant.

I.

Bien que la Foi soit au-dessus de la Raison, jamais néanmoins aucune opposition réelle, aucun désaccord ne pourront se trouver entre elles, puisque elles émanent toutes deux d'une seule et même source immuable de vérité, qui est Dieu, le Dieu infiniment grand, infiniment bon, et qu'ainsi elles se prêtent un mutuel appui.

II.

Ratiocinatio Dei existentiam, animæ spiritualitatem, hominis libertatem, cum certitudine probare potest.

II.

Le Raisonnement peut, avec certitude, prouver l'existence de Dieu, la spiritualité de l'âme, la liberté de l'homme.

[1] Nous nous permettons de joindre en regard une traduction. Dans un premier article (*Correspondant*, octobre 1855), le texte avait été involontairement indiqué d'une manière inexacte; il importait d'en donner la teneur officielle.

Fides posterior est Revelatione, proindeque ad probandam Dei existentiam contra atheum, ad probandum animæ rationalis spiritualitatem ac libertatem contra *naturalismi* ac *fatalismi* sectatorem, allegari convenienter nequit.

La Foi présuppose la Révélation, et par conséquent, pour prouver l'existence de Dieu contre un athée, la spiritualité et la liberté de l'âme contre un matérialiste ou un fataliste, on ne peut convenablement alléguer la Foi.

III.

Rationis usus Fidem præcedit, et ad eam hominem, ope Revelationis et Gratiæ, conducit.

III.

L'usage de la Raison précède la Foi, *à laquelle il conduit* à l'aide de la Révélation et de la Grâce.

IV.

Methodus quâ usi sunt D. Thomas, D. Bonaventura et alii post ipsos Scholastici, non ad *rationalismum* ducit, neque causa fuit cur apud scholas hodiernas philosophiæ in *naturalismum* et *pantheismum* impingeret. Proinde non licet in crimen Doctoribus et magistris illis vertere, quod methodum hanc, præsertim approbante vel saltem tacente Ecclesiâ, usurpaverint.

IV.

La méthode suivie par S. Thomas, S. Bonaventure et les autres Scolastiques, ne conduit pas au *rationalisme*; elle n'est point non plus la cause qui a fait tomber dans le *naturalisme* et le *panthéisme* les écoles de philosophie contemporaines. En conséquence, il n'est point permis de faire un crime à ces saints Docteurs et aux maîtres qui les ont suivis, d'avoir employé cette méthode, avec l'approbation surtout ou du moins dans le silence de l'Eglise.

» Vous le voyez, Messieurs et chers Coopérateurs, ces propositions sont dirigées contre ce système nouveau, qui s'appelle *traditionalisme*, et qui tend à enlever à la raison humaine toute sa force.

» Nous avons vu, avec une très-grande consolation, ceux qui étaient accusés de professer parmi nous des doctrines semblables, laissant de côté tout amour-propre philosophique, et s'inspirant uniquement de leurs vrais sentiments de fidélité et de dévouement au Saint-Siége, souscrire franchement et sans aucun délai aux quatre propositions, envoyées de Rome à leur signature.

» Rome, dans ces propositions qui, émanant d'elle, ont pour tous les Catholiques une si grande autorité, vient de tracer, dans les régions élevées de la foi et de la raison, un lumineux sillon. Elle montre sagement le chemin entre deux excès. Elle pose des bornes, et signale les abîmes dans lesquels entraînent soit l'orgueil soit la négation de la raison.

» L'erreur n'est donc le plus souvent, comme on l'a dit, qu'une exagération et un abus de la vérité.

» Il y a une philosophie de ce siècle que l'orgueil emporte dans les plus déplorables écarts. Elle méprise la foi, elle exalte la raison outre mesure. L'homme est déifié. Ce n'est plus cette créature faible et blessée, qui a besoin d'une main rédemptrice pour se relever et

arriver à sa fin; c'est un être demeuré intègre dans sa nature, qui se suffit et dont les lumières propres n'ont rien à emprunter aux lumières surnaturelles. Le Souverain Pontife, vous le savez, a déploré les égarements de cette philosophie, dans son allocution du 9 décembre 1854.

» Mais les excès des rationalistes, quelque funestes et répandus qu'ils soient, n'autorisent pas les enfants de l'Église à se jeter dans d'autres excès. Il ne faut pas plus nier la raison que la foi. Dieu nous élève à lui en se servant de nous, de notre nature et de notre raison. C'est ce que disent les propositions d'aujourd'hui, c'est ce que dit aussi l'enseignement catholique de tous les siècles.

» Voyez, dans la grande controverse pélagienne, comme l'Église a su tenir la voie mitoyenne, d'un pas ferme et sûr, entre le naturel et le surnaturel, entre la liberté et la grâce, entre la force de l'homme et l'action de Dieu. Elle n'a pas plus souffert qu'on niât la grâce de Dieu que le libre arbitre de l'homme. De même aujourd'hui, elle a de solennels avertissements, et pour ceux qui exaltent trop la raison humaine, et pour ceux qui semblent vouloir l'anéantir.

» C'est ainsi que l'Église se montre, dans tous les siècles, la colonne de la vérité. Suivons toujours avec docilité et amour ses enseignements. Estimons-nous heureux d'avoir au milieu de nous ce phare brillant, cette lumière du monde, pour dissiper nos doutes et éclairer nos pas.

» Recevez, Messieurs et chers coopérateurs, l'assurance de mon bien affectueux attachement.

» † Marie-Dominique-Auguste,
» *Archevêque de Paris.* »

A ces lumineuses propositions, à ce noble commentaire, il ne serait ni convenable ni utile d'ajouter une dissertation étendue.

Aussi bien, on disait, il y a cinquante ans :

..... Qui nous délivrera des Grecs et des Romains?

Je crains bien, mon ami, que plus d'un lecteur ne répète aujourd'hui : Qui nous délivrera des traditionalistes et des rationalistes! Mais il n'est pas inutile de ramener la question à des termes très-simples, très-brefs et très familiers, comme le comporte une lettre.

C'est déjà par une lettre que M. de Broglie avait si heureusement éclairé ce débat (*Correspondant*, 25 novembre 1854). Tâchons de le résumer, et puissions-nous le clore!

Les extrêmes provoquent les extrêmes. — *Beaucoup* avaient dit : La Raison est tout. — *Quelques-uns* ont répondu : La Raison n'est rien.

Là-dessus on pourrait disputer longtemps sans s'écouter les uns les autres, comme il arrive presque toujours.

Heureusement l'on a parlé, la cause est finie : La Raison est quelque chose, mais elle n'est pas tout.

La presse anti-chrétienne a été un moment déconcertée par tant de sagesse et de mesure. Mais bientôt il n'a pas tenu à elle de faire accroire que c'était là une doctrine nouvelle dans l'Église, une concession quelque peu tardive que la tradition vaincue faisait à l'esprit moderne.

La presse en question ne ferait pas mal d'étudier la tradition : il n'est jamais superflu de savoir un peu les choses dont on parle. N'eût-on fait qu'ouvrir les théologies *classiques,* celles qui servent, par exemple, à l'enseignement journalier des élèves du collége romain, l'on y aurait trouvé à l'état de doctrine consacrée (j'ai presque dit *rebattue*) ce qu'on affecte de signaler comme nouveau [1].

Un journal, entre autres, n'a pas craint de dire que les quatre propositions romaines eussent fort étonné saint Augustin. Ce journal ne peut être fâché d'apprendre que saint Augustin est précisément l'un des Pères de l'Église qui ont le plus aimé le légitime usage de l'intelligence. C'est saint Augustin qui a dit : « Aimez singulièrement à comprendre, *intellectum valde ama.* » C'est le même saint Augustin qui a dit encore : « Je convie ta foi à chérir l'intelligence; ce que tient fermement cette foi, apprends à le voir aussi par la lumière rationnelle : *Fidem tuam ad amorem intelligentiæ cohortor, ut quod fidei firmitate jam tenes, etiam Rationis luce conspicias* [2]. »

Non que le saint Docteur entende restreindre à ce que peut comprendre la raison individuelle, la foi de chacun dans les vérités révélées. (Apparemment le fini ne saurait être la mesure de l'Infini et les limites de l'intelligence ne peuvent être celles de la foi; autrement, combien peu croiraient légitimement à la spiritualité de l'âme, par exemple !) — Mais de ce que l'homme ne peut atteindre la notion adéquate de *tout* ce qu'il croit, s'ensuit-il que ce ne soit point « pour l'âme, une joie merveilleuse de comprendre, au moins en partie, ce qu'elle croit déjà d'une foi parfaite [3]? »

Tout le moyen âge est dans cette voie.

[1] Voir le P. Perrone, ii, 1261, 1308, et tout son traité *De analogiâ Fidei et Rationis.*

[2] Et ailleurs : Craignons de tomber dans une telle haine ou une telle défiance de la Raison que nous n'en venions à douter de l'évidence même : *Metus est ne in tantum odium vel timorem Rationis incidamus, ut ne ipsi quidem perspicuæ veritati fides habenda videatur* (De Magistro). — C'est ce qui est arrivé à l'auteur de l'*Essai sur l'Indifférence.*

[3] *Miro enim modo anima delectatur in intelligendo quod perfectâ fide credit* (S. Bonaventura, in libr. I *Sentent.* — Proœm. 2).

Écoutez saint Bonaventure :

« Le procédé *par voie de raisonnement* ou d'enquête sert à l'avancement de la Foi, et cela de trois manières, selon qu'on s'adresse aux trois genres d'hommes que je vais dire :

» Il y a les adversaires de la Foi,
Les faibles dans la Foi,
Les parfaits dans la Foi.

» Eh bien ! la voie d'enquête rationnelle sert :
1° à confondre les adversaires,
2° à fortifier les faibles,
3° à réjouir les forts.

» *Elle fortifie les faibles* ; et en effet, s'ils voyaient les motifs de crédibilité faire défaut à leur foi et les raisons contraires se multiplier, aucun d'eux ne resterait chrétien [1]. »

Ainsi parlait, sous saint Louis, un des princes de la théologie scolastique, un Docteur de l'Église, un Saint. Est-ce que saint Bonaventure songeait à faire des concessions au *Siècle* ou à la *Presse?*

— Mais peut-être était-ce là une exception?

— Demandez-le à saint Anselme qui, au siècle de la première Croisade, écrivait pour ses moines le *Monologion*, cet écrit prodigieux où le saint Docteur raisonne de Dieu et de la Trinité, abstraction faite de de toute autre lumière que celle de l'intelligence humaine. Demandez à saint Thomas, qui a composé la *Somme contre les Gentils*, où, destitué de l'autorité de l'Écriture-Sainte, il ne prend son point d'appui, lui aussi, que dans la raison. Demandez au Catéchisme romain, qui, développant et canonisant la doctrine de saint Thomas, proclamait, il y a trois siècles, que « telle est la nature de l'intelligence humaine que, par elle-même (*ipsa per se*), à force de labeur et de soin, elle peut chercher et connaître beaucoup de vérités dans l'ordre des choses divines. »

Je ne veux pas multiplier les citations; je n'en ai plus besoin, l'Église vient de parler. On vient d'entendre un livre composé par ordre du Concile de Trente, afin d'être envoyé dans l'univers entier comme le catéchisme commun de la Catholicité, un livre publié par

[1] *Modus ratiocinativus, sive inquisitivus, valet ad Fidei promotionem*, et hoc tripliciter, secundum tria genera hominum.

Quidam enim sunt Fidei adversarii. Quidam sunt in Fide infirmi. Quidam vero perfecti.

Modus inquisitivus valet :

1° Ad confundendum adversarios...

2° ... Valet ad fovendum infirmos... *Si enim infirmi viderent rationes ad Fidei probabilitatem deficere,* et ad oppositum abundare, *nullus persisteret.*

3° Valet ad delectandum perfectos.

S. Bonaventura, *loco citato.*

saint Pie V, comme « l'œuvre de l'Église universelle (*Universalis opus Ecclesiæ*). » Il est évident d'ailleurs que les quatre propositions formulées au sein de la Congrégation de l'*Index*, au mois de juin dernier, n'ont rien de nouveau, puisqu'elles se réfèrent elles-mêmes à l'enseignement de saint Thomas, de saint Bonaventure et de toute l'École, en qui l'on entend un fidèle écho de saint Augustin et de tous les Pères [1].

Veut-on maintenant la contre-partie de cette doctrine? Qu'on demande à Luther et à Calvin, ces deux *émancipateurs de l'esprit humain*, ce qu'ils pensent de la raison et du libre arbitre. Qu'on le demande à Mélanchthon, le plus modéré des *Réformateurs*. Mélanchthon répondra que c'est la philosophie qui a corrompu le Christianisme en y introduisant *le dogme impie du libre arbitre et le mot non moins désastreux de* RAISON [2]. Nous voilà bien loin des propositions romaines. Eh bien! il n'en restera pas moins avéré pour les lecteurs du *Siècle* et de la *Presse* que Luther était un esprit libéral et Léon X un *éteignoir*.

Mais, après avoir fait justice de ces ignorances passées à l'état de lieux communs, voyons, à la clarté de la doctrine catholique, dans quels termes peut se conclure cette alliance de la Raison et de la Foi dont on parle souvent et qu'on réclame de bien des côtés, sans en bien comprendre les conditions, je le crains.

Disons-le après Mgr de Poitiers : « De grandes lignes ont été tracées par la main sûre et ferme de l'Église... Ces points principaux nous suffisent. »

Le *Traditionalisme* s'est soumis. Nous voudrions que le *Rationalisme* fît de même [3]. Serait-ce trop exiger?

L'Église honore la Raison, mais elle ne l'adore point.

L'Église ne peut consentir à ce que Jésus-Christ soit supprimé, ni

[1] Ceux qui voudraient, sans de trop longues instructions, se faire quelques idées de la doctrine catholique sur ce point, peuvent recourir à S. Em. le cardinal Wiseman, *Discours sur les rapports entre la science et la religion révélée* (XIIe *Discours*).

Puisque j'ai rappelé cet ouvrage, je ne puis m'empêcher de rappeler en même temps dans quelle sphère élevée, dans quelle direction sereine et conciliante l'éminent Prélat a su maintenir la controverse catholique. Il y a là un grand enseignement et un grand exemple.

[2] Sensim irrepsit philosophia in Christianismum et receptum est *impium de libero arbitrio dogma* .. Additum est de Platonis philosophiâ *vocabulum Rationis æque perniciosissimum* (Loc. theol., ed. Aug. 1821, pag. 10).

[3] Un journal admet deux sortes de *Rationalisme* : le *rationalisme* philosophique et le *rationalisme* catholique. Bien que le mot en question soit d'origine récente, il a une acception bien déterminée, que nous tenons à maintenir. Il n'y a pas de rationalisme *catholique*. Le mot *rationalisme* a été introduit pour caractériser, non l'usage, mais l'idolâtrie de la raison.

à ce que l'homme fasse à Dieu sa part. Et en cela elle n'empiète en quoi que ce soit sur les droits de la Raison; elle ne les surfait pas, elle est dans le vrai, voilà tout.

Pascal n'exagérait en rien quand il écrivait : « Il faut savoir douter où il faut, assurer où il faut et *se soumettre où il faut;* qui ne fait ainsi n'entend pas LA FORCE de la Raison. La dernière démarche de la Raison est de reconnaître qu'il y a une infinité de choses qui la surpassent. *Elle n'est que faible* si elle ne va pas jusqu'à connaître cela. »

Le *faible* dont parle ici Pascal est devenu fort commun; mais en est-il pour cela plus raisonnable?

L'Église, encore une fois, ne ravale point l'humanité; elle la laisse à sa véritable place, aux pieds de Dieu.

Dieu a fait à la Raison l'insigne honneur de daigner s'en servir pour *conduire l'homme à la foi,* « à l'aide de la Révélation et de la Grâce. » Mais la Raison n'en demeure pas moins un simple instrument, dont la portée, et par conséquent l'usage, a ses limites.

« Je n'entends pas, dit Dieu dans Pascal, je n'entends pas que vous soumettiez votre créance à moi *sans raison,* et ne prétends pas vous assujettir avec tyrannie. — *Je ne prétends pas aussi vous rendre raison de toutes choses.* — Et, pour accorder ces contrariétés, j'entends vous faire voir CLAIREMENT, PAR DES PREUVES CONVAINCANTES, *des marques divines en moi qui vous convainquent de ce que je suis,.....* et qu'ensuite vous croyiez sûrement les choses que je vous enseigne. »

Ainsi l'homme ne traite pas avec Dieu de Majesté à Majesté. L'alliance de la Raison et de la Foi ne saurait être celle qui glorifie la pensée de l'homme à l'égal de la parole divine, la philosophie (et souvent quelle philosophie!) à l'égal de la Révélation. L'alliance ne peut consister à reconnaître la Raison et la Foi comme deux puissances indépendantes l'une de l'autre, vivant à égalité de droits et en bons rapports diplomatiques. A ceux qui disent, comme Athalie :

> Ce sont deux puissants dieux!

nous ne pouvons que répondre avec Joas :

> . . . . Il faut craindre le mien :
> LUI SEUL EST DIEU.

Nous n'achevons pas la citation.

Que serait-ce donc si, au fond, la Raison n'était pour plusieurs qu'un cri de guerre dans lequel le *moi* se cache plus ou moins mal? On a reproché à Louis XIV d'avoir dit : « L'État, c'est Moi. » Que

penser de ceux qui tous les matins se diraient à eux-mêmes : « La Raison, c'est Moi ! La vérité, c'est Moi ! »

L'Église évidemment ne peut s'associer à cette idolâtrie.

L'Église ne saurait pas davantage signer la profession de foi du Vicaire savoyard. L'Église ne sera jamais avec ceux pour lesquels il est DE FOI que *le surnaturel n'existe pas*. L'Église croit à l'indispensable nécessité d'une Révélation divine. Elle croit à la certitude de la Révélation chrétienne. Elle croit aux promesses qui Lui ont été faites à Elle-même de l'assistance d'en haut jusqu'à la consommation des siècles. Elle croit par conséquent à la suprématie de la Foi et à la sienne propre dans les choses de Foi. Elle croit à l'insuffisance radicale du Déisme, comme lumière et comme discipline, « même pour les âmes d'élite qui savent aimer et penser. »

Elle croit à l'insuffisance non moins radicale des vertus *purement naturelles* pour mériter un bonheur *surnaturel* dans l'autre vie. Elle croit tout cela, et elle ne peut renier, ni amoindrir, ni dissimuler sa foi. Les situations fausses ne sont point son fait.

Aussi, ce même Catéchisme Romain que je citais tout à l'heure en l'honneur de la Raison, n'a-t-il garde de la diviniser. « Telle est, dit-il, la nature de l'intelligence humaine, que, bien qu'elle ait pu découvrir par elle-même, *à force de labeur et de soin*, beaucoup de vérités dans l'ordre des choses divines, cependant la plus grande (et la meilleure) partie de ces vérités, — celles qui mènent au salut éternel, *fin pour laquelle Dieu* créa l'homme à son image, — la Raison ne peut les connaître par la seule lumière naturelle [1]. »

L'Église donc n'acceptera jamais ce partage léonin qui attribuerai à la Raison tout le domaine de l'intelligence, — au sein duquel l'espri de l'homme individuel ne reconnaîtrait ni limites ni supérieur, — et qui abandonnerait à la Foi ce qu'on nomme le cœur, c'est-à-dir les sentiments, les affections, toute la partie tendre et un peu fém nine de l'âme, en lui promettant même quelque pressentiment mys tique et vague de faits surnaturels.

L'alliance de la Foi et de la Raison, telle que l'Église la conçoi est à la fois plus intime, plus sérieuse et plus complète. C'est to simplement le rapport qui unit le moyen et le but.

La Raison est le *moyen* que Dieu a donné à l'homme pour arriv

[1] Ea est humanæ mentis et intelligentiæ ratio ut, cùm alia multa, quæ ad d vinarum rerum pertinent, *ipsa* PER SE, *magno adhibito labore et diligentiâ*, i vestigaverit ac cognoverit, — maximam tamen illarum partem, — quibus æter salus comparatur, cujus rei imprimis causâ homo conditus atque ad imaginem similitudinem Dei creatus est, — naturæ luminis illustrata cognoscere aut c nere nunquam potuerit (CATECH. ROM. *in principio*).

à la Foi, avec le secours de la Révélation et de la Grâce (*IIIe Proposition romaine*).

Entre le *moyen* et le *but*, il ne saurait y avoir d'opposition. Mais il ne saurait y avoir non plus ni égalité, ni indépendance; car évidemment le *moyen* n'a de valeur qu'en raison du *but*, et qu'autant que ce *but* est atteint.

La Raison qui n'aboutit pas à la Foi (*Ratio non perveniens ad finem suum*, comme parle saint Augustin), est donc un *moyen* qui a manqué le *but*, c'est-à-dire quelque chose sinon de radicalement faux ou criminel, au moins d'essentiellement incomplet et stérile.

Il est donc souverainement *raisonnable* que la Raison prenne son parti de n'être pas TOUT, et qu'elle cesse même de se poser en reine des intelligences, pour ne faire de la Foi qu'une divinité bénigne qui sert de consolation aux âmes sensibles et préside au foyer domestique.

Que surtout la Raison ne redoute point de s'avilir ou de s'amoindrir en se soumettant à l'Église.

L'Église est reine sans doute dans les choses de la Foi; mais, par-dessus tout, c'est une Mère. Pour quiconque demeure son fils, son empire est doux et son joug est léger. Ce n'est pas elle, on l'a dit avec l'Histoire, ce n'est pas elle qui a *outrageusement attaqué* l'esprit humain, ou qui l'a *petitement tracassé*. Érasme, Montaigne, Descartes, ont vu de près la Réforme, et ils ne l'ont point embrassée. n'est-ce point qu'ils se trouvaient plus à l'aise au sein de l'Église qu'ils ne l'eussent été sous la juridiction des consistoires? N'est-ce point que l'Église est restée fidèle à la triple maxime de saint Augustin : *In necessariis unitas*, IN DUBIIS LIBERTAS, *in omnibus charitas?*

Et, d'un autre côté, la Foi n'amoindrit pas la Raison; au contraire, elle lui donne des ailes. La Foi n'est pas une borne, c'est une lumière. Elle ouvre à l'intelligence, dans la région de l'*inobservable*, des perspectives d'une grandeur incomparable et d'une inénarrable beauté. « Je crois afin de comprendre, s'écriait saint Anselme; car si je ne croyais, je ne comprendrais point : *Credo ut intelligam, quia, nisi credidero, non intelligam*[1]. »

Pour nous catholiques, nous avons pleinement conscience de cette lumière supérieure au sein de la Foi, de cette liberté au milieu de l'obéissance, et ce n'est pas nous qui nous plaindrons jamais, — en présence de l'anarchie des écoles et des sectes, — d'avoir des évêques pour veiller et un Pape pour décider.

FOISSET.

[1] *Prologion*, cap. 1, *in fine*.

REVUE LITTÉRAIRE.

I.

MÉMOIRE DU VOYAGE *fait en Russie, en 1586, par Jehan Sauvage,* publié pour la première fois d'après un manuscrit de la Bibliothèque impériale par M. Louis Lacour.—1 vol. in-12. Paris, Auguste Aubry, rue Dauphine, 16.

A voir tout ce que la Russie a emprunté à la France, on serait porté à croire que les relations entre les deux pays ont été fréquentes et datent de loin. Pour qui n'en fréquenterait que les salons, Saint-Pétersbourg et Moscou pourraient en effet passer pour deux colonies françaises remplies d'émigrés de bon ton. Nos modes, nos usages, notre littérature y règnent exclusivement; notre langue y est un passeport et un brevet de naturalisation. Qui ne croirait, après cela, que les Russes et les Français sont de vieilles connaissances?

Il n'en est rien pourtant : nos rapports avec l'empire des Tsars sont d'une date relativement récente. Les Allemands, les Anglais, les Italiens eux-mêmes, bien que plus éloignés que nous, avaient visité la Russie, s'y étaient établis et y avaient fait déjà de belles fortunes, que les Français étaient encore à se demander s'il y avait là un peuple et un État. Et l'idée d'y aller voir ne prenait à personne. Les Russes, au contraire, se préoccupaient beaucoup de nous. Dès le XVIe siècle, Ivan IV le Terrible qui, dans les moments où sa fureur ne l'aveuglait pas, rêvait de grands desseins pour son pays, avait cherché à établir des rapports avec la France. L'usurpateur Godounoff, qui régna après lui et continua sa politique extérieure, envoya de jeunes boyards étudier notre langue et nos sciences. Mais les avances de ces barbares nous trouvaient très-indifférents : ni l'appât du gain, ni la curiosité ne nous poussaient vers eux. Il est vrai que nous étions en pleine guerre civile et tout à nos querelles religieuses. Une seule tentative

fut faite pour ouvrir à notre commerce une voie de ce côté, mais elle ne paraît pas avoir eu de suite. Vers la fin du règne d'Henri III (1584), un capitaine dieppois, appelé Jehan Sauvage, excité probablement par les bénéfices que réalisaient les Anglais dans les ports de la Russie, fit un voyage à Arkhangel, et, de retour de son expédition, en 1586, en écrivit une relation qui, bien que très-succincte, ne manque pas d'intérêt.

Cette relation, restée inconnue jusqu'à ce jour, vient d'être publiée avec beaucoup de soin par M. Louis Lacour, dans une élégante collection d'ouvrages curieux intitulés : *Le Trésor des pièces rares ou inédites*. L'intérêt qu'excite aujourd'hui tout ce qui concerne la Russie donne à ce petit écrit une véritable importance; ceux qui aiment à voir dans le passé des peuples ne le liront pas sans fruit. Ce n'est pas pourtant que Jehan Sauvage, qui n'était, je crois, qu'un brave marin au service de quelque armateur de Dieppe, ait eu l'intention de fournir d'autres renseignements que ceux dont le commerce pouvait avoir besoin; mais, comme il est positif et précis, il y a profit à le lire, même quand on n'a pas l'honneur d'être capitaine au long cours.

Ceux qui vont aujourd'hui en Russie par pyroscaphe ou en wagon, sauront par lui que, du temps de la Ligue, quand l'empire des Tsars ne s'avançait pas, à l'Occident, au-delà de Novgorod, il fallait, pour y arriver par mer, « partir à la fin du moys de may ou à la mi-juin pour le plus tard, et faire sa droicte route pour aller quérir le cap de North, qui est un cap qui boute bien hors en tirant vers le pauole articque et demeure par le 71e degré. » Ils apprendront aussi qu'à cette époque nul vaisseau français ne s'était montré dans ces parages : « *Item*, quand nous fûmes à l'ancre (devant Wardehuys), nostre marchand ala en terre pour parler au capitaine du chasteau et luy demander congé de passer pour aler à Saint-Nicolas; il respondit qu'il n'avoit jamais veu Françoys passer par là, et qu'il n'avoit nulle commission de nous donner congé pour aler là. Et voyant cela fallut faire présens à quelques sieurs qui parlèrent pour nous, et qui cousta environ 250 dalles, sans les présens et despens que nous y feimes, car nous y demourasmes trois jours. »

Cette disposition des *sieurs* russes à recevoir présents n'est pas nouvelle, comme on voit. Ce qui ne l'est pas non plus, c'est la capacité des estomacs du Nord pour les liqueurs fortes. « Item, quand nous fûmes entrés et que nous eûmes paié nostre coustume, les serviteurs du sieur aportèrent à monsieur Colas un grand pot de bois rouge qui tenoit plus de douze pots, qui estoit tout plein de grosse bière noire et forte plus que le vin, et falut boire tout. Et croiés que les sieurs Colas et du Réuel estoient plus faschez de tout boire que de l'argent qu'ils venoient de despenser; car il faloit vuider ceste

cruche ou bien faire de l'yvroigne pour en sortir, car telle est leur coustume. »

Jehan Sauvage donne sur les phénomènes de la nature et sur la vie des habitants dans ces contrées extrêmes de la terre des détails qui rappellent ceux que, cent ans plus tard, un autre Français, Regnard, recueillait et racontait avec une pointe d'esprit libertin qui a contribué à leur célébrité. Quand on compare les uns et les autres à ceux que donnent les voyageurs modernes, on est frappé de la triste immobilité à laquelle la rigueur du climat réduit les générations condamnées à végéter là. L'habitant du pôle nord est encore aujourd'hui ce qu'il était au temps de Regnard et de Jehan Sauvage : « Vous avez à entendre que ceulx qui s'y tiennent sont ceulx qui ont puissance d'y vivre de froment, car il n'y croist nulle chose pour vivre et qu'ils aient du pain et à boire fortement, avec force poissons qu'ilz ont et force boys pour chaufer leurs estuves, car toutes les maisons ont des estuves bien propres. Et puis leurs maisons sont dans la terre bien avant, tellement que le bétail va manger un peu d'herbe qui croist sur leurs maisons. Et quoi qu'ilz ont du bétail comme moutons et chèvres qui, en temps d'yver, ne vivent que des vieilles tripes de poisson qu'ils ont pris. *Item*, quand l'yver est venu, chacun se boute dans sa maison à faire ses affaires. Et ne vient clarté que par une fenestre de *sceu* (sic), voirre de pierre, qui est mis là au parvis de la maison. Et quand la neige vient, toutes leurs maisons sont couvertes de neige qu'il n'y a nulle apparence de maison. Et fault qu'ils facent des scentes, comme des recettes, pour aler à leur affere, comme à service, à la pescherie et austres affaires qu'ils peuvent avoir à faire. »

Ces détails sur la morne existence des habitants du cap Nord sont au surplus la seule diversion que se permet Jehan Sauvage ; il revient vite à ses renseignements commerciaux, et trace avec exactitude l'itinéraire des vaisseaux de Wardehuys à Arkhangel, notant les stations, les profondeurs, les distances, mais traitant les noms en vrai forban et les massacrant de façon qu'il est souvent impossible de les reconnaître.

Le voici cependant à l'embouchure de la *rivière divine*, comme il appelle la *Dvina*, croyant traduire et commettant le plus énorme contre sens ; car, si Dvina signifie quelque chose en russe, c'est *rapidité* et non *divinité*. Du reste, l'apparition du bâtiment français ne cause pas moins de surprise à Arkhangel qu'à Wardehuys : « Quand il sceut (le gouverneur) que nous étions Françoys, il en fut bien resjouy et dit à l'interprète qui les présentoit, qu'ilz estoient les très-bien venus. Et prit une grande coupe d'argent et la fiest emplir et falut la vuider. Et puys une et encore la revider. Puys encore la

troisième qu'il falut parachever. Et aïant fait ces trois beaux coups, on pense estre quite ; mais le plus est le dernier, car fault boire une tasse d'eau-de-vie qui est sy forte qu'on a le ventre et le gosier en feu. Quand on a beu une tasse encore n'estre pas tout ; et aïant parlé un mot avec vous, faudra encore boire à la santé de vostre roy, car vous ne l'auseriez refuser, et c'est la coutume du païs que de bien boire. »

Le commerce de la mer Blanche était alors ce qu'il est aujourd'hui. Déjà les Russes arrivaient par eau à Arkhangel, vers la fin de l'été sur de grandes gabares, et s'en retournaient au commencement de l'hiver sur « des petits chariots qui n'ont point de roues par dessoubs, dit Jehan Sauvage ; à cette fin qu'ils glissent mieux sur la glace. » Seulement ces chariots sans roues dessous ne sont plus attelés aujourd'hui de « deux grandes bestes qui se nomment zélen (élans) qui vont fort le trot et sont de petite vie, » mais par de petits chevaux qui ne vont guère moins vite et ne dépensent guère plus. On y boit moins de rasades à l'arrivée, mais on y fait plus longtemps ripaille avec les autorités inférieures. En effet, c'est généralement à l'entrée de l'hiver que les vaisseaux arrivent à Arkhangel où, rangés en ordre dans le port et saisis par la glace, ils deviennent comme autant de maisons et forment une ville de fêtes et de plaisirs ; car chaque capitaine tient table ouverte et grise régulièrement ses clients. « Les beaux jours d'Arkhangel sont précisément ceux où il n'y a plus de jour, dit un peu prétentieusement une relation russe que j'ai sous les yeux. C'est dans ces nuits de trois mois qu'il fait beau voir la reine de la mer Blanche s'agiter au dehors et au dedans à la clarté des étoiles et à celles des lampes incessamment allumées ; s'ouvrir pour les immenses convois qui versent dans ses magasins, et de là, dans les flancs des vaisseaux immobiles, les cuirs bruts, les laines, les graisses, les chanvres et les lins de la Russie ; puis répandre à flots pour ces populations à demi-gelées l'eau-de-vie qui ranime et le thé qui égaie. Ce n'est que bruit dans le port, chants dans les cabarets, festins et bals dans l'entrepont des vaisseaux étrangers. Cette vaste agitation dans le silence universel de la nature engourdie forme un contraste saisissant. Les ardents soleils, les jours sans fin de l'été viennent-ils, alors les navires s'éloignent, les convois cessent et la ville rentre dans le repos. »

A cela près, — et sauf le château en bois, « sans clou ny cheville, si bien practiqué qu'il n'y a que rodine, » lequel a fait place à une de ces forteresses colossales comme les Russes savent en élever à tous les endroits par où l'on pourrait pénétrer chez eux, — si le bon Jehan Sauvage refaisait son voyage, il trouverait peu de changement. La rigueur du climat paraît avoir tout pétrifié dans ces lieux où la vie n'apparaît que par intervalles. C'est dans cette comparaison du passé

avec le présent que gît l'attrait qu'ont, en général, les vieux récits de voyage; c'est, en particulier, ce qui donne du prix à la relation de Jehan Sauvage, simple rapport de mer écrit entre deux expéditions et d'une main plus habituée à manœuvrer la voile que la plume, mais par là même plus curieuse et plus digne de créance.

II.

ESTAT DE L'EMPIRE DE RUSSIE, *et grande duché de Moscovie,* avec ce qui s'y est passé de plus mémorable et tragique, pendant le règne de quatre Empereurs : à sçavoir depuis l'an 1590, jusque en l'an 1606, en septembre. Par le capitaine MARGERET. — Nouvelle édition précédée d'une notice biographique et bibliographique, par HENRI CHEVREUL. — Paris, L. Potier, libraire, quai Malaquais, 9.

Dans les dernières années du XVIe siècle et les premières du XVIIe, la Russie éprouva les révolutions les plus inouïes. On connaît ces événements célèbres : la famille de Rourik s'éteignant dans l'idiotisme et le sang; un usurpateur de génie montant avec résolution au trône des Tsars et mourant subitement, comme frappé de terreur, à l'apparition d'un jeune et mystérieux inconnu que la foule élève à sa place et qu'elle en précipite ensuite, à l'instigation des boyards; les faux Démétrius surgissant de partout sans lasser la fidélité crédule du peuple; la Russie aux mains des étrangers; les Polonais commandant à Moscou et les Suédois à Novgorod; l'église orthodoxe menacée au cœur et les Jésuites célébrant la messe au Kremlin; la nation éperdue demandant aux grands son salut et le recevant d'un simple artisan. Voilà les incidents principaux de ce drame curieux entre tous ceux qu'offre l'histoire. Il nous intéresse, nous Français, à d'autant plus de titres, que c'est à un de nos compatriotes qu'on en doit les principaux et les plus sûrs détails. En effet, par une singularité étrange, il se trouve que l'historien le plus immédiat et le plus désintéressé de ces étranges événements est un Français, lequel les avait vus de ses yeux et y avait été mêlé de très-près, le capitaine Margeret.

Ce capitaine Margeret, dont M. Henri Chevreul vient de rééditer la relation avec le zèle d'un amateur et le soin d'un érudit consciencieux, était un brave officier bourguignon qui, dans les guerres de la Ligue, avait pris parti pour Henri IV, dont il avait héroïquement défendu la cause, et qui, oublié peut-être par le roi pour lequel il avait combattu (sort trop fréquent de ceux qui versaient leur sang pour le Béarnais !), alla chercher fortune à l'étranger. « Il prit d'abord du service auprès du prince de Transylvanie et de l'Empereur, fort

occupés à repousser les Turcs. Ensuite, dit M. H. Chevreul, dans la curieuse notice dont il a accompagné son édition, il servit en Pologne comme capitaine d'infanterie; puis, en 1600, sur les instances de l'ambassadeur Vlasieff, il passa en Russie, et reçut du tsar Boris Godounoff le commandement d'une compagnie de cavalerie. »

A cette époque où la vie semblait déborder, où le besoin d'action était la maladie générale, où l'on se battait pour tout, il n'était pas rare qu'un soldat condamné au repos dans son pays par quelque trêve inattendue, allât offrir à un prince étranger son épée et son expérience des combats. On ne voyait rien là de déshonorant. Cette bravoure vénale qui se mettait volontiers au service de deux causes opposées et criait alternativement: *Vive le roi! vive la ligue!* ne manquait pas d'une certaine loyauté. La fidélité de telles gens était successive; ils vous quittaient, mais ne vous trahissaient pas. Que de gouvernements seraient heureux de trouver, dans nos troubles d'aujourd'hui, de pareils serviteurs!

Margeret ne manqua donc pas à l'honneur, comme on l'entendait de son temps, en prenant parti pour le faux Démétrius, après la mort de Boris. Le jeune et brillant aventurier, qui venait réclamer la couronne d'Ivan IV, avait d'ailleurs tout ce qu'il fallait pour lui plaire; il avait un bel extérieur, beaucoup d'audace et d'esprit ; il aimait les étrangers et se montrait plein d'admiration pour Henri IV, auquel Margeret, comme tous ceux qui avaient guerroyé pour la *cornette blanche*, gardait un attachement qui tenait du culte. On conçoit donc aisément qu'il ait cru à la légitimité du prétendant moscovite. « Démétrius avoit, dit-il, une éloquence qui ravissoit tous les Rus- » ses : et même reluisoit en luy une certaine maiesté, laquelle ne » se peut dire, et ne s'est veu auparavant aux grands en Russie, » beaucoup moins en un de basse qualité, comme il faudroit néces- » sairement qu'il fust, s'il n'eust esté fils de Johannès Basilius : son » entreprise aussi semble prouver son bon droit, de venir assaillir » un si grand païs, lorsqu'il estoit florissant plus que iamais, gou- » verné par un prince fin et redouté de ses subiects, et qui avoit dé- » chassé, faict mourir et exilé tous ceux desquels il se doubtoit. » Margeret ajoute que Démétrius était volontiers moqueur, qu'il aimait les lettres et n'était point superstitieux, bien qu'il observât les rites de l'Église russe. A tous ces traits, qui sont ceux du Béarnais, Margeret devait le reconnaître prince. Aussi trouvons-nous sans étonnement notre compatriote au Kremlin commandant la première compagnie des gardes de l'heureux prétendant. Il conserva ce poste et fut, jusqu'au dernier moment, dans l'intime familiarité du nouveau tsar, qui l'entretenait des réformes et des institutions qu'il méditait, et en particulier du dessein qu'il avait conçu d'aller, quand il se serait

affermi sur le trône, faire une visite au roi de France. Une émeute excitée par le boyard Chouisky mit à néant tous ces beaux projets et replongea la Russie dans une anarchie profonde.

Comment le capitaine Margeret échappa-t-il au massacre des étrangers dont celui du faux Démétrius fut le signal? Ce fut grâce à une maladie qui, l'ayant retenu au lit le jour de l'insurrection, le déroba à la fureur du peuple qui, dans le premier moment, ne l'eût point épargné s'il l'avait trouvé à son poste, car assurément le brave capitaine n'aurait point rendu son épée. Telle était, du reste, l'estime qu'on faisait de son caractère et de ses talents, que Margeret put rester six mois encore à Moscou, où non-seulement on ne l'inquiéta pas, mais où le nouveau tsar, Chouisky, lui fit toutes sortes d'instances pour l'attacher à sa personne. Mais Chouisky le conspirateur, l'assassin de Démétrius, n'était pas l'homme de Margeret. Celui-ci avait conçu pour le brillant jeune homme à la fortune duquel il s'était attaché, une admiration profonde et presque affectueuse; il croyait à son origine impériale et admirait sa noble intelligence, ses hauts sentiments, ses grandes vues. C'est une chose assez singulière que le jugement d'un simple et rude soldat ait précédé, à l'égard de ce descendant suspect de Rourik, le jugement de la postérité éclairée.

Aujourd'hui, en effet, le faux Démétrius n'est plus pour personne le moine ivrogne et défroqué, l'ignorant et laid Otrépieff des anciennes histoires, mais un des plus remarquables échantillons de la race slave, un homme élégant et vigoureux de corps, souple d'esprit, aussi habile à parler qu'à combattre, enthousiaste à la fois du plaisir et de la gloire, auquel il n'a manqué peut-être qu'un peu moins de générosité pour devenir un grand prince et avancer d'un siècle les destinées de la Russie. Tous ceux qui ont étudié d'un peu près ce caractère en pensent comme Margeret. Aussi, tandis que l'Église maudit encore, par ordre, dans ses prières, l'infidèle *Samosvanetz* (usurpateur), la littérature russe le transfigure et en fait l'idéal du Slave. On ne verra pas sans intérêt comment un poëte, M. Khomékoff, le fait parler dans une de ses tragédies : c'est, plus le langage de la poésie dramatique, l'idée de Margeret. Dans la fiction tragique, la tsarine Marpha, mère du véritable Dmitry, a un entretien secret avec celui qui se pose aux yeux des Russes comme son fils :

Dmitry et la Tsarine.

« *Dmitry :* Nous voici seuls ; j'attends vos ordres.

« *La Tsarine :* La récluse n'a point sans motifs quitté son monastère et le paisible toit de sa cellule. J'ai une grande prière à t'adresser.

« *Dmitry :* Parlez.

« *La Tsarine :* Oh ! pour un cœur souffrant ce bas monde et son bruit sont sans attrait. La vie terrestre a fini pour Marpha ; la triste veuve a enfermé toutes ses joies, toutes ses espérances, tout son bonheur dans la fosse où gît le corps sanglant, le tendre corps de mon fils Dmitry.

« *Dmitry :* Tsarine, il revit en moi !..... Comme un fils toujours humble, je ressusciterai pour toi l'enfant que tu as perdu.

« *La Tsarine :* Oh ! non ; le tombeau ne rendra pas son hôte. Tu seras toujours un étranger pour mon cœur. Tu ne ressusciteras pas mon fils. Non ! il était doux, lui, comme un jour de printemps, comme un ange du ciel. Dans son sein délicat et tendre brûlait déjà le feu d'un amour grand et calme. C'était un doux paradis... et ce paradis a disparu. Oh ! mère coupable, qui ai-je revêtu de la pourpre, mon Dieu !

« *Dmitry :* Qui ?... Oui, c'est vrai, je ne suis pas fils de Tsar ; mais, grâce à mon courage, j'ai été consacré et j'ai reçu l'esprit des grandes choses ; mais du fond de son tombeau Ivan le Grand m'a légué son sceptre. Ce sceptre, je le tiens. Les morts dorment profondément dans le tombeau. Il est à moi ! je ne rendrai pas le fruit de mes travaux, de mes combats désespérés, de mes longues méditations, de mes dissimulations douloureuses... Je ne le céderai pas à de méprisables ennemis. »

La Tsarine, tourmentée de remords, lui conseille de tout avouer, de déclarer qu'il n'est pas le fils d'Ivan IV, d'abdiquer enfin. La réponse du faux Démétrius est pleine de vivacité et de grandeur.

« *Dmitry :* Oh ! arrête : tu ne comprends pas. Tu es une femme ; la couronne de monarque n'est pour toi que de l'or et des pierreries, le trône que des pierres précieuses et de l'or, et la pourpre..... que dire ? Tu ne me comprends pas ! Les exploits, la gloire, l'immortalité, sont pour toi des paroles dénuées de sens. Mais écoute-moi. Là, derrière la Russie actuelle, au midi, bien loin, il y a une frontière merveilleuse. Là, des steppes immenses, des vallées comme celles du paradis terrestre, des rivières aux flots profonds ; là, étincellent les flots de la mer ; là, pendent les grappes de la vigne ; là, sur le penchant des montagnes, à l'ombre des vergers touffus, tout un peuple mène une vie heureuse. C'est la frontière de la Russie, et ce fut la Russie autrefois..... me comprends-tu ?

« *La Tsarine :* Oui, peut-être.

« *Dmitry :* Vois, de l'autre côté, vers les confins de la Moscovie. Là, vit un nouveau monde, des peuples orgueilleux, entreprenants, qui ont du feu dans le cœur, et dans leurs pensées de la chaleur et de l'éclat. Leurs bras ont asservi la nature et leur regard pénétrant a

mesuré le ciel. Leurs villes et leurs villages sont florissants, leurs vaisseaux traversent les mers; leur parole est colorée et respire le miel...Je vivifierai notre Nord à leur exemple, j'y élèverai des villes, des villages; je ferai jaillir de cette région de la mort, la lumière des sciences et la splendeur des arts. Le nom de Dmitry sera immortel dans les siècles à venir. » (*Dmitry Samosvanetz, acte* II, *scène* III).

La fin tragique de ce glorieux aventurier n'effraya pas ceux qui se croyaient capables d'exploiter, à leur profit, la disposition où était le peuple à croire au salut du dernier fils d'Ivan IV. Il surgit plusieurs faux Démétrius, et l'on ne retrouve pas sans étonnement le capitaine Margeret au service de l'un de ces imposteurs. Sorti de Russie en 1606, Margeret y rentra en 1609 où nous le voyons dans les rangs de celui des prétendants qu'on appela le Bandit de Touchino, puis dans ceux des polonais, à la bataille de Klouchino et à la prise de Moscou. Cette ville, qui l'avait vu, quelques années avant, commander la garde du faux Démétrius, fut témoin, peu après, d'un de ses plus beaux exploits. Je laisse encore parler M. H. Chevreul : « Les Polonais par leurs cruautés et leurs violences exaspérèrent les Russes, et, le 19 mars 1611, les troupes du prince Démétrius Pajarsky, enflammées par les prédications du patriarche Hermogène, se soulèvent; le sang coule dans les rues de Moscou. Sept mille soldats polonais, enfermés dans le Kitaï-Gorad, vont être massacrés, lorsque Margeret, avec une seule compagnie de mousquetaires, repousse les Russes, et, relevant le courage de ses compagnons d'armes, force Pajarski à abandonner la ville. Les polonais durent à ce succès de se maintenir une année à Moscou. En récompense de cette brillante conduite, il fut rappelé à la cour de Pologne avec le titre de conseiller du roi. »

Mais le repos n'allait pas à cet infatigable soldat; au bout d'un an il avait renoncé à ses paisibles honneurs, et, de Hambourg où il avait passé, il sollicitait auprès des boyards russes pour obtenir du service dans leurs rangs. Repoussé de ce côté, il rentra en France et alla probablement finir ses jours à Dijon, où tout porte à croire qu'il était né et où sa famille déjà ancienne dans la province avait de bonnes alliances, notamment avec celle de Bossuet.

C'est après son premier séjour en Russie que, à la prière du roi Henri IV, qui avait voulu l'entendre, il écrivit et publia la relation de ce qu'il avait vu dans ce lointain empire, alors aussi inconnu que la Chine auquel il touche. Ce livre eut un grand succès, et fut réimprimé soixante ans plus tard, quand la Russie établit, pour la première fois, des rapports diplomatiques avec la France (1668). Malgré l'éloignement des faits qu'il raconte et la masse des renseignements que nous possédons aujourd'hui sur les institutions, les mœurs et l'his-

toire de la Russie, la relation du capitaine Margeret a conservé tout son intérêt. Les étrangers en font le plus grand éloge. Oubliée chez nous depuis la réimpression qui en fut faite en 1668, à l'occasion de l'élection du roi de Pologne, Jean Casimir II, elle a été traduite en Allemagne et en Russie, où elle a pris place dans la collection officielle des documents relatifs à l'histoire nationale publiée par ordre du gouvernement (*Skazanïa Sovrémennikoff* ò *Samosvantsê*. 5 *parties*. *Saint-Petersbourg*, 1831-1834). En la réimprimant, M. H. Chevreul a donc rendu un grand service à ceux qui s'occupent de l'étude des peuples slaves, et surtout de l'histoire encore si peu connue des Russes.

L'ouvrage du capitaine Margeret ne rapporte pas seulement, en effet, la révolution dont il fut le témoin. Quoique son but principal ait été de raconter cette étonnante aventure, il la fait précéder de précieux détails sur l'esprit, le caractère et les usages du peuple russe à cette époque capitale de son histoire. On peut donc, grâce à lui, comparer l'état moral de cet empire des tsars alors, à peine dégagé de ses langes asiatiques avec ce qu'il est aujourd'hui, après deux siècles d'initiation forcée à la civilisation européenne.

Ce qui frappe d'abord dans ce rapprochement, c'est la persistance des instincts, l'immobilité des usages. Quand la fidélité aux idées et aux pratiques des aïeux est accompagnée d'intelligence, c'est, pour les peuples, un signe de grandeur; mais quand c'est le résultat de l'abrutissement, de l'ignorance et du défaut de culture morale, je ne sache pas de spectacle plus attristant. Or c'est trop souvent le cas pour la Russie. Déjà, au commencement du XVIIe siècle, Margeret signalait, comme vices dominants de la nation, la duplicité, la ruse et une immoralité tout orientale. « Principalement, dit-il, si l'on considère » leurs mœurs et manières de vivre, car ils sont rudes et grossiers, » sans aucune civilité; et est une nation fausse, sans foy, sans loy, » sans conscience, sodomites et entachés d'autres vices et brutali- » tés. » Ce triste tableau, confirmé par tous les voyageurs du temps et en particulier par la relation des négociateurs anglais, est encore aujourd'hui, sur bien des points, l'expression de la vérité [1]. D'où cela vient-il? C'est que le despotisme n'est pas un pouvoir moralisateur, et que, dans un état chrétien où l'église est une institution sans vie, un pur rouage administratif, tout véritable perfectionnement est impossible. La Russie vivrait vingt siècles avec son organisation actuelle, qu'elle continuerait à être un empire immoral et barbare au fond; car, en brisant le lien de l'unité religieuse, elle a rompu le canal qui pouvait amener chez elle la source unique et véritable

[1] V. *Anglorum navigatio ad Moscovitas*. Lugduni Batavorum, MDCXXX.

de la civilisation. On ne saurait trop le répéter, la Russie baptisée par les schismatiques n'a reçu qu'une couche extérieure de christianisme; en réalité, elle est payenne. Margeret, qui n'était qu'un soldat et qui n'a pas fait grande attention aux habitudes et pratiques religieuses des Russes, a cependant été frappé de tout ce qu'il y avait encore dans leur vie d'oriental, de *persan*, comme il dit, sans se douter de toute la vérité de son expression.

Mais ce n'est pas seulement dans ses mœurs et son caractère, que la Russie est restée ce qu'elle était au temps de Margeret. On sait avec quel soin elle ferme sa frontière, à quelles formalités elle soumet l'étranger qui pénètre chez elle, quelles précautions elle prend pour l'empêcher de voir et d'entendre. Ne pouvant le repousser, elle cherche du moins à le séduire, et, si elle n'y réussit pas, à l'éblouir et à le tromper. Il en était déjà ainsi du temps de Margeret : « La Russie » n'est pas, dit-il, un païs libre, auquel on puisse entrer pour ap- » prendre la langue, s'informer de telle et telle chose, puis en sortir; » car, outre ce qu'il est permis, toutes choses y sont si secrettes, qu'il » est fort difficile d'apprendre la vérité d'une chose, si on ne l'a veue » de ses yeux (page 97). » Quand un ambassadeur arrivait à Moscou, on posait au devant de son logis des gardes « ne permettant y en- » trer personnes que ceux qui sont à ce depputez, n'y mesme sortir » aucun qui n'aye une garde après pour veoir où il va, ce qu'il fera » et dira : ils ont gens à ce ordonnez. » La surveillance est aujourd'hui moins brutale, mais le gouvernement s'arrange toujours pour savoir où va un étranger, ce qu'il fait et dit. Et il a *gens à ce ordonnez*.

Cependant, malgré cette défiance de l'étranger et toutes les mesures imaginées pour l'éloigner, la Russie, au temps de Margeret, voyait chez elle grand nombre d'Allemands, d'Anglais et même d'Italiens. Leur influence se faisait déjà sentir; un peu de politesse s'était introduite avec eux dans la maison des grands. Margeret en fait la remarque à propos des façons brutales dont les boyards usaient entre eux. « Mais maintenant, observe t-il, ils n'en usent pas si li- » brement qu'ils faisoient, il y a vingt et trente ans, depuis qu'il y a » eu des étrangers parmi eux. »

C'est à partir de Boris Goudounoff que la Russie avait tourné les yeux vers l'occident et s'était sentie prise d'un peu de honte. Les réformes dont on attribue la pensée première à Pierre le Grand ont commencé plus d'un siècle avant lui. Elles datent de la fin des descendants directs de Rourick, et tout démontre que Pierre I, en les exagérant, a plus fait de mal à son pays que de bien. Une chose qu'on ignore, c'est que, sous le règne des premiers Romanoff, ce ne furent pas seulement les institutions civiles de l'occident qu'on

tenta d'introduire en Russie; les institutions religieuses et celles de l'Eglise catholique en particulier furent sérieusement essayées; l'enseignement de la théologie en latin, la prédication dans les temples, les congrégations paroissiales furent quelque temps en vigueur. Des esprits élevés et sincères rêvèrent même le retour à l'unité religieuse. Pierre le Grand donna un autre tour à l'esprit de réforme dont la Russie était animée et le gâta. Mais j'oublie que je m'occupe d'un homme qui servait sous Boris Goudounoff.

L'organisation militaire de cette époque est bien exposée par Margeret. Le vaillant capitaine est dans son élément quand il parle de l'armée, et il s'y complaît (Voy. pag. 50). Ce qu'il dit des Kosaques, de la nature de leur service, de leur façon de combattre et de leur esprit est fort curieux, car il en résulte que, bien que soumis encore à la Pologne, ils étaient déjà acquis à la Russie. Leur habileté à profiter des troubles de l'empire des Tsars, à jouer le rôle de prétendants, est aussi très-digne d'attention; car il est à remarquer que, depuis le faux Démétrius jusqu'à Pougatscheff, c'est de leurs rangs que sont sortis tous les imposteurs qui se sont fait passer pour fils d'empereurs ou empereurs eux-mêmes. Il y a sur eux, dans Margeret, des détails extrêmement curieux, et qu'on ne trouverait pas ailleurs (Voy. pag, 44, 45).

Mais la guerre n'attirait pas toute l'attention de notre brave compatriote; c'était un esprit plus curieux qu'on ne l'attendrait d'un Soudart contemporain de Tilly, de Lagardie et presque de Wallenstein. On n'imagine pas de combien de choses il s'est inquiété : l'industrie, la police, la vie domestique, le commerce, attirent son attention. Il parle de tout cela avec exactitude, mais la plupart du temps sans suite, à l'occasion des choses qu'il raconte, car ce n'est pas un homme habitué à mettre de l'ordre dans ce qu'il écrit ni qui s'inquiète aucunement de bien dire. On trouve cependant encore, dans cette narration hâtive, dans ce récit tout brut tracé entre deux voyages, ce fond de clarté qui est le caractère de l'esprit français. Il y a même, — autre trait de physionomie, — de la malice, quelque gaîté et des jeux de mots, témoin celui-ci, qui rappelle son temps. En parlant du grand nombre de soldats que levaient parfois les Tsars, Margeret dit en jouant sur le mot *hombre*, qui signifie homme dans la langue espagnole, alors fort en usage dans le beau monde français : « Cela fait un nombre incroyable d'*hombres* plutôt que d'hommes. » Calembour détestable, mais qui a bien sa date.

Le livre de Margeret vient d'être réédité avec un soin que nos libraires ne connaissent plus guère. Au lieu du luxe puéril d'ornements et d'*illustrations* qu'on étale aujourd'hui dans certaines éditions réputées monumentales et dont l'imprimerie impériale donne

elle-même le mauvais exemple, c'est le luxe d'un bon et solide papier vergé, d'un caractère élégant, emprunté aux meilleurs modèles, que M. H. Chevreul a recherché. Son petit volume est un vrai morceau d'amateur. Je ne regrette qu'une chose, c'est qu'il ait poussé jusqu'au scrupule, — ou plutôt jusqu'à la superstition, — sa religion d'éditeur. Il est bien évident que les vieilles éditions de Margeret sont défectueuses, que le texte en est déplorable, qu'elles ont à peine subi les grosses corrections de l'atelier. La ponctuation particulièrement en est parfois ridicule. Pourquoi s'astreindre à les reproduire ainsi matériellement? Quand Érasme et les savants éditeurs du XVIe siècle préparaient pour Froben ou pour les Estienne un auteur dont il n'existait qu'un ou deux manuscrits, les donnaient-ils, sous prétexte de respect pour les seuls textes connus, avec toutes les fautes dont les avaient chargés des copistes étourdis ou ignorants? Il était facile, sans remanier la phrase, de rectifier les éditions originales de Margeret et d'en faire disparaître les fautes qui sont le fait des compositeurs.

Quant aux noms propres, j'approuve assez qu'on n'y ait pas touché dans le texte, bien qu'il soit manifeste que la façon grotesque dont on les a écrits vient des imprimeurs plus que de l'auteur de la relation. On a séparé souvent en deux ou trois mots des noms qui n'en formaient qu'un seul ; on a pris des lettres pour d'autres, ce qui ne doit pas étonner dans une époque où tant de lettres de l'écriture cursive se ressemblaient ou faisaient double emploi (l'*u* et le *v*, par exemple); enfin on a transposé souvent les lettres, témoin *koni* (chevaux), que Margeret avait écrit *coni* et dont l'imprimeur a fait *coin*. Dans un petit appendice, M. P. Mérimée a rectifié plusieurs de ces erreurs orthographiques relatives aux noms propres d'hommes et de lieux. L'idée était bonne, mais il eût été juste de ne pas laisser peser sur Margeret l'accusation d'avoir totalement ignoré la langue russe. Il est clair, au contraire, qu'il l'entendait suffisamment, et que même il savait la lire. Cela se voit aux efforts qu'il a faits pour figurer avec nos caractères les articulations et les sons de la langue moscovite. M. Mérimée, en le corrigeant, ne s'aperçoit pas d'une chose, c'est que Margeret a cherché, en homme pratique qu'il était, à rendre la prononciation plutôt que la figure des noms. Par exemple, Margeret écrit : *knez* (prince) ; M. Mérimée écrit : *kniaz*. C'est l'orthographe, mais pas le son. Margeret écrit encore *Baris* (nom propre) ; M. Mérimée corrige et met *Boris*. Ici encore ce sont les lettres, mais non la prononciation, l'*o*, dans cette circonstance, ayant, en russe, le son de l'*a*. En général, M. Mérimée suit un autre système figuratif que l'auteur, mais sans en avertir, ce qui donne au vieux soldat l'air d'avoir plus ignoré qu'il n'ignorait de fait.

Du reste, les rectifications de M. Mérimée ne sont pas toujours heureuses. En voici quelques exemples. Margeret, en parlant des petits biscuits dont les Russes faisaient déjà de son temps une grande consommation, dit que cela s'appelle dans la langue du pays *suchary*. M. Mérimée, croyant cela inexact, écrit *soukharik*, et fait une grosse erreur d'orthographe, car le mot s'orthographie en russe, lettre pour lettre, comme chez Margeret. Où Margeret écrit *Borchinsky*, son correcteur met *Buchensky*, oubliant que la lettre *u* n'existe pas en russe. Il se rencontre aussi dans ses notes plus d'une erreur géographique. Ainsi la *Kitaï-Gorod* de Moscou, dont M. Mérimée fait un faubourg de la ville, en est le centre et en a toujours été le cœur, reliée qu'elle était au Kremlin par la prolongation des murs de cette forteresse. Puis *Serpoukoff*, dont M. Mérimée fait un village, n'est rien moins qu'une ville de district (*Ouïezdnij-Gorod*), qui a toujours été considérable pour le pays, et qui compte aujourd'hui plus de 12,000 âmes.

Ce n'est pas le mesquin plaisir de chicaner un homme d'esprit et d'une rare instruction qui me pousse à prendre le parti de Margeret contre l'un de ses annotateurs, mais le regret de voir un Français prêter, sans le soupçonner, des armes aux Russes, qui font tous leurs efforts pour diminuer l'autorité de notre vieux et sagace compatriote, en s'armant de sa prétendue ignorance de leur langue, et en arguant de ses fautes d'orthographe, pour récuser son témoignage sur tous les points où il se permet quelque blâme ou quelque appréciation sévère. Cette façon de diminuer la valeur d'un témoignage qu'on ne saurait refuser d'admettre, est tout à fait dans les habitudes des Russes. Au premier moment ils affectent la plus grande humilité nationale, se confessent grossiers, barbares, incapables même, et vous livrent leur pays pour ce qu'il y a de moindre entre les États modernes. Mais attendez : la conversation continuant, — et ils la continueront, — vous les verrez reprendre en détail tout ce qu'ils vous avaient si spontanément concédé en gros. En les voyant ainsi décidés à ne s'avouer imparfaits sur aucun point, je me suis toujours rappelé cette vivacité spirituelle et sensée du roi Henri IV. On parlait, à sa cour, du roi d'Espagne devant l'ambassadeur de ce prince (c'était Philippe II). Le diplomate se montrait fort scandalisé qu'on osât trouver quelque chose à reprendre chez son souverain, et le défendait pied à pied. Henri IV, qui était présent, s'écria, dit-on, impatienté : « Eh ! monsieur l'ambassadeur, le roi votre maître n'est-il donc pas assez bon gentilhomme pour avoir un défaut ! »

Les Russes, en ce sens-là, ne sont pas gentilshommes du tout.

P. DOUHAIRE.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

SUR

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

DE 1855.

Si l'Exposition de l'industrie n'avait pas eu d'autre but que d'offrir un spectacle éphémère à la curiosité publique, nous arriverions trop tard pour en parler. Mais dans ce vaste palais, sous cette longue galerie, où toutes les nations quelque peu civilisées, à l'exception de la Russie, un grand nombre d'États et de colonies à demi barbares, comme Tunis et l'Inde anglaise, mêlés aux derniers restes des peuplades sauvages disséminées dans les forêts et les savanes du Nouveau-Monde, avaient étalé les produits de leur sol et de leur travail, c'est-à-dire la manifestation la plus sincère de leur civilisation et de leurs mœurs, il était permis de voir autre chose qu'un bazar cosmopolite. Le Palais de l'Industrie n'a pas été érigé uniquement pour fournir le champ à une de ces grandes foires de Francfort ou de Beaucaire, dont il n'est plus question lorsque les marchands ont réglé leurs comptes, replié leurs ballots, décroché leurs enseignes et démoli leurs échoppes.

Les richesses spontanées des climats les plus distants, les fruits de l'agriculture primitive ou savante, les œuvres de l'instinct et du génie industriels n'auront pas passé sous les yeux des trois millions de personnes qui ont visité d'un œil curieux ou étudié l'Exposition universelle, sans préparer les voies à des échanges nouveaux, sans donner lieu à des comparaisons instructives qui susciteront partout, dans toutes les branches du travail, des progrès rapides. C'est l'affaire des industriels proprement dits et des hommes spéciaux, de considérer

les productions de l'industrie au point de vue technologique. Déjà des Chambres de commerce de divers pays et plusieurs Jurys nationaux ont publié des travaux intéressants sur le mérite mercantile et le bon marché des produits qu'ils ont pu comparer : le jury central viendra bientôt, sans doute, sanctionner ces appréciations techniques en les complétant. Nous n'avons ni autorité ni mission pour prendre rang parmi ces juges attitrés.

Nous nous garderons de contrôler par des éloges ou par des critiques la répartition d'honneurs et de récompenses officiels qui a été faite aux Exposants.

D'autres objets d'étude nous invitent et nous tentent : nous nous intéressons aux producteurs plus qu'aux produits. Nous ne considérons pas l'industrie comme le but suprême de l'activité humaine, mais comme un moyen, un moyen secondaire de propager la civilisation, et de préparer ainsi, dans le sort du plus grand nombre des hommes, une amélioration relative qui dépend du bon usage des biens de la terre, beaucoup plus que de leur abondance ou de leur nature plus ou moins perfectionnée.

Parmi les questions nombreuses que l'on aperçoit de ce point de vue, il faut choisir. Ne pouvant les embrasser toutes, voici celles que nous nous sommes posées : Quelles lumières l'exposition de l'industrie a-t elle jetées sur l'économie du travail chez les différents peuples? quelles tendances nouvelles a-t-elle révélées? quels changements dans les mœurs et la condition des personnes a-t-elle constaté ou fait pressentir?

Des hommes de bien ont profité du rendez-vous donné aux industries du monde entier, pour essayer de faire tourner au profit des masses directement et dans une plus large mesure, les inventions nouvelles et les progrès du bon marché. L'idée de la *Galerie d'économie politique* n'a pas disparu pour nous avec le hangar modeste qui lui servait d'abri.

Pendant le cours de l'Exposition universelle, dans le sein même du Palais de l'industrie, sous le patronage ou avec le concours direct de la plupart des commissaires délégués par les différentes nations, une association s'est formée pour convertir les peuples à l'unité des monnaies, des poids et des mesures. En même temps, un certain nombre de fabricants unissaient leurs efforts, afin de faire passer dans la législation de divers États le principe de la marque de fabrique obligatoire.

Ces deux associations ont un lien commun. Elles tendent à réprimer la fraude, à éventer, à rompre les piéges que le commerce international a trop souvent l'occasion de dresser aux consommateurs.

Le droit des gens n'a encore soumis que la guerre à ses règles

d'équité et d'honneur ; il est temps que le travail passe sous sa loi. Les relations pacifiques des peuples ne sauraient être plus longtemps l'arène impure des surprises déloyales, des mensonges honteux que les hommes ont proscrits de leurs querelles les plus ardentes. Qui n'adhérerait aux premiers protocoles que les représentants de l'industrie de divers peuples viennent d'échanger, afin d'établir une concurrence honnête, sur des bases durables, dans le domaine agrandi du commerce? Nous essayerons d'indiquer les mesures qui pourraient, selon nous, hâter et compléter cette entente honorable.

Les questions que nous voulons aborder n'ont pas un intérêt purement momentané. Leur opportunité survit à la circonstance qui les a posées ou formulées d'une façon plus instante. Le risque que l'on court en ces matières difficiles, ce n'est pas de paraître tardif ; on se présenterait toujours trop tôt si l'on consultait ses forces plus que son bon vouloir, et si l'on avait d'autre prétention que de soumettre au lecteur des sujets dignes de l'attention et de la sollicitude publiques.

I.

Les expositions de l'industrie sont un fait assez nouveau dans notre histoire. La première que les Parisiens aient vue, eut lieu sous le Directoire, en l'an VI, en même temps que l'on célébrait par des réjouissances officielles l'anniversaire de l'établissement de la république. Une exhibition, ordonnée par le ministre François de Neuchâteau, eut lieu au Champ-de-Mars, dans une baraque ornée de drapeaux. Ce fut une sorte de divertissement insolite, destiné à rajeunir le programme déjà usé des fêtes de la Révolution. Cent deux fabricants avaient envoyé leurs chefs-d'œuvre à ce concours qui dura trois jours. Ces faibles commencements ne faisaient pas présager les destinées considérables d'une innovation qui, renouvelée à Paris à plusieurs reprises et grandissant à chaque pas, est devenue cosmopolite de nationale qu'elle était. En 1851, quinze mille exposants de diverses nations figuraient à Londres. En 1855, nous en avons compté à Paris plus de vingt-et-un mille, accourus de tous les coins du monde.

Ces fédérations d'un nouveau genre répondent à un besoin nouveau des sociétés modernes. A mesure que les peuples, rapprochés par des facilités de communication inconnues de leurs pères, par la diffusion des idiomes particuliers et l'adoucissement des mœurs, mêlent et confondent leurs intérêts, ils ont plus besoin de connaître les uns les autres les ressources de leur production, l'aliment de

leurs échanges, en un mot, toute l'économie de leur organisation industrielle. Les premières expositions eurent pour but, d'abord, de flatter la curiosité banale qui s'attache à tout étalage extraordinaire, et ensuite d'exercer l'émulation des fabricants par l'appât d'une publicité gratuite et l'espérance de récompenses officielles. Aujourd'hui que les expositions industrielles font appel à toutes les nationalités, elles devraient servir à fonder, ou du moins à préparer la statistique du travail chez tous les peuples.

Toute splendide qu'elle était, toute complète qu'elle paraissait être au premier abord, l'Exposition, je le sais, recélait bien des lacunes. Tous les Etats n'y étaient pas représentés, et parmi ceux qui y faisaient flotter leurs drapeaux, plusieurs avaient négligé de montrer des specimens de toutes les branches de leur travail. Le nombre des exposants de chaque nation n'eût pas même donné une idée juste de l'importance relative de l'industrie indigène, soit qu'on prît ce nombre en bloc, soit que, selon la méthode adoptée pour le placement des produits dans l'intérieur du Palais, on le divisât respectivement entre chaque classe. La France, par exemple, grâce au voisinage, avait recruté une légion de fabricants, dont les rangs épais et les armes variées n'étaient pas en rapport exact avec le personnel effectif et les forces réelles de son industrie, quelque considérable qu'elle soit. Nous occupions dans l'espace affecté aux machines, aussi bien que dans les galeries réservées aux articles de fantaisie et de goût, une place démesurée, par comparaison avec le contingent de produits et de producteurs que plusieurs nations rivales auraient pu présenter.

L'exposition de l'industrie n'était donc universelle que de nom et d'intention. En réalité, elle n'a pas offert le cadre d'une statistique complète ou comparée du travail; mais elle pouvait du moins servir à rassembler des renseignements bien précieux dans l'état d'ignorance presque absolue où chaque peuple se trouve à l'endroit de l'organisation économique de ses voisins; et l'on pourrait même dire, dans l'état bien voisin de l'ignorance où la plupart des nations demeurent relativement à leur propre condition sociale. On admire avec raison comme un chef-d'œuvre de sagacité et de patience, comme une source d'enseignements imprévus les trente cinq monographies d'ouvriers européens, tracées par M. Leplay. On ne saurait trop vanter, trop étudier surtout ce livre unique dans son genre, et pour l'abondance des faits recueillis et pour l'impartialité avec laquelle ils ont été observés. Mais quoi! il a fallu vingt ans de travaux, des occasions exceptionnelles, des voyages de découverte pour nous révéler, jusque dans ses moindres détails, il est vrai, les conditions d'existence morale et matérielle de quelques types d'ouvriers; et

lorsque tant de nations, tant de fabricants, tant d'ouvriers non moins inconnus que ne l'étaient, par exemple, le forgeron de la Carniole, ou le serf de la Crimée avant que M. Leplay les eût soumis à son lumineux microscope, sont venus nous apporter les instruments ou les fruits de leur travail, nous les avons laissés arriver, nous les avons laissés partir sans que la statistique qui, sans être indiscrète, avait tant de chose à leur demander, ait rien gagné à leur voyage.

Le programme tracé et suivi par M. Leplay n'est pas, certes, celui qui convenait à la circonstance. Il faut d'un côté beaucoup de tact et de patience pour poser un interrogatoire aussi complet, et de l'autre côté une confiance et une bonne volonté assez rare pour se prêter à y répondre. On pouvait à moins de frais, sinon satisfaire entièrement la curiosité sérieuse que M. Leplay a eu le mérite d'éveiller, au moins contenter quelque peu le besoin réciproque que les nations éprouvent de comparer leurs forces et leurs institutions industrielles. Nous connaissons une formule d'enquête, destinée précisément aux fabricants. La Chambre de commerce de Paris s'en est servie pour dresser la statistique de l'industrie Parisienne pendant les années 1847 et 1848. Voici les différentes cases de ce Programme de questions : nature de l'industrie, importance des affaires, siége de l'industrie, nombre des ouvriers, hommes, femmes, enfants, jeunes gens, travaillant à l'atelier ou en chambre, à la journée ou à la pièce, salaires, apprentissage, mœurs et habitudes, morte-saison.

On n'eût pas trop exigé des exposants en les priant de répondre à ces questions; car un grand nombre de fabricants prussiens n'avaient pas fait difficulté de remplir d'eux-mêmes et d'afficher sur leurs vitrines un bulletin, non pas identique, mais fort ressemblant au programme que la Chambre de commerce de Paris a réussi à faire consacrer par l'expérience.

Les exposants prussiens avaient même dépassé ce programme : ils avaient donné par surcroît des renseignements sur leur moyen de fabrication, sur la puissance de leurs machines, sur l'importance de leur production. Les industriels, dit-on, sont en général peu disposés à révéler les secrets de leurs ateliers et le chiffre de leurs affaires. Ils cachent soigneusement ces données, ou bien ils les grossissent sans mesure, par amour-propre et par calcul, pour se donner une importance et un crédit exagérés. Cependant il y a des gouvernements qui n'ont pas désespéré de dresser une statistique complète et fidèle de l'industrie de leurs nationaux. La Prusse achève en ce moment de publier une enquête que l'on peut opposer comme une réfutation formidable à ceux qui se plaisent à nier par avance le succès de toute tentative nouvelle, quelque conforme qu'elle soit aux nécessités pratiques.

Est-il donc impossible de persuader à des hommes de sens que la statistique industrielle leur offre le meilleur moyen d'éviter les crises qui naissent d'une production aveugle et d'une concurrence mal informée? Chacun peut-être voudrait connaître le secret de son voisin et ne pas dire le sien. Mais la prétention n'est pas de mise; il nous semble qu'éveillée par le désir utile de recueillir quelques lumières sur les conditions économiques des divers peuples, la curiosité de chaque fabricant l'eût emporté sur ses velléités de réticence. Affichées à la vitrine des exposants, les déclarations qu'ils auraient faites auraient eu la chance d'une sincérité exceptionnelle; leur publicité seule leur assurait un contrôle qui manque trop souvent aux enquêtes faites individuellement et de porte en porte. La statistique, dressée à l'occasion et au moment de l'Exposition, aurait eu en outre le mérite d'être simultanée pour tous les peuples, et d'embrasser par conséquent des faits contemporains et comparables entre eux. Nous objectera-t-on que la Commission de l'Exposition a beaucoup et longtemps insisté pour que les fabricants déclarassent le prix de leurs produits, et qu'elle n'a pu obtenir de réponse que du plus petit nombre des industriels français.

Il ne faut pas regretter cette tentative; elle n'a pas été inutile. Il y a des silences éloquents. Les *desiderata* constatés par la statistique sont souvent aussi instructifs que ses acquisitions positives. La résistance que la plupart de nos industriels ont opposée au vœu répété de la Commission a jeté un grand jour sur l'organisation de notre industrie et de notre commerce. Cette résistance n'était pas naturelle; elle n'était pas conforme aux intérêts de ceux qui l'ont faite. Donc elle n'était pas volontaire. Elle provenait des intermédiaires, commissionnaires, commerçants de seconde et troisième main, qui, s'interposant entre le producteur et le consommateur, leur font la loi à tous deux. Les fabricants qui vendent directement ont fait volontiers connaître leur prix; les autres ont subi le joug, et, par leur réticence forcée, ont révélé un abus préjudiciable et au bon marché de nos produits, et à la probité même de notre commerce; car le même intérêt parasite opprime le fabricant de bonne foi qui voudrait indiquer le prix de ses produits et les signer de sa marque.

Les exposants anglais n'ont pas imité la réserve des nôtres. Ils n'avaient nulle raison de le faire. Leur commerce d'exportation, qui se faisait autrefois par de grandes compagnies privilégiées, appartient aujourd'hui à des manufacturiers qui sont à la fois négociants et même armateurs. Plusieurs ont des succursales dans les grands marchés du monde. D'autres expédient pour leur propre compte à des dépositaires. Tel est l'un des éléments de bon marché qui assure à l'industrie anglaise des débouchés extérieurs qui nous manquent.

II.

Le Congrès industriel des nations offrait à tous les gouvernements l'occasion de mettre sous les yeux du monde, rassemblé et attentif, des éléments scientifiques dont tous les peuples civilisés comprennent l'importance, et qu'ils sentent l'utilité d'échanger pour leur enseignement mutuel. Cette circonstance unique n'a pas été saisie avec assez d'empressement et d'ensemble. Nous avons d'autant plus lieu de le regretter que la statistique a désormais une méthode précise, un domaine positif. On ne saurait plus, sans injustice, la comparer, comme on a pu le faire quelquefois, à un chaos d'atomes insaisissables, à une fourmilière de chiffres cabalistiques et de faits sans queue ni tête dont la science ne sait que faire, et dont l'esprit de système fait tout ce qu'il lui plaît. La statistique industrielle sait désormais et veut être l'état au vrai et au net des lois et des circonstances sous lesquelles le travail se meut chez les différents peuples. Cette connaissance est la condition préliminaire et indispensable de toute réforme douanière, à moins qu'on ne veuille en faire un leurre, et cacher sous l'enseigne du libre échange, sous la fiction de l'égalité internationale des industries et du commerce, l'injustice et le monopole. La statistique économique, telle que nous l'entendons, n'eût pas été de trop à l'Exposition, car elle importe à la classification équitable des produits, à la distribution des éloges et des récompenses entre les fabricants.

Un exemple éclaircira notre pensée. Un des principaux centres européens de la manufacture des Draps, une ville de la Belgique, Verviers a obtenu un prix collectif. Les étoffes de laine, les tissus fins ou forts de cette fabrique ont été jugés égaux quant à la qualité et supérieurs par le bon marché aux produits analogues de Sedan, de Louviers ou d'Elbeuf. C'est fâcheux au point de vue de la concurrence et de l'exportation ; mais ce qui peut nous consoler, c'est de savoir que le régime de notre industrie mécanique, à quelque genre de production qu'elle s'applique, est plus humain, plus ménager que celui de la Belgique, des forces et de la santé des ouvriers.

Loin de nous l'intention de médire d'une nation dont nous aimons les institutions, les lois et les mœurs. Cependant ces mœurs, toutes religieuses et charitables qu'elles sont dans leur ensemble, ont laissé subsister dans un code libéral, et malgré des institutions sincères qui préviennent aisément ou réforment les abus, une lacune déplorable. La Belgique n'a pas de loi sur le travail des enfants employés dans l'industrie. On les fait entrer à tout âge dans les fabri-

ques, on les y garde chaque jour tant qu'on veut ; inutile de dire que la législation qui a oublié de protéger les enfants, n'a pris nul souci d'imposer des limites au labeur des adultes. Le travail de nuit, loin d'être une exception, est la coutume ordinaire de certaines villes. A Verviers, puisque nous y sommes, les filatures et les tissages de draps ne connaissent que le chômage du dimanche. Dans la semaine, le moteur à feu agit nuit et jour. Les ouvriers distribués en deux relais qui font chacun leur quart de douze heures, se succèdent à tour de rôle.

On assure que, grâce à l'empire de l'habitude, les travailleurs de nuit ne souffrent nullement de ce régime. Ils ne s'en plaignent pas, m'a-t-on affirmé, et ils n'ont pas à s'en plaindre. On raconte que ceux qui possèdent un champ ou un jardin, se sentent si peu fatigués, que le matin, au sortir de la fabrique, avant de songer à prendre du repos, ils vont donner non pas seulement un coup d'œil ravi, mais de bons coups de bêche ou de pioche à leur domaine. Voilà bien le démon vigilant de la propriété : lui seul fait de ces prodiges contre nature ; il rend ceux qu'il agite capables d'un effort qu'un maître n'obtiendrait à aucun prix de son serviteur. Ne le défiez pas de faire trouver agréable à celui qui travaille sur son propre fonds, et de son plein gré, une tâche qu'aucun journalier ne s'engagerait à faire. Toujours est-il que si l'on consulte, non pas l'intérêt ou la passion de l'homme, mais un guide plus sûr, les vues et les volontés du Créateur : l'homme est né diurne ; le jour est destiné au travail, la nuit au repos. Il arrive que l'habitude invétérée fausse et même abolisse les instincts naturels; mais, à la longue et insensiblement, la vie s'étiole, les organes s'usent à ces jeux défendus, sans compter, pour en revenir à nos fabriques, que l'agglomération nocturne d'ouvriers, aux prises avec des machines dont les engrenages perfides ne pardonnent aucune distraction, aucune velléité de sommeil, n'est que trop fertile en désordres et en cruels accidents. C'est pourquoi, entre autres motifs, en Angleterre d'abord, en France ensuite, la législation ne s'est pas contentée de refréner l'impatience des fabricants ou des parents qui engageaient trop tôt les enfants dans les manufactures, et prolongeaient trop tard leur labeur quotidien. Des lois, différentes dans les termes, ont atteint par des moyens plus ou moins directs le même but. Le travail a été limité non-seulement pour les enfants mais pour tous les adultes. Le travail de nuit a été aboli en droit. Est-il donc surprenant que ceux de nos fabricants qui observent la loi, ne tirant point de leurs machines un produit aussi considérable, n'amortissent pas leur capital aussi promptement que leurs concurrents de Verviers, et ne puissent atteindre le bas prix des étoffes rivales?

Nous ne regrettons pas d'insister trop longtemps sur une lacune

qui dépare le régime industriel d'un pays, si riche du reste en bons exemples, et où nous aurions nous-mêmes tant à emprunter, tant à contrefaire en fait d'institutions favorables aux faibles et aux pauvres. La lacune que nous déplorons a été pour un fabricant belge l'occasion de tenter la plus honorable entreprise, et de donner une excellente leçon à l'industrie qu'il exerce.

A la suite de l'Exposition de 1855, le jury chargé de distribuer les récompenses a, par une opportune innovation, discerné un nouveau genre de mérite, et créé une catégorie insolite de lauréats; il a couronné des fabricants pour services rendus à la classe ouvrière. Nous reproduisons la formule du programme.

Il n'est pas donné aux honneurs humains de provoquer les véritables actes de dévouement. On l'a dit souvent : La conscience qui les enfante suffit à les récompenser. Mais les distinctions officielles accordées à des actions qui manquent à elles-mêmes, qui s'abjurent pour ainsi dire aussitôt qu'elles recherchent le bruit et l'éloge, servent du moins à les publier et à réjouir les gens de bien. Si le Jury, désireux de marcher sur les traces de M. de Monthyon, avait réussi à forcer dans ses retraites le vrai mérite, qui se cache ou s'ignore, un exposant belge, un filateur de la ville de Gand, M. de Hemptinne, n'était-il pas digne de recevoir au premier rang une récompense pour l'initiative qu'il a prise, dans l'intérêt de tous les ouvriers de fabrique de son pays? Quoi de plus méritoire pour un industriel que d'aller de son propre mouvement, par conscience, par pitié pour ceux dont il achète le travail, mais dont il craint de surmener les forces, s'imposer une loi méconnue de ses concurrents! Tandis que, dans la ville de Gand, des fabriques ont l'usage fréquent de pousser le travail bien avant dans la nuit, et la règle constante de faire fonctionner la vapeur pendant quatorze à quinze heures, M. de Hemptinne s'est volontairement soumis à une condition plus rigoureuse que celle de la loi française : il a réduit à moins de douze heures le service quotidien de ses machines.

On a bonne grâce à tenter de pareilles entreprises, au péril de diminuer des bénéfices qu'on avait toute liberté de recueillir. Mais souvent la défiance des ouvriers, la crainte que l'innovation la plus désintéressée ne cache quelque piége dressé contre eux et n'aboutisse à une diminution de salaire, étouffe ou entrave les meilleurs desseins. Les industriels qui ont su, par un esprit de justice et un désintéressement à toute épreuve, gagner le cœur de ceux qu'ils veulent servir, ont seuls le privilége de faire le bien sans obstacle. M. de Hemptinne a eu ce bonheur, parce qu'il l'avait mérité.

On entendrait mal l'intérêt de l'industrie si on oubliait les conditions nécessaires de son existence, pour lui conseiller des réformes

qui, au prix d'une amélioration passagère, la conduiraient à une ruine plus ou moins prochaine, et priveraient de leur pain ceux qu'elle fait vivre. Ce qui fait le mérite pratique du fait que nous citons c'est que M. de Hemptinne a prouvé qu'un travail modéré était, pour le fabricant et l'ouvrier, tout aussi productif qu'un excessif labeur. La bonne qualité des produits obtenus par l'ouvrier toujours dispos compense l'abondance d'ouvrages défectueux que le travailleur hors d'haleine arrache aux dernières heures d'une journée trop longue.

Le système de relais que l'on suit à Verviers n'a pas cet inconvénient pour le fabricant. Mais l'ouvrier de nuit, quelque habitude qu'il ait de dormir le jour du sommeil des chouettes, quelque heureux qu'on le dise de ses mœurs insociables, n'aura pas à regretter son sort, lorsque l'exemple donné par M. de Hemptinne sera devenu la loi de l'industrie belge. En attendant, si l'infériorité commerciale de nos draps, mis en comparaison avec ceux de Verviers, ne tient qu'aux entraves imposées chez nous au mouvement perpétuel des machines à vapeur; si nos fabriques produisent à un prix plus élevé qu'en Belgique, parce qu'il n'est pas permis à nos manufacturiers de confondre la nuit et le jour, ne soyons pas trop humiliés, soyons plutôt un peu fiers d'une défaite qui fait honneur à nos lois.

A défaut d'une statistique industrielle dont les bases auraient été assises sur un plan méthodique, l'Exposition de 1855 a déjà fourni le texte à des monographies éparses qui méritent d'être recueillies et étudiées. On les a mises à contribution dans maint opuscule et maint article de journal; mais les auteurs ont oublié de signaler l'arsenal de leur érudition cosmopolite. Aucune des publications, plus ou moins officielles, propres à jeter du jour sur l'organisation économique des diverses nations, ne doit être négligée, mais il faut citer toutes les sources auxquelles on puise, fût-ce même un simple catalogue.

Tandis que, chez la plupart des nations européennes, l'Exposition universelle ne mettait en jeu que les intérêts privés, l'émulation des industriels et les spéculations des commerçants, ailleurs on cherchait à faire tourner cette occasion unique au profit d'un intérêt commun. Cette tendance de l'esprit public s'est manifestée particulièrement dans deux des possessions anglaises, au Canada et dans cette partie de la Guyane que les traités de 1814 ont détachee de la Hollande et donnée à l'Angleterre.

Nous avons laissé bien des souvenirs dans cette contrée, découverte en 1534 par le Malouin Jacques Cartier, et qui s'appela la Nouvelle-France pendant près de deux siècles. Six cent mille descendants de familles françaises y parlent encore notre langue, professent la religion que nos missionnaires ont illustrée, gardent nos mœurs et

jusqu'à nos anciennes lois civiles. On sait que la coutume de Paris est encore aujourd'hui en vigueur au Canada.

Lorsque l'on apprit à Québec et à Montréal qu'une exposition universelle des produits de l'agriculture et de l'industrie aurait lieu à Paris au mois de mai 1855, toutes ces traditions d'une commune origine se réveillèrent ; une émulation extraordinaire anima la colonie : les uns, désireux de se faire honneur aux yeux de l'ancienne mère patrie et d'exciter ainsi chez elle une fierté rétrospective et quelque regret ; les autres, jaloux de saisir cette occasion pour montrer à l'émigration européenne les avantages qui l'attendent, et qui devraient l'attirer sur une terre prodigieusement fertile et dénuée de bras.

La population du haut et du bas Canada a pris, en dix années, un rapide accroissement. Elle se composait de 772,000 âmes en 1831 : de 1,842,265 en 1851. L'agriculture savante des Canadiens a vainement inventé ou imité les plus puissants instruments du travail mécanique pour suppléer à la rareté de la main d'œuvre. Les machines à faucher, à moissonner, à battre, les scieries hydrauliques, font rage, et cependant la plus grande partie du territoire reste en friche ; les forêts vierges bravent les coups des bûcherons épars ; les travaux publics, les canaux, les chemins de fer commencés, n'avancent pas.

Afin que l'Europe, qui regorge d'habitants mal pourvus de moyens de subsistance, fût mise à même d'apprécier, en connaissance de cause, les services que l'immense et fertile territoire du Canada offre de rendre à notre luxe et à notre indigence, un comité d'exécution de l'Exposition de Paris fut institué à Québec. Il ne se contenta pas de rassembler et de choisir les produits dignes de représenter l'agriculture et l'industrie de la colonie : les barriques de blé et de farines, de viande et de poisson conservés, les billes de bois, les échantillons de fourrures, le minerais de fer, de cuivre, d'argent et d'or; les outils d'agriculteur et de bûcheron, les machines agricoles et les voitures élégantes, toutes ces richesses qui, disposées avec art dans le Palais de l'Industrie, ont attiré l'attention particulière de la foule; le Comité canadien voulut que l'exhibition muette des produits fût commentée par un traité sur la statistique, la géographie, l'histoire, les institutions politiques et civiles de la colonie. Il mit au concours la composition d'un Essai sur le Canada et ses ressources. Deux ouvrages distingués, l'un de M. Shéridan-Hogan, l'autre de M. Taché, membre du Parlement canadien et commissaire du Canada à l'Exposition universelle, ont mérité le prix proposé. L'ouvrage de M. Taché, publié par ordre du comité exécutif, siégeant Québec, a été pendant tout le cours de l'Exposition libéralement distribué aux visiteurs. Il a été beaucoup lu ; il survivra à la circonstance qui l'a fait naître. Descendant d'une ancienne famille française, dé-

voué à la patrie nouvelle que la politique lui a donnée, M. Taché est resté notre compatriote par le souvenir. On croirait entendre un de ces Strasbourgeois qui, nourris des traditions de leur ancienne ville libre, savent allier un zèle ardent pour la France avec l'orgueil de leur nationalité germanique.

Le Canada, tel que les deux lauréats le dépeignent, est une terre vraiment privilégiée. Des institutions respectées assurent, à quiconque y pose le pied, la plénitude de la liberté politique et civile. Le lien qui unit la colonie à l'Angleterre est une garantie, et non pas une entrave. Le paupérisme y est inconnu. On rencontre, il est vrai, dans les villes plus souvent que dans les campagnes, ces misères individuelles qui tiennent à l'imprévoyance et aux vices de notre nature, et dont aucune société humaine n'est exempte. Mais comme le travail toujours abondant obtient dans les fermes et les ateliers un salaire qui dépasse le prix des subsistances, l'indigence n'y forme point une classe, et pour ainsi dire une condition sociale régulièrement constituée, comme elle l'est en Angleterre par la taxe des pauvres.

La Guyane anglaise, aussi bien que le Canada, cherche des travailleurs et les demande en Europe. L'immigration organisée des Chinois et des Indiens ne suffit pas à peupler les habitations des planteurs, en proportion de la main-d'œuvre qui trouverait à s'exercer dans des forêts immenses, à peine effleurées par la hache indolente des naturels, ou sur des plaines qui ont fourni à l'exportation, en 1854, 83 millions de livres anglaises de sucre, et 2 millions de gallons de rhum.

Une exhibition préparatoire des produits destinés à l'Exposition de Paris avait eu lieu à Georgetown, par les soins de la Société royale d'agriculture et de commerce de la Guyane. On ne mit pas au concours, comme au Canada, la composition d'une statistique complète de la colonie ; mais on eut soin d'insérer, dans le catalogue détaillé des productions indigènes, une notice instructive sur le climat, l'agriculture, les ressources présentes et futures de la contrée.

La Guyane n'a pas d'industrie. Il ne lui est pas même permis de raffiner le sucre qu'elle récolte. Les lois de douane anglaises réservent ce travail à la mère-patrie. Cent soixante échantillons de superbes bois de charpente et d'ébénisterie formaient la partie la plus remarquable de cette Exposition, qui eût été tout agricole, si on ne l'eût accompagnée d'une collection complète des armes, vêtements et ustensiles des naturels du pays. La hutte de bambous qu'ils habitent, le fouet qui passe de main en main dans leurs cérémonies funèbres, et qui les exerce tour à tour à supporter d'atroces douleurs, les sarbacanes, les casse-tête, les carquois, les arcs, les flèches empoisonnées dont ils se servent, rien ne manquait à la représentation vivante des mœurs des Indiens.

Toute cette sauvagerie est plus intéressante à voir dans un musée qu'agréable à rencontrer au coin des bois. L'on ne comprend pas, au premier aspect, des colons qui, proclamant que « non-seulement la » prospérité future, mais l'existence même de leur pays, reposent » exclusivement sur un courant d'immigration du dehors constam- » ment renouvelé [1], » présentent, comme attrait aux étrangers qu'ils » appellent, un Caraïbe armé de toutes pièces. Mais rassurez vous. Les sauvages ne sont ici qu'un ornement pittoresque. Ils défilent, à la suite du char de l'agriculture, comme des vaincus dans une pompe triomphale. S'ils étaient encore redoutables, on éviterait de les montrer, on les passerait sous silence.

Les provinces de la Plata, délivrées de la tyrannie de Rosas, et constituées, sous le titre de République argentine, en une fédération régulière, tendent aussi les yeux et les bras vers l'Europe. Elles nous demandent des ingénieurs, des mineurs, des ouvriers habitués et experts aux travaux des champs. Les fertiles provinces de la République Argentine sont presque désertes. Elles manquent de bras pour réunir, par des routes quelque peu frayées, leurs villes disséminées sur des milliers de lieues, capitales sans sujets, généraux qui n'ont pas de soldats. Des troupeaux innombrables de bœufs et de chevaux sauvages errent inutiles, faute de cavaliers qui leur lancent le lasso, faute de colons pour les domestiquer. Il n'a manqué jusqu'à présent, au développement et à la prospérité des provinces de la Plata, qu'une condition : la stabilité d'un ordre politique quelconque. La Constitution nouvelle promet aux étrangers les droits les plus complets. Pour les attirer par l'appât le plus séduisant, la République Argentine avait étalé sous nos yeux, au Palais de l'Industrie, des échantillons des mines qu'elle recèle, et que, réduite à ses propres forces et à ses propres lumières, elle ne peut ni ne sait exploiter. L'or, l'argent, le cuivre, le nickel, le sel gemme, le bitume, le kaolin, l'alun, abondent dans ces parages hospitaliers. M. Albert du Graty, employé au service militaire du gouvernement argentin, s'est fait le démonstrateur de la collection minéralogique de la République nouvelle [2].

Les rives de la Plata ne sont pas faites pour attirer uniquement les aventuriers qui aiment à jouer à la recherche de l'or. Depuis longtemps des familles d'émigrants patients et laborieux se dirigent de nos anciennes provinces basque et béarnaise vers Montévidéo. Un

[1] *Catalogue des objets envoyés par la Guyane britannique.* Paris, 1855, p. XIV.

[2] Voir *Mémoire sur les productions minérales de la Confédération Argentine*, par le colonel d'artillerie, aide de camp du gouvernement national, Alfred du Graty. Paris, 1855.

Français, M. le docteur Brougnes, a conclu en 1853, avec le gouvernement de la province de Corrientes, un traité pour l'établissement de mille familles sur les rives du Parana et de l'Uruguay : cette entreprise paraît sérieuse et bien conçue, si nous en jugeons par le livre-prospectus que M. le docteur Brougnes vient de publier [1].

Ce sera l'un des résultats durables et vraiment universels de l'Exposition de 1855 que d'avoir montré à l'Europe l'issue que la colonisation du Nouveau-Monde offre au trop-plein de sa population agitée. Mais quant à nous, Français, la Providence ne nous a pas condamnés à vanter les ressources de l'exil et les bénéfices de l'expatriation? Il est une terre que nous pouvons coloniser sans changer de patrie.

L'Algérie n'avait encore donné à la France qu'une moisson de gloire. L'Exposition a prouvé qu'elle était assez riche pour payer aussi par la fertilité de son sol les efforts que sa conquête nous a coûtés. Nous serons heureux de le constater dans la suite de ce travail. D'autres nations n'ont pas cherché à tourner vers leurs colonies le flot de l'émigration européenne. La Hollande a profité du concours de tous les marchands du monde pour tenter d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits des possessions qu'elle conserve dans les mers des Indes, dernier et brillant débris de son ancienne splendeur coloniale.

La Société de Commerce des Pays-Bas avait donc dressé sous nos yeux, sous forme d'une pyramide à plusieurs étages, des échantillons des précieuses denrées que ses résidents des Indes orientales expédient directement dans les ports de la Hollande. Vingt-quatre vitrines formant la base du trophée contenaient toutes sortes de café, du sucre, des épices variées, des plantes tinctoriales, des matières textiles. L'édifice était couronné par des caisses d'emballage et des ballots exotiques qui servent au transport des denrées mises en montre.

Ces certificats de provenance étaient pour ainsi dire contresignés par les tigres, les singes et les panthères dont la dépouille flottait au milieu des drapeaux des diverses résidences de Java, des Moluques et des autres îles de l'archipel indien.

La Pyramide néerlandaise a eu le sort des arcs de triomphe dont elle affectait la forme : elle a disparu. Mais il nous reste une description, une notice dont les commerçants de denrées coloniales pourront faire leur profit.

[1] *Extinction du paupérisme agricole par la colonisation dans les provinces de la Plata.* Bagnères de Bigorre, 1855.

L'Europe nous promettait et nous a donné de plus savantes leçons. Le consul général du Danemark à Paris [1] a semé de quelques indications intéressantes, mais trop courtes, le catalogue des produits de ce royaume.

Une chaîne d'îles glacées, l'archipel Fœrô et l'Islande, relie le centre européen du Danemark aux confins du Nouveau-Monde, au Groënland. Le Danemark possède en outre dans les Antilles les îles de Saint-Thomas, de Sainte-Croix et de Saint-Jean, où il fait sa récolte de caoutchouc, cette prodigieuse substance qui n'est rien moins que la pierre philosophale des temps modernes, tant elle a reçu déjà, tant elle menace de recevoir d'applications impossibles! Durant les six semaines ou deux mois de l'été qui permettent, par exception, d'aborder sur quelques points des quatre cents lieues de côtes du Groënland, les agents de la Compagnie privilégiée qui siége à Copenhague échangent avec les Esquimaux, moyennant quelques sacs de blé, la peau des ours blancs, des renards bleus, des rennes et des chiens sauvages, la dépouille des phoques et des baleines, les cornes de narval, les défenses de morse et le duvet des édredons. Les pêcheries de l'Islande exercent et alimentent une forte race de marins. Les îles Fœrô élèvent de robustes et sobres moutons. Le Danemark proprement dit allie à une agriculture habile la pratique des industries savantes, et surtout de celles qui tiennent à la marine et à la guerre.

Les institutions économiques de cette petite nation de deux millions cinq cent mille âmes n'ont pas moins d'originalité que les productions de son sol, de variété et d'abondance. En Danemark, dit l'auteur de la notice que nous avons sous les yeux, « la culture se pratique généralement sur une assez grande échelle, car les lois y limitent le morcellement et astreignent les propriétaires à n'affermer leurs domaines qu'à longs termes. Un quarantième à peu près du sol arable, divisé en petites ou moyennes propriétés de 2 à 20 hectares, est cultivé par les possesseurs eux-mêmes, dont les conditions sociales ou économiques diffèrent peu de celles des paysans fermiers. Un neuvième ou dixième pour 100 des terres forme de grands domaines, cultivés ou régis par les propriétaires; enfin le reste, ou 50 pour 100, est divisé en fermes de 16 à 40 hectares, et affermé par baux emphithéotiques, passés en général pour la vie du fermier et de sa femme; quelquefois pour 50 ans, et parfois aussi pour la vie du fermier, de sa femme et de deux autres personnes désignées nominativement. Presque toujours le fils succède au père, ce qui prouve qu'on ne renvoie pas souvent le tenancier. Ces clauses et conditions avantageuses assurent aux paysans la jouissance des améliorations

[1] M. le baron Delong.

qu'ils peuvent réaliser sur leurs fermes, tournent à l'avantage du sol qui leur est confié, et tout en leur procurant une aisance relative, les mettent à même de payer à leurs propriétaires 3 et 1/2 et même, dans certaines provinces, 4 pour 100 du capital de la ferme. »

L'Autriche s'est distinguée non seulement par la diversité et le nombre de ses produits, mais encore par la richesse des documents dont elle les a fait escorter. On a su à Vienne allier d'une façon sérieuse et utile la géographie avec la statistique. A l'entrée de chacune des sections du Palais et de l'Annexe, où les produits de l'agriculture et de l'industrie autrichiennes étaient classés, on voyait la carte topographique de l'empire, et sur cette carte l'indication des champs et des villes occupés par telle ou telle nature de culture ou de fabrication : ici, la carte statistique des usines et des établissements métallurgiques; là, celle des grandes bergeries et des fabriques de draps; plus loin on pouvait suivre, village par village, les divers centres de la culture du lin et de la fabrication de la toile.

Le sol de l'Autriche abonde en minerais de toutes sortes. C'est du fond de l'Allemagne que, durant tout le moyen âge et longtemps après, on faisait venir en France les mineurs par excellence.

L'Institut impérial et royal de géologie, fondé à Vienne en 1849, et chargé de dresser la carte et la statistique de toutes les richesses minérales de l'Autriche, a publié sous le titre de : *Coup d'œil géologique sur les mines de la monarchie autrichienne*, un premier travail que le Comité central autrichien pour l'Exposition universelle a eu soin de faire traduire en français et de distribuer, comme le commentaire de la magnifique collection d'échantillons minéralogiques qu'il avait rassemblés.

Il est bon d'étudier la topographie industrielle. La connaissance des aptitudes de chaque sol et de chaque climat explique en partie le succès ou la chute de telle ou telle entreprise industrielle, et préserve d'une ruine certaine ceux qui voudraient, dans des conditions inférieures, entrer en lutte avec une production bien assise. Mais la connaissance qu'il nous importerait bien davantage de recueillir, la lumière qui éclairerait non-seulement les tendances économiques des peuples, mais leur politique sociale elle-même, c'est la science de l'organisation intime et morale de ces industries.

L'Autriche présente en ce moment un spectacle unique peut-être dans l'histoire : elle achève d'accomplir, sans trouble comme sans injustice, une révolution large et profonde. Elle transforme le régime de la propriété tel que le moyen âge le lui avait légué, et cela sans léser les propriétaires. Elle a su, en un mot, régler équitablement le rachat des redevances féodales. Les anciens tenanciers sont libres de s'élever à la dignité entière, au plein et direct domaine de la propriété, sans que ce changement nécessaire porte aucun préjudice aux intérêts

légitimes des anciens seigneurs. Tel avait été le dessein de notre Assemblée constituante de 1789. La violence des temps ne lui permit pas de le mener à bonne fin. Le Gouvernement autrichien, plus libre aujourd'hui de ses actions, a pu faire une réforme graduelle de ce qui fut chez nous une révolution précipitée et violente; en même temps la grande industrie envahit rapidement les professions réservées jusqu'ici au labeur domestique et aux corporations d'artisans.

Dans cet empire en travail d'une rénovation générale, on voit coexister, jusqu'à ce qu'ils s'agglomèrent et se fondent entre eux, les éléments sociaux les plus divers. Dans l'exposition de la Moravie et de la Silésie autrichienne, on remarquait les tissus de laine envoyés par la corporation des drapiers de Tischnowitz, de Wischau, de Lomnitz, de Biélitz, et tout à côté des étoffes semblables provenant de la même province, de la même ville, mais les unes de manufactures privilégiées, les autres de fabricants libres; palpable témoignage de la coexistence, en Autriche, d'institutions qui semblent appartenir à des âges différents, et que l'on a peine à croire compatibles les unes avec les autres. Avant de tirer de ce fait curieux une conclusion pratique, il faudrait connaître en détail le système propre de ces organisations dissemblables. On voit, il est vrai, le même phénomène se produire dans une autre partie de l'Allemagne, dans la Saxe Royale. Ce pays fut de tout temps éminemment, démesurément industriel; sur deux millions d'habitants, il ne compte que six cent mille agriculteurs. La fabrication à la main des toiles et des fils de lin y prospérait autrefois. L'invention de Philippe de Gérard et le tissage mécanique des toiles forcèrent un grand nombre d'anciens tisserands de changer d'industrie et d'abandonner la fabrication des étoffes qui avait fait leur renommée, pour tisser des cotonnades et des calicots destinés à l'impression. La fabrication du drap par les métiers à la main, industrie saxonne non moins ancienne et non moins éprouvée par la concurrence des moteurs mécaniques, a cependant soutenu l'assaut : elle subsiste dans un grand nombre de petites villes, où les tisserands à la main sont encore réunis en corps de métier. Il est vrai que, grâce à une application nouvelle et très-intéressante du principe d'association, plusieurs de ces corporations possèdent des filatures mécaniques et des ateliers communs de foulage et d'apprêt. Nous empruntons cette indication au *Catalogue spécial des produits de la Saxe Royale*, publié par les soins du commissaire spécial près l'Exposition, le docteur Waldemar Seyffarth. Quelque disciple de M. Leplay (l'étude impartiale des faits sociaux ne saurait faire école avec plus d'à-propos qu'aujourd'hui) ira, nous l'espérons, soumettre à la méthode de son maître ces phénomènes de transition.

Nous sommes dès à présent mieux renseignés sur un autre point d'intérêt général. Au XVIIIe siècle, alors que la noblesse constituait

encore, en France, un ordre distinct et privilégié, on discuta beaucoup pour savoir s'il convenait ou non à sa dignité qu'elle se mêlât de commerce et d'industrie. L'abbé Coyer et ses contradicteurs soutinrent à ce propos une controverse qui n'aurait plus de base aujourd'hui. En Autriche, on n'agite plus la question : elle est résolue.

On remarquait parmi les exposants de ce pays, non-seulement des gentilshommes verriers (nous en avions en France avant 1789), ou maîtres de forges, mais des nobles de tous les degrés qui exercent en grand toute espèce d'industrie. Le comte de Harrach, par exemple, fabricant de cristaux à Neuwelt (en Bohême), exploite des filatures et des tissages de coton à Starkenback et à Janowitz.

Les belles races de moutons élevées dans les bergeries modèles de la Silésie, de la Moravie, de la Bohême, étaient représentées par de nombreuses cartes d'échantillons de laine et par des toisons entières. Sur le couvercle des caisses, on pouvait dire, tant elles avaient d'élégance, des écrins d'acajou et d'ébène qui renfermaient les précieux spécimens d'une richesse nationale, brillaient les armoiries des maisons nobiliaires les plus anciennes ou les plus titrées. Le prince de Lichtenstein, le comte de Daun, le comte de Kaunitz, la comtesse Blücher-Wahlstadt, le prince de Kinsky, la comtesse Sedlnitzki, le prince de Lippe-Schaumbourg et beaucoup d'autres nobles personnages rivalisaient avec la Direction des Domaines de Sa Majesté l'Empereur Ferdinand, éleveur à Prague. Tout à côté du tribut des bergeries impériales, la Corporation des bouchers de Debreczin (Hongrie) avait étalé des peaux brutes et des cornes de bœufs.

Elever des bœufs ou des moutons, vendre ou faire manufacturer le cuir ou la laine de ses troupeaux, faire des verres ou des vitres, des cristaux ou des assiettes, c'est chose en soi complétement indifférente au point de vue de la considération extérieure. L'amour-propre le plus inquiet n'a lieu ni d'en rougir ni de s'en vanter. Mais si l'on considère l'industrie, non pas seulement comme un moyen de faire valoir des capitaux, mais comme une occasion de rendre service à des hommes, de répandre autour de soi la vie, le travail, la civilisation, aucune fonction sociale n'ouvre au dévouement, à la générosité, à tous les nobles sentiments, une plus belle carrière. Il n'y a point de tradition, il n'y a point de titres de famille, si illustres soient-ils, que l'industrie, exercée dans l'intérêt public, puisse humilier. Tout au contraire, ainsi entendue, la participation la plus directe aux œuvres vives du travail (je ne dis pas aux spéculations de bourse et de commerce) offre aux descendants d'anciennes familles le moyen le plus honorable de perpétuer dans leurs mains ou de rajeunir une influence sérieuse.

Amédée Hennequin.

(La suite à un prochain numéro.)

ÉTUDE SUR M. RENAN

ET SUR

LES RÉSULTATS DE L'EXÉGÈSE RATIONALISTE.

(PREMIER ARTICLE.)

HISTOIRE GÉNÉRALE DES LANGUES SÉMITIQUES, PAR M. E. RENAN. OUVRAGE COURONNÉ PAR L'INSTITUT [1]. — 1 vol. in-8. 1855.

L'ouvrage que je me propose d'examiner n'est point, comme son titre pourrait le faire croire, une œuvre pacifique de pure philologie. On y sent au contraire presque partout l'ambition fiévreuse d'un jeune homme qui veut faire, pour son début, une révolution dans la Science et dans la Religion. A propos de langues orientales, M. Renan y expose tout un système sur la philosophie de l'histoire, sur l'exégèse biblique et les questions les plus capitales de la théologie. Il ne prouve nullement ce système ; il n'essaie pas même de le prouver ; mais il l'affirme au nom de la science, avec le ton d'un savant que sa compétence notoire dispense de fournir des preuves à l'ignorance du vulgaire. Ce volume néanmoins avait paru depuis plusieurs mois, sans que le public l'eût remarqué, lorsque l'auteur a pris un moyen plus efficace pour éveiller l'attention. Il a condensé habilement les assertions les plus téméraires de l'exégèse antichrétienne dans vingt-cinq pages extraites en partie de son *Histoire des*

[1] La première ébauche de ce volume fut présentée au concours du *prix Volney*, en 1847. C'était l'introduction d'une grammaire comparée des langues sémitiques. Cette introduction, en se transformant d'année en année, sous la plume de son auteur, est devenue un volume de 500 pages in-8°. Quoi qu'en dise son titre, elle diffère notablement du mémoire *couronné* en 1847, et l'Institut n'a pas approuvé les témérités que M. Renan voudrait mettre sous le patronage de cette savante compagnie. Ce n'est pas du reste la première fois que l'on compromet l'Académie en présentant au public comme *couronnées* par elle des erreurs qu'on n'a pas même soumises à son examen.

langues sémitiques. *La Revue des Deux-Mondes* a publié ces pages le 15 novembre 1855, sous ce titre à effet : *Du peuple d'Israël et de son histoire*.

La sensation a été vive : les passions irréligieuses se sont emparées d'un pamphlet où la foi constante, unanime, des sociétés chrétiennes était niée radicalement, au nom de la science. Les ennemis de l'Église ne pouvaient manquer d'applaudir au manifeste d'un jeune philologue, dont la verve hautaine et l'audace érudite leur annonçaient un vigoureux auxiliaire. Des âmes droites, mais étrangères aux fortes études religieuses, ont été troublées; et beaucoup de lecteurs superficiels croient aujourd'hui, sur la parole de M. Renan, que l'autorité surnaturelle de la Bible vient d'être anéantie par la science d'un M. Ewald, qu'ils ne liront jamais, bien certainement.

L'exactitude et la compétence de M. Renan dans les matières philologiques viennent d'être contestées, de la façon la plus dédaigneuse, par un savant Anglais, qui a le droit d'être sévère. Mais je laisse l'appréciation de ce débat aux arbitres de la science. Pour apprécier les erreurs que je veux critiquer, il n'est pas nécessaire d'étudier les langues sémitiques.

Je me propose seulement, en effet, d'examiner les principales thèses philosophiques, historiques et théologiques de M. Renan, et ses jugements sur nos livres saints. Un peu de bon sens et la science commune suffisent à cette tâche.

I.

Toutes les importations de la science allemande ne méritent pas confiance et respect. Nulle part peut-être il n'y a plus de vrais savants qu'au delà du Rhin; mais nulle part aussi il n'y a plus de rêveurs et de sophistes.

Pour ne parler que de la linguistique, « les merveilleux résultats obtenus par les Bopp, les Schlegel, les Humboldt, les Burnouf, ont inspiré » en Allemagne une sorte d'ivresse à des jeunes gens avides de thèses » nouvelles, qui ont cru pouvoir, dès leurs premiers pas dans la science, » égaler les découvertes des grands maîtres... En feuilletant quelques » dictionnaires, on s'est donné à peu de frais un semblant de philologie » comparée. Il est plus commode de débuter par des rapprochements » hardis, qui n'exigent pas un bien vaste savoir, que de se livrer au travail patient des textes. Certes, l'ancienne école, qui ne se proposait » d'autre but, dans les études orientales, que de lire, de parler ou d'écrire » un ou plusieurs idiomes de l'Orient, sans rattacher ces études à un ensemble de vues historiques et littéraires, pouvait être à bon droit taxée » d'insuffisance. Mais il vaudrait mieux ne pas l'avoir dépassée que de » courir de telles aventures. La philologie timide peut être incomplète ; » mais IL EST MOINS FACHEUX D'ÊTRE INCOMPLET QUE D'ÊTRE CHIMÉRIQUE[1]. »

[1] *Hist. des langues sémit.*, préf., p. V-VI.

Qui dit cela? un juge dont M. Renan ne contestera pas la compétence, — M. Renan lui-même. — Ailleurs il reproche à MM. J. Fürst et Delitzsch de vouloir trop visiblement « SE FAIRE UNE PLACE dans le monde » critique PAR DE HARDIES NOUVEAUTÉS. » — « Le grand mal des sciences » philologiques en Allemagne, dit-il, est *cette fièvre d'innovation* qui fait » qu'une branche de recherches amenée presque à sa perfection par l'ef- » fort de pénétrants esprits, *se trouve en apparence démolie le lendemain par » de présomptueux débutants, qui aspirent, dès leur coup d'essai, à se poser » en créateurs et en chefs d'école* [1]. »

On ne saurait mieux dire! Mais M. Renan, qui peint si bien ses rivaux d'Allemagne, mérite évidemment les reproches qu'il leur adresse. Et ce n'est pas seulement dans des matières philologiques, c'est dans des matières d'une tout autre gravité.

Malgré la confiance que lui inspire ce qu'il écrit, il n'a pu s'empêcher de pressentir que ces critiques lui seraient appliquées de prime abord par les juges les plus compétents. Mais son système étant fait, son livre même probablement étant imprimé, il a tenté l'aventure, et s'est borné à conjurer le péril au moyen d'une préface, dont l'accent modeste et embarrassé contraste singulièrement avec le ton tranchant qui compromet les parties même les meilleures de son livre. « En blâmant, dit-il, des témérités de » méthode qui ne semblent propres qu'à jeter du discrédit sur la philo- » logie comparée, je n'ignore pas qu'à beaucoup d'excellents juges je paraî- » trai moi-même trop porté aux conjectures [2]. » Son goût passionné pour les hypothèses paradoxales l'entraîne, en effet, continuellement à des témérités qui, je crois, lui enlèveront tout crédit dans l'esprit des hommes sérieux.

Montrons tout d'abord, par un exemple caractéristique, l'aplomb surprenant avec lequel il pose les assertions les plus insoutenables, comme des faits notoires, ou des théorèmes incontestés. — Il écrivait un jour, dans la *Revue des Deux-Mondes*, ces paroles dignes de Lamettrie, du baron d'Holbach et de Robinet : « LA SCIENCE DÉMONTRE qu'à un certain jour, *en » vertu des lois naturelles qui jusque là avaient présidé au développement » des* CHOSES, *sans exception* NI INTERVENTION EXTÉRIEURE, l'être pensant » est apparu, doué de toutes ses facultés et parfait quant à ses éléments » essentiels [3]. »

Ainsi la nature, qui n'a jamais produit, sous l'œil de la science, la moindre espèce animale ou végétale, aurait eu jadis, par elle-même, le pouvoir miraculeux de produire des hommes complets!... Les lois qui jusque là avaient présidé au développement des *choses*, auraient enfanté, à un certain jour, des êtres personnels, intelligents et libres; et cet enfantement n'aurait exigé, en aucune sorte, l'*intervention* d'une puissance

[1] *Hist. des langues sémit.* p. 422.

[2] Préface, p. VI.

[3] *Revue des Deux-Mondes* du 15 décembre 1851, p. 1063. — Il avoue ensuite qu'on ne peut nullement expliquer l'apparition de l'homme par les lois qui régissent aujourd'hui les phénomènes du globe. Et, malgré cela, il affirme que cette apparition s'est faite uniquement en vertu des lois naturelles des choses!... Ce ne sont pas, à coup sûr, les sciences d'observation qui l'ont conduit à un tel paradoxe.

supérieure ! — Voilà ce que M. Renan n'a pas craint d'affirmer, du ton le plus dogmatique, comme un principe notoirement acquis à la science ! — Il ne donne pas (et pour cause) le nom de la science qui, suivant lui, a DÉMONTRÉ ces paradoxes ; mais il renvoie les lecteurs qui voudraient vérifier son assertion à l'école introuvable de la *science en général*.... Que dire d'un tel procédé dans une telle matière ?

On peut, d'après cet exemple, juger de la foi que mérite sa parole dans des matières où l'illusion est plus facile. Lorsqu'on a ainsi écarté, au nom de la science, l'auteur de la nature, y a-t il une vérité religieuse qu'on ne puisse également nier, au nom de la science ? Quand on ose prétendre que l'apparition de l'espèce humaine doit s'expliquer sans nulle intervention du Créateur ; quand, pour ne pas reconnaître en Dieu la puissance créatrice, on attribue cette puissance aux *lois naturelles des choses*, est-il surprenant qu'on refuse de voir l'action *surnaturelle* de la Providence dans l'histoire sacrée ? ..

On se rappelle la maxime de Danton : — « Pour réussir dans les luttes révolutionnaires, il faut d'abord de l'audace, ensuite de l'audace, et toujours de l'audace ! »

M. Renan met cette devise en pratique. Néanmoins, son audace est mêlée de prudence : il évite habilement de s'arrêter dans l'absurde et connaît l'art des sous-entendus. Dans la phrase que je viens de citer, par exemple, l'idée de Dieu est éliminée, sans que Dieu soit nommé.

Du reste, M. Renan est d'avis qu'introduire dans un livre de science le nom de Dieu, c'est faire preuve de *mauvais goût*. Rendant compte du *Cosmos* de M. de Humboldt, il louait un jour ce savant d'avoir partout fait abstraction de Dieu et de sa Providence, dans l'explication et la description de la nature : « *La sobriété de bon goût* qui caractérise M. de » Humboldt, disait-il, *se montre surtout en ce qui touche aux causes pre-* » *mières*[1]. Un judicieux critique a fait remarquer que *Dieu n'est pas nom-* » *mé une seule fois dans ces deux volumes consacrés à l'explication de* » *l'univers*. L'observation est vraie à la lettre ; j'ajouterai même qu'*on* » *n'y trouve pas un seul de ces synonymes par lesquels on aime souvent à* » *remplacer le nom vulgaire*. Buffon et le XVIIIe siècle disaient *la nature ;* » M. de Humboldt *est plus puriste encore ; jamais il n'emploie aucune* » *expression qui rappelle le principe* des choses.... *La théologie naturelle* » telle qu'on l'entend en Angleterre, telle qu'elle se montre, par exemple, » dans les écrits de Boyle, Derham, Parker, etc., sorte d'exégèse de la » nature au point de vue finaliste, et *sous l'impression toujours immé-* » *diate et personnelle de la divinité, est d'*AUSSI MAUVAIS GOÛT, *au point de* » *vue scientifique*, que la manière de ceux qui font de la philosophie » naturelle une *philippique* contre Dieu[2]. »

Il y a, dans nos mœurs littéraires, une sorte de pudeur qui ne permet guère à l'impiété le cynisme du langage. Un honnête homme, si peu croyant qu'il soit, ne souffre pas volontiers que l'athéisme se montre à nu devant lui. M. Renan le sait, et ne voudrait pas se compromettre

[1] Ce pluriel est à remarquer.
[2] La *Liberté de penser*, 15 novembre 1848, p. 571-572.

avec les princes de la science, pour le honteux plaisir de blasphémer comme M. Proudhon. L'absurdité surannée d'un athéisme grossier ne saurait d'ailleurs satisfaire une intelligence aussi cultivée que la sienne. D'ordinaire, il se fait donc une loi d'imiter le silence qu'il admire dans le *Cosmos*, comme une preuve de *bon goût* scientifique. Il n'est pas de ces athées furieux, qui ne cessent de faire des *philippiques* contre Dieu. C'est un Hégélien du *centre gauche*, et non de l'*extrême gauche*, qui sait très-bien apprécier le style frénétique de ses amis les *montagnards ;* mais, tout en riant de leur mauvais goût, il leur souhaite bon succès. Un jour, par exemple, dans la *Liberté de penser,* il s'affligeait de ce que le traducteur de Feuerbach n'avait pu trouver encore un éditeur pour ses blasphèmes [1]. Sous la réserve contrainte de son langage, on reconnaît l'accent haineux d'une âme révoltée contre le Dieu vivant, dont le souvenir la poursuit. J'aurai occasion d'en montrer plus d'une preuve dans la suite de ce travail.

II.

De même, selon M. Renan, qu'*à un certain jour les lois de la nature* ont improvisé l'homme, sans nulle intervention d'un Dieu distinct du monde, « il est INDUBITABLE (je cite textuellement) qu'à un certain jour, par l'expansion naturelle et spontanée de ses facultés, l'homme a improvisé le langage [2]. »

Dans son *Histoire des langues sémitiques*, M. Renan développe cette hypothèse, sans la prouver d'aucune façon, et sans même la préciser. Je citerai un specimen de ces vagues développements : « Dès le premier » moment de sa *constitution*, l'esprit humain fut complet ; le premier fait » psychologique renferma, d'une manière implicite, tous les éléments » du fait le plus avancé... Depuis l'acte générateur qui le fit être, le lan- » gage ne s'est enrichi d'aucune fonction vraiment nouvelle. Un germe » est posé, renfermant en puissance tout ce que l'être sera un jour; le » germe se développe, les formes se constituent dans leurs proportions » régulières; ce qui était en puissance devient en acte; mais *rien ne se* » *crée, rien ne s'ajoute ;* telle est la loi commune des êtres soumis aux » conditions de la vie. — Telle fut aussi la loi du langage.... *La gram-* » *maire de chaque race fut formée d'un seul coup ;* la borne posée par » l'effort *spontané* du génie primitif n'a guère été dépassée [3]. »

En présence de ces formules ambiguës, empruntées aux écoles panthéistiques de l'Allemagne, les questions s'élèvent en foule dans tout esprit qui ne se paie ni de paroles équivoques, ni d'assertions arbitraires.

Où M. Renan a-t-il vu tout cela? comment le sait-il? par quel moyen a-t-il constaté, je ne dis pas seulement l'existence, mais le caractère uni-

[1] La *Liberté de penser*, 15 juillet 1849, p. 129, 130. Le livre de Feuerbach, dont il s'agit, est l'expression cynique de l'athéisme le plus audacieux.

[2] *Revue des Deux-Mondes*, 15 décembre 1851, p. 1064.

[3] *Hist. des langues sémit.*, p. 444-446.

versel des lois qu'il énonce d'une manière si absolue et d'un ton si dogmatique? Dieu n'est-il pour rien dans *l'acte générateur* qui a produit les langues-mères et le système grammatical de chaque famille? — « Un » germe est posé;... rien ne se crée, rien ne s'ajoute. » Qu'est-ce à dire? Les germes des choses, des hommes et des langues sont-ils créés ou incréés? Existent-ils avant d'être *posés?* Et par qui sont-ils *posés?* Qui les développe? Qui *constitue* leurs formes et leurs *proportions régulières?* — M. Renan ne le dit pas; mais il suppose qu'entre savants l'intervention de Dieu ne peut être considérée comme expliquant quoi que ce soit. Cette supposition est même pour lui, ce semble, un axiome qu'on ne doit pas mettre en question, et qui n'a aucun besoin d'être prouvé, ni justifié!

Pour expliquer sans Dieu le développement primitif des langues, le vulgaire des philologues supposait autrefois et suppose souvent encore que les éléments des langues ont été produits successivement, et que les systèmes grammaticaux des diverses familles ont été composés pièce à pièce. On a cru, sans doute, diminuer ainsi la difficulté en la divisant. Mais les linguistes les plus profonds de notre époque ont rejeté cette explication comme inadmissible, en ce qui concerne le fond essentiel et originel des langues.

M. Renan pense comme eux que la difficulté capitale, dans la formation des langues mères, n'a pu être partagée, et qu'il a fallu bon gré mal gré la résoudre en un seul coup [1].

Ce n'est pas, dit-il, par des juxtàpositions successives que s'est formé le langage; mais, semblable aux êtres vivants, il fut, dès son origine, en possession de ses parties essentielles. C'est en ce sens que G. de Humboldt a pu dire que *le langage avait été donné tout fait à l'homme*, et que F. Schlégel l'a appelé une création d'un seul jet [2].

Malgré cela, M. Renan ne veut pas croire que le premier homme ait reçu de Dieu une langue toute faite; il n'admet pas davantage que les langues des différentes races aient été, à Babel, créées *d'un seul jet*, sous l'influence mystérieuse d'une intervention divine. Il préfère supposer que l'expansion naturelle des facultés humaines a créé toutes les langues-mères, sans influence miraculeuse. Il affirme que les choses se sont passées infailliblement comme il le suppose; et, quand il a reproduit son assertion sous diverses formules scientifiques, il croit l'avoir démontrée!

Il avoue bien « qu'*aucune* image empruntée à l'état actuel de l'esprit

[1] On peut voir le développement et les preuves de cette opinion dans la seconde partie du beau discours de Mgr Wiseman sur l'*Ethnographie philologique*, et dans l'*Histoire des langues sémitiques*, par M. Renan, p. 431, 432, 443, 444.

[2] *Hist. des langues sémit.*, p. 444-445. — « Ceux qui rapportent à un couple unique les races si variées de l'espèce humaine, disait Niebuhr, doivent supposer un miracle, pour expliquer l'existence d'idiomes de structures différentes; pour ces langues, qui diffèrent dans leurs racines et leurs qualités essentielles, ils doivent admettre le prodige de la confusion des langues. *L'admission d'un semblable miracle n'offense point la raison.* Les débris de l'ancien monde prouvent clairement, en effet, qu'un autre ordre de choses existait avant l'ordre actuel; il est donc très-croyable qu'après avoir duré un certain temps, cet ordre primitif subit une révolution qui changea son essence. » — *Neibuhr's rœmische geschichte*, 3e Ausg., 1 theil, s. 60. — Cfr le 1er discours de Mgr Wiseman sur l'*Étude comparée des langues*, 2e partie.

» humain ne peut nous aider à concevoir » cette création des langues par la spontanéité naturelle de l'esprit humain; — « fait étrange, dit-il, devenu entièrement impossible dans notre milieu réfléchi [1] ! » — Mais il n'en donne pas moins pour INDUBITABLE ce fait IMPOSSIBLE aujourd'hui, ce fait qu'*aucune image empruntée à l'état actuel de l'humanité ne peut nous aider à concevoir!*... J'ai cherché dans ses écrits une preuve quelconque de ce fait, je n'ai pu réussir à la trouver.

En général, M. Renan se dispense d'indiquer les procédés qui l'ont conduit à ses théories hypothétiques. Il semble toujours prononcer des oracles et compter sur une aveugle déférence. Je crains, en effet, que bien des lecteurs ne le croient plus volontiers que la Bible!

Et cependant il n'a pas lui-même une foi bien ferme à ses affirmations. On sent parfois, sous l'absolutisme de son langage, un fond d'inquiétude sceptique.

Ayant écarté le flambeau qui seul éclaire véritablement l'origine du monde, de l'homme et des langues, il s'est vu réduit à deviner, à conjecturer comment les choses ont *dû* se passer primitivement. Mais ses habitudes critiques ne sauraient lui permettre de se fier longtemps à des conjectures arbitraires. Comment, par exemple, un esprit si exigeant pourrait-il trouver une satisfaction durable dans des conjectures telles que celle-ci : — « Il n'est pas impossible que la naissance du langage ait été » précédée d'*une période d'incubation*, durant laquelle des causes, en tout » autre temps secondaires, auraient agi d'une manière énergique et » creusé les abîmes de séparation qui nous étonnent [2]. »

Les écrits de M. Renan offrent çà et là des indices d'une exaltation qui peut expliquer bien des illusions; mais son imagination et ses passions irréligieuses ont beau s'exalter, le scepticisme reprend toujours le dessus, et l'expression du découragement succède aux hypothèses les plus hasardées. Après la phrase vide et prétentieuse que je viens de citer, vient celle-ci, qui semble ajoutée pour l'excuser : — « LES ORIGINES DE L'HUMANITÉ SE PERDENT DANS UNE TELLE NUIT, QUE L'IMAGINATION MÊME N'OSE SE » HASARDER SUR UN TERRAIN OU TOUTES LES INDUCTIONS SEMBLENT MISES EN » DÉFAUT [3]. »

Malheureusement l'imagination de M. Renan aime, quoi qu'il en dise, à s'égarer dans cette *nuit* ; il s'efforce même d'en épaissir les ténèbres, comme pour dérober aux prises de la critique ses inductions les plus téméraires. — Nous allons en voir une preuve dans les efforts qu'il fait pour obscurcir l'unité originaire de l'espèce humaine.

[1] *Revue des Deux-Mondes*, 15 décembre 1851, p. 1064. — « Peut-être, dit-il quelques pages plus loin, peut-être notre siècle a-t-il abusé du mot de *spontanéité* dans l'explication des phénomènes que ni l'expérience ni l'histoire ne sauraient atteindre (p. 1086). » — Il entrevoit la vérité, mais ne s'y arrête point.

[2] *Hist. des langues sémit.*, p. 419. — Cette phrase est un *specimen* du langage inintelligible sous lequel M. Renan s'efforce parfois de cacher l'embarras de sa pensée.

[3] *Ibidem*, p. 420.

III.

I.—Que la famille indo-européenne et la famille sémitique soient parties des mêmes régions, et qu'on puisse leur attribuer la même origine, — M. Renan l'accorde à ses maîtres. Il paraît bien tenir à constater, par une foule d'objections, que cette concession est assez bénévole, et qu'à la rigueur il pourrait s'y refuser; mais, finalement, il convient que ses objections ne sont pas décisives, — que les preuves philologiques, historiques et psychologiques par lesquelles on établit l'unité originaire de ces deux familles ont au moins le caractère de la vraisemblance; — que cette unité primitive des deux familles humaines les plus distinguées est une hypothèse probable, — et qu'il est même *permis* de rapporter à cette grande unité les races chamites et couschites.

« Le contact anté-historique des peuples indo-européens et des peuples » sémitiques est devenu, dit-il, une sorte d'hypothèse reçue dans les plus » hautes et les meilleures régions de la science allemande. *Sans me pro-* » *noncer sur ce point avec la même assurance* que M. Ewald et M. Lassen, » je dois dire cependant que cette hypothèse me semble n'avoir contre » elle aucune objection *décisive* et servir de lien à beaucoup de faits qui, » sans cela, restent inexpliqués ... Sans doute, la race sémitique présente » un type très prononcé, qui fait que l'Arabe et le Juif sont partout re- » connaissables. *Mais ce caractère différentiel est beaucoup moins profond* » *que celui qui sépare un brahmane d'un Russe ou d'un Suédois : et pour-* » *tant les peuples brahmaniques, slaves et scandinaves appartiennent évi-* » *demment à la même race*.... Tour à tour les Juifs, les Syriens, les Ara- » bes, sont entrés dans l'œuvre de la civilisation générale et y ont joué » leur rôle, comme partie intégrante de la grande race *perfectible* [1]..... » Envisagés par le côté physique, les Sémites et les Ariens ne font qu'une » seule race, la race blanche; envisagés par le côté intellectuel, ils ne » font qu'une seule famille, la famille civilisée.. On expliquerait *à peine* » comment deux espèces apparues isolément, se montreraient aussi sem- » blables dans leur constitution essentielle, et se seraient si facilement » confondues en une seule et même destinée...

» ... RIEN N'EMPÊCHE QUE DES PEUPLES SORTIS D'UN MÊME BERCEAU, MAIS » SCINDÉS DÈS LES PREMIERS JOURS, NE PARLENT DES LANGUES DE SYSTÈME » DIFFÉRENT, tandis qu'il est difficile d'admettre que des peuples offrant » les mêmes caractères physiologiques et psychologiques ne soient pas » frères. Nous arrivons donc par toutes les voies à ce résultat *probable,* « *que les races sémitiques et ariennes ont cohabité, à leur origine, dans la* » *région du Bélourtag ou de l'Indoucousch*... On pourrait comparer ces re- » lations primitives à celles de deux jumeaux qui auraient grandi à une » petite distance l'un de l'autre, puis se seraient séparés tout à fait vers

[1] M. Renan ne croit pas à la perfectibilité des races sauvages; il leur attribue en conséquence une nature inférieure à la nôtre et une origine différente de la nôtre.

» l'âge de quatre ou cinq ans. En se retrouvant dans leur âge mûr, ils » seraient comme étrangers entre eux et ne porteraient guère d'autre » signe de parenté que des analogies imperceptibles dans le langage, » quelques idées communes, telles que le souvenir de certaines localités, » et par-dessus tout un air de famille dans leurs aptitudes essentielles » et leurs traits extérieurs [1].

» La philosophie comparée, aidée par l'histoire, établit *avec une entière* » *certitude* l'unité de la grande race indo-européenne... Elle rattache, » d'une manière *très-vraisemblable*, à la race indo européenne la race » sémitique, inséparable de la première dans l'histoire de la civilisation. » *Elle permet* de rapporter à la même famille les races chamites et cous- » chites, et arrive ainsi à montrer comme *possible* l'unité de toutes les » races qui ont fondé la civilisation dans l'ouest de l'Asie, dans l'Europe, » dans le nord et l'est de l'Afrique [2].

» Rien ne s'oppose à ce que l'on se représente les trois ou quatre gran- » des races qui figurent dans l'histoire de la civilisation, comme sortant » d'un berceau unique, situé dans l'Imaüs, restant quelque temps grou- » pées autour de ce berceau, et là formant leur langue *d'après trois ou* » *quatre types différents, mais toujours sur un certain nombre de bases* » *communes, et en y faisant entrer beaucoup d'éléments communs* [3]. »

On se tromperait fort, si l'on concluait de ces aveux que M. Renan est disposé à reconnaître l'unité originaire de toutes les races humaines. Profitant de l'obscurité qui dérobe aux investigations des sciences naturelles les origines de certaines races moins étudiées, et séparées de nous par des différences très-sensibles, il tâche de persuader à ses lecteurs que, pour demeurer fidèles aux lois de la science, ils doivent s'abstenir de croire que ces races sont unies à la nôtre par le lien d'une commune origine.

« *La science*, dit-il [4], *répugne* à admettre dans la grande famille des » peuples indo-européens, sémites, chamites et couschites, la race chi- » noise et surtout les races inférieures, *qui* DURENT *former la première* » *couche de la population du globe (sic)*. »

Je soutiens, au contraire, que *la science* ne *répugne* pas du tout à cette admission, et que M. Renan a tort de lui imputer les sentiments qui sont en lui trop visibles.

II.— A l'en croire, « si les planètes dont la nature physique semble ana- » logue à celle de la terre, sont peuplées d'êtres organisés comme nous, » *on peut* AFFIRMER *que l'histoire et la langue de ces planètes ne diffèrent* » *pas plus des nôtres que l'histoire et la langue chinoise n'en diffèrent* [5]. »

Or, son livre même nous fournit des données suffisantes pour réfuter ce paradoxe.

La civilisation chinoise, ayant eu un *développement à part*, devait avoir un

[1] *Hist. de langues sémit.*, p. 457, 463-465.
[2] *Ibid.*, p. 475-476.
[3] *Ibid.*, p. 468.
[4] *Ibid.*, p. 476. — C'est toujours le même procédé; M. Renan met ses *répugnances* personnelles sous la protection vénérée de *la science* qui, n'étant pas une personne, ne peut pas réclamer contre l'abus qu'il fait de son nom et de son crédit.
[5] *Ibid.*, p. 467.

caractère à part. Néanmoins (M. Renan le constate) elle est « arrivée à un » résultat *qui se rapproche beaucoup de la civilisation européenne.* Au pre- » mier coup d'œil, *la société chinoise paraît bien moins éloignée de la so- » ciété européenne que de la société indienne ;* et cependant, aux yeux d'un » observateur attentif, c'est la même constitution intellectuelle qui a pro- » duit le monde indien et le monde européen [1].

» La philologie comparée, aidée par l'histoire, établit *avec une entière certitude* l'unité de la grande race *indo-européenne* [2]. » — Une comparaison approfondie de la société brahmanique avec la société chinoise, d'une part, et notre société européenne, de l'autre, confirme pleinement le premier coup d'œil dont parle M. Renan. Les Indous ressemblent moins aux Français que les Chinois ne ressemblent aux Anglais. Tous les savants reconnaissent pourtant que les brahmanes sont bien de la même race que nous ; pourquoi donc les Chinois n'auraient-ils pas la même origine que nous et que nos frères d'outre-Manche ? Si l'énorme différence qui sépare notre société de la société hindoue, n'est pas une objection contre l'unité primitive de la famille indo-européenne, comment la différence moins considérable qui sépare notre civilisation de la civilisation chinoise, serait-elle une objection sérieuse contre l'unité originaire de l'espèce humaine ?

M. Renan avoue que la science *permet* de faire entrer les races chamites et couschites dans la grande famille des peuples indo-européens et sémitiques. Pourquoi donc *répugne*-t-il à y faire entrer pareillement la race chinoise ? N'a-t-il pas constaté lui même les analogies frappantes de la civilisation chinoise et des civilisations chamites et couschites ? — « Ca- » ractère matérialiste, instincts religieux et poétiques peu développés, » faible sentiment de l'art, mais sentiment très-raffiné de l'élégance ; » grande aptitude pour les arts manuels, et pour les sciences mathémati- » ques et astronomiques ; littératures exactes, mais sans idéal, esprit po- » sitif tourné vers le négoce, le bien-être et l'agrément de la vie ; pas » d'esprit public, ni de vie politique, au contraire une administration » très perfectionnée et telle que les peuples ne l'ont eue qu'à l'époque ro- » maine et dans les temps modernes ; peu d'aptitude militaire ; langues » monosyllabiques et sans flexions (*égyptien, chinois*) ; écriture hiérogly- » phiques ou idéographiques [3] : » — tels sont les traits communs qui lui paraissent caractériser ces civilisations. Et continuant d'associer les Chinois aux Chamites et aux Couschites, il termine ainsi son tableau synthétique : « Toutes les civilisations couschites et chamites ont disparu » sous l'effet des sémites et des Ariens. En Chine, au contraire, ce type » primitif de civilisation a survécu et est venu jusqu'à nous. » — Le caractère matérialiste qu'il attribue à ces civilisations ne leur est point

[1] *Hist. des langues sémit.*

[2] *Ibid*, p. 475.—Forcé de reconnaître que « la Chine est arrivée à un état *fort ressemblant* à celui de l'Europe, » M. Renan cherche à éluder les conséquences de ce fait en l'attribuant « *uniquement* à ce qu'il y a d'universel dans la nature humaine. » Mais ce qu'il y a d'*universel* dans la nature humaine, n'est-il pas le signe de l'unité originaire des différentes races?

[3] *Ibid.*, p. 474.

particulier et n'a rien d'absolu. On aperçoit çà et là des lueurs de spiritualisme dans les ténèbres qui couvrent l'ancienne Egypte comme la Chine antique et l'Inde primitive ; mais c'est bien le matérialisme qui domine partout, dans le monde païen. A travers le matérialisme des lettrés modernes et sous le voile de leurs commentaires trompeurs, on peut toutefois reconnaître encore, dans les traditions historiques et religieuses de la Chine antique, des rapports frappants avec les traditions religieuses et historiques résumées dans la Genèse. On a exagéré sans doute le nombre et l'importance de ces rapports; mais, toute déduction faite des rapprochements forcés et des explications contestables, il reste un fonds d'analogies telles, qu'aucun peuple européen ne saurait en offrir peut-être d'aussi remarquables. Du reste, ce n'est pas seulement par ce qu'il y a de pur et de vénérable dans leurs traditions anciennes, que les Chinois se rattachent à notre grande famille ; leurs erreurs, leurs superstitions, leurs fables, ne ressemblent pas moins à celles qui dominèrent en Europe, dans l'Asie occidentale et dans le Nord de l'Afrique, jusqu'aux premiers siècles de notre ère, et qui dominent encore chez les peuples païens.

La difficulté la plus spécieuse dont M. Renan pût tirer parti, c'est le caractère particulier de la langue chinoise ; mais M. Renan exagère visiblement quand il dit « qu'entre le chinois et les autres langues de l'Eu» rope et de l'Asie, il n'y a de commun que le but à atteindre. » Sur ce point comme sur bien d'autres, il se réfute lui-même. N'avoue-t-il pas que le chinois a des rapports avec l'ancien idiome de l'Egypte, qui lui-même en a avec l'hébreu ? « Plus on remonte vers l'état primitif de la » langue égyptienne, dit-il d'après M. de Rougé, PLUS ON TROUVE UNE LANGUE ANALOGUE AU CHINOIS, UNE LANGUE MONOSYLLABIQUE [1]. » On sait aussi que l'écriture chinoise est idéographique comme l'écriture hiéroglyphique des Egyptiens. Un ami de M. Renan, M. A. Maury, signalait naguère, dans la *Revue des Deux-Mondes* [2], ces rapports de la langue et de l'écriture chinoise avec la langue et l'écriture de l'Egypte.

Les philologues les plus éminents de notre époque supposent « que les » peuples sémitiques et indo-européens, sortis d'un même berceau, au» raient d'abord parlé en commun une même langue rudimentaire, ANA» LOGUE A LA LANGUE CHINOISE, dont les éléments se retrouveraient dans » les radicaux bilitères de l'hébreu... Ces deux races se seraient séparées » avant le développement complet des radicaux et surtout avant l'appari» tion de la grammaire. Chacune aurait créé à part ses catégories gram» maticales, sans autre rapport qu'une certaine similitude de génie. Telle » est l'opinion à laquelle semblent se ranger MM. Bopp, G. de Humboldt, » Ewald, Lassen, Lepsius, Benfey, Pott, Keil, Bunsen, Kunick, etc. Elle » obtenait, jusqu'à un certain point, l'assentiment de M. E. Burnouf [3].

[1] *Hist. des langues sémit*, p. 79.

[2] *Revue des Deux-Mondes*, 1er septembre 1855. — « En Egypte, le signe hiéroglyphique, employé à représenter une lettre initiale, servit quelquefois de *déterminatif* pour une classe entière d'objets. *On retrouve quelque chose de tout à fait analogue dans les clefs de l'écriture chinoise,* véritables *déterminatifs* qui rappellent ceux de l'écriture hiératique. »

[3] *Hist. des langues sémit.*, p. 427.

— d'après ces hommes si compétents, la langue chinoise serait donc *analogue* à la langue primitive des peuples indo-européens et sémitiques.

Cherchant, à la suite de ses maîtres, quel put être l'état primitif des langues sémitiques, avant la formation de leurs dialectes, M. Renan lui-même a été mené à cette conclusion : « On arrive ainsi à une langue sim- » ple et monosyllabique, sans flexions, sans catégories grammaticales, » exprimant les rapports des idées par la juxtaposition ou l'agglutina- » tion des mots, *à une langue, en un mot*, ASSEZ ANALOGUE AUX FORMES » LES PLUS ANCIENNES DE LA LANGUE CHINOISE. Un tel système devrait sans » doute être considéré comme logiquement antérieur à l'état actuel des » langues sémitiques. Mais est-on en droit de supposer qu'il ait réellement » existé? Voilà sur quoi *un esprit sage*, persuadé qu'on ne saurait deviner » *à priori* les voies *infiniment multiples de l'esprit humain*, hésitera tou- » jours à se prononcer [1]. » — Fort bien ! Mais, si l'on ne peut *deviner* à priori *les voies infiniment multiples de l'esprit humain*, comment *un esprit sage* voudrait-il décider *à priori* qu'aucune des familles issues de Noë n'a pu arriver à la langue chinoise par une de ces *voies* inconnues?

Le mystérieux châtiment qui produisit à Babel la confusion des langues, nous dispense de chercher *comment* ont pu se produire les différences profondes qui séparent depuis un temps immémorial les langues de certains peuples [2]. On conçoit, du reste, sans peine, que ces différences ont dû se multiplier et devenir plus profondes chez les peuples qui sont restés dans l'isolement. Or, tel est le cas des Chinois et des races sauvages.

Nous avons cité d'ailleurs un aveu de M. Renan qui tranche la question : — « Rien n'empêche, dit-il, que des peuples sortis du même berceau, » mais scindés dès les premiers jours, ne parlent des langues de système différent [3]. » — Que dirions-nous de plus ?

III. — Les races sauvages n'ayant pas de souvenirs traditionnels, ou du moins en ayant peu, ne sauraient nous fournir de nombreuses données, pour constater la noblesse de leur première origine. C'est donc sur elles principalement, c'est sur leur ignorance, sur leur défaut de mémoire que compte le scepticisme. Mais, quoique les sciences *naturelles* manquent de moyens pour faire l'histoire de ces races et remonter ainsi à leur berceau, quoique les langues de ces peuples déchus aient été très-peu étudiées jusqu'à ce jour, il n'est pas vrai que *la science répugne*, comme le dit M. Renan, à reconnaître en eux des membres déchus de la grande famille civilisée.

La rationalisme tend, je le sais, à détruire dans les âmes la conviction

[1] *Hist. des langues sémit.*, p. 87.

[2] M. Renan dira que le savant ne peut renoncer à s'expliquer le *comment* des choses. Mais lui-même déclare qu'il faut y renoncer sur le point précis qui nous occupe : « *Nous devons*, dit-il (p. 439), *renoncer à retrouver le sentier capricieux que suivit* » *l'imagination des créateurs du langage et les associations d'idées qui les guidèrent* « dans cette œuvre spontanée, où tantôt l'homme, tantôt la nature renouaient le fil brisé » des analogies et croisaient leur action réciproque dans une indissoluble unité ! »

Magna, immo maxima pars sapientiæ est quædam æquo animo nescire velle ; — Parole admirable, dit Hamilton, « d'un philosophe oublié, mais profond. »

[3] *Ibid.*, p. 465.

salutaire de la fraternité universelle des hommes. Mais le rationalisme n'est pas la science. Parmi les rationalistes les plus célèbres, quelques-uns d'ailleurs ont noblement repoussé l'hypothèse odieuse que M. Renan veut faire passer pour une donnée de la science. Je citerai seulement Schelling, qui s'exprimait ainsi dans ses *Leçons sur la méthode des études académiques :* « Il n'y a pas d'état de barbarie qui ne dérive d'une civi- » lisation détruite. Il est réservé aux travaux futurs sur l'histoire du » globe de montrer comment ces peuples qui vivent aujourd'hui à l'état » sauvage, ne sont que des peuplades violemment séparées par des révo- » lutions de toute communication avec le reste du monde, et qui, dans » leur isolement, privées des trésors amassés de la civilisation, sont » tombées à l'état où nous les voyons. Je regarde absolument l'état de » civilisation comme ayant été le premier état de la race humaine [1]. »

M. Renan professe une opinion tout opposée. Il ne la prouve pas, mais l'énonce en passant, comme un résultat évident de la science. Il paraît frappé de l'idée que les races sauvages sont par essence incapables de progrès, tandis que les races civilisées sont au contraire, par leur nature, à l'abri de la profonde déchéance dont les sauvages nous offrent le hideux spectacle. Mais les raisons qu'il donne pour justifier cette idée sont, comme elle, des hypothèses destituées de preuves.

« Aucune branche des races indo-européennes ou sémitiques, dit-il, » n'est descendue à l'état sauvage [2]. » — Comment peut-il le savoir? Est-ce que la plupart des races sauvages n'ont pas dû se former dans des âges et dans des contrées dont l'histoire nous manque? Il me semble, d'ailleurs, que les tribus barbares de l'Europe septentrionale ont été jusqu'à leur conversion au Christianisme, dans un état assez voisin de celui des sauvages. Supposons, toutefois qu'il y a, dans la famille indo-européenne et dans la famille sémitique, une énergie naturelle qui les a préservées de certaines déchéances, dont les autres familles humaines n'ont pas su se garantir sous des climats plus énervants; il restera à prouver que ces inégalités n'ont pas pu se produire parmi les enfants d'un même père, sous les influences diverses des institutions et des climats; or, c'est ce que M. Renan ne prouve pas. Les sciences naturelles nous montrent qu'il y a, dans les espèces végétales et animales, une tendance incontestable à produire des variétés profondément inégales en force et en beauté. Pourquoi des phénomènes analogues n'auraient ils pas pu se produire dans le développement de l'espèce humaine et devenir permanents, sous l'action durable de certaines circonstances extérieures?

« On n'a pas, dit encore M. Renan, un seul exemple d'une peuplade » sauvage qui se soit élevée à la civilisation [3]. » — Admettons le fait comme certain, bien qu'il soit difficile à constater ; que faudrait-il en conclure? Qu'aucune de ces peuplades *n'a pu* s'élever à la civilisation? Est-ce que l'homme fait toujours tout ce qu'il peut faire? Supposons, d'ailleurs, que les sauvages soient incapables de sortir du misérable état

[1] P. 119 de la traduction publ. par M. Ch. Bénard.
[2] *Hist. des langues sémit.*, p. 468.
[3] *Ibid.*

dans lequel ils végètent; s'ensuit-il qu'ils aient toujours été frappés de la même incapacité? Qui n'a rencontré des hommes abrutis, dont les facultés intellectuelles et morales semblent détruites par le vice? *Naturellement* ces hommes sont incapables de se régénérer; ils appartiennent cependant à la même race que nous. Les peuples sauvages peuvent avoir eu originairement toutes les aptitudes qui leur manquent aujourd'hui. Ils les auront perdues, comme tant de jeunes gens perdent sous nos yeux les dispositions et les aptitudes naturelles qu'ils montraient dans leur enfance.

Du reste, il s'en faut bien que ces peuples déchus soient incapables de recouvrer les facultés qui semblent atrophiées dans leur nature. Par la grâce du Sauveur des hommes, *tous les peuples sont guérissables* [1]; et de nos jours mêmes, des Océaniens anthropophages, transformés en des hommes nouveaux par l'influence divine du Catholicisme, sont arrivés à la pratique des vertus les plus difficiles. Qui sait si leurs descendants ne fonderont pas un jour, dans les îles de l'Océanie, une civilisation comparable à celle qu'ont élevée en Europe les fils des Goths, des Francs et des Normands?

Quoi qu'il en soit, l'abîme profond qui sépare aujourd'hui les races sauvages des races civilisées, ne prouve nullement que ces races ont eu jadis une origine différente. Au sein même de la civilisation la plus brillante, il y a des familles presque aussi dégradées que les sauvages de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Océanie. Si ces familles étaient isolées durant des siècles, au milieu des bois, sous des climats énervants, elles formeraient, à coup sûr, des races non moins ignorantes, non moins féroces, non moins abruties que les Caffres et les Endamènes.

Sans doute, M. Renan le dit très-bien, « la langue des peuples civilisés » est à elle seule un signe de leur noblesse et comme une première philosophie [2]. » Mais les langues ou du moins les traditions des sauvages prouvent que ces peuples déchus appartiennent, par leurs origines, à la famille civilisée. J'en ai pour garant le juge le plus expert et le moins suspect de préoccupations théologiques, M. A. de Humboldt [3]. Tout ce qu'on a trouvé, chez ces peuples, de souvenirs et de monuments, les rattache, comme leurs idiômes, à des races supérieures [4].

IV.

La prétention suprême de M. Renan est « *d'éliminer* toute idée conçue » *à priori* sur le développement de l'humanité [5]. » — Personne pourtant n'a peut-être moins que lui le droit de dire comme Newton : « Hypotheses

[1] *Sap.* I, 14.
[2] *Ibidem.*
[3] *Vue des Cordillères*, passim.
[4] Voyez sur ce sujet d'importants détails dans les beaux *discours de Mgr Wiseman sur l'accord des sciences et de la religion.*
[5] *Hist. des langues sémit.*, p. 499.

» non fingo ! » Toutes ses idées générales sur l'histoire de l'humanité semblent, en effet, conçues *à priori*, par opposition aux idées traditionnelles conçues *à posteriori* sous l'influence des faits.

Non content de supposer arbitrairement que les races humaines ont apparu, chacune de leur côté, sur divers points du globe et en divers temps, il a déterminé *à priori* l'ordre chronologique suivant lequel ces races ont *dû* probablement *faire leur apparition*. Voici cet ordre imaginaire, tel qu'il a jugé à propos de le tracer :

« 1° Races *inférieures* n'ayant pas de souvenirs, *couvrant le sol dès une » époque qu'il est impossible de rechercher historiquement*, et dont la dé» termination appartient aux géologues.... L'Océanie, l'Afrique méridio» nale, l'Asie septentrionale, en sont restées à cette *humanité primitive* » qui DEVAIT offrir les plus profondes diversités, mais TOUJOURS *une inca» pacité* ABSOLUE *d'organisation et de progrès.*

» 2° Apparition des premières races civilisées : Chinois, dans l'Asie » orientale ; Couschites et Chamites dans l'Asie occidentale et l'Afrique. » Premières civilisations empreintes d'un caractère matérialiste... *Ces ra» ces comptent trois ou quatre mille ans d'histoire avant l'ère chrétienne...*

» 3° Apparition des *grandes* races *nobles*, Ariens et Sémites, venant » de l'Imaüs. Ces races apparaissent en même temps dans l'histoire, la » première en Bactriane, la seconde en Arménie, deux mille ans environ » avant l'ère chrétienne...

» Ainsi, la philologie comparée, aidée par l'histoire, arrive, non pas » certes à résoudre, mais à circonscrire le problème des *origines de l'es» pèce humaine*... elle établit, d'une manière approximative, l'ordre chro» nologique selon lequel ces races diverses sont entrées dans l'histoire, et » *la date relativement moderne de l'apparition des races civilisées*[1]. »

Il ne s'agit pas seulement ici de l'ordre suivant lequel les races humaines sont entrées sur le théâtre de l'histoire ; il s'agit en même temps de l'avénement de ces races à l'existence. En effet, quoique les peuples sauvages soient toujours restés en dehors de l'histoire, M. Renan suppose très explicitement qu'ils sont antérieurs aux peuples civilisés, et qu'ils « ont formé la première couche du monde humain. » Beaucoup d'athées et de panthéistes se plaisent à conjecturer que l'humanité s'est ainsi formée par des dépôts successifs. M. Renan ne voudrait pas s'engager à défendre leurs rêves burlesques ; néanmoins, il suppose, d'après eux, qu'*une première couche* de races sauvages s'est produite, on ne sait quand ni comment, sans l'intervention d'un Dieu créateur ; — trois ou quatre mille ans avant notre ère, les premières races civilisées auraient apparu, sans qu'on sache mieux comment ; — puis enfin, seraient venues les *grandes races nobles* des Ariens et des Sémites, deux mille ans environ avant l'ère chrétienne. — Entre cette Genèse fantastique et les découvertes positives de la philologie et de l'histoire, il n'y a pas la moindre connexion logique. Aucune science n'induit à penser que les races sauvages soient antérieures aux races civilisées ; aucune n'établit

[1] *Ibidem*, p. 473-476.

que les Chinois, les Couschites et les Chamites aient *existé avant* la famille indo-européenne et la famille sémitique. Parmi ces races, les unes sont arrivées plus promptement que les autres à l'état de sociétés régulières, industrieuses et florissantes ; mais ce n'est pas à dire que les unes soient nées avant les autres et dans des contrées différentes. Les Germains sont arrivés à la civilisation après les Romains ; ils appartiennent cependant à la même famille, ils sont venus primitivement des mêmes contrées et ont eu la même origine. M. Renan est forcé d'en convenir.

« Les races sauvages, dit-il, *n'ont pas de souvenirs, et il est impossible* » *de rechercher historiquement l'époque de leur apparition.* » Comment donc peut-il savoir que cette apparition eut lieu avant celle des races civilisées ? La *détermination* précise de l'époque où parurent les sauvages appartient, suivant lui, aux géologues. Les géologues n'ont rien à dire sur cette question : leur science prouve seulement que l'espèce humaine, dans son ensemble, est moins vieille que M. Renan ne paraît le dire.

Voici le seul fait qu'il produit pour démontrer cette antériorité prétendue des races sauvages : — « Partout les Ariens et les Sémites trouvent » sur leurs pas, en venant s'établir dans un pays, des races à demi sau- » vages qu'ils exterminent et qui survivent dans les mythes des peuples » plus civilisés sous forme de races gigantesques ou magiques, nées de la » terre, souvent sous forme d'animaux [1]. » Rien de plus facile à concilier avec l'histoire biblique des origines humanitaires. Parmi les hommes qui repeuplèrent le monde après le déluge, ceux qui aimaient la vie sédentaire, restant groupés autour du second berceau de l'humanité, y fondèrent des sociétés compactes, qui ne pouvaient s'étendre que très-lentement, mais qui devaient soumettre peu à peu les populations moins solidement constituées. Les hommes, au contraire, qui aimaient par-dessus tout les voyages, la liberté et les aventures, se dispersèrent de tous côtés à travers les forêts immenses dont la terre avait dû se couvrir rapidement. Ils durent, en peu de temps, se trouver divisés par d'énormes distances. Vivant de chasse et de pêche, absorbés par des occupations grossières, perdant chaque jour le souvenir de la tradition primitive, cherchant dans des plaisirs monstrueux l'oubli de leur misère, la plupart, sans doute, tombèrent bientôt dans des habitudes qui étouffèrent en eux la raison et la conscience. Ainsi durent se former les populations sauvages, d'après les conjectures les plus vraisemblables. Il n'est donc pas surprenant qu'elles aient précédé partout les races civilisées, dont le développement serré dut être beaucoup moins rapide.

M. Renan pose, comme second principe de sa genèse, cette assertion que « les Chinois, les Couschistes et les Chamites comptent trois ou quatre mille » ans d'histoire avant l'ère chrétienne, » tandis que les Ariens et les Sémites apparaissent seulement dans l'histoire « deux mille ans avant notre ère. » Mais il ne prouve pas plus cette thèse que l'antériorité des races sauvages. Et comment la prouverait-il ? Est-ce que les Couschistes et les Chamites

[1] *Hist des langues sémit.*, p. 474.

nous ont laissé leur histoire? J'accorderai volontiers que le génie industriel, commercial, artistique et politique s'est développé chez eux avant de se développer chez les Ariens et les Sémites; mais s'ensuit-il qu'ils aient existé avant ces deux races, comme M. Renan paraît l'insinuer? De ce que les Romains sont arrivés à la civilisation avant les Germains, qui donc voudrait conclure qu'ils sont arrivés au monde avant eux?

Ni les monuments de l'histoire chinoise, ni ceux de l'Asie occidentale, ni ceux de l'Egypte, ne nous font remonter par-delà l'époque dont la Genèse nous offre l'histoire la plus ancienne, la plus authentique, la plus digne de foi à tous égards.

L'Hérodote de la Chine, Sse-ma-thsian, n'écrivait qu'un siècle avant Jésus-Christ [1], et il n'eut à sa disposition que des lambeaux de chroniques échappés à la proscription, ou des traditions éparses dans la mémoire des vieillards [2]. Aussi Klaproth ne place le commencement de l'*histoire certaine* en Chine qu'en 782 avant Jésus-Christ [3]. Le Chou-King, il est vrai, fait remonter les origines de la société chinoise à l'an 2255 avant Jésus-Christ, au temps du roi Yao, qui semble être un des petits-fils de Noé. Mais, suivant l'expression de Klaproth, il y a là environ quatorze siècles d'*histoire incertaine*. Sse-ma-thsian prétendit remonter jusqu'en 2697, c'est-à-dire environ vingt-six siècles avant l'époque où il écrivait. Mais il avait, pour remonter si haut, moins de données certaines que le rédacteur du *Chou-King*, qui s'était prudemment arrêté au temps d'Yao. Nous ferons donc une concession un peu gratuite, ce semble, aux sinologues enthousiastes, en disant avec A. Rémusat : « L'histoire de la Chine remonte avec certitude jusqu'au 22e siècle avant notre ère, et des traditions qui n'ont rien de méprisable permettent d'en reporter le point de départ quatre siècles plus haut, à l'an 2637 avant Jésus-Christ [4]. » — C'est à cette même année 2637 que Klaproth fait commencer l'histoire *incertaine* de la Chine [5]. Les souvenirs les plus lointains et les plus douteux des Chinois dépassent donc à peine de quelques siècles le temps d'Abraham. Sur l'histoire primitive de l'humanité, avant la dispersion des peuples, la Chine ne possède nul renseignement historique comparable à la Genèse. Nous le montrerons plus amplement dans une étude spéciale sur le Pentateuque.

Il paraît bien que les enfants de Cham, mettant à profit les ressources traditionnelles de la civilisation anté diluvienne, fondèrent, après le déluge, dans l'Asie occidentale et en Egypte des sociétés industrieuses qui

[1] A. Remusat, *Nouv. Mél. asiat.*, t. II, p. 232.

[2] « Les vieilles chroniques, dit A. Remusat, avaient péri dans l'incendie général de l'an 213. *Ibid.*, p. 137.

[3] *Asia polyglotta.*

[4] *Nouv. Mél. asiat.*, t. I, p. 65.—600 ans après notre ère, Ssé-ma-tching n'a pas craint d'ajouter encore deux siècles à la chronologie de Ssé-ma-thsian, pour y donner place à des mythes obscurs. Mais cette prétention de faire remonter toujours plus haut l'histoire chinoise, à mesure qu'on s'éloignait davantage des temps primitifs, ne mérite pas la moindre confiance. « Il n'y a, dit Klaproth, *rien à tirer* de ce que les Chinois eux-mêmes ont appelé *Wahï-ki*, c'est-à-dire *ce qui n'est pas de l'histoire.* » *Asia polyglotta.*

[5] *Ibidem.*

s'élevèrent très-rapidement à un état extraordinaire de puissance et de prospérité matérielle. Mais, si brillantes qu'aient été ces premières civilisations post-diluviennes, leur développement peut trouver sa place dans les limites de la chronologie biblique [1].

Si l'homme eût commencé par l'état sauvage et se fût développé lentement, des monuments pareils à ceux du premier empire égyptien supposeraient bien deux mille ans de progrès avant Abraham; mais le sauvage est l'homme dégradé et non l'homme primitif. Pourquoi d'ailleurs le génie artistique des enfants de Cham n'aurait-il pas débuté par des chefs-d'œuvre d'architecture, de sculpture et même de peinture, comme le génie grec a débuté par l'Iliade et l'Odyssée, ou comme les Normands, à peine sortis de la barbarie, ont débuté dans l'art chrétien par de magnifiques cathédrales que nous savons à peine conserver et imiter? Toute l'histoire prouve que le génie des arts, de l'industrie et du commerce ne se développe pas d'une manière lente et continue, mais qu'après des âges d'une activité surprenante il s'affaisse et s'endort souvent pour de longs siècles.

Je reviendrai plus tard, s'il plaît à Dieu, sur ces questions importantes. Mais on doit voir déjà que les assertions de M. Renan ne méritent nulle confiance, et que sa manière de traiter l'histoire est profondément arbitraire, hypothétique et destituée d'exactitude.

V.

En terminant le livre absurde et impie où il s'est efforcé d'anéantir l'histoire évangélique, le docteur Strauss essayait d'établir, qu'après tout, son ouvrage ne violait en rien la croyance de l'Eglise chrétienne, que plutôt il la confirmait [2].

M. Renan, qui admire beaucoup le docteur Strauss, imite ce procédé. Il s'efforce de prouver que l'unité originaire des races humaines est une hypothèse gratuite et même impossible. Mais en même temps il soutient, hardiment et à plusieurs reprises, que sa critique ne s'attaque nullement à l'*idée* sainte enveloppée dans ce dogme.

La vérité est qu'en certains passages, il semble exagérer, loin de la méconnaître, l'unité de l'espèce humaine [3]. Mais, suivant lui, l'unité qu'il importe d'admettre, ce n'est pas l'unité matérielle d'origine, c'est

[1] Sur la chronologie biblique, voyez les dissertations insérées dans la Bible de Vence et une note substantielle de M. H. Wallon, à la suite de son livre intitulé : *La Sainte Bible résumée dans son histoire et dans ses enseignements.*

[2] *Vie de Jésus*, conclusion. Voyez, sur cet audacieux paradoxe, les paroles sensées de M. E. Quinet, *Allemagne et Italie*. t. II, p. 390.

[3] « *En un sens*, dit-il (p. 442), l'unité de l'humanité est une proposition sacrée et scientifiquement incontestable; on peut dire qu'*il n'y a qu'une langue, qu'une littérasure, qu'un système de traditions mythiques,* puisque ce sont les mêmes procédés qui partout ont présidé à la formation des langues, les mêmes sentiments qui partout ont fait vivre la littérature et la poésie, les mêmes idées qui se sont partout traduites par des mythes divers. » — S'il en est ainsi, que signifie l'argumentation de M. Renan contre l'unité originaire de notre espèce? Ne s'appuie-t-elle pas sur les *différences* des races? N'exagère-t-elle pas démesurément ces différences?

l'unité *spirituelle*, ou l'unité *idéale*, ou la similitude de nature intellectuelle, ou l'unité de fin, toutes choses qu'il paraît vaguement confondre.

« Le grand dogme de l'unité de l'espèce humaine, dit-il, dans sa haute » signification morale et religieuse, est tout à fait au dessus de la critique [1]... Il ne peut entrer dans la pensée de personne de combattre un » dogme que les peuples modernes ont embrassé avec tant d'empressement, qui est presque le seul article bien arrêté de leur symbole religieux et politique [2], et qui semble de plus en plus devenir la base des » relations humaines sur la surface du monde entier. Mais *il est évident* que cette foi à l'unité religieuse et morale de l'espèce humaine, » cette croyance que tous les hommes sont enfants de Dieu et frères, *n'a » rien à faire avec cette question scientifique qui nous occupe ici.* Aux époques de symbolisme, on ne pouvait concevoir la fraternité humaine sans » supposer un seul couple faisant rayonner d'un seul point le genre humain sur toute la terre. Mais avec le sens *élevé* [3] que ce dogme a pris de » nos jours, une telle hypothèse n'est plus requise. Toutes les religions et » toutes les philosophies complètes ont attribué à l'humanité une double » origine, l'une terrestre, l'autre divine. L'origine divine est évidemment » unique, *en ce sens que toute l'humanité participe, dans des degrés divers, » à une même raison et à un même idéal religieux* [4]. Quant à l'origine terrestre, c'est un problème de physiologie et d'histoire qu'il faut laisser » au géologue, au physiologiste, au linguiste, le soin d'examiner, *et dont » la solution n'intéresse que médiocrement le dogme religieux.* La science, » pour être indépendante, a besoin de n'être gênée par aucun dogme, » comme il est essentiel que les croyances morales et religieuses se sentent à l'abri des résultats auxquels la science peut être conduite par ses » déductions [5]. »

La vraie science n'est pas plus *gênée* par les dogmes catholiques que par les théorèmes également inflexibles de la géométrie, de la logique et de la morale. Les vérités morales et religieuses, de leur côté, ne peuvent être, en aucune façon, contredites par *les résultats* de la vraie science. Mais rien ne peut ici-bas mettre les vérités scientifiques, morales et religieuses, *à l'abri* des attaques de la sophistique. L'homme, en effet, est essentiellement libre ; bien qu'il *doive* consacrer ses forces au service et à la défense de la vérité, il *peut* toujours manquer à ce *devoir*. Le moyen que M. Renan propose pour sauvegarder à la fois l'indépendance de la

[1] *Histoire des langues sémitiq.*, p. 447.

[2] Je ne vois pas que cet article soit mieux *arrêté* que les autres dans les vagues symboles des démocrates et des rationalistes. Il n'a les formes *arrêtées* de la vérité et de la certitude que par la foi positive au Christianisme.

[3] Dans le langage de l'école philosophique à laquelle appartient M. Renan, un *sens élevé* est un sens *vague et indéterminé*.

[4] Suivant l'hypothèse idéaliste et panthéistique de l'école hégélienne, Dieu n'est qu'une *raison impersonnelle*, un monde idéal substance et cause du monde réel ; tous les hommes participent plus ou moins à cette *raison*, à cet *idéal*, qui prend en eux un caractère personnel ; c'est en ce sens qu'ils sont fils de Dieu, d'après Strauss et, ce me semble, d'après M. Renan.

[5] *Hist. des lang. sémit.*, p. 448-449.

science et les intérêts sacrés de la morale et de la religion, n'est qu'une illusion trompeuse, ou un *chemin couvert* destiné à protéger la marche des assiégeants et à les conduire sans péril au pied des murailles qu'ils voudraient saper.

A considérer les choses d'une manière abstraite, l'unité spirituelle, idéale et finale du genre humain peut, il est vrai, se concevoir sans l'unité matérielle d'origine. Mais, pour croire solidement et pratiquement que toutes les races humaines ont la même nature spirituelle, la même destinée finale, les mêmes devoirs et les mêmes droits essentiels (toutes vérités connexes), nous avons grand besoin de croire et de nous rappeler sans cesse que toutes ces races ont bien la même origine. L'unité matérielle d'origine est quelque chose de plus que le signe extérieur de la fraternité des âmes, de l'unité de leur fin, de leurs devoirs et de leurs droits ; elle en est aussi la garantie. Voilà pourquoi les hommes qui croient fermement à cette unité originelle, sont les seuls qui croient fermement aussi à l'unité des destinées humaines, et savent aimer comme des frères les sauvages les plus dégradés.

M. Renan nous fournit des preuves suffisantes de cette vérité. Tous les arguments qu'il entasse pour rendre douteuse l'unité originaire des races humaines, sont appuyés, en effet, sur les différences naturelles de ces races, et moins encore sur la diversité de leurs traits extérieurs que sur la *dissemblance de leur nature intellectuelle et morale*. Il accorde bien, d'une manière fugitive, que « toute l'humanité participe, dans des degrés « divers, à une même raison et à un même idéal religieux ; » mais l'unité de cette *raison* et de cet *idéal* paraît le frapper beaucoup moins que la *diversité* des *degrés*. Cette diversité, suivant lui, est si profonde qu'elle rend incroyable l'unité d'origine. A l'en croire, les races sauvages sont par nature incapables de perfectionnement, et les Chinois diffèrent des Européens autant que pourraient en différer les habitants d'une autre planète, si par hasard ils étaient façonnés sur le type vague de l'humanité. Au fond, il répugne visiblement à admettre que, dans toutes les races, on puisse avoir la même destinée morale et religieuse, les mêmes devoirs, et par suite les mêmes droits essentiels. Je ne dis pas que son cœur y répugne ; ses sentiments valent mieux, je pense, que ses idées. Mais, qu'il le sache ou l'ignore, toutes les idées qu'il s'efforce d'inculquer aboutissent logiquement à cette conclusion fataliste : *Les croyances, les mœurs, les langues et les destinées des différentes races sont, comme leur existence, leurs inclinations et leurs facultés, des résultats nécessairement et profondément divers des lois naturelles qui ont produit ces races en divers temps et en divers lieux.*

M. Renan admet volontiers que toutes choses ont un lien mystérieux dans l'unité idéale du monde ; il ne semble pas avoir, pour les absurdes mystères du panthéisme, la répugnance qu'il manifeste pour les augustes mystères du Christianisme. Mais les brahmanes aussi admettent cette unité panthéistique, et n'en justifient pas moins le régime oppressif des castes par l'hypothèse de l'inégalité originaire des races ! Que M. Renan y songe bien ! l'idée confuse de l'unité du

monde, qui embrasse les animaux, les plantes, les minéraux mêmes aussi bien que les hommes, ne saura jamais inspirer aucun dévouement, ni même aucun respect sérieux pour les nègres de l'Afrique et les sauvages de l'Océanie. Comment se dévouer au salut de ces nations déchues, quand on les juge incapables de perfectionnement? Pour consacrer sa vie à les régénérer, il faut compter sur le secours de la grâce, il faut croire à la parole du Dieu qui rend tous les peuples *guérissables*, qui veut le salut de tous, qui s'est incarné pour tous, et nous oblige de les aimer tous.

M. Renan constate qu'en général les races civilisées ont chassé devant elles les races sauvages, et les ont détruites, au lieu de les transformer. Il en sera toujours ainsi, quand la *Charité*, fille de la *Foi*, ne dominera pas l'égoïsme orgueilleux de ces races *nobles*, auxquelles M. Renan attribue le privilége d'une nature essentiellement supérieure. « Si les » habitudes et les traditions chrétiennes pouvaient être supprimées, les » idées locales prévaudraient, et le sentiment de la fraternité humaine » s'évanouirait dans les âmes [1]. »

H. DE VALROGER.
O. I. C.

[1] *Essais sur la philosophie et la religion*, par M. E. Saisset, p. 293.

BULLETIN LITTÉRAIRE.

LA RELIGION *depuis Adam jusqu'à la fin du monde,* par l'abbé C. A. BERNARD, chanoine de l'église cathédrale de Dijon. — 2 vol. in-12. Paris, Charles Douniol.

Bien des livres ont paru où l'on expose la doctrine chrétienne; plusieurs ont un mérite incontestable, mais en général ils sont d'une longueur qui rebute ou d'une brièveté qui dégénère en sécheresse. L'ouvrage que nous annonçons aujourd'hui semble avoir évité ce double inconvénient; il est assez court et cependant assez complet. De plus, il parle le langage du sentiment en même temps que celui de l'intelligence; car, selon le jugement du vénérable évêque de Dijon qui a bien voulu l'approuver, ce livre offre à l'esprit et au cœur, « avec d'utiles enseignements, tout le charme et les avantages d'une lecture de piété. »

Le plan de l'auteur est simple, clair et logique. Il présente d'abord l'abrégé historique de la religion, montrant quels ont été les rapports de Dieu avec les hommes et la conduite des hommes envers Dieu depuis la création jusqu'au christianisme. On trouve ensuite la démonstration de cette vérité, que Dieu a parlé aux hommes et leur a révélé les vérités et les préceptes nécessaires à leur salut, et qu'ainsi la religion qui nous instruit de ces vérités et de ces préceptes est l'œuvre de Dieu. Puis, après avoir établi que la religion existe sous une forme sociale qui se nomme l'Église, l'auteur fait connaître les dogmes, l'esprit du christianisme avec les commandements et les conseils qu'il nous donne. Enfin l'ouvrage se termine par le tableau du bonheur que la religion nous fait trouver sur la terre, en attendant la félicité qu'elle nous fera trouver dans le ciel.

Tel est l'ouvrage de M. l'abbé Bernard. Il est, comme on le voit, assez complet, encore qu'il ne justifie pas bien son titre. Pourquoi dire *jusqu'à la fin du monde,* quand l'abrégé historique s'arrête à Jésus-Christ? Si cela signifie que le dogme catholique ne changera jamais, il valait mieux le prouver solidement en vingt pages que de l'affirmer obscurément dans le titre du livre. M. l'abbé Bernard écrit sans prétention; nous lui en ferions un compliment sincère, si les pensées et le style n'y perdaient un peu de ce relief qui attire et fixe l'attention du lecteur.

Quoi qu'il en soit de ces remarques, nous pensons, comme l'auteur,

que son travail suffit pour affermir dans leur foi les personnes élevées chrétiennement, et dont le jugement n'a pas encore été faussé ni le cœur perverti par des lectures malsaines ; qu'il suffit pour ramener à réfléchir sérieusement sur elles-mêmes les personnes dont la foi et la vertu auraient déjà reçu quelque atteinte, et qui voudraient revenir à l'innocence et à la joie de leurs meilleures années. Et nous ne pouvons que répéter les paroles de Mgr. l'évêque de Dijon, qui recommande « expressément cet ouvrage à tous ceux qui tiennent à faire connaître et aimer notre sainte religion, dont il expose clairement et complétement les dogmes, la morale et l'histoire. »

ESSAI *sur la fatalité dans le théâtre grec*, par F. R. Chamboulin. — Paris, Auguste Durand, rue des Grès.

Cette thèse est écrite en vue de prouver que les critiques ont été trop sévères à l'égard du théâtre grec, quand ils l'ont accusé d'accorder trop d'empire à cette force d'en haut qui conduit les affaires humaines, et d'affranchir ainsi les hommes de leur responsabilité. L'auteur analyse les principales pièces des poëtes grecs, et essaie de prouver que les puissances supérieures qui y figurent sont justes et miséricordieuses, que les héros agissent librement, et pourraient éviter les catastrophes au milieu desquelles ils succombent.

Il est certain que la tragédie comme l'épopée perdrait presque tout son intérêt, si les personnages semblaient poussés mécaniquement vers un but quelconque par une force inéluctable. Or, les grands tragiques de la Grèce ont trop bien compris le théâtre pour y introduire ce quelque chose d'aveugle et de brutal qui répond au mot de fatalité pris dans son acception rigoureuse. Mais il n'en est pas moins vrai qu'ils nous montrent les membres d'une même famille liés par une solidarité si étroite, les malheureux payant pour les coupables sous l'action d'une force si invincible, que la liberté humaine ne trouve plus assez de place ni assez de jeu. La solidarité est un principe que la religion elle-même proclame ; mais, comme tous les principes, il peut être détruit virtuellement par ceux qui l'appliquent d'une manière exagérée. C'est ce que paraissent avoir fait à quelque degré les poëtes de la Grèce ; et la lecture de leurs tragédies laisse dans l'esprit une impression générale qui ne donne pas complétement raison à M. Chamboulin.

Saint-Maurin.

L'un des Gérants, Charles DOUNIOL.

Imprimerie de BEAU, à Saint-Germain-en-Laye, rue de Paris, 80.

AVERTISSEMENT.

Le Ministre Secrétaire d'État au département de l'Intérieur,

En exécution des dispositions de l'article 32 du décret organique sur la presse du 17 février 1852,

Vu l'article publié par *le Correspondant* dans son numéro du 25 janvier 1856 commençant par ces mots : *Nous sommes témoins depuis quelques années*, finissant par ceux-ci : *avec l'énergie d'âmes libres,* et signé : Albert de Broglie ;

Sur la proposition du Directeur général de la sûreté publique,

Arrête :

Art. 1er. Un premier avertissement est donné au *Correspondant* dans la personne de M. Charles Douniol, gérant, et de M. Albert de Broglie, rédacteur de ce journal.

Art. 2. Le Préfet de police est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 6 février 1856. *Signé :* BILLAULT.

L'an mil huit cent cinquante-six, le six février, à six heures du soir,

Nous, Charles-Gabriel Nusse, commissaire de police de la ville de Paris,

Avons notifié à M. Charles Douniol, gérant, et à M. Albert de Broglie, rédacteur du journal *le Correspondant*,

L'avertissement dont copie précède ;

Et pour que MM. Douniol et de Broglie n'en ignorent, nous leur avons laissé la présente copie, dans les bureaux du journal, en parlant à M. Douniol.

Le commissaire de police,
CH. NUSSE.

L'Avertissement qui nous frappe nous laisse ignorer quelles sont les parties de l'article de M. le prince de Broglie qui ont paru mériter cette pénalité. On sait d'ailleurs que cet acte de l'autorité ne doit et ne peut être suivi d'aucun commentaire.

Mais il nous est impossible de ne pas signaler la conduite de l'*Univers*, qui a attendu le moment où l'Avertissement ci-dessus venait d'être donné, pour publier trois articles contre l'écrivain à qui le silence est imposé, et, en outre, pour reproduire une lettre de M. le comte de Montalembert, lettre dont il sait fort bien que nul ne peut discuter aujourd'hui les termes ni les conséquences.

Un tel procédé est fait pour ajouter un nouveau chapitre, qui ne serait pas le moins concluant, à toute étude sur les *Caractères actuels de la polémique religieuse*.

Le Gérant,
CH. DOUNIOL.

ÉTUDES LITTÉRAIRES.

LE CORRESPONDANT

ET LA LITTÉRATURE.

Nous recevons avec reconnaissance les conseils éloquents que veut bien donner au *Correspondant* un juge aussi compétent en matière de critique littéraire que M. de Pontmartin. Quelques-unes de ses appréciations sur des points d'histoire, de politique et de littérature, paraîtront peut-être s'écarter d'opinions précédemment émises dans ce recueil ; mais les collaborateurs du *Correspondant*, invariablement unis sur tous les points qui touchent la foi catholique et les grands principes de liberté religieuse et politique, doivent conserver en toute autre matière cette indépendance personnelle qui est le droit du talent et la condition de l'originalité des écrivains.

Le Gérant, CH. DOUNIOL.

I.

La littérature, malgré ses fautes, est restée une des expressions les plus vivaces, les plus populaires, de la civilisation et de la société françaises. Au milieu même de nos vicissitudes politiques, nous l'avons vue se transformer et s'assouplir de façon à garder toujours sa place et son rôle, soit pour répondre à nos anxiétés, soit pour nous en distraire. Sous cette monarchie tempérée dont le bienfait, comme celui de la vie, n'a été bien senti qu'au moment où nous le perdions, elle a été de toutes les fêtes de l'intelligence, elle est intervenue dans les luttes de la tribune et de la presse, elle a figuré dans les assemblées et jusque dans les conseils de la couronne, elle a mêlé à de plus graves débats le conflit de ces libertés de la poésie et de l'art dont nous avons abusé tout comme des libertés politiques. Aux jours de crise et de péril urgent, après les premiers instants donnés à la surprise

et à la peur, elle a reparu pour essuyer nos reproches, pour en mériter d'autres, ou pour tenter, comme la lance d'Achille, de guérir les blessures qu'elle avait faites. Enfin, aujourd'hui que l'arène parlementaire est fermée et que les grands foyers de polémique se sont éteints ou assoupis, c'est elle qui a recueilli, non sans honneur, les naufragés des partis vaincus; c'est elle qui sert, non sans courage, à dégager ce trop plein-d'idées dont les gouvernements, quels qu'ils soient, doivent toujours craindre le travail latent et les explosions soudaines. La littérature n'est donc pas près de périr dans la patrie de Racine et de Fénelon, de Voltaire et de Montesquieu. Et cependant, il faut bien l'avouer, on sent, en y ramenant ses regards et sa pensée, quelque chose qui s'abaisse, qui se déprave, qui s'amoindrit dans l'estime des hommes. On aime encore les lettres, on croit difficile de s'en passer, mais le charme qu'elles exercent ressemble à tous ceux qu'on se reproche, auxquels on cède à regret et sans rien conclure en l'honneur de l'objet aimé. Méfiance, soupçon, rancune, appréhension, mépris même, il y a un peu de tout cela dans le sentiment inspiré par cet art qui devrait être le sacerdoce de l'esprit et qui n'en est que l'amusement futile quand il n'en est pas, hélas! la corruption grossière ou raffinée. Ce ne sont pas seulement les consciences timorées qui se détournent ainsi de la littérature en songeant au bien qu'elle pourrait faire et au mal qu'elle a fait: des hommes qui aimeraient mieux, j'en suis sûr, passer pour sceptiques que pour intolérants, ont éprouvé une impression analogue; ils ont écrit sur les excès et les abus de l'esprit littéraire, sur l'idolâtrie du poëte et de l'artiste s'adorant eux-mêmes, des pages ingénieuses et sensées dont la vérité serait plus frappante encore si leurs auteurs avaient pris soin de nous dire comment, lorsqu'on n'adore plus Dieu, on peut éviter de se choisir pour idole. La société polie, autrefois liée par tant d'affinités heureuses et de gracieux échanges avec le monde des lettrés, s'en est retirée peu à peu, justement froissée de ces peintures qui la représentaient à elle-même sous des traits calomnieux et mensongers, lasse d'être sacrifiée sans cesse à je ne sais quel idéal où toute passion, tout bonheur, tout génie, toute grandeur, étaient autant d'insultes à ses croyances et à ses lois. Même dans la bourgeoisie, dans ces milieux un peu inférieurs qui n'ont pas toujours montré autant de sagacité et de prévoyance, la littérature est suspecte et discréditée comme le contraire de ce raisonnable et substantiel esprit de conduite nécessaire à qui veut prendre la vie du côté positif et productif. Ainsi, la société chrétienne au nom de sa foi, le monde aristocratique au nom de son honneur ou de son orgueil, la classe bourgeoise au nom de ses intérêts, tous s'accordent dans un sentiment de répul-

sion ou d'alarme à l'endroit de la littérature, et nous connaissons tel père de famille qui, plutôt que de voir son fils se faire homme de lettres, préférerait le voir rester oisif ou devenir spéculateur, même dans un pays où les effets de l'oisiveté sont résumés par un proverbe et dans un temps où le goût des spéculations côtoie de si près la ruine et l'infamie.

D'où vient cela ? D'où vient ce mélange de prospérité et d'abaissement, de vie et de discrédit ? Ce vice ou ce malheur est-il inhérent à la littérature même, ou tient-il à des circonstances que l'on puisse conjurer ? Y aurait-il moyen de faire cesser le contraste, de réconcilier les lettres non-seulement avec cette moyenne un peu vague que l'on comprend sous la dénomination complaisante d'honnêtes gens, mais avec les lecteurs chrétiens, avec les nôtres ? Pour serrer de plus près encore notre texte, *le Correspondant* peut-il faire de la littérature proprement dite, de la vraie littérature, que nos adversaires n'aient pas le droit de qualifier dédaigneusement de littérature *de sacristie* ? Avant d'aborder ces questions, précisons encore mieux le terrain sur lequel nous voudrions les débattre.

La critique, cette partie de la littérature si bien appropriée à notre temps parce qu'elle repose sur l'analyse et que l'analyse est le triomphe des sociétés vieillies, la critique a fait, de nos jours, des progrès remarquables. Elle a pénétré dans l'histoire, dans la science, dans l'érudition, dans la poésie, dans l'art, animant ce qui semblait mort, fécondant ce qui semblait stérile, et parfois substituant des fleurs vivantes et fraîches à des plantes desséchées dans l'herbier. Son domaine s'est agrandi de mille excursions heureuses à travers les littératures étrangères, où se sont développées deux facultés naturelles à l'esprit français : l'expression et l'assimilation. On sourit d'étonnement et de pitié quand on songe à la critique telle qu'elle se pratiquait autrefois ; à ces chicanes de mots, à cette aridité de formules, à cette pauvreté d'idées, à cette petitesse d'aperçus, à ce pédantisme étroit à l'usage de rhétoriciens rachitiques, se disant fidèle à la tradition quand il n'était qu'obstiné dans la routine, et croyait, par exemple, pouvoir parler poésie sans comprendre ni connaître Shakspeare et Dante. Là, comme sur d'autres points, l'avantage est tout entier à notre époque ; et pourtant là encore on peut signaler une anomalie. La critique, au milieu de ses conquêtes, a perdu le plus précieux, le plus essentiel de ses priviléges : l'autorité. On la lit, on l'écoute, on l'applaudit, mais on ne la croit pas ; et il en résulte, pour elle, un défaut absolu d'influence et d'action, tant sur les jugements du public que sur les tendances littéraires. On dirait que cette analyse, dont elle use avec tant d'habileté et de finesse, réagit sur elle comme ces liqueurs corrosives qui finissent par remonter

de la main qui les distille aux poumons qui en aspirent les délétères parfums. On ne la croit pas, et elle ne se croit pas : persuadée de l'inutilité de ses efforts pour la direction des intelligences, elle accepte une de ces trois alternatives, toutes trois également stériles : ou se retrancher dans un dogmatisme immobile dont le vide se couvre de monotones draperies ; ou se jouer en de fantasques arabesques qui ressemblent à une abdication traduite en bons mots ; ou se réfugier dans le passé pour n'avoir pas à se déjuger et à se contredire dans le présent : si bien que la critique, qui, grâce à son accroissement et à ses succès, pourrait être la gardienne de la littérature, en devient la complice, et partage avec elle le triste honneur d'énerver le sens moral et de corrompre le sens littéraire de son siècle.

Encore une fois, comment s'expliquer cette situation bizarre, et comment y remédier? Art et critique sont-ils condamnés à dépérir dans l'engourdissement général de toutes ces facultés nobles et viriles qui purifient la passion sans l'étouffer et règlent l'imagination sans l'éteindre? Ou bien, si l'on essaie de les ramener en des voies plus chrétiennes et plus austères, doit-on dès lors renoncer au suffrage des gens de goût, se résigner à perdre ou à affadir tout ce qui fait vivre les ouvrages de l'esprit, et se contenter d'écrire pour une petite église qui ne représente en rien le mouvement intellectuel d'une époque ou d'un pays? Y a-t-il incompatibilité entre les plaisirs délicats de la pensée et les inaltérables devoirs de la conscience? entre les catholiques et la littérature? Telles sont les questions que je veux effleurer aujourd'hui, comme on plante un jalon à l'entrée d'une route, non pas avec la prétention de la parcourir, mais avec l'espoir d'y appeler des hommes plus dignes et plus capables d'y marquer leur trace.

II.

La lutte entre le bien et le mal ne date pas d'hier, en littérature comme en toutes choses : on retrouve cet éternel combat, qui est la vie même de l'humanité, dans les diverses phases de l'histoire comme dans les replis du cœur, dans les créations de la poésie comme dans les œuvres de Dieu, dans les plus grossiers symbolismes des théogonies païennes comme dans les plus limpides lumières de la religion révélée. Seulement il s'agit de savoir si une puissance fatale ou vengeresse a voulu, pour humilier l'homme dans ses ouvrages,

qu'il ne pût y atteindre au beau, y mettre de l'émotion et de la flamme, y exercer sur ses semblables le plus doux et le plus séduisant de tous les prestiges, qu'en foulant aux pieds les lois divines, en glorifiant le mal, en outrageant le bien. Disons-le sans crainte, avant toute preuve positive et tout exemple personnel, une telle supposition serait impie. Oui, il est impossible que ce Dieu qui a ordonné que sa créature l'honorât et l'adorât dans toutes les beautés de cet univers sorti de ses mains, ait permis qu'elle le blasphémât dans la portion la plus divine de sa création, dans ce rayon de sa divinité qu'on appelle l'âme, l'esprit, le génie. Autant vaudrait soutenir qu'il a créé le jour pour blesser nos regards, la nuit pour nous tourmenter de visions sinistres, les fleurs pour répandre des miasmes, les fruits pour se changer en poisons, les animaux pour nous dévorer, les prairies, les futaies, les vallons, les eaux jaillissantes pour nous apprendre à le renier et à le maudire. Autant vaudrait anéantir cet hymne universel qui, du brin d'herbe au chêne séculaire, célèbre incessamment sa grandeur et sa bonté. Sans doute ç'a été le signe et le châtiment de la créature déchue que, dans les productions de sa pensée comme dans le plus intime de son être, elle se sentît constamment tentée au mal et suspendue entre les deux principes qui sont au fond de sa nature et frémissent dans les frémissements de sa conscience ; mais c'est aussi le signe et l'honneur de la créature rachetée que, dans ses œuvres comme dans ses actes, elle ne puisse se décider pour le mal, s'abandonner à la révolte, sans troubler une loi supérieure aux vulgaires notions du goût, sans que son attentat, en altérant la pureté de son ouvrage, en ternisse aussi la beauté. Maintenant descendons de ces sphères qu'on pourrait trouver trop hautes pour notre indignité : allons au fait, et, de peur de nous égarer en de trop lointaines perspectives, tenons-nous-en à notre siècle.

Ce fut, on l'a dit, un beau moment que cette aurore du Consulat où une société tout entière revenait à la vie au milieu des enivrements de la gloire ; et ce n'est pas, nous le croyons, placer trop bas, trop près de l'éteignoir, notre idéal littéraire que d'y chercher des affinités avec cette époque où le cœur de la France battit d'un même élan d'enthousiasme et d'espérance. Le sentiment religieux qui se réveillait alors n'était ni bien profond ni bien réfléchi, et une voix éloquente a pu énumérer sans parti pris d'optimisme tout ce qui devait, il y a cinquante ans, accabler les catholiques, tout ce qui doit les rassurer aujourd'hui. Pourtant, par une sorte d'instinctif accord avec les besoins du moment, la littérature s'y fit chrétienne, ou du moins le christianisme y inspira presque toutes les œuvres qui ont mérité de survivre, et rejeta dans l'oubli ou l'abandon les pâles héri-

tiers d'un philosophisme échoué parmi des ruines. Les grands noms de Joseph de Maistre, de Bonald, de Chateaubriand, celui de Lamennais qui vint plus tard et mérita un instant d'être compté dans le groupe glorieux, sont trop présents à toutes les mémoires, trop magnifiquement installés au seuil de la littérature du XIXe siècle, pour qu'il n'y ait pas naïveté ou pléonasme à les redire, et, si nous les répétons ici, c'est afin de rappeler un fait consolant pour les catholiques. De ces quatre hommes illustres, deux sont restés jusqu'au bout ce qu'ils étaient au début, et les persistances de leur génie ont répondu à l'immobilité sereine de leur foi : un troisième, tout en demeurant fidèle aux grandes lignes et même à la pratique des vérités religieuses, a parfois cédé aux courants de son siècle et s'est surtout préoccupé de l'envie de n'être ni dépassé ni oublié par la génération nouvelle : le quatrième enfin, livré à tous les emportements révolutionnaires, a fait de sa soutane la robe de Nessus de ses apostasies. Il semblerait qu'au point de vue purement humain la gloire littéraire ait dû être pour chacun d'eux en proportion de sa résistance ou de son obéissance au souffle de son temps ; que les deux immobiles défenseurs de la religion et de l'autorité se soient perdus, au bout d'un demi-siècle, dans le lointain et l'ombre ; que le chevaleresque courtisan de la popularité ait reçu la récompense de ses brillantes faiblesses, et que le prêtre de génie recruté par la révolution ait été jusqu'au bout le maître et l'idole de tous les jeunes esprits. C'est tout le contraire : l'ingénieuse sagesse de M. de Bonald, l'envergure d'aigle et les accents de prophète du comte de Maistre vivent d'une vie toujours nouvelle, et paraissent se rapprocher de nous, entrer plus avant dans l'âme de notre siècle à mesure que nos expériences et nos mécomptes leur servent de pièces justificatives ; Chateaubriand, resté grand par les côtés où il a persisté, s'est amoindri par tous ceux où il a voulu rajeunir sa gloire ; et la société d'élite, sans acception de culte ou de croyance, a laissé, avec une pitié méprisante, M. de Lamennais tomber de chute en chute dans l'abîme de l'impiété démagogique. Grande leçon, salutaires exemples, qui prouvent que la fidélité au bien et au vrai peut être, même pour ce monde, la meilleure coquetterie du talent ! Mais il y aurait de l'outrecuidance à trop nous attarder dans le voisinage de ces noms fameux, et l'on nous demanderait ce qu'il y a de commun entre eux et nous : c'est d'ailleurs à mi-côte, dans les rapports de la critique avec la littérature, que nous voulons surtout chercher nos enseignements et nos souvenirs. A cette même époque où éclatèrent, comme des étoiles matinales au milieu du crépuscule voltairien, le *Génie du Christianisme*, les *Soirées de Saint-Pétersbourg*, la *Législation primitive*, et, un peu plus tard, l'*Essai sur l'Indifférence*, la critique chercha aussi à se restaurer ou à se fonder, et l'empres-

sement, le succès, la vogue, furent pour la critique réparatrice. On a fait quelque bruit, dans ces derniers temps, des contempteurs de nos gloires nationales, des iconoclastes qui, sous prétexte de rétablir les droits de la vérité outragée, ne craignent pas d'attenter à des noms consacrés par l'adoration populaire. Nous voudrions bien savoir si ces noms sont beaucoup plus glorieux, beaucoup plus chers à la littérature que ceux de Voltaire, de Jean-Jacques Rousseau, de Diderot, de d'Alembert et des autres coryphées de l'*Encyclopédie*. Or c'était justement contre ceux-là que s'exerçait la verve des écrivains à la mode, presque tous groupés dans un journal célèbre où se sont continuées les traditions de beau langage et de supériorité littéraire avec un peu moins de dévouement et de ferveur au service de la vérité. Chaque matin, ces écrivains attaquaient la philosophie irréligieuse et révolutionnaire dans ses plus illustres représentants sans que personne criât au scandale ou au sacrilége, sans que cette témérité nuisît à leur influence et les empêchât d'être acceptés par l'Europe entière comme les arbitres du goût. Leurs adversaires, les Garat, les Ginguené, les Morellet, consolateurs attardés de cette philosophie douairière, faisaient très-pauvre figure dans la lutte, et n'avaient pas même pour eux ces gros bataillons trop souvent acquis aux flatteurs des mauvais instincts de l'humanité. On sentait que la vie, le public, *la raison du plus fort*, étaient du côté des vengeurs des principes monarchiques et chrétiens, longtemps calomniés et méconnus. Et cependant, je le répète, la société qui leur décernait ainsi ses applaudissements et ses préférences n'était pas toute composée de catholiques bien ardents, et eux-mêmes, on peut le dire à distance, n'étaient ni des docteurs de l'Église ni des hommes de génie. Mais on sortait à peine d'un régime dont le nom symbolique s'est pour jamais incrusté dans le sentiment qu'il a inspiré, et cette terreur, vibrant encore dans les âmes, les disposait à confondre dans une égale rancune tout ce qui les avait poussées vers ce gouffre où toutes avaient laissé quelque dépouille sanglante de leurs illusions et de leurs tendresses. Cette philosophie à la fois si destructive et si stérile, cette révolution si radicale et si impuissante, avaient montré l'homme réduit à lui-même dans un tel état de misère, de crime et de nudité, qu'il ramenait sur sa poitrine les lambeaux de ces croyances, déchirées à tous les angles du chemin qui l'avait conduit des bosquets du paganisme-Pompadour aux marches de l'échafaud. La conscience de son néant terrestre l'effrayant et l'exaltant tout ensemble, il relevait ses regards pleins de larmes vers ce ciel qu'on avait tenté de lui fermer. A ces heures-là, Dieu merci ! la société est inflexible pour ses admirations, ses plaisirs, ses entraînements de la veille, pourvu qu'elle leur attribue une part dans les périls qu'elle a courus, dans

les malheurs qu'elle a soufferts : il en est d'elle comme des habitants d'une ville prise d'assaut ou dévorée par l'incendie, qui donneraient volontiers leurs tableaux de prix, leurs bijoux et leurs meubles pour sauver leur vie, leur femme et leurs enfants ! Plus de concession et de complaisance en faveur des talents corrupteurs, des chefs-d'œuvre subversifs, des poisons servis dans des coupes d'or ciselé ; plus d'accommodements entre la conscience et le goût : mais la vérité, rien que la vérité, avec le danger et la souffrance pour commentaires, et, pour conséquence logique, l'intolérance, cette belle et rude intolérance qui, en temps ordinaire, est reprochée à quelques-uns comme une exception monstrueuse, et qui, à certains moments, devient la loi générale. Voilà quel fut le secret de cette réaction intellectuelle qui, dans les premières années de ce siècle, donna l'avantage, non-seulement du mérite, mais même du succès, aux doctrines réparatrices, et consola le christianisme de cette période funeste où le Père Guénée, quelques prédicateurs de second ordre et quelques publicistes diffamés avaient seuls lutté contre l'éclatant triomphe du sophisme et du sarcasme. Sans trop insister sur les causes extérieures ou accessoires de ce changement de fortune, constatons ce que prouvèrent alors soit les grandes célébrités littéraires, soit les travaux de critique accomplis au-dessous de ces grands noms : qu'on a pu avoir du talent, faire de la bonne littérature, être écouté et réussir en prenant parti pour la vérité contre l'erreur, pour le bien contre le mal.

III.

La phase suivante fut moins favorable, bien qu'inaugurée par des idées qui semblaient devoir maintenir dans l'art le sentiment et l'esprit chrétiens ; la rupture avec les traditions académiques et païennes ; le retour au moyen âge, aux origines nationales, au génie qui avait créé nos monuments et nos cathédrales, à ce type religieux et chevaleresque que réveillaient les images du passé. L'illusion fut brillante, mais courte : la poésie s'arrêta un moment pour fleurir et rayonner sur ces ruines, et l'on put bientôt comprendre que ce qui avait été le charme des imaginations n'avait pas été la conviction des âmes. Il y eut dans le romantisme deux éléments contraires qui devaient nécessairement se combattre, et dont l'un devait détruire l'autre : monarchique et catholique par son point de départ, il était révolutionnaire par son action et son but. Il déchira ses parchemins, qu'il trouvait trop vieux pour son âge, s'intitula la révolution littéraire, et dut dès lors se perdre dans la révolution poli-

tique[1] : or, comme la révolution c'est le paganisme, comme le paganisme c'est le matérialisme, il en est résulté qu'après quelques années de prestige, de variation et d'avortement, l'école romantique s'est retrouvée en face de tout ce qu'elle s'était donné pour mission de détruire et de remplacer. De là ses inconséquences, son agitation dans le vide, son penchant à intéresser à ses succès les passions démocratiques, ses fastueux programmes aussi vite abandonnés que rédigés, ce je ne sais quoi de violent et de fébrile troublant, même chez les plus illustres, les pures et sereines lignes du beau, et finalement ses transactions humiliantes avec la fantaisie, avec le réalisme, avec l'art pour l'art, avec le mercantilisme littéraire, avec tous ces hochets de Muses aux abois, abusant de tout parce qu'elles ne croient plus à rien. De là aussi cet abaissement graduel, cette échelle descendante, qu'il me serait facile de traduire en noms propres si je ne m'étais imposé la loi d'en être aussi sobre que possible. Plusieurs causes étrangères à la littérature vinrent encore ajouter à cette triste faillite de tant d'enthousiasmes et de promesses. Pendant trente-trois ans, nous avons été trop heureux et trop libres, et notre bonheur nous a aveuglés pendant que notre liberté nous égarait. Les civilisations oisives qui ne se croient pas menacées, ou qui du moins se croient assez fortes pour résister aux secousses, trouvent leur péril dans leur sécurité même. D'une part, les enchantements de l'esprit, les fictions du théâtre et du livre, les ivresses du luxe et du bien-être, toutes ces jouissances qui tiennent de si près aux corruptions de notre nature, surexcitent les facultés dangereuses qui exaltent et qui entraînent ; de l'autre, le défaut de répression et de contre-poids, cette pointe de licence qui se mêle vite aux libertés mal comprises, cette faiblesse naturelle aux gens que rien n'inquiète et que tout amuse, endorment ces facultés sérieuses et fortes qui avertissent et qui modèrent. Cette tendance fatale, passant de la société dans la littérature, y donne gain de cause à tout ce qui flatte les passions, à tout ce qui pousse aux révoltes du cœur, de l'imagination et des sens, à tout ce qui prêche les voluptés terrestres et fait retomber l'âme de son immortel domaine dans les honteux esclavages de la matière et de la chair. Nous ne prétendons ni refaire, après des plumes meilleures que la nôtre, l'histoire littéraire de cette époque coupée en deux par une révolution que l'on prit pour un dénouement et qui ne fut qu'un prélude, ni réclamer pour notre foi religieuse de beaux talents qui commencèrent par l'invoquer, mais

[1] Ai-je besoin de déclarer que je n'entends pas par ce mot tel ou tel changement de dynastie, mais cet esprit révolutionnaire qui commence à 89 et ne s'arrête qu'aux négations radicales d'un Max Stirner ou d'un Proudhon ?

qui, en définitive, ne lui appartiennent pas. Seulement, nous rentrerons dans notre sujet par deux remarques faites pour nous rassurer. Parmi les écrivains et les poëtes qui se rattachent à cette phase en partie double, il en est, pour ainsi dire, de deux filiations, de deux couches différentes : ceux qui datèrent de la Restauration, et se sont continués depuis en des métamorphoses successives dont quelques-unes ne sont pas finies ; et ceux qui débutèrent quelques années plus tard, dans un milieu plus orageux et plus émancipé : les uns reçurent, à leurs débuts, l'empreinte de cet idéal monarchique et chrétien qui fut leur inspiration primitive ; les autres portèrent dès l'abord la marque de ce mouvement révolutionnaire qui venait de se réveiller sous leurs yeux. Eh bien ! les premiers n'ont jamais été plus grands, mieux inspirés, plus admirables, que pendant cette phase rapide où ils sont restés monarchiques et chrétiens : consultez là-dessus, en dehors de tout parti politique ou religieux, un dilettante littéraire, un sceptique homme d'esprit, que dis-je ? un grammairien scrupuleux et délicat : tous vous diront que le déclin des auteurs dont je parle a daté du jour où ils ont cessé d'être fidèles à leurs premières croyances. Les autres, ceux qui se sont trouvés tout de suite de plain-pied avec la révolution renouvelée et envenimée, ont eu un moment de vif éclat et d'allure conquérante ; ils nous apportaient, semblait-il, d'inépuisables trésors d'imagination, de verve, d'invention, de sentiment, le tout fécondé et agrandi au souffle ardent des libertés nouvelles. Quelques années se sont écoulées, et nous avons eu le singulier spectacle d'une génération tout entière d'écrivains, de poëtes et d'artistes vieillissant avant d'avoir mûri, et passant presque sans transition de la jeunesse à la décrépitude. On eût pu croire que, le champ étant immense, l'espace libre, le frein léger ou brisé, une vie bien pleine et bien longue suffirait à peine à dérouler, dans leur variété infinie, ces poëmes, ces hymnes, ces romans de la passion affranchie, du génie hors de tutelle, où les mille aspects de l'inspiration et de la fantaisie personnelle remplaçaient l'aride uniformité de la discipline et de la règle ? Point : nous avons vu notre littérature se peupler tout à coup de vieillards de quarante ans, échevelés le matin, chauves le soir, et qui, une fois leur première chanson écrite et leur premier air noté, n'ont jamais su que répéter le même air et la même chanson. Bizarre désastre ! Étrange dissolvant que portent avec eux l'abus des facultés de l'esprit, le goût de la révolte et du désordre, le mépris de toute foi et de toute loi ! Et comment, à vrai dire, en serait-il autrement ? Il y a, entre la création littéraire et la vie même, cette ressemblance que les sentiments désordonnés et coupables y soient condamnés à périr vite par l'excès, la lassitude et le dégoût, et que

les sentiments chastes, honnêtes, confondus avec l'accomplissement d'un devoir, y aient le don de s'y retremper sans cesse dans leurs propres sources, de s'y raffermir dans leurs propres forces. Ce n'est pas, comme on l'a trop dit, la passion qui est durable et variée ; ce n'est pas le devoir qui est passager ou monotone. Purement humaine, isolant l'humanité de ses origines et de ses fins supérieures, la passion participe à sa brièveté et à ses misères ; elle tourne comme elle dans un cercle étroit où tout se ressemble, illusion, transports, mécompte, fatigue et néant, où le retour des mêmes causes ramène les mêmes effets, et où l'homme, ce grand vengeur de tout ce qu'il brise et outrage, achève incessamment son œuvre destructive par la destruction même de cette œuvre. Les affections pures et vraies, au contraire, ont à la fois la variété et la durée : la variété, parce que rien n'est intarissable comme les luttes, les sacrifices, les trésors de joie et de douleur enfermés dans les replis d'un cœur aimant et d'une conscience droite ; la durée, parce que l'âme qu'elles remplissent et Dieu qui les approuve leur communiquent quelque chose de leur immortalité. Voilà pourquoi nous rencontrons dans le monde des personnes déjà avancées en âge qui ont encore, sous leurs cheveux blancs, toute leur vivacité, toute leur fraîcheur de dévouement et d'amitié, parce qu'elles ne se sont ni desséchées à des flammes stériles, ni prodiguées à des objets indignes d'elles, et qu'elles sont récompensées de leur sobriété de cœur en le conservant toujours jeune ; si l'on nous accorde que la bonne littérature est celle qui reflète le mieux le monde intérieur et les phénomènes de l'âme, comment ce qui est vrai dans le monde ne serait-il pas vrai dans les livres ? Ah ! ne laissons ni renier ni prescrire ce glorieux privilége du bien ! Il est temps d'en finir avec ce système pervers qui n'admet de poésie, d'émotion, de feu, d'éloquence, de richesse d'imagination et d'amour qu'en dehors des desseins de Dieu et de l'ordre des sociétés ; pour qui rien n'est beau, n'est grand, n'est passionné, s'il n'y sent le goût de la désobéissance et la saveur du fruit défendu. — « Un Juif n'a-t-il pas des pieds ? n'a-t-il pas des mains ? » s'écrie le Shylok de Shakspeare : Que de fois, en présence de ce système, de sa propagande meurtrière et de la littérature gangrénée qu'elle nous donnait, n'avons-nous pas eu envie de nous écrier : Un chrétien n'a-t-il pas un cœur ? n'a-t-il pas une âme ? n'a-t-il pas des larmes ? le croyez-vous aveugle et sourd, insensible et glacé ? Croyez-vous que ce qui vous émeut le laisse froid, que ce qui vous agite se brise contre son cilice, qu'il suffise d'aller à la messe pour se fermer à tout enthousiasme, à toute tendresse, à tout rayon, à toute beauté ? Depuis quel temps les délicatesses de sentiment, les chefs-d'œuvre de l'esprit, les merveilles de l'art, sont-ils devenus le monopole de ceux qui ont arraché Dieu de leur âme, le devoir de leur

vie, et la religion de leur œuvre? Est-ce depuis Gerson et sainte Thérèse? depuis Corneille et Bossuet? depuis Fra Angelico et Palestrina? Non, mille fois non; il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de ces catégories, de ces exclusions où se complaît votre orgueil, et vous êtes très-souvent la preuve qu'on n'a pas besoin de ne pas avoir de foi pour ne pas avoir de génie. Ce qui, chez vous, n'est qu'un capricieux élan sur une table rase, s'appuie et s'agrandit dans les âmes chrétiennes de l'idée de lutte et de sacrifice; ce qui, chez vous, passe comme un torrent mêlé de fange et de gravier, est chez elles une eau limpide et profonde où tout se féconde et se purifie; ce qui, chez vous, est une flamme stérile, ne laissant sur son passage que des débris calcinés, est en elles un pur foyer répandant au dehors la chaleur et la clarté. Gardez vos chefs-d'œuvre, nous avons les nôtres, et peut-être, en les comparant, une critique impartiale ne vous donnerait-elle pas l'avantage!

Tout cela est vrai, tout cela aujourd'hui recommence à se dégager du fond de nos expériences et de nos tristesses; mais tout cela, il faut bien en convenir, s'était fort obscurci pendant ces années d'ivresse et de surexcitation littéraire où il semblait que tout allât pour le mieux dans le meilleur des mondes, si, chaque matin, une dose énorme d'inventions, d'émotions et de paradoxes, de piment et d'alcool romanesque et poétique, était administrée par les maîtres du genre à un public émerveillé. Il y eut un moment où cette littérature, exaltée, aveuglée, hallucinée par ses prospérités factices, ressembla à ces parvenus qui, dans le vertige de leur subite opulence, crèvent leurs chevaux, démolissent leurs maisons et jettent leur argenterie par la fenêtre pour prouver aux autres et se prouver à eux-mêmes qu'ils sont riches. Mais, en évoquant ce souvenir, n'oublions pas de le ranger parmi nos moyens de défense : n'oublions pas que cette crise, affligeante pour la religion et la morale, fut accablante pour l'art et le goût, que les esprits délicats en souffrirent non moins que les âmes pieuses, et que l'époque des plus gros blasphèmes et des plus grosses immoralités en littérature fut aussi l'époque des plus gros solécismes.

En présence de cette situation, que faisait la critique? Elle ne restait pas tout à fait indifférente; mais ses alarmes et ses résistances se renfermèrent en général dans un cercle étroit, égoïste, personnel, où rien n'allait au cœur même de la question, à l'origine du mal, à la nature et à l'imminence du danger. Ses organes les plus accrédités se contentèrent de casser tout doucettement, à petits coups de leur marteau de poche, les statues qu'ils avaient élevées dans des temps plus heureux et plus crédules, ou bien, plus inconséquents encore en leur apparente gravité, ils dénoncèrent comme la cause

de tous ces débordements littéraires la tendance de quelques talents illustres à matérialiser l'art par le culte exclusif de la forme, du costume et de la ciselure. De religion, pas un mot ; de morale, très-peu ; de ce que devait infiltrer à la longue dans la société et dans la famille cette périodicité d'immondices, de tout ce qui devait en résulter de la part des masses aux dépens des classes bourgeoises dans le cas possible d'une catastrophe politique, presque rien. Et si quelqu'un, touchant à ces cordes, demandait tristement par où peut finir une génération à qui l'on apprend à mépriser Dieu, à déplacer l'idée du bien et du mal, à chercher dans le vice ses types de grandeur et d'héroïsme, il n'y avait pas assez de huées pour ce prophète de malheur. D'où venait-il ? Du fond de quel couvent ou de quel séminaire s'exhalait cette prédiction sinistre? Dans quelle eau bénite noircie à la fumée des encensoirs avait-il trempé sa plume? Et quelle sombre folie de venir ainsi troubler le repos, les joies, les fêtes des spirituels et des heureux ! ou plutôt on ne se donnait pas même la peine de l'injurier ou de lui répondre : on passait outre en haussant les épaules, et la voix criait dans le désert ; ce qui était arrivé déjà à d'autres prophètes, aussi véridiques et aussi mal écoutés.

C'est au milieu de ce mélange de sécurité trompeuse où l'on n'osait pas trop appuyer, de désordre inouï dont on commençait à rougir et d'anxiété vague que l'on ne voulait pas avouer, que la société, la littérature et la critique furent surprises par la révolution de Février.

IV.

Dans cette période qui finissait et où Athènes s'était un peu trop changée en Capoue, le dilettantisme, le goût, le souci des périls courus par notre belle langue, avaient voulu combattre seuls contre la mauvaise littérature, et comme ce n'étaient pas là des forces assez vitales, des raisons assez éloquentes pour le grand nombre, elles avaient été vaincues. En un jour, tout changea. Bien que nos nouveaux républicains ne fussent pas encore des Danton et des Robespierre, il suffisait qu'on leur supposât l'envie de le devenir, il suffisait d'une ombre, d'une image, d'un fantôme de ce passé, pour qu'à l'instant les graves pensées rentrassent dans les âmes, et pour que la société prît très au sérieux, presqu'au tragique, ce qui lui semblait la veille crainte absurde, scrupule excessif ou rigorisme ridicule. Elle se trouvait, en bien des points, dans une situation analogue à celle qui avait marqué le commencement du siècle. Crimes, douleurs, col-

lisions sanglantes, bouleversements, misères, n'étaient pas, il est vrai, derrière elle, mais devant elle ; à l'état de souvenirs, mais de pressentiments ou d'inquiétudes. Or il y a, dans la possibilité d'un malheur à venir, quelque chose de moins concluant sans doute que dans la certitude d'un malheur accompli ; et pourtant l'homme qui craint est peut-être encore plus sévère que l'homme qui pleure pour tout ce qui assume à ses yeux la responsabilité de ses craintes ; il est encore plus porté à sortir de son fonds, comme dit Bossuet, à élever sa pensée vers la mystérieuse puissance qui peut le secourir et le sauver, et, s'il le faut, à lui offrir en sacrifice tout ce qui faisait le charme, l'amusement coupable ou futile de ses jours de sécurité. Le cœur humain mêlant toujours un peu d'égoïsme à ses sentiments les plus sincères, il y a bien plus d'élan et de ferveur dans la prière, dans l'aspiration religieuse de celui qui a peur, mais espère encore, que de celui qui, sortant d'une calamité ou d'une crise, peut s'en croire quitte et se borne à demander à Dieu de lui en épargner de nouvelles. On le voit, jamais circonstances ne furent plus favorables ni dispositions meilleures pour une grande épuration intellectuelle et littéraire ; et si, pendant ces rapides et brûlantes semaines, la littérature chrétienne avait pu obtenir une audience de tous ces esprits absorbés par l'imminence du danger et le soin de leur défense, s'il était d'usage, dans les lettres comme dans le commerce, de souscrire des engagements qui nous forcent, plus tard, à faire honneur à notre signature, que de noms, aujourd'hui revenus à l'indifférence méticuleuse et au scepticisme poli, auraient signé des condamnations et des anathèmes contre tout livre prévenu d'avoir contribué pour sa part à la détresse générale ! que de mains, rivales de celles du curé et de la nièce de don Quichotte, auraient jeté au feu ces romans de chevalerie de la bourgeoisie imprévoyante, devenus les catéchismes de la démocratie déchaînée ! Les plus rigides, en ces instants, les plus féroces, ce ne sont pas les chrétiens de la veille, ceux qui n'ont pas attendu la catastrophe pour déplorer le triomphe de la licence et de l'anarchie littéraires : ceux-là n'ont rien à changer, dans les jours mauvais, à leurs opinions des temps paisibles ; ils n'ont pas besoin qu'on les effraie pour savoir ce qu'ils doivent haïr ou aimer, réprouver ou croire ; mais ceux qui sont réveillés en sursaut au milieu des rêves dorés d'une conscience accommodante, et qui voient s'achever dans la rue, sous une forme brutale, leur jolie lecture du matin, ceux-là sont implacables, et s'il s'y joint pour eux un intérêt de boutique compromis ou menacé, ils ressusciteraient volontiers Laubardemont ou Torquemada pour les enrôler au service de leurs ressentiments, de leurs frayeurs et de leurs colères. Combien n'en avons-nous pas vu, à cette époque, de ces hommes qui maintenant pensent, comme Sga-

narelle, que tout soit perdu si l'on penche un peu trop du côté de la foi, et qui alors eussent immolé sans pitié, sur l'autel du Dieu inconnu, et cette raison, et cet art, et cette imagination, et cette poésie, et cette fantaisie, modulées sur l'air des *Girondins* ou de la *Marseillaise!* Nous n'attachons pas plus d'importance qu'elle n'en mérite, à cette ébullition d'orthodoxie et de rigorisme, amenée par des causes trop humaines et trop passagères pour laisser dans les esprits une trace bien profonde. Mais au point de vue où nous nous plaçons, il nous suffit qu'elle ait existé, ne fût-ce qu'un jour ou une heure : il nous suffit qu'il y ait eu un moment, dans la vie littéraire de notre siècle, où les délicatesses et les scrupules du petit nombre soient devenus le sentiment universel, où, avec des motifs moins sacrés et moins solides, les Athéniens les plus amoureux de bel-esprit, les chercheurs les plus raffinés des élégances et des plaisirs de la pensée, aient été exactement, en littérature, du même avis que les plus austères et les plus fervents catholiques.

Ce moment passé, les plus urgents périls conjurés ou ajournés, le calme rétabli à la surface, que fit la critique? Sa tâche était belle et pouvait être décisive : il ne s'agissait pas d'abuser de ses avantages, de pousser cette réaction jusqu'à l'extrême et de donner le signal d'une Saint-Barthélemy littéraire : non ; les violences réussissent rarement ; rarement elles fondent quelque chose de durable, surtout auprès de cet enfant gâté qu'on appelle l'esprit français, qui veut bien briser ses jouets, mais qui ne veut pas qu'on les lui brise. Il s'agissait simplement de préciser la situation, de remonter résolûment aux origines et aux causes, et de démontrer que, dans l'art comme dans la politique, ce qui ne semblait qu'un accident était une conséquence. Il fallait prendre, un à un, les divers courants où s'étaient empoisonnées les intelligences modernes, et faire voir quelles en avaient été les sources et comment le poison, mieux caché dans ces sources, y avait été tout aussi mortel. La société s'effrayait de ces sauvages doctrines qui installaient sur une ruine universelle l'apothéose du *moi* substitué tour à tour à Dieu, au devoir envers ses semblables, à l'amour de la patrie et même au culte de l'humanité : il fallait lui demander si, avant d'en arriver là, on n'avait point passé par tous les degrés d'un individualisme superbe, et si l'abandon d'une religion, qui seule a le secret du dévouement et la vertu du sacrifice, ne devait pas infailliblement conduire l'homme à se préférer à tout et à chercher l'assouvissement de son orgueil ou de ses désirs sur les débris de l'univers. La société frissonnait à ces cris de la chair révoltée, de la pauvreté furieuse réclamant sa part de jouissances immédiates et de voluptés terrestres, fût-ce en dévorant tout ce qui la séparait des visibles objets de sa

convoitise : il fallait lui demander si, en dépeuplant le ciel, en égarant les âmes dans la décevante chimère des systèmes philosophiques ou en les rejetant vers la terre et vers la fange, on ne les avait pas condamnées ou à se débattre dans la haine et dans le désespoir ou à vouloir à tout prix leur somme de bien-être et de bonheur ici-bas. Le monde spirituel et lettré s'irritait de ces détestables peintures, où, par un perpétuel travestissement des caractères et des rôles, le vice prenait la place de la vertu et la vertu celle du vice, où l'hommage était pour la courtisane, le vagabond, l'histrion, le repris de justice, l'insulte pour le magistrat, le prêtre, la patricienne et l'honnête femme : il fallait lui demander s'il n'avait pas, chez des talents plus illustres et dans des œuvres plus littéraires, encouragé et flatté cette même anthithèse, applaudi à des poëmes, à des romans où la passion n'était glorifiée, n'était présentée comme possible qu'avec un inévitable cortége de déréglements, où elle devenait, non pas seulement une exception brillante justifiée par ses emportements et ses ardeurs, mais une protestation systématique contre l'ensemble des lois sociales. Ce même monde s'attristait de voir des écrivains qu'il avait aimés et dont les débuts avaient paru pleins de promesses, s'étioler, s'appauvrir et révéler leur décadence précoce soit par une sorte de langueur, soit par des fantaisies puériles autour d'une idée toujours la même, soit — indice pire encore ! — par des excès de production hâtive, insensée, se pavanant sur des tréteaux au bruit des grosses caisses et des fanfares : il fallait lui demander si, en retirant à la littérature son âme, on ne faisait pas d'elle ce que l'on ferait d'un homme à qui l'on persuaderait qu'il n'a qu'un corps ; si on ne la réduisait pas à se replier sur elle-même, et là, dans une sphère étroite et bornée, sans horizon, sans air, loin de son but inspirateur et suprême, à se morceler, à s'émietter, à se perdre en de petites recherches de détail, en de petites coquetteries de forme, jusqu'à ce que le souffle et la vie lui manquant, elle tombe sur son lit de fleurs artificielles et y meure d'inanition ou d'apoplexie. Il fallait, en un mot, proclamer le spiritualisme chrétien dans l'art comme le seul spécifique assez puissant pour le guérir de son mal, comme la seule piscine assez profonde pour le laver de ses souillures. Ce ne devait pas être, bien entendu, ce Christianisme sentimental et vaporeux, cette religiosité vague et flottante sur laquelle on s'était déjà mépris une fois, qui s'était transmise de René à l'amant d'Elvire, et qui, enjolivée comme une mode ou comme une curiosité d'archaïsme, avait énervé la religion dans les âmes, la préparant à subir, par altérations insensibles, tout ce qui allait essayer plus tard de se substituer à son culte, à ses dogmes et à sa morale. Ce ne devait pas être non plus ce que j'appellerai volontiers une

conversion de circonstance ou d'urgence, *in extremis*, suspendue dans le vide et portant le 24 Février pour étiquette, ne s'appuyant que sur le sentiment le moins honorable et le plus ingrat de notre triste humanité, la peur, et se composant du désir d'échapper au danger, de la rancune contre ses causes, et de l'évidence du néant des espérances et des sagesses humaines. C'était là le texte, le point de départ, l'occasion à saisir pour rendre à Dieu ce qui est à Dieu, et pour forcer le fier Sicambre — qui n'était pas fier du tout dans ce moment-là, — d'adorer ce qu'il avait brûlé, et de brûler ce qu'il avait adoré. Partie de ce point et maîtresse de la position, la critique avait devant elle un champ immense : elle avait à enraciner ces nouvelles semences de fécondité et de vie, non pas à cette surface frémissante de la société ébranlée, mais dans son cœur, dans ses entrailles, à ces profondeurs où retombent goutte à goutte, comme en un mystérieux réservoir, les afflictions et les larmes : elle avait à s'emparer de toutes les questions qui dominent la littérature et l'histoire, à les soumettre à une révision inflexible, à les renouer à l'endroit même où le fil de la tradition s'était brisé, où la vérité avait été obscurcie par les préjugés, la haine, la passion, la sottise, l'esprit de parti. Chaque œuvre, chaque livre, chaque incident littéraire, au lieu de ne lui suggérer qu'une analyse goguenarde, noyée dans un style miroitant, lui ouvraient de larges et riches perspectives sur des sujets toujours étroitement liés aux problèmes de la destinée humaine ; et si l'on eût accusé ses solutions d'être trop rigoureuses, ses conclusions d'être trop chrétiennes, si on lui eût dit que la littérature n'était plus possible à qui asservit l'imagination et l'art à de trop austères disciplines, elle eût pu répondre que l'art est bien plus grand par les freins qu'il s'impose que par les licences qu'il se donne, et qu'après tout, de saint François de Sales à Joseph de Maistre et du P. Malebranche au P. Lacordaire, l'alliance du catholicisme et des lettres n'a pas trop porté malheur à la langue française !

Hélas ! il y a presque de la malice à indiquer ainsi à la critique le parti qu'elle pouvait tirer des circonstances, quand on songe à ce qu'elle en a fait. Sitôt que le bruit de la rue et le trouble des esprits s'est un peu calmé, elle est rentrée en fonctions, et nous l'avons vue reprendre son discours au point où elle l'avait laissé. Que dis-je ? C'est le moment qu'elle a choisi pour pratiquer et mettre en lumière le principe de la neutralité. On sortait à peine d'une secousse terrible qui pouvait, à chaque instant, se renouveler et s'aggraver. Tout ce qu'il y avait encore d'énergique, de viril, de passionné dans les cœurs se réveillait, se réchauffait au feu de la lutte, et marchait au secours d'une société éperdue. Tout s'agitait, se heurtait, s'escrimait dans cette mêlée formidable d'où partait, de

temps à autre, un cri de rage ou d'épouvante, où chaque vérité pouvait être le salut, chaque sophisme la perte, chaque blessure l'agonie. Elle, avec un sang-froid stoïque, butinait à travers les salons et les boudoirs littéraires du XVIIIe siècle, coquetait avec ces pastels galants de l'athéisme en falbalas, et se déclarait contente, si elle réussissait à ranimer ces yeux éteints et ces joues pâlies sur ces ivoires décolorés. Ceci n'était rien encore. On conçoit, à la rigueur, que des talents fins, ingénieux, délicats, peu charmés de tous ces gros rouages qui grincent et crient sous des mains révolutionnaires, se détournent de l'arène bruyante et brûlante et se consolent des brutalités du nouveau régime avec les gracieuses images de l'ancien. On comprend cette spirituelle gageure du dilettantisme et de l'atticisme s'obstinant au jabot de dentelles, à l'œil de poudre et au carlin, pendant que la carmagnole cherche à percer sous la blouse. Ce qui est plus étrange, c'est la neutralité appliquée aux œuvres contemporaines, c'est l'immobilisme du critique n'ayant pas l'air de se douter de ce qui se passe au dehors, des bouleversements accomplis, des menaces persistantes, des anxiétés de ceux-ci, des espérances de ceux-là, des nouveaux devoirs créés à l'écrivain par une situation pareille, et répétant, dans les mêmes termes, sur le même ton, ses mêmes jugements à propos des mêmes hommes ; époussetant, rangeant, classant, groupant, étiquetant ses auteurs, comme un préposé aux figures de Curtius qui recommence, chaque lendemain, ses exhibitions de la veille, sans varier d'une syllabe ou d'un geste ; discutant gravement les beautés d'un roman immoral, comme s'il s'agissait de Héro et de Léandre, de Théagène et de Chariclée ; comparant à la loupe les mérites respectifs de deux chansons libertines, comme si un honnête homme ne pouvait s'endormir avant de savoir laquelle est poétiquement la meilleure : tel enfin qu'on se demande si l'on a affaire à un écrivain ou à un géologue, à de la critique ou à de la pétrification littéraire. Cette critique fossile nous réservait encore une autre surprise. A cette olympienne sérénité que ne sauraient atteindre les malheurs et les inquiétudes des hommes, elle a ajouté la prétention singulière de réagir contre l'art matérialiste, de prêcher à la littérature le retour vers l'idéal, vers la pensée, l'abandon du luxe ruineux de forme et de vêtement sous lequel l'âme avait disparu. Il est vrai qu'à son point de vue la question s'amincissait de manière à ne pas troubler sa quiétude. Il suffisait de déclarer qu'à l'avenir on serait tenu de peindre des personnages en chair et en os, et non plus des mannequins surchargés de beaux costumes, de ne plus préférer le mot à l'idée et la phrase au sentiment ; moyennant quoi, la littérature était sauve, la matière vaincue, et l'âme réintégrée dans tous ses droits. Ainsi, d'un côté, le règne

de l'âme proclamé comme nécessaire à la régénération des lettres; de l'autre, un mutisme absolu, refusant de prendre parti en tout ce qui touche à la religion, à la philosophie, à la morale, c'est-à-dire désarmant d'avance l'âme, la livrant d'avance aux puissances contraires qui l'ont déjà humiliée et abaissée dans la société et dans l'art. D'un côté, un appel à ces facultés qui ne sauraient rester indifférentes entre le bien et le mal, la vérité et le mensonge, la passion et le devoir, le cri des sens et le cri de la conscience; de l'autre, une obstination incroyable à juger, vingt-cinq ans de suite, les ouvrages de l'esprit en dehors de ces notions mêmes qui sont le but, l'emploi, la vie de ces facultés : en un mot, et l'on ne saurait assez le redire, le spiritualisme en littérature s'appuyant sur la neutralité!...

La neutralité ! est-elle possible ? et n'est-ce pas déjà y manquer que d'y prétendre? Rien n'est neutre en ce monde, excepté vous; le jour n'est pas neutre envers la nuit; la vie n'est pas neutre envers la mort. Dans le monde physique comme dans le domaine de la pensée, c'est une loi de notre nature que rien n'y puisse rester immobile, que tout se rapproche ou s'éloigne incessamment d'un des deux principes qui se disputent les corps et les âmes; c'est la plus évidente, la plus élémentaire des lois morales, que toute doctrine qui ne tient pas compte du mal et du bien, tourne, par cela même, au profit du mal, parce que le bien, chez l'homme, est un perpétuel effort, et que l'inertie est déjà la destruction et le ravage. Maintenant, transportez cette doctrine dans la littérature et dans la critique : n'y cherchez rien, n'y demandez rien en dehors de la question du goût et du talent littéraire : réussissez à vous abstraire, à vous isoler de votre temps, des inquiétudes publiques, des causes et des symptômes, des leçons renfermées dans chacune de nos catastrophes, croyez-vous que vous serez neutre? Non : la volonté, la conscience, la foi, l'idée de combat et d'effort se trouvant amorties, annulées par votre indifférence, l'âme n'ayant plus rien à faire de son empire et de soi-même cédera peu à peu et s'affaissera devant tout ce qui l'affaiblit, l'égare, la déprave ou la souille, et comme tout cela, c'est la matière sous des noms plus ou moins grossiers ou plus ou moins superbes, le matérialisme que vous chassez de l'art par une porte y rentrera par l'autre : vous ne voulez pas qu'il domine les parties inférieures et techniques de la littérature, l'expression, le style, la phrase, la mise en scène, la forme, le jeu des caractères et des personnages, et vous lui abandonnez les parties supérieures et idéales, la pensée, la direction morale, les sources mêmes de l'inspiration. Ne voyez-vous pas que, pour occuper toute la maison, il n'aura qu'à descendre un étage? Décidez-vous donc : si vous avez le goût du

mal, ayez-en l'audace; si vous avez le goût du bien, ayez-en le courage : mais non, vous ne vous déciderez pas; vous ne le pouvez pas; votre neutralité a un nom que lui ont décerné à l'envi tous vos contemporains : elle s'appelle l'impuissance.

Voilà la situation : ici une société qui s'effraie vite, qui se rassure plus vite encore, qui, une fois rassurée, se relâche des intolérances que lui avaient dictées ses frayeurs, et traiterait volontiers, à son tour, de fanatiques et d'énergumènes ceux qui, l'ayant prise au mot quand elle avait peur, ne croient pas devoir changer d'avis quand elle s'est tranquillisée; là, une critique n'ayant pas voulu comprendre l'admirable position qui lui était faite, trop engagée peut-être avec les idées et les hommes pour avoir le droit de démolir ou d'édifier en se rétractant, et, à peu d'exceptions près, usant de la facilité de ses lecteurs à oublier les sévérités de leur temps d'alarmes pour éviter de conclure, échapper aux questions vitales, émigrer auprès des morts, ou revendiquer un spiritualisme dérisoire, réduit à un détail de forme et de surface littéraire : au milieu, la littérature produisant encore çà et là de belles œuvres, élevant et épuisant en quelques années rapides de jeunes et aimables talents, mais, en définitive, faute de direction et de but, dans ce *va-et-vient* d'opinions, de doctrines et de goûts qui la livre à tous les doutes, à tous les paradoxes, à tous les caprices du sens individuel, perdant peu à peu ses éléments de force, de grandeur, d'élévation morale, d'air vivifiant et salubre, perdant son âme comme la perdent les hommes quand ils tachent ou déchirent le blason de leur céleste origine, comme la perdent les sociétés quand elles ne se passionnent plus que pour les intérêts matériels et les joies de la terre. Eh bien! mille fois inférieur par le talent, par le succès, par la renommée, mais plus logique et plus sûr de nos points d'appui, nous demanderons à nos lecteurs de nous accorder deux choses sans lesquelles la critique nous paraît désormais condamnée à une ingénieuse et brillante stérilité : la première, qu'il n'y ait pas, qu'il ne puisse pas y avoir malentendu et méprise sur le vrai sens du spiritualisme appliqué à la littérature; que ce spiritualisme ne se borne pas à l'extérieur, à la réforme puérile de tel ou tel défaut apparent de l'art moderne, mais qu'il en ressaisisse toutes les branches, qu'il en retrempe toutes les racines, qu'il restitue aux lettres ce qui est à la fois leur principe et leur but, Dieu, la vérité, le bien, l'âme humaine à affermir et à diriger; la seconde, c'est qu'il nous soit permis de ne pas rester neutre, et de juger toujours les ouvrages de l'esprit, comme tout le monde, même les indifférents et les sceptiques, les a jugés et les jugerait encore aux heures de péril et d'épouvante. Nous respectons trop les œuvres de la pensée et de l'intelligence pour ne pas les rattacher sans cesse à un ordre supérieur,

immortel; divin, où le doute n'est pas possible, où l'indifférence est funeste, où la neutralité est coupable. Nous honorons trop la vérité, religieuse, morale ou littéraire, pour admettre qu'elle puisse ressembler à la justice dont parle Pascal, et se faire rigide ou accommodante suivant que l'atmosphère publique est à la tempête ou au calme. Nous avons une idée trop haute de la loyauté, de la noblesse, de la fermeté de l'esprit français pour croire qu'il divise ses indulgences et ses rigueurs par compartiments et par tiroirs, ouvrant les uns quand il tremble et les autres quand il respire. Nous estimons trop la mission et le rôle de la critique pour l'assujettir à ces alternatives, pour la faire dépendre des agitations ou du silence de la rue, pour lui permettre de regarder à son baromètre avant de condamner ou d'amnistier un mauvais livre, pour ne pas demander à ses enseignements un plan général, un ensemble où tout s'accorde et concoure au même but, le triomphe du vrai, du beau et du bien. Là est le salut, l'avenir, la réparation sociale et morale de la littérature française : elle sera restaurée et sauvée le jour où écrivains et lecteurs s'entendront parfaitement sur tout ce que contient, sur tout ce qu'exige le spiritualisme dans l'art; le jour où ils voudront avoir les bénéfices de la peur sans en avoir les humiliations et les angoisses.

ARMAND DE PONTMARTIN.

DES SOURCES

DE

L'OPINION PUBLIQUE

DANS L'EUROPE MODERNE[1].

I.

DU FOYER DE L'OPINION DANS L'EUROPE CENTRALE.

Ce qui distingue les races européennes d'avec la plupart des peuples du reste du globe, c'est le mouvement de l'Opinion. Tout-puissant chez elles, il est radicalement nul chez la plupart des peuples de l'Asie, sur lesquels la religion a agi seule, comme chez les Hébreux et les Arabes. Non-seulement l'action de l'esprit public fondé sur l'autonomie des peuples, mais aussi tout mouvement de philosophie et d'école furent radicalement nuls en Orient, à part l'influence qu'ils ont pu exercer sur des modifications dans les croyances.

[1] « En parlant de l'Europe moderne, je laisse ici de côté les peuples slaves et » la Grande-Bretagne; les peuples slaves qui n'ont pas encore développé des » classes moyennes, et chez lesquels les classes aristocratiques touchent immé- » diatement et sans transition à la masse des pasteurs et des laboureurs. Les » marchands eux-mêmes, quoiqu'il en existe des plus riches par le commerce » de la Perse, de la Chine et de l'Inde, ne s'y distinguent pas encore suffisam- » ment par le courant de leurs idées. Ils sortent non-seulement des tribus popu- » laires, mais ils leur restent encore trop souvent attachés par le servage aussi » bien que par les liens de la communauté. Quant à la Grande-Bretagne, la force » de l'Opinion n'est autre chose chez elle que celle de l'esprit public d'un peuple » qui se gouverne lui-même, et ignore le contraste entre le système de l'Etat et » celui des citoyens, opposition tranchée qui fait le fond de tous les établisse- » ments politiques de la majeure partie des corps de nations dans l'Europe con- » tinentale. »

Cette puissance de l'esprit humain sur les destinées des peuples s'observe au contraire chez les Grecs et les Romains jusqu'à l'extinction de tout esprit de famille et de tout esprit de cité, à la suite de la ruine irrémédiable de leur foi religieuse et sociale. Elle s'observe avec une bien plus grande énergie encore chez les peuples de l'Europe moderne. L'esprit de famille et l'esprit de cité ont pu y être frappés de coups terribles, mais ils ne sauraient jamais s'anéantir comme dans le monde antique, et cela en vertu des lumières que le christianisme a portées dans le cœur et l'esprit même de ceux qui lui sont les plus rebelles. Nous ne vivons plus sur un fond de civilisation irrévocablement pourri. Le christianisme a pu convertir l'antiquité à des mœurs de famille; il n'a pu relever chez elle les mœurs de la cité; mais heureusement nous ne nous trouvons pas dans le même cas. Des peuples neufs, qui passèrent de la barbarie à la religion de vérité (et non pas du sein de la corruption comme les Grecs et les Romains) ont légué quelque chose de leur esprit à l'Europe actuelle. Les institutions de la vieille autonomie des races européennes modernes ont pu plus ou moins s'effacer, les instincts sont devenus impérissables. Ils survivent même à la Révolution et à l'Empire, qui eurent pour dernier mot la séparation radicale de l'État et de l'ordre social, l'un machine de gouvernement, l'autre agrégation d'intérêts individuels.

L'Opinion publique roule dans l'Europe centrale et continentale sur deux grands corps de peuples, la France et l'Allemagne. La France régit l'Opinion des peuples de souche latine, en Italie, en Espagne, en Portugal, et elle étend cette influence au loin, jusqu'au sein des populations moldaves et valaques, qui parlent un idiome latin, comme dans toutes les colonies espagnoles et portugaises du Nouveau-Monde. L'Allemagne agit par sa pensée sur tout le nord scandinave, sur la Hollande, la Suisse allemande et même sur une portion flamande de la Belgique. Comme la langue révèle le génie du peuple qui la parle, faut-il s'étonner de cette sympathie d'idées chez des peuples parents par leurs idiomes, de cet ascendant d'un astre prédominant sur les satellites qu'il entraîne dans sa course?

Le foyer de l'Opinion ayant été ainsi constaté dans l'Europe centrale, j'aurai à reconnaître les rayons dont il se compose et les fractions de son rayonnement.

II.

DE CE QUI FORME LE CARACTÈRE DE L'OPINION.

La première question qui tombe sous les yeux porte à nous rendre

un compte sévère de l'Opinion en elle-même. Qu'est-ce que l'Opinion, comme puissance intellectuelle, comme force sociale et comme manifestation de l'esprit humain? Gardons-nous de la confondre avec l'esprit public d'un peuple. Il s'agit de bien distinguer ces deux choses, d'apprendre avec soin comment et sous quelles conditions l'Opinion a pu se former dans l'absence de ce qu'on nomme esprit public, et comment elle le remplace et joue son rôle dans les deux contrées où elle a son centre.

Qui dit *Opinion* exprime quelque chose d'essentiellement mobile. On le sent aussitôt : l'Opinion n'est pas une boussole. Elle contraste avec la foi absolue à une pensée et à un sentiment. La foi ne se contente pas de l'idée pure, elle ne se borne point à la spéculation et à la parole; elle agit. Elle est constante sans demeurer immobile. Le même homme peut parfaitement concilier les deux choses : le mouvement et la constance dans la foi, la fermeté d'esprit et l'agitation de ses pensées et de ses sentiments. Les pensées et les sentiments se combinent nécessairement avec les impressions qui nous viennent du dehors et qui réagissent sur le dedans; ils tombent nécessairement sous le coup des rayons d'un soleil qui, dans l'âme humaine, vivifie nos ombres et en fait ressortir les profondeurs dans le contraste de ses lumières. Le même paysage diffère aux différentes époques du jour comme dans les diverses saisons de l'année. Il en est de même de tout ce que nous sentons, pensons et éprouvons. Voilà pourquoi nous ne pouvons pas nous contenter de toutes ces agitations; voilà pourquoi il nous faut autre chose encore que la force de l'Opinion; voilà pourquoi il nous faut une force morale, la seule qui puisse donner de la valeur et de la dignité aux idées qui nous passent par la tête, aux orages des sentiments qui s'accumulent dans notre cœur.

Donc le même homme peut rester constant et paraître mobile sans forfaire à sa dignité et sans vraiment se contredire. Mais il faut pour cela qu'il ait une foi, une conviction qui lui donnent une force de volonté, un caractère. Il ne faut pas qu'il soit le jouet de ses impressions, dans le courant des œuvres de la vie privée et de la vie publique. Si les croyances lui manquent, si la conscience est faible, la conviction nulle, ses idées les plus sensées, ses sentiments les plus honnêtes ne le garantiront d'aucune chute; ils se détacheront par tout courant qui emportera leurs rives. Sa foi religieuse fléchissant, il perd l'autre monde; sa foi politique faiblissant, il perd sa patrie, son honneur domestique, sa dignité de citoyen. Qu'au contraire sa foi ne lui fasse pas défaut, ses opinions qui muent en leurs saisons, ses sentiments qui se modifient dans le cours de l'existence ne lui font rien perdre de sa grandeur réelle. Il ressemble au navire qui

quitte le port pour entreprendre une navigation lointaine et domine le flot mobile par la sagesse de sa direction. Chaque onde le mène au but, cédant à son ascendant, en dépit des vents et du courroux de la mer. Cet élément mobile sur lequel il s'engage lui sert d'appui, et l'engloutirait infailliblement s'il n'avait ni pilote ni boussole.

L'Opinion à elle seule constitue ainsi le mouvement, mais un mouvement perpétuel qui indique la présence d'un gouffre. Si l'esprit public n'est pas là, si le pilote ne le sonde pas avec le plomb, pour éprouver les courants contraires qui se jouent à une certaine profondeur et non pas seulement à la surface, gare à la société ainsi abandonnée à toutes les fluctuations de son cœur et à toutes les incertitudes de son intelligence !

Voyons maintenant ce qui en serait dans le cas contraire, où il n'y aurait chez un grand peuple aucune sorte de mouvement intellectuel, où les sentiments n'éprouveraient aucun besoin qui les portât à l'action et à la réflexion. Un tel peuple aurait beau subir des révolutions sans fin; il ne bougerait pas dans le courant des âges, malgré les tempêtes qui viendraient l'assaillir du dehors, en dépit des catastrophes de trône qui le bouleverseraient au dedans. Comme l'huître il resterait cloué à son rocher, à l'instar de l'Egypte sous l'empire de sa théocratie et la domination de ses Pharaons, ou comme la Chine sous l'administration de son mandarinat. C'est l'idéal d'un peuple *noué*, comme celui des missions du Paraguay [1]. Admire qui pourra de pareilles destinées purement végétatives! Les peuples sans mouvement sont des hiéroglyphes, ils intéressent la curiosité de ceux qui les déchiffrent. Il n'y a pas de caractère dans le granit qui ne se soutient que par sa masse seule, et pour qu'une statue ait du prix, il faut qu'elle ait été embrasée par un Pygmalion.

A l'extrême opposé des gouvernements théocratiques et despotiques qui se conservent pétrifiés et sans souffle, il y a les gouvernements radicaux, ou démocratiques absolus, chez lesquels le mouvement est perpétuel, le caractère nul et la dignité absente. Telle fut la cité d'Athènes dans l'époque qui courut de Périclès au roi Philippe ; telles ont été, telles seraient encore au besoin ces prétendues républiques dont Jean-Jacques Rousseau a fourni le type et la révolution française l'exemple. On y tourne sans cesse, mais sans aboutir jamais, et l'on parvient ainsi également, par une tout autre voie, aux résultats de l'immobilité. Le mouvement perpétuel est sans pro-

[1] Nous n'entendons pas nier les bienfaits des missions du Paraguay ; nous protestons seulement contre l'idéal d'un peuple civilisé à la façon d'un peuple sauvage, nous protestons contre l'idéal d'un peuple sans initiative d'esprit et de volonté comme le peuple régi par la volonté absolue du docteur Francia.

gression aucune. Tout y reste sans but; anarchie de pensées et de sentiments qui n'est autre chose que le néant même.

Le vrai progrès existe donc dans une heureuse combinaison de l'*Opinion* qui meut et de la *conviction* qui fonde. La combinaison de ces deux éléments se rencontre chez ces peuples seuls qui ont un *esprit public*, parce qu'ils sont en *possession d'eux-mêmes*. Qui est le sujet d'un autre est la chose d'un autre; or, l'homme ne doit être que le sujet de Dieu qui l'a créé libre. Ce n'est pas toutefois pour qu'il se soumette *forcément* à son empire, mais pour qu'il s'y soumette *librement*, en créature sensée et raisonnable, adorant Dieu et se respectant soi-même. Quiconque n'a pas et ne peut pas avoir le respect de soi est un être sans dignité, et un être sans dignité n'est pas un être libre.

Il ne faut pas s'y tromper : la cause de toutes les déceptions de l'Europe continentale est là, et uniquement là: L'Europe continentale est en pleine démocratie radicale par le mouvement de l'Opinion, et en pleine impuissance de constituer cette démocratie, car une *foule* ne se constitue pas. L'esprit public et politique lui faisant radicalement défaut, il y a absence de tout caractère dans son sein. S'il y a progrès, ce progrès purement scientifique est en dehors de la force de l'Opinion, n'aboutit qu'à la richesse et ne se manifeste que par l'industrie. Le *bien-être* est forcément son idéal, bien-être qui n'est pas le *bien-vivre*. Il s'achète aux dépens de toute vertu privée et de toute vertu publique. Son but est le bonheur physique, le plaisir, la jouissance, tout ce qui rejette l'homme loin de toute grandeur sociale, de toute pureté domestique, de toute force intellectuelle. Dans cet ordre soi-disant progressif, l'inventeur d'une machine est bien plus haut placé que tous les héros, que tous les saints, que tous les martyrs, cela va sans dire; mais il est aussi bien plus haut placé que tous les vrais patriotes, que tous les grands citoyens, que tous les hommes dévoués à une mission sociale, animés de l'amour du bien public. Évidemment le but de la société est ici entièrement dépassé, et l'*Opinion* elle-même se trouve implicitement *anéantie*. Le règne des idées et des sentiments a pris fin, le règne des *appétits* commence.

Comment et par quelle cause cette force d'une opinion toute-puissante, qui a opéré les explosions gigantesques de la révolution française, a-t-elle pu tourner ainsi à la destruction radicale de son principe même? Comment a-t-elle pu aboutir au règne exclusif des intérêts d'un bien-être purement matériel, dont les sciences physiques et l'administration sont les seuls leviers? Voilà ce qu'il importe d'examiner et de connaître.

III.

D'OU NAIT LA PUISSANCE DE L'OPINION CHEZ LES PEUPLES QUI ONT PERDU LEUR ESPRIT PUBLIC.

C'est de la fin de Louis XIV que l'on peut dater le véritable règne de l'Opinion dans une partie de l'Europe ; c'est de l'époque actuelle, où commence la domination de l'industrialisme, que l'on peut dater son éclipse. Émanée de la cour du grand roi pour aboutir à un club de jacobins, cette puissance de l'Opinion avait fini par dissoudre dans son sein l'esprit des peuples, remplaçant l'esprit national par un esprit européen et la politique par le cosmopolitisme. Aujourd'hui les nations renaissent sans nationalité et par l'unique mouvement des intérêts, ou par le génie de l'industrie. Double phénomène, qui demande une explication à cause de ses contradictions mêmes.

Voici maintenant le vrai problème. La révolution française, la plus vaste explosion de l'Opinion qui fut jamais dans le monde, après avoir enfanté son idéal, la démocratie souveraine, radicale, absolue, s'est vue aussitôt dépouillée de son sceptre et de sa couronne. Le système de l'empire napoléonien est parvenu à la résumer et à l'abolir tout ensemble. Il en a fait le piédestal de sa grandeur, de sa toute-puissance administrative, et il l'a annulée en la réalisant de la seule manière possible. C'est ainsi que l'individualisme a détrôné la foule, qui est le produit de l'individualisme.

L'Opinion de cour, qui fut celle de l'ancien régime, créa l'empire de la mode dans les capitales de l'Europe du XVIIe siècle. L'Opinion de ville se forma ensuite, c'est-à-dire celle des salons du XVIIIe siècle, d'où sortit la pensée des *hommes comme il faut*, des *honnêtes gens*, des *gens éclairés* à la façon de Voltaire et des encyclopédistes. On sait comment elle versa dans la démocratie bourgeoise sous le feu des théories de Rousseau, comment elle devint populacière et ochlocratique sous l'empire de la Terreur, rigidement scientifique par les coryphées de l'Institut du temps du Directoire, et comment elle se cristallisa sous l'administration de l'Empire, où elle eut son terme. Mais ce ne fut encore là qu'une illusion. En effet, si l'autocratie militaire éleva une muraille d'acier devant la force de l'Opinion, ce ne fut que sous des conditions propres à l'Europe moderne, et dont elle ne pouvait changer arbitrairement la base. Il fallut de toute force que le système de guerre se conciliât avec le système de l'administration qui poussait aux triomphes de l'industrialisme, naturellement contraire aux jeux prolongés de Mars et de Bellone. Il y eut donc con-

stamment, au fond de cette situation, un principe d'*anarchie latente*, qui aurait toujours empêché d'y trouver la vraie solution des grandes difficultés européennes.

Il s'agit de nous rendre compte d'un double phénomène. Nous rencontrons d'abord l'anéantissement radical de toute *autonomie* dans la société, l'anéantissement de ce que les Anglais appellent le *self government*. Plus de peuple debout, de peuple qui, par suite de sa forte constitution sociale, soit maître de ses actions, de ses pensées, de ses destinées. La force ascendante de l'Opinion se substitue à l'esprit public et force l'État à capitulation. Tel est le phénomène en grand, voici le sous-phénomène.

Le mécanisme de l'État administratif et radical attire à lui toutes les forces de la société, en joue le rôle et en prend le rang. Il a radicalement annulé l'action de la société sur elle-même et borné son activité à la sphère des intérêts privés, la renfermant dans la pure individualité de tous ses membres, sans admission d'aucune sorte de force collective. Il faut que la toute-puissance de l'État puisse broyer l'activité libre là où elle se rencontre, quoique le développement de l'industrie privée sur la plus vaste échelle importe à la nécessité de ce système. Pour que le système puisse se maintenir toutefois en face d'une anarchie dangereusement enfouie dans les entrailles de la société même, il lui faut la garantie d'une armée puissante, instrument formidable entre les mains de l'autocratie et qui semble la forcer à la guerre. Mais la guerre est peu compatible avec l'industrialisme, qui seul donne des ressources financières; car, si l'industrialisme est jaloux et national par les intérêts, il n'en est pas moins cosmopolite par la grandeur des affaires. Tel est l'état des choses; reste à en chercher les éléments dans l'esprit des hommes.

Pour nous rendre compte de l'état *moral* que cette situation implique, il est bon de se replier un moment vers le passé de l'espèce humaine. Il s'agit d'y trouver des analogies et non pas des identités.

Les démocraties de l'antiquité peuvent nous servir d'exemple. Elles ont également fini par perdre leur autonomie, elles ont également vu l'État s'abstraire de la société pour l'écraser sous son empire; il est vrai, sans les conditions de la société actuelle et sans les ressources de l'industrialisme. Athènes et d'autres cités de la Grèce ont fini par l'ochlocratie ou le gouvernement de la foule, qui les a livrées à l'autorité des grands démagogues, hommes superbes qui passèrent à Philippe quand ils ne purent s'emparer de la tyrannie pour leur propre compte. A Rome, les chefs des factions ont armé la plèbe nécessiteuse pour s'arracher des mains les uns des autres les sceptres, dont les armées étaient les dépositaires. Vint enfin César qui dépassa tous les démagogues du passé et livra Rome à Auguste, prince sous

le costume de l'homme privé, qui n'eut plus rien à disputer aux chefs du sénat ou aux chefs de la foule. En revanche les Césars eux-mêmes devinrent la proie des soldats, qui les culbutèrent séculairement les uns sur les autres. Cela dura jusqu'à Dioclétien, où ce mensonge d'un peuple souverain dont les Césars revêtaient le masque, disparut enfin. La puissance administrative remplaça le chaos des législations précédentes, pour créer l'ordre tel qu'il régna dans le Bas-Empire.

Pour rendre ces précédents plus saillants encore, la démocratie française applaudit à l'ochlocratie d'Athènes, comme elle applaudit à Marius et à l'ochlocratie romaine. L'empire français salua de ses acclamations le système dont Auguste avait posé les fondements et dont Justinien avait achevé le faîte. Pure illusion d'optique cependant de part et d'autre.

Certaines *analogies* ont un grand sens en histoire, mais sous la condition expresse qu'on n'en fasse des *identités* d'aucun genre, car aussitôt l'instruction cesse et le sophisme éclate. Or du temps où la foule se fit souveraine dans quelques cités de la Grèce et se flatta de l'être à Rome, il y avait dissolution du corps de la société païenne. L'antique famille, l'antique cité, rien de cela n'existait plus, ni à Athènes ni à Rome. Au lieu de la famille, il n'existait qu'un *concubinat* illégal à Athènes et légal à Rome ; dans ce double concubinat s'était établi une licence de mœurs sans frein. Au lieu de l'autonomie de la cité on trouvait une foule oisive qui se faisait entretenir par l'État, réclamant le *panem et circenses* sous une forme à Athènes, sous une autre forme à Rome. L'impuissance était au bout de cet état des choses.

Il est vrai, la légitimation des bâtards de Louis XIV et les idées de *sultan* qu'affectait, sous ce rapport, le grand roi, furent un immense échec pour l'esprit de famille. Cet exemple donné du haut du trône, on le suivit notamment en Allemagne, où les princes n'avaient rien de plus empressé que de s'y conformer. Ils y pullulaient depuis la paix de Westphalie, abrités sous l'aile du monarque français, leur suzerain de fait sinon de droit. Copistes grossiers d'un modèle élégant, qui connaissait du moins le bien même en ne le pratiquant pas, tandis que ses imitateurs s'avilissaient dans la débauche ! La vie de cour finit par devenir ignoble, à dater surtout de la Régence qui servit de modèle aux princes de l'empire, las de contrefaire le grand roi, dont ils ne pouvaient saisir les allures. Il n'en fut pas tout à fait ainsi en France, où la grâce voilait le cynisme. Malgré l'avilissement du trône sous Louis XV, la *cour* s'y modifia un peu sur l'exemple de la *ville*, en descendant dans les salons, où elle fut admise dans l'intimité des philosophes. On y renouvela les doctrines d'Aristippe et d'Épicure pour embellir les désordres de la conduite, en y mêlant le sophisme

rehaussé par le piquant de l'esprit. Voilà ce qu'il en fut de l'analogie et de la ressemblance avec la fin des républiques de la Grèce et de Rome; mais voici la dissemblance.

Quoique le christianisme eût subi les plus rudes échecs dans la France du xviiie siècle et dans les pays de l'Europe sur lesquels l'Opinion de la cour et de la ville, des salons et de la philosophie d'alors exerçait sa toute-puissance, il n'en était pas, il n'en pouvait pas être du christianisme comme du paganisme. Celui-ci perdit tout ce qu'il pouvait posséder d'humain, d'honnête, même de religieux. Il ne lui restait que le vice, et avec le vice la corruption de la pensée et du sentiment. Mais le christianisme est de soi impérissable; il est la vérité même, qui a posé les fondements du ciel et de la terre. Il peut être momentanément méconnu, affaibli, refoulé, il ne peut jamais être anéanti, car il témoigne de soi chez ceux qui le récusent le plus; les sophistes eux-mêmes démentent sous ce point de vue leurs doctrines. Il a formé à lui tout seul toutes nos notions du bien et du mal; il est entré dans notre cœur et dans notre esprit par la lumière qu'il a portée dans la raison et le sentiment, en les séparant de tout mélange matérialiste, de tout adage panthéistique.

Quiconque ne saisit pas cette distinction radicale entre les temps modernes et les temps antiques sur les points où ils semblent le plus se rapprocher, n'a pas de notion historique et philosophique sur le fond des choses. Or, c'est cette vraie notion qui a manqué aux hommes qui se sont enthousiasmés pour la donnée radicale de la Révolution et pour la donnée absolutiste de l'Empire. Ils n'ont pas tenu compte du changement radical survenu dans l'espèce humaine depuis le christianisme. Ils ont oublié un autre fait majeur : que nous ne vivons plus sur le fond d'une société grecque et romaine vieillie et abâtardie, mais sur le fond d'une nouvelle Europe chrétienne, renouvelée de fond en comble par les mœurs et les institutions des conquérants de l'empire romain.

On se demande cependant, et on est en droit de se demander, comment il a pu se faire que les esprits les plus éminents et les volontés les plus fortes, que tous les acteurs grands et petits qui se sont produits dans le courant de la Révolution et de l'Empire, ont pu donner tête baissée dans un aussi épouvantable anachronisme? Comment ils ont pu jeter la défroque des grands noms de la Grèce antique pour s'affubler des grands noms de la vieille Rome? Comment ils ont pu méconnaître à tel point la marche de l'esprit humain pour jouer une antiquité dont ils n'avaient pas la conscience? A ces questions il n'y a qu'une seule réponse, et cette réponse n'est pas où on croit l'avoir trouvée. Elle n'est pas dans les lettres classiques, elle n'est pas surtout dans les lettres classiques bien apprises; elle est plutôt dans les lettres

classiques mal ou insuffisamment apprises. Mais ce n'est pas encore tout à fait cela. Elle est bien réellement dans la tournure d'esprit exclusivement rationaliste du XVIIIe siècle. C'est l'abstraction du monde réel qui nous a valu tant de fausses représentations d'un monde antique, la pompe et la solennité de tant d'actes de la vie publique, mises en scènes brillantes qui ont apparu sur l'horizon de la Révolution et de l'Empire. Envolées dans une fumée vaniteuse, elles n'ont pas laissé de trace dans l'Opinion publique; on comptait cependant nourrir toutes ces réminiscences en les chauffant au feu de cette Opinion même. On voulait quelque chose de plus. Pour agrandir l'Opinion par la splendeur de toutes ces solennités, on s'imaginait que le factice pouvait devenir une réalité, qu'il pouvait contribuer à former l'esprit des masses, qu'il pouvait parvenir à les pétrir; et cela au moyen de tous ces efforts artificiels qui visaient au sublime et trouvaient le ridicule.

Mais, encore une fois, comment a-t-on pu si bizarrement se méprendre sur le cours des choses et des événements au point de vue du rationalisme même?

C'est par suite d'une double cause. D'abord le rationalisme se trompe sur la nature et le génie de l'homme; il constitue une dogmatique de sa façon, une dogmatique sans culte et sans religion, une dogmatique vague et insuffisante, et qui ne saurait faire corps avec les mœurs d'un peuple. Chassé par une porte et évincé de son passé historique, le sentiment ne perd pas courage; il se mêle à l'imagination et cherche à se glisser par une porte nouvelle dans le corps de la place, dans cet ordre social démantelé dont on n'a pas même respecté les cendres. Il veut se refaire antique pour inventer quelque chose de neuf; il prétend renouer avec la chaîne des âges en supprimant le christianisme, cet intrus dans l'ordre social, cette nouveauté absurde et dégradante pour la raison humaine, ce cauchemar des rationalistes. Nous touchons ici à la seconde cause de ces méprises, et c'est cette cause qui nous dévoile le mystère d'une aussi grande inintelligence de l'histoire de l'homme et de l'espèce humaine. Elle sert à expliquer une époque des plus étranges, une époque qui a donné naissance à toutes ces fantasmagories faussement historiques, à toutes ces pièces de rhétorique et à grand fracas qui ont fasciné l'imagination des grands faiseurs, qui ont agité tant de tribuns, tant de sénateurs, acteurs en titre sur la scène de la Révolution et de l'Empire.

Ce qui trompe beaucoup d'yeux inexpérimentés, ce qui égare certains hommes qui voudraient percer dans les parties ténébreuses de la formation d'un peuple, c'est qu'ils veulent lire clair dans son berceau même. Infatués d'amour-propre, ils substituent leur raison

à la véritable créature humaine; ils raisonnent sur l'embryon d'une façon abstraite et se refusent à le suivre dans l'ordre de sa conception. Comment parviendraient-ils à saisir les phases des différentes époques de son développement? La grande simplicité de la nature morale aussi bien que de la nature physique est le secret de la *vie;* mais ils ne saisissent que des rouages dans l'entendement de l'homme; ils parlent de l'homme comme d'une machine à ressorts et l'expliquent comme un composé au moyen de la fausse unité d'un mécanisme. Toute délicatesse d'organisation dans l'homme vivant, dans l'être social, moral, intellectuel, échappe ainsi à ces hommes de pure raison abstractive, de pure science administrative. Ils ne comprennent rien au jeu de la vie qui fait des parties un tout dans l'autonomie d'un peuple libre. Tels étaient les hommes qui se trouvaient à la tête des affaires dans le courant du XVIIIe siècle. Comme ils étaient vides de toute animation religieuse, comme ils ignoraient les sources de la grande inspiration citoyenne, quoiqu'ils fussent éminents par la force de leurs théories administratives, par l'entente des affaires et par le désir des réformes utiles, faut-il s'étonner des égarements d'esprit de la Révolution et des erreurs de l'Empire nés sous de tels auspices?

L'unité nationale n'est pas l'œuvre d'un seul jet, on ne coule pas un peuple comme on coule une fonte. Avant qu'il y eût une unité vraiment nationale, il existait chez ce peuple une grande variété de familles; chacun de ces groupes d'une parenté plus ou moins étroite eut sa constitution particulière, conforme à son mode de vivre. Il y eut différentes sortes de cités sociales et politiques, qui naissaient de cette diversité même. Ces castes, ces classes, ces corporations subirent leurs évolutions internes, causes d'un grand nombre de conflits et finirent par se rapprocher dans la suite des temps, en se modifiant à l'infini sans s'abdiquer radicalement elles-mêmes. Tel fut entre autres le lent travail des peuples du moyen âge avant qu'ils arrivassent à leur état de civilisation moderne. L'ambition des princes, les guerres de religion et le culte des lettres classiques les saisirent et les enveloppèrent au moment de leur transformation même. Ce fut à la suite de longs épuisements, qui succédèrent à des luttes véhémentes et prolongées, que la force de l'administration parvint à s'abstraire de la société sous l'ancien régime, quoiqu'elle n'aboutît pas encore à cette forme pure et absolue de l'Etat qui ne fut que la conquête de la révolution française.

Placé en face de tous les antécédents historiques dont il ne pénétrait pas la nature et dont il ne s'expliquait pas le phénomène, le génie administratif du dernier siècle jeta les hauts cris; lui qui s'attribuait la science infuse, lui qui avait son jugement infaillible, sa

théorie toute faite sur l'origine des peuples comme sur celle de l'espèce humaine. Il proclama le passé un chaos; il y vit un ordre de choses irrationnelles, sur lesquelles il fallait passer l'éponge pour arriver de nouveau au système de la raison pure. S'agissait-il d'expliquer les causes de toute cette perturbation du sens commun des peuples et de la nature humaine? Il eut recours à l'invasion des barbares, il en accusa ces hordes de sauvages qui détruisirent le bel ensemble des institutions romaines et byzantines qui datent de Dioclétien et qui finissent à Justinien. Il accusa le christianisme d'avoir plongé l'esprit humain dans les ténèbres, d'avoir inventé des dogmes qui outrageaient le terre-à-terre de la raison humaine, d'avoir plongé l'âme humaine dans les rêveries d'un mysticisme aux tendresses infinies, de l'avoir éloignée du bien-être matériel, d'avoir empêché l'accomplissement des véritables destinées terrestres. Voici ce qui en est résulté.

La vraie destinée des nations européennes avait été une première fois faussée par la tentative du pouvoir absolu, occupé à se centraliser dans le sens d'une administration byzantine. Elle le fut une seconde fois par la réaction sociale qui s'ensuivit. Au lieu de viser à l'autonomie, ou de manœuvrer comme la Grande-Bretagne et la Hollande, on se jeta dans le faux idéal d'une démocratie républicaine, renouvelée des derniers temps de la Grèce et de Rome. La science historique manquait absolument aux meneurs du temps pour se rendre un compte vrai de la naissance et de la croissance de la société antique, comme de la naissance et de la croissance de la société du moyen âge. Un homme d'un grand génie politique et d'une capacité de tête extraordinaire, très au fait de ce qu'il y avait de moderne dans l'antiquité et d'antique dans le moyen âge, un homme qui vivait à une époque où le conflit de la puissance absolue de l'État et de celle de la démocratie souveraine et absolue commençait à percer en Italie, pour réagir sur les classes lettrées de la France et de l'Allemagne, comme aussi de la Grande-Bretagne, Machiavel, peut servir d'indicateur pour mesurer la profondeur de cette double méprise. Il devint un phare pour l'Opinion contradictoire des hommes d'État et des démocrates, à dater du XVIe siècle. Si l'Angleterre fut quelque peu théoriquement atteinte par ces doctrines, elle échappa pratiquement, en arrachant son autonomie aux entreprises des Tudor et des Stuart, et son aristocratie politique aux disciples de Locke comme aux esprits forts dont l'action s'affaiblit chez elle en passant dans le continent.

Ainsi, tandis que dans le reste de l'Europe, l'État marchait à l'abstraction en se séparant de la société, l'Opinion, de son côté, marchait à l'abstraction en se séparant de l'État. L'un visait à un absolutisme administratif, légal et scientifique; l'autre visait à un radicalisme dé-

mocratique électif, en s'appuyant sur l'individualisme tempéré par le vent des clubs. L'Angleterre seule poursuivit la voie de l'unité sociale, en continuant et modifiant à l'infini le legs du *self government* que lui avait transmis le moyen âge. Elle respecta tous les antécédents historiques sans s'y assujettir en esclave; elle s'estima assez pour ne pas forfaire à son passé, et elle ne fut pas assez folle pour lui sacrifier l'avenir. L'esprit public se maintient debout et crée l'unité dans ses rangs. L'Opinion gonfle la voile de ses destinées comme une brise, mais elle ne lui sert pas d'ancre pour le port et l'abordage.

IV.

COMMENT SE DÉVELOPPA LA FORCE DE L'OPINION AU SEIN DE LA VIE PRIVÉE CHEZ LES PEUPLES DE L'EUROPE MODERNE.

Aussitôt que la *vie domestique* cesse chez les Grecs et les Romains, la *vie publique* périt du même coup, ou plutôt, elle suit le mouvement de la dégradation des mœurs et de l'avilissement des caractères. Enfin quand les temps sont mûrs pour la domination de Philippe et d'Auguste, il n'y a plus même de grands génies vicieux, car il n'y a plus de génies quelconques; il n'y a plus de grands caractères malfaisants, car il n'y a plus de caractères d'aucun genre. On est tombé au-dessous de soi, car on est tombé dans l'anéantissement de toute force intelligente comme de toute force sociale.

A la perte de la vie domestique succède le gain de la *société privée* qui remplace l'esprit de famille.

A Athènes, la mère de famille est renfermée à part de son époux et végète sans culture d'esprit. Elle est remplacée par la courtisane de haut parage, instruite dans les lettres et formée dans les arts, femme philosophe, qui vit dans l'intimité des hommes d'État, à dater de Périclès; des philosophes, à dater d'Aristippe et de Diogène, comme plus tard d'Épicure. L'*Opinion sociale*, qui est à la fois *politique* et *philosophique*, se forme dans ce cercle de femmes galantes, rendez-vous des hommes d'État, des philosophes, des ambitieux, des esprits élégants, de tout ce qui participe à la distinction par la culture.

A Rome les courtisanes ne jouent pas le même rôle, car elles sont sans distinction de pensées et de manières, sans culture d'esprit. Ce sont les mères de famille, les matrones romaines qui elles-mêmes remplacent les courtisanes. Sans pudeur et sans voile, elles pensent tout haut, elles agissent tout haut, elles combinent leurs plaisirs en les enlaçant dans des intrigues politiques. Tous les ambitieux de la dom-

ble aristocratie romaine se groupent autour du boudoir de ces ambitieuses et s'inspirent de leurs intrigues. La cour d Auguste finit par l'emporter et donne à elle seule le ton à la société romaine; mais la philosophie en est bientôt chassée, comme le fut l'idéologie à une certaine époque de l'histoire moderne, et à sa place la rhétorique prit faveur. Ce fut le commencement du règne de cette sorte de lettrés et de beaux esprits, dont aucun pouvoir absolu n'a jamais eu rien à redouter, parce qu'ils ne vivent que de grâces et de faveurs, parce qu'ils ne font que vendre leur talent et leur plume.

Du temps de Machiavel, quand les cités de l'Italie passèrent sous le commandement d'une foule de tyranneaux, on vit un spectacle en tout pareil à celui qu'offrit le passage de la république à l'empire romain. Des femmes de haut rang, distinguées par la culture des lettres, mais sacrifiant leur honneur, comme les matrones romaines, à la fureur de leurs passions et au génie de leurs intrigues, se firent le centre d'un mouvement social dans plusieurs cités, illustrées par des hommes d'État, des ambassadeurs, des hommes de guerre, des philosophes, des savants, de grands artistes, de célèbres poëtes, engagés dans leur cortége. Cet éclat eut bientôt une fin quand la tyrannie pesa sur les esprits, quand une ère du bel esprit et de la rhétorique verbeuse la plus humiliante pour l'esprit humain succéda à une ère de force et de talent, de hardiesse dans la pensée qui allait jusqu'au cynisme. Jamais les cités de l'Italie ne se sont relevées de ce dépérissement des grandes facultés intelligentes qui honorèrent leur sein dans le courant du xve et du xvie siècle, rarement il est vrai par un bon emploi du talent.

Composant la force d'une Opinion naissante par l'alliance des hommes d'État, des illustres guerriers, des grands magistrats, des grands érudits, des poëtes, des philosophes, des artistes, l'esprit de société passa d'Italie en Espagne et en Portugal, en France et dans la Grande-Bretagne dans le courant du xvie et la première moitié du xviie siècle. Avec le temps même il parvint, si nous exceptons la péninsule ibérique, à composer le fonds primitif d'Opinion publique qui effaça tout esprit public dans une partie de l'Europe moderne, notamment en France, où cette Opinion grandit bientôt à la hauteur d'une domination européenne depuis que Louis XIV sut lui donner le ton et en tenir les rênes.

L'esprit philosophique, accompagné d'une moralité suspecte qui devait préparer les mœurs de la Régence et le règne de Voltaire, éclata sous la minorité de Louis XIV même. Il fut inauguré par la doctrine de Gassendi, chère à tant d'hommes illustrés par les lettres, la robe, les armes. Ninon de Lenclos s'apprêtait même à y jouer le rôle d'une fausse Aspasie, quoiqu'elle ne fût pas au niveau de cette

amie de Périclès. Le grand caractère de la société française, qui brilla d'un si vif éclat sous le règne du grand cardinal et durant la minorité de Louis XIV, n'en fut pas terni, il est vrai; mais ce coudoiement de la philosophie de Gassendi avec la philosophie de Descartes prouve le chemin que les esprits avaient fait et indique le passage du génie de la cour, encore cartésien, au génie de la ville, déjà gassendiste. On connaît le rôle des femmes philosophes du temps de Louis XV; on sait aussi ce qui en avait reparu sous la forme de salon philosophique et scientifique à l'époque du Directoire, comme aux jours du Consulat, avant l'étouffement de toute Opinion publique sous l'ascendant de l'Empire.

V.

DU RÔLE DE LA SCIENCE DANS LA FORMATION DE L'ESPRIT PUBLIC AU SEIN DE L'EUROPE MODERNE.

La science ne fut d'aucun poids dans les gouvernements de l'antiquité classique comme dans ceux du moyen âge. Elle n'a commencé à jouer un rôle politique et social que sous la révolution française. Elle sert l'État et l'ordre social dans la Grande-Bretagne contemporaine; elle a dominé l'État et asservi la société française à partir du Directoire, du Consulat et de l'Empire. On la voit triompher par les théories du progrès scientifique de l'ordre social et du gouvernement de l'État. Condorcet fut le premier à proclamer ces théories, bizarrement appliquées dans les systèmes de Saint-Simon et de Fourrier, qui visaient à obtenir la faveur des masses. Il n'en est pas ainsi de l'application de la doctrine scientifique quand elle tourne le dos au socialisme et au communisme, quand elle concentre sa sagesse dans la grandeur de l'État, et qu'elle le voue au déploiement de la pure force administrative, comme sous le premier Empire. Chacun sait comment l'Empire s'y prit pour chasser l'*idéologie* du sein de la science, comment il se défit de cette théorie matérialiste que l'Institut lui avait donnée pour fondement; car l'Institut avait compté élever sur cette base l'édifice de la démocratie cosmopolite, philanthropique et autocrate, dont l'Empire n'avait que faire. Aujourd'hui que la science a conquis l'Europe par l'industrie, les sectaires de sa théorie absolue tendent naturellement à faire disparaître tout levier moral et intellectuel du sein de la société, à effacer toute théologie comme toute philosophie parmi les hommes, à anéantir toutes les leçons de l'histoire, à refouler radicalement le cœur et l'esprit humain dans le domaine du roman et de la fantaisie, à plier

la législation et la politique à ses exigences rigides. Tout y invite depuis que la science est maîtresse absolue de l'administration dont elle a renouvelé les méthodes, depuis qu'elle essaie de transformer la politique à son usage, depuis qu'elle en fait un système de pure économie scientifique. C'est ainsi qu'elle est parvenue à tracer le sillon à tous les modes de l'existence privée comme à toutes les formes de l'existence publique, à tout ce qui constitue l'agencement des forces matérielles et administratives de l'ordre social.

Que je le dise d'un coup. La science en elle-même d'abord, puis dans son application à l'industrie du point de vue social, la science qui a pénétré l'administration et l'a ployée à un système d'économie politique, en vue des richesses et des ressources de l'État, est un grand fait, un fait unique dans les annales du genre humain. A part l'égalité devant la loi, à part l'équité civile, c'est le seul vrai, le seul grand et juste triomphe qu'ait remporté la révolution française. Elle a séparé nettement la cause de l'État, comme administrateur et centralisateur, de la possibilité de l'arbitraire, c'est-à dire du régime de cour qui l'encombrait sous l'ancien régime. Elle a du même coup anéanti le système des monopoles et des priviléges sociaux; elle l'a remplacé par un système d'économie politique mieux entendu; elle a fini par écouter la voix de la science qui protestait contre les décrets dégradants et les maximes ineptes des révolutionnaires purs, niveleurs issus de l'école de Jean-Jacques. Elle fut donc inaugurée comme l'unique, comme l'exclusive raison sociale de la révolution française, cette science qui lui a survécu dans son application à l'État. Graduellement poursuivie par Richelieu, Mazarin et Louis XIV, qui gâta son œuvre en identifiant l'Etat à sa personne par cette maxime d'un égoïsme royal inouï : *l'Etat, c'est moi!* maxime qui contenait toutes les déviations d'un arbitraire pur, d'un régime de cour en germe, l'idée de l'Etat se dégagea du chaos de la révolution jacobine par les développements des sciences physiques, et cela au moyen d'une rectitude d'esprit pour ainsi dire mathématiquement belle. Ce que l'Institut de France avait projeté du temps du Directoire sans pouvoir le mettre à exécution, le grand génie administratif et scientifique du premier consul le pratiqua. En même temps il porta sur l'Opinion un coup de massue, qui la fit disparaître sous son règne. Malgré les généreux efforts de Mme de Staël, elle expira dans les salons, dorénavant sans langues quoiqu'ils ne fussent pas sans oreilles.

La science dans son application à l'industrie, pour ce qui concerne la société, à l'administration pour ce qui se rapporte à l'État, n'a qu'un seul but : la grandeur de l'homme matériel, et qu'un seul raisonnement. Elle se dit à elle-même : « Étant donné le bonheur phy-

sique, le bonheur moral ira le joindre. Soyez d'abord riche pour être physiquement heureux, vous serez après tout ce qu'il vous plaira d'être : religieux si vous avez des goûts religieux, philosophe si vous avez des goûts philosophiques, artiste si vous avez des goûts artistiques, poëte si vous avez des goûts poétiques, et ainsi du reste. » — Le corps forme dans ce raisonnement la *majeure*, l'âme la *mineure;* quiconque a le corps aura l'âme quand il voudra s'en donner la peine ; le corps est le *nécessaire*, l'âme est le *superflu*. Dans ce système l'ordre est tout entier de force ou de police, il n'est nulle part de mœurs et d'habitude. Dans la progression de ces idées, l'*aurea mediocritas* disparaîtrait du monde, l'indigence deviendrait synonyme de bêtise, le malheur deviendrait une chose affreuse. Il n'y aurait pas de mesure à la progression des désirs comme à celle des jouissances, qui se trouveraient toutes du côté des richesses, car les richesses pourraient seules alors satisfaire les *appétits*. Déjà dans le langage de l'industrie moderne, qui s'incline devant la science, l'homme de génie n'est plus l'homme d'État, c'est le bon administrateur; ce n'est plus le grand théologien, le grand jurisconsulte, le grand philosophe, le grand artiste, le grand poëte, c'est l'inventeur d'une machine. L'homme *pratique*, le citoyen utile, le bon citoyen, c'est le millionnaire, c'est-à-dire le banquier ou le fabricant.

Cependant il manque quelque chose à ce double Eldorado du prolétaire et du millionnaire. Il lui manque la vraie connaissance de l'homme, la vraie science de la société. De là toute absence d'avenir, une ivresse du présent sans lendemain. Cette félicité est celle d'un mirage infini dans un désert sans bornes. Il lui manque de plus la connaissance spéciale de l'homme européen et de son activité intellectuelle. L'Européen est mobile non-seulement de passion et de caractère, mais d'intelligence et de compréhension. Pour que ce système fût parfait il y aurait deux choses à acquérir : la première serait la métamorphose des Français et des Allemands en un peuple idéal à la façon du peuple chinois, en un peuple industriel absolu, qui progresserait dans l'industrie en dépit de ses routines, si on le chauffait des feux de la science européenne. L'autre chose serait la métamorphose complète du système d'administration ébauché par Richelieu, Mazarin et Louis XIV, achevé par Napoléon. Il s'agirait de sa transformation en un mandarinat chinois à règles fixes, où la puissance administrative s'identifierait à un cérémonial d'État, pivoterait vers une sorte de religion scientifique, et ferait de l'État, personnifié dans son César, une savante idole. Cela n'étant pas, le Bas-Empire ne pouvant se reformer dans l'Europe moderne, parce qu'il amènerait la décadence de l'État, frappé dans ses ressources financières, il faut se contenter du veau d'or et renoncer à sa transformation en minotaure.

VI.

DE LA MARCHE DE L'OPINION EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE DURANT LA RÉVOLUTION ET SOUS L'EMPIRE.

Nous avons vu d'où date la puissance de l'Opinion dans l'Europe moderne. Née de la radicale séparation de l'État et de l'ordre social, fondée sur la complète absence de tout esprit public, elle le remplace mal. L'esprit de société succède à l'esprit de famille, jadis intimement uni à toutes les formes de l'esprit public qui ressortaient de l'autonomie des classes citoyennes. Quand l'esprit de famille est remplacé par l'*individualité* de tous les membres de la famille, elle cesse d'avoir une valeur intrinsèque aux yeux de l'État qui ne compte plus qu'avec les individus. Plus d'associations ni de communes. Les bribes de monopoles et de priviléges qui subsistaient sous l'ancien régime n'avaient plus de force sociale. Elles devenaient, dans l'atonie générale, vexatoires et accablantes pour l'individu, dans son libre développement Quant à l'esprit de société qui remplaçait l'esprit public, il tendait de plus en plus à l'individualisme, dans les salons de la cour, dans ceux de la capitale et finalement partout où les individus se réunissaient pour causer et chuchoter, pour méditer et s'échauffer, pour cabaler et intriguer. La cour et la ville, les lieux de rendez-vous des grands seigneurs, des diplomates, des gros financiers, des grands rentiers, de la robe, de la grande et moyenne magistrature, de la classe lettrée, inaugurèrent le train qui finit par concentrer sa puissance dans le complot d'une sorte de franc-maçonnerie encyclopédiste, en attendant l'ouverture des clubs. Il en naquit un flot qui remonta jusqu'aux hommes d'État dans le courant du XVIIIe siècle. Subissant l'action de l'Opinion, ils ne tinrent plus les rênes du gouvernement qu'ils guidaient de si haut dans le siècle précédent. Tel fut le principe du relâchement qui devait aboutir à la révolution française.

Quand l'Empire vint clore la première phase de la Révolution pour en commencer une seconde, l'Opinion fut abattue dans les salons des idéologues et étouffée dans les clubs des jacobins. Le mouvement philosophique du XVIIIe siècle avait achevé sa course; il avait fait son temps sous les deux formes qu'il affectait de préférence et qui se rencontraient dans un seul et même déisme. Le déisme était un parlage de Dieu sans la foi en un Dieu vivant et personnel. Teint de *raison* dans l'école de Voltaire, il se teignait de *sentiment* dans celle de Rousseau. L'un proclamait le dieu des honnêtes gens et l'autre le dieu des âmes sensibles. L'un se contentait de la démonstration d'un

Être suprême par le raisonnement, et l'autre essayait d'une sorte de culte fondé sur l'adoration de l'Être suprême dans son temple de l'univers. On sait comment la science, qui partit de d'Alembert pour aboutir aux idéologues, abolit le Dieu de Voltaire et de Rousseau. On connaît le sort du culte inauguré par Robespierre et La Réveillière-Lépeaux après la farce de la déesse Raison, apothéose de la nature humaine, dont les disciples de la nature physique eurent le bon esprit de ne pas reprendre l'inauguration théâtrale. Voltaire et Rousseau en personne, l'un comme dieu des salons, l'autre comme dieu des clubs, furent également et à tout jamais ensevelis sous l'échafaud des Girondins, sous les ruines de la Convention. Ce fut alors que le Directoire inaugura le règne de la science sous les auspices de l'Institut, jusqu'à ce que le Premier Consul purgeât la science de sa philosophie même.

Évidemment c'en était fait du règne de l'Opinion en Europe. Il ne pouvait plus être question de l'empire des maximes qui dominaient le monde social sous l'autorité du grand cardinal et du grand roi, quoique le nouvel empereur en affectât la reprise. Les Corneille eussent été pour lui trop près de la Fronde; il en eût été de même des Descartes qui poussaient à l'indépendance de la pensée. Les Pascal, les Arnaud, les Nicole, les Bossuet, les Fénelon, les Bourdaloue, jansénistes, gallicans, ultramontains, jésuites, eussent trop profondément remué un fond de doctrines spéculatives sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat. Les Domat et autres jurisconsultes eussent trop intimement soulevé des questions de puissance publique qui se rattachent à la jurisprudence. Les Leibnitz eussent trop provoqué les questions d'histoire dans leur intime alliance avec les questions de théologie, de philosophie, de jurisprudence. Les Molière eussent trop vivement appelé l'attention sur les ridicules des classes anciennes et des classes nouvelles de la société. Cette affectation propre à l'Empire de se parer de si grands noms n'était autre qu'une combinaison savante, qu'un grand jeu joué avec le passé en face de la Révolution. C'était un de ces grands spectacles comme les aimait l'Empire, pour distraire les esprits accablés par la grandeur des actions qui se jouaient sur la scène du monde, inoccupés et vides de pensées, et dont on captivait ainsi les loisirs.

On eût désiré des Boileau et des Racine, qui peut en douter? On eût ambitionné peut-être aussi des Lafontaine, qui n'eussent soulevé aucune question indiscrète; mais on n'a pas toujours les talents à sa commande. Tout le reste d'ancien régime et de Révolution que l'on rencontrait sous sa main était usé et à bout de puissance; on n'en voulait plus, on ne pouvait pas en vouloir. Le danger vint alors d'un côté où l'on s'y attendait le moins. Il se forma dans le pays qui

avait imité de la façon la plus lourde et la plus gauche Louis XIV au XVIIe siècle, dans le pays qui s'était soumis le plus aveuglément au mot d'ordre des encyclopédistes, accueilli par une fraction de la franc-maçonnerie allemande du XVIIIe.

Deux princes énergiques, Frédéric II et Joseph II, prirent le devant sur les idées d'unité et de centralisation tombées en quenouille depuis les désordres de la Régence en France et altérées par le régime de cour et de favoritisme. A côté d'eux, mais tout en dehors de leur action, il se fit un mouvement intellectuel sorti des entrailles de la nation. La poésie des Klopstock, des Gœthe, des Schiller ; les idées sur l'art antique des Winkelmann et des Lessing ; la muse de l'histoire dont Jean de Muller emboucha de nouveau la trompette ; la philosophie de Kant ; l'esprit universel de Herder protestèrent contre la domination de l'esprit humain que s'étaient arrogée Rousseau et Voltaire et dont les encyclopédistes exploitaient l'empire. Leibnitz avait été le point de départ pour les universités de l'Allemagne au commencement du dernier siècle; mais cette impulsion avait été brisée par le succès de Locke et le règne des encyclopédistes. Quand l'œuvre de Leibnitz fut reprise par l'érudition germanique sur la fin du même siècle, la France y subit un échec dans le domaine des esprits, au moment même où ses armes y brisaient les sceptres et les couronnes. On se ressouvint de l'abaissement continu de l'Allemagne sous la politique et les armes de Richelieu, de Mazarin et de Louis XIV. On n'oublia pas l'empire exercé par les beaux esprits et les philosophes français du temps même des revers essuyés par la politique de la Régence et de Louis XV, et on ne voulut pas se laisser effacer de la carte des esprits après avoir été effacés de la carte des peuples par les aigles de Napoléon. L'esprit humain protesta partout où les rois succombaient et où les peuples s'abîmaient, révolte des intelligences, qui fut le premier échec de la Révolution et de l'Empire.

Il y a des signes des temps que tout le monde ne comprend pas, mais qui ont quelque chose d'infaillible. Tous les temps remarquables par le mouvement de l'Opinion qui s'y opère se trouvent intérieurement tourmentés par des courants contraires. C'est ce que l'on peut étudier dans l'ensemble des phénomènes qui éclatent à l'époque de la Renaissance. Les contemporains de ces jours de grandeur et de misères humaines semblent s'y désespérer plus d'une fois. Les uns redoutent le retour des doctrines d'un moyen âge suranné et cependant à jamais impuissant à féconder un avenir; les autres s'effarouchent à la vue des théories utopistes qui précipitent le siècle en avant dans les bras de l'anabaptisme. On put observer pareille chose, quoique sur une bien moindre échelle, du temps même de la Fronde, en toutes ces époques de transition où le présent ne se dégage pas

encore nettement du passé, et où le libertinage de certains esprits empiète déjà sur l'avenir. Il en fut de même du temps de la Régence et quand Voltaire luttait encore contre le reste des souvenirs théologiques et philosophiques du grand siècle. Pareille chose arrive à l'Europe contemporaine, empêtrée de révolutionnaires retardataires et de révolutionnaires précoces. A cette difficulté inhérente à toutes les époques de transition vient encore s'ajouter une difficulté particulière. Elle résulte de la position de ceux qui voient les choses selon leurs habitudes d'esprit, qui les jugent d'après leurs prospérités et leurs douleurs, qui ne surmontent pas leurs échecs, qui ne peuvent pas se consoler de leurs désabusements. Ils confondent sans cesse leurs chagrins, comme leurs adversaires leurs espérances, avec l'état des choses en soi, contemplé du point de vue où les horizons se dégagent de toutes les préoccupations personnelles. Voilà comment il a pu y avoir de si grandes méprises sur le mouvement de l'Opinion en Allemagne au fort des succès de la France révolutionnaire et impériale ; voilà comment il a pu se faire que le mouvement spéculatif des Allemands ait été si mal saisi par le conquérant. La poursuite du livre *de l'Allemagne*, ouvrage capital de Mme de Staël, en offre un témoignage. Quelque incomplet qu'il soit, il avait suffi néanmoins pour révéler à la police impériale des dangers dont elle avait constamment ignoré la vraie portée et la vraie nature.

VII.

DES CHANGEMENTS SURVENUS DANS L'ÉTAT DE L'OPINION DEPUIS LA NAISSANCE DU GOUVERNEMENT REPRÉSENTATIF.

Je n'entame pas encore la question de la nouvelle direction partie de l'Allemagne et qui réagit victorieusement contre la philosophie française du XVIIIe siècle. Il suffit d'indiquer pour le moment qu'elle frappa du même coup l'idée scientifique d'un État centralisateur et rigoureusement administratif, quoique l'État ainsi constitué eût détrôné Rousseau et Voltaire dans la foi des masses et non pas seulement dans celle des rangs éclairés de la société. Ne pouvant progresser au delà de leur but même, les idées de ces écrivains n'offraient pas un point de départ ultérieur à l'esprit humain. Elles avaient consommé leur œuvre de négation pure. La Révolution avait surabondamment constaté son impuissance à rien édifier. Les travaux de la Constituante, de la Législative, de la Convention et du Directoire gisaient pêle-mêle au milieu des baraques constitutionnelles dont les maté-

riaux étaient ramassés de toutes parts. Tout s'y trouvait en effet, à l'exception de la famille, de la commune et de la cité. Les déclamations et tout ce qu'il y a d'inutile en fait de maximes politiques y abondaient; rien n'y existait de ce qui avait servi de fondement à une société.

Il n'en fut plus de même d'une action réparatrice qui partit de la France à la chute de l'Empire, et qui fut plus féconde à elle seule que toutes les tentatives précédentes. L'Europe éclairée y applaudit du moins, et salua la nouvelle initiative que prenait la France, prêtant l'oreille à son essai de gouvernement représentatif.

Au moment même où la révolution philosophique du XVIIIe et l'empire administratif du XIXe siècle tombent sur le flanc, au moment où ils atteignent leur *ultima Thule*, où ils ne rencontrent qu'anarchie et que despotisme, c'est-à-dire un néant instantané ou un néant différé, la France se redresse encore. Cherchant à dégager une nouvelle forme de gouvernement que les disciples de Necker voulaient copier sur un type anglais, les disciples de Lafayette sur un type américain, elle commet la faute de laisser debout le système administratif tout entier. Elle ne songe ni à la constitution de la famille, ni à celle de la commune, ni à celle de la cité. Elle place ainsi face à face, radicalement et d'une façon abstraite, la force de l'Opinion publique, qui était celle des classes éclairées de la société, essayant de se constituer en gouvernement représentatif, et l'État, constitué scientifiquement par le génie administratif le plus vigoureux et le plus entier qui ait jamais paru parmi les hommes. Par surcroît de malheur, ce gouvernement devint ainsi forcément vide de tout esprit public et politique, de tout ce qui le soutient en Angleterre et aux États-Unis par l'autonomie ou le *self government* de la société même. Si pareil état de choses se fût rencontré en Angleterre et aux États-Unis; s'il y eût existé une machine administrative, fonctionnant sous le nom de l'État, pompant et attirant à elle toutes les forces de la société; qu'il y eût un ministère Janus à double tête, maître de l'Opinion publique en dirigeant les discussions des chambres, et maître de l'État en gouvernant d'une façon absolue, dans l'absence de toute constitution indépendante de la famille, de la commune, de la cité, pourrait-on garantir pour ces deux pays l'avenir de la puissance parlementaire qui constitue leur force et leur dignité? Or, c'est cet antagonisme de deux forces contraires qui fut glorieusement tenté en France par des hommes d'un très-grand talent, et même par un certain nombre d'hommes habiles. C'est cette difficulté qui fut malencontreusement reproduite en Italie et en Espagne par des maladroits et des déclamateurs sans frein. On se tira un peu mieux d'affaires dans quelques parties de la Suisse, de la Belgique, de la

Hollande et même de l'Allemagne, où la Révolution et l'Empire, tout en y passant, n'avaient pas également fait table rase.

Les premiers essais d'un gouvernement copié de la Grande-Bretagne et des États-Unis de l'Amérique datent de la Constituante. Ils y furent sans effet, et Montesquieu, avec son *Esprit des Lois,* fut vaincu par l'*Essai sur les mœurs* de Voltaire et le *Contrat social* de Rousseau. La philosophie courait du déisme à l'athéisme, de Voltaire à Diderot, de Rousseau à Condorcet. Un œil exercé eût pu déjà deviner les idées constitutives du Directoire, s'acheminant vers l'Institut de France comme vers le foyer de toutes les lumières scientifiques. Au bout devait se trouver le Consulat, qui préludait aux institutions de l'Empire. Il n'y avait donc rien de plus *naturel* que de réagir contre une marche de l'esprit humain qui menait à une impasse ; il n'y avait donc rien de plus *naturel* que de reprendre les idées dont le fil avait été brisé sans avoir pu se dévider, que de revenir à Necker et à Lafayette. Malheureusement leurs partisans se heurtèrent dès qu'ils s'aperçurent. Ils se rudoyèrent par suite de la différence de l'idéal monarchique et de l'idéal républicain vers lequel ils s'élancèrent en sens contraire. Ce fut à la faveur de cette discorde que les idées révolutionnaires, girondines et jacobines reparurent sous nouvelles formes, qu'elles se pressèrent dans leurs exigences. Les idées scientifiques et administratives ou napoléoniennes levèrent également la tête, toutes converties à la théorie d'un prétendu *libéralisme*, machine de guerre dressée contre le gouvernement des Bourbons. Tout cela avait fait son temps dans les rangs éclairés de la société, mais les idées voltairiennes et girondines pouvaient encore passionner certains rangs de la bourgeoisie; celles du jacobinisme, greffées sur le *Contrat social,* pouvaient toujours agiter les masses. Les conceptions du génie impérialiste plaisaient à une double rangée d'hommes. Elles convenaient à la grande paresse des égoïstes qui ne soupiraient qu'après les douceurs de la vie privée, qui voulaient jouir sans penser et sans agir; elles trouvaient de plus justes partisans dans la classe des hommes scientifiques et des hommes d'affaires, également formés à l'administration, profitant également de son empire.

Les hommes sont sujets à de grandes illusions. Ils voient une chose succomber et ils disent qu'elle est rayée du livre de la vie; ils voient une chose triompher et ils disent qu'elle y est inscrite. Ils ne voient que ce qui est à leurs pieds, rarement ce qui est devant eux, plus rarement ce qui est derrière eux, presque jamais ce qui est audessus d'eux. Cependant on ne comprend bien réellement un présent que par un passé et par un avenir. Sondons-nous nous-mêmes; consultons notre conscience. La solidarité des temps qui nous préoccupe si peu se révélera aussitôt à nos regards. Vivons de notre

vie réelle, ne nous bornons pas à vivre au jour le jour. Nous nous rencontrerons aussitôt sur la route des mystères de l'humanité, la clef de ces mystères sera placée entre nos mains. C'est que la nature de l'homme est religieuse par essence; c'est qu'en vertu de cette nature nous sommes des êtres libres. Sans doute que nous nous trouvons serrés en nous-mêmes par une seconde nature, que cette nature nous plonge dans les fers de l'esclavage, qu'elle nous place sous le joug d'une certaine fatalité. Les passions sont toutes de feu et nous paraissent sublimes. Mais leurs ardeurs se calment, leurs lueurs s'éteignent; au milieu du bouillonnement de nos œuvres nous nous trouvons plongés dans une stupeur sans fin. C'est comme l'éclipse de l'homme moral, de l'être intelligent. Le volcan a lancé ses laves, elles retombent en pluie de cendres et roulent dans le gouffre qui les avait primitivement vomies. L'égoïsme alors a beau jeu, il s'épanouit dans cet affaissement; c'est à son tour de dominer, de façonner la créature humaine. « Tout est consommé, dit-il; laissons-nous aller au courant de nos plaisirs et de nos intérêts! Une fatalité nous gouverne, n'ayons plus rien de commun avec nous-mêmes, mais soyons matériellement heureux et faisons surtout beaucoup d'argent! »

Erreur que tout cela! Le cratère veille, et s'il est momentanément assoupi, c'est pour l'engendrement de laves nouvelles.

Vous voulez savoir pourquoi? C'est qu'en soi la nature humaine est inépuisable comme l'esprit humain; les peuples de l'Europe surtout forment une race d'hommes qui ne s'affaisse jamais longtemps sur elle-même. Le gouvernement représentatif a pu facilement succomber sans qu'il ait manqué de l'étincelle prométhéenne; mais il a été allumé au phare d'un soleil qui s'est trompé de route dans la navigation des cieux, il a été porté sur une terre qui n'avait pas été préparée pour le recevoir. Songeons à mieux nous orienter dans l'avenir de nos destineés, arrosons le sol terrestre d'une sueur sacrée, semons-y nos pensées et nos œuvres, sachons préparer les récoltes, et attendons leur levée en échenillant en nous les instincts de l'égoïsme.

VIII.

D'UN MOUVEMENT DANS LES ÉTUDES HISTORIQUES QUI VIENT A L'APPUI DES EFFORTS POUR LA RECONSTRUCTION D'UNE SOCIÉTÉ NOUVELLE.

Tout ce qui tend au niveau est matériel par son génie même, et manque nécessairement aux premières conditions du cœur et de l'intelligence. La science *nivelle*, car elle a pour but la matière et

les forces de la matière, qu'elle tend à pénétrer pour les comprendre. Elle s'occupe de leur exploitation dans un but de richesse générale au profit de l'Etat, ou de richesse privée au profit des particuliers. La religion, la philosophie et la jurisprudence ne nivellent rien, mais elles reconnaissent à toute créature intelligente des qualités propres qui ne permettent pas de viser à son uniformité. La niveler serait l'éteindre. Ce qu'elles cherchent dans l'*égalité* sagement entendue, ce n'est pas le *niveau*, c'est l'*équité*. Il faut que chacun reçoive selon la mesure qui lui est propre. L'identité en fait de cœur et d'esprit serait pire que la mort, pire que l'anéantissement de l'individu, pire que l'effacement de l'ordre social pour ainsi dire; car ce serait le comble du faux, la souveraine injustice. On ne tiendrait compte d'aucun des dons de la nature, inégalement distribués dans l'espèce humaine; on mettrait la loi mathématique en toute chose sans y introduire l'harmonie qui la corrige; on ne parviendrait à aucun équilibre de forces vivantes.

Telle est la vraie raison pour laquelle le génie qui avait dicté l'*Essai sur les mœurs* à Voltaire, qui avait imaginé le *Contrat social* par la plume de Rousseau, et qui légua à la Révolution son véritable évangile, l'ouvrage de Condorcet sur le progrès de la civilisation par la voie exclusive des sciences physiques et mathématiques, fut si diversement meurtrier pour l'espèce humaine. Voltaire persiflait l'homme, constamment dupé et toujours dupant; Rousseau avouait son impuissance à se constituer sérieusement sur un modèle de justice absolue en dehors de l'état sauvage, et Condorcet remplaçait l'autre vie par la prolongation scientifique de l'existence humaine en ce monde au sein de prospérités croissantes. L'histoire de Voltaire n'est que de l'Anecdote, celle de Rousseau n'est que de l'Anarchie, celle de Condorcet constitue le Matérialisme. Le premier enfanta la Révolution par en haut, le second par en bas, et le troisième chercha une conciliation entre les deux contraires.

Si nous exceptons les hommes à regret du passé, désarçonnés par la Révolution, nobles, prêtres, magistrats et quelques autres encore qui avaient perdu un reste de priviléges sans force et sans dignité, mais qui jouissaient des douceurs de la fortune, la réaction contre l'esprit de la Révolution et le système de l'Empire ne fut nulle part et en aucune façon dans le sens d'un *passé* d'aucun genre. Elle se prononça partout dans le sens d'un *avenir*. C'est à cet avenir que deux puissances également formidables barraient le passage. L'une était celle du niveau révolutionnaire, formulé en démocratie radicale sous le nom de Souveraineté de Tous. C'est ce que les anciens désignaient comme ochlocratie ou comme empire de la foule; régime des masses aveugles et imprévoyantes, sujettes à d'effroyables mor-

talités au physique comme au moral. L'autre de ces puissances formait l'absolutisme administratif, érigé en souveraineté abstraite de l'Etat, et qui possédait le remède contre la domination des masses. L'humanité restait ainsi stagnante entre les alternatives d'une anarchie sans but et d'un despotisme sans fin. Mais comme il n'y a pas d'avenir sans passé, car il n'y a pas de vol sans élan, la réaction qui se forma contre ces deux puissances dut nécessairement avoir un sens historique et philosophique à la fois. Il s'agissait de défaire l'homme de Voltaire, de Rousseau et de Condorcet pour refaire un vrai homme. Je laisse un moment de côté le mouvement de la réaction en religion et en philosophie, car j'aurai à y revenir, et je ne m'occuperai que de celui qui se rapporte à l'histoire. Ce fut le mouvement des études historiques surtout qui marcha parallèlement au développement du gouvernement représentatif, tentative puissante quoique avortée, pour revenir au mouvement historique et historiquement progressif de l'espèce humaine.

La soif des études historiques, et par cela même *évolutionnaires* de l'esprit humain et de la société humaine, le contraire donc des appétits *révolutionnaires*, cette soif trouva d'abord à s'étancher dans les universités de l'Allemagne. L'histoire proprement dite n'a eu que deux vrais représentants au XVIIIe siècle, Gibbon et Jean de Muller; Gibbon gâté par la philosophie de Voltaire, et Jean de Muller plus politique que philosophe, hommes diversement éminents par la science, mais sans action sur les esprits. Herder se distingue à part, en ce qu'il est le seul qui ait ébauché une philosophie de l'histoire, œuvre qui a porté fruit par la semence des idées qu'elle renfermait dans son sein. Aussi est-ce par lui seul que l'idée de l'histoire est devenue autre que par le passé. Au lieu d'être une *Annale* comme chez les Latins, une *Politique* comme chez les Grecs, ou une *Chronique* comme au moyen âge, elle a revêtu un caractère multiple. Théologique, philosophique et de haute jurisprudence tout ensemble, sans cesser d'être politique, elle s'est ainsi rapportée aux croyances comme aux opinions des hommes, aux mœurs privées comme aux mœurs publiques des peuples. Seule florissante chez Machiavel comme chez Montesquieu, la Politique ne pouvait être que le couronnement, que le dernier mot de cet ordre d'études.

Il ne s'opère presque jamais un grand mouvement dans les esprits, surtout s'il embrasse un certain espace et un certain temps, sans qu'il n'ait en soi quelque chose de providentiel, c'est-à-dire de divin, qui se rapporte à la direction d'une aiguille aimantée dans le cœur ou dans l'esprit des hommes. Aux temps dont la physionomie nationale est arrêtée dans un cercle important mais restreint, appartiennent les Xénophon et les Thucydide, partiellement encore les Po-

lybe et les Tite-Live. Quand les époques sont funestes et qu'elles exigent de sévères enseignements, les Tacite et les Machiavel sont de mise. Les peuples qui ont hissé le pavillon d'une grande nationalité peuvent se mettre avec des Robertson ou avec des Mac-Aulay en poupe de leurs destinées. Nos jours ont d'autres réclames sur le continent. Nous vivons dans un milieu révolutionnaire faux qui poursuit une utopie d'égalité contraire au génie le plus intime des peuples, car elle est radicalement contraire au génie de l'espèce humaine. Nous vivons également dans un milieu administratif qui nous prive de tout mouvement propre, qui nous relègue dans la sphère exclusive de nos intérêts privés, qui nous empêche d'être citoyens, de faire preuve de virilité comme membres d'un corps de nation doué d'esprit public. Voilà pourquoi le mode historique du passé ne saurait plus nous satisfaire. Il y a un besoin absolu pour l'homme de se reconquérir lui-même, de sortir des landes où le force à brouter l'orgueil de deux systèmes absolutistes contradictoires et dont cependant l'un est forcément au bout de l'autre. Pour cela il faut qu'il apprenne à se connaître doublement, comme être religieux et comme être social. Il lui faut aller aux sources, creuser aux puits du vieil orient et du vieil occident, creuser au nord et au midi. Il lui faut prendre toutes les dimensions de l'espace, toutes les dimensions de l'esprit et du cœur humain, et cela à toutes les époques de la tradition et de l'histoire. Oui, nous sommes appelés à nous rendre compte de tout l'homme ; de l'homme sauvage, de l'homme barbare, de l'homme civilisé, de l'homme de toutes les zones et de tous les climats. C'est un besoin si urgent pour l'esprit humain, un besoin si puissamment donné dans le mouvement du temps présent, qu'il a rencontré une science toute nouvelle sous ses pas. La philologie comparée devient une nécessité européenne. C'est l'étude approfondie et le grand classement des familles de langues qui se partagent le genre humain, pour nous offrir la clef de ses pensées et de ses sentiments, depuis le premier battement de la Psyché naissante jusqu'au moment de l'entier déploiement de ses ailes.

Il eût été impossible de donner aux études cette direction sous le feu de l'action de la propagande révolutionnaire et lorsque l'Institut de France dicta des lois à l'esprit humain. Cependant il n'y a pas de coups de théâtre en matière d'intelligence ; nul sifflet ne fait lever ou tomber le rideau pour masquer ou démasquer la scène où se joue le drame de la pensée. Il existe toujours quelque signe précurseur de ce qui doit être. Le réveil des sciences historiques dans toute l'étendue que nous venons de signaler se préparait dans cette Allemagne qui n'a pas d'histoire unique comme la France et la Grande-Bretagne, comme l'Espagne et le Portugal. L'empire germanique em-

brassait des peuples trop hétérogènes pour cela, et les princes germaniques s'étaient constitués trop à part de l'empire. De là résultait facilement un certain désintéressement scientifique qui rendait l'Allemagne particulièrement apte aux travaux préparatoires qui devaient aboutir à une philosophie de l'histoire dont l'avenir avait un besoin urgent.

Le même esprit d'investigation sur le sol de l'antiquité classique et orientale, parut en défrichant un autre domaine, celui des origines des peuples de l'Europe moderne. Ici tout était à faire. Le moyen âge agissait naïvement et n'avait pas conscience de soi ; la Renaissance réagit dédaigneusement contre le moyen âge, et le dernier siècle engloba dans le même dédain le siècle de la Renaissance, qui était aussi celui des disputes théologiques et des guerres de religion. Il n'y eut que Leibnitz qui eut, dans son temps, le sentiment vif de l'importance de toutes les origines et de tous les mélanges des peuples. Herder en avait compris le sens humain de civilisation et de pure culture. Prédécesseur des frères Grimm, et s'appuyant sur les recherches de Justus Moeser, grand patriote allemand réactionnaire contre l'esprit encyclopédiste du dernier siècle, Eichhorn et son école ouvrirent la marche pour le passé de l'Allemagne. Toute la Scandinavie d'abord, les pays slaves ensuite, la Pologne, la Bohême, la Russie, jusqu'à la Servie, imitèrent cet exemple. Le feu sacré gagna les Finnois et les Madgyars. Il réagit successivement sur les sentiments politiques de la Hollande et des Pays-Bas ; ce fut partout un réveil à la rescousse contre les prétentions de la Révolution et de l'Empire. L'Italie elle-même fut arrachée à sa léthargie et d'importants travaux parurent à Milan, à Turin, à Naples, à Palerme. Revenue de ses préoccupations militaires et industrielles, la France entra glorieusement dans ce mouvement par les travaux de MM. Guizot et Augustin Thierry, qui eurent tout l'honneur des initiatives. L'influence de leurs études devint pour ainsi dire un complément et un auxiliaire nécessaires au gouvernement représentatif.

En ouvrant les mers, la chute de l'Empire français révéla pour ainsi dire le monde au monde. L'Orient et l'Afrique redevinrent féconds pour la vieille Europe d'une manière inattendue. La Chine, l'Egypte, la Perse, l'Inde, plus récemment l'Assyrie, la Babylonie, la Phénicie, la Judée et le grand monde de l'Islam nous ouvrirent leurs flancs. Plus les destinées de l'Orient se rapprochent des destinées de l'Occident, plus ces études croissent en avenir et en importance.

Je m'arrête ; car ce sujet prête, à cause de sa richesse inouïe, à un grand débordement. Ici je n'insiste que sur ce seul point : cette réhabilitation de tous les peuples, de tous les passés de l'esprit humain et de l'histoire humaine est le démenti le plus complet qui ait été offert aux maximes fondamentales de la Révolution et de l'Empire.

IX.

D'UNE RÉACTION PHILOSOPHIQUE INTRODUITE DANS L'ENSEMBLE DES SCIENCES DE LA NATURE AU TEMPS ACTUEL.

La religion fut toujours la séve montante dans le jeune plant de la société naissante. Du foyer de la famille comme du foyer de la cité chez les païens, elle passa à leur état politique et civil. De la tente patriarcale d'Abraham, elle progresse à l'empire d'Israël, comme de l'existence nomade du Bédouin au régime des khalifes. Trouvant la famille et la cité comme l'Etat partout organisés, le christianisme les purifie et finit par s'allier à l'empire des Germains, établissant la *distinction*, non pas la *séparation*, l'*harmonie* non pas l'*antagonisme* de l'État et de l'Église. Les raisons de ce phénomène religieux ne sont nulle part ailleurs que dans la portion divine de notre conscience, dans les nécessités du cœur et de l'esprit, partant de la nature humaine, toutes choses si grossièrement méconnues par la philosophie matérialiste du XVIIIe siècle et si peu comprises par son déisme et son rationalisme même.

Il y a une philosophie inséparable de la religion comme de la politique. Elle est cachée en toute chose, comme la poésie, comme l'art sont cachés à leur manière dans les replis les plus intimes du cœur et de l'esprit humain, avant de s'y distinguer et de s'y reconnaître, avant de faire explosion et de s'individualiser. Lorsque la philosophie fit son apparition distincte dans les écoles, et que l'art et la poésie commencèrent également par se constituer à part dans l'ordre social, ils s'établirent d'après leurs modes de pensées et de sentiments. Ils paraissent longtemps encore en se formulant sur le type de la religion, avec des formes de culte à part. Pareille chose leur arrive sur le type de la société sur lequel ils s'organisent. Ils forment de vraies écoles, qui ont chacune sa hiérarchie et ses grades, chacune ses années d'apprentissage et d'épreuves, chacune la rigueur de sa discipline, les obligations de son ascétisme. Isolées du reste de la société, ces écoles de philosophes sont consultées et recherchées dans leur solitude; mais elles n'entrent pas encore dans ce qu'on a appelé depuis le monde.

Le vieil Orient, chez les païens et les juifs, le nouvel Orient, chez les musulmans, la vieille Grèce d'avant les sophistes, tout le moyen âge européen nous montrent cet état de la philosophie et de l'art. Il n'est pas encore absolument brisé du temps de la Renaissance et par la rénovation des études.

C'est tout le contraire quand l'école est dissoute, que la discipline manque, que les philosophes se mêlent au monde, que les poëtes y courent comme les artistes. Tout cela est en exacte correspondance avec l'amoindrissement de la vie de famille et le rapetissement de la vie publique. Tout s'individualise à la fois dans les rangs politiques et les rangs lettrés de la société. Les philosophes et les poëtes, pénétrant du même pas dans le monde, y forment une classe lettrée. Les membres de la famille disloquée et les hommes de la vie publique et politique, évincés de leur ancienne attitude, se donnent un rendez-vous à leur rencontre. C'est ce que l'on appelle dorénavant le Monde ou la Société. Par ce contact préparé sous les conditions sociales que je viens de signaler, l'action du rationalisme péripatéticien s'est développée dans l'antiquité, ainsi que celle du scepticisme de la Nouvelle-Académie et du matérialisme des épicuriens. Les seuls stoïciens firent bande à part. Leur part d'influence de penseurs et d'écrivains ne se borna pas seulement au discours des hommes; elle pénétra très-avant dans la législation et dans les maximes d'État, à part son influence sur la vie privée et les mœurs.

Depuis l'influence de Locke sur le continent de l'Europe jusqu'à l'extrême aboutissant de sa théorie dans l'idéologie des membres de l'Institut, lois et jurisprudence, maximes de gouvernement et d'État, et non pas seulement les mœurs privées, les pensées et les sentiments se colorent de cette philosophie dans le courant du XVIIIe siècle et de la Révolution française.

On arriva ainsi, nous l'avons vu, à une *impasse* absolue de la pensée et du sentiment où le progrès n'était plus possible que par la science, qui se traduisit pratiquement en administration et en industrie. Cela pouvait se maintenir sous la durée d'un empire guerrier qui aspirait au renouvellement d'un empire romain, malgré des conditions de culture chrétienne et avec une variété de peuples émancipés qui rendait la durée de cette tentative impossible. Napoléon tombé, ce système devait tomber, car il se résumait dans le caractère d'airain d'un seul homme.

Au fort de la Révolution même, Kant et Fichte agissaient comme stoïciens sur les universités de l'Allemagne, triple pépinière de ses théologiens, de ses magistrats et de ses administrateurs. La Révolution y fut ainsi enlevée à Voltaire et à Rousseau, à Condorcet et aux idéologues ses amis et ses disciples. Ce n'était plus le déisme de Locke, le déisme rationaliste, mais un déisme transcendant; il n'était plus fondé sur le raisonnement, mais sur la toute-puissance de la conscience de nouveau invoquée. Ce n'était ni une religion ni un culte, mais ce n'était pas davantage une représentation théâtrale, une fête de l'*Être Suprême*, une église de théophilanthropes. C'était

un premier et grand pas de fait qui pouvait aboutir tout droit ou au Christianisme ou au Panthéisme.

C'est ce qui arriva exactement. De Fichte sont issus les Schlegel et les Novalis, dont le premier embrassa le catholicisme, l'autre le piétisme des Frères Moraves; mais de Fichte sortit aussi Schelling, qui fut le père de Hégel. Schelling fonda une nouvelle *philosophie de la nature*, appuyée de la poésie de Goethe, et qui battit en brèche tout l'édifice de l'idéologie adoptée par les grands astronomes, les grands physiciens, les anatomistes et les médecins de l'Empire. Dès lors le panthéisme mina progressivement le matérialisme par toute l'Europe, dans le domaine des sciences naturelles.

Voici ce qu'il y avait derrière cette révolution opérée au sein des sciences physiques et mathématiques. L'orgueil scientifique de l'Institut de France, marchant au secours du génie administratif de Napoléon, venait de subir un échec qui ne lui permettait plus de tenir le premier rang, en accablant l'ordre social des principes de sa domination. En effet, le monde de la pensée ne sortait plus à lui tout seul du monde de la sensation; le monde moral ne relevait pas à lui tout seul de ce dernier monde transformé en monde de la pensée. Il n'était plus le résultat calculé du système de la pure expérience; il n'était plus fondé sur l'observation que la passion doit être contenue pour ne pas devenir mortelle. La morale n'était plus une théorie expérimentale fondée sur l'utilité privée et sur l'utilité publique, garantie par une police d'État et de gouvernement. Les gendarmes et le ministre de la police n'en étaient plus les seuls garants. Réinstallée par l'Empire comme moyen de police pour le maintien des masses, toujours portées à la superstition, en dépit des progrès de la science et de celui des lumières sociales, la religion n'était plus une simple succursale de la police. Le panthéisme, cette mysticité de la nature, cette religion de la nature qui aboutissait à une âme du monde et méconnaissait le Dieu-Homme, le Dieu de la conscience, le Dieu de la liberte et de la responsabilité des œuvres, le panthéisme ébranlait tout le fondement d'un système négatif de tout instinct comme de toute inspiration.

Son action ne se fit pas longtemps attendre. D'une part, nous avons assisté en Europe à la renaissance d'une philosophie chrétienne, d'une poésie chrétienne, d'un art chrétien, d'une histoire contemplée du point de vue du christianisme. Mais nous en avons aussi eu la contre-partie dans une philosophie panthéiste, une poésie panthéiste, un art panthéiste, une histoire contemplée du point de vue du panthéisme. Nous allons voir maintenant à quelles sortes de phénomènes sociaux tout ce panthéisme a correspondu, et ce qu'il nous présage dans l'avenir.

X.

DE L'ACTION DU SOCIALISME ET DU COMMUNISME SUBSTITUÉE A CELLE DE LA RÉVOLUTION.

A part la destruction de l'ancien régime, la Révolution était une démence, si nous voulons y voir un système politique. Elle avait pour but d'organiser une démocratie absolue comme société et comme gouvernement. Il devait en résulter une *ochlocratie,* ou un empire de la foule, si on voulait l'interpréter dans le sens de Rousseau et de Robespierre, une *oligarchie* scientifique et industrielle, si on voulait l'ordonner dans l'esprit du progrès imaginé par Condorcet. Au bout de la première de ces tentatives était le néant, et au bout de l'autre l'autocratie d'un seul homme. Je dis que le système politique de la Révolution était une démence; je ne dis pas que ce fût une *utopie.* C'était une démence parce que c'était un extrême; ce n'était pas une utopie, parce que c'était *partiellement réalisable.*

Quand la désillusion vint avec l'Empire, et que le voile tomba des fictions révolutionnaires, l'état vrai des choses vint à poindre. C'était une aurore d'un jour de déclin et non pas un crépuscule du soir, gros d'un lendemain. Les ombres de ce jour devaient cependant grandir avec les méfiances de l'avenir. Au lieu d'un *niveau* qui est antipathique à la nature humaine comme le *vide,* on eut la distinction radicale entre la richesse et la pauvreté pour expression des nouvelles conditions sociales. La proportion n'était pas encore rompue toutefois entre les riches et les pauvres, et l'*aurea mediocritas* occupait encore un vaste espace dans l'existence. Cependant on pouvait prévoir dès lors qu'elle ferait son temps; la science progressait avec l'industrie et nécessitait de deux choses l'une. La direction de l'Etat, comme maître de la science et de l'industrie, se trouvait d'un côté : c'eût été la pléthore, suivie d'une apoplexie foudroyante, s'il n'eût pas voulu renouveler l'empire chinois, ou le régime de Memphis, celui de Thèbes, de Ninive, de Babylone, s'il ne fût pas tombé dans la condition du *panem et circenses* de l'empire romain. De l'autre côté se trouvait la concentration des capitaux entre la main de la banque, des compagnies financières et de la haute industrie : c'eût été entraîner infailliblement le petit commerce dans *la clientèle* et finalement dans l'absolue dépendance des matadors de l'or et de l'argent. La classe ouvrière eût passé de même tout entière au service de la fabrique. Il y aurait eu là, avec le temps, une absorption parallèle à celle de l'État qui asservit fatalement un peuple

de fonctionnaires. Machiavel et Jean de Muller, comme les hommes d'Etat de l'Amérique ou de la Grande-Bretagne, eussent infailliblement prévu cet état de choses; il était entièrement en dehors de la portée du coup d'œil des révolutionnaires pur sang, aussi bien des disciples de Voltaire que des disciples de Rousseau, des savants de l'Institut que de la masse des avocats. J'ignore si le grand empereur y eût porté sa prévision, mais cela devait lui être naturel et facile. Ses projets européens l'empêchèrent toutefois de scruter le fond des choses; il y eût certainement découvert le défaut de la cuirasse dans tout son système.

Quand tout prit un gigantesque essor par toute l'Europe à la chute de l'Empire, que les esprits s'émancipèrent à nouveaux frais, que le monde fut rouvert au monde, l'Angleterre dut se récupérer aux frais de l'Europe des sommes qu'elle y avait versées pour soutenir la lutte contre la Révolution et l'Empire. La science lui vint en aide. Assistée de la politique, elle l'entraîna à accomplir ces chefs-d'œuvre de la mécanique qui ont graduellement forcé et forcent en une progression de plus en plus inouïe les grands peuples du continent à substituer l'action des machines à celle des hommes. C'est mécaniser l'esprit humain lui même dans l'emploi qu'on lui laisse au service de ces mêmes machines. Tout à coup se révéla au sein du monde nouveau un principe qui fit entrer l'esprit des temps dans une nouvelle phase, réclamant les solutions de l'utopie par la bouche du socialisme et du communisme.

Tel est donc le fait capital de l'Europe actuelle, spécialement en France et en Allemagne. L'Angleterre porte un remède dans son propre sein : elle peut se donner une expansion dans le monde entier, but de sa politique, et elle a de quoi surmonter ses difficultés sociales dans sa constitution même; il n'en est pas ainsi du continent. Par suite de l'action de la science sur l'industrie et de l'industrie sur la prospérité des hommes, il s'est accompli un empire redoutable de l'homme sur les élements, et une réaction dangereuse des éléments sur l'homme. D'une part, les machines deviennent le levier de toute l'industrie humaine; d'autre part elles établissent des moyens de communication entre les peuples qui effacent les plus larges distances. De là une activité industrielle qui a tous les caractères d'une fièvre des plus intenses. Cette activité donne des moyens de paix et de guerre, de prospérité et d'anéantissement inouïs dans les fastes de l'espèce humaine, de sorte qu'il peut en sortir deux forces qui agissent en sens contraire. Il peut en sortir la puissance des armées ou celle des compagnies financières. La *bourse* et la *caserne* sont également aptes à précipiter à l'infini les destinées de l'espèce humaine.

De cet état de choses, hors de toute proportion avec les prévisions les plus étendues de la puissance humaine, naît la facilité, je ne dis pas la probabilité, des plus grandes catastrophes au sein des plus grandes prospérités. Ce ne sont plus ici des factions qui se disputent le pouvoir; c'est le cri de la faim s'ajoutant à la soif de l'or; c'est une ivresse d'or sans précédent et sans égale. On voit qu'il s'agit d'un changement radical dans la condition matérielle de l'existence des corps de nation. Comment s'étonner que l'utopie soit venue ressaisir un empire qui lui avait échappé depuis l'époque des quakers et les jours des anabaptistes? La seule distinction est dans le caractère de l'utopie même. L'utopie religieuse ambitionnait un gouvernement d'inspiration pure; elle voulait atteindre à la domination d'un Esprit Saint, d'une *âme de la sainte humanité* par contraste de l'*âme du monde*. L'utopie industrielle aspire à un Eldorado terrestre; l'âme du monde y remplace l'âme humaine. Elle répand l'or et la félicité à grands flots dans les veines de l'ordre social, sanctifiant la chair et matérialisant l'esprit, inaugurant une nouvelle religion que l'on prétend imposer au nouvel ordre social. On cherche à réaliser sur terre un paradis terrestre d'ouvriers sous la forme communiste. Les plus avisés pensent à un principe moins populaire et moins inspiré, mais plus scientifique. Ils prétendent ordonner la société sous la forme de l'Etat imaginé par le socialisme.

J'ai dit ce qui *est*; voyons maintenant ce qui *pourrait être*.

XI.

DE L'ACTION DE LA RELIGION SUR LE SIÈCLE.

On se demande de prime abord : quelle est la position, quelle peut être l'attitude de l'Eglise chrétienne et catholique en face d'un état aussi grave et aussi compliqué des choses?

Au dernier siècle il y avait *déchéance* complète de l'esprit catholique dans les pays catholiques, de l'esprit protestant dans les pays protestants; quand je dis déchéance, voici ce dont il s'agit. C'est-à-dire qu'en face de la philosophie dominante du XVIIIe siècle et dont la France était la métropole, comme en face de la science dominante sous la République et sous l'Empire l'action de la religion périssait dans les masses et s'était retirée des hauts rangs de la société lettrée et politique. La classe moyenne achevait alors son apprentissage d'esprit fort et de lumières du siècle. Le Christianisme n'est redevenu une force agissante sur l'ordre social que par suite de la triple réaction contre le XVIIIe siècle, la Révolution et l'Empire. Le Concordat qui le

réinstallait dans la France officielle était à l'adresse des masses. Cette religion officielle figurait dans les pompes de l'Empire et l'empereur y voyait une police d'Etat. Quand M. de Châteaubriand jeta un défi au siècle en prouvant les *Beautés* du Christianisme sous les points de vue de l'art et de la poésie, honorons le bien qu'il a fait, mais avouons aussi que ce n'était là que le très-petit bout de la chose chrétienne. M. de Bonald fut plus dogmatique, mais en inféodant le système de l'Église catholique au système de la monarchie de Louis XIV, comme à son expression sociale absolue et uniquement véridique, le pouvoir pouvait le prendre au mot, faire de sa politique une religion et placer la religion au premier rang des grandes étiquettes de l'État, sans rien dire aux esprits et sans convertir les cœurs. Cela rappelait un peu trop la *religion du roi*, imposée aux Protestants par la *volonté royale* sous le commandement de Louis XIV, au lieu d'y entrer par la grâce de Dieu.

M. de Maistre fut le premier à agir en France sur l'esprit public, en lui présentant l'intime union de l'Eglise avec l'ordre privé et l'ordre public en dehors des considérations d'une politique purement locale et nationale. Il fit plus, il montra la religion aussi philosophique par sa théologie que politique par son gouvernement; il la signala en outre dans son universalité, ou dans son alliance intime avec tout l'ensemble du cœur et de l'esprit des hommes. Sous ce dernier point de vue, Frédéric Schlegel eut l'avantage sur le comte de Maistre. Il agrandit la sphère et la portée des idées chrétiennes aux yeux du monde instruit; il les montra s'étendant sur tout l'ensemble de la pensée humaine, sur tout l'ensemble de la science et des arts, sur la configuration pour ainsi dire de l'esprit humain, telles qu'elles éclatent dans les mouvements de l'histoire universelle.

Le même esprit d'investigation historique, animé des mêmes causes, qui s'était porté en Allemagne sur la compréhension du passé de l'humanité, se porta naturellement et du même coup sur le domaine de l'Eglise. Les Pères furent étudiés de nouveau et placés dans leur vrai cadre historique. La scolastique eut son tour et fut approfondie historiquement, philosophiquement et théologiquement tout ensemble. Le gouvernement de l'Église fut apprécié dans l'antiquité comme au moyen âge, et jusqu'à l'époque de la paix de Westphalie qui suspendit son action politique dans les conseils des rois et les gouvernements des peuples. Il faut le dire pour rendre hommage à la vérité, ce furent des Protestants allemands qui eurent en tout ceci, même *catholiquement parlant*, les plus honorables initiatives : Voigt, auteur de *Grégoire VII*, Hurter, d'*Innocent III*, Ranke par une équitable appréciation du Pontificat dans le courant des guerres de la Ligue et de la Réforme, Néander enfin par une foule de savantes

monographies sur les saints et les martyrs. Les savants catholiques de l'Allemagne vinrent à la suite de ces bons exemples. Jean de Muller avait du reste ouvert la voie dans son curieux opuscule sur les *Voyages des Papes*, et cela du temps où le pape Pie VI se rendit à Vienne pour rappeler l'empereur Joseph à la justice que le désir de flatter son époque lui avait fait méconnaître ; les Bourbons de France, d'Espagne et de Naples, les rois du Portugal et du Piémont remportant alors de bien tristes triomphes sur une papauté impuissante à se défendre. Leibnitz en avait déjà fait le reproche à Louis XIV, qui s'était mis à la tête de cette croisade.

Les signes du temps en faveur de la religion embrassèrent un plus grand terrain depuis la chute de l'Empire jusqu'à l'époque actuelle ; mais ce n'est pas tout que de signaler leur ascendant et leur progrès, il s'agit aussi de reconnaître les obstacles.

Je commence par déclarer que je ne place pas les obstacles les plus redoutables dans les adversaires ou dans les ennemis de la cause catholique, dans les Protestants, dans les incrédules, dans les sophistes. On ne périt par ses ennemis que quand on est faible, et on n'est faible, lorsqu'on a la cause de la vérité pour soi, que lorsqu'on ne sait pas la soutenir par les bonnes armes. Je mets ici le clergé tout à fait hors de cause. Les grands scandales du passé n'existent plus. Le clergé, en France surtout, et de plus en plus dans le reste de l'Europe, a une conduite exemplaire ; les Sœurs de charité accomplissent une mission divine, ainsi que les aumôniers dans les hôpitaux et sur les champs de bataille. Il n'existe pas de classe d'hommes plus dévouée dans toute l'Europe au bien public, et le clergé de France est à la tête de ces nobles œuvres. Cependant on peut faire le bien avec une âme héroïque et manquer de la connaissance de l'état réel des choses ; on peut se laisser étourdir par le bruit de voix irréfléchies, qui, prenant acte d'un mouvement religieux très-sérieux de notre époque, se croient les maîtres du présent et de l'avenir et poussent des cris de triomphe. Parce que des hommes savants, ingénieux et habiles dans le monde catholique et protestant, parce que des historiens honnêtes, mais peu zélés pour la cause de l'Église et souvent directement hostiles, comme le docte Gervinus, ont déserté les routes de l'ignorance, qu'ils ne répètent plus à satiété les dires du XVIIIe siècle, qu'ils n'ont plus les préjugés contre le moyen âge qui datent du temps de Louis XIV, que les moins chrétiens d'entre eux ont su rendre au besoin témoignage à la vérité dans leur jugement sur le passé de l'Église, est-ce à dire que nous voguons en plein catholicisme ? Est-ce à dire encore que, sans avoir le droit de parler sur le moyen âge par aucune étude sérieuse, on se mette à le vanter exclusivement et outre mesure, à le proposer pour *type d'imitation* à notre siècle ? En

légitimant de criants abus, on fait exactement ce qu'ont fait les Voltairiens tout en tenant un autre langage ; on déclame pour le moyen âge comme les autres déclamaient contre. Parce que de grands esprits, parce que les Bossuet et les Fénelon, les Pascal et les Descartes médisaient d'un passé qu'ils ignoraient et pour lequel on se passionne aujourd'hui sans l'approfondir, il ne faut pas les blâmer pour les imiter. Il ne faut pas puérilement méconnaître la Renaissance et le XVIIe siècle, ni même apprécier à faux les temps modernes. Refaire du moyen âge, comme d'autres voudraient refaire de l'antique est une œuvre vaine. Nous en connaissons le résultat. C'est de rendre un restant de vie à des ombres, de ressusciter des Voltairiens posthumes, morts avec les jacobins. C'est faire violemment grimacer ces morts en dehors de leurs tombes. Il ne faut pas s'y tromper, il y a bien des gens intellectuellement morts qui se portent physiquement très-bien et qui en temps d'émeutes pourraient en assommer d'autres. Les morts de la Terreur ressusciteraient ainsi côte à côte avec les morts de la Saint-Barthélemy et je ne connais pas bien ceux auxquels cette résurrection serait le plus profitable.

Que l'on se calme donc si cela est possible, et que l'on ne nous donne plus ce spectacle prolongé de ferrailleurs du passé, qui cherchent à se souffler des cendres au visage les uns des autres. Douceurs de l'inquisition d'Espagne et douceurs de Comités de Salut Public, Saint-Barthélemy et bûcher de Servet, échafaud de Giordano Bruno, quelque pervers qu'il fût par sa doctrine, et échafaud de Thomas Morus, digne et vertueux homme, dragonnades de protestants et massacres d'Irlandais, tout cela devrait reposer dans une fosse commune. Unir la crosse à l'épée pour conduire les peuples à la foi comme on conduit un troupeau, doucement s'il pâture suivant l'ordre, avec le bâton ferré s'il s'avise de raisonner, cela n'est plus de mise dans les destinées humaines. D'autres hommes à système ne réussiront pas davantage à soumettre l'Église à l'État, à avilir le sacerdoce pour en faire un instrument de pure police sociale. Les temps philosophiques ne reviendront pas davantage, où l'on riait d'un fou rire à l'Institut de France lorsque Bernardin de Saint-Pierre osait y balbutier le nom de Dieu, et encore en le déguisant sous le titre de l'*Être-Suprême*.

Au lieu de ces combats à faux où l'on rappelle, à tort et à travers, tous les mots du passé qui se terminent en *isme*, ultramontanisme et gallicanisme, jésuitisme et jansénisme, mots du passé déplacés dans le présent, où leur signification change et se modifie par suite du changement et de la modification de la société, que l'on voie ce qui *est*, que l'on voie ce qui *peut être* et ce qui *sera* sous telle ou telle condition favorable à la catholicité. Chacun peut y apporter son con-

tingent de force et de volonté, l'ascendant de son caractère et la sagesse de sa conduite. Que tous les passés nous servent de leçons! Etudions-les, apprécions-les, profitons-en autant qu'il nous est donné de profiter de quelque chose, mais ne nous les jetons plus à la tête en vaines et oisives paroles. Le présent est assez grave et ses solutions sont assez importantes pour que nous agissions sans récriminations bâtardes, pour que nous en fassions un objet de nos pensées assidues, sans nous y mêler comme des vieillards moroses, sans contrefaire les enfants naïfs, sans les invectives des uns, sans les ridicules battements d'ailes des autres.

Si nous exceptons les temps de cataclysmes absolus, où Dieu marche seul par les escadrons des conquérants et au pas de charge des barbares; où il frappe sur un monde asiatique avili, par le bras d'un Alexandre; sur un monde grec affaissé, par le bras d'un César; sur un monde romain énervé, par le glaive d'un Attila; sur un monde Arabe déchiré dans l'Orient, sur un monde slavo-germanique divisé dans l'Occident, par un Dshinghis-Khan et un Tamerlan; où il noie tout un siècle temporairement sous le flot irrésistible d'une propagande révolutionnaire, et où il faut l'adorer dans ses jugements accomplis tout en résistant à l'injustice et à la tyrannie, dût la perte être infaillible; — excepté ces grands cas de jugements divins, la possibilité nous est donnée de surmonter les difficultés d'une mauvaise situation, sinon pour nous, du moins pour nos descendants. Il s'agit de la droiture de nos cœurs, de la loyauté de nos esprits, de la justesse de nos jugements, de la dignité de nos caractères. Partout où Dieu ne tonne pas directement, sa voix parle d'un bout de l'histoire à l'autre : *Aide-toi, le Ciel t'aidera.*

L'homme a donc toujours un pouvoir donné, même dans son impuissance plus apparente que réelle. Il est vrai qu'il ne peut rien avec un esprit eunuque; mais qui a jamais prétendu dire qu'un eunuque fût un homme? Or, quels sont les deux grands signes du temps contre lesquels l'esprit religieux doit lutter d'une façon, auxquels il doit participer ou se mêler d'une autre? L'un regarde la vie matérielle des peuples et les conditions de leur existence temporelle; il est amené par l'état de l'industrie au sein des richesses comme au sein de la pauvreté, chez les puissances d'argent comme chez les classes ouvrières. L'autre regarde l'état des esprits et les intérêts de l'intelligence; il se rapporte à l'état actuel de nos sciences et de nos connaissances ainsi qu'à la philosophie qui s'y mêle. La politique proprement dite appartient à un autre ordre de choses sur lequel l'esprit religieux n'a pas prise directe, mais son action sociale et intellectuelle n'en est pour cela affaiblie en aucune manière.

Il faut adopter les choses qui sont et ne pas s'en arracher les che-

veux d'une façon ridicule; pas de réclamations ni de regrets inutiles! L'état de l'industrie étant donné avec ses extrêmes grandeurs et ses extrêmes misères, que peut la religion sur l'esprit des riches et des pauvres, et comment peut-elle chasser de leur cœur une double corruption? Tel est le premier thème. L'état des sciences physiques et mathématiques étant donné sous les conditions de la vie actuelle des peuples et des empires; l'état des sciences philosophiques et historiques étant donné au moyen d'instruments nouveaux d'instruction, par le canal d'une science philologique d'un nouvel ordre, d'une critique agrandie et plus pénétrante que celle d'autrefois, d'une critique apte à embrasser tous les âges des hommes, depuis les temps les plus reculés jusqu'aux époques les plus modernes, dans toutes les zones, sous tous les climats, dans tous les hémisphères, remettant le passé à neuf pour que l'homme redevienne la conquête de l'homme, pour que l'ascendant gigantesque de l'industrie trouve son équilibre dans un ascendant non moins gigantesque de l'esprit humain; tout cela étant bien reconnu, bien mesuré, bien approfondi dans tous ses dangers comme dans tous ses avantages, que peut l'esprit religieux pour s'en emparer? C'est là sa mission, son droit et son devoir. Que peut-il pour le pénétrer et le comprendre? Tel est l'autre thème. Ces deux thèmes réclament également leur solution.

Poser le problème, c'est provoquer à le résoudre; c'est faire un appel à toutes les forces jeunes, fraîches, intelligentes qui ne craignent pas le labeur, qui cherchent le succès de leur cause, qui oublient le succès de leur personne, qui aspirent aux suffrages de la postérité, qui n'aspirent pas à l'applaudissement du jour. Si j'ai osé mettre ce problème en avant, si j'ose interroger ainsi les cœurs et les esprits qui partagent mes croyances catholiques en toutes choses, je l'entreprends à la suite d'une très-longue expérience de mon temps et des hommes. Tel est le témoignage que je puis me donner sur ce point en pleine conscience.

XII.

D'UNE SOLUTION POLITIQUE DANS LES DESTINÉES EUROPÉENNES.

A part son devoir éternel, que rien ne suspend et qui brave l'échafaud, la persécution, la terreur, j'ai dit le rôle du clergé en face du siècle actuel, appuyé de tout cœur comme de toute intelligence qui se dévouent à la cause de la foi dans un but social. Je m'adresse maintenant à la société elle-même, aux individus qui la constituent

dans l'absence de la famille, de la commune, de la cité, de l'autonomie sociale; je me tourne aussi du côté du gouvernement et de l'État, en le prenant dans toute la force et dans toute l'énergie de son autocratie administrative.

La société peut tout dans un certain sens et ne peut rien dans un autre. Elle peut tout en réagissant librement et progressivement sur elle-même; elle ne peut rien en fabriquant des constitutions et des lois comme elle en a tant fabriqué depuis 89. A l'exception des tentatives du gouvernement représentatif dans les chartes de 1814 et de 1830, quelle est celle de ses constitutions qui ait jamais pu tenir? Celles qui ont vécu de 1814 à 1848 ont vécu par la vertu d'une certaine autonomie qui s'y trouvait cachée et que l'institution de l'État administratif a empêché de croître. Elles sont tombées pour n'avoir pu développer cette autonomie qu'elles semblaient impliquer.

On ne s'improvise pas à neuf, on ne renaît pas à volonté, on ne se fait pas un nouvel homme par un coup de baguette. Il n'y a que le christianisme qui puisse opérer cette merveille, au sein de la pénitence, pour l'homme moral et non pour l'homme politique. L'essai de fabriquer l'homme *à priori*, dépouillé de tout passé et inventé à neuf, n'a pas réussi aux disciples de Rousseau; l'homme nivelé de toute âme et de toute intelligence, devenu le point de départ de l'homme expérimental et scientifique, n'a pas mieux réussi aux disciples de Condorcet. L'homme improvisé à rebours de ces deux systèmes, l'homme auquel on crierait : « *Lève-toi Anglais!* » « *Lève-toi Américain!* » ou encore : « *Lève-toi chevalier!* » « *Lève-toi citoyen!* » ou encore : « *Lève-toi ancien régime!* » réussiraient-ils davantage? Nous l'avons vu surgir à ces différents appels, et aussitôt se rasseoir après s'être levé dans un élan. Mais si on ne refait pas plus le passé que l'on ne réalise un idéal improvisé, on a toujours pouvoir sur soi-même. On peut changer de mœurs, on peut corriger les lois par les mœurs, on peut réformer la vie de famille, on peut se créer une existence plus ou moins forte au sein de la famille, élevant ses enfants dans cet esprit. Même dans la complète absence de l'esprit de cité et de corporation, on peut toujours porter un secours intelligent à son semblable; on peut se faire citoyen de fait, sinon de droit, chacun dans sa sphère, chacun dans son département et sa province. On peut surmonter ses dégoûts par la force de son âme; et sans afficher aucune prétention, on peut *agir*. Ce sont là les *bons concerts* à l'opposé des *méchants complots*. On les a vus plus d'une fois se renouveler dans l'histoire contre l'amortissement tenté sur l'esprit public par l'esprit d'égoïsme, qui de l'âpreté du gain court à la jouissance, de la jouissance à la mollesse, et ainsi s'abdique lui-même. Comme en religion, comme en philosophie, comme dans la

science, comme dans les lettres, comme dans les arts, l'exemple peut devenir contagieux. Pour faire le bien il n'a pas fallu tous, il n'a pas fallu beaucoup, il a fallu quelques-uns. Tout cela est uniquement dans la mesure de la volonté des hommes. La *volonté*, là est le mystère.

Mais, dira-t-on, la meilleure volonté se brisera constamment contre la force de l'État; il a intérêt à tenir la société dissoute, à briser absolument l'empire des mœurs, le faisceau des volontés et des caractères.

Il y a une chose qui peut à la fois instruire et tromper les hommes : l'expérience. Ce monde social et politique est une combinaison incessante de liberté et de fatalité, car nos actions nous engagent et deviennent fatales. Il en est de même de nos pensées et de nos sentiments traduits en œuvres. Nous avons donc forcément, l'homme privé comme l'homme public, à subir des conséquences qui ne sauraient ni arbitrairement se défaire de leur temps, ni arbitrairement se défaire de leur passé. Mais la fatalité n'a qu'une certaine sphère et la liberté est toujours un principe que nous pouvons rétablir en nous par la volonté appuyée de l'*expérience*. Et pour aller droit au fait : quel est le sens politique de toute l'histoire de France, de Philippe-Auguste à l'empereur Napoléon? Il s'y est toujours agi, comme on l'a souvent observé, de parvenir à fonder et à établir la puissance abstractive de l'État aux dépens absolus de toute l'autonomie des peuples. La société n'a rien transformé dans son sein comme la Grande-Bretagne. Elle a perdu successivement toutes ses institutions allodiales et féodales, toutes ses institutions de cités et de magistratures citoyennes, toutes ses corporations industrielles. Elle s'est résolue ou dissoute en individus sans puissance en face de l'État qui agit pour la nation, se croyant et se disant la nation même. Or, ce but est radicalement atteint et à tel point que l'expérience se consomme, depuis soixante ans, dans l'instabilité radicale de toutes les institutions et de toutes les choses. La République y a succombé ainsi que l'Empire; le gouvernement représentatif y a trouvé son tombeau, et des théories utopistes de socialisme et de communisme agitent les masses. Un ministre des finances de la république de 48 était convenu de cette mince couche du sol social qui nous séparait d'un tremblement de terre, et les partisans de l'État nous le répètent encore sous toutes les formes : qu'est-ce à dire?

On nous parle d'Empire Romain et de Bas-Empire; là aussi l'État s'était radicalement substitué à l'ordre social; mais quel État et quel ordre social? Voilà ce qu'on oublie d'examiner, car devant cet examen tomberait aussitôt le reste des analogies. La Révolution singea Athènes et Rome sans y rien comprendre; l'Empire s'affubla du nom des dignités empruntées au règne des Césars, paraissant renouveler les

fonctions de l'empire romain, comme l'étiquette de cour des Dioclétien, des Constantin, des Justinien, la pompe de leurs séances législatives, les grandes scènes de ces empires destinées à fasciner les yeux des peuples. La Révolution et l'Empire ont ainsi donné lieu à toutes ces méprises, à tous ces faux semblants d'une fausse antiquité. Je n'ignore pas les vices de mon temps, l'absence de tout caractère privé et de tout caractère public, la soif de l'or, l'ivresse des convoitises, la littérature échevelée et les mauvaises mœurs. Je n'ignore non plus aucune des tendances naturelles à tout pouvoir constitué sur la donnée de l'État moderne. Mais je sais aussi la fragilité de tous les étais de la richesse privée et de la puissance publique en face des problèmes qui s'agitent au fond de la société même. Voici la *conclusion* que j'ose en tirer.

L'ordre social n'est plus qu'une poussière d'individus; les riches unissent leurs capitaux pour des intérêts communs, que l'on voudrait grossir en vain, pour les élever à la hauteur d'œuvres exclusivement citoyennes; car ce n'est pas l'esprit public, c'est l'intérêt privé qui crée ces œuvres; et on ne fera pas plus de l'esprit public avec l'intérêt privé que l'on n'est parvenu à faire de la morale avec les systèmes utilitaires.

De son côté le gouvernement de l'État a radicalement attiré à lui tout seul toutes les manifestations possibles de l'esprit citoyen. Il est à lui tout seul l'esprit public de la nation; il est le citoyen exclusif, le grand et unique citoyen, le citoyen par excellence. Autour de lui disparaissent radicalement toutes les manifestations citoyennes. Sans doute il reste à l'homme la grande cité des cieux; il lui reste le Temple, l'Église. Il lui reste encore son droit privé, il est gouverné par des principes d'équité qui ressortent du Code civil; c'est la plus grande conquête, c'est la seule conquête vraiment féconde de toute la révolution française. Elle a changé tout l'aspect de la société civile, elle lui a communiqué une énergie qui lui est propre, l'énergie des œuvres individuelles, énergie inconnue de l'ancien régime. C'est une compensation, un dédommagement pour la disparition de ces ombres errantes de corporations sociales engagées à l'accomplissement d'œuvres communes de peu d'effet; car ces ombres d'un riche passé tremblotaient çà et là encore à la lueur du soleil de l'État, soleil ardent qui s'était élevé au zénith de la puissance sous l'administration de Louis XIV.

Voici donc les deux termes extrêmes : une démocratie radicale qui tend à se constituer sous la forme d'une oligarchie financière et industrielle par les associations des intérêts; un État absolu, apte à de très-grandes entreprises en fait de travaux publics, comme à de très-grandes entreprises en fait de conquêtes étrangères; *mais après?*

D'abord, en supposant la marche progressive et le développement parallèle de ces deux puissances extrêmes, il y aurait infailliblement un choc entre la masse des intérêts privés, agglomérés en capitaux énormes entre les mains de quelques-uns, et les besoins croissants de l'État, obligé à agir toujours, à agir à l'extrême, à pousser les travaux publics à une grandeur inconnue ; à agir, d'autre part, dans une sphère d'ordre politique de plus en plus étendue, à l'agrandir, non pas dans l'ordre des conquêtes matérielles (elles ont *fatalement* des bornes), mais dans l'ordre des influences dominatrices, des grandes influences politiques. Il y aurait ensuite un autre choc tout aussi infaillible, un choc entre les grandes puissances rivales sur terre et sur mer, et ces puissances entraîneraient fatalement le reste des gouvernements et des peuples ; elles leur imposeraient une vassalité *de fait*, je ne dis pas de nom, je ne dis pas de droit. Si, dans un temps donné, les principes gouvernementaux et sociaux qui régissent l'Europe continentale vont ainsi en s'agrandissant par la fatalité des choses, voici ce qui en résulterait. La France et la Russie se culbuteraient sur le continent ; la France et la Grande-Bretagne se feraient face sur tous les océans, dialogueraient à coups de canon sur toutes les mers méditerranées, et cela par la seule force des choses. Leurs intérêts s'entre-choqueraient plus ou moins fatalement sur tous les points du globe.

Je parle toujours dans la supposition, notez bien ceci, que l'on marchera toujours sur le continent dans la direction du penchant de la société, dans la direction de la constitution du gouvernement. Cette supposition, je le sais bien, c'est un extrême ; mais cet extrême peut devenir une fatalité, il peut devenir plus fort que les désirs de la société, que les volontés des gouvernements, il peut les lancer dans l'espace avec la rapidité et la force de la vapeur ; car que faisons-nous depuis soixante ans de révolutions sociales ? Nous marchons à coups de foudre.

A part les extrêmes, à part les penchants, il y a l'inépuisable fonds de la vraie civilisation chrétienne, qui est toute d'équité sociale et politique ; il y a le monde de la conscience qui ne s'endort pas au bruit des machines.

On peut être sûr d'une chose en tout ceci ; on peut en être sûr en vertu de cette civilisation même, en vertu de cette puissance qui aura son droit, qui aura son équilibre moral, social et intellectuel à revendiquer, et cela au milieu de l'immense ascendant de la pompe pneumatique qui nous enlève. On peut être sûr que les deux puissances extrêmes finiront par s'arrêter en un point nommé, qu'elles se troubleront au cri des avertissements de la conscience publique, aux exigences et aux réclames de tout l'ordre de la civilisation morale et

intellectuelle. Elles ne voudront pas périr en aveugles dans les solutions du socialisme et du communisme qui sont au bout de leurs entreprises; elles ne voudront pas, elles ne pourront pas rejouer à l'infini le rôle de Rome et de Carthage, le jeu de l'empire romain et de l'empire macédonien; car c'est un jeu définitivement impossible, devenu tel par suite du plus grand des changements, de celui d'entre tous qui a seul décidé des destinées du monde; car c'est un changement qui n'a pas créé une nouvelle terre, mais qui a créé un nouvel homme.

Là serait le terme, en supposant que les choses marchassent d'une façon aveugle. Mais les avertissements grondent de loin; ne pouvant manquer d'éclater de toute part, il est plus que probable, il est quasi-certain que l'on s'arrêtera des deux côtés, qu'il y aura tôt ou tard de grandes transactions sociales, et que ces transactions seront déterminées par la force des destinées morales et intellectuelles de l'espèce humaine.

La question soulevée par la Révolution française et posée par l'Empire napoléonien a cessé d'être la question de la Révolution et de l'Empire; on ne pourra jamais plus la ramener dans ces limites; on ne pourra jamais plus refaire sérieusement le passé d'hier, pas plus qu'on ne pourra jamais plus refaire sérieusement le passé de l'ancien régime. Il ne s'agit plus de la Révolution et de l'Empire; de fait il s'agit du *monde*. La position de l'Europe est devenue excentrique en face de celle du monde. Nous touchons jusqu'aux coins les plus reculés de la terre, nous abordons pour ainsi dire jusqu'aux antres des sauvages. Nous marchons à la conquête du monde. Les capitaux ne sont plus que les instruments de cette conquête, ils n'en sont pas les moteurs; la force des armes n'est plus que le bras qui exécute, il n'est plus la volonté qui détermine. Nos destinées sont, en dernière instance, sociales, morales et intellectuelles; elles ne sont pas, elles ne sauraient être avant tout exclusivement matérielles et industrielles.

Baron D'ECKSTEIN.

WASHINGTON ET LAFAYETTE.

HISTOIRE DE WASHINGTON *et de la fondation de la republique des Etats-Unis*, par M. Cornelis de Witt.

Les principaux traits de la grande figure de Washington ont été tracés par l'un de nos maîtres dans l'art de parler et d'écrire, et aussi dans l'art de gouverner. On s'accorde même généralement à regarder l'étude historique de M. Guizot comme son œuvre la plus achevée et la plus parfaite. Cette appréciation doit être juste. Il existe, en effet, entre l'auteur et son héros plus d'une analogie intime, et cette ressemblance fondamentale, qui éclate malgré la diversité profonde des circonstances et des rôles, a dû inspirer heureusement celles des intelligences supérieures de notre temps en qui se rencontre au plus haut degré l'admirable assemblage des qualités de l'écrivain et de l'homme d'État; car on comprend toujours mieux soi-même, et on fait mieux comprendre aux autres, les personnages historiques avec lesquels on a des rapports de caractère et avec qui on se trouve en communauté de sentiments et d'opinions.

Reprendre en sous-œuvre le même sujet, était à coup sûr une entreprise hardie. Bien plus hardie encore a été la pensée de juxtaposer ce nouveau travail à l'ancien, et d'appeler ainsi une comparaison redoutable. Un tel voisinage assure, il est vrai, des lecteurs; mais, en revanche, il provoque une critique sévère. Ce sont de ces témérités que le succès justifie, mais qu'à l'avance on déconseillerait à plus d'un vétéran. Un jeune homme, d'un esprit trop fin et trop pénétrant pour n'avoir pas senti et mesuré le péril, ne s'est pas laissé intimider, et il a réussi. Même après le *Washington* de M. Guizot, on lit avec un vif intérêt celui de M. Cornelis de Witt. Le péristyle n'écrase point l'édifice.

J'insisterais moins sur les désavantages de ce rapprochement, si l'auteur avait pris ses coudées plus franches. En effet, le champ de l'histoire est d'une fécondité à peu près inépuisable. Les faits importants et les principaux personnages peuvent être envisagés sous tant d'aspects; la diversité des points de vue individuels est si grande; qu'il y a toujours des veines inexploitées à fouiller, des faces obscures à mettre en lumière, des perspectives ignorées à découvrir. Quoique plus circonscrit de sa nature, le genre biographique lui-même est devenu une mine d'une richesse infinie, depuis que s'est introduit l'usage de grouper autour d'un nom propre les hommes et les choses de son temps. L'individualité principale sert alors de cadre au tableau de l'époque, et dans ce cadre élastique l'écrivain fait entrer à son gré les détails anecdotiques et le récit des événements, l'étude des lois et le bilan économique de la société, des réflexions philosophiques sur les mœurs et les institutions, tout, jusqu'à la discussion des idées d'un autre âge et l'exposition des vérités qui sont de tous les temps et de tous les pays. Si M. de Witt avait usé largement des libertés qui lui étaient offertes, il n'y aurait donc pas lieu de s'étonner autrement du succès de ses efforts. M. Guizot n'avait, en effet, ni pu ni dû épuiser son sujet. La cause de l'Indépendance lui paraît juste, et il le dit, parce que c'était la ferme et sincère conviction de Washington; mais, ni sur la liberté de conscience, qui, non-seulement dans le Massachussets, mais dans la Virginie et même dans le Maryland, était bien loin, à l'égard des catholiques surtout, d'être dès lors ce qu'elle est devenue depuis [1]; ni sur l'abominable institution de l'esclavage qui subsiste encore dans une moitié de l'Union, et justement dans celle qu'habitait Washington; ni sur le principe de souveraineté populaire qui est l'unique fondement des lois politiques aux États-Unis, M. Guizot ne rompt un silence conseillé par la nature et le but de son travail. Puisqu'il intitulait son livre : *Histoire de la fondation de la république des Etats-Unis*,

[1] Dans le Maryland, colonie fondée par des catholiques fuyant la persécution, et où, pour la première fois dans le monde moderne, la liberté de conscience fut prise pour base de l'établissement politique, les protestants devinrent persécuteurs dès qu'ils furent les plus nombreux et les plus forts.

La première résolution du congrès de Philadelphie, en 1775, contenait une protestation contre l'acte de Quebec, conçue en termes très-violents : « Nous ne » pouvons nous empêcher d'être étonnés qu'un parlement britannique ait jamais » consenti à permettre une religion qui a inondé de sang l'Angleterre, et qui a » répandu l'impiété, l'hypocrisie, la persécution, le meurtre et la révolte dans » toutes les parties du monde. » Ainsi, un des griefs des colonies américaines contre l'Angleterre était le respect de la liberté du catholicisme au Canada. Ce passage de l'adresse au peuple anglais fut une des causes principales de la non-participation du Canada à la révolution d'Amérique.

M. de Witt aurait eu le droit d'aborder ces questions, et d'exploiter ces riches filons négligés à dessein. En se lançant dans ces voies nouvelles, il aurait rencontré de plus grandes ressources; mais il n'a pas voulu user de tous ses priviléges, et se renfermant dans le même cercle que M. Guizot, il s'est contenté de donner plus de développements aux mêmes pensées capitales, d'entrer dans plus de détails sur les faits et le mécanisme des institutions. C'était rendre le succès plus difficile. En se bornant aux mêmes données générales, et en ne cherchant à rajeunir son sujet que par l'emploi d'autres moyens d'exécution, l'auteur s'est volontairement privé de secours précieux, et a mis lui-même des entraves à son inspiration. Rien ne paralyse, en effet, comme la crainte perpétuelle de tomber dans des redites, et de se heurter à quelques-unes de ces expressions fortes et justes, à quelques-unes de ces touches magistrales, sur lesquelles il est impossible de revenir. Dans les cas ordinaires, on est le maître de s'en débarrasser par une citation; mais lorsqu'on les sait en tête de son livre, elles obsèdent l'esprit, attirent invinciblement la pensée et l'empêchent de trouver un autre moule. Puisque M. de Witt a échappé avec bonheur aux écueils, puisqu'il a triomphé avec habileté des obstacles, on serait bien mal venu à lui faire un reproche d'avoir osé les affronter.

D'un bout à l'autre, son livre est d'une lecture très-attachante. L'ordonnance en est claire, logique et naturelle. Après une brève description des mœurs et de l'organisation sociale de la Virginie, qui est un petit chef-d'œuvre du genre, l'auteur raconte les premières années de la vie de Washington, sa forte et mâle éducation, ses aventureuses explorations dans l'Ouest, et son début dans la carrière des armes. Tout cela est dit simplement et sobrement. Point de ces détails inutiles et insignifiants dont sont d'ordinaire chargées les biographies, mais rien n'est omis de ce qui peut mettre en relief le caractère du héros, le milieu dans lequel il s'est formé, les influences qu'il a subies et les circonstances particulières sous l'empire desquelles il s'est développé. Dans le jeune officier de milices, M. de Witt fait heureusement pressentir les grandes qualités du fondateur de l'indépendance américaine. Il enrôle habilement le lecteur dans les rangs des admirateurs du vaincu de Monongahela, et l'associe à ce mouvement de popularité, qui, à l'heure de la crise, fera de Washington l'homme nécessaire.

Dès le quatrième chapitre, il nous transporte au milieu des faits qui préludent à la révolte des colonies anglaises. On entre dès lors en pleine histoire, et on ne la quitte plus. Washington reste toujours le centre autour duquel viennent se grouper tous les événements: mais c'est qu'il est réellement le pivôt de toute la guerre, comme il

devint plus tard la colonne maîtresse du nouvel édifice social. Et pour le dire en passant, ç'a été la seule bonne fortune qu'ait rencontrée l'auteur dans son travail, de pouvoir rattacher sans effort à son héros toutes les grandes choses du temps; en d'autres termes, de pouvoir se faire historien sans cesser d'être biographe. La main ou la pensée de Washington exerce, en effet, une action tellement prépondérante dans toutes les phases de la lutte et de l'organisation constitutionnelle des Etats-Unis, que raconter sa vie, c'est presque forcément écrire l'histoire de la fondation de la république américaine. L'œuvre s'identifie pour ainsi dire avec l'ouvrier. Washington se trouve ainsi naturellement le nœud de toute la composition, et M. de Witt a pu, sans presque perdre un seul instant de vue son héros, passer en revue tous les actes principaux de la révolution, et se livrer aux réflexions que lui suggèrent les événements et les personnages. Grâce à cet heureux mélange d'observations de caractère et de traits de mœurs, d'anecdotes et de citations extraites de la correspondance de Washington, de graves récits et de considérations générales, l'attention est constamment tenue en éveil. Sérieusement occupé en même temps qu'agréablement charmé, l'esprit suit l'auteur couramment, et arrive au but sans fatigue.

On me dira que les deux chapitres consacrés à la présidence de Washington ont moins de mouvement, et qu'arrivée là, la curiosité du lecteur faiblit quelque peu. J'y consens, pourvu qu'on reconnaisse avec moi que ce n'est pas la faute de M. de Witt si la paix est moins animée que la guerre; si les travaux d'organisation intérieure ou les négociations diplomatiques sont moins dramatiques que les péripéties de la lutte et les rivalités des partis. Je sais bien qu'il y avait un moyen de jeter plus d'intérêt sur cette période de la vie de Washington. C'eût été de revenir avec plus de détails, dans l'un des derniers chapitres, sur la constitution fédérale et sur les principaux rouages de ce curieux mécanisme; dans l'autre, d'aborder la question si contestée du droit des neutres, à laquelle les événements du jour donnent le mérite de l'actualité. Mais, si je ne me trompe, c'eût été sacrifier les lois de la composition au désir du succès. Puisque M. de Witt s'était restreint au bref récit des faits et à l'esquisse des personnages dans l'ensemble de l'ouvrage; puisqu'il s'était interdit jusque là les dissertations générales, il ne pouvait toucher à ces problèmes sans entrer dans des détails qui eussent singulièrement allongé ses derniers chapitres, et détruit toute proportion entre la fin et le commencement de son ouvrage. Comme ce ne sont ni les lumières ni le talent d'exposition qui lui manquent, nous pouvons être certains que s'il n'a pas cédé à la tentation de captiver plus sûrement la faveur de ses lecteurs d'aujourd'hui, c'est qu'il a

songé à ses lecteurs de demain, précaution qu'on a le droit de prendre quand on fait des livres destinés à durer. La constitution des Etats-Unis a été étudiée et expliquée, dans un ouvrage aussi connu qu'excellent, par M. de Tocqueville; la question des neutres, si souvent et si longuement débattue, tranchée tout récemment dans un sens libéral, perdra de son intérêt, et bien en prendra peut-être un jour à M. de Witt de n'avoir pas fait fléchir les règles de l'art d'écrire devant la crainte de quelques critiques passagères. Sans doute il aurait mieux valu que la chaleur et l'animation du récit suivissent une marche inverse; mais l'historien n'est pas maître de son dénouement comme l'auteur dramatique ou le romancier. J'ajoute que les actes du président sont justement ceux sur lesquels M. Guizot avait insisté davantage, et sur lesquels, par conséquent, il restait moins à dire à M. de Witt. C'est la partie de son travail qui présentait, dans la plus forte mesure, les difficultés inhérentes à son sujet et à sa manière de le traiter.

Le style de M. de Witt est clair, correct, sobre d'ornements. Sans manquer de vivacité ni de couleur, il indique un goût naturel de la simplicité, et une répugnance marquée pour toute affectation. Sa phrase est pure, élégante, suffisamment variée, et d'une trame forte et serrée. Le seul défaut de l'auteur, qui sait pourtant trouver des transitions aussi heureuses que brèves, est de couper quelquefois trop brusquement sa pensée, et de passer d'une idée à une autre sans user toujours de ces ressources de langage qui indiquent sur-le-champ leur liaison. Celle-ci ne fait jamais défaut, loin de là; mais, par endroits, faute d'un adverbe ou d'une conjonction, leur suite ne saute pas tout d'abord à l'esprit. Il en résulte bien, dans certains cas, une courte suspension du sens qui réveille l'attention en la sollicitant; mais d'autres fois aussi, cela arrête mal à propos l'esprit, et on voudrait là un style un peu plus coulant.

L'expression est toujours juste, la pensée fine et ingénieuse. Rien de banal et de vulgaire. Une grande distinction et beaucoup de pénétration. Il y a peu de traits saillants de caractère, peu de faits notables qui ne donnent lieu, de la part de l'auteur, à quelque observation frappée au coin du bon sens et d'une vive intelligence politique. La plupart de ses appréciations prouvent qu'il possède l'instinct pratique des affaires, et une connaissance précoce des ressorts qui font mouvoir les individus et les sociétés.

A ces qualités, le livre de M. de Witt joint celle de combler une lacune dans notre littérature historique. Nous n'avions, en effet, aucune bonne histoire de Washington et de la révolution américaine. Quoique traduit, l'ouvrage de M. Sparks ne suppléait que très-imparfaitement à l'absence d'un travail français, parce qu'étant

écrit pour des Américains, il contient, dans la partie consacrée au récit de la guerre, beaucoup de détails d'un médiocre intérêt pour nous, et de noms propres qui ne disent rien à notre cœur, ni à notre imagination ; tandis qu'il suppose, dans la partie qui traite des affaires intérieures, la connaissance de beaucoup de choses inconnues chez nous, par la raison toute simple que nous ignorons généralement tout ce qui ne peut s'apprendre que dans des livres écrits dans une autre langue que la nôtre. Ç'a donc été une bonne pensée que de nous donner un récit abrégé des faits, une esquisse des principaux acteurs, un portrait en pied de Washington, et une description substantielle des institutions américaines.

Rien de plus instructif que le tableau des obstacles que rencontrèrent les Etat-Unis pour se constituer. A l'exception d'un Iturbide, il n'est écueil contre lequel ils ne soient venus se heurter, et la guerre contre les armées anglaises a été la moindre des difficultés qu'il leur a fallu surmonter pour devenir une nation.

Et d'abord, quelque légitime que parût à la généralité des colons le refus de se soumettre aux exigences fiscales du Parlement d'Angleterre, beaucoup pensaient, dans les colonies méridionales surtout, que le droit de résistance n'allait pas jusqu'à l'insurrection. Il pouvait paraître douteux, en effet, que le privilége de n'être imposés que de leur consentement, eût suivi les citoyens anglais, sans subir aucune restriction, jusqu'en Amérique, et n'eût rien perdu de sa force en traversant l'Océan. Jusque là les colonies avaient été universellement regardées comme des pupilles de leur métropole. C'était l'opinion générale que les colons ne jouissaient pas de droits aussi étendus que les habitants de la mère-patrie ; à tel point même, que l'Espagne avait pu établir entre les uns et les autres une ligne profonde de démarcation, qui à la longue suscita la colère de ceux qui en souffraient, mais qui n'indignait personne en Europe. Les colons anglais avaient sans doute apporté dans le nouveau monde d'autres sentiments que ceux des sujets de Charles-Quint et de Philippe II, sur la nature du principe de souveraineté. Tous cependant n'étaient pas convaincus que les prétentions de l'Angleterre justifiassent une prise d'armes. La déclaration d'indépendance suscita plus tard d'autres scrupules. Même parmi ceux des colons qui regardaient la révolte comme un moyen licite de résistance à un acte d'usurpation et de despotisme, bon nombre ne demandaient que le redressement des griefs coloniaux, et ne voulaient point se laisser entraîner au delà. La rupture de tout lien de dépendance envers la mère-patrie leur parut une violation en sens inverse des règles de la justice, et ils refusèrent de s'y associer. De là deux sortes de *loyalistes* (sans compter ceux qui demeuraient soumis au roi Georges par timidité et manque

de confiance dans le succès définitif de l'insurrection), qui résistèrent passivement ou activement au mouvement national, et suscitèrent plus d'un obstacle à la cause de l'indépendance. Sur plusieurs points la lutte éclata entre les deux partis, et fut accompagnée des excès qui signalent ordinairement les guerres civiles. La voix du *loyalisme* s'est perdue dans les cris de triomphe de ses adversaires, et il s'est d'ailleurs évanoui devant le succès de la révolution, mais il n'en a pas moins constitué un embarras réel et sérieux. Dans certaines contrées, il avait même la majorité. Ainsi, lors de l'évacuation de New-York, un des arguments qu'on fit valoir pour conseiller la destruction de la ville, fut que les deux tiers des propriétés appartenaient à des adversaires de l'indépendance.

Tenir le *loyalisme* en échec fut toutefois beaucoup plus facile que d'ordonner l'effort de l'insurrection. Sous l'influence d'une forte passion et dans le premier élan de leur colère, les masses sont capables de grandes choses ; mais après avoir erré quelque temps au hasard, le flot populaire se divise en une multitude de filets impuissants s'il ne se rencontre aussitôt des digues pour le contenir et le diriger. Or ce n'est point chose aisée. On s'en aperçut, dès qu'on voulut faire une armée avec les bandes indisciplinées de Lexington et de Bunker's Hill. Le choix des officiers, les primes d'enrôlement, la durée des engagements, le chiffre du contingent de chaque colonie, l'approvisionnement de l'armée en vivres et en munitions, tout devint matière à difficulté. Les miliciens ne voulaient obéir qu'à des chefs de leur choix, et ils ne choisissaient ni les plus habiles, ni les plus respectables ; — à des chefs appartenant à leur colonie, et ceux-ci n'étaient pas toujours les meilleurs et les plus dignes. Les officiers croyaient rarement les fonctions dont ils étaient investis à la hauteur de leur mérite, et leur orgueil souffrait d'obéir à des supérieurs improvisés comme eux. Le choix des généraux excita des jalousies d'individu à individu et de province à province, dont le sentiment du péril et le patriotisme ne triomphèrent jamais que très-imparfaitement. Malgré la popularité dont jouissait Washington, malgré le respect qu'inspirait son noble caractère, malgré sa réputation militaire, ce fut un acte aussi hardi qu'habile de la part du Congrès, que de donner un commandant du Sud à des troupes composées presque exclusivement des colons du Nord, et on ne manque pas de citer leur obéissance comme une preuve admirable de leur amour de la patrie. Ce noble sentiment n'allait pas cependant jusqu'à leur faire accepter le joug de la discipline. Lorsque Washington voulut introduire quelque ordre dans cette masse confuse, décorée du nom d'armée, il rencontra une vive résistance. « Il fallut un coup d'autorité pour obtenir le » dénombrement des soldats qui regardaient comme un attentat con-

» tre la liberté tous les moyens d'empêcher la désertion.... On vit des » bandes entières abandonner le camp plutôt que de se soumettre à » des réglements nouveaux [1]. » Arrivé devant Boston le 3 juillet, Washington ne trouva ni tentes, ni provisions, ni dépôts, ni caisse militaire, ni même de munitions. A quelques pas de l'ennemi, le général découvrit « à son grand étonnement, » dit M. Sparks, et je pense aussi à sa grande inquiétude, qu'il n'y avait pas assez de poudre pour donner neuf cartouches à chaque homme. L'hiver suivant, il y avait dans le camp près de deux mille hommes qui n'avaient pas d'armes à feu. A peine l'ordre commençait-il à s'établir, grâce à la fermeté tempérée de prudence et à l'activité infatigable de Washington, que tout fut à recommencer. Les soldats ne s'enrôlaient que pour un an. L'époque de leur engagement expira, et « il fallut reformer » une nouvelle armée avec la perspective de la voir encore se dissou- » dre au bout d'un an. » Cette législation ne fut point changée tout d'abord, et, à la veille d'un combat, il fallut les supplications de Washington pour retenir sous les drapeaux pendant quelques jours les enrôlés qui avaient le droit de regagner leurs foyers. Telle était la force du préjugé contre les armées permanentes, qu'on aima mieux s'exposer à subir le joug d'une armée anglaise qu'à courir le risque d'avoir à compter avec une armée américaine. Il fallut l'échec de Rhode-Island pour triompher des résistances du Congrès. Ce ne fut qu'après l'évacuation forcée de New-York qu'il donna aux engagements militaires une durée de trois ans, qu'il éleva la solde, qu'il augmenta le nombre des bataillons. Washington ne fut investi du droit de nommer les officiers, qu'au moment où le Congrès découragé abandonna Philadelphie et se retira à Baltimore. Ses choix n'étaient pas entièrement libres pour cela, et il était obligé de donner à chaque colonie un nombre d'officiers à peu près proportionné au chiffre de son contingent. Quelques ménagements qu'il prît, il y eut bien des froissements, et il se forma contre lui dans l'armée une cabale à laquelle le général Conway a donné son nom. L'ambition déçue fit un traître du brillant Arnold. La guerre faillit se terminer par un soulèvement de l'armée, mécontente à juste titre de l'ingratitude du pays. Ni moins ardentes, ni moins ombrageuses que les jalousies individuelles furent les jalousies collectives. Il fallut plus d'une fois éviter de mettre en contact les miliciens des divers États, qui se souvenaient jusque devant l'ennemi de leurs antipathies provinciales.

Le patriotisme civil n'était pas plus chevaleresque que le patriotisme militaire. Les colonies se jalousaient réciproquement, et

[1] Toutes les citations dont la source n'est pas indiquée sont empruntées à l'ouvrage de M. de Witt.

chacune d'elles craignait par-dessus tout de faire à la cause commune des sacrifices plus grands que ceux faits par les autres. Chacune comptait les subsides comme les bataillons, de peur de donner plus que sa voisine. Il fallut que le Congrès fixât le contingent de chaque Etat pour mettre un terme à de déplorables luttes d'égoïsme ; mais le Congrès était sans autorité. Il conseillait, il demandait, il décrétait ; mais ses conseils étaient méprisés, ses demandes écartées, ses ordres méconnus. L'expérience et le danger finirent cependant par lui donner quelque force. L'Union se constitua donc tant bien que mal sous le canon anglais ; mais à peine eut-elle mis les frais de la guerre à la charge de la future confédération, que les Etats, jusque là si parcimonieux, se montrèrent d'une merveilleuse générosité. Le dévouement grandit dès qu'il put s'exercer aux dépens d'autrui. Certains d'entre eux élevèrent les primes d'enrôlement et la solde de leurs milices plus que les autres, et de là aussitôt des jalousies entre les divers contingents coloniaux. Quant aux finances de l'Union, elles furent délabrées avant que de naître ; car les Etats, ne consentant point à l'établissement de taxes fédérales, il fallut tout d'abord recourir à l'expédient du papier-monnaie, lequel fut aussitôt déprécié, ainsi qu'il arrive toujours.

Aussi, malgré toutes les fautes de l'Angleterre, est-il fort douteux que les colonies américaines eussent réussi à conquérir définitivement leur indépendance, si elles n'avaient obtenu l'appui de la France. Appui généreux, on peut le dire ; car sauf l'utilité de nuire à l'Angleterre, le gouvernement de Louis XVI ne rechercha aucun avantage dans la guerre d'Amérique, et il poussa le désintéressement jusqu'à s'interdire, par une clause spéciale, la reprise du Canada perdu depuis si peu de temps et resté si français. Il est vrai que les négociateurs américains insistèrent beaucoup sur ce point ; mais ils étaient plutôt en position de recevoir que de dicter des conditions, et il y eut véritablement de la duperie à en passer par les exigences d'une nation aux abois avant que d'être constituée. Malgré la récente capitulation de Saratoga, les affaires étaient bien compromises en effet, après les défaites de Brandywine et de Germantown, lorsque la France reconnut l'indépendance des Etats-Unis.

Grâce au concours de nos soldats et de notre flotte, l'Angleterre fut enfin vaincue. Alors surgirent d'autres périls. La guerre avait imposé aux divers Etats une certaine déférence envers le Congrès ; mais cette ombre d'un lien fédératif s'évanouit avec l'imminence du danger. Les ombrages et les amours-propres locaux ressuscitèrent aussitôt dans toute leur force, et le Congrès désarmé n'était point en mesure de leur imposer une autorité subie un instant, mais jamais acceptée. « Ce que les Etats craignaient par dessus tout,

» ce dont ils avaient encore plus horreur que de la domination an» glaise, c'était de dépendre les uns des autres. » La nécessité avait su imposer quelque temps silence à ces méfiances ombrageuses; mais la paix fit de l'Union un vain fantôme. Pour conjurer la banqueroute, le Congrès, auquel les articles de confédération donnaient le droit de voter les dépenses, mais refusaient celui de voter et d'assurer les recettes, demandait un impôt général sur les importations. Il rencontra une résistance unanime. Bientôt le nom même de confédération fut sur le point de disparaître. Les mêmes Etats qui repoussaient toute taxe d'importation au profit de l'Union, eurent chacun leurs douanes particulières, et se firent une guerre de tarifs qui pouvait à chaque instant dégénérer en une lutte à main armée. Le froissement des intérêts aigrit les esprits, excita les rivalités, et on ne tarda pas à parler du partage de l'Amérique en plusieurs confédérations, voire en treize républiques indépendantes. « Déjà les Etats li» mitrophes avaient conclu pour la défense de leurs intérêts com» muns des traités qu'ils refusaient de communiquer au Congrès; » la Géorgie avait déclaré la guerre aux Indiens pour son compte; » et les lois de navigation du New-York, du New-Jersey, de la Pen» sylvanie et du Maryland, assimilaient les citoyens des autres Etats » à des étrangers. Détruite au dedans, l'autorité fédérale ne comp» tait plus en Europe. La révolution américaine était jugée : tout le » monde la regardait comme un avortement..... » L'Angleterre refusait d'exécuter le traité de 1783, et n'attendait que l'occasion de reprendre ses anciennes colonies. Pour comble de misère, l'esprit démagogique s'empara de la populace, maîtrisa les gouvernements locaux et régna par l'émeute. Dans le Massachusetts, il y eut une armée capable de tenir la campagne sur le drapeau de laquelle etait inscrit le partage des biens.

Ainsi, la république américaine naissait déconsidérée à l'étranger, et sous la menace de la banqueroute, du communisme et de la guerre civile. Heureusement la grandeur du péril dessilla les yeux et fit chercher le remède. « Une puissante réaction contre l'esprit qui » avait dicté les articles de confédération se déclara dans tous les » Etats. Les intérêts privés se liguèrent contre les intérêts locaux, et » tous ceux qui avaient des biens ou une famille à défendre voulu» rent la réforme de la constitution. »

Elle ne pouvait être l'œuvre du Congrès discrédité. Il n'y avait de salut à espérer que « d'un mouvement spontané et simultané des » diverses législatures locales..., d'une Convention improvisée par » le sentiment public comme l'avait été le congrès de 1775, et » chargée, comme lui, de pourvoir à des besoins que la constitution » du pays n'avait pas prévus..... »

Quoique composée des hommes les plus éclairés et les plus sages de l'Amérique ; quoique revêtue de pleins pouvoirs pour remanier la constitution, l'assemblée de Philadelphie faillit bien échouer. Malgré leur bon vouloir et leurs lumières, ses membres « ne pou- » vaient s'empêcher de représenter des tendances et des intérêts » opposés. Ils appartenaient, les uns à de grands Etats désireux » d'innover, pour prendre dans le gouvernement de l'Union une » part d'influence proportionnée à leurs forces, et enclins à exagérer » la centralisation, parce qu'elle leur promettait la prépondérance ; » les autres à de petites communautés, toujours prêtes à se rattacher » au *statu-quo*, pour conserver la souveraineté à l'intérieur et l'éga- » lité dans le Congrès, toujours disposées à refuser de la force au » pouvoir central, parce qu'elles se sentaient faibles, et à repousser » une union trop intime, de peur de se trouver comme perdues au » milieu d'un grand peuple. » Bientôt la lutte entre les grands et les petits se compliqua de la lutte entre le Nord et le Midi, entre les absolutistes et les propriétaires d'esclaves. Celle-ci dure encore. La première fut résolue par le compromis qui donna la prépondérance aux grands Etats dans la chambre des représentants, et accorda l'égalité de droits aux petits dans le sénat. Cette transaction illogique sauva l'Union sur le bord du précipice. Il faut lire dans l'ouvrage de M. de Witt la fine observation des idées et des intérêts en jeu, la claire exposition des divers projets en présence, le tableau succinct mais vivant des discussions passionnées auxquelles se laissa entraîner la Convention. Cette partie de son livre est une des plus remarquables par la forme aussi bien que par le fond, et une des plus riches en aperçus nouveaux, en justes appréciations des hommes et des systèmes, en vues générales frappées au coin d'un grand sens politique. Cette curieuse peinture du laborieux enfantement de la constitution américaine fait beaucoup penser, et termine d'une façon fort heureuse et très-intéressante le récit des difficultés qu'eurent à vaincre les colonies d'Amérique pour devenir une nation ; difficultés si nombreuses et si graves qu'on put désespérer plus d'une fois du succès.

Et cependant, jamais révolution ne fut tentée dans des conditions aussi favorables.

Aucune race humaine, en effet, n'est douée du sens pratique au même degré que la race anglo-saxonne. Aucune ne se laisse aussi peu conduire par la logique. Aucune n'échappe autant aux illusions et aux chimères. Aucune n'a au même degré cet esprit positif qui donne le succès en contenant l'espérance et en retenant l'audace dans les limites du possible ; et en même temps, nulle n'est plus opiniâtre dans ses entreprises et ne se laisse moins facilement décourager. Son

intelligence n'est pas très-étendue, mais, dans la sphère qu'embrasse son regard, elle apporte une puissance de conviction égale à l'indomptable énergie de sa volonté.

Sur le sol même de la mère-patrie, les pères des colons avaient été, depuis des siècles, préparés au gouvernement représentatif par la participation des barons et des communes aux affaires publiques. Les traditions de *self-government* avaient suivi les fils en Amérique. Toutes les chartes des colonies les consacraient, et les colons étaient de longue main façonnés à l'administration de leurs propres affaires lorsque la révolution éclata.

Cette révolution n'amenait aucun changement radical dans l'organisation des États. Elle était entreprise pour défendre plutôt que pour détruire la constitution traditionnelle des colonies. Elle déplaçait la souveraineté, mais elle n'amenait dans l'état social aucun bouleversement subit. La question de séparation et d'indépendance exceptée, point de luttes intestines de classes et de partis. Ni vainqueurs ni vaincus, ni intérêts froissés, ni amours-propres humiliés d'une part; de l'autre, ni envies triomphantes, ni fortunes soudaines. Le seul « ennemi qu'elle eût en présence pouvait être rejeté en » dehors, » et cet ennemi avait l'Océan à traverser pour user de ses orces. Son principal point d'appui était à un millier de lieues du théâtre de l'action.

Pour dernière bonne fortune, cette république démocratique trouvait dans son sein quelques-unes des forces propres aux gouvernements aristocratiques. Dans les Etats du Sud, en effet, se rencontraient des traditions, des mœurs et une situation économique qui équivalaient à une organisation politique du genre de celle de l'Angleterre. Là, une certaine hiérarchie sociale existait encore au moment de la révolution, et dans les moments difficiles, c'était derrière les grands propriétaires que la population venait se ranger, c'étaient eux qu'elle reconnaissait pour chefs naturels et de qui elle recevait l'impulsion et la direction. Or, « ce furent les assemblées de ces » Etats qui, en proposant d'abord la réunion d'un congrès général, » puis la déclaration d'indépendance des colonies, et enfin la révi- » sion des articles de confédération, posèrent les bases de la société » américaine, » et c'est du Sud que sortirent presque tous les hommes qui jouèrent un grand rôle dans la révolution américaine, et consolidèrent l'œuvre de Washington, qui fut le meilleur et le premier d'entre eux.

Lorsqu'on réfléchit que malgré tant d'avantages, l'Amérique ne parvint pas seule à s'affranchir de la domination anglaise, et que sans le secours de la France sa révolution n'aurait peut-être pas réussi, on ne peut s'empêcher de penser avec découragement à

l'Italie, si voisine de l'Autriche, divisée par ses jalousies municipales, où s'agitent à la fois toutes les questions de liberté religieuse, de liberté civile, de liberté politique, de formes gouvernementales, d'égalité devant la loi, d'inégalité des richesses, et qui, pour résoudre tant et de si redoutables problèmes, n'a d'autre levier que la haine du nom allemand, la juste fierté d'un nom illustre dans les arts, les sciences, les lettres, et le regret d'une grandeur politique dont les souvenirs sont autant une cause de faiblesse qu'un secours, parce qu'elles entretiennent les rivalités des grandes villes.

Par-dessus tout, on s'étonne profondément que M. de Lafayette ait rapporté du Nouveau-Monde les illusions politiques dont il fut la dupe toute sa vie. Comment a-t-il puisé dans la vue des faits auxquels il a pris une si grande part, la conviction que les institutions républicaines étaient possibles en France? C'est là une erreur de jugement inexplicable. Qu'à la faveur de l'éloignement, la révolution américaine ait pu paraître un modèle à suivre à des esprits ignorants et inexpérimentés, cela se comprend. Que le mot de république ait fait illusion à des intelligences médiocres, cela est encore assez simple. Des hommes qui avaient la funeste candeur de chercher dans les lois de Minos et de Lycurgue les bases d'une constitution française, pouvaient bien tirer quelques encouragements du récit des événements d'Amérique; mais qu'un colonel français, qu'un gentilhomme de la cour de Versailles, qu'un ami de Washington, devenu officier général dans l'armée américaine et au courant de tout ce qui se passa à Philadelphie, admirablement placé par conséquent pour comparer les deux peuples et les deux situations, ait conçu comme idéal de gouvernement pour son pays, idéal dont ni les mécomptes personnels ni les malheurs publics ne le désenchantèrent jamais, une monarchie entourée d'institutions républicaines, c'est le comble de l'aveuglement et la preuve la plus forte qui se puisse donner de l'infirmité humaine.

La France, en effet, qu'il y ait lieu de s'en affliger ou de s'en réjouir, est profondément monarchique. Elle est née, elle a grandi avec et par la royauté. La forme républicaine est antipathique à son génie et condamnée par son histoire. Aussi ne se laisse-t-elle arracher le gouvernement royal un instant que pour le regretter aussitot, l'appeler de ses vœux impatients, et le ressaisir avec passion. Elle est exigeante envers lui; elle lui demande le bien-être et la gloire, choses souvent contradictoires, et si elle souffre, soit dans ses intérêts, soit dans son amour-propre, elle se plaint bruyamment et amèrement de son maître; elle l'insulte et le menace; elle s'insurge et le renverse; mais sa colère passée, elle rouvre son cœur à l'amour du sceptre, et n'exige de lui aucune garantie contre le retour

des fautes ou des excès qui l'ont poussée jusqu'à la révolte. Elle entend que ses affaires soient faites d'une certaine façon, mais elle ne tient pas à les faire elle-même. Son instinct la porte plutôt à frapper le prince contre lequel elle a ou se croit des griefs, qu'à se prémunir contre ses torts à venir par des barrières légales et le partage de l'autorité souveraine. Elle remet quelquefois ses pleins pouvoirs à des mandataires, mais elle finit toujours par retomber dans son système d'autocratie tempéré par des chansons et des barricades. Que tels soient les sentiments des masses, c'est ce que prouve surabondamment toute notre histoire, et peut-être celle de notre siècle, avec ses nombreuses révolutions dynastiques, plus encore que celle des époques antérieures. C'est sur le but que s'est établi le désaccord, mais non sur les moyens, et si nos *rouges* trouvaient un Tibère ou un Caligula, eux-mêmes crieraient *Vive le Roi!* de meilleur cœur qu'ils n'ont crié *Vive la République!* l'essentiel étant *qu'un sang impur abreuve nos sillons*. Quels qu'en soient les avantages, le *self-government* n'a jamais compté de sincères et sérieux partisans que dans les classes élevées.

Il est vrai que M. de Lafayette a pu les croire beaucoup plus nombreux qu'ils ne le sont réellement, parce qu'avant la Révolution beaucoup l'étaient qui ne le sont plus, et beaucoup passaient pour tels qui ne l'étaient point, mais seulement des reformistes, ou bien encore des révolutionnaires. Voyant dans les institutions constitutionnelles un moyen de réaliser leurs vues, générales ou particulières, les uns et les autres désiraient un changement dans la forme du gouvernement. La nation applaudissait parce que la convocation des états-généraux signifiait pour elle la destruction des derniers débris du régime féodal, régime que la royauté avait cessé de frapper, depuis que, réduite à l'impuissance, la noblesse s'était résignée au rôle de servante dévouée du pouvoir monarchique. L'illusion était donc permise, mais non au point de croire la France apte à user d'une constitution aussi démocratique que celle de 1791. Donner aux petits-fils des sujets de Louis XIV, une loi fondamentale dans laquelle une assemblée élective unique est investie de tous les pouvoirs, et de par laquelle la royauté n'est plus qu'un fantôme inerte, une manière de décor transitoire entre la monarchie et la république, c'était commettre l'erreur politique la plus grossière qui se puisse imaginer. La seule excuse de M. de Lafayette, c'est que son tort fut celui de beaucoup d'autres.

Ce n'est pas qu'il n'y eût alors immensément à faire. Les excès de pouvoir de Louis XIV et les hontes du règne de Louis XV, avaient rendu nécessaires des réformes capitales. Parce que la Constituante a de beaucoup dépassé la juste limite, nombre de personnes que la na-

ture exclusive de leur tempérament aurait sans doute poussées alors vers Mirabeau, blâment aujourd'hui toute concession de la part de Louis XVI. C'est passer d'un extrême à un autre. Entre les deux il y avait un juste milieu à garder.

En effet, plusieurs motifs très-graves conseillaient à la royauté de partager le pouvoir législatif avec la nation.

A ne consulter que les masses, le peuple français ne se soucie guère, il est vrai, de pareils droits ; mais il n'en est pas ainsi des classes élevées. Là, l'esprit de liberté politique se rencontre à toutes les époques de notre histoire. Il subit bien des vicissitudes, mais il survit à toutes ses défaites. Né dans les champs de Mai et les chartes communales, il s'organise tant bien que mal dans les états-généraux, et cette institution demeurée imparfaite tombant en désuétude, il se prête aux prétentions du parlement. Trop faible pour s'imposer, trop vivace pour être anéanti. Plus ou moins, il a toujours fallu compter avec lui, parce que les gouvernements les plus despotiques sont soumis à cette force morale qui s'appelle l'opinion, et que les classes élevées de la société exercent inévitablement sur l'opinion une influence tout à fait disproportionnée avec leur importance numérique. C'est que ce sont elles qui remuent les idées, et qu'à la longue ce sont les idées qui règnent. Il a donc toujours été dangereux d'avoir contre soi les hommes qui remuent les idées, surtout depuis que, grâce à l'imprimerie et à la multiplication des voies de communication, leur diffusion est devenue plus prompte, plus facile et plus générale, car ils réussissent, quoi qu'on fasse et quelque précaution qu'on prenne, à faire partager leur mécontentement aux classes inférieures, qui ne demandent pas mieux que d'attribuer leurs souffrances à leur maître. N'avons-nous pas vu le libéralisme de la Restauration persuader facilement à la nation de mettre ses rancunes militaires au service de la Charte ? Or jamais cette influence des classes élevées sur l'opinion ne fut aussi puissante qu'à la fin du siècle dernier. Elle était telle qu'il fut aisé au parlement d'intéresser le pays à sa cause, et de transformer en champions à outrance de ses prétentions, ceux-là mêmes qui devaient le briser quelques jours plus tard.

Alors plus que jamais, il était devenu nécessaire de faire une part dans le gouvernement à la nation, afin de se rattacher une classe qui, directement ou indirectement, joue partout un rôle important dans la société, et vis-à-vis de laquelle il est toujours imprudent de trop user des avantages que donnent contre elle au Pouvoir, non pas ses défaites, mais, au contraire, les victoires qu'elle remporte sur lui dans les moments d'émotion populaire.

Les institutions représentatives sont d'ailleurs fort utiles en elles-mêmes, parce que tout pouvoir sans contrôle tombe infailliblement

dans l'abus de l'omnipotence. Il n'en est pas des princes autrement que des individus. Ils ont des faiblesses, des passions, des vices, et ils les apportent dans la conduite des affaires publiques comme les particuliers dans les affaires privées. Tout marche à ravir, tant que le roi est intelligent, éclairé, ferme, maître de soi, dévoué au bien public, docile aux sages avis, habile à connaître et à manier les hommes, heureux dans le choix de ses agents, en un mot, lorsqu'il a toutes les qualités dont Bossuet, dans sa *Politique sacrée*, conseillait aussi naïvement que vainement à son élève de se pourvoir. Encore ce souverain parfait et parfaitement imaginaire ne peut-il tout voir et tout savoir. Bien des abus seront donc commis en son nom par ses satrapes grands et petits. On dit qu'on s'en consolait jadis avec cet adage : *Si le roi le savait*. M'est avis que cette sorte de résignation est surtout à l'usage des voisins bien pensants. Quoi qu'il en soit, de ces souverains-là, il n'y en a pas, et s'il existe quelque preuve éclatante des défauts du système, c'est ce même grand règne qui est pourtant le cheval de bataille de nos absolutistes. Je ne conteste pas la gloire militaire, diplomatique et littéraire des quinze ans qui commencent en 1660, mais que de fautes déjà qui contiennent en germe les désastres des trente dernières années, comme les fautes du Consulat préparèrent la chute de l'Empire. Il ne manquait cependant pas à Louis XIV d'être son petit-fils, et il fut certainement l'idéal du monarque absolu. A distance, et pour des gens qui n'y regardent pas de près, il y a autour de ce grand nom une poussière lumineuse qui éblouit le regard; mais pour qui a percé ce voile brillant, quelles misères et quelles faiblesses, à côté d'une incontestable grandeur ! Et pourquoi? Parce que la vérité n'arrive pas au roi; parce que personne n'ose la lui dire; parce qu'il ne souffre plus ni critique, ni contradiction. Colbert tombe dans une demi-disgrâce, et Chamillart monte au pinacle. Catinat est laissé de côté, et Villeroy commande l'armée. Si je prenais la liberté de sortir de France, si j'allais jusqu'en Espagne, j'y trouverais un petit-fils de Louis XIV, prisonnier, à la lettre, de la princesse des Ursins et plus tard du cardinal Alberoni ; empêché de recevoir un agent diplomatique qui lui apportait secrètement l'abandon de Gibraltar, et perdant à tout jamais l'occasion de reprendre cette importante forteresse. Or il n'y a qu'un moyen de préserver la royauté des dangers de cet isolement superbe et fatal, de la prémunir contre l'oubli d'elle-même, et les défaillances de la toute-puissance assurée de l'impunité, c'est de l'entourer de corps indépendants. Le simple et modeste droit de remontrance est déjà une barrière contre les écarts du despotisme, pourvu que celui-ci ne puisse pas la briser. Il s'en rira peut-être, mais il évitera d'encourir un nouveau blâme. Après la morale, c'est en effet la publicité qui est le plus énergique

excitant à la vertu. La conscience exceptée, il n'y a si forte garantie contre le mal, que la certitude qu'il sera dévoilé ; car pour un homme qui brave la honte, il y en a dix qui la redoutent, et qu'arrête la crainte du grand jour. Un prince dont les actes sont soumis à un contrôle quelconque, les pèse davantage, et ses serviteurs, ne pouvant fermer à la vérité les portes du cabinet royal, conforment plus exactement leur propre conduite aux règles du bien et du juste. Ceci n'est ni de la théorie, ni de l'idéologie. C'est une vérité d'observation et d'expérience. Ce que le grand jour de la discussion laisse subsister d'abus ne prouve rien contre le principe, car ce n'est pas ce qui lui échappe qu'il faut considérer, mais ce qu'il empêche.

De tous les corps auxquels il est possible de conférer un droit de contrôle sur les actes de la royauté, celui qui réunit au plus haut degré les qualités requises, est un sénat héréditaire. Une assemblée composée de gens appelés par leur naissance à exercer une magistrature politique, et préparés dès leur adolescence par l'éducation à l'exercice de ces hautes fonctions, présente en moyenne des conditions d'indépendance et de lumières supérieures à celles de n'importe quelle assemblée élective. On peut même dire, pourvu que le génie de la nation s'y prête (ce qui n'est certes pas le cas pour la France), qu'entre la royauté et un sénat, c'est à celui-ci qu'appartient la prééminence, car la puissance royale tombe souvent entre les mains d'un enfant encore imbécile ou d'un vieillard désormais incapable, d'un homme sans caractère ou sans intelligence, d'une âme basse et méchante, ou d'un esprit dominé tantôt par une maîtresse, tantôt par des mignons. Un sénat, au contraire, n'est jamais ni jeune, ni vieux, ni en tutelle de favori, ni en puissance de femme, et il échappe par la loi des compensations aux chances de la diversité des humeurs et des passions, sans offrir à un moindre degré que la royauté les avantages de l'esprit de tradition et de l'expérience des affaires. Mais là même où le génie naturel de la nation ne les appelle pas à exercer la souveraineté, les assemblées héréditaires sont au moins un excellent instrument de contrôle.

Toutefois, elles ont un défaut : c'est de se créer des intérêts séparés, et de sacrifier quelquefois le bien général à l'avantage particulier de leurs membres. En outre, ce principe d'hérédité, qui fait leur force comme capacité politique, est pour elles, sous d'autres rapports, une cause de faiblesse. Trop peu nombreuses et d'un accès trop difficile pour faire place à beaucoup d'ambitions, elles ne satisfont qu'imparfaitement le désir de prendre part au gouvernement qu'éprouvent les classes supérieures. Par la force même des choses, elles s'isolent du reste de la nation et ne répondent bientôt plus à l'idée fondamentale du régime représentatif, à savoir, la participation

du pays à la direction de ses affaires, et notamment au principe jadis européen, retenu plus tard par l'Angleterre seule, que l'impôt doit être consenti par le contribuable. Besoin est donc, et les faits y répondaient dans les cortès espagnoles, dans les états-généraux français comme dans le Parlement britannique, de créer un *bras*, un *ordre*, une *chambre*, par voie d'élection populaire. Cet instrument de contrôle laisse la porte ouverte à toutes les espérances, et appelle la nation elle-même, par l'intermédiaire de ses mandataires, à partager avec la royauté la responsabilité des affaires publiques, et surtout la responsabilité des mesures fiscales, toujours odieuses, parce qu'elles froissent une partie très-sensible, l'intérêt pécuniaire.

C'est en effet un immense avantage pour un prince de n'avoir pas à supporter seul le fardeau de l'impopularité qui pèse sur tout gouvernement contraint de faire appel, fût-ce pour les motifs les plus légitimes, dans la mesure la plus raisonnable et pour les besoins les plus pressants, à la bourse de ses sujets. C'est une grande ressource pour lui de pouvoir dire aux mécontents que ce sont leurs propres mandataires qui ont reconnu la nécessité d'un accroissement d'impôts, et qui ont choisi tel ou tel mode de taxe pour élever les recettes du Trésor; de pouvoir répondre aux accusations toujours prêtes de dilapidation et de rapine, que l'emploi des deniers de l'Etat est constaté et vérifié par des documents publics. Telle est la puissance de cette arme, que les gouvernements despotiques mettent aujourd'hui plus ou moins sincèrement, mais volontairement, leurs sujets dans le secret de leurs finances.

Ainsi, rejet d'une partie de la responsabilité gouvernementale, contrôle propre à prémunir la couronne contre toutes les infirmités de la toute-puissance, satisfaction de l'esprit de liberté politique qui règne dans les classes élevées : tels sont les précieux avantages que retirent des institutions représentatives les nations chez lesquelles les masses ont cependant des instincts purement monarchiques, et aux yeux de qui la souveraineté du peuple n'existe et ne se peut exercer que sous la forme royale.

Or, ces avantages, il était bon et raisonnable de les assurer à la France; et si M. de Lafayette eût borné là ses vœux et ses efforts, il n'y aurait que des éloges à lui adresser.

Dire que cela était facile serait d'un sot. D'abord il n'y a jamais rien de facile en fait d'organisation sociale. En second lieu, tant d'intérêts et de passions étaient en jeu; tant de prétentions vieilles et nouvelles se croisaient dans tous les sens; tant de priviléges surannés et de vœux irréfléchis se heurtaient avec violence; tant de folles illusions s'irritaient à la rencontre de doutes clairvoyants; tant de regrets anticipés d'un présent qui déjà était presque du passé, s'indignaient

aveuglément au choc d'espérances raisonnables; qu'il était difficile de trouver et de suivre la bonne route au milieu de ce conflit d'idées et le sentiments, au milieu des cris, des tiraillements, des appels et du tumulte de tant de forces contraires. Cela était d'autant plus malaisé que le fil de la tradition avait été longtemps rompu, et qu'il y avait autant à créer qu'à réformer. Cependant il n'était pas impossible de fonder les parties nouvelles de l'édifice sur des assises anciennes, abandonnées mais non détruites, et moins oubliées que délaissées. Sur des souches découronnées, mais point encore mortes, il y avait moyen de greffer de jeunes tiges qui leur eussent rendu la vie en leur demandant de la séve. Les états-généraux, les assemblées des notables, la cour des pairs, le parlement, étaient des institutions précieuses et capables de reprendre plus de vigueur qu'elles n'en avaient jamais eu, au moins d'une manière durable et régulière, pourvu qu'on leur fît subir des transformations appropriées aux circonstances; transformations qu'il eût mieux valu sans doute recevoir du temps, mais qu'il fallait bien improviser puisqu'on avait interrompu le travail des siècles.

Quel obstacle impossible à vaincre eût rencontré, avant la convocation des états-généraux, la création d'une magistrature politique héréditaire? A l'époque de la réunion des Notables, les plus hardis novateurs considéraient encore la constitution anglaise comme le *nec plus ultrà* des concessions à obtenir de la royauté. La preuve qu'une assemblée héréditaire n'eût point rencontré alors l'opposition qui fit plus tard écarter par la Constituante les plans de Mounier, c'est que le parlement, qui était bien une manière de sénat, jouissait, par cela seul qu'il était investi de prérogatives politiques, d'une popularité telle que ce corps tint un instant le gouvernement en échec et qu'il fallut compter avec lui. La résistance qu'il ne pouvait manquer d'opposer à toute mesure qui le déposséderait du droit de remontrances et le réduirait à l'exercice de ses fonctions judiciaires, était même la plus sérieuse difficulté à surmonter pour constituer un sénat. Il n'eût toutefois pas été difficile d'en triompher. On le désarmait, en effet, en transportant au nouveau corps ses attributions gouvernementales.

Il est vrai que l'essai en fut fait, car la cour plénière de 1788 fut une tentative dans cette voie, mais incomplète et malhabile. On énerva d'avance la nouvelle assemblée en lui donnant les apparences d'un conseil d'Etat plutôt que d'une magistrature de contrôle. Elle était, en effet, composée de princes, de pairs, de maréchaux et de membres distingués de la noblesse, du clergé et du parlement, à la nomination du roi. Le mode de composition qui devait obtenir en 1830 la faveur publique, parut, la veille de la Révolution, assurer trop

peu l'indépendance du nouveau corps. L'opinion y vit un piége. On douta de la bonne foi de M. de Brienne. On crut qu'il ne brisait le parlement que pour supprimer le peu de liberté politique que donnaient au pays les usurpations consacrées par l'usage de ce corps judiciaire. On prit la défense des magistrats, et on força la main au gouvernement irrésolu de Louis XVI. Appelé sincèrement à exercer ses fonctions, fondé par un prince plus ferme en ses desseins et sur la base plus forte de l'hérédité, sous le nom de cour des pairs, d'assemblée de notables, ou même sous la dénomination de cour plénière, dénomination renouvelée de Charlemagne par une érudition de mauvais aloi, la nouvelle magistrature politique aurait bientôt détourné du parlement les sympathies publiques. Abandonné par l'opinion, celui-ci aurait bien été contraint de fléchir. Tout son prestige aurait d'ailleurs disparu, le jour où à côté de l'assemblée héréditaire aurait été constituée une assemblée élective.

Ici, les difficultés étaient beaucoup plus grandes. Il est évident aujourd'hui, que le maintien des trois ordres était devenu incompatible avec les sentiments de la grande majorité de la nation. Toujours hostile à l'immixtion du clergé dans les affaires temporelles, la bourgeoisie ne pouvait la supporter qu'avec un déplaisir plus vif encore depuis que la philosophie des Encyclopédistes avait tourné toutes les têtes. Elle supportait non moins impatiemment la conservation de priviléges nobiliaires, qui, désormais inutiles à l'Etat, n'étaient plus que des distinctions chères à la vanité des uns, froissantes pour l'orgueil des autres, et nuisibles aux finances publiques. Les rangs de la noblesse étaient bien ouverts sous mille formes à toutes les familles, qui, par leur fortune ou leurs services, s'élevaient au-dessus du commun niveau des classes moyennes ; car chacun était libre, en fait, sinon toujours en droit, d'acheter avec une terre noble les droits seigneuriaux qui y étaient attachés et d'en prendre le nom, ou un de ces nombreux offices qui anoblissaient le titulaire ; mais justement parce que la noblesse n'était plus qu'un certificat de notabilité héréditaire, parce qu'à ses priviléges ne correspondait plus aucune charge publique, elle était devenue insupportable à un peuple non moins passionné pour l'égalité que pour les distinctions et les honneurs. Il restait sans doute ce qui se rencontre dans toutes les sociétés, le respect des familles d'une notoriété ancienne, et notamment de celles qui avaient partagé jadis avec le roi ou les grands vassaux les droits de la souveraineté ; mais, en même temps, régnait une répulsion de plus en plus profonde contre tout signe public de la supériorité de naissance. Il était donc à peu près nécessaire de reprendre la tradition de la royauté française, et de consommer la ruine de la noblesse. A cette seule condition, la monarchie pouvait reconquérir

la constante popularité dont elle avait joui tant qu'elle avait continué son œuvre de nivellement et d'égalisation. Alors la France était encore à qui prendrait l'initiative de la suppression des priviléges nobiliaires, et ce fut cette suppression qui valut à la Constituante l'adhésion du peuple. C'est la seule conquête de la Révolution à laquelle il attache un très-grand prix ; si grand, qu'il suffit d'accuser à tort et à travers un parti de regretter une mesure sur laquelle il est clairement impossible de revenir, pour le rendre antipathique aux masses. Abolir les exemptions d'impôt et les droits seigneuriaux honorifiques, décréter la faculté de rachat pour les droits utiles, proclamer l'admissibilité de tous les citoyens à toutes les fonctions publiques, fonder un système électoral unique ; en un mot, établir l'égalité devant la loi, c'était, non pas résoudre toutes les difficultés, mais arracher des mains le la Révolution ses plus terribles armes. On eût rencontré une opposition bruyante de la part de la noblesse, qui ne se savait guère alors si voisine de la nuit du 4 Août ; mais cette opposition n'eût pas rencontré d'écho dans le peuple, et on n'avait pas à craindre de résistance à force ouverte, car si la plupart des officiers étaient nobles, l'expérience a démontré que pour le soutien des priviléges de classe ils ne pouvaient rien sur leurs soldats. Il n'y avait à redouter qu'une opposition de courtisans et de gentilshommes de province. Un prince l'un caractère décidé en eût facilement eu raison, appuyé qu'il aurait été par le peuple et les classes moyennes.

Ce grand coup séparait la cause de la royauté de celle des priviégiés, et permettait à la couronne de se réserver dans la nouvelle organisation sociale un rôle prépondérant, seule combinaison en harmonie avec le génie politique de la nation, et à laquelle il faudra oujours revenir quand on voudra fonder un gouvernement stable. Fort de la faveur populaire conquise par l'établissement du principe l'égalité devant la loi, un Louis XVI doué d'une âme plus énergique, l'une volonté moins incertaine, aurait été le maître, ce semble, l'imposer à la bourgeoisie des conditions et de poser des bornes à on intervention dans le gouvernement. Aux libertés civiles, qui loivent être le véritable objet de notre ambition, et dont après tout a liberté politique n'est que la gardienne, il eût été possible alors le faire large part sans ébranler les fondements de l'ordre social.

Quant au mode d'élection de l'assemblée des députés, il était tout rouvé. La France jouissait, dès avant 1789, du suffrage universel. Seulement, il était à deux degrés. C'était sa loi électorale traditionnelle ; il n'y avait qu'à la régulariser. Or, rien de plus aisé que d'attribuer aux bailliages le choix des membres des états provinciaux, t de conférer aux membres de ces assemblées le droit d'élire les éputés.

Il est impossible assurément de dire avec certitude quel aurait été le sort de cette tentative ; mais comme elle aurait été conforme aux instincts et aux besoins de la nation, il y a de fortes raisons de penser qu'elle avait de grandes chances de réussite.

Le trône était encore debout, et, quoique miné, n'avait pas encore perdu son prestige. Le principe de l'hérédité monarchique était encore à peu près universellement respecté, et peu de sujets de Louis XVI regardaient un changement de dynastie comme un expédient légitime et praticable de concilier la liberté avec l'autorité. Quelques révolutionnaires de cabinet, quelques admirateurs à outrance de la constitution anglaise, pouvaient songer à un 1688 français ; mais, dans la nation, il n'y avait nulle inclination de ce genre, et il lui parut plus naturel de renverser le trône et de faire périr son roi, que de suivre l'impulsion du Palais-Royal.

Quoique le maintien des priviléges nobiliaires fût devenu odieux au grand nombre, le peuple n'aurait éprouvé aucune répugnance à voir le pouvoir législatif partagé (sans parler du roi) entre ses représentants et une assemblée héréditaire. Les grands noms historiques ne lui portaient pas encore ombrage ; l'hérédité de quelques grandes fonctions ne lui semblait pas encore une injustice. Ce qui lui était antipathique, c'étaient les priviléges de cette foule de gentilshommes et surtout d'anoblis obscurs, qui, exempts de la taille, occupaient toutes les avenues de la faveur et des fonctions publiques. Alors, c'eût été de la part de la noblesse qu'on eût rencontré l'opposition la plus vive à la création d'une magistrature politique héréditaire. Ennemie, comme le peuple, de tout privilége en faveur d'autrui, et, à sa manière, très-amie aussi de l'égalité, elle aurait accueilli avec un souverain déplaisir la création d'une assemblée oligarchique. On aurait vu se produire dans son sein, mais avec beaucoup plus d'intensité, un mouvement analogue à celui des gens de qualité contre les pairs sous la Régence. Ces sentiments étaient si profondément enracinés dans son cœur qu'ils survécurent à la Révolution. La pairie de la Restauration était peu aimée des gentilshommes et des anoblis de l'ancien régime, et ce fut, dit-on, une des causes qui déterminèrent le roi Louis-Philippe à briser cette institution.

Soutenue par un conseil d'Etat fortement organisé, pouvant opposer l'une à l'autre les deux assemblées, la royauté aurait, selon toute apparence, réussi à tenir en échec les états-généraux, et aurait conservé le rang que lui assignent, en France, l'histoire, la tradition, les instincts et les sentiments du pays.

C'est ce que ne permirent ni la faiblesse du roi, animé d'ailleurs des intentions les plus pures et prêt à tous les sacrifices, ni les ar-

deurs d'une génération orgueilleuse, pleine d'un déplorable mépris pour le passé, d'une confiance risible, tant elle fut excessive, dans les forces de l'homme, et qui, mêlant sans discernement les exemples de Rome, de la Grèce, de l'Angleterre et de l'Amérique, crut pouvoir fonder en France, sur les ruines de l'ancien édifice social abattu par ses mains imprudentes, une république démocratique présidée par un petit-fils de Louis XIV dûment bâillonné et garrotté. Au premier rang de cette brillante phalange de beaux-esprits égarés, figure le brave, aimable, honnête, spirituel, généreux, chevaleresque, mais chimérique marquis de Lafayette. Grâce à lui, et, à un moindre degré, grâce à tant d'autres, la France a été précipitée dans une révolution que nous ne déplorerons jamais assez malgré ses immenses bienfaits, parce qu'elle nous a enlevé en même temps les moyens d'en jouir. Comme des gens qui auraient pris les plus salutaires breuvages dans une coupe empoisonnée, nous nous débattons depuis dans des convulsions périodiques, sans qu'il soit possible de trouver d'autre remède à nos maux que des saignées épuisantes et la camisole de force.

Mais c'est abandonner trop longtemps Washington et le livre de M. de Witt.

Il me siérait peu de faire, après lui et après M. Guizot, le portrait de ce grand homme ; de peindre son désintéressement, son courage, son patriotisme ; de signaler toutes les difficultés qu'il eut à vaincre pour assurer le succès de la cause à laquelle il avait consacré sa vie ; de rappeler quelle infatigable activité il lui fallut déployer pour réorganiser sans cesse son armée, pour la fournir de vivres et de munitions, pour défendre pied à pied le sol américain contre de vieilles troupes avec des soldats improvisés et des officiers subalternes inexpérimentés, qui lâchèrent honteusement pied plus d'une fois ; de parler de la constance, de la patience, de l'opiniâtre énergie dont il eut besoin pour soutenir pendant plusieurs années une guerre défensive, froide, sans gloire, plus souvent battu que vainqueur ; pour triompher, par des démarches multipliées, des répugnances du Congrès, de la résistance des législatures provinciales et de la jalousie de ses propres officiers ; pour ne pas céder à l'amer dépit de voir son dévouement suspecté, son abnégation méconnue, ses vues contrariées, ses espérances trompées, et ses services payés par l'ingratitude populaire ; de montrer enfin avec quelle grandeur d'âme il supporta la difficile épreuve du succès, succès immense pourtant, et comme il n'est presque donné à personne d'en obtenir, puisqu'il avait pour conséquence immédiate la fondation d'un grand peuple. Jamais capitaine ne se laissa aussi peu éblouir par les rayons de sa propre gloire ; jamais citoyen n'apporta un si grand oubli de lui-

même, un si pur esprit de sacrifice, dans l'exercice d'un pouvoir que nul ne pouvait cependant lui disputer, et dont il lui eût été d'abord facile d'abuser.

Et pourtant, malgré de si hautes qualités, Washington ne semble pas devoir laisser dans le souvenir des hommes une trace aussi profonde et aussi lumineuse qu'il semblerait juste. L'admiration qu'il excite s'arrête en général au respect, et ne s'élève pas jusqu'à l'enthousiasme. Pour la foule, c'est un homme illustre plutôt qu'un grand homme. C'est seulement chez les esprits cultivés que sa mémoire occupe le rang qui lui convient. Encore, parmi ce petit nombre d'intelligences d'élite, est il plus vénéré qu'aimé, en France surtout.

On est d'abord tenté de s'en étonner; mais en y regardant de plus près, on s'explique cette injustice de l'opinion. Quelqu'éminentes que soient les qualités de Washington, elles ne sont pas de celles qui saisissent fortement les imaginations populaires.

Il avait l'âme grande et noble, mais elle était peu ouverte aux élans généreux, aux sublimes tressaillements qu'exprime le mot *chevaleresque*. C'est, au contraire, un esprit positif. Il est d'une probité et d'un désintéressement parfaits, mais il est aussi exact négociant qu'habile tacticien. Or le moyen, dans un pays où hier encore c'était déroger que de commercer, où l'arrière-pensée de tout marchand est de se transformer en gentilhomme, le moyen de se passionner pour un Cincinnatus riche et chiffreur, qui vend directement son tabac, et qui tient lui-même son grand-livre avec régularité et minutie? Prodigue, volé par son intendant, ruiné par de folles largesses, Washington nous plairait bien davantage. Au besoin, nous lui pardonnerions plus volontiers quelque grosse concussion, que cette honnête et soigneuse préoccupation de ses intérêts privés. Il en est de même des qualités du cœur. Moins maîtresse d'elle-même, sujette à des faiblesses qu'elle n'a point connues, son âme ferait mieux vibrer la fibre française, si elle avait plus de ce je ne sais quoi qui charme et qui attire. Rien de sympathique en Washington. Il est bon, juste, humain, mais il est froid et son flegme nous glace. Il nous communique quelque chose de sa réserve, et refoule en nous les émotions affectueuses. Le besoin d'épanchement était si absent de son cœur, qu'il ne l'éprouvait pas plus vis-à vis de Dieu que des hommes. Aucune des personnes qui l'entouraient n'a jamais su quelles étaient ses convictions religieuses, et la mort même n'appela pas sur ses lèvres l'expression de sa foi, quoique ses lettres et ses actes montrent qu'il croyait en Dieu et en sa providence, et quoiqu'il ait constamment donné des marques de respect, extérieur au moins, au culte dans lequel il était né et avait été élevé.

Sous le rapport des facultés intellectuelles tout comme des facultés du cœur, il ne répond pas à notre idéal héroïque. C'est le génie qui nous transporte, et Washington n'est pas un homme de génie. L'horizon de son esprit n'est pas extrêmement étendu. Il est doué d'un incomparable bon sens, d'une grande fermeté, d'une volonté inébranlable; il a une vue claire et sûre du but à atteindre et des moyens d'y parvenir; une connaissance instinctive des hommes, une rare perspicacité pour trouver du premier coup la limite du possible; un jugement sain et inaccessible à l'illusion; mais, ni comme capitaine, ni comme législateur, il n'a de ces qualités transcendantes qui nettent un homme hors de pair. Washington fournit même la preuve que pour être un homme d'Etat, il n'est pas besoin de dominer son temps et son pays de trop haut. Il y a plus: on peut dire que ce genre de supériorité n'est pas désirable chez un gouvernant. Si voir juste est essentiel, trop voir est, ainsi qu'on l'a déjà fait remarquer plus d'une fois, une cause d'incertitude, d'hésitation et de faiblesse. C'était le défaut de ce spirituel ministre des derniers Stuarts, qui, moins sévère critique de ses ennemis que de ses amis, était toujours plus découragé par le vif sentiment des côtés faibles de ses résolutions, que soutenu par la forte conviction de son bon droit et de la sagesse du parti qu'il embrassait. Ces sortes d'esprits constituent une espèce de postérité anticipée. Admirablement aptes à écrire sur les choses, ils sont parfaitement incapables de les bien faire. Par malheur, il y a parmi les hommes politiques de notre époque beaucoup plus d'Halifax que de Washington.

Enfin, pour ravir les hommages des siècles, il manque au fondateur de la république américaine d'avoir battu de grandes armées, d'avoir anéanti de grandes forces, d'avoir présidé à de grands massacres, d'avoir imposé le joug de ses armes triomphantes à des nations vaincues; de s'être laissé porter au pouvoir, au lieu de l'avoir gagné par l'intrigue et la corruption, ou saisi par la violence; de l'avoir résigné avec une admirable abnégation au lieu d'avoir sacrifié à son ambition hommes, choses et institutions; d'avoir préféré la vertu du citoyen aux splendeurs de l'autorité souveraine. Aussi n'occupera-t-il jamais dans la mémoire du genre humain la même place qu'Alexandre et César. Mais si sa gloire est moins éclatante que la leur, elle est infiniment plus pure, et, à moins de bannir la morale de l'histoire, il faut bien convenir qu'en lui plus qu'en eux brille la vraie grandeur.

A. DE METZ-NOBLAT.

ÉTUDES

SUR

LES RÉSULTATS DE L'EXÉGÈSE RATIONALISTE.

LETTRE DU P. DE VALROGER

AU SECRÉTAIRE DU CONSEIL DE RÉDACTION DU CORRESPONDANT.

Paris, 6 février 1856.

MONSIEUR,

Avant de reprendre le travail que j'ai commencé sur les résultat de l'exégèse rationaliste, j'ai besoin de vous demander une place pour m'expliquer nettement sur deux passages de mon article du 2 janvier, dont M. Renan s'est plaint à vous par une lettre du 28. Ce deux passages ne sont pas les seuls qui l'aient blessé, mais ils son les seuls qu'il indique d'une manière précise.

Le premier est une phrase de la page 619, qui n'avait certes, dan ma pensée, rien d'outrageant : il me suffira, je crois, de l'explique pour la justifier. C'est contre elle qu'il réclame de la manière la plu vive.

Le second objet de ses plaintes est une citation de la page 621. insiste peu sur ce point, et certes il a raison ! Il aurait dû, ce m semble, ne pas insister non plus sur le premier : on le verra, j'espère

Comme je tiens à lui rendre une justice complète, je veux d'a bord désavouer deux mots qui m'ont échappé, et que je regrette parce qu'ils manquent d'exactitude. M. Renan ne les signale pas dar sa lettre ; mais son silence n'est pas pour moi une raison de les main tenir.

Dominé par une émotion que je vais expliquer, j'ai dit à la pr mière page de mon article : « On sent *presque partout* (dans l'*Hi*

» *toire des langues sémitiques*) l'ambition fiévreuse d'un jeune homme » qui veut faire, pour son début, une révolution dans la science et » dans la religion. » Bien que le fond de cette phrase me paraisse incontestable, je la retire parce qu'elle contient deux mots d'une rigueur excessive : ces deux mots sont : *presque partout*. Il y a, dans ce livre, plus de parties neutres que ces paroles ne le supposent : j'avais à cœur de le reconnaître.

En écrivant ces lignes, j'étais sous l'impression la plus douloureuse : je venais de relire divers articles publiés par M. Renan dans *La liberté de penser* et dans la *Revue des Deux-Mondes*. Le souvenir de ces articles me faisait remarquer et sentir très-vivement, dans l'*Histoire des langues sémitiques*, beaucoup de choses que plus d'un lecteur préoccupé différemment n'y remarquera pas, ou ne sentira pas comme je les sentais. L'indignation me faisait aussi oublier un peu les parties purement scientifiques de ce livre. Cette indignation était légitime et cet oubli excusable. Mais ma religion m'oblige à être juste envers ceux mêmes qui l'attaquent et je tiens à remplir ce devoir d'une manière scrupuleuse. J'ai donc voulu tout d'abord réparer mon oubli.

J'arrive à la phrase qui paraît avoir blessé M. Renan de la manière la plus vive et qui est l'objet principal de sa réclamation. Je ne tiens pas à en maintenir la forme; je tiens seulement à en maintenir le fond.

Je songeais, en l'écrivant, à M. Cureton et à son *Spicilegium syriacum*, que M. Renan devait connaître [1]. Deux choses m'ont empêché d'être plus explicite : je voulais me renfermer d'abord dans les questions théologiques; je croyais savoir d'ailleurs qu'un savant illustre se proposait de rendre compte du livre de M. Cureton, et je me réservais d'en parler après lui. Mais je ne puis pas tarder plus long-

[1] En 1852, M. Renan publia dans le *Journal asiatique* un compte rendu de plusieurs manuscrits syriaques qu'il avait vus au *Musée britannique*. Il croyait avoir le premier remarqué ces manuscrits, mais M. Cureton lui fit savoir qu'ils étaient imprimés depuis quatre ans. M. Renan s'excusa en des termes qui lui firent beaucoup d'honneur dans l'esprit du savant Anglais; et non content de cette réparation, il rendit à M. Cureton l'hommage le plus respectueux, en publiant le texte syriaque d'un opuscule de Meliton accompagné d'une traduction latine : « Per litteras, *disait-il*, certior factus sum quæ primum me reperisse credideram, eadem v. cl. Gulielmo Curetonio bene jam cognita fuisse, imò virum DOCTISSIMUM ET HONORATISSIMUM apud se habere eadem fragmenta jam typis excusa, atque in *Spicilegio* illo *syriaco* QUOD OMNES EUROPÆ VIRI ERUDITI TANTA EXSPECTATIONE PRÆSTOLANTUR, proditura. Curetonii ergo laus sit Melitonem syrum primum detexisse. *Vide autem quæ sit viri illius humanitas* : nostris precibus motus, plagulas quibus textus Melitonianus continebatur nobiscum communicavit, easque per nos latinas fieri permisit. » Voyez le *Spicilegium syriacum* de M. Cureton, notice, p. 2.

temps à détruire les fausses conjectures auxquelles mes paroles ont donné lieu, malgré moi.

Je n'ai voulu insinuer en aucune sorte que M. Renan ne possède ni talent, ni connaissances philologiques. Mais l'exactitude des notions acquises, la justesse de l'esprit, la maturité du jugement, sont, à mon sens, les conditions les plus essentielles de la compétence en philologie, comme en tout le reste ; or, je doute fort que M. Renan ait, à l'heure qu'il est, rempli ces conditions. En donnant une raison de mon doute, j'ai déclaré d'ailleurs que je laissais aux arbitres de la science l'appréciation du débat qui pourrait s'élever à ce sujet entre M. Renan et ses critiques (p. 619).

Suivant l'expression de M. Cureton [1], M. Renan est un *jeune* orientaliste, dont le *zèle* et la *diligence* donnent beaucoup d'espoir *pour l'avenir*. J'irai plus loin ; je reconnaîtrai volontiers que M. Renan possède déjà des connaissances très-variées, très-peu communes, et qu'il sait les faire valoir avec un art aussi peu commun. Doué d'une passion extraordinaire pour l'étude et d'une rare facilité pour apprendre une foule de choses connues seulement d'un petit nombre d'érudits, il a su se poser entre les littérateurs, les philosophes, les hellénistes, les orientalistes, les archéologues et les historiens, de manière à pouvoir remplir auprès des uns et des autres le rôle d'interprète, de vulgarisateur, ou d'initiateur.

Mais qu'il soit compétent pour traduire, d'une manière exacte et sûre, les textes sémitiques, c'est autre chose ; c'est ce que ne croient pas, ce me semble, les meilleurs juges.

Il peut intéresser plus ou moins vivement, sur l'histoire de l'arabe, de l'hébreu, ou du syriaque, des savants qui connaissent à fond le sanscrit, le chinois, le persan ou le grec, mais qui ont dû concentrer leurs études sur des langues étrangères à la famille sémitique. « On accorde facilement aux autres la science qu'on n'a pas soi-même [2]. » Mais les hommes qui ont fait des langues sémitiques l'objet spécial de leurs études ont le droit d'être plus sévères et se contentent moins facilement. Ils ont encouragé M. Renan ; ils peuvent, comme M. Cureton, espérer beaucoup de lui pour l'avenir ; mais je ne vois pas qu'ils aient déjà reconnu en lui l'exactitude, la prudence, la solidité, la sûreté du jugement, en un mot, les conditions de l'autorité scientifique.

[1] « M. Ernest Renan, a young orientalist, from whose zeal and diligence we may hope for much hereafter. » SPICILEGIUM SYRIACUM, *notice*, p. 1.

[2] *Hist. des lang. sémit.*, p. 164. — Le jugement de M. Ewald sur M. Renan me paraît suspect pour d'autres raisons. M. Renan est le disciple le plus habile qu'il ait en France, et ils ont les mêmes sentiments de haine contre l'Eglise.

J'ai cité le *très-savant et très-honoré* [1] M. Cureton, qui a porté naguère un jugement approfondi sur les fautes étonnantes commises par M. Renan dans la traduction de plusieurs fragments syriaques. Malgré la bienveillance que cet habile orientaliste avait témoignée à notre jeune compatriote, et qu'il lui témoigne encore dans l'avant-propos de son *Spicilegium*, il me semble difficile de ne pas sentir, dans les notes où il relève ses fautes, l'accent très-énergique d'un maître qui voit ses espérances trompées [2] ; ou, pour mieux dire, cet accent est d'autant plus sensible que M. Cureton s'est montré et se montre encore très-bienveillant.

Les orientalistes les plus compétents que j'ai pu consulter ont été de même fort surpris que M. Renan ait commis des fautes si multipliées et parfois si étranges, dans des fragments très-courts qu'il avait choisis librement. Ces fragments réunis ne forment, en effet, qu'une douzaine de pages environ dans l'édition de M. Cureton ; or le nombre des passages où M. Renan s'est mépris, d'après son savant critique, s'élève à plus de vingt ; et, dans un seul de ces passages, M. Cureton a trouvé tant d'erreurs accumulées qu'il lui paraît *à peine possible d'en réunir davantage !*

Ce qui augmente mon étonnement, c'est que, dans son *Histoire des langues sémitiques,* M. Renan donne la *clarté* comme un des caractères de la langue syriaque [3] !

On doit remarquer en outre que, dans ces traductions, M. Renan n'a pas été induit en erreur par les causes qui égarent son jugement dans des matières plus importantes. Pour montrer, ce semble, comment il savait traduire les textes sémitiques, il avait choisi les textes qui lui avaient convenu. Laborieux comme il l'est, il n'avait sans doute rien négligé pour éviter des méprises qui ne pouvaient manquer d'être relevées tôt ou tard à son détriment. Qu'on juge, d'après cela, du degré de confiance que méritent ses affirmations, quand il parle, au nom de la philologie, sur des matières plus hautes, plus émouvantes, où les passions irréligieuses le poussent à l'erreur.

Je n'eusse jamais signalé ces faits si M. Renan n'eût pas abusé, d'une manière déplorable, de sa réputation naissante pour autoriser

[1] Expressions de M. Renan : « Doctissimum et honoratissimum. » Voyez ci-dessus.

[2] Je citerai, pour qu'on en juge, quelques-unes de ses expressions : « Il est à peine possible de commettre dans le même espace un plus grand nombre d'erreurs, que ne l'a fait M. Renan en traduisant les premières lignes de ce traité (p. 77)... « M. Renan est tombé ici dans une nouvelle erreur.... M. Renan a traduit à tort.... M. Renan s'est gravement trompé.... etc., etc. (Voyez de la page 77 à la page 102).

[3] *Hist. des lang. sémit.*, p. 249.

et accréditer des erreurs pleines de périls. Mais, puisqu'il fait de sa jeune renommée une arme offensive contre des croyances qui nous sont plus chères que la vie, c'est notre droit, c'est même notre devoir, de faire des efforts pour réduire son crédit scientifique à de justes proportions.

J'ai parlé de passions irréligieuses. Il m'importe de justifier ce mot qui explique la rigueur de mon langage ; c'est ce que je vais faire, non par des déclamations, mais par des citations. En voyant les excès auxquels ce jeune écrivain a été entraîné, on comprendra l'accueil que méritent ses jugements sur les questions religieuses les plus délicates. Puisqu'il m'accuse vaguement d'avoir altéré sa pensée, en supprimant (p. 621) des phrases nécessaires à l'expression de ses sentiments[1], je vais compléter les textes que j'ai produits par d'autres citations encore plus décisives. C'est sous l'impression de ces textes que j'ai écrit le commencement de mon article du 25 janvier.

A en croire M. Renan, « l'Église *ment* à l'histoire ; elle fausse toute » critique...[2] » « Convaincus d'avance que les objections sont mau- » vaises, *les catholiques* ne font pas difficulté d'y donner de mauvaises » réponses, SACHANT FORT BIEN QU'ELLES SONT MAUVAISES, mais pen- » sant qu'elles seront prises pour bonnes[3]..... *Jamais prêtre, ayant* » *l'esprit de son état, n'a pris la liberté au sérieux : ils en rient en* » *secret*, et pourtant ils consentent à la saluer, pour complaire à la » multitude ..... Ils parlent quelquefois avec respect de la raison ; » *au fond ils s'en moquent et professent pour elle le plus profond mé-*

[1] Je me suis abstenu de citer ce qui me semblait insignifiant ; je n'ai pas fait autre chose. Le passage que j'ai remplacé par des points se composait d'une citation assez longue et très-obscure de M. de Humboldt et de la phrase que voici : « *Ce silence,* on le voit, *n'est pas celui de la négation inintelligente, mais celui du bon goût qui sait s'abstenir* et ne parle pas de tout à tout propos. » — Sans parler de tout à tout propos, on peut et on doit parler de Dieu dans une explication générale de la nature ! — Après le second passage que j'ai cité viennent ces lignes moins caractéristiques, mais qui ne peuvent s'expliquer que par le panthéisme : « Le véritable ton de la cosmologie moderne, c'est de parler toujours de l'Être-cause *sans en prononcer le nom*. S'il fallait faire deux parts dans la vie et dans la science, une part pour Dieu et une part pour ce qui n'est pas lui, il est trop clair que la part de Dieu devrait absorber tout le reste ; le mysticisme le plus exclusif serait le vrai. Mais c'est là un point de vue étroit et grossier : celui qui sait comprendre voit Dieu dans tout, d'une vue générale et *diffuse,* sans qu'il ait besoin de ces retours partiels qu'il faudrait répéter à chaque phrase. SAISIR LE BEAU ET LE VRAI DES CHOSES, C'EST LA SEULE THÉOLOGIE NATURELLE (p. 572). » — Voilà ce que M. Renan juge nécessaire à l'intégrité de sa pensée. Hégel et Spinosa eussent assurément signé ces lignes, qui confirment ma thèse, loin de l'ébranler.

[2] *La liberté de penser*, 15 mai 1848, p. 513.

[3] *Ibidem*, p. 525.

[4] *La Liberté de penser*, 15 mai 1848.

» *pris*[1]..... *Si la France avait davantage le sentiment religieux, elle » fût devenue protestante*, comme l'Allemagne. Mais, N'ENTENDANT » ABSOLUMENT RIEN EN THÉOLOGIE, et sentant pourtant le besoin d'une » croyance, elle trouve commode de prendre tout fait le système » qu'elle rencontre sous sa main[2]. » — Je demande si ces calomnies et ces outrages n'avaient pas dû exciter en moi une indignation profonde ?

Je laisse de côté beaucoup de textes non moins outrageants, mais remplis d'équivoques trompeuses ; je ne voudrais pas les reproduire sans préciser, éclaircir et distinguer une foule de choses obscurcies et confondues par M. Renan ; ce qui exigerait beaucoup de temps et d'espace. J'arrive à des textes où l'Église catholique n'est pas seule outragée. On va voir comment les principes communs à tous les chrétiens ont été traités par M. Renan.

A l'époque où il donnait le concours le plus actif à la *Liberté de penser*, cette revue publia deux articles intitulés : *Les Historiens critiques de Jésus*, et signés des initiales peu mystérieuses E. R*. Les lecteurs habituels de la *Liberté de penser* durent facilement reconnaître l'auteur de ces articles. M. Renan d'ailleurs ne tarda pas à rééditer, dans d'autres articles complétement signés, les idées principales et même les phrases les plus saillantes de ces articles.

M. E. R*. ne se contentait pas d'adopter avec enthousiasme[3] les paradoxes les plus outrés du docteur Strauss, il les dépassait. Il louait fort l'exégète allemand d'avoir attribué à l'espèce humaine les titres divins que nous attribuons à la personne de Notre Seigneur Jésus-Christ ; mais il lui reprochait d'avoir compromis son œuvre en accordant finalement qu'on ne s'élèvera sans doute jamais au-dessus de Jésus, moralement et religieusement. «On ne peut pas, disait-il, » conclure des traits du Christ idéal aux traits du Jésus réel, *pas » plus qu'on ne peut conclure du type légendaire de Dionysos, d'Hercule, de Buddha, au Dionysos, à l'Hercule, au Buddha réels*[4]. » ... Nous aimons à croire que le personnage réel offrit dans sa per-

[1] *Ibidem.*

[2] *Ibidem,* 15 juillet 1849, p. 144.

[3] « Il faut, s'écriait-il, TOUTE L'IGNORANCE FRANÇAISE EN MATIÈRE DE THÉOLOGIE (rapprochez ces paroles de celles que j'ai citées sur l'*incapacité absolue de la France en matière de théologie* et qui sont signées E. RENAN), il faut toute l'ignorance francaise en matière de théologie pour avoir entassé sur le nom de ce grand critique les malédictions qui reviennent à son école, et que d'ailleurs *cette école ne mérite pas...* Strauss est le corollaire de toute la science moderne. Si vous niez sa légitimité, réprouvez donc aussi le rationalisme,... proclamez le moyen âge,... proclamez le règne sans contrôle de la superstition et de la crédulité. » *La Liberté de penser*, mars 1849, p. 376.

[4] *La Liberté de penser*, avril 1849, p. 468.

» sonne *quelques* traits du personnage idéal. Toutefois, *ne compro-* » *mettons pas notre admiration*, là où la science ne peut rien dire de » certain, et arrivera peut-être un jour à des négations... En géné- » ral, *la bonne critique doit se* DÉFIER *des individus*[1]... » — Quand, sous prétexte de prudence critique, on refuse son *admiration* à celui qu'adore depuis tant de siècles l'élite de l'humanité, on doit subir immédiatement la loi de défiance qu'on a posée. S'il y a un caractère dont la perfection soit à l'abri d'un soupçon légitime, c'est évidemment celui de l'Homme-Dieu ! Tout droit à la confiance, à l'estime, au respect, s'efface et disparaît, comme une ombre, devant les droits incomparables de ce caractère divin...

« La critique, disait M. E. R*, ne connaît pas le respect ; elle » est, par son essence même, coupable de lèse-majesté divine et hu- » maine[2]. » Nul critique, en ce cas, ne mériterait le moindre respect de la part de qui que ce soit !

Or, dans un article de la *Revue des Deux-Mondes* du 15 décembre 1851, M. E. Renan a reproduit les théories de M. E. R* sous leur forme la plus impie. L'idée capitale de cet article, c'est que le mahométisme est la seule religion dont les origines aient la clarté exigée par la critique pour une vraie certitude. « Ailleurs, y est-il dit, les » origines religieuses se perdent dans les rêves[3]... *La critique en gé-* » *néral doit renoncer à rien savoir de certain* sur le caractère et la » biographie des fondateurs de religion[4]. Pour eux, le tissu de la lé- » gende a entièrement couvert celui de l'histoire. *Étaient-ils beaux* » *ou laids, vulgaires ou sublimes ? Nul ne le saura*... La beauté même » de leur caractère n'est point à eux ; elle appartient toute entière à » la nature humaine qui les fait à son image. Transformée par cette » force incessamment créatrice, *la plus laide chenille pourrait de-*

[1] *Ibidem*, p. 469. — Si l'Evangile nous trompe, c'est Dieu lui-même qui nous trompe ! « Domine, si error est, *s'écriait un saint*, a te decepti sumus. » Voyez l'admirable sermon de Massillon sur la divinité de Jésus-Christ. Sur la certitude de l'histoire évangélique, voyez aussi les ouvrages de Hug, Sepp, Tholuck, etc., ou seulement l'opuscule de Bergier intitulé *Certitude des preuves du christianisme*. — « Il faut sans hésiter, disait encore M. E. R*, adorer le Christ... Mais, quant au *Galiléen* qui a porté ce nom, je ne le connais pas (ibid). » C'est le langage de Julien.

[2] « La critique ne connaît pas le respect ; elle juge les dieux et les hommes... Cette irrévérencieuse puissance, portant sur toute chose son œil ferme et scrutateur, est par son essence même coupable de lèse-majesté divine et humaine. Il faut que toute souveraineté plie devant elle.... (mars 1849, p. 365). » — C'est par ces paroles dignes de M. Proudhon que M. E. R* commençait son premier article, déclamation enthousiaste en l'honneur de Strauss et de sa critique sacrilége.

[3] P. 1065.

[4] C'est ce principe général que M. E. Renan vient d'appliquer à Moïse, dans son article du 15 novembre 1855 : « D'impénétrables ténèbres, dit il, couvrent

» *venir le plus beau papillon*[1]. » — Ces dernières paroles sont empruntées mot pour mot aux articles de la *Liberté de penser* que j'ai cités[2]. Seulement, dans les articles signés E. R*, l'application de ces paroles blasphématoires au divin fondateur du christianisme est directe et patente. Ici M. E. Renan se borne à poser le principe d'une manière générale, à propos des fondateurs de religion. Il donne ailleurs l'explication de ce procédé indirect : « Qui sait, dit-il ironiquement, si la finesse d'esprit ne consiste pas à S'ABSTENIR DE CONCLURE[3] ? »

A ce langage, on sent que M. E. Renan est de l'école de Voltaire encore plus que de l'école de Strauss. J'en pourrais citer des preuves nombreuses ; je me bornerai à une seule. « Ce sera vainement, disait-il un jour, que nos pères, devenus *sages*, nous prieront de ne plus penser et de nous tenir immobiles, de peur de déranger la frêle machine (de la société). Nous réclamons pour nous la liberté qu'ils ont prise pour eux. *Nous les laisserons se convertir, et nous en appellerons de Voltaire malade à Voltaire en santé*... Pour nous, nous ne plierons pas ; *nous tiendrons ferme comme Ajax contre les dieux* ; s'ils prétendent nous faire fléchir en nous frappant, ils se trompent. Honte aux timides qui ont peur[4] ! »

J'aime à reconnaître que le ton de M. Renan s'est calmé depuis quelques années. L'ancien rédacteur de la *Liberté de penser* écrit maintenant dans le *Journal des Débats*, et compose de savants ouvrages pour entrer à l'Institut ; mais il est encore, malgré ce progrès, l'un des ennemis les plus décidés et les plus actifs de la tradition chrétienne, parmi les hommes instruits. Il est plus réservé qu'autrefois, dans la guerre qu'il fait à nos croyances ; mais je ne vois pas du tout qu'il soit plus disposé à la paix. Son article de la *Revue des Deux-Mondes* sur *le peuple d'Israël* indique même, en plusieurs

» pour nous le premier mouvement religieux d'Israël, celui dont Moïse fut l'hiérophante et le héros (p. 755). » — C'est ce paradoxe que je voudrais examiner dans mon second article.

[1] P. 1068.

[2] Voici, en effet, ce que j'y lis (p. 469) : « Il est des cas où la trame de l'humanité couvre entièrement la réalité primitive. Sous ce travail puissant, transformé par cette énergie plastique, LA PLUS LAIDE CHENILLE POURRA DEVENIR LE PLUS IDÉAL PAPILLON. » — Je pourrais citer encore d'autres emprunts faits par M. E. Renan à M. E. R*. Celui-là me paraît suffire.

[3] *Averroès et l'Averroïsme*, préface, p. V.

[4] *La Liberté de penser*, juillet 1849, p. 131 et 133. Tout l'article auquel j'emprunte ces paroles était une déclamation contre les hommes qui renonçaient à faire la guerre au christianisme, parce qu'ils craignaient de contribuer à la dissolution de la société. M. Renan leur faisait entre autres cet argument caractéristique : *L'univers* ne *créa* (sic) qu'aux périodes primitives et *sous le règne du chaos !* (p. 128) » Il ne conclut pas toutefois que le chaos soit une bonne chose.

endroits, une recrudescence d'humeur aggressive. C'est cette recrudescence qui m'a décidé à entreprendre la critique de ses divers écrits et spécialement de son *Histoire des langues sémitiques.*

Si je me trompe, il le prouvera en cessant de nous attaquer ! C'est ce que je désire ! Mais, jusqu'à présent, je ne sache pas qu'il ait publié un livre, ou même un article, sans blesser, directement ou obliquement, nos croyances les plus chères et les plus saintes [1].

On se tromperait fort si l'on supposait qu'en attaquant la partie *surnaturelle* du christianisme, il a su conserver du moins les notions fondamentales de la religion *naturelle.* L'idée d'un Dieu personnel, créateur et maître souverain de la nature, législateur et juge des consciences, n'a pas, ce semble, excité en lui moins d'antipathies que l'idée du Dieu rédempteur. Concevoir le bien « comme la *réa-» lisation de la volonté d'un être supérieur,* » c'est, d'après lui, le » concevoir « sous la forme *la plus mesquine,* » c'est en faire « une » sorte de *sujétion* HUMILIANTE POUR LA DIGNITÉ HUMAINE [2]. » La seule notion de Dieu qu'il paraisse admettre, aujourd'hui même, est celle que les panthéistes allemands ont voulu substituer à l'idée rationnelle et traditionnelle de Dieu conservée dans le monde par l'Église. « Le grand progrès de la critique, dit-il, a été de substituer la ca-» tégorie du *devenir* à la catégorie de l'*être,* la conception du relatif » à la conception de l'absolu, le mouvement à l'immobilité [3]. » Toute la théologie panthéistique de Hégel est condensée dans cette formule obscure, et quiconque est tant soit peu initié au langage de cette théologie trompeuse, l'y reconnaîtra sans peine. Les divers écrits de M. Renan, entre autres son *Histoire des langues sémitiques*, révèlent, en une foule d'endroits, l'entraînement d'imagination qui le ramène toujours à cette conception vague d'une âme du monde se dé-

[1] Je voudrais faire une exception en faveur de son ingénieux article sur *la poésie des races celtiques* (*Revue des Deux-Mondes*, 1er février 1854). Mais l'ironie sceptique et le goût du paradoxe y déparent encore, en maint endroit, des analyses délicates et pleines de finesse. Que dire, par exemple, de ce paradoxe : — Jeanne d'Arc *était en vérité plus druidique que chrétienne* (p. 488) !

[2] *La Liberté de penser*, 15 juillet 1849, p. 136. — Voici le texte en entier : « En s'attachant exclusivement au bien, il (l'ascétisme chrétien) le conçut sous la » forme *la plus mesquine : le bien fut pour lui la réalisation de la volonté d'un » être* supérieur, une sorte de *sujétion* HUMILIANTE POUR LA DIGNITE HUMAINE; » car la réalisation du bien moral n'est pas plus une obéissance à des lois imposées » que la réalisation du beau dans une œuvre d'art n'est l'exécution de certaines » règles. »

[3] *Averroès et l'Averroïsme*, 1 vol. in-8°, 1852, préface, p. II. Voyez aussi p. 82, 88, etc. — L'*Histoire des langues sémitiques* pourrait me fournir des textes nombreux pour éclaircir ces paroles. J'y reviendrai, s'il le faut ; mais j'ai hâte d'examiner en eux-mêmes les résultats de l'exégèse rationaliste, en évitant, de mon mieux, toute critique irritante.

veloppant à travers tous les règnes de la nature, mais plus spécialement dans l'espèce humaine, incarnation suprême et continue de la raison souveraine, objet unique des adorations du philosophe[1] !

Je ne crois pas du tout que son esprit ait pu trouver le repos dans cette conception chimérique ; je crois au contraire qu'il a été incessamment ballotté entre le panthéisme et le scepticisme.

« Il est, en un sens, dit-il, *plus important de savoir ce que l'esprit » humain a pensé sur un problème, que d'avoir un avis sur ce pro- » blème;...* et, en supposant que la philosophie soit condamnée à » n'être jamais qu'un éternel et vain effort pour définir l'infini, on » ne peut nier au moins qu'il y a là, *pour les esprits curieux*, un » spectacle très-digne de leur attention[2]. » — La curiosité indifférente d'un critique pyrrhonien plus occupé d'apprendre ce que les hommes ont pensé que de savoir ce qu'il doit penser, — voilà, je crois, tout ce qui reste dans cette âme malheureuse, à ses heures de travail paisible. Mais les passions irréligieuses reviennent souvent se mêler à cette froide passion. Dès qu'une occasion se présente d'attaquer le christianisme, M. Renan oublie ses habitudes de travailleur sérieux, et ne craint pas de se faire le complice des matérialistes et des athées qu'il méprise.

J'ai dit qu'il méprise les matérialistes et les athées ; cela est vrai à certains égards, et c'est ce qui l'honore. Mais, ce qu'il méprise en eux, n'est-ce pas seulement leur ignorance et leur mauvais goût? N'est-ce pas la forme surannée plutôt que la substance de leurs erreurs? Le système qui l'a séduit n'est-il pas au fond une sorte d'athéisme raffiné?

« L'athée, disait-il un jour, comme pour se faire illusion[3], « l'athée, » c'est l'homme frivole. » Mais, s'il a étudié laborieusement de savantes bagatelles, n'a-t-il pas tranché les plus graves questions par une frivole ironie? « Les impies, disait-il encore, ce sont les pro- » fanes, les égoïstes qui n'entendent rien aux choses de Dieu ; âmes » flétries qui affectent la finesse et rient de ceux qui croient[4]. » Mais qui donc a plus que lui *affecté la finesse et ri de ceux qui croient?* Dans

[1] « La nature humaine, disait M. E. R*., en terminant ses articles sur *les Historiens critiques de Jésus,* la nature humaine, source éternelle de beauté, vivra à jamais dans ce nom sublime (du Christ), *comme dans tous ceux que l'humanité a consacrés*, pour se rappeler ce qu'elle est et s'enthousiasmer de sa propre image. VOILA LE DIEU VIVANT, VOILA CELUI QU'IL FAUT ADORER (p. 470). » — Rapprochez de ces paroles le *Catéchisme positiviste* de M. A. Comte et son *Calendrier du culte systématique de l'humanité.*

[2] *Averroès et l'Averroïsme*, préface, p. v. — C'est à quelques lignes de là qu'il pose en souriant cette question sceptique : « Qui sait si la finesse d'esprit ne consiste pas à s'abstenir de conclure ? »

[3] *La Liberté de penser*, juillet 1849, p. 147.

[4] *Ibidem.*

les pages même que je viens de citer je lis ces paroles : « LA FOI SERA » TOUJOURS EN RAISON INVERSE DE LA VIGUEUR DE L'ESPRIT ET DE » LA CULTURE INTELLECTUELLE [1]. »

Si outrageantes que soient ces paroles, nous sommes tout disposés à les oublier. Mais que M. Renan traite donc enfin avec respect ce qu'adore, depuis tant de siècles, l'élite de l'humanité ! S'il a le malheur de ne pas comprendre la beauté de la foi et de l'humilité, qu'il s'abstienne au moins de les outrager ! Puisse-t-il aussi connaître bientôt les grandeurs du repentir, dont il a méconnu, en David, un modèle si touchant ! Quoique ses écrits les plus récents laissent peu d'espérance, j'y remarque çà et là des aveux qu'il n'eût pas faits peut-être, il y a six ans, et qui semblent révéler parfois un heureux progrès. Je veux donc espérer encore, espérer toujours. Le Dieu que M. Renan a outragé est un Dieu qui pardonne, et sa miséricorde est infinie ! Puisse-t-il éclairer, toucher, transformer cette âme jeune encore, cette âme, qu'il avait si richement dotée, et qui se perd misérablement dans la poursuite d'un faux idéal de science et de liberté ! Puisse-t-il faire retentir au fond de sa conscience les reproches pénétrants qui convertirent Saul [2], et changèrent en apôtre un fougueux persécuteur ! Les sarcasmes de M. Renan contre les miracles ne m'empêcheront jamais de demander celui-là !

P. S.— 18 février. Les pages qui précèdent étaient imprimées [3], quand j'ai reçu la lettre suivante, adressée au secrétaire du *Correspondant*. La partie capitale de cette lettre concerne une nouvelle preuve de bienveillance que M. Renan vient d'obtenir de M. Cureton. Mais plus un maître est bienveillant, plus ses critiques sont irrécusables, et plus leur rigueur est décisive. Pour détruire le prestige de cette lettre, il me suffira de remettre en lumière les faits et les textes qu'elle met dans l'ombre. Je répondrai à M. Cureton par M. Cureton; je rapprocherai son langage actuel des notes du *Spicilegium*, et l'on verra si la politesse du *gentleman* ne fait pas ressortir par son contraste les justes arrêts du savant.

Paris, 16 février 1856.

« Monsieur le Rédacteur,

» Un article inséré par M. l'abbé de Valroger dans le dernier numéro du *Correspondant* sur mon *Histoire générale des langues sémitiques*, contient le paragraphe suivant :

« L'exactitude et la compétence de M. Renan dans les matières philolo- » giques viennent d'être contestées, de la façon la plus dédaigneuse, par » un savant anglais qui a le droit d'être sévère. Mais je laisse l'apprécia- » tion de ce débat aux arbitres de la science. Pour apprécier les erreurs » que je veux critiquer, il n'est pas nécessaire d'étudier les langues sé- » mitiques. »

[1] *Ibidem*, p. 175.

[2] *Act. Apost.* IX, 1, 6.

[3] J'avais fait imprimer la première lettre de M. Renan; je la supprime, parce que la seconde en reproduit le contenu, en le développant.

» Il est surprenant, Monsieur le Rédacteur, que M. l'abbé de Valroger n'ait pas cru devoir citer tout d'abord le nom du savant anglais auquel il faisait allusion et le recueil où l'on aurait pu lire sa critique. J'ai eu l'honneur de m'adresser à vous pour être éclairé à cet égard; vous m'avez communiqué une lettre de M. de Valroger qui m'a appris « que le savant en question est M. Cureton, et que le titre de son livre est *Spicilegium syriacum*, in-8°, 1855. »

» Laissez-moi croire, Monsieur, que votre collaborateur, quand il désignait sans le nommer le *Spicilegium syriacum* comme renfermant contre moi l'expression d'un profond dédain, ne connaissait pas l'ouvrage qu'il citait. Il aurait lu à la première page de la préface la phrase que voici : « In 1852. M. Ernest Renan, a young orientalist, from whose zeal and diligence we may hope for much hereafter, in a Letter addressed to M. Reinaud, inserted in the *Journal asiatique*, etc. » Le *Spicilegium syriacum*, dont la publication est du reste antérieure à celle de mon *Histoire des langues sémitiques*, ne renferme pas un seul autre passage où il soit question en général de ma compétence ou de mon incompétence philologique. Il est très-vrai que M. Cureton, discutant dans ses notes les traductions que j'avais publiées avant lui de quelques-uns des textes syriaques qui font partie de son Spicilége, relève les différences d'interprétation avec une rigueur qu'il m'est permis de trouver minutieuse. Mais il faut ignorer la nature des travaux philologiques et les difficultés que présentent les textes syriaques, surtout ceux dont M. Cureton et moi nous nous sommes occupés, pour croire que l'intelligence complète de ces textes s'obtienne du premier coup avec certitude. J'admets bien volontiers que M. Cureton, grâce à l'avantage qu'il a de pouvoir consulter sans cesse les manuscrits dont je ne possédais que des extraits insuffisants, et grâce à une connaissance du syriaque dont personne en Europe ne conteste la supériorité, a mieux entendu que moi certains passages. A-t-on le droit d'en conclure que M. Cureton me refuse avec dédain toute compétence dans les matières philologiques? On n'aurait pas ce droit, lors même que M. Cureton n'aurait exprimé sur mon compte dans le *Spicilegium* aucune opinion générale ; on l'a bien moins encore, lorsque M. Cureton a exprimé dans sa préface un jugement qui peut passer pour flatteur, venant d'un savant auquel votre collaborateur accorde avec raison « le droit d'être sévère. »

» Considérant, du reste, que dans un débat où il s'agit de l'opinion de M. Cureton, le meilleur juge est M. Cureton lui-même, j'ai fait connaître à ce savant le sentiment qu'on lui prêtait à mon égard; il m'a répondu ce qui suit :

« Mon intention ne fut jamais, soit dans les notes, soit dans la préface » de mon *Spicilegium*, de parler de vous en d'autres termes qu'en ceux » du respect et de la considération. Peu de personnes ont agi plus hono- » rablement que vous, et parmi les orientalistes qui s'élèvent il y en a » peu qui aient donné plus de promesses que vous. Dans votre lettre à » M. Reinaud, il y avait quelques erreurs que j'ai cru devoir indiquer, » parce qu'elles formaient une variante à mon propre texte et à ma tra-

» duction, mais c'étaient des erreurs dans lesquelles le peu de temps que » vous avez eu pour examiner les manuscrits aurait facilement entraîné » tout autre. En effet, sans une connaissance plus ample du contenu des » ouvrages que les courts passages que vous avez copiés ne la fournis- » saient, il devait être très-difficile de donner la pensée précise de l'au- » teur. Dans la traduction du morceau de Méliton, je ne me rappelle que » très-peu d'endroits où j'ai cru que vous vous êtes trompé, et encore » était-ce dans des passages qu'une connaissance des écrits d'autres au- » teurs vivants vers la même époque pouvait seule rendre clairs et intel- » ligibles. Si quelqu'un veut se donner la peine de comparer votre ver- » sion à celle de B. H. C., qui à quelques égards avait de meilleurs » moyens d'informations que vous ne pouviez en avoir, il trouvera com- » bien de mérite vous est dû. Je suis fâché que vous ayez éprouvé quel- » que peine des remarques de M. de Valroger. Pour ma part, j'ai depuis » longtemps cessé de donner aucune attention soit aux critiques soit aux » éloges que quelque écrivain que ce soit fait de mes œuvres dans les » journaux publics. »

» Je laisse aux lecteurs désintéressés à juger si M. l'abbé de Valroger a observé les règles d'une critique loyale en cherchant à faire tomber sur mon ouvrage principal et sur l'ensemble de mes travaux des observations de détail, que M. Cureton lui-même déclare sans conséquence, et qui ne s'adressent d'ailleurs qu'à deux opuscules très-peu importants dans mon œuvre scientifique : l'un de ces opuscules, en effet, n'est qu'une lettre de quelques pages sur trois manuscrits syriaques du Musée britannique; l'autre n'est qu'un essai de traduction entrepris à la prière de M. l'abbé Pitra pour le *Spicilegium solesmense*.

» Voulant me borner à des rectifications de faits, je renonce à élever d'autres réclamations sur la manière inexacte, selon moi, dont M. de Valroger a parfois exposé mes vues. Je dois cependant faire observer que dans la citation p. 621, votre collaborateur a remplacé par des points ou supprimé tout à fait les phrases qui renfermaient le fond de ma pensée, et qui, si elles avaient été citées, n'auraient laissé place à aucun malentendu.

» Agréez, Monsieur le Rédacteur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

» ERNEST RENAN. »

M. Renan m'accuse d'avoir « remplacé par des points ou supprimé » entièrement, dans la citation de la page 621, des phrases qui renfer- » maient le fond de sa pensée, et qui n'auraient laissé place à aucun » malentendu. » J'ai donné ci-dessus (p. 736, en note) les phrases dont il s'agit. Loin de changer le sens des textes que j'avais choisis, elles disent la même chose, seulement elles la disent d'une manière moins vive, moins nette, moins caractéristique. Hégel et Spinosa y eussent reconnu l'expression fidèlement ambiguë de leurs théories panthéistiques. Je puis du reste, quand on voudra, dissiper les derniers nuages, en produisant de nouveaux textes plus décisifs.

Mais M. Renan insiste peu sur ce point. Presque toute sa lettre est dirigée contre une phrase incidente de mon article du 25 janvier; et, dans cette phrase, elle combat surtout une épithète.

Je tiens peu à mes phrases, surtout aux phrases incidentes; je tiens encore moins à mes épithètes; et je retire d'autant plus volontiers les deux ou trois mots qui ont blessé M. Renan, qu'ils ne servent en rien au but que je me proposais.

M. Cureton sans doute n'a pas eu *l'intention* de traiter M. Renan avec *dédain*. Mais peut-on contester que le *Spicilegium syriacum* contienne des critiques comme celles-ci ?

« IL EST A PEINE POSSIBLE DE COMMETTRE DANS LE MÊME ESPACE UN » PLUS GRAND NOMBRE D'ERREURS QUE M. RENAN N'EN A COMMIS EN TRA- » DUISANT LES PREMIÈRES LIGNES DE CE TRAITÉ [1]. » ..... « M. Renan est » tombé ici dans une nouvelle erreur, etc... M. Renan traduit à tort... » M. Renan traduit d'une manière très-erronée... M. Renan a grande- » ment erré, etc., etc. [2]. »

Le ton de ces critiques, — qui s'élèvent au nombre de vingt-trois sur un texte d'environ douze pages, — ne diffère-t-il pas profondément du ton de la lettre si affectueuse que vient de recevoir M. Renan?

Évidemment M. Cureton ne veut plus être sévère; il veut faire oublier, il oublie lui-même qu'il l'a été. Mais ce changement, inspiré par une bienveillance vraiment paternelle, ne peut détruire les textes du *Spicilegium !*

L'explication de ces textes que j'ai donnée, il y a un instant [3], me semble toujours la plus naturelle. Qu'on veuille bien la revoir, et qu'on en juge. Après avoir lu et relu les critiques de M. Cureton, après avoir consulté les maîtres les plus habiles, je persiste à conclure que M. Renan n'a pas encore le droit de rendre des arrêts au nom de la science philologique; ce qui ne m'empêche pas de reconnaître en lui volontiers des connaissances philologiques très-étendues.

Ce que je ne puis trouver chez lui, ce sont les caractères essentiels d'une autorité légitime; ces caractères sont, en philologie comme en toute science, l'exactitude notoire, la justesse évidente de l'esprit, l'apaisement des passions, les longs travaux, la sagesse éprouvée.

M. Cureton loue beaucoup son ardeur, son activité, ses procédés éminemment honorables; mais ces mérites n'autorisent pas à trancher, *tanquàm potestatem habens*, les questions philologiques et critiques les plus hautes, les plus complexes; elles n'autorisent pas surtout à les trancher d'une manière opposée aux traditions les plus vénérables. Voilà ce

[1] P. 77. Une des erreurs dont il s'agit, c'est d'avoir pris un verbe pour un nom d'homme.

[2] Voyez de la p. 77 à la p. 102, vingt-trois notes écrites à peu près sur ce ton. Voici le texte des expressions que j'ai citées en les traduisant : « It is hardly possible to commit a greater number of errors in the same space than M. Renan has fallen into in translating the first lines of this treatise (p. 77). M. Renan has again fallen into an error here, and translated this man's name *un de nos compagnons*... M. Renan wrongly translated... M. Renan very erroneously, etc... M. Renan has erred greatly, etc.,. »

[3] Voyez ci-dessus p. 734, 735.

que j'ai voulu dire, et ce que je maintiens, après la lettre de M. Cureton, qui ne le niera pas, j'en suis certain.

M. Renan explique ses erreurs par les grandes difficultés que présentent les textes syriaques; mais pourquoi donc, dans son *Histoire des langues sémitiques,* met-il la *clarté* au nombre des caractères de la langue syriaque?

Il me dit et me fait dire aujourd'hui par M. Cureton qu'il n'avait pas eu le temps d'examiner à loisir les manuscrits dont il a cité et traduit quelques phrases dans sa *Lettre à M. Reinaud,* publiée en 1852 par le *Journal asiatique.* Je ne pouvais le deviner; mais j'admets cette explication pour les phrases insérées dans la *Lettre à M. Reinaud;* je remarquerai seulement qu'elle ne peut, ce me semble, être appliquée à la traduction de Méliton. Voici, en effet, ce que je lis dans la préface de M. Renan : « Vide autem quæ sit viri illius (M. Cureton) humanitas : » nostris precibus motus, plagulas quibus textus Melitonianus contine- » batur nobiscum communicavit, easque per nos latinas fieri permisit. »

M. Cureton avait donc fourni à M. Renan un texte parfaitement exact; et la traduction de ce texte ne devait pas paraître à jour fixe comme une revue périodique; or, M. Cureton y a signalé néanmoins plus de quinze passages où M. Renan s'est trompé plus ou moins gravement; et cela dans un texte de onze pages in-8°, suivant l'édition de M. Cureton!... Aujourd'hui ce bienveillant critique « ne se rappelle que très-peu d'endroits de Méliton » où il ait cru que M. Renan s'est trompé; et encore, dit-il, était-ce dans des » passages qu'une connaissance des écrits d'autres auteurs vivants vers la » même époque pouvait seule rendre intelligibles.» Oublions donc comme lui le nombre des passages qu'il a critiqués; admettons sans discussion toutes les circonstances atténuantes qui peuvent excuser les fautes de M. Renan. Si excusables que soient ces fautes, elles donnent au moins à penser que l'exactitude de M. Renan est loin d'être constatée; et que les assertions trop souvent paradoxales accumulées non-seulement dans ses articles de revue, mais dans son *Histoire des langues sémitiques*, ont grand besoin d'être vérifiées. C'est ce que je tenais à établir.

La thèse que je voulais prouver par le livre de M. Cureton peut se résumer en ces termes :—Si M. Renan a manqué du temps et des moyens nécessaires pour bien entendre les opuscules syriaques dont il a publié des traductions, il a dû, ce me semble, manquer bien davantage du temps et des moyens nécessaires pour approfondir et décider d'une manière exacte les questions innombrables et parfois extrêmement complexes, qu'il a tranchées dans son *Histoire des langues sémitiques*, sans tenir compte des données traditionnelles les plus décisives. S'il s'est trompé souvent dans des opuscules très-courts, il a dû se tromper plus souvent encore dans une œuvre beaucoup plus longue, incomparablement plus difficile et plus exposée aux grandes causes d'erreur.

Voilà pourquoi et en quel sens j'ai fait retomber les critiques de M. Cureton sur l'ouvrage principal de M. Renan et sur l'ensemble de ses travaux.

Je laisse aux lecteurs désintéressés à juger maintenant si j'ai observé en cela les règles d'une critique loyale et d'une saine logique.

H. DE VALROGER. (O. I. C.)

AU NORD DE LA PRUSSE.

DANTZIG.

Ceux qui parcouraient l'Allemagne, il y a une vingtaine d'années, avec une studieuse pensée, et qui y retournent aujourd'hui, y retrouveraient difficilement les émotions qu'ils ont dû éprouver là en leur premier voyage. L'Allemagne, la rêveuse, la poétique, la mélancolique Allemagne est entrée avec l'ardeur d'une nouvelle convertie dans le mouvement industriel dont les Etats-Unis se sont fait une idolâtrie, dont la vieille Europe se fait une dernière passion. Les pacifiques Eilwagen qui s'ouvraient autrefois si complaisamment au voyageur, et lui accordaient avec une amicale indulgence tant de quarts d'heures de grâce à toutes les stations, ne roulent plus à présent sur les grandes routes, les postillons ne font plus entendre au moment de l'arrivée et au moment du départ ces harmonieuses fanfares qui résonnaient comme un salut de cœur pour les amis que l'on allait voir, comme un adieu pour ceux que l'on quittait. Les chœurs des musiciens ambulants n'entonnent plus avec leur assortiment de flûtes, de basses et de clarinettes les chants de Mozart ou de Beethoven, qui tout à coup, au détour d'une colline, au bord d'une forêt surprenaient le passant. Non. L'Eilwagen, avec ses armoiries princières, est exilé sur les chemins de traverse, le cor du postillon va rejoindre le *wunderhorn* des anciens temps dans le domaine de la tradition, et les chœurs de musiciens ne peuvent plus aspirer à se faire entendre dans les turbulentes évolutions des locomotives.

Maintenant l'Allemagne s'enorgueillit de ses chemins de fer comme autrefois de ses bonnes et honnêtes chaussées. Du nord au sud, de l'ouest à l'est, de l'embouchure de l'Elbe jusqu'aux plages de l'Adriatique, des rives de la Vistule jusqu'à celles du Rhin, dans toutes les directions le chemin de fer a déroulé ces artères métalliques d'une

société, qui applique ses vœux et son orgueil à la possession du métal. La sagesse de la mythologie antique sortait tout armée du front de Jupiter, le chemin de fer, cette sagesse des temps modernes, surgit péniblement d'un amas de chiffres noirs, de signes cabalistiques, de figures géométriques, et des milliers de bras préparent avec la hache et le hoyau son pénible enfantement. Mais bientôt il se lève dans sa force gigantesque, et dévore l'espace comme un conquérant dont rien ne peut arrêter la marche. Si parfois il dévie de la voie où il s'est élancé en droite ligne, ce n'est point pour ménager un sol précieux, ni pour éviter un obstacle, c'est pour s'en aller prendre dans son inflexible réseau une ville, une bourgade qui augmente la valeur de son domaine. Ce sont là ses seules réflexions, ses seules raisons de retard. Insensible, du reste, à tout ce que nous appelons encore les beautés de la nature, à tous les prestiges des lieux consacrés par de religieux souvenirs ou par une poétique pensée, il va sans s'arrêter dans son essor impétueux, scindant les montagnes, comblant les vallées, renversant les chênes séculaires et les roches pyramidales, rasant les tourelles du moyen âge et les colonnades de l'antiquité, franchissant d'un seul bond torrents et rivières, et entrant dans les villes de guerre par une brèche ouverte au sein des remparts. De ses noirs tourbillons de fumée il voile l'azur du ciel, le gazon des prairies ; sous ses rails il engloutit plus de fleurs que les jeunes filles d'Allemagne n'en cueilleraient en plusieurs générations pour leurs jours de fiançailles, et le sifflet de sa locomotive retentit comme un rire méphistophélique sur les tranchées qu'il a faites.

Les Allemands qui gardaient si pieusement le culte du passé, ont tout abandonné à l'empire des chemins de fer. Ils lui ont même sacrifié leur bien-être matériel. On sait que les Allemands ont des goûts gastronomiques très-prononcés. Il n'est personne qui, en vivant autrefois parmi eux, n'ait été frappé de ce qu'il y avait en eux de besoins culinaires, et de penchant à la rêverie romantique, du plaisir qu'ils éprouvaient à contempler un site illustré par leurs ballades et à préparer la carte de leur souper, de la singulière association d'idées avec laquelle ils vantaient à la fois et la *wunderschœne* (la merveilleuse) nature, et le *wunderschœn* beefsteak. Le chemin de fer ne leur permet plus ces doux loisirs. Les hôtels des grandes villes d'Allemagne ne ressemblent plus à ces bonnes vieilles maisons comme celle que Goëthe a décrite dans son poëme d'Herrmann et Dorothée, à ces demeures patriarcales où l'hiver on s'asseyait près du poële, l'été sous la treille pour déguster en paix un flacon de Rheinwein, en dissertant gravement sur les apparences de la récolte, sur la reconstruction d'une église, ou la dernière apparition d'un fantôme dans les souterrains d'un vieux manoir.

Maintenant les hôtels ne sont que des espèces de caravansérails, où, à l'une des haltes nocturnes du chemin de fer, trois cents voyageurs se précipitent à la fois comme des chacals affamés pour repartir en toute hâte le lendemain, comme une nuée d'oiseaux nomades. Quant aux buffets des stations intermédiaires, ils ont réduit leur office à sa plus simple expression, ils n'étalent ni linge, ni argenterie, ils débitent seulement en un clin d'œil, pour un boisseau de menue monnaie, des tonnes de bière et des charretées de petits pains, horriblement farcis de tranches de veau, de couches de beurre et de jambon.

Ah! ces affreux chemins de fer! ils ont anéanti la poésie et l'agrément des voyages. Ils altèrent les plus heureuses dispositions de l'homme, ils pervertiront son caractère physique et moral. Dernièrement un spirituel médecin, qui n'a peut-être voulu que s'exercer à un paradoxe, a publié un livre dans lequel il essaie de démontrer que la plupart des maladies qui affligent l'humanité doivent être attribuées à la propagation de la vaccine. Un jour, ils ne pourront pas être accusés de faire des paradoxes, les médecins qui signaleront les maladies nerveuses, les gastrites et les gastralgies enfantées par l'état d'agitation, d'impatience où nous jettent sans cesse les plus commodes chemins de fer et par le régime alimentaire auquel ils nous condamnent. En même temps, les philosophes constateront une triste déviation dans la tendance des esprits, l'oubli ou le dédain des plus pures jouissances de la pensée, le développement toujours croissant des passions matérielles, le calcul positif écrasant sous sa froide réalité le rêve idéal, l'antagonisme des individus dans la préoccupation de leurs désirs ou de leurs intérêts, et l'abandon radical des habitudes courtoises dont s'honoraient nos pères. Les gazettes des tribunaux auxquels les catastrophes des railways, les méfaits commis sur les chemins de fer ont déjà fourni tant d'aimables articles, seront obligées d'allonger leurs colonnes si elles veulent enregistrer tous les drames de cette nouvelle ère sociale. Les Pitaval futurs recueilleront par là une ample collection de procès fameux et les romanciers n'auront qu'à suivre quelque peu le mouvement journalier des chemins de fer pour y glaner les tableaux les plus grotesques, ou les épisodes les plus émouvants.

Non, je n'exagère pas, je ne fais au contraire qu'une faible esquisse d'un état de choses dont nous n'avons encore observé que le commencement. Tel qu'il est ce commencement, je demande ce qu'il doit faire présager pour l'avenir. Ceux-là pourraient le dire qui se sont laissés prendre dans les griffes du démon de l'agiotage, qui depuis le jour où ils ont cherché leur fortune dans la hausse ou dans la baisse des actions de chemins de fer n'ont plus connu ni la mâle

satisfaction du travail, ni les joies de la famille, ni le repos du foyer. Ceux-là le disent par leur mort sanglante, qui après avoir passé par tous les hasards d'un jeu qui trompe les plus habiles combinaisons, par tous les mirages d'une espérance décevante, par toutes les hallucinations d'une soif tantalique ont fini par user leur dernier ressort dans cette lutte sans trêve, et par succomber.

Que si l'on veut voir des scènes moins désolantes, mais non moins caractéristiques, que l'on entre dans une des salles d'attente d'un chemin de fer au moment où le convoi est prêt à partir. Il y a là quelques centaines d'individus qui se regardent d'un œil farouche comme des ennemis; car tous n'ont en ce moment qu'une idée, celle de se glisser au plus vite dans les wagons pour y prendre possession des meilleures places, et ceux qui les entourent sont autant de rivaux dont ils ont à redouter la prestesse. Là, ceux qui se connaissent ne s'abordent qu'à regret et n'osent s'engager dans une trop longue conversation; ils craignent d'être surpris par le coup de cloche qui annonce le départ, ou d'êtres retardés dans leur élan par une politesse inopportune. Les plus habiles se tiennent debout collés contre la porte, dont un inflexible surveillant garde encore la clef dans sa poche; et dès que le signal est donné, dès que cette porte s'ouvre, ce n'est pas une société d'êtres civilisés qui en franchit le seuil, c'est un torrent qui se précipite impétueusement sur les wagons, c'est une course désordonnée sur le pavé de l'embarcadère. Au plus alerte la couronne, c'est-à-dire le coin confortable de la voiture du meilleur côté; aux autres la gêne pendant tout un long trajet. Qui s'aviserait alors de réclamer quelques concessions polies paraîtrait bien naïf. Les affections de famille ne résistent même pas à cet entraînement universel. Plus d'une mère tire avec impatience par le bras l'enfant dont elle s'irrite de ne pouvoir accélérer la marche. Plus d'une irréparable dissension de ménage est née d'une de ces heures fatales de départ où le mari accuse la lenteur de sa femme, où la femme est révoltée des reproches injustes de son mari. La génération actuelle conserve encore un reste d'urbanité de son éducation première; la génération qui va s'élever à la vapeur des chemins de fer rejettera comme un vain luxe, ou comme une fâcheuse entrave, ces attentions délicates envers les autres, cette attitude respectueuse envers les femmes, ces pratiques de courtoisie qu'on enseignait jadis avec soin aux enfants, et dont les vieillards nous donnent encore l'exemple. Le chemin de fer est l'école mutuelle de l'individualisme, le gymnase de l'impolitesse.

Time is money, disent les Américains, ces fougueux apôtres de la religion industrielle; en d'autres termes, gagner du temps, c'est gagner de l'argent. *Time is money*. C'est Benjamin Franklin qui le

premier a promulgué cette belle définition, et par là il sera plus célèbre que par sa découverte du paratonnerre. *Time is money.* Peut-on résumer en une expression plus brève un plus noble dessein? Mais faudra-t-il se réjouir de cette double conquête, si, en gagnant de l'argent, on ne fait que surexciter le désir d'en gagner encore plus, et si en gagnant du temps on n'acquiert point une heure de trêve dans son labeur?

Je me souviens d'une petite pièce de Goethe qui m'apparaît comme un doux enseignement :

« Sur toutes les collines règne le repos, à travers tous les rameaux on entend à peine un souffle. Les petits oiseaux se taisent dans la forêt. Attends un peu. Bientôt, tu reposeras aussi. »

Une telle réflexion doit paraître absurde à ceux qui se sont passionnés pour cette laconique maxime : *Time is money.* Loin d'acquérir plus vite le repos par les procédés plus rapides des affaires et des voyages, on est devenu plus agité. On calcule la durée des jours comme autrefois celle des semaines, et l'on s'irrite de quelques minutes de retard, comme autrefois de quelques heures. Déjà la locomotive par la vapeur ne suffit plus à notre impatience fébrile. Les nouvelles que le chemin de fer répand le matin dans une ville, vieillissent en un instant à côté de celles que le télégraphe électrique y jette par un fil de fer. Ainsi va notre époque inquiète, pressée, toujours dans l'attente, toujours en mouvement. La vie de l'homme devient une sorte de course au clocher à travers l'espace, et le son lugubre de la machine des chemins de fer est comme le soupir de l'humanité haletante.

Je commets cependant un acte d'ingratitude en parlant ainsi des chemins de fer, au moment même où j'ai une raison personnelle de les prôner, au moment où, pour la première fois de ma vie, je me suis réjoui de la célérité de ces wagons, qui en quinze heures m'emportaient, à travers une lande aride, de Berlin à Dantzig.

La grande et pompeuse ville de Berlin a été bâtie dans un désert de sable comme Pétersbourg dans un marais. Entre ces deux cités ainsi qu'entre les deux États qu'elles représentent, il y a plus d'une analogie frappante. Pierre le Grand, en désertant la vieille capitale des tzars moscovites pour en fonder une nouvelle sur les rives fangeuses de la Néwa, voulait rapprocher son empire de l'Europe occidentale.

2 Uber allen Gipflen ist Ruh
In allen Wippflen spürest du
Kaum einen Hauch
Die Vœgelein schweigen im Walde
Warte nur, balde
Ruhest auch du

la mettre par la mer en communication directe avec les contrées dont il avait étudié les arts et la civilisation. Sans y songer, l'obscur margrave qui au, XIIIe siècle, posa les premiers fondements de Berlin, a donné à cette ville la situation géographique la plus favorable pour agir selon ses destinées sur l'Allemagne centrale et l'Allemagne du Sud. La Russie et la Prusse sont les deux plus jeunes États de l'Europe. Tous deux, depuis des siècles, n'ont cessé de grandir, et leurs progrès incroyables n'ont point apaisé leur ambition. Qui peut observer sans une sorte de stupéfaction ce qu'était la principauté de Moscovie sous les prédécesseurs de Pierre le Grand et ce qu'elle est devenue ? Non moins étonnante est l'extension du marquisat de Brandebourg. Au temps de Louis XIV, il se composait d'un espace de 2,000 milles carrés et ne comptait pas deux millions d'habitants. Chacun de ses souverains y a adjoint d'âge en âge, par d'habiles négociations ou par d'heureuses guerres, de nouveaux domaines. Par l'électeur Frédéric III, qui le premier (en 1701) prit le titre de roi, la Prusse conquit la province de Quedlimbourg et le canton de Neufchâtel; par son successeur Guillaume Ier, une partie de la Poméranie; par Frédéric le Grand, la Silésie, la Prusse occidentale et le district d'Erméland; par son successeur Guillaume II, le grand-duché de Posen; par Frédéric-Guillaume III, la Poméranie suédoise, la Lusace, une partie de la Saxe, Nordhausen, Erfurt, Paderborn, Munster, et les provinces du Rhin. Maintenant la Prusse a une étendue de plus de 5,000 milles carrés, une population de 17,000,000 d'âmes, et Berlin, qui au commencement du siècle dernier ne renfermait pas plus de 90,000 habitants, en compte aujourd'hui 450,000. Berlin, cette capitale d'un peuple essentiellement guerrier, n'a ni remparts, ni forteresse. Il semble que ses souverains aient pris à tâche de la laisser ouverte par ses larges rues, par ses portes triomphales à toutes les rumeurs, à tous les enseignements qui lui viennent du dehors, à tous les actes diplomatiques où elle peut s'immiscer. Mais à voir cet arsenal qui s'élève en face du musée, ces canons alignés près de l'Académie, ces officiers qu'on rencontre à chaque pas en grand uniforme, ces parades perpétuelles, et ces troupes à pied et à cheval, qui pour faire leurs exercices envahissent jusqu'aux allées du parc, on sent qu'il y a là un esprit martial plus puissant encore que l'esprit scientifique. Le plan même de la ville et les principales œuvres d'art qui le décorent portent comme une empreinte de rêve belliqueux. A voir ces longues rues rangées symétriquement en droite ligne, on dirait des régiments de maisons prêts à s'ébranler à un roulement de tambour, à se mettre en marche avec ces compagnons de Frédéric le Grand, ou ces généraux de la campagne de 1813, qui du haut de leur piédestal de marbre semblent

encore lancer dans les airs leur cri de guerre, avec ces chevaux de bronze de la porte de Brandebourg.

Edifices publics, constructions particulières, à Berlin, tout est jeune comme la nation qui, il y a deux cents ans, n'occupait qu'un rang secondaire dans les États de l'Allemagne, et qui a pris place parmi les grandes puissances européennes. Le château royal commencé en 1699 n'a été terminé qu'en 1719. Par ses diverses adjonctions ce colossal palais est comme une image des agrandissements successifs du royaume. Tout ici est jeune, et tout témoigne des efforts que cette capitale a faits pour s'élever au niveau des villes les plus brillantes de l'Europe, par l'élégance de ses bâtiments, par ses institutions scientifiques, par ses collections. Sa bibliothèque ne renferme pas moins de 600,000 volumes. Son musée ne peut encore étaler aux regards ni les trésors dont se glorifie celui de Dresde, ni les précieuses toiles de Munich, ni les nombreuses richesses de notre Louvre, mais il possède déjà des tableaux d'une rare valeur, et il est coordonné avec un goût parfait dans un édifice splendide. Son théâtre a eu des artistes de premier ordre. Son université a été illustrée par Hegel, Schelling, Schleiermacher, Savigny, Gans, Steffens, Raumer, Ritter. Son école des beaux-arts a produit des œuvres d'une admirable beauté, les œuvres de Schinkel qui fut à la fois peintre et architecte; les œuvres de Rauch, le gracieux, le fort, le sublime sculpteur qui, dans une de ses suaves pensées, a érigé le merveilleux tombeau de la reine Louise à Charlottenbourg, et dans une de ses énergiques conceptions les statues en bronze de Blücher, de Bulow, de Scharnhorst, et le monument gigantesque de Frédéric le Grand.

Le roi actuel, Frédéric-Guillaume IV, élevé par un illustre descendant d'une famille française, par M. Ancillon, a conservé une vive prédilection pour les œuvres de l'intelligence, et encourage de tout son pouvoir les arts et les sciences. Le poëte Tieck était son lecteur, Humboldt est son ami.

Quand on observe ce qui s'est fait à Berlin, en un court espace de temps, quand on songe à l'ascendant intellectuel que la Prusse a pris en Allemagne, en même temps qu'elle développait ses forces matérielles, on comprend avec quel orgueil les hommes de ce jeune, vivace et ambitieux royaume entonnent le chant de Thiersch : *Jch bin ein Preusse.*

Cependant, à quelque distance de Berlin, on serait aisément porté à douter de la fortune de la Prusse, lorsqu'on ne voit plus que l'aride terrain qui entoure cette royale cité. Berlin est situé dans une des zones les plus infructueuses de cette immense plaine, qui des forêts de la Thuringe s'étend à travers l'Allemagne septentrionale, à travers la Pologne et la Russie jusqu'aux monts Ourals, triste espace fécondé

seulement de distance en distance par le travail de l'homme et souvent désolé par ses luttes cruelles. Là fut l'arène des races primitives dont nous ne retrouvons plus que de vagues vestiges ; là s'assemblaient les hordes teutoniques qui devaient écraser les légions de Varus et faire gémir Auguste. Là furent ces champs de bataille qui, de siècle en siècle, et quelquefois de génération en génération, devaient s'inscrire en caractères sanglants dans l'histoire, champs de bataille de Charlemagne contre les farouches Saxons, des Allemands qui gardaient la marche de Brandebourg contre l'irruption des Slaves, des bandes d'aventuriers avides de pillage, des seigneurs de divers Etats contre leurs voisins, des grands feudataires contre leur empereur, champs de bataille des guerres de religion, de la guerre de Sept Ans, et des guerres de notre aigle impériale ; tombeau de Gustave Adolphe, triomphe d'Iena, deuil de Rosbach et de Leipzig. Les canons ont labouré ce fatal espace plus que la charrue, et les monceaux de cadavres humains n'en ont point hâté la moisson. Au sud de la capitale du royaume de Prusse on voit cependant grandir les fruits du labeur agricole et du labeur industriel ; mais à l'est et au nord, quelle stérilité !

Cent cinquante lieues de Berlin à Dantzig, cent cinquante lieues d'une terre plate, morne, terne, sans ondulation et sans mouvement. Tantôt une mousse humide, chétive comme celle qui tapisse en été les plateaux de la Laponie, tantôt des bancs de sable comme ceux que les vagues de l'Océan abandonnent à la marée basse, çà et là quelques petites forêts de pins ou de bouleaux, cette plante tenace des régions septentrionales, puis des amas d'arbustes touffus, serrés sur le sol comme ces masses de palmiers nains qu'on a tant de peine à déraciner en Algérie, ou comme ces épaisses broussailles que l'on brûle dans l'Ardenne pour défricher et fertiliser un âpre terrain ; de loin en loin quelques champs d'orge, qui ne promettent à celui qui a eu le courage de les ensemencer qu'une maigre récolte, de pâles pâturages où le berger conduit nonchalamment un troupeau de moutons, et de petites maisons en briques, dont la couleur rouge tranche rudement sur la teinte jaune et grise de cette plaine infinie. Pas un lac dont l'azur sourie aux regards, pas un ruisseau qui récrée l'oreille par un frais murmure, pas un chant dans l'air, d'autre bruit que celui de la locomotive qui résonne comme un sombre gémissement dans le silence de cette nature inanimée. C'est plus triste que nos landes de Gascogne, plus monotone que les vastes pampas de la république argentine. Et je traversais cette mélancolique contrée par un jour d'été, sur les ailes du chemin de fer, et dans ma solitaire rêverie, ma pensée se reportait vers cet hiver de 1805 où le roi de Prusse et ses enfants, où cette jeune et belle reine Louise, qui a laissé un souvenir idéal dans le cœur de ses sujets, erraient à travers cette même plaine

avec de lourds chariots, par les marais fangeux, par les ornières creusées dans le sable, par la neige et les ouragans du mois de novembre, laissant derrière eux les débris de leur armée, écrasés à Auerstedt et à Iena, leurs provinces, leurs forteresses envahies, leur capitale conquise, le désastre dans tout leur royaume, le deuil dans tous les cœurs.

Ah! la guerre! cette cruelle passion de l'homme! La guerre même qu'on appelle la plus glorieuse, peut-on vraiment s'en réjouir quand on songe au sang qu'elle fait verser, aux calamités qu'elle répand sur le sol qu'elle traverse? La guerre où le citoyen est appelé à défendre sa terre natale, la guerre qu'il faut soutenir *pro aris* et *focis*, certes, il n'est pas une âme honnête qui ne s'y dévoue; mais celles qui n'ont d'autre mobile que la vanité ou l'ambition, la conscience humaine les réprouve, l'histoire les flétrit, et le peuple qui y a été entraîné par la volonté de son souverain laisse assez voir combien elles lui pèsent par l'ardeur avec laquelle, au milieu même de ses succès, il aspire à la paix. Il y a une coutume religieuse, que, dans ma foi de chrétien, je ne puis comprendre. Quand deux armées se sont livré une grande bataille, celle qui n'a perdu que deux mille hommes, et qui en a tué trois mille dans les rangs de ses adversaires, adresse à Dieu un hymne de reconnaissance sur l'arène sanglante, et si le lendemain, l'autre armée égorge à son tour plusieurs milliers de soldats, elle chante aussi un *Te Deum*. J'en demande bien pardon, si je me trompe, à mes maîtres spirituels, mais je ne puis me faire à l'idée que le Dieu des miséricordes, le Dieu de clémence et de bonté prête tour à tour l'oreille à tant d'actions de grâces pour tant de coups de canons qui ont détruit tant d'existences.

Mes réflexions mélancoliques et peut-être hérétiques ont été interrompues par l'aspect de la campagne qui, autour de la station de Térespol, offre un attrayant point de vue, qui, au delà de Dirchaw, apparaît comme une nouvelle zone riante, fleurie, féconde. D'un côté une vaste prairie d'un vert tendre et velouté comme celui qui s'épanouit à la tiède chaleur de l'été dans les forêts qui entourent Copenhague, dans les plaines de la Zélande; de l'autre des champs de blé qui ondoient au souffle léger de la brise comme les flots d'un lac. A l'extrémité de ces champs fertiles, de cette idyllique prairie, sur une enceinte de murailles noires, sur un amas de toits aigus se détachent les flèches des nombreuses églises de Dantzig. Je suis seul dans mon wagon avec un jeune ingénieur des chemins de fer du pays, qui répond avec complaisance à mes questions, et je me plais à l'entendre parler des heureuses récoltes de ce district, de ses progrès industriels et de la prospérité actuelle de Dantzig.

Le meilleur temps de cette ville fut cependant celui où elle était

soumise au gouvernement des chevaliers de l'ordre Teutonique, et c'est aussi la plus belle partie de son histoire. Le reste fait peu d'honneur à l'habileté de ses magistrats et au courage de ses citoyens. Je visitais, il y a deux ans, les anciennes cités de l'Adriatique, et je me rappelle avec quel charme je lisais au sein de leurs remparts les récits des héroïques combats de Zara, et les nobles, chevaleresques annales de Raguse. Ici je ne trouve rien de semblable, ici je vois une ville qui, dès les commencements de son existence, a été un objet de convoitise pour toutes les puissances du Nord; ville de guerre qui n'a pas pu défendre son indépendance avec ses forteresses, ville libre qui a constamment été asservie à quelque autorité étrangère, ville de commerce entraînée dans des luttes où elle n'avait aucun intérêt, condamnée à solder les dettes, à satisfaire aux habitudes de luxe des princes qui la soumettaient à leur joug, ville catholique déchirée par les factions du protestantisme, ville hanséatique qui a fini par devenir un simple chef-lieu de district d'une province prussienne, tandis que sur la même ligne septentrionale, ses sœurs de la Hanse, Brême, Lubeck, Hambourg ont conservé leurs anciennes franchises.

On ne sait rien de positif sur l'origine de Dantzig. On suppose qu'elle s'est élevée peu à peu sur l'emplacement où les Danois avaient construit un rempart. Les Polonais l'appellent *Gdansk*, ce qui ressemble on ne peut mieux au mot danois *Dansk*. Ce dernier mot est inscrit en toutes lettres sur la tombe du bourgmestre Leszkau, qui fut assassiné en 1455. Selon Voigt, le savant historien de la Prusse, la construction de Dantzig daterait du premier siècle de l'ère chrétienne; selon le chroniqueur Uphagen, elle remonterait jusqu'à l'an 500 avant Jésus-Christ. Ce sont là des hypothèses. Le fait est que les premiers documents certains que nous ayons sur Dantzig ne datent que du XIIe siècle. A la fin du Xe, elle avait été convertie au christianisme par saint Adalbert. Conquise par Boleslas, roi de Pologne, puis par Valdemar le Grand, roi de Danemark, puis par un prince de la Poméranie; attaquée par les margraves de Brandebourg, mal défendue par son souverain, elle appelle à son secours les chevaliers de l'ordre Teutonique, et dès l'an 1308 jusqu'en 1454 reste soumise à leur pouvoir. C'est dans cet espace d'un siècle et demi qu'elle atteignit à son plus haut degré de fortune.

Protégée par ces vaillants soldats de la croix à qui elle avait confié ses destinées, sans être obligée de prendre part à leurs guerres contre les princes de Poméranie, contre les Polonais et les Lithuaniens, associée à la Hanse, et par là investie des priviléges commerciaux les plus efficaces, elle agrandissait paisiblement le cercle de ses opérations, elle attirait à elle les navires des lointaines contrées.

Des centaines de bâtiments français, anglais, hollandais venaient chercher dans son port les blés de la Pologne. Les denrées de l'Orient lui arrivaient par Novogorod. Les fers de Suède, les bois de la Prusse et de la Poméranie, les draps d'Angleterre, de Breslau, Marienbourg, les toiles grossières de la Lithuanie, le sel et les vins du midi de l'Europe étaient pour elle d'importants objets de commerce. La fabrication de la poudre, les brasseries, le travail de l'ambre occupaient dans ses murs de nombreuses corporations d'ouvriers. A cette époque la valeur annuelle de ses importations ne s'élevait pas à moins de dix-huit millions de thalers. Non-seulement les négociants de la ville s'enrichissaient par leurs spéculations, mais de simples paysans des environs amassaient d'énormes trésors. Une légende raconte que le grand-maître de l'ordre Teutonique voulut un jour visiter la demeure d'un de ses paysans, nommé Niklas, dont on vantait au loin la fortune. Il se rendit chez lui avec onze princes allemands. Niklas s'avança avec une légion de domestiques au-devant de ses nobles hôtes. Après leur avoir montré ses jardins, ses champs, ses étables, il les invita à entrer dans sa salle à manger où un dîner somptueux était servi dans des vases d'argent massif. Au milieu d'un tel luxe, les hauts seigneurs furent bien surpris de ne trouver pour s'asseoir que des tonnes en bois rangées symétriquement de chaque côté de la table. Niklas, dit le grand-maître, comment se fait-il que toi qui es si riche, et qui as amassé dans ta maison tant de choses précieuses, tu n'aies à nous donner que ces siéges rustiques? — Monseigneur, répondit le paysan qui se tenait respectueusement debout à quelque distance de ses convives, si vous voulez bien soulever le couvercle d'une de ces tonnes, vous reconnaîtrez que je ne pouvais vous présenter des siéges d'une plus grande valeur. Les douze tonnes étaient pleines de pièces d'or. La légende ne dit pas si le riche Niklas engagea ses hôtes à emporter quelques-unes de ces chaises curules d'une si nouvelle espèce, ce qu'un Fugger d'Augsbourg n'aurait probablement pas manqué de faire.

Dans cette phase de prospérité, par l'impulsion et sous la direction de ses intelligents grands-maîtres, les citoyens de Dantzig ajoutèrent à leur cité trois nouveaux quartiers, construisirent plusieurs églises, fondèrent des hôpitaux, creusèrent un canal pour amener l'eau fraîche dans les fontaines de la ville. L'édifice destiné aux réunions de la bourgeoisie, soit pour y délibérer sur ses affaires, soit pour y célébrer ses fêtes, fut aussi érigé par les chevaliers Teutoniques. Enfin la plupart des villages et des églises qui entourent Dantzig doivent leur origine à la même sagace et active administration.

Nous devons rendre cette justice aux Dantzigois, ils se montrèrent longtemps soumis et dévoués envers le pouvoir qui les avait si heu-

reusement gouvernés : les injustices et les cruautés d'un de leurs commandeurs ne détruisirent point en eux les sentiments de respect et de reconnaissance qu'ils devaient à l'ordre Teutonique tout entier ; plus d'une fois même, sans y être contraints, ils lui vinrent généreusement en aide. Mais un jour arriva où l'ardente milice des chevaliers de la croix, cernée de toutes parts par ses ennemis, battue sur tous les points, s'affaissait, succombait, et Dantzig, qui avec son nom de ville libre, n'osait songer à rester sans appui, se livra d'elle-même à Casimir III, roi de Pologne.

Par le pacte qu'elle conclut avec ce souverain et que l'on désigne dans ses chroniques sous le nom de *Privilegium Casimirianum*, elle conservait le droit de nommer elle-même tous ses fonctionnaires, dans l'ordre civil, militaire, ecclésiastique, le droit de rendre la justice en première et dernière instance, d'administrer ses propres revenus, de battre monnaie, de se donner des lois, de faire des traités de paix et de guerre. En revanche elle abandonnait au roi une partie de son territoire, elle s'engageait à lui payer une somme annuelle de 2,000 ducats, à tenir à sa disposition une maison meublée, des écuries, un magasin de blé, et à l'héberger pendant trois jours quand il viendrait dans la ville. Mais Casimir ne devait pas se contenter de si peu. A peine le contrat était-il signé, que les Dantzigois furent obligés de prendre les armes pour le soutenir dans sa lutte contre l'ordre Teutonique, et d'augmenter leurs impôts pour payer les frais de cette guerre, qui dura treize ans. Deux fois ils attaquèrent Marienbourg, la résidence des grands-maîtres, deux fois ils furent repoussés, et les villages de leur domaine et une partie même de leurs faubourgs furent ravagés. Tandis qu'ils subissaient tant de désastres, Casimir les obligeait encore à lui donner leur caution près de ses troupes indisciplinées dont il ne pouvait payer la solde.

Ils étaient punis de leur ingratitude. Ils avaient déserté dans ses calamités le pouvoir qui les avait si noblement régis, la vaillante, religieuse maison à l'ombre de laquelle ils avaient grandi ; ils en vinrent bientôt à la regretter. Des tentatives furent faites pour remettre Dantzig entre les mains de ses anciens maîtres. Les tentatives échouèrent. L'ordre Teutonique, harcelé de toute part, poursuivi à outrance, fut vaincu, Dantzig resta sous la domination du roi de Pologne, qui sans cesse exigeait d'elle de nouveaux impôts. Tant de sacrifices d'hommes et d'argent méritaient pourtant une récompense. Casimir voulut donner à sa bonne ville de Dantzig une preuve de sa royale gratitude ; il lui accorda le droit de mettre une couronne sur ses armes, de cacheter ses lettres officielles avec de la cire rouge, comme les souverains, et concéda à ses bourgmestres le privilége de porter des broderies d'or. On ne pouvait payer trop cher

une telle faveur, et la brave cité la paya cher. A la fin de la guerre contre l'ordre Teutonique, en 1466, elle avait, par son alliance avec la Pologne, perdu sur les champs de bataille deux mille de ses citoyens, et dépensé un million de marcs. Ses domaines étaient ravagés, une partie de ses villages incendiés, dévastés. Mais ses magistrats jouissaient de l'honneur insigne de sceller leurs lettres avec de la cire rouge et d'appliquer une broderie d'or à leur habit.

La réformation fut pour elle une nouvelle cause de souffrances. Le dogme de Luther fut enseigné dans ses murs par un aventurier que Luther avait lui-même fait chasser de Wittemberg, par un prêtre, qui, pour épouser la fille d'un marchand, avait abjuré son caractère sacerdotal, et par un prédicateur effréné qui s'écriait en chaire : « Les religieux de l'ordre de Saint-François portent une corde sur leurs flancs, on devrait la leur mettre au col. » Ici comme partout la nouvelle doctrine séduisant les uns, révoltant les autres, divisait les familles, agitait les esprits, enfantait de profondes animosités. Le luthéranisme soutenu par les sympathies du peuple, encouragé par ses turbulentes manifestations, ne tarda pas cependant à réduire au silence la timide classe de citoyens qui voulait rester fidèle à ses croyances catholiques ; mais à peine avait-il formé sa communauté et conquis ses églises, qu'on vit venir les disciples de Calvin, plus âpres, plus acerbes, plus intolérants que ceux de Luther, et la lutte ardente des deux sectes souleva de nouveau les passions populaires.

La guerre était dans la ville, la guerre tonnait à ses portes. En 1575 deux compétiteurs se disputaient le trône de Pologne, Maximilien d'Autriche et Étienne Bathorie. Dantzig s'associa au parti de l'Autriche, Étienne fut élu roi, et la malheureuse ville expia cruellement la faute qu'elle avait commise en s'immisçant dans ces rivalités princières. En 1587, Sigismond III monta sur le trône de Pologne, et bientôt entraîna Dantzig dans les combats où l'entraînaient son esprit tourmenté, son orgueil et son ambition. Les revers qu'il éprouva, Dantzig en subit le contre-coup; les dépenses qu'il était obligé de faire, Dantzig en payait une partie. Il voulait vaincre les Suédois, et les Suédois cernaient le port de Dantzig, entravaient son commerce, lui imposaient un rude tribut. De 1599 à 1600, puis de 1700 à 1721, la pauvre cité qui avait eu le malheur de s'allier à l'orageuse Pologne, ne jouit que de quelques années de trêve pendant lesquelles elle réparait les brèches faites à sa forteresse, pour retomber bientôt dans de nouvelles alarmes, et supporter de nouvelles exactions. L'avénement au trône de Ladislas, fils de Sigismond, la réjouit. Ce prince avait fait preuve d'un courage ferme, d'un caractère élevé. Les Dantzigois comptaient sur sa valeur pour les défendre,

sur sa magnanimité pour remettre l'ordre dans leurs finances, et l'un de ses premiers actes fut de frapper leur port d'une contribution annuelle, dont ils ne s'affranchirent qu'en lui payant une somme d'un million de florins. Ils possédaient cependant toujours leur *privilegium casimirianum*, et cet acte leur garantissait l'entière gestion de leurs revenus, l'exemption de tout impôt, les droits et l'indépendance d'une ville libre dans un pays assujetti au régime monarchique, triste exemple de l'asservissement auquel un petit Etat se condamne quand il s'associe, avec le pacte le plus rassurant, à un empire dont il ne peut, ni contre-balancer la supériorité, ni repousser les exigences.

En 1734 Dantzig soutenait la cause de Stanislas Lescinski, ce charmant gentilhomme que le héros de la Suède, Charles XII, avait placé sur le trône de la Pologne. Elle fut assiégée, bombardée, dévastée par les Russes. Après avoir noblement abrité Stanislas Lescinski dans ses murs, elle fut forcée de s'humilier devant les armes de ses ennemis, de reconnaître la souveraineté d'Auguste III, de s'engager à payer aux Russes un demi-million de thalers, et d'offrir respectueusement un présent de 30,000 ducats au commandant des troupes, qui venait de lui lancer 4,500 bombes [1].

Depuis trois siècles les Dantzigois subissaient les orages, les calamités de la Pologne; ils devaient jusqu'à sa chute souffrir de ses fatales destinées. En 1772, au premier partage de cette république monarchique et anarchique, le roi de Prusse fut mis en possession de tout le territoire de Dantzig, de ses plages, de son canal. Que restait-il à la malheureuse ville, enfermée dans ses remparts? Une impuissance radicale, un titre de cité libre et de cité maritime, qui n'était plus qu'une amère dérision. En vain elle réclama, en vain elle en appela au jugement de la France et de l'Angleterre, ces deux puissances, qui avaient assisté sans s'en émouvoir à l'écroulement de la Pologne, se souciaient peu des angoisses d'une petite cité de marchands. Seulement le roi de Prusse, à l'instigation de Catherine, offrit aux Dantzigois de leur abandonner un cinquième des revenus

[1] La lettre suivante que Stanislas adressa aux habitants de Dantzig en s'éloignant d'eux pour faciliter leur capitulation, est l'une des pièces les plus précieuses de leurs archives. Elle honore ceux à qui elle était destinée, et celui qui l'écrivait dans une situation désespérée.

« Je pars au moment que je ne puis plus vous posséder, étant resté par l'attrait de votre fidélité sans exemple. J'emporte avec moi la douleur de vos souffrances et la reconnaissance que je vous dois et dont je m'acquitterai en tout temps par tout ce qui pourra vous en convaincre. Je vous souhaite tout le bonheur que vous méritez, qui soulagera le chagrin que j'ai de m'arracher de vos bras..

» Je suis partout et toujours votre affectionné,

» STANISLAS, *roi.* »

de leur port, ou de leur affermer la jouissance de ce port pour la somme de 200,000 ducats par an. Ils ne voulurent accepter ni l'une ni l'autre de ces propositions, ils se trouvèrent bloqués dans leurs murs par les Prussiens, entourés d'une ligne inflexible de douanes et de péages. Ce douloureux état des choses dura jusqu'en 1793, jusqu'au second partage de la Pologne, où Dantzig fut livré à la Prusse, qui l'engloba comme une simple bourgade dans son système général d'administration.

Les derniers événements de son histoire sont trop connus, et M. Thiers les a trop bien décrits pour que nous essayions de les raconter encore. On sait qu'en 1807 Dantzig se rendit à nos armes après un siége de trois mois. En 1813, sous le commandement de Rapp, elle résista plus d'une année aux attaques d'une armée russe et prussienne. Napoléon, en s'en emparant, lui imposa une contribution de guerre de 20 millions. Elle dut en outre, dit un de ses historiens, donner à Rapp un million [1]. S'il faut en croire le même écrivain, les dépenses qui lui furent imposées pendant nos sept années d'occupation, pour les frais de table de nos généraux, pour la construction des magasins et des redoutes, pour les approvisionnements des troupes, s'élevaient en 1814 à la somme de 40,733,706 florins (près de 100 millions de francs), qu'elle ne put acquitter qu'au moyen d'un emprunt [2]. Je n'ai point vérifié l'exactitude de ce fait, mais je me réjouirais de penser que nous avons laissé un moins pénible souvenir de nous aux habitants de Dantzig.

Cette ville, dont les vastes fortifications et les travaux hydrographiques offriraient un intéressant sujet d'étude à un officier d'état-major, à un ingénieur, le voyageur qui ne peut se livrer à ces observations scientifiques la verra avec curiosité. Par sa position au sein d'une plaine immense parsemée de bois, surmontée de quelques collines, par la rivière qui la traverse, et la Vistule, qui à quelque distance de ses murs va s'épancher dans la mer, elle offre aux regards un aspect pittoresque. Par la disposition de ses rues et la construction de ses édifices, c'est certainement une des villes les plus originales et les plus bizarres qu'il soit possible de voir dans la grande marqueterie des cités allemandes. Ceux qui recherchent les comparaisons diront qu'elle ressemble çà et là à quelques quartiers d'Augsbourg, de Nuremberg, d'Amsterdam. Le fait est qu'elle ne ressemble à rien. C'est la cité du moyen âge dans toutes ses naïves fantaisies d'architecture. C'est un Herculanum du vieux style germanique, conservé sous la lave du temps. L'exemple des autres villes

[1] Lœschin, *Geschichte* Dantzigs. T. II, p. 354.
[2] Lœschin. *Geschichte* Dantzigs, T. II, p. 465.

n'a encore eu sur celle-ci aucune influence. Si les architectes de Dantzig ont été étudier à Berlin les formes de constructions nouvelles, c'est pour eux une étude de luxe ; car lorsqu'ils sont chargés de bâtir une maison particulière ou un édifice public, ils n'ont qu'à regarder autour d'eux et à prendre modèle sur les œuvres traditionnelles de leurs pères. Il se peut que dans ses voyages le Dantzigois rende justice aux dispositions confortables des hôtels de France ou d'Angleterre ; mais il revient avec amour à sa cellule en briques, à sa petite maison étroite, effilée, pareille à une cage, et ornée à sa sommité d'un pignon aigu ou dentelé. Toutes les rues ont ici, par leur genre de structure, à peu près le même caractère. Quelques-unes seulement se distinguent de leurs voisines par le canal qui les traverse, d'autres par la double rangée de tilleuls qui les ombrage. Mais il y a là aussi les rues élégantes, les rues du beau monde, où, tout en conservant la forme de construction des quartiers plébéiens, les financiers de Dantzig ont déployé un luxe aristocratique. Telle est entre autres la *Langgasse*, dont je ne pouvais me lasser d'observer les singuliers détails et l'étrange perspective. Là, au pied de chaque maison, sur toute la largeur de la façade, s'étend un perron carré fermé à droite et à gauche par un mur à hauteur d'appui, touchant à la rue par trois ou quatre marches le long desquelles s'inclinent deux rampes en fer qui, à leur extrémité, reposent sur deux énormes boules en pierre. Sur les murs latéraux sont posés deux tuyaux en bois ou en tôle qui reçoivent l'eau des gouttières, et la jettent par deux effroyables gueules de dragons au bas du perron. Je laisse à penser le vacarme qu'on doit entendre quand, de perron en perron, les torrents d'un jour de pluie tombent ainsi de plusieurs pieds de hauteur aux deux côtés de la Langgasse. Il y a longtemps que les autres villes d'Europe ont mis en pratique un autre procédé pour l'écoulement des eaux. Mais les Dantzigois tiennent à celui-ci, et ils tiennent aussi à ces boules monstrueuses sur lesquelles s'appuient leurs balustrades. J'imagine que, comme la pierre est assez rare dans cette contrée, ils se font un honneur d'en étaler des blocs à leur porte, et probablement plus le bloc est gros, plus il flatte l'orgueil de son propriétaire. Si les Turcs se servaient encore de ces boulets de marbre dont Tott nous a donné une curieuse description dans ses Mémoires, ils pourraient remplir leurs arsenaux avec ces singuliers ornements des rues de Dantzig.

Mais avec sa parure un peu burlesque, chacune de ces maisons a une physionomie qui plaît à la pensée, par une apparence honnête, recueillie, *heimliche*, comme disent les Allemands. On dirait un bon et vénérable vieillard qui a seulement le tort de traîner à ses pieds de trop lourdes chaussures. Les murs qui s'étendent de chaque côté

de ces habitations en font pour les heures de repos autant de retraites isolées. Les perrons quadrangulaires sont comme les terrasses des villes d'Orient, comme les azotéas de l'Amérique du Sud, autant d'agréables emplacements en plein air, où dans les calmes soirées d'été, le vieillard s'asseoit dans un fauteuil, où sa famille se groupe autour de lui, se reposant des travaux de la journée, échangeant un salut amical avec les passants, regardant avec la placide satisfaction qui naît des habitudes régulières le spectacle qu'elle revoit chaque jour dans les mêmes circonstances, les boutiques qui se ferment à la même heure, les fenêtres auxquelles apparaisssent les mêmes figures, les *old familiar faces* de son entourage.

L'architecture est une des images les plus positives des mœurs, des goûts, de la situation matérielle d'un peuple. Depuis le large *pœrte* en bois du paysan de la Finlande jusqu'aux casas de l'hidalgo espagnol, depuis les tentes en peau de renne de la Laponie jusqu'aux gigantesques hôtels de New-York, depuis les colossales constructions des Indous jusqu'aux ogives dentelées et aux galeries aériennes des arabes, tout nous démontre que l'homme fait son églogue domestique, son chant de guerre, son hymne religieux tout aussi fidèlement par ses édifices que par ses strophes et ses poëmes. L'homme adapte à ses besoins son habitation comme son vêtement. Pour l'homme du midi la maison n'est souvent qu'un gîte nocturne. L'éclat du ciel et de la nature l'attire sans cesse au dehors. Pour l'homme du nord, c'est l'abri journalier, le foyer de l'étude, le sanctuaire des affections. C'est là qu'il concentre son existence, c'est là qu'il se plaît à poursuivre ses travaux, à se délasser de ses fatigues, à célébrer ses fêtes de famille. Il aime cette demeure où constamment il imprime un nouveau souvenir d'esprit ou de cœur ; il la pare comme un oiseau coquet pare son nid, et les citoyens de Dantzig ont ainsi selon leurs prédilections ou leur fortune décoré leurs demeures. Il y a dans tous les quartiers de cette ville, sur les façades des maisons, sur les contours de leurs terrasses, des statuettes, des fleurons, des arabesques, des ciselures qui feraient la joie d'un artiste. Il y a dans la Langgasse une maisonnette à trois étages, élancée, fluette, qui avec ses gracieuses colonnes, ses légers chapiteaux, ressemble à un de ces coffrets qu'un sculpteur du moyen âge façonnait avec un goût idéal, un coffret destiné à renfermer des trésors d'amour. Ce petit chef-d'œuvre appartenait à la famille Steffens. Il me semble qu'on ferait tout un poëme sur cette famille en regardant ces trois étages animés peut-être en un certain temps par trois générations.

Ce qui apparaît le plus souvent dans ces nombreux ornements des diverses rues de Dantzig, ce sont les figures de la mythologie grecque, non point, comme on pourrait le supposer, Mercure le dieu du

commerce, ni Neptune le dieu de la mer, non, les galants Dantzigois voulaient se ragaillardir par des images plus riantes. C'est la belle et impérieuse Junon, dont ils se plaisaient à voir reproduire la majesté olympienne, c'est la légère Iris avec son écharpe, c'est Vénus sortant des eaux, Vénus jouant avec l'amour, Vénus enlacée dans les filets de Vulcain. Mais pour qu'on ne pût les accuser d'un penchant trop exclusif pour la tradition païenne, peut-être aussi pour complaire aux idées plus sévères de leurs filles ou de leurs femmes, à ces figures scabreuses ils ajoutaient comme correctif des scènes de la Bible, des bas-reliefs représentant quelques pieuses légendes, ou quelques épisodes des livres populaires du moyen âge.

La Bourse de Dantzig, qu'on appelle encore l'*Arthus Hof* (la cour d'Arthus), est un curieux exemple de cette singulière association d'idées. Disons d'abord quelques mots de ce titre chevaleresque appliqué à une salle mercantile. Au moyen âge les négociants des principales villes de la Prusse [1] et de la Poméranie, Thorn, Elbing, Braunsberg, Kulm, Stralsund avaient un édifice spécial où ils se réunissaient tantôt pour traiter de leurs affaires, tantôt pour se livrer à de joyeux banquets. Ils donnaient à cet édifice le nom d'Arthus Hof, probablement en mémoire des expéditions du fabuleux roi contre les Saxons, et en mémoire de cette fameuse table ronde où régnait, dit la tradition, une fraternelle égalité, ce rêve fantastique des républicains.

Dès le XIVe siècle, sous l'heureux gouvernement des chevaliers de l'ordre Teutonique, Dantzig eut aussi sa cour d'Arthus, vaste et pompeux édifice dont une moitié a été détruite par un incendie. A certains jours de la semaine, les marchands se rassemblaient là, divisés en six catégories sur six bancs, non point le banc du roi et le banc de la reine d'où l'on jugeait le mérite de Gluck et de Piccini, mais des bancs en chêne solide, où l'on faisait d'énormes libations de bière. Plus tard, cette chambre de bons buveurs fut, comme les loges italiennes, une salle de justice, puis on l'abandonna, et au siècle dernier on l'a réparée, on en a fait une Bourse.

A l'entrée de ce bâtiment commercial restauré, embelli à diverses époques, s'élèvent les statues de Scipion l'Africain, de Thémistocle, de Camille et de Judas Machabée, et les statues allégoriques de la Force, de la Justice et de la Fortune. Ce sont les préliminaires d'une histoire qui se continue à l'intérieur par la plus étonnante réunion d'images profanes et religieuses, de héros de l'antiquité et de paladins

[1] L'ancien État septentrional de la Prusse englobé peu à peu dans le royaume auquel il a donné son nom. Frédéric III ne possédait encore que la Prusse ducale alors qu'en 1801 il abdiqua son titre d'électeur de Brandebourg pour prendre celui de roi de Prusse.

du moyen âge. Là, sur les grandes toiles qui tapissent les murs, et par des statues colossales, on peut voir à la fois le Jugement dernier et le Combat des Horaces et des Curiaces, la figure de Jephté, la douce fille d'Israël qui va mourir pour accomplir le vœu de son père, et la figure de Diane sortant du bain. Le sculpteur a donné à celle-ci des formes monstrueuses. J'ai pensé que c'était un sculpteur sceptique qui, ne voulant pas croire à l'excessive sauvagerie de la chaste déesse, trouvait un autre motif à la fureur qu'elle éprouva quand elle se vit exposée au regard téméraire d'Actéon. Là, près de saint Christophe, le géant des légendes chrétiennes, se détache un coursier dont un comice agricole condamnerait les bizarres proportions. Mais sur ce cheval mémorable sont assis les quatre valeureux enfants des Ardennes, les quatre fils Aymon, et pour qu'il pût porter un tel fardeau, il a bien fallu grossir ses jarrets et allonger sa croupe. Là est un tableau représentant les enchantements de la lyre d'Orphée, non loin d'un autre qui nous montre Judith tranchant la tête d'Holopherne. Là, dans l'ombre, on découvre la modeste statue en bois d'un pèlerin de Saint-Jacques de Compostelle en face de la brillante statue d'Auguste III, roi de Saxe et de Pologne. De distance à distance, à travers ces peintures, ces sculptures, apparaissent des trophées de chasse et des têtes de cerfs avec leur poil fauve et leurs bois. L'une de ces têtes, jaillissant à trois pieds de distance du tableau d'Orphée, produit un singulier effet. Le magique musicien est là qui charme la nature par ses mélodies. Le lion rampe à ses pieds, l'ours danse devant lui, les oiseaux se penchent sur les branches des arbres pour l'écouter, les poissons lèvent la tête hors de l'eau pour le mieux entendre, le loup oublie de croquer le mouton couché nonchalamment sur le vert gazon, et le renard vaincu dans ses dépravations regarde d'un œil amical la poule confiante; le cerf seul, comme un farouche critique, ne veut point admettre la puissance de cette harmonie, il s'élance hors de cette scène d'enchantement, comme pour protester par sa fuite contre la faiblesse d'un sot auditoire.

Au milieu de cette exhibition mythologique et historique s'élèvent deux longues tables sur lesquelles deux huissiers en tunique rouge rangent chaque matin des écheveaux de lin et de chanvre et des jattes en bois renfermant des échantillons de blé, d'orge, d'avoine. A midi, la Bourse est ouverte. On y voit entrer de graves négociants, des juifs portant, comme ceux de la Pologne, la soutane noire serrée sur les flancs par une ceinture, et quelques marins avec leur jaquette. Les marins s'entretiennent à l'écart avec leurs armateurs; les juifs cherchent d'un œil inquiet de quel côté ils tisseront leur toile d'araignée pour y prendre quelque aventureux chaland; les négociants examinent attentivement les échantillons de fil et de céréales. C'est là leur

principale affaire. Tout se passe dans un grand calme : ni foule bruyante, ni parquet, ni vociférations, et à une heure ou deux tout est fini. Près des rumeurs tumulteuses de notre Bourse parisienne celle-ci apparaîtrait comme une naïve bucolique. Je ne crois pas qu'on puisse y gagner un million en quelques instants, mais je ne sache pas que personne en sortant de là se soit brûlé la cervelle.

Le plus beau monument de Dantzig est l'église Sainte-Marie, vaste édifice gothique plus haut et plus large que Notre-Dame, mais d'une simplicité de style extrême. Commencé en 1343 sous la direction du grand-maître de l'ordre Teutonique Louis de Wartzau, il ne fut achevé qu'en 1502. Sa longueur est de 333 pieds; sa largeur, prise dans ses deux ailes qui forment les deux branches de la croix, est de 111 pieds, et la hauteur intérieure de sa voûte, de 95. On a calculé qu'il pourrait aisément contenir 25,000 personnes. Il était fait pour une grande cité catholique, il n'est plus fréquenté que par une des sectes protestantes qui se sont formées dans cette ville.

Le long des nefs s'élèvent trente chapelles, érigées par de riches familles qui acquéraient par leurs pieuses donations la consolation de reposer après leur mort au pied de l'autel où elles s'étaient agenouillées pendant leur vie. La plupart de ces chapelles sont construites avec un art ingénieux, décorées avec luxe. C'était la joie du patricien d'apporter là l'offrande de sa fortune. C'était son orgueil, noble orgueil consacré par une religieuse pensée qui, à des siècles de distance, n'éveille dans l'esprit de ceux qui en observent les vestiges qu'un sentiment de foi et de respect.

Il y a là dans le pourtour du chœur, dans le développement de la grande nef et des nefs latérales une quantité de ciselures, de bas-reliefs et de statuettes qui mériteraient d'être dessinées et reproduites par le burin. Il y a là trois œuvres de premier ordre : un christ, une statue de la Vierge et le tableau de Van-Dyck représentant le jugement dernier. Il est peint sur bois et se compose de trois compartiments, dont deux s'ouvrent comme deux ailes et se referment sur la scène principale. La tradition rapporte qu'il était destiné au Pape. Un corsaire captura le navire qui le portait à Rome. Un capitaine dantzigois poursuivant le pirate eut le bonheur de le vaincre, s'empara de ses dépouilles et fit hommage du précieux tableau à l'église de Dantzig. L'empereur Rodolphe II essaya vainement de déterminer les magistrats de Dantzig à le lui vendre. Un électeur de Saxe et Pierre-le-Grand voulurent aussi l'acheter et en offrirent une somme considérable. En 1807, Rapp n'en donna rien. Il le fit tout simplement emballer et expédier pour Paris, d'où il n'est revenu à son église de Sainte-Marie qu'en 1816. De tous les trésors qui nous ont été ravis à la seconde invasion de la France, celui-ci n'est pas le moins regret-

table. C'est sans aucun doute l'une des œuvres les plus précieuses de l'ancienne école allemande.

Dans une autre chapelle est le christ en bois de grandeur naturelle, si admirable et si admiré, qu'on l'a d'abord attribué à Michel-Ange. Puis, comme il était évident que le grand statuaire n'y avait jamais appliqué son ciseau, le peuple a fait, à la place d'une fausse hypothèse, une légende cruelle pour s'expliquer la beauté de cette statue, où tout est ciselé avec une si rare perfection, où sur les traits du Rédempteur, dans ses yeux à demi fermés, dans la contraction de ses lèvres éclate à la fois une si vive expression de souffrance et un caractère de douceur céleste. Comme on ne pouvait découvrir ni le nom du sculpteur, ni aucun détail de son histoire, on a dit que, pour faire une image d'un effet si touchant, il avait attiré un jeune homme dans son atelier, et l'avait impitoyablement cloué sur la croix pour copier sa figure dans sa dernière angoisse.

A la statue de la Vierge renfermée dans une armoire, se rattache une autre légende d'une nature meilleure. On raconte qu'un pauvre artiste, injustement accusé et condamné à mort, sollicita de ses juges un délai de quelques semaines pour accomplir un vœu qu'il avait fait. Cette grâce lui ayant été accordée, il s'agenouilla dans son cachot, adressa une fervente prière à la Vierge, consolatrice des affligés, puis se mit à modeler avec de la terre l'image de celle qu'il invoquait avec une foi sincère dans son angoisse ; et sa foi le ranima, et sa piété lui donna une heureuse inspiration. Il fit une statue d'une si noble forme, il dessina la tête de son auguste patronne avec une telle grâce et une telle suavité que les magistrats, invités à venir la voir, en furent émerveillés. — Non, s'écria l'un d'eux, il n'est pas possible que l'homme en qui se manifeste un sentiment si idéal ait pu commettre le crime dont on l'accuse. Il faut suspendre l'exécution et reviser le procès. Une nouvelle enquête démontra qu'en effet il était innocent. Il sortit triomphalement de sa prison, et déposa dans l'église Sainte-Marie la statue à laquelle il devait son salut.

Les protestants gardent avec soin toutes ces décorations et ces œuvres d'art de la cathédrale de leurs pères, comme les trophées d'un temps dont les erreurs donnent plus d'éclat à leur superbe raison. Ils ont même réuni dans la sacristie des chasubles, des calices et divers ornements sacerdotaux qu'ils étalent aux regards des étrangers avec une aimable satisfaction. Je recommande à la bienveillance de Messieurs les membres du consistoire de Dantzig le sacristain de l'église Sainte-Marie. Cet homme en vérité mérite leur affectueux intérêt. Il est si protestant qu'il montre comme des débris d'une religion morte, ces nobles reliques de la religion catholique.

Grâce à l'active impulsion des chevaliers qui la gouvernaient,

Dantzig vit s'élever dans ses murs plusieurs autres églises d'un caractère imposant, notamment celle de Saint-Jean, dont la voûte est une œuvre charmante ; celle de Sainte-Catherine, qui jadis avec ses riches dotations n'entretenait pas moins de quatre-vingt-dix prêtres ; celle de Sainte-Anne, qui fut bâtie gratuitement pour les franciscains par les corporations de maçons et de charpentiers, et qui au XVIIe siècle devint le théâtre d'une lutte ardente entre les luthériens et les calvinistes.

Les citoyens de Dantzig feront bien de protéger contre les ravages du temps ces beaux édifices, car ils ne pourraient plus, sans de pénibles efforts, en ériger de pareils. Ils ne sont plus ces siècles de foi où toute une population se réunissait dans une même pensée pour consacrer à Dieu un de ces vastes sanctuaires. Ils ne sont plus ces siècles où, par le génie d'un architecte, par l'or du riche, par l'obole de la veuve, par le travail de l'artisan, par les bénédictions du prêtre, on voyait s'élever ces colonnes, ces ogives, ces statues de patriarches et d'apôtres, comme l'image d'une même croyance, comme le symbole d'une ardente aspiration qui des ombres de la cité s'élançait vers les clartés du ciel ; et Dantzig n'a plus ces nombreuses familles de patriciens qui jadis pouvaient aisément consacrer une partie de leur fortune à ces religieux travaux.

Par les guerres de la Pologne, dont cette ville subit les désastreuses conséquences, par la rivalité et l'agrandissement des cités commerciales de la mer Baltique et de la mer du Nord, par la découverte du cap de Bonne-Espérance, qui bouleversa les conditions de l'ancienne mode de commerce européen, par l'ascendant maritime de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis, Dantzig a vu d'âge en âge sa prospérité s'abaisser et sa population décroître. Au commencement du XVIIe siècle, elle comptait encore près de 80,000 habitants. En 1793, elle n'en avait plus que 37,000, et en 1814, après nos sept années d'occupation, les sept années dont aucun Joseph n'avait pu prévenir les calamités, on ne lui assignait plus que 32,000 âmes. Elle s'est relevée, il est vrai, de cet état de décadence ; mais ce qui prouve combien sa fortune est encore vacillante, c'est que le recensement de sa population, qui en 1846 portait à 60,600 le chiffre de ses habitants, est redescendu en 1854 à 58,000. Elle possède environ cent navires d'un faible tonnage, et il n'entre guère annuellement que 1300 bâtiments de moyenne grandeur dans son port. Plusieurs branches de commerce lui ont été successivement enlevées. Il lui reste, ce qui lui est à peu près assuré par sa position géographique, l'importation et l'exportation des bois et des grains de la Pologne.

Les bois de la Pologne sont recherchés pour la construction des navires, surtout pour les bordages. Ils ont une flexibilité qui les rend préférables à ceux de la Norvége, et même, je dois l'avouer, à ceux de

mes chères montagnes du Jura. La manière dont ils arrivent ici est un fait assez curieux. Sur les rives de la Vistule, dans l'intérieur de la Pologne, on construit d'énormes radeaux avec des poutres de 60, de 70 et quelquefois 80 pieds de longueur. Sur cette première couche, on en pose une autre transversalement, puis une troisième longitunale, puis une quatrième et quelquefois une cinquième. Là-dessus on range un amas de sacs de grains. Une vingtaine d'hommes s'embarquent sur ce mobile échafaudage et se laissent entraîner au courant de la rivière, n'usant de leurs avirons que pour mieux assurer leur marche. Après un trajet qui dure parfois plusieurs semaines, ces hommes débarquent à Dantzig dans un état pitoyable, le corps amaigri, le visage décharné, n'ayant souvent pour tout vêtement que des haillons, et juste ce qu'il en faut pour ne pas trop outrager les lois de la pudeur. Pendant le cours de leur voyage, ils ont vécu, ils ont dormi en plein air sur leurs sacs sans aucun refuge contre la pluie ou l'ouragan, sans une tente pour la nuit. Le propriétaire du radeau ne leur donne à chacun que 5 à 6 thalers (19 à 20 fr.) et une provision d'orge qu'ils font bouillir pour leur repas du matin et leur repas du soir. Mais dès qu'ils ont accompli leur tâche, c'est-à-dire, dès qu'ils ont remis leur cargaison à celui à qui elle est destinée, ils se livrent à toutes les jouissances désordonnées qu'ils peuvent se procurer avec leurs six écus. Ils font un repas monstrueux arrosé d'une énorme quantité de bière, ils fument le cigare comme des dandys et se font servir des verres d'eau d'or [1], comme des aristocrates. En une journée ordinairement ils voient la fin de ces gros vilains thalers qui les embarrassaient, si par hasard il leur reste le soir quelques groschen, ils les donnent au premier pauvre qu'ils rencontrent. Ainsi délivrés de leur fardeau pécuniaire, heureux d'en avoir fait si promptement un si bon usage, insoucieux du lendemain, ces philosophiques Bohêmes se mettent en marche pour s'en retourner par terre dans leur pays, tantôt mendiant un morceau de pain, tantôt s'arrêtant dans une ferme pour y gagner par quelques journées de travail un salaire qu'ils iront gaîment dépenser plus loin. Il en est qui, en voyageant de la sorte, passent des mois entiers avant de regagner leur cabane. Mais enfin ils y arrivent et s'embarquent de nouveau dès qu'ils en trouvent l'occasion, et continuent les mêmes pérégrinations tant que leurs forces durent.

Par sa situation et par la nature de son commerce, Dantzig doit avoir des relations assez importantes avec la Russie, mais il est dans la destinée de cette ville de souffrir des luttes qui lui sont complétement étrangères, et depuis deux ans, le blocus des ports russes lui a causé un préjudice assez considérable.

X. Marmier.

[1] Goldnes Wasser, eau-de-vie de Dantzig.

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF

SUR

L'EXPOSITION UNIVERSELLE

DE 1555.

(DEUXIÈME ARTICLE [1]).

III.

Produire et vendre, a dit un économiste [2], c'est la devise de notre siècle. Mauvaise devise si elle est exclusive ! But infime et trop étroit donné à l'industrie et au commerce ! Nous aimons mieux cette définition : Le travail est entre les hommes un échange de services. Les choses telles qu'elles se passent sous nos yeux s'accordent rarement, nous le savons, avec cette théorie. Elle n'est point fausse pourtant. C'est assez d'un exemple pour qu'une maxime, quelqu'idéale qu'elle paraisse, ne soit pas reléguée parmi les utopies. Si les diverses nations qui ont concouru à l'Exposition des produits de l'industrie nous avaient fait connaître avec plus de soin et de détail le régime moral de leurs ateliers, nous aurions, j'imagine, plus d'un fait illustre à invoquer à l'appui de cette pensée : que le travail chez les nations libres et chrétiennes doit et peut être pratiqué, non pas tant comme un instrument de lucre et une occasion de profits matériels, que comme une source de bienfaits matériels, de bons offices et de gratitude. Cette preuve si opportune, cette leçon, la plus haute que l'on puisse tirer d'une exhibition industrielle, nous les emprunterons à l'un des exposants de la section autrichienne, au comte de Thun, grand propriétaire et grand manufacturier en Bohême.

[1] Voir le *Correspondant* du 25 janvier 1856.

[2] Théodore Fix, *Observations sur l'état des classes ouvrières*, p. 33.

Lorsqu'à la fin du dernier siècle, sous l'influence des physiocrates, une partie de l'aristocratie française se prit d'un goût sérieux pour la vie des champs, et s'appliqua non-seulement à faire fructifier ses domaines, mais à relever la condition des paysans, on lui proposait comme modèle la noblesse de Bohême, déjà renommée par son zèle pour les travaux utiles. On célébrait[1] les services qu'elle s'efforçait de rendre à l'agriculture et à l'industrie nationales. Les institutions de la Bohême sont changées, les bonnes traditions demeurent. Il n'y a plus dans cet ancien royaume ni seigneuries ni seigneurs, mais de grands propriétaires possédant encore de beaux châteaux, des fortunes immenses, des domaines splendides. Résidant sur leurs terres, ils ont agrandi leurs métairies, ils ont bâti des manufactures. Ils s'adonnent à l'agriculture et à l'industrie avec profit et honneur : tant ils ont su approprier aux temps nouveaux l'esprit ingénieux de leurs ancêtres, sans renoncer aux traditions généreuses dont ils ont hérité.

Par son activité bienfaisante, la noblesse contemporaine de Bohême[1] a fourni à un auteur allemand, M. Klutschak, la matière d'une série d'études déjà riche des meilleurs enseignements.

La première livraison de cet ouvrage[2], la seule qui ait paru, a été distribuée à Paris, en nombre trop restreint, par les soins du commissaire de l'Exposition autrichienne.

Cette circonstance accroît l'autorité d'une publication du plus haut intérêt et la rattache directement au sujet de cet article. Le lien est d'autant plus étroit que les premières pages des nouvelles annales de la noblesse de Bohême sont consacrées au château de Tetschen, propriété patrimoniale du comte de Thun, qui avait envoyé à l'Exposition de beaux échantillons de laines de ses bergeries et de farines de ses moulins.

Le château de Tetschen est situé aux bords de l'Elbe, sur la limite extrême de la Saxe et de la Bohême. Ancienne seigneurie féodale, forteresse redoutée au moyen âge, Tetschen a joué son rôle dans l'histoire des Burgraves. C'est aujourd'hui le centre pacifique d'un domaine de trente-trois mille arpents d'étendue, de grandes cultures et d'importantes usines agricoles : moulins à systèmes perfectionnés, brasseries, distilleries, tuileries, etc. Considérable par la masse des capitaux qu'elle représente et qu'elle fait circuler, aussi bien que par le nombre de bras qu'elle occupe, cette exploitation du comte de Thun, « vrai noble de naissance, d'esprit et de cœur, »

[1] Détail exact de l'institut érigé pour le soulagement des pauvres en 1779 sur les terres du comte de Bucquoy, traduit de l'allemand, 1784.

[2] Châteaux nobles de Bohême considérés comme siéges d'efforts philanthropiques et d'économie nationale. Prague 1855.

comme l'appelle à bon droit l'auteur qui nous sert de guide, mérite surtout de fixer l'attention par l'esprit qui en dirige l'économie.

Nous nous proposons de faire faire au lecteur un assez long séjour dans le château de Tetschen, et nous croyons en cela lui être, sinon plus agréable, au moins plus utile, que si nous nous avisions de décrire après tant d'autres les diamants de la couronne ou la célèbre glace de Saint-Gobain.

L'administration de Tetschen est comparable pour le nombre du personnel, sinon à un ministère au petit pied, tout au moins à une préfecture. Elle se compose de quinze chefs de section et de trente-quatre sous-employés. La surveillance des terres et des forêts, le soin des jardins, des serres et des pépinières, ainsi que l'entretien des bâtiments, occupent deux cent vingt-cinq personnes engagées à demeure et payées à l'année. Les garçons jardiniers, garçons brasseurs, palefreniers, bouviers, bergers et autres, ne sont pas compris dans ce nombre, non plus que les journaliers.

Le système d'appointement, d'encouragement et de secours dont jouissent les employés ou serviteurs du comte de Thun, vaut la peine d'être exposé avec quelque détail.

La hausse du prix des objets de première nécessité est, pour toute personne qui vit d'un salaire fixe, une cause incessante d'inquiétude et de malaise. D'un autre côté, le paiement du travail en nature, outre qu'il enlève au salarié toute liberté d'action, a souvent donné lieu à des abus. Voici comment, à Tetschen, l'on a pourvu à ce double inconvénient : Les employés ont la faculté de recevoir une partie de leurs appointements en denrées produites par le domaine. La valeur de la bière, du blé, des légumes, des pommes de terre, du beurre, du bois et de toutes les fournitures mises à leur disposition, a été établie d'après les prix moyens d'un temps d'abondance. Cependant, si l'employé veut se faire payer en argent tout ou partie de la portion de denrées à laquelle il a droit, on lui en tient compte, non pas sur le pied du tarif fixé lors de l'évaluation, mais selon le prix courant du marché. De cette façon, soit qu'il accepte la distribution qui lui est offerte, soit qu'il aime mieux se pourvoir ailleurs, il n'a jamais à souffrir de la hausse des subsistances.

Tous les employés de Tetschen ont droit au logement ou à une indemnité qui leur en tient lieu, à des frais de bureau, à des charrois gratuits ; quelques-uns ont la jouissance de portions de jardin ou de champ. Ceux qui appartiennent à l'administration proprement dite reçoivent une part proportionnelle sur les recettes dont ils sont chargés, sans préjudice des gratifications et des augmentations de traitement qui récompensent les services extraordinaires, et des secours qui ne sont pas refusés aux malades.

Les seigneurs de Testchen suivaient la coutume héréditaire dans les anciennes familles, de prendre soin de la vieillesse de leurs serviteurs éprouvés et fidèles. Le comte de Thun a célébré le 68e anniversaire de sa naissance, en promulguant, le 3 octobre 1854, les statuts d'une caisse de retraite qui garantit plus complétement encore l'avenir de ses subordonnés. Voici les bases de cette institution : Les employés et les domestiques à titre fixe, devenus, après dix ans de service, par suite de l'âge ou d'infirmités, incapables de travail, ou privés de leur charge sans qu'il y ait eu faute de leur part, sont habiles à recevoir la pension. L'employé qui, sans avoir accompli les dix années de service nécessaires, perd l'aptitude au travail par un accident arrivé dans l'exercice de ses fonctions, reçoit la pension à laquelle il aurait eu droit s'il avait servi pendant quinze ans. Les veuves, pourvu qu'elles ne soient point mariées sans l'agrément du comte, et qu'elles aient vécu au moins trois ans en état de mariage, touchent la moitié du prix de la pension attribuée à leur mari. Les orphelins ne sont pas oubliés dans ces statuts empreints d'une autorité patriarcale, jalouse de la considération et du bonheur de ceux qu'elle régit, et qui, sans enchaîner leur liberté, les tient en garde contre les mariages fâcheux ou irréfléchis.

Le fondateur a fait le premier fonds de cette institution, aussitôt mise en vigueur. Elle assiste dès à présent des clients qui n'ont pas été ses contribuables. A l'avenir, une retenue aura lieu selon des proportions déterminées, sur le traitement ordinaire et les émoluments casuels des employés et serviteurs. Le fondateur de la caisse s'engage à verser une somme égale au montant de la retenue opérée sur les appointements. Il s'attribue le jugement en dernier ressort de tous les cas douteux.

Ceux des fils d'employés qui se destinent à suivre la carrière de leur père, sont soutenus et encouragés dans leurs études par leur maître futur, pourvu qu'ils annoncent quelque vocation et qu'ils se distinguent par leur bonne conduite. On rencontre dans les bureaux, dans les salles, dans les jardins de Tetschen plus d'un serviteur en cheveux blancs, fier d'avoir succédé à ses père et grand-père, heureux de l'espérance que son fils méritera de le remplacer dans les fonctions dont il s'honore.

Les forêts, qui embrassent 14,000 arpents, divisés en dix districts, sont la richesse principale du domaine. Elles procurent du travail à quatre-vingt-seize familles de bûcherons, à toute une population de journaliers occupés aux divers travaux sylvicoles et au transport des bois. Nous ne comptons ni les charbonniers, ni les meuniers qui exportent sur l'Elbe, en trains ou en bateaux, le produit des coupes et les planches débitées par les scieries. Les ouvriers de forêts victimes

d'acccidents, reçoivent des secours du propriétaire. On s'occupe de fonder, pour les bûcherons du domaine, une caisse qui leur fournira une assistance régulière en cas de maladie et d'infirmités.

Les terres labourables sont divisées en quinze corps de métairies dont huit sont affermées par parcelles à 1579 petits fermiers, les sept autres métairies sont exploitées en régie directe par le propriétaire.

Le nouvel historien de Tetschen explique dans quelles vues le comte de Thun n'a pas soumis toutes ses terres au régime de la grande culture. Laissons parler le traducteur dans son style naïf :

« Une partie considérable de la population du bailliage ne vivait, sans posséder le moindre bien-fonds, que du gain qu'elle retirait de la navigation, du salaire journalier du travail des fabriques et des forêts. Mais les travaux de ce genre sont exposés à de fréquents chômages, et alors il devient difficile à celui qui n'a pas d'autre ressource que ses bras de se nourrir lui et les siens. La considération de cette partie de la population engagea le comte de Thun, dès son entrée en possession, à diviser en petites parcelles une portion de son domaine, pour les affermer à cette classe de la population, afin que les journaliers ne fussent pas réduits uniquement à un gain précaire, mais qu'ils trouvassent aussi l'occasion, en cultivant assidûment le champ qu'ils tenaient en bail, d'utiliser leurs heures de loisir, et de rendre leur position matérielle plus avantageuse et plus assurée. En effet, plus d'un, en établissant un jardin sur son terrain, améliora ses moyens d'existence dans une proportion qui s'accrut d'année en année. Quiconque sait que la conscience d'une position assurée procure aussi à l'esprit un soutien moral, saura apprécier ce que vaut l'influence bienfaisante d'un tel système. »

Ce genre de bail a été justement appelé de *bienfaisance*. En effet, la qualité du sol n'est pas le seul élément qui détermine le prix du fermage ; il est tenu compte de la bonne conduite du fermier et de son bon vouloir. Les plus dénués obtiennent les conditions les plus favorables. Le propriétaire, exigeant envers ceux qui négligent leurs obligations, ne refuse pas de diminuer et même de remettre entièrement le fermage à ceux de ses tenanciers qui ont eu à souffrir de quelque malheur de famille, de l'inclémence de la saison ou d'une perte de bétail.

Les métairies non affermées, et exploitées par le propriétaire, occupent pendant toute l'année 100 à 160 personnes, et 200 à 300 autres ouvriers pendant deux à six mois ; 200 à 400 journaliers se livrent aux travaux variés d'une amélioration incessante, drainage, irrigation et autres perfectionnements. Les moulins, situés à Bodenbach, sont desservis par un administrateur, deux contrôleurs, un

maître meunier, un garde magasin, un sous-meunier, deux rhabilleurs de meule, et trente-trois garçons.

Un motif d'intérêt public a décidé le comte de Thun à se livrer, sur une aussi grande échelle, au commerce des grains et à l'industrie de la mouture. Les petits moulins qui approvisionnent les vallées de l'Elbe sont sujets, comme il arrive dans les pays de montagnes traversés par des cours d'eau irréguliers, à des chômages fréquents. Cependant la majeure partie des habitants ne peut faire sa provision de farine que d'un jour à l'autre, tout au plus de semaine en semaine. Deux capitalistes, alléchés par cette double circonstance, avaient fondé, non loin de Tetschen, un vaste établissement de meunerie à moteur perfectionné. La population des environs n'était pas loin de croire que le prix du pain allait dépendre d'un producteur unique. Le comte de Thun coupa court à cette mauvaise pensée, à ce dangereux soupçon, en faisant construire deux vastes moulins. Il ne déclara pas la guerre au gros meunier son rival, mais il ne voulut pas laisser à un seul industriel la responsabilité de la cherté des grains. Il voulut en même temps modérer le prix de la farine par une concurrence équitable et puissante.

Un motif non moins étranger aux visées ordinaires du commerce a porté le comte de Thun à prendre à son compte et à gérer lui-même une brasserie qu'il possédait depuis longtemps à Bodenbach. Il était stipulé dans l'ancien bail que le propriétaire ferait au brasseur remise d'une partie de la location, si la qualité de la bière satisfaisait les consommateurs. Le fermier payait bien, le bail était avantageux ; le propriétaire n'avait aucun intérêt d'argent à ne pas le renouveler.

Le comte de Thun se décida cependant à fabriquer lui-même la boisson favorite des habitants afin d'être plus certain qu'ils s'abreuveraient en famille d'une bière saine et nourrissante.

Un propriétaire, un industriel qui relève ainsi les affaires d'intérêt par les vues du bon citoyen et la sollicitude du père de famille, ne pourrait longtemps continuer ses bienfaits, si la gestion de son capital n'était aussi bien ordonnée, aussi bien conduite qu'elle est généreuse. Heureusement pour l'exemple, le culte ardent du profit n'est pas l'unique condition de succès économique. Le zèle reconnaissant de serviteurs bien choisis et bien traités, la recherche et l'application judicieuse de tous les vrais progrès, telles sont les voies droites, les routes royales de la fortune. Le patrimoine de Tetschen n'a pas décliné dans les mains magnifiques qui l'administrent.

Un ancien élève de l'Institut d'Hoffwill dirige l'exploitation des terres non affermées. Grâce à des améliorations dont l'exemple a été imité par tous les fermiers du domaine, la valeur des biens-fonds de Tetschen a doublé. La culture du froment a été introduite dans l'as-

solement ; l'ancienne charrue locale cède le pas aux meilleurs instruments aratoires. Une méthode rationnelle d'engrais a triomphé de la routine; les jachères ont perdu du terrain, les cultures fourragères en ont gagné. Des milliers d'arbres à fruits plantés dans les prairies et les vergers donnent lieu à un lointain commerce d'exportation ; les races de bétail ont été renouvelées par des croisements et des sélections habiles. Le climat de Tetschen n'est pas des plus propres à l'éducation des moutons à laine fine, mais l'art a vaincu la nature. Les toisons des troupeaux du comte de Thun (on a pu les juger auPalais de l'Industrie) rivalisent sur les marchés d'Angleterre avec les produits des plus illustres bergeries de la Saxe.

Une autre source de revenus croissants ce sont les forêts savamment amenagées, bien entretenues, peuplées des essences les plus convenables à chaque nature de sol, coupées en tout sens de routes et de chemins d'exploitation. Les branches et la cime des arbres sont seules destinées au chauffage, les troncs sont employés par la charpente et la marine, c'est pourquoi la concurrence de la houille, si dommageable ailleurs aux propriétaires de bois, ne s'est pas fait sentir à Tetschen. Au contraire, un débouché nouveau vient de s'ouvrir au produit des coupes ; l'Elbe charrie jusqu'à Hambourg une flotte de planches, qui façonnées dans ce port en forme de maisons, sont embarquées pour la Californie, et vont servir d'abri portatif aux chercheurs d'or. Le comte de Thun ne vend pas à perte les 600,000 briques et les longues fournées de tuyaux de drainage qui cuisent dans les cinq fours de ses trois tuileries. Sa marque de fabrique ne fait de tort sur le marché ni aux farines de Tetschen ni à la bière de Bodenbach.

Il y a, j'en conviens, dans cette exploitation une partie faible aux yeux des purs sectateurs du produit net : c'est le contrat de bienfaisance. Les terres ainsi affermées rapportent moins que si elles étaient adjugées par voie d'enchère à des fermiers aisés. La multitude de ces petits cultivateurs, ou plutôt de ces clients, complique la gestion du revenu. La faute peut être grave à un certain point de vue : cependant elle ne me semble pas dénuée de circonstances atténuantes. La générosité du propriétaire n'est pas, même dans cette occasion, aussi ennemie qu'on pourrait le croire de son intérêt de cultivateur. Ce mode de location, sans perdre son caractère secourable, permet au comte de Thun de mettre en valeur des portions de domaine trop éloignées de ses bâtiments d'exploitation pour qu'il pût les faire valoir par lui-même avec avantage. Toutefois nous sommes obligé de convenir que si l'on suppose le domaine de Tetschen livré soit à un possesseur qui n'observerait pas d'autre évangile que Barême, soit à un intendant qui n'aurait pas d'autre pensée que d'augmenter ses bénéfices ou par hasard ceux de son maître, la somme des revenus

encaissés serait plus considérable. Pour entendre et exercer la propriété comme on le fait à Tetschen, il faut être chrétien d'esprit et de cœur, il faut compter pour quelque chose dans l'héritage de ses enfants l'honneur aggrandi du nom qu'on leur laisse.

Voilà ce qui se passe en Bohême, dans une contrée, je le sais, sujette à caution et dont les romanciers ont abusé. Mais le récit surprenant qu'on vient de lire, n'est pas, comme on serait tenté de le croire, emprunté à l'*Histoire du roi de Bohême et de ses sept châteaux*. Nous n'avons point relu Charles Nodier, notre auteur n'est pas poëte : c'est un statisticien convaincu et digne de foi.

Les grandes existences fondées sur le sol, telles que nous venons d'en dépeindre un type illustre, sont rares, sinon complétement détruites en France. En revanche, l'accumulation des capitaux par l'industrie a créé des conditions nouvelles, des puissances improvisées que l'ancienne société n'a ni connues ni pressenties. L'influence des hommes de finances et des banquiers de notre temps n'est pas sans antécédents dans l'histoire. La souveraineté et la splendeur de Jacques Cœur n'ont été surpassées par aucun de ses descendants en ligne directe, par aucun de ses bâtards. Mais jusqu'à ces derniers temps, on n'avait rien vu de semblable aux industriels qui, maîtres d'immenses capitaux, rassemblent autour de leurs vastes usines un peuple d'ouvriers, et leur distribuent le travail et la vie. L'industrie soumise à des crises périodiques, à des vicissitudes de tout genre, se prête moins aisément que la propriété territoriale à un système de patronage constant et large. Cependant quiconque dispose d'une influence sociale a des devoirs publics à remplir, des sacrifices à faire. Les moyens de satisfaire à la règle varient selon la position de chacun; mais le but de la vie est le même pour tous. Il n'y a point d'obligation morale qui ne puisse être accomplie. Telle est l'une des harmonies providentielles.

C'est en vain que, pour diminuer l'autorité de l'exemple qu'un des exposants nous a fournis, ceux qui auraient le plus à profiter de cette leçon essaieraient de rétablir des distinctions abolies, et de rejeter sur telle ou telle classe de personnes qu'ils ressusciteraient pour la circonstance, le devoir universel de la modération et de la générosité. « Si vous fermez les yeux sur le mal, disait un jour lord » John Russell, si vous ne vous occupez que de la richesse, un jour » ou l'autre vous vous réveillerez de cet heureux songe, et vous vous » trouverez en face de la triste réalité, en présence d'une masse » immense de peuple devenu hostile à nos institutions, méprisant » tout ce qu'elle tenait autrefois pour sacré, et s'abandonnant à la » merci des plus sauvages démagogues. »

Chacun peut faire son profit de ces paroles. Anciennes et nou-

velles, fondées sur le sol ou les capitaux, l'industrie ou le commerce, toutes les influences sociales courent aujourd'hui la même bordée sur le même navire. Est-ce un vaisseau de haut bord? Est-ce un esquif? C'est à nous d'y veiller, c'est à nous d'y pourvoir ; car jamais on n'eut plus raison de dire avec Necker : « Les premières sources de la prospérité d'un empire ne dépendent pas des Gouvernements, et c'est un bonheur pour l'humanité. » Sous l'ancien régime, on criait haro sur le courtisan, le noble, l'aristocrate. Après 1830, un autre type, le bourgeois fut mis au pilori. Puis vint le tour du riche, auquel le propriétaire a succédé sur la sellette. Voilà le progrès, il est rapide et manifeste. Il est temps de l'enrayer.

Le frein le plus sûr, c'est, pour ne pas sortir du cadre que nous parcourons, la conviction de plus en plus vive et active que la grande industrie, dans les conditions où elle s'exerce aujourd'hui, n'est pas tant une profession lucrative qu'une fonction sociale qui emporte charge d'âmes.

Ces idées ne sont pas nouvelles ; elles sont en voie de progrès. Le point d'honneur industriel s'élève et s'ennoblit : les fabricants aiment à se parer du bien qu'ils font ou qu'ils essaient de faire à leurs ouvriers. Sous la vitrine d'un grand nombre de manufacturiers appartenant à toutes les nations, on apercevait les réglements des institutions désintéressées fondées dans chaque fabrique : écoles, bibliothèques, caisse d'épargne, de malades, de retraite, d'achat en gros des denrées. De toutes parts étaient suspendus des plans et des projets de constructions saines et commodes, à l'usage de la population manufacturière.

L'exposition des bonnes pensées et des bonnes œuvres ne déparait pas l'étalage des denrées. Ce n'est pas la faute de la société industrielle de Mulhouse si elle n'a pas été plus complète. Cette association, qui a pris déjà l'initiative de tant de bonnes mesures, a profité du concours des nations pour publier un rapport[1] sur les institutions de prévoyance fondées par les industriels du Haut-Rhin en faveur de leurs ouvriers. « Il vous a semblé, a dit l'auteur de ce travail, M. Penot, qu'il serait désormais indipensable de signaler à l'occasion de chacune de nos grandes Expositions quelles mesures on aurait prises, quelles institutions bienfaisantes on aurait fondées dans l'intérêt de la classe industrielle. »

Les autres nations n'ont produit aucun document comparable, pour l'intérêt moral, à ceux que nous venons de mentionner.

La statistique industrielle proprement dite, celle qui se borne à s'enquérir de l'importance et de l'étendue des genres d'industrie, de

[1] Extrait des Bulletins de la Société industrielle de Mulhouse. Mulhouse, 1855.

la nature des moteurs employés et du nombre des ouvriers, trouvera quelques chiffres dans une notice dont la Commission royale pour le commerce et l'industrie à Stuttgard a pris soin d'accompagner les produits du Wurtemberg. Le grand nombre de machines agricoles fabriquées et vendues par l'institut d'Hohenheim fait l'éloge et consacre la réputation de cette célèbre école d'agriculture.

On doit au comte Pollone, commissaire de la Sardaigne près l'Exposition universelle, quelques indications précises sur les progrès que l'industrie de la soie fait en Piémont. La Sardaigne cherche à s'approprier les branches de travail cultivées par les pays voisins. On imite à Chambéry les soieries de Lyon. Une école royale d'horlogerie, instituée récemment à Cluses, tend à propager dans les montagnes de la Savoie la fabrication des montres à l'instar de Genève, de Neuchâtel, du Jura français et bernois.

La Toscane, fidèle aux traditions de l'art et de l'élégance, fabrique des mosaïques en bois et en marbre, des meubles sculptés, de bronzes. Elle s'essaie à reproduire les anciennes faïences italiennes. En même temps la collection de ses minéraux, de ses marbres, de ses blés, de ses vins, de ses huiles, de ses bois, de ses soies, témoignait des ressources industrielles et de la fertilité de son sol. Une activité si variée et qui s'applique à toutes les professions, aux plus voisines de l'art aussi bien qu'aux travaux des mines les plus dangereux, mériterait une description complète et détaillée. La Toscane en a à peine tracé le cadre.

Parmi les industries qui prospèrent dans le pays, il en est une dont on aimerait à connaître l'organisation. L'Italie, et particulièrement la Toscane, a le privilége de produire des pailles dont on fait pour les femmes des chapeaux de grand prix, de 300 à 4000 fr. par exemple. Sans viser, ce qui est inutile, à multiplier ces raretés, il serait avantageux dans beaucoup de campagnes, que les enfants et les femmes apprissent à tirer un salaire quelconque de la dépouille des moissons.

La tente qui renfermait les produits de l'art industriel des États pontificaux ne s'est pas repliée sans laisser un souvenir durable. M. l'abbé Le Guillou a fait précéder d'une intéressante introduction le catalogue qu'il a publié[1]. Il nous montre les papes protégeant sans relâche les arts, dont Rome a le secret ou la palme, et que l'on pourrait dire indigènes dans ses murs; tant l'histoire des uns remonte à des temps voisins de ses origines, tant la splendeur des autres se lie étroitement au génie même de la Ville pontificale : telles

[1] Produits des États-Pontificaux à l'Exposition universelle. Beaux-Arts et Industrie. Paris. 1855.

sont les œuvres mixtes, qui serve de trait d'union à l'art et à l'industrie : les mosaïques, les camées, l'orfévrerie d'église.

L'agriculture est en progrès dans les États du Pape : l'élève des vers à soie se répand dans les Marches et la Romagne ; le chanvre, qui fut de tout temps une des ressources de la province de Bologne, et particulièrement des environs de Ferrare, n'a point dégénéré. Ce qui fait le plus d'honneur au gouvernement pontifical, c'est qu'en dépit des tourmentes qu'il a traversées, et à la honte des calomnies qui le poursuivent, il n'a point étouffé l'esprit public. Une association libre, la Société d'agriculture de Bologne, a donné signe de vie en rassemblant, pour la mettre sous nos yeux, la collection de cinquante-six échantillons d'essences forestières cultivées dans la Romagne, et propres à l'ébénisterie et à la marqueterie.

Lorsque nous aurons remercié l'Espagne d'avoir illustré de quelques renseignements historiques les échantillons qu'elle nous a montrés de ses combustibles minéraux et de ses minerais de fer, de plomb, de zinc, de cuivre, d'argent, de soufre, d'alun, de sel gemme, nous aurons payé la dette de la statistique envers les trente-trois nations qui ont concouru à l'Exposition. Les gouvernements dont il nous resterait à parler se sont contentés, comme le Portugal et les villes anséatiques, de publier la liste sèche de leurs produits, avec l'indication des prix : simples prospectus de commerce, bons pour le marché, vides pour l'étude. Le gouvernement anglais a fait vendre un album de réclames, d'annonces de marchands et d'illustrations de machines. La Suède, la Prusse, la Belgique, ont laissé le Palais des Champs-Élysées se fermer, sans mettre à la disposition du public la moindre note spéciale sur l'organisation particulière et les ressources de leur industrie.

Il est vrai que chez ces trois dernières nations, la statistique, régulièrement organisée produit des documents périodiques qui embrassent et éclairent toutes les parties de l'économie sociale. Mais ces sources d'instruction ont le malheur d'aller se perdre dans des arcanes interdites aux profanes. L'unique ressource du citoyen qui veut être renseigné sur ce qui se passe à l'étranger, c'est de se mettre en voyage et d'aller au loin consulter les documents qu'il désire connaître. Pour prendre une note sur un fait, il ne faut pas reculer devant une étape de quelques centaines de lieues. Le moyen n'est ni expéditif ni commode malgré les chemins de fer et les paquebots transatlantiques.

IV.

Il est temps encore de réparer les omissions et les lacunes que nous avons signalées. Le théâtre de l'Exposition est fermé; voici donc le moment de chercher la moralité de la pièce. Les productions aujourd'hui dispersées du travail universel n'étaient rien moins que les éléments palpables de tous les problèmes de notre temps; ils nous présentaient pour ainsi dire le programme illustré de questions sociales si nombreuses, si compliquées, si difficiles, que loin de prétendre les aborder toutes, c'est tout au plus si l'on ose se flatter d'avoir discerné les principales.

Il semble que, chez les peuples civilisés, le travail obéisse à un double mouvement et suive deux voies parallèles. En même temps que les progrès de la science mécanique s'appliquent à la plupart des professions usuelles et substituent des moteurs inanimés à la force impulsive de l'homme, partout où l'effort musculaire et la vigueur de la main étaient jusqu'à présent les principaux ou les seuls agents de la production; l'industrie artistique, comme on l'appelle, celle qui met en jeu l'intelligence et le goût afin de satisfaire la fantaisie et le luxe, se développe et se propage.

Les appareils mécaniques s'installent de proche en proche, dans l'ancien et le nouveau monde, avec la rapidité et la force d'expansion de la vapeur qui leur sert de véhicule. Les peuples qui comptent depuis longtemps parmi les puissances industrielles, l'Angleterre, la France, la Belgique, ont vu des rivaux grandir ou naître de tous côtés, et particulièrement aux États-Unis, en Suisse, en Autriche, en Prusse et dans les principaux États de l'Allemagne, réunis sous la bannière du Zollverein. Les centaines de machines rassemblées dans l'Annexe de l'Exposition étaient plus que le symbole de ce progrès ubiquiste du génie industriel. En même temps, les productions élégantes ou somptueuses qui ornaient l'espace réservé à chaque nation dans le bâtiment principal, les bronzes, cristaux, porcelaines, tissus de soie et de velours, armes et meubles de luxe, bijoux et joyaux, attestaient un effort non moins universel pour réserver à l'essor individuel de l'imagination, du goût, de l'art, un terrain, un refuge qui soit à l'abri des envahissements de la mécanique, ou bien pour marquer d'un sceau artistique les produits déjà accaparés par les machines. Le bon marché relatif des choses usuelles donne aux gens aisés plus de liberté de s'adonner aux consommations de fantaisie. Les intelligences moyennes, les capacités intermédiaires que le développement de l'instruction populaire multiplie, trouvent dans ces travaux relevés l'emploi de facultés auxquelles la surveil-

lance passive d'un banc à broches ou d'un ruban de cardes répugnerait à bon droit. Tout concourt donc à faire naître bientôt le besoin d'une certaine production artistique chez les peuples qui se sont d'abord livrés exclusivement à l'exploitation des machines.

Les nouvelles tendances, je ne dis pas les nouveaux succès, de l'industrie anglaise nous sont témoins de ce phénomène. Le génie pratique des Anglais avait tiré de la première Exposition universelle, qui eut lieu à Londres en 1851, la conclusion qu'ils avaient de grands efforts à faire pour égaler nos fabricants et nos ouvriers sous le rapport du goût et de l'élégance. Ils organisèrent aussitôt des écoles gratuites de dessin dans leurs villes manufacturières. Pendant l'intervalle de 1851 à 1855, on les a vus s'essayer dans des voies dont Paris possédait sans conteste le monopole. Depuis les bronzes d'art jusqu'aux fleurs artificielles, il est peu de fabrication dite parisienne que les Anglais n'aient abordé. On lisait sur la vitrine d'un marchand de Londres : « Fleurs artificielles fabriquées à Londres, dans nos ateliers, par nos ouvrières anglaises, de même que tous les matériaux employés à cette fabrication sont anglais. » Si j'en crois les connaisseurs, ce minutieux certificat d'origine n'était pas nécessaire ; les fleurs britanniques trahissaient d'elles-mêmes leur patrie. Personne ne les eût confondues avec les gracieuses et fraîches productions que nos ouvrières parisiennes ont le talent de faire éclore. Je ne me mêle pas d'apprécier ces essais nouveaux de l'activité anglaise : je me borne à constater la tendance dont ces tentatives témoignent.

De même la Belgique ne se contente pas d'avoir fondé à Gand une école de dessin, une association pour l'encouragement des arts industriels vient de s'organiser à Bruxelles. Une Exposition spéciale des produits qui empruntent à la forme une partie de leur valeur s'ouvrira le 15 août, sous les auspices de cette société d'encouragement. La Prusse ne laisse pas dépérir sa manufacture royale de porcelaines. L'Autriche soutient magnifiquement sa fabrique impériale de produits céramiques. Ces deux écoles privilégiées suivent de loin les traditions de notre manufacture de Sèvres, et sont destinées à fournir des modèles de bon goût et d'élégance à toutes les branches du travail national.

L'alliance de l'art et de l'industrie n'est pas chose nouvelle. Loin de là ! elle s'est réalisée au XVIe et au XVIIe siècle avec un éclat et une majesté inconnus de nos jours. Jules Romain et Rubens ont dessiné des cartons de tapisserie, le peintre Lebrun ne dédaignait pas de diriger la manufacture royale des meubles de la couronne. Ce qui est particulier à notre temps, ce n'est ni la découverte ni l'excellence, mais uniquement la vulgarisation de l'industrie artistique. Grâce aux procédés nouveaux qui permettent d'obtenir une reproduction multiple et fidèle des objets d'art, on sait abaisser au niveau de nos fortunes

modestes, on sait réduire aux proportions de nos demeures exiguës l'imitation des œuvres réservées autrefois aux jouissances des princes et à l'ornement des palais.

Les vrais artistes, ceux qui peignent, qui gravent ou qui sculptent l'exemplaire unique de leur création personnelle, n'ont pas à s'inquiéter de voir ainsi l'industrie communiquer à la foule et satisfaire au rabais les nobles aspirations qu'ils ont mission d'entretenir. L'imitation de la nature et la reproduction des œuvres d'art par l'artifice de la chimie ou de la mécanique, la photographie par exemple, la galvanoplastie ou la machine à sculpter, sont assez fidèles pour fournir des modèles corrects aux écoliers et pour épurer le goût public; trop imparfaites pour contenter les connaisseurs délicats. Ces procédés populaires n'auront d'autre effet que de relever le rôle et le caractère des artistes créateurs, dont on a vu, non sans surprise, la phalange d'élite soumise à une ordonnance plus symétrique que décente, défiler à la queue de la milice industrielle le jour où des récompenses officielles ont été distribuées au ban et à l'arrière-ban des exposants.

Il n'en est pas des machines appliqués à la production des choses usuelles comme de l'emploi des procédés mécaniques dans le domaine de l'art. L'Exposition de l'Industrie, en ressemblant et en mettant en œuvre ainsi que dans une manufacture gigantesque, les nouveaux engins qui manipulent la matière sous l'action de l'eau, de la vapeur et même de l'électricité, nous a donné le spectacle ou le pressentiment des révolutions profondes qui ont atteint déjà ou qui menacent la plupart des professions ouvrières. Apprécier le bon et le mauvais effet de ces changements soudains, s'efforcer de prévenir et d'alléger les crises causées par la brusque introduction des machines, c'est assurément la tâche la plus importante et la plus opportune que l'économie politique puisse se proposer. Pour aujourd'hui, il nous suffira de préciser les termes de la question à l'aide des impressions que l'Exposition de l'Industrie nous a laissées.

Les inventions de la mécanique industrielle ont toutes ce bu commun de diminuer l'effort du travailleur et de multiplier les produits du travail. Si la cupidité de l'homme ne pervertit pas les heureuses découvertes de son intelligence, la mission des machines est d'accroître la vie intellectuelle en développant le loisir, et d'améliorer la vie physique par le bon marché des choses. Nous parlons ici selon la théorie et les probabilités. Nous savons assez combien dans la pratique la plus générale des grandes manufactures, l'emploi des métiers et des outils à moteur continu a plutôt allongé sans mesure que restreint la durée du travail; mais pour être détournées accidentellement de leur destination naturelle, les choses utiles n'en conservent pas moins leur essence propre et leur possibilité secourable.

Il est des machines qui dotent l'industrie humaine de ressources inconnues ; d'autres diminuent ou suppriment la fatigue et le danger de certaines professions. C'est ainsi que l'exploitation des mines, tout en creusant le sein de la terre jusqu'à des profondeurs ignorées des anciens, tout en demeurant exposée à d'affreux accidents, a pourtant cessé d'être, comme dans les vieilles législations, une peine spéciale réservée aux malfaiteurs.

Ces découvertes bienfaisantes sont des dons gratuits de la Providence, et l'une des plus heureuses manifestations du génie de l'homme. Elles réalisent les espérances que Descartes avait conçues, lorsqu'il disait : « Les mathématiques ont des inventions très-subtiles qui peuvent beaucoup servir tant à contenter les curieux qu'à faciliter tous les arts et à diminuer le travail des hommes. »

D'autres machines n'ont pas pour effet de mettre à la disposition de l'industrie des richesses auparavant inexploitées. Elles se bornent à faire plus vite, à meilleur compte, en plus grande abondance, la tâche que l'ouvrier savait remplir par ses propres forces, mais avec lenteur, coûteusement, en petite quantité. Les avantages que ces inventions ont procurés déjà ou promettent à la masse des consommateurs ne sont-ils pas exempts d'inconvénients ? Le premier effet de leur application, dans un pays où les bras ne manquent pas à la somme disponible de travail, est d'accroître immédiatement la production, tandis que la consommation n'augmente que successivement. Elles réduisent donc à l'inaction un certain nombre d'ouvriers, précédemment employés au labeur qu'elles accomplissent plus économiquement. Par la concurrence qu'elles introduisent elles font baisser le salaire de ceux qui, persistant dans leur profession, essaient de soutenir la lutte inégale des anciens procédés contre les nouveaux.

Selon que l'on considère le talent des inventeurs, l'organisme ingénieux et la puissance productrice des machines, ou bien le trouble que ces inventions apportent dans une foule d'existences, les bras qu'elles paralysent, les misères qu'elles occasionnent ; selon que l'on se place à l'un ou l'autre de ces points de vue, également faux puisqu'il est exclusif, on se livre à l'enthousiasme ou à la malédiction. En parcourant l'Annexe du Palais de l'Industrie, on rencontrait tour à tour des spectateurs émerveillés, qui saluaient dans cette armée de géants en marche, les artisans bénis d'un bien-être idéal, les précurseurs certains d'un âge d'or véritable. Plus loin, d'autres groupes jetaient sur les engins mugissants et difformes un regard terrifié, et croyaient apercevoir une cause de calamités inconnues, de misères, de servitude et de dépravation.

A quoi bon maudire les machines ? Ceux même qui les voient du plus mauvais œil ne proposent pas apparemment de briser celles qui

existent ; ils ne songent pas à porter des peines contre les inventeurs qui en créeront de nouvelles. Les machines sont désormais une condition de vie nécessaire, un inévitable élément de concurrence pour toutes les nations industrielles. Il ne sert de rien de les encenser comme de nouvelles idoles, ni de les traiter de génies malfaisants. Elles ne sont ni des dons incomparables, ni des fléaux sans compensation ; il serait plus vrai de dire que, mélangées de bons et de mauvais effets, puissantes et mystérieuses, elles ne sont destinées ni à sauver ni à perdre le genre humain, mais uniquement à varier le genre d'épreuves auxquelles il est soumis sur la terre, à ouvrir à ses vertus et à ses vices, à sa prévoyance comme à sa cupidité, une carrière nouvelle.

En un sujet d'étude ardemment controversé, rien de plus précieux, rien de plus difficile que de recueillir des résultats irrécusables. L'Exposition de l'industrie a mis sous nos yeux un frappant témoignage de l'utilité et de l'inconvénient des machines appliquées au genre de production et de consommation qui vient en première ligne après l'agriculture et les arts qui en dépendent. La galerie de l'économie domestique et certaines vitrines réservées dans le palais principal aux exposants de la Belgique, nous ont procuré ces deux données, dont il ne faut pas perdre le souvenir. Elles peuvent contribuer à la solution générale de la question.

On sait que la plus grande quantité des étoffes ordinaires, en coton, en laine, en lin, qui sont mises dans le commerce, est filée et tissée par des métiers mécaniques. Le travail à la main, surtout en ce qui concerne la préparation des fils autrefois réservée à l'industrie domestique des femmes, n'est plus qu'une exception. Cette révolution dans le travail a produit une abondance inouïe de linge et de vêtements de toute sorte, et en a considérablement abaissé le prix. On assure qu'un des grands industriels de l'Angleterre, un des manufacturiers de la ville de Leeds, confectionne, dans sa filature mécanique, une plus grande somme de fils de lin et de chanvre que tous les rouets réunis de nos fileuses d'autrefois. La pénurie de linge fut au moyen âge une source de misères, de maladies et de contagions épouvantables. Aujourd'hui encore on voit trop de pauvres gens mal défendus par leurs vêtements contre les rigueurs du froid. Qu'était-ce donc avant que les machines eussent fait descendre à un bas prix fabuleux tout ce qui sert à couvrir l'homme ? Citons quelques exemples de ce bon marché. Deux fabricants de Bar-le-Duc avaient exposé des camisoles en tricot de coton à 1 fr. et 1 fr. 50 c. Dans la galerie de l'économie domestique, on voyait des bas d'enfants et des bas d'hommes, les uns à 40 centimes la douzaine, les autres à 3 fr. 75 c.

Les tissus mécaniques ont, dit-on, moins de solidité, moins de du-

rée que les étoffes filées et tissées à la main. Le bon marché et la parfaite qualité sont en effet deux conditions qui vont rarement de compagnie. Mais, à moins de supposer les acheteurs assez malavisés pour choisir de préférence les objets les plus impropres à l'usage auquel ils les destinent, le bon marché des choses usuelles est par là même un avantage pour la classe la plus nombreuse, puisqu'il permet à tous ceux qui ont peu d'argent comptant et nul crédit de s'épargner une privation qu'ils auraient subie si la chemise, la blouse, ou la couverture de laine dont ils ont besoin, avait dû leur coûter tant soit peu plus cher.

L'abondance et le bas prix des étoffes communes qui servent au vêtement, au coucher et à l'ameublement, profitent donc à la masse des consommateurs ; mais on ne peut ignorer que cette révolution a causé et cause encore de cruelles souffrances à des familles nombreuses, à des villes, à des provinces tout entières.

Parmi les étoffes de laine, les soieries, les toiles damassées, les dentelles et les broderies qui ornaient l'Exposition de la Belgique, nous avons remarqué les produits de plusieurs ateliers-modèles établis dans les Flandres par les soins, sous le patronage et avec les subsides du gouvernement, afin d'implanter des industries nouvelles dans ces provinces dépouillées de leurs antiques ressources par l'invention de la filature mécanique du lin. Telle est en effet l'assistance exceptionnelle, anormale si l'on veut, que le gouvernement belge a été contraint par la pitié et par la prudence d'accorder à des milliers de fileuses et de tisserands tombés tout à coup, d'une aisance proverbiale, dans une détresse affreuse.

Les machines ne sont pas partout, ainsi que dans les Flandres, la cause d'un paupérisme général, mais le plus souvent, leur introduction brusque jette dans la misère un certain nombre d'individus, privés soudain de leur unique moyen d'existence, frappés de stupeur par la révolution qui les ruine, trop vieux pour apprendre un autre métier. Les mœurs des consommateurs et la liberté de l'industrie rendent les chômages plus fréquents qu'autrefois ; et d'un autre côté la prévoyance et la charité publiques n'ont plus les mêmes ressources que par le passé pour offrir des travaux de secours, temporaires ou permanents, aux pauvres plus ou moins valides.

Les révolutions industrielles causent d'autant plus de ravages qu'elles arrivent à l'improviste. A-t-on assez remarqué combien l'existence des divers agents de la production est devenue mobile et instable ? A-t-on suffisamment profité de l'exposition publique des projets et des tendances du travail universel pour avertir les masses des changements probables ou certains, prochains ou éloignés, que leur condition va subir ?

Sous l'ancien régime, les ouvriers étaient, on peut le dire, trop protégés contre les découvertes qui tendaient à modifier les procédés techniques. Les inventeurs avaient trop d'obstacles à surmonter de la part des corporations, qui ne voyaient en eux que des ennemis publics. La moindre avanie qu'ils eussent à subir, c'était une interminable lutte devant les tribunaux. Les fabrications nouvelles ne pouvaient s'établir qu'en vertu de priviléges concédés par l'autorité royale, priviléges souvent contestés par les intérêts rivaux, et dont l'interprétation donnait lieu tantôt à des querelles violentes, tantôt à des procès scandaleux. Cette résistance abusive avait du moins pour effet d'annoncer les changements qui allaient survenir dans l'industrie. Aujourd'hui les découvertes avantageuses à la généralité des consommateurs, mais dommageables aux producteurs dont elles anéantissent les moyens d'existence, éclatent soudainement comme des bombes, sans qu'il soit possible aux intéressés d'en prévoir la portée ni d'en éviter le choc. Le changement est aujourd'hui la loi des arts utiles aussi bien que des arts de luxe. Les réglements de fabrication sont abolis et ne peuvent renaître. Les traditions de l'empirisme ne sont plus la loi fondamentale des ateliers et des manufactures. La science préside aux travaux industriels; le fabricant est le metteur en œuvre du chimiste, du mécanicien et du physicien. A chaque découverte aperçue, à chaque formule rédigée dans le laboratoire ou le cabinet du savant correspond une réforme ou une révolution dans les usines. De tout temps la mode eut des sujets en France. Mais combien la puissance de la fantaisie et du caprice étaient bornées tant que les lois somptuaires réglèrent le costume, l'ameublement, les repas, en un mot toutes les consommations privées, toute l'existence domestique des différentes classes de personnes. Depuis les premiers temps de la monarchie jusqu'au Régent, qui rendit, en 1716, une ordonnance sur la durée des deuils, la stabilité des existences qui dépendent du travail était singulièrement favorisée par une législation dont les prescriptions minutieuses avaient un double objet : politique, maintenir la hiérarchie des classes; économique, fixer l'industrie. Lorsque les lois somptuaires furent abolies en fait, elles prolongèrent longtemps leur existence posthume sous la protection des convenances sociales et sous la sanction du ridicule. Aujourd'hui, chacun veut et doit rester libre de sacrifier à la mode. La fantaisie s'empare de tout : on voyait à l'Exposition des sabots sculptés et ornés, à l'usage des élégantes de village. Il n'y a pas de gouvernement, si absolu qu'il soit, qui puisse être tenté de rétablir, en aucune manière, des entraves virtuellement abolies et qui répugnent à ce qu'il y a de plus énergique, de plus constant et de plus invincible dans le tempérament de notre société,

l'instinct de l'égalité extérieure et la liberté intime du ménage. Mais ce n'est pas tout que de constater les révolutions accomplies dans la législation, la politique et les mœurs, il faut aussi connaître les résultats nécessaires de ces révolutions, incommutables s'il en est. Or, l'alliance de l'industrie et de la science, l'émulation universelle du progrès scientifique, l'émancipation absolue de la fantaisie, enfin la souveraineté de la mode, ont placé le travail sur un fond de sable toujours agité par le vent.

Lorsqu'on a l'occasion de parler de l'ancien régime, lorsqu'on le fait de sang-froid afin de constater l'influence sociale de l'existence et de la disparition des institutions d'autrefois, lorsqu'on se demande comment on pourrait pourvoir par des moyens nouveaux à des conditions nécessaires dont la formule change, mais dont l'essence demeure, on doit bien s'attendre que l'on passera pour vanter ce que l'on se contente de décrire, pour regretter ce que l'on essaie de connaître, pour vouloir ressusciter les morts par cela seul qu'on évite d'insulter sans raison leur mémoire. Nous en avons dit beaucoup plus qu'il ne faut pour être véhémentement soupçonné d'aspirer au rétablissement des lois somptuaires, des priviléges de fabrication et du système des corporations de métiers, y compris, bien entendu, les luttes intestines des professions analogues et leur culte égoïste pour les procédés de la routine. Soit : la conclusion que je veux tirer de ce coup d'œil rétrospectif est cependant, je l'affirme, moins absurde et plus pratique. Puisque les ouvriers de toutes les professions sont sans cesse exposés à voir les conditions de leur existence troublées ou renversées par des innovations dont ils ne peuvent, du fond de leurs ateliers, et absorbés qu'ils sont par leur labeur quotidien, prévoir l'explosion et calculer l'effet ; c'est à ceux qui ont plus de loisir et dont l'horizon est moins borné, à veiller pour eux et à leur signaler de loin les périls toujours instants.

Depuis 1789, chacun est libre de choisir la profession qu'il veut exercer et d'exercer où il lui plaît la profession qu'il a choisie. Par malheur, personne n'a le moyen de savoir quel usage son intérêt bien entendu lui conseillerait de faire de cette liberté. Aussi s'agite-t-elle au hasard, dans les ténèbres. Les rues et les ruelles de notre régime industriel ne sont pas mieux éclairées que ne l'était le vieux Paris, avant l'invention des lanternes. Nous n'avons pas à rechercher en ce moment par quel ensemble d'institutions on pourrait subvenir à cette lacune. Mais de même qu'à notre avis, aucune des diverses nations qui ont concouru à meubler le Palais de l'Industrie n'aurait dû négliger d'accompagner l'envoi de ses produits, des renseignements propres à faire connaître la condition des producteurs, il nous semble que les jurys, chargés de mettre en lumière et de récompenser

les inventions nouvelles bornent trop leur tâche lorsqu'ils se contentent de décrire théoriquement ces inventions, et particulièrement les plus actives et les plus puissantes de toutes, les inventions mécaniques, sans essayer de prévoir l'influence qu'elles auront sur l'économie sociale. C'est l'affaire des mathématiciens et des ingénieurs de ne considérer dans les machines que la quantité de forces employées et la combinaison des rouages. Un autre point de vue non moins pratique et non moins intéressant ne doit pas être négligé. Ce n'est pas rendre aux découvertes du génie industriel un médiocre hommage que d'évaluer la masse d'intérêts qu'elles vont déplacer; ce ne serait pas une sollicitude inutile au bonheur et à la sécurité publics que de chercher par des avertissements opportuns à prévenir les surprises, les souffrances, et même les colères brutales que l'introduction inattendue des nouveaux procédés économiques occasionne trop souvent.

Le splendide arsenal des machines nouvelles et perfectionnées que nous avons vues rassemblées dans le Palais de l'Industrie, a donné à tous les visiteurs quelque peu attentifs le pressentiment que la plupart des branches du travail étaient à la veille de transformations inévitables. S'efforcer d'amortir le choc de ces révolutions imminentes, chercher à quelles nouvelles occupations les bras déshérités de leurs moyens de travail traditionnel pourront être employés, se mêler dans ce dessein aux populations ouvrières, parcourir la France et l'étranger pour étudier les ressources ou les expédients à l'aide desquels les gouvernements, les communes, la charité publique ou privée ont allégé ces crises douloureuses, c'est la mission urgente de quiconque conserve pour l'intérêt social quelque sollicitude, et libre de son temps sait occuper, comme Vauban, ses utiles *oisivetés*.

Les questions posées par l'exhibition des machines ont ouvert à l'étude pratique de l'économie sociale un champ immense qui ne restera pas stérile. Déjà le zèle pour le bien public a discerné les circonstances nouvelles dans lesquelles l'industrie et le commerce des nations vont se mouvoir, et s'est mis en mesure de parer aux abus que la mauvaise foi pourrait inventer.

S'il est un trait commun aux fabricants, sans distinction de pays, c'est assurément l'art avec lequel, grâce aux applications récentes de la chimie, ils savent métamorphoser et contrefaire la nature, combiner, on dirait volontiers, si l'on ne consultait que l'apparence, créer des substances artificielles qui imitent à s'y méprendre les productions élémentaires les plus rares. Heureuse habileté, si elle s'exerce loyalement, si elle ne vend pas du plaqué pour de l'argent, les diverses sortes de dorures pour l'or pur, la fonte pour le bronze, les végétaux conservés pour des primeurs. Détestable tromperie, si l'on nous fait prendre le faux pour le vrai, l'ombre pour la réalité. Les fabricants

qui se sont associés afin de faire adopter par tous les peuples le principe de la marque de fabrique obligatoire ont voulu que la bonne foi publique n'eût pas à regretter les ingénieuses mais inquiétantes découvertes de l'industrie moderne. De même, prévoyant l'extension que les peuples mieux instruits de leurs ressources mutuelles se préparent à donner à leur commerce, la société pour l'unité des monnaies, des poids et des mesures, tend par un dessein aussi louable qu'opportun à sauvegarder la sécurité des échanges. Nous aurions souhaité qu'à la vue de cette légion de machines à moteur continu qui vont révolutionner la plupart des ateliers, le gouvernement ou les industriels des diverses nations s'entendissent pour introduire dans le droit des gens un autre principe d'uniformité, plus important encore et non moins équitable.

L'application de la vapeur et des appareils hydrauliques comme agents habituels du travail industriel a eu cet effet considérable et fécond en désordres de toute sorte, d'enlever au labeur de l'homme sa mesure et sa limite naturelle, de permettre en un mot de prolonger la fatigue du travailleur bien au-delà de ce que ses organes physiques et intellectuels peuvent dépenser de vigueur et d'attention, sans dépérir. Le manufacturier soigneux de sa conscience d'honnête homme et de sa réputation commerciale, sait s'abstenir, sans que son intérêt matériel soit lésé (l'exemple de M. de Hemptinne le prouve) de faire fonctionner ses machines sans trêve ni merci. Mais ceux qui ne connaissent pas ces scrupules n'ont garde de s'imposer volontairement des restrictions que le Code de leur pays a omis d'édicter. Suppose-t-on au contraire que la législation qu'ils sont tenus d'observer a réglé la durée du travail, ils la transgressent, alléguant pour prétexte qu'on les met hors d'état de soutenir la concurrence des autres peuples pour peu qu'on leur interdise de tirer de leurs machines un service, un revenu égal à celui que la même somme de capital rapporte à leurs rivaux.

Le prétexte est spécieux sans être absolument juste. Du reste, il s'étaie d'un fait certain : l'extrême inégalité qui existe entre les peuples, sous le rapport de la durée du travail dans les grandes manufactures. Si l'on ajoute foi à un document produit devant le Parlement anglais, en 1844, on travaillait par semaine : en Angleterre, 69 heures; en Saxe, 72; en Tyrol, 76; en Amérique et en France, 78; en Suisse, 81; en Prusse, 94. Un homme d'État, M. Graham, affirmait qu'à prendre l'ensemble de la monarchie autrichienne, les ouvriers y fournissaient 72 à 80 heures de travail hebdomadaire; les ouvriers russes 70 à 90.

Ces renseignements ont le tort de ne pas être assez récents; en revanche, ils ont le mérite assez rare de l'authenticité. Nous les citons,

faute d'en connaître de plus nouveaux qui aient une égale autorité. Plusieurs nations industrielles, la France, par exemple, depuis la loi du 18 septembre 1848, ont modifié, à leur honneur, la durée licite de l'action quotidienne des machines; mais elles ne se sont pas encore placées toutes de niveau sur ce terrain. Les industriels qui ne veulent pas observer la loi de leur pays, aussi bien que les nations qui tiennent à conserver la licence en cette matière, continuent à user du même prétexte. La mise en vigueur d'une convention internationale pourrait seule le faire disparaître. Tel est en effet le moyen inusité, mais praticable, que M. de Gasparin, ministre de l'intérieur en 1846, indiquait dans l'une des discussions auxquelles la législation sur le travail des enfants donna lieu devant nos chambres parlementaires : « Vous savez[1], disait-il, ce qui se fait en Angleterre. On a déjà appliqué la loi, trop peu, mais enfin on l'a appliquée aux femmes. Qu'est-ce qui a empêché qu'on ne l'appliquât aux hommes? l'exemple de la France, l'inertie de la France, la crainte de la concurrence française? On a dit dans le sein du Parlement britannique : « Nous ne pouvons pas retrancher à nos manufactures deux, trois ou quatre heures de travail quand nos voisins les conservent. »

Le moyen sûr de réfuter ce genre d'argument, ce serait, ajoutait le ministre, d'établir une convention diplomatique sur ce point nouveau du droit des gens.

Le silence de la législation française ne saurait plus, nous le répétons, être invoqué par les intérêts jaloux d'entretenir la racine de tous les maux, souvent reprochés à bon droit au régime industriel. Mais la convention diplomatique dont parlait M. de Gasparin reste à faire. La nécessité de la conclure s'accroît à mesure que les machines envahissent un plus grand nombre d'ateliers. La réunion des délégués industriels de tous les peuples semblait prédestinée à formuler les préliminaires, sinon à signer le texte définitif d'un traité qui eût laissé dans la reconnaissance des peuples un souvenir durable.

Nous sommes loin d'avoir indiqué toutes les questions d'économie sociale, qui se rattachent au souvenir de l'Exposition des produits de l'industrie. Nous avons traité trop incomplétement celles que nous avons mises sur le tapis. Le sujet était trop vaste et trop varié pour être embrassé d'un seul coup d'œil. Mais, si le lecteur veut bien le permettre, nous trouverons l'occasion de revenir sur les traits principaux de cette esquisse; nous essaierons de l'achever tout en ayant soin de changer le cadre mobile dont nous l'avons entourée, et l'anneau auquel nous l'avons suspendue.

AMÉDÉE HENNEQUIN.

[1] *Moniteur*, 21 janvier 1846.

BULLETIN LITTÉRAIRE.

LOTHAIRE, ROI DE LORRAINE, *fut-il empoisonné par le Pape Adrien II?* par l'abbé GORINI, curé de Saint-Denis (Ain). — Lyon, imprimerie de Vingtrinier.

La plupart de nos lecteurs connaissent assurément le très-remarquable ouvrage de M. Gorini, intitulé *Défense de l'Eglise contre les erreurs des principaux historiens modernes*[1], publié il y a trois ans. Nous croyons leur faire plaisir en leur signalant un nouvel opuscule dans lequel cet auteur a abordé un point assez obscur de l'une des époques les plus confuses de notre histoire, et où il a dissipé tous les doutes que la légèreté de certains historiens, tels que M. de Sismondi et M. Henri Martin, avaient fait planer sur l'honneur de l'Église. On retrouvera dans cet essai toutes les qualités qui assignent à M. Gorini une place tout à fait hors ligne parmi les écrivains ecclésiastiques de notre temps : une véritable intelligence des hommes et des choses du passé, une étude attentive et consciencieuse des textes originaux, une impartialité scrupuleuse, une rare sobriété de style et de ton. Pas la moindre trace de déclamation, d'invective ou d'amertume : mais l'allure calme et forte d'un homme qui ne cherche que la vérité et qui la trouve par le seul effort de la conscience et du travail. C'est ainsi, nous osons l'affirmer, qu'il convient de défendre et de rétablir la vérité historique : c'est ainsi qu'on sert la cause de l'Église et qu'on porte la lumière jusque dans l'âme de ceux qui l'ont souvent attaquée par ignorance et par irréflexion.

Ce qui étonne surtout, c'est qu'un simple curé de campagne, loin de tout centre littéraire ou scientifique, ait pu acquérir une connaissance si approfondie des sources originales, et soit parvenu à traiter d'une façon si magistrale les questions les plus controversées et les plus importantes de la science historique. Si nous sommes bien informés, M. Guizot et M. Augustin Thierry, dont les jugements ont

[1] Paris, Ch. Douniol.

été plus d'une fois revisés par M. Gorini avec une incontestable érudition, lui ont rendu une justice qui fait autant d'honneur à leur bonne foi qu'à sa science.

Ceux qui aiment à voir le passé de près et sous son véritable aspect, ceux qui trouvent que le neuvième siècle vaut bien la peine de disputer quelques instants au culte que l'on professe aujourd'hui pour le dix-neuvième, feront bien de lire la discussion de M. Gorini sur l'empoisonnement du roi Lothaire de Lorraine. Ils feront encore bien mieux de lire dans le deuxième volume de sa *Défense de l'Eglise* un chapitre sur Hincmar, archevêque de Reims, qui est ce que nous connaissons de plus satisfaisant et de plus équitable sur ce grand personnage et sur cette curieuse époque.

Nous espérons que la santé de M. Gorini, ébranlée à la suite d'un excès de fatigue, lui permettra de reprendre bientôt le cours de ses excellents travaux. Les lecteurs du *Correspondant* nous sauront gré de les tenir au courant de tout ce qui sort de cette plume honnête et laborieuse.

Le savant professeur de Louvain, M. Ubaghs, publie la 5e édition de sa *Logique latine*[1]. C'est moins une édition nouvelle qu'un ouvrage nouveau, surtout dans quelques-unes de ses parties. « Nous nous sommes attaché, dit l'auteur, à diminuer les paroles et à multiplier les pensées ; » et cette condensation intelligente, en agglomérant sur un moindre espace un plus grand nombre de rayons, a achevé de donner à son style cette netteté parfaite et cette précision suprême, dont les Œuvres de saint Thomas nous offrent le type par excellence. Mais ce qui recommande particulièrement cette cinquième édition, et ce qui la distingue de toutes les précédentes, c'est l'introduction, dans la Logique, d'un élément nouveau. M. Ubaghs, qui depuis six ans s'est occupé d'une manière très-active de la question de l'*ontologisme*, et qui l'a éclairée de travaux fort recommandables, s'applique aujourd'hui aux deux problèmes les plus agités de notre temps : l'*origine de la raison* et le *principe de la certitude*. Sans vouloir l'imposer à la science, il fait ressortir cependant avec une grande force tout ce que cette doctrine sainement comprise fournit de lumière contre le *traditionalisme* exagéré de certains catholiques, et l'*idéalisme* sceptique des deux derniers siècles. Tous ceux qui aiment la philosophie sérieuse et sérieusement traitée, et qui s'intéressent à ses progrès, voudront lire et posséder ce remarquable travail.

[1] Louvain, Valinthout ; et Paris, Ch. Douniol.

ESSAI SUR LA POLÉMIQUE ET LA PHILOSOPHIE DE CLÉMENT d'Alexandrie, par l'abbé HÉBERT-DUPERRON, docteur-ès-lettres. Paris, Auguste Durand, rue des Grès.

L'auteur ouvre cet essai en jetant un coup d'œil sur l'enseignement chrétien dans Alexandrie pendant les deux premiers siècles ; puis il retrace brièvement la vie de Clément Alexandrin et rappelle le titre et le sens général de ses écrits ; enfin il fait connaître et apprécie la situation que le savant docteur a prise vis-à-vis du paganisme, de la philosophie et de l'hérésie, avec l'ensemble des opinions et des doctrines qu'il a professées.

Deux ouvrages, l'*Exhortation aux Gentils* et le *Pédagogue*, témoignent du talent et de l'ardeur que Clément d'Alexandrie déploya contre le paganisme. L'infériorité, quelquefois l'absurdité des doctrines et de la morale païennes est mise en lumière et relevée encore par le tableau des doctrines et de la morale chrétiennes. Le docteur alexandrin conduit toute cette discussion avec science et vigueur, et sa pensée revêt constamment une forme vive et saisissante.

Les *Stromates* ou Tapisseries sont un recueil agréablement varié où Clément combat les hérétiques et expose sa pensée sur la philosophie en général et sur les principaux points de l'enseignement chrétien. Contre les hérétiques qui attaquaient les dogmes et la morale de l'Église, les *Stromates* déterminent la nature de la foi et la considèrent dans ses rapports avec l'intelligence et la volonté, puis montrent que la perfection morale consiste dans l'accomplissement de la loi divine, qui pour le passé impose le repentir et l'expiation, et qui pour l'avenir commande la pureté, la charité, la persévérance dans le bien. Quant à la philosophie, l'auteur des *Stromates* veut qu'elle soit moins spéculative que pratique, et il la regarde comme découlant du raisonnement, de l'inspiration divine et des traditions, surtout égyptiennes et hébraïques.

M. Hébert-Duperron indique les réserves sous le bénéfice desquelles il pense qu'on doit accepter la théorie de Clément Alexandrin sur l'origine et les sources de la philosophie grecque. Pour les principaux points de l'enseignement catholique, ils sont exposés par Clément avec une justesse et une grandeur qui devaient frapper vivement les païens. Ainsi il réfute le panthéisme stoïcien, proclame le dogme de la création, la prescience de Dieu dans l'ordre physique et moral, l'accord de la justice et de la sagesse divines avec l'existence du mal, le caractère absolu du devoir qui prend sa source en Dieu, enfin l'obligation pour l'homme de travailler sans cesse à sa perfection sous l'œil du souverain Maître, qui pèse équitablement, récompense et punit les intentions et les actions des créatures intelligentes.

Tel est, en substance, le livre de M. Duperron et le tableau qu'il trace des travaux et doctrines de Clément d'Alexandrie. C'est une étude que certains lecteurs trouveront peut-être un peu incomplète et respirant une érudition de seconde main, et qui toutefois révèle un esprit judicieux et distingué.

DE VENERABILIS HILDEBERTI *primo cenomanensis episcopi, deinde turonensis archiepiscopi, vita et scriptis thesim proponebat V.* HÉBERT DUPERRON. Paris, Auguste Durand, rue des Grès.

On ne lira pas sans intérêt ce travail consacré à l'une des gloires de l'épiscopat français au moyen âge. La vie d'Hildebert nous le montre dévoué à ses obligations avec un grand zèle et les remplissant avec un esprit supérieur. Il déploya beaucoup de prudence et de courage dans les situations quelquefois très-difficiles où il fut engagé. Il avait une connaissance approfondie des lettres sacrées et profanes : les philosophes et les poëtes lui étaient familiers; il aimait et savait saint Augustin, Cicéron et Sénèque. Il écrivait en vers et en prose, prêchait avec une véritable éloquence, était très-versé dans la science théologique, et se rapprochait de saint Anselme par sa pénétration dans les questions les plus ardues de la philosophie.

LES FEMMES D'HOMÈRE, par F.-R. CHAMBOULIC.—Paris, Auguste Durand, rue des Grès.

Nous avons les *Femmes de la Bible*, par M. Darboy; les *Femmes de l'Évangile*, par le R. P. Ventura; voici les *Femmes d'Homère*. Ce dernier livre n'a pas la même portée que les précédents, et cela tient à diverses causes; toutefois on ne le lira ni sans charme ni sans profit, car il est écrit avec un talent gracieux et une conscience honnête.

Comme le titre de son travail le fait assez entendre, l'auteur a choisi pour objet de ses remarques les principaux types de femmes que nous offrent l'*Iliade* et l'*Odyssée*. Il s'est proposé un but tout moral : il a voulu d'abord réparer l'injustice des critiques qui nous ont dit beaucoup de choses sur les héros d'Homère, et qui semblent avoir conspiré pour laisser ses héroïnes dans le silence et dans l'ombre; il a voulu ensuite réagir contre certaines tendances de notre époque, et contribuer, pour sa part, à ramener au sentiment du vrai et du bon l'esprit public tristement égaré par toutes ces histoires de scélérats intéressants que les romanciers nous ont fait lire. Disons tout de suite qu'il n'est point resté trop au-dessous de sa tâche, et qu'il inspire de l'estime pour le caractère de ses personnages et pour le grand poëte qui a créé de si beaux types.

Andromaque, jeune et tendre épouse pleurant sur le cadavre de son époux; Hécube, reine infortunée que les malheurs accablent; Hélène, épouse coupable que sa légèreté a conduite à l'abîme et que son repentir et ses larmes réhabilitent; Nausicaë, naïve et charmante jeune fille, dont la prudence égale la beauté; Arété, reine honorée de sa famille et de tout un peuple à l'égal d'une divinité; Euryclée, esclave grande comme une reine à force de dévouement à ses maîtres; enfin Pénélope, modèle admirable de constance et de fidélité conjugale : telles sont les femmes que l'auteur, à la suite d'Homère, nous montre nobles, retenues dans l'expression de leurs sentiments, attachées à leurs devoirs et pénétrées d'un pieux respect pour la Divinité.

CHARLES DOUNIOL.

Nous recevons la réclamation ci-jointe de la Société de l'Eure au sujet de l'article de M. François Lenormant, intitulé : *De l'authenticité des monuments découverts à la Chapelle-Saint-Eloi*, et inséré dans le *Correspondant* du 25 septembre dernier.

MESSIEURS,

La commission nommée par vous pour visiter un cimetière mérovingien, découvert, disait-on, dans notre département, se flattait peut-être d'avoir clos la discussion par un exposé qui avait trompé bien des espérances. Certainement elle ne prévoyait pas l'orage qu'allait soulever le rapport dont vous aviez ordonné la publication.

Une réplique fort animée a paru dans *le Correspondant*. Selon l'usage immémorial des parties intéressées, votre Commission en a été instruite la dernière. La forme de ce nouveau mémoire provoque de faciles explications sur un sujet qui avait pu sembler épuisé, faute de matière réelle.

Il y a de tout un peu dans l'article aussi agressif au moins que défensif de M. François Le Normant. Le jeune écrivain déclare que c'est à lui de descendre dans la lice pour défendre l'intérêt sacré de la science, et rétablir la vérité contre les membres de la commission envoyée par la Société de l'Eure. Pourquoi lui plutôt que M. Charles Le Normant, son père, qui avait pris sous sa responsabilité la découverte solennellement annoncée aux cinq classes de l'Institut? Cela n'est pas très-clairement établi; on remarque bien cette insinuation passablement cavalière qu'il serait compromettant pour une haute position scientifique d'entrer dans une *telle* lutte, de combattre contre de *telles* atteintes; au reste peu importe. Il ne faudrait pas cependant abuser des droits de la piété filiale jusqu'à se dispenser d'un devoir, celui de l'urbanité dans la discussion. Il ne suffit pas de prendre un ton de dignité offensée et d'infaillibilité méconnue pour mettre le bon sens de son côté, et quand on prétend infliger, même à d'humbles académiciens de province, une leçon de savoir-vivre et de civilité puérile et honnête, il serait de bon goût de prêcher d'exemple, et de donner une leçon encore, une leçon de style tempéré.

Il n'en est pas ainsi; beaucoup s'en faut. Les membres de la commission sont traduits devant l'opinion publique sous de nombreux chefs d'accusation.

Ils sont atteints; peut-être ne seront-ils pas convaincus sur tous les points :

D'avoir cédé à une malheureuse disposition de la nature humaine en se refusant à admettre des faits qui viennent renverser leurs idées;

De ne pas montrer une connaissance bien approfondie des usages de l'Eglise primitive; d'ignorer ce qu'on appelait des églises baptismales; de n'avoir aucune autorité comme Germanistes; de n'avoir pas su, avant les découvertes de Saint-Éloi, qu'il existait des runes germaniques différents des runes scandinaves; de n'avoir pas entendu parler de l'oppidum gaulois de Peran, et des fameux murs de verre de l'Écosse et de l'Irlande;

De se croire plus habiles que l'illustre Grimm, et de n'être pas les premiers savants du monde.

Sur ces divers points, le premier à part, ils peuvent être d'assez bonne composition, sans se laisser éblouir par tout cet étalage du fonds commun d'une érudition facile; mais il existe un autre ordre de griefs.

Ils se voient accusés encore :

D'avoir tenu à ne pas consulter M. Charles Le Normant ;

De ne lui avoir pas même écrit un mot ; d'avoir manqué ainsi aux règles de la plus vulgaire civilité ; d'être venus sur les lieux procéder comme à une enquête judiciaire ;

D'avoir cherché à séduire et à tromper par de faux prétextes et sans succès les gens chargés de la garde de la maison pour s'y introduire subrepticement.

Ces faits, M. François Le Normant est, dit-il, prêt à les prouver quand on voudra. Ils excitent son indignation, et il signale très-solennellement cette étrange et inexplicable conduite à l'animadversion du monde savant et du monde poli.

Séduire — tromper — faux prétextes — subrepticement — indignation — animadversion : Voilà de bien grands mots qui s'éloignent déplorablement des termes d'une discussion décente. Des preuves auraient été mieux venues ; mais les grands mots sont plus faciles à trouver que les inscriptions runiques.

Votre commission, Messieurs, vous doit et se doit à elle-même de rétablir par le plus simple des récits des faits singulièrement dénaturés. Elle tient à honneur de constater que de sa part aucun oubli des convenances ne peut être reproché à l'accomplissement de la mission que vous avez bien voulu lui confier.

Il faut donc revenir au point de départ.

Lorsque la proposition vous a été faite de visiter en votre nom le cimetière mérovingien de la chapelle Saint-Éloi, le baptistère de Saint-Taurin, la Villa de Serquinius et le Vicus romain décrits par M. Charles Le Normant, aucun doute n'était venu altérer la juste satisfaction d'une découverte inespérée qui faisait renaître sous une plume habile et savante les origines les plus obscures de notre histoire locale. Si la Société de l'Eure pouvait encourir quelque reproche dans une question toute de bonne foi et de loyauté, ce serait d'être arrivée un peu tard pour signaler au département qu'elle représente un inestimable éclaircissement de ses annales, un premier chapitre de ses chroniques si miraculeusement retrouvé, si brillamment écrit. M. François Le Normant pense, il est vrai, que des découvertes comme on n'en trouve pas beaucoup en un siècle ont pu, dans la Société de l'Eure, renverser des idées, froisser des opinions et des systèmes. Vous savez, Messieurs, combien cette supposition est hasardée. C'est sans tentation de critique, c'est avec la plus entière confiance, que la notice lue aux cinq classes de l'Institut a été accueillie par vous.

« Près d'un an s'était écoulé sans que la Société de l'Eure eût paru faire attention à » cette découverte si importante pour l'histoire de l'Église d'Évreux, et qui aurait dû » intéresser à un si haut degré tous ceux qui s'occupent d'antiquités locales. » C'est M. François Le Normant qui insiste en ces termes sur cette longue attente ; plus loin il appuie sur les obligations étroites d'une société dont M. Charles Le Normant est membre. Puisque la discussion arrive sur ce terrain, il faut bien l'y suivre. Oui sans doute plus d'un an s'était écoulé, sans que M. Charles Le Normant eût daigné adresser à la Société dont il est membre, un exemplaire de sa notice. C'est avec difficulté que vous vous l'êtes procurée, et cependant aucune voix dans vos séances ne s'est élevée pour qualifier cet oubli. Vous avez paru tacitement admettre qu'un membre de l'Institut, surchargé d'honneurs académiques, pouvait n'avoir pas conservé la mémoire exacte de tous ses titres. Évreux n'était pourtant pas très-naturellement oublié dans le baptistère attribué à son premier évêque. Mais, il faut bien insister sur ce point, la question de convenance négligée n'avait pas même été soulevée.

Les membres de la commission n'avaient, comme la société tout entière, qu'une pensée unanime, voir, de leurs yeux voir, pour dire au département : Nous avons vu. C'était leur devoir ; c'était aussi leur droit. Il faut bien le dire aujourd'hui puisqu'on le conteste ; mais ils ne songeaient qu'au devoir.

Ils s'acheminent dont vers Fontaine-la-Soret. Selon M. François Le Normant ils auraient dû commencer par se mettre en rapport avec M. son père ; s'instruire auprès de lui ; probablement le prendre pour cicerone, l'appeler de Paris pour leur faire les honneurs de sa maison des champs et de ses découvertes. Et vraiment qu'aurait dit d'une prétention pareille la civilité puérile et honnête dont les leçons vous sont prodiguées par le jeune rédacteur du *Correspondant ?* Mais encore une fois la commission de la société n'était pas guidée par un esprit de contrôle et de critique ; elle allait voir et constater ; mais elle s'attendait à voir, à peine espérait-elle vaguement rencontrer quelques preuves surabondantes pour payer son humble tribut à la grande découverte.

Elle arrive enfin ; elle suit le chemin public qui traverse les dépendances du vieux prieuré rajeuni pour devenir le pied à terre d'un prince de la science.

Frapper à une porte cintrée, reste vénérable de l'ancien édifice religieux ; s'enquérir courtoisement de la présence ou de l'absence du savant académicien ; exprimer le regret de n'avoir pas eu la bonne fortune peu probable de le rencontrer ; demander à l'homme chargé de la garde de la maison si son maître avait laissé, et s'il pouvait montrer aux visiteurs tout ou partie des soixante-quatorze inscriptions que mentionne la notice : voilà ce qui s'est tout naturellement passé. C'est là ce que M. François Le Normant appelle chercher à séduire et à tromper par de faux prétextes. Que de bruit pour peu de chose ! Pourquoi tromper ? Pourquoi séduire ? Pourquoi de faux prétextes ?

Que faire alors ? se diriger par un étroit sentier vers la chaumière du journalier Boutel ? Mais pour quelle raison s'adresser à cet homme illettré ?

Pour beaucoup de raisons toutes des plus simples :

Parce que c'est le plus proche voisin de l'ancien prieuré ;

Parce que Boutel était chez lui ;

Parce que dans son domaine, qui se mesure par un nombre bien modeste d'ares et de centiares, devaient se trouver réunis le baptistère et la crypte décrits par M. Charles Le Normant ;

Parce que tout contre cet étroit domaine s'étend le cimetière mérovingien de la notice.

Il ne devait pas être difficile de trouver ensuite le vrai chemin du Vicus et de la Villa.

Hélas ! hélas ! il a bien fallu vous rendre compte de la plus étrange des déconvenues.

Les membres de la commission avaient des yeux pour voir, et avec la meilleure volonté de bien s'en servir, ils n'ont rien vu ;

Rien, rien, rien.

Pas de baptistère, mais un four à chaux, mais deux fours à chaux, et de l'espèce la plus grossière. Question du métier de chaufournier, et non de la science de l'antiquaire ;

Pas de cimetière mérovingien, mais un terrain non fouillé, sans ondulation, à moins de confondre une taupinière avec un tumulus ;

Rien enfin.

Il fallait partir honteux et confus d'être venus avec une bonne foi si robuste et d'avoir à redescendre des espaces imaginaires. Mais votre commission n'avait plus le droit du silence ; elle vous devait un rapport, et elle commençait à comprendre que la vérité toute nue ne serait pas bien venue en tout lieu.

Vous savez quelle susceptibilité, quelles récriminations acerbes a suscitées ce rapport écrasant, il est vrai, par sa simplicité véridique.

Après avoir lu le factum de M. François Le Normant, plusieurs membres de la commission ont cru devoir retourner sur le terrain, munis de tous les verres grossissants qu'Evreux avait pu leur fournir ; mais ils ont persévéré dans l'impénitence finale ; ils méritent toujours l'anathème dont ils ont été stigmatisés sous forme d'épigraphe.

Oculos habent et non viderunt ; mais, puisqu'on leur a donné l'exemple de citer le Psalmiste, ils crieront bien haut :

Clamabunt in gutture suo

Qu'ils n'ont rien vu, parce qu'il n'y avait, parce qu'il n'y a rien à voir ; mais qu'ils ont admiré ce qu'une imagination créatrice pouvait tirer du néant.

Ils se sont retrouvés en présence d'un pauvre homme, absorbé dans une idée fixe, tout à l'amer et inconsolable regret de s'être laissé déposséder pour la modique somme de quinze francs d'un inestimable trésor. Quel trésor ? il n'en sait rien, mais un trésor, un vrai trésor perdu pour lui. Oh ! c'est un croyant que le journalier Boutel ; ce n'est pas devant lui qu'il faut contester la certitude d'une grande et précieuse découverte. Mais, question d'intérêt personnel à part, ses explications sur les diverses circonstances n'ont pas été sans valeur. Il n'a jamais hésité ni varié dans son récit.

Il lui reste pour consolation dernière une pierre à laquelle M. François Le Normant attache une grande importance. Un coin de cheminée où le nom de *Baudulfus* est inscrit en caractères d'une conservation merveilleuse, tant ils brillent de jeunesse et de fraîcheur. Il lui reste aussi un autographe du roi Childebert crayonné sur la muraille de sa chaumière, ou charbonné en lettres parfaitement moulées par quelque passant facétieux.

Dans cette seconde visite, la commission était trop bien avertie pour ne pas rester sur ses gardes. Elle doit se rendre bon témoignage d'avoir respecté toutes les consignes; de n'avoir compromis aucun gardien.

Si elle a pénétré dans la chapelle qui fait partie du domaine de M. Le Normant :

C'est, un droit qu'à la porte on achète en entrant.

Et le tribut de trente centimes par tête pour le pèlerinage de Saint-Suron a été fidèlement versé entre les mains de la fermière.

Cela ne sera pas sans doute traité de séduction, de tromperie, de faux prétextes, et de violation de domicile. L'animadversion du monde savant et du monde poli ne sera pas invoquée.

La question de procédés et de convenances est au moins épuisée. La commission, Messieurs, rend la parole à son rapporteur.

Signé : E. DE BLOSSEVILLE, *président de la Commission* ; DUMONT, *secrétaire ;* LEBEURIER, *rapporteur ;* SAUVAGE, BOURGUIGNON, BONNIN, COLOMBEL (Emile), LA PIERRE, ARNOUX, *membres.*

Pour expédition certifiée conforme à la minute :

Le Secrétaire perpétuel,

Signé, Emile COLOMBEL.

M. François Lenormant, à qui cette réclamation a été communiquée, nous prie d'insérer la note suivante :

« Après trois mois de silence la Société de l'Eure, en réponse à l'article que nous avions fait paraître dans le *Correspondant* du 25 septembre dernier, réclame et exige l'insertion des pages qu'on vient de lire.

» La réponse des commissaires ne porte que sur un seul point. Ils se plaignent amèrement du ton « aussi agressif au moins que défen» sif » de mon *factum*, comme ils l'appellent. Nous croyons pourtant avoir mis dans notre article une grande modération, et, malgré ce qu'en disent nos adversaires, notre conscience ne nous reproche rien. Le ton de la première brochure d'Evreux et la nature des procédés de la Commission à l'égard de mon père m'autorisaient à un certain degré de vivacité dans le langage. Mais je ne me suis pas contenté de me surveiller moi-même et de bien peser la valeur de chaque mot. J'ai soumis mon travail à deux des confrères de mon père à l'Institut, juges très-compétents pour le fond du débat comme pour les procédés de discussion. Je leur ai lu, dis-je, mon travail, et sur leurs observations j'ai retranché et modifié tous les mots, toutes les expressions qui pouvaient excéder la mesure. Le jugement et l'approbation de ces deux personnes m'ôte toute inquiétude sur la question de convenances.

» Quant aux faits de la visite, ou plutôt de la descente des commissaires de la Société de l'Eure à la Chapelle-Saint-Éloi, ces Messieurs prétendent que je les ai dénaturés et s'inscrivent en faux

contre mes paroles. Mais je suis dans l'obligation de maintenir sur tous les points ce que j'ai dit ; et si la commission en a le désir je lui en présenterai, quand elle le voudra et partout ailleurs que dans un recueil dont les lecteurs ne peuvent prendre aucun intérêt à une discussion de ce genre, les preuves positives.

» Mais en voilà déjà bien assez sur ce sujet. Nous demandons pardon aux lecteurs du *Correspondant* d'être forcé de les entretenir encore d'une discussion qui ne peut rien leur faire connaître de nouveau. Aujourd'hui ce n'était pas notre faute. Mais désormais notre résolution est prise. Les commissaires de la Société de l'Eure se sont mis eux-mêmes en dehors du terrain scientifique. Nous ne les y ferons pas rentrer.

» François Lenormant. »

ERRATUM.

ERRATA DU NUMÉRO DE JANVIER.

Page 521, ligne 8, au lieu de *est allé*, lisez : *est né*.
Page 556, au titre, au lieu de *wnson's*, lisez : *Brownson's*.
Page 577, après le titre l'Eglise et la Raison, lisez : *Lettre à M. X*.
Page 580, ligne 3, au lieu de *l'on a parlé*, lisez : *Rome a parlé*.
Page 601, ligne 30, au lieu de *politique*, lisez : *domestique*.

L'un des Gérants, Charles DOUNIOL.

Imprimerie de BEAU, à Saint-Germain-en-Laye.

CONFÉRENCES DE TOULOUSE[1].

PREMIÈRE CONFÉRENCE.

DE LA VIE EN GÉNÉRAL.

Monseigneur[2], Messieurs,

Il y a vingt ans, Dieu me donna la pensée d'exposer du haut de la chaire l'ensemble de la doctrine chrétienne. La première moitié de cette œuvre est accomplie, je commence aujourd'hui la seconde.

Les lieux sont bien changés, les temps le sont aussi beaucoup. Parvenu à ce point de partage d'une laborieuse carrière, j'éprouve le besoin de regarder tout à la fois le passé et l'avenir. En regardant le passé, je remercie Dieu qui, dans une aussi longue suite de jours, au milieu de tant de vicissitudes privées et publiques, m'a permis de mener à fin une portion considérable d'un dessin étendu. En regardant l'avenir, je le remercie de m'avoir ouvert cette enceinte, où je retrouve un auditoire moins vaste sans doute et moins célèbre, mais qui a conservé avec le culte de la religion celui des lettres, avec les traditions de la foi celles du goût et du savoir. Près de vous, Messieurs, je n'oublierai point le passé, mais je ne craindrai pas l'avenir. Vous serez l'asile de ma parole, et de vous, peut-être mes derniers auditeurs, elle rejaillira sur ceux qui eurent en d'autres temps, en d'autres lieux, les prémices de mon ardeur, je n'ose dire de mon apostolat.

Quand on traite de la vérité au point de vue dogmatique, la question est celle ci : Qu'est-ce que la foi, et comment faut-il croire ?

[1] Ces conférences font suite à celles de Notre-Dame de Paris.
[2] Mgr Mioland, archevêque de Toulouse.

Quand on traite de la vérité au point de vue moral, la question est celle-ci : Qu'est-ce que la vie, et comment faut-il vivre?

Ces deux questions, quoique liées entre elles, sont bien différentes l'une de l'autre.

On peut mépriser la foi, on ne peut pas mépriser la vie. On peut refuser de soumettre son intelligence à la vérité révélée de Dieu et se faire contre sa parole une arme de la raison que nous tenons de lui-même : mais on ne peut pas se porter comme rebelle à la vie, comme maître de la vie. Qui que vous soyez, vous êtes les sujets de la vie. Elle n'a pas attendu vos ordres pour venir en vous, elle ne les attendra pas pour se retirer. Elle est venue chez vous sans vous : elle se retirera de vous malgré vous. Elle règne par sa propre essence qui ne dépend pas de vous, et que cependant vous portez en vous-mêmes comme dans un vase fragile et immortel. Vous vivez, mais en sujets, et votre puissance, si grande contre la foi, est nulle contre la vie.

Je me trompe. Plût à Dieu que nous n'eussions de la vie qu'à la subir! Mais, par un singulier contraste, cette vie qui n'est pas de nous, qui use de nous à son gré, nous l'avons pourtant dans la main de notre conseil. Nous lui parlons, elle écoute ; nous lui ordonnons, elle obéit, et tout ensemble esclaves et seigneurs, nous mêlons aux nécessités de la servitude la responsabilité du commandement. Nous ne pouvons ni naître, ni mourir, à notre choix, ni déterminer le lieu et les conditions de notre existence : mais dans le cercle fatal où elle nous retient, libres de nos actes, nous sommes les instruments volontaires de nos destinées, nous répondons de nous à notre propre fortune, et tandis que la nature nous convainc de notre dépendance, la conscience nous convainc de notre souveraineté. Chargés de ce double fardeau depuis le jour de notre naissance, nous allons ainsi, maîtres et serfs de nous-mêmes, à un autre jour qui nous est inconnu, et par delà ce jour, à des siècles et à des choses où notre vie nous apparaît de loin sous ce double et terrible aspect qu'elle a dès ici-bas, d'être une nécessité et une liberté, une durée invincible et un compte inévitable. C'est pourquoi si j'étais sûr de moi-même quand je parlais de la foi, je le suis bien davantage en vous parlant de la vie ; ma force s'accroît ici de votre faiblesse, et au lieu que l'esprit pouvait aisément s'opposer à la vérité, votre conscience sera désormais mon plus certain auxiliaire.

Qu'est-ce donc que la vie? Qu'est-ce, Messieurs, que cette puissance mystérieuse qui nous a été imposée comme une étrangère et dont nous répondons comme de nous-mêmes?

Souvent, dans ma jeunesse, j'ai gravi les hautes montagnes. Elles ont sous leurs formes sévères un charme qui nous plaît. Il semble

qu'en nous élevant avec elles, nous prenons un essor de l'âme plus haut, un regard plus profond, et ce n'est pas en vain que le poëte a dit :

Jéhovah de la terre a consacré les cimes.

Nous montions donc, ravis de notre jeunesse, émus du spectacle qui grandissait à tout moment sous nos pieds ; mais, à mesure que nous montions, légers et joyeux, quelque chose de la nature s'évanouissait devant nous. Le bruit et le vol des oiseaux devenaient rares, l'air s'agitait à travers un feuillage moins épais ; peu à peu même les arbres s'enfuyaient au-dessous de nous dans une perspective lointaine, et un gazon sans fleurs nous restait comme un dernier vestige de grâce et de fécondité. Bientôt ce n'était plus qu'une solitude âpre, morne, silencieuse, sans souffle, et, pour ainsi dire, sans respiration : la nôtre s'arrêtait aussi, et regardant, écoutant, nous nous disions sous le poids de la fatigue et de la stupeur : La nature est morte !

Que lui manquait-il donc ? Qui nous donnait cette impression funèbre à son égard ? Il lui manquait deux choses : le mouvement et la fécondité. La vie est un mouvement fécond, la mort une immobilité stérile. Et comme la fécondité nous apparaît toujours avec le mouvement, nous croyons que là où il est, là est la vie. Entendre ou voir le mouvement, c'est entendre ou voir la vie, et tout se mouvant dans la nature, nous croyons que toute la nature est vivante, même celle que nous appelons morte par comparaison. Car il y a bien des degrés dans le mouvement, et ainsi bien des degrés dans la vie. A peine oserons-nous dire, si ce n'est par une métaphore poétique, que l'air et la lumière soient vivants, parce que s'ils se meuvent, c'est sous l'impression d'une force qui, loin de leur appartenir, ne leur laisse pas même l'ombre de l'individualité. Ils sont plutôt le foyer de la vie que vivants eux-mêmes. Sous leur influence, la pierre, le minéral, le métal, êtres obscurs et inanimés, reçoivent pourtant leur part de vie dans une subsistance qui leur est propre, et où se cachent des mystères d'affinités, d'accroissement et de relations. Plus haut qu'eux, épanouissant leurs racines et leurs branches, se couvrant de feuilles, de fleurs et de fruits, sur un tronc organisé, les plantes commencent un règne mieux défini et nous préparent dans leurs ascensions et leurs rayonnements une ombre vivante et une nourriture aussi douce que leur ombre. Mais attachées à la terre qui les nourrit elles-mêmes, elles ne peuvent obéir à notre voix ni suivre nos pas ; leur mouvement captif les retient sur le sol où elles puisent la fécondité. L'animal les y cherche. C'est en lui le premier que s'inaugure la vie proprement dite, parce qu'en lui le mouvement, qui

dans les êtres inférieurs n'était qu'individuel, devient spontané et senti. Doué de vision et d'audition pour connaître la nature, de mémoire pour se rappeler ses impressions, d'instinct pour désirer et pour fuir, l'animal se meut sur la terre sinon comme un roi, du moins comme un hôte, et sa figure est déjà le présage d'une autre figure qui exprimera dans ses plis et ses regards le feu de la pensée.

J'ai nommé l'homme. Animal aussi, je le vois en une chair qui se traîne pesamment; ses bras n'ont ni la vigueur du lion, ni l'agilité de l'aigle, et à les comparer par leur vitesse dans le temps et dans l'espace, on croirait l'homme sujet. C'est lui pourtant qui est le roi. Immobile à son foyer, caduc et impuissant, il est encore la plus haute vie de l'univers visible : car il pense, et penser, c'est se mouvoir dans l'infini. Écartez tout horizon qui se mesure, toute image, fût-ce celle de la terre et du ciel, qui tombe sous une limite; oubliez le nombre, le poids, la figure : l'homme pense! D'un trait de l'esprit qui l'anime et le fait pensant, il traverse tous les mondes créés, tous les mondes possibles, et seul, dans la clarté tranquille de sa raison, il conçoit et nomme l'infini. Non pas l'univers, mais l'universel lui apparaît; non pas le temps, mais l'éternité; non pas l'espace, mais l'immensité. Tout se transforme sous l'acte de sa pensée, et prend une étendue qui explique et contient tout. On pourrait l'accuser de chimères; mais l'accuser de chimères, ce serait anéantir sa raison, et nul être vivant ne peut s'anéantir : on tue l'individu, on ne tue pas la race, et dans la race subsiste la réalité qui se rit de la mort, et la vérité qui se rit de la négation.

L'homme se meut dans l'infini par la pensée : il s'y meut encore par la volonté. Tandis que l'animal obéit à l'instinct qui le pousse, l'homme, plus fort que ses penchants terrestres, leur commande et les assujettit. Il habite par le désir les solitudes inénarrables de l'éternel et de l'immense, et son amour se prend à l'idéal invisible de la beauté. Il aime comme il pense, sans mesure dans ses affections comme il est sans mesure dans ses concepts, et son cœur se dilatant à l'égal de son intelligence, il se sent libre encore sous le poids de l'infini. Il pense, il aime, il est libre! Telle est sa vie, tels êtes-vous tous, Messieurs, et votre conscience, en m'écoutant, vous rend le témoignage que je ne flatte ni votre nature ni votre destinée. Au-dessus de vous sans doute, la foi me l'apprend, il existe des esprits dépouillés de chair, plus purs que vous, ayant de la vérité une vue plus directe, mais non pas une autre sphère, un autre mouvement, une autre liberté : l'homme, aussi bien que l'ange, n'a rien au-dessus de lui que l'infini réel et vivant, c'est-à-dire Dieu.

Vous rappelez-vous comment Dieu se définissait à Moïse : *Ego sum qui sum*, « Je suis celui qui suis ? » L'homme, se définissant à

son tour, a dit dans un langage plus humble, mais presque aussi merveilleux : *Cogito*, *ergo sum*, « Je pense, donc je suis.» C'est-à-dire : Je conçois, je nomme, j'habite l'infini; donc j'ai la vie. Car celui qui ne se meut pas dans cet orbite immesuré de l'être, celui-là n'a de la vie qu'un reflet obscur, une ombre qui décline et se perd sans laisser de traces. Dieu se définit par la substance de l'être; l'homme par la pensée, qui est son attribut supérieur, et par où il embrasse, sous Dieu, le même horizon que Dieu.

Dieu est le sommet de la vie. Il en est l'acte éternel et absolu, acte immuable, immobile même, si l'on veut se servir de cette expression, mais d'une immobilité qui est le premier mouvement, parce qu'elle est l'activité infinie subsistant en elle-même. Pour l'homme, pour tous les êtres créés, le mouvement, qui est leur vie, n'a pas cette qualité du repos subsistant. La pensée est ce qui en approche le plus : car elle peut atteindre dès ici-bas à la contemplation de la vérité. Mais la contemplation, qui n'est point l'extase, n'exclut pas la recherche, le désir, les nuages et les incertitudes, et ce n'est que rarement, dans des occasions suprêmes, que chez l'homme voyageur, l'acte vivant de la pensée parvient à la divinité du repos.

J'ai défini la vie. La vie est un mouvement, parce qu'elle est une activité, et que toute activité s'exprime par un mouvement plus ou moins parfait, jusqu'à ce qu'elle arrive en Dieu à l'immutabilité. Mais puisque la vie est un mouvement, puisqu'elle va, où va-t-elle? D'où vient que nous ne sommes pas recueillis en nous et satisfaits d'être? Pourquoi notre repos le plus grand, le sommeil lui-même, ne nous apporte-t-il qu'une incomplète suspension de nos facultés, et que sur la couche où s'affaissent nos membres, l'imagination se révolte encore et nous suscite avec des songes d'action un songe de la vie?

On dit qu'au temps où s'approchait le Christ, le temple de Jérusalem se remplit de signes d'émotion, et qu'un docteur de la loi, témoin de ces prodiges, ne put s'empêcher de dire : « O temple ! ô » temple ! qu'est-ce que tu as et pourquoi te troubles-tu ? » Et moi, parlant d'un autre temple plus grand que celui de Jérusalem, du temple de la vie humaine, je me dis avec le même accent mélancolique : O vie ! ô vie ! qu'est-ce que tu as et pourquoi te troubles-tu ? Est-ce donc que tu ne te reposeras jamais?

Evidemment, Messieurs, tout mouvement suppose une direction, et toute direction suppose un but. Si nous n'avions pas de but, si dans chacun de nos actes et dans leur ensemble nous ne nous proposions un terme où nous tendons, il nous serait impossible de nous mouvoir, ou nos mouvements dénués de sens iraient au hasard, étrangers à toute direction rationnelle et mécanique. Le mouvement

implique un point de départ, qui est l'activité libre de l'être vivant, et un point d'arrivée, qui est quelque chose où aspire l'activité, qu'elle n'a pas et qu'elle veut avoir. Ce quelque chose est le but de la vie. Quel est-il? le savez-vous? Enfants de la vie, héritiers du temps et de l'espace par votre corps, de l'infini par votre âme, savez-vous ce que vous voulez, savez-vous ce que vous faites et où vous allez? Ah! pour moi, je le sais bien : car, ainsi que vous, j'ai reçu à ma naissance un cœur d'homme, et l'abîme qui est dans le vôtre est aussi dans le mien. Je sais ce que je veux, je sais ce que je cherche, et en vous faisant ma confession je vous ferai aussi la vôtre. Infortunés que nous sommes, je veux, je cherche, j'espère, j'attends la félicité. « La félicité, » pour me servir d'une expression de saint Augustin, « est la » fin dernière de l'homme. » *Omnes homines conveniunt in appetendo ultimum finem, qui est beatitudo* [1].

A ce mot, Messieurs, quoique protégé du nom de saint Augustin, vous devez m'arrêter, et je m'arrête moi-même devant un grand scrupule. Car dire que la félicité est le but de notre vie, c'est dire qu'elle en est le mobile, puisque le but détermine à la fois le mouvement et la direction du mouvement. Mais dire que la félicité est le mobile de notre vie, n'est-ce pas confesser que l'intérêt personnel est le principe nécessaire de tous nos actes? Quoi donc! Messieurs, serait-il possible que la notion même de la vie fût la notion de l'égoïsme? Serait-il possible qu'en définissant la vie *un mouvement naturel et légitime vers la félicité*, nous inscrivissions au frontispice de l'ordre moral et sous la garde même de l'Évangile un appel à cette passion de soi qui ruine toute vertu? Est-ce que l'homme n'est pas capable de se séparer de lui-même et d'agir sous l'impression d'un autre mobile que son bonheur, sous l'impression du devoir? Est-ce que le sacrifice ne lui est permis que sous peine de renier sa nature et sa raison, et cette image de la félicité, qui ne doit être qu'une arrière-vue de l'esprit, une conséquence ultérieure de la justice voulue et pratiquée, la placerons-nous, par notre définition même de la vie, au premier rang de notre conscience, comme la clarté souveraine qui doit avant toute autre éclairer nos actes et les diriger?

J'aime en vous, Messieurs, cette protestation soudaine du bien, et je voudrais la signer de mon sang : mais la force logique des idées me retient encore, et je n'ose vous suivre aussi vite sur le terrain généreux où vous me conviez.

Sans doute le devoir est une notion sacrée de l'homme, une part de sa vie : mais est-elle la première? Le devoir, à considérer son es-

[1] *De Trinitate*, lib. XIII, cap. IV.

sence, est une règle, il est la règle de nos actions, mais non pas leur but. Il est la voie, non pas le terme; le moyen, non pas la fin. Or, le moyen est inférieur à la fin ; on veut le moyen pour la fin et non pas la fin pour le moyen. Interrogez-vous : quand vous accomplissez un devoir, vous pouvez oublier la récompense, je le crois ; mais le devoir, tout généreusement accompli qu'il soit, est-il la fin dernière de votre vie ? Est-il en votre puissance de vous y arrêter, comme s'il n'y avait rien au delà ni dans votre espérance, ni dans votre conception ? La nature elle-même s'opposerait ici aux élans de votre cœur. Elle ne vous permet pas d'être indifférent à la félicité, et tandis que vous êtes libres d'abdiquer le devoir, vous ne l'êtes pas d'abdiquer le bonheur. L'homme, quoi qu'il fasse, est retenu entre deux nécessités qui dominent sa vie, la nécessité des premiers principes de son entendement et la nécessité du but final de son existence : il ne peut s'affranchir ni de l'une ni de l'autre, parce que l'une et l'autre sont le fondement régulier de l'ordre intellectuel et de l'ordre moral. Sans la nécessité des premiers principes l'homme tuerait en lui la lumière ; sans la nécessité du but final de son être il tuerait en lui l'activité. Il faut qu'il voie et qu'il espère pour vivre : fils de la vérité et de la béatitude, il peut s'égarer dans le palais de ses pères, mais non pas s'enfuir.

L'Évangile lui-même, si élevé qu'il soit au-dessus de la nature, vous parle en cet endroit comme la nature elle-même. Il ne vous dit pas : « Bienheureux ceux qui pleurent, » sans ajouter : « parce qu'ils » seront consolés. » Il ne vous dit pas : « Bienheureux les pauvres, » sans ajouter : « parce que le royaume des cieux est à eux. » Assurément vous n'aspirez pas à une plus haute perfection que celle de l'Évangile, et si magnanime que soit en vous le cri du désintéressement, il ne saurait l'être plus que dans le sein de l'Homme-Dieu.

Et cependant, Messieurs, mon âme répond à la vôtre. Je sens comme vous que je ne puis mettre au second rang le devoir, le sacrifice, l'élan des héros et celui des saints, et faire de la perspective du bonheur personnel le principe qui me détermine à aimer le bien. Ou je me trompe, ou j'aime le bien pour lui, et si la félicité vient ensuite, comme elle le doit, je la prends pour une conséquence et non pour le ressort premier de mon amour. Il me semble que je n'aimerais pas si j'aimais pour être heureux, et encore que le bonheur doive être inséparable de l'amour, je le mets à la gauche et non pas à la droite. Tel est l'ordre que me signale le cœur, et quoique la métaphysique avec la tradition m'assurent que la félicité est *ma fin dernière*, j'ose croire qu'il y a là une obscurité qu'il nous faut éclaircir.

Nous le ferons, Messieurs , nous franchirons ces Thermopyles de l'ordre moral en nous demandant : Qu'est-ce que la félicité ?

Mais la félicité, qui la connaît ? qui l'a vue ? qui peut savoir où elle gît? Job disait : « D'où vient donc la sagesse, et quel est le lieu » de l'intelligence ? Elle est cachée aux yeux de tous les vivants, et » les oiseaux mêmes n'ont pas découvert sa trace [1]. » Si cela est vrai de la sagesse, combien plus de la félicité ? Toutefois, Messieurs, Job ajoutait : « La perdition et la mort ont dit : Nous avons entendu le » bruit de son nom [2]. » Et cela est vrai de la félicité comme de la sagesse. Nous la nommons, nous la désirons, nous la cherchons, et par conséquent, n'en ayez aucun doute, elle ne nous est pas totalement étrangère. Oui, dans cette vallée de nos maux, que David appelle éloquemment *une vallée de larmes*, dans ce torrent de Cédron où le Sauveur du monde a passé comme nous et où nous buvons chaque jour l'eau triste et troublée de notre vie, le bonheur n'est pas un inconnu, ni même un absent. Il a franchi avec l'homme, quand l'homme tomba, le seuil perdu de l'Eden, et depuis soixante siècles, banni comme nous, il erre avec nous dans le monde, compagnon sacré de nos infortunes et concitoyen de notre exil. Il ne lui est pas permis de se montrer constamment ni tout entier à notre vue, mais il ne lui est pas interdit de choisir une heure et de nous la donner. Un jour ou l'autre il frappe à notre porte, il s'assied au foyer désert ou rempli, et d'un de ses regards jeté sur notre cœur, il en tire cette larme unique où nous lisons ce qu'il est. Larme des mères retrouvant leurs fils après l'absence et les hasards ! larme du voyageur saluant un matin les côtes de la patrie longtemps perdue ! larme des héros entre la victoire et la mort ! larme du juste sous le tressaillement de la conscience ! larme d'Augustin parlant de Dieu à sa mère au bord des flots qui vont le ramener pur à Carthage ! Combien n'en compterions-nous pas, et combien plus que nous ignorons, parce que le cœur de l'homme, si profond pour la misère, l'est bien autrement encore pour la félicité ? La misère lui vient d'un accident, la félicité de sa nature et de sa prédestination.

Or, si nous étudions le mystère qui se passe en nous lorsque le bonheur nous touche un instant, nous reconnaîtrons sans peine qu'il y est causé par la satisfaction plus ou moins entière d'une ou de plusieurs de nos facultés, soit de l'esprit par la poésie et l'éloquence, soit du cœur par une affection récompensée, soit de la conscience par une action qui l'émeut, soit de tout notre être par un ensemble de choses qui le saisissent à la fois et le transportent hors de lui. Mais nous sommes si vastes, nos facultés sont si complexes et nos aspirations si ardentes, qu'il n'arrive jamais dans la réalité que le souffle

[1] Chap. XXVIII, vers. 20 et 21.
[2] Chap. XXVIII, vers. 22.

d'en haut nous soulève jusqu'où il faudrait pour atteindre à la plénitude du ravissement. Une part de nous reste toujours dans l'ombre ou dans l'inquiétude, et ce qui leur échappe ne leur échappe qu'à peine. Le bonheur entre et sort. C'est l'éclair qui vient de l'orient et disparaît à l'occident. Toute la terre le voit et tressaille, mais il passe. Il passe comme la jeunesse, comme la beauté, comme le talent, comme tout ce qui est heureux. Cependant, si rapide qu'il soit, il se fait sentir à nos facultés comme une satisfaction qui produit le repos, et à juger de lui par cette courte apparition qui nous le révèle, nous pouvons le définir : le repos de l'être dans l'entière et inépuisable satisfaction de toutes ses facultés.

Qu'en conclure, Messieurs, pour la question que nous nous sommes faite ? Rien encore. Nous savons ce qu'est la félicité, mais non pas quelle est sa source et d'où elle nous vient. Or, c'est là le point capital pour connaître où nous aspirons quand nous aspirons à la félicité, et si le mouvement qui nous porte vers elle est égoïste ou généreux, nous fait une vie qui se définisse par l'amour ou par l'intérêt.

Les anciens se demandaient comme nous où est la félicité. Les uns la plaçaient dans les biens du corps, tels que les voluptés sensibles ; d'autres dans les plaisirs de l'âme, tels que la science et la gloire ; les plus héroïques, pour ne pas dire les plus profonds, la plaçaient dans la vertu, C'était là toute l'échelle de la vie dans l'antiquité. On ne descendait pas plus bas, et l'on ne montait pas plus haut. Quiconque venait au monde, soit qu'il philosophât, soit qu'il suivît l'instinct, se choisissait l'un de ces trois bonheurs, sauf quelque génie tempéré qui, se faisant de tous les trois un mélange habile, proclamait avec Horace cette médiocrité du désir et de l'avoir à qui est resté le nom d'*aurea* que le poëte lui avait donné.

Je ne dirai rien des premiers, de ceux qui demandaient leur bien suprême aux choses et aux délices du corps. Le pauvre croit à la richesse, et cette image regardée de loin lui fait un songe qui dore ses mauvais jours, comme ces soleils dont on ne jouit pas parce qu'ils sont perdus dans la sérénité rigoureuse de l'hiver, et qui donnent pourtant quelque idée et quelque espérance d'une suave chaleur. Mais celui qui peut approcher la richesse et la regarder aux mains de la volupté, celui-là n'a pas besoin de philosophie pour connaître ce que valent l'or et les sens dans la question du bonheur, il lui suffit d'un coup d'œil pour avoir vu la désolation humaine sous sa forme la plus dramatique. Le voluptueux pauvre a encore une illusion, le voluptueux riche n'en a plus. Il a perdu dans la satiété le dernier bien des malheureux.

M'arrêterai-je à la science, à la gloire, à tous les dons incorporels,

mais terrestres ? Hélas ! nous avons la vie des hommes illustres, elle est l'histoire de notre race dans ses représentants les plus magnifiques : nommez-les, si vous voulez, et cherchez dans cette trace lumineuse où ils nous apparaissent les jours heureux que l'humanité peut envier à leur mémoire. Alexandre meurt à trente ans, Scipion dans l'exil, Annibal du poison, Pompée dans une embûche, César au sénat, sous les coups de son fils présumé : Homère est aveugle et se plaint avec Milton de ne plus voir la lumière sacrée qu'il peut chanter encore ; le Tasse succombe à la mélancolie la veille de monter au Capitole ; le Dante, son aïeul dans la même gloire et la même patrie, l'est aussi dans la même infortune ; le Camoëns les suit de loin, et du lit d'hôpital où il meurt ne voit pas même poindre le crépuscule de sa renommée. Si haut que l'on regarde au firmament des grands noms, le malheur s'attache à eux comme un satellite prédestiné, et la sagesse qui en recherche la cause n'en découvre pas de plus belle, sinon que Dieu se plaît à mettre le génie et la vertu aux prises avec l'adversité pour se donner dans ce contraste un spectacle digne de lui. Ce sont là, Messieurs, des déclamations vulgaires, et c'est à peine si la pensée peut les rajeunir sous des images qui trompent la mémoire.

Mais, en supposant que les plaisirs du corps ou de l'âme eussent dans leurs étroites limites le secret de la félicité, la doctrine qui les proposait aux hommes pour but de leur vie n'en eût pas moins contenu deux vices incapables de justification. Elle eût été d'abord le renversement de l'ordre moral en concentrant les appétits de la liberté humaine sur des choses éphémères, d'une part, et, de plus, gâtées par les deux passions principales de notre cœur, la volupté et l'orgueil. Rien ne pouvait corriger ce défaut, pas même la perspective d'un compte à rendre de nos actions dans un monde supérieur : car sur quoi pouvait porter ce jugement, une fois le plaisir donné pour base à la vie de l'humanité ?

Aussi, quand l'Évangile parut, sa première parole fut celle-ci : « Bienheureux les pauvres, bienheureux ceux qui pleurent, bienheureux ceux qui ont le cœur pur, bienheureux ceux qui souffrent persécution : » non pas, nous l'avons déjà dit, que la pauvreté et la douleur fussent en elles-mêmes la béatitude, mais parce qu'il fallait renverser la voie où se précipitait le monde à la recherche des faux biens, et lui montrer ainsi que, loin d'être le but, ils n'étaient pas même le chemin.

Le second vice de ces doctrines, toujours en supposant la réalité du bonheur attachée aux jouissances terrestres, était d'exclure la presque totalité du genre humain d'une participation possible à la félicité, c'est-à-dire de ruiner la vie humaine en lui faisant de sa fin

dernière une perspective irréalisable à presque tous. Car où sont ceux d'entre nous qui sont riches, puissants, ingénieux, célèbres, doués enfin de ces priviléges du corps et de l'esprit que l'inflexible avarice des choses accorde à si peu? C'est une lice où beaucoup paraissent, mais où de rares favoris s'élèvent, après le combat, sur les restes obscurs et sanglants de leurs frères. Aussi l'Évangile, en même temps qu'il proclamait la voie étroite de la souffrance, ajoutait-il aussitôt : « Venez à moi, vous tous, » — *Venite ad me, omnes*. Cri sublime sorti de la bouche du Dieu fait homme, et qui changeait tous les regards avec tous les horizons.

Cependant, j'ai eu soin de vous le dire, l'antiquité ne s'était pas arrêtée, dans la question de la félicité, à la sagesse d'Epicure ou d'Horace ; elle était parvenue plus haut dans un système qui a produit ses derniers grands hommes, et qui, tout chimérique qu'il était, n'en est pas moins digne de reconnaissance et d'admiration. Car il y a des erreurs qui honorent, quand les temps ne peuvent davantage et que les erreurs sont un effort des âmes pour soulever les temps. Les stoïciens avaient bien vu que ni les plaisirs sensibles, ni les jouissances de l'esprit ou de l'amour-propre, ne pouvaient être le but de la vie et le siége de la vraie félicité. Ils l'avaient vu par un de ces hasards du cœur qui sont, après la parole divine, la grande lumière du monde, lumière qui produit les héros ne pouvant produire les saints. Venus au déclin de la Grèce, lorsque sa liberté ne subsistait déjà plus, les stoïciens posèrent la vertu comme la fin dernière de l'homme et l'essence inviolable de son bonheur. Ils voulurent que leur sage fût libre dans toute captivité qui n'était pas celle du vice, et que la douleur elle-même ne fût pas capable de lui arracher cette pensée qu'elle était un mal, entendant établir par là leur souveraine indépendance de tous les accidents de la vie, et protester au nom de la vertu de l'immutabilité qu'elle leur donnait dans la possession du vrai bien. Rome vieillissante, et qui, maîtresse du monde, ne l'était déjà plus d'elle-même, admit dans ses murs, entre les trophées de ses anciennes mœurs, cette mâle doctrine, et y réchauffa les restes de sa propre virilité. On vit, sous des empereurs fatigués de la bassesse qu'ils avaient créée, quelques âmes incorruptibles à la fortune, et la toge romaine reçut de leur sang versé par la tyrannie une pourpre dernière qui couvre encore l'humanité, tant une doctrine généreuse, même lorsqu'elle est fausse, porte dans ses flancs la secrète bénédiction du Dieu de la force et du désintéressement.

Le stoïcisme avait cet incontestable mérite, qui fut la cause de sa grandeur, de sauver la morale en unissant l'idée de la félicité à celle de la vertu, et en même temps de rendre accessible à tous la fin dernière de l'homme. Car la vertu n'est pas comme la richesse ou la

puissance ou la gloire, une chose de privilége ou d'exception : elle est le règne de l'ordre dans chaque âme qui le veut, le fruit spontané d'un amour qui est le fond commun de notre nature, et la cabane du plus pauvre lui est un asile aussi ouvert que le palais des rois. Une pensée suivie d'une volonté, une volonté suivie d'un acte, voilà la vertu. Elle naît à l'heure qui nous plaît, elle croît aussi vite que nos désirs, et si elle coûte à l'homme qui l'a perdue, il a toujours en lui la rançon qui la lui rendra. Le stoïcisme était donc une doctrine morale et populaire, et on l'eût peut-être cru divin si l'Évangile n'eût été aux portes du monde et n'y eût jeté ce grand cri que le monde a répété pour ne l'oublier jamais.

Selon le stoïcisme, la vie est un mouvement qui a la liberté pour principe, la vertu pour orbite et pour terme. Or, il y a là une idolâtrie de l'homme sous une illusion magnanime. L'homme, quoi qu'il fasse, n'est ni le principe, ni l'orbite, ni le terme de sa vie. Il vient de hors de lui, et il cherche plus haut que lui la fin suprême de son être, comme un fleuve issu des profondeurs de la terre se dirige par son cours aux abîmes de l'Océan. En vain le stoïcisme voulait-il confondre la vertu et la félicité ; en vain, pour sauver leur doctrine, ses sectateurs insultaient-ils à la souffrance et à la mort : la souffrance et la mort les rendaient grands, mais non pas heureux. Ils souffraient en héros, ils mouraient en martyrs, victimes sacrées que la philosophie couronnait de fleurs et la conscience de gloire, mais que la raison condamnait en unissant malgré eux à l'idée de la béatitude celle de l'impassibilité et de l'immortalité. A quoi sert de se mentir? si le mensonge peut devenir sublime, il ne peut pas devenir vrai. Je ne dirai pas que l'orgueil corrompait toutes les vertus des stoïciens : l'amour sincère du bien peut s'allier à une sagesse fausse, et une sagesse fausse peut tromper jusqu'à l'exaltation des cœurs éminents. Mais si Thraséas, Helvidius, Épictète, Marc-Aurèle furent des sages, ils furent comme ces arbres qui d'une terre corrompue poussent vers le ciel une tige et des rameaux vénérables.

Où sommes-nous, Messieurs, et quel est donc enfin le lieu de la félicité? Quel est, hors de nous et avec nous, le foyer inépuisable où nous trouvons le repos vivant de toutes nos facultés? Ah! ne le voyez-vous pas! Vous pensez l'infini, vous disais-je tout à l'heure, vous aimez dans l'infini : comment pourriez-vous hors de l'infini rencontrer le repos de votre pensée et de toutes vos facultés? C'est là qu'est votre principe, c'est là qu'est aussi votre centre et votre terme. Aucun objet borné, si beau soit-il, ne saurait apaiser la faim intérieure qui vous dévore, parce qu'au moment où vous le possédez vous l'avez épuisé. Une invincible énergie vous porte au delà du temps et de l'espace, et le bonheur s'enfuit devant vous dans les ré-

gions immesurées que vous ouvre votre intelligence et où la suit nécessairement votre volonté. Mais l'infini n'est pas une abstraction sans réalité vivante : il vit, il pense, il aime, il est libre, il a un nom célèbre inscrit au front de toute vie comme le nom propre de la vie elle-même : il s'appelle Dieu. C'est en Dieu qu'est la félicité, parce que c'est en lui qu'est la plénitude.

Chose digne d'un éternel étonnement! Quand les anciens, par l'organe de leurs poëtes, se représentaient au delà du monde le séjour des bienheureux, ils se le peignaient comme une ombre tranquille de l'univers, une sorte d'image sans substance des choses passées, et Virgile, animant de son souffle cette étrange demeure de la félicité, lui infligeait le nom de *royaume du vide*, — *Inania regna*. Il y montrait à ses contemporains les mânes fortunées regrettant la lumière du jour et s'essayant dans des jeux sans bruit à feindre leurs combats d'autrefois. C'est, Messieurs, que nos pères d'avant le Christ n'avaient pas cette idée si simple pour nous, que le bonheur est en Dieu. Ils croyaient à la justice divine, aux récompenses et aux peines d'une autre vie ; ils croyaient aussi peut-être à la disparition de la matière sensible dans cette autre vie qu'ils se figuraient par delà le tombeau : mais que Dieu fût cette vie, mais que l'âme, être vivant et substantiel, fût en rapport direct avec sa source, et puisât dans une contemplation de l'éternelle beauté la rémunération de sa beauté personnellement acquise par la vertu, cela n'était pas de leur temps. L'ombre de la vérité les couvrait, et ils faisaient de la vérité même comme une ombre mélancolique et silencieuse. Mahomet venu plus tard, Mahomet initié à l'Évangile, n'a pas même eu ce mérite : il a revêtu de chair la félicité souveraine, et ce fantôme de son paradis persécute encore la honteuse imagination de ses croyants, seul peuple qui n'ait pas connu la pudeur.

La félicité est en Dieu, la raison nous le prouve, l'Évangile nous le dit, et par là tombe le scandale où nous avait jeté cette définition de la vie : *La vie est un mouvement naturel et légitime vers la félicité ;* car elle doit désormais se traduire ainsi : *La vie est un mouvement qui a Dieu pour principe, pour centre et pour terme.*

Sans doute il reste toujours que la félicité est notre fin dernière, puisque Dieu est la félicité même ; mais il reste aussi que notre fin dernière est dans la perfection, puisque Dieu, qui est la souveraine béatitude, est en même temps la perfection infinie. Semblables à lui dans notre nature, nous ne pouvons séparer dans nos tendances ce qui est en lui au même titre et au même degré. L'amour de la félicité n'est pas la cause première qui nous fait aimer le bien, et l'amour du bien n'est pas la cause première qui nous fait aimer et rechercher la félicité. Ce sont deux mouvements nés en nous d'une

source unique, contemporains dans leur expansion, égaux dans leur puissance, et qui, s'aidant l'un l'autre sur la terre, ont l'un et l'autre en Dieu, après un temps d'épreuve, leur immuable satisfaction. Durant cette épreuve, éloignés du bien par corruption ou par faiblesse, nous pouvons y être ramenés par la crainte de perdre notre béatitude finale; mais cette crainte, si énergique qu'elle soit, n'est pas dans notre cœur la racine de la justice et de la bonté, et si nous nous arrêtions à elle sans ressusciter au fond de notre être l'amour véritable et désintéressé de l'ordre, nous ne parviendrions pas à nous sauver de la condamnation. « La crainte est le commencement » de la sagesse, » dit l'Écriture; elle n'est pas la sagesse elle-même, elle ne rend pas à l'âme sa pureté et sa beauté, son goût de l'honnête, sa joie dans la ressemblance intime avec Dieu, son aspiration légitime enfin vers la destinée totale de l'homme, qui est la perfection autant que la félicité, ou plutôt la félicité par la perfection.

Durant l'épreuve encore, ces deux éléments essentiels et coordonnés de notre vie ont entre eux une différence qu'il importe d'autant plus de remarquer qu'elle achèvera d'éclaircir la difficulté fondamentale que nous nous étions proposé de résoudre. L'amour du bonheur n'est pas libre en nous, il est fatal : au contraire, l'amour du bien, tout naturel qu'il soit à notre cœur, lui laisse la plénitude de sa liberté, il est obligatoire sans être nécessitant, et l'on conçoit qu'il en doive être ainsi, puisque sans la liberté le bien n'étant notre ouvrage à aucun titre, nous demeurerait impersonnel. C'est le choix libre entre le bien et le mal qui nous rend propre l'usage de nos facultés, et nous élève, quoique ayant tout reçu, à la dignité d'êtres responsables et souverains. Nous sommes justes parce que nous le voulons, et cette volonté s'appliquant à tous nos actes, notre vie tout entière échappe à la fatalité, sauf par ces deux points extrêmes, les premiers principes de notre entendement et l'affection invincible à la félicité. Mais cette liberté du bien est modérée par l'obligation morale de l'accomplir, et de là vient que l'amour du vrai, du juste et de l'honnête, qui nous est inné, nous apparaît sous la forme du devoir. Le devoir n'est pas son essence, il n'est que sa forme passagère, et c'est pourquoi cet amour divin n'est pas seulement notre règle, il est aussi notre nature et notre but, il l'est autant que la félicité, et il a comme elle en Dieu son principe, son centre et son repos.

C'est donc mal raisonner que de dire : Le devoir est la règle de notre vie, il n'en est pas le but. Oui, cela est vrai du devoir en tant que devoir, mais cela n'est pas vrai du bien en tant que bien; cela n'est pas vrai de la justice et de la bonté que Dieu a mises, en nous créant, au plus profond de nos entrailles, et qui doivent un jour être

rassasiés dans la justice et la bonté d'où elles émanent, selon cette prophétie de l'Évangile : « Bienheureux ceux qui ont faim et soif » de la justice, parce qu'ils seront rassasiés ! » L'Évangile dans ces fameuses béatitudes, fondement de la morale et de la vie chrétiennes, ne nous dit pas seulement : « Bienheureux êtes-vous parce que » le royaume du ciel vous appartient ; » il nous dit en même temps : « Bienheureux êtes-vous, parce que vous serez rassasiés de justice. » La justice est donc le but aussi bien que la félicité, ou plutôt elles s'embrassent l'une l'autre dans la parfaite et substantielle unité de Dieu, océan d'où nous venons et où nous retournons, d'où nous venons avec l'amour du bien et l'amour du bonheur, où nous retournons par le poids de l'un comme par le poids de l'autre, sans que le bonheur voulu détruise en nous le désintéressement inné du bien, sans que le désintéressement inné du bien nous ôte l'espérance du bonheur voulu.

Telle est la vie. Le stoïcisme n'en avait vu que la moitié. Il avait vu, et ce sera sa gloire dans tous les siècles, que la vertu, qui est l'amour du bien dominant toutes choses dans notre âme, est une part nécessaire de l'homme, sa part la plus haute et la plus sacrée ; mais il n'avait pas vu, parce que Dieu lui était caché, ou plutôt parce qu'il se cachait Dieu à lui-même, que la vertu seule, dans son orbite purement humain, n'est pas notre fin véritable et dernière. Il avait voulu faire de l'homme un Dieu par l'efficacité de la vertu, au lieu de faire de Dieu par la vertu la chose de l'homme. Grâce à l'Évangile, tous les voiles sont levés, nous voyons la vie telle qu'elle est, et notre cœur, qui en est le vase, se remplit à la fois du sacrifice qui fait les saints et de l'espérance qui les console, de l'humilité qui les anéantit et de la gloire qui les porte jusqu'à Dieu.

H.-D. Lacordaire.



ASTÉRIUS,

ÉVÊQUE D'AMASÉE [1].

Que fut la ville d'Amasée? Que devait-elle être, vers la fin du IVe siècle, lorsque la voix d'un évêque gouvernait, dans le déclin de l'Empire, une chrétienté, dont après tant de siècles et tant d'invasions destructives, il se conserve encore de nombreux débris, sous l'abrutissant despotisme des Turcs, sous ce joug meurtrier qui dépeuple les territoires, et consume la race conquérante, au milieu de ces belles régions qu'elle a frappées de mort?

Amasée, bâtie au confluent d'un grand fleuve et des eaux du Scylax, sous la protection de hautes montagnes, était une des plus riches cités de cette Asie-Mineure, qu'avaient en partie colonisée les Grecs, et qui, surtout après la ruine des Satrapies persanes, réunit, grâce au climat et aux arts, tant de conditions de fertilité naturelle, de magnificence et de politesse sociale. Plus tard, après avoir partagé les splendeurs de la Grèce d'Europe, on la vit sous la main même d'un despote, mais d'un despote qui combattait pour l'indépendance, échapper au joug étranger, que l'Italie romaine étendait sur la Grèce.

Mithridate était né dans ses murs, Mithridate, ce dernier champion du monde contre Rome, ce barbare qui s'était fait Grec, comme le czar Pierre se fit homme civilisé, pour ouvrir à son ambition l'Europe occidentale. Sous Mithridate et pendant ses glorieuses vicissitudes, Amasée fut la capitale de ce royaume du Pont qu'il avait fondé, et le refuge qu'il ornait des dépouilles du reste de l'Asie-Mineure reprise aux Romains.

Mithridate une fois abattu par le génie de Rome, en dépit de ses discordes, Amasée et toute cette portion industrieuse et guerrière de

[1] Nous devons à la bienveillance de M. Villemain la communication d'un épisode inédit, extrait de ses études nouvelles sur les Pères de l'Église. Nos lecteurs nous sauront gré d'avoir accueilli avec empressement cette bonne fortune et les collaborateurs habituels du *Correspondant* s'honoreront du voisinage d'une si haute renommée littéraire. (*Note de la Rédaction.*)

la Grèce d'Asie devint, par le choix de Pompée, le centre d'un nouveau royaume qu'établissaient les Romains, pour récompenser un des petits princes gréco-asiatiques, dont ils s'étaient servis, dans la guerre contre Mithridate. Pompée donna cette préfecture royale à Déjotare, un des chefs issus de cette race de Gaulois, depuis trois siècles, émigrée, les armes à la main, dans l'Asie et qui, gardant ses mœurs et son nom, secondait volontiers les Romains, pour s'accroître de leur appui et envahir à leur suite. A Rome, lorsqu'ils y venaient comme accusés ou suppliants, ces *Tétrarques* étrangers étaient peu de chose ; et Déjotare, après une longue obéissance à la politique du Sénat en Asie, s'étant trompé de protection, lorsqu'il s'agit de choisir entre Pompée et César, fut heureux d'être, après la guerre civile, défendu devant le dictateur par Cicéron même qui obtint pour lui grâce de la vie, et même du trône.

Mais, à part de tels comptes à rendre au tribunal de Rome, la fortune de ces princes était grande en Asie, leur cour splendide, leurs cités opulentes et prospères.

A cet égard, nous avons touchant Amasée la meilleure preuve de l'importance qu'elle conservait, à peu d'années du règne de Déjotare, sous le second des Césars : c'est le témoignage précis du géographe Strabon né dans cette ville, un demi-siècle avant notre ère, et dont la vie embrasse toute l'époque d'Auguste. « Notre ville, dit-il avec une sorte d'orgueil, est assise dans une » gorge profonde et vaste, que traverse le fleuve Iris. Elle a été merveilleusement munie par la prudence humaine et par la nature ; et » elle peut offrir à la fois tous les avantages d'une cité florissante et » d'une citadelle. Il y a en effet un rocher élevé, de toutes parts » taillé à pic, s'abaissant vers le fleuve et formant une muraille qui » d'un côté couvre l'embouchure du fleuve, le long de laquelle la » ville est bâtie, et de l'autre remonte par deux flancs jusqu'aux cimes. » Il y en a deux semblables qui s'élèvent en magnifiques pyramides. » Dans cette enceinte, se trouvent le palais et la sépulture des rois.

» Ces cimes ont une gorge étroite et présentent de toute part une » hauteur de cinq ou six stades, qui remonte des bords du fleuve et » des faubourgs de la ville. Après ce prolongement jusqu'aux cimes, » reste encore une autre élévation droite et âpre, plus forte que toute » attaque. Ce lieu renferme intérieurement des réservoirs inépuisables, deux conduits y étant ménagés qui communiquent, l'un avec le » fleuve, l'autre avec la gorge intérieure. Deux ponts sont jetés sur » le fleuve, de la ville au faubourg, et du faubourg à la campagne » extérieure : à ce dernier pont se termine en effet la chaîne montueuse, que le rocher domine. Puis, à partir du fleuve, la vallée s'étend et se prolonge, sans offrir d'abord un niveau tout à fait égal :

» mais bientôt elle s'aplanit, et elle forme ce territoire appelé le can-
» ton de Cilicie. Puis vient la Diacopène et la Pimolisène, contrée
» toute fortunée qui s'étend jusqu'au fleuve Halys [1]. »

La ville, la région ainsi décrite par un de ses enfants, continua longtemps de prospérer, sous la lointaine domination de Rome. On ne peut douter que, riche, commerçante, voisine de la Galatie, elle n'ait de bonne heure reçu le Christianisme et entendu la voix de l'apôtre des Gentils, de celui qui nommait avec complaisance les sept villes d'Asie. Quels rayons de l'Evangile ont dû toucher de bonne heure ce peuple ingénieux, qui semble avoir été si conforme de langage et de génie aux premiers missionnaires de Syrie et de Cilicie! Combien le voile des vierges chrétiennes ne dut-il pas couvrir de chastes fronts et de pieuses vertus, dans cette vallée florissante qui, bien des siècles après, fut encore renommée pour la beauté des femmes que, dans sa misère, elle fournissait aux harems des tyrans de Byzance! Combien n'a-t-il pas fallu enfin que l'empreinte du premier apostolat ait été profonde, que la moisson chrétienne ait été abondante sur cette terre, une des plus délicieuses de l'Asie, pour qu'après douze siècles d'oppression, de misère et de barbarie pestilentielle, il s'y conserve encore une nombreuse oasis chrétienne, une église de plusieurs milliers d'Arméniens!

Oui, malgré la magnifique mosquée, et l'école musulmane que Bajazet, dit-on, éleva dans ce lieu choisi pour sa riche nature, la Grèce et l'Evangile sont encore là vivants : et lorsqu'une politique plus sensée, une ambition qui serait de l'humanité voudra enfin délivrer les tribus chrétiennes de l'Asie-Mineure et rendre la fertilité à la terre et la vie à l'espèce humaine, en refoulant une tyrannie non moins impuissante que barbare, les ruines de l'ancienne Amasée, et les décombres de la nouvelle sont là pour marquer au génie de l'Europe les fondations qu'il peut élever et la civilisation, dont il retrouve la place et les débris.

Célèbre dans l'antiquité profane et chrétienne, Amasée a été reconnue et visitée de nos jours par plus d'un savant voyageur. Les abords en ont été décrits, l'enceinte parcourue : on y a relevé quelques inscriptions, dans l'amas des ruines et des marbres brisés. La route qui conduit à cette ville, en partant de Zéla, est tout entourée de vergers et de vignes et traverse le ravin fameux dans l'histoire, où Jules César vainquit le roi du Pont, Pharnace, cet héritier malheureux du courage et des haines de Mithridate.

En avançant au delà sur ce terrain inégal, on descend dans la vallée de l'Iris, où, grâce à l'abondance des eaux distribuées par des machines assez grossières, les jardins et les plantations de mûriers

[1] Strabon, lib. XII, chap. XXXIX.

couvrent de toute part la terre. En suivant encore un étage de collines, on aperçoit enfin, au pied des hauteurs qui la défendent, la riche plaine d'Amasée, où l'ignorance et l'incurie des Turcs n'ont pu lasser la fertilité du sol et l'ingénieuse industrie des laboureurs de race grecque.

Amasée, avec les toits nombreux de ses maisons turques, arméniennes et grecques, s'appelle une des grandes villes de l'Anatolie; et elle mérite ce nom par son site et par ses ruines. On conçoit, ce qu'attestent beaucoup de médailles, qu'elle ait eu sous l'Empire romain le titre de métropole du Pont, et que plus tard ses évêques et les délégués de son église soient souvent cités dans les grands conciles d'Orient. Comprise au IVe siècle dans le partage de l'Empire, elle appartint au diocèse du Pont: au XIIIe siècle, elle dépendait encore de l'empire chaque jour plus rétréci de Byzance; et elle était un des remparts de la première presqu'île d'Asie, du côté de l'Europe, contre le flot croissant des Mahométans. Ce n'était qu'au XIVe siècle qu'elle devait tomber sous leur pouvoir, après avoir bien des fois souffert leurs attaques et leurs ravages sur les fertiles campagnes, dont elle est environnée. Sept siècles de guerre, et cinq siècles d'oppression par les Turcs expliquent assez l'entassement des ruines de cette cité si fortement munie par la nature, et moins menacée que les riches cités de la côte d'Asie.

Il ne reste aujourd'hui des monuments dont elle était ornée, que ce qu'elle avait d'indestructible, ou d'indispensable à la vie, les sépultures des anciens rois dans les flancs taillés du rocher, et les aqueducs qui distribuaient l'eau sur ces hauteurs. Hors de là, tout est débris et reconstructions misérables, sous lesquelles se retrouveraient sans doute bien des antiquités, que, dans un passage de quelques jours, nul voyageur n'a le temps de soupçonner. Seulement un d'eux et des plus habiles, logé pendant sa courte station dans le quartier turc, et cheminant à travers les rues étroites et sales, et les misérables demeures des habitants chrétiens, a remarqué le nombre, et, comme il le dit, l'*horrible familiarité* de grands vautours blancs, qui sont comme les nettoyeurs des immondices de ce pauvre séjour, et qui, appelés sans doute de toutes les cimes des montagnes voisines, se perchent sur les toits ou pivotent dans l'air, guettant le moment de s'abattre sur quelques débris d'animaux, quelque ordure, ou quelque proie qu'on leur abandonne.

Ce triste spectacle dont était frappé, il y a quelques années, un savant voyageur, qu'est-ce autre chose que le symbole en action de la tyrannie et de la rapacité musulmanes arrachant des lambeaux sanglants à la misère des chrétiens d'Asie? Mais l'Anglais qui fait cette remarque, antiquaire et surtout géologue, s'occupait bien plus des lames granitiques et des couches de terre, que des souffrances hu-

maines accumulées, depuis tant de siècles, sur ce sol inutilement fertile. La population chrétienne de la ville lui parut ignorante, autant que pauvre, sachant à peine sa langue natale : il remarque toutefois qu'une école grecque était, depuis peu de temps, établie dans ce triste lieu. C'était une suite et comme un faible reste de ce mouvement d'esprits qui marquait, il y a plus de trente ans, la résurrection de la Grèce sur la côte de l'Asie, comme en Europe, et avait en particulier fondé sur le rivage de l'Anatolie ce gymnase, ce théâtre, cette ville savante d'Aivali, où parut, comme un éclair précurseur, le rayon du génie grec, dont Rhigas avait senti la flamme, et qui précéda le soulèvement héroïque de la Morée et des îles grecques. Que sont devenus, dans l'intérieur de l'Anatolie, ces réveils, ces efforts de civilisation écrasés dans l'île de Scio avec une effroyable barbarie, inaperçus ailleurs à la stupide insouciance des maîtres, et naguères plus opprimés que jamais par le passage désordonné, les vexations et les rapines des bandes descendues de l'Asie ? Que le souvenir seulement de ces efforts soit rappelé comme une dette avouée par l'humanité de l'Europe en 1827, et qui, reconnue de nouveau par la Turquie elle-même, ne peut rester stérile !

Mais revenons à ces temps antiques, où les campagnes à demi en friche, les eaux en partie stagnantes, les décombres, les immondices et les vautours étaient remplacés par les riches moissons, la splendeur élégante, les fêtes chrétiennes et le luxe profane de la fertile plaine et de la forte ville d'Amasée. Ici l'éloquence religieuse est un précieux témoin pour l'histoire. Dans les panégyriques, les reproches, les avertissements qu'elle prodiguait, on retrouve la vie entière du peuple, ce que la tyrannie païenne avait infligé de maux, ce que la foi chrétienne inspirait d'héroïsme, le rapprochement des classes sociales, l'égalité des sexes par le dévouement de la vertu, l'éclat et l'abus des arts, le besoin et les prodiges de la charité, enfin sur un point plus intérieur de l'Asie, ce que nous avons étudié déjà dans Antioche, ou dans Byzance.

Amasée, comme les autres cités grecques de l'Asie-Mineure, a eu sa tradition d'évêques qui remonte aux premiers temps de notre ère. Elle a eu ses docteurs, ses martyrs. Mais ce n'est que vers la fin du IVe siècle, qu'elle s'est honorée d'un pontife célèbre par son éloquence, et dont les écrits s'adressaient à une partie du moins des églises de l'Empire.

Quelques-uns de ces écrits nous restent aujourd'hui, et sont pour nous un témoignage historique. Les plaintes de l'évêque nous montrent, par les excès blâmés dans les mœurs de la ville, la supériorité qu'avaient gardée l'art et l'élégance grecque, dans ces contrées si voisines de l'Europe. Le saint orateur prêche-t-il sur l'histoire ou la parabole de Lazare, il nous peint les riches tissus de soie et de

pourpre, dont se parent jusque sous ses yeux et dans l'église les femmes de ces villes grecques, et le luxe d'élégance qui servait même à leur piété.

« Si parmi les riches, dit-il, il y a des hommes, ou des femmes paraissant plus religieux que d'autres, c'est à l'Évangile qu'ils empruntent les sujets de dessin donnés à leur brodeur, le Christ et ses disciples, et les miracles tels qu'ils sont racontés. Vous verrez là les noces de Cana, le paralytique portant son lit sur ses épaules, l'aveugle guéri, en étant frotté d'un peu de fange humide, la femme malade d'un flux de sang et qui tâche de saisir l'agrafe du manteau de Jésus, la pécheresse qui tombe à ses pieds, Lazare qui sort du sépulcre. En faisant cela, ils croient faire œuvre de piété et prendre un vêtement agréable à Dieu. Mais s'ils m'écoutent, qu'ils vendent ces parures et qu'ils donnent leurs soins aux images vivantes de Dieu! Ne faites pas de représentations du Christ; c'est assez de cette humble transformation corporelle, qu'il a volontairement acceptée pour nous. »

Le sévère apôtre continue de nous décrire, par les reproches qu'il fait, et quelquefois par l'ironie dont il se sert, la magnificence de ces villes d'Asie, auxquelles il voulait enseigner l'abstinence et la charité. « Avant tout, dit-il, à celui qui veut mener une vie délicate et douce, il faut une maison élégamment bâtie, parée de mosaïques, de pierreries et d'or comme une fiancée, puis appropriée avec art aux changements des saisons et du temps. — Il faut des tapis et des étoffes de grand prix, pour couvrir les rez-de-chaussée, les siéges, les lits, les estrades, les portes; car chez eux, tout est vêtu avec soin, même les choses inanimées; et cependant le pauvre manque d'habits. Ajoutez les vases d'argent et d'or, les oiseaux du Phase et les vins de Phénicie achetés à grand prix et prodigués dans les festins des riches, tout cet appareil de délices, dont se rendent compte exactement ceux qui en jouissent. La recherche des plaisirs, plus abondants et plus raffinés chaque jour, mêle à nos aliments les aromates de l'Inde, etc. — Comptez encore le nombreux service de la table, les maîtres d'hôtel, les échansons, les dégustateurs, et pour préluder, les musiciens, les musiciennes, les danseurs, les joueurs de flûte, les mimes, les parasites, toute cette troupe à la suite et au service des vanités humaines. Pour amasser tout cela, que de pauvres il a fallu maltraiter, que d'orphelins livrer aux coups, que de veuves condamner aux larmes! Combien de malheureux, se déchirant eux-mêmes, auront eu recours à la corde ou au lacet! Telle est en effet l'âme humaine, qu'il semble à son entrée à la vie qu'ayant bu l'eau du Léthé, elle oublie tout à fait et soi-même et quelle est sa nature, et à quoi elle

» est liée, et comment cette union doit finir, etc. — Et lorsque l
» temps marqué arrive, et que, par un inflexible décret, va s
» rompre le lien de l'âme et du corps, alors revient la pensée de l
» vie antérieure, et une tardive et stérile pénitence. »

Cependant, à cette peinture des riches d'Amasée le prêtre chrétie oppose la description des souffrances du pauvre nu et paralytique cloué par la douleur, dit-il, près de cette porte meurtrière des hôtes et fermée à la misère. « Tel était, dit-il, Lazare ; et cet homme, le riche
» passait devant lui, comme devant une pierre. Le riche en effet n'a
» pas eu pour sa justification ces prétextes vulgaires : je n'avais pa
» vu ; j'ignorais les plaintes de ce mendiant ; ce mendiant m'était in
» connu. Non. Gisant près du seuil, Lazare était en spectacle au riche
» à son entrée et à sa sortie, afin de rendre irrémissible la con-
» damnation de l'homme impitoyable. Il convoitait quelques miettes
» tombées de la table ; mais il n'obtenait rien ; et, pendant que l'autre
» regorgeait d'abondance, celui-ci mourait de misère et de faim.
» Les chiens mêmes, homme méchant et superbe, se nourrissent des
» miettes qui tombent de la table de leur maître ; et toi, tu n'as pas
» jugé digne d'un tel présent ton frère et ton concitoyen ! Bien plus ; les
» chiens étaient, chez toi, nourris avec soin. D'une part les molosses,
» de l'autre les lévriers étaient bien logés, bien couchés et avaient
» pour les servir des esclaves distincts, tandis que sur la terre nue
» gisait à l'abandon et foulée aux pieds, l'image de Dieu, que l'au-
» teur et l'artisan du monde a faite lui-même de sa main. »

Et toutefois cette indignation du chrétien sur des inégalités si cruelles n'est pas aveugle. Ce contraste, tout amer qu'il est, n'est pas irréfléchi. Ce n'est pas la pauvreté seule que l'évêque montre et suppose accueillie par Dieu, c'est l'humilité et la vertu, dans la pauvreté. « Que tout pauvre, dit-il, tout homme dénué d'argent et
» vêtu de haillons ne se fasse pas un mérite de cela, ni ne croie pas
» que la misère suffise pour le salut ! Le mérite n'appartient pas à
» celui qui n'est que pauvre par nécessité, mais à celui qui, par libre
» volonté de l'âme, supporte bien la pauvreté. En effet, pour ceux
» qui ne trouvent dans la pénurie où ils vivent qu'une cause de cor-
» ruption et d'endurcissement, la pauvreté sert de viatique au crime.
» Dans la vérité, quand j'ai approché du Prétoire, parmi les bri-
» gands, les voleurs d'esclaves, les fripons, les homicides mêmes,
» j'ai trouvé des pauvres, des roturiers, des hommes sans famille et
» sans foyer. Il est donc bien manifeste que le pauvre béatifié par
» l'Ecriture, c'est celui qui, réglant son âme par la sagesse, supporte
» le travail et la peine, souffre avec constance le malheur et ne fait
» rien de coupable ou de honteux, pour procurer au corps quelque
» bien-être et quelque plaisir. Voilà ce que le Seigneur a défini la

» première béatitude, quand il a dit : Heureux les pauvres de cœur ;
» car tout pauvre n'est pas juste, mais celui-là seulement qui ressemble à Lazare. Tout riche n'est pas réprouvé, mais celui-là seulement qui vit comme le contemporain de Lazare [1]. »

Ces détails de mœurs, ces conseils aux pauvres, cette justice envers le riche respirent la vraie charité chrétienne, telle qu'on la conçoit dans une société florissante. Ce caractère d'atticisme chrétien, disons-nous, d'élégance et de sagesse civile est marqué dans tout ce qui reste de l'évêque Astérius. Evidemment, il parle pour un peuple heureux et poli. Ses idées, ses images, sa sévérité même sont empreintes de ce luxe de la Grèce asiatique : et on peut, par son style, juger les mœurs, la vie, l'aspect de la ville d'Amasée. Explique-t-il, par exemple, l'évangile de saint Luc sur l'économe infidèle ? Voici comment il entretenait son auditoire.

« Sache, qui que tu sois, dit-il, que tu as dans les mains un bien » étranger ; et, éloignant de toi tout orgueil de propriétaire, prends » l'humble attitude d'un serviteur responsable ; et, toujours dans » l'attente du maître, prépare avec sollicitude et humblement tes » comptes et ton registre. Tu n'es qu'un fermier, et tu n'as qu'une » courte jouissance concédée et passagère. Si tu doutes d'une chose » si visible, apprends-la par le fait et l'expérience qui ne trompent » pas. Tu possèdes une terre transmise par héritage, ou par contrat. » Rappelle-toi, et dénombre, si tu le peux, combien d'autres l'ont » possédée avant toi ; puis, regardant l'avenir, combien d'autres la » posséderont après toi ; puis, dis-moi à qui elle appartient réellement, » de ceux qui l'ont eue, ou de ceux qui la tiennent aujourd'hui, ou » de ceux qui l'occuperont ensuite ? Si on pouvait tous les réunir, » elle aurait plus de propriétaires qu'elle n'a de glèbes.

» Mais bien mieux, pour te faire une image de cette vie, cherche » dans ton souvenir s'il t'est quelquefois arrivé, voyageant par un jour » d'été, d'avoir en perspective un arbre au vert feuillage, à la cime » élevée, aux rameaux étendus, offrant une ombre vaste comme » le toit d'une maison.

» Charmé de ce frais asile, tu es entré sous cette ombre, et tu t'y es » arrêté. Mais, comme il te fallait repartir, un autre voyageur, attiré » vers le même abri, est survenu. Tu as relevé ta valise ; il a déposé » la sienne ; et il a recueilli tout ce que tu quittais, le gazon, le feu, » l'ombre des rameaux et l'eau courante. Il s'est couché sur l'herbe ; » et toi, tu as poursuivi ta route. Il a profité de l'asile à son tour ; et » puis, il est parti : et ce même arbre, dans un seul jour, a été la retraite passagère de dix voyageurs peut-être. Mais en étant la jouissance de tous, cet arbre n'est la propriété que du vrai Dieu.

[1] *Bibliotheca Patr.*, operâ ac studio F. Combefis, col. 5, 8, 9 et seq.

» Tu as vu parfois aussi une hôtellerie, où tu séjournais sur la route. » Tu y trouvais beaucoup de choses, n'ayant toi-même rien apporté, » une table, un lit, des plats, des verres, un service de tout genre. » Puis, quand de tout cela tu n'avais pas fait encore assez d'usage à » ton gré, arrivait un autre voyageur haletant, poudreux, te sommant, » te pressant de quitter la place et la réclamant, comme sienne. Telle » est notre vie, mes frères ; et, si on peut le dire, plus transitoire et » plus précaire encore. Aussi lorsque j'entends quelques personnes » dire, *mon champ, ma maison*, je ne puis m'étonner assez comment » ils croient par une vaine syllabe s'attribuer ce qui n'est pas à eux, » et avec trois lettres, s'incorporer le bien d'autrui. De même, en effet, » que personne n'a en propre les rôles des pièces de théâtre, mais » que chaque acteur les reçoit pour un temps, et selon le sujet : ainsi » la terre et les richesses terrestres, nous nous les passons l'un l'au- » tre, nous les revêtons tour à tour, comme des costumes de comédie.

» Dites, je vous prie ; la puissance ici-bas est-elle plus réelle ? Pé- » nétrez dans les palais, recherchez les chlamydes royales ; vous en » trouverez beaucoup qui ont couvert les épaules de beaucoup de prin- » ces ; de même pour les couronnes, les agrafes d'or, les ceintures. » Tout se transmet par héritage et se met en commun, de ceux qui » passent à ceux qui restent. Et ce théâtre même, sur lequel figurent » les princes, qu'est-ce, et que vaut-il ? C'est un char ambulant conduit » avec une baguette d'or. Tout prince n'a-t-il pas toujours ces cho- » ses, sans être longtemps le même ? mais, à son tour, chacun, pour » l'usage d'un moment. De même que le linceul et le brancard funè- » bre reçoivent l'un après l'autre les cadavres qui se succèdent, ainsi » les insignes des magistratures changent incessamment de maître. » De là, ces fréquentes admonitions que nous crie l'apôtre : *La figure* » *de ce monde passe.* Et encore : *Ayant tout, comme s'il n'avait rien.* » Et cette autre parole : *Usant des choses, de manière à n'en pas abu-* » *ser ;* tout cela se réduisant à cette vérité, que nous devons vivre ici, » au jour le jour, et attendre incessamment le signal du départ [1]. »

Certes, ce langage de l'église d'Amasée n'était pas indigne des chaires éloquentes d'Alexandrie, de Césarée, d'Antioche et de Constantinople. C'est la même vivacité d'imagination émue, le même éclat asiatique relevé par la sévérité de la foi. C'est aussi la profonde impression des mêmes temps, de ces temps polis et dégradés, où la durée du despotisme n'assurait pas le despote, où le pouvoir était changeant et l'esclavage immobile, où les morts promptes des princes, les chutes des ministres, les supplices des favoris, et non plus les martyres, mais les fréquents exils des évêques semblaient aggraver au centuple la mobilité naturelle du monde. C'était là sans doute un triomphe pour la

[1] *Bibliotheca Patrum*, oper. ac stud. F. Combefis, col. 23 et 26.

parole chrétienne. Elle devenait, dans ses exagérations mêmes, l'image vraie de cette société ; et par là, elle nous intéresse historiquement. Elle nous montre le christianisme unique bienfaiteur de ces peuples, seule barrière entre la richesse démesurée et la misère, entre ces deux vices de la Puissance romaine, qui se renouvelaient partout dans son empire.

Est-ce Amasée, en effet, ou Rome elle-même qu'a sous les yeux l'orateur, lorsqu'il s'écrie? « Mais nous, comment gouvernons-nous si » follement la vie, que nous dédaignons les pauvres, et que, les lais- » sant mourir dans leurs maux, nous prodiguons ambitieusement la » richesse à de vaines dépenses, nourrissant des foules d'adulateurs » affamés, traînant à notre suite des armées de parasites, prodiguant » notre fortune en achats de gladiateurs, de bêtes féroces et en nour- » ritures de coursiers ; enfin nous ruinant pour des mimes, des fai- » seurs de tours, et tout ce qu'il y a de plus corrompu ? tant notre » conduite est absurde et touche à la folie! Là, en effet, où la dépense » rapporterait un gain inestimable, le salut éternel, nous serrons for- » tement la main, pour ne point laisser échapper une aumône, et quand » il s'agit, au contraire, de dépenses coupables, que suivent des pu- » nitions infaillibles et le feu éternel, nous versons à pleines mains » nos richesses [1]. »

Dans Astérius, comme dans Chrysostome, la nécessité de l'aumône, la justice de l'aumône est la grande et perpétuelle recommandation. L'anti-chrétien, c'est l'avare, c'est le cœur dur qui n'accorde rien aux souffrances de ses frères, ou même l'homme avide en proie à la fureur du gain. Cette avarice, l'évêque d'Amasée la poursuit sous toutes les formes, l'insensibilité au malheur, l'envie, la spéculation immorale et cruelle, l'apostasie intéressée et basse.

Par là il fait passer sous nos yeux une partie des maux intérieurs de l'Empire. Son portrait de l'avare, odieux à ses serviteurs, inutile à ses amis, fâcheux aux étrangers, parcimonieux et sordide pour l'éducation de ses enfants, économe contre lui-même et se refusant tout remède salutaire, qui n'est pas à vil prix, ce portrait appartient à l'homme en général, et se trouve partout. Mais, ce que l'orateur emprunte aux spectacles de son temps, et ce qui devient pour nous un trait de mœurs curieux, c'est l'avarice de ces hommes « qui travaillent sur le malheur public, qui souhaitent des surcharges inopinées d'impôts, des taxes intolérables, pour prêter leur argent à un taux élevé, et qui attendent impatiemment la ruine des malheureux par l'usure, afin d'acheter à vil prix leurs terres, leur mobilier, leurs troupeaux, leurs bêtes de somme.

» D'autres encore spéculent sur les espérances de disette ; de toutes

[1] *Bibliotheca Patr.*, operâ ac studio F. Combefis, col. 32.

» parts, ils accaparent le blé, pour l'entasser dans leurs greniers, » l'enfermant sous une double serrure. Pendant que l'avare spécula- » teur palpite dans cette attente et semble voir en songe des trésors, » s'il survient une nuée plus épaisse, il s'en désole comme d'un pé- » ril ; une goutte de pluie l'afflige ; la fin d'une sécheresse est un » deuil pour lui. Il cherche et se démène, comme s'il s'agissait d'un » fils unique ; il essaie tout, pour découvrir quelque procédé, quelque » remède qui préserve plus longtemps de la moisissure et des vers » ces blés, dont il ne fait nulle part aux pauvres, et qu'il ambitionne » de vendre le plus cher possible, à la faveur des maux publics. »

Dans ces vives peintures, nous retrouvons en action ce que d'autres témoignages nous disent des plaies de l'Empire, en Orient, comme en Occident, sous le plus beau ciel, sur la terre la plus féconde.

Le despotisme, l'esclavage domestique, la mauvaise économie sociale amenaient la réduction du nombre des propriétaires, le dépérissement de la culture, les famines fréquentes, et, à leur suite, les séditions, sans esprit de liberté. De là ce terrible problème qui se pose dans toute société trop inégale, et que le prêtre chrétien résumait ainsi : « L'avarice est mère de l'injustice, impitoyable, inhu- » maine, souverainement cruelle. Par elle, les existences des hommes » sont trop disparates. Les uns regorgent de la satiété des choses » superflues ; les autres agonisent, pressés de misère et de faim. » Ceux-ci reposent sous des toits dorés et habitent des palais qu » ressemblent à des villes, avec des bains, des lambris, de longs por- » tiques, toutes sortes de magnificence ; ceux-là au contraire n'ont » pas deux poutres, pour les couvrir ; et ne pouvant vivre toujours » en plein air, ils se réfugient dans les chauffoirs des bains publics » ou, s'ils sont repoussés par des maîtres inhospitaliers, on les voit » comme des animaux immondes, s'enfoncer dans le fumier, cherchan » la chaleur dont ils ont besoin. Pour que l'homme, cet être doué en » naissant de la même prérogative, vive si diversement de l'homme » son semblable, il n'y a qu'une cause déterminante, l'avarice[1]. »

Tout cela, sans doute, paraîtra trop général et peut-être déclama toire ; mais la marque du temps s'y trouve toutefois ; et nous reconnaissons bientôt dans les reproches distincts choisis par l'orateur, la par que la cupidité a toujours eue dans les révolutions des États et le changements d'opinion des hommes. C'est, sur la restauration païenn tentée par Julien, un point de vue qui manquait encore, après ce qu nous ont appris Grégoire de Nazianze et Basile. L'évêque d'Amasée contemporain et survivant de Julien, nous apporte à cet égard un témoignage authentique pour l'histoire, autant que moralement instructif. Évidemment, ce qu'il raconte des séductions de richesse em

[1] *Bibliotheca Patr.* operâ et studio F. Combefis, col. 47 et 57.

ployées près des âmes communes par l'austère apostat, se fondait sur des exemples qu'avaient remarqués les villes d'Asie, où passa Julien et sa cour ; et ce témoignage s'accorde avec d'autres récits, même païens, qui se plaignent du luxe fastueux et de l'arrogance avide de quelques-uns des philosophes attachés à cette cour.

Écoutons sur ce point le prédicateur de la ville d'Amasée, et voyons comment il a ramené à un texte ordinaire de morale cet incident curieux de la lutte inégale entre les deux cultes. « Si, dit-il, c'est le propre du péché d'éloigner Dieu des hommes, il n'est péché plus maudit que l'avarice à laquelle Paul, ce véridique interprète de la vérité, a donné le nom d'idolâtrie et de mère de tous les vices. Ceux en effet qui s'étaient engagés au Christ, et qui, devenus participants des mystères, avaient embrassé la foi, quelle cause les a rejetés dans le culte des démons ? N'est-ce pas le désir de posséder davantage et d'accaparer le bien d'autrui ? L'espoir des charges judiciaires, des préfectures, des faveurs et des largesses du prince leur était offert par les impies. Ils ont changé de culte et de religion tout à coup, comme on change d'habit. Ces exemples qui s'étaient rencontrés dans les siècles précédents, le souvenir de notre siècle les a gardés et reproduits. Nous en avons de récents et de contemporains. Lorsqu'en effet ce César qui, de nos jours, déposa tout à coup le masque du chrétien, qu'il avait longtemps porté, sacrifiait lui-même inpudemment aux démons, et par divers attraits invitait les autres au même crime, quelle foule passa de l'Église aux autels profanes ! Combien, pour l'amorce des honneurs, avalèrent l'hameçon du péché ! Ce sont ceux-là mêmes qui maintenant promènent leur déshonneur dans les villes, objets universels de haine et de risée, comme ayant trahi le Christ pour un peu d'argent, et retranchés de la liste des chrétiens, comme Judas, de celle des Apôtres [1]. »

Voilà, certes, un côté nouveau des révolutions religieuses du IVe siècle, l'égoïsme et l'avidité souvent mêlés au zèle religieux, et la vénalité multipliant les apostasies ! L'orateur chrétien, dans cette pensée, voit partout la corruption de la richesse : et, jusqu'à l'innocent et antique usage des étrennes est poursuivi par lui comme une avare idolâtrie. « Ce jour, dit Astérius, en parlant du premier jour de l'an, communique aux âmes simples et tendres de l'enfance l'amour de l'argent. Il apprend à aller d'une maison à l'autre et à offrir, par forme de présent, des bonbons dorés, pour lesquels on rend le double ; et de là, de jeunes esprits s'habituent aux échanges intéressés et au désir du gain. Mais nos bons laboureurs, ces hommes d'une profession sainte, que de dommages leur fait ce jour ! Il leur

[1] *Bibliotheca Patr.*, operà et studio F. Combefis, col. 53.

» faut s'abstenir de paraître en public, fuir les rues et les marché
» de la ville. Car si on les aperçoit, on les frappe, on les maltraite
» on leur prend ce qu'ils ont dans les mains. En paix, ils sont assail
» lis, comme des ennemis; ils sont insultés de parole et d'action. No
» meilleurs prophètes sont en butte à mille outrages, âmes innocen
» tes, images de Dieu, fidèles dans la liberté, soutiens et serviteu
» de notre vie. Ainsi sont traités les hommes élevés en dignité, ains
» les pauvres, ainsi les enfants, ainsi les laboureurs. Les uns son
» raillés; les autres se fâchent; les autres apprennent ce qu'il vau
» mieux ignorer [1]. »

La censure de l'Apôtre chrétien nous atteste ce qu'était, à certain jours de l'année, la vie folâtre de ces riches cités d'Asie, où le luxe la misère, la prostitution, l'esclavage, le scandale et la gaîté de rues, et comme les dernières orgies du paganisme, se mêlaient au œuvres de l'Evangile. Là encore, l'évêque d'Amasée s'accorde ave le patriarche de Constantinople. Cette fuite, cette proscription d l'eunuque Eutrope qui avait inspiré de si touchantes paroles à sain Chrysostome, revient dans une allusion aux catastrophes politique du temps. C'est le même cri : *Vanité des vanités!* c'est la même piti pour ces fragiles grandeurs des eunuques du palais devenus consul de l'Empire, et finissant par la mort ou l'exil.

N'y avait-il pas de leçons plus hautes, d'occupations plus salutaires pour les sociétés grecques d'Asie? Etaient-elles incessammen ballottées entre les jeux de leur opulente mollesse et les tristes spectacles d'instabilité, que multiplie le pouvoir absolu? Evidemment Amasée, comme Antioche, avait connu de plus grandes choses, avai passé par une plus forte école. Ces épreuves qui avaient ennobli l légèreté des Grecs d'Asie, c'était le martyre; c'étaient les prémice cruelles et les reprises fréquentes de la persécution, les luttes contr la tyrannie et l'idolâtrie. Mais, lorsque cette occasion manqua, lorsque les séductions de la faveur et de la richesse passèrent à leur tou du côté de la foi, le zèle religieux n'étant plus excité par la lutte, n soutenu par la vertu civile, le déclin fut rapide, et la réforme moral tomba du même coup que l'enthousiasme. Par là s'expliquent le peintures si sévères, que le pontife fait de ces chrétientés naissantes Il n'y a pour réveiller leur zèle, pour aiguillonner leur mollesse que le souvenir des Martyrs. C'est l'exemple, où s'appuie sa parole

Chaque anniversaire qui ramenait leurs noms appelait dans l'église d'Amasée de nombreux fidèles accourus de la campagne et de villes voisines. C'était la représentation de ces solennités anciennes de la Grèce, où la patrie pleurait et célébrait les guerriers morts pou sa défense. De même ici, on louait la vertu chrétienne résistant au

[1] *Bibliotheca Patr.* operâ et studio F. Combefis, col. 74.

supplices ; on la proposait pour modèle ; on l'invoquait pour médiatrice. Les premiers de ces héros du christianisme, les plus grands comme les plus anciens des martyrs, c'étaient les Apôtres mêmes, les apôtres Pierre et Paul ; l'un le docteur de Jérusalem, l'autre l'évangéliste d'Athènes. C'était à ces deux titres que les vénéraient les peuples chrétiens de l'Asie-Mineure[1]. Ces deux noms de Jérusalem et d'Athènes élevaient sans mesure aux yeux des Grecs asiatiques la gloire des deux Apôtres ; et leur apothéose, qui revient sans cesse dans les paroles du grand orateur d'Antioche, n'est pas moins chère à l'évêque d'Amasée.

Mais, après de telles commémorations réservées à toute la société chrétienne, il y avait pour chaque grande province de cette société, pour chaque canton, pour chaque église, des cultes à part, des noms sanctifiés, dont la célébrité se communiquait ensuite et devenait un trophée commun pour la foi nouvelle. Ces traditions locales, et parfois toutes sanglantes encore, étaient pour le peuple chrétien une exhortation toujours présente. La parole y venait du cœur, et touchait à l'action. Malgré le mobile génie de ces tribus grecques d'Asie, et les séductions de leur climat, de leur richesse, on conçoit l'ascendant que gardait sur elles la mémoire éloquemment rappelée de leurs devanciers dans la foi, de ceux qui avaient souffert pour la cause aujourd'hui triomphante, et lutté contre les tortures, aux mêmes lieux, où il ne s'agissait plus que de résister aux plaisirs. Il est curieux de voir comment l'évêque d'Amasée compare cet enseignement de la persécution chrétienne aux leçons de sciences familières à ces peuples.

« Le géomètre, dit-il, après bien du travail sur les livres, bien des leçons entendues, ne comprendra la puissance des figures diverses, que lorsqu'il aura lui-même étudié sur le tableau les points, les lignes, les cercles. Le candidat à l'astronomie, la parole seule ne l'instruit pas, tout studieux qu'il est, si le maître ayant habilement manié pour lui la sphère, ne montre à ses yeux le mouvement du ciel. Le médecin aussi qui a beaucoup travaillé sur Hippocrate et sur les autres maîtres est inhabile à la pratique, avant d'avoir vu beaucoup de malades et appris par eux l'art de guérir. Ainsi nous, disciples des Martyrs, si nous nous proposons pour maîtres les exemples de ces hommes courageux, avant de venir nous-mêmes à l'épreuve, nous apprenons à garder la foi

[1] La pensée de l'illustre auteur est si claire qu'elle ne peut donner lieu à aucun malentendu. Les motifs de dévotion particulière qui attachaient les Chrétiens d'Orient à la mémoire des saints apôtres Pierre et Paul, étaient assurément fortifiés chez eux par la vénération, commune, avant le schisme, à tout le monde chrétien, pour le chef divinement institué de l'Eglise et les fondateurs du siége de Rome.
(Note de la Rédaction.)

» jusqu'à l'extrême péril, les yeux fixés sur leurs sacrés tombeaux » comme sur des stèles chargées d'inscriptions et qui rappellent » exactement les conditions du martyre. De même que ceux qui » s'approchent du chêne de Mambré, ou de la caverne qu'Ephraïm » de Chettée vendit pour la sépulture de Sara, et où le patriarche » repose avec ses fils, retrouvent par l'aspect des lieux l'image des » choses et voient dans leur pensée le saint patriarche, les prémices » de la religion, la circoncision commençant, et qu'en même temps » ils songent aux rejetons de cette souche sacrée, Isaac, Jacob, et » que, par le souvenir des hommes, ils deviennent spectateurs de » toute leur histoire; ainsi moi, aujourd'hui, en touchant au monu- » ment du bienheureux Phocas, au seul aspect du lieu je sens ma » mémoire remplie de tous les récits de sa vertu, je le vois jardinier » de profession, homme simple de cœur, hospitalier, honneur de la » côte d'Asie, bienfaiteur de notre territoire, le saint des saints et le » plus illustre, parmi les athlètes du Christ. »

Sans doute, pour la sévérité et la raison, il y a trop de l'art grec dans ce début oratoire. Mais, comme il nous fait comprendre le goût et l'esprit de ces colonies du littoral et des premières vallées de l'Asie-Mineure ! Comme nous assistons à ces progrès du christianisme gagnant de ville en ville, dans ces heureuses contrées, passant de l'esclave au maître, du simple artisan au philosophe, et de bonne heure s'illustrant par des martyrs, dont la gloire et la sainteté se communiquent d'une ville à l'autre !

Phocas, possesseur d'un petit jardin aux portes de Sinope, vivant du travail de ses mains et hospitalier pour les pauvres, était mort chrétien et martyr, s'étant lui-même, disait-on, livré aux licteurs qui le cherchaient, et à qui il avait donné d'abord la table et le sel. Une église avait été bâtie, en son nom, sur la place de son sacrifice; et les foules qu'elle attirait enrichissaient la ville. Son nom était vénéré des marins qui fréquentaient le Pont-Euxin, l'Adriatique, la mer Egée et jusqu'à l'Océan, disait-on. Une légende célèbre racontait que ce saint des pauvres était souvent apparu la nuit, à l'approche de la tempête, pour éveiller le pilote endormi, diriger sa voile, et lui faire éviter les écueils. En retour, les matelots de ces mers, par une pieuse pensée, à chaque repas à bord d'un navire, faisaient la part du martyr absent. Un des convives la rachetait; et de ces petites sommes accumulées se formait une collecte, qu'en touchant au port, l'équipage distribuait aux pauvres [1].

Telle était la touchante tradition locale, que célébrait assez loin de Sinope, dans cette même péninsule d'Asie, l'Evêque d'Amasée. Il

[1] *Bibliotheca Patr.* operâ et studio F. Combefis, col. 169 et seq.

ajoutait que la vénération pour ce saint avait pénétré jusque chez les barbares. « Les plus féroces, dit-il [1], les Scythes, tous ceux qui occu-» pent la rive opposée de l'Euxin, les voisins du marais Méotide et » du fleuve Tanaïs, et tous ceux qui habitent près du Bosphore et » jusqu'au Phase, portent les armes au pauvre jardinier. »

Sinope, comme Amasée, avait alors ce reste de grandeur et de magnificence d'une ville qui avait servi de capitale à Mithridate Eupator, et qui reposait, depuis trois siècles, sous la paix asservissante de Rome. Les persécutions païennes, réitérées à plusieurs époques, n'en avaient pas détruit les monuments, ni appauvri les riches campagnes, dont l'aspect charmait encore les regards, il y a quelques années, même sous l'incurie et la férocité musulmane. « La dis-» tance de Carousa à Sinope, dit un voyageur anglais [2], était de cent » cinquante stades, d'après l'ancien périple anonyme. Par la présente » route, elle est de six heures, ou de dix-huit milles géographiques. » Pendant quelque temps, la route était excellente ; des haies de buis-» sons et de myrtes servaient à protéger les jardins et les vergers, » sur les deux côtés du chemin. Après quoi, nous arrivâmes à une » contrée sauvage tout ouverte, avec un petit nombre d'arbres épars. » Nous passâmes alors un petit ruisseau coulant Nord-Est ; et nous » entrâmes de nouveau dans un canton bien cultivé, où les champs » fermés de haies regorgeaient de moissons presques mûres. Nulle » part en Asie-Mineure, je n'ai vu une contrée si anglaise pour l'as-» pect et si ressemblante à quelqu'un de nos riches comtés agricoles. » Sinope se détachait aussi avec grand avantage, au-dessus de l'éten-» due bleuâtre de la mer. Deux milles après, nous traversâmes le » Yaikeul-Chai, clair ruisseau qui coule sur un lit de rochers ; et » nous continuâmes deux ou trois milles, les routes étant souvent » mauvaises et pleines de trous, à travers une contrée, comme nous » l'avons décrite, coupée çà et là de quelques bois. »

Depuis ce récit du voyageur anglais, Sinope a été visitée par la barbarie savante, et d'autant plus destructive, de la guerre moderne. Il y a quinze ans, sous son nom turc de Sinab, elle était mi-partie des deux peuples, comptant à peu près cinq cents familles mahométanes et trois cents maisons grecques, en dehors de la citadelle. Il n'y restait debout presque rien de ses constructions antiques et des beaux temples dont l'avaient ornée ses princes et les préfets romains ; mais seulement des marbres épars, des inscriptions à demi brisés, et l'activité d'un commerce exploité surtout par les chrétiens. Aujourd'hui ses ruines anciennes sont couvertes des traces

[1] *Bibliotheca Patr.* operâ et studio F. Combefis, col 179.
[2] *Cramer's descript. of Asia Minor.*, t. I, p. 228.

toutes récentes et de la cendre encore tiède d'un désastre nouveau.

Peut-on y songer et relire, en même temps, les témoignages de l'histoire, sans former un vœu de plus, pour que cette terre des côtes et du premier plateau de l'Asie soit arrachée à la barbarie qui la dévore, sans être livrée, grand Dieu ! à la barbarie qui la convoite, et qui naguère y jetait l'incendie et la mort, comme des arrhes de sa possession future ?

Peuples européens, c'est-à-dire humains et chrétiens, quand l'Amérique délivrée de vos exemples, comme de vos lois, enrichie de vos colons et de vos arts, grandit sans mesure, en face de vos lointains rivages, prête à vous braver, comme elle vous échappe, songez à l'Asie, à ce champ de colonies nouvelles, qui vous avoisine et vous implore : signalez, à la sortie de vos frontières, découvrez, à l'horizon de vos mers intérieures, ces belles régions, jadis si florissantes et annexées d'elles-mêmes à l'orient de l'Europe, ensevelies maintenant sous l'ignorance et la tyrannie grossière. Rendez à la fertilité et à la richesse ces beaux rivages, ces fécondes vallées de l'Anatolie et de la Caramanie, semées jadis de plus de cités élégantes, de plus de théâtres et de temples qu'il n'y reste aujourd'hui de hameaux enfiévrés et misérables, et couvertes d'autant d'admirables moissons qu'elles renferment de déserts créés par la rapacité des pachas et les pillages impunis des hordes asiatiques. Retrouvez les vestiges de l'Asie grecque et romaine : rétablissez l'Asie chrétienne : et pour cela, ne prétendez pas la tenir à jamais clouée au joug vermoulu des barbares qui l'ont frappée de dévastation et de mort, depuis qu'ils la possèdent. Leur ancien droit de destruction et de conquête, leur insociabilité de race, leur antipathie de culte, l'extinction ou le réveil passager de leur fanatisme, tout les rend également indignes de garder cette proie d'un peuple chrétien, qu'ils ont prise, qu'ils ont décimée, et qu'ils tourmentent aujourd'hui de leur agonie. Vous pouvez traîner cette agonie oppressive ; vous ne pouvez ni raviver, ni transformer ce despotisme : et l'équilibre prétendu, que vous cherchez dans la durée factice de l'Empire turc, n'est fondé que sur cette union d'un cadavre et d'un captif décrite par le poëte, sur cet embrassement de la mort et de la vie, qui sans ranimer l'une, empoisonnait l'autre :

Mortua quin etiam jungebat corpora vivis,
Componens manibusque manus atque oribus ora,
Tormenti genus ! et sanie taboque fluentes,
Complexu in misero, longâ sic morte necabat.

Mais loin de ces espérances modernes et, suivant nous, de ces dettes de civilisation tôt ou tard exigibles, dût-on les appeler chimériques, arrêtons encore notre étude à ce qui les rend vraisembla-

bles. Considérons, quelques moments, comme un exemple pour l'avenir, cet âge intermédiaire de la vie grecque, sous le joug lointain de Rome, et sous la loi trop souvent altérée du Christ. L'évêque d'Amasée nous est un témoin de ce que le fanatisme païen, la rigueur des préfets et des publicains de Rome avaient ajouté à la séparation naturelle des races. L'Asie grecque paraît, dans ses écrits, telle qu'elle fut en effet jusqu'à l'invasion permanente des Barbares, soumise plutôt qu'unie à Rome, sans patriotisme, parce qu'elle est sans droits nationaux, et hormis sur la religion, sans communauté d'idées avec ses maîtres. Elle dépend de l'Empire romain; elle n'en fait point partie vivante. Et lorsqu'après la fondation de Constantinople et le dédoublement de l'Empire, il y aura pour le monde une Rome orientale, les cités grecques d'Asie, plus dociles à cette métropole plus voisine, n'y seront pas mieux adhérentes. Chalcédoine ne défendra pas Byzance; et les deux rivages que le détroit sépare ne seront pas rejoints par cette fiction d'empire, bien qu'ils soient rapprochés par l'origine et le culte commun des habitants.

C'est une autre leçon d'histoire qui nous est donnée par ces villes de l'Asie-Mineure, encore florissantes à la fin du IVe siècle; c'est un exemple politique, où nous ramène et que nous éclaircit l'étude des lettres chrétiennes de ce temps. Les monuments des villes étaient debout; les places, les rues fréquentées; tout brillait du luxe des arts : les campagnes d'alentour étaient chargées de moissons et parsemées de palais. Partout s'élevaient des églises animées d'une foi vive, et dont la charité était en commerce avec l'Occident. Les pompes religieuses étaient chères au peuple et formaient, pour ainsi dire, sa vie publique. Les sciences étaient cultivées. De grandes vertus étaient présentes à la pensée; et l'admiration des grands dévouements, sinon la force de les imiter, semblait toujours un instinct populaire. Mais, comme, en dehors de la foi religieuse, nulle vertu politique ne soutenait ces peuples, ils ne formaient pas une nation; ils n'étaient qu'une riche proie offerte aux vainqueurs. Rien ne nous indique même qu'on ait vu jamais dans ces restes démembrés de la Grèce jetés en Asie, dans ces belles cités de Cappadoce et de Bithynie, quelque chose du courage dont l'évêque mondain Synésius protégea les remparts de Ptolémaïs et les campagnes de la Cyrénaïque. Il faut le croire, ce que le christianisme mêlait d'élévation à ce côté de l'Orient demeura tout spéculatif et mystique. Tandis que, pour la foule, la réforme morale s'affaiblissait vite, vaincue par la molle prospérité des villes, l'ambition des âmes plus fortes et plus sévères ne songea qu'au ciel et qu'à l'éternité. On honora les martyrs de la foi; on ne prépara pas de soldats, ni de magistrats pour la patrie; on nomma Rome encore, ou du moins son église, dans les

prières publiques; on se souvint à peine de Byzance, dont le nom était trop nouveau et le bras sans force. Cette indifférence civile, mêlée à l'enthousiasme religieux, se reconnaît dans l'évêque d'Amasée, comme nous en avons aperçu quelques traces jusque dans le génie de Chrysostome.

Un exemple encore emprunté à ces panégyriques annuels des martyrs laissera voir cette vérité, jusque dans l'émotion éloquente de la parole chrétienne. « Voilà pour les martyrs, dit l'orateur, après de » nouveaux élans d'admiration et d'apothéose. Mais leurs tyrans, » leurs meurtriers, où sont-ils, ces hommes aux pensées orgueilleuses » et aux menaces insolentes, qui étaient assis sur des trônes élevés, » en méconnaissant leur maître à eux-mêmes? Ils ont rugi plus fort » que les lions; ils ont sailli plus vite que les léopards; ils ont dé- » chiré plus cruellement que les ours ; ils ont versé le sang, comme » les loups ; ils ont rusé, comme les renards. Ils gisent aujourd'hui » les plus détestés d'entre les morts; leur vie est couverte de l'oubli : » ils ont pour tombeau l'enfer, pour épitaphe le nom d'impie, pour » souvenir l'opprobre. Chez eux le repentir est insensé, le gémisse- » ment inutile; mais ceux qu'ils mutilaient de coups, une gloire in- » oubliable, une louange qui ne vieillit pas les accueille. Les plus » jeunes recevant des plus âgés les récits des œuvres, la tradition » des honneurs consacrés, et l'aïeul transmettant au petit-fils, ou » le père au fils le même culte envers les mêmes, le panégyrique » devient immortel : et les fêtes instituées de la sorte, la vie dans » ses mutations successives les conserve comme un inviolable héri- » tage. Les richesses d'un patrimoine en effet, le voleur les a déro- » bées, l'ennemi en a fait sa proie, un revers de fortune les a dissi- » pées. Mais le retour d'aucune année n'abolira la fête des saints, tant » qu'il y aura des années, et le cours du temps, tant que les cieux » auront le soleil, que la terre, que la mer nourrira des êtres vi- » vants : à dire vrai, même les éléments détruits, la gloire des mar- » tyrs et des justes ne sera pas éteinte, et ce qui les concerne ne pé- » rira pas avec la création. Mais, alors même, leur immortalité sera » plus florissante, dans le passage de la nature humaine à l'inalté- » rable vie[1]. »

Voilà sans doute un beau et poétique langage, mais plus fait pour détacher de la terre le cœur des hommes que pour les porter à défendre aucun bien terrestre, même la gloire du nom, même l'asile de la cité, même le sol de la patrie. Ainsi, ce que le christianisme rendait de force aux âmes se tournait en élévation spirituelle, en vertu monastique, en dévouement de charité, en héroïsme, pour

[1] *Bibliotheca Patr.* — Combefis, col. 187.

souffrir les rigueurs de la tyrannie, les outrages et les maux de l'invasion, bien plus qu'en énergie habile à les combattre. Le culte des martyrs était le trophée du christianisme : il en assurait la victoire. Il ne sauvait pas tel peuple, ou telle ville. Mais gardons-nous de croire, avec la controverse païenne ou la raillerie philosophique des derniers temps, que ce culte ne fût qu'une superstition et dégénérât en idolâtrie grossière.

Aux fauteurs obstinés du polythéisme, à la tyrannie, qui se servit de leurs fureurs et de leurs impostures, il appartenait de dire que les chrétiens adoraient les ossements vermoulus et les têtes salées des malfaiteurs punis, d'après les lois de l'empire. Mais pour la conscience humaine, il y a lieu de reconnaître, dans ces honneurs rendus à des victimes, ce qu'il y a de plus saint au monde, le respect de l'innocence et le souvenir ineffaçable du sang injustement versé. De même que Platon, par une seconde vue de l'avenir, qui n'était que l'instinct de la vérité naturelle dans un homme de génie, avait pressenti le Christ dans l'image du juste crucifié, de la vertu suprême accablée sous les punitions et les opprobres du crime, ainsi le sens commun des hommes, la raison cultivée des Romains et des Grecs, l'esprit simple et impétueux des Barbares voyaient dans ces foules de martyrs déchirés de tourments pour leur croyance et leur vertu, l'immortel témoignage de l'Evangile et de la vérité : et la vénération pour ces hommes faisait partie du culte de leur Dieu. Cette croyance cependant qui devait dominer le moyen âge et qui avait déjà des racines si profondes, dit l'évêque d'Amasée, qu'il n'était pas un seul jour de l'année qui ne fût la fête d'un martyr, était combattue par d'autres même que les païens. Une secte chrétienne, les Eunomiens, dont le nom indique la prétention de bien observer la loi, blâmait ce qu'ils appelaient une nouvelle idolâtrie, le culte pour la tombe. « N'était-ce » pas un homme? disaient-ils de chaque martyr béatifié. Son corps » ne tombe-t-il pas en dissolution ? Son souvenir n'est-il pas réduit » à quelques débris, à quelques restes ensevelis? »

Mais la foi chrétienne répondait à ce reproche, en Asie, comme à Rome. « Nous n'adorons pas les martyrs, disait l'évêque d'Amasée ; » mais nous les honorons, comme les vrais adorateurs de Dieu ; nous » ne rendons pas de culte à des hommes, mais nous admirons ceux » qui, au jour des épreuves, ont noblement sacrifié à Dieu. Nous les » plaçons dans de précieux reliquaires, et nous élevons pour eux » des maisons de repos magnifiquement ornées, afin d'entretenir l'é» mulation des morts glorieuses. » Puis, il ajoutait, avec la pieuse naïveté du temps : « Notre zèle envers eux n'est pas sans récom» pense. Nous obtenons leur patronage près de Dieu, dans les jours » de souffrance et de malheur. Car cette prière est moins une obsé-

» cration puissante qu'un rappel de nos propres fautes. Il nous faut » donc recourir à d'anciens compagnons d'esclavage devenus chers » à Dieu, afin que par leurs mérites ils compensent nos erreurs[1]. »

Puis, à son tour, il récriminait contre les apothéoses bien autrement imméritées du paganisme; et il en démontrait l'invraisemblance et l'impureté, avec des détails qui témoignaient de la puissance que ces fables gardaient encore. Nul doute toutefois que le peuple, dans ces villes et ces campagnes d'Asie, ne fût gagné dès lors au culte chrétien, sans s'élever toujours à la pure et sévère interprétation de l'évêque d'Amasée, et en se laissant surtout dominer par les images et les fêtes religieuses offertes à ses regards. Un des discours mêmes du pieux orateur nous fait assister à cette illusion touchante; et la forme qu'il prend, pour passer de ses souvenirs d'études au panégyrique d'une sainte femme, nous fait comprendre tous les sentiments qui se mêlaient, dans ces imaginations non moins lettrées que chrétiennes.

« Naguère, dit-il en commençant, ô hommes, j'avais sous les » yeux Démosthènes, ce puissant orateur, et le discours de Démosthènes, où il perce Eschine d'arguments si cruels. Longtemps ar- » rêté sur ce discours, et las d'y avoir comme absorbé ma pensée, » j'avais besoin de distraction et de promenade, pour détendre un » peu l'effort laborieux de mon âme. Sorti de la maison, après » avoir fait quelques pas sur la place publique avec des amis, je » m'étais acheminé vers l'enceinte du temple de Dieu, pour prier » en repos. Une fois là, comme je longeais une des galeries, j'aper- » çus une peinture, dont l'aspect me saisit. Vous auriez dit l'ouvrage » d'Euphranor, ou de quelqu'un de ces peintres anciens qui ont » élevé si haut l'art, en produisant presque des images vivantes. » Soyez-en vous-mêmes spectateurs, en ce moment, s'il vous plaît; » car j'ai le loisir de le raconter. Je vous dirai ce tableau. Nous au- » tres enfants des Muses, nous n'avons pas des couleurs moins vives » que les peintres[2]. »

Et nous, qui tant de siècles après recueillons ces souvenirs, ne sommes-nous pas étonnés et charmés de prendre ainsi sur le fait, dans une chrétienté d'Asie, le génie littéraire de l'ancienne Grèce? L'évêque d'Amasée se croit, s'appelle encore un enfant des Muses; et, à travers sa foi et son humilité, un orgueil d'écrivain, un amour de l'art pour lui-même, le tentent de raconter, de peindre par la parole le martyre, dont il a vu les images sanglantes retracées sur les parois d'une église chrétienne.

[1] *Bibliotheca Patrum*. — Combefis, col. 191.
[2] *Ibid.* col. 207.

Ce martyre est celui d'une jeune vierge : par là, c'est un témoignage du grand et passager bienfait que le christianisme apportait en Orient, de la dignité sainte qu'il rendait aux femmes, de l'égalité d'honneur qu'il leur assurait dans la souffrance et la mort, et que dès lors il leur préparait dans l'avenir. Le récit du pontife est plein de ce pieux respect. « Il y avait une jeune fille, dit-il, vierge irré-
» prochable, ayant consacré à Dieu sa vertu. Son nom est Euphémie.
» Alors qu'un tyran persécutait les fidèles, volontairement elle choisit
» la chance du supplice.

» Les habitants de sa ville, ses frères dans la foi, pour laquelle on
» la vit mourir, pleins d'admiration pour cette vierge courageuse et
» sainte, ayant construit près du temple un tombeau, et déposé là
» son cercueil, lui rendent de publics honneurs, dans une fête an-
» nuelle populairement célébrée. Les hiérophantes des mystères de
» Dieu honorent chaque année sa mémoire par un discours, et en-
» seignent avec soin aux peuples assemblés, comment elle acheva sa
» lutte patiente. Le peintre aussi, touché de vénération, ayant avec
» la puissance de son art gravé toute l'histoire sur la toile, a sus-
» pendu près du sacré tombeau cette pieuse image. En voici le des-
» sin. Sur un siége élevé réside le juge, regardant d'un œil sévère et
» ennemi la jeune fille. L'art en effet exprime, quand il le veut, la
» colère, avec une matière insensible. Là aussi, les gardes du pré-
» teur et beaucoup de soldats. Près d'eux les greffiers portant leurs
» tablettes et leurs poinçons; un d'eux, tenant la main levée, re-
» garde durement l'accusée, comme s'il lui ordonnait de parler plus
» haut, afin que par la difficulté d'entendre il ne fasse pas quelque
» faute dans ses écritures. La vierge est debout en robe noire, et
» attestant par son vêtement sévère *la philosophie* qu'elle professe.
» Suivant l'idée du peintre, elle est agréable de physionomie ; sui-
» vant la mienne, elle paraît belle des vertus de son âme. Deux sol-
» dats la conduisent vers le préteur. Un d'eux l'entraîne ; l'autre
» presse ses pas. L'air de la jeune fille est un mélange de pudeur et
» de fermeté. Elle tient les yeux baissés vers la terre, comme rou-
» gissant de subir les regards des hommes. Elle demeure inébranla-
» ble cependant, comme n'éprouvant nulle crainte du combat. »

D'autres scènes tracées par le peintre mettaient sous les yeux les bourreaux armés, l'affreux détail des tourments, le répit du cachot, après la torture ; et là, sous ses vêtements de deuil, la jeune fille en prière, les deux mains vers le ciel ; et la croix apparaissant au-dessus de sa tête comme une réponse à sa prière; puis, dans un dernier tableau, le bûcher allumé et la jeune fille, le visage serein, au milieu des flammes. Mais ici l'orateur, interrompu par ses larmes, ne peut plus dire ce qu'il a vu.

Est-il besoin d'expliquer combien ces récits, ces images, cette tragédie toujours présente sur les murailles du temple, ou dans la parole du prêtre, entretenaient de foi chrétienne dans les âmes? Douze siècles d'esclavage et d'abrutissante misère ne l'ont point effacée. Elle vit encore, cette croyance, sous les amas brisés des bas-reliefs antiques, et sous les toits couverts de roseaux des raïas asservis : elle vit, elle est célébrée, depuis les délicieux et misérables rivages de Clazomène jusqu'aux rues étroites et populeuses d'Angora, depuis la ville presque européenne de Smyrne jusqu'à ces amas de colonnes abattues, de ruines à demi désertes et de huttes encombrées, au milieu desquelles Ephèse, Tralles, Nysa, Aphrodisée, Laodicée, Apamée se cachent sous les noms barbares dont les a marqués l'invasion turque.

Là subsiste encore, déchue et mutilée comme ses monuments, la race ionienne, sœur jadis des tribus attiques. Là, sous un des plus fortunés climats de la terre, dans cette gracieuse avenue de l'Orient qui s'ouvre en face du Pont-Euxin et de la Méditerranée, et s'étend, d'une part au delà des chaînes du Taurus, et de l'autre jusqu'au fleuve Halys, se conserve, après mille années de tyrannie soufferte et de misère dévorante, un peuple chrétien épars entre des oppresseurs qui décroissent de nombre et dépérissent sur la terre féconde dont ils ont tari l'abondance. Ces raïas de l'Asie-Mineure, soumis dans leur oppression habituelle à des surcroîts de rapines et d'avanies, chaque fois que passe près d'eux une avalanche de milice mahométane d'Asie, seront-ils compris dans ce recrutement chrétien aujourd'hui projeté pour le soutien du Padishah de Stamboul, et la prolongation d'agonie de son empire? Va-t-on rendre des armes, sur la côte d'Asie, comme sur celle d'Europe, à la race des victimes, afin qu'elle défende et raffermisse la race appauvrie de ses anciens maîtres, des ravageurs de la Morée, des massacreurs du peuple de Scio? Rien de plus douteux que la réussite, ou même que la tentative commencée de semblable politique.

La loi de Dieu sur le monde, c'est que les peuples envahisseurs, les émigrants armés, les hommes des montagnes et du Nord, en se mêlant aux peuples qu'ils ont subjugués, en se confondant avec eux, à mesure qu'ils se civilisent, peuvent fonder des Etats durables.

Mais là où le torrent de la conquête ne laisse qu'un sable aride, là où le peuple conquérant reste destructeur, soit par violence, soit par inertie, là où isolé dans son culte, n'ayant perdu de son fanatisme que par surcroit de corruption, il est toujours à part, au milieu de ses victimes, les maltraitant moins seulement, à cause de son impuissance, là où toute rémission de sa tyrannie de race n'est qu'un signe de sa décrépitude, une dégénération de lui-même; là, dis-je,

il n'y a pas de pouvoir affermi, pas de droit acquis, pas de réunion formée, ni de durée possible ; il n'y a point de cité, point d'empire : il n'y a qu'un reste de camp mal gardé, dont les retranchements sont en ruines, et dont les tentes devront un jour disparaître.

La destinée future des chrétiens de l'Asie-Mineure est écrite dans cet affranchissement de la Grèce accompli sous nos yeux, il y a bientôt trente ans, malgré les armes de la barbarie turque et les hésitations, ou même les connivences de la politique civilisée.

Puisse seulement cette nouvelle épreuve ne pas trop se prolonger ! puisse l'Occident reconnaître que ce qu'il a fait ou laissé faire dans la Morée et sur une vaste partie de la côte septentrionale d'Afrique doit s'étendre encore, que la barbarie ne peut plus posséder seule quelques-uns des plus beaux pays de l'Europe, qu'elle ne sera pas même longtemps soufferte à sa porte et dans son voisinage, qu'elle doit graduellement affranchir toutes les oasis chrétiennes enclavées dans sa conquête. Oui, la religion et les arts de l'Europe doivent, avant un siècle, ressusciter par l'émancipation indigène, et par des colonies pacifiques, ces cités industrieuses, ces contrées célèbres par la richesse, cet Orient contigu à l'Europe qui dépendait de la Grèce, qui florissait encore sous l'empire romain, et dont l'anéantissement prolongé serait une faute et une intolérable contradiction du génie moderne.

Le seul obstacle à cette renaissance, la cause unique de l'abandon prolongé des chrétiens d'Orient, c'était ce qu'un grand pontife voulait dès le onzième siècle effacer à tout prix, ce schisme religieux qui laisse cependant aux chrétientés orientales une croyance si vive, et souvent des pratiques si sévères. Combien aujourd'hui cette dissidence, qu'il siérait si mal aux puissants d'objecter, s'apaiserait vite chez les faibles, devant un protectorat sérieux des églises d'occident ! A la première délivrance de 1822, durant les épreuves de cette guerre si rude, les Grecs de la Morée et des îles arborèrent sur leurs drapeaux et sur leurs pavillons le deuil public du pontife de Rome, dont ils venaient d'apprendre la mort, sans avoir encore éprouvé son appui. N'est-il pas visible que tout ce qui sera fait dans l'Orient pour la cause de l'humanité servira celle de la religion ? Assurez aux chrétiens de la Grèce et de l'Asie les premiers bienfaits de la justice européenne ; vous les rapprochez de l'unité religieuse reconnue dans ces temps antiques, dont leurs ancêtres ont été les plus éloquents apôtres ; vous les séparez de toute autocratie patriarcale étrangère à l'Occident, et vous les rendez à la tradition, comme à l'Évangile.

VILLEMAIN.

UN PUBLICISTE DU XVIᴱ SIÈCLE

ET LA MONARCHIE FRANÇAISE.

I.

BODIN ET SON TEMPS.

Jamais la société française n'avait été si profondément troublée, jamais la monarchie n'avait paru si près de sa ruine qu'à l'époque où s'éteignaient les Valois. L'ancienne et la nouvelle croyance se disputaient l'avenir, les armes à la main, et dans les deux camps, à mesure que la religion devenait le drapeau des partis, elle cessait d'être le frein des mœurs et le flambeau des consciences. Aussi partout quels égarements étranges ! Le cynisme politique de Machiavel associé aux convictions les plus généreuses et mis au service des plus saintes causes ; de grands caractères, de généreux dévouements et de monstrueux excès, au nom du salut public le parjure glorifié ; le crime pour la première fois dans notre histoire pratiqué non plus seulement comme habile, mais comme héroïque ; l'assassinat honoré comme sublime ; voilà quels spectacles troublaient alors le sens moral de la France !

Dans ce désordre d'idées et de doctrines le droit public de la monarchie ne pouvait être respecté. Devoirs de la nation, devoirs du prince, origine de la souveraineté, transmission du pouvoir, prépondérance du peuple ou des grands dans le gouvernement de l'État, autorité, liberté, tout était mis en question à la fois par le génie investigateur et savant du XVIᵉ siècle, tout était affirmé tour à tour et nié par l'ardente passion des partis. Entre leurs mains les systèmes politiques devenaient des armes de guerre dont ils changeaient selon les circonstances. Révolté contre l'ordre établi, contre les traditions

séculaires de la société chrétienne, le protestantisme avait d'abord introduit avec lui dans le monde toutes les maximes et toutes les pratiques de l'anarchie, et, toutes, jusqu'au régicide même avaient été plus tard embrassées sinon par les plus nombreux et les plus dévoués, du moins par les plus ardents et les plus bruyants ligueurs. *Il faut fouetter les Huguenots*, disaient-ils, *avec les verges qu'ils ont cueillies* [1].

Après cette apparente alliance de la cause catholique avec les passions subversives, il semblait n'y avoir plus de terrain où l'autorité pût s'asseoir. Jamais cependant la France n'avait eu si grand besoin d'autorité. Toutes les passions étaient déchaînées, tous les excès se commettaient à l'aise à l'ombre du fanatisme. Nul citoyen ne croyait à l'abri de la violence, «ni ses biens, ni sa vie, ni l'honneur de sa femme et de sa famille [2]. » Un orateur contemporain, chargé de dépeindre l'état de la France, s'écriait dans une occasion solennelle : « Elle a tourné son glaive contre ses propres entrailles, et bien qu'elle » fût invincible à toutes les autres nations, elle s'est abattue, vaincue » et ruinée elle-même [3]. »

Aussi les plus intrépides défenseurs de notre patrie voyaient-ils avec effroi ses ennemis et ses voisins attendre « qu'elle se démembrât d'elle-même, » et ils allaient jusqu'à prévoir le jour où « de ce grand corps se feraient plusieurs pièces [4] » sans vigueur comme sans indépendance. Une autorité libre et forte pouvait seule sauver la société civile dans ce déchirement de la société religieuse, rétablir l'ordre en s'élevant au-dessus des partis contraires, maintenir à travers la diversité des cultes l'unité politique de l'État, et faire face à l'étranger.

Mais ce pouvoir, où devait-il se rencontrer ? où était l'avenir et le salut de notre patrie ? Était-ce dans cette maison de Guise qui s'élevait alors sur le double piédestal des vieilles croyances religieuses et des nouvelles passions démocratiques ? De grands services, de grandes gloires consacraient sa popularité. Tout Paris, disent les mémoires de l'époque, était *affolé* du Balafré, et déjà la France entière suivait Paris. Chaque jour villes et provinces se donnaient à lui comme au sauveur de la Religion et de la Patrie. Si l'autorité pouvait encore se fixer quelque part en France, n'était-ce pas dans cette race qui semblait réunir autour d'elle toutes les forces et tous les prestiges ?

[1] Paroles du ligueur Louis d'Orléans.

[2] Bodin.

[3] Harangue de Pierre d'Epinac, archevêque de Lyon, au nom de l'état ecclésiastique de France, aux états de Blois en 1576. *Histoire de notre temps* attribuée à Emile de Piguerre. 1 vol. in-fol. 1581, liv. XVII, chap. XIV.

[4] La Noue, *Discours politiques et militaires.*

Mais, se disaient entre eux les hommes qui avaient gardé à travers l'entraînement des passions contraires le souffle du vieil esprit français : « Le roi que nous demandons est déjà fait par la nature, né au vray parterre des fleurs de lys de France, jetton droit et verdoyant du tige de saint Louys. Ceux qui parlent d'en faire un autre se trompent et ne sçauroient en venir à bout ; on peut faire des sceptres et des couronnes, mais non pas des rois pour les porter ; on peut faire une maison, mais non pas un arbre ou un rameau vert ; il faut que nature le produise du suc et de la moëlle de la terre qui entretient le tige en sa séve et vigueur..... Nous pouvons faire des maréchaux à la douzaine, des pairs, des admiraux, des secrétaires et des conseillers d'État ; mais le roy point, il faut que celuy-là seul naisse de lui-même pour avoir vie et valeur [1]. » Ainsi répondait-on à ceux qui pour restaurer le pouvoir voulaient créer un roi.

D'autre part, comment conserver l'hérédité monarchique ? En abandonnant la foi catholique, le rejeton de saint Louis, « le roi fait » par la nature, » avait rompu avec les traditions de ses ancêtres, et placé à la tête d'un parti entreprenant, mais sans racine et sans avenir, il se trouvait isolé de la nation. Ainsi le trône semblait vide et le vieil instinct monarchique errait désorienté. Un hérétique pouvait-il porter le sceptre des rois très-chrétiens et commander à la fille aînée de l'Église ? Une race étrangère pouvait-elle prendre la place de la maison de France ? Des deux côtés notre pays se trouvait en face d'un insondable abîme. Il se rencontra cependant quelques hommes qui ne désespérèrent pas de la réconciliation entre la nation catholique et la royauté traditionnelle, qui persistèrent malgré tout et toujours à voir dans l'unité du pouvoir, dans la perpétuité de la monarchie, le salut de la France, et attendirent opiniâtrément que l'abjuration de Henri IV eût résolu tant de difficultés redoutables. Ces bons citoyens avaient été jetés par les circonstances dans les partis les plus divers ; mais leur nombre s'accroissait chaque jour à mesure que se déroulaient les excès des factions et les dangers de la patrie. C'étaient les ligueurs modérés, tels que Jeannin et Villeroy qui, tant qu'Henri IV demeura protestant, tinrent le droit d'hérédité monarchique pour suspendu, mais se refusèrent à le déclarer détruit et conservèrent le trône vide sans vouloir ni le remplir ni l'abattre ; c'étaient les catholiques du parti du Roi qui, avec le duc de Luxembourg et l'archevêque de Bourges, avaient obtenu de lui la promesse qu'il se ferait instruire dans leurs croyances et d'avance le voyaient réconcilié avec l'Église ; c'étaient les magistrats du Parlement de Paris qui devaient à l'heure décisive parler au nom de tous les « vrais

[1] *Satire Ménippée*. Harangue de d'Aubray.

Français » et revendiquer la loi salique comme la garantie de l'indépendance nationale[1] ; c'étaient enfin les « gens de bien » du parti protestant, qui avec Sully, avec le brave et vertueux La Noue, mettaient au-dessus de tout autre intérêt « le rétablissement de l'ordre et la conservation de l'État[2]. » Ces royalistes modérés et patients virent leur voix d'abord étouffée prévaloir enfin comme le cri même du pays, et lorsque la monarchie sortit de l'épreuve où elle avait failli succomber, elle se montra plus forte, plus respectée que jamais, et prête à diriger la France pacifiée vers une splendeur incomparable.

Le cardinal de Richelieu pensait sans doute à cet ébranlement si profond, à cette restauration si rapide, quand il s'écriait dans un élan de patriotique confiance : « Quand la France est le plus bas, » c'est alors qu'elle remonte plus promptement et le plus haut. »

Quoi qu'il en soit, pourquoi le triomphe de la dynastie capétienne a-t-il été le dénouement des agitations du XVIe siècle, et pourquoi ce triomphe a-t-il rendu soudain à la France l'ordre et la prospérité ? C'est que si la France était devenue révolutionnaire par passion, elle n'avait pas cessé d'être monarchique par nature. Elle pouvait tout essayer, elle ne savait se reposer et croire qu'en son antique royauté. Quand on suit l'histoire de cet esprit royaliste, quand on remonte le cours de cette foi monarchique à travers l'ancienne France, on croit voir un fleuve qui, à peine saisissable d'abord, descend d'une source inconnue, s'accroît à mesure qu'il avance à travers les obstacles, disparaît un instant et coule sous terre au sein d'une nature bouleversée, pour se dérouler ensuite aux regards, plus que jamais irrésistible et vaste.

Il nous est resté de ces doctrines et de ces convictions de nos pères un remarquable témoignage. C'est un livre publié en 1576, à un moment où la royauté semblait abandonnée de tous, et la veille du jour où la France entière allait tout d'un coup se retrouver royaliste. A travers tant de systèmes et de pamphlets contradictoires, le Traité de la *République*[3] s'élève comme le monument de la raison et de la science politique au XVIe siècle ; monument très-vaste et un peu confus qui contient à la fois les investigations historiques d'un érudit, les méditations sociales d'un philosophe et les convictions patriotiques d'un citoyen. L'auteur de cet ouvrage en effet, Jean Bodin, se présente à nous sous ce triple caractère. Mêlé aux plus grands événements de son époque, il en explora toutes les idées. Né

[1] Remontrances du Parlement de Paris au duc de Mayenne, en 1593.

[2] La Noue. *Discours politiques et militaires.*

[3] On entend bien que *République* signifie, dans le langage du XVIe siècle, chose publique, régime de gouvernement ; aussi Bodin a-t-il pu dire sans le moindre jeu de mots, que la monarchie était la meilleure des républiques.

en 1530, il avait vu finir l'éclat de la Renaissance et commencer les guerres religieuses et leurs sombres horreurs. Aux premiers états de Blois, la Ligue triomphante en naissant, le rencontra pour adversaire; sa voix impuissante, mais courageuse, s'éleva la dernière pour prévenir la guerre civile. Plus tard, il est vrai, cédant à l'entraînement général, un instant il s'unit aux Guise; mais enfin, il vécut assez pour seconder de sa voix et de ses efforts le retour de la nation vers la royauté légitime. Lorsqu'il mourut, cette royauté dont lui-même avait pu désespérer quelques instants, mais que son livre n'avait pas cessé de montrer à la France comme le port après la tempête, allait donner l'Edit de Nantes, et marquer leur terme aux agitations de ce siècle orageux.

Plus ferme dans ses écrits que dans sa conduite, Bodin est le publiciste le plus éminent, l'organe le plus complet du parti monarchique et modéré. Dans ce livre de la *République*, où Bayle admirait « du savoir et du génie [1], » il parcourt tous les systèmes politiques imaginés par les écrivains, tous les régimes pratiqués par les peuples, et c'est pour élever au-dessus de toute autre forme de gouvernement la royauté héréditaire. Alors ce ne sont plus des pensées individuelles qu'il exprime; il transforme en doctrines les traditions anciennes et les besoins nouveaux de la France; il devient la voix même du génie national.

Un professeur distingué du collége de France a récemment remis en lumière Bodin et ses œuvres. Il s'est attaché principalement à en faire ressortir la portée scientifique; il a signalé dans l'écrivain autrefois très-célèbre qu'il tirait d'un long oubli, le successeur lointain d'Aristote, le précurseur de Montesquieu [2]. Aidé du savant et consciencieux travail de M. Henri Baudrillart, je voudrais aujourd'hui apprécier les mêmes écrits à un point de vue différent, et montrer dans les théories politiques de Bodin le présage de Henri IV et de son règne. Ce n'est point un auteur que je prétends dépeindre; ceux qui voudront connaître Bodin tout entier avec son ardeur d'investigation universelle, ses découvertes, ses erreurs et ses lumières, trouveront plaisir et profit à recourir à l'étude dont je viens de parler. Pour nous, qu'allons-nous chercher dans les pages qu'a laissées le vieil écrivain? La description d'un antique édifice détruit par les révolutions et les croyances des générations dont il fut la demeure et

[1] *Dict. critique, verbo* Bodin.

[2] *J. Bodin et son temps. Tableau des théories politiques et des idées économiques au* XVIe *siècle*, 1 vol. in-8°, Paris, 1853. Ouvrage couronné par l'Académie française. M. Baudrillart a fait précéder son travail sur Bodin, d'une revue générale des idées politiques et économiques au XVIe siècle, et nous avons également consulté avec profit cette introduction pleine d'intérêt.

l'abri. Notre publiciste parlera constamment au nom de ces générations évanouies; lorsque nous ne le citerons pas, c'est encore lui qu'on entendra; nous ne ferons qu'éclaircir, en le résumant, son vieux langage, et l'ancienne monarchie nous apparaîtra telle que la comprenaient et la voulaient nos pères.

II.

SENTIMENTS DU PUBLICISTE.

Ce qui recommande avant tout Bodin, ce qui l'élève au-dessus des écrivains qui l'entourent, c'est sa constante honnêteté. Il a fait rentrer la morale dans la politique. A la puissance, Machiavel n'avait donné d'autre base que la force et la ruse, d'autre règle que le succès, et tous les partis s'étaient successivement rangés à cette funeste école. Défenseur convaincu de l'autorité, Bodin ne dispense pas les gouvernements d'avoir une conscience. Il le déclare hautement : « Le pouvoir de tout faire n'en donne pas le droit [1]. » On avait érigé la violation des serments en maxime d'Etat. « La parole » du prince doit être comme un oracle, » s'écrie-t-il. « Dieu même » est tenu de sa promesse. » Précisément parce qu'il veut avant tout « la conservation des royaumes et des empires, » dès le début de son livre, il a choisi pour adversaire le panégyriste de César Borgia. Il voit en effet dans ses « règles d'injustice... le fondement le plus rui» neux des pouvoirs. » Au-dessus des ressources passagères d'une habileté coupable, il montre l'action suprême de l'éternelle Providence, et il écrit ces lignes que n'eût point désavouées Bossuet : « Dieu a voulu que l'âme commandât au corps, le ciel à la terre, la » raison aux appétits; s'il advient que les appétits désobéissent à » la raison, les particuliers aux magistrats, les magistrats aux prin» ces, les princes à Dieu, alors on voit que Dieu vient venger ses » injures et faire exécuter la loi par lui établie. » Elevé à cette hauteur, il peut reconnaître que « le bien en tout ce monde est plus fort » et plus puissant que le mal, » et proclamer que « la science poli» tique ne gît pas en ruses tyranniques [2]. »

Avec de telles pensées Bodin doit chercher l'ordre et le salut de son pays, non dans les expédients, mais dans un principe. Or ce

[1] *République*, liv. Ier, chap. VII. M. Baudrillart, p. 272. La plupart des citations que je fais de Bodin se trouvent dans le livre de M. Baudrillart, il est plus facile de les vérifier dans cet ouvrage récent que dans le texte de la *République*. Je renverrai donc à la fois à l'un et à l'autre.

[2] *République*, préface, et M. Baudrillart, p. 223, 225 et 226.

principe, à ses yeux, pour la France de son temps, c'est l'inviolable hérédité du pouvoir souverain. « Ce n'est pas pour le plaisir du prince qu'on tient cette opinion, s'écrie-t-il, mais pour la sûreté et vie heureuse des sujets[1]. » Notre publiciste en un mot est *royaliste* parce qu'il est *patriote*. Au reste, laissons-le nous expliquer lui-même la politique de l'ancienne France[2] : « Paul Jove a commis une faute capitale en » accusant les Français de prêter à leurs rois l'énergie extraordinaire » d'une nature divine. Mensonge d'autant plus impudent de sa part » que lui-même ne rougit pas, durant tout le cours de sa vie, de baiser » plus que servilement les pieds de son maître. » Eh ! quoi ! les calomnies au sujet du droit divin sont si vieilles ! En ce temps-là elles partaient précisément de ceux qui se courbaient le plus bas sous les tyrannies italiennes ! Quel est donc le lien qui unit ensemble le peuple et le roi ? Est-ce la force et la crainte ? Non : « la force et la crainte » mauvais maîtres pour maintenir un État... La monarchie royale » qui a moins de gardes, est plus assurée[3]. » « Il existe, il a toujours » existé, et plaise à Dieu qu'il subsiste toujours, entre le prince et le » peuple de France, un tel accord de foi mutuelle, que nulle part le » peuple n'environne son prince d'un plus grand dévouement, ni le » prince n'entoure son peuple de tant d'amour[4]. » Alors Bodin cite des exemples du respect et de l'affection des peuples, de la clémence et de la bonté des rois : saint Louis et le chêne de Vincennes, Louis XII refusant de venger les injures du duc d'Orléans et recevant de la nation assemblée le titre mérité de Père du peuple, la nation miraculeusement délivrée se reposant avec joie sous le gouvernement réparateur de Charles VII, et ce prince lui-même effaçant par son royal oubli la trace des déchirements qui avaient donné passage à l'étranger. Magnanimité naturelle à cette race auguste ! Elle a passé dans son sang et fait partie de sa grandeur héréditaire (*Tanta naturæ bonitas insita est in gente Valesiorum... neque id novum, sed a majoribus acceptum*). Bodin désespéra-t-il un instant du bon génie

[1] *République*, liv. IV. chap. VI. M. Baudrillart, p. 508.

[2] Nous mêlons ici les citations de la *République* à des citations d'un autre ouvrage de Bodin écrit en latin et intitulé : *Methodus ad facilem historiarum cognitionem*. Ce livre, publié dix ans avant la *République*, en est comme le prélude et le programme. Il nous a paru naturel de ne pas les séparer dans cette étude.

[3] *République*, liv. IV, chap. XII; M. Baudrillart, p. 349.

[4] Profecto capitalis est Jovius qui ridicule Gallos insectatur quod divinum quemdam animi vigorem regibus inesse putent... ac majore contumelia dignus est ipse qui toto vitæ decursu magistri sui pedes plus quam serviliter osculari non erubuit.... Est igitur ac semper fuit (atque utinam perpetua sit futura) principis et populi gallici tanta conspirationis fides et consensus, ut nusquam populus majori obsequio principem nec princeps amore tanto populum consectetur.) *Methodus*, cap. VI.

de la royauté après la Saint-Barthélemy ? Je ne sais, mais il y a dans son récit du retour triomphant et généreux de Charles VII à Paris comme un pressentiment de la future entrée de Henri IV [1].

Voilà donc quel échange de dévouement formait ce « mariage politique, » dont nos anciens auteurs ont parlé, entre la France et sa dynastie. Les siècles avaient vu la nationalité française et la royauté capétienne grandir ensemble et se développer du même cours ; ils l'avaient vue cette royauté, libératrice avec Louis le Gros, victorieuse et forte avec Philippe-Auguste, héroïque et sainte avec Louis IX, également passionnée pour les armes et pour les lettres avec François Ier, et le génie de la France leur était apparu personnifié dans ses rois. On s'en souvenait d'ailleurs : dans toutes les grandes crises c'était l'institution monarchique qui avait sauvé la nation. Avec Charles V, l'autorité royale avait rétabli l'intégrité de l'État également déchiré par la conquête et par l'anarchie ; avec Philippe V et Charles VII la loi salique avait préservé la France de la domination anglaise. C'est parce que le droit au pouvoir souverain survivait toujours fixe et certain à tous les désastres, et parce que « le roi ne mourait pas en France, » selon Bodin, que jamais la guerre étrangère n'avait pu devenir une conquête, ni la guerre civile une révolution. *Nec bellis civilibus potuit neque externis violari.* A ses yeux l'hérédité monarchique était le symbole vivant de l'immortalité nationale [2].

Au moment même où il écrit, Bodin voit son pays plus profondément divisé qu'il ne le fut jamais, et l'initiative royale lui paraît plus que jamais le remède unique et suprême. Livrés à eux-mêmes, les partis peuvent se combattre ; ils sont impuissants à se contenir. Il faut une autorité supérieure, par son origine et par sa nature même, à leurs divisions acharnées, pour dégager de la lutte ce que les deux camps opposés soutiennent de légitime et de nécessaire et dicter des lois que tous acceptent et qu'aucun n'impose. Le roi seul sera capable de rendre la France tolérante sans qu'elle cesse d'être très-chrétienne ; seul il pourra réconcilier ensemble le catholicisme et la liberté de conscience [3].

Au reste, ce n'est pas seulement le restaurateur de la paix publique que Bodin salue d'avance dans le roi légitime, c'est aussi le protecteur spécial et séculaire de la bourgeoisie. D'un côté, la féodalité se relevait alors une dernière fois sur un territoire morcelé par la guerre civile ; de l'autre, la force populaire commençait à faire irruption au sein des libertés municipales. Entre ces deux périls, où pouvaient se réfugier les classes moyennes ? Bodin le sent et le

[1] *Methodus,* cap. VI.
[2] *Methodus,* cap. VI.
[3] *République,* liv. IV, chap. VII ; M. Baudrillart, p. 386 et s.

montre clairement. Nourri dans les rancunes héréditaires de son ordre, il voit encore dans les donjons du moyen âge des « nids de tyrans[1]. » Mais en même temps à ses oreilles viennent de retentir les tocsins qui « mettent en armes le peuple mutin. » Il a reconnu dans le peuple ému « une bête à plusieurs têtes et des plus sauvages qui soient[2]. » De tout temps les priviléges en haut, les désordres en bas, répugnèrent également à la bourgeoisie. La royauté lui apparaissait supérieure à tout privilége, ennemie née de tout désordre, comment ne se serait-elle pas abritée sous son ombre ?

III.

DOCTRINES DU PUBLICISTE. — SOUVERAINETÉ ROYALE. — SON ÉTENDUE. — SES LIMITES.

Aussi le publiciste du tiers-état veut que cette royauté soit prépondérante, et qu'au nom du bien public elle décide sans appel entre les intérêts opposés. Des écrivains protestants proposaient à cette époque de diviser l'autorité souveraine entre le roi, le peuple et les grands, et de donner à ces trois forces rivales une part égale dans le gouvernement de l'État[3]. Ce système mis alors en avant pour annuler au profit de l'aristocratie calviniste l'initiative royale, Bodin le combat sans détours. A ses yeux la souveraineté peut sans doute résider dans le peuple, dans les grands ou dans le roi ; mais quelque part qu'elle soit, elle n'admet pas de partages et de rivalités. Que des pouvoirs divers aient leur place et leur rang marqués dans le gouvernement de l'État, rien de mieux ; mais que ces pouvoirs restent égaux, voilà ce que ne peut admettre notre publiciste. Il y aura toujours une autorité qui, dans les conflits, demeurera la plus forte, il faut un souverain à qui appartienne le « dernier ressort, » et malheur aux nations où cette puissance suprême resterait indécise et débattue ! De « cette souveraineté jouée à deux partis, où tantôt le prince, » tantôt le peuple sera maître, » que peut-il résulter ? « Une anarchie misérable, » peste des États[4].

Je n'ignore pas les contradictions que peut soulever cette doctrine de Bodin. Ne lui opposait-on pas déjà de son temps l'exemple toujours vivant de l'Angleterre[5]. Cependant ceux qui ont admiré en

[1] *Rép.*, liv. v, chap. v ; M. Baudrillart, p. 462.
[2] *Rép.*, liv. iv, chap. vii ; M. Baudrillart, p. 394, 398.
[3] Hotman. *Franco-Gallia.*
[4] *Rép.*, liv. i, chap. viii et chap. x ; liv. iv, chap. vi ; M. Baudrillart, p. 267 et s. et p. 509.
[5] Hotman. *Franco-Gallia.*

Angleterre l'exact équilibre des trois pouvoirs, ne se sont-ils pas arrêtés aux apparences? Ont-ils bien pénétré le mécanisme intime et vrai de cette constitution fameuse? Maintenant nous devons le comprendre. M. le comte de Montalembert, cherchant de l'autre côté du détroit le type de cette liberté *qu'il a toujours aimée, qu'il aimera toujours*[1], n'a pas hésité à reconnaître dans la Chambre des Communes le véritable souverain de la Grande-Bretagne, et dans l'aristocratie l'élément prépondérant de la société britannique. En face de cette aristocratique assemblée des communes d'Angleterre, la Chambre des Lords et la royauté sont des tempéraments qui avertissent et qui modèrent ; ce ne sont pas des antagonistes et des rivaux. Là, comme partout, la souveraineté, qui réside dans les communes, est absolue, peut-on dire d'après Bodin; mais là plus qu'ailleurs le Gouvernement reste tempéré, et enfin la vraie liberté des Anglais repose sur des fondements plus profonds que les institutions politiques; elle a sa base dans cette possession de soi [2], dans ce sentiment indestructible du droit qui dérobe à l'atteinte de tout pouvoir public l'indépendance personnelle du citoyen [3].

Eh bien! de même que l'Angleterre est une aristocratie, la France est une monarchie. La monarchie seule peut répondre à l'activité de notre génie, et contenir en même temps la mobilité de notre caractère. Que chaque pays garde sa physionomie propre. Mais, ce qui ne convient pas plus à la France qu'à l'Angleterre, ce qui, chez aucun peuple chrétien, n'est naturel et légitime, c'est l'arbitraire. Comment donc en éviter le déshonneur? Est-ce en morcelant, en annulant le pouvoir souverain? Non ; que ce pouvoir, au contraire, préside librement aux choses publiques ; mais, que d'une part il laisse à chaque citoyen la libre disposition de sa propre personne et l'indépendance de ses droits privés, et, d'autre part, que toutes les puissances secondaires de l'État l'environnent, non pour contester son existence, mais pour affermir et modérer son action : voilà à quelles marques le publiciste monarchique distingue les gouvernements légitimes des gouvernements arbitraires, les gouvernements tempérés des gouvernements despotiques [4].

Ainsi, dans cette théorie, le pouvoir souverain est sans partage : mais il n'est ni sans limites ni sans tempéraments. Ces limites quel-

[1] Discours sur le Sunderbund.

[2] La liberté, a dit ici même le profond et savant baron d'Eckstein, est la possession de soi qu'il faut avoir avant qu'on vous la donne.

[3] Voir *le Correspondant*, 25 nov. et 25 déc. 1855.

[4] *Rép.*, liv. I, chap. VIII ; liv. II, chap. III ; liv. III, chap. I, et M. Baudrillart, p. 304 et s.

les sont-elles? Elles sont de deux sortes : de droit naturel et de droit politique.

Et d'abord, depuis le christianisme, l'individu n'est plus, comme au sein des républiques antiques, absorbé dans l'Etat. Il a des droits innés qu'aucune puissance humaine ne doit violer. Ces droits, nous les avons déjà fait entrevoir, et Bodin les définit : « La vraie » liberté ne gît en autre chose sinon à jouir de ses biens en sûreté, » et ne craindre qu'on fasse tort à l'honneur, ni à la vie de soi, de » sa femme et de sa famille [1]. »

A cette vraie liberté tous les régimes politiques doivent protection et respect. « La monarchie légitime est celle où les sujets obéissent » aux lois du monarque et le monarque aux lois de la nature, de- » meurant la liberté naturelle et la propriété des biens aux sujets [2]. »

Du droit de propriété des sujets découlait, même dans les théories monarchiques de cette époque, le vote de l'impôt par la nation. « Nulle taxe n'est légitime, si elle n'est consentie, hors des cas d'ex- » trême urgence... Il n'est en la puissance de prince du monde de » lever impôt à son plaisir sur le peuple, non plus que de prendre le » bien d'autrui [3]. » Ce principe s'était établi à une époque où la royauté, encore féodale, trouvait dans son domaine inaliénable et dans les redevances de ses feudataires, des ressources proportionnées à son action. Un impôt était un expédient extraordinaire auquel il ne faut « venir, dit Bodin, si tous les autres moyens ne défaillent » et que la nécessité presse de pourvoir à la République [4]. » Plus tard, lorsque le Roi dut solder des armées permanentes et subvenir à tant d'autres services publics, il lui devenait plus onéreux de demander le consentement des Etats; les cas d'extrême urgence se multiplièrent, les prérogatives de la nation furent tenues en souffrance. Elles subsistaient cependant, toujours attestées par les écrivains les plus dévoués à la couronne depuis Commines, le ministre de Louis XI, jusqu'à Bodin, le publiciste de Henri IV. Ce vote de l'impôt se perpétua même jusqu'en 1789, sans bruit mais sans interruption au sein des pays d'Etats, et le spectacle de ces assemblées provinciales, débris isolés des antiques franchises, aurait dû rappeler aux générations nouvelles que le goût de la liberté pouvait, aussi bien que le respect du pouvoir, puiser des règles et des forces dans les traditions du passé.

D'autres lois constitutives de l'ancienne monarchie demeurèrent mieux respectées. La loi qui réglait la transmission du pouvoir, cette

[1] *Rép.*, liv. IV, chap. VI ; M. Baudrillart, p. 506.
[2] *Rép.*, liv. II, chap. III ; M. Baudrillart, p. 289.
[3] *Rép.*, liv. Ier, chap. VIII et liv, VI, chap. II ; M. Baudrillart, p. 274.
[4] *Rép.*, liv. VI, chap. II; M. Baudrillart, p. 485.

loi salique *écrite ès cœur des Français* [1], était supérieure au bon plaisir du prince qui lui devait sa couronne. C'est elle qui avait fait jouir notre patrie du plus grand bien que puisse souhaiter un peuple, la perpétuité d'un gouvernement national. Avec quelle fierté notre publiciste fait ici ressortir à la lumière de l'histoire, la supériorité de notre ancien droit public! Et en effet, à côté de l'Espagne ensanglantée par la querelle de Pierre le Cruel et de Henri de Transtamarre, de l'Angleterre déchirée par la guerre des Deux-Roses, de l'Allemagne sans cesse disputée les armes à la main par les prétendants à l'Empire, la France seule n'avait jamais vu s'élever en son sein de contestation dynastique; tant les lois de la succession au trône apparaissaient inviolables et simples [2]!

Non moins inviolable aux yeux de Bodin était l'intégrité du territoire. Vainement François Ier, à Madrid, céda-t-il à son heureux rival les plus belles provinces du royaume; elles avaient le droit de rester Françaises malgré la parole du roi de France, et ce droit, elles surent le faire valoir.

En un mot, le roi règne supérieur à toute autre puissance ; mais il règne, comme le protecteur et non comme le maître des biens et de la vie de ses sujets ; il règne pour conserver l'Etat, et il ne peut ni en changer la constitution, ni en disposer comme de sa propriété. Voilà, dans les doctrines monarchiques du XVIe siècle, la nature et l'étendue de l'autorité souveraine.

Cette autorité ainsi définie, par quels intermédiaires s'exerçait-elle ? Quelles institutions rendaient le gouvernement tempéré ?

IV.

POUVOIRS INTERMÉDIAIRES. — ÉTATS GÉNÉRAUX.

La Société française n'était point encore nivelée ; elle n'offrait pas aux regards une masse confuse d'individus isolés sur laquelle s'élève et domine un seul homme. C'était plutôt un vaste réseau, une longue hiérarchie d'ordres, de communes, de provinces, de familles, et de corporations que couronnait la maison royale. Les ordres de l'Etat formaient corps et délibéraient entre eux ; les communes et provinces s'administraient librement par leurs propres mandataires ; les grandes familles se perpétuaient dans leur indépendance et leur splendeur par l'indivision des patrimoines ; les familles trop faibles

[1] Paroles de J. Bignon.
[2] *Rép.*, liv. VI, chap. V.

pour rester impunément isolées se fortifiaient en s'associant, et ces corporations diverses, où toutes les industries trouvaient une discipline en même temps qu'une sauvegarde, se régissaient, se taxaient, se jugeaient elles-mêmes. Souvent sans doute, tant de puissances secondaires entravaient, sans raison et sans mesure, l'action bienfaisante du pouvoir suprême. Au XVIe siècle surtout, tous ces centres d'indépendance et de vie locale n'étaient-ils pas devenus des foyers de discordes ? Chaque ville, chaque seigneurie, chaque association petite ou grande ne formaient-elles pas autant d'Etats dans l'Etat ? A l'aspect de ces violents conflits, de ces extrêmes désordres faut-il s'étonner que plus d'un publiciste ait désiré la ruine de tout ce qui morcelait ainsi l'unité nationale ? Mais Bodin a d'autres pensées. Il vaut beaucoup mieux, répond-il, détruire les abus comme de mauvaises herbes que de détruire les bonnes et les mauvaises ensemble. Il voit dans ces pouvoirs intermédiaires les ressorts mêmes de la force et de l'activité nationales, et pour le souverain des appuis en même temps que des barrières. Il ne faut donc pas les abattre, mais seulement les subordonner et les soumettre. « La monarchie royale ou légitime a » besoin de s'appuyer sur de grandes familles ; » elles sont comme » de gros piliers immuables qui ne pourraient pas supporter la pe- » santeur d'un gros bâtiment s'ils étaient grêles. » Et quant aux communes, aux provinces, aux corporations et à leurs assemblées, les Etats et communautés étant unis ensemble se fortifient pour la tuition et défense de leur prince... ôter tous les corps et communautés, c'est ruiner tout un Etat et en faire une barbare tyrannie [1].

Tous les éléments divers qui composaient la nation, toutes les institutions représentatives qui couvraient son territoire venaient aboutir et se résumer au sein des États généraux. Sortis de la société du moyen âge, les États généraux en étaient l'image fidèle ; ils se trouvaient, comme elle, divisés en trois ordres distincts, et cette organisation, au témoignage de Bodin, était une loi fondamentale de la monarchie. Loi précieuse autant qu'inviolable à ses yeux ! Dans ces délibérations successives, en effet, dans ce vote séparé des trois ordres, il voit une sauvegarde contre les résolutions précipitées ; il trouve une garantie pour les droits de chaque classe de la nation. Sur ce point les doctrines de l'écrivain s'appuient de l'expérience personnelle de l'homme public. Bodin rappelle qu'aux premiers États de Blois une décision contraire aux vœux de son ordre avait été prise en commun par la noblesse et le clergé, « mais il remontra qu'on avait de toute ancienneté gardé telle prérogative à chacun des trois

[1] *Rép.*, liv. II, chap. VIII et liv. V, chap. II ; M. Baudrillart, p. 324 et s. et p. 210.

Etats que tous les deux ne pouvaient rien arrêter au préjudice du tiers. » En face de ce principe, la coalition des premiers ordres demeura impuissante, et l'indépendance du tiers-état fut sauvée [1]. Qu'aurait pensé Bodin s'il avait prévu que deux siècles plus tard le tiers-état, devenu le plus fort à son tour, ne verrait plus dans cette séparation des ordres qui l'avait protégé jadis, qu'un obstacle à son omnipotence et la briserait sans retour [2]? Mais, pourquoi devancer les temps et les révolutions ?

Ce qu'on contestait alors, ce n'était pas l'organisation des Etats généraux, c'était leur existence même, leurs attributions et leurs droits. Depuis les premiers jours où la royauté les avait convoqués autour d'elle, jusqu'aux guerres religieuses au milieu desquelles écrivait notre publiciste, cette institution avait eu déjà des fortunes bien diverses. On l'avait vue tour à tour apporter des forces à la monarchie, provoquer des progrès et des réformes, dominer un instant et troubler tout l'Etat, puis enfin demeurer longtemps dans l'oubli [3]. De ces aspects contraires qu'avaient présentés les Etats, étaient nées sur leur compte des opinions opposées. Les uns, « sous voile de liberté, » voulaient subordonner le roi aux Etats; les autres au nom de l'autorité royale voulaient supprimer les Etats. Entre ces deux extrémités se trouvait le vrai droit de la France.

Lorsque le Chancelier de L'Hôpital avait rouvert ces assemblées après une longue interruption, interprète solennel de la tradition monarchique, il les avait définies : « Une communication du roi avec » son peuple pour prendre ses conseils et ouïr ses doléances [4]. » Bodin professe la même doctrine que L'Hôpital. Pour l'un comme pour l'autre les Etats ne sont pas un pouvoir supérieur à la royauté, ils sont ses plus influents, ses plus nécessaires conseillers. Que les courtisans redoutent l'indépendance de leurs avertissements, l'énergie de leurs réclamations, rien de plus naturel; mais que le roi ne s'en défie pas, il trouvera dans leur sein la lumière et la force. « Là on communique » des affaires touchant le corps universel de la république et des » membres d'icelle ;... là sont découverts les larcins, concussions et » voleries qu'on fait sous le nom des princes qui n'en savent rien. » La présence des Etats n'altère ni la puissance ni la majesté du trône, ils ne doivent procéder que par requêtes; mais tandis que « les re- » quêtes particulières s'en vont le plus souvent en fumée... quand » les Etats d'un pays, d'un peuple, d'un royaume, font leurs plaintes

[1] *Rép.*, liv. III, chap. VIII; M. Baudrillart, p. 333. *V.* aussi la Vie de Bodin et la relation de sa conduite aux Etats de Blois.

[2] Que doit être le tiers-état ? Tout. — Sieyes, 1789.

[3] 1302, 1355, 1356, 1357, 1384.

[4] *Harangue de L'Hôpital aux Etats d'Orléans*, 1560. La Popelinière, l. VII.

» au roi, il lui est malaisé de refuser. » Indéfinissable mélange d'indépendance et de soumission. Le publiciste monarchique ne pensait pas que le peuple et le roi pussent jamais avoir des intérêts opposés, et, selon lui, il leur suffisait de conférer face à face et librement ensemble, pour qu'aussitôt leurs volontés s'associassent et se confondissent [1].

V.

PARLEMENTS.

A côté des Etats généraux il faut placer les Parlements. Tandis que la voix de la nation monte jusqu'au prince par l'organe des Etats, l'autorité du prince descend à travers la nation par le ministère de la magistrature. Toute justice émane du roi, le roi donne les lois, institue les magistrats, voilà la prérogative de la souveraineté ; mais les magistrats, inamovibles sur leurs siéges, ne rendent compte qu'à Dieu de leurs jugements, et cette indépendance du pouvoir judiciaire assure aux sujets la liberté civile, la vraie et naturelle liberté, comme l'appelle Bodin, la liberté qui consiste à n'être soumis qu'aux lois, comme la définira Montesquieu. Les Parlements avaient gardé fidèlement ce caractère à la fois monarchique et libéral de leur institution ; devant l'autorité du prince ils abaissaient tous les priviléges, ils courbaient également toutes les têtes, mais c'était pour faire régner partout le droit et l'équité ; et la France en regardant sa magistrature, voyait respirer et vivre la justice elle-même. Dans le XVIe siècle surtout, au milieu de cette société si désordonnée, quelle pureté de mœurs ! quelle grandeur de caractère ! Au portrait que Bodin trace du « vrai magistrat [2], » on sent qu'il les a connus, ces Edouard Molé, ces Lemaître et ces Harlay avec « leur grande barbe blanche, leur visage pâle et leur façon grave [3], » il les a vus impassibles sur leurs siéges en face des passions frémissantes, simples jusqu'à l'austérité, calmes et fermes jusqu'à l'héroïsme ; et c'est à leur école que parmi les excès et les malheurs de son temps, il apprit à ne désespérer jamais de la justice et du droit.

La vertu des Parlements avait fait leur puissance. Ouverts à tous « comme une franchise et temple de justice, » ils voyaient les princes

[1] *Rép.*, liv. Ier, chap. VIII, liv. III, chap. VIII, et liv. IV, chap. VI ; M. Baudrillart, p. 274, 336 et 509.

[2] Liv. III, chap. V.

[3] Paroles de Brantôme sur le chancelier de L'Hôpital.

étrangers les choisir de loin pour arbitres [1], et le Roi lui-même, toutes les fois que ses intérêts particuliers étaient en cause, se rendait « plus doux et ployable à la raison, à l'équité et au jugement de ses » magistrats que le moindre de ses sujets, » faisant connaître par là « la différence d'un vrai prince à un tyran [2]. » Magistrat lui même, Bodin rappelle ces nombreux souvenirs d'indépendance et d'équité comme une gloire nationale, et il a raison. Tous les contemporains nous attestent que la France alors n'était pas moins renommée pour la bonne administration de la justice que par l'éclat des armes, et un ambassadeur de France pouvait se vanter, en face des représentants de l'Europe entière, que « l'accoutumance de vivre sous des lois » n'existait nulle part ailleurs aussi franchement que dans notre » patrie [3]. »

Ce n'était pas assez pour les Parlements de rendre la justice ; ils avaient encore dans l'Etat une importance politique, difficile à définir, impossible à méconnaître. Dès les premiers temps de leur institution, ils s'étaient donné la mission de contrôler et de contenir au besoin l'autorité souveraine de laquelle émanaient leurs pouvoirs. Lorsque le terrible Louis XI avait envoyé au Parlement des édits

[1] Procès de Frédéric II contre Innocent IV; du comte de Namur contre Charles de Valois; de Philippe, prince de Tarente, contre le duc de Bourgogne : du duc de Lorraine contre Guy de Châtillon, son beau-frère ; du duc de Savoie contre le dauphin de Viennois; du roi de Castille contre le roi de Portugal. Je cite ces exemples comme je les trouve dans Bodin et dans les autres orateurs ou écrivains du XVIe siècle, qui ont parlé des Parlements, notamment dans les discours prononcés aux Etats généraux. Mais je n'entends nullement garantir l'exactitude historique de tous ces faits, du premier surtout. A vrai dire, ce n'est pas lorsque les droits du pape étaient en cause qu'il faut vanter l'impartialité des Parlements.

[2] « Afin que la postérité sache de quelle sincérité nos Rois ont procédé en jus- » tice, il se trouve un arrêt de l'an 1419, par lequel le Roi fut débouté des lettres » de restitution obtenues pour couvrir les défauts contre lui acquis, et par autre » arrêt de l'an 1266, le Roi fut condamné à payer la dîme à son curé, des fruits » de son jardin. Les particuliers ne sont pas traités si sévèrement ; car le prince » n'est jamais RESTITUÉ comme mineur, étant toujours réputé majeur quand il y va » de son intérêt particulier, et néanmoins la République est toujours réputée » comme un mineur; *ainsi voit-on la droiture de nos Rois et l'équité des Par- » lements, ayant toujours préféré la République aux particuliers, et les par- » ticuliers au Roi.* Et se trouve encore un arrêt du Parlement de Paris donné au » roi Charles VII, par lequel il fut condamné de souffrir qu'on lui coupât les ar- » bres qu'il avait pris à la ville de Paris pour l'usage public en général et de » chacun en particulier, et qui plus est, le prix lui fut taxé par l'arrêt, ce qu'on » ne ferait pas à un particulier. » (*Rép.*, liv. IV, chap. IV.)

[3] *Rép.*, liv. IV, chap. IV. Discours de Montluc aux Etats de Pologne pour l'élection du duc d'Anjou. *Hist. attribuée à Piguerre,* liv. VI, chap. XIV et XV. Voir aussi la harangue de Pierre d'Epinac, à Blois. *Même auteur*, liv. XVII, chap. XIV.

onéreux pour le peuple : « Sire, était venu lui dire le premier président La Vacquerie, nous venons remettre nos charges entre vos mains et souffrir tout ce qu'il vous plaira plutôt que d'offenser nos consciences. » Devant ces paroles, Louis XI avait fléchi ; au grand étonnement de tous, il avait retiré ses édits et prié ses magistrats de continuer à bien rendre la justice. Notre publiciste trouvait dans cet illustre exemple la juste mesure et la vraie loi des résistances parlementaires.

Qu'opposer en effet à l'arbitraire? La rébellion? Non : Bodin vient d'entendre les partis contraires proclamer tour à tour l'insurrection le plus saint des devoirs, il a vu cette doctrine funeste mettre en feu son pays, et il n'hésite pas à signaler comme les plus grands ennemis des peuples ceux qui « ouvrent la porte à une licencieuse » anarchie pire que la plus forte tyrannie du monde [1]. » Contre les abus de pouvoir, ne restera-t-il donc aucune ressource?

Il restera les réclamations d'abord, ensuite la résistance passive de la magistrature. Les ordonnances du roi blessent-elles manifestement l'intérêt public? Les Parlements, avant de les exécuter, épuiseront les remontrances. Les ordonnances du roi contredisent-elles la loi naturelle ou les lois fondamentales de l'Etat? L'opposition des magistrats toujours déférente deviendra inflexible. Ils ne feront pas appel à la révolte ; mais, s'il le faut, ils déposeront leurs charges, et jamais ils ne prêteront leur concours à des actes iniques. En des conjonctures si difficiles, Bodin sans doute ne peut tracer à la conduite des magistrats des règles bien précises. Mais à travers ces pages, souvent obscures et confuses, on sent respirer ce mélange de soumission et de liberté qui vivait au fond des âmes et que perpétuaient les mœurs parlementaires. On y reconnaît aussi, ce que l'histoire nous montre assez : cette indépendance de la magistrature pouvait se trouver tour à tour excessive ou insuffisante. Mais, en définitive, n'était-elle pas préférable soit à la servilité, soit à la rébellion? Toujours est-il certain que le despotisme ne s'exerce que là où il rencontre pour instruments et pour complices des caractères dignes du joug, et l'ancienne fidélité monarchique fondée sur l'honneur devait trouver dans l'honneur même sa limite et sa règle.

VI.

GARANTIES CONTRE L'ARBITRAIRE.

Voilà donc contre les abus du pouvoir une première garantie : la

[1] *Rep.*, préface. M. Baudrillart, p. 226.

résistance des magistrats fondée sur ce principe que « le prince n'a » plus d'autorité dès qu'il franchit et brise les bornes sacrées de la » loi de Dieu et de nature [1]. »

Mais la plus sûre garantie de n'être pas opprimé, c'est encore que le souverain ne veuille pas être oppresseur. Un pouvoir est modéré, un autre est arbitraire, par tempérament et par nature. L'un, dit Bodin, « cherche les plus gens de bien pour les employer aux choses » publiques, l'autre n'y emploie que les larrons et plus méchants » pour s'en servir comme d'éponges ; l'un mesure ses mœurs et fa- » çons au pied des lois, l'autre fait servir les lois à ses mœurs [2]. » A quoi tient cette différence ? Au caractère personnel du souverain ? Elle tient avant tout, selon Bodin, à l'origine de son autorité.

Une puissance sans base et sans titre est aussi sans mesure et sans règle. « L'homme de bas-lieu, monté soudain au souverain » degré d'honneur, pense être quelque dieu en terre... Il n'y a rien » de si insupportable que l'esclave devenu seigneur [3]. » Au contraire, une autorité fondée sur le droit respectera naturellement le droit sous toutes ses formes, à tous ses degrés, et plus elle sera solide et durable, moins elle connaîtra la précipitation et les excès. Nous ne suivrons pas plus longtemps Bodin dans son énergique parallèle : qu'on se figure d'un côté la puissance éphémère et violente d'un Sforza ou de quelque autre chef italien de ce temps-là, et de l'autre le règne d'un Charles VIII ou d'un Louis XII, et l'on comprendra quel contraste avait frappé les regards de notre publiciste et pouvait l'inspirer.

Au reste, il n'avait pas besoin de sortir de son pays pour établir cette comparaison entre « le vrai prince et le tyran. » Les attentats des derniers Valois démentaient alors, plus encore que leur faiblesse, les traditions de la monarchie tout entière. C'étaient les inspirations de Catherine de Médicis qui prévalaient dans le gouvernement ; la politique d'un pays étranger, disputé par des aventuriers, corrompait la vraie politique royale et française. Jamais un roi de France n'aurait eu la première pensée de la Saint-Barthélemy [4] ; jamais, à aucune autre époque de sa longue histoire. l'ancienne maison de France ne trahit à ce point ses instincts héréditaires. Aussi cette éclipse momentanée n'altérait-elle pas la confiance du publiciste en la royauté. Il se souvenait de saint Louis, et derrière Henri III et Charles IX il voyait venir Henri IV.

[1] *Rép.*, liv. III, chap. IV, et M. Baudrillart, p. 314.
[2] *Rép.*, liv. IV, chap. II.
[3] *Rép.*, liv. II, chap. V et liv. VI, chap. V.
[4] Cette remarque appartient au célèbre historien allemand, Rank. (*Histoire de France au* XVIe *siècle*, t. I, p. 329.) Ses paroles sont trop remarquables pour ne

VII.

CONCLUSION.

Ainsi fut tracé le tableau de la monarchie héréditaire au milieu des dernières agitations du XVI[e] siècle. Le pouvoir suprême et ses prérogatives, les sujets et leurs droits, les pouvoirs intermédiaires et leurs attributions, toutes les institutions de l'Etat, toutes les forces de la société, les fruits du passé, les germes de l'avenir s'aperçoivent tour à tour dans ces pages aujourd'hui couvertes de tant de poussière[1]. Raisonnant en philosophe ses croyances de citoyen, notre publiciste a pu résumer le droit public de son temps et de son pays dans ces trois termes : souveraineté royale, liberté civile, gouvernement tempéré.

Sans doute la réalité des choses humaines ne répond jamais pleinement à l'idéal, et c'est l'idéal d'un régime politique que nous venons de reproduire. Qui pourrait nier cependant, en France surtout, l'étroite liaison des idées et des faits, des institutions et des doctrines? Dans la succession des théories monarchiques, il n'est pas impossible de retrouver et de suivre l'histoire de la monarchie même. Ouvrez le livre de Bodin adressé à « tous Français naturels,[2] » parcourez les discussions savantes qu'il oppose aux opinions extrêmes; la royauté vous apparaît luttant contre une crise dernière et décisive, et s'élevant enfin au-dessus des puissances rivales qui se disputent l'Etat. Quand elle aura triomphé, que deviendra-t-elle donc? Quelle sera sa carrière? Cette étude ne serait-elle pas incomplète.

pas les citer. « La Saint-Barthélemy était un acte monstrueux auquel on encou- » rageait le jeune Roi. Sa mère avait beau mettre en avant les intérêts de l'Etat, » elle n'en était pas moins, en cette circonstance, une Italienne vindicative et » ambitieuse ; elle s'était alliée à des passions et des intérêts privés ; mais celui » qui exerçait le pouvoir souverain, devait-il, oubliant la sainteté de sa haute » mission, favoriser la vengeance des partis qu'il avait toujours condamnée, et » laisser un libre cours à l'ardeur sanguinaire d'une grande partie de la popula- » tion parisienne qu'il avait su contenir jusque là ? Catherine de Médicis a voulu » tout cela, et c'est là son grand crime politique envers son fils, contre sa fa- » mille *et surtout contre la royauté*. Ses sentiments n'étaient que ceux d'un » chef de parti investi par hasard d'un pouvoir usurpé comme son cousin Côme, » par exemple. *Ce n'étaient pas ceux d'une reine de naissance.* Quelque abso- » lue que fût l'autorité de Catherine sur son fils, il opposa cette fois quelque résis- » tance. »

[1] *Rép*, liv. IV, chap. II, et *Mém.* de Bodin sur les Etats de 1576. M. Baudrillart, p. 127.

[2] *Rép.*, préface. M. Baudrillart, p. 223.

si nous la terminions sans jeter un coup d'œil sur les temps qui vont suivre ?

C'est le défaut et le malheur de l'esprit français d'être toujours excessif en ses prédilections, exclusif en ses tendances. Pouvoir prépondérant avec Henri IV, la royauté deviendra pouvoir unique avec Louis XIV. Alors, n'étant plus contestée, elle n'aura d'autre publiciste que Bossuet et Louis XIV lui-même ; Bossuet qui, chargé d'instruire l'héritier du trône, exprimera dans son magnifique langage l'enthousiasme unanime de la nation, et Louis XIV qui seul osera se demander et se rendre compte de son gouvernement. Ces deux témoignages suffisent pour mesurer le chemin parcouru en un demi-siècle. Les principes n'ont pas changé ; les tempéraments ont disparu. Les droits de la souveraineté ont gardé la même étendue, les mêmes limites : le grand évêque répète presque dans les mêmes termes que le vieux légiste, que « l'autorité royale est absolue, qu'il n'y a rien » de plus distingué que le gouvernement absolu et le gouvernement » arbitraire ; » que « cette dernière forme de gouvernement est barbare et odieuse ; » que « dans les gouvernements légitimes les personnes sont libres et la propriété inviolable ; » enfin, que « les rois » ne sont pas affranchis non-seulement des lois religieuses, mais des » lois du royaume, » et « qu'il y a des lois dans les empires contre » lesquelles tout ce qu'on fait est nul de droit[1]. » Mais tandis que, selon Bodin, «la juste royauté n'a pas de fondement plus assuré » que les Etats, corps et communautés du peuple[2], » Louis XIV enseigne à son successeur que « la France est un Etat monarchique » dans toute l'étendue de l'expression. » Et la raison qu'il en donne, c'est que « la nation ne fait pas corps en France, elle réside tout » entière dans la personne du roi[3]. » Le grand siècle applaudit et s'abandonne sans réserve au grand roi. Une seule voix manque à ce concert ; Fénelon, d'un ton généreux et chagrin, signale tout bas ce qui manque à la France, plutôt qu'il n'indique à l'avenir des plans réalisables[4].

Un tel déploiement de puissance, en effet, amène l'épuisement. Une telle grandeur touche à la décadence, et voici que dans l'âge suivant la nation s'isole chaque jour de son gouvernement. Le publiciste du XVIe siècle avait comparé les divers régimes de gouvernement, mais pour élever au-dessus de tous la constitution française. Les publicistes du XVIIIe[5] étudient tout, professent tout, admirent

[1] Politique tirée des propres paroles de l'Ecriture sainte, liv. IV et VIII.
[2] *Rép.*, liv. III, chap. VIII ; M. Baudrillart, p. 336.
[3] Œuvres de Louis XIV.
[4] Mémoires politiques et plans de gouvernement.
[5] Mably, Rousseau, Voltaire, Montesquieu, etc.

tout : les républiques de l'antiquité, l'Angleterre, la Pologne, les sociétés barbares, l'état sauvage même, tout, excepté le droit public de leur pays. Seulement le plus éclairé d'entre eux signale en passant la nécessité et la ruine de « ces canaux moyens par où coule la puis- » sance, » et il laisse tomber cet avertissement prophétique que n'entendirent pas ses contemporains : « Abolissez dans une monar- » chie les prérogatives du clergé, de la noblesse et des villes, et vous » aurez bientôt un Etat populaire ou bien un Etat despotique [1]. »

Le point où nous nous sommes placés, nous permet donc d'embrasser d'un seul coup d'œil toutes les perspectives de la monarchie absolue. Triste condition de tout ce qui est humain. Rien ne peut monter au faîte sans se rapprocher de l'abîme ! Mais jamais tant d'éclat fut-il suivi de tant de malheurs? Toutefois l'histoire ne pourrait le méconnaître sans injustice et sans ingratitude ; en prenant un accroissement qui devait amener sa ruine, la royauté répondait à la fois aux instincts de l'opinion générale et à l'impérieuse indication des circonstances. Ce n'est pas elle, après tout, qu'on doit accuser si l'esprit politique, si le génie du gouvernement ne se rencontraient nulle part ailleurs qu'en ses conseils, et si pour la grandeur et le bien de la France, seule elle avait des inspirations durables et fécondes.

Au reste la classe que représentait Bodin avait moins que toute autre le droit de se plaindre des entreprises de la dynastie capétienne, moins que toute autre elle devait lui reprocher d'avoir dans sa grande œuvre d'ordre et d'unité dépassé la mesure. C'est en effet l'esprit de la bourgeoisie qui poussa les rois, ce sont les hommes d'Etat et les légistes de la bourgeoisie qui les soutinrent opiniâtrément dans ce progrès continu vers la centralisation du pouvoir et l'uniformité de la nation ; c'est enfin la bourgeoisie qui depuis Louis le Gros jusqu'à Louis XIV fit servir constamment à sa sûreté, à son élévation et à sa fortune la force croissante de l'autorité souveraine..

Vicomte DE MEAUX.

[1] *Esprit des lois*, liv. II, chap. IV.



PHILIPPE HOWARD,

COMTE D'ARUNDEL.

Posuisti nos in contradictionme vicinis nostris,
et inimici nostri subsannaverunt nos. *Ps*. 79.

L'auteur de l'*Art chrétien*, M. Rio, si connu et si apprécié en Europe de tous ceux qui unissent à l'amour de la religion le goût des arts, a publié, en 1855, un second volume que M. Lenormant se propose d'apprécier dans une de nos prochaines livraisons. Si les forces de M. Rio n'avaient pas trahi sa volonté, il avait conçu et aurait achevé un magnifique plan, qui, montrant tous les sentiments et les actes de l'homme transfigurés et illuminés par le Christianisme de splendeurs incomparables, aurait eu pour objet et pour titre : *La poésie chrétienne, dans son principe, dans sa matière et dans ses formes*. Déjà, un recueil estimé, l'*Université catholique*, avait reçu quelques fragments sur l'*Épopée chrétienne*. A ce beau sujet, l'auteur voulait rattacher une étude sur ce sublime objet de poésie qui ne peut être emprunté qu'à la foi, objet le plus noble, le plus pur, le plus dramatique, plus héroïque que l'héroïsme même, le MARTYRE digne idéal des poëtes, des écrivains et des peintres. Quelques biographies, entièrement historiques, avaient été choisies et d'avance tracées avec prédilection pour servir comme d'illustration à ces considérations littéraires. Le martyr de la vérité, le martyr de la charité, le martyr de l'humilité et le soldat martyr sont les types choisis et les peintures terminées que M. Rio se propose de détacher, pour les offrir au public, de l'œuvre qu'il craint, au grand regret de ses amis, de laisser inachevée. Il a bien voulu nous permettre de publier la première étude : *le Martyr de la Vérité.*

Ce qu'il y a de moins connu dans l'histoire du peuple anglais, c'est la ténacité qu'il mit à repousser la réforme religieuse du XVI[e] siè-

cle ; et, si je ne craignais de trop étonner mes lecteurs, je dirais que ce ne fut qu'à force d'astuce et de terreur qu'on parvint à vaincre sa résistance. Si cette dernière assertion paraissait incompatible avec certaines qualités qui forment le fonds du caractère national, je dirais qu'il fut un temps où ces belles qualités furent ternies par l'ascendant qu'on laissa prendre à des hommes dépravés et cupides, et je leur appliquerais les paroles que Démosthènes, dans un excès d'indignation patriotique, appliquait jadis à un roi qui spéculait, aussi lui, sur la corruption de son siècle : *On a vu*, s'écriait-il un jour, *d'autres souverains, avant Philippe, jouir de prospérités extraordinaires ; mais il y a un bonheur qui n'est échu qu'à lui seul, c'est qu'ayant eu besoin d'hommes pervers pour lui servir d'instruments, il en a trouvé dont la perversité surpassait et ses besoins et son attente.*

Le tableau complet des iniquités qui furent alors commises en Angleterre, reste encore à tracer ; mais il y a une lacune, correlative à celle-là et qu'il importerait encore plus de remplir. Il faudrait entrer dans le détail des diverses protestations qui se sont succédées dans le cours du XVI[e] siècle, et même plus tard, sous d'autres formes. Surtout il faudrait exhumer ou réhabiliter la mémoire de ceux qui ont protesté par le martyre.

Parmi ces noms, il n'en est aucun qui soit plus digne des hommages de ses co-religionnaires, que celui de Philippe Howard, comte d'Arundel, qui mourut dans la Tour de Londres en 1595. La dernière période de sa vie offre des particularités non moins étonnantes que les merveilles qui ont signalé le passage des plus grands saints sur la terre.

Sa naissance semblait l'avoir condamné d'avance à partager et même à défendre au besoin l'erreur religieuse qui avait séparé sa patrie du centre de la chrétienté. Son aïeul, le comte de Surrey, n'avait péri sur l'échafaud que pour expier son peu de ménagement pour l'orgueil ambitieux des Seymours, et malgré ses goûts politiques et ses qualités chevaleresques, il ne s'était pas montré très-hostile à la religion nouvelle [1], et son père, Thomas, duc de Norfolk, s'était ressenti de l'influence exercée sur lui par sa tante paternelle, la duchesse de Richmond, cette femme non moins impérieuse que dénaturée, qui figura comme principale accusatrice de son propre frère, et qui comptait parmi ses hôtes de prédilection un moine apostat nommé Bale, l'un des historiographes les plus discrédités du protestantisme, et son digne rival Fox, le célèbre auteur des *Actes et monuments des martyrs*.

Tels furent les premiers instituteurs de ce duc de Norfolk qui fail-

[1] Voir la vie de lord Surrey, en tête de ses œuvres; London, Pickering, 1831.

lit devenir l'époux de Marie Stuart et jouer un grand rôle sous le règne d'Élisabeth ; mais au lieu de délivrer une reine persécutée et de dicter des lois à la persécutrice, il eut, comme son père, la tête tranchée sur un échafaud, avec la triste consolation d'être accompagné au lieu du supplice par ce même Fox, qui ne pouvait lui avoir inspiré beaucoup de respect pour les antiques croyances auxquelles il avait voué la haine la plus fanatique [1].

Son fils, Philippe Howard, alors âgé de 15 ans, se trouva ainsi orphelin ; car sa naissance avait coûté la vie à sa mère, lady Mary Fitz-Alan, morte à l'âge de 17 ans, emportant avec elle les regrets et l'admiration de tous ceux qui avaient connu la maturité de son cœur et de son esprit [2]. Le roi d'Espagne, Philippe II, qui lui avait donné son nom, n'avait plus reparu en Angleterre depuis le jour où il l'avait tenu sur les fonts baptismaux ; et lors même qu'il eût pris au sérieux les devoirs de cette paternité spirituelle, mille obstacles l'auraient empêché de les remplir. Mais la Providence qui veillait sur le noble enfant, l'avait prémuni dès ses plus tendres années contre les dangers de sa haute naissance, dangers considérablement aggravés par la faiblesse de son père qui se laissait dominer par les prédicateurs et les théologiens de la religion nouvelle, dans l'espoir de donner ainsi moins de prise aux interprétations et aux dénonciations des inquisiteurs de cour. Heureusement le duc de Norfolk ne les avait pas consultés pour l'éducation de son fils, mais avait suivi l'impulsion de sa conscience et de son cœur en allant prendre dans l'université d'Oxford un homme sur lequel sa science et sa modestie avaient depuis longtemps attiré les regards, et qui, tout en se conformant extérieurement aux pratiques de l'Église anglicane, nourrissait au fond de l'âme une vénération toute filiale pour le culte proscrit. Le précepteur et l'élève, condamnés à respirer cette atmosphère de fanatisme et de mensonge, en conçurent l'un et l'autre un tel dégoût que le premier devint catholique et alla se faire prêtre en pays étranger [3] ; tandis que l'élève, mûri avant l'âge par le malheur, par la contrainte, par l'étude et sur-

[1] Il faut avoir lu les brutales invectives, les impudentes fictions et apostrophes fanatiques et souvent obscènes qui remplissent les *Actes et monuments* de Fox, pour se faire une idée de la vulgarité de cet écrivain qui eut tant de vogue en Angleterre. Son ouvrage était placé à côté de la Bible dans chacun des appartements du palais d'Elisabeth, et un passage d'une comédie de Shirley nous apprend qu'on le trouvait dans les vestibules des châteaux de province, pour l'instruction des domestiques et des tenanciers (*The witty fair one*, act. II, s. 1.)

[2] Lady Mary Fitz-Alan était fille et unique héritière d'Henry Fitz-Alan, comte d'Arundel, titre qui passa alors dans la maison de Howard, et qui a été de nos jours si dignement porté par celui qui vient d'hériter du duché de Norfolk.

[3] Cet ecclésiastique, qui s'appelait Grégoire Martin, était membre du collége de Saint-Jean à Oxford.

tout par la controverse dont il était témoin, garda dans son jeune cœur des germes précieux que la prospérité faillit étouffer entièrement, mais auxquels l'adversité donna plus tard une fécondité inattendue.

Son mariage presque funèbre à l'âge de quatorze ans, quand son père, déjà prisonnier dans la Tour, ne pouvait plus se faire illusion sur son sort, ne put que renforcer les impressions sérieuses de son enfance, et il fallut, pour les affaiblir, que la séduction du mauvais exemple se joignît aux grossières flatteries de ses maîtres pendant le séjour peu fructueux qu'il fit ensuite à l'université de Cambridge, où il ne trouva pas les purs enseignements de son instituteur d'Oxford. Mais tous les dangers qu'il courut pendant ces années, n'étaient rien, en comparaison de ceux qui l'attendaient à la cour d'Élisabeth, où il fit sa première apparition à l'âge de 18 ans, c'est-à-dire moins de trois ans après l'exécution de son père.

La présence du fils au milieu des courtisans et des juges qui avaient provoqué ou prononcé la sentence, et devant la reine qui était intervenue despotiquement dans le procès[1], ne fut pas jugée aussi sévèrement qu'elle aurait pu l'être dans un autre temps. C'était alors une maxime reçue dans les grandes familles, qu'il fallait caresser la main qui avait frappé et qui pouvait frapper encore, et se ménager des protecteurs contre les ombrages et les caprices d'un pouvoir pour lequel la légalité n'était qu'un jeu.

Mais cette position était pleine de périls pour quiconque s'y aventurait. Il fallait, pour se mêler à une telle cour, se dépouiller de tous les sentiments de justice qu'une naissance heureuse, ou une éducation plus ou moins chrétienne, avait pu laisser dans le cœur.

Mais il y avait un danger plus inévitable que celui-là, et qui se rattachait à un genre de corruption sur lequel les historiographes de l'Église et de l'Etat se sont exprimés avec une grande réserve facile à comprendre; mais les révélations indirectes d'une foule de documents historiques y ont largement suppléé[2] et ont jeté sur ce coin jusqu'à présent si obscur du tableau, une lumière véritablement effrayante. On a acquis une preuve de plus de la vérité de cette observation déjà très-ancienne, que la volupté et la cruauté marchent ordinairement ensemble. C'est même à peine si le mot *volupté* est assez fort pour caractériser les désordres que cette cour, non moins orien-

[1] La reine avait fait venir les juges devant elle et devant son conseil privé, pour leur faire part de je ne sais quelle révélation d'un ambassadeur étranger. Ils vinrent sans être accompagnés du duc de Norfolk qui n'en fut pas moins condamné à mort.

[2] Les dépêches conservées dans les archives de Simancas et consultées par Lingard lui ont fourni ces renseignements précieux.

tale par les mœurs que par le despotisme, ne prenait même pas la peine de dissimuler. Suivant le témoignage non suspect d'un contemporain, c'était la plus impure des divinités païennes qui présidait aux orgies galantes de cette *Reine-Vierge* [1] qui trouvait l'idée d'admettre en sa présence une pécheresse comme Marie Stuart, si blessante pour sa modestie. Elle avait un langage de convention pour les actes officiels et pour les discours d'apparat, langage obscur et entortillé comme celui d'une sibylle, et elle avait un tout autre vocabulaire pour ses habitudes domestiques et pour ses relations intimes. Après la contrainte et les fatigues de la représentation en public, elle satisfaisait au plus pressant besoin de son cœur en l'épanchant dans celui d'un ami digne de la consoler et de la comprendre. Nous savons maintenant à quoi nous en tenir sur la nature de ces consolations, grâce aux indiscrétions commises par des contemporains et surtout par des contemporaines [2]. Nous savons aussi les qualités dont il fallait être doué pour être admis au rang et au rôle de consolateur. Un étudiant en droit, nommé Hatton, ne devint-il pas d'abord favori, puis capitaine des gardes et enfin chancelier, pour avoir ravi sa royale maîtresse par les grâces qu'il déploya devant elle en dansant une gaillarde, et cet élégant danseur ne devint-il pas l'arbitre de la vie et de la mort d'un grand nombre de catholiques traduits devant sa cour? Sir Walter Raleigh conquit la faveur par des procédés plus brusques; avant lui le lord amiral Seymour avait réussi par des familiarités étranges dont elle conserva le goût dans un âge assez avancé. Mais le conquérant qui sut le mieux affermir sa conquête, et qui remporta en outre sur tous ses rivaux la palme de l'impudence et de la scélératesse, fut cet infâme comte de Leicester dont on a voulu faire presqu'un héros de roman, et qui laissa sur les mœurs publiques ou du moins sur celles de l'aristocratie de cour une empreinte satanique trop facile à reconnaître dans les générations suivantes. Digne émule de César Borgia, auquel personne ne ressembla plus que lui, il ne recula jamais devant aucun crime pour satisfaire ses trois passions tour à tour dominantes, l'ambition, l'avarice et la sensualité. Malheur à celui qui lui faisait obstacle dans le culte d'une de ces trois idoles; car il possédait à fond, et dans toutes les variétés imaginables, la science de l'empoisonnement et de l'assassinat, sans parler des procès de tendance qui étaient entre ses mains une arme non moins meur-

[1] Where there was no love but that of the lusty god of gallantry Asmodeus. — Harrington's *nugæ*, p. 166.

[2] Voir dans Lingard les révélations de lady Shrewsbury, et celles de Faunt, secrétaire de Walsingham. Ce dernier dit positivement qu'à la cour d'Elisabeth on pratiquait toutes sortes d'énormités.

trière que le poignard ou le poison [1]. Et voilà le personnage dont une foule de gentilshommes portaient la livrée pour faire leur cour à la *Reine-Vierge*, et qui exploita pendant tant d'années les faiblesses de cette reine à son profit! La patience avec laquelle une nation naturellement fière et jusqu'alors décente dans ses mœurs a supporté ce long scandale, est une des énigmes les plus inexplicables de son histoire, surtout quand on pense à la clause qu'Élisabeth avait voulu faire insérer dans le statut de la première année de son règne, en vertu de laquelle la succession au trône d'Angleterre était indirectement, mais infailliblement, garantie à l'héritier qui pourrait naître de son commerce avec lui [2]. La tolérance est sans doute une belle chose, surtout quand elle est pratiquée par des sujets envers une souveraine; mais il y a des lois dont la transgression devrait rendre impossibles certains éloges dont les historiens, les poëtes [3], les moralistes, et même les prédicateurs se sont à l'envi rendus coupables [4], et je ne comprendrai jamais que le peuple de Londres, sans distinction de croyances religieuses, n'ait pas brisé le cénotaphe sur lequel on lisait qu'Élisabeth avait été la première vierge sur la terre, et qu'elle était la seconde vierge dans le ciel [5].

Voilà dans quelle fournaise ou plutôt dans quel cloaque fut jeté Philippe Howard, à un âge où il était naturel qu'il fût plus ébloui que choqué du spectacle qu'il allait avoir sous ses yeux. En le voyant s'incliner devant le favori qui avait poussé son père sur l'échafaud et baiser respectueusement cette main royale qui avait signé son arrêt de mort, les courtisans pur sang étaient charmés de le voir s'élever ainsi au-dessus des petites susceptibilités de la piété filiale.

Il avait d'autres titres à la considération et même à la prédilection de la *Reine-Vierge* chez laquelle près de vingt années de galanterie rarement interrompues [6] avaient aiguisé plutôt qu'amorti le goût

[1] Voir la mort tragique de Sommerville et de son beau-père Arden. Biogr. brit. Voir aussi les lettres d'Howel. Vol. IV, p. 451.

[2] Elle voulut qu'au lieu des mots : *Heirs lawfully begotten,* on mît : *The natural issue of her body.* Quelle prévoyance maternelle !

[3] Tompson a dit d'elle dans son poëme de la Liberté :

. . . . . She like the secret eye
That never closes on a guarded world.

[4] Au couronnement de la reine Victoria dans l'église de Westminster, l'archevêque de Cantorbéry lui recommanda pour modèle la glorieuse Élisabeth, dont il ne connaissait probablement l'histoire que par les écrits officiels du temps.

[5] She was, She is (what can there more be said),
In earth the first, in heaven the second maid.
View of London, p. 371, in-8°, 1708.

[6] Ses privautés avec lord Seymour avaient commencé avant son avénement au

pour ce genre de conquêtes. Ces titres étaient d'abord sa jeunesse et sa candeur qui promettaient une proie facile, ensuite son refroidissement manifeste pour sa femme, à partir du moment où il eut mis le pied à la cour. C'était la première condition de succès aux yeux d'Elisabeth. Toute passion dont elle n'était pas l'objet lui semblait un vol fait à la toute-puissance de ses charmes. La découverte des amours de sir Walter Raleigh avec Elisabeth Throckmorton, lui donna un tel accès de rage qu'elle enferma le coupable dans la tour de Londres, et l'on vit des scènes encore plus terribles quand elle soupçonna lady Sheffield et lady Frances Howard d'oser lui disputer le cœur de Leicester. Ces ombrages et ces exigences, qui augmentèrent chez elle avec l'âge, ne respectaient pas davantage les amours légitimes. La moindre marque de tendresse conjugale donnée imprudemment en sa présence, mettait la foudre dans ses yeux et le jurement sur ses lèvres. Ce danger n'était pas à craindre pour Philippe Howard, car le lien sacré par lequel il avait été uni à la malheureuse Anne Dacre, de laquelle il n'était pas alors digne, s'était relâché à tel point que non-seulement il avait rompu tout commerce avec elle, mais il exprimait hautement ses doutes sur la validité de leur union. Une biographie presque contemporaine dit formellement que tout ceci était fait pour donner satisfaction à la reine dont il craignait plus que jamais d'encourir la disgrâce, depuis qu'une sorcière en tirant son horoscope lui avait dit qu'il courait grand risque d'être renversé par une femme [1]. Bientôt son indifférence s'étendit à d'autres membres de sa famille, et semblable au navigateur qui, arrivé à une certaine hauteur en mer, ne voit plus que le ciel et l'eau, Philippe Howard se trouva parvenu à ce point de sa carrière de courtisan où tout sembla cesser d'exister pour lui, excepté la cour et ses plaisirs. De désordre en désordre et de chute en chute, il tomba dans un abîme encore plus profond que celui d'où la grâce avait tiré saint Augustin, et l'oubli de tous ses devoirs fut porté si loin qu'il ne garda plus aucun ménagement devant Dieu ni devant les hommes. Une vertu lui restait encore, vertu à la vérité purement humaine, mais dont personne, dans cette cour aussi cupide que corrompue, ne lui avait donné l'exemple : c'est la libéralité ; encore dégénéra-t-elle bientôt en profusion extravagante, car il tenait à figurer somptueusement dans les joutes et dans les tournois, et à ne pas rester au-dessous de l'attente et des exigences de la reine dans les fêtes qu'il lui donnait au château de Framingham ; de sorte qu'à la ruine de ses

trône, et avaient été découvertes par la reine douairière Catherine Parr, sixième femme de Henri VIII.

[1] Biographie manuscrite.

mœurs, de son âme et de son bonheur domestique, se joignit bientôt la ruine imminente de son patrimoine.

L'année 1580, date de la mort de son aïeul maternel, le comte d'Arundel, qui lui transmit ce titre, paraît avoir été l'époque du premier réveil des bonnes impressions de son enfance. Sans en venir à une rupture ouverte avec la cour, il se rapprocha de sa femme, en qui les dernières épreuves avaient redoublé non-seulement la piété, mais aussi la tendresse, et ce rapprochement lui fit trouver dans le courage d'autrui un supplément à celui qui lui manquait encore. Nous ne savons pas si ce fut un éclair intérieur ou le grondement de la foudre au dehors qui détermina cette transformation imprévue. Cette même année, Grégoire XIII s'était prononcé hautement en faveur des insurgés catholiques d'Irlande, et avait accordé aux soldats qui se joindraient à eux tous les priviléges des anciens croisés. Cette provocation avait été, dans les deux royaumes, le signal de mesures atroces dont il était impossible qu'un noble cœur ne fût pas révolté. Ce fut comme l'inauguration du règne de la terreur en Angleterre, et il y a de nobles natures pour lesquelles la vérité devient plus attrayante dans les temps de persécution. Or, jamais la vérité catholique ne fut plus largement pourvue de ce genre d'attraits qu'elle ne le fut à l'époque où Philippe Howard tourna vers elle ses premiers regards.

Les missionnaires venaient chercher le martyre aussi joyeusement que les pirates anglais allaient dépouiller les sujets espagnols dans le Nouveau-Monde. Le père Campian, de la Société de Jésus, était enfermé dans la tour de Londres, et l'on crut que les tortures d'esprit et de corps qu'on lui avait fait endurer le rendraient incapable de disputer la victoire à des théologiens protestants qu'on voulut mettre aux prises avec lui. L'auditoire, exclusivement composé de ministres et de courtisans, trouva naturellement que les raisons du plus fort étaient les meilleures ; mais il y en eut un sur qui ce spectacle produisit une impression dont il lui fut impossible de se distraire. C'était Philippe Howard, à qui la Providence sembla laisser entrevoir ce jour-là le triste sort qui l'attendait dans cette même prison où il venait de voir le serviteur de Dieu mis à de si terribles épreuves. Cette image le suivait partout, tant à cause de sa grandeur qu'à cause du contraste qu'elle offrait avec les personnes et les choses qu'il avait habituellement sous les yeux. Ses fonctions et ses plaisirs lui étaient également à charge. Une voix intérieure, qui devenait chaque jour plus importune, lui disait que sa place était ailleurs, et que le sacrifice était de beaucoup au-dessus de la jouissance.

Mais c'était précisément cette idée de sacrifice qui l'empêchait de rompre définitivement ses liens. Son esprit était déjà tout converti à

la foi catholique ; mais il trouvait son cœur et son caractère encore trop délabrés par le long séjour qu'il avait fait à la cour pour oser s'enrôler dans cette milice héroïque qui cueillait alors tant de palmes et bravait tant de supplices. Enfin, après de longs et rudes combats intérieurs, durant lesquels il ne fut soulagé par aucun épanchement avec personne, un jour qu'il se promenait seul dans la galerie de son château d'Arundel, il s'arrêta tout à coup, les yeux levés et les mains jointes, comme pour prendre Dieu à témoin de la double résolution qu'il formait de devenir membre de la sainte Eglise catholique et de vivre désormais conformément à ses préceptes. Le premier auquel il confia son secret fut son frère, lord William Howard, qu'il aimait d'une tendresse toute particulière, et dont la conversion suivit de très-près la sienne.

Mais une rupture immédiate avec la cour était impossible sans éveiller les soupçons des ennemis clairvoyants qui épiaient toutes ses démarches et avaient déjà su ébranler son crédit. D'un autre côté, la loyauté naturelle de son caractère et la tournure très-sérieuse que venaient de prendre ses idées lui rendaient toute dissimulation impossible. Dans cette alternative, ce qu'il y avait de plus dangereux était d'attendre. Les yeux du secrétaire Walsingham et ceux de Leicester, tous deux ses ennemis jurés, étaient attachés sur lui comme sur une proie qu'ils pourraient bientôt dévorer, et la reine, qui était alors à l'apogée de sa haine contre la religion catholique, laissait un libre cours à leurs calomnies et à leurs trames. Bientôt la disgrâce du comte d'Arundel ne fut plus un mystère pour personne ; enfin, les affronts que chacun se croyait en droit de lui faire devinrent si marqués et si fréquents et la position des catholiques anglais devint si affreuse, qu'il résolut de faire ce que plusieurs milliers de ses compatriotes avaient fait avant lui, et d'aller chercher en pays étranger un sûr asile contre la persécution.

Mais ses préparatifs et le voyage que fit son secrétaire dans le Nord pour se procurer les moyens de passer en Flandre ne purent échapper aux espions que Walsingham entretenait partout. Le secrétaire, déjà très suspect comme catholique, fut examiné à diverses reprises devant la reine et devant les membres les plus acharnés de son conseil, qui ne négligèrent ni questions captieuses ni moyens d'intimidation, sans excepter la torture, pour extorquer au prisonnier des aveux compromettants pour son maître, auquel on imputait des intelligences secrètes avec Marie Stuart et le cardinal Allen. On avait tellement monté la tête à Elisabeth sur cette prétendue trahison de celui qui avait été son favori, qu'après un banquet somptueux qu'elle s'était fait donner par lui, elle l'avait déclaré prisonnier dans sa propre maison, en lui donnant pour geôlier et pour inquisiteur lord

Hunsdon, autrefois page du duc de Norfolk, son père, et maintenant persécuteur implacable du fils. Après quinze semaines d'emprisonnement et plusieurs interrogatoires qui laissèrent intacte l'innocence de l'accusé, ses ennemis ajournèrent la satisfaction de leur haine, mais lui n'ajourna plus celle qu'il se devait à lui-même, et il alla faire son abjuration entre les mains du père Edmond, un des plus saints et des plus courageux missionnaires que le collége de Douai eût envoyés en Angleterre pour y chercher la couronne du martyre [1].

A dater de ce jour, un cal . e jusqu'alors inconnu entra dans l'âme du comte d'Arundel, et ses progrès dans la piété furent si rapides, qu'il ne put plus se passer de la présence d'un aumônier dans sa maison, pour se retremper tous les jours par une fervente participation au saint sacrifice de la messe, où il figurait ordinairement comme répondant, à l'exemple de Thomas Morus, sur les traces duquel il voulait marcher jusqu'au bout.

Mais la terreur était à son comble parmi les catholiques du royaume, traqués comme des bêtes fauves par une armée d'espions et souvent placés dans la dure nécessité de choisir entre l'apostasie et le supplice dont on punissait les traîtres. Il n'y avait qu'un moyen sûr de se soustraire à cette alternative, et quoique ce moyen eût assez mal réussi la première fois, le comte d'Arundel résolut de faire une seconde tentative, en prenant toutes les précautions qui étaient propres à lui assurer la protection du Ciel et la coopération des hommes En même temps, il écrivit à la reine une lettre aussi respectueuse que franche pour lui expliquer les motifs de sa douloureuse détermination. Cette lettre, qui devait être remise immédiatement après son départ, a été conservée tout entière, et fait trop d'honneur au caractère et à la mémoire de son auteur pour que je n'en insère pas ici les plus intéressants passages.

Après avoir rappelé à la reine, d'un ton également exempt de regret et d'amertume, les longues années qu'il a passées à son service aux dépens de son bonheur domestique, après lui avoir reproché respectueusement la dureté de ses derniers procédés à son égard, la satisfaction donnée à la haine de ses plus mortels ennemis et les circonstances blessantes qui ont accompagné sa disgrâce imméritée, il lui fait part des réflexions sérieuses que lui a suggérées le sort tragique de ses ancêtres immédiats, son bisaïeul, son aïeul et son père, le premier condamné à mort sans être confronté avec ses accusa-

[1] Le véritable nom du Père Edmond était William Weston. Il fut dix-sept ans prisonnier à la Tour de Londres et dans d'autres prisons. La pieuse comtesse d'Arundel pénétra jusqu'à lui à la faveur d'un déguisement pour lui porter une somme d'argent qui devait payer son évasion. « Je ne suis pas ici pour de l'argent, » répondit le jésuite, « et ce n'est pas par de l'argent que je veux en sortir. »

teurs, le second exécuté sous des prétextes frivoles, le troisième sacrifié à des considérations qu'il ne se permet pas de juger. Puis il poursuit :

« En voyant de quels coups ma famille a été frappée dans trois générations successives, j'ai pensé qu'il n'était pas impossible qu'en héritant de leur haute position, j'héritasse également du malheur qui a semblé les poursuivre. Plus je comparais la puissance de mes ennemis avec ma propre faiblesse, plus je me confirmais dans la triste pensée que ma destinée serait tôt ou tard entre leurs mains; car je voyais combien il était facile de donner à Votre Majesté de l'ombrage contre mes ancêtres et contre moi, et le péril auquel je venais d'échapper m'avait prouvé surabondamment que mon innocence n'était plus une protection suffisante. Je savais que j'étais accusé par les membres de votre conseil de professer une religion qui leur est odieuse, et qu'ils vous dépeignent comme dangereuse à l'Etat. Enfin j'ai réfléchi, et cette réflexion a été la plus déterminante de toutes, dans quelle misérable situation se serait trouvée mon âme si dans mes dernières tribulations l'espoir de mes ennemis avait été réalisé, comme il fut sur le point de l'être; car je proteste que le poids le plus lourd que je sentis alors sur ma conscience était de n'avoir pas vécu conformément à la loi de ce que je crois fermement et indubitablement être la vérité.

» Déterminé par toutes ces raisons, mais principalement par la dernière, je pensai que la négligence de mes devoirs envers Dieu pouvait avoir été la cause de mon châtiment, et je résolus en conséquence d'entrer dans la voie qui préserverait le plus sûrement mon âme du naufrage, au milieu de tous les dangers qui pourraient menacer mon corps. Et depuis que j'ai agi conformément à cette bonne résolution, bien qu'elle n'ait pas été sans péril pour mon existence, j'ai trouvé, grâce à Dieu, un repos d'esprit que je n'avais pas connu auparavant. Aussi je regarde avec raison mes misères passées comme mon plus grand bonheur, en ce qu'elles ont produit en moi, bien qu'indirectement, la détermination sans laquelle il ne pouvait y avoir de tranquillité pour moi dans ce monde ni de félicité éternelle dans l'autre. Et comme j'étais résolu à tout endurer plutôt que de m'écarter volontairement de la ligne que je m'étais tracée, je m'appliquai, autant qu'il dépendait de moi, à ne rien faire qui fût en opposition avec mes saintes croyances, et je m'exposai ainsi, dans maintes occasions, au déplaisir de Votre Majesté. Par exemple, quand vous assistiez avec toute votre cour à l'ouverture solennelle du Parlement, pendant que vous écoutiez le sermon dans la cathédrale de Westminster, je me promenais seul dans un des bas-côtés; dans une semblable occasion, je fus forcé de m'absenter

de la chapelle royale de Greenwich, et toutes les fois que les dimanches ou les jours de fête Votre Majesté se rendait au service divin, je me suis scrupuleusement abstenu de vous accompagner.

» Je ne pouvais pas espérer que la véritable cause de mes fréquentes absences serait longtemps ignorée, sachant combien de regards jaloux et hostiles étaient fixés sur les partisans de l'ancienne religion, et à quels dangers ils s'exposaient quand ils avaient le courage de cacher chez eux un jésuite ou tout autre missionnaire. Je compris donc qu'il fallait ou renoncer à servir Dieu, conformément à ma conscience, ou me mettre dans le cas de subir la pénalité la plus sévère. Ma résolution étant inébranlable quant au premier point, il ne me restait plus qu'à chercher les moyens d'échapper au second. Et cependant il y avait de puissantes objections contre le parti pour lequel je penchais : ma famille, mes amis, mon pays natal, étaient autant de liens qui enchaînaient mon cœur, et qu'il n'était pas facile de rompre; mais les malheurs de ma maison, la puissance de mes ennemis, le souvenir de mes tribulations et la parfaite connaissance de mes dangers, l'emportèrent sur les considérations de patrie, de famille et d'amitié.

» Je n'ai pas voulu que Votre Majesté ignorât les véritables causes de mon exil volontaire, et si mes ennemis voulaient en prendre avantage pour me calomnier auprès de vous, demandez à ceux d'entre eux qui me haïssent le plus mortellement si, dans le cas où ils professeraient la même religion et seraient exposés aux mêmes dangers que moi, ils n'auraient pas tenu la même conduite pour le repos de leur conscience et le salut de leur âme. Il faut de toute nécessité qu'ils répondent affirmativement, ou qu'ils consentent à passer pour des athées, ce qu'ils n'avoueront jamais d'une manière formelle, quelqu'enraciné que puisse être l'athéisme dans leur cœur. Que Votre Majesté veuille bien demander encore à n'importe lequel d'entre eux ce qu'il aurait fait, étant placé dans des circonstances analogues à celles où je me trouve, ayant dans sa famille des souvenirs domestiques comme ceux que j'ai sans cesse devant les yeux, sachant déjà par expérience les angoisses de la persécution, et de plus professant une religion que Votre Majesté déteste, et dont la pratique a été transformée en trahison et en félonie par un récent acte de votre Parlement? Il répondra nécessairement de deux choses l'une, ou qu'il aurait couru joyeusement à la mort, ce qui serait contraire à la loi naturelle et plus contraire encore au témoignage de sa conscience; ou bien qu'il aurait embrassé le même parti que moi, et qu'il se serait soustrait par l'exil aux menaces de la loi et à la haine de ses ennemis. »

Pendant que le comte d'Arundel écrivait cette lettre et achevait

ses préparatifs dans le plus profond mystère, la police secrète de Walsingham avait les yeux ouverts sur ses moindres démarches et soudoyait des espions et des traîtres non-seulement autour de lui, mais jusque dans les ports de mer où on savait qu'il devait s'embarquer. Deux fois il se dirigea vers la côte de Sussex où était le navire qui devait le transporter en France, et deux fois le départ fut ajourné, sous prétexte que le vent n'était pas favorable. Enfin l'ordre fut donné de mettre à la voile, et le capitaine fit semblant de vouloir gagner le large, quand un petit bâtiment de guerre, commandé par un prétendu pirate que les passagers reconnurent aussitôt pour un scélérat couvert de crimes, les aborda sans pavillon, et après les avoir déclarés bonne prise, le commandant offrit à lord Arundel et à sa suite de les laisser passer outre, moyennant une rançon de cent livres sterling, garantie par un billet que le prisonnier souscrirait sur-le-champ. Le noble fugitif, malgré son peu d'estime pour les ministres d'Elisabeth, ne crut pas possible qu'aucun d'eux pût se dégrader au point de se servir d'un homme comme celui qu'il avait devant les yeux, et il donna sa signature. Aussitôt son interlocuteur, changeant de rôle et de langage, lui signifia l'ordre qu'il avait de le ramener à Londres, et s'empara de tous les bijoux et autres objets précieux qu'il portait sur lui. Mais la sérénité du prisonnier ne fut troublée ni par son arrestation imprévue, ni par la rapacité ou l'insolence des agents du gouvernement, ni par l'arrivée des gardes qui vinrent avec le lord chambellan prendre possession de lui sur le rivage, ni même par les larmes d'un de ses anciens serviteurs qui le reconnut à Guilford, et qui ne put cacher son effroi en voyant son maître escorté comme un malfaiteur.

La Tour de Londres, où tant d'illustres victimes l'avaient précédé, lui fut donnée pour prison, et sir Christopher Hatton, le gracieux danseur, le futur chancelier, et l'un des conquérants du cœur de la reine, lui fut donné pour examinateur. Ce choix n'était pas très-hostile, et l'on espéra que l'accusé se laisserait prendre à cette trompeuse apparence d'impartialité. On savait d'avance que ni les menaces ni l'appareil de la torture ne lui arracheraient aucune déclaration compromettante pour autrui, et l'on tenait cependant à connaître les complices de sa fuite et de ses projets ultérieurs. Les espions placés autour de lui, et ceux qu'on entretenait à Paris sous toute espèce de déguisements, sans excepter celui de prêtre, avaient signalé une correspondance mystérieuse entre le docteur Allen et le comte d'Arundel, et ce fut sur ce point que porta le premier interrogatoire que ce dernier eut à subir devant les membres du conseil. Interpellé par eux sur ce qu'il aurait fait après avoir passé sur le continent : « J'aurais servi par-
» tout où le docteur Allen m'aurait cru bon à quelque chose, répondit-

» il fièrement, pourvu que c'eût été pour la cause catholique. » On lui montra une lettre de trois pages où son écriture était très habilement contrefaite par un des agents de Walsingham, et où on lui faisait tenir le langage d'un grand seigneur turbulent qui promettait de débarquer en Angleterre avec une armée libératrice, et on le somma de s'expliquer catégoriquement sur le contenu de cette lettre. A quoi il répondit que, si l'on avait résolu sa mort, il priait Dieu d'avoir pitié de son âme, mais que l'imputation était trop grossière et l'invention trop facile à reconnaître, pour qu'il se donnât la peine de la réfuter.

Ce premier triomphe de l'innocence sur l'astuce ne pouvait être qu'illusoire, et en faisant comparaître le prisonnier devant la cour de la Chambre étoilée, on pouvait lui faire expier à la fois son abjuration, sa fuite du royaume et sa mortifiante supériorité dans les derniers interrogatoires. Il y avait eu un juge fameux sous Henri VIII, nommé lord Audley, que l'ambassadeur français Marillac appelait, dans ses dépêches, *un grand vendeur de justice.* Il avait eu un si grand nombre d'imitateurs sous les règnes suivants que toutes les cours du royaume en étaient infestées, la Chambre étoilée comme les autres. Il ne faut pas oublier que, dans sa lettre d'adieu à Elisabeth, lord Arundel avait presque accusé ses courtisans d'athéisme, et avait tenu à cette reine, aussi hautaine que rancuneuse, un langage pour lequel il n'y avait pas de pardon à espérer. Il fallait donc trouver, dans les dispositions du nouveau code pénal, la satisfaction de toutes les haines soulevées par l'accumulation de tant de torts. Or, il y avait trois chefs d'accusation sur lesquels le prisonnier s'avouait coupable; il convenait qu'il avait voulu sortir du royaume sans la permission de la reine, qu'il avait correspondu avec le docteur Allen, et qu'il s'était réconcilié avec l'Eglise de Rome. En effet, ces trois aveux furent faits par lui avec dignité et même avec joie, devant un auditoire non moins ému qu'édifié, ce qui n'empêcha pas la cour de le condamner à une énorme amende et à un emprisonnement dont la durée devait dépendre du bon plaisir de la reine.

Mais un emprisonnement, même perpétuel, n'était pas assez pour cette reine magnanime, et les dépositaires de la portion la plus odieuse de son pouvoir royal comprirent trop bien ses iniques intentions. Le système de surveillance minutieuse et barbare qui se pratiquait précisément à cette époque sur la pauvre Marie Stuart, était appliqué au comte d'Arundel par des agents non moins serviles et non moins impitoyables que les geôliers de la reine d'Écosse. Le lieutenant de la Tour semblait goûter deux bonheurs à la fois, celui d'assouvir la rancune de sa maîtresse et celui d'humilier le représentant de la plus noble famille du royaume, et d'aggraver ses humiliations

par toutes les vexations qu'il pouvait inventer. On lui interdisait jusqu'au recueillement de la solitude, en le gardant toujours à vue, et l'on ne se relâcha de cette rigoureuse surveillance que quand elle fut devenue dangereuse à ceux qui s'en étaient chargés; car le cachot qu'on lui avait donné pour demeure était si humide, si infect et si rarement visité par le soleil. que les gardiens n'en pouvaient supporter l'odeur, et ils n'y étaient pas plutôt entrés qu'ils se hâtaient d'en sortir. Deux fidèles domestiques avaient obtenu la permission de s'enfermer avec leur ancien maître, mais à condition de se soumettre au régime de la prison et de ne la quitter qu'avec le bon plaisir du conseil. Mais l'insalubrité du lieu, et les maladies qui en furent les suites, les firent bientôt ressembler à des cadavres ambulants, et il fallut les remplacer par d'autres qui furent bientôt réduits au même état. Le noble prisonnier lui-même, qui était dans toute la vigueur de l'âge, puisqu'il n'avait pas encore trente ans, fut assailli par toutes les souffrances et les infirmités qui se répartissent ordinairement sur une longue vie ; encore ces épreuves n'étaient-elles rien auprès de celles que sa patience et sa charité eurent à subir, par suite des machinations infernales qui se tramaient autour de lui et contre lui.

Des espions, à chacun desquels l'infatigable Walsingham avait assigné son rôle, épiaient jusqu'aux gestes et aux soupirs de leur victime, et envenimant ses paroles les plus innocentes, en faisaient la matière des dénonciations les plus propres à rendre la reine et ses ministres de plus en plus implacables. Le silence même était interprété comme un crime, toutes les fois qu'interrogé sur ce qu'il ferait si le Pape venait à excommunier la reine, le comte d'Arundel refusait de répondre à cette perfide question. Des rapports presque quotidiens étaient rédigés et expédiés au conseil par cette hiérarchie de bourreaux, et avaient pour effet ordinaire d'ajouter de nouvelles rigueurs à celles qui étaient déjà prescrites.

Si du moins l'on s'était contenté de torturer le corps et qu'on eût laissé l'âme de ce courageux martyr goûter d'avance le prix de son sacrifice. Les privations, les souffrances du corps, la perspective d'une mort prochaine, l'interdiction de tout commerce avec ce qu'il avait de plus cher, rien de tout cela n'avait troublé sa sérénité angélique ; mais ses persécuteurs n'avaient pas épuisé toutes leurs ressources. A leur instigation des parents de lord Arundel, parmi lesquels on vit figurer son propre frère lord Thomas Howard, n'eurent pas honte de revendiquer à leur profit, sous prétexte de forfaiture, une partie des biens du prisonnier, et de partager ensuite leur butin avec les courtisans qui leur avaient procuré des juges corrompus. On vit que ce ce trait avait navré le cœur du patient, et on lui prépara une épreuve encore plus poignante. On aposta de faux témoins pour jurer devant

des cours de justice que le comte d'Arundel avait parlé avec mépris de la religion catholique, et que sa prétendue conversion n'était autre chose qu'un calcul de politique. Quand ce propos lui fut malicieusement répété : « Dieu seul, répondit-il avec sa douceur habituelle, » connaît le secret des cœurs ; mais il faut avouer que c'est une bien » étrange politique que celle qui m'a conduit à la perte de ma liberté, » peut-être même de ma vie, et qui m'a procuré une existence comme » celle à laquelle je suis condamné dans cette prison. »

Restait maintenant la ressource suprême de la calomnie, et il faut avouer qu'en ceci le secrétaire d'État Walsingham se surpassa lui-même. La femme d'un de ses espions émérites, lequel avait obtenu un petit emploi à la Tour pour prix de ses longs et lointains services, fut gagnée à prix d'argent pour imputer au prisonnier la paternité d'un enfant qu'elle venait de mettre au jour [1], et pour instruire de ce prétendu méfait la comtesse d'Arundel elle-même, afin de flétrir ce noble cœur et de l'aliéner sans retour ; mais la dénonciation fut accueillie avec encore plus de mépris que d'indignation. Alors les diffamateurs se rejetèrent sur une autre imputation qui, à cette époque, n'avait pas encore cessé d'être dégradante [2], celle de l'ivrognerie ; imputation qui surpassait les autres en invraisemblance, et qui ne trouva partout que des incrédules.

Trois années se passèrent ainsi à lutter journellement contre la brutalité du lieutenant de la Tour, contre les piéges des gardiens et des espions, contre les souffrances du corps et du cœur, et surtout contre la calomnie, que lui-même comparait justement aux têtes toujours renaissantes de l'hydre ; mais l'épreuve avait déjà duré assez longtemps pour munir son âme non pas de l'impassibilité stoïque des anciens philosophes, mais de l'armure bien plus impénétrable et surtout bien plus légère de la résignation. Le goût de la perfection chrétienne s'était tellement fortifié en lui, que les exercices ordinaires de la piété ne lui suffisaient plus, et le temps consacré par lui à la méditation et à l'oraison avait tellement empiété sur ses autres occupations que celles-ci n'étaient plus qu'un simple accessoire dans la distribution de sa journée. Le matin, avant même de s'habiller, il s'agenouillait plusieurs heures de suite sur les dalles de sa prison, les mains et les yeux toujours levés vers le ciel, et il demeurait dans cette attitude jusqu'à l'entier épuisement de ses forces. On remarquait que ses genoux en étaient devenus durs ; mais la décadence de son corps le touchait peu, et les remontrances des médecins, jointes à

[1] Toutes ces particularités sont tirées de la biographie manuscrite.

[2] Camden dit positivement dans ses Annales (liv. III, chap. III), que les Anglais étaient remarquables par leur sobriété jusqu'à l'époque de la guerre de Flandre, et que ce fût seulement alors qu'ils devinrent grands buveurs.

celles de ses serviteurs, ne purent obtenir que de rares adoucissements à la pénitence rigoureuse et toujours croissante par laquelle il punissait ses sens de leur trop longue domination sur son âme. Il jeûnait régulièrement et sévèrement trois fois par semaine, sans compter les veilles des grandes solennités religieuses et des fêtes de la sainte Vierge pour laquelle il avait une dévotion particulière. Son activité intellectuelle, qui s'était portée autrefois sur des études appropriées au rôle brillant qu'il jouait dans le monde, se repaissait maintenant de la lecture des saintes Ecritures et des Pères. Il méditait pour son propre usage les belles et solides leçons contenues dans la correspondance de saint Jérôme, il lisait avec un élan de sympathie triomphale les gloires du christianisme primitif dans l'histoire ecclésiastique d'Eusèbe, et il trouvait dans les œuvres spirituelles de Louis de Grenade cette manne cachée dont le goût se fortifiait en lui tous les jours. Quelquefois toutes ces lectures, secondées par la prière, produisaient en lui une telle surabondance de sentiments et d'idées, qu'il était contraint de leur donner un libre cours et de les rédiger sous une forme dont nous sommes hors d'état d'apprécier le mérite, à cause du soin ou plutôt de l'acharnement avec lequel il détruisit tous les ouvrages qui sortirent ainsi de sa plume. Cependant il en est un qui a survécu à tous les autres et qui peut jusqu'à un certain point nous dédommager de leur perte. Cet ouvrage n'est point écrit sur le papier, et ne se trouve point dans les bibliothèques. Il offre tous les caractères grandioses du style lapidaire et monumental, et il est impossible de lire sans une profonde émotion le petit nombre de mots dont il se compose. On peut le voir encore aujourd'hui dans la Tour de Londres, dans ce vieux donjon sanctifié par la présence et par les souffrances de plusieurs martyrs. C'est ici le cas de dire avec l'Écriture que si les hommes se taisent, les pierres même rendront témoignage. Le témoignage dont je veux parler donne à ce sombre séjour une ressemblance de plus avec les Catacombes. Ce sont des inscriptions bien courtes, mais bien significatives, gravées par lord Arundel sur les murs de sa prison, précisément à l'époque où nous sommes parvenus de son histoire, c'est-à-dire en l'année 1587, immédiatement avant la grande et terrible épreuve pour laquelle il semblait recueillir toutes ses forces. La première inscription, qui porte la date du 28 mai, est une espèce de consolation qu'il s'adressait à lui-même, et qu'il voulait avoir constamment devant les yeux, afin de l'avoir toujours présente à son esprit.

Sicut peccati causa vinciri opprobrium est, ita è contra, pro Christo custodiæ vincula sustinere, maxima gloria est.

ARUNDEL, may 28, 1587[1].

[1] De même que c'est un opprobre d'être lié pour le péché, de même c'est la plus grande gloire d'être chargé de chaînes pour le Christ.

La seconde, gravée au-dessus de la cheminée, n'est plus seulement une consolation à sa captivité, c'est encore une aspiration vers la récompense promise à ceux qui sont persécutés pour la justice, et c'est sur cette glorieuse perspective qu'il semble avoir voulu tenir toujours ses regards fixés.

Quanto plus affectionis pro Christo in hoc sæculo, tanto plus gloriæ cum Christo in futuro. 22 juin 1588.

Gloria et honore coronasti eum, Domine.
In memoria eterna erit justus[1].

La mort de Marie Stuart, en 1587, et la cessation des complots et des insurrections auxquels la pitié pour ses malheurs avait donné lieu, apportèrent un certain adoucissement à la captivité des prisonniers d'Etat, et le comte d'Arundel fut un de ceux qui eurent le plus à se réjouir de ce changement inespéré. La consolation de revoir sa femme et son enfant en bas âge lui fut interdite comme par le passé ; mais il en trouva une presque aussi douce que celle-là dans les communications qu'il lui fut permis d'avoir avec quelques compagnons d'infortune, parmi lesquels se trouvait un vieux prêtre occupant un cachot contigu au sien, et coupable d'avoir rétracté sa courte adhésion à la religion de l'Etat. Ce nouveau consolateur, en qui la force d'âme était loin d'égaler la piété, n'en fut pas moins pour lord Arundel comme un envoyé de Dieu et une source de nouvelles grâces qui coulèrent sur lui en abondance. Trente guinées remises secrètement par la comtesse d'Arundel à la fille du lieutenant de la Tour, aplanirent à tel point toutes les difficultés, qu'on parvint à introduire dans la prison tout ce qui était nécessaire pour la célébration du saint sacrifice, et le noble captif y assistait avec un redoublement de recueillement et de ferveur, faisant lui-même les réponses, appuyant sur les mots avec un sentiment profond de

[1] Plus on souffre d'affliction pour Jésus-Christ dans le temps, plus on aura de gloire avec lui dans l'éternité.

Il y a dans le même lieu d'autres inscriptions du même genre, laissées par d'autres prisonniers ; il y en a qui font allusion, en termes plus ou moins converts, à la torture et à l'espionnage. Deux frères, Arthur et Edmond Pole, enfermés tous jeunes dans la même tour, mais dans des chambres séparées, où ils moururent encore plus de chagrin que de maladie, ont laissé chacun une inscription sur le mur. Voici celle d'Arthur Pole :

Deo servire
Pœnitentiam inire
Fato obedire
Regnare est. A. Pole 1564.

Il y en a deux d'Edmond Pole, dont l'une est tout à fait illisible. L'autre est la traduction du verset si plein d'espérance : « Qui seminat in lacrymis, in exultatione metet. » (*Ætatis* 21. Ed. Pole. 1562.)

leur signification, et se nourrissant du pain de l'Eucharistie aussi souvent que son humilité le lui permettait. Mais toutes ces consolations devaient être de courte durée, et une nouvelle épreuve, plus terrible que toutes les précédentes, attendait le comte d'Arundel au commencement de l'année 1588, lorsqu'aux approches de l'invasion espagnole, la terreur causée par le bruit d'un prochain massacre des catholiques se répandit dans tout le royaume et pénétra jusque dans les donjons de la Tour. Dans une existence comme la sienne, la prière tenait une si grande place et ouvrait de si belles perspectives, qu'il avait fini par croire à sa toute-puissance, pourvu qu'elle remplît les conditions voulues par celui qui devait l'exaucer ; et quelles conditions pouvaient être plus favorables que celles où se trouvaient ses coreligionnaires exposés à tant de souffrances? Il eut donc la pensée de les inviter à se joindre à lui pour prier Dieu, comme fit autrefois Esther dans une circonstance analogue, d'écarter de son peuple la catastrophe sanglante qui le menaçait, ou de donner à ses serviteurs la grâce d'être bien préparés, si sa justice exigeait qu'ils fussent frappés. Toutes ces supplications devaient s'élever à la fois pendant vingt-quatre heures consécutives de toutes les maisons, de toutes les chaumières et de toutes les prisons du royaume, et un vieux prêtre, enfermé pour sa foi dans la Tour de Londres, devait présider du fond de son cachot à ce grand acte religieux, dont l'imprudence ne fut pas même soupçonnée par son principal auteur. Mais ses ennemis, dont pas un n'avait été désarmé par ses souffrances, et dont les espions étaient plus vigilants que jamais, se réjouirent d'avoir trouvé dans cette prière séditieuse la matière ou le prétexte d'une accusation capitale, et pour être plus sûrs du succès de leur trame infernale, ils agirent par la terreur et les menaces sur l'imagination de ce malheureux prêtre dont le caractère pusillanime fléchit et se dégrada jusqu'à rendre un faux témoignage contre son compagnon d'infortune. Il accusa le comte d'Arundel d'avoir fait et suggéré cette prière avec une coupable arrière-pensée contre sa patrie, et en déguisant sous une vague formule les vœux secrets qu'il faisait pour le succès de l'invasion espagnole.

Ce qui donnait un spécieux prétexte à cette accusation, indépendamment de l'aveu du principal complice, c'était la paternité spirituelle du roi d'Espagne, qui, trente ans auparavant, avait donné son nom à Philippe Howard le jour où il l'avait tenu sur les fonts baptismaux. Ce funeste honneur fut maintenant tourné contre celui qui l'avait reçu, et on affecta de croire que des vœux sincères pour le triomphe d'une patrie protestante engagée dans une lutte à outrance contre un potentat catholique ne pouvaient pas être dans le cœur du filleul de Philippe II. L'idée de traduire devant une cour de jus-

tice, pour crime de haute trahison, un pauvre prisonnier coupable d'avoir adressé au Ciel des prières séditieuses, n'était encore venu à l'esprit d'aucun despote, soit ancien, soit moderne; il fallait un règne et un gouvernement comme celui d'Elisabeth pour familiariser les imaginations avec les innovations les plus monstrueuses, et il fallait un régime de terreur comme celui-là, avec l'emploi de tous les genres de séduction et d'intimidation, pour rendre possible le scandale inouï, qui navra et révolta les cœurs honnêtes, d'un prêtre, naguère le compagnon de captivité du comte d'Arundel et son consolateur, venant figurer comme son principal accusateur devant la cour du Banc de la Reine. Mais avant l'ouverture des débats solennels, le noble prisonnier dut subir plusieurs interrogatoires préliminaires dans lesquels l'innocence et la mansuétude furent presque constamment aux prises avec l'astuce et la brutalité. Le nouveau chancelier Hatton, qui n'avait jamais partagé les sentiments haineux de ses collègues, réussit la première fois à placer les faits allégués sous un jour moins défavorable ; mais la seconde séance fut rendue bien plus orageuse par la présence de lord Hunsdon, envoyé tout exprès par la reine, et dont la haine contre le comte d'Arundel était aussi violente qu'inexplicable. Ce grossier personnage, qui semblait avoir à cœur de représenter dignement sa maîtresse, et qui mettait à son service une insolence sans mesure et une sorte de loquacité sauvage, faisait tourbillonner autour des oreilles de l'accusé les questions, les jurements, les menaces et les injures les plus ignobles, le qualifiant d'*animal* et de *traître*, et déclarant qu'il le pendrait lui-même de sa propre main, s'il n'avait pas subi son supplice dans quatre jours. Les autres commissaires, plus calmes, mais non moins esclaves de leurs instructions, procédèrent plus régulièrement mais non moins impitoyablement. Outre le principal chef d'accusation qui fut retourné dans tous les sens, on reproduisit tous les griefs qui servaient habituellement de prétexte aux poursuites contre les catholiques, et on somma l'accusé de répondre à une foule de questions parfaitement étrangères au procès, par exemple s'il croyait à la puissance temporelle du pape, auquel un des commissaires osa donner la qualification de *scélérat fieffé* (arrant knave). Lord Arundel, qui s'était aperçu, dès le premier jour, que toute défense serait inutile, fut plein de calme et de dignité devant ses juges, qui ne purent obtenir de lui aucune réponse à leurs questions inconvenantes. Aux autres il répondit brièvement et sans trahir la moindre émotion sur son visage, et il sortit de ces deux interrogatoires sans avoir fait, sur aucun des points alors si vivement controversés, une seule des concessions que certains catholiques se croyaient permises quand ils avaient la mort ou la torture en perspective.

Dans le cours de cet interrogatoire, il y eut un moment bien solennel, où on put juger à la fois et de sa résignation et de l'empire qu'il était parvenu à exercer sur lui-même. Ce malheureux prêtre, nommé William Bennett, naguère son consolateur et son ami, le même qui l'avait nourri tous les jours de la parole de Dieu ou du pain des anges, qui avait été avec lui en communauté de souffrances et de prières, après avoir été introduit par les commissaires au milieu du plus profond silence, répéta tout haut en face du comte d'Arundel la déclaration mensongère qu'il avait déjà faite dans la Tour, savoir : que l'accusé lui avait demandé de dire une messe du Saint-Esprit pour le succès des armes espagnoles, et de s'associer aux prières qui devaient se dire pendant vingt-quatre heures dans la même intention. Un autre témoin, sir Thomas Gérard, détenu dans la même prison pour avoir professé les mêmes croyances, et qui avait promis tout ce qu'on avait voulu pour éviter la torture, vint confirmer la déposition qui venait d'être entendue. Quand cette scandaleuse confrontation eut été terminée, lord Arundel, interpellé sur ce qu'il avait à répondre, ne crut pas qu'une telle accusation, reposant sur de tels témoignages, méritât d'être réfutée par une seule parole.

Le prêtre parjure fut atterré par ce silence trop significatif ; à peine eut-il été reconduit dans sa prison, que sa conscience déchirée par des remords bien autrement poignants que la torture dont on l'avait menacé, le contraignit à consigner un désaveu immédiat et formel, dans une lettre qui pouvait le compromettre très-sérieusement et qui aurait fait tomber l'accusation, si la condamnation de l'accusé n'avait pas été arrêtée d'avance. Voici cette lettre :

« Très-honorable et noble pair,

» C'est à genoux devant Dieu et devant ses anges, et devant l'u-
» nivers entier s'il le faut, que je viens implorer votre pardon, avec
» une conscience déchirée et un cœur contrit, pour la grande of-
» fense que j'ai commise contre vous dans mes dernières épreuves
» et dans mes interrogatoires. On est venu me montrer une lettre de
» moi dans laquelle je reconnaissais la suprématie spirituelle de la
» cour de Rome, et l'on m'a dit que c'en était fait de moi, et que je
» ne pouvais échapper à la torture et au supplice, à moins que la
» reine ne me délivrât par un pardon spécial, dont vous devinez
» facilement les conditions. Tout a été mis en usage pour m'y faire
» souscrire, et mon imagination séduite et troublée m'a induit à
» faire tous les aveux qu'ils ont voulu obtenir de moi, et dont je ne
» soupçonnais pas les conséquences si fatales pour vous. La faiblesse
» de corps et d'esprit, causée par ma longue détention, est la seule

» excuse que je puisse alléguer, sans qu'elle me soit d'aucun secours » pour calmer les remords de ma conscience ; aussi mon désir est-il, » pour obtenir le pardon de Dieu et le vôtre, de sacrifier, s'il le faut, » vie et membres, pour attester à la face de Dieu, des anges et des » hommes, la fausseté de ma déclaration, qui m'a été arrachée par » la crainte des tourments et de la mort. J'offre en expiation mon » corps et ma vie, pour que le monde en dispose de la manière qu'il » plaira à Dieu. *Amen.*

» Votre pauvre chapelain,

» WILLIAM BENNETT, *prêtre.* »

La lecture de cette lettre laissa l'âme de lord Arundel aussi calme qu'auparavant. Une seule espérance y trouvait place désormais, et ce n'était pas l'espérance de prolonger sa vie et ses angoisses. En vain cette rétractation décisive fut-elle lue devant les juges, et confirmée de vive voix par son auteur ; en vain les réponses de l'accusé, dans le dernier interrogatoire qu'il subit, devinrent-elles de plus en plus victorieuses et produisirent-elles, dans la plupart des spectateurs, la conviction de son innocence ; contrairement à leur attente, mais non pas à la sienne, le tribunal, composé de membres non moins endurcis contre la justice que contre la pitié, se montra fidèle jusqu'au bout à sa mission de sang et de vengeance, et on vit un rayon de joie illuminer le visage du condamné quand il entendit la sentence qui ordonnait de le faire mourir du supplice des traîtres. « Puisque c'est à ma foi qu'on en veut, » dit-il d'une voix ferme, « *je n'éprouve qu'un regret, c'est de n'avoir qu'une seule vie à sacrifier pour elle.* »

Pendant cette séance nocturne, on veillait et on priait au château d'Arundel, où l'on entendit pour la première fois le champ d'un rossignol qui, après avoir répété pendant toute la nuit sa note vibrante et plaintive, disparut avec l'aube du jour pour ne plus revenir, et laissa les cœurs en proie à de tristes pressentiments [1].

Mais dans la solitude de son cachot, la joie du prisonnier fut troublée par un nouveau genre d'inquiétudes. Outre l'art de torturer le corps on avait trouvé, sous ce règne, l'art de torturer l'âme, le cœur et l'imagination des prisonniers et des mourants. On estimait encore assez le peuple pour redouter l'effet que produirait sur lui un acte de foi scellé par un sacrifice sanglant et volontaire, et on avait recours aux précautions les plus brutales pour imposer silence aux victimes dans le dernier moment. Bien plus, on soulevait contre elles,

[1] Biographie manuscrite.

à force de calomnies, les passions populaires, et on se montrait ingénieux à leur donner un avant-goût des flétrissures qu'on voulait attacher à leur mémoire. On ne trouvait pas que ce fût assez de leur imputer la trahison, on tenait surtout à les faire passer aux yeux de leurs coreligionnaires pour des apostats de la dernière heure, et l'on fabriquait, sous leur nom, des rétractations revêtues de signatures imitées avec un art vraiment diabolique. L'idée du découragement que causerait parmi ses frères le succès d'une pareille machination ôtait au comte d'Arundel le calme dont il avait besoin pour se préparer à la mort. Prévoyant que toute allocution aux spectateurs lui serait interdite, il se mit à rédiger une déclaration simple et concise où il protestait de son innocence devant Dieu et devant les hommes, affirmant qu'il mourait uniquement pour sa foi, et que sa prétendue trahison n'avait été qu'un prétexte pour ses ennemis devenus ses juges et les arbitres de son sort. Cet écrit, dont il multiplia les copies, devait être jeté en guise de suprême adieu au milieu de la foule qui entourait l'échafaud et qui manifestait presque toujours plus de sympathies pour les victimes que pour les bourreaux. Serait-ce que, dans les crises de décomposition sociale, la perversité ne descend que lentement des classes supérieures dans le peuple ?

Mais toutes ces précautions devaient être superflues. Une simple exécution capitale n'était pas un supplice assez raffiné pour satisfaire les rancunes qui le poursuivaient à toute outrance. Au lieu de verser son sang d'un seul coup, on résolut de le tarir lentement dans ses veines par les tortures auxquelles on croyait que son corps, son cœur et son esprit ne pouvaient manquer d'être en proie ; on fit tout pour rendre ses infirmités incurables et pour redoubler les angoisses de sa tendresse conjugale et paternelle ; et comme on croyait que le calice de la mort aurait pour lui la même amertume que pour les âmes vulgaires, on voulut en faire, pour ainsi dire, la pensée fixe de ses jours et la terreur de ses nuits, en laissant planer un impénétrable mystère sur l'heure où il serait appelé à consommer son sacrifice ; mais on recommanda par-dessus tout à ses surveillants de ne laisser pénétrer jusqu'à lui aucune consolation du dehors, sous quelque forme ou quelque prétexte que ce fût, afin qu'il sentît bien, dans tous les instants de sa triste existence, son abandon et sa dépendance.

Séparé violemment de ce qu'il avait de plus cher au monde, et pressentant que cette séparation n'aurait pas de terme ici-bas, il s'était préservé du découragement par la prière et par des communications intimes et quotidiennes avec des compagnons de captivité qui avaient fait le rude apprentissage du ministère ecclésiastique au péril de leurs jours, et qui avaient consolé d'autres captifs, dans

d'autres prison, avant d'être confinés dans celle-ci. Parmi ces vétérans de la persécution, on distinguait le père Southwell, auquel le noble prisonnier donnait par anticipation la qualification de *bienheureux* (*blessed father*), et qui fut l'un des plus saints et des plus fermes champions de la foi catholique durant cette lugubre période qu'on pourrait appeler la *terreur anglicane*. Enfermé d'abord dans un trou sale et obscur qu'on ne pouvait pas même appeler un cachot, il en avait été tiré, au bout d'un mois, pour subir son interrogatoire, mais tellement changé que ses geôliers eux-mêmes avaient peine à le reconnaître à la lumière du jour, et tellement dévoré par la vermine que son père, informé de l'état dans lequel il avait paru, avait osé écrire à la reine une lettre courte et fière dans laquelle il demandait que son fils fût mis à mort si son crime de haute trahison pouvait être prouvé, mais, qu'en attendant, il fût traité comme un gentilhomme. En effet, cette démarche singulièrement hardie avait eu pour résultat de faire transférer le prisonnier dans une cellule moins sombre et moins infecte et presque contiguë à celle du comte d'Arundel, à qui ce voisinage parut être la visite d'un ange dans sa prison ; non pas pour le délivrer, son sacrifice était fait, mais pour le soutenir dans ses défaillances et dans les privations de cœur qu'une haine raffinée avait imaginées contre lui comme un supplément à la torture.

Son espoir ne fut pas trompé. Grâce à une connivence temporaire obtenue à prix d'argent, il puisa dans les entretiens de son compagnon d'infortune des consolations qui lui parurent trop douces pour pouvoir être de longue durée. En effet toute communication, soit de vive voix soit par écrit, fut bientôt interdite entre eux ; mais le chien du noble captif, par un instinct merveilleux et touchant, continua de visiter le lieu d'où son maître avait coutume de revenir joyeux et consolé. L'intelligent animal était accueilli à son retour par des marques de la plus vive émotion et par un redoublement de caresses. Ce spectacle, qui se renouvelait souvent, loin d'attendrir le lieutenant de la Tour, ne faisait que lui suggérer des observations brutales. Tantôt il gourmandait son prisonnier sur les expressions trop respectueuses dont il se servait en parlant de ce père Southwell, qui n'était, disait-il, qu'un rebelle et un traître ; tantôt il déchargeait sa mauvaise humeur sur le pauvre chien et voulait que ses fréquentes visites à l'ami de son maître fussent autant de délits de flagrante infidélité ; et quand ce dernier soutenait qu'il l'en aimait davantage, son interlocuteur, obéissant à la fois à sa propre rage et à l'esprit des instructions qu'il avait reçues de haut lieu, éclatait en reproches et souvent en outrages ; ou bien, assaisonnant grossièrement l'insulte par le sarcasme, il lui demandait si son chien n'allait pas chercher la bénédiction du prêtre pour la lui rapporter ensuite. « Cela pourrait bien être, »

» répondait le comte avec calme, « et ce ne serait pas la première fois » qu'on aurait vu ce genre de rapports entre les animaux et les saints. » Saint Jérôme ne nous dit-il pas que les lions qui creusèrent la tombe » de saint Paul, ermite, restèrent les yeux fixés sur saint Antoine, at- » tendant qu'il levât la main pour les bénir? »

Maintenant le comte d'Arundel n'avait plus auprès de lui ni le père Southwell, transféré depuis peu dans une autre prison, ni le père Edmond qui avait jadis reçu son abjuration. La correspondance qu'il trouva moyen d'entretenir avec le premier, et dont les plus précieux fragments ont été conservés, nous le montre alors préoccupé d'un seul soin, celui d'effacer toutes les taches qui pourraient le rendre indigne de la palme du martyre à laquelle il aspirait.

Tacite a dit que la passion de la gloire était la dernière dont les grandes âmes se dépouillent. La grande âme dont je raconte ici les épreuves avait aussi rêvé la gloire comme couronnement de tous les bonheurs terrestres, et il faut avouer qu'un homme si richement pourvu des dons de la naissance et de la fortune, pouvait légitimement aspirer à tout. Doué de facultés brillantes que vivifiaient en lui les élans sympathiques d'un cœur toujours noble, même dans ses égarements, il avait fait admirer son éloquence, non point dans ce Parlement alors trop fidèle écho du trône et servile jusqu'à la bassesse, mais dans des réunions fortuites qui avaient lieu loin de la capitale, à Chichester, par exemple, où il prononça un imprudent et magnifique discours, dont le souvenir lui survécut, et que sa prodigieuse mémoire lui permit de dicter ensuite mot pour mot, quand il fut de retour à Londres.

Ces souvenirs ne réveillaient plus en lui que des remords, car il y avait longtemps qu'il avait senti la première atteinte de cette vive lumière dont parle Bossuet, et qui fait qu'*on en veut à ses faibles yeux de s'être laissé éblouir par la vaine gloire du monde*. Sa pénitence volontaire avait commencé à l'époque de son abjuration. Depuis lors, toute trace de luxe et même de distinction aristocratique avait disparu de ses vêtements. Dans sa prison, le retranchement fut encore plus sévère sur les habitudes innocentes qui lui étaient restées de ses jours de prospérité temporelle, et bientôt il ne se distingua du plus humble de ses serviteurs que par la rare dignité de son maintien, et le mélange de douceur et de majesté empreintes sur son visage. A force de se complaire dans l'expiation de ses anciennes fautes, il en vint à désirer les humiliations comme il avait désiré les applaudissements; il apprit à bénir la main paternelle qui le frappait pour le guérir, et il ne vit plus dans ses persécuteurs et dans ses geôliers que les instruments involontaires mais dociles de la miséricorde d'en haut. De là une patience à l'épreuve des imputations les plus flétris-

santes et des privations les plus imprévues ; de là ce témoignage étonnant rendu au noble captif par un de ses gardiens, qui disait ne lui avoir jamais entendu proférer une plainte ni une parole amère contre aucun des personnages dont la haine persévérante avait accumulé tant de misères sur sa tête.

Outre la charité de sentiments, il trouvait moyen de pratiquer, du fond de son cachot et malgré la pauvreté où on l'avait réduit, cette charité active qui l'avait rendu jadis si populaire et qui avait été l'un des plus vifs besoins de son noble cœur, dans le temps même où Dieu semblait en être banni ; à cette époque, non-seulement il soulageait les souffrances que les rapines commandées ou autorisées par les pouvoirs publics multipliaient autour de lui ; ses bienfaits s'étendaient plus loin que ses domaines, et tout l'enivrement des honneurs et de la cour ne put jamais lui faire oublier la foule de malheureux qui vivait de ses aumônes. Absent ou présent, rien n'était changé à ses libéralités ni aux bénédictions qu'elles attiraient sur lui et qui devaient un jour retomber en rosée céleste sur son âme à moitié flétrie. Souvent, dit son biographe, on vit les rues tellement obstruées par la multitude de mendiants qui se pressaient sur son passage que ses chevaux avaient peine à se frayer un chemin ; et malheur à celui de ses serviteurs ou clients qui aurait trahi, par un propos ou par un geste, son dédain pour ce cortége déguenillé ; sur ce point seul, son intolérance fut incurable. On se souvenait de l'indignation qu'il laissa éclater un jour, pendant les assises de Chichester, contre un gentilhomme qui avait insulté en sa présence un mendiant importun qui voulait pénétrer jusqu'à lui. On aurait pu croire, à la véhémence de l'apostrophe, que c'était lui-même qui était l'offensé ; c'est qu'il possédait dès lors, comme germe de ses progrès futurs dans la voie de la grâce et de la vérité, cet amour des pauvres, don si exquis et si rare, même parmi ceux qui les soulagent, et qui est peut-être plus qu'aucun autre don la marque distinctive d'une âme d'élite [1].

Tout ce que pouvait faire maintenant le noble captif, c'était de prélever la part des pauvres sur ce qui lui était alloué pour son entretien à titre de prisonnier de la reine ; car il ne disposait plus de sa fortune personnelle, et il n'était permis ni à sa famille ni à ses amis d'adoucir les privations de sa captivité. Une chose empêchait cette ressource de tarir entre ses mains, c'était la fréquence et la rigueur toujours croissante de ses jeûnes ; car il trouvait ses épreuves et trop

[1] On demandait un jour à Donoso Cortès, qui venait de raconter l'histoire merveilleuse de sa conversion, s'il n'y avait pas dans sa vie antérieure quelque chose qui pût expliquer ou motiver une grâce si extraordinaire ? « Rien, » répondit-il, « si ce n'est peut-être que le pauvre qui était à ma porte, je l'ai toujours regardé comme mon frère. »

courtes et trop douces pour la dette d'expiation qu'il croyait avoir à acquitter. Et ce n'était pas seulement les scandales de sa jeunesse et son long oubli de Dieu qui alimentaient ses remords ; ses lettres au père Southwell, où il mettait sa nouvelle devise : *Afflictio dat intellectum*, nous montrent dans sa conscience une plaie toujours saignante, entretenue par le souvenir de son ingratitude envers sa femme. On voit que l'idée de réparer ses torts envers elle aurait pu seule le réconcilier avec la vie et le faire rétrograder dans la carrière de douleurs qu'il avait si courageusement parcourue.

Tout à coup des rumeurs sinistres, présage assuré de quelque nouvel orage prêt à fondre sur les catholiques, pénétrèrent dans sa prison. C'était au cœur de l'hiver de 1595. On avait appliqué jusqu'à dix fois le père Southwell à la torture pour lui arracher l'aveu de complots imaginaires ; et quand ses bourreaux, qui siégeaient dans le conseil de la reine, avaient vu qu'ils ne pouvaient le condamner comme conspirateur, ils avaient résolu de le juger comme missionnaire et comme prêtre. La procédure avait été extrêmement sommaire, et lord Arundel, qui savait la marche expéditive de cette sorte d'affaires, avait le cœur serré par les plus tristes pressentiments. Bientôt il ne lui resta plus aucun doute sur le sort de celui qu'il avait appelé son père, et il apprit avec des angoisses impossibles à décrire toutes les circonstances de cette horrible tragédie. La police du temps, qui craignait la manifestation des sympathies populaires, avait pour ainsi dire enfoui sa victime dans le plus profond cachot de Newgate et ne l'en avait tirée que pour la traîner sur une claie, sans avertissement préalable, au lieu de l'exécution ; mais les préparatifs du supplice avaient déjà attiré sur son passage, malgré la rigueur de la saison, une foule respectueusement empressée, dont l'indignation empêcha le sheriff d'imposer silence à celui qu'on vénérait déjà comme un martyr. Son allocution fut simple et touchante, mais surtout généreuse et patriotique. Après avoir protesté de son innocence, il pria pour la reine et pour la conversion du royaume, et il fallut l'intervention presque menaçante des spectateurs pour empêcher le bourreau de l'éventrer, pendant qu'il respirait encore [1].

Qu'on se figure, s'il est possible, ce que devint le comte d'Arundel en apprenant tous ces affreux détails. A cette terrible secousse, vint s'en joindre une autre d'une nature toute différente, qui l'achemina rapidement vers le terme de ses souffrances.

En août 1595, la sixième année depuis sa condamnation à mort, et la onzième depuis son emprisonnement, il fut saisi immédiatement

[1] La sentence portait que le coupable serait pendu, détaché de la potence *encore vivant*, puis éventré et coupé en quartiers. (*V.* Challoner's missionnary priests).

après son repas d'un mal si soudain et si violent que la cause n'en pouvait être douteuse. On fut tenté de supposer que le cuisinier de la Tour, gagné par un agent secret de la reine, que le comte avait renvoyé de son service, avait mêlé à ses aliments une forte dose de poison pour épuiser le peu de forces qui lui restaient et pour rendre sa guérison impossible. A dater de ce jour, il fut persuadé que sa fin était proche, et il s'y prépara avec une résignation qui aurait pu être joyeuse s'il n'avait ambitionné le martyre sanglant pour sa foi. « *C'est là que j'aurais voulu mourir,* » disait-il tristement à ses gardiens, en leur montrant à travers la fenêtre de sa prison la colline de Tower-Hill, où avait coulé le sang de son père et de tant d'autres victimes du despotisme royal. C'était un regret suggéré sans doute par le martyrologe des premiers chrétiens, qui avait été depuis onze ans sa lecture de prédilection, et qui faisait que l'idée de supplice et celle de triomphe étaient devenues inséparables dans sa pensée.

Dès que les médecins eurent déclaré que la maladie ne laissait aucun espoir, un rayon de joie vint illuminer son visage amaigri. Il osa se flatter que la pitié pour un mourant l'emporterait sur la raison d'État, et que le P. Edmond, son introducteur dans cette Église militante et gémissante pour laquelle il avait le bonheur de tant souffrir, pourrait pénétrer dans son cachot. Enfin il crut toucher au moment après lequel il soupirait depuis tant d'années, et serrer sa femme et ses enfants contre son cœur, avant que ce cœur fût glacé par la mort. On lui disait que la reine avait pris l'engagement formel de ne pas le laisser mourir sans lui avoir accordé cette suprême consolation.

Il écrivit donc en tremblant une lettre à moitié suppliante, que le lieutenant de la Tour se chargea de remettre sur-le-champ. Sur le premier point, celui de l'introduction d'un confesseur, la réponse fut péremptoirement négative. Sur le second, la générosité royale allait bien au delà de la demande du prisonnier; ce n'était pas seulement aux embrassements de sa femme et de ses enfants qu'il allait être rendu, mais à la pleine jouissance de ses honneurs et de ses biens. Une seule condition était mise à toutes ces faveurs : un simple acte de présence dans une église protestante, c'est-à-dire l'apostasie!

Ce moment fut affreux; ce fut comme l'éponge imbibée de fiel et tendue avec dérision pour étancher la soif de son cœur. Un seul espoir lui restait encore, celui de pouvoir transmettre ses derniers adieux à sa famille par son frère lord William Howard, secrètement catholique, le même qui avait été le premier confident de sa conversion. Cette nouvelle requête fut rejetée comme les deux autres. La loi de la nature devenant de plus en plus forte à l'approche du dernier moment, le moribond se rabattit enfin sur son frère lord Thomas Howard, partisan déclaré de la religion nouvelle, et plus disposé à

plaindre qu'à admirer quiconque s'obstinait à périr pour l'ancienne. Malgré cette dissidence, le lien de fraternité parut encore suspect, et il fut décidé que le prisonnier mourrait seul !

Toutes ces espérances si cruellement déçues auraient accablé tout autre courage que le sien. Mais les forces du corps ne répondaient pas à celles de l'âme. Un affaissement général le força de renoncer à la lecture du bréviaire, pratique pieuse qu'il n'avait pas discontinuée depuis son emprisonnement; heureusement sa dévotion était devenue plus simple, en devenant plus fervente, et cette simplicité lui fit trouver dans la fréquente récitation du chapelet des consolations ineffables. L'extrême faiblesse de ses membres ne lui permettant plus de quitter sa couche, il restait là silencieux et immobile, sauf l'imperceptible mouvement que la prière imprimait à ses lèvres. Parfois on entendait le léger cliquetis de son chapelet qu'il égrainait de sa main cadavéreuse. Les médecins ayant été congédiés comme inutiles, il ne restait plus auprès du moribond que les deux serviteurs qu'on lui avait laissés et que leur séjour prolongé dans ce cachot humide et infect avait rendus presque aussi pâles que leur maître. L'aspect des personnes et des choses donnait à ce lieu l'air d'un caveau funèbre.

Tout à coup on vit entrer le lieutenant de la Tour, non plus de cet air impérieux et insultant dont il avait contracté l'habitude envers son prisonnier, mais d'un pas inquiet et presque timide. Le jour où il avait délivré ce message si dur de la part de la reine, il avait été témoin d'une résignation tellement surhumaine que le remords était entré dans son âme avec la pitié. C'était par l'impulsion de ce double sentiment qu'il venait maintenant se précipiter à genoux auprès du lit de sa victime, et, d'une voix suffoquée par les larmes, lui demander pardon d'avoir été si fidèle à l'esprit de ses instructions : «Monsieur le lieutenant,» répondit le malade en se levant avec peine sur son séant et en recueillant le peu de forces qui lui restaient, « je vous » pardonne de tout mon cœur, comme je désire moi-même que vous » me pardonniez les remarques peu charitables que j'ai pu faire sur » vos procédés. » Puis le prenant affectueusement par la main : « Vous » voyez, ajouta-t il, que ma délivrance est prochaine et que les mau- » vais traitements, de quelque part qu'ils viennent, ne peuvent plus » désormais m'atteindre; ce n'est donc pas pour moi que je veux » vous parler. Mais quand d'autres viendront occuper ici la place que » je vais bientôt laisser vacante, souvenez-vous qu'ils sont déjà assez » malheureux sans que vous aggraviez par vos duretés le poids de » leur malheur. Il ne faut pas fouler aux pieds ceux que la fortune a » jetés par terre. Ses vicissitudes sont si brusques dans le temps où » nous vivons, que les persécuteurs peuvent à leur tour devenir per- » sécutés; et vous-même, qui avez la garde des autres, qui vous ré-

» pond que vous ne serez pas gardé sous les mêmes verroux ? Adieu, » monsieur le lieutenant, ou plutôt à revoir ; pendant le peu de jours » qui me reste à vivre, je ne veux plus voir en vous qu'un ami. »

On se figurerait difficilement une scène plus émouvante et plus solennelle. Le coupable était là, désarmé de toutes ses dures attributions, couvrant de baisers et de pleurs la main décharnée qu'il étreignait dans la sienne, et trop bourrelé par ses remords pour faire attention à l'avertissement prophétique par lequel son prisonnier, devenu son juge, avait terminé son allocution. Cette peine du talion, que ce dernier venait de lui prédire, ne se fit pas attendre ; au bout de quelques semaines, sir Michel Blount (c'était le nom du lieutenant) se vit disgracié, destitué de ses fonctions, emprisonné dans cette même Tour et subissant, de la part du lieutenant non moins brutal que lui, les mêmes vexations qu'il avait infligées aux autres.

Le comte d'Arundel avait réglé d'avance l'emploi de sa dernière semaine, assignant à chaque partie de la journée sa dévotion spéciale, et après avoir supputé jusqu'au dimanche 19 octobre, qui fut le jour de sa mort, il ferma le calendrier en disant avec un accent que ses serviteurs remarquèrent : *Jusque là et pas davantage.*

Son agonie fut tellement douce qu'il put continuer et même articuler ses prières jusqu'à la fin, se reposant de l'oraison mentale par le chapelet, et récitant en tout ou en partie les psaumes les plus appropriés aux aspirations de son cœur. Sa physionomie se transfigurait pour ainsi dire à mesure qu'il sentait approcher le moment de sa délivrance. Ses serviteurs, témoins peu intelligents de cet avant-goût de la béatitude céleste, ne cherchaient pas même à contenir leurs sanglots, et plus il s'efforçait de les consoler, plus ils étaient attendris. « Peu à peu, dit son biographe, sa voix devint plus lente et plus creuse, et, après un suprême effort pour prononcer une fois encore les noms de *Jésus* et de *Marie*, la dernière minute de sa dernière heure étant venue, sans changer d'attitude, sans trahir par aucun mouvement le moindre malaise, les yeux toujours fixés vers le ciel et les mains posées en croix sur la poitrine, il parut se laisser gagner par un doux sommeil et rendit sa belle âme à celui qui l'avait créé pour sa gloire. »

Il semblerait que ce drame lugubre dût finir avec ce dénouement, et que les rancunes royales dussent être pleinement satisfaites. Ce corps exténué, réduit à l'état de squelette avant sa décomposition, disait assez par quelle série de tortures physiques et morales le noble captif avait passé. Mais ce n'était pas assez pour Elisabeth et son conseil. Cette reine impure et haineuse, en qui l'impureté servait de stimulant à la haine et que les poëtes et les prédicateurs n'en ont pas moins proclamée chaste et magnanime, voyant qu'elle ne pouvait

plus persécuter sa victime comme elle l'avait fait pendant dix ans, se mit à la poursuivre dans les objets de ses plus chères affections, et particulièrement dans sa veuve, qui fut traitée sans aucun égard pour son rang ni pour son sexe, et réduite, dans son extrême détresse, à emprunter des lits pour elle et pour ses enfants. Mais il y eut une chose encore plus inouïe, ce fut l'acte par lequel la vengeance royale alla, pour ainsi dire, troubler les cendres du défunt jusque dans son cercueil. Il y eut, dans la chapelle de la Tour, une cérémonie dérisoire et sacrilége, où le ministre du culte officiel, après avoir demandé au lieutenant si son prisonnier avait persévéré jusqu'à la fin dans ses mauvaises voies, entonna devant l'assistance un chant d'actions de grâces et de malédictions ; d'actions de grâces pour le Très-Haut qui venait de délivrer ses fidèles serviteurs d'une grande crainte ; de malédictions contre l'ennemi de Dieu et de la reine. Ces malédictions, dont les formules bibliques étaient empruntées au cantique de Deborah et au cinquième chapitre du livre des Juges, se terminaient par le fameux verset que le fanatisme avait déjà fait entendre sur l'échafaud de Marie Stuart : *Ainsi périssent tous vos ennemis, ô Seigneur, et que ceux qui vous aiment soient comme le soleil, quand il paraît dans sa puissance* [1], et l'assistance, de gré ou de force, répondait : *Amen;* et cette réponse féroce trouvait de l'écho partout, depuis l'infime populace jusqu'aux grands corps de l'État qui passaient pour représenter les besoins légitimes et les instincts généreux de la nation, et qui n'en représentaient alors que les petites passions et les grandes frayeurs [2]. A force de terreur, le despotisme était parvenu à supprimer toute contradiction autour de lui, dans les assemblées des vivants comme sur la tombe des morts ; on ne laissait même pas la liberté des épitaphes. La poésie et l'histoire payaient avec un empressement scandaleux leur tribut d'adulation ; et ce n'étaient pas seulement les poëtes lauréats et les historiographes salariés qui courbaient le front devant l'idole. Spencer, le plus beau génie de ce siècle après Shakespear, n'a-t-il pas souillé son poëme, d'ailleurs si admirable, de *la Reine des fées*, par des épisodes où, sous le voile trop transparent de l'allégorie, il ose se faire l'apologiste des faiblesses et même des crimes d'Elisabeth [3] ? Et Camden, le grave et savant Camden, le correspondant et

[1] Voir tous les détails de cette cérémonie non moins burlesque qu'odieuse, dans l'*Histoire de la ville et du château d'Arundel*, par Tierney, vol. II, p. 409.

[2] On sait le rôle abominable que joua la Chambre des communes dans la catastrophe de Marie Stuart. On rédigea une formule de *dévote prière à Dieu*, pour qu'il inclinât le cœur d'Elisabeth à signer la sentence de mort !

[3] Je me contenterai de signaler, dans le livre I, les stances 40-43 du chap. II, les stances 22-28 du chap. III. Dans le livre V, le chap. IX presque tout entier

l'ami de notre historien de Thou, n'a-t-il pas fait l'apothéose de son patron machiavélique, lord Burghley, comme d'un grand homme et même d'un saint [1] ; et, après une courte mention de la mort du comte d'Arundel dans la Tour, n'a-t-il pas l'impudence d'ajouter *qu'il éprouva la douce sévérité de la Reine*, et qu'il se tua lentement par son genre de vie trop austère [2] ? Après cette mention courte et presque dédaigneuse, les historiens subséquents semblent s'être donné le mot, de génération en génération, pour retrancher de leurs annales tout ce qui aurait pu réveiller le souvenir de cette monstrueuse iniquité, et c'est ainsi que cette figure si suave et si grandiose s'est effacée peu à peu de la mémoire des hommes, et que le caractère le plus noble, le plus pur, le plus éprouvé, le plus idéal en un mot, qu'ait produit le patriciat britannique, a été, pour ainsi dire, renié par les dispensateurs habituels de la gloire humaine. Heureusement nous savons qu'au point de vue providentiel leur silence n'a pas plus d'importance que leurs éloges. Nous savons aussi que ce n'est pas toujours la même génération qui est appelée à cueillir dans la joie ce qui a été semé dans les larmes, et que, dans la magnifique ordonnance de la cité de Dieu, le martyre volontaire subi par les héros chrétiens porte tôt ou tard ses fruits, et que leurs mérites peuvent encore, après plusieurs siècles, retomber en bénédictions et en lumières sur les esprits involontairement égarés.

Rio.

est une dégoûtante apologie du meurtre de Marie Stuart. Elisabeth y figure sous le nom poétique de *Mercilla,* du mot *Mercy*, qui veut dire *miséricorde !!*

[1] Ann. Lib. IV, cap. CXXIX.

[2] Being tied to a most strict course of religion, he pined himself with an austere kind of life. *Ibid.,* chap. LXXX.

LA VALACHIE

AU POINT DE VUE DIPLOMATIQUE.

Au nom du droit et de la justice, la Turquie affaiblie et opprimée a demandé aide à la France et à l'Angleterre; l'Angleterre et la France lui ont prodigué sans compte et sans mesure le sang de leurs soldats, l'argent de leurs trésors.

Au nom du droit et de la justice, la Valachie et avec elle la Moldavie sa sœur, faibles et opprimées aussi, demandent à la Turquie l'indépendance sous sa suzeraineté et à la charge d'un tribut.

Le droit invoqué par les Principautés est-il fondé? Leur cause est-elle juste? Se sont-elles montrées dignes de jouir de l'indépendance qu'elles réclament par un judicieux emploi des immunités déjà obtenues?

Ces questions sont posées dans ces pages. L'auteur avant d'en chercher la solution a visité les lieux et le peuple dont il va parler. Il les a vus pendant l'occupation russe et à la veille des batailles. Il publie le résultat de ses investigations le lendemain de la lutte et à la lueur des jours de paix.

En aucun temps ses sentiments n'ont varié. Comme en 1853, il souhaite aujourd'hui le triomphe du droit, la justice pour les opprimés, le maintien de la foi jurée, une récompense pour les efforts généreux, enfin le respect des intérêts, des besoins et des immunités des peuples. Il prie Dieu d'éclairer les esprits et de toucher les cœurs des hommes qui ont reçu de sa volonté le pouvoir d'exaucer ces vœux.

I.

SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA VALACHIE A L'ÉGARD DE LA TURQUIE.

A la fin du premier siècle de l'ère chrétienne, les contrées comprises entre la Tébisce, le Tyras (Dniester actuel) et l'Ister (le bas Danube), étaient habitées par un peuple entreprenant et brave; c'était le peuple Dace. Il avait pour capitale Sarmisægethusa, fondée par Sarmis, ce roi que vainquit Alexandre le Grand.

La nation Dace était alors commandée par un chef sage dans les conseils et intrépide dans les batailles, nommé Decebale. Chef et peuple s'étaient rendus redoutables aux nations voisines; l'empire romain lui-même avait appris à les craindre. Domitien, impuissant à les vaincre, les avait achetés; Rome paya un tribut au barbare pour en avoir la paix. Trajan refusa de solder cette honte, et déclara la guerre à Decebale. Victorieux, l'empereur repoussa les barbares au nord des Karpathes, incorpora la Dacie à l'Empire, la découpa en provinces et y établit de nombreuses colonies composées de laboureurs italiens, gaulois et peut-être espagnols.

Les colons transportèrent dans ces contrées reculées le langage, les mœurs, les lois, les arts, les sciences de Rome. Le vaste pays dont on a crayonné le périmètre devint une autre Italie. Des voies militaires allaient des bords du Danube aux frontières septentrionales; l'une d'elles longeait les Karpathes en traversant la capitale qu'on n'appelait plus, après la conquête, qu'Ulpia-Trajana. Des villes populeuses et riches s'élevèrent dans la contrée ; c'était ici Zernès et Apulum, là Parolissa et Caracalla, du nom d'un empereur. Un pont construit par Trajan sur le Danube reliait les deux rives et aboutissait à une ville défendue par des travaux dont le pan d'une tour encore debout atteste l'importance. Ces villes étaient ornées de monuments remaquables; les arts y florissaient, il y avait des écoles, des prétoires, des temples, des cirques comme on en voyait dans les grandes villes des Gaules et des Espagnes. De nos jours, le cultivateur en creusant un sillon, le curieux en fouillant l'emplacement de ces vieilles cités, exhume des débris. On y trouve ici comme à Karacal ou à Jassy, des fûts de colonne ; là, comme à Tourne-Séverin, des sarcophages ; ailleurs, comme à Bouzéo, des vases et des ornements en or ; en cet autre lieu, comme à Varhely, autrefois Ulpia-Trajana, des statues mutilées ou des bas-reliefs bien conservés. L'auteur de ces lignes a exhumé entre Tourne-

Severin et Tchernetz, non loin du pont de Trajan, une tête de César-Auguste, ceinte du laurier impérial d'un bon style.

L'établissement des Goths dans la Dacie, consenti par Aurélien, n'arrêta pas le développement romain de ces contrées. Le peuple goth fut conquis à la civilisation latine. L'historien goth Jornandès, nous montre mieux encore par la manière dont il écrit que par les faits qu'il rapporte, que sa nation ne barbarisa pas la contrée. Mais quand arrivèrent les grandes invasions, quand Attila et ses Huns, puis les Avars et leurs Ka-Kans s'y furent établis, la séparation de ces pays avec l'empire fut complète. Les descendants des anciens colons italiens, mêlés aux barbares, marchèrent au pillage du monde civilisé. Jusqu'au milieu du XIIIe siècle, les peuples de ces contrées n'eurent ni autonomie, ni indépendance. Dominés par les barbares de passage, ils semblaient comme submergés sous le flot mobile des envahisseurs. Mais vers cette époque, l'Asie comme épuisée, cessa de vomir de nouvelles hordes; celles qui s'étaient installées sur les bords du Danube ou chassées, ou anéanties, ou appelées ailleurs, se dissipèrent, se fondirent insensiblement ou s'incorporèrent aux hommes de races italiques. La fusion fut telle, que ceux-ci dominèrent les asiatiques, comme le Gaulois absorba le Franc et le Burgunde. Les Roumans actuels ont conservé assez des mœurs, du langage, des habitudes, du caractère des anciens colons italiens ou gaulois, pour que, malgré le mélange à haute dose des mœurs, du langage, des habitudes, du caractère des barbares, on constate aisément en Valachie et en Moldavie la présence prédominante de l'élément latin. Ce cachet donne à ce peuple une physionomie tranchée avec les types mongols, grecs ou slaves des nations environnantes. Il a toujours revendiqué la distinction d'avec ces populations, et soutenu longtemps avec succès son autonomie les armes à la main. Conduit par des chefs indigènes, il se constitua à l'état de nation après l'écoulement des grandes invasions barbares, défendit courageusement son individualité, et sous une suite de princes qualifiés de *domnou* (corruption du mot latin *dominus*), repoussa efficacement les prétentions dominatrices des nations environnantes.

« Après dix siècles d'efforts, dit le récent et éloquent historien de » ces contrées, M. Elias Regnault [1], les Roumans reprenaient rang » parmi les nations, la patrie se relevait avec tous les caractères » d'une grande communauté; les deux provinces obéissaient aux » mêmes lois, au même culte, aux mêmes institutions, et quoi- » qu'ayant chacune un chef et un gouvernement à part, elles

[1] Histoire politique et sociale des principautés danubiennes, par M. Elias Regnault.

» étaient deux sœurs d'une même origine, ayant deux tuteurs dif-
» férents. »

Au XIIIe siècle, la Valachie (et la Moldavie à ses côtés) constituait donc un état indépendant et libre. Elles étaient aussi indépendantes et aussi libres que la France ou l'Angleterre, membres détachés comme elles de l'empire romain, l'étaient à la même époque. Le peuple rouman régi par ses lois propres, gouverné par des princes qu'il élisait lui-même sans l'assentiment ni l'approbation de personne, ne relevait que de Dieu et de son épée comme on disait au moyen âge. Investi de la plénitude de la souveraineté, il faisait à son gré la paix et la guerre, recevait et envoyait des ambassadeurs, passait des traités, s'administrait à sa volonté d'après les lois qu'il décrétait.

Telle fut la Valachie jusqu'à la fin du XIVe siècle. A cette époque, les Ottomans partout vainqueurs faisaient trembler l'Europe. Bajazet Ier, maître de la Thessalie, de la Macédoine, et de la Bulgarie, vainqueur à Nicopolis des Hongrois unis aux croisés français, menaçait la principauté. Ses princes s'étaient mesurés avec le Turc et l'avaient vaincu ; mais en cette circonstance ils désespérèrent du succès. Prévenir une défaite et empêcher la conquête ou au moins éviter les calamités d'une guerre désastreuse, parut au prince et au peuple d'une sage politique. Ils résolurent de se placer sous la protection de celui dont ils redoutaient les armes. Les négociations aboutirent à une capitulation consentie à Nicopolis en l'année 1393 de Jésus-Christ et 795 de l'hégire, dans le mois de rebiul ewel.

Ces deux traités régissent encore aujourd'hui en droit les rapports de la Valachie avec la Porte. Ce sont les seuls que la Porte puisse invoquer pour agir sur la Valachie, ce sont les seuls auxquels la Valachie doit se soumettre. Consentis librement par deux nations indépendantes ces traités forment le contrat qui les lient. Ils sont encore en vigueur, quoique la Porte les ait outrageusement violés.

Le sultan devait protéger et défendre à jamais la Valachie, et sa protection a été si inefficace qu'il a abandonné et démembré une portion du territoire protégé. Vaincue, la Porte n'a-t-elle pas cédé en effet à la Russie la Bessarabie, à l'Autriche la Bukowine, la Transylvanie et momentanément le banat de Craiova ? Les padishas ne devaient s'ingérer en aucune occasion dans la gestion intérieure ; or ils ont bouleversé toute l'administration, monopolisé le commerce, fixé un maximum aux denrées, exigé un tribut de jeunes garçons, destitué, emprisonné, mis à mort, princes, magistrats et sujets. En Valachie, cette terre d'asile pour le renégat repentant, on n'a respecté ni musulman, ni chrétien. Nul Turc ne devait s'y établir, et on construisit des forteresses formidables à Tourno, à Giurgevo, à Ibraila d'où s'élançaient des soldats qui couvraient la contrée de pil-

lages, de massacres et de ruines. Le souverain protecteur s'était interdit de ne rien exiger au-delà du tribut fixé par le traité, et le tribut a été augmenté à la fantaisie de chaque sultan, de chaque visir, de chaque prince. Au clergé et aux boyards seuls appartenait l'élection du prince parmi les indigènes, et le sultan a nommé les princes directement, les a destitués à sa volonté, et (comble de honte !) a infligé aux Valaques la souveraineté des Grecs phanariotes.

Pas un article de ces traités n'a donc été respecté par le protecteur. Ils n'en subsistent pas moins : aucune des violations commises par le protecteur ne peut porter atteinte à leur existence tant que la puissance protégée ne s'en est pas plainte et ne les a pas solennellement et formellement dénoncées, ou qu'il n'y a pas été expressément dérogé par de nouvelles conventions.

Précisons-en donc la portée et la nature.

En elles-mêmes les capitulations sont des *traités de protection*, et comme telles elles laissent subsister en leur entier la souveraineté et l'autonomie de la nation valaque.

« Lorsque, dit Vattel [1], une nation n'est pas capable de se garantir elle-même d'insulte et d'oppression, elle peut se ménager la protection d'un Etat puissant. Si elle l'obtient en s'engageant seulement à certaines choses, même à payer un tribut, à fournir des troupes à son protecteur et jusqu'à faire cause commune avec lui dans toutes les guerres, se réservant, du reste, le droit de se gouverner à son gré ; c'est un simple traité de protection qui ne déroge point à la souveraineté et qui ne s'éloigne des traités d'alliance ordinaires que par la différence qu'il met dans la dignité des parties contractantes. »

Les traités de 1393 et de 1460 se rangent dans cette classe. Loin d'aller jusqu'aux dernières limites des concessions permises à une nation protégée, ils n'imposent pas aux Valaques l'obligation de fournir des troupes ou de faire cause commune avec les Turcs, ils les autorisent, au contraire, à faire la paix et la guerre, à suivre leur religion sans entraves, à se gouverner d'après leurs lois, à élire leurs princes, à juger d'après leur code. Les Valaques ne sont soumis qu'à un devoir, celui de payer un tribut. Le tribut acquitté, le sultan n'a rien à leur demander, et aucun Turc ne peut séjourner sur leur territoire. Il fut stipulé, en faveur du peuple valaque, des avantages qui ne se consentent qu'entre deux nations indépendantes et distinctes : il est en effet interdit au sultan de s'immiscer dans l'administration intérieure, de délivrer des firmans pour appuyer auprès des tribunaux

[1] *Le Droit des gens*, liv. I, chap. XVI.

les prétentions des musulmans en procès en Valachie. Il est accordé aux Valaques, dans les *possessions du sultan*, des faveurs refusées aux sujets de l'empire et que n'ont obtenues les autres nations qu'après de longs efforts : l'exemption de l'impôt du karacth est du nombre de ces priviléges. De tels traités ont-ils quelque chose de commun avec ceux qui aliènent la souveraineté d'un Etat? Ce ne sont ni des actes d'incorporation, ni des contrats de soumission. L'Etat qui adhère à un traité d'incorporation perd tous ses droits; ses citoyens font corps avec la masse du peuple envahissant, et son territoire devient une fraction de l'empire conquérant. La nation faible qui signe un traité de soumission sacrifie à une autre puissance une partie de sa souveraineté. Elle abandonne, par exemple, le droit de faire la paix ou la guerre, et se borne à conserver celui de se gouverner d'après ses lois et par ses propres magistrats. Certains alliés du peuple romain, et parmi eux les Latins, furent forcés de signer de telles conventions.

Les traités de 1393 et de 1460 ne créent à la Valachie ni l'une ni l'autre de ces positions. Ils lui laissent, encore un coup, tous les droits constitutifs de la souveraineté. Puffendorf a consacré tout un chapitre [1] de son traité du droit de la nature et des gens à énumérer et à définir « les parties de la souveraineté et leurs liens naturels. » Ces parties qu'il nomme aussi *potentielles* sont au nombre de six savoir : le pouvoir de faire les lois, le pouvoir d'infliger des peines, le droit de faire la paix ou la guerre, le droit d'établir des magistrats subalternes, le droit d'exiger des impôts et des subsides, le droit d'examiner les doctrines qui s'enseignent dans l'État. Dans le langage actuel on dirait que les *parties potentielles* sont le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire, le droit de faire la paix ou la guerre, celui de nommer les magistrats, la gestion financière, la liberté de religion et d'enseignement. Est-il un seul de ces droits dénié à la Valachie par les traités? En est-il même un seul qu'on ne lui ait pas expressément reconnu?

Si la souveraineté, l'indépendance, l'autonomie de la Valachie sont incontestables en droit, elles ont été aussi pratiquées en fait. On n'a jamais contesté en principe à la Principauté les pouvoirs intérieurs. Jusqu'au milieu du siècle dernier elle a ses lois, ses juges, ses princes propres. La main du Sultan, s'est, il est vrai, souvent montrée en fait dans l'élection ou la chute des princes. L'intervention du divan dans l'administration intérieure a été souvent en fait encore corruptrice ou sanglante ; mais jusqu'à la fatale intrusion des phanariotes le droit de la nation à choisir les waivodes et à s'administrer librement n'a

[1] Chap. IV du liv. VII.

point été nié légalement. Le prince indigène élu a toujours nommé les magistrats subalternes; il a toujours possédé le droit d'appliquer des peines, et nombre d'entre eux en ont abusé. Jusqu'en 1783 imposer des taxes et des subsides au peuple valaque fut un droit qu'on n'a point laissé inactif; enfin la religion et l'instruction ont toujours été indépendantes du Sultan.

La Valachie a aussi usé plus d'une fois des pouvoirs extérieurs. Elle a fait la guerre aux Hongrois, aux Polonais, aux Cosaques, et a contracté avec ces peuples des traités de paix nombreux. En 1390, Mircea signa, avec le roi de Pologne, et en 1396, avec Sigismond roi de Hongrie, deux traités d'amitié et d'alliance. Celui qu'Etienne le Grand passa en 1499 avec le roi de Pologne est resté fameux. Pierre VII conclut, en 1588, avec la reine Elisabeth d'Angleterre, un traité de commerce récemment retrouvé. Le 2 mai 1651, Basile le Loup de Moldavie accepta de Kiemielnisky, hethman des Cosaques, auquel a succédé l'empereur de Russie, un traité dont le premier article reconnaît l'indépendance de la Moldavie. Le voici :

« Princeps Moldaviæ, Moldaviam pleno jure obtineto. »

Les traités de 1393 et de 1460 ont donc créé en fait et en droit la Sublime Porte non pas souveraine de la Valachie, mais purement et simplement *suzeraine protectrice* de cet Etat. La Principauté est restée souveraine, indépendante, et libre sous la condition d'acquitter un tribut, et de faire reconnaître l'élection de chaque prince par la Porte. Sa position est absolument la même qu'était au moyen âge et que fut jusqu'à la fin du dernier siècle le royaume de Naples à l'égard du Pape. Le roi de ce pays était tenu envers le souverain Pontife à un tribut et à une reconnaissance honorifique. Cette situation n'empêchait pas le royaume de Naples d'être complètement indépendant, de jouir de tous les droits de la souveraineté et son roi d'être compté parmi les princes importants de l'Europe. Qu'on nous permette, pour résumer ce point capital, de transcrire les lignes suivantes empruntées à Vattel, liv. 1, chap. I, § 6, 7 et 8.

«Si un État faible, dit-il, qui pour sa sûreté se met sous la protection d'un plus puissant, s'engage en reconnaissance à plusieurs devoirs équivalents à cette protection sans toutefois se dépouiller de son gouvernement et de sa souveraineté, cet État ne cesse point pour cela de figurer parmi les souverains qui ne reconnaissent d'autre droit que le droit des gens.

« Il n'y a pas plus de difficulté à l'égard des états tributaires; car bien qu'un tribut payé à une puissance étrangère diminue quelque chose de la dignité de ces états, étant un aveu de leur faiblesse, il laisse subsister entièrement leur souveraineté. L'usage de payer le tribut était autrefois très-fréquent; les plus faibles se rachetant par

là des vexations du plus fort, ou se ménageant à ce prix sa protection sans cesser d'être souverains.

« Les nations germaniques introduisirent un autre usage, celui d'exiger l'hommage d'un État vaincu ou trop faible pour résister. Quelquefois même une puisance a donné des souverainetés en fief et des souverains se sont rendus volontairement feudataires d'un autre. Lorsque l'hommage, laissant subsister l'indépendance et l'autorité souveraine dans l'administration de l'État, emporte seulement certains devoirs envers le seigneur du fief ou même une simple reconnaissance honorifique, il n'empêche pas que l'État ou le prince feudataire ne soit véritablement souverain. »

Telle est la situation à laquelle a droit la Valachie [1]. Elle se l'est créée à elle-même par des traités solennels et subsistants. Mais elle n'en jouit point en fait. En pratique la principauté n'exerce que les prérogatives inscrites dans les conventions conclues entre la Porte et la Russie depuis 1774. C'est cette diplomatie de fait qu'il convient actuellement d'exposer.

Dès le XVI[e] siècle les traités de 1393 et de 1460 étaient outrageusement méconnus. Le tribut fixé à dix mille piastres par la convention de 1460 était porté à 260,000 ducats en 1577. Les Turcs monopolisèrent le commerce, bâtirent des forteresses, commirent d'effroyables exactions, traitèrent le pays en province conquise. La principauté garda pourtant les apparences de l'indépendance tant qu'elle conserva des princes indigènes, mais quand Kantémir de Moldavie et Brancovano de Valachie se furent alliés secrètement avec la Russie contre la Porte, la Turquie punit le pays des fautes personnelles de ses chefs et nomma directement les princes. Par un reste de scrupule le Sultan s'abstint d'en confier l'administration à des musulmans, mais il la remit aux mains des Grecs enrichis chargés auprès du divan des emplois de drogman. Ces Grecs, habitants ordinaires du quartier de Constantinople que dominait le fanal, furent pour cette cause appelés *fanariotes* ou *phanariotes*. Ces princes de nom étaient à la discrétion du divan. Ils ne respectèrent ni le droit ni les lois du pays ; ils ne défendirent ni ses priviléges ni ses immunités, ni les traités ; on ne trouve parmi eux ni un souverain courageux ni un administrateur intègre : ils furent tous des fermiers cupides et des sangsues insatiables. La principauté était réduite au plus honteux asservissement, quand la guerre éclata entre la Russie et la Turquie en 1769. La fortune favorisa Catherine, et quand on discuta le traité de paix à Kustuch-Kainardji en 1774, elle songea à tirer un habile parti

[1] La teneur des propositions autrichiennes ne s'y appesantit pas assez; on la rétablira sans doute dans le congrès ou dans des commissions postérieures.

de cette position abaissée en réclamant un adoucissement au sort des Valaques et des Moldaves.

Le traité de Kustuch-Kainardji signé le 10/21 juillet 1774 stipula une amnistie en faveur des Valaques compromis dans la guerre, et la remise des anciennes dettes publiques. La liberté de la religion chrétienne, la construction d'églises nouvelles et la restauration des anciennes, la restitution aux couvents des biens dont ils avaient été dépouillés, le respect pour tous les membres du clergé, la modération dans l'établissement du tribut, l'humanité dans leur perception, leur fixation irrévocable et leur payement quinquennal furent prescrits à la Porte dans le traité comme conditions obligatoires pour elle. Les princes eurent la permission d'avoir auprès de la Porte des chargés d'affaires chrétiens pour soutenir leurs intérêts, et « malgré leur peu d'importance, dit l'article 9, ils jouissent du droit des gens et sont exempts de toute vexation. »

Ni la convention explicative du traité de Kainardji, conclue à Constantinople le 10 mars 1779, ni le traité d'Iassy signé le 29 décembre 1791 (9 janvier 1792 n. s.) ne renferment rien d'essentiellement différent. Les droits de la puissance protégée, réduits à ces quelques immunités, étaient loin d'avoir l'ampleur de ceux accordés par les capitulations, puisque la nomination des princes n'appartient plus à la nation et que le tribut n'est plus fixe et déterminé.

Le traité de Bukarest ne dispose pas en réalité d'une autre manière. Mais de ce qu'il avait été dit dans l'article 5 que « *les traités et les conventions relatifs aux priviléges de la Valachie et de la Moldavie sont confirmés suivant les principes du 5e article des préliminaires,* » les plénipotentiaires russes réunis à Akerman en conclurent que tous les anciens priviléges de la Valachie avaient été reconnus par la Turquie. Partant de ce principe, la convention du 25 septembre 1826 signée dans cette ville porte dans son article 3 « les traités et actes relatifs aux priviléges dont jouissent la Moldavie et la Valachie ayant été confirmés par une clause expresse de l'article 5 du traité de Bukarest, la Sublime Porte *s'engage solennellement à observer lesdits priviléges et actes en toute occasion avec la fidélité la plus scrupuleuse.* »

L'acte séparé joint à la convention d'Akerman appliqua cette déclaration, et pour la première fois depuis 1460 on esquissa les bases sur lesquelles reposent les priviléges des principautés. En voici l'exposé :

Les hospodars sont élus comme autrefois par les boyards indigènes et parmi eux sous l'approbation de la Porte. Si le sultan agrée l'élu, il lui donne l'investiture, s'il le repousse pour des raisons dont la gravité est approuvée par la Russie, les boyards procèdent à une nouvelle élection. La durée de l'administration de chaque hospodar

est fixée à sept ans, et la Porte ne peut le destituer avant ce temps, si ce n'est avec l'agrément de la Russie et pour délit vérifié par les deux cours. Les hospodars sont rééligibles, mais l'autorisation et l'agrément de la Porte est toujours exigé. Ils peuvent abdiquer avant la fin de leur administration, mais encore avec l'agrément du sultan et l'approbation du tzar. Nul hospodar destitué ou démissionnaire ne peut ni être réélu, ni entrer dans le divan, ni occuper une fonction publique. Cette incapacité personnelle ne s'étend pas aux enfants de l'hospodar. Quand un hospodar est destitué, qu'il abdique, qu'il meurt ou qu'il arrive au terme de son administration, l'intérim est confié à des *caïmacans* ou lieutenants nommés par le divan de la principauté. L'hospodar fixe, d'accord avec le divan, les impôts et les charges annuelles; mais hospodar et divan doivent les déterminer conformément aux réglements, au hatti-shériff de 1802 et en ayant égard aux représentations des ministres du sultan et du consul de Russie. Les habitants de la Valachie jouissent de la liberté du commerce pour toutes les productions du sol et de l'industrie, sous les restrictions portées par la Porte pour la consommation de Constantinople. Les boyards doivent obéissance au hospodar, mais l'hospodar ne peut les châtier que conformément aux lois et après un jugement. Enfin l'article séparé ajoute que « tous les autres droits et priviléges des principautés de Moldavie et de Valachie et tous les hatti-shériffs qui les concernent seront maintenus et conservés en tant qu'ils ne seraient pas modifiés par le présent acte. »

Vainement cet acte rappelle les anciens traités. Au lieu de constituer sérieusement les droits qui y étaient consacrés, il n'en évoque que l'ombre. On l'établira plus en détail ailleurs, mais dès ce moment on voit la portée des dispositions de cette convention.

Si en effet elle reconnaît aux boyards le droit d'élire l'hospodar et de le choisir parmi eux, elle exige l'agrément et le consentement de la Porte. Les boyards n'ont qu'un vain droit de présentation ; de l'agrément du sultan dépend si bien le maintien de l'élection que, s'il refuse l'investiture, il faut procéder à un nouveau choix.

L'inviolabilité des hospodars est aussi illusoire que leur élection est menteuse. Car la Porte peut les destituer « si pendant la durée de leur administration ils commettent quelque délit. » Quel souverain peut se dire à l'abri de la destitution? N'est-il pas responsable des délits de tous ses employés? N'est-il pas aisé d'accuser et de prouver qu'un prince a erré? Quel recours lui est ouvert contre la décision de la cour suzeraine? Cette décision ne se forme-t-elle pas arbitrairement sur les vérifications confiées aux ministres prévenus eux-mêmes? La situation d'un hospodar soumis à ces exigences n'est guère au-dessus de celle d'un pacha. La destitution du

prince Alexandre Ghika, dont nous rapporterons l'histoire, le démontre clairement.

L'acte séparé reconnaît aux Valaques le droit de régler leurs finances, de faire le commerce librement, d'administrer les provinces par des agents nationaux. Là encore tout est illusion : le vote des impôts n'a lieu que conformément aux réglements immuables du sultan; la liberté commerciale ne s'exerce qu'à la condition de respecter le monopole de toutes les denrées importantes de la Valachie ; la nomination des agents administratifs enfin se fait suivant les réglements de la Porte.

Le peuple qui ne vote les impôts, ne procède à la nomination de ses agents que suivant les règlements du divan, est il le même qui en 1393 et en 1460 se gouvernait d'après ses lois, s'administrait sans que le Sultan pût intervenir, et habitait une terre d'asile pour les renégats repentants? Ces gouverneurs abaissés, investis de la puissance par le Turc, révocables par lui, sont-ils les successeurs de ces princes indépendants et souverains, élus par les boyards et le métropolitain exerçant le droit de vie et de mort sur leurs sujets et jouissant du pouvoir de faire la paix ou la guerre sans contrôle? La contrée obligée de fournir à Constantinople le grain, le bois, le beurre, les chevaux, est-elle la même que celle dont Mahomet II s'engage à « n'exiger autre chose que la suprématie » et un tribut de dix mille piastres?

L'état de choses créé par la convention d'Akerman était pourtant préférable à celui qui le précédait, car il s'approchait davantage des capitulations primordiales. Chaque acte diplomatique tendait insensiblement vers ce but; le traité d'Andrinople qui suivit la convention d'Akerman y marche rapidement. Il proclame en principe que la Porte ne possède sur les pays danubiens qu'un droit de suzeraineté, et n'y exerce son action qu'en vertu des capitulations librement consenties. L'article 5 s'exprime dans les termes suivants : « Les principautés de Moldavie et de Valachie s'étant, par une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime-Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les priviléges et immunités qui leur ont été accordés en vertu de leur capitulation, soit par les traités conclus entre les deux cours impériales ou par les hatti-shériffs promulgués à diverses époques. En conséquence elles jouiront du libre exercice de leur religion, d'une parfaite sécurité, d'une administration nationale et indépendante et d'une entière liberté de commerce. »

Un traité séparé développa ces principes. En vue de donner plus de dignité à l'hospodar, il fut stipulé qu'il serait élu à vie au lieu de l'être pour sept ans; mais en même temps on le déclara destituable

pour cause de délits. Cette restriction annihilait l'amélioration.

Pour garantir l'indépendance de l'administration intérieure, il fut dit : 1° Que les hospodars régleraient toutes les affaires intérieures en consultant leurs divans sans attenter aux droits garantis par les traités ; 2° Que les pachas des provinces voisines ne pourraient s'immiscer dans les affaires de la principauté ; 3° Que les trois forteresses d'Ibraïla, de Giurgevo et de Tourno, construites par les Turcs sur le territoire valaque, seraient livrées aux Roumans ; 4° Que les Mahométans ne pourraient avoir sur aucun point de la Principauté ni établissement, ni propriété, ni domicile ; qu'ils ne pourraient y entrer que pour faire le commerce à leur compte, et munis de firmans de l'hospodar. Tous ceux qui possédaient des terres durent les vendre dans le délai de dix-huit mois ; 5° Que le gouvernement valaque pourrait établir des quarantaines ou des cordons sanitaires, et avoir des troupes pour le service de la police et de la sûreté publique.

Pour assurer la liberté du commerce, il fut convenu que les habitants des Principautés jouiraient de l'entière disposition de toutes les productions du sol et de l'industrie sans restriction ; qu'ils auraient le droit de naviguer sur le Danube avec leurs propres bâtiments, munis de passeports délivrés par l'hospodar, de commercer dans toute la Turquie sans payer ni droits de karatch, ni nul autre ; qu'enfin le Sultan renonçait à toutes les fournitures en grains, moutons, bois et autres denrées exigées pour la consommation de Constantinople. Tous les droits, impôts ou revenus autres que le tribut annuel, perçus sous les noms de *karatch*, *idiyé*, *bekiabié* furent à jamais supprimés.

Ce dernier traité constituait, avec le réglement organique dont on parlera plus bas, le droit international entre la Turquie et les principautés en 1833.

II.

SITUATION DIPLOMATIQUE DE LA VALACHIE A L'ÉGARD DE LA RUSSIE.

Dans les traités qu'on vient de faire connaître, la Russie remplit un rôle protecteur et bienveillant. Elle revendique en faveur des Principautés l'autonomie, l'indépendance et les droits anciens. Liberté de religion et d'administration, élection et indépendance des hospodars, permanence de leurs pouvoirs confiés d'abord pour sept ans, puis à vie ; plénitude de la puissance dans l'intérieur de la province, exclusion des administrateurs, des sujets et des armées turcs, intégrité du territoire valaque et destruction des forteresses

indûment construites, établissement de cordons sanitaires et de quarantaines, création d'une milice nationale, franchise du commerce et extinction des monopoles vexatoires, exemption des impôts onéreux ou déshonorants, fixation, limitation et abaissement du tribut, amnistie en faveur des valaques compromis, remise des impôts arriérés et des dettes anciennes, restitution ou indemnités en faveur des couvents dépossédés: voilà ce que la Russie demande et obtient successivement pour la Valachie. Aveugles pourtant seraient les hommes qui attribueraient cette conduite au profond respect que les tzars ont pour les droits anciens, et à l'amour désintéressé qu'ils portent aux roumans. A mesure que les Russes écartent les Turcs des Principautés, ils s'y insinuent; ils ne revendiquent l'indépendance de l'hospodar que pour le placer sous leur domination; ils ne confèrent le pouvoir législatif aux Valaques que pour le saisir; ils ne veulent la liberté de cette contrée que pour la dominer, sa prospérité que pour en jouir, son affranchissement que pour l'absorber. Les traités en déposent.

A Kustouch Kaïnardji, la Russie stipule que la Sublime Porte consent à ce que « à cause des circonstances où se trouvent les deux principautés, les ministres de la cour impériale de Russie puissent parler en leur faveur; et la Sublime Porte promet d'avoir égard à ces représentations, conformément à la considération amicale et aux égards que les puissances ont les unes envers les autres. »

De cet article, aux termes modestes, la Russie, le succès de ses armes et l'habileté de sa diplomatie aidant, a fait sortir un droit de représentation, de garantie et de protection qui a été jusqu'à la suzeraineté de fait. La Turquie ne vit dans cette disposition que l'autorisation de transmettre des observations non obligatoires pour elle sur l'état du pays. Mais la Russie lui donna le cachet impératif dans la convention explicative du traité de Kaïnardji, conclue à Constantinople le 10 mars 1779. Le droit de représentation ne fut plus une simple faculté de parler en faveur des Principautés, nullement obligatoire pour la Turquie : il prit le caractère d'une *intervention*.

Pour exercer ce droit avec opportunité et connaissance, l'empereur de Russie établit des consuls auprès des hospodars, et par une convention signée en 1781, il demanda et obtint pour ces agents le droit de contrôler et même de censurer la conduite et les actes des princes. Ceux-ci passèrent dès lors sous la dépendance des consuls russes. Leurs maux doublèrent, ils n'eurent plus à contenter un seul maître, mais à en craindre deux; et, comme toujours, le maître inférieur fut le plus redoutable.

Le droit d'intervention des Russes avait été sagement limité aux cas spécifiés dans le traité de Kainardji. En dehors de ces cas, ils

étaient sans mandat et ne pouvaient être écoutés. Ces barrières ne les satisfaisaient pas, ils les firent tomber. La convention d'Akerman transforma le droit d'intervention que le tzar avait obtenu en un droit de garantie et de protection mal défini, dont l'exercice fut admis dans toutes les circonstances importantes. — Citons des exemples : Si un hospodar élu par l'assemblée des boyards ne convient pas à la Porte, *il sera permis*, dit la convention d'Akerman, de recommander aux boyards de procéder à l'élection d'une autre personne convenable. Or, cette réélection n'a lieu « *qu'après que des raisons graves avaient été reconnues par les deux cours.* » Cette condition met l'élection du hospodar à la discrétion de la Russie appréciatrice de la gravité des raisons qu'on lui soumet.

Si encore la Porte veut destituer un hospodar accusé d'un délit, elle doit en informer le ministre de Russie : ce n'est qu'après vérification faite par les deux cours et constatation de la culpabilité du hospodar, que la destitution est prononcée. L'abdication d'un prince ne peut non plus être acceptée qu'après avertissement donné à la Russie et accord des deux puissances.

Comme la Porte, la Russie a le droit d'adresser des représentations aux hospodars, tant sur l'établissement des impôts que sur le maintien des priviléges et des droits du pays (c'est-à-dire dans les cas sérieux), et ces princes sont tenus de s'y conformer.

Le traité d'Andrinople étendit encore l'intervention russe dans l'administration valaque. Il proclama la Russie *garante* de la prospérité, des priviléges et des immunités des Principautés. Le simple droit de *parler* en faveur de ces contrées, obtenu en 1774, transformé en 1826 en droit d'intercession, devint ainsi un droit de *garantie* admis en principe et proclamé en droit.

Les Russes ne s'arrêtèrent pas là : pendant qu'ils occupaient les Principautés, ils firent accepter par une assemblée de boyards habilement choisis, un corps de lois très-volumineux, connu sous le nom de *Règlement organique*. J'écris avec ce règlement sous les yeux. Renfermé dans un gros volume in-quarto suivi de lois annexes sur les parties importantes, il modifie profondément l'ancien état des choses.

L'assemblée qui élabora ce règlement, inspirée par le comte Kisseleff, commissaire russe dans les Principautés et présidée par M. Minziaki, consul russe, ne vota aucun article de ces lois sans l'approbation, l'examen ou la révision de la cour de Saint-Pétersbourg ou du commissaire impérial. De ce mode de procéder si contraire au droit des gens, il sortit des lois sans harmonie avec la constitution diplomatique du pays.

La qualification de *protectrice* fut abusivement attribuée à la

Russie au mépris de toutes les stipulations diplomatiques. Chaque fois que le nom de cette puissance est prononcé, il est suivi de cette qualification que la Turquie peut seule revendiquer.

Il fut décrété que nul impôt ne serait créé, augmenté ou diminué sans l'assentiment de la Russie et de la Turquie. Il fut dit aussi dans le dernier article, qu'aucune loi dont l'objet serait de modifier le règlement ou les lois qui y sont annexées ne pourrait être promulguée sans être soumise préalablement au consul de Russie et par lui à la cour de Saint-Pétersbourg.

La gravité de ces dispositions n'échappa à personne. La France et l'Angleterre protestèrent contre ce règlement, et il n'a jamais existé pour elles. Dès le principe, les boyards s'élevèrent vivement contre l'existence de cet article. On prétendit que jamais il n'avait été ni proposé, ni discuté, ni voté par l'assemblée, et qu'après l'acceptation de la loi une main coupable l'avait criminellement écrit entre le dernier article et les premières signatures des députés. Les clameurs furent si vives que M. de Kisseleff, dit-on, le biffa d'un trait de son crayon. Subsistât-il intact, il serait sans valeur aujourd'hui contre la Porte et contre la Valachie.

La guerre actuelle les a déliés l'une et l'autre de tous leurs engagements envers la Russie si elles en ont pris. La Porte s'était obligée à respecter le règlement organique par les traités d'Andrinople et de Saint-Pétersbourg : ces traités ne l'obligent plus après la lutte. La Valachie ne s'est point engagée, car le règlement dont l'unique objet est l'administration intérieure, ne constitue pas un acte synallagmatique comme une convention internationale. La présente guerre l'aurait d'ailleurs brisé. En passant le Pruth, en effet, en occupant le territoire valaque, en y appelant la guerre, en y faisant des réquisitions, en suspendant les autorités constituées, en forçant le prince à la fuite, en incorporant la milice dans ses armées, en nommant des commissaires civils, la Russie a violé toutes les prérogatives du pays, méconnu tous les droits des habitants. Elle s'est constituée à leur égard dans un état d'hostilité qui eût été la guerre sans la faiblesse de l'opprimé, et qui a déchargé ce dernier de toutes ses obligations s'il en a pris. L'abandon du protectorat consenti par la Russie tranche d'ailleurs toute difficulté. Le règlement n'est plus qu'une loi intérieure ordinaire qu'il est permis au pouvoir législatif de Valachie régulièrement constitué de rapporter, modifier et abroger à son gré. Qu'il use de ce droit.

Mais avant les événements présents ces règlements et ces traités avaient créé à la Russie, dans les Principautés, une position formidable. Investie du droit d'invalider l'élection du prince nouvellement choisi, ou de forcer le prince en exercice à résigner ses fonctions en

se mettant d'accord avec la Porte, armée du droit de censurer et de surveiller la conduite du gouvernement, libre de faire des représentations au Divan, d'intervenir auprès de lui pour le maintien des priviléges du pays, devenue puissance protectrice, suprême appréciatrice des lois fiscales et des modifications au règlement, cette puissance avait la souveraine action dans les Principautés. En fait, elle jouissait largement du protectorat. Ses consuls s'étaient arrogé l'omnipotence; nul acte administratif, nul plan de conduite, nulle résolution n'étaient arrêtés sans leur assentiment : chaque jour le chef de la police leur adressait un rapport sur les événements arrivés à sa connaissance. Quand les princes Grégoire Ghika et Bibesco voulurent établir de nouveaux impôts, ils en demandèrent l'autorisation à Saint-Pétersbourg ; quand on songea à imposer les biens conventuels, ce fut l'agrément de l'empereur Nicolas qu'on sollicita. C'est entre ses mains qu'étaient placés les quarantaines, car l'administration en était confiée, en 1853, à un grec nommé *Mavros*, conseiller d'état russe qui aimait à dire : « Je suis serviteur de l'Empereur mon maître et ne suis point fonctionnaire valaque. » En fait et presqu'en droit donc l'administration active était passée aux mains de la Russie lorsque la guerre actuelle éclata.

III.

CONCLUSION.

Le droit international valaque, tel qu'il résulte des anciennes capitulations; le fait diplomatique, tel que l'a établi la prépondérance russe, sont maintenant connus.

Le premier n'est pas encore restauré, le second est en ruines. Ce dernier avait produit de regrettables conséquences. La principauté avait toutes les apparences et toutes les charges de la souveraineté, sans en avoir les réalités et les avantages. La Turquie était annihilée, la Russie exerçait une omnipotence considérable, les autres puissances occupaient une position abaissée. Ces effets sont faciles à constater, et il importe d'en prévenir le retour.

L'hospodar est élu par la nation, il est souverain, il est nommé à vie, la justice se rend en son nom, il donne des décorations et des pensions, et il a un représentant à Constantinople. La nation a une charte, un budget, des institutions, une administration indépendante, enfin un territoire inviolable. Voilà le droit tel qu'il résulte des traités et des lois. Mais soulevez le manteau qui couvre ces apparences, et vous verrez que la vie et la vérité en sont également absentes.

L'élection princière, nous l'avons déjà montré, se borne à une présentation de candidat faite non par la nation, mais par quelques hommes riches. Les princes soit disant souverains sont révocables sous de vains prétextes et destituables dans les vingt-quatre heures. Ils étaient nommés à vie, et cinq ou six ans après leur élection ils étaient remplacés par des rivaux. La justice est souveraine, et si une sentence déplaît au consul russe et qu'il en demande l'annulation, le prince la casse, fût-elle rendue par la cour suprême[1]. Le représentant de la Valachie à Constantinople, chargé de défendre les intérêts, les droits, les immunités de la principauté au lieu d'en être le mandataire et comme l'incarnation, est l'élu du Sultan. Ce n'est pas le prince de Valachie qui le nomme, c'est le Grand-Seigneur qui le désigne. La nation a une charte, mais elle a été façonnée par une puissance étrangère, et les autres nations ne la reconnaissent pas; elle a un budget, mais la nature, le montant, le nombre des impôts est invariablement fixé par un sened de 1783 rendu par le Sultan. Elle a une armée, mais l'action lui est interdite, et elle n'a jusqu'ici servi qu'à remplir les cadres russes. Elle a le pouvoir législatif, mais il ne peut modifier ni le réglement organique, ni les lois annexées à cet acte, ni les édits bureaux, sans l'approbation des cours étrangères. Son territoire est inviolable, et en 1848 les Autrichiens, battus par les Transylvains y ont cherché un refuge sans autorisation ; à la même époque les Russes, dans un intérêt stratégique, ont traversé le pays comme une de leurs provinces. Quatre fois en un quart de siècle les Russes l'ont envahi et la dernière fois ils l'ont appréhendé à titre de gage. La Turquie ne l'a pas même respecté, elle en a cédé maints lambeaux aux jours néfastes, et dans les embarras de la présente guerre elle l'a donné à défendre aux armées autrichiennes. Cette protection a été plus onéreuse à la Valachie que l'invasion russe.

Voilà la situation intérieure. Examinez-la à l'extérieur et tout d'abord vous serez frappé de la position respective des deux nations prépondérantes.

La Turquie affaiblie, desarmée, liée par les traités, repoussée de ces contrées par le fait diplomatique, ne peut ni protéger, ni commander, ni être entendue. Sans représentant auprès du prince, sans moyen d'action, sans pouvoir pour contrôler, ses sujets exclus du territoire, sa religion proscrite et abhorrée, elle ne peut ni être renseignée, ni prévenir le mal, ni décider le bien, ni diriger les affaires, ni surveiller les hommes. De toutes les nations européennes celle qui a le moins

[1] Peu de temps avant mon passage à Bukarest, un jugement qui déclarait en faillite un sujet russe, et prononçait sa condamnation pour crime de faux, fut, sur les instances du consul russe, cassé par le prince, quoique rendu en dernier ressort.

d'influence en Valachie est la nation suzeraine. La réception faite à ses ennemis en 1853 l'a révélé aux moins clairvoyants. Dès que le prince Gortschacoff eut franchi les frontières valaques, le monde officiel fut sur pied. Officiers, ministres, fils du prince, aides de camp du hospodar coururent au devant du général russe. Le métropolitain en grande pompe, et suivi de son clergé, vint bénir les armées envahissantes : des arcs de triomphe furent dressés sur leur passage et mille prévenances prodiguées à leurs officiers. Les fonctionnaires civils se pressèrent dans les salons du général ennemi. Leur empressement parut si vif au prince moscovite qu'il promit d'en instruire l'Empereur ainsi que de leur sympathie pour la cause russe : « Cette cause est sainte, dit-il en terminant sa harangue, m'a-t-on rapporté, car c'est celle de la religion orthodoxe. Dieu la bénira, et si bientôt je vous quitte, bientôt, soyez-en sûrs, si le Ciel le permet, vous me reverrez triomphant. » Or quelle était cette cause sainte, objet de la sympathie des Valaques, protégés et tributaires de la Porte? C'était la guerre contre la puissance suzeraine et peut être sa ruine.

Néanmoins le prince se trompait en concluant de l'empressement des Valaques à leur dévouement. Les fonctionnaires n'affluaient dans ses salons que pour sauver leurs traitements, les officiers ne s'étaient déplacés que par ordre ; et l'un d'eux, très élevé par la naissance, avait juré de perdre son nom et son grade plutôt que d'aller au-devant des Russes, la veille du jour où l'ordre lui était impérieusement intimé de se mettre en route. Les arcs de triomphe avaient été élevés par les mains et avec l'argent de la police. Quant au peuple, il suffisait pour connaître ses sentiments vrais, d'entendre, comme je les ai entendus, les murmures étouffés qu'il laissait échapper à distance le jour où l'artillerie russe prit possession du corps de garde du théâtre et braqua ses canons sur le Pô de Mogochoï.

Le général Gortschakoff était très propre par ses qualités et son caractère à vaincre ces antipathies, si elles eussent pu être vaincues. Le choix en avait été judicieusement fait par l'empereur Nicolas, autant pour gagner les esprits que pour conduire la guerre. Ses salons étaient ouverts presque tous les soirs à Bukarest, et quoique ses réceptions eussent le cachet officiel des réunions hebdomadaires de nos ministres (les tables de jeu en plus), ceux qui y étaient admis se louaient fort des manières polies, bienveillantes et simples du général. C'était alors un vieillard pâle de visage, grand et svelte de corps, calme d'attitude et de maintien, à l'apparence douce et digne. Quoique les lunettes qu'il porte constamment enlèvent à sa physionomie ce je ne sais quoi de hautain, de hardi et de cassant qu'on appelle l'air martial, sa pose droite, son pas ferme, sa voix suffisamment pleine ne permettaient pas de lui donner au premier abord son âge véritable. Il

portait admirablement sa soixante-onzième année. Chaque matin, dit-on, levé avant le jour, d'une exactitude scrupuleuse, d'une sobriété qui va jusqu'à proscrire l'usage du vin, si ardent au travail qu'il donne à peine quelques heures au sommeil, si consciencieux qu'il lit lui-même toutes les dépêches et y fait répondre sans retard, il était cité par les officiers de son entourage comme un général exact, savant, attentif aux besoins du soldat et scrupuleux observateur de la discipline.

Elle était en fait fort bien observée dans son armée et en particulier dans le corps du général Dannenberg campé à Mogourello [1]. Elle a été du petit nombre des armées d'invasion dont les déprédations ont été rares au début. Presque tous les soldats dont elle était composée avaient dépassé trente ans, beaucoup étaient blanchis par l'âge, tous étaient complétement rompus à la manœuvre. Le matériel de l'armée était considérable et fort soigné, au dire des hommes du métier. La cavalerie était supérieurement montée, l'artillerie et le train avaient des équipages neufs et nombreux. Enfin, les vêtements des militaires, en parfait état, témoignaient de la sollicitude du général. Mais sa fermeté fut impuissante à vaincre la vénalité et la rapacité invétérées des commissaires aux vivres et des intendants. Ils commettaient des dilapidations et des fraudes qui ruinaient la santé du soldat et le trésor du tzar. C'est cette armée qui vint relever le moral abattu des bataillons du prince Menschikoff après la bataille de l'Alma. Ce sont les troupes qui défendirent Sébastopol. Nos généraux et nos soldats, si glorieux sur les champs de bataille, si grands dans les souffrances du bivouac, ont eu dans les militaires du prince Gortshchakoff de nobles adversaires.

Je ne regretterai pas cette digression si elle a pu servir à faire comprendre au lecteur la position effacée de la Turquie dans les Principautés. Bien autre était celle de la Russie. Sous le couvert de la situation diplomatique qu'elle avait créée, elle marchait à l'absorption du pays. En attendant ce résultat, elle régnait sur la Principauté par l'intermédiaire des hospodars dévoués à sa fortune. Elle n'en souffrait pas d'autres et cassait aux gages comme des serviteurs mal dressés les princes chancelants. Le prince Alexandre Ghika se citait lui-même comme exemple. Sa chute donne en effet la mesure de l'influence russe. Voici comment elle arriva.

Au mois de juin 1841 l'hospodar fit arrêter et mitrailler dans la quarantaine d'Ibraïla deux cents Grecs ou Bulgares embauchés par

[1] Je vis pour la première fois le général dans la charmante maison de campagne du contrôleur général des finances de Valachie, et je fus vivement impressionné par ses manières réservées et douces, par sa modestie, compagne d'un grand mérite et d'un vrai savoir. Il portait sur son visage toutes les tristesses. Était-ce le pressentiment de celles qui l'attendaient à Oltenitza et à Inkermann ?

le consul russe de Galatz pour prêter main forte aux rayas de Bulgarie insurgés contre la Porte. Le Divan couvrit M. Alexandre Ghika de reconnaissance et de décorations; mais la Russie, dont il avait entravé la politique, décida sa ruine. M. de Daskoff, consul russe, exalta l'ardeur de l'opposition, dans l'assemblée nationale, jusqu'au délire. L'Etat en parut ébranlé : la Russie feignit l'inquiétude et envoya un commissaire sur les lieux. La Turquie en fit autant. Eclairé par des renseignements dont le poids lui parut suffisant, l'ambassadeur turc rédigea contre le prince un mémoire dont tout Bukarest connut le prix. A peine la pièce arrivait au Divan que M. de Bouteneff, alors en congé à Saint-Pétersbourg, recevait l'ordre de l'empereur Nicolas de retourner sur l'heure à son poste. Le lendemain de son arrivée à Constantinople il demanda une audience au Sultan et imposa, dans les vingt-quatre heures, la destitution de l'hospodar. Dans les vingt-quatre heures M. Ghika fut destitué. Le prince Menschikoff ne fut pas plus exigeant et fut moins heureux. Pour faire élire à sa place le prince Bibesco, l'ingérence russe ne connut pas de scrupules. Trente-sept candidats se disputaient la succession de l'hospodar destitué. M. de Nesselrode, dans une courte instruction, recommanda aux boyards M. Bibesco ou son frère. Les caïmacans, le métropolitain et le consul russe, chargés de se concerter pour former les listes de candidats et d'électeurs, régler les modes de votation, abandonnent aussitôt le terrain légal et adoptent les mesures les plus arbitraires pour arriver au but désigné par le chancelier russe. M. de Daskoff force des votes, menace l'évêque de Bouzéo, fait entendre au métropolitain qu'il lui donnera l'ordre écrit de voter dans le sens de l'instruction, *lave la tête à un boyard mal pensant* en pleine métropole et en présence du consul de France. M. George Bibesco fut élu.

Tout attirait l'attention russe. L'instruction publique était l'objet de sa sollicitude particulière. Le comte de Nesselrode signalait, dans une dépêche spéciale, le *danger pour les jeunes Valaques de l'éducation reçue en France*. Le prince Bibesco, pour se conformer à la pensée du cabinet de Saint-Pétersbourg, tonnait à la distribution des prix du collége Saint-Sava contre les inconvénients de la langue française dans l'éducation valaque. Quelque temps après, en 1848, le général russe commandant l'armée d'occupation faisait fermer toutes les écoles primaires subventionnées par l'Etat. La population résignée se soumettait à tout, s'attendant à pire. « Que faire contre les Russes? ils ont pour eux la force et la volonté, me disait un boyard valaque; ils veulent incorporer notre pays à leur empire, ils le feront en dépit de l'Europe et malgré nos vœux. » C'était l'opinion générale en 1853, et nul n'espérait le salut des autres puissances, tant leur situation était inférieure.

L'Autriche, avant l'intervention russe en Hongrie et l'occupation du pays par ses troupes en 1854, jouissait d'une grande influence en Valachie. Le voisinage de son territoire, qui enlace la principauté au nord et à l'ouest, l'importance de ses entreprises industrielles qui desservent le commerce du pays et ont des agences considérables dans les villes de la côte, la protection religieuse qu'exerce cette puissance sur les catholiques romains, les établissements des maisons de commerce hongroises dans le banat de Craïova, les nombreux émigrants installés dans la contrée et abrités sous son drapeau donnent à l'Autriche une grande autorité. L'opinion ne lui était d'ailleurs pas défavorable. La nation attachait aux titres nobiliaires conférés par l'Autriche un prix bien supérieur aux dignités venues de Saint-Pétersbourg ou de Constantinople, elle se rappelait que plus d'une fois les armées victorieuses de l'Autriche étaient entrées dans les principautés, et qu'à la suite d'une guerre heureuse le banat de Craïova tout entier avait été incorporé à l'empire et avait joui d'une administration relativement modérée. Mais nul ne pensait qu'elle se décida à entrer en lutte contre la Russie pour amoindrir son influence dans les principautés. Si quelques esprits avaient songé le contraire, ils eussent été éclairés par l'attitude qu'elle prit lors de la chute du prince Ghika. L'hospodar avait tenté de lier sa politique à la politique autrichienne et de s'appuyer sur Vienne contre Saint-Pétersbourg. Ce secours lui manqua complétement. Le prince fut destitué, comme on l'a vu, dans les vingt-quatre heures par la Porte sur la demande de la Russie, sans que l'Autriche ait fait un mouvement pour le soutenir.

L'Angleterre, attentive à ses intérêts commerciaux, développait ses rapports mercantiles avec la Principauté, y faisait des exportations considérables et des importations croissantes, sollicitait pour éviter à ses nationaux des droits de douane, de port, d'ancrage hors des tarifs, mais ne paraissait pas jusqu'en 1853 viser à un rôle politique actif. Quand elle se montrait sur la scène, pourtant elle agissait avec une hauteur et une exigence moulées sur le modèle le plus âpre de la diplomatie russe. — Voici un échantillon de sa manière de faire : En 1840, à l'occasion de la naissance de la reine d'Angleterre, l'hospodar n'adressa pas les compliments d'usage au consul britannique. Le consul se prétendit outragé, partit sur-le-champ pour Constantinople, porta plainte au divan et mit lord Ponsomby en campagne. Le grand visir Reouf-pacha, pour contenter et l'ambassadeur et le consul, imposa au prince la satisfaction suivante, dans une lettre du 5 novembre 1840, ainsi conçue : « ..... Lorsque le consul britannique, qui se trouve à Constantinople en ce moment, sera arrivé aux confins de la Valachie, vous enverrez à sa rencontre un officier de votre état-major

qui l'accompagnera jusqu'à Bukarest. Après cela, on fixera un jour pour que le grand Postelnick, le ministre des cultes et des finances et le boyard-aga se rendent au consulat et y expriment leur regret de l'espèce d'affront qui a été fait à la dignité consulaire, et qu'ils prient que l'expression de leur regret soit portée à la connaissance du gouvernement anglais. Après que les ministres des cultes et des finances se seront retirés, le grand postelnick et le boyard-aga resteront; ceux-ci feront des excuses au nom de Votre Altesse pour les procédés des autorités locales dans l'affaire du protégé Aspréa et pour les propos inconvenants qu'elle a tenus à cette occasion envers le consul. Cela étant, Votre Altesse donnera toute la satisfaction que sa Hautesse a ordonnée, et elle aura soin d'éviter que de pareils procédés aient lieu à l'avenir. » Etait-ce assez d'abaissement imposé à un prince souverain? Un préfet français se fût refusé à donner de telles satisfactions ; l'hospodar but le calice jusqu'à la lie, et le consul daigna agréer ses excuses.

La France tint pendant quelques années une attitude élevée à Bukarest. Le premier consul général qui fut revêtu d'un caractère politique était M. Adolphe Billecoq. Représentant de la France, il crut avoir le droit et le pouvoir de parler aussi haut, d'agir aussi vigoureusement que le représentant de la Russie. Animé des plus nobles sentiments patriotiques, il entra hardiment en lutte contre l'influence moscovite. Les idées, les instincts et l'éducation de la classe influente du pays lui vinrent en aide. Les regards des Valaques se tournent quelquefois vers les Français comme vers des frères de même origine. Nos usages sont si complètement adoptés par la classe riche, que les soirées de Bukarest semblent données dans la Chaussée d'Antin. Notre langue est si usuelle, que les jeunes filles n'en apprennent pas d'autre, et que les jeunes gens des colléges traduisent dans cet idiome les auteurs grecs ou latins adoptés pour les humanités. C'est en français qu'on converse dans les salons et qu'on joue les pièces au théâtre. Nos modes sont suivies à Bukarest comme à Paris, nos livres sont seuls admis dans les bibliothèques, les professeurs sont français, l'éducation d'un boyard et d'un Parisien sont semblables. Dès que l'agent politique leva la bannière de la France contre la Russie, il conquit sur l'heure les sympathies populaires, l'appui marqué de l'administration, fit pâlir l'omnipotence moscovite et prit sous le prince Alexandre Ghika un ascendant dont le souvenir vit encore à Bukarest.

Cette attitude ne fut pas de durée. En la prenant, le consul général errait glorieusement, mais il errait. Il avait de la France une si haute et si excellente idée, qu'il ne supposait pas qu'il y eût un lieu en Europe où elle fut placée au second rang. Son patriotisme lui voilait la question légale, mais c'était par elle qu'il fallait se renseigner sur la li-

gne politique à suivre. D'après les traités et les règlements en vigueur, ni la France, ni aucune autre puissance chrétienne n'était placée sur les bords du Danube à la hauteur de la Russie. La cour de Saint Pétersbourg y avait conquis par la diplomatie et les armes un rang interdit aux autres nations. Il ne faut ni le taire par fausse honte, ni le dissimuler par amour de la paix ; car là était le mal et le moment d'y porter remède est arrivé.

En présence de cette influence absorbante, la seule politique sage et qui pût prévenir d'inévitables échecs, était la politique d'abstention. C'est celle que prescrivit le gouvernement de la France et dont M. de Bourqueney, notre plénipotentiaire actuel au congrès de Paris, traça le programme d'une main aussi nette qu'intelligente dans des lettres datées de Constantinople, dont voici deux extraits : « — Vous voici en présence d'un gouvernement régulier, écrivait M. de Bourqueney à l'agent politique à Bukarest, entretenez avec lui de bons rapports, évitez, comme vous l'avez fait jusqu'ici, jusqu'aux apparences de l'ingérence intérieure; mais si vous avez le plus petit sujet de plainte à élever en votre qualité de représentant du gouvernement du roi contre les procédés de la nouvelle administration et particulièrement de son chef, relevez-les avec fermeté et portez-les sans retard à ma connaissance..... Agréez...... Signé de Bourqueney. »

Dans une autre lettre le même diplomate écrivait encore : « ... J'ai voulu qu'on sût que nous nous élevons au-dessus des luttes de coteries, et que nos vœux sont acquis à toute administration qui développera l'existence nationale du pays sans froissement entre les deux forces que les traités ont mises à ses frontières. »

Telle était l'attitude des puissances et de l'administration nationale en Valachie : — annihilation de la Turquie, — omnipotence attribuée à la Russie par le fait du protectorat, — politique d'abstention adoptée par les autres cabinets pour prévenir des échecs éclatants.

La Russie renonce aujourd'hui à l'action omnipotente qu'elle croyait nécessaire d'exercer dans cette contrée au temps passé. Acceptons ce sacrifice et qu'un traité solennel le consacre. Mais en même temps évitons d'établir la situation diplomatique sur des bases qui permettraient au cabinet de Saint-Pétersbourg ou à tout autre à sa place de reconstituer à leur profit particulier la politique absorbante aujourd'hui abandonnée.

Un protectorat collectif de toutes les puissances sur ces contrées laisserait beaucoup de chances à la Russie de ressaisir les fils de sa puissance. Elle aurait pour elle l'habitude, l'exercice de la prépondérance, les moyens d'action, le voisinage. Les hommes familiers avec le droit des gens condamnent ce système parce que tout protec-

torat est exclusif et ne saurait s'exercer que par une seule puissance. Beaucoup aussi craignent qu'un tel mode n'enfante entre les nations protectrices des luttes et des rivalités sans fin, sources de complications futures pour elles-mêmes et d'embarras considérables pour l'administration valaque. Les princes pressés entre la Russie et la Turquie étaient dans une position intolérable ; que deviendraient-ils étouffés sous le fardeau de cinq prétentions également exigeantes, également puissantes ?

L'ingérance de la Turquie dans l'administration intérieure serait insupportable au pays. Il suffit de l'avoir visité pour déclarer qu'elle serait impraticable et amènerait des luttes sanglantes. Les traités s'opposent d'ailleurs à cette action immédiate, et la Porte ne l'a jamais ostensiblement pratiquée.

Le retour aux anciennes capitulations de 1393 et de 1460 restées seules debout au milieu des ruines diplomatiques que la guerre actuelle a faites en Orient, peut prévenir tous les dangers et satisfaire tous les intérêts. Leur rétablissement dans ces contrées reconnues indépendantes et libres sous la suzeraineté de la Porte et constituées à l'état de neutralité perpétuelle, rendrait praticable et honorable pour toutes les puissances la politique de non-intervention que recommandait M. de Bourqueney et dont l'Europe a fait la base de son droit international.

Il préviendrait le froissement des puissances protectrices qu'enfanterait inévitablement le protectorat collectif. Il aiderait au développement de l'existence nationale. — Faites donc reposer l'organisation de la Principauté, dirai-je en terminant, sur la tradition historique, le vœu des populations, le respect des capitulations, et vous rentrerez dans le juste, l'utile et le facile.

THIBAULT LEFEBVRE,

Avocat à la Cour de Cassation et au Conseil d'État.



LE

MARÉCHAL DE CATINAT,

D'APRÈS SES MÉMOIRES ET SA CORRESPONDANCE [1].

Je voudrais brièvement et en quelques pages rendre un hommage biographique à Catinat. Je voudrais retracer quelques traits de son caractère, quelques circonstances marquantes de sa vie, mais j'éprouve tout d'abord le besoin de dire que ce n'est pas à tout hasard et par un pur effet de fantaisie que je le choisis parmi tant de grands hommes qui font honneur à notre pays.

Il m'a toujours semblé que la renommée n'est point à beaucoup près quitte envers sa mémoire. Il se montra si peu avide de ses faveurs, même quand il les méritait le plus, ses voyages à la cour étaient devenus si rares dans ses dernières années, qu'on l'avait pour ainsi dire oublié de son vivant.

Sa mort, qui arriva le 22 février 1712, aurait dû réveiller l'admiration et lui ramener les esprits et les cœurs ; mais à l'instant même où il disparaissait, de grands malheurs fondirent sur la France, la mort frappa la famille royale à coups redoublés, et il s'éleva autour du trône comme une tempête funéraire qui emporta à peu de jours d'intervalle le dauphin, la dauphine et leur fils aîné le duc de Bretagne. La douleur publique fut si grande, qu'il n'y eut de place pour les regrets dus au héros que dans l'âme de quelques amis intimes. Pourquoi la gloire ne lui offrirait-elle pas aujourd'hui une réparation tardive mais spontanée ? Pourquoi, profitant des loisirs que lui laisse discrètement notre génération, n'irait-elle pas le visiter dans cette sépulture de Saint-Gratien, qui trouva grâce devant la fureur

[1] 3 vol. in-8°. — Le Bouyer de St Gervais, 1818.

révolutionnaire et sut pendant nos plus mauvais jours se faire respecter par le seul prestige de la vertu?

Il est facile aujourd'hui plus qu'autrefois de savoir ce que valait le maréchal, d'apprécier le mérite éminent de ses sentiments et de ses actes.

Lorsque l'Académie française mit son éloge au concours en 1775, les documents relatifs à sa vie étaient insuffisants et la partie intime, confidentielle, anecdotique faisait même, si je ne me trompe, complétement défaut.

Un de ses panégyristes ne savait s'il était mort en philosophe ou en chrétien, et n'a pas osé prendre de parti sur ce point important. C'est à un de mes compatriotes, entré bien plus tard par mariage dans la famille du maréchal, qu'il était réservé de donner les moyens de le connaître intimement. Ce compatriote a possédé par succession et a publié sous le titre de *Mémoires et correspondances du maréchal de Catinat*, ceux de ses papiers secrets que lui-même conserva au moment où il détruisait tous les autres, sa correspondance, souvent chiffrée, avec le roi, les ministres, celle avec de grands personnages et surtout avec un frère pour lequel il ressentait la plus vive tendresse, avec lequel il espérait se retirer et vivre quand il aurait quitté le service, et dont la mort, renversant son plus cher projet pour ses vieux jours, l'accabla de douleur à ce point que l'on put un instant craindre pour sa raison. Cette collection est depuis longtemps déjà à la disposition du public, mais je ne sache point qu'on en ait tiré parti pour se livrer à un travail définitif et complet sur le maréchal. Ce travail, je n'ai pas moi-même la prétention de le faire, je désire seulement indiquer une route future et placer à l'avance quelques jalons.

Les qualités, au reste, par lesquelles le maréchal s'éleva si haut dans l'ordre moral sont de celles qui doivent lui assurer une place privilégiée dans ce recueil. Qui se fit plus que lui remarquer par la justesse, la solidité du jugement, par la modération de l'esprit, par cette indulgence, cette tolérance qui se trouvent toujours là où est la raison et qui sont tout à la fois la charité civile et une portion même de la charité religieuse? Qui fut plus grand surtout par ce désintéressement de soi-même, par cet oubli de sa personne, vertu si élevée que les hommes de nos jours ont peut-être renoncé à l'atteindre?

Ce fut peu pour lui que d'être sage, nul ne sut mieux faire aimer la sagesse, et on peut dire avec vérité qu'il fut pendant le grand siècle le *Fénelon* de la guerre. Et puis, le dirai-je, ce qui m'attire le plus vers lui, c'est qu'il y a entre nous communauté du sol natal. C'est qu'il appartient à ce vieux Perche, terre martiale et terre clas-

sique à la fois qui mérita toujours bien de la France[1], et sut fournir soit à l'armée, soit à l'Église, aux sciences, aux lettres, aux arts, un contingent toujours honorable de bras, de cœurs, d'intelligences utiles et dévouées. Il lui appartient à coup sûr, quoique né à Paris le 16 septembre 1637, quoique décédé à Saint-Gratien à l'époque que j'ai dit plus haut. Sa famille, en effet, était originaire de cette province, et y avait de tout temps exercé les principales charges de magistrature. Elle y jouissait héréditairement de la plus haute estime, ou plutôt de la vénération universelle. En preuve de cette assertion, je pourrais rappeler que la province à l'unanimité députa un Catinat aux États généraux de Tours, *pour y maintenir ses droits et priviléges, et les réclamer, le cas échéant, jusqu'au pied du trône* Je pourrais rappeler encore que les compatriotes d'un autre Catinat voulurent lui acheter une charge de conseiller au parlement, *afin*, dit l'historien, *qu'il y eût dans ce corps un homme incorruptible et éclairé qui pût représenter leurs besoins.*

L'aïeul de notre héros, jaloux de mettre en lumière les faits mémorables concernant sa province, encouragea le chroniqueur Bar des Boulais, en même temps notaire à Mortagne, dans la composition de son ouvrage : *Recueil d'Antiquités percheronnes.* Celui-ci lui dédia son œuvre, et les termes de la dédicace prouvent quelle notoriété et quels sentiments s'attachaient déjà au nom de Catinat.

Les membres de la famille, qui plus tard furent appelés à Paris, conservèrent l'esprit de retour. Le grand-père de Catinat, son père, Pierre de Catinat de Vaugelay, furent conseillers au parlement de Paris. Ce dernier revint mourir, en 1673, à son château de Blavou, près Mortagne. Il fut enseveli dans l'ancien monastère des Filles-de-Sainte-Claire, aujourd'hui l'Hôtel-Dieu. Son épitaphe constate qu'il était doyen des conseillers, et qu'il décéda à l'âge de soixante-quatorze ans, dont cinquante et un avaient été employés dans l'exercice de sa fonction. Selon la tradition, au reste, le maréchal aurait séjourné lui-même pendant quelque temps dans le Perche, près Moulins-la-Marche, au domaine des Forges, qui plus tard a été habité par un de ses neveux. Ce dernier étant tombé malade de la poitrine, les médecins de Paris lui prescrivirent les eaux de la fontaine *la Curée*, à Saint-Marc-de-Coulonges, près Mortagne. Le mal fut-il vaincu, et cette fontaine eut-elle la vertu de son nom ? L'histoire ne le dit pas, et moi je n'ose le croire quand je songe que ce Catinat, le dernier du nom, mourut à Saint-Marc même, et à deux pas de la source honorée de la confiance d'Hippocrate.

Quoi qu'il en soit, on voit que la famille Catinat ne cessa pas d'habiter le Perche jusqu'à son extinction du côté des hommes. Il n'en fut point autrement par rapport aux femmes, et en 1789, la seigneurie

de Mauves appartenait encore à dame Marie-Françoise de Catinat, dernier rejeton de la famille, veuve depuis vingt-cinq ans de messire Le Vayer, en son vivant maître des requêtes. N'étais-je donc pas fondé à revendiquer le héros comme compatriote en vertu d'un droit incontestable de naissance et d'origine ?

La mère de Catinat était Catherine Poisle, de Saint-Gratien. Elle donna le jour à seize enfants ; Catinat naquit le onzième. Deux filles entrèrent au couvent de Saint-François, à Mortagne ; l'une d'elles, en 1693, dans l'année même où Catinat recevait le bâton de maréchal, fut nommée abbesse par le roi. Ces deux saintes filles purent s'agenouiller longtemps sur la tombe paternelle renfermée dans l'enceinte même qu'habitait leur communauté.

Deux frères prirent le parti des armes, l'un Catinat d'Arcy, l'autre Catinat de Croizilles, que le maréchal préférait à tous, et auquel il a donné un renom historique par son amitié et sa correspondance. Quant à Catinat, on sait qu'il se destinait d'abord à la magistrature et que c'est après avoir plaidé et perdu une cause qu'il croyait bonne , qu'il changea de carrière et entra au service.

Il avait vingt-trois ans, lorsqu'en 1660, il arriva comme lieutenant dans le régiment de M. de Fourrille. Son mérite fut bien vite remarqué, mais c'est en 1667 qu'il en donna une preuve qui lui valut la faveur du roi et fut le point de départ de sa fortune militaire : on assiégeait Lille sous les yeux de Louis XIV, un officier du génie fait une faute, l'ennemi en profite et déjà les assaillants sont en fuite. Catinat avait tout vu, il prétend tout réparer. Par l'ascendant de son courage, lui inconnu, étranger à l'arme qui combattait, il ramène les fuyards à l'ennemi, se précipite vers un angle, y empêche l'explosion d'un fourneau, et grâce à lui les Français sont vainqueurs et sauvés. Le roi veut connaître le jeune officier qui a montré tant de bravoure et de talent. Modeste dès-lors comme il l'a toujours été depuis, Catinat s'était dérobé aux applaudissements, et il fallut le chercher longtemps pour le conduire devant le monarque.

Les trois frères étaient à cette action ; Catinat d'Arcy, qui était capitaine, y fut tué. Le roi déclara que la compagnie ne sortirait pas de la famille, et la donna à de Croizilles, qui déjà y servait comme lieutenant. Il y eut alors un combat touchant de générosité entre les deux frères. De Croizilles écrivit en secret au ministre, fit valoir les droits de Catinat, son aîné, disait-il, « plus ancien que lui au service, » et qui venait de se distinguer par une action d'éclat. » Catinat fit des instances contraires et l'emporta. La nomination de Croizilles fut maintenue. C'est à dater de la mort de son frère aîné que Catinat prit le nom qu'il a tant illustré : jusque là, il s'était appelé de la Fauconnerie.

On voit par ce qui précède quel était le genre de mérite de Catinat, et comment il se composait de science, de réflexion, de jugement d'abord, puis d'énergie et d'intrépidité à l'action. Notre héros marcha vite dans la carrière, il fut nommé sous-lieutenant dans les gardes, arme d'élite où se trouvait la fleur de la noblesse française. Il y devint capitaine en 1670, et c'est en cette qualité qu'il prit part à la terrible bataille de Senef, gagnée le 11 août 1674 par le grand Condé sur les Espagnols. Catinat fut blessé à la tête de sa compagnie; Condé lui écrivait à ce sujet : « Personne ne prend plus de » part que moi à votre blessure ; il y a si peu de gens faits comme » vous, qu'on perd trop quand on les perd. »

Catinat fut vite guéri, et quelques mois après il se distinguait au siége du fort Saint-Etienne et de la citadelle de Besançon.

Le roi voulant le nommer major du régiment des gardes, le duc de la Feuillade qui ne l'aimait pas, dit : « Sire, on peut faire de cet » homme un général, un ministre, un ambassadeur, un chancelier, » mais pas un major-général des gardes. » Etrange parole, dont la malveillance voulait faire une critique, et dont la vérité faisait un hommage !

En 1676, Catinat fut nommé général d'infanterie dans l'armée qui, sous les ordres du maréchal Rochefort, marchait entre la Meuse et la Moselle. A la fin de la même année, il devint gouverneur du château de Cambrésis, dont les troupes devaient bloquer Cambrai et Saint-Omer. En 1677, il fut fait brigadier d'infanterie. Le 20 février de cette année, la garnison de Valenciennes fit une sortie contre les troupes commandées par Luxembourg. Les Français repoussèrent cette sortie avec tant de vivacité qu'ils entrèrent pêle-mêle avec les ennemis dans la place. Catinat y pénétra cinquième, s'empara en plein jour de la contre-escarpe et de tous les ouvrages, et força la ville à capituler, L'histoire nous montre Catinat devenant successivement et très-vite gouverneur de la forteresse de Saint-Guilhain, major de l'armée de Gand et d'Ypres, commandant à Dunkerque, à Longwy, à Condé, à Tournay, et partout satisfaisant les désirs et justifiant la confiance du roi.

J'ai pu m'étendre au début sur des détails peu connus d'ailleurs, et qui offriront au moins à quelques-uns de mes lecteurs un intérêt local et un parfum de terroir propre à réveiller en eux l'amour du pays. Mais comment embrasser en quelques pages une vie qui demanderait tout un volume ? Que Catinat devienne donc maréchal de camp ; qu'il réconcilie le duc de Savoie avec sa mère par la douceur, quand Louvois lui avait prescrit de n'employer que les menaces ; qu'il commande pour le roi dans Casal, tandis que Gonzague y commande pour le duc de Mantoue ; qu'il déploie en cette cir-

constance une telle connaissance du cœur humain, une telle habileté à tenir unis des hommes différents de patrie, de mœurs, d'opinion religieuse, que le pape Innocent XI s'écrie : « Voilà un homme d'une rare prudence ! » Que combattant à contre-cœur les barbets et les Vaudois, il soumette leurs vallées au jour et à l'heure fixes qu'il a indiqués, je constaterai le fait et n'y joindrai aucune observation.

Mais comment ne m'arrêterais-je pas un instant sous les murs de Luxembourg ?

Nous sommes en 1687. Boufflers vient de quitter la ville dont il était gouverneur.

Quel est donc cet homme qui, au moment où tombe la nuit, s'avance enveloppé d'un large manteau, furtif et se dérobant aux regards? Aurait-il quelque motif de redouter l'œil de la justice et de l'autorité? Non, c'est le nouveau gouverneur, le successeur de Boufflers, c'est Catinat. Il est décidé à refuser ce droit de guerre qu'on appelle *les traitements du pays.* Il ne veut être l'objet pour la ville d'aucune cérémonie publique, d'aucune dépense, et il fuit les honneurs de ce pouvoir dont il n'a accepté que la fatigue et les charges.

J'attends encore mon héros à Philisbourg, où il arrive avec Vauban, pour en faire le siége. Catinat, Vauban, quels noms ! et faut-il s'étonner si la ville était prise au bout de dix-neuf jours. Tel était l'ascendant de Catinat sur les soldats, que, lorsqu'il était de tranchée, il se faisait moitié plus de besogne. Une scène touchante eut lieu sous les remparts pendant le siége : Catinat, à la tête de quelques soldats choisis, faisait une tentative périlleuse ; à l'instant où retentit un coup de feu tiré par l'ennemi, on le voit tomber, on le croit mort, on se précipite ; grâces à Dieu, il n'était que renversé, et son chapeau seul avait été traversé d'une balle. Soldats, officiers voulaient au moins voir, toucher, conserver ce chapeau comme une relique. Notre héros, lui, était honteux de cette fausse blessure, honteux de ce chapeau qui avait pour ainsi dire menti sur son front, et il donna l'ordre de le faire disparaître.

A ce moment, Catinat fut chargé de mettre à contribution les pays de Limbourg et de Juliers. « Brûlez ! brûlez ! écrivait Louvois, pas de » quartier ! » Heureusement, à côté de la cruauté du ministre, il y avait l'humanité du général. Une gazette de Hollande contenait cette phrase peu de temps après : « La province de Juliers a été bien heu-» reuse que les troupes fussent commandées par M. de Catinat : avec » tout autre général, le pays eût été entièrement brûlé. »

Tout le monde connaît les faits qui précédèrent et amenèrent, en août 1690, la célèbre bataille de Staffarde. Le duc de Savoie, qui ne trahit la France, peut-être, que parce que les rigueurs et les duretés

de Louvois l'avaient poussé à bout, essaya de tromper notre général. Il y parvint, parce qu'il ne craignit pas de mettre le mensonge sur ses lèvres et au bout de sa plume. Tout en tâchant de gagner du temps, il appelait à lui les Allemands et les Espagnols. Quand tous les ennemis furent réunis, au moment où ils se regardaient comme sûrs de la victoire, Catinat les attaqua et les vainquit tous ensemble.

Si je louais un autre héros, je glorifierais le fait d'armes en lui-même, un des plus beaux de nos fastes militaires ; je ferais voir dans le combat l'éclatante confirmation de ce propos d'Eugène : « Si j'ai » affaire à Villeroy, je le battrai ; si c'est à Vendôme, nous nous bat- » trons ; si c'est à Catinat, je serai battu. » A mon héros je réserve une louange plus élevée. Il rendit compte lui-même de la journée au roi. Le rapport fut, quelques jours après, lu devant plusieurs personnes. « Voilà un beau combat, dit un des auditeurs ; M. de Catinat » y était-il ? » Or, non-seulement Catinat avait tout dirigé, mais il avait eu un cheval tué sous lui, ses habits avaient été brulés par la poudre et il avait reçu au bras gauche une forte contusion. Ici la vertu l'emporte à coup sûr sur le génie militaire, et je n'ai jamais rencontré une plus glorieuse occasion d'appliquer ces saintes paroles : *Ama nesciri et pro nihilo reputari.*

Le repos du héros après une victoire, c'était d'en préparer une autre ; ainsi il prend le château de Nice en cinq jours. Les soldats qui le voyaient toujours pensif, recueilli, songeant sans cesse à eux et à leur bien-être, à la gloire de l'armée et de la France, les soldats l'avaient surnommé et l'appelaient toujours *notre père la Pensée*. Quelquefois cependant il demandait à une circonstance imprévue et tout à coup présente une inspiration qu'aurait pu lui envier Condé. Les ennemis menaçaient et voulaient prendre Suze : Catinat vole à leur rencontre ; mais, à une petite distance de la ville, ses troupes sont exténuées de fatigue et il sent qu'il ne peut leur demander une bataille ; il change de plan tout à coup, entre seul dans les remparts, en ressort immédiatement à la tête de dix-huit bataillons de la garnison, fond comme la foudre sur l'ennemi qui était divisé en plusieurs corps de troupes cherchant à se réunir, bat en détail, renverse et disperse ceux qu'il n'aurait pu attaquer tous ensemble et rentre tranquillement dans la place. Le fruit de ce brillant coup de main fut la disparition du duc de Savoie, qui, de la saison, ne songea à se représenter.

Cependant Louvois vint à mourir. Catinat, qui le regardait comme son bienfaiteur, quoiqu'il en eût reçu bien souvent des lettres dures et des reproches immérités, lui donna de sincères regrets.

La vérité est qu'il ne gagna rien à l'avènement au pouvoir de Barbesieux. Celui-ci, tout d'abord, lui suscita des vexations par suite

desquelles il commença, disent les historiens, à tourner les yeux vers Saint-Gratien et à aspirer à la retraite.

L'année 1692 se passa sans incident remarquable. Les ennemis prirent Embrun, mais le gouverneur en sortit avec les honneurs de la guerre et aux conditions les plus favorables ; et Catinat mérita l'admiration des hommes de guerre par la manière habile dont il préserva Grenoble et soutint la campagne avec une armée mal nourrie, mal vêtue, manquant de tout, et inférieure en nombre de plus de moitié à celle des ennemis.

Nous arrivons à la plus belle époque de la vie de notre héros. Au commencement de 1693, il fut appelé près du roi, et lui soumit, pour la campagne qui allait s'ouvrir, ses plans qui furent tous adoptés. Le roi fut si content de lui, qu'au mois de février suivant il lui envoya le bâton de maréchal. Il en avait une si haute idée qu'il dit en voyant son nom sur la liste : « C'est bien la vertu couronnée. » Notre héros connut par Fénelon le propos royal, en même temps qu'il apprenait de quelle insigne faveur il venait d'être l'objet. A ce sujet, il écrivait à son cher frère de Croizilles : « Il n'y a pas de philosophie à » l'épreuve d'une pareille nouvelle, je suis agité d'une joie que je ne » connaissais pas encore ; mais gardons ce bonheur entre nous, et » n'en faisons pas même part à notre sœur Pucelle. »

Cette joie si naïve, si pure, cette reconnaissance si touchante ne furent pas stériles pour la France. Catinat croyait sincèrement n'avoir pas mérité l'excès d'honneur qu'il avait reçu ; mais peu de temps après il fit gronder le canon de la Marsaille, et quand le soleil du 4 octobre 1693 se coucha sur un champ de bataille attestant un des plus rudes combats qui aient été livrés, une des plus mémorables victoires qui aient été remportées sous le règne de Louis le Grand, ne dut-il pas, tout en restant *lui-même*, se croire quitte envers son roi, sa patrie et l'histoire ?

J'avance à grands pas par la ligne droite, et je ne puis rechercher ni à droite ni à gauche quelques-unes des merveilles de cette journée ; mais je veux dire au moins que notre succès et les pertes de l'ennemi furent immenses.

Dans ce triomphe, toutefois, où le maréchal devait beaucoup au courage de ses soldats, la Providence lui en réservait un où il dut tout à leur amour ! Triomphe moins éclatant, plus doux, fait pour lui seul ; triomphe exceptionnel pour un caractère unique.

Catinat dormait. Comment ne pas dormir quand on est accablé de fatigue et de gloire ? Mais quelques soldats veillaient auprès de leur général. Ils étaient plus fiers de lui que d'eux-mêmes, et ils sentaient le besoin de reporter à lui tout ce qu'ils avaient fait : vingt-huit drapeaux et quatre étendards avaient été pris à l'ennemi ; ils en font un

trophée à la porte du maréchal, et quand celui-ci passe sous ce trophée, ils le saluent des cris mille fois répétés :

Vive notre Général ! Vive notre père la Pensée !

Ai-je besoin de relire les historiens pour dire que Catinat éprouva une émotion délicieuse, et que l'attendrissement même lui permettait à peine de l'exprimer ?

Catinat ne fut pas seulement alors un glorieux capitaine. Il fut, ce qui en France est bien plus considérable, il fut le général à la mode. On ne parlait que de lui à la ville, à la cour ; madame de Maintenon lui écrivait pour le complimenter, Barbesieux lui envoyait une tabatière en or, avec le portrait de son père, tabatière à laquelle notre héros reprochait d'être *trop lourde*. Il avait, en un mot, la vogue, fruit exquis et éphémère qui ne croît que dans mon pays, qui mûrit vite, tombe vite, et se voit rarement deux fois sur le même arbre. M. de Vendôme, son frère le Grand-Prieur se trouvaient heureux d'apprendre sous lui l'art de la guerre. En maintenant son âme inaltérable et sereine au milieu du mouvement bienveillant et passionné dont il était l'objet, Catinat s'assurait le droit de conserver son calme et son impassibilité quand viendrait le moment des revers et des injustices. Ce moment ne se devait point faire attendre ; mais constatons, pour être fidèle à la chronologie, qu'après avoir continué la guerre d'Italie pendant deux ans encore, et avoir su faire respecter nos armes par une défensive digne et habile, quoiqu'il manquât souvent des choses les plus nécessaires, il rendit un dernier service à la France en prenant part, en 1696, à la trêve avec le duc de Savoie, et encore au traité par lequel la princesse de Savoie épousa le duc de Bourgogne.

Ici finit la vie militaire de Catinat ; car si on le retrouve encore sous les drapeaux en 1701, dans la guerre de la Succession, et en 1702 dans les camps d'Alsace, il ne commande plus en chef, et il exerce un pouvoir partagé et restreint par des ordres absolus dont il n'a pas le droit de s'écarter. Il subit même des fautes qui ne sont pas les siennes, et amènent des revers. Mais ici ne finit pas la tâche du biographe ; car, lorsque Catinat n'a plus à déployer ses talents, il lui reste à montrer une vertu qu'on aurait divinisée à Rome et à Sparte, vertu qu'on n'avait point vue encore, et qu'on ne reverra guère, hélas ! sous une monarchie. Je voudrais entrer et faire entrer un instant mon lecteur dans l'âme de Catinat, comme dans un de ces sanctuaires autour desquels viennent mourir les bruits du monde, et à la porte desquels on se recueille un instant avant d'y pénétrer.

On connaît sa modestie, parlons de son désintéressement. Il était tel que souvent il se trouva dans la gêne et dans le besoin ; témoin la

lettre par laquelle il priait Louvois de lui continuer la gratification qui les autres années était de *commodité*, mais celle-ci de *nécessité*; témoin cette autre lettre dans laquelle il disait à son frère : « Tant » que je verrai autant que je le vois en ce moment le manque d'argent, » je ne pourrai me résoudre à faire aucune instance auprès de M. de » Pontchartrain, et il faudra que j'y sois conduit par la dernière » nécessité. »

Louvois avait assez de confiance en lui pour lui permettre de disposer librement en campagne des fonds du roi. Son patrimoine était modique ; il dédaigna de l'augmenter, et le laissa à ses successeurs moindre peut-être qu'il ne l'avait reçu de ses devanciers. Les hautes positions ont cet inconvénient qu'elles créent des habitudes et des nécessités dispendieuses qui, au moment où finit la vie active, deviennent une lourde charge. Catinat en fit l'expérience. Un jour il fut obligé de dire à son maître-d'hôtel et à son valet de chambre, ceux de ses domestiques qui lui coûtaient le plus, qu'il lui serait impossible de les garder; ceux-ci firent de telles supplications qu'il ne put les renvoyer. Son remède au manque d'argent fut de supprimer son appartement de la rue Sorbonne à Paris, et de ne plus sortir de Saint-Gratien.

Il lui était, au reste, plus d'une fois arrivé d'aider de sa bourse des militaires qui attendaient justice ou faveur du gouvernement.

En 1693, le roi lui avait dit : « Vous me parlez toujours de mes » affaires, où en sont les vôtres? — Grâces à Votre Majesté, avait » répondu Catinat, j'ai ce qu'il me faut. — Voilà, avait ajouté » Louis XIV, le premier homme de mon royaume qui m'ait tenu un » pareil langage. »

Cependant on murmurait autour du trône que le maréchal était pauvre. Le monarque voulut être fixé sur ce point, et il chargea Crosat, riche financier de l'époque et voisin de Catinat, à Montmorency, de savoir la vérité. Voilà donc Crosat en quête d'indigence, et interpellant de son mieux le maréchal. Peut-être celui-ci éventa-t-il le piége; car, au lieu de parler de sa détresse à lui, il ne parla que du luxe et de la magnificence des jardins de son voisin. Bref, Crosat ne sut rien, et force fut au roi de remettre la partie; mais un jour, faisant ses affaires lui-même, il dit positivement à notre héros : « Vous avez, » n'est-ce pas, six à sept mille livres de revenu et quinze mille livres » de mes bienfaits, et que vous avez bien gagnés encore? » Et comme il vit à l'air de Catinat que celui-ci ne recevait guère les quinze mille livres, il fit venir le contrôleur des finances, et lui ordonna de payer l'arriéré et le courant. Le maréchal reçut bien deux ordonnances de paiement; mais tel était l'état des finances, que deux jours après il les avait rendues au ministre. Ce stratagème d'un grand roi pour savoir

si un sujet fidèle est payé de ce qui lui est dû, est un trait touchant qui ne reparaîtra plus dans notre histoire; la munificence souveraine ne fait plus aujourd'hui de rebelles, et le souci dont se préoccupait Louis XIV a dû être rayé il y a longtemps de la liste des soucis royaux.

Ce qui brillait le plus chez le maréchal, c'était l'amour de la patrie, sentiment qu'il poussait au-delà de ce qui est croyable, qui était le premier mobile de ses actions, auquel il était toujours prêt à faire l'immolation complète de sa personne. C'est ce sentiment qui l'animait dans ces luttes si pénibles qu'il eut à soutenir contre Louvois, contre Barbezieux, contre le roi lui-même. C'est encore ce sentiment qui le guida dans sa conduite avec Feuquières. On sait que Feuquières, placé sous ses ordres, écrivait au ministre contre lui, le blâmant, le dénonçant, voulant à tout prix le supplanter. On sait encore que par son insubordination il fit manquer le siége de Veillane, après y avoir poussé, et celui de Coni, par ses mauvais conseils à M. de Bulonde : non-seulement Catinat ne l'accusa point à Paris, mais il écrivait à son frère : « Je l'aurais rudement semoncé, si ce n'est qu'il faut » se tenir à portée de servir avec les gens que le roi donne, et que » nos antipathies ne doivent pas nuire à son service. »

Mais c'est surtout dans la guerre de 1701 qu'il éleva son patriotisme au-dessus des plus dures et des plus tristes épreuves. A peine la campagne ouverte, sa perte était résolue. Une cabale s'était formée contre lui, à la tête de laquelle étaient madame de Maintenon et la duchesse de Bourgogne, parce que le maréchal, avec raison selon bien des apparences, croyait que le père de la duchesse trahissait encore.

Louis XIV, après lui avoir écrit deux lettres de reproches, envoya Villeroy pour prendre le commandement.

Celui-ci arrive avec une jactance et une présomption qui ne furent pas de longue durée. Il blesse par ses propos le duc de Savoie et le maréchal, disant à celui-ci : « Mon défaut à moi n'est pas d'être pru» dent. »

Pendant ce temps, que pensait, que disait le maréchal ? Dans des lettres qui ne devaient point sortir du secret de l'amitié fraternelle, il exprimait son profond regret d'avoir perdu la confiance du monarque pour des faits dont la plupart n'étaient pas les siens, puis arrivant à Villeroy : « Je suis décidé, ajoutait-il, à me mettre jusqu'au » cou pour lui. Les méchants seraient bien outrés s'ils connaissaient » mon intérieur à ce sujet. »

L'effet suivit bientôt ces paroles. Villeroy livra la malheureuse bataille de Chiari, et Catinat eut la douleur d'être trop complètement vengé du mépris qu'on avait eu pour ses conseils. Chargé d'exécuter

un ordre qu'il regardait comme funeste, il se le fit répéter trois fois, mais pendant l'action il fit des prodiges de valeur.

Il tentait de ramener au combat des soldats découragés. Quelqu'un lui dit : « Vous voulez donc nous mener à la mort ? — Si la mort est » devant, la honte est derrière, dit vivement Catinat, marchons ! » Mot que la circonstance rend deux fois sublime, mais dans lequel on admire plus encore le citoyen que le guerrier.

Quelque temps après, il reçut un coup de feu pendant qu'il était en observation sur les bords de l'Oglio. Les médecins lui ordonnèrent de quitter l'armée, et à la fin de décembre il revint à Paris. Chose digne de remarque ! Villeroy, qui au reste depuis quelque temps lui écrivait quand il se trouvait dans l'embarras pour avoir ses conseils, le choisit pour confident et se recommanda par lui au roi. Quelque chose d'analogue avait eu lieu pendant qu'il commandait à Saint-Guilhain. Le ministre avait placé sous ses ordres un sieur de Quincy, homme d'un certain mérite, mais d'un caractère difficile, et ne pouvant vivre avec personne. Quelques mois après, Quincy quittait Catinat avec regret et avec les larmes aux yeux.

Catinat fut reçu par le roi, et eut de lui une longue audience. La bonté que lui témoigna le monarque ne laissa pas d'inquiéter ses détracteurs. On se rassura bientôt en apprenant qu'il n'avait voulu se plaindre de personne, n'avait nommé personne et s'était borné à dire : « Ceux pour qui je suis un objet d'envie pourront ren- » dre d'excellents services à Votre Majesté quand je n'y serai plus. »

Comment aurait-il désigné ses ennemis, lui qui avait refusé de les connaître ! Il s'était rendu à Paris par Crémone. Le chevalier de Tessé venait de mourir dans cette ville quand il y passa ; son secrétaire s'offrit au maréchal, s'engageant, s'il le prenait à son service, à lui révéler les choses les plus secrètes et les plus importantes sur son compte. Catinat répondit par un refus formel à une ouverture où il ne voyait que la proposition et la mise à prix d'une trahison.

On ne sait lequel l'emportait chez lui de l'amour de la justice ou de l'oubli des injures, et je veux citer un trait qui procède de l'une et de l'autre de ces vertus.

Feuquières était malade, Feuquières, son ennemi irréconciliable et qui l'a été même après sa mort par la publication de ses Mémoires, et son frère, officier distingué, noble de sentiments et de conduite, mais pauvre et sans crédit, ne pouvait obtenir faute de protecteur un avantage qui lui était dû. Catinat l'apprend, il écrit aussitôt, et grâce à son intervention, la justice n'est point détournée de son cours, et la faveur arrive là où elle était méritée.

Pendant ce temps, il refusait de s'adresser au roi pour un de ses parents. Je n'ai pu surprendre dans toute sa vie que deux sollicita-

tions de lui pour des membres de sa famille, et encore ne furent-elles accordées que de guerre lasse, et aux prières de Croisilles, auquel il ne savait rien refuser.

En 1705, le roi l'ayant nommé chevalier du Saint-Esprit, il déclara qu'il n'acceptait pas cette faveur.

Les chevaliers lui donnèrent alors une bien haute preuve d'estime en chargeant M. de la Rochefoucaud, son ami, de le prier, au nom de l'ordre, d'en faire partie : nouveau refus du maréchal.

Ses parents arrivent à leur tour, lui exposent qu'il lui est facile de faire ses preuves, que sa résolution est de nature à laisser croire le contraire, et par conséquent à leur causer un grand préjudice. Nouveau et persévérant refus du maréchal, qui leur répond tranquillement : « Si je vous fais tort, rayez-moi de votre généalogie. »

Diversement expliquée, la conduite du maréchal a donné lieu à un petit problème historique. Le maréchal jugea-t-il que les preuves lui étaient difficiles à faire, et voulant témoigner de son respect pour les réglements et la vérité se priva-t-il d'un honneur qu'on aurait pu lui contester ? Ou bien se regardait-il comme trop payé de ce qu'il avait pu faire pour la France et ne voulait-il plus rien recevoir quand il ne pouvait plus rien mériter ? Questions délicates, j'en conviens, mais auxquelles mon lecteur ne pourra donner de solution sans admirer davantage celui qui les a fait naître.

Villeroy, lui, était moins réservé sur le chapitre des grâces, et il ne craignait pas d'écrire : « Je vous trouverais fort mauvais politi-» ques, messieurs les ministres, si pour me mettre en veine de bon-» heur vous ne m'envoyiez la pairie. » Sur quoi je n'hésite pas à dire, après comparaison, que l'un se mit au-dessous de la faveur qu'il demandait trop, et que l'autre s'éleva beaucoup au-dessus de celle qu'il crut devoir refuser.

Je ne veux pas franchir les limites que je me suis posées, mais si je pouvais consacrer deux lignes seulement à chacune des années restant à vivre à mon héros, combien j'aimerais à le suivre dans sa retraite de Saint-Gratien, à l'y faire voir soulageant toutes les misères, apaisant toutes les querelles, tout-puissant par l'empire que donnent l'amour et la reconnaissance.

J'aimerais à parler de sa science qui embrassait tout : histoire, morale, théologie ; de son langage familier si élevé, si attrayant qu'un célèbre archevêque disait : « Il parle mieux que nous n'écri-» vons. » Je voudrais encore dire un mot de son amitié avec Fénelon, à laquelle il ne faillit jamais, et de son amitié avec Vauban, à laquelle celui-ci faillit une fois ; mais il faut finir, et le cœur serré j'entre dans l'année 1712.

C'est en effet le 22 février de cette année, je l'ai déjà dit, que par-

fit pour le jugement de Dieu cet homme « qui a pu avoir des en-
» vieux, dit madame de Maintenon, mais qui n'eut jamais d'enne-
» mis. »

Voici qui est bien ; mais pourquoi le nom de madame de Maintenon reporte-t-il l'esprit vers cette phrase qu'on lit dans ses Mé-
» moires? « Il mourut ne craignant rien, n'espérant rien, ne dé-
» sirant rien et peut-être ne croyant rien. »

Ne croyant rien : c'est là une parole bien grave, mais il m'est facile de prouver qu'elle n'est autre chose qu'une calomnie renfermée dans une erreur.

Saint-Simon nous met sur la voie de connaître l'origine d'une semblable imputation, en s'exprimant de la sorte : « On ne se con-
» tenta pas, dit-il, de l'accuser d'incapacité ; afin que chacun se ser-
» vît de son arme, madame de Maintenon fit aboyer contre lui la
» cabale des dévots et l'accusa d'irréligion. »

Ainsi donc, il est certain qu'il ne prit jamais de grades en orthodoxie, que jamais il ne se fit délivrer dans un boudoir, à Versailles, des lettres-patentes d'étroite observance, signées, scellées et dûment en règle. Je ne serais pas même surpris, connaissant son caractère, que du moment où il vit que la piété pouvait devenir utile et lucrative, il n'ait soigneusement caché la sienne, et que la réservant toute à Dieu, il n'ait craint que les hommes ne la gâtassent s'ils venaient à s'en mêler. Mais faire de Catinat un sceptique, un incrédule, un esprit fort, c'est aller contre la réalité, contre la notoriété même et la certitude, et sur ce point les preuves abondent.

Le 23 août 1701, il écrivait à son frère en parlant de la bienveillance du roi : « *Deus dedit, Deus abstulit; sit nomen Domini benedic-*
» *tum.* »

Est-ce là, je le demande, le langage de la philosophie purement humaine, ou celui de la résignation et de l'humilité chrétiennes ?

Telles sont les paroles. — Voici les actes.

Un de ses apologistes fit le voyage de Saint-Gratien exprès pour recueillir les impressions qu'il avait laissées. Il rencontra une étonnante unanimité de regrets. Un vieillard lui disait : « Ah ! ce bon
» père, que n'y est-il encore ! Il nous aimait comme ses enfants. Il
» entrait chez nous, il causait et jouait avec nous. Il ouvrait nos hu-
» ches ; n'y avait-il pas de pain : Vincent, disait-il, qu'on en apporte.
» Il n'était pas riche, mais ce qu'il avait nous l'avions. Oui, je l'ai vu
» se passer de pain, ou le manger tout sec pour nous en donner. » Et ce vieillard pleurait.

N'est-ce donc pas là dans sa plus haute perfection la pratique des maximes évangéliques ?

On sait par les beaux vers de Fontanes qu'il allait souvent enten-

dre la messe à la Chartreuse de Paris, et qu'ensuite il se promenait dans le jardin :

> Vieux cloître, où de Bruno les disciples cachés
> Renferment tous leurs vœux sur le ciel attachés,
> Cloître saint, ouvre-moi les modestes portiques,
> Laisse-moi m'égarer dans ces jardins rustiques
> Où venait Catinat méditer quelquefois,
> Heureux de fuir la cour et d'oublier les rois.

C'est à Saint-Gratien, au contraire, qu'il entendait les vêpres fêtes et dimanches. Les habitants s'en sont souvenus longtemps, parce qu'en sortant de l'église il avait coutume de s'arrêter sur la place, de causer avec les jeunes gens, les provoquant aux exercices du corps, donnant même de petites récompenses aux plus forts et aux plus agiles, les exhortant à bien servir le roi, et leur remontrant par son exemple qu'ils pouvaient arriver à tout dans la carrière des armes.

Saint-Simon affirme, comme le sachant bien, « qu'il avait mis sa » philosophie à profit par une grande piété ; » mais si nous considérons sa fin en elle-même, nous reconnaîtrons qu'il n'y a pas même place au doute.

Il n'était guère possible que la mort effrayât celui qui l'avait tant de fois bravée, et qu'elle n'avait jamais fait reculer. Il pressentit ses approches longtemps à l'avance et força son médecin à lui dire l'heure problable de son arrivée, puis il l'attendit tranquillement et comme l'ayant souvent vue de près.

Il voulut relire son testament et il le trouva bon, et il se rendit le témoignage qu'il n'y devait rien changer.

Ce testament, où se peint toute son âme, est rempli de dispositions pieuses et charitables. Je remarque que voulant donner partout où il possédait, il se garda bien d'oublier les pauvres du Perche : il leur fit une libéralité importante pour ses terres de Mauves et d'Arcy.

Tous ces devoirs remplis du côté de la terre, il se tourna vers le ciel, appela le prêtre, demanda les sacrements, et s'appliquant à Dieu avec la plus grande ferveur, il expira. Ses dernières paroles furent : « Mon Dieu ! j'ai confiance en vous ! »

Tel fut Catinat. Nature incomparable, originale et s'ignorant dans la vertu, comme La Fontaine dans la poésie, un des types les plus parfaits de cette humanité dont il semble n'avoir point partagé les faiblesses. Homme dont une nation peut s'enorgueillir à coup sûr, et en sachant bien qu'une autre nation ne lui opposera pas de rival.

Et à présent, qu'il me soit permis d'appeler la justice après la

gloire, de m'adresser en terminant à mes compatriotes et de leur dire :

De toutes parts les cités font revivre par le marbre et par l'airain les hommes qui les ont illustrées.

Est-ce qu'un jour la statue de Catinat n'apparaîtra pas sur une des places de la ville de Mortagne ? Pourquoi tardez-vous tant à payer à sa mémoire l'hommage qui lui est dû depuis trop longtemps ?

Je désirerais ardemment, je le déclare, voir s'élever son image vénérée dans ces lieux pleins encore de son souvenir, à deux pas des tombes de son père et de ses sœurs, car je suis convaincu qu'à son aspect l'étranger visitant nos murs passerait d'une réminiscence d'admiration pour le grand homme à un sentiment sérieux et sympathique pour la ville qui a pu produire et qui sait honorer un pareil héros.

L. de Charencey,
Ancien Représentant du peuple (Orne).



REVUE LITTÉRAIRE.

Deux événements littéraires ont marqué les dernières semaines qui viennent de s'écouler : la réception de M. Legouvé à l'Académie française, et la première livraison du *Cours familier de littérature* de M. de Lamartine.

L'Académie, malgré d'odieuses et méprisables attaques, s'est si bien emparée de l'attention publique que cette attention lui reste fidèle, alors même qu'il ne s'agit plus de recevoir un de ces hommes illustrés par les épreuves de la vie politique, par les travaux de l'épiscopat ou par les luttes de la presse, dont le nom réveille quelques vibrations lointaines de nos libertés d'autrefois. Pour M. Legouvé, l'empressement ne s'est point ralenti, et pourtant c'était un simple homme de lettres qui venait, ce jour-là, s'asseoir parmi les Quarante ; un homme si soigneux de complaire à tous les partis qu'aucun ne peut le réclamer comme sien. Je me trompe : M. Legouvé est aussi, à sa manière, l'homme d'un parti, et d'un parti dont la puissance se continue à travers nos révolutions. Les femmes, — qui ne l'a déjà dit avec plus ou moins de sérieux ou de badinage ? — les femmes, après avoir été ses clientes, sont devenues ses patronnes, et cette gracieuse alliance, qui a maintenu à son profit l'hérédité de la pairie littéraire, a eu une large part dans son discours de réception, dans le succès de ce discours, et dans la réponse un peu sèche, mais ingénieuse, de M. Flourens.

Comme pour venir en aide aux théories d'égalité, c'est-à-dire de supériorité féminine promulguées par M. Legouvé, il s'est trouvé que le prédécesseur dont il nous lisait le panégyrique avait eu une femme encore plus spirituelle que lui ; que cette femme, en des jours difficiles, s'était faite non-seulement le conseiller, mais le collaborateur de son mari, et que déjà, à si peu d'années de distance, on ne savait plus ce qui, dans ces œuvres graves ou légères, appartenait à

M. ou à Mme Ancelot, à l'académique auteur de *Louis IX* ou à l'aimable auteur de *Marie*. L'occasion était propice, et nous comprenons que M. Legouvé ait mis d'autant plus d'empressement à la saisir que le fond de son sujet offrait en réalité plus de difficultés et moins de ressources. Les récipiendaires sont parfois forcés d'imiter Simonide ; c'est un bonheur lorsqu'au lieu de Castor et Pollux, ces modèles de l'amitié fraternelle, ils rencontrent dans la tendresse conjugale, et dans les travaux de la plus légitime des associations, un supplément à leurs louanges officielles. M. Legouvé, malgré toute la souplesse de son talent et tout le charme de son débit, ne pouvait prétendre à nous faire accepter, comme l'expression d'une bien haute et bien saine littérature, la vie de ce pauvre poëte descendu des échasses tragiques aux flonflons du vaudeville, tombé de saint Louis à Mme Dubarry sans qu'on eût même à se préoccuper de la chute, et doué de cette facilité désastreuse qui écrit quarante mille vers et n'en fait pas vivre cinquante. De là à chercher autour de son sujet ce qui s'y rattachait de la façon la plus naturelle, à en rehausser la plus belle moitié aux dépens de l'autre, à réclamer pour les femmes leurs droits à une influence dont elles font un si bon usage, à plaindre leurs restes de servitude, à maudire l'obstination légale de leurs oppresseurs, il n'y avait qu'un pas, et M. Legouvé, en le franchissant, rentrait dans son domaine. On voit donc d'ici ce qu'a dû être et ce qu'a été cette agréable séance : un tournoi, une passe d'armes courtoises et quasi-madrigalesques, entre le champion attitré des prérogatives féminines et son savant interlocuteur, trop bien appris pour nier que ces prérogatives doivent exister, mais assez avisé pour soutenir qu'elles existent déjà ; puis, comme juges du camp, — juges et parties tout ensemble, — celles-là même dont on discutait, non pas les perfections et les mérites hors de doute et hors de cause, mais le degré de souveraineté ou d'esclavage. Echange coquet d'hommages délicats et de réserves polies, applaudissements inégaux prodigués ou mesurés par de blanches mains, commentaires musqués et quintessenciés, ajoutant au texte des deux discours les marivaudages du soir ou du lendemain, et enfin, comme dernier épisode ou dernière leçon, la grosse patte du socialisme crevant toutes ces jolies toiles d'araignée pour y faire passer ses lyriques anathèmes contre l'Académie et le mariage, telle a été cette fête, qui n'a rien changé d'ailleurs aux habitudes du récipiendaire, puisqu'elle lui a valu un succès de plus, une occasion de rendre hommage aux femmes, d'être applaudi par elles, et de rester en bons termes avec tout le monde.

N'y a-t-il donc pas, au fond de cette question que ravive le seul nom de M. Legouvé, autre chose que des compliments ou des épi-

grammes, des propos de salon ou des articles de Code? Et ne saurait-on y revenir un moment sans être accusé de ce tort impardonnable qui consiste à traiter lourdement des choses légères? Le nouvel académicien a prononcé un mot qui semble choisi tout exprès pour nous servir de texte et d'excuse : il a opposé à la famille antique, à la famille patriarcale, la famille *moderne*. Moderne! qu'est-ce à dire? Comment justifier cette épithète optimiste, et comment notre siècle l'a-t-il méritée? La famille se compose, avant tout, d'une réciprocité de devoirs : est-ce par un sentiment plus profond, plus énergique du devoir, par une abnégation plus sincère et plus complète de l'égoïsme individuel, que notre temps a pu arriver au perfectionnement de la famille? La famille ne saurait prospérer et vivre si elle ne s'appuie sur le respect, si la paternité n'y apparaît comme une royauté d'institution divine devant laquelle toutes les volontés doivent s'incliner : le respect est-il donc la vertu dominante de notre société nouvelle, et est-ce par une idée trop excessive des grandeurs morales de la royauté qu'elle s'est attiré ses châtiments et ses malheurs? La famille, c'est le triomphe des affections sur les intérêts, des tendresses du cœur sur les convoitises d'argent : trouvez-vous que notre époque se soit trop vaillamment détachée des biens de ce monde, que les liens du sang y soient toujours sûrs de prévaloir contre l'idolâtrie du veau d'or, et que l'industrie et la matière y laissent une bien large place à ces amitiés douces et saintes qui préfèrent le bonheur à la richesse? Non; si vraiment la famille répond mieux, de nos jours, à l'idéal du moraliste, je ne vois rien dans les tendances de mon siècle qui l'autorise à se vanter de ce progrès. Il faut qu'il y ait autre chose, un principe supérieur, un esprit vivifié à des sources plus hautes et plus pures, et si puissant, si fécond, que, même en se mêlant à l'atmosphère viciée par nos matérialistes ardeurs, il garde encore sa force et sa fécondité. Au lieu de la famille moderne écrivons la famille chrétienne, et nous serons bien près de nous entendre; car ce seul mot m'expliquera la progression de la famille à travers les âges : grossière comme une ébauche dans la société patriarcale; corrompue comme un mensonge dans l'antiquité païenne; complète et parfaite comme une vérité dans le christianisme. Ces titres de noblesse que vous revendiquez pour la femme, et que nous n'avons garde de lui contester, ce n'est pas le progrès de nos mœurs qui les lui assure, ce ne sont pas de futiles variations dans le goût public qui les prouvent : c'est l'Évangile, c'est la révélation, qui, en détruisant l'esclavage, a relevé du même coup au rang de compagne de l'homme celle qui n'était jusque là que l'instrument dégradé de ses plaisirs ou la gardienne asservie de son foyer. C'est le christianisme qui, en proclamant pour la première fois, dans toute leur pure

beauté, ces deux sœurs immortelles, la liberté et l'intelligence, en a doté la femme, afin qu'elle marchât l'égale de l'homme et partageât toute sa destinée terrestre, toute sa céleste espérance. La société patriarcale avait eu la femme servante, trop rapprochée encore de la chute originelle, trop éloignée de la rédemption divine pour ne pas subir la peine de sa faute, pour ne pas porter sur son front le sceau de l'humiliation et de l'anathème. Le paganisme avait eu indifféremment la matrone et la courtisane, l'une rabaissée aux soins matériels de la vie intérieure, l'autre dépravée par le voluptueux despotisme de ses maîtres ; toutes deux personnifiant, l'une dans ses vertus, l'autre dans ses vices, le matérialisme païen : le christianisme a créé l'épouse, et lui a rendu toute la plénitude de ses droits, de sa liberté, de son intelligence, de sa dignité morale. L'amour a remplacé le joug, Ève s'est absorbée dans Marie. Du moment que l'âme était déclarée souveraine, le corps dompté, l'égalité établie dans les conditions de la vie mortelle, dans les promesses de la vie future, que pouvait-il manquer à cette réhabilitation, à cette glorification féminine qui semblerait presque, d'après vous, une découverte de notre époque? Parmi toutes ces nuances d'autorité, d'influence, d'action intellectuelle et bienfaisante que vous demandez pour la femme, il n'en est pas une qui ne se trouve écrite dans chaque ligne de cette loi qui a régénéré le monde. Que dis-je? il y en a d'autres dont on ne parle pas dans les académies, et qui valent mieux peut-être qu'une leçon de latin ou une collaboration de roman et de vaudeville : c'est cette autorité qui fait de la femme l'ange et l'apôtre de la maison, qui l'aide à rappeler à l'homme, enivré d'affaires, de gain, de vie positive, ce côté de son existence et de sa nature qui le rattache au ciel et à Dieu : c'est cette influence, visible ou cachée, qui introduit ou maintient dans la famille la foi, la piété, l'amour, le règne de l'esprit et du cœur, et qui, si elle sauve une âme, devient alors la mission la plus haute et la plus sainte que puisse jamais accomplir une créature. Oui, famille chrétienne, avons-nous dit, et le mot est d'autant plus juste, d'autant plus nécessaire, qu'il exprime à la fois les droits et les devoirs, l'idée de liberté, d'autorité et de dignité, et celle de soumission, de dévouement et d'obéissance. Ne pourrait-on pas, en effet, sans trop de taquinerie et de paradoxe, prendre l'envers de cette question où tout le monde n'apporte pas autant de gentillesse et de grâce que M. Legouvé, et demander si, par hasard, au milieu de ces protestations modernes contre le malheureux sort des femmes, ce ne seraient pas bien souvent les persécutées qui sont persécuteurs et les oppresseurs qui sont opprimés? M. Flourens a malheureusement procédé par allégories un peu obscures, par digressions un peu lentes : sans y mettre tant de circonlocutions et d'artifice, ne suffit-il pas aujourd'hui de

regarder autour de soi pour se convaincre que s'il y a quelque chose à blâmer dans la condition actuelle des femmes, c'est justement le contraire d'un excès de docilité et de servitude, et que c'est faute de savoir obéir qu'elles compromettent parfois leur empire? En vérité, il semble toujours, quand on parle de lien inégal, d'esclavage domestique, d'intelligences ou de cœurs meurtris par les rudes chaînes du mariage, que tout cela ne puisse s'entendre que d'une seule façon, qu'à la femme seule appartient le monopole de ces souffrances, qu'elle seule puisse être victime délicate, cœur méconnu, intelligence incomprise, que l'homme seul soit grossier, bête, bourru ou despote! Et qu'en savez-vous? Avez-vous le secret de toutes les unions inégales? Croyez-vous qu'il n'y ait pas aussi des hommes pleins de distinction d'esprit, de délicatesse de cœur, unis à des femmes incapables de les comprendre, de les aimer, de les rendre heureux, et se débattant avec angoisse sous cette chaîne dont ils n'ont pas même le droit de se plaindre sans être ridicules ou coupables? Mais évitons de porter la discussion sur ce terrain glissant où chacun verserait le sang de ses blessures. Dans notre temps où toute hiérarchie s'efface, où toute révolte se propage, où toute notion de devoir s'altère et se relâche, y a-t-il, sous des allures séduisantes et sympathiques, une prédication plus dangereuse que celle qui exagère chez les femmes, dans ces organisations si fines, si susceptibles et si nerveuses, le sentiment des injustices qui les froissent, des priviléges qui leur sont dus, de tout ce qui manque à la société, au mariage, au monde, pour être complétement dignes d'elles? Y a-t-il, au fond, quelque chose de plus contraire à l'esprit de famille, à la stabilité conjugale, à la dignité et au repos de la vie commune, que cette surexcitation de droits chimériques et de griefs imaginaires, devenant, pour les âmes d'élite, un sujet de secrètes douleurs et de mystérieux sacrifices, pour les cœurs vulgaires ou excessifs, un prétexte de rébellions, de récriminations et de désordres? Prenez garde! Derrière vos théories ingénieuses, adoucies, mises à la portée de lecteurs spirituels et d'élégants auditoires, il me serait facile de vous montrer vos alliés, votre aile gauche, de mine moins inoffensive et d'attitude moins rassurante. Ces romans qui se meurent aujourd'hui dans le galimatias et l'ennui, mais qui ont eu leurs jours d'éclat et de triomphe, et qui, en ces jours-là, ont égaré ou dépravé tant d'âmes, qu'étaient-ils, sinon la mise en action et en œuvre, sous des voiles transparents, de ces doctrines d'émancipation ou de supériorité féminine, préludant par des fictions à leurs conquêtes dans la vie réelle? Ces sectes, ces utopies, ces religions qui ont effrayé la société de leurs dogmes impossibles et de leur morale trop facile, que sont-elles, sinon l'application, à l'état de code ou de catéchisme, de toutes ces idées qui sou-

rient dans les salons, grondent dans les ateliers et rugissent dans les rues? Et, sans aller si loin, ces louanges hyperboliques décernées à M. Legouvé et à son discours, dans un journal voué à toutes les opinions malfaisantes, par une plume qui depuis quelque temps a redoublé d'injures contre l'Académie et les honnêtes gens, qu'est-ce donc encore sinon l'*anguis in herba*, sinon la preuve et le présage de la part léonine que le socialisme le moins déguisé espère bien se faire dans ces gracieux systèmes, s'ils réussissaient à prévaloir dans l'économie domestique et sociale? Quel sujet de réflexion et de tristesse pour un homme d'esprit, académicien de la veille, comblé de prévenances par une société polie, serré dans son habit vert dont les duchesses ont brodé au moins une manche, de se voir louer ainsi, avec tant de fracas et de dithyrambe, par celui-là même qui insulte tous ses collègues, qui ne respecte ni la vieillesse honorée, ni les services rendus, ni la retraite studieuse, ni les disgrâces dédommagées par le travail et la gloire ; de le voir évoquer, pour lui complaire, de fantasmagoriques images, des spectres sinistres, comme si, à ce compte, le recueil des *Causes célèbres* n'était pas un arsenal également ouvert au parti des femmes et au parti des maris, comme s'il n'offrait pas, au *verso* de chaque page sanglante, un pendant et une réplique! Quel coup de pavé pour un homme de goût, et quelles lourdes charges que certaines amitiés! L'amitié de M. Pelletan est le contraire d'un bienfait des dieux. Nous qui voudrions tant décider M. Legouvé à avoir enfin un ennemi, nous l'engageons à commencer par celui-là.

Si maintenant nous descendons de cette question à demi mondaine, à demi sociale, à un point de vue plus littéraire, bornons-nous, avant de quitter l'Académie, à indiquer très-légèrement une singularité qui nous a depuis longtemps frappés. Il y a trente ans, lorsque le mouvement et la vie s'étaient retirés d'elle pour se porter dans les rangs des novateurs, lorsque ses séances peu courues n'étaient plus qu'une occasion de revanches stériles et de malédictions impuissantes saisie à ses rares cheveux par quelques invalides de la littérature impériale, on ne s'étonnait pas que la poésie nouvelle, ou, comme on disait alors, l'école romantique, y fût traitée comme une émeute de gamins, une orgie de jeunes fous, demandant la tête des *classiques*, insultant Corneille et Racine, et défrayant de leurs burlesques équipées la plaisanterie des salons et la verve des parodistes. Mais ce que nous avons peine à comprendre, c'est que cette tradition se soit continuée à l'Académie, qu'on ne puisse y parler du romantisme d'alors sans que les vieilles histoires du *polisson de Racine*, des têtes à perruque demandées par les jacobins littéraires et de la ronde du sabbat dansée en plein foyer du Théâtre-Français, y soient évoquées et rajustées comme des formules inhérentes à la

prise d'habit académique : si bien que, pour nous servir des paraboles conjecturales de M. Flourens, un provincial qui ne connaîtrait la littérature de son temps que par les séances de l'illustre assemblée et qui les aurait scrupuleusement suivies depuis trente ans, pourrait s'imaginer que tout, en effet, s'est réduit sur ce point à une sédition d'étudiants ou de rimeurs en goguette, et que, cette sédition une fois réprimée, les mutins rentrés dans l'ordre, toutes choses ont repris leur cours, la gloire des poëtes de 1810 a retrouvé tout son lustre, et rien n'a troublé la succession triomphale de Luce de Lancival et d'Esménard. Il ne se douterait pas que cette sédition, cette orgie, cette émeute, de quelque nom qu'on l'appelle et même en faisant la part des excès et des ridicules qui s'y mêlaient, a été, dans le fait, bien qu'avortée à moitié, toute la littérature, toute la poésie, tout l'art, tout le succès, toute la vie intellectuelle de ce temps ; que tout ce qui s'est écrit en dehors de ce mouvement irrésistible a été nul, froid, routinier, non avenu, ou n'a pu réussir que par des concessions habiles, et que les chefs de cette école factieuse ont fini par entrer dans ce temple même qui leur lançait ses exorcismes et ses anathèmes. Nous le disons en toute franchise, il y a là une tradition qu'il faut rompre, si l'Académie ne veut pas prêter, par ce point heureusement très-secondaire, réel pourtant, à ces agressions absurdes qui la représentent comme momifiée dans une sorte d'immobilisme de mandarins, fermée à tous les souffles, à tous les rayons de l'esprit nouveau. Puisqu'elle possède aujourd'hui ce qui lui manquait en 1826, la réunion des plus grands talents, la sympathie empressée du vrai public, puisque rien de vivant et de viable ne se dit et ne s'écrit en dehors d'elle, il faut qu'elle mette dans les manifestations officielles de sa littérature la même virile indépendance, le même dédain de la routine, le même sentiment des progrès et des libres aspirations de son époque que dans un ordre d'idées plus élevé et plus grave. L'Académie de M. Guizot, de M. Cousin, de M. Villemain, de M. de Montalembert, du duc de Broglie, de M. Vitet, de M. de Lamartine, ne peut plus, ne doit plus être l'Académie de MM. de Jouy, Jay, Baour-Lormian, Etienne et Arnault.

M. de Lamartine ! il faut du courage pour évoquer encore ce grand nom dans une revue littéraire : que penser et que dire des premières pages de ce qu'il appelle son *Cours familier de littérature?* Je voudrais tendre pour lui la main au public d'élite qu'il a si souvent charmé ; mais je me souviens qu'un sentiment, quel qu'il soit, fût-il d'admiration ou de pitié, ne doit jamais faire taire les grandes vérités morales ; je voudrais rappeler au poëte ces vérités inflexibles ; mais je me demande s'il n'y a pas trop d'acharnement et de cruauté à rudoyer ainsi cette immense infortune, supportée avec une sorte de

dignité relative et de laborieuse fermeté. Faut-il cette fois amnistier M. de Lamartine? Faut-il le condamner encore? Au lieu de nous décider d'avance, livrons-nous tout simplement aux impressions que nous laisse cette lecture : les questions délicates sont justement celles où il importe le plus d'être sincère, et où la franchise est la meilleure des habiletés.

Et d'abord, pour commencer par l'accessoire, c'est-à-dire par la littérature, il suffit de feuilleter ce premier cahier pour se convaincre d'un détail que pouvaient aisément pressentir, non-seulement les détracteurs, mais les admirateurs de M. de Lamartine : c'est qu'il n'a pas fait, qu'il ne pouvait pas faire, qu'il ne fera jamais un cours de littérature. Ce cours, si familier qu'on le suppose, ne saurait exister sans un peu de critique, d'analyse, d'étude des ouvrages d'autrui, et c'est là ce qui manque le plus à l'illustre écrivain. Cette nature, si richement douée des facultés créatrices, est essentiellement dépourvue des facultés secondaires de pénétration et de discernement, et dans ses pèlerinages à travers le monde des livres, M. de Lamartine ressemble à un voyageur qui, enfermé dans sa voiture, aurait rêvé au lieu de voir. Qu'il essaie de juger les anciens ou les modernes, Cicéron ou Fénelon, Tacite ou Bossuet, Platon ou Joseph de Maistre, c'est toujours sa pensée qu'il poursuit dans celle des autres, c'est toujours le reflet de ses songes dont il colore l'œuvre si diverse de ces éminents esprits. Ses rencontres, — et elles n'ont, hélas! été que trop fréquentes, — avec les affaires, avec les hommes, avec la vie publique, avec l'histoire, ont prouvé que c'était constamment en lui-même, et comme dans un miroir intérieur, qu'il regardait passer les événements, se dessiner les caractères, se nouer ou se dénouer les drames de la politique, et revivre par la mémoire ou par les archives humaines les grandes scènes des temps disparus. De là son obstination à ne voir et à ne comprendre dans les faits, dans les individus, dans les masses, dans les livres, que ce qu'il y met lui-même, ce qui y serait si tout ici-bas consentait à se conduire d'après les fantaisies brillantes ou le poétique despotisme de son génie : de là ses illusions d'optique, ses erreurs de *trop près* ou de lointain, ses éblouissements volontaires en de capricieux mirages, puis ses désabusements et ses mécomptes : mais non ; peut-on dire que M. de Lamartine éprouve des mécomptes ou qu'il soit désabusé? Ces mots supposeraient qu'il reconnait qu'il s'est trompé, qu'il en revient, qu'il s'en explique les causes, qu'il profite de ses expériences, et il n'en est rien : pour cette imagination imperturbable dans sa sérénité, ce n'est pas son rêve qui a tort de n'avoir pas prévu l'événement, c'est l'événement qui est coupable de n'avoir pas justifié son rêve ; à peu près comme ces malades, qui sont inexcusables de mourir au mo-

ment où ils allaient prouver la science de leur médecin et l'efficacité de ses remèdes.

Comment, dans des conditions pareilles, M. de Lamartine pourrait-il écrire un cours familier de littérature ? Comment pourrait-il donner à des intelligences neuves et simples une idée juste, nette, précise, des ouvrages de l'esprit? Puisqu'il s'agit de familiarité, nous citerons un vieux proverbe : nous dirons que la première charité commence par soi-même, et que M. de Lamartine, en ce cas, donnerait ce qu'il n'a pas. Et loin de nous l'envie de chercher là matière à déprécier son beau génie ! C'est par ses qualités tout comme par ses défauts que nous le croyons incapable de remplir la tâche qu'il s'impose. Malgré l'exemple de Goëthe, qui s'était assez désintéressé de lui-même pour voir juste partout où il regardait, malgré les tentatives peu concluantes de lord Byron et de Chateaubriand, les poëtes ne sont pas des critiques. La poésie, quand on la possède à un degré supérieur, exclut ces aptitudes de second ordre qui consistent à décomposer, à pénétrer une pensée qui n'est pas nôtre, à nous y infiltrer, pour ainsi dire, sans nous y absorber jamais, à en distinguer le fort et le faible, et à déduire avec clarté les motifs de l'approbation et du blâme. « Qui sait, ô grands hommes, si le génie n'est pas une de vos vertus ? » s'est écrié M. de Lamartine lui-même avec cette paradoxale tolérance qui aurait dû dès lors nous inquiéter. Qui sait, ô poëtes, dirons-nous à notre tour, si votre défaut absolu de clairvoyance et d'esprit critique n'est pas une de vos poésies? On le voit, c'est plutôt grandir qu'abaisser M. de Lamartine, que d'affirmer qu'il ne saurait formuler ni motiver des jugements littéraires : il nous donnera autre chose ; de fantasques excursions au milieu des divers siècles, des divers groupes d'écrivains ; de mélancoliques retours vers les tristes ou radieuses visions de sa jeunesse ; des chapitres inédits, retouchés ou répétés, de ses Confidences ; des effusions douloureuses où le *moi* se débattra dans ses tortures, se consolera dans ses grandeurs, se dévoilera dans ses misères, où le sang des plaies inconnues, les larmes des désespoirs cachés, jailliront de l'épiderme ou de la paupière pour couvrir des pages navrantes : mais de littérature, de critique proprement dite, il y en aura peu, et il vaut mieux qu'il n'y en ait point.

Qu'y a-t-il donc ? Nous l'avons déjà dit, et ce premier *Entretien* est là pour le prouver, M. de Lamartine nous raconte comment le sentiment littéraire est né en lui, comment il s'est accru, développé et a fini par le conquérir tout entier. Il y revient sur ces anecdotes, ces images de son adolescence, où tressaillent confusément cette poésie rêveuse, ces communications intimes avec la vie rustique et les tableaux de la nature, ce rayonnement d'une âme juvénile sur les ob-

jets extérieurs, dont il sera plus tard l'instrument sonore et inspiré. Il n'enseigne pas, il n'analyse pas, il se souvient, et ces souvenirs s'épanchent avec cette abondance semblable aux confidences excessives des cœurs délaissés. « Tout devint littéraire à mes yeux, même ma propre vie, » nous dit-il. Nous le savions déjà, mais l'aveu n'en est pas moins instructif à cette heure et sous cette plume. « Les révolutions, ajoute-t-il, la guerre, la diplomatie, la politique, auxquelles je me consacrai, m'apparurent comme les passions de l'adolescence m'étaient apparues, *par leur côté littéraire* : j'aurais voulu que la vie publique mêlât le talent littéraire à tout ; rien ne me paraissait réellement beau dans les champs de bataille, dans les vicissitudes des empires, dans les congrès des cours, dans les discussions des tribunes, que ce qui méritait d'être ou magnifiquement dit ou magnifiquement raconté par le génie des *littérateurs* : » et plus loin : « L'histoire n'était selon moi que la poésie des faits, le poëme épique de la vérité. »

Que vous en semble ? Ne trouvez-vous pas dans ces quelques lignes et dans les pages qui suivent, la clef, le secret de cette existence brillante et mobile où toutes les réalités se sont traduites en sonorités ou en images, où les opinions, les croyances, les actions généreuses ou coupables n'ont été que des vibrations, toujours nouvelles, toujours changeantes, suivant le choc qui les éveille, suivant le souffle qui passe sur le clavier ? Tout s'explique désormais, de ce qui avait paru inexplicable. Cette religion vague et flottante, sur laquelle tant de lecteurs se méprirent et qui s'est évanouïe dans les fumées de l'orgueil, dans les feux de l'Orient, dans les brumes du panthéisme, c'était la littérature, s'emparant, comme de son premier bien, du saint et inaliénable domaine de la foi chrétienne, et y apportant ses ardeurs factices, ses capricieuses alternatives d'assentiment et d'abandon, ses floraisons parasites, prêtes à étouffer la tige sacrée. Ces procédés historiques se jouant des événements et des hommes, des documents et des preuves, créant des figures de fantaisie sous de sévères portiques, improvisant des fresques peintes à la détrempe sur ces murs bâtis par l'histoire et badigeonnés par le roman, c'était la littérature, usurpant ce qu'elle devrait respecter, dominant ce qu'elle devrait servir, remaniant, pour l'éclat et le succès d'un jour, ces vérités du passé si nécessaires à l'intelligence des vérités du présent. Cette intervention passionnée et imprévoyante dans la politique, cette promptitude étourdie à jouer sur un coup de dés la fortune d'un pays, c'était la littérature, imprimant, bon gré, mal gré, aux affaires, aux sérieux intérêts de la vie publique, les émotions, l'imprévu, les péripéties d'un poëme ou d'un drame, traitant la France comme une lectrice,

croyant tout perdu si elle s'ennuie, tout sauvé si elle s'amuse, lui servant un banquet, une émeute, une révolution, un monde suspendu entre des expédients et des abîmes, comme elle lui servirait une épopée, une tragédie gigantesque, dont elle disposerait la mise en scène sans en maîtriser les ressorts, sans en prévoir le dénouement. M. de Lamartine le raconte ainsi, afin de nous faire aimer le travail littéraire, de nous apprendre, par son propre exemple, tout ce qu'il peut donner de force aux phases brillantes de la vie, de soulagement et de recours aux années de disgrâce. Le travail, oui : Dieu nous garde de le calomnier, ce consolateur souverain, ce frère terrestre de la foi et de la prière ! Mais le travail ou, pour mieux dire, l'esprit littéraire ! M. de Lamartine nous apprendrait plutôt à le redouter et à le haïr, en nous montrant, en sa personne, cet envahissement terrible de la littérature finissant par remplir toute l'âme, toute l'intelligence, tout le cœur, tout l'être, par gouverner, en l'absence de toute loi et de tout principe, sa vie intérieure et publique, ses rapports avec son pays et avec lui-même !

Nous avons voulu tout dire, ne nous départir d'aucune de nos rigueurs, ne ménager aucun de ces péchés mignons, passés presque à l'état d'impénitence finale, afin d'avoir le droit d'exprimer comme nous l'éprouvons le sentiment d'admiration douloureuse qu'éveillent les dernières pages de cet *Entretien*. Merveilleux effet de la vérité chez un homme trop habitué à se bercer de mensonge ! Cette fois, M. de Lamartine a été dans le vrai : dans le vrai de ses désenchantements, dans le vrai de ses douleurs, et, — pourquoi ne pas le dire, puisqu'il le dit lui-même ? — dans le vrai de sa détresse ; et tout cela a éclaté dans une de ces explosions magnifiques qui, ouvrant le sol à des profondeurs infinies, épouvantent le regard par un amas de débris fumants, de végétations brûlées, de flammes livides et de cendres calcinées. Plus de poésie factice, de couleurs surchargées, d'artifice de pose ou de langage, de personnalisme hautain arrangeant ses confessions pour le plaisir de ses lecteurs et les joies de sa vanité : un cri, des accents d'une pathétique éloquence qu'aucun art ne saurait contrefaire, une âme meurtrie, brisée, à bout de force et de courage, lasse de se violenter pour paraître calme, et, dans un déchirement suprême, achevant les haillons qui couvrent ses plaies, faisant jaillir à grands flots le sang retenu par les compresses, mettant à nu ses misères, non plus avec cette complaisance théâtrale, fière de l'excès même des souffrances comme d'une supériorité de plus, mais avec une sorte de cynisme sublime, avec ce sanglot des grandes douleurs que nul ne peut entendre sans pâlir et sans frissonner. Et comme, après tout, ce mutilé, ce désolé s'appelle Lamartine, comme le privilége des sentiments sincères et

des émotions passionnées est de rendre la force, la vie, la richesse aux styles appauvris ou fatigués par une production abusive, il se trouve que le grand poëte a reparu tout entier dans ce bilan effroyable, qu'il l'a tracé en quelques images saisissantes, qu'on n'oubliera plus, qui ne mourront pas : « Ce sont autant de fibres saignantes arrachées de mon cœur encore vivant et ensevelies avant moi, pendant que ce cœur bat encore dans ma poitrine comme une horloge qu'on a oublié de démonter en abandonnant une maison, et qui sonne encore dans le vide des heures que personne ne compte plus... » « La vie dans ma situation, et après les épreuves que j'ai traversées ou que je traverse, ressemble à ces spectacles d'où l'on sort le dernier et où l'on stationne malgré soi, en attendant que la foule s'écoule, quand la salle est déjà vide, que les lustres s'éteignent, que les lampes fument, que la scène se dénude avec un lugubre fracas de ses décorations, et que les ombres et les silences, réalités sinistres, rentrent sur cette scène tout à l'heure illuminée et retentissante d'illusions. » Tout ce morceau poignant et navrant est écrit de ce style grandiose, splendide, à la fois éclatant et sombre comme un ciel d'orage, et où les couleurs, les éclairs, les images ressortent de la lutte même du poëte avec la douleur, du choc d'une imagination admirable avec une âme désespérée. Il serait plus froid, plus insensible que nous ne le sommes, le critique qui, en face d'un pareil spectacle, devant de tels débris surnageant dans un tel naufrage, aurait le triste courage de renouveler ses analyses et ses chicanes : s'il ne s'agit que de constater une admiration, une jouissance *littéraire,* proclamons celle-là ; elle est vive, elle est imprévue, et la littérature d'aujourd'hui nous en donne peu de comparables : ajoutons-y un hommage à cette adversité, — mieux que cela, un appel à tous ceux dont l'obole, en tombant dans le casque du poétique Bélisaire, épargnera à la poésie et à la France une humiliation et un deuil ; à tous ceux qui ont aimé et admiré autrefois M. de Lamartine, et qui lui pardonnent. Mais n'en restons pas à cette louange littéraire, à cette amnistie politique, à cette respectueuse aumône d'admiration et de pitié. Ce qui domine tout ceci, c'est une grande leçon ; leçon pour le poëte, et par le poëte. Enivrements poétiques, visions et chimères pénétrant les réalités de la vie, mirages des imaginations brillantes préférés aux vues des esprits sages, illusions caressées, exagérées et perdues, confiance excessive en des systèmes basés sur la vertu humaine, puis découragement et abandon, mépris de l'humanité remplaçant son apothéose, statue commencée avec du marbre, achevée avec du limon et du sable, anathème jeté à des notions immortelles par la destruction de formes passagères, doute, incertitude, néant, regret d'avoir cru, d'avoir espéré, d'avoir vécu,

proclamés comme dernier mot d'une vie agitée et échouée, principes, croyances, devoirs, repliés comme une tente incommode et laissant le champ libre à la brutalité du fait accompli, tout cet ensemble de fautes et de malheurs, d'erreurs et d'expiations, n'est pas à M. de Lamartine seul, mais à nous tous, et celui de nous qui n'a pas péché a seul le droit de jeter la pierre dans ce jardin où une dernière fleur de poésie s'épanouit encore sur un terrain dévasté. Presque tous coupables à des degrés différents, profitons tous de cet éloquent et émouvant exemple ; pressons-nous autour du poëte foudroyé, non plus pour le poursuivre de nos récriminations tardives, de nos mesquines rancunes, mais pour nous instruire et nous raffermir, pour assister à ce *reges, erudimini !* que Bossuet, de nos jours, appliquerait aux royautés du talent mieux encore qu'aux autres. — « Je serais mort déjà mille fois de la mort de Caton, si j'étais de la religion de Caton, nous dit M. de Lamartine ; mais je n'en suis pas. » — De laquelle êtes-vous ? demanderions-nous, si la sympathie même et la tendresse pouvaient excuser une question pareille. Vous êtes malheureux, vous souffrez et vous le dites avec ce paroxysme de franchise qui persuade et qui désarme. Tout s'est écroulé sous vos pas, tout s'est brisé dans votre main. Vous vous êtes fait trop de mal à vous-même pour être bien tranquille dans votre douleur ; vous nous avez fait trop de mal pour qu'un peu de ressentiment et d'amertume ne se mêle pas à notre compassion. Vous vivez pourtant, et le travail vous sauve ; mais le travail est aride : renfermé dans sa condition humaine, il a ses heures de révolte et de lassitude ; le sol qu'il remue est ingrat et stérile si Dieu n'est pas là pour le féconder, si l'ange gardien de vos jeunes années n'étanche jamais sur votre front la sueur des soirées brûlantes. Poëte ! malheureux et cher poëte ! vous n'êtes pas stoïque : soyez chrétien ! Vous n'êtes pas de la religion de Caton : soyez de la nôtre ! Elle seule vous donnera la vraie résignation et le vrai courage.

Armand de Pontmartin.

LE SIÈCLE ET LA PRESSE.

Après un silence gardé pendant plus d'un mois, le *Siècle* et la *Presse* ont cru enfin, l'un et l'autre, devoir s'occuper dans les derniers jours de février de l'article que notre collaborateur M. de Broglie avait publié le 25 janvier précédent. Leur retard explique le nôtre. Ce n'est qu'aujourd'hui que nous avons la parole pour leur répondre.

Le langage de ces deux journaux n'est pas pareil, quoique leur intention soit la même.

Le *Siècle* s'offense qu'on le tienne pour un ennemi de la religion et de l'Église. Le *Siècle* n'est pas un incrédule : c'est un bon chrétien et même un bon catholique qui n'a que les intérêts de la religion à cœur. C'est dans le but charitable d'éclairer l'Église et de la servir qu'il attaque et dénature tous les matins les mandements de tous les évêques de France : c'est également pour venir en aide aux intérêts de la religion catholique qu'il accréditait hier encore, par exemple, dans ses colonnes, l'idée que le secret de la confession n'est pour le clergé qu'un mode de préparer les délations politiques. Toute cette conduite est dictée par un zèle pur auquel le *Correspondant* ne rend pas justice. Le principal grief du *Siècle* contre nous est de l'avoir traité d'*irréligieux*.

La chose est pourtant bien simple et peut se résumer en deux mots. Il ne s'agit que de s'entendre sur les termes de croyant et d'incrédule.

Un croyant, pour nous, est un homme qui reconnaît la divinité de Jésus-Christ, la vérité de la révélation chrétienne, l'infaillible autorité de l'Église. Un incrédule est celui qui les nie.

Si le *Siècle* n'admet pas avec nous toutes ces vérités saintes, pourquoi s'offense-t-il qu'on en fasse la remarque ? s'il les admet, par hasard : nous n'avons nommé personne, à quoi s'est-il reconnu ?

La *Presse* ne se donne pas pour aussi catholique que le *Siècle :* elle a pourtant aussi ses prétentions en ce genre : ce sont des prétentions théologiques : la *Presse* est une théologienne savante qui s'est aperçue que le *Correspondant* est hérétique et qui veut bien l'en avertir. Le *Correspondant* s'est rendu coupable d'hérésie en acceptant, en défendant les libertés des temps modernes. Toutes ces libertés sont condamnées en masse dans un document que la *Presse* a découvert; c'est l'encyclique de Sa Sainteté Grégoire XVI, en date du 15 août 1832, par laquelle furent condamnées les erreurs de M. l'abbé de La Mennais. Après lecture de ce document, dont elle a soin pourtant de ne citer que des fragments, la *Presse* ne conçoit pas que des catholiques puissent encore parler de leur amour pour les libertés publiques.

Si la *Presse* avait jeté les yeux sur la liste des collaborateurs dont le *Correspondant* s'honore, peut-être aurait-elle été avertie de ne pas trop compter sur l'effet imprévu de sa découverte. Elle aurait vu que quelques-uns, du moins, ont fait leurs preuves de soumission à l'encyclique de Grégoire XVI et ne peuvent pas l'avoir tout à fait oubliée. Si ces écrivains ont su alors, dans l'ardeur de la jeunesse, résister aux entraînements de l'éloquence et aux séductions de l'amitié, pour rester fermement attachés aux devoirs de l'obéissance catholique, ce n'est pas aujourd'hui, en présence d'une tombe à peine fermée sur un des plus douloureux exemples de la justice divine, qu'ils viendraient méconnaître la première règle de leur foi et la maxime de toute leur vie. Cela seul aurait dû avertir la *Presse* qu'elle se trompe ou qu'elle trompe ses lecteurs sur la portée et l'application du document qu'elle mutile en le citant.

Nous demandons, en effet, à la *Presse* la permission de chercher ailleurs que dans ses colonnes l'interprétation des actes du chef de l'Église. Cette interprétation pour nous, elle est dans la conduite et dans les leçons des maîtres chargés de nous enseigner. Les commentaires de ce genre n'ont pas manqué, depuis vingt ans, à l'encyclique de Grégoire XVI.

Depuis vingt ans, en effet, l'Eglise et les catholiques ont vécu, sous les yeux du chef de l'Eglise, avec sa pleine approbation, dans tous les pays d'Europe où a prévalu le système des libertés politiques, sous la forme propre aux temps modernes. Des catholiques, des évêques même y ont pris une part active et mémorable. La Belgique a été constituée, puis gouvernée par des hommes d'Etat catholiques, dans la pleine extension des libertés parlementaires : O'Connell et les catholiques d'Irlande sont entrés dans le parlement d'Angleterre sous le drapeau de la liberté religieuse : des prélats de France ont pris part au vote d'une constitution républicaine, et ont appelé sur

elle les bénédictions du Ciel; enfin, le Souverain Pontife lui-même, le successeur de Grégoire XVI, a généreusement accordé à ses sujets une grande part de ces libertés modernes, et elles dureraient encore sur le sol de Rome, si l'odieuse ingratitude des peuples et l'excitation de gens que la *Presse* connaît peut-être mieux que nous, n'avaient étouffé dans son germe cette plante naissante déposée par une main auguste.

Il y a donc dans la conduite des catholiques à l'égard des libertés modernes, un usage légitime et un excès condamné. Nous n'entreprenons pas de faire nous-même cette distinction, pour laquelle cependant un peu de bon sens et un peu de bonne foi suffiraient. Mais nous aimons mieux nous en rapporter à de plus hautes et à de meilleures lumières que les nôtres, aux interprètes naturels de la doctrine catholique, à ceux qui ont qualité pour l'expliquer et l'enseigner.

Puisque la *Presse* porte un intérêt si délicat à la conscience des catholiques, nous l'engageons à lire quelques-unes de ces explications. Elle y verra la solution des difficultés qu'elle nous pose. Nous lui recommandons entre autres un livre justement renommé, fait *ex professo* sur ce sujet, et intitulé : *Cas de conscience, à propos des libertés exercées ou réclamées par les catholiques, ou Accord de la doctrine catholique avec la forme des gouvernements modernes*, par Mgr Parisis, alors évêque de Langres, depuis promu à l'évêché d'Arras [1].

Ce livre a été composé depuis l'encyclique de Grégoire XVI, et cette encyclique n'y est ni éludée ni omise; elle est même citée textuellement en beaucoup d'endroits, notamment aux pages 101 et 126.

Et cependant cet ouvrage a pour but de démontrer (et il y réussit pleinement et sans peine) que les libertés publiques et privées, comme les comprennent les temps modernes, prises dans leur usage modéré et dans leur sens raisonnable, n'ont rien que l'Eglise catholique ne puisse accepter, approuver et appliquer, avec l'aide de Dieu, au bien moral et religieux des sociétés.

A la vérité la *Presse* ne trouvera pas dans cet ouvrage ces principes illimités qu'elle affectionne, ces généralités vagues qui ne tiennent compte ni des distinctions des temps et des lieux, ni de la complexité des faits; ces abstractions philosophiques qui inaugurent les révolutions, mais qui exagèrent, qui compromettent et qui tuent les libertés véritables. Mais toutes les réserves que le savant prélat pouvait faire pour les droits généraux de la politique et de l'histoire, ne l'empêchent pas de comprendre tous les besoins de son siècle et

[1] Paris, chez Jacques Lecoffre, 29, rue du Vieux-Colombier. 1847.

même d'y applaudir sans arrière-pensée et sans regret : « Un regret » de cette nature, dit-il (et nous parlons comme lui et avec lui), » le regret de n'être pas venu au monde dans le moyen âge, sous le » règne de la domination incontestée de l'Eglise, serait une pensée » vaine et pourrait devenir une pensée coupable. Ce regret, nous ne » l'avons jamais eu : et malgré les désolations particulières à notre » siècle, nous y trouvons, dans notre manière de voir, assez de com- » pensation pour l'aimer autant que nous aimerions les plus chrétiens » des siècles passés (p. 144). D'où il concluait formellement (par- » lant des institutions régnantes en 1847), que nous devons accepter, » bénir et soutenir, chacun pour notre part, les institutions libérales » qui règnent aujourd'hui sur la France (p. 321). » Et il terminait en disant que « la grande œuvre des temps modernes devait s'a- » chever par la solution pratique de ce problème : l'union des droits » de l'Eglise et des libertés publiques (p. 328). »

Cette union est le but de nos désirs et de nos efforts : c'est la devise, c'est le drapeau du *Correspondant;* c'est la cause qu'il n'a jamais désertée et à laquelle il veut rester fidèle.

La *Presse* ne veut pas de cette union, elle est très-contrariée qu'on suppose même qu'elle soit possible, et nous le comprenons. Cela dérange le thème qu'elle s'est fait ; cela détruit l'épouvantail qu'elle aime à dresser devant ses lecteurs. Quoi ! la religion catholique ne serait pas l'ennemie jurée des lumières, le tyran des consciences, l'adversaire née de toutes les libertés publiques ? Quoi ! on pourrait être catholique et n'être point ennemi de la raison humaine, et même se montrer digne de la défendre, porter quelque amour à la liberté et même déployer quelque courage à son service ! Mais alors que deviendrait le métier de journaliste ennemi de l'Eglise ? De quoi remplir ses colonnes ? Avec quoi échauffer ses abonnés ? Parlez à la *Presse* d'un autre genre de polémique religieuse, de celle que M. de Broglie a principalement combattue ; de celle qui travaille à creuser un infranchissable fossé entre l'Eglise et les sociétés modernes. C'est celle-là qui convient à la *Presse*, c'est celle-là qui est pour elle le vrai catholicisme, comme il le lui faut pour le combattre bien à son aise. Quand celle-là s'arrête ou s'intimide, la *Presse* est prête à l'exciter, et même à lui fournir des armes. Avec celle-là on peut tenir la partie : on l'avait même très-bien commencée : c'était plaisir de voir engagée, sur toute la ligne, la guerre de la religion et de la liberté, des temps passés et des temps présents, avec les commentaires obligés de tous les crimes fameux de l'histoire, la Saint-Barthélemy et le 2 septembre, les bûchers et les échafauds. Le *Correspondant* est un tiers importun qui est venu déranger au moment critique les combattants. De là le dépit de la

Presse qui croyait tenir la victoire. Il faut que la *Presse* s'y résigne : le *Correspondant* se propose de lui causer, le plus souvent qu'il pourra, ce chagrin-là.

Mais la *Presse* sait-elle dans quel intérêt principalement le *Correspondant* poursuit cet accord de la religion et de la liberté ? Croit-elle que ce soit dans l'intérêt de la religion ? qu'elle se détrompe : c'est la liberté surtout, à nos yeux, qui a besoin de cette alliance, comme c'est elle surtout qui aurait à souffrir du divorce que la *Presse* met tant d'ardeur à établir. C'est cette liberté, jouet de tant de vicissitudes depuis soixante ans, victime de tant de trahisons, déshonorée par tant d'excès, châtiée par de si rudes pénitences, à qui nous voudrions ménager, dans ses mauvais jours, la protection maternelle et le frein salutaire de la religion. La religion profite de la liberté, mais peut s'en passer. Compromise trop souvent dans l'histoire par les excès du pouvoir absolu, elle n'a jamais péri dans ses étreintes : d'imprudents amis lui font tort, mais ne la perdront pas. Mais ce que devient la liberté sans la foi, ce que devient la liberté chez un peuple qui prétend secouer avec le joug de l'autorité matérielle, le frein de l'autorité morale, l'histoire de notre pays est là pour le dire. L'impiété fut le génie malfaisant qui est venu, dès leur berceau, comme jeter un mauvais sort sur les espérances libérales de notre patrie. C'est elle qui les a flétries dans leur germe, corrompues dans leur développement, rendues suspectes et bientôt redoutables à la conscience alarmée des gens de bien. Que la *Presse* continue, s'il lui plaît, à appeler cette influence en aide à la liberté, qui l'a si bien servie. Nous lui chercherons, pour notre part, de meilleurs et de moins perfides alliés.

Le Secrétaire de la Rédaction,
P. DOUHAIRE.



BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

PHILOSOPHIE ET RELIGION. — *Dignité de la raison humaine et nécessité de la révélation divine.*

Sous ce titre, M. l'abbé Maret, doyen de la Faculté de théologie de Paris, vient de publier le premier volume d'un ouvrage dont le *Correspondant* entretiendra ses lecteurs dans un prochain numéro, mais sur lequel nous voulons dès aujourd'hui attirer leur attention. Nous ne pouvons donner une plus juste idée de cette importante publication, qu'en citant les paroles mêmes par lesquelles l'auteur nous en fait connaître le plan et la méthode : « Le premier volume, qui paraît aujourd'hui, est consacré à une étude de la raison et de la nécessité de la révélation. Le but principal de ce volume est de restituer à la raison toute sa dignité naturelle, trop oubliée par des systèmes exclusifs, de la rétablir dans ses droits, afin que, satisfaite dans ses exigences légitimes, elle puisse plus facilement reconnaître ses bornes et le besoin qu'elle a d'une lumière supérieure. Nous discutons, dans ce volume, des doctrines erronées et dangereuses pour la raison comme pour la foi ; et nous restons fidèle à la bonne tradition philosophique, à la bonne tradition théologique, où l'on rencontre facilement le terrain solide sur lequel on peut asseoir l'accord nécessaire de la raison et de la foi. Après avoir démontré la nécessité de la révélation, nous mettons tous nos soins, d'abord à établir son existence, ensuite à dévoiler toute la grandeur, toute la beauté de sa doctrine, l'excellence de ses institutions, l'étendue de ses bienfaits. Pour atteindre ce but, le second volume contient une comparaison du mosaïsme avec les religions de l'antiquité ; et de cette comparaison, qui résume, autant qu'il est en nous, la science contemporaine, résulte une démonstration de la divinité de la révélation à l'époque patriarcale et mosaïque. Dans le troisième et le quatrième volume, les véritables origines du christianisme sont cherchées et sont justifiées ; les faits historiques sur lesquels repose sa divinité sont vengés, et ses grands dogmes sont exposés comme la plus haute philosophie qui puisse être présentée à la raison humaine. L'Eglise, son autorité,

ses institutions, qui se résument dans la hiérarchie et le culte, occupent le cinquième volume. Le sixième, enfin, renferme une étude des rapports du christianisme et de l'Eglise avec la civilisation. »

Ce simple exposé suffit pour démontrer l'importance et l'intérêt d'une œuvre, qui n'est rien moins qu'une apologétique complète du christianisme en rapport avec l'état actuel de l'esprit humain et les données de la science moderne. Nous ne voulons préjuger en rien du sentiment qu'exprimera dans ces colonnes l'écrivain distingué qui s'est réservé l'appréciation détaillée du volume que nous annonçons simplement aujourd'hui, mais nous sommes certain d'avance qu'il dira comme nous, que le livre de M. l'abbé Maret est une des œuvres les plus sérieuses et les plus utiles de notre temps, et que jamais l'illustre auteur de l'*Essai sur le panthéisme* et de la *Théodicée chrétienne*, n'a porté aussi haut que dans ses études sur la Dignité de la Raison humaine et la nécessité de la Révélation divine, la profondeur et la solidité de la science, la sagesse, la force et la lucidité du raisonnement unies à l'élégance du style et souvent à l'éloquence la plus saisissante et la plus vraie.

L'abbé LAVIGERIE.

S. **THOMÆ AQUINATIS**, *doctoris angelici, De Veritate catholicæ fidei contra Gentiles, seu Summa philosophica.* Accedunt præcipua ejusdem doctoris *philosophica Opuscula.* Denuo recensuerunt et cum notis et indice ediderunt P. C. ROUX-LAVERGNE, E. D'YZALGUIER, E. GERMER DURAND, in Nemausensi Assumptionis B. V. M. Collegio Professores. — Nîmes, L. Giraud ; et Paris, Ch. Douniol, 1853, 2 vol. in-8°.

La *Somme philosophique* a été écrite en Italie sous le pontificat d'Urbain IV, c'est-à-dire dans l'intervalle des années 1261 à 1264, et antérieurement à la *Somme théologique*, dont elle forme en quelque sorte l'introduction. Elle se divise en deux parties très distinctes, moins encore par leur objet que par leur méthode. Dans la première, l'auteur traite de l'ordre naturel, et prend pour point de départ les lumières de la simple raison, en se bornant à confirmer ses conclusions par les témoignages de l'enseignement révélé. Dans la seconde, il traite de l'ordre surnaturel, et procède par l'autorité de l'Écriture, ne faisant intervenir la raison que pour constater son accord avec les données de la foi. On voit se dessiner ainsi, rien que par la disposition générale de son livre, toute la doctrine de l'Ange de l'école sur la distinction fondamentale de la théologie et de la philosophie, leur domaine respectif et leurs rapports réciproques ; et les éditeurs ont justement fait ressortir, dans leur préface, toutes les lumières que les hommes sérieux pouvaient puiser à cette source pour la solution de la grande controverse du jour, et de presque toutes celles qui ont agité le monde dans ces dernières années.

L'ouvrage de saint Thomas, en effet, est un traité complet de théodicée,

de psychologie et de morale, au moins dans leurs principes constitutifs. La première partie comprend à elle seule les trois premiers livres, et traite successivement de Dieu considéré en lui-même, dans ses œuvres et dans son gouvernement. La seconde partie, ou le quatrième livre, reproduit exactement les mêmes divisions, mais dans la sphère supérieure de la foi : c'est d'abord Dieu dans sa vie intime, ou la Trinité; puis dans ses œuvres surnaturelles, ou l'Incarnation; et enfin dans son gouvernement réservé, c'est-à-dire les sacrements qui communiquent la grâce, et la gloire qui la consomme. Ces trois points de vue embrassent ainsi l'universalité tout entière des choses divines et humaines, sous leur double face philosophique et théologique; et il n'est point de portion de ce vaste sujet que le génie exact et puissant de l'illustre dominicain n'ait labouré jusque dans ses plus intimes profondeurs.

Mais à part cet intérêt toujours subsistant, et cette indéfectible utilité, qui font des œuvres de saint Thomas le manuel obligé du philosophe et du théologien, la *Somme contre les Gentils* a cet avantage singulier, de parler en quelque sorte notre langue d'aujourd'hui, et de répondre d'avance à nos préoccupations actuelles. Rien de plus différent, comme on sait, que l'*ancien* et le *vieux*. Que de vieilles choses, qui datent à peine de quelques années! Que de choses anciennes, dont la jeunesse semble se renouveler comme le soleil et le printemps! Celles-là sont hors de Dieu ou contre Dieu, et ne peuvent avoir qu'une existence éphémère; les secondes ont leurs racines en lui, et participent en quelque sorte de son éternité. Qui songe aujourd'hui à tous ces grands génies humanitaires, qui hier encore nous étourdissaient de leurs systèmes? Saint Thomas date de six siècles, et il nous paraît aussi jeune qu'un contemporain. Ou plutôt il est dans l'Église comme la pierre de touche du progrès et de la régénération des forces; et ce n'est pas un des symptômes les moins consolants de notre époque, que ce mouvement chaque jour plus considérable qui ramène les esprits fidèles à l'étude des anciens maîtres chrétiens en général, et de l'Ange de l'école en particulier. Sans parler ici, en effet, des nombreux et solides travaux entrepris en France et en Belgique sur saint Bonaventure et saint Anselme, et dont quelques-uns ont été déjà, dans ce recueil même, l'objet de nos appréciations, tout le monde sait que depuis quelques années l'œuvre de saint Thomas a été exploitée dans tous les sens, et que M. l'abbé Drioux, pour nous borner à un seul nom, a multiplié sous toutes les formes et mis à la portée de tous les savoirs la *Somme théologique* du grand docteur. MM. Roux-Lavergne, d'Yzalguier et Germer-Durand, nous donnent aujourd'hui, dans un but analogue, une édition nouvelle de la *Somme philosophique;* et cette association de trois noms sur le frontispice d'un simple travail de critique nous semble déjà annoncer à elle seule des intentions sérieuses, un respect sincère de son auteur et de ses lecteurs, et une longue préméditation de l'œuvre entreprise.

A la suite de la préface dont nous avons déjà parlé, et qui a pour objet de faire apprécier dans ses parties essentielles la doctrine philosophique de saint Thomas, surtout au point de vue des discussions contemporaines,

les éditeurs ont reproduit, en la débarrassant de ses superfluités, la *Dissertation préliminaire* du dominicain De Rubeis. Le corps même de l'ouvrage, ainsi qu'ils l'annoncent dans un court avis au lecteur, a été de leur part l'objet d'un double travail : révision du texte, et explication du sens. La phrase primitive avait été tronquée dans certains endroits, défigurée dans d'autres, ponctuée à rebours dans plusieurs : M. Roux-Lavergne s'est attaché à tout rétablir dans son ordre naturel; et le peu d'exemples qu'il nous cite de ces utiles restitutions suffit à faire apprécier la valeur et l'urgence de cette première partie de son œuvre. Le texte, ainsi rendu à lui-même, demandait encore çà et là quelques éclaircissements, soit à cause de la difficulté du sujet, soit à cause de la terminologie du temps, ou de certaines coupes de phrase particulières à saint Thomas; et les éditeurs y ont pourvu, tantôt par un simple mot intercalé entre crochets, tantôt par de courtes notes rejetées au bas de la page, et empruntées pour la plupart, soit à l'auteur lui-même, soit aux plus illustres docteurs de l'école. Il faut rattacher à ce travail d'illustration du texte les opuscules du saint, au nombre de neuf, annoncés au frontispice de l'ouvrage, et imprimés à la fin du premier volume; ce sont les traités : *De Ente et essentiâ; De Principiis naturæ; De Principio individuationis; De Substantiis separatis seu de angelis; De Unitate intellectûs contrà Averrhoïstas; De Differentiâ divini Verbi et humani; De Naturâ verbi intellectûs; De Instantibus;* et *De Æternitate mundi contra murmurantes.* Le second volume lui-même se termine par un *Relevé* complet des principes qui servent de fondement à la philosophie de saint Thomas, et une *Table alphabétique* des matières les plus importantes traitées dans l'ouvrage, et des mots les plus difficiles expliqués dans les notes; le tout avec renvoi aux numéros du tome et de la page. Les citations de l'Écriture et des auteurs profanes ont été contrôlées avec le même soin que le texte proprement dit; et l'on s'aperçoit aisément que le travail de révision des épreuves a été l'objet de l'attention la plus scrupuleuse. M. Roux-Lavergne a adopté l'orthographe latine ancienne, maintenue du reste jusqu'à nos jours par nos doctes voisins les Allemands : c'est un excès de bien, si l'on veut, mais qui n'en montre pas moins avec quelle conscience extrême les éditeurs ont procédé à leur entreprise. L'exécution typographique et matérielle du livre est elle-même parfaitement digne de tout le reste, et jamais, que nous sachions, occasion plus belle ne s'est présentée d'enrichir sa bibliothèque d'un ouvrage excellent et excellemment traité.

J.-A. Schmit.

L'un des Gérants, Charles DOUNIOL.

FIN DU XXXVIIe VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME Ier (NOUVELLE SÉRIE).

Octobre, — Novembre, — Décembre 1855 ; — Janvier, — Février, — Mars 1856.

Pages.

OCTOBRE.

Œuvres complètes de A.-F. Ozanam, par M. Foisset. 1
Note sur un article de M. Saisset, inséré dans la *Revue des Deux-Mondes* le 1er septembre 1855, par M. A. Gratry. 30
Les bureaux de bienfaisance et le paupérisme en France, par M. A. Cochin. 62
De l'état des doctrines en Judée et en Orient au temps de Jésus-Christ, par M. Poujoulat. 77
Jugements contemporains sur le protestantisme, par M. E. Bonnier. . . 97
Débuts de l'arianisme, par M. le prince de Broglie. 111
Poésies. — L'Assomption, par M. Octave Ducros. 139
Revue littéraire :
I. Théodicée chrétienne, ou itinéraire de l'esprit vers Dieu, par saint Bonaventure, traduction française par M. G.-E. Ubaghs, professeur à l'université catholique de Louvain. 142
II. Les derniers orateurs, 1848-1852, par M. Eugène Loudun.. . . 146
III. Œuvres de Dante Alighiéri : la Divine comédie, la Monarchie, traduction nouvelle, par Sébastien Rhéal 151
IV. Voyage paléographique dans le département de l'Aube, par M. d'Arbois de Jubainville. 158
V. L'Aumônier d'une frégate. 160

NOVEMBRE.

De l'avenir politique de l'Angleterre (1re partie), par M. le comte de Montalembert. 161
Frédéric Ozanam, par le R. P. Lacordaire. 210
Des effets et des causes dans la situation présente, par M. le comte de Carné. 254
La Vierge Marie et le plan divin, par M. Auguste Nicolas. 264
Lettres sur l'Italie, par M. le comte Foucher de Careil. 288
L'*Univers* et le *Correspondant*. 312

DÉCEMBRE.

De l'avenir politique de l'Angleterre (suite et fin), par M. le comte de Montalembert. 322
Terre et ciel, par M. Jean Reynaud. — La vie future, par M. Henry Martin ; article de M. E. de Fontette. 375
Question d'Orient. — Les partisans de la guerre au point de vue conservateur, par M. le marquis de Gontaut Saint-Blancart. 398
Histoire de la Convention par M. de Barante, article de M. Félix Nourrisson. 412
Le Dante et Lamennais, par M. Léopold de Gaillard. 432
De quelques tendances de la littérature française, de 1830 à 1848, par M. H. Mercier de Lacombe. 451

JANVIER 1856.

Des caractères de la polémique religieuse actuelle, par M. le prince de Broglie. 481

Pages.
Écrivains contemporains de l'Allemagne. — Oscar de Redwitz, par M. ANATOLE DE GALLIER. 516
Saint Thomas de Cantorbéry, et sa lutte pour la liberté de l'Église, par M. F.-J. BUSS. 547
De la presse catholique aux États-Unis, par M. FRANZ DE CHAMPAGNY. . 556
L'Église et la raison, par M. FOISSET. 577
Revue littéraire, par M. P. DOUHAIRE. 586
Coup d'œil rétrospectif sur l'exposition universelle de 1855, par M. AMÉDÉE HENNEQUIN (1er article.). 600
Études sur M. Renan et sur les résultats de l'exégèse rationaliste, par le R. P. H. DE VALROGER. 610
Bulletin bibliographique :
I. La religion depuis Adam jusqu'à la fin du monde, par M. l'abbé Bernard. 539
II. Essai sur la fatalité dans le théâtre grec, par M. F.-R Chamboulin. 640

FÉVRIER.

Avertissement du ministre de l'intérieur. 611
Le *Correspondant* et la littérature, par M. A. de PONTMARTIN. . . . 612
Des sources de l'opinion publique dans l'Europe moderne, par M. le baron D'ECKSTEIN. 663
Washington et Lafayette, par M. DE METZ-NOBLAT. 707
Études sur le résultat de l'exégèse rationaliste, par le R. P. H. DE VALROGER. 732
Dantzig, par M. X. MARMIER. 747
Coup d'œil rétrospectif sur l'exposition universelle de 1855, par M. A. HENNEQUIN (2e article). 770
Bulletin bibliographique :
I. Lothaire, roi de Lorraine, fut-il empoisonné par le pape Adrien II, par l'abbé Gorini. 792
II. Essai sur la polémique et la philosophie de Clément d'Alexandrie, par l'abbé Hébert Duperron 794
III. De venerabilis Hildeberti primo cenomanensis episcopi, deinde Turonensis archiepiscopi, vita et scriptis, thesim proponebat V. Hébert Duperron. 795
IV. Les femmes d'Homère. 795

MARS.

Conférences de Toulouse. — Première conférence, par le R. P. LACORDAIRE. 801
Astérius, évêque d'Amasée, par M. VILLEMAIN, de l'Académie française. . 816
Un publiciste monarchique du XVIe siècle, par M. le vicomte DE MEAUX. 840
Philippe Howard, comte d'Arundel, par M. RIO. 861
La Valachie au point de vue diplomatique, par M. CH. LEFEBVRE. . . . 893
Le maréchal de Catinat, par M. L. DE CHARENCEY 917
Revue littéraire, par M. ARMAND DE PONTMARTIN. — Réception de M. Legouvé à l'Académie. — M. de Lamartine et son dernier écrit . . . 933
Le *Siècle* et la *Presse*. 946
Bulletin bibliographique 951

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

IMPRIMERIE DE BEAU, A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, RUE DE PARIS, 80.

TABLE ANALYTIQUE

ET ALPHABÉTIQUE

DU TOME TRENTE-SEPTIÈME

(PREMIER DE LA NOUVELLE SÉRIE.)

ALLEMAGNE. — Coup d'œil sur l'Allemagne d'autrefois et sur l'Allemagne d'aujourd'hui, 747; Berlin, 751. — V. *Prusse*.

AME. — Théorie de M. Jean Reynaud sur l'origine et la destinée de l'homme, dans son ouvrage intitulé *Terre et Ciel*, 374 et suiv. — La *Vie future*, par M. Henri Martin, 393. — V. *Immortalité de l'âme*.

AMÉRIQUE. — États-Unis. De la presse catholique aux États-Unis, 556-576. V. *Presse*. = M. Brownson, rédacteur d'une Revue catholique aux États-Unis, est un véritable Américain, 560. — La constitution américaine, *ibid.* = Les *Know-nothings* de l'Amérique, 570. — Naissance de cette association, 570. — Violence des *Know-nothings*, 572.— Attaque des révolutionnaires contre la propriété en Amérique, 573; contre la famille, 574; contre le pouvoir judiciaire, *ibid.* — Washington et la Fayette, 707-731.

ANGES. — Ce que sont les anges, d'après l'auteur de *Terre et Ciel*, 883.

ANGLETERRE. — *De l'Avenir politique de l'Angleterre,* par M. le comte de Montalembert, 161-209. — Comparaison que fait de l'Angleterre M. de Montalembert, 164. — Jugement sur la politique étrangère de l'Angleterre, 164. — Désastres de l'armée anglaise dans la guerre d'Orient, 165. — Ce qui trompe plusieurs d'entre ceux qui jugent l'Angleterre, 167. — La liberté de discussion en Angleterre, 167. — De la démocratie en Angleterre, 173. — Différents symptômes de l'esprit démocratique en Angleterre, 175. — Principal motif pour l'Angleterre de se rassurer, 178. — Ce qu'il reste d'aristocratie en Angleterre, 180. — La réforme administrative en Angleterre ne peut nuire à la noblesse, 185 *et suiv.* — De la liberté de tester en Angleterre, 195. — Le parlement anglais, 203 *et suiv.* — Le palais de Westminster, 204. — *De l'Avenir politique de l'Angleterre,* par M. de Montalembert, seconde et dernière partie, 321-373. — Les écoles et les uni-

versités de l'Angleterre, 321. — Ce qu'on entend par école en Angleterre, 321. — Les universités d'Oxford et de Cambridge, 324. — Indépendance complète de ces universités à l'égard du pouvoir, 326. — Bases sur lesquelles repose le haut enseignement en Angleterre, 327. — Les étudiants des universités anglaises, 328. — Aspect extérieur de ces universités, 329. — Le catholicisme en Angleterre, 331. — L'anglicanisme, 341. — Le clergé anglican, 341 *et suiv.* — Il est incontestable qu'il y a eu une renaissance religieuse en Angleterre, 342. — La renaissance architecturale au sein du clergé anglican, 345. — De quelques efforts de la société anglaise contre le danger qui la menace, 346. — Sociétés en faveur des classes ouvrières en Angleterre, 347. — L'Angleterre démocratisée restera-t-elle libre? 349. — Des qualités qui peuvent garantir à l'Angleterre sa liberté en dehors de l'aristocratie, 354. — Le respect de l'opinion d'autrui, *ibid.* — Caractère de ses hommes publics, 357. — L'opinion en Angleterre, 358. — De la publicité en Angleterre, 361. — Différence entre la politique extérieure et intérieure de l'Angleterre, 364-368. — Comparaison de l'Angleterre avec l'Espagne, 366. = *Saint Thomas de Cantorbéry et sa lutte pour la liberté de l'Église*, par M. F.-J. Buss, 546. — Henri II, roi d'Angleterre, 551. — Jean, roi d'Angleterre, entre en lutte avec le pape Innocent III, 553. = *Philippe Howard, comte d'Arundel*, 861-892. V. *Howard.*

ANTOINE (Saint). — Aperçu sur sa vie, 121 *et suiv.*

ARIANISME. — *Débuts de l'Arianisme* (fragment d'histoire, par A. de Broglie, 111. — Portrait d'Arius, 126. — Sa condamnation par l'évêque Alexandre, 129. — Appui que lui prêtent Eusèbe de Nicomédie et Eusèbe de Césarée, 130 *et suiv.* — Moyens employés par Arius pour propager sa doctrine, 131. — Intervention de Constantin, 132. — Arius est condamné par Osius, 135.

ARISTOCRATIE. — Ce qu'il reste d'aristocratie en Angleterre, 180. — Conduite de l'aristocratie en Angleterre, 181 *et suiv.* — Alliance de l'aristocratie anglaise, 183. — La réforme administrative ne peut nuire à la noblesse anglaise, 185 *et suiv.* — Ce qui fait la force de l'aristocratie anglaise, 190.

ARTS. — *Lettres sur l'Italie. Giotto à Assise*, 289-311. V. *Giotto.*

Astérius, évêque d'Amasée, par M. Villemain, 816-839.

ATHANASE (Saint). — Son portrait, 127 *et suiv.*

BARANTE (De). — *Histoire de la Convention*, par M. de Barante, 412-432.

BIBLIOGRAPHIE. — Bulletin bibliographique. — *Causeries littéraires et causeries du lundi*, par M. de Pontmartin, 475. — *Histoire de Flers, ses seigneurs, son industrie*, par M. le comte Hector de la Ferrière, 477. — Ouvrages sur la Russie, 586-599. V. *Russie.* — *La religion depuis Adam jusqu'à la fin du monde*, par l'abbé C.-A. Bernard, chanoine de l'église cathédrale de Dijon, 639. — *Essai sur la fatalité dans les théâtres grecs*, par F.-R. Chamboulin, 640. — *Lothaire, roi de Lorraine, fut-il empoisonné par le pape Adrien II?* par l'abbé Gorini, curé de Saint-Denis (Ain), 792. — *Essai sur la polémique et la philosophie de Clément d'Alexandrie*, par l'abbé Hébert Duperron, docteur en lettres, 794. — *De venerabilis Hildeberti primo ceno- manensis episcopi, deinde Turonensis, archiepiscopi vita et scriptis thesim proponebat*, V. Herbert-Duperron, 795. — Les *Femmes d'Homère*, par F.-R. Chamboulin, 795. — *Philosophie et religion.* — *Dignité de la Raison humaine et nécessité de la révélation divine*, par M. l'abbé Maret, 951. — *S. Thomæ Aquinatis, doctoris angelici, de veritate catholicæ fidei contra gentiles, seu summa philosophica; accedunt præcipua ejusdem doctoris philosophica opuscula. Denuo recensuerunt et cum notis et indice ediderunt P.-C. Roux-Lavergne, E. d'Yzalguier, E. Germer Durand, in Nemansensi Assumptionis B. V. M. collegio professores*, 952.

BIENFAISANCE. — Les bureaux de bienfaisance et le paupérisme en France, 60. V. *Paupérisme.* — Du nombre des bureaux de bienfaisance en France, de leurs ressources, 64 *et suiv.*

Bodin. — Bodin et son temps, 840. — Sentiments de ce publiciste, 845.

Bonheur. — Qu'est-ce que le bonheur? 807 *et suiv.* — Ce qui cause le bonheur, 808. — Définition du bonheur, 809. — Quelle est la source du bonheur? 809.

Bonnier (E.), professeur à la Faculté de droit de Paris. — Jugements contemporains sur le protestantisme, 97-110.

Broglie (Prince A. de).— *Débuts de l'Arianisme*, 111-138.— *Des caractères de la polémique religieuse actuelle*, 481-515.

Brownson, fondateur et rédacteur de *Brownson's Quaterly Review.* — Conversion de M Brownson au catholicisme, 556. — Il fonde une revue catholique, 557. V. *Presse, Amérique.*

Carné (Le comte L. de). — *Des effets et des causes dans la situation présente*, 254-263.

Buss (F.-J.), conseiller de cour et professeur de droit à l'université de Fribourg, auteur de *Saint Thomas de Cantorbéry et sa lutte pour la liberté de l'Église*, 547.— M. Buss est un des plus éloquents et des plus énergiques champions de la vérité catholique en Allemagne, 547. — Il a prêté le secours de son talent à Mgr de Vicari, archevêque de Fribourg, 547.

Catinat. — *Le maréchal de Catinat, d'après ses Mémoires et sa Correspondance*, 917-932. — Qualités du maréchal de Catinat, 918. — Sa famille est originaire du Perche, 919. — Son avancement, 921. — Quelques-uns de ses faits d'armes, 921 *et suiv.* — Surnom que lui donnaient les soldats, 923.—Journée de la Marsaille, 924. — Désintéressement de Catinat, 925 *et suiv.* — Son amour de la patrie, 927, — Sa piété, 930 *et suiv.* — Sa mort, 931.

Champagny (Le comte Franz de). — *De la presse catholique aux États-Unis*, par Franz de Champagny, 556-576.

Charencey (L. de), ancien représentant du peuple (Orne). — *Le maréchal de Catinat, d'après ses Mémoires et sa Correspondance*, 917-931.

Charité. — Charité de Frédéric Ozanam, 226. — Ce qu'il y a à faire pour que la charité semble moins pesante, 226.

Chasteté (La). — Tableau de Giotto, 308.

Chrétiens. — Quelles sont les mœurs des chrétiens? 20.

Christianisme. — Bienfaits du christianisme, 2. — Tolérance du christianisme, citation d'un édit de Constantin, 9-116 *et suiv.*— Influence du christianisme sur le droit romain, 11. — Part que le christianisme fait à la raison, 17. — Comment le christianisme fait envisager l'esclavage, 21 *et suiv.* — La dignité de la femme rétablie par le christianisme, 22. — Rapports du christianisme avec les philosophies anciennes, 89. — Différence entre les doctrines du christianisme et celles du paganisme, 90. — La société actuelle prétendant que le christianisme est à réformer, 95. — Décret de Constantin en faveur du christianisme, 116.

Civilisation. — La civilisation est l'œuvre du christianisme, 1 *et suiv.*

Classiques. — Les auteurs païens ont été lus et étudiés de tout temps, 13 et *suiv.*

Cochin (Augustin). — Les bureaux de bienfaisance et le paupérisme en France, 62-76.

Conférences. — Conférences de Toulouse par le R. P. Lacordaire : première conférence, *De la vie en général*, 801, 815,

Convention. — *Histoire de la Convention*, par M. de Barante, de l'Académie française, 412-431. — La constitution de 1791, 421. — Les girondins, 422. — Les divers partis de la Convention, 423, — Lutte entre les girondins et les clubistes, 425. — Désunion de Danton et de Robespierre, 425 *et suiv.* — Chute de Robespierre, 427. — Réaction contre la Montagne, 427. — Seul titre d'honneur de la Convention, 427 *et suiv.* — But que s'est proposé l'historien de la Convention, 430.

Correspondant. — L'*Univers* et le *Correspondant*, 312-320. — Quelques-uns des principes du *Correspondant*, 502 *et suiv.* — Avertissement du ministre de l'intérieur au *Correspondant*, 641. — Conduite de l'*Univers* envers le *Correspondant*, ibid. — Le *Correspondant* et la littérature, par A. de Pontmartin, 642.

Dante et Lamennais, par M. Léopold de Gaillard, 432-450. — On peut, dans le Dante, trouver matière à trois études curieuses, 436. — Ce que Lamennais a trouvé dans le Dante, 437.

Démocratie. — Le progrès de la démocratie est incontestable, 171.—Il faut distinguer deux espèces de démocratie, *ibid.* — La

démocratie propagée en Angleterre, 347. — L'Angleterre démocratisée restera-t-elle libre? 349.

DIEU. — Dieu connu dans le monde, 264. — Jésus-Christ, auteur de la connaissance de Dieu, 269. — Jésus-Christ seul moyen d'aller à Dieu, 272.

DOUHAIRE (P.). — Revue littéraire. Ouvrages français sur la Russie, 586-599. — *Le Siècle et la Presse*, 946-950.

DUCROS DE SIXT (Octave). — Poésies : *Aux Chrétiens.* — *L'Assomption*, 139.

ECKSTEIN (Baron d'). — *Des sources de l'opinion publique dans l'Europe moderne*, 663-706.

ÉDUCATION. — *V.* ENSEIGNEMENT.

ÉGLISE. — Services rendus par l'Église au moyen âge, 2 *et suiv.* — Tendances différentes de l'Église grecque et de l'Église latine, 119. — Coup d'œil sur l'histoire de l'Église à l'avénement de Constantin, 112 *et suiv.*

ÉLOQUENCE. — Saint Ambroise, saint Augustin et saint Léon le Grand, orateurs, 25.

ENFER. — L'enfer nié par l'auteur de *Terre et Ciel*, 381. — Quel est, selon lui, l'avenir réservé à l'homme après sa mort, 381 *et suiv.* — Ce que c'est que l'enfer, par le même auteur, 884.

ENSEIGNEMENT. — Quelle était la constitution de l'enseignement chez les Romains, 12. — Les auteurs païens ont été lus et étudiés de tout temps, 13 *et suiv.* — De l'état des doctrines en Judée et en Orient au temps de Jésus-Christ. — Considérations sur l'enseignement chrétien, par M. Poujoulat, 77.

ESCLAVES. — Ce qu'étaient les esclaves pour les païens, 20. — Comment le christianisme fait envisager l'esclavage, 21.

ESPAGNE. — Comparaison entre l'Angleterre et l'Espagne, 366.

EUSÈBE DE CÉSARÉE. — Son portrait, 112 *et suiv.*

FEMME. — La dignité de la femme rétablie par le christianisme, 22.

FOI. — Accord de la foi et de la raison, 15 *et suiv.* — La foi est invariable, 109.

FOISSET. — Œuvres complètes de A. F. Ozanam, par M. Foisset, 1-29. — L'Église et la raison, 577-585.

FONTETTE. (E. de) — *Terre et Ciel*, par M. Jean Reynaud. — La *Vie future*, par Th. Henri Martin, doyen de la Faculté des lettres de Rennes, 374-397.

FOUCHER DE CAREIL (Comte). — *Lettres sur l'Italie*, 288-311.

FRANCE. — L'Exposition universelle et la guerre de Crimée ont placé notre patrie au premier rang parmi les nations, 254 *et suiv.* — Causes de la prospérité de la France, 256. — Cause de sa richesse, 257. — Ses armées ont été l'admiration du monde entier, pourquoi? 258 *et suiv.* — La France est le centre du mouvement religieux, 259. — Les partisans de la guerre d'Orient au point de vue conservateur, 398. — Arguments que l'on faisait valoir contre la guerre d'Orient, 399. — Ce qu'est la France aux yeux des autres nations, 400. — Le parti pris par la France était le seul qui convînt à sa dignité, 404. = *Histoire de la Convention*, par M. de Barante, 412-431. — De quelle manière l'émigration était envisagée, 415. — Les nations étrangères avaient-elles intérêt à intervenir au temps de l'émigration, 417. — Ce qu'était l'organisation militaire en France avant la révolution de 93-418. — L'opinion en France à cette époque, 419. — *V.* CONVENTION. = *Washington et la Fayette*, 707-731. = *Un Publiciste du seizième siècle et la monarchie française*, 840-860. — Souveraineté royale. — Son étendue, — ses limites, 848. — Pouvoirs intermédiaires, — États-généraux, 851. — Parlements, 854. — Garanties contre l'arbitraire, 856. = Le *Maréchal de Catinat d'après ses Mémoires et sa Correspondance*, 916-932. — *V.* CATINAT.

FRANÇOIS D'ASSISE (Saint). — Sa légende, 288 *et suiv.* — Portrait de saint François d'Assise, 295. — Saint François devant la cour de Rome (tableau du Giotto), 298. — Saint François devant le soudan (tableau du même peintre), 299. — La jeunesse de saint François d'Assise peinte par Giotto, 301. — Mariage de saint François avec la pauvreté, par Giotto, 305.

GAILLARD (Léopold de). — *Le Dante et Lamennais*, par L. de Gaillard, 432, 450.

GALLIER (Anatole de). — *Oscar de Redwitz*, 516-546.

GÉOGRAPHIE. — *Amasée*, ville de l'Asie Mineure, 816.

GIOTTO. — *Giotto à Assise.* — *L'Église su-*

périeure et la légende, 288. — Chanson de Giotto contre la pauvreté, 289. — Aperçu sur la vie de Giotto, 291. — Goût de la grande architecture introduite par Giotto, 292. — Portrait de saint François par Giotto, 295. — La vie du saint peinte par le même, 295. — *Giotto à Assise.*— L'Église inférieure. — L'Apothéose, 299. — Le mariage de saint François d'Assise avec la pauvreté, 305. — Tableau de la Chasteté par le même peintre, 308.

Gontaut Saint-Blancard (Marquis de). — *Question d'Orient. — Les partisans de la guerre au point de vue conservateur*, 398-411.

Gratry (Le Père), de l'Oratoire. — Note sur un article de M. Saisset contre la logique du P. Gratry, 30, 61.—Comment M. Saisset prétend prouver que le P. Gratry est un esprit exalté, 53. — Comment on prouve que ce même Père est un esprit violent, 55.

Hennequin (Amédée). — *Coup d'œil rétrospectif sur l'Exposition universelle*, 600, 617. — Deuxième article, 770, 791.

Histoire. — *Les derniers Orateurs*, par M. Eugène Loudun, 146. — *De l'Avenir politique de l'Angleterre*, par M. le comte de Montalembert, 161, 209. *V.* Angleterre. — *Des Effets et des Causes dans la situation présente*, par M. de Carné, 254, 263. — École historique à laquelle appartient M. de Barante, 412. — L'étude de l'histoire semble née dans notre siècle, 469. — M. Thiers historien, 469. — M. Augustin Thierry, 470. — Divers travaux historiques, 472. — L'*Histoire de sainte Élisabeth de Hongrie*, par M. de Montalembert, 472. — *Des sources de l'opinion publique dans l'Europe moderne*, 663, 716. *V.* Opinion. — D'un mouvement dans les études historiques, qui vient à l'appui des efforts pour la reconstruction d'une société nouvelle, 686. — *Washington et la Fayette*, 707, 731. — *Un publiciste du* XVI*e siècle et la monarchie française*, 840, 860. *V.* France. — La Valachie au point de vue diplomatique, 893. *V.* Valachie, Moyen Age, Société.

Histoire ecclésiastique. — Portrait d'Eusèbe de Césarée, 112 *et suiv.* — Eusèbe de Nicomédie, 113. — Édits de Constantin en faveur du christianisme, 114 *et suiv.* — *Débuts de l'arianisme*, 118 *et suiv. V.* Arianisme. — Saint Antoine, 121. — *Saint Thomas de Cantorbéry et sa lutte pour la liberté de l'Église*, par M. F.-J. Buss, conseiller de cour et professeur de droit à l'université de Fribourg, 547. — *Astérius, évêque d'Amsée*, 816-839. *V.* Christianisme, Église, Homme. — L'unité de l'espèce humaine niée par un professeur à la Faculté de médecine, 3. — Théorie de M. Jean Reynaud sur l'origine et la destinée de l'homme, dans son ouvrage *Terre et Ciel*, 374 *et suiv.* — Opinion de M. Renan sur l'unité originaire de l'espèce humaine, 624. — L'homme suivant le P. Lacordaire, 804. — Le bonheur est la fin dernière de l'homme, 806. *V.* Bonheur.

Industrie. — *Coup d'œil rétrospectif sur l'Exposition universelle de* 1855, 600-617. — Quelles lumières l'Exposition de l'industrie a-t-elle jetées sur l'économie du travail chez les différents peuples, 601. — Industrie de la Belgique (Verviers), 606. — Exposition faite par le Canada, 609. — La Guyane, 611. — L'Algérie, 613. — Le Danemark, 614. — L'Autriche, 615. — La noblesse aujourd'hui se livre à l'industrie, 617. — *Coup d'œil rétrospectif sur l'Exposition universelle de* 1855 (2e article), 770, 791.— L'industrie en Bohême dirigée par les nobles, 771. — Le comte de Thun, manufacturier, 771 *et suiv.* — Industrie de l'Italie, 777. — Un des résultats des expositions universelles est de vulgariser l'industrie artistique, 782. — A quoi sert l'invention des machines, 785 *et suiv.*

Howard (Philippe), comte d'Arundel. — Philippe Howard à la cour d'Élisabeth, 864 *et suiv.* — Sa conversion, 869. — Son arrestation, 873. — Son emprisonnement, 874 *et suiv.* — Ses souffrances, 875. — Les calomnies que l'on invente contre lui, 876. — Sa piété, 877. — Il est accusé de haute trahison, 880. — Sa mort, 890.

Immortalité de l'ame. — Quel est l'avenir réservé à l'âme de l'homme, selon l'auteur de *Terre et Ciel*, 381 *et suiv.*— *La Vie future*, par M. A. Henri Martin, 393 *et suiv.*

Impiété. — Le voltairianisme est aujourd'hui plus répandu qu'on ne le pense, 3

Italie. — *Lettres sur l'Italie*, par le comte Foucher de Careil, 288-311. — La vengeance est l'éternelle plaie de l'Italie, 443. — La Papauté est-elle un obstacle au bonheur et à l'unité de l'Italie, 439 *et suiv.* — Quelle est la réforme qui est nécessaire à l'Italie, 447.

Jésus-Christ. — Jésus-Christ auteur de la connaissance de Dieu, 269. — Jésus-Christ seul moyen d'aller à Dieu, 272. — Marie fait connaître Jésus-Christ, 277. — Marie conduit à Jésus-Christ, 283.

Judée. — De l'état des doctrines en Judée et en Orient au temps de Jésus-Christ, 77. — Les différentes sectes judaïques, 78. — Les pharisiens, 78 *et suiv.* — Les sadducéens, 80. — Les esséniens, 81. — Les galiléens, 86. — Les hérodiens, 87.

Lacordaire. — *Frédéric Ozanam*, 210-255. — Conférences de Toulouse. — Première conférence, *De la vie en général*, 801-815.

La Fayette. — *Washington et la Fayette*, 707-731.

Lamartine (De). — Son cours familier de littérature, 939. — M. de Lamartine ne peut pas faire un cours de littérature, 940.

Lamennais. — *Le Dante et Lamennais*, par M. Léopold de Gaillard, 432-450. — Rapprochements et dissemblances entre Lamennais et Dante, 433 *et suiv.* — Caractère de Lamennais, 434. — Coup d'œil sur l'ensemble de la vie de M. de Lamennais, 453.

Lefebvre (Thibault), avocat à la cour de cassation et au conseil d'État. — *La Valachie au point de vue diplomatique*, 892-916.

Lenormant (François). — Réclamation de la Société de l'Eure au sujet de l'article de M. François Lenormant, intitulé : *De l'authenticité des monuments découverts à la chapelle Saint-Éloi*, et inséré dans le *Correspondant* du 25 septembre 1855, note de M. Lenormant, 796-800.

Léon le Grand (Saint). — Son portrait, 25.

Liberté. — La liberté de discussion en Angleterre, 167 *et suiv.* — Bienfaits de la liberté, 173. — La religion n'est point l'ennemie de la liberté, 438. — L'impiété soutient que la religion est ennemie de la liberté religieuse, 296. — Quelle est l'alliée naturelle de toute tyrannie, 297. — Comment la religion est-elle défendue, *ibid.* = *Saint Thomas de Cantorbéry et sa lutte poar la liberté de l'Église*, par M. F.-J. Buss, 547-555.

Littérature. — Décadence de la littérature latine, 12. — Alliance de l'Évangile et de la littérature profane, 13. — La langue latine a-t-elle été corrompue par le christianisme, 23. — Saint Ambroise et saint Augustin envisagés comme orateurs, 25. — Poésie : *Aux chrétiens. Assomption*, par Octave Ducros (de Sixt), 139 *et suiv.* — Revue littéraire, 142. — *Les derniers Orateurs*, par M. Eugène Loudun, 146. — OEuvres de Dante Alighieri : la *Divine Comédie*, la *Monarchie*, traduction nouvelle, par Sébastien Rhéal, 151. — Littérature. De quelques tendances de la littérature française, de 1830 à 1848. — Histoire de la littérature française sous le gouvernement de Juillet, par M. Alfred Nettement, 451-474. — M. de Lamennais, 453. — Les premiers chants de M. de Lamartine et de M. Victor Hugo, 456. — Comparaison du XIXe siècle avec le XVIIe, 456 *et suiv.* — Le sentiment de la nature n'est pas né dans notre siècle, 457. — On remarque dans la littérature de l'époque que nous étudions une tendance au panthéisme, 461. — M. Joubert, continuateur de la Bruyère, 465. — L'esprit révolutionnaire dans la littérature, 467 *et suiv.* — L'étude de l'histoire semble née dans notre siècle, 469. — Image de l'esprit révolutionnaire dans une tragédie du poëte allemand Werner, 474. — Écrivains contemporains de l'Allemagne : Oscar de Redwitz, 516-546. *V.* Redwitz. — La littérature est une des expressions de la civilisation et de la société françaises, 642. — La littérature en France n'est pas près de périr, mais elle est moins estimée; pourquoi? 643. — La critique aujourd'hui est ce qu'elle était autrefois, 644. — La littérature sous le Consulat, 646 *et suiv.* — MM. Joseph de Maistre, de Bonald, de Chateaubriand, de Lamennais, 647. — Réaction contre la littérature antireligieuse, 648. — Le romantisme, 649. — La critique après 1848, 654. — Quel aurait pu être son rôle à

cette époque, 656. — Ce qu'il a été, 659. Cours familier de M. de Lamartine, 935. *V.* Lamartine. = Revue littéraire : Réception de M. Legouvé à l'Académie française.

Marie. — *La Vierge Marie et le plan divin; — nouvelles études sur le Christianisme*, par M. Auguste Nicolas, 264-287. — Marie fait connaître Jésus-Christ, 277, — Marie conduit à Jésus-Christ, 283.

Marmier (X.). — *Au nord de la Prusse, Dantzig*, 747-769.

Meaux (Vicomte de). — *Un publiciste du seizième siècle et la monarchie française*, 840-860.

Metz-Noblat (A. de). — *Washington et Lafayette*, 707-731.

Martin (Th. Henri), doyen de la Faculté des lettres de Rennes, auteur de la *Vie future*, 374.

Moines. — Reproche fait au monachisme, 19. — Ce que c'est qu'un moine, 20. — Les thérapeutes de l'Égypte, 87. — Les ascètes, 121.

Montalembert (Comte de). — *De l'avenir politique de l'Angleterre* (première partie), 161-209. — Le premier il a signalé aux catholiques français les souffrances et les gloires de leurs frères d'Irlande. 339. — *De l'avenir politique de l'Angleterre*, seconde et dernière partie, 321-373.

Moyen age. — Bienfaits du christianisme au moyen âge, 1 *et suiv.* — Juste appréciation du moyen âge, 2 *et suiv.* — Le monde au cinquième siècle, 5. — Le moyen âge entre libres penseurs, 534.— Le moyen âge apprécié par M. Brownson, publiciste catholique américain, 565.

Nicolas (Auguste). — *La Vierge Marie et le plan divin; nouvelles études sur le Christianisme*, par M. Auguste Nicolas, 264-287.

Nourisson (J. Félix). — *Histoire de la Convention*, par M. de Barante, de l'Académie française, 412-431.

Opinion. — *Des sources de l'opinion publique dans l'Europe moderne*, 663-706. — Du foyer de l'opinion dans l'Europe centrale, 663. — Ce qui forme le caractère de l'opinion, 664. — D'où nait la puissance de l'opinion chez les peuples qui ont perdu leur esprit public, 668. — Comment se développa la force de l'opinion au sein de la vie privée chez les peuples de l'Europe moderne, 675. — Du rôle de la science dans la formation de l'esprit public au sein de l'Europe moderne, 677. — De la marche de l'opinion en France et en Allemagne durant la Révolution et sous l'Empire, 680. Des changements survenus dans l'état de l'opinion depuis la naissance du gouvernement représentatif, 683.

Orient. — De l'état des doctrines en Judée et en Orient au temps de la venue de Jésus-Christ, 77. — Les thérapeutes de l'Égypte, 87. = Question d'Orient. — *Les partisans de la guerre au point de vue conservateur*, 398-411. — Arguments que l'on faisait valoir en France contre la guerre, 399. — *V.* France.

Ouvriers. — Société en faveur des classes ouvrières en Angleterre, 347.

Ozanam (A.-F.). — Œuvres complètes de A.-F. Ozanam, tome I et II. — Histoire de la civilisation au cinquième siècle, 1. — Touchant sacrifice que fait de lui-même à Dieu Ozanam (citation), 28 et 248. — *Frédéric Ozanam*, par le R. P. Lacordaire, 210-253. — Portrait physique d'Ozanam, 212. — Sa famille, 216. — Sa piété filiale, 217. — Ozanam, un des huit fondateurs de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, 224. — Sa charité, 226. Ozanam aux leçons de la Sorbonne et du Collége de France, 228. — Il est reçu docteur en droit et dans la Faculté des lettres, 229. — Il est élu professeur à la Sorbonne, 231. — Son mariage, 232. — Leçons d'Ozanam, 233. — Il est nommé titulaire à une chaire de la Faculté dans l'Académie de Paris, à 32 ans, 238. — Études et projets d'Ozanam, 240 *et suiv.* Voyage en Espagne, 246. — Nouveau voyage en Italie, 247. — Sa vie dans l'intérieur de sa famille, 251.

Paganisme. — Le paganisme n'a pas disparu tout à coup, il survécut aux édits des empereurs, 5. — Ce qui le soutenait, 6. Il y a dans les temps modernes une multitude de païens, *ibid.* — Ce que c'est que le paganisme, *ibid.* — Le culte païen et ses sacrifices, 7. — Les mœurs chez les païens, 8. — Deux choses ont fait succomber le paganisme, la controverse et la charité, 9. — Différence entre la doctrine du paganisme et celle du christia-

nisme, 89. — Dans le paganisme la douleur et la misère étaient sans consolation, 91. — Déclin du paganisme sous Constantin, 117 *et suiv.*

Papauté. — Suprématie de la Papauté toujours reconnue et exercée, 18 *et suiv.* — Est-il vrai que la Papauté est l'éternel obstacle au bonheur et à l'unité de l'Italie? 439 *et suiv.*

Paradis. — Le paradis nié par l'auteur de *Ciel et terre*, 382 *et suiv.* — Avenir qui attend le juste après la mort, 382 *et suiv.*

Paupérisme. — Les bureaux de bienfaisance et le paupérisme en France. — Rapport au ministre de l'intérieur, par le baron de Watteville, inspecteur général des établissements de bienfaisance, 62. — Il est bien difficile d'établir le nombre exact des indigents en France, cependant il est moins grand que chez les principales nations de l'Europe, 72 *et suiv.*

Pauvreté. — Mariage de saint François d'Assise avec la pauvreté (tableau de Giotto), 305.

Péché Originel. — Ce qu'en dit l'auteur de *Ciel et terre*, 377.

Philosophie. — La philosophie se fait le soutien du paganisme, 6 et 8. — Accord de la religion et de la philosophie, 15. — Note sur un article de M. Saisset contre la logique du P. Gratry, 30. — La théologie et la philosophie doivent-elles être entièrement séparées l'une de l'autre? 31. — La philosophie du clergé selon M. Saisset, 31. — De l'induction, 36 *et suiv.* — Définition de l'induction d'après le P. Gratry, 38. = Le P. Gratry se défendant d'introduire une logique nouvelle, 47 *et suiv.* = Les cabalistes, secte philosophique chez les Hébreux, 88. — Rapports du christianisme avec les philosophies anciennes, 89. — Origine de l'école néo-platonicienne d'Alexandrie, 123. — Ressemblance et différence des doctrines de cette école d'avec celle du christianisme, 125 *et suiv.* — *Terre et ciel*, par M. Jean Reynaud. — La *Vie future*, par Th.-Henri Martin, doyen de la Faculté des lettres de Rennes, 374, 397. — Dans son système M. Jean Reynaud admet la métempsycose, 375. Réputation du système de M. Jean Reynaud, 385 *et suiv.* — Autre réfutation de M. Jean Reynaud par M. Henri Martin, 395 *et suiv.* = *Étude sur M. Renan et sur les résultats de l'exégèse rationaliste* (premier art.), 618-638. — Comment M. Renan explique la création, 620. — Selon le même auteur l'homme a improvisé le langage, 622. — Son opinion sur l'unité originaire de l'espèce humaine, 624. = D'une réaction philosophique introduite dans l'ensemble des sciences de de la nature au temps actuel, 691. — De l'action du socialisme et du communisme substitué à celle de la Révolution, 694.

Piété. — L'*Aumônier d'une frégate*, ou *le livre du marin chrétien*, 160.

Poésie. — La poésie chrétienne aux premiers siècles du christianisme, 26.

Politique. — Question d'Orient. — *Les partisans de la guerre au point de vue conservateur*, 398-411. — D'une solution politique dans les destinées européennes, 701.

Pontmartin (Armand de). — Études littéraires. — Le *Correspondant et la littérature*, 642-662. — Revue littéraire : Réception de M. Legouvé à l'Académie; — Cours familier de littérature de M. de Lamartine, 933, 945.

Presse.—De la publicité en Angleterre, 361. — Le goût de disputer de théologie s'est emparé de la presse, 481. — Le caractère de la polémique religieuse peut servir comme de thermomètre pour connaître le véritable état des sentiments religieux d'un pays, 483. — Il y a plusieurs sortes de presses parlant à divers publics, *ibid.* — La presse du grand monde littéraire, *ibid.* — Cette presse était autrefois bienveillante envers le catholicisme, 483. — Elle a changé de ton aujourd'hui envers les catholiques, 484. — La presse révolutionnaire, 485. — Cette presse a toujours été hostile à la religion, 485. — Mais elle l'est davantage aujourd'hui ; pourquoi? La presse patronnée par le gouvernement, qui autrefois était si bien disposée pour l'Eglise, s'est tout à fait refroidie, 487. — En sorte qu'il faut constater que la religion n'est pas en progrès parmi nous, 488. — Quelles sont les causes de ce mal? 489. D'abord le cours des événements, *ibid;* — en second lieu, c'est à la direction donnée à la défense de la religion par les

écrivains qui s'en occupent principalement qu'il faut attribuer la modification regrettable de l'esprit public, 491. — Le reproche fait à ces défenseurs ne porte pas sur la forme, mais sur le fond, 491. — De quelle manière ces publicistes défendent aujourd'hui la religion? 493. — Dans les questions philosophiques, 493. — *V.* Philosophie. — L'impiété soutient que la religion est ennemie de la liberté religieuse, 296. — Qu'elle est l'alliée naturelle de toute tyrannie? 297. — Comment est-elle défendue? *ibid.* — Pourquoi la presse incrédule met-elle tant de soin à populariser les organes principaux de la polémique religieuse? 498. — Le procédé que la presse religieuse emploie pour défendre la religion en éloigne un certain nombre de personnes qui lui étaient sympathiques, 499. = Quelques-uns des principes du *Correspondant*, 502 *et suiv.* = De la presse catholique aux États-Unis, 556, 576. — Fondation d'une *Revue catholique* aux États-Unis, par M. Brownson, 557. — Attitude qu'il lui a fait prendre, 559. — M. Brownson admet et justifie l'esclavage, 561. — Opinion de ce publiciste au sujet de la guerre d'Orient, 562 *et suiv.* — Il veut la suprématie du pouvoir spirituel, 564. — Il a un système historique à lui, 564 *et suiv.* — Ce qu'il pense du moyen âge, 565. — Quel est son genre de critique? 566 *et suiv.* — Son indépendance politique, 568. — Sa conduite envers les *know-nothings*, 570. — Il combat à outrance l'esprit révolutionnaire, 572. — *Le Siècle et la Presse*, par M. P. Douhaire, 946, 950.

Protestantisme. — Des jugements contemporains sur le protestantisme, 97. — La cause du protestantisme est-elle celle de la raison et de la liberté? 98. — A quelle époque remonte l'origine du luthéranisme? 100. — Quel est le principe du protestantisme, d'après M. Rémusat, 101. — Double résultat de ce principe, 102. — Doctrine, style et mœurs de Luther, 104 *et suiv.* — Véritable principe fondamental du protestantisme, 107 *et suiv.* — Quelles ont été les conséquences de la réforme? 108.

Prusse. — *Berlin*, 751. — *Dantzig*, 755.

Raison. — Accord de la foi et de la raison, 15 *et suiv.* — Part que la religion fait à la raison, 17. — La raison raisonne-t-elle différemment en physique et en métaphysique? 33 *et suiv.* — La raison ne raisonne-t-elle pas en géométrie de la même manière qu'elle le fait et en physique et en métaphysique? 38 *et suiv.* — Les ennemis de la religion prétendent qu'il existe un antagonisme radical entre la raison et la foi, 493. — Comment les publicistes religieux la défendent de cette calomnie, 493 *et suiv.* — Il n'y a point antagonisme entre la foi et la raison, 502. — L'Église et la raison, 577-585. — Quatre propositions doctrinales sur les forces et les limites de la raison, approuvées par le souverain Pontife, 577. — Elles nous montrent la vérité entre deux excès, entre le *traditionalisme*, qui ôte à la raison toute sa force, et le *rationalisme*, qui l'exalte outre mesure, 578. — Cette doctrine a toujours été celle de l'Église, 580. — De saint Augustin, *ibid.* — De saint Bonaventure, 581. — De saint Anselme, *ibid.* — Alliance entre la foi et la raison, 583.

Rationalisme. — Étude sur M. Renan et sur les résultats de l'exégèse rationaliste (premier article). = *Histoire générale des langues sémitiques*, par M. E. Renan, 618-638. — *V.* Philosophie. = Études sur les résultats de l'exégèse rationaliste, 733, 746.

Redwitz (Oscar de). — *Amarante*, 16e édition, 1853. — *Gedichte* (poésies), 3e édit., Mayence, 1852. — *Ein Mærchen* (un conte), 5e édit., Mayence, 1853. — *Siegelinde, eine Tragœdie*, Mayence, 1854 — Notice sur le baron Oscar de Redwitz, 521. — Il compose son *Amarante*, 522. — Quelques citations, 522 *et suiv.* — Succès de cet ouvrage, 523. — Analyse du poëme, citations, 526 *et suiv.* — Conte du Sapin et du Ruisseau, 539. — Drame de *Siegelinde*, *ibid.*

Religion catholique. — La religion catholique a d'imprudents défenseurs, 97. — Le catholicisme en Angleterre, 331 *et suiv.* — Il est important pour les catholiques de l'Angleterre de ne pas froisser ou braver le sentiment national, 335. — La religion est-elle ennemie de la liberté? 438. = *Des caractères de la polémique religieuse actuelle*, par le prince Albert de Broglie, 481-515. — *V.* Presse. —

De quelle façon les ennemis de la religion l'ont toujours attaquée, 492. — Comment l'Église s'est toujours défendue, 492. — L'Eglise n'est point l'ennemie de la liberté religieuse, 505 *et suiv.* — Ni l'alliée naturelle de la tyrannie, 511. = *Saint Thomas de Cantorbéry et sa lutte pour la liberté de l'Eglise*, par M. F. J. Buss, 547. = De la presse catholique aux États-Unis, 556-576. — Ce qu'était, il y a quelques années, le catholicisme aux États-Unis, 558. — La religion admet toutes les espèces de gouvernements, 564. — L'Église et la raison, 577-585. = De l'action de la religion sur le siècle, 696. = *Astérius, évêque d'Amasée*, 816-839. — V. Paganisme, Christianisme.

Renan. — *Étude sur M. Renan et sur les résultats de l'exégèse rationaliste* (premier article). — Histoire générale des langues sémitiques, par M. E. Renan, 618-638. — Discussion entre le P. de Valroger et M. Renan, 732-746.

Résurrection. — Explication ingénieuse de la résurrection, 394.

Reynaud (M. Jean). — Auteur de *Terre et Ciel*, 374.

Rio. — *Philippe Howard, comte d'Arundel*, par M. Rio, 860-892.

Russie. — Mémoire du voyage fait en Russie en 1586 par Jehan Sauvage, 586. — Mœurs et usages des Russes, 587 *et suiv.* — Arkhangel, son commerce, 589. — *Estat de l'empire de Russie et grande duché de Moscovie, avec ce qui s'y est passé de plus mémorable et tragique pendant le règne de quatre empereurs, à sçavoir depuis l'an* 1590 *jusque en l'an* 1606, *en septembre*, par le capitaine Margeret, 590. — Le faux Démétrius, successeur de Boris Godounof, 591. — Son caractère, 591 *et suiv.* — Mœurs des Russes, il y a deux cents ans, comparées avec celles d'aujourd'hui, 595. — L'organisation militaire à l'époque du capitaine Margeret, 597.

Saisset. — Note sur un article de M. Saisset contre la logique du P. Gratry, 50. — Plan d'attaque de M. Saisset contre l'ouvrage du P. Gratry, *ibid.* — V. Philosophie.

Science. — Du rôle de la science dans la formation de l'esprit public au sein de l'Europe moderne, 677.

Sciences. — *Voyage paléographique dans le département de l'Aube*, par H. d'Arbois de Jubainville, 158.

Société. — La société fondée par le christianisme, éléments dont elle se sert : la Papauté et le Monachisme, 18. — Ce que pense la société actuelle du christianisme, 94 *et suiv.* — Coup d'œil sur l'état de la société au dix-neuvième siècle, par le P. Lacordaire, 214. — Des sources de l'opinion publique dans l'Europe moderne, 665, 706. — V. Opinion.

Tertullien. — Son portrait, 23.

Théologie. — La théologie et la philosophie doivent-elles être entièrement séparées l'une de l'autre, 51. — Le P. Gratry accusé de vouloir porter jusque dans la théologie le mouvement et le progrès. — Théodicée chrétienne ou Itinéraire de l'esprit vers Dieu, par saint Bonaventure, 142. — De la connaissance de Dieu, ou Monologue et Prosloge avec ses appendices, de saint Anselme, 142.

Thomas (Saint) de Cantorbéry, et sa lutte pour la liberté de l'Église, par M. F.-J. Buss, conseiller de cour et professeur de droit à l'université de Fribourg, 547.

Univers. — La pluralité des mondes, d'après l'auteur de *Terre et Ciel*, 375. — Ce système examiné par M. Henri Martin, dans son ouvrage : la *Vie future*, 395.

Univers (Journal l').— L'*Univers* et le *Correspondant*, 312-320; 480. — Conduite de l'*Univers* envers le *Correspondant*, 641.

Valachie. — *La Valachie au point de vue diplomatique*, 893-916. — *Situation diplomatique de la Valachie à l'égard de la Turquie*, 894 et 904.

Valroger (H. de) (O. J. C.). — *Étude sur M. Renan et sur les résultats de l'exégèse rationaliste* (premier article), 618, 638. — Lettre du P. de Valroger au secrétaire de rédaction du *Correspondant*, au sujet de son article sur M. Renan, 732, 746.

Vertu. — La bonhomie tend à disparaître de notre société moderne, 463.

Vices. — L'orgueil et la concupiscence, 466 *et suiv.*

Vie. — *De la vie en général*, conférence du R. P. Lacordaire, 801-815. — Qu'est-ce que la vie? 802.

VILLEMAIN. — Asterius, évêque.
WASHINGTON. — *Histoire de Washington et de la fondation de la république des États-Unis,* par M. Cornelis de Witt, 707.
WATTEVILLE (Le baron de). — Les bureaux de bienfaisance et le paupérisme en France. — Rapport du ministre de l'intérieur par le baron de Watteville, 62.
WITT (Cornelis de). — *Histoire de Washington et de la fondation de la république des États-Unis,* 707-731.

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE DU TOME TRENTE-SEPTIÈME.

PARIS. — IMPRIMERIE SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1



